Les
PUBLICATIONS
DU QUÉBEC

LE QUÉBEC
statistique

59e ÉDITION 1989

Québec

LE QUÉBEC *statistique*

59e ÉDITION 1989

BIBLIOTHÈQUE ADMINISTRATIVE
Ministère des Communications du Québec
Éléments de catalogage avant publication

Thibault, Marie-Thérèse H.

Le Québec statistique 1989/[réalisé par le Bureau de la statistique du Québec; responsable de la rédaction: Marie-Thérèse H. Thibault; sous la direction de: Romuald Asselin]. — 59e éd. — Québec: Les Publications du Québec, 1989.

1028 p.: cartes géographiques, graph.

« 59e édition de l'Annuaire du Québec » — p. 4.

ISBN: 2-551-08483-0

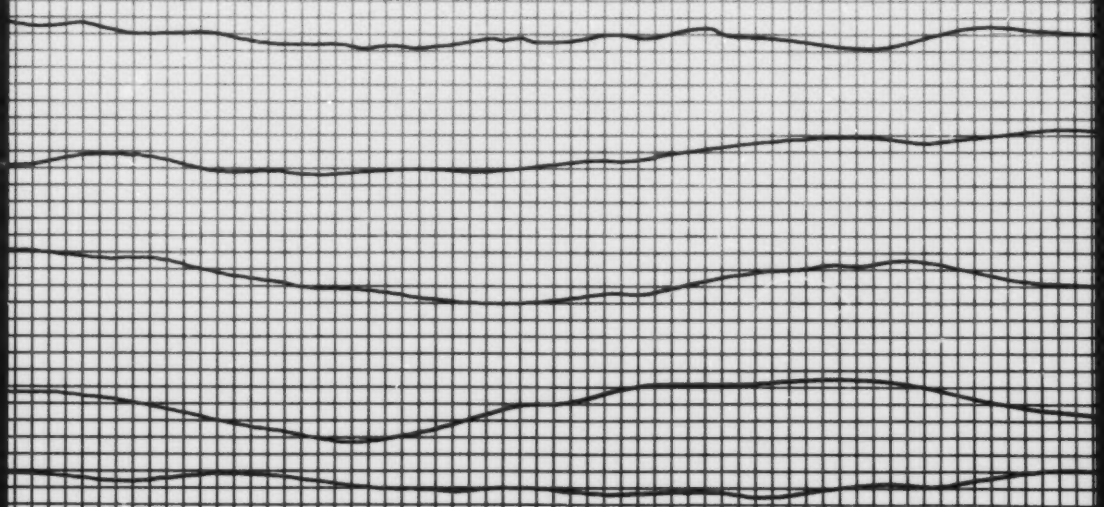
1. Québec (Province) — Statistiques — Annuaires 2. Québec (Province) — Annuaires I. Asselin, Romuald II. Bureau de la statistique du Québec III. Titre IV. Titre: Annuaire du Québec

All S86 Q4 1989

Les
PUBLICATIONS
DU QUÉBEC

LE QUÉBEC
statistique

59e ÉDITION 1989



Québec

90-03607/

Pour tout renseignement concernant le BSQ
et les données statistiques qui y sont disponibles,
s'adresser au:

Bureau de la statistique du Québec
117, rue Saint-André
Québec (Québec)
G1K 3Y3
Tél.: (418) 691-2401

ou

Tél.: 1-800-463-4090
(aucuns frais d'appel)

Cette publication a été réalisée
par le Bureau de la statistique du Québec

Cette édition a été produite par
Les Publications du Québec
1279, boul. Charest Ouest
Québec (Québec)
G1N 4K7

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Canada
Bibliothèque nationale du Québec
Troisième trimestre 1989
ISBN 2-551-08483-0
59e édition de l'*Annuaire du Québec*

© Gouvernement du Québec

Toute reproduction est interdite
sans l'autorisation expresse
de Les Publications du Québec

Avant-propos

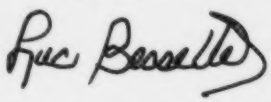
Le Bureau de la statistique du Québec est à l'heure des anniversaires: l'année 1988 marque le 75e anniversaire de sa fondation et l'année 1989, celui de la parution de la première édition de l'*Annuaire Statistique de la Province de Québec*, en 1914. La présente édition de cette publication est la seconde ayant pour titre *Le Québec statistique*.

Au cours des années, cet ouvrage a évolué dans sa présentation, sa périodicité et son contenu. Cependant, son objectif a toujours été de présenter une multitude de données statistiques relatives au milieu physique ainsi qu'aux aspects démographiques, économiques, sociaux et culturels de la société québécoise. Pour souligner cet anniversaire, la plupart des chapitres contiennent un extrait d'anciennes éditions.

Même si le nombre et l'ordre des chapitres ont été légèrement modifiés par rapport à la dernière édition (1985-1986), le lecteur pourra y retrouver un large éventail de données de base qui mettent en lumière l'évolution du Québec, de sa population, de ses institutions, de sa vie culturelle et de son activité économique.

De nombreuses personnes au sein du Bureau de la statistique du Québec de même que plusieurs collaborateurs extérieurs ont participé à la réalisation de cet ouvrage; je désire leur exprimer mes sincères remerciements.

Le directeur général



Luc Bessette

Le Québec statistique a été réalisé au Bureau de la statistique du Québec.

Responsable de la rédaction: sous la direction de:	Marie-Thérèse H. Thibault, Romuald Asselin
Responsable de l'édition:	André David
Correction linguistique et normalisation:	Maggy Trudelle Micheline Lampron France Nazair-Garant Linda Viens
Production:	Michel M. Fortier Claudette D'Anjou Paul-André Gagnon Yvonne Landry Réjeanne Picard
Conception de la couverture:	Paul-André Gagnon
Photographie de la couverture:	Photo Sylvain Majeau enr.

Table des matières

Les 75 ans du Bureau de la statistique du Québec 9

Le Québec il y a 75 ans 21

Les comptes économiques de 1926 à 1987 45

Revue des années 1985-1987 69

Les institutions politiques et administratives du Québec 99

La situation démographique du Québec en 1985 et 1986 123

L'évolution socio-économique du Québec depuis la récession de 1982 145

Les pratiques de loisir au Québec et leur évolution 171

La situation régionale 189

Les relations internationales 211

1. Traits géographiques 233
2. Environnement 261
3. Population et ménages 293
4. Marché du travail 327
5. Revenu et consommation 353
6. Groupes-cibles 387
7. Agriculture 451
8. Pêches 475
9. Forêts 501
10. Mines 529
11. Énergie 549
12. Industries manufacturières 569
13. Construction et logement 595
14. Transports 617
15. Communications 647
16. Commerce de gros et de détail 671
17. Institutions financières 689
18. Services aux entreprises et aux particuliers 721
19. Tourisme et loisirs 741
20. Culture 769
21. Administrations publiques 797
22. Éducation 845
23. Santé et services sociaux 871
24. Justice et protection 903
25. Investissements privés et publics 931
26. Commerce international 953
27. Science et technologie 985
28. Relations intersectorielles 1005

Abréviations et symboles principaux

Δ	Variation
µ	Microgramme
cm	Centimètre
ha	Hectare
hab	Habitant
kg	Kilogramme
km	Kilomètre
kW	Kilowatt
kWh	Kilowattheure
l	Litre
m	Mètre
mm	Millimètre
n	Nombre
t	Tonne
tep	Tonne d'équivalent pétrole
°C	Degré Celsius
%	Pour cent
‰	Pour mille
'000	En milliers
'000 000	En millions
'000 000 000	En milliards

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible
...	N'ayant pas lieu de figurer
-	Néant ou zéro
--	Donnée infime
e	Donnée estimée
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée
x	Donnée confidentielle

Régions administratives

La plupart des données régionales contenues dans cette publication reposent sur le découpage du Québec en dix régions administratives illustré à la page 202. Le nouveau découpage, adopté le 22 décembre 1987, est présenté en regard, à la page 203. Pour plus d'information, nous invitons le lecteur à consulter le chapitre intitulé « La situation régionale » (pages 189 et suiv.).

Carte générale

La carte générale du Québec se trouve à la fin du volume.

Avertissement

On trouvera en fin de texte des définitions et notes explicatives se rapportant aux données présentées dans le chapitre. Nous invitons fortement le lecteur à en prendre connaissance afin d'éviter une interprétation erronée des données.

Précision

À moins d'indications contraires, l'usage du masculin dans les textes et tableaux s'applique indistinctement aux hommes et aux femmes.

Les 75 ans du Bureau de la statistique du Québec

par Mireille Barrière, Mireille Dubé et Lionel LaBerge*

Le Bureau de la statistique du Québec célèbre son 75e anniversaire. C'est l'un des plus vieux organismes du gouvernement du Québec. Sa loi constitutive fut sanctionnée le 21 décembre 1912, année au cours de laquelle naissaient également la Commission de géographie, maintenant appelée Commission de toponymie, et le Bureau de censure des vues animées, connu actuellement sous le nom de Régie du cinéma.

Le Bureau de la statistique du Québec (BSQ) est, en outre, le doyen de tous les organismes centraux de statistiques au Canada. En fait, il fut créé six ans avant que ne soit fondé le Bureau fédéral de la statistique, aujourd'hui Statistique Canada.

Lois instituant les organismes centraux de statistiques du Canada

Québec	1912	Saskatchewan	1972
Canada	1918	Terre-Neuve	1977
Alberta	1958	Colombie-Britannique	1977
Nouvelle-Écosse	1971	Nouveau-Brunswick	1984
Manitoba	1971		

La statistique, science ancienne, n'est certes pas absente au Québec et au Canada avant le XXe siècle. En 1666, l'intendant Jean Talon ordonne un « aveu et dénombrement » de la colonie. Cet exercice se répète trente-six fois sous le Régime français. Avant la Confédération, quatre des futures provinces canadiennes recensent leur population. Au Québec, après 1867, le gouvernement vote plusieurs lois prévoyant la cueillette et la publication de statistiques, notamment dans les domaines de l'éducation (1868), de l'agriculture et des municipalités (1869) et de l'enregistrement des actes d'état civil (1875). Le gouvernement canadien passe également des lois prévoyant des pouvoirs de collecte de données, mais sa principale tâche consiste à mener un recensement décennal depuis 1871.

---

* Ce texte est extrait de *Trois quarts de siècle en mémoire*, album publié à l'occasion du 75e anniversaire du Bureau de la statistique du Québec.

Une création attendue (1912-1913)

Une certaine audace

Que le Québec ait été le premier au Canada à se doter d'un organisme central de statistiques en étonnera probablement plusieurs, d'autant plus qu'à l'époque, l'utilité de la statistique ne fait pas l'unanimité.

Sir Lomer Gouin, premier ministre depuis 1905, n'en est pourtant pas à une audace près. Ainsi, en dépit de la mainmise incontestable de l'Église sur le réseau de l'éducation, son gouvernement fonde en 1907 des institutions d'État comme les écoles techniques de Montréal et de Québec, mais surtout comme l'École des hautes études commerciales (HEC), première au Canada et troisième en Amérique du Nord à dispenser l'enseignement des sciences administratives au niveau universitaire. Par la création du Prix d'Europe (musique) en 1911, le Québec devient la première province canadienne à consacrer des sommes publiques à la fondation d'une bourse d'études. La mise sur pied du BSQ s'inscrit dans cette foulée.

Tout ce qui nous regarde

De 1871 à 1901, le gouvernement du Canada effectue des recensements décennaux sous la direction d'un fonctionnaire nommé spécialement pour accomplir la tâche. En 1905, toutefois, le gouvernement fédéral crée le Bureau des Recensements et Statistiques. Celui-ci obtient le pouvoir de recueillir des statistiques entre les recensements décennaux. Lorsqu'il veut remplir ce dernier mandat, le Bureau rencontre cependant de nombreuses difficultés — il s'immisce en fait dans des domaines jusque là réservés aux ministères fédéraux et aux gouvernements provinciaux — si bien qu'en 1912, le ministre fédéral du Commerce, George Foster, déplore qu'à l'exception des recensements décennaux, le Canada ne possède aucun système précis de collecte et de publication des statistiques, notamment celles de la production et de la distribution des produits.

Le 30 mai 1912, le gouvernement fédéral met sur pied la Commission ministérielle de la statistique officielle du Canada, mieux connue sous le nom de Commission Foster, du nom du ministre à qui elle a présenté son rapport. Au fur et à mesure que les travaux de la Commission sont connus, le Québec appréhende une ingérence du fédéral dans ses champs de compétence. Dans son rapport du 30 novembre 1912, la Commission Foster recommande d'ailleurs, entre autres, la création d'un organisme fédéral de la statistique dont l'une des tâches serait de coordonner la cueillette des statistiques provinciales dans les domaines de l'éducation, des municipalités, de la santé et des statistiques vitales (état civil). Pour le Québec, c'est une atteinte à l'article 92 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique qui stipule les pouvoirs exclusifs des provinces.

Le 9 décembre 1912, le premier ministre Gouin lui-même, au nom du secrétaire de la province Jérémie-Louis Décarie, présente en première lecture à l'Assemblée législative le projet de loi 29 autorisant la création du Bureau des Statistiques de Québec. « Il s'agit, dit-il, d'avoir les statistiques les plus complètes sur tout ce qui nous regarde ».

De la statistique dans l'air

En 1912, les conséquences possibles du rapport de la Commission Foster poussent sans doute le gouvernement à agir rapidement. Cependant, il s'interroge déjà depuis quelques années sur ses besoins en statistique. Ainsi, à la séance du 9 avril 1909, le député Joseph-Octave Mousseau demande au gouvernement s'il existe à Québec un bureau des statistiques et, si tel

n'est pas le cas, s'il a l'intention d'en établir un. Le Secrétaire de la province répond qu'on recueille déjà des statistiques municipales, judiciaires, scolaires et financières et que le gouvernement « considère qu'il serait opportun d'établir un bureau spécial des statistiques ».

La question demeure en suspens jusqu'en 1912 où, le 16 février, le député Arthur Sauvé revient à la charge: « Est-il vrai que le gouvernement a déclaré, en 1909, qu'il serait à étudier l'opportunité de l'établissement d'un Bureau spécial de statistiques? A-t-il fini de considérer cette question? » Cette fois, le gouvernement affirme qu'il agira prochainement. Enfin, dans le discours du trône du 5 novembre de la même année, le Lieutenant-gouverneur annonce le dépôt d'un projet de loi instituant un organisme statistique provincial.

La statistique est vraiment à l'ordre du jour durant cette session. À la séance du 14 novembre, à l'Assemblée législative du Québec, le député Godfroy Langlois met en doute la crédibilité des statistiques sur la fréquentation scolaire publiées par le département de l'Instruction publique. Il s'appuie sur une donnée du recensement canadien de 1911 qui dénombre 311 631 illettrés au Québec sur une population totale de 2 005 776 habitants. Le gouvernement Gouin — il n'allait pas être le dernier à le faire — conteste ce nombre fourni par le fédéral. Il s'ensuit un débat corsé de trois jours autour du projet de loi Finnie qui propose la fréquentation scolaire obligatoire pour les élèves du réseau protestant. Partisans et opposants au projet citent un déluge de chiffres pour faire triompher leur point de vue. Le débat envahit la place publique, soulève les mêmes passions qu'au Salon de la race et met la statistique à la mode. Le journal *La Presse* pour sa part ne réclame pas moins que des « statistiques bien faites, inébranlables ».

Le 19 décembre, grâce à une opinion publique alertée et favorable, le gouvernement fait adopter sans grande contestation apparente la loi constitutive du BSQ. Elle obtient la sanction royale deux jours plus tard.

La presse accueille le BSQ

« Belle innovation du gouvernement. »
Le Soleil, 10 décembre 1912

« C'est un service demandé depuis longtemps par l'Opposition. »
Le Devoir, 10 décembre 1912

« La création d'un bureau provincial de la statistique s'impose. Trop souvent il a fallu recourir aux statistiques fournies par le gouvernement fédéral dans la discussion de questions importantes où l'on s'est aperçu que ces statistiques n'étaient pas ce qu'elles devraient être. »
La Presse, 10 décembre 1912

L'an I du BSQ (1913-1914)

Un chef statisticien venu de France

La loi place le BSQ sous la responsabilité du Secrétariat de la province, sorte de ministère à vocations multiples dont la mission s'apparente à celle des ministères actuels de l'Éducation, de la Santé et des Services sociaux, de la Justice et des Affaires culturelles.

Bien que sanctionnée à la fin de l'année 1912, la loi n'entre en vigueur que le 11 novembre 1913. Ce délai accorde au gouvernement le temps d'organiser le Bureau, du moins de lui trouver un directeur. C'est en Belgique que Lomer Gouin avait recruté le premier directeur des HEC. Cette fois, il recourt à la France et, après des négociations avec le ministre français des Affaires étrangères, Gabriel Hanoteaux, il obtient le prêt d'un jeune adjoint au directeur de la Statistique générale de la France, Henri Bunle.

Son importante contribution

Lorsqu'il débarque à Québec, en septembre 1913, Bunle ne se sent pas attendu. En 1985, à l'âge vénérable de 101 ans, le premier directeur du BSQ dira qu'il n'avait ni bureau, ni collaborateur. C'est dans un hôtel, situé aux environs du Château Frontenac, qu'il commence à élaborer le plan du premier *Annuaire statistique de Québec*.

Dans son rapport déposé à l'Assemblée nationale l'année suivante, le secrétaire de la province Jérémie-Louis Décarie dira que « ce travail a présenté des difficultés nombreuses et de longues et pénibles recherches ». En effet, sans aide, sauf dans les tout derniers mois, Bunle recueille les données, principalement dans les ministères fédéraux et provinciaux, et rédige la plupart des analyses du premier *Annuaire*. L'ouvrage publié en mai 1914 comporte de longues séries chronologiques aussi bien que des résultats du recensement de 1911 et des textes de fond provenant de collaborateurs extérieurs.

Sept parties composent l'album de 454 pages. En plus du résumé des principaux événements historiques, on y trouve tout d'abord une description de la province quant à sa physiographie, sa géologie, sa faune et sa flore ainsi que les caractéristiques de son climat. Suit une partie consacrée à l'étendue de ses terres fermes et de ses eaux, puis à tout ce qui se rapporte à sa population (composition, naissances, mariages, décès, immigration) incluant des données sur l'hygiène et la santé, l'instruction, « l'assistance », la justice, les établissements pénitentiaires, les associations et syndicats, la réglementation du travail. Suivent enfin trois autres parties consacrées à la production et à l'économie (agriculture, pêcheries, manufactures, moyens de transport, etc.); aux revenus (salaires et durée du travail, épargne, assurance); au gouvernement et à l'Administration.

Quand Henri Bunle retraverse l'Atlantique vers la mi-juillet 1914, il a reçu 2 000 $ de traitement auxquels s'ajoutent 520,85 $ pour ses dépenses de voyage. À titre de comparaison, mentionnons qu'à l'époque, le salaire d'un sous-ministre est d'environ 4 000 $ par année.

En plus de l'*Annuaire*, en grande partie son oeuvre personnelle, il remet un volumineux rapport dans lequel il propose entre autres un plan d'action. Selon lui, un « office spécial de la statistique » devrait comprendre douze employés: un chef du bureau, un sous-chef, trois rédacteurs-calculateurs, cinq calculateurs, un bibliothécaire-secrétaire et un messager. Il propose un budget annuel de fonctionnement de 42 200 $ et l'organisation d'une bibliothèque. Enfin, il suggère la production de neuf publications.

Dès la fin juin, le remplaçant de Henri Bunle est choisi et sa nomination devient effective le 7 juillet 1914. Reparti pour la France, Henri Bunle, à peine rentré au pays, est appelé sous les drapeaux. La France et l'Allemagne entrent en guerre le 3 août.

Un directeur pour vingt ans (1914-1934)

Le premier directeur québécois

Le gouvernement choisit Georges-Émile Marquis pour succéder à Henri Bunle. Pédagogue de formation, inspecteur d'écoles, le nouveau directeur du BSQ jouit d'une réputation enviable et probablement des bonnes grâces du pouvoir ... Nul ne s'oppose à cette nomination, sauf le journal radical *Le Pays* qui y flaire du favoritisme: « À Québec, il fallait un expert en statistique, en économie; ce fut un bedeau, un thuriféraire qui décrocha le fromage ».

Mais peu importe ce trouble-fête! Marquis continue l'oeuvre de son prédécesseur. En 1914, le Bureau entreprend la compilation des statistiques des Caisses populaires et prend la responsabilité de la compilation et de la publication des statistiques des corporations municipales que le Québec publie depuis 1880. En 1915, l'organisme entreprend également la compilation des statistiques financières des corporations scolaires et il commence à recueillir et à compiler des statistiques laitières. En 1917, le Bureau procède à un premier « inventaire » agricole.

Un toit et du personnel

La production de l'*Annuaire* se poursuit. Le Bureau compte de plus six autres publications officielles en 1917.

Proposition Bunle—1914

Annuaire Statistique
Statistiques des écoles de réforme, des écoles d'industrie, des prisons
Statistiques du mouvement de la population (statistique vitale)
Statistiques judiciaires (justice civile)
Statistiques des hôpitaux, des asiles d'aliénés
Statistique agricole—Bulletin mensuel de l'état des récoltes
Statistique des Industries et Manufactures
Statistiques des grèves, du chômage, des accidents dans l'industrie
Statistiques des prix des denrées et des marchandises, des loyers

Publications du BSQ—1917

L'Annuaire Statistique
Les Statistiques de l'Enseignement
Les Statistiques municipales
Les Statistiques judiciaires
Les Statistiques:
a) des Établissements pénitentiaires
b) des Institutions d'Assistance
L'État financier des Corporations scolaires
La Liste des Corporations municipales

Le Secrétariat provincial accueille bientôt le Bureau dans ses quartiers et en 1918, l'organisme emménage dans cinq pièces situées dans les mansardes de l'Hôtel du Parlement actuel. Le Bureau compte au moins cinq personnes à son emploi: un chef statisticien et quatre commis. Son budget de fonctionnement pour la deuxième année s'élève à 13 753 $. « Sir Lomer (Gouin) ne lâchait pas beaucoup d'argent », dira Bunle soixante et onze ans après son départ. En 1916, le Bureau comporte quatre sections principales: les statistiques de l'instruction, les statistiques municipales, les statistiques de la prévoyance (rentes viagères, caisses d'économie, assurances, etc.) et les statistiques agricoles.

Le Bureau fédéral

En 1918, le Bureau fédéral de la Statistique (BFS) est officiellement créé. Une première conférence fédérale-provinciale est aussitôt convoquée pour les 19 et 20 juin de la même année et porte sur les statistiques de l'état civil. La bisbille s'installe entre Québec et Ottawa. En effet, le fédéral veut rédiger un projet de loi modèle et souhaite son application par toutes les provinces. Outré, Marquis refuse d'abord d'assister à la conférence, affirmant que sa province possède déjà son propre modèle de cueillette et qu'elle n'a pas besoin du carcan législatif d'Ottawa. Toutefois, il se ravise et se rend à Ottawa en maintenant ses distances. Une seconde conférence se tient en décembre 1918. En 1919, le projet est adopté par toutes les provinces, à l'exception du Québec qui accepte finalement de se rallier au plan en vigueur dans les autres provinces en 1925.

Témoin de l'Histoire

La confection de l'*Annuaire* devient une tâche de plus en plus lourde et, en 1921, Marquis s'adjoint un rédacteur officiel, Valmore Gratton, diplômé des HEC. L'École allait également fournir les deux rédacteurs suivants. Gratton reçoit un salaire de 1 500 $ par année, soit la moitié de ce que gagne Marquis.

Dans l'édition de 1921, Marquis écrit que « l'*Annuaire* constitue le réservoir où l'on puisera plus tard pour écrire l'histoire économique de la province ». Et pour cause. Toute l'évolution socio-économique du Québec se retrouve dans ses pages. Dès 1915, on publie des données sur les états financiers des Caisses populaires, pourtant de fondation récente. En 1917, on présente des renseignements sur les hôpitaux militaires. En 1919, on rend compte des ravages causés par la grippe espagnole. En 1930, on donne le résultat de la campagne de rapatriement entreprise auprès de la diaspora franco-américaine deux ans plus tôt. Dès ses commencements, l'*Annuaire* se distingue par la qualité et la quantité de ses informations.

Le BSQ durant la crise

En 1929, la Bourse de New York s'effondre, entraînant l'hémisphère occidental dans une grave crise économique. Des compressions budgétaires obligent le Bureau à interrompre quelques-unes de ses publications. Il passe, par ailleurs, sous la gouverne du département des Affaires municipales en 1930.

Le Bureau souligne la vingtième édition de l'*Annuaire* en 1933. Ce sera la dernière signée par Marquis. Le Québec demeure toujours la seule province à en publier un à l'époque.

Dans l'édition de 1931, Marquis écrit que « l'on sent le besoin de faire un retour vers le passé pour découvrir les podromes (*sic*—prodromes: signes avant-coureurs) qui ont pu influer sur les temps durs que nous enregistrons depuis une couple d'années ». À nouveau, l'*Annuaire* est le témoin de son époque. Les données que renferme cette édition concernent entre autres le chômage catastrophique, le retour à la terre de sans-travail désenchantés par la ville en crise, le ralentissement de l'urbanisation au Québec et le programme de secours direct adopté par les divers paliers de gouvernement.

Une période transitoire (1934-1962)

Un écrivain chez les statisticiens

Georges-Émile Marquis quitte le Bureau en 1934 pour assumer la direction de la Bibliothèque de la législature, mutation due à un scandale littéraire. En mars 1934, Jean-Charles Harvey publie son roman *Les Demi-civilisés* dans lequel, par le truchement de son personnage Max Hubert, il brosse une satire caustique d'un certain milieu petit-bourgeois et clérical de Québec.

Fin avril, le cardinal Villeneuve condamne l'oeuvre et menace de péché mortel tous ceux qui la gardent, la lisent, la prêtent, l'éditent et la diffusent. Sous l'influence de l'Église, Harvey perd son poste de rédacteur en chef au quotidien *Le Soleil*. Toutefois, l'auteur possède de solides amitiés au gouvernement. Le premier ministre, Louis-Alexandre Taschereau, lui offre le poste de conservateur de la Bibliothèque de la législature. Mais le cardinal proteste. Que le gouvernement récupère Harvey, soit; mais pas à une fonction aussi cruciale que celle de la bibliothèque qui exige un titulaire de haute moralité! On trouve un compromis: Harvey ira à la statistique, sujet plus neutre que la littérature, et Marquis à la bibliothèque ...

Le décret de 1936

Le monde des lettres n'est pas le seul à être agité. La vie politique québécoise frémit. Des scandales impliquant principalement la famille du premier ministre Taschereau obligent ce dernier à démissionner en juin 1936. Il cède la direction du parti et le poste de premier ministre au ministre de l'Agriculture, Adélard Godbout.

Le nouveau premier ministre a le goût du changement. Depuis 1935, le BSQ relève du nouveau département des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce. Vers la fin juin de 1936, Godbout sépare les Affaires municipales de l'Industrie et du Commerce. Le Bureau est rattaché à ce dernier.

Un arrêté en conseil du 9 juillet décrète une réforme draconienne du BSQ: regroupement de tous les services statistiques des départements du gouvernement au département de l'Industrie et du Commerce; transfert de tout leur personnel et de toutes leurs archives au même département; embauche d'un chef de bureau adjoint et d'un chef statisticien pour l'analyse et la publication des données.

Cependant, la situation politique se précipite: Godbout déclenche des élections le 17 août 1936 pour régulariser son statut de premier ministre désigné. L'électorat opte plutôt pour l'Union nationale de Duplessis. Ce dernier réunit à nouveau le département de l'Industrie et du Commerce aux Affaires municipales et relègue aux oubliettes la réforme des services statistiques proposée par le décret.

Pendant l'année financière 1936-1937, le BSQ récupère du département de l'Agriculture les statistiques qu'il avait lui-même abandonnées en 1923. Un soir de février 1937, Jean-Charles Harvey apprend son congédiement à la radio ...

En temps de guerre

En octobre 1939, Maurice Duplessis perd les élections générales, Adélard Godbout redevient premier ministre.

Le second conflit mondial ravive l'économie. En 1941, le directeur du Bureau, Samuel Gascon, constate que l'économie de guerre fait augmenter le volume des importations et des exportations québécoises. C'est la première hausse depuis 1930 dans le cas des importations

et depuis 1920 dans le cas des exportations. Le pouvoir d'achat de la population augmente. Son épargne est bien canalisée dans le financement de la guerre: timbres d'épargne de guerre, emprunts de la victoire, etc.

Un changement de tutelle affecte la vie du BSQ à l'époque. Il relève désormais du département de l'Industrie et du Commerce recréé par Godbout. Ce département le chapeautera pendant un peu plus de la moitié de son existence.

Centraliser ou pas

L'idée de centralisation lancée par le décret de 1936 ne se concrétise pas totalement. Une nouvelle section des statistiques des accidents de la route imputables aux automobiles est créée en 1941. En 1943, les statistiques de l'enseignement passent du département de l'Instruction publique au Bureau des Statistiques. Pendant l'année financière 1944-1945, le département des Pêcheries cède son unité de statistiques au BSQ. L'année suivante, cette section engage un jeune diplômé, Zéphirin Bérubé, toujours à son poste en 1988. Il se souvient qu'on n'entrait pas dans la fonction publique comme dans un moulin et qu'il avait dû se munir de deux lettres de recommandation, l'une de son député et l'autre de sir Thomas Chapais lui-même!

Le Bureau traverse une mini-crise. Doté d'une Chambre des compilations mécaniques, il sert plus souvent qu'autrement à compiler les données des autres plutôt qu'à les recueillir. En 1946, cette Chambre des compilations devient un service distinct du MIC. La même année, la publication des statistiques municipales, de l'enseignement et des états financiers des commissions scolaires est interrompue. En 1953, le département de l'Instruction publique, qui se fait tirer l'oreille pour remettre au Bureau les formules d'enquête de ses inspecteurs, s'approprie les statistiques sur la clientèle et le personnel enseignant, et intègre à son effectif quatre employés du BSQ. Le Bureau doit lutter d'arrache-pied pour conserver au moins la compilation des états financiers des commissions scolaires. Le ministère des Affaires municipales veut imiter le département de l'Instruction publique mais le Bureau résiste, refuse le transfert des données et se remet à les diffuser.

D'importantes réalisations

À côté de pertes et de reculs, le BSQ innove et progresse. Ainsi, dès 1951, son septième directeur, Jean-Charles McGee, suggère d'utiliser le concept de « région économique » dans la présentation des données plutôt que ceux de « district électoral » et de « comté municipal » alors en usage. Il revient à la charge les deux années suivantes pour obtenir enfin un consensus sur dix régions dont la configuration ressemble étonnamment aux régions administratives actuelles. En 1953, le Bureau s'enrichit d'une division des manufactures et publie un *Index des manufactures*. Six ans plus tard, trois jeunes économistes entrent en fonction afin de former un embryon de division de recherche.

Jean-Charles McGee estime, en 1961, que le Bureau se dirige vers une « coordination de toute la statistique provinciale ». Il suggère une « politique de bonne entente » avec l'Administration publique plutôt que des mesures coercitives et réclame au moins un droit de regard sur les questionnaires d'enquête qu'utilisent les autres ministères.

L'action la plus prestigieuse du Bureau durant cette période consiste à servir de consultant à la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, mieux connue sous le nom de Commission Tremblay. Le BSQ prépare un mémoire intitulé *La statistique et les problèmes constitutionnels* qui inspirera les notes historiques apparaissant au début du rapport. La Commission Tremblay constitue, au dire des historiens, le premier effort sérieux de la société canadienne-française de s'interroger sur elle-même et sur ses problèmes collectifs.

Le Bureau entre dans la modernité (1962-1975)

Une réforme majeure

À partir de 1960, la fonction publique québécoise se modernise. Le vocabulaire change aussi. On ne parle plus de « département » mais de « ministère », et la « province » de Québec devient l'« État » du Québec.

La révolution tranquille atteint également le BSQ qui connaît alors une réforme majeure. Le changement le plus important intervient sur le plan législatif: la vieille loi de 1912 est abrogée! Désormais, on parle du Bureau de la statistique du Québec et non plus du Bureau des Statistiques de Québec. Le contenu de la nouvelle loi est nettement plus élaboré que celui de la loi constitutive. Les fonctions du Bureau sont redéfinies. S'il conserve toujours la mission de recueillir et de traiter des statistiques, le BSQ reçoit le pouvoir de conclure des ententes avec le gouvernement fédéral et ceux des autres provinces. Il est aussi autorisé à effectuer de la recherche statistique. Enfin, la loi contient des dispositions ayant trait au caractère confidentiel des renseignements.

Une nouvelle structure

Jean-Baptiste Bergevin, le huitième directeur, s'attaque à la restructuration de l'organisme et établit notamment une section de l'échantillonnage qui se distingue par la nouveauté de sa mission. En effet, elle joue le rôle de consultant auprès des trois divisions du Bureau, travaille de concert avec les experts du MIC, s'occupe de structurer les enquêtes et de valider leurs résultats. Le BSQ entre vraiment dans la modernité sur le plan méthodologique.

Quant à l'antique Chambre des compilations, elle subit également une cure de rajeunissement autant linguistique que fonctionnelle. Désormais, le Centre de la mécanographie coordonne les opérations de compilations statistiques de l'ensemble de l'Administration publique et forme même le personnel affecté à cette tâche.

De nouveaux champs d'intérêt

En 1962, la *Revue statistique du Québec* paraît pour la première fois. À l'origine mensuelle, cette publication, maintenant trimestrielle, existe toujours mais sous un format différent. En 1963, avec la collaboration du professeur Tadek I. Matuszewski, du Laboratoire d'économétrie de l'Université Laval, et du professeur Marcel Dagenais, de l'École des hautes études commerciales, le Bureau élabore un système de comptabilité économique pour le Québec. La même année, le Bureau entreprend le développement de statistiques sur les prêts hypothécaires et les mutations de propriété et crée une Division de la documentation et de l'information. Cette dernière se voit confier le mandat de créer un fichier central de l'information sur les entreprises. Des travaux de conception sont réalisés et la mise en place du fichier est confiée plus tard au nouveau ministère des Institutions financières, des Compagnies et des Coopératives.

En 1964, le Conseil exécutif décrète que tous les ministères et organismes du gouvernement du Québec devront utiliser le même code géographique. Le Bureau est désormais responsable de l'administration du code géographique du Québec. En janvier 1965, le BSQ signe une entente avec le BFS concernant l'utilisation du nouveau code. Au cours de cette période, le BSQ s'intéresse également à l'élaboration de modèles économétriques. Son modèle Intersectoriel est créé en 1967. Ce modèle vaut au Bureau une réputation internationale en la matière. Depuis, c'est à l'aide de ce modèle qu'est analysé l'impact économique de tous les grands projets au Québec. En 1968, le Bureau implante son propre centre informatique dans le but de créer, à long terme, une banque de données statistiques sur les individus, les institutions et les entreprises.

Partenaire de Statistique Canada

La loi sur le BSQ de 1962 permettait explicitement à son ministre responsable de convenir de collecte ou d'échange de renseignements avec le gouvernement central, ses ministères, ou tout autre gouvernement provincial. En 1974, l'Assemblée nationale modifie la Loi du Bureau de la statistique du Québec pour éviter la duplication des enquêtes en facilitant l'échange de données entre le BSQ et l'organisme statistique fédéral qui prend, en 1972, le nom de Statistique Canada. Plusieurs ententes interviendront par la suite entre les deux organismes, notamment sur les statistiques agricoles, les statistiques manufacturières et celles de l'investissement et de l'emploi.

C'est à cette époque que s'institutionnalisent les conférences fédérales-provinciales sur la statistique. Ainsi, du 22 au 26 mai 1973, le BSQ est présent à celle de Montebello qui porte surtout sur la diffusion des données du recensement canadien, et qui sera suivie de la mise en place du Conseil fédéral-provincial de la statistique. Celui-ci se réunira annuellement par la suite; une douzaine de comités consultatifs dans des secteurs particuliers de la statistique s'y grefferont progressivement pour favoriser un examen plus approfondi dans tous ces secteurs.

Le BSQ participe au Conseil et à ses comités en tant que représentant du Québec. Il y fait valoir les besoins de l'Administration publique québécoise en vue de l'élargissement des programmes de Statistique Canada ou de leur amélioration, en lui signalant, par exemple, les insuffisances qu'il décèle dans les échantillons québécois de ses enquêtes.

Les années récentes (1975-1988)

Au cours de cette période, des changements interviennent quant au rattachement et à l'organisation du Bureau, et trois opérations de réflexion axées sur ses orientations sont menées. Le Bureau continue par ailleurs de diversifier sa production et quatre responsables se succèdent à sa direction: Maurice Turgeon (1972-1976), Albert Dumas (1976-1980), Yvon Fortin (1980-1982) et Nicole P.-Gendreau (1982-1988).

Les rattachements administratifs

En 1976, un Secrétariat général est créé au Bureau, puis en 1977, la Direction de la production statistique est mise en place pour prendre en charge le déroulement de toutes les enquêtes du Bureau.

Relevant du MIC depuis trente-huit ans, le 2 septembre 1981, le Bureau est rattaché au ministre d'État au développement économique. Puis, à la suite d'une réorganisation des structures du Conseil exécutif, le Bureau est finalement relié par décret au ministère des Finances, le 9 mars 1983.

Par ailleurs, le 24 mars 1982, le gouvernement décide de regrouper avec le BSQ deux unités administratives d'autres organismes: la Direction générale de la planification de l'OPDQ et la Direction de l'analyse et de la prévision économique (DAPE) du MIC. Recommandée par la corporation de l'Office de planification et de développement du Québec, cette décision résulte du constat de complémentarité des fonctions de ces unités et a pour objectifs une meilleure transmission des connaissances entre les équipes de spécialistes concernées et une plus grande efficacité de leur production. En avril 1985, le personnel de la DAPE est de retour au MIC.

Une autre unité administrative est greffée au BSQ en février 1985. Il s'agit du Registre de la population dont les fonctions et les ressources sont alors transférées par décret du ministère des Affaires sociales au BSQ. Depuis lors, la tenue et la diffusion des statistiques sur les naissances, les décès et les mariages font partie des nouvelles responsabilités du Bureau.

La revue des orientations

Au début de l'année financière 1975-1976, le Conseil du trésor demande un rapport sur les orientations à donner au BSQ. Le Bureau dépose en septembre 1975 un document intitulé *Mémoire de programme: Services statistiques centraux.*

Le Bureau soumet alors plusieurs recommandations qu'un comité interministériel endosse pour la plupart. Parmi les recommandations, on retrouve entre autres celle de donner au Bureau le statut d'agence centrale en lui accordant un triple rôle: un rôle de coordination entre les divers éléments du système statistique québécois, un rôle de coordination entre ce dernier et le système statistique canadien et un rôle de production plus actif.

Pour mieux répondre aux exigences de ces rôles, on propose le rattachement du BSQ à un ministre désigné plutôt qu'à celui du MIC, la création d'un mécanisme de coordination interministérielle des activités statistiques, ainsi que l'adoption d'une structure par fonction: enquête, intégration, analyse, diffusion et services techniques. On recommande aussi une révision en profondeur de la loi du BSQ, de façon à assurer l'autonomie du Bureau, à faciliter la signature d'accords avec les ministères et avec Statistique Canada, et à faire du Bureau le coordonnateur des opérations statistiques au sein de l'Administration publique.

La majeure partie des recommandations faites à l'automne 1975 demeure cependant en suspens. Toutefois, à la fin de 1981, la mission du Bureau suscite à nouveau l'intérêt, alors que le ministre d'État responsable du Développement économique forme un groupe de travail chargé de formuler des recommandations sur les orientations du Bureau. Le rapport du Comité sur les orientations du BSQ (Rapport Gendreau) est déposé le 17 mai 1982.

Faisant état d'une consultation effectuée auprès des ministères et organismes gouvernementaux sur leurs activités en matière de collecte et d'analyse de statistiques, et sur leurs attentes à l'égard du BSQ, le Comité reprend à son compte plusieurs des propositions mises de l'avant en 1975 relativement au statut et au rôle du Bureau. Résumant son diagnostic, le rapport dira notamment:

> « Le défi n'est donc pas de mettre en place des unités de production de statistiques et de recherche au sein de l'appareil gouvernemental, car celui-ci en est relativement bien pourvu. Il consiste plutôt, en s'appuyant sur les unités sectorielles existantes et sur l'unité centrale que constitue le BSQ, et en complémentarité avec les services fournis par Statistique Canada, à intégrer ces unités en un véritable système. »

Le rapport met par ailleurs en lumière l'opportunité d'exploiter le potentiel des fichiers administratifs, tout en respectant le caractère confidentiel des données nominalisées, et ce, afin de contenir les coûts des enquêtes et d'alléger le fardeau des répondants.

Au printemps de 1983, le nouveau ministre responsable, celui des Finances, retient le professeur Bernard Bonin comme personne-ressource pour évaluer le statut du BSQ en regard des besoins gouvernementaux en matière de recherche économique. Tout en rejoignant l'essentiel des propositions des deux rapports précédents quant au statut et au rôle du BSQ, le rapport du consultant universitaire circonscrit, parmi les besoins gouvernementaux à satisfaire, la recherche sur les interdépendances économiques comme devant être le créneau privilégié du Bureau.

La diversification des activités

Bien que les recommandations des rapports précédents n'aient pas donné lieu à une refonte de la loi du BSQ, le programme d'activités du Bureau s'est néanmoins élargi depuis 1975, notamment avec la venue des trois unités administratives qui lui furent greffées au cours des années qui ont suivi et pour donner suite à des besoins qu'avait exprimés l'Administration publique.

C'est ainsi qu'au cours de cette période, le BSQ multiplie les initiatives propres à doter le Québec de statistiques essentielles à une bonne compréhension de sa situation. Entre autres initiatives, mentionnons l'enquête annuelle auprès des petits établissements manufacturiers, la publication sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, la publication trimestrielle sur les comptes économiques des revenus et des dépenses, les publications annuelles sur les investissements privés et publics et sur l'état de la situation économique au Québec et plusieurs autres, notamment, sur le secteur public, les institutions de dépôt et le commerce extérieur.

Tout récemment, le BSQ ajoute à ses réalisations le développement d'un élément important de son système d'information statistique de base: un indice composite avancé de l'économie québécoise. La comptabilité sociale et certains indicateurs socio-économiques sont aussi développés.

Viennent s'ajouter plusieurs ouvrages sur la situation et les perspectives démographiques du Québec, sur la situation des jeunes et sur celle des personnes âgées, de même que la réalisation plus récente de douze portraits statistiques régionaux regroupant un large éventail de statistiques sur chacune des régions administratives incluant les municipalités régionales de comté (MRC) et les communautés urbaines ou régionale qui les composent.

Par ailleurs, le Bureau intensifie ses activités en matière de coordination et de prestation de services aux ministères et organismes gouvernementaux. La mise en place de la Banque de statistiques du Québec — à laquelle sont déjà reliés un bon nombre de ministères et organismes gouvernementaux —, l'établissement d'une table de concertation des ministères et organismes que les statistiques sur les industries de la culture et des communications concernent, ainsi que la participation du Bureau à de grandes enquêtes sectorielles, notamment sur la santé des Québécois, à la demande du ministère de la Santé et des Services sociaux, et sur le salaire minimum, pour le compte de la Commission des normes du travail, en sont autant d'exemples.

Parallèlement à ses activités courantes, financées à même son budget régulier, le Bureau doit répondre à des besoins spécifiques et la loi permettant la création d'un Fonds spécial, sanctionnée en juin 1987, lui en donne la possibilité.

Le Québec il y a 75 ans

par Pierre-François Ricard*

Le Bureau de la statistique du Québec célèbre son 75e anniversaire. Aussi a-t-il paru opportun de brosser, à l'aide des données tirées des trois premières éditions de l'*Annuaire statistique* (appelé ainsi jusqu'en 1961), un tableau de la société québécoise du début du siècle[1]. « Le Québec, il y a 75 ans », c'est le Québec de l'année 1914. Cette année-là constitue une période cible car il s'agit de la première année de parution de l'Annuaire et parce qu'en marquant le début de la Première Guerre mondiale, elle devient un repère dans l'histoire des pays occidentaux.

Les statistiques présentées dans cet article se rapportent autant que possible à l'année 1914. Cependant, compte tenu du manque de données pour cette année-là dans certains secteurs d'activité, quelques-unes des statistiques retenues datent soit de 1911, pour ce qui est des recensements de la population et de l'agriculture, soit d'une autre année qui se rapproche le plus de 1914. L'Annuaire de 1915 demeure néanmoins la principale source documentaire utilisée; il a été réalisé sous la direction de G.-E. Marquis, « Chef du Bureau des Statistiques » de 1914 à 1934.

---

* De la Direction des statistiques régionales et environnementales du Bureau de la statistique du Québec.

1. Dans la rédaction de ce texte, le vocabulaire et l'orthographe en usage à l'époque ont été respectés.

Sommaire statistique des progrès dans la province de Québec.

Désignation	1871	1881	1891	1901	1911	1914
SUPERFICIE. (En milles carrés)						
Terres						690,865
Eaux						15,969
Ensemble	187,702	188,535	227,500	351,873	351,873	706,834
POPULATION:						
Par mille carré	3.38	3.87	4.23	4.09	3.99	3.25
Rurale	959,171	1,047,923	988,820	992,667	1,023,618	1,123,711
Urbaine	232,345	311,104	499,715	656,321	970,094	1,131,014
Hommes	596,041	678,175	744,141	824,454	1,011,502	.....
Femmes	595,475	680,852	744,394	824,444	991,730	.....
Population totale	1,191,516	1,359,027	1,448,535	1,648,898	2,003,232	2,258,867
Naissance	44,730	51,889	.....	53,815	74,475	(1913) 79,089
Décès	20,930	27,230	.....	32,778	35,704	" 36,215
INSTRUCTION:						
Nombre d'écoles	4,014	4,805	5,575	6,023	6,804	7,813
" d'instituteurs et institutrices	5,120	6,378	8,457	10,321	12,890	16,135
" d'élèves recensés			344,588	379,005	450,619	486,335
" " inscrits aux écoles	186,669	229,230	273,616	314,881	410,422	435,895
" " présents en moyenne	.....	.....	204,190	242,832	318,330	394,211
Contribution des contribuables	.....	.....	1,137,328	2,999,804	5,729,104	7,567,204
" du Gouvernement	.....	.....	232,613	453,950	1,065,429	1,724,110
Coût de l'enseignement par élève	$	.....	.....	10.90	16.55	20.13
ASSISTANCE:						
Hôpitaux, dispensaires et sanatoria (Nombre)	17	29	43	45	.....	55
Personnes assistées	1,343	3,987	2,741	3,649	.....	33,028
Institut. et assoc. d'assist. (Nombre)	45	46	43	58	.....	114
Personnes assistées	3,583	3,243	5,847	7,470	.....	49,764
AGRICULTURE:						
Nombre d'occupants de terre	118,086	137,863	174,996	159,599	159,554	.....
" de familles	213,303	254,841	271,991	307,304	370,938	.....
" " demeures	180,515	216,423	244,540	291,429	339,509	.....
" d'acres ensemencés	3,714,304	4,147,984	4,004,716	4,704,396	5,480,673	4,863,850
" de lettres patentes émises	661	573	651	1,135	1,467	1,520
PRODUCTION:—(Valeur en dollars)						
Récolte des champs				47,480,033	76,325,000	99,279,000
Animaux domestiques				57,070,940	94,926,194	122,298,071
Produits laitiers,(beurre et fromage)	124,000	864,000	2,919,000	12,974,377	15,656,986	16,156,022
" miniers	1,781,100	4,003,197	.....	2,960,704	11,002,232	11,732,783
" forestiers	.....	.....	.....	18,909,716	13,122,287	26,239,168
" des pêcheries	1,093,612	2,731,962	2,008,678	2,174,459	1,693,475	1,850,427
MANUFACTURES:						
Nombre				4,845	5,584	.....
Capital engagé	28,071,868	59,216,992	59,841,711	142,403,407	326,946,925	.....
Valeur des produits bruts	.....	.....	85,630,496	86,679,779	184,374,053	.....
" " manufacturés	77,205,182	104,662,258	153,255,583	158,287,999	350,901,656	.....
EXPORTATIONS:—(en dollars)						
Valeur totale	39,021,706	48,965,087	43,216,936	93,540,609	123,725,620	177,556,784
" par tête	32	36	30	56	61	78
IMPORTATIONS:—(en dollars)						
Valeur totale	43,094,412	51,071,013	52,220,528	76,716,290	141,370,494	185,328,270
" par tête	36	38	36	46	75	82
MOUVEMENT ÉCONOMIQUE.—(Divers)						
1. Compagnies à fonds social: Nbre enregistré	14	15	14	75	197	386
Capital social engagé	1,711,000	1,112,000	2,392,000	7,534,700	24,199,200	35,200,006
2. Banques (Nombre)	.....	.....	.....	.....	.....	657
Compensations effectuées	.....	.....	.....	939,939,000	2,501,809,000	2,797,227,773
3. Bureaux de poste (Nombre)	.....	1,123	1,429	1,781	2,341	2,587
" " émettant des mandats	.....	.....	112	386	822	923
Routes rurales de distribution	.....	.....	.....	.....	19	193
Boîtes de distribution	.....	.....	.....	.....	111	5,975
4. Sociétés d'agriculture (Nombre)	.....	.....	74	65	83	85
Nombre de membres	.....	.....	15,940	15,920	24,036	23,512
Cercles agricoles (Nombre)	.....	.....	.....	544	664	699
Nombre de membres	.....	.....	.....	45,000	62,084	65,324
5. Bureaux de placement (Nombre)	.....	.....	.....	.....	2	3
Nombre d'ouvriers placés	.....	.....	.....	.....	(16 ms) 9,708	7,019
6. Compagnies d'assurance (Nombre)	.....	.....	.....	.....	107	137
Sociétés de secours mutuels (Nbre)	.....	.....	.....	.....	76	99
Nombre de membres	.....	.....	.....	.....	177,289	81,364
Rentes viagères (Nombre)	.....	.....	.....	.....	.....	852
Montant de rentes (1915)	.....	.....	.....	.....	.....	124,206
Caisses d'épargne postales (Nbre)	.....	.....	.....	.....	233	248
Balance des dépôts	.....	.....	.....	.....	7,781,170	7,525,025

J'ai l'honneur d'être,
Monsieur le Ministre,
Votre obéissant serviteur,

G.-E. MARQUIS.
Chef du Bureau des Statistiques.

Source: Annuaire statistique, 1915, p. VII.

Le territoire et la population

Le territoire

La province de Québec est située dans la partie nord-est de l'Amérique septentrionale. Elle couvre une superficie[2] globale de 1 822 461 kilomètres carrés (km²), incluant celle du district de l'Ungava (911 110 km²), dont l'annexion au Québec en 1912 a eu pour effet de doubler l'étendue territoriale du Québec[3]. En raison de cette modification du territoire, les gens de l'époque parlent de l'ancien et du nouveau Québec. La province possède alors la plus grande superficie parmi les neuf provinces organisées du Canada. Elle occupe le cinquième (soit 18,9%) de la superficie totale du Dominion du Canada, estimée à 9 651 594 km². Au Québec, la superficie[4] des terres, d'environ 1 781 102 km², constitue 97,7% du territoire total, alors que celle des eaux, soit 41 359 km², n'en représente que 2,3%. Font partie des eaux les masses hydriques sujettes à marée, les lacs et les rivières.

SUPERFICIE.

LA PROVINCE DE QUÉBEC	SUPERFICIE EN		
	Acres	Milles carrés	Kilom. carrés (3)
L'ancien Québec (1)	225,198,561	351,873	911,351
Le Nouveau Québec (2)	225,139,200	351,780	911,110
Total	450,337,761	703,653	1,822,461

(1) Recensement du Canada, 1911, vol. I, p. 525.
(2) Extrait du rapport sur le district d'Ungava, p. 4 [Ministère provincial de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries, Québec] (1913).
(3) On a pris 1 mille carré = 2,59 kilomètres carrés.
9

Source: Annuaire statistique, 1915, p. 129.

2. Cette estimation inclut la superficie du Labrador, région que la décision du Conseil privé de Londres de 1927 a soustrait du Québec. La superficie globale actuelle du Québec est estimée à 1 667 926 km².
3. Loi de George V, chapitre 7, 1912. *Loi concernant l'agrandissement du territoire de la province de Québec par l'annexion de l'Ungava.*
Loi de George V, chapitre 13, 1912. *Loi concernant l'Ungava et érigeant ce territoire sous le nom de « Nouveau-Québec ».*
4. Facteur de conversion: 1 mille carré = 2,59 kilomètres carrés = 640 acres.

Superficie des Terres et des Eaux

Divisions	Acres	Milles carrés
Terres organisées en municipalités	21,545,600	33,665 (1)
Terres non organisées	418,572,160	654,010
Eaux (3)	10,220,160	15,969 (2)
Total	**450,337,920**	**703,653**

(1) Statistiques municipales, page III, 1914.
(2) Annuaire du Canada, page 41, 1914.
(3) Moins les baies d'Hudson, James et Keewatin, et le golfe St-Laurent jusqu'à la Pointe-des-Monts.

Source: Annuaire statistique 1916, p. 48.

NOMBRES DES HABITANTS, DES FAMILLES ET DES DEMEURES DANS LA PROVINCE DE QUÉBEC, AUX DIVERS RECENSEMENTS DE 1831 A 1911

Années de recensement	Superficies soumises au recensement (en milles carrés)	Nombre d'habitants recensés. du sexe masculin	du sexe féminin	au total	Nombre de familles recensées	Nombre de demeures habitées	Nombre d'habitants. par mille carré. Territoire recensé	Territoire actuel	pour 100 Familles	pour 100 Demeures
1911	351,873	1,011,502	991,730	2,003,232	370,938	339,579	5.69	5.69	539	578
1901	351,873	824,454	824,444	1,648,898	307,304	291,429	4.69	4.69	536	565
1891	227,500	744,141	744,394	1,488,535	271,991	244,540	6.54	4.23	548	610
1881	188,688	678,175	680,852	1,359,027	254,841	216,432	7.19	3.87	532	628
1871	187,702	596,041	595,475	1,191,516	213,303	180,615	6.35	3.38	559	659
1861	187,702	567,865	543,701	1,111,566	183,844	155,088	5.91	3.15	601	714
1851	187,702	449,967	440,294	890,261	142,763	123,983	4.74	2.54	628	722
1844	—	346,577	345,514	(1)697,084	—	108,749	—	1.98	—	641
1831	—	184,614	172,503	(2)553,134	—	82,437	—	1.58	—	671

(1)—Y compris 4,993 personnes de sexe non déclaré.—(2)—196,017 enfants de sexe non déclaré.

Source: Annuaire statistique, 1914, p. 56.

La population

Le recensement de la population de 1911 constitue la source d'information la plus complète sur la population du Québec à l'époque. Le Québec compte alors 2 002 712 habitants sur le territoire recensé de 911 351 km² correspondant à l'ancien Québec. Le nombre de familles dénombrées s'élève à 370 938, alors que le nombre de demeures habitées n'est que de 339 579; c'est donc dire que certains ménages partagent un même logement. La densité de la population est de 2,2 personnes par km². Pour la période de 1901 à 1911, le taux de croissance démographique de la province est de 21,4% et celui de l'ensemble du Canada, de 34,1%.

Lors du recensement de 1911, l'âge médian des hommes est de 21,1 ans et l'âge médian des femmes, de 20,6 ans, ce qui fait une moyenne de 20,5 ans pour les deux sexes. La population québécoise est donc relativement jeune. Cette constatation ressort aussi de la répartition par groupe d'âge, qui est presque identique pour les hommes et les femmes. Dans l'ensemble, 38,4% des individus sont du groupe de 0 à 14 ans; 56,7% appartiennent au groupe de 15 à 64 ans et, finalement, 4,9% sont du groupe d'âge de 65 ans et plus. Il est intéressant de noter que le groupe d'âge de 0 à 9 ans compte à lui seul pour 27,3% de la population québécoise — une « proportion excessive », observe l'Annuaire —; ce même groupe représente 23,2% de la population canadienne.

Selon les données du recensement de 1911, la population totale du Québec se répartit en 1 011 247 hommes (50,5%) et 991 465 femmes (49,5%). La répartition selon l'état matrimonial révèle que 63,0% des hommes sont célibataires; 33,9% sont mariés; 2,6% sont veufs et 0,01% (134) sont divorcés. Pour 0,48% des hommes (4 857), l'état matrimonial n'est pas déclaré. Chez les femmes, ces proportions sont respectivement de 61,3%, 33,8%, 4,7% et 0,02% (169). Pour 0,15% des femmes (1 461), l'état matrimonial n'est pas déclaré.

Pour ce qui est de la religion ou de l'appartenance à une confession religieuse, 1 724 683 habitants se déclarent catholiques romains; 102 684 sont anglicans; 64 125, presbytériens; 42 444, méthodistes; 30 268, juifs; enfin, 39 028 appartiennent à diverses autres confessions. La population québécoise de l'époque est donc majoritairement catholique romaine (86,1%). Viennent ensuite les diverses confessions religieuses protestantes (11,9%).

Quant à l'origine ethnique, la répartition se fait comme suit: 1 605 539 personnes se déclarent d'origine française; 153 295, d'origine anglaise; 103 147, d'origine irlandaise; 58 555, d'origine écossaise; 1 106, d'une autre origine britannique; 30 648, d'origine juive; 9 993, d'origine amérindienne et 40 949, de diverses origines. Ainsi, la grande majorité des Québécois sont d'origine française, soit 80,1%. La population d'origine britannique vient au deuxième rang, avec 15,8%.

La population urbaine englobe les habitants des villes, des cités et des villages. Depuis 1871, la proportion de cette population a augmenté de façon continue: elle passe de 19,5%, en 1871, à 39,8%, en 1901, et à 48,4%, en 1911. À l'inverse, la proportion de la population rurale suit une tendance à la baisse: de 80,5%, en 1871, elle passe à 60,2%, en 1901, et à 51,6%, en 1911.

Au 30 juin 1914, les *Statistiques municipales*[5] indiquent que la province compte 2 253 768 personnes. La population urbaine (définie ici comme la population demeurant dans les villes et les cités) ne dépasse alors que légèrement la population rurale (1 131 014 personnes, par rapport à 1 122 754).

5. Titre donné aux rapports préparés par les secrétaires-trésoriers des municipalités et transmis au secrétaire de la province.

En 1914, les mariages célébrés au Québec s'élèvent à 16 121. Le taux de nuptialité est de 7,2 mariages par 1 000 habitants. Pour la même année, le nombre de naissances atteint 80 361. Le taux de natalité est de 36 naissances par 1 000 habitants. Ce taux est stable pendant la période de 1910 à 1915, la valeur moyenne étant de 37. Parmi les provinces canadiennes, le Québec a le taux de natalité le plus élevé, suivi du Manitoba, dont la proportion est de 30 naissances par 1 000 habitants.

Si les naissances sont nombreuses au Québec, le nombre de décès est élevé également (36 003 en 1914). Le taux de mortalité est de 16,1 décès par 1 000 habitants. Par comparaison, il n'est que de 11,8 en Ontario. La courbe de mortalité pour le Québec a néanmoins connu une amélioration de 1901 (20,9) à 1914 (16,1), en raison des progrès de l'hygiène. La mortalité infantile (chez les enfants de moins d'un an) et la mortalité due à la diarrhée et à l'entérite (chez les enfants de moins de deux ans) comptent pour 59,2% du nombre total des décès en 1911 et pour 44,4% en 1914. En 1914, la proportion de la mortalité infantile proprement

La province de Québec

Mouvement de la population depuis cinq ans.

—	1915	1914	1913	1912	1911
1.—*Nombres absolus*					
Population	2,176,918	(1) 2,230,511	2,121,335	2,064,741	2,002,712
Naissances	83,274	80,361	79,089	76,647	74,475
Mariages	15,437	16,121	17,253	16,055	15,254
Morts-nés à terme	1,152	1,160	1,167	1,168	1,108
Morts-nés prématurés	1,069	1,260	1,228	1,089	1'157
Décès au total	35,933	36,002	36,200	32,980	35,904
Au-dessous d'un an	12,775	12,969	13,295	12,353	13,7b0
Diarrhée et entérite au-dessous de 2 ans	5,681	6,408	6,957	5,623	7,387
Fièvre typhoïde	488	454	428	509	691
Rougeole	244	187	630	144	321
Diphtérie et croup	656	654	539	471	582
Tuberculose	3,200	3,388	3,247	3,230	3,447
Causes non énumérées ou mal définies	12,889	11,942	11,104	10,650	9,696
2.—*Proportion par 1,000 de population*					
Naissances	37	36	37	37	38
Décès	16	16	17	16	18

(1) Population ayant fait rapport.
Ces chiffres sont extraits des Rapports du Conseil supérieur d'Hygiène de la province de Québec.

Source: Annuaire statistique, 1916, p. 138.

dite est de 161 par 1 000 naissances et celle des décès dus à la diarrhée et à l'entérite chez les moins de deux ans est de 79. En comparaison, le taux de mortalité infantile de l'Ontario (103 par 1 000 naissances) est de 56% inférieur à celui du Québec.

Le fait que la natalité surpasse la mortalité permet au Québec de connaître un taux d'accroissement naturel élevé. En 1911, ce dernier est de 198 par 10 000 habitants, soit le double de celui de l'Ontario, qui est de 100 par 10 000 habitants. La province du Manitoba vient au deuxième rang, avec 177 par 10 000 habitants.

La variation de la population totale peut être expliquée à la fois par l'accroissement naturel et le mouvement migratoire international et interprovincial (l'*Annuaire statistique* ne fait pas mention de ce dernier facteur). Le nombre d'immigrants reçus au Québec entre le 1er juillet 1913 et le 30 juin 1914 est de 31 690. Pendant l'année 1914-15, il baisse à 6 587, en raison de l'ouverture des hostilités en Europe. La répartition des immigrants selon la langue d'usage montre qu'en 1913-14, 41,9% font partie du groupe anglophone; 6,7% seulement, du groupe francophone (Français, Belges) et 51,4%, d'autres groupes linguistiques. Les données ajustées révèlent que pour l'année calendaire 1913, l'immigration internationale (39 998 personnes) a engendré 70,7% de la variation démographique totale (56 594).

Dans les premiers annuaires, il n'est pas question de l'émigration internationale. Une étude spécialisée[6] portant sur cette époque évalue néanmoins à 80 000 le nombre de Québécois qui ont émigré aux États-Unis entre 1910 et 1920, ce qui représente une moyenne annuelle de 8 000 départs.

Résumé des occupations de la population aux divers recensements de 1871, 1881, 1891 et 1911.

En 1911.

Occupations	Hommes	Femmes	Total
Agriculture	201,599	3,017	204,616
Constructions, métiers	67,747	24	67,771
Services personnel et soins domestiques	16,823	37,494	54,317
Employés du gouvernement et municipaux	17,180	607	17,787
Pêche et chasse	4,431	14	4,445
Forêts	11,323	—	11,323
Manufactures	108,029	33,892	141,921
Industrie minière, combustible, sel et pierre	5,589	—	5,589
Professions	16,185	15,310	31,495
Commerce	62,117	9,108	71,225
Transport	41,117	1,635	42,752
Total	552,140	101,101	653,241

Source: Annuaire statistique, 1915, p. 157.

6. Hubert Charbonneau, *La population du Québec: études rétrospectives*, Les éditions du Boréal Express, 1973.

Des statistiques sur les tribus amérindiennes vivant en groupe ou dans des réserves, pour les provinces et les territoires du Canada, sont publiées chaque année depuis 1886 par le département fédéral des Affaires indiennes. En 1914, la population amérindienne (autochtone) du Québec est de 12 935. Cette situation est presque semblable à celle de 1886, alors que 12 135 Amérindiens étaient dénombrés. Les groupes ethno-linguistiques les plus nombreux sont les Iroquois, ou Mohawks (4 243 individus), les Montagnais (2 513), les Algonquins (1 409), les Micmacs (652), les Attikameks (approximativement 910) et les Hurons (500). Les Abénaquis (338 individus) et les Amalécites (120 individus), aujourd'hui disparus du Québec, sont les groupes les moins nombreux. Pour leur part, les autochtones cris et inuit sont au nombre de 2 250 environ.

Le marché du travail

Au recensement de 1911, 653 241 personnes (552 140 hommes et 101 101 femmes) détiennent un emploi rémunéré (une « occupation », dans le langage du temps). Les secteurs de l'activité économique sont, par ordre d'importance, l'agriculture (31,3% du total des emplois rémunérés), les manufactures (21,7%), le commerce (10,9%), la construction et les métiers reliés à la construction (10,4%), ainsi que les services personnels et les soins domestiques (8,3%). Dans chacun des autres secteurs d'activité, il y a moins de 50 000 emplois. Le taux de participation au marché du travail de la population active (les individus de 10 ans et plus aptes au travail et ne résidant pas dans une institution— et non pas de 15 ans et plus comme maintenant) est de 54,6% chez les hommes, de 10,2% chez les femmes et de 32,6% dans l'ensemble. Très peu de travailleurs ont moins de 14 ans (8 275).

En 1914, le Québec compte 301 « unions locales », dont le nombre total de membres est estimé à 39 000. Dans les milieux ruraux, on retrouve les sociétés d'agriculture et les cercles agricoles. Les sociétés d'agriculture rassemblent les cultivateurs d'un comté municipal; en 1914, elles sont au nombre de 82 et elles regroupent 22 733 personnes. Quant aux cercles agricoles, ils réunissent les cultivateurs d'une même municipalité; il y en a alors 694, qui comptent 67 506 membres.

Différends industriels.

Nombre d'ouvriers ayant cessé le travail.

Nombre de journées de chômage.

Années	Nombre de grèves	Nombre de grévistes	Journées de chômage	Années	Nombre de grèves	Nombre de grévistes	Journées de chômage
1914	6	1,153	16,499	1907	30	7,579	76,326
1913	18	9,293	85,751	1906	24	5,218	58,498
1912	24	6,810	180,328	1905	21	2,130	44,543
1911	19	6,745	42,270	1904	31	3,555	53,183
1910	18	7,237	105,501	1903	31	15,744	235,076
1909	13	2,295	51,883	1902	20	3,338	19,655
1908	21	2,982	166,869	1901	28	5,749	29,518

Rapport du ministère fédéral du Travail pour l'année se terminant le 31 mars 1914, pages 143-144.

Source: Annuaire statistique, 1915, p. 621.

Les grèves (ou différends industriels) existaient déjà en 1914. Pour cette année-là, le département fédéral du Travail en dénombre six (celles dont il connaît l'existence), auxquelles ont participé 1 153 travailleurs. Les journées de chômage ainsi occasionnées sont de 16 499.

Le département québécois des Travaux publics et du Travail exerce, par la *Loi des établissements industriels*, un contrôle sur l'âge des ouvriers, la durée du travail et le fonctionnement des machines (chaudières à vapeur, moteurs, etc.). Au 30 juin 1914, le Québec compte 13 inspecteurs des établissements industriels. Ils ont visité durant l'année 2 767 établissements; au total, 633 accidents de travail leur ont été signalés. D'après la *Gazette du travail*, 166 accidents mortels sont survenus au Québec en 1914, soit un taux de 0,25 par 1 000 travailleurs.

Au Québec, trois bureaux de placement sont en fonction (un à Montréal, un à Québec et un à Sherbrooke), qui relèvent du département des Travaux publics et du Travail. Pendant l'année financière se terminant le 30 juin 1914, 9 164 demandes de personnel sont faites par des entreprises. Quant au nombre de personnes qui sollicitent un emploi, il s'élève à 11 883, alors que le nombre d'ouvriers placés est de 7 019.

Les conditions de travail, comme le salaire et la durée d'une journée de travail, varient beaucoup d'une localité à l'autre, mais surtout d'une profession à l'autre. À Québec, par exemple, en 1913 (ville considérée ici comme représentative de la province), le taux de salaire minimum et la durée maximum d'une journée de travail diffèrent considérablement selon le métier: les charpentiers gagnent 2,70 $ pour 9 heures de travail; les briqueteurs, 4,00 $ pour 8 heures; les tailleurs de pierre, 3,20 $ pour 8 heures; les maçons, 3,60 $ pour 9 heures; les peintres et les vitriers, 2,70 $ pour 9 heures; les plombiers, 2,70 $ pour 9 heures; les plâtriers, 3,60 $ pour 8 heures; les tôliers, 2,55 $ pour 9 heures; les électriciens, 2,25 $ pour 9 heures; les journaliers en bâtiment, 2,25 $ pour 9 heures; les journaliers ordinaires, 1,80 $ pour 9 heures; les conducteurs de cheval et de charette, 2,50 $ pour 10 heures; les conducteurs de voiture à deux chevaux, 4,00 $ pour 10 heures et les ouvriers en fer structural, 3,00 $ pour 9 heures.

L'activité économique

L'agriculture

Selon les données du recensement de 1911 sur l'agriculture, la superficie des terres utilisées à des fins agricoles est de 63 039 km². Cette superficie est constituée de terres améliorées, c'est-à-dire arables (52,5%) et de terres non améliorées, c'est-à-dire impropres à la culture (47,5%). La surface moyenne des terres améliorées est de 1,6 hectare par habitant. Le territoire agricole est exploité de la façon suivante: 34,6% en grandes cultures, 33,4% en forêt naturelle, 27,8% en pâturages, 3,6% en marécages, 0,4% en culture de légumes et, enfin, 0,2% en vergers, pépinières, vignobles, etc.

Sur un total de 159 554 agriculteurs, 147 252 sont des propriétaires; ils occupent 95% de la superficie agricole totale (59 896 km²); 9 269 sont des locataires de terres agricoles et 3 033 sont à la fois propriétaires et locataires (3 143 km²).

En 1914, une superficie totale de 19 684 km² a été ensemencée. Pour l'ensemble des cultures, le volume des récoltes atteint 5 007 074 tonnes métriques[7] et les recettes sont de 99 279 000 $. Classées d'après la proportion de la valeur totale, les principales cultures sont les suivantes: foin et trèfle (56,2%), avoine (21,9%), pommes de terre (9,6%), orge (2,4%), sarrazin (2,2%), grains mélangés (2,1%), blé de printemps (1,4%), navets (1,3%) et pois

Terres occupées—Terres améliorées

Années de recensement	Superficie (en acres)						Proportion pour 100 des terres améliorées
	du territoire recensé	des terres occupées au total	des terres occupées par		des terres améliorées	des terres non améliorées	
			propriétaires	locataires ou fermiers			
1911	218,723,687	15,576,809	14,800,074	776,735	8,147,633	7,429,176	52.5
1901	218,723,687	14,444,175	13,457,540	986,635	7,439,941	7,004,234	51.5
1891	—	—	—	—	—	—	—
1881	—	12,625,877	—	—	6,410,264	6,215,613	50.6
1871	—	11,025,786	—	—	5,703,944	5,321,842	51.8
1861	—	10,375,418	—	—	4,804,235	5,571,183	46.7
1851	—	8,113,408	—	—	3,605,167	4,508,241	44.4

Source: Annuaire statistique, 1914, p. 203.

c.—Superficie des différentes parties des terres occupées.

Années de recensement	Superficies (en acres) des terres occupées qui étaient en:					
	Forêt naturelle.	Marécages.	Pâturages.	Récoltes.	Légumes.	Vergers, pépinières, vignobles, petits fruits.
1911	5,204,874	560,889	—	5,399,223	63,216	36,730
1901	5,442,325	—	3,360,665	4,704,396	28,809	34,408
1891	—	—	3,054,539	4,064,716	74,315	
1881	—	—	2,207,422	4,147,984	54,858	
1871	—	—	1,943,182	3,714,304	46,458	
1861	—	—	1,842,685	2,928,133	33,417	
1851	—	—	1,502,697	2,072,341	30,129	

Source: Annuaire statistique, 1915, p. 424.

7. Facteur de conversion: 1 tonne courte = 2 000 livres = 907,2 kilogrammes = 0,9072 tonne métrique.

(1,1%). Pour la période de 1901 à 1914, on enregistre une augmentation de la valeur de certaines grandes cultures, soit le foin et trèfle, alors que celles de l'avoine et du sarrazin sont demeurées stables et que celle des autres cultures a diminué (pommes de terre, orge, grains mélangés, pois, blé de printemps, etc.).

Les origines de l'industrie laitière au Québec remontent à la seconde moitié du 19e siècle, la première fromagerie ayant été fondée en 1865 et la première beurrerie, en 1873. En 1914, cette industrie fait l'objet d'une première enquête du Bureau des statistiques. On dénombre alors 1 947 fabriques laitières, qui sont exploitées par 80 033 personnes; 680 produisent du beurre seulement; 887, du fromage seulement et 380, du beurre et du fromage. Pour la période de 1911 à 1914, le nombre total de fabriques a diminué de 195, plusieurs petites étant remplacées par une seule grande. En résumé, pour le secteur agricole, la valeur totale des produits de la ferme, calculée à partir des récoltes (99 279 000 $), des ventes d'animaux domestiques (122 298 071 $) et de produits laitiers (16 156 022 $), s'élève à 237 733 093 $ en 1914.

La forêt

En 1912, la superficie de la forêt québécoise est évaluée à 526 103 km². Les cinq catégories de forêt sont les suivantes: forêts privées, forêts affermées, lots sous billets de location, réserves cantonales et forêts non affermées. Selon l'inventaire forestier, le capital ligneux du Québec est de 330 milliards de pieds mesure de planche (volume apparent), dont la valeur est estimée à 600 millions de dollars environ.

L'exploitation est pratiquée dans les forêt privées et les forêts publiques affermées (ou limites à bois). La main-d'oeuvre employée à la coupe du bois durant l'hiver 1913-14 y est respectivement de 8 000 et de 21 276 hommes. Ainsi, la main-d'oeuvre saisonnière totale de ce secteur est très importante (environ 30 000 hommes).

La production forestière de billes ou de grumes de sciage atteint le chiffre astronomique de 1,7 milliard de pieds mesure de planche, ce qui équivaut à 4 007 227 mètres cubes[8], qui valent

Opérations des usines à pulpe dans la province de Québec et au Canada, de 1910 à 1914 inclusivement.

DÉSIGNATION	1914	1913	1912	1911	1910
1.—*Province de Québec*					
Nombre d'usines	23	26	24	28	25
Tonnes de pulpe produites au total	515,409	514,299	459,420	312,522	282,935
Bois utilisé : Nombre de cordes	636,496	629,934	578,885	390,426	342,751
—Valeur	$ 4,148,405	4,107,689	3,386,705	2,516,683	1,879,838
—Valeur moyenne par corde	$ 6.52	6.52	5.85	6.45	5.48
2.—*Canada*					
Nombre d'usines	49	48	45	54	51
Tonnes de pulpe produites au total	934,700	854,624	682,632	496,833	474,604
Bois utilisé : Nombre de cordes	1,224,376	1,109,034	866,042	672,288	598,487
—Valeur	$ 8,089,868	7,243,368	5,215,582	4,333,024	3,585,154
—Valeur moyenne par corde	$ 6.61	6.53	6.02	6.45	5.99

Source: Annuaire statistique, 1915, p. 482.

8. Facteur de conversion: 1 000 pieds mesure de planche = 2,36 m³.

Bois coupés dans les forêts privées et dans celles de la Couronne pendant l'année 1914.

a)—Bois de sciage

ESSENCES (1)	Nombre de rapports reçus. (maximum 1314) (2)	Total des bois mesurés et rapportés comme billots ou grumes (3)	EMPLOIs DES GRUMES DE LA 3e COLONNE		
			Grumes expédiées en dehors de la province. (4)	Bois utilisés autrement qu'en bois de sciage. (5)	Contenus des billots transformés en planches, madriers et autres bois de sciages. (6)
		P. M. P.	P. M. P.	P. M. P.	P. M. P.
Epinette	1,230	915,736,954	34,802,117	181,670,629	699,169,208
Sapin	1,133	232,817,351	2,719,621	18,711,452	211,386,278
Pin blanc	526	300,321,513	174,699,355	—	125,632,158
Pin rouge	334	51,034,300	28,804,841	—	22,229,459
Pin gris	400	29,172,240	—	14,586,120	14,586,120
Prûche	518	44,719,097	2,491,276	8,943,819	33,284,002
Tamarac	378	5,696,889	2,391	1,139,377	4,555,121
Thuya (Cèdre)	395	43,952,286	1,572,628	33,589,201	8,790,457
Bouleau	335	2,372,888	—	546,008	1,826,880
Merisier	611	27,910,948	—	—	27,910,948
Bois blanc	437	15,151,045	40,000	—	15,111,045
Erable	434	8,916,179	—	—	8,916,179
Orme	430	3,205,252	—	—	3,205,252
Frêne	482	4,245,824	32,762	—	4,213,062
Peuplier	334	10,218,920	—	5,426,058	4,792,862
Chêne	380	1,554,156	—	—	1,554,156
Noyer	361	846,552	1,487	—	845,065
Cerisier	355	290,188	—	—	290,188
Total	1,314	1,698,157,582	245,246,478	264,612,664	1,118,298,440

b)—Autres produits forestiers

PRODUITS	Quantitées rapportées directement	Estimation des produits provenant des bois transformés aux usines (Voir tableau II, col. 5)	Totaux
Hardeaux	116,390,000 pièces	200,000,000 pièces	316,390,000 pièces
Traverses	1,441,368 "	675,000 "	2,116,368 "
Bois à papier	483,045 cordes	424,462 cordes	907,807 cordes
Piquets	422,045 pièces	—	422,045 pièces
Poteaux	66,035 "	35,000 pièces	101,035 "
Bois à fuseau	6,486 cordes	1,800 cordes	8,286 cordes
Courbes	250 pièces	—	250 pièces
Douves	500,000 "	—	500,000 "
Bois à merrain	1,212 cordes	—	1,212 cordes
Bois de chauffage	—	—	*2,800,000 cordes
Lattes	38,412,000 pièces	—	38,412,000 pièces
Grands bois	44,507 p. lin.	—	44,507 p. lin.

* Chiffres approximatifs (Voir texte, à la page 474)

Source: Annuaire statistique, 1915, p. 477.

26 525 220 $. La coupe de bois à pâte (« bois à papier ») est évaluée à 1 323 917 cordes[9] (4 798 912 mètres cubes) ayant une valeur de 8 882 899 $. La valeur des autres produits de l'exploitation forestière est estimée à 1 002 516 $. La valeur totale des livraisons de produits forestiers s'élève donc à plus de 36 410 635 $.[10] N'est pas comprise dans ce montant la valeur de la production de bois de chauffage aux fins d'approvisionnement domestique (2,6 millions de cordes ou, en mètres cubes, 9 423 846 m³), laquelle est estimée à 4 000 000 $.

En 1910, on vote une loi interdisant l'exportation du bois à pâte des terres publiques du Québec, cela dans le but de favoriser l'établissement d'usines de pâte de bois dans la province et la création d'emplois. De 1910 à 1914, une augmentation de 82% de la quantité de pâte à papier produite au Québec et une hausse de 120% de sa valeur sont enregistrées. Le volume de bois à pâte exporté a diminué de 11%. En 1914, 23 compagnies exploitent 31 usines au Québec. Le procédé mécanique de fabrication est beaucoup plus employé (76,5%) que les procédés chimiques (23,5%).

La pêche et le piégeage

Durant l'année financière 1913-14, la quantité de poisson pêché en mer et débarqué est de 85 716 tonnes métriques, sans compter le poids de 87 baleines. La valeur au débarquement de l'ensemble des prises est de 1 190 492 $. Dans le cas des pêches fluviales (pêches en eaux intérieures), la quantité de poisson pêché et vendu est de 1 704,7 tonnes métriques, pour une valeur de 113 846 $. Pour l'ensemble de l'industrie de la pêche au Québec, la quantité totale de poissons et de fruits de mer pêchés atteint 87 420,7 tonnes métriques. La valeur totale des expéditions est de 1 850 427 $.

Industrie de la pêche dans la province de Québec, de 1908 à 1914.

Années	Nombre de personnes employées			Navires et barques de pêche		Barques			Valeur des filets à mailles et seines	Valeur des lignes, pièges à p., filets à encles, nasses, etc.	Valeur des fabriques de conserves de homard, etc.	Valeur approximative des fab. de conserves de saumon, congelés, poiss. et aut. acces.	Valeur totale
	Sur les navires	Sur les barques	Dans les fab. de conserves de poissons, etc.	Nombre	Valeur	A Gazoline	A voile	Valeur totale					
					(dollars)			(dollars)	(dollars)	(dollars)	(dollars)	(dollars)	(dollars)
1913-14...	168	9,009	1,796	41	81,250	247	5,102	331,007	270,442	66,672	215,355	481,145	1,445,871
1912-13...	170	9,247	1,969	37	77,650	132	4,994	277,086	189,806	136,177	190,135	569,260	1,440,114
1911-12...	220	10,860	1,502	36	93,850	73	6,180	276,760	218,230	162,305	155,785	308,602	1,215,532
1910-11...	51	10,947	1,054	19	57,450	5	6,122	223,116	279,639	147,563	171,205	252,840	1,031,813
1909-10...	104	10,691	1,259	42	47,560	—	6,133	219,893	180,790	178,908	162,240	308,376	1,097,767
1908.....	147	10,748	1,428	28	24,785	—	6,109	217,502	172,591	143,565	178,593	364,909	—

Source: Annuaire statistique, 1915, p. 491.

9. Facteur de conversion: 1 corde = 3,62 m³ (volume apparent). Pour passer au volume solide, multiplier par le ratio 85/128, s'il s'agit du bois à pâte, et par le ratio 80/128, s'il s'agit du bois de chauffage.
10. L'évaluation de 26 239 168 $ en page 478 de l'*Annuaire statistique* de 1915 est incomplète.

Le nombre d'employés sur les barques (moins de 10 tonneaux de jauge brute) et les navires (10 tonneaux et plus) est de 9 177, alors que 1 796 personnes travaillent dans les fabriques de conserves de poisson. Pour l'industrie de la pêche, 41 navires de pêche, 247 barques à gazoline et 5 102 barques à voile sont utilisés.

Les statistiques relatives au piégeage sont peu précises et incomplètes. Cette activité est pratiquée par un grand nombre de trappeurs dans des régions inexplorées. Selon les données du recensement pour 1910, elle a rapporté 407 889 $ au Québec. En 1915, le Québec exporte pour 1 013 089 $ de fourrures préparées aux États-Unis.

Les mines et les carrières

La prospection minière s'effectue sur une étendue de 104 000 km² environ. Les minéraux exploités au Québec sont les suivants: l'aluminium, l'amiante, l'antimoine, l'argent, l'arsenic, le cuivre, le feldspath, le fer, le fer chromé et le chromite, le graphite, le magnésite, le mica, le molybdène, l'ocre, l'or, le phosphate, le plomb, le quartz et le zinc. Dans les produits des carrières (matériaux de construction), on retrouve l'ardoise, la brique, la chaux, le ciment, le granit, le grès, le marbre, la pierre calcaire et le sable.

Pour l'année terminée le 31 décembre 1914, le nombre d'ouvriers dans les mines et les carrières est de 8 971. Le nombre d'accidents mortels est de neuf, soit un taux de 1,29 accident par 1 000 ouvriers. Enfin, la valeur des expéditions atteint 11 732 783 $.

La force hydraulique

Les bassins et les rivières pour lesquels on possède des données suffisamment exactes, soit 83 au total, fournissent une puissance disponible de 4 290 720 chevaux-vapeur. Les bassins et les rivières pour lesquels on ne possède que des renseignements approximatifs, au nombre de 34, peuvent fournir 2 868 650 chevaux-vapeur. En 1910, la force hydraulique totale du Québec est évaluée à 7,2 millions de chevaux-vapeur, ce qui équivaut à 5 371 mégawatts[11].

Les industries manufacturières

D'après le recensement des manufactures portant sur l'année 1910, les 6 584 établissements manufacturiers du Québec emploient 158 207 travailleurs. La valeur totale des expéditions de produits fabriqués atteint 350 901 656 $ et la valeur ajoutée totale est de 166 627 603 $.

Valeur globale de la production des mines et carrières, dans la province de Québec

Années	Nombre d'ouvriers	Valeur (en dollars) de la production	Années	Nombre d'ouvriers	Valeur (en dollars) de la production
1914.....	8,971	11,732,783	1906....	5,679	5,019,932
1913.....	9,925	13,119,811	1905....	5,017	3,750,300
1912.....	9,140	1,187,110	1904....	5,067	3,023,568
1911.....	7,846	18,679,786	1903....	4,582	2,772,762
1910.....	7,901	7,323,281	1902....	4,969	2,985,463
1909.....	—	5,552,062	1901....	5,041	2,997,731
1908.....	6,234	5,458,998	1900....	4,684	2,546,076
1907.....	6,165	5,391,368	1899...	4,800	2,083,272

Source: Annuaire statistique, 1915, p. 495.

11. Facteur de conversion: 1 cheval-vapeur = 746 watts.

En 1910, le Québec compte 11 industries[12], pour lesquelles la valeur des expéditions de produits fabriqués dépasse dix millions de dollars annuellement. Le secteur manufacturier est dominé par les petites entreprises familiales: 6 273 établissements (95% du total), pour lesquels la valeur des expéditions est inférieure à 200 000 $ annuellement. Ces entreprises comptent cependant 47% du nombre total d'employés. Le salaire moyen annuel payé aux employés à salaire est de 1 000 $, tandis que celui des employés à gages est de 391 $, ce qui représente une moyenne annuelle globale de 439 $.

Une puissance totale de 598 953 chevaux-vapeur, équivalant à 447 mégawatts, a été consommée par les 10 953 machines, moteurs et turbines utilisés dans les industries manufacturières.

La construction

Les statistiques sur l'industrie de la construction ne sont disponibles que pour les municipalités urbaines (cités et villes). Dans le secteur résidentiel, le nombre de maisons nouvelles est de 6 989 en 1914. La valeur de ces constructions est de 15 962 958 $. Dans le secteur non résidentiel, on compte 463 nouvelles usines, pour une valeur totale de 4 814 201 $. Le secteur de la construction en milieu urbain totalise donc 7 452 nouvelles unités (20 507 159 $).

Manufactures en 1900, 1905, 1910.

	1910	1905	1900
Nombre des manufactures recensées	6,584	4,965	4,845
Nombre des employés (à salaires	12,444	103,918	5,684
Nombre des employés (à gages	145,763		97,176
Salaires payés aux employés (à salaires $	12,441,754	38,703,763	4,436,688
Salaires payés aux employés (à gages $	56,991,213		27,991,606
Capital engagé (Terrains, bâtiments, etc., $	167,718,929	—	66,568,399
Capital engagé (Capital actif $	159,233,496	—	75,835,008
Capital engagé (Total $	326,946,925	255,479,662	142,403,407
Valeur des produits (Matières premières $	184,374,053	—	86,679,779
Valeur des produits (produits fabriqués $	350,901,656	219,861,618	155,287,994
Nombres moyens par manufacture.			
des employés	28.6	21.9	21.2
du capital engagé	49,658	51,496	29,392
De la valeur des (matières premières $	28,003	—	17,890
" " " (produits fabriqués $	53,296	44,282	32,670
Salaire moyen annuel payé.			
Aux employés à (salaires $	1,000	—	780
" " " (gages $	391	—	288
A l'ensemble des employés $	439	356	315

Source: Annuaire statistique, 1914, p. 295.

12. La classification industrielle utilisée au recensement de 1911 comporte 115 classes.

Le transport

Les données de 1914 sur le transport terrestre indiquent que la longueur des chemins publics dans les municipalités rurales est de 45 163,9 km: 93,5% de ces chemins sont en terre, 3,7%, en macadam et 2,8%, en gravier.

Le nombre d'automobiles enregistrées en 1914 est de 7 413; 7 390 fonctionnent à la gazoline, 12, à la vapeur et 11, à l'électricité. Des 7 390 automobiles à gazoline, 6 904 ont quatre cylindres, 224 en ont six, 149 en ont deux et 113 en ont un.

Le réseau ferroviaire du Québec appartient à 53 compagnies de chemin de fer. Sa longueur totale atteint 6 982 km. Quarante-cinq compagnies de chemin de fer à vapeur exploitent 6 612 km de voies ferrées; les 370 km qui restent sont entretenus par huit compagnies de chemin de fer à l'électricité.

Par ailleurs, les données sur le transport maritime signalent qu'un réseau de sept canaux et de deux écluses est établi au Québec, formant trois grandes artères de navigation. Grâce à son réseau de canaux, en amont et en aval de Montréal, le fleuve Saint-Laurent est navigable dans toute sa longueur, soit une distance de 3 540 kilomètres. Le nombre de tonnes métriques transportées sur l'ensemble des canaux s'élève à 5 163 530. Au total, 133 130 passagers, prenant place sur 15 411 navires, ont emprunté les canaux au Québec.

La navigation intérieure consiste en la circulation de navires canadiens et américains sur les lacs et les rivières. Pour l'exercice finissant le 31 mars 1914, les navires qui sont entrés dans les ports du Québec totalisent 3 030, alors que 3 904 navires sont sortis de ces ports. Les équipages des navires entrés et sortis représentent respectivement 20 491 et 20 659 personnes.

La navigation maritime internationale est aussi appelée « navigation au long cours ». Pour l'exercice finissant le 31 mars 1914, 1 016 navires venant de la mer sont entrés dans les ports du Québec, avec des équipages de 119 020 personnes et des cargaisons de 792 643 tonnes métriques. Par ailleurs, 853 navires allant à la mer sont sortis des ports du Québec, avec des équipages de 103 295 personnes et des cargaisons de 1 763 tonnes métriques. Presque tout le trafic maritime est concentré dans les deux grands ports de Montréal et de Québec; 85% de tous les navires qui circulent dans les eaux québécoises y font escale et 94,5% du total des marchandises transportées par bateau y sont manutentionnées.

Automobiles enregistrés depuis 1907 dans la province de Québec. (2)

AUTOMOBILES — ANNÉE 1914.

Années	Nombre	Années	Nombre
1914	7,413	1910	786
1913	5,452	1909	485
1912	3,535	1908	396
1911	1,878	1907	254

(2) Ces chiffres ont été fournies au Bureau des Statistiques par M. Emile-F. Joncas, directeur du Bureau des Automobiles, Département du Trésor.

Source: Annuaire statistique, 1915, p. 538.

Le cabotage, qui est la navigation à distance limitée des côtes, est une composante importante du transport maritime au début du siècle. Pendant l'exercice qui s'est terminé le 31 mars 1914, il est arrivé dans les ports du Québec 11 082 navires ayant une jauge brute de 7,2 millions de tonneaux et employant des équipages de 272 121 personnes. Il en est sorti 11 311 navires employant des équipages de 292 814 personnes.

Les communications

Durant l'année financière se terminant le 31 mars 1914, le service postal a traité 116 593 lettres et 21 640 autres articles postaux dans les 2 587 bureaux de poste du Québec.

Au 30 juin 1914, quatre compagnies privées fournissent le service de télégraphie. La longueur des fils télégraphiques et celle des lignes télégraphiques sont respectivement de 35 882,5 km et de 11 025 km.

La longueur des fils téléphoniques atteint alors 415 020,5 km. Il existe au Québec 128 compagnies privées de téléphone; elles emploient 4 188 personnes et versent en salaires 2 060 173 $. Leurs recettes d'exploitation (9 600 449 $) dépassent leurs dépenses d'exploitation (7 352 259 $).

Le commerce

Toujours pour l'année financière se terminant le 31 mars 1914, la valeur des importations internationales (185 328 270 $) dépasse celle des exportations internationales (177 556 784 $), d'où une balance commerciale négative de 7 771 486 $. Le port de Montréal occupe une place prépondérante dans le commerce international du Québec. Les principales marchandises importées dont la valeur excède 7,0 millions sont le fer et l'acier ainsi que les articles connexes (19 021 592 $), la laine et les articles connexes (9 538 828 $), les

Nombre de banques et de succursales de banques dans la province de Québec au cours de l'année 1914.

Banques	Fondation	Ouverture	Nombre
1.—British North America	1836	1840	9
2.—Commerce	1166	1867	82
3.—Dominion	1870	1871	4
4.—Hochelaga	1873	1874	100
5.—Home	1903	1906	9
6.—Impérial	1873	1875	4
7.—Merchants'	1861	1864	26
8.—Molson's	1855	1855	35
9.—Montréal	1817	1817	34
10.—Nationale	1859	1860	162
11.—Nova Scotia	1832	1832	11
12.—Ottawa	1874	1874	12
13.—Provinciale	1900	1900	78
14.—Québec	1818	1818	30
15.—Royal	1869	1869	36
16.—Standard	1873	1873	1
17.—Sterling	1905	1906	1
18.—Toronto	1855	1856	9
19.—Union	1910	1911	14
Total			657

Source: Annuaire statistique, 1915, p. 592.

sucres et les sirops (7 430 325 $). Les principales marchandises exportées sont le fromage (17 285 993 $), les graines de lin (8 298 788 $) et la farine de blé (7 860 116 $). Le blé exporté, pour une valeur de 26 411 429 $, est produit dans d'autres provinces canadiennes et transite par les ports québécois.

Les institutions financières

Le gouvernement fédéral assume la surveillance des opérations financières des banques privées, lesquelles peuvent émettre des billets. En 1914 au Québec, le réseau bancaire est composé de 19 banques et de 638 succursales bancaires. Le montant total des compensations effectuées à Montréal et à Québec s'élève à 2 797 227 773 $.

Il existe deux genres de compagnies d'assurances: celles qui sont autorisées par le gouvernement du Québec et celles qui sont autorisées par le gouvernement du Canada. Ces dernières doivent être enregistrées auprès du département du Trésor québécois pour faire affaire au Québec. Au 31 décembre 1914, les 137 compagnies d'assurances en activité sont réparties comme suit: deux pour l'assurance-vie, 131 pour l'assurance-incendie, trois pour l'assurance-garantie et deux pour l'assurance-fonds de pension. Pour l'ensemble de ces compagnies, la valeur totale nette de l'assurance en vigueur est de 129 980 459 $. Leurs recettes atteignent 1 481 902 $ et leurs déboursés, 1 044 541 $.

Tableau donnant un résumé des affaires des Cies d'assurance opérant dans cette province, pour l'année finissant le 31 décembre 1914 (1)

CLASSE	Nbre de Cies.	Capital souscrit.	Capital payé.	Assurance en vigueur net.	Actif.	Passif.	Recettes	Déboursés.
		$	$	$	$	$	$	$
Assurance-vie—Fonds social	2	501,600	102,545	3,941,819	228,145	217,929	178,911	135,001
Assurance-feu—Fonds social	4	792,500	264,589	21,417,506	291,234	200,522	221,326	222,147
Assurance-feu—Fonds social (étrangère)	1	1,946,405	1,459,810	* 3,391,695	66,726	21,235	29,637	25,089
Assurance-feu—Fonds social mutuelle	1	200,000	20,000	1,581,516	147,641	6,532	33,319	20,302
Assurance-feu—Mutuelles au comptant	2	.....	.....	23,774,922	687,392	42,767	183,134	169,977
Assurance-feu—Mutuelles de comtés	7	.....	.....	20,294,245	1,217,829	16,612	161,356	133,033
Assurance-feu—Mutuelles de municipalités	13	.....	.....	1,820,495	21,397	86	1,871	1,127
Assurance-feu—Mutuelles de paroisses	100	.....	.....	23,106,243	778,753	3,866	37,313	30,688
Assurance-feu—Mutuelles ecclésiastiques	2	.....	.....	18,251,228	8,561	21,000	101,873	96,942
Assurance-garantie, bris de glaces, etc.—Fonds social	2	550,000	160,210	12,400,790	241,751	74,204	223,667	197,323
Assurance-fonds de Pension—Fonds social	1	160,000	82,500	.....	584,206	584,206	134,263	1,801
Assurance-fonds de Pension—Mutuelle	1	.....	.....	.....	1,002,791	1,002,791	175,232	2,111
Total	137	4,149,505	2,119,654	129,980,459	5,276,426	2,191,750	1,481,902	1,044,541

* Affaires dans la province de Québec de la compagnie étrangère.

(1) Rapport sur les Compagnies d'assurance, 1915, page 5.

Source: Annuaire statistique, 1916, p.557.

Dans le domaine financier, les sociétés ou associations de secours mutuels sont encore plus importantes, en raison du volume de leurs opérations financières. Les sociétés de secours mutuels provinciales et extra-provinciales faisant affaire au Québec sont au nombre de 99 et regroupent 181 364 membres. Les cotisations et les redevances acquittées par les membres résidant au Québec s'élèvent à 2 554 718 $. Les indemnités versées à des Québécois à la suite de réclamations sont de 1 817 628 $.

Il y a deux genres de coopératives financières en 1915: les caisses populaires ou d'économie. Pour l'année se terminant le 31 décembre 1915, 91 des 94 caisses populaires ont fait rapport au Bureau des Statistiques. Leurs opérations financières se chiffrent à 4 490 953 $. L'actif total, qui par définition égale le passif, atteint 2 027 727 $. Au 31 mai 1915, la seule caisse d'économie de l'époque, celle de Notre-Dame de Québec (fondée en 1848 par la Société Saint-Vincent de Paul et devenue autonome), affiche la somme de 19 414 651 $ en recettes. Son actif total s'élève à 12 448 242 $.

Tableau donnant un résumé des affaires des Sociétés de Secours mutuels opérant dans cette province, pour l'année finissant le 31 décembre 1914 (1)

DÉSIGNATIONS	Sociétés extra-provinciales	Sociétés provinciales	Total
NOMBRE DE SOCIÉTÉS	20	79	99
a) *Total des affaires, province de Québec incluse:*			
Actif au 31 décembre 1914	$ 63,173,566	$ 6,737,810	$ 69,911,376
Passif au 31 décembre 1914	4,349,280	94,988	4,444,268
Recettes de l'année finissant le 31 décembre 1914:			
Cotisations et redevances	29,553,138	1,766,463	31,319,601
Intérêts et dividendes	2,781,780	290,688	3,072,468
Toutes autres	252,243	291,780	544,023
Total	$ 32,587,161	$ 2,348,931	$ 34,936,092
Déboursés de l'année finissant le 31 décembre 1914:			
Bénéfices payés	$ 23,963,829	$ 1,064,167	$ 25,027,996
Salaires et honoraires	603,860	75,947	679,807
Commission et organisation	638,161	44,787	682,948
Tous autres	1,733,339	281,979	2,015,318
Total	$ 26,939,189	$ 1,466,880	$ 28,406,069
b) *Affaires dans la province de Québec:*			
Nombre de membres au 31 décembre 1914	83,149	98,215	181,364
Bénéfices de décès en vigueur au 31 décembre 1914	$ 74,470,330	$ 60,534,491	$ 135,004,821
Cotisations et redevances reçues des membres dans la province	$ 1,089,649	$ 1,465,069	$ 2,554,718
Réclamations payées dans la province	889,454	928,174	1,817,628

(1) Rapport sur les Sociétés de Secours mutuels, (opérations de 1914), page 4.

Source: Annuaire statistique, 1916, p. 558.

Le gouvernement et l'administration

Au début du siècle, la législature de la province de Québec est ainsi constituée: le Conseil exécutif, composé du lieutenant-gouverneur et des ministres, le Conseil législatif, formé de 24 membres nommés à vie par le lieutenant-gouverneur en conseil et finalement, l'Assemblée législative, constituée de 81 députés élus qui représentent les 82 districts électoraux[13]. Du point de vue de la représentation au Parlement fédéral, le Québec est divisé en 65 districts électoraux.

Le 21 septembre 1911, des élections générales se déroulent pour la Chambre des communes du Canada; 455 288 personnes sont inscrites sur les listes électorales. Au niveau provincial, 479 521 électeurs sont inscrits à l'élection du 15 mai 1912. Le parti de Sir Lomer Gouin est alors réélu; il est au pouvoir depuis l'élection du 23 mars 1905. Le cabinet Gouin comprend neuf ministres en plus du premier ministre.

Les finances publiques

L'exercice financier annuel du gouvernement provincial s'étend alors du 1er juillet au 30 juin. Pour celui qui s'est terminé le 30 juin 1915, les recettes (22 784 308 $) excèdent les dépenses (21 413 909 $), ce qui entraîne un surplus budgétaire (1 370 399 $). La dette publique du gouvernement provincial atteint 33 765 597 $ au 30 juin 1915.

Au 30 juin 1914, l'organisation municipale de niveau local est structurée comme suit: 1 074 municipalités rurales et 84 municipalités urbaines (soit 69 villes et 15 cités). Au niveau régional, le Québec est doté de 72 municipalités de comté. Le territoire organisé, qui correspond aux 1 158 municipalités locales, couvre 86 673,6 km^2, soit 4,8% seulement de la superficie totale du Québec.

Le nombre de contribuables est de 507 753. La valeur des biens-fonds imposables s'élève à 1,3 milliard de dollars et celle des biens-fonds non imposables, à 380 914 883 $. Enfin, les revenus imposables sont de 1 443 512 $.

Seuls les états financiers des municipalités locales urbaines sont disponibles. Pour l'exercice terminé le 30 juin 1914, les chiffres provisoires des recettes et des dépenses des municipalités urbaines sont respectivement de 62 142 819 $ et de 58 695 577 $. L'actif total de ces municipalités s'élève à 152 399 975 $.

L'instruction

L'organisation scolaire est sous le contrôle immédiat du département de l'Instruction publique, lequel relève du secrétaire de la province.

Il existe au Québec trois ordres d'enseignement: l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur ou universitaire. L'enseignement primaire s'étend sur huit ans et se subdivise en trois degrés: élémentaire (quatre ans), intermédiaire (dispensé dans des écoles modèles sur une période de deux ans) et supérieur ou académique (deux ans). À des fins administratives, la province est subdivisée pour l'enseignement primaire en municipalités scolaires. En 1914-15, on compte 1 646 municipalités de ce type, dont 1 283 catholiques et 363 protestantes. Les écoles primaires élémentaires sont présentes dans toutes les régions habitées du Québec; les écoles modèles se trouvent dans la plupart des villages et les académies sont situées dans les principaux centres urbains et ruraux.

13. Les districts électoraux de Charlevoix et de Saguenay ne sont représentés que par un seul député.

L'enseignement secondaire est donné dans les 21 collèges classiques et les quatre High Schools de la province. L'enseignement supérieur ou universitaire relève de trois universités: l'Université Laval, à Québec (qui possède une succursale à Montréal), l'Université McGill, à Montréal et le Bishop's College, à Lennoxville. En plus de ces trois catégories d'institution, le Québec dispose, en 1913-14, de 14 écoles normales, d'une école de commerce (Hautes Études Commerciales), de cinq écoles techniques, de 84 écoles spéciales (12 écoles d'arts et métiers, quatre écoles pour sourds-muets et pour aveugles, trois écoles d'agriculture, 40 écoles ménagères, neuf écoles d'enseignement primaire affiliées à l'Université Laval et diverses autres écoles), ainsi que de 68 écoles du soir (primaires) et de 67 écoles de coupe et de confection.

Progrès de l'instruction dans la province de Québec, de 1867 à 1914.

Désignation	1867-68	1877-78	1887-88	1897-98	1902-03	1907-08	1911-12	1912-13	1913-14
1.—Nombre d'écoles									
Ecoles élémentaires	3,355	4,096	4,640	5,132	5,385	5,601	5,800	6,827	5,880
" modèles	318	260	485	534	555	640	683	698	718
Académies	190	282	149	153	178	201	248	273	296
Collèges	36	40	23	22	19	19	20	20	21
Ecoles spéciales	2	17	18	15	115	77	91	90	84
" normales	3	3	3	3	5	7	11	13	14
Universités	3	3	4	4	4	4	3	3	3
Totaux	**3,907**	**4,701**	**5,322**	**5,863**	**6,261**	**6,549**	**6,856**	**6,924**	**7,016**
2.—Nombre d'élèves									
Elèves des écoles élem	156,820	167,031	181,402	205,229	206,045	211,242	230,652	234,260	244,607
" écoles mod.	22,700	20,439	70,417	69,832	81,762	97,032	107,775	109,653	114,738
" académies	26,010	38,852		30,106	39,334	45,369	63,027	67,871	76,550
" collèges	6,189	7,874	3,918	5,557	6,174	6,274	7,818	8,189	8,444
" écoles spéc.	278	1,866	1,905	1,472	9,596	9,352	9,061	9,406	10,133
" " normales	256	306	296	348	460	526	836	1,088	1,270
" universités	584	731	1,193	2,183	2,321	2,804	3,446	3,646	3,894
Totaux	**212,837**	**237,009**	**259,131**	**314,727**	**345,692**	**372,599**	**422,615**	**434,113**	**459,636**
3.—Nombre d'instituteurs.									
Instituteurs laïques	608	626	494	743	937	867	1,150	1,196	1,298
" religieux	311	593	912	1,415	1,609	1,949	2,215	2,306	2,368
Institutrices laïques	2,969	3,931	4,962	5,903	6,444	6,846	7,461	7,553	7,948
" religieuse	548	1,028	1,804	2,432	2,932	3,477	4,100	4,306	4,521
Totaux	**4,436**	**6,178**	**8,172**	**10,493**	**11,922**	**13,139**	**14,926**	**15,341**	**16,135**

Source: Annuaire statistique, 1916, p. 212.

Le Québec compte plus de 7 000 écoles de toutes les catégories pendant l'année scolaire 1913-14. Le nombre total d'élèves est de 459 636 et le nombre d'instituteurs et d'institutrices, de 16 135. Au primaire, le nombre moyen d'élèves par école est de 63 et le nombre moyen d'élèves par professeur, de 30.

Pour l'année 1913-14, les dépenses scolaires sont de 9 291 341 $. Le salaire des professeurs est une composante de ces dépenses. Le coût moyen par élève est de 20,21 $. Dans l'ensemble des écoles primaires (catholiques et protestantes), on compte 414 instituteurs. Ceux-ci reçoivent un traitement annuel moyen de 937 $. Par ailleurs, les 6 656 institutrices touchent un traitement annuel moyen de 245 $, soit un montant environ quatre fois moindre.

Les données obtenues pour la première fois par le Bureau des Statistiques sur les bibliothèques scolaires du Québec révèlent que ces dernières possèdent 1 278 755 volumes, qu'on retrouve principalement dans les 21 collèges classiques (508 000 volumes) et les trois universités (385 500 volumes) de la province.

Les établissements pénitentiaires

Il existe dans chaque district judiciaire au moins une prison sous la dépendance du shérif. En 1914, le Québec compte 26 prisons. Au 31 décembre 1914, le nombre de détenus est de 855 (735 hommes et 120 femmes). Le nombre total de journées de détention est de 315 713 pour l'année. Les dépenses totales du gouvernement pour le fonctionnement du système pénitentiaire atteignent 276 832 $. Le personnel des prisons est composé de 201 gardiens et employés d'entretien. La masse salariale qui leur est versée s'élève à 113 753 $.

Font aussi partie des établissements pénitentiaires les « écoles de réforme » et les « écoles d'industrie ».

Les écoles de réforme sont des prisons pour les jeunes délinquants âgés de moins de 16 ans, lesquels sont placés par ordre d'un magistrat. Au 31 décembre 1914, 509 enfants (433 garçons et 76 filles) sont internés dans les cinq écoles de réforme du Québec. Les dépenses totales du gouvernement et des municipalités pour ces institutions sont de 93 703 $, soit une dépense moyenne annuelle de 195 $ par enfant.

Quant aux écoles d'industrie, elle ont pour objet de former des enfants à l'industrie. Elles donnent une formation aux enfants de 6 à 14 ans dans le cas où ceux-ci sont orphelins ou encore si le parent survivant ou l'enfant lui-même est jugé avoir une mauvaise conduite. Le Québec compte six écoles de ce type. Au 31 décembre 1914, 1 051 enfants y séjournent. Les dépenses totales annuelles du gouvernement et des municipalités pour les écoles d'industrie sont de 14 501 $, soit une dépense moyenne de 14,15 $ par enfant.

La santé et les services sociaux

Le Bureau des Statistiques de Québec, « dès sa première année d'organisation, a tenté de recueillir cette statistique, afin de faire connaître l'organisation particulière que possède la province de Québec pour soigner ses malades, ses infirmes, ses vieillards, ses orphelins et autres délaissés de la fortune »[14]. Les statistiques disponibles sont dès lors plus complètes et plus précises. La classification utilisée prend la forme suivante: les hôpitaux et les sanatoria constituent les services de santé, tandis que diverses institutions d'assistance, comme les hospices, les orphelinats, les asiles, les crèches et les refuges forment les services sociaux. Les hôpitaux et les institutions d'assistance sont dirigés par des communautés religieuses, à l'exception des établissements pour non-catholiques. Le personnel religieux ne reçoit aucun salaire des institutions mêmes.

14. *Annuaire statistique*, 1915, page 381.

Les communautés religieuses dirigent la très grande majorité des hôpitaux (50) et des sanatoria (cinq) du Québec. En 1914, le personnel hospitalier est composé de 955 membres de ces communautés, 396 médecins et 1 639 autres employés laïcs. Au total, ces établissements disposent de 5 005 lits. Pendant l'année susmentionnée, 30 396 malades y ont été admis. Le nombre de journées d'hospitalisation s'élève à 1 104 174. La durée moyenne de séjour à l'hôpital est de 33 jours et le coût annuel moyen par malade est de 42,36 $.

En 1914, les diverses institutions d'assistance sont au nombre de 114. Le personnel qui y travaille est composé de 104 médecins, 1 801 gardes et infirmiers, dont 1 639 sont des religieux et 162, des laïcs, ainsi que 817 autres employés. Ces établissements sont équipés de 11 804 lits et reçoivent 231 403 personnes pendant l'année. Le nombre de jours-personnes d'assistance s'élève à 3 067 606. La durée moyenne de séjour est de 13 jours. La dépense annuelle moyenne par personne assistée est de 0,51 $.

Les asiles d'aliénés sont des lieux d'internement pour des individus souffrant de diverses maladies mentales. Le Québec compte cinq asiles subventionnés par le gouvernement et un asile indépendant. Au recensement de 1911, le nombre de personnes handicapées mentalement est de 6 499, soit un taux de 324,4 par 100 000 habitants. De ce nombre, 4 038 sont en institution, ce qui représente une proportion de 201 pour 100 000 habitants. Au 31 décembre 1913, 4 422 personnes sont placées dans les asiles; 4 044 ont reçu des traitements durant l'année.

Parmi les institutions d'assistance, la Société Saint-Vincent de Paul occupe une place prépondérante. Elle soutient diverses oeuvres de bienfaisance dans la province de Québec: cinq patronages, un orphelinat, une hospitalité de nuit, trois fourneaux économiques, un hospice, un comité de sourds-muets, une colonie de vacances et un club de marins. La Société compte 4 313 membres actifs ainsi que 5 173 membres honoraires et bienfaiteurs dans ses 141 conférences du Québec. Elle est venue en aide à 13 343 personnes en 1914 (5,8% de toutes les personnes secourues). À des fins de charité, elle a dépensé 102 849 $. De l'ensemble des dépenses effectuées par les diverses institutions d'assistance, 6,5% sont assumées par elle.

Etablissements d'assistance et de bienfaisance dans la province de Québec à diverses époques.

Nature des établissements	1901	1891	1881	1871
Hôpitaux et sanatoria.				
Nombre des établissements	45	43	29	17
" habitants	3,649	2,741	3,987	1,343
Orphelinats.				
Nombre des établissements	17	15	11	10
" habitants	2,267	1,932	1,088	714
Asiles d'aliénés et hospices divers.				
Nombre des établissements	41	28	35	35
" habitants	5,203	3,915	2,155	2,869

Source: Annuaire statistique, 1915, p. 381.

La tempérance

En 1909, la *Loi des licences* de la province de Québec réglemente la vente des boissons alcooliques. Depuis 1905, une campagne de tempérance est entreprise par les clergés catholique et protestant, avec l'appui de laïcs éminents. Les résultats suivants sont obtenus au cours de la période 1910-1915: le nombre de licences d'hôtels et de restaurants diminue de 30% (384) et celui des licences de débits d'alcool baisse de 10% (96). En juin 1915, la situation se présente ainsi: 413 municipalités locales ont voté la prohibition de la vente d'alcool; 45 ont voté la limitation et 440 n'ont pas émis de licence. Le commerce des boissons alcooliques est donc banni dans 853 municipalités locales, soit dans 73,7% de l'ensemble des municipalités.

Dans ce chapitre, il n'a été question que de certains grands thèmes. Le lecteur pourra trouver dans les premiers annuaires du Québec des informations sur une foule d'autres sujets, tels que l'abrégé de l'histoire de la Nouvelle-France, la colonisation dans la province de Québec sous le Régime français et sous la domination anglaise, la description générale de la province de Québec et de son climat, l'organisation judiciaire et ecclésiastique, ainsi que l'origine de la propriété privée.

Les comptes économiques de 1926 à 1987

par Germain Hébert*

Les comptes économiques des revenus et des dépenses constituent un regroupement de statistiques essentiel à la compréhension et à l'analyse de l'évolution économique d'un pays ou d'une province. À cause de leur importance, ces données sont parmi les premières produites par les agences statistiques. Au Canada, dès 1919, R.H. Coats entreprend les premiers travaux sur la comptabilité nationale. Ces derniers ont servi à l'Agence statistique fédérale pour la production de séries chronologiques homogènes, de 1926 à nos jours, sur les grandes variables macro-économiques, telles que le produit intérieur brut, les dépenses publiques en biens et services, le revenu personnel, l'épargne personnelle, etc. Les travaux relatifs à la comptabilité provinciale commencent au Québec en 1966 et les premiers résultats, qui couvrent la période de 1946 à 1968, sont publiés en 1968. Au cours des années suivantes, en raison de la forte demande des provinces pour ce type d'information, deux comités fédéraux-provinciaux sont créés, dont le Comité fédéral-provincial sur les comptes économiques provinciaux, en 1973, lequel a comme principale fonction de définir les concepts, les sources et les méthodes propres à la comptabilité économique provinciale. En 1977, les travaux se concrétisent avec la parution des premières estimations des comptes économiques provinciaux (version 1961-1974). Le Québec, grâce à son expertise dans le domaine, a joué un rôle important au sein de ce comité.

Les données des comptes économiques permettent de retracer l'évolution de l'économie québécoise sur une période de plus de 60 ans. Le présent texte décrit cette évolution. Dans la première partie, il est question de l'évolution de la croissance économique du Québec de 1926 à nos jours, ainsi que de l'évolution du niveau de vie des Québécois au cours des 60 dernières années. La seconde partie met d'abord en relief l'évolution économique du Québec entre 1978 et 1987, puis retrace l'évolution de l'économie québécoise au cours des derniers trimestres de 1987. Tout au long du texte, des comparaisons sont effectuées avec les données canadiennes correspondantes.

* De la Division des comptes économiques du Bureau de la statistique du Québec.

L'évolution économique du Québec de 1926 à 1986

L'évolution du produit intérieur brut[1]

Le produit intérieur brut (PIB) du Québec aux prix du marché, soit la somme de tous les biens et les services produits dans une économie, passe de 1,4 milliard de dollars, en 1926[2], à près de 120 milliards, en 1986. Au cours de la période considérée, il connaît de fortes hausses et parfois des baisses prononcées. Ces fluctuations reflètent les différents cycles économiques qui ont marqué l'évolution de l'économie pendant les 60 dernières années (figure 1).

Les premières données sur le PIB révèlent une forte croissance économique de 1926 à 1928. En 1929, aux États-Unis, le krach boursier provoque une série de faillites. L'économie américaine, déjà marquée par un ralentissement des dépenses de consommation, tant privées que publiques, se détériore: c'est le début de la crise de 1929-1933. Peu à peu, les États-Unis réduisent leurs importations de biens et de services, ce qui a des répercussions sur l'économie mondiale. Au Canada comme au Québec, la récession dure quatre ans. La baisse du PIB au Canada atteint 41,8% (27,7% en dollars constants). Le Québec et l'Ontario, les deux provinces les plus industrialisées, sont durement frappées par la crise. Au Québec, le PIB diminue de 40,5% (26,1% en dollars constants[3]). Ce n'est qu'à la fin des années 30 qu'il retrouve le niveau qu'il avait avant la crise. Cette dépression, qui a duré près de dix ans, se termine définitivement avec l'avènement de la Seconde guerre mondiale (1939-1945).

La Seconde guerre mondiale marque en fait le début d'une ère de prospérité sans précédent. Le PIB canadien en dollars constants augmente de 13,3%, en 1940 et en 1941, et de 17,6% en 1942. Le Québec connaît des taux de croissance similaires pendant la même période. Par la suite, le passage d'une économie de guerre à une économie de paix entraîne la récession de 1945-1946. Celle-ci est due à la baisse marquée des dépenses des administrations publiques, qui sont passées, pour l'ensemble du Canada, de 19,4 milliards de dollars constants, en 1944, à 13,3 milliards, en 1945, et à 6,3 milliards, en 1946.

Dès 1947, une époque de prospérité débute et elle se termine avec la fin de la Guerre de Corée (1950-1953). Le PIB canadien passe de 74,1 milliards de dollars constants, en 1947, à plus de 100 milliards, en 1953, ce qui représente un taux de croissance réel moyen de 5,2%. En juin 1953, un armistice est signé et, pour une seconde fois, la transition d'une économie de guerre à une économie de paix se traduit par une récession, allant du dernier semestre de 1953 au premier semestre de 1954. Au Canada, cette période est marquée par une baisse réelle des investissements des entreprises en construction non résidentielle (2,4%), en machines et matériel (11,5%) et en stocks (diminution de près de 1 milliard de dollars constants de 1953 à 1954).

L'essor économique qui caractérise les années 1955 et 1956 est en partie attribuable au dynamisme des investissements étrangers dans le secteur primaire. Les investissements réalisés par les entreprises au Québec augmentent de 23,7% en 1955 et de 18,9% en 1956 (13,1% et 25,2% au Canada). La fin de plusieurs travaux de construction et le ralentissement économique aux États-Unis expliquent, du moins partiellement, un nouveau freinage de l'activité économique au Canada et au Québec en 1957 et 1958. La récession s'avère néanmoins plus courte que prévu et la reprise se poursuit jusqu'en 1960, année qui coïncide avec l'achèvement des travaux de la voie maritime du Saint-Laurent et de la majeure partie de l'autoroute transcanadienne.

---

1. À moins d'avis contraire, les données sont exprimées en dollars courants, de même que les taux de variation.
2. Les données de 1926 à 1960 ont été estimées par la Division des comptes économiques du Bureau de la statistique du Québec.
3. En vue de dégonfler le PIB du Québec, l'indice implicite du produit intérieur brut canadien est utilisé (1981 = 100).

L'année 1961 marque le début d'une longue période d'expansion qui s'étendra jusqu'en 1974. Cette période se caractérise par une conjoncture économique internationale favorable, en raison de la dévaluation du dollar canadien (92,5 cents américains), en 1962, et du retour à un régime de taux de change fixe, de 1962 à 1970. Elle correspond à la guerre du Viêt-Nam (1964-1973). La mise en place des infrastructures d'Expo 67 et du métro de Montréal, entre 1961 et 1966, de même que la construction d'un grand nombre de nouveaux logements représentent des investissements considérables pour le Québec. La fin de ces grands travaux entraîne une diminution du rythme de croissance réel du PIB; celui-ci passe de 4,0%, en 1967, à 2,8%, en 1968. À la suite de ce premier ralentissement, la croissance reprend et se poursuit jusqu'en 1970. En 1970, le taux de croissance réel du PIB se retrouve à 2,9% au Canada et à 1,4% au Québec. Cette nouvelle baisse est principalement due à l'application, par les États-Unis, de mesures anti-inflationnistes. Le Canada fait également une priorité de la lutte contre l'inflation, ce qui a pour effet de freiner l'économie.

Une période de croissance économique rapide succède au ralentissement de 1970. Cette période coïncide avec le début des travaux hydro-électriques de la Baie-James, la construction de l'aéroport de Mirabel, la mise en place des installations olympiques et le prolongement du métro de Montréal. À cette même époque, les pays occidentaux connaissent de fortes hausses de prix de leurs produits de base, dont les métaux, les produits alimentaires et le pétrole. De juin 1973 à janvier 1974, le prix du pétrole quadruple, le « brut de référence » passant de 2,89 $ à 11,65 $ le baril. C'est le premier choc pétrolier. La forte poussée inflationniste qui suit entraîne l'économie mondiale dans la récession de 1974-75. Le Québec et le Canada en subissent moins fortement les effets puisque le Canada est un pays producteur de pétrole. Les politiques des gouvernements canadien et québécois visant à protéger le pouvoir d'achat des consommateurs (indexation des tables d'impôt et des exemptions personnelles) et la politique du double prix du pétrole (vente du pétrole brut exporté au prix du marché international et maintien d'un prix intérieur plus bas, parfois de 50%, que celui du marché international) contribuent également à contrer les effets néfastes de la récession. En 1975, le PIB augmente, en dollars constants, de 2,4% au Québec et de 2,6% au Canada.

Une nouvelle phase d'expansion commence cette année-là et se termine à la fin de 1979. Le taux de croissance réel moyen du PIB se situe alors à 4,2% au Québec et à 4,5% au Canada, et les taux d'augmentation des prix sont élevés (8% à 9% pour les indices de prix à la consommation à Montréal et au Canada). Dès novembre 1975, la Banque du Canada annonce, à l'instar de la Réserve fédérale américaine, son intention de resserrer graduellement la croissance de la masse monétaire. De son côté, le gouvernement canadien vote la Loi anti-inflation le 15 décembre 1976, afin de limiter les marges bénéficiaires, les prix, les dividendes et la rémunération. Le Québec fait de même en créant la Commission de lutte à l'inflation. En octobre 1979, les autorités américaines décident de maintenir la croissance de la masse monétaire à l'intérieur de fourchettes très étroites, sans égard à l'évolution des taux d'intérêt. Le second choc pétrolier (de 1979) ravive l'inflation, qui, à toutes fins pratiques, n'avait jamais été contrôlée depuis 1974. Cela entraîne une forte augmentation de la demande de monnaie. Étant donné le resserrement de la masse monétaire, il s'ensuit une hausse sans précédent des taux d'intérêt aux États-Unis, principalement au cours des années 1980 et 1982.

Face à la hausse des taux d'intérêt américains, la Banque du Canada n'a d'autre choix que d'augmenter les taux d'intérêt, en vue de protéger la valeur du dollar canadien et de combattre l'inflation. Ainsi, le taux préférentiel consenti par les banques à charte à leurs meilleurs clients passe de 12,0%, en juin 1979, à 16,75%, en avril 1980, pour ensuite redescendre à 12,25%, en août 1980. Cette première flambée des taux d'intérêt entraîne le ralentissement des dépenses de consommation en biens durables et des investissements des entreprises, dont les investissements en construction résidentielle. Toutefois, dès septembre, le taux préférentiel recommence à monter, pour atteindre 22,75% en août 1981, un sommet historique.

Cette deuxième flambée a des effets beaucoup plus graves sur l'économie. Le maintien des taux d'intérêt à des niveaux aussi élevés et durant une période aussi longue se traduit par un affaissement de la demande en biens et services, une baisse de la production et une forte montée du chômage. Il s'ensuit une autre récession économique, la plus grave et la plus longue depuis la dépression des années 30. Elle débute au milieu de 1981, pour se terminer à la fin de 1982, et affecte l'ensemble des pays industrialisés. En 1982, le taux de croissance réel du produit intérieur brut diminue de 2,7% au Québec (3,2% au Canada). Au cours de la même année, le taux de chômage atteint 13,8% au Québec, comparativement à 9,8% en 1980 (11,1% au Canada, contre 7,5% en 1980). Alors que la récession s'aggrave, les pressions inflationnistes se résorbent peu à peu. C'est ainsi que le taux de croissance global de l'indice des prix à la consommation à Montréal passe de 12,4%, en 1981, à 11,5%, en 1982, et à 5,6%, en 1983 (12,5%, 10,8% et 5,8% au Canada). Vers le milieu de 1982, à mesure que l'inflation ralentit, la politique monétaire devient moins restrictive et les taux d'intérêt commencent à diminuer. Le taux préférentiel passe ainsi de 18,25%, en juin 1982, à 12,5%, en décembre de la même année. La reprise économique s'amorce à la fin de 1982 et se poursuit dans un climat de stabilité relative des taux d'intérêt et de croissance modérée des prix et des coûts de production. Entre 1982 et 1986, le taux de croissance réel du produit intérieur brut atteint en moyenne 4,7% au Québec et 4,2% au Canada.

L'évolution du revenu personnel

Au Québec, le revenu personnel, soit l'ensemble de tous les revenus avant impôts reçus par les particuliers passe de 946 millions de dollars, en 1926, à 105 545 millions, en 1986, ce qui représente une augmentation annuelle moyenne de 8,2%. Le revenu personnel est couramment utilisé pour mesurer le niveau de vie d'une société. Cependant, une meilleure mesure est obtenue en tenant compte à la fois de la population et de l'augmentation générale des prix à la consommation. Ainsi, de 1926 à 1986, le revenu personnel réel[4] par habitant est passé de 2 985 $ à 11 855 $. Cela signifie qu'en 1986, une personne peut se procurer environ quatre fois plus de biens et services qu'en 1926. C'est donc dire que le niveau de vie des Québécois s'est grandement amélioré depuis 1926, surtout à partir du début des années 50.

Au Québec, le revenu personnel par habitant a toujours été inférieur à celui du Canada. En 1926, il se chiffrait à 363 $, par rapport à 429 $ pour le Canada. En 1986, il était de 15 927 $, comparativement à 16 901 $ au Canada. De 1926 à 1931, cet écart est passé de 15,4% à 5,1%, mais il s'est ensuite accru considérablement, entre 1931 et 1944 (de 5,1% à 20,1%). Au cours des décennies suivantes, il s'est graduellement amoindri: 14,1% en 1950, 12,9% en 1960, 10,4% en 1970 et 4,0% en 1980. Depuis 1980, l'écart s'est légèrement accru, pour atteindre 5,8% en 1986.

Au cours des 60 dernières années, le taux de croissance du revenu personnel a connu de fortes fluctuations, attribuables surtout aux différents cycles des économies québécoise et canadienne. Durant la crise, en 1933, le revenu personnel par habitant atteint son niveau le plus bas, soit 250 $ (267 $ au Canada). En raison de la forte croissance économique du Québec entre 1933 et 1945, le revenu personnel a été multiplié par trois (3,3 fois au Canada). De 1946 à 1953, période marquée principalement par la guerre de Corée, il a également crû de façon sensible (10,9% en moyenne au Québec et 10,4% au Canada). Après la récession de 1953-54, le Québec et le Canada connaissent des investissements massifs dans le secteur des ressources naturelles et des infrastructures de développement économique (voie maritime du Saint-Laurent, autoroute transcanadienne), ce qui contribue à la croissance du revenu personnel.

Au cours de la longue période d'expansion économique (1961 à 1974), le revenu personnel connaît une croissance rapide, passant de 7 935 millions de dollars, en 1961, à 29 757 millions, en 1974, une augmentation annuelle moyenne de 10,7% (11,0% au Canada). Par la

4. L'indice global des prix à la consommation au Canada est utilisé pour la période de 1926 à 1970. Par la suite, l'indice global des prix à la consommation à Montréal est utilisé (1981=100).

suite, la forte poussée inflationniste, allant du milieu des années 70 jusqu'à la récession de 1982, marque une période de forte croissance du revenu personnel; le taux annuel moyen est de 12,6% (12,9% au Canada). Ce taux se ramène à 2,8% si l'on tient compte de l'augmentation des prix à la consommation (3,1% au Canada). Au cours de cette période, la croissance du revenu personnel aurait sans doute été plus faible n'eût été des mesures politiques gouvernementales visant à soutenir le pouvoir d'achat des consommateurs et des clauses d'indexation des salaires au coût de la vie.

La récession de 1982 entraîne une baisse du revenu personnel, en termes réels de 1,8% en 1982 et de 0,6% en 1983 (0% et 0,2% au Canada). Ce n'est qu'en 1984, que le revenu personnel retrouve son niveau de 1981. Par la suite, au cours des années 1984, 1985 et 1986, sa croissance réelle se poursuit à un rythme moyen de 3,3% (3,7% au Canada).

La rémunération des salariés, la composante la plus importante du revenu personnel, voit sa part relative augmenter progressivement au cours de la période de 1926 à 1967. Elle passe ainsi de 63,2% à 73,2% (58,3% à 70,0% au Canada). Par la suite, elle diminue constamment, pour atteindre 62,4% en 1986 (62,7% au Canada). Quant aux transferts des administrations publiques aux particuliers, ils augmentent de façon importante au cours de la période considérée, passant de neuf millions de dollars, en 1926, à près de 18 milliards, en 1986. Ils sont donc près de 2 000 fois plus élevés qu'en 1926. Ces transferts, estimés à 4 $ par personne en 1926 (8 $ au Canada), se chiffrent à 2 690 $ en 1986 (2 421 $ au Canada). La part relative des transferts aux particuliers dans le revenu personnel passe de 1,0%, en 1926 (1,8% au Canada), à 16,9%, en 1986 (14,3% au Canada). À la fin des années 60, les transferts représentent 10% du revenu personnel, ce qui explique en partie le fait que la part de la rémunération des salariés dans le revenu personnel soit alors moins élevée. Entre 1966 et 1986, ils augmentent considérablement (15,7% en moyenne au Québec), surtout en raison de la réforme de l'assurance-chômage de 1971, de l'indexation et de la bonification des différentes mesures de soutien du revenu, dont le régime de la sécurité de la vieillesse et, enfin, des paiements effectués par le Régime de rentes du Québec créé en 1966 (2 073 millions de dollars en 1986, comparativement à quatre millions seulement en 1968).

Quant au revenu personnel disponible, soit l'ensemble des revenus versés aux particuliers après le paiement des impôts directs sur le revenu, il augmente en moyenne de 7,7% par année au Québec et au Canada au cours de la période 1926-1986. Ce taux de croissance est inférieur à celui du revenu personnel (8,2% au Québec et 8,1% au Canada). Cela signifie que le taux d'augmentation des impôts directs versés par les particuliers aux administrations publiques fédérales et provinciales s'est accru dans une proportion supérieure à celui du revenu personnel. En effet, le taux moyen d'augmentation du produit des impôts directs atteint 13,2% pour la période considérée (12,7% au Canada). En 1926, les impôts directs versés par habitant se chiffrent à 5 $ (7 $ au Canada); ils sont de 65 $ en 1946 (76 $ au Canada), de 252 $ en 1966 (309 $ au Canada) et de 3 589 $ en 1986 (3 480 $ au Canada).

Au cours de la même période, le taux moyen d'impôt direct, soit le pourcentage des impôts directs par rapport au revenu personnel, passe de 1,5% à 22,5% (1,7% à 20,6% au Canada). Au Québec, le taux moyen d'impôt direct des particuliers fluctue passablement entre 1926 et 1986. Au cours de la première période de variation (1926-1940), le taux annuel d'impôt oscille entre 1,5% et 5,0%. Pendant les 25 années suivantes (1941 à 1965), il varie entre 5% et 10%. Au début de la Seconde guerre, le taux d'impôt a brusquement remonté à environ 10% en vue de soutenir l'effort de guerre. Il s'est ensuite maintenu entre 8% et 10%, jusqu'en 1965. Les années 1966 à 1976 marquent une phase de très forte croissance du taux d'impôt direct des particuliers, ce dernier passant de 11,9% à 19,5%. Le produit des impôts des particuliers est de 1 458 millions de dollars en 1966 et de 7 879 millions en 1976, ce qui constitue un taux moyen d'augmentation de 17,1%. Ces hausses sont dues, en grande partie, aux modifications de l'impôt provincial sur le revenu des particuliers, aux nouvelles cotisations des employeurs et des salariés au Régime de rentes du Québec et à la majoration des cotisations d'assurance-chômage, à la suite de la réforme de 1971. De 1977 à 1986, le taux d'impôt est supérieur à 20% (22,5% en 1986).

Cette rétrospective des principales variables des comptes économiques révèle que l'économie du Québec des 60 dernières années a connu une forte croissance au chapitre de la production de biens et services et du revenu personnel: le produit intérieur brut réel a été multiplié par 14,4 et le revenu personnel réel, par 10,1. Exprimé en termes réels, par habitant, le volume de biens et services a été multiplié par 5,4 et le niveau de vie de la population, par 4. L'économie a connu des périodes de forte expansion, dont celles de la Seconde guerre mondiale et de la guerre de Corée et lors des périodes d'investissement massif dans les ressources naturelles et les infrastructures de développement économique. Il y a eu également des périodes de ralentissement de l'activité économique, principalement celles de la crise de 1929-1933, de la récession de 1954 et de la récession mondiale de 1982. Enfin, il ressort que l'économie du Québec a toujours été très sensible aux influences de l'environnement économique extérieur.

L'évolution économique du Québec de 1978 à 1987

Sur le plan économique, la période comprise entre les années 1978 et 1987 est riche en événements de toutes sortes. Le début de cette décennie est marqué par le second choc pétrolier, en 1979, l'apparition de taux d'inflation à deux chiffres, la mise en place de politiques monétaires restrictives, l'émergence de taux d'intérêt supérieurs à 20% et, finalement, le ralentissement de la croissance économique et la récession de 1982. Par la suite, les pressions inflationnistes se résorbent, les taux d'intérêt diminuent et, à la fin de 1982, la reprise économique s'installe et se poursuit depuis lors. La fin de 1987 est néanmoins marquée par la chute des marchés boursiers. C'est dans ce contexte mouvementé que se situe l'évolution des principales variables des comptes économiques québécois et canadiens.

L'évolution du produit intérieur brut

Au Québec, le produit intérieur brut aux prix du marché passe de 58 122 millions de dollars, en 1978, à 130 421 millions, en 1987, ce qui représente une hausse totale de 124,4% pour les dix dernières années. Cependant, l'évolution du PIB au cours des années qui ont précédé la récession de 1982 est fort différente de celle des années suivantes. En termes réels[5], le produit intérieur brut n'augmente en moyenne que de 1,2% entre 1978 et 1982, comparativement à 4,6% de 1983 à 1987. Toutes les composantes de la demande présentent une évolution semblable à l'exception des dépenses publiques en biens et services.

Ainsi, les dépenses personnelles en biens et services de consommation subissent une baisse réelle[6] de 1978 à 1982 et une forte hausse de 1983 à 1987. Au début des années 1980, en raison de la flambée des taux d'intérêt, de la montée du chômage, de la baisse des revenus réels et de l'attrait de l'épargne, les ménages réduisent et même retardent leurs dépenses de consommation. Celles-ci n'augmentent que de 0,2% en termes réels en 1980, pour ensuite diminuer de 0,8% et de 4,5% en 1981 et 1982. Vers le milieu de 1982, les pressions inflationnistes commencent à se résorber; les politiques monétaires deviennent moins restrictives et les taux d'intérêt amorcent un mouvement à la baisse. Avec l'amélioration des conditions économiques, à partir de 1983, les ménages augmentent fortement leurs dépenses de consommation, principalement en biens durables. Entre 1983 et 1987, les dépenses personnelles en biens et services de consommation affichent une hausse réelle moyenne de 4,7%, comparativement à une baisse réelle moyenne de 0,2%, de 1978 à 1982.

Au cours des années 1978 à 1987, les dépenses publiques courantes en biens et services augmentent en moyenne de 9,1%, un taux légèrement supérieur à celui de l'indice global des prix à la consommation à Montréal (7,5%). Avant la récession de 1982, le taux moyen

5. Voir note 3.
6. L'indice global des prix à la consommation à Montréal sert à dégonfler cette variable (1981=100).

d'augmentation des dépenses est de beaucoup supérieur (12,5%) à celui de l'indice global des prix à la consommation (8,6%), alors qu'après, ce taux se situe à 5,9%, comparativement à 4,7% pour l'indice global des prix.

De 1978 à 1987, les investissements en capital fixe des administrations publiques s'accroissent de 52,8%, tandis que ceux des entreprises augmentent de 130,8%, dont 215,6% pour les investissements en construction résidentielle. Pendant cette période, les investissements des entreprises varient considérablement. La faiblesse relative de leur taux de croissance entre 1978 et 1982 (5,5% en moyenne) s'explique principalement par la fin du projet de la Baie-James, la flambée des taux d'intérêt, l'affaissement de la demande en biens et services et la sous-utilisation des capacités de production. À partir du début de la reprise jusqu'en 1987, les dépenses d'investissement augmentent de 12,7% en moyenne. Parmi celles-ci, les dépenses en construction résidentielle s'accroissent de 23,3%.

En conclusion, parmi toutes les composantes de la demande finale, ce sont les dépenses publiques en biens et services qui augmentent le moins rapidement au cours de la période considérée, soit de 116,8%, comparativement à 133,2% pour les dépenses personnelles en biens et services de consommation et à 119,1% pour les investissements totaux en capital fixe.

Mille neuf cent quatre-vingt-sept, la cinquième année de croissance économique continue que connaît le Québec depuis la fin de la récession, est marquée par le krach du 19 octobre. L'analyse des données trimestrielles des comptes économiques permet, du moins en partie, de mesurer les effets de la chute des marchés boursiers. Il ressort qu'en 1987, la croissance économique au Québec s'est maintenue et même améliorée comparativement à l'année 1986.

En effet, les principales composantes du produit intérieur brut présentent des taux de croissance plus élevés. C'est le cas, par exemple, de la rémunération des salariés (7,6% en 1987; 6,3% en 1986) et des bénéfices des sociétés avant impôts (20,3% en 1987; 13,5% en 1986). Il est également intéressant de noter que les résultats du quatrième trimestre de 1987 sont, de façon générale, meilleurs que ceux de l'ensemble de l'année. Ainsi, pendant le dernier trimestre de 1987, le produit intérieur brut augmente de 9,7%[7], comparativement à 9,2% pour toute l'année, la rémunération des salariés, de 7,7% par rapport à 7,6%, les bénéfices des sociétés, de 23,3% en comparaison de 20,3%, les revenus d'intérêt et de placement, de 14,8% relativement à 10,3% et le produit des impôts indirects diminué des subventions, de 13,2% par rapport à 10,9%.

Les différentes composantes de la demande intérieure affichent également des taux de croissance plus élevés qu'en 1986. Les dépenses de consommation en biens et services sont en hausse de 9,2% en 1987, comparativement à 8,5% en 1986, les dépenses publiques, de 7,8% relativement à 2,9% et les investissements en capital fixe des entreprises, de 17,8% par rapport à 14,8%. Comme pour les revenus, les taux de croissance des différentes catégories de dépenses sont, au quatrième trimestre de 1987, supérieurs à ceux de l'ensemble de l'année. C'est le cas, notamment, au chapitre des dépenses en biens et services de consommation (9,3% contre 9,2%), des dépenses publiques en biens et services (8,3% contre 7,8%) et des investissements en capital fixe des administrations publiques (une hausse de 1,7%, par rapport à une baisse de 4,9%). Par ailleurs, on note une détérioration de la variable « exportations nettes plus divergence statistique » tout au long de l'année 1987.

Au cours de la décennie 1978-1987, l'économie canadienne connaît une évolution similaire à celle du Québec. Le produit intérieur brut augmente en moyenne de 3,1%, en termes réels (de 2,0% de 1978 à 1982 et de 4,2% de 1983 à 1987). La croissance des diverses composantes de la demande canadienne est également plus forte après la récession de 1982. De 1978 à

7. Il s'agit de la variation par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente.

1982, les dépenses personnelles en biens et services de consommation s'accroissent en moyenne de 1,8% en dollars constants, alors qu'elles augmentent de 4,1% de 1983 à 1987. Pour les mêmes périodes, les taux réels de croissance des dépenses publiques courantes en biens et services sont respectivement de 1,8% et de 2,0%, et ceux des investissements en capital fixe des entreprises, de 4,6% et de 5,1%. Les exportations de biens et de services affichent un taux de croissance réel moyen de 4,5% de 1978 à 1982, comparativement à 8,3% de 1983 à 1987, tandis que les importations de biens et de services présentent une hausse réelle de 3,0% et de 9,9% pour les années susmentionnées. L'économie canadienne connaît également de meilleurs résultats en 1987 qu'en 1986. Les données du quatrième trimestre confirment la vigueur de l'économie canadienne, alors que les taux de croissance enregistrés pour la majorité des indicateurs économiques sont supérieurs à ceux de l'ensemble de l'année. La croissance de l'économie canadienne se poursuit donc malgré le krach d'octobre 1987.

L'évolution du revenu personnel et de l'épargne

Au Québec, le revenu personnel passe de 49 831 millions de dollars, en 1978, à 113 325 millions, en 1987, ce qui représente une hausse de 127,4%. Parmi les composantes du revenu personnel, ce sont les revenus d'intérêt, les dividendes et les revenus de placement qui augmentent le plus rapidement au cours de cette période (217,5%). Leur part relative passe de 8,9%, en 1978, à un sommet de 13,0%, en 1982, pour se retrouver à 12,4% en 1987. Quant aux transferts courants des administrations publiques aux particuliers, ils s'accroissent de 141,9% de 1978 à 1987. À cause principalement du ralentissement de l'économie et de la récession de 1982, l'augmentation de ces transferts a été particulièrement rapide au cours des années 1980 (13,1%), 1981 (15,1%) et 1982 (21,4%). De 1983 à 1987, leur croissance moyenne diminue passablement, pour atteindre 7,7%.

Pour sa part, le revenu disponible augmente de 119,5% pendant la période de 1978 à 1987 (15,5% en dollars constants[8]). En termes réels, il connaît une croissance de 2,4% de 1978 à 1981, des baisses de 1,7% et 0,7% en 1982 et 1983 et une hausse moyenne de 2,6% de 1984 à 1987. Par ailleurs, le produit des impôts directs des particuliers augmente de 158,7% au cours des dix dernières années.

L'épargne personnelle enregistre de fortes fluctuations, passant de 5 242 millions de dollars, en 1978, à 11 773 millions, en 1982, pour se retrouver à 6 615 millions en 1987. En 1982, le taux d'épargne des particuliers atteint un sommet; il est alors de 18,7%, comparativement à 13,2% en 1978 et 7,6% en 1987. De 1981 à 1983, ce taux est très élevé (16,1%, 18,7% et 15,1%, respectivement), en raison, d'une part, de la montée des taux d'intérêt et, d'autre part, de la constitution par les particuliers d'une « épargne de précaution » pour parer à la détérioration des conditions économiques, principalement en 1981 et 1982. Par la suite, en raison de l'amélioration des conditions économiques, le taux d'épargne diminue. Cela reflète la confiance des ménages.

Cette confiance semble se maintenir pendant les derniers trimestres de 1987, en dépit du krach boursier. En 1987, les résultats obtenus sont meilleurs qu'en 1986 dans le cas du revenu personnel (augmentation de 7,4%, comparativement à 6,2%) et du revenu disponible (6,5% contre 5,0%). Les taux de croissance du quatrième trimestre sont équivalents, ou même supérieurs à ceux de l'ensemble de l'année.

Au Canada, pendant la même décennie, le revenu personnel augmente de 137,9% et le revenu disponible, de 129,2% (22,6% en dollars constants). Le taux d'épargne fluctue beaucoup, passant de 12,4%, en 1978, à 17,8%, en 1982, et à 9,3%, en 1987. L'analyse des données trimestrielles de l'année 1987 confirme le peu d'effet du krach boursier sur le secteur des ménages.

---

8. Voir note 6.

Définitions

Dépenses personnelles en biens et services de consommation

Dépenses effectuées par les ménages en biens durables (meubles, automobiles, etc.), semi-durables (vêtements, chaussures, etc.), non durables (nourriture, essence, électricité, etc.) et en services (logement, transport, hôtel et restaurant, soins personnels, etc.).

Dépenses publiques courantes en biens et services

Dépenses de fonctionnement des différentes administrations publiques au Québec (fédérale, provinciale, municipales, de même que les commissions scolaires et les hôpitaux) et des fonds spéciaux qui relèvent de ces mêmes administrations publiques (Régie des rentes du Québec, Régie de l'assurance-maladie, Commission de la santé et de la sécurité du travail, Commission de l'assurance-chômage, etc.). Les dépenses de fonctionnement sont constituées en grande partie de la rémunération des salariés, des fournitures de bureau, des coûts d'entretien, etc.

Divergence statistique

Dans les comptes nationaux canadiens, les estimations du produit intérieur brut pour les revenus et pour les dépenses, égales par définition, sont calculées séparément. La différence entre ces deux estimations, appelée divergence statistique, est divisée en deux: une moitié est soustraite de l'estimation la plus élevée et l'autre est ajoutée à l'estimation la plus basse. Dans les comptes provinciaux, le PIB sous l'angle des dépenses ne peut être mesuré directement en l'absence de données sur les exportations et les importations par province. Ainsi, en calculant de façon résiduelle la variable « exportations nettes et divergence statistique », on obtient le même résultat pour les revenus et les dépenses.

Épargne personnelle

L'épargne personnelle est calculée en soustrayant du revenu personnel disponible les dépenses personnelles en biens et services de consommation et autres dépenses.

Investissements en capital fixe

Investissements (publics et privés) en achat de biens durables dont la durée de vie utile est d'au moins un an. Font partie de ces investissements uniquement les nouvelles constructions (résidentielles et non résidentielles) et les machines et le matériel neufs. Ce poste inclut également les dépenses qui sont comptabilisées dans le coût d'achat de ces éléments d'actif, telles que les honoraires des architectes, des avocats, des notaires, des ingénieurs, etc., de même que les commissions versées lors de l'achat de ces éléments d'actif.

Produit intérieur brut aux prix du marché

Mesure de tous les biens et les services produits à l'intérieur des limites géographiques d'un pays (région, province) au cours d'une période donnée (année, trimestre).

Revenu personnel

Somme de tous les revenus reçus par les particuliers à la suite de leur participation aux activités de production. Inclut également divers transferts courants, dont ceux des administrations publiques.

Revenu personnel disponible

Partie du revenu personnel qui reste aux ménages après déduction des impôts directs sur le revenu et des cotisations diverses (assurance-chômage, régime de rentes du Québec, Commission de la santé et de la sécurité du travail, etc.).

Transferts courants des administrations publiques aux particuliers

Somme de tous les montants versés par les diverses administrations publiques en vue d'accroître le revenu de certaines catégories de ménages. Les principaux transferts sont la sécurité de la vieillesse, l'assurance-chômage, les allocations familiales et l'aide sociale.

Tableau 1

Principaux agrégats des comptes économiques, Québec, 1926-1986

Année	Produit intérieur brut	Revenu personnel	Revenu personnel disponible	Rémunération des salariés	Transferts aux particuliers
			'000 000 $		
1926	1 362	946	932	598	9
1927	1 447	1 002	986	640	9
1928	1 578	1 092	1 074	699	12
1929	1 654	1 175	1 153	762	14
1930	1 563	1 112	1 089	727	16
1931	1 308	965	945	632	20
1932	1 064	797	776	519	29
1933	984	743	722	472	32
1934	1 078	822	801	512	48
1935	1 159	868	843	550	42
1936	1 291	939	908	594	50
1937	1 449	1 048	1 008	673	48
1938	1 451	1 049	1 007	667	49
1939	1 550	1 096	1 051	683	58
1940	1 797	1 229	1 176	778	51
1941	2 269	1 489	1 387	980	47
1942	2 732	1 781	1 610	1 197	50
1943	3 009	2 008	1 792	1 369	56
1944	3 076	2 111	1 868	1 411	70
1945	3 031	2 213	1 976	1 406	140
1946	3 156	2 378	2 141	1 493	249
1947	3 732	2 774	2 531	1 835	205
1948	4 259	3 181	2 928	2 127	225
1949	4 512	3 317	3 074	2 229	246
1950	4 919	3 575	3 353	2 372	283
1951	5 803	4 118	3 811	2 807	272
1952	6 543	4 597	4 224	3 127	349
1953	6 867	4 901	4 502	3 367	380
1954	7 123	5 065	4 664	3 448	439
1955	7 584	5 336	4 865	3 626	462
1956	8 425	5 883	5 368	4 090	479
1957	8 866	6 410	5 824	4 431	555
1958	9 057	6 707	6 191	4 542	696
1959	9 634	7 062	6 489	4 827	681
1960	10 099	7 485	6 814	5 154	777
1961	10 608	7 935	7 198	5 521	760
1962	11 574	8 593	7 789	6 033	810
1963	12 297	9 117	8 259	6 465	813
1964	13 645	9 980	8 966	7 136	869
1965	14 970	10 976	9 898	7 941	941
1966	16 641	12 255	10 797	8 970	971
1967	18 017	13 614	11 826	9 961	1 251
1968	19 195	14 620	12 509	10 550	1 479
1969	21 080	16 048	13 521	11 607	1 605
1970	22 484	17 251	14 340	12 463	1 816
1971	24 271	18 987	15 633	13 662	2 197
1972	27 217	21 709	17 888	15 355	2 758
1973	30 928	24 971	20 431	17 583	3 173
1974	36 342	29 757	24 032	20 919	3 961
1975	40 944	34 789	28 215	24 324	4 874

Tableau 1 (suite)

Principaux agrégats des comptes économiques, Québec, 1926-1986

Année	Produit intérieur brut	Revenu personnel	Revenu personnel disponible	Rémunération des salariés	Transferts aux particuliers
			'000 000 $		
1976	47 697	40 407	32 528	28 228	5 947
1977	52 211	45 066	35 561	31 390	6 915
1978	58 122	49 831	39 693	34 151	7 737
1979	64 939	55 825	44 319	38 362	8 191
1980	72 220	63 473	50 247	43 459	9 261
1981	81 513	73 009	57 231	49 198	10 663
1982	86 228	79 999	62 799	51 522	12 942
1983	92 274	83 950	65 839	53 454	14 323
1984	100 962	91 559	71 963	57 724	15 615
1985	109 076	99 374	77 857	61 991	17 168
1986	119 439	105 545	81 759	65 889	17 825

Sources: Bureau de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

Tableau 2

Principaux agrégats des comptes économiques, par habitant, Québec, 1926-1986

Année	Produit intérieur brut	Revenu personnel	Revenu personnel disponible	Rémunération des salariés	Transferts aux particuliers
			$		
1926	523	363	358	230	4
1927	545	377	371	241	3
1928	581	402	396	258	4
1929	597	424	416	275	5
1930	553	394	385	257	6
1931	455	336	329	220	7
1932	364	272	265	177	10
1933	331	250	243	159	11
1934	357	273	266	170	16
1935	379	284	276	180	14
1936	417	303	293	192	16
1937	461	334	321	214	15
1938	456	330	316	210	15
1939	480	339	325	212	18
1940	548	375	359	237	16
1941	681	447	416	294	14
1942	806	525	475	353	15
1943	870	581	518	396	16
1944	879	603	534	403	20
1945	851	622	555	395	39
1946	870	655	590	411	69
1947	1 006	748	682	495	55
1948	1 124	840	773	562	59
1949	1 162	854	792	574	63
1950	1 239	901	845	598	71
1951	1 431	1 015	940	692	67
1952	1 568	1 101	1 012	749	84
1953	1 609	1 148	1 055	789	89
1954	1 623	1 154	1 063	786	100
1955	1 679	1 181	1 077	803	102

Tableau 2 (suite)

Principaux agrégats des comptes économiques, par habitant, Québec, 1926-1986

Année	Produit intérieur brut	Revenu personnel	Revenu personnel disponible	Rémunération des salariés	Transferts aux particuliers
			$		
1956	1 820	1 271	1 160	884	104
1957	1 859	1 344	1 221	929	116
1958	1 847	1 368	1 262	926	142
1959	1 918	1 406	1 292	961	136
1960	1 973	1 456	1 325	1 002	151
1961	2 017	1 509	1 369	1 050	145
1962	2 155	1 600	1 450	1 123	151
1963	2 244	1 663	1 507	1 180	148
1964	2 444	1 787	1 606	1 278	156
1965	2 633	1 931	1 741	1 397	166
1966	2 879	2 120	1 868	1 552	168
1967	3 072	2 322	2 017	1 699	213
1968	3 238	2 466	2 110	1 780	250
1969	3 522	2 681	2 259	1 939	268
1970	3 739	2 869	2 385	2 073	302
1971	4 026	3 150	2 593	2 266	365
1972	4 496	3 586	2 955	2 536	456
1973	5 088	4 108	3 361	2 892	522
1974	5 935	4 860	3 925	3 417	647
1975	6 626	5 630	4 566	3 937	789
1976	7 650	6 481	5 217	4 527	954
1977	8 309	7 172	5 659	4 995	1 100
1978	9 223	7 907	6 298	5 419	1 228
1979	10 244	8 807	6 991	6 052	1 292
1980	11 309	9 939	7 868	6 805	1 450
1981	12 661	11 340	8 890	7 642	1 656
1982	13 307	12 346	9 691	7 951	1 997
1983	14 174	12 896	10 114	8 211	2 200
1984	15 426	13 989	10 995	8 820	2 386
1985	16 569	15 096	11 827	9 417	2 608
1986	18 023	15 927	12 337	9 943	2 690

Sources: Bureau de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

Tableau 3

Principaux agrégats des comptes nationaux, Canada, 1926-1986

Année	Produit intérieur brut	Produit intérieur brut réel	Revenu personnel	Revenu personnel disponible	Rémunération des salariés	Transferts aux particuliers	Indice des prix du PIB
				'000 000 $			1981 = 100
1926	5 354	35 578	4 057	3 988	2 366	74	15,1
1927	5 777	38 912	4 281	4 204	2 506	76	14,9
1928	6 279	42 486	4 600	4 521	2 715	86	14,8
1929	6 400	42 866	4 665	4 572	2 940	92	14,9
1930	6 009	41 463	4 392	4 294	2 786	111	14,5
1931	4 975	36 819	3 669	3 582	2 408	140	13,5
1932	4 079	33 407	3 063	2 978	1 975	159	12,2
1933	3 723	31 004	2 840	2 752	1 788	180	12,0
1934	4 186	34 229	3 175	3 090	1 939	219	12,2
1935	4 514	36 687	3 398	3 294	2 079	219	12,3

Tableau 3 (suite)

Principaux agrégats des comptes nationaux, Canada, 1926-1986

Année	Produit intérieur brut	Produit intérieur brut réel	Revenu personnel	Revenu personnel disponible	Rémunération des salariés	Transferts aux particuliers	Indice des prix du PIB
			'000 000 $				1981 = 100
1936	4 879	38 369	3 602	3 481	2 241	222	12,7
1937	5 477	41 765	4 070	3 926	2 538	235	13,1
1938	5 523	42 346	4 126	3 981	2 515	224	13,0
1939	5 880	45 510	4 350	4 207	2 601	226	12,9
1940	6 987	51 541	4 972	4 798	2 959	204	13,6
1941	8 532	58 410	5 937	5 577	3 608	191	14,6
1942	10 497	68 691	7 522	6 918	4 282	218	15,3
1943	11 282	71 311	8 183	7 362	4 812	207	15,8
1944	12 068	73 916	9 016	8 051	4 998	255	16,3
1945	12 063	72 125	9 292	8 354	5 037	542	16,7
1946	12 167	70 513	9 887	8 950	5 487	1 102	17,3
1947	13 940	74 143	11 016	10 054	6 662	834	18,8
1948	15 969	75 268	12 701	11 668	7 754	857	21,2
1949	17 347	78 647	13 510	12 497	8 349	942	22,1
1950	19 125	84 784	14 388	13 411	8 998	1 023	22,6
1951	22 280	88 562	16 944	15 588	10 538	1 024	25,2
1952	25 170	95 951	18 770	17 100	11 768	1 343	26,2
1953	26 395	100 722	19 718	17 886	12 714	1 449	26,2
1954	26 531	99 620	19 868	18 019	13 043	1 626	26,6
1955	29 250	109 104	21 438	19 504	13 930	1 719	26,8
1956	32 902	118 514	23 723	21 499	15 696	1 746	27,8
1957	34 467	121 471	25 377	22 921	16 988	2 052	28,4
1958	35 689	124 108	26 880	24 542	17 435	2 605	28,8
1959	37 877	128 998	28 361	25 693	18 596	2 721	29,4
1960	39 448	132 752	29 883	26 855	19 582	3 090	29,7
1961	40 886	136 914	30 563	27 372	20 580	2 724	29,9
1962	44 408	146 614	33 288	29 852	22 138	2 928	30,3
1963	47 678	154 224	35 433	31 778	23 654	3 000	30,9
1964	52 191	164 504	38 162	33 936	25 916	3 200	31,7
1965	57 523	175 359	42 118	37 317	28 953	3 429	32,8
1966	64 388	187 263	47 297	41 112	32 825	3 759	34,4
1967	69 064	192 752	51 877	44 432	36 290	4 678	35,8
1968	75 418	203 072	56 988	48 144	39 508	5 461	37,1
1969	83 026	213 946	63 186	52 305	44 274	6 119	38,8
1970	89 116	219 498	68 222	55 616	48 035	6 981	40,6
1971	97 290	232 137	75 277	61 147	52 846	8 272	41,9
1972	108 629	245 441	85 503	69 856	59 358	9 935	44,3
1973	127 372	264 369	99 838	81 747	68 423	11 213	48,2
1974	152 111	276 006	118 768	96 404	81 656	13 858	55,1
1975	171 540	283 187	138 578	113 321	95 277	17 054	60,6
1976	197 924	300 638	158 127	128 239	110 419	19 464	65,8
1977	217 879	311 504	174 838	141 374	122 476	22 191	69,9
1978	241 604	325 751	195 163	159 466	133 383	25 000	74,2
1979	276 096	338 362	219 467	179 852	150 172	26 435	81,6
1980	309 891	343 384	248 890	203 653	169 736	30 466	90,2
1981	355 994	355 994	293 215	237 682	196 002	34 958	100,0
1982	374 442	344 543	324 837	262 861	209 402	43 629	108,7
1983	405 717	355 445	343 052	276 013	219 386	49 947	114,1
1984	445 604	377 755	372 794	300 835	236 204	53 717	118,0
1985	479 446	393 817	404 707	325 909	254 751	58 486	121,7
1986	509 898	406 931	432 511	343 455	271 026	61 956	125,3

Sources: Bureau de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

Tableau 4

Principaux agrégats des comptes nationaux, par habitant, Canada, 1926-1986

Année	Produit intérieur brut	Revenu personnel	Revenu personnel disponible	Rémunération des salariés	Transferts aux particuliers
			$		
1926	567	429	422	250	8
1927	599	444	436	260	8
1928	638	468	460	276	9
1929	638	465	456	293	9
1930	589	430	421	273	11
1931	479	354	345	232	14
1932	388	291	283	188	15
1933	350	267	259	168	17
1934	390	296	288	181	20
1935	416	313	304	192	20
1936	446	329	318	205	20
1937	496	368	355	230	21
1938	495	370	357	226	20
1939	522	386	373	231	20
1940	614	437	422	260	18
1941	741	516	485	314	17
1942	901	645	594	367	19
1943	957	694	624	408	18
1944	1 010	755	674	418	21
1945	999	770	692	417	45
1946	990	804	728	446	90
1947	1 111	878	801	531	66
1948	1 245	990	910	605	67
1949	1 290	1 005	929	621	70
1950	1 395	1 049	978	656	75
1951	1 590	1 210	1 113	752	73
1952	1 741	1 298	1 183	814	93
1953	1 778	1 328	1 205	856	98
1954	1 736	1 300	1 179	853	106
1955	1 863	1 366	1 242	887	110
1956	2 046	1 475	1 337	976	109
1957	2 075	1 528	1 380	1 023	124
1958	2 090	1 574	1 437	1 021	153
1959	2 167	1 622	1 470	1 064	156
1960	2 207	1 672	1 503	1 096	173
1961	2 242	1 676	1 501	1 128	149
1962	2 390	1 791	1 606	1 191	158
1963	2 519	1 872	1 679	1 249	159
1964	2 706	1 978	1 759	1 343	166
1965	2 928	2 144	1 900	1 474	175
1966	3 217	2 363	2 054	1 640	188
1967	3 389	2 546	2 180	1 781	230
1968	3 643	2 753	2 326	1 909	264
1969	3 953	3 009	2 491	2 108	291
1970	4 184	3 203	2 611	2 255	328
1971	4 511	3 490	2 835	2 450	384
1972	4 983	3 922	3 204	2 723	456
1973	5 778	4 529	3 709	3 104	509
1974	6 802	5 311	4 311	3 651	620
1975	7 558	6 106	4 993	4 198	751

Tableau 4 (suite)

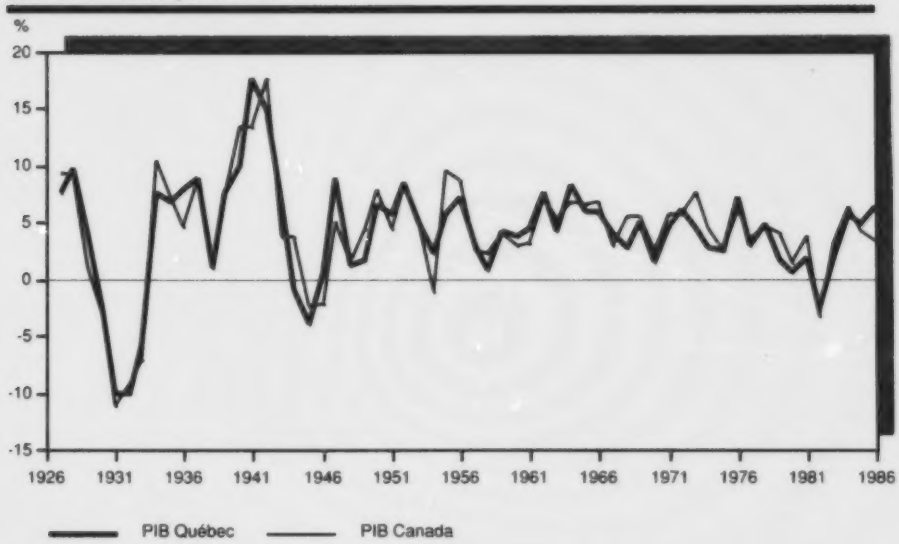
Principaux agrégats des comptes nationaux, par habitant, Canada, 1926-1986

Année	Produit intérieur brut	Revenu personnel	Revenu personnel disponible	Rémunération des salariés	Transferts aux particuliers
			$		
1976	8 608	6 877	5 577	4 802	847
1977	9 362	7 512	6 075	5 263	954
1978	10 274	8 299	6 781	5 672	1 063
1979	11 627	9 242	7 574	6 324	1 113
1980	12 889	10 352	8 470	7 060	1 267
1981	14 625	12 046	9 764	8 052	1 436
1982	15 201	13 188	10 672	8 501	1 771
1983	16 304	13 785	11 092	8 816	2 007
1984	17 736	14 838	11 974	9 402	2 138
1985	18 906	15 958	12 851	10 045	2 306
1986	19 925	16 901	13 421	10 591	2 421

Sources: Bureau de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

Figure 1

Taux de croissance du produit intérieur brut en dollars constants, Québec et Canada, 1927-1986



Sources: Bureau de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

Tableau 5

Produit intérieur brut sous l'angle des revenus, Québec, 1978-1987

Revenu	1978	1979	1980	1981	1982
			'000 000 $		
Rémunération des salariés	34 333	38 545	43 661	49 430	51 790
Bénéfices des sociétés avant impôts	5 297	6 808	7 641	7 701	4 903
Intérêts et revenus divers de placement	4 035	4 732	5 214	6 063	6 379
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	498	624	605	608	639
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	2 556	2 678	2 902	3 120	3 667
Ajustement de la valeur des stocks	1 210	1 912	1 766	1 731	58
Revenu intérieur net au coût des facteurs	**45 509**	**51 475**	**58 257**	**65 191**	**67 436**
Impôts indirects moins subventions	6 621	6 671	6 228	7 695	9 678
Provisions pour consommation de capital et ajustements divers	5 992	6 793	7 735	8 627	9 114
Produit intérieur brut aux prix du marché	**58 122**	**64 939**	**72 220**	**81 513**	**86 228**

Sources: Bureau de la statistique du Québec
Statistique Canada

Tableau 6

Produit intérieur brut sous l'angle des dépenses, Québec, 1978-1987

Dépense	1978	1979	1980	1981	1982
			'000 000 $		
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	33 977	38 065	42 099	46 930	50 012
Biens	19 819	22 535	24 728	27 349	28 383
Services	14 158	15 530	17 371	19 581	21 629
Dépenses publiques courantes en biens et services	12 397	14 207	16 061	18 114	20 301
Investissements des administrations publiques					
Capital fixe	1 781	1 687	1 945	1 844	1 818
Construction résidentielle	3	4	4	3	2
Construction non résidentielle	1 527	1 513	1 705	1 621	1 587
Machines et matériel	251	170	236	220	229
Stocks	21	21	25	25	26
Investissements des entreprises					
Capital fixe	10 054	11 386	12 435	13 577	12 740
Construction résidentielle	3 322	3 589	3 664	4 142	3 677
Construction non résidentielle	3 273	3 648	3 794	4 249	4 434
Machines et matériel	3 459	4 149	4 977	5 186	4 629
Stocks	401	1 433	-144	255	-2 013
Non agricoles	365	1 343	-221	229	-2 030
Agricoles et céréales en circuit commercial	36	90	77	26	17
Exportations nettes plus divergence statistique	-509	-1 860	-201	768	3 344
Produit intérieur brut aux prix du marché	58 122	64 939	72 220	81 513	86 228
Demande intérieure finale	58 209	65 345	72 540	80 465	84 871

Sources: Bureau de la statistique du Québec
Statistique Canada

Revenu	1983	1984	1985	1986	1987p
			'000 000 $		
Rémunération des salariés	53 738	58 030	62 318	66 248	71 269
Bénéfices des sociétés avant impôts	6 663	8 156	8 575	9 729	11 702
Intérêts et revenus divers de placement	7 506	8 115	8 583	9 575	10 564
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	543	860	924	1 019	1 067
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	4 501	5 331	6 191	7 009	7 743
Ajustement de la valeur des stocks	-556	-698	-524	-318	-703
Revenu intérieur net au coût des facteurs	**72 395**	**79 794**	**86 067**	**93 262**	**101 642**
Impôts indirects moins subventions	10 354	10 980	12 175	14 597	16 194
Provisions pour consommation de capital et ajustements divers	9 525	10 188	10 834	11 580	12 585
Produit intérieur brut aux prix du marché	**92 274**	**100 962**	**109 076**	**119 439**	**130 421**

Dépense	1983	1984	1985	1986	1987p
			'000 000 $		
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	**55 075**	**60 717**	**66 864**	**72 539**	**79 223**
Biens	30 905	34 224	37 615	40 473	44 249
Services	24 170	26 493	29 249	32 066	34 974
Dépenses publiques courantes en biens et services	**21 286**	**22 422**	**24 237**	**24 939**	**26 875**
Investissements des administrations publiques					
Capital fixe	2 115	2 476	3 116	2 860	2 721
Construction résidentielle	3	3	6	7	7
Construction non résidentielle	1 689	1 982	2 622	2 347	2 096
Machines et matériel	423	491	488	506	618
Stocks	-16	7	-24	-13	-14
Investissements des entreprises					
Capital fixe	13 691	15 694	17 164	19 701	23 209
Construction résidentielle	5 106	6 050	6 731	8 441	10 483
Construction non résidentielle	3 723	3 723	3 965	4 325	4 996
Machines et matériel	4 862	5 921	6 468	6 935	7 730
Stocks	-803	1 623	320	456	382
Non agricoles	-784	1 547	308	450	382
Agricoles et céréales en circuit commercial	-19	76	12	6	0
Exportations nettes plus divergence statistique	**926**	**-1 977**	**-2 601**	**-1 043**	**-1 975**
Produit intérieur brut aux prix du marché	**92 274**	**100 962**	**109 076**	**119 439**	**130 421**
Demande intérieure finale	92 167	101 309	111 381	120 039	132 028

Tableau 7

Provenance et utilisation du revenu personnel, Québec, 1978-1987

Revenu	1978	1979	1980	1981	1982
			'000 000 $		
Rémunération des salariés	34 333	38 545	43 661	49 430	51 790
Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	498	624	605	608	639
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	2 556	2 678	2 902	3 120	3 667
Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	4 431	5 470	6 677	8 773	10 389
Transferts courants					
En provenance des administrations publiques					
Aux particuliers	7 737	8 191	9 261	10 663	12 942
Subventions d'équipement	69	73	91	98	247
En provenance des sociétés	101	124	138	173	167
En provenance des non-résidents	106	120	138	144	158
Revenu personnel	**49 831**	**55 825**	**63 473**	**73 009**	**79 999**
Impôts directs des particuliers	-9 844	-11 147	-12 736	-15 257	-16 622
Autres transferts courants aux administrations publiques	-294	-359	-490	-521	-578
Revenu personnel disponible	**39 693**	**44 319**	**50 247**	**57 231**	**62 799**
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	-33 977	38 065	-42 099	-46 930	-50 012
Transferts courants aux sociétés	-395	-590	-759	-972	-898
Transferts courants aux non-résidents du Canada	-79	-93	-97	-102	-116
Epargne personnelle	**5 242**	**5 571**	**7 292**	**9 227**	**11 773**

Sources: Bureau de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

Revenu	1983	1984	1985	1986	1987p
			'000 000 $		
Rémunération des salariés	53 738	58 030	62 318	66 248	71 269
Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	543	860	924	1 019	1 067
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	4 501	5 331	6 191	7 009	7 743
Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	10 136	11 208	12 245	12 982	14 068
Transferts courants					
En provenance des administrations publiques					
Aux particuliers	14 323	15 615	17 168	17 825	18 713
Subventions d'équipement	392	199	193	96	77
En provenance des sociétés	157	152	157	165	178
En provenance des non-résidents	160	164	178	201	210
Revenu personnel	**83 950**	**91 559**	**99 374**	**105 545**	**113 325**
Impôts directs des particuliers	-17 471	-18 891	-20 891	-23 091	-25 470
Autres transferts courants aux administrations publiques	-640	-705	-626	-695	-743
Revenu personnel disponible	**65 839**	**71 963**	**77 857**	**81 759**	**87 112**
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	-55 075	-60 717	-66 864	-72 539	-79 223
Transferts courants aux sociétés	-708	-744	-866	-936	-1 118
Transferts courants aux non-résidents du Canada	-124	-130	-145	-149	-156
Épargne personnelle	**9 932**	**10 372**	**9 982**	**8 135**	**6 615**

Tableau 8

Produit intérieur brut sous l'angle des revenus, par trimestre, Québec, 1986 et 1987

Revenu	1986				
	I	II	III	IV	Année
			'000 000 $		
Rémunération des salariés	15 665	16 634	17 002	16 947	66 248
Bénéfices des sociétés avant impôts	2 338	2 457	2 394	2 540	9 729
Intérêts et revenus divers de placement	2 495	2 275	2 351	2 454	9 575
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	153	51	390	425	1 019
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	1 466	1 755	1 915	1 873	7 009
Ajustement de la valeur des stocks	136	19	24	-177	-318
Revenu intérieur net au coût des facteurs	**21 981**	**23 191**	**24 028**	**24 062**	**93 262**
Impôts indirects moins subventions	3 430	3 451	3 955	3 761	14 597
Provisions pour consommation de capital	2 801	2 837	2 938	3 004	11 580
Produit intérieur brut aux prix du marché	**28 212**	**29 479**	**30 921**	**30 827**	**119 439**

Sources: Bureau de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

Tableau 9

Produit intérieur brut sous l'angle des dépenses, par trimestre, Québec, 1986 et 1987

Dépense	1986				
	I	II	III	IV	Année
			'000 000 $		
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	16 774	18 283	18 042	19 440	72 539
Biens	8 961	10 330	10 045	11 137	40 473
Services	7 813	7 953	7 997	8 303	32 066
Dépenses publiques courantes en biens et services	6 207	6 247	6 212	6 273	24 939
Investissements des administrations publiques en capital fixe	603	692	847	718	2 860
Investissements des entreprises en capital fixe	4 260	5 057	5 083	5 301	19 701
Construction résidentielle	1 326	2 409	2 527	2 179	8 441
Construction non résidentielle	1 312	764	898	1 351	4 325
Machines et matériel	1 622	1 884	1 658	1 771	6 935
Investissements en stocks (administrations publiques et entreprises)	795	-192	315	-475	443
Exportations nettes plus divergence statistique	-427	-608	422	-430	-1 043
Produit intérieur brut aux prix du marché	28 212	29 479	30 921	30 827	119 439
Demande intérieure finale	27 844	30 279	30 184	31 732	120 039

Sources: Bureau de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

Revenu	1987p				
	I	II	III	IV	Année
			'000 000 $		
Rémunération des salariés	16 588	18 076	18 354	18 251	71 269
Bénéfices des sociétés avant impôts	2 690	2 972	2 908	3 132	11 702
Intérêts et revenus divers de placement	2 484	2 612	2 652	2 816	10 564
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	188	112	392	375	1 067
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	1 730	1 972	2 086	1 955	7 743
Ajustement de la valeur des stocks	-71	-195	-170	-267	-703
Revenu intérieur net au coût des facteurs	**23 609**	**25 549**	**26 222**	**26 262**	**101 642**
Impôts indirects moins subventions	3 885	3 792	4 261	4 256	16 194
Provisions pour consommation de capital	3 016	3 089	3 186	3 294	12 585
Produit intérieur brut aux prix du marché	**30 510**	**32 430**	**33 689**	**33 812**	**130 421**

Dépense	1987p				
	I	II	III	IV	Année
			'000 000 $		
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	18 161	20 064	19 746	21 252	79 223
Biens	9 510	11 382	10 983	12 374	44 249
Services	8 651	8 682	8 763	8 878	34 974
Dépenses publiques courantes en biens et services	6 490	6 882	6 711	6 792	26 875
Investissements des administrations publiques en capital fixe	527	635	829	730	2 721
Investissements des entreprises en capital fixe	5 141	6 030	6 034	6 004	23 209
Construction résidentielle	1 713	3 021	3 126	2 623	10 483
Construction non résidentielle	1 529	987	1 048	1 432	4 996
Machines et matériel	1 899	2 022	1 860	1 949	7 730
Investissements en stocks (administrations publiques et entreprises)	595	-337	251	-141	368
Exportations nettes plus divergence statistique	-404	-844	98	-825	-1 975
Produit intérieur brut aux prix du marché	30 510	32 430	33 689	33 812	130 421
Demande intérieure finale	30 319	33 611	33 320	34 778	132 028

Tableau 10

Provenance et utilisation du revenu personnel, par trimestre, Québec, 1986 et 1987

Revenu	1986				
	I	II	III	IV	Année
			'000 000 $		
Rémunération des salariés	15 665	16 634	17 002	16 947	66 248
Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	153	51	390	425	1 019
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	1 466	1 755	1 915	1 873	7 009
Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	3 194	3 216	3 251	3 321	12 982
Transferts courants					
En provenance des administrations publiques					
Aux particuliers	4 245	4 711	4 195	4 674	17 825
Subventions d'équipement	31	38	13	14	96
En provenance des corporations	41	42	42	40	165
En provenance des non-résidents	50	50	51	50	201
Revenu personnel	24 845	26 497	26 859	27 344	105 545
Impôts directs des particuliers	-5 626	-5 584	-5 892	-5 989	-23 091
Autres transferts courants aux administrations publiques	-143	-179	-194	-179	-695
Revenu personnel disponible	19 076	20 734	20 773	21 176	81 759
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	-16 774	-18 283	-18 042	-19 440	-72 539
Transferts courants aux sociétés	-228	-234	-233	-241	-936
Transferts courants aux non-résidents du Canada	-37	-37	-37	-38	-149
Épargne personnelle	2 037	2 180	2 461	1 457	8 135

Sources: Bureau de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

Revenu	1987p				
	I	II	III	IV	Année
			'000 000 $		
Rémunération des salariés	16 588	18 076	18 354	18 251	71 269
Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	188	112	392	375	1 067
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	1 730	1 972	2 086	1 955	7 743
Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	3 351	3 464	3 534	3 719	14 068
Transferts courants					
En provenance des administrations publiques					
Aux particuliers	4 495	4 950	4 387	4 881	18 713
Subventions d'équipement	11	36	14	16	77
En provenance des corporations	45	45	44	44	178
En provenance des non-résidents	53	53	52	52	210
Revenu personnel	**26 461**	**28 708**	**28 863**	**29 233**	**113 325**
Impôts directs des particuliers	-6 149	-6 325	-6 446	-6 550	-25 470
Autres transferts courants aux administrations publiques	-170	-190	-219	-164	-743
Revenu personnel disponible	**20 142**	**22 193**	**22 198**	**22 579**	**87 112**
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	-18 161	-20 064	-19 746	-21 252	-79 223
Transferts courants aux sociétés	-269	-264	-280	-305	-1 118
Transferts courants aux non-résidents du Canada	-39	-39	-39	-39	-156
Épargne personnelle	**1 673**	**1 826**	**2 133**	**983**	**6 615**

Revue des années 1985-1987

par Richard Jones et Lilianne Plamondon*

Chronologie

10 janvier 1985

Yves Duhaime, ministre des Finances, dépose son livre blanc sur la fiscalité. Il y propose une réduction d'impôts de l'ordre de 600 millions de dollars pour l'ensemble des contribuables. M. Duhaime affirme, en conférence de presse, que notre système n'incite pas au travail; le ministre prévoit aussi des mesures pour amener les bénéficiaires de l'aide sociale à revenir sur le marché du travail et pour diminuer le fardeau fiscal des salariés à faible revenu.

12 janvier 1985

Les problèmes des familles québécoises alimentent les discussions d'une série de forums régionaux. Les participants s'entendent sur la nécessité de « réorganiser le travail pour mieux tenir compte des besoins des familles », et sur l'urgence de mettre en place des outils collectifs de support aux familles.

16 janvier 1985

L'harmonie règne entre Québec et Ottawa: les deux gouvernements signent une entente de 100 millions de dollars pour développer et promouvoir l'industrie touristique québécoise au cours des cinq prochaines années. Puis, le 23 janvier, ils entérineront un accord auxiliaire sur le développement industriel prévoyant des dépenses de 350 millions de dollars réparties sur cinq ans, afin d'attirer dans la province des investissements majeurs.

---

* Les auteurs sont historiens. M. Jones est professeur d'histoire canadienne à l'Université Laval. Les principales sources de cette chronologie sont les quotidiens *Le Devoir*, *Le Soleil* et *La Presse*. Les chiffres mentionnés dans ce texte n'engagent donc en rien le Bureau de la statistique du Québec.

18 janvier 1985

Lors d'un congrès extraordinaire du Parti québécois (PQ), « révisionnistes » et « orthodoxes » s'affrontent sur l'option fondamentale du parti. La position de René Lévesque impliquant la mise en veilleuse de l'option souverainiste l'emporte. Peu après, les ex-ministres Denis Vaugeois et Camille Laurin annonceront leur décision d'abandonner leurs sièges, alors que Gilbert Paquette quittera le caucus du parti. En février, le mouvement de contestation de la présidence de René Lévesque prendra de l'ampleur. Puis, en mars, circuleront des rumeurs de départ possible de plusieurs autres ministres et députés si M. Lévesque n'abandonne pas la direction du parti avant les prochaines élections générales.

23 janvier 1985

Le gouvernement du Québec confirme qu'il en appellera du jugement de la Cour supérieure du Québec qui condamne, comme antidémocratique et contraire à la Charte québécoise des droits et libertés, l'affichage unilingue français prévu dans l'article 58 de la loi 101.

25 janvier 1985

Adrien Ouellette, ministre de l'Environnement, annonce des dépenses de 170 millions de dollars sur une période de trois ans affectées au programme « Berges neuves » qui vise à améliorer l'état des rives, à en faciliter l'accès, à les nettoyer, à prévenir l'érosion et à les rendre plus naturelles.

Jean Garon, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, souligne les excellents résultats du secteur agricole québécois en 1984 car le revenu des agriculteurs a progressé de 10,8%.

27 janvier 1985

Le gouvernement du Québec donne le feu vert pour parachever le stade olympique en y ajoutant un toit mobile, selon le concept original de l'architecte Taillibert. C'est à la fin d'avril 1987 que les Montréalais amateurs de baseball pourront enfin admirer ce toit.

30 janvier 1985

Décès à 49 ans du folkloriste Raoul Roy qui s'était spécialisé dans le répertoire folklorique français et québécois, et qui a fait revivre des airs traditionnels remontant au début de la colonie.

5 février 1985

Décès de Georges-Émile Lapalme, ancien chef du PLQ. René Lévesque salue en lui le « père de cette Révolution tranquille dont nous sommes les héritiers ».

22 février 1985

François Gendron, ministre de l'Éducation, rend public le rapport du comité ministériel, *L'école québécoise et les communautés culturelles*. Dans un contexte où les élèves des écoles de Montréal sont de plus en plus issus d'une origine autre que française ou britannique, le comité propose la mise en place d'un plan de développement d'éducation interculturelle.

1er mars 1985

Au terme d'une rencontre de trois jours portant sur l'intégration sociale des personnes handicapées, le Conseil des ministres adopte une politique d'ensemble: *À parts... égales*.

2 mars 1985

Un jury constitué par la Chambre de commerce du Québec décerne à Cascades Inc., une entreprise employant 1 750 personnes dans ses diverses usines et ayant un chiffre d'affaires de 200 millions de dollars, le « Mercure » de l'entreprise de l'année au Québec.

3 mars 1985

S'adressant à plus de 2 000 délégués et observateurs, à la fin du 23e congrès plénier du PLQ, Robert Bourassa propose aux Québécois la stabilité politique et le progrès économique dans l'égalité et la liberté. À ce congrès, les jeunes libéraux obtiennent que le programme électoral du parti comprenne la parité de l'aide sociale pour les moins de 30 ans et le maintien de la politique de gel des frais de scolarité dans les universités.

4 mars 1985

À l'occasion de la Journée internationale des femmes, la Commission des droits et libertés de la personne affirme que plus de 36% des plaintes déposées auprès de la Commission, depuis sa création en 1976, portent sur la discrimination basée sur le sexe.

15 mars 1985

Dans un document intitulé *Un nouvel âge à partager*, le ministère des Affaires sociales précise sa philosophie à l'égard des gens du troisième âge: pour soutenir les personnes âgées et les garder le plus longtemps possible dans leur milieu, le ministère s'engagera à fond dans la mise en place d'un réseau de services plutôt que d'investir dans un réseau d'établissements. En l'an 2001, 12% des Québécois auront plus de 65 ans.

21 mars 1985

À la remise des « Génie » à Toronto, des Québécois, dont Louise Marleau (meilleure actrice), Gabriel Arcand (meilleur acteur) et Micheline Lanctôt (meilleure réalisatrice), remportent la moitié des 17 récompenses.

28 mars 1985

Paul Dejean, engagé depuis 14 ans dans la promotion et la défense des droits des ressortissants haïtiens de Montréal, reçoit le prix des communautés culturelles « pour sa contribution exemplaire au rapprochement des Québécois d'ancienne et de nouvelle souche ».

31 mars 1985

Lors de son congrès d'orientation, la CSN met l'accent sur l'organisation politique des travailleurs mais elle ne souhaite pas la formation d'un parti.

1er avril 1985

Le gouvernement fédéral accepte d'indemniser les provinces touchées par une baisse des paiements de péréquation. Le Québec se dit fortement déçu des 110 millions de dollars qu'on lui offre et craint de perdre plus de 600 millions de dollars en deux ans.

3 avril 1985

À l'issue de la troisième conférence fédérale-provinciale sur leurs droits, les autochtones rejettent le compromis auquel sont parvenues les provinces. Le Québec, pour sa part, n'assiste qu'en tant qu'observateur puisqu'il ne reconnaît pas la Constitution de 1982.

23 avril 1985

Yves Duhaime, ministre des Finances, dévoile un budget qui comprend 432,5 millions de dollars supplémentaires en taxes (y compris une nouvelle taxe de vente de 9% sur les primes d'assurances), mais qui prévoit une baisse de l'impôt de plus de 300 millions de dollars sur le revenu des particuliers, et cela, dès janvier 1986. Le déficit se chiffrera toujours à 3 milliards de dollars.

24 avril 1985

Mgr Louis-Albert Vachon, archevêque de Québec et primat de l'Église canadienne, est nommé cardinal par le pape Jean-Paul II.

25 avril 1985

Pauline Marois, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, présente à la presse un document, *Agir maintenant pour demain*. Il est question d'une politique de sécurité du revenu pour assurer le financement du Régime de retraite avant que les réserves ne soient épuisées.

3 mai 1985

Michel Clair dépose à l'Assemblée nationale le projet de loi 37 réformant le régime de négociations dans le secteur public et parapublic. Cette loi maintient le droit de grève tous les trois ans dans le cas de la rémunération seulement, mais en rend symbolique son exercice dans les hôpitaux. Malgré l'opposition de la coalition syndicale qui estime que le gouvernement remplace l'ancien droit de grève par une « machine à décrets », le projet de loi sera adopté en juin 1985.

Les directeurs des hôpitaux de la région de Montréal recommandent à leurs conseils d'administration de refuser les nouvelles compressions budgétaires que pourrait leur imposer le gouvernement. Les directeurs refusent le blâme pour le déficit budgétaire. Ils soutiennent, d'une part, qu'ils n'exercent aucun contrôle sur le vieillissement de la population, lequel vieillissement entraîne une augmentation de la demande de services et, d'autre part, qu'on ne peut pas les rendre responsables de la vétusté des équipements et des bâtiments.

13 mai 1985

160 groupes de femmes, représentant plus de 350 000 Québécoises, réclament la mise en place de programmes d'accès à l'égalité. Le 13 juin, Pierre-Marc Johnson, ministre de la Justice, annonce que les entreprises pourront établir de tels programmes sans avoir à obtenir, au préalable, l'autorisation de la Commission des droits de la personne. Ces dispositions touchent tous les groupes de personnes victimes de discrimination.

17 mai 1985

Le gouvernement du Québec se dit disposé à signer un accord constitutionnel moyennant certaines conditions, notamment la reconnaissance dans la Constitution canadienne de l'existence du peuple québécois comme peuple différent. Selon René Lévesque, la balle est maintenant « dans le camp » d'Ottawa et des neuf autres provinces, mais Brian Mulroney ne semble pas prêt à entamer activement des négociations.

23 mai 1985

En visite officielle au Québec, Laurent Fabius, premier ministre français, affirme que les relations franco-québécoises deviennent si solides qu'elles échappent de plus en plus aux gouvernements.

3 juin 1985

Le PLQ remporte les quatre élections partielles dans Bertrand, Bourget, l'Assomption et Trois-Rivières. Robert Bourassa, vainqueur dans Bertrand, pourra maintenant entrer à l'Assemblée nationale.

19 juin 1985

Le gouvernement du Québec annonce la création d'une commission d'enquête sur les services de santé présidée par Jean Rochon, doyen de la Faculté de médecine de l'université Laval. Cette commission devra évaluer le fonctionnement et le financement du système de santé, étudier les problèmes rencontrés, et surtout, faire au gouvernement des recommandations pour assurer le maintien et le développement des services de santé et des services sociaux.

20 juin 1985

Mettant fin à un long suspense, René Lévesque démissionne de son poste de président du PQ. Il aurait décidé de partir pour éviter le carnage qui menaçait le PQ aux prochaines élections et pour couper court à la fronde qui aurait éclaté au Conseil national. Trois jours plus tard, le Conseil national donne le signal de départ de la course à la direction du parti. Le chef sera choisi au suffrage universel des membres en règle le 15 août suivant. Des assemblées régionales permettront aux candidats d'exposer leur programme. Le premier tour de scrutin aura lieu le 29 septembre.

25 juin 1985

Alors que la Cour supérieure invalide la loi 3 qui remplaçait le régime actuel des commissions scolaires confessionnelles par celui des commissions scolaires linguistiques, François Gendron, ministre de l'Éducation, demande la révision de l'article 93 de l'Acte de l'Amérique du nord britannique « puisque la collectivité québécoise ne peut plus accepter de voir bloquer l'évolution de son système scolaire ».

28 juin 1985

Selon la Conférence des évêques catholiques du Canada, près de 55% des prêtres qui exercent actuellement leur ministère seront à la retraite ou décédés en 1993. Le vieillissement et la diminution des membres du clergé se poursuivent toujours.

9 juillet 1985

Après Bernard Landry, ministre des Relations internationales et du Commerce extérieur, Pierre-Marc Johnson confirme sa candidature à la présidence du PQ. Pour lui, la souveraineté représente un idéal bénéfique au progrès du Québec, mais elle ne saurait se réaliser sans la volonté démocratique majoritaire des Québécois.

15 juillet 1985

La Société générale du cinéma du Québec révèle qu'entre 1980 et 1984 les salles de cinéma et les ciné-parcs du Québec ont perdu près du tiers de leur clientèle. On attribue cet abandon à la popularité du magnétoscope.

22 juillet 1985

Pauline Marois, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu et ministre déléguée à la Condition féminine, lance sa campagne à la présidence du PQ. Jean Garon confirmera sa candidature le 29 juillet et Francine Lalonde fera de même le 1er août. L'indépendantiste Guy Bertrand et l'écologiste Luc Gagnon seront aussi sur les rangs.

12 août 1985

Décès de Roger Duhamel, journaliste, homme de lettres et diplomate.

16 août 1985

Jean-Guy Rodrigue, ministre de l'Énergie et des Ressources, déclare que le plan de restructuration de l'industrie de l'amiante à Thetford-Mines prévoit de nouvelles fermetures et des mises à pied. Pierre Fortier, porte-parole libéral en matière d'énergie et de ressources, qualifie la nationalisation de cette industrie de fiasco économique et financier qui a déjà englouti plus de 300 millions de dollars.

28 août 1985

Gulf Canada annonce la fermeture de sa raffinerie de Montréal-Est entraînant la mise à pied de 450 employés. Plus tard, le 3 décembre, Ultramar Canada se porte acquéreur des immobilisations de Gulf Canada dans l'Est du Canada.

4 septembre 1985

Décès de l'historien Michel Brunet, membre de l'Académie canadienne-française depuis 1961.

Une étude réalisée par la firme Cégir pour le compte du ministère des Communications du Québec démontre qu'en matière de doublage des films américains, le Québec demeure soumis au bon vouloir des Américains et des Français. Dès le 9 septembre, la Régie du cinéma tiendra des audiences au cours desquelles des institutions manifesteront leur désir de reprendre le contrôle de cet important secteur.

5 septembre 1985

Dans son rapport, la Commission royale d'enquête Macdonald, sur l'union économique et les perspectives de développement du Canada, donne un appui vigoureux au libre-échange avec les États-Unis et recommande au gouvernement fédéral de faire droit à deux des principales revendications du Québec: la reconnaissance de son caractère distinct, et le droit de retrait avec pleine compensation financière.

L'actif des Caisses populaires et des Caisses d'économie Desjardins franchit le cap des 20 milliards de dollars, en hausse de plus de 10% par rapport à 1984.

7 septembre 1985

Décès du comédien Guy L'Écuyer, interprète inoubliable de *La vie heureuse de Léopold Z*, de Gilles Carle, et l'un des meilleurs comédiens québécois tant au théâtre qu'au cinéma.

8 septembre 1985

Le Conseil consultatif sur la situation de la femme affirme que le nombre de familles monoparentales a doublé au Québec depuis 10 ans, de sorte que 20% des foyers québécois sont maintenant dirigés par un seul adulte. Le quart de ces foyers n'ont aucun gagne-pain et doivent se contenter de prestations de l'aide sociale.

12 septembre 1985

Selon Yves Lamontagne, directeur du Centre de recherche psychiatrique de l'hôpital Louis-Hippolyte Lafontaine, les maladies mentales sont la cause de plus d'un million de jours d'hospitalisation en 1980-81, et elles ont occasionné des frais les plaçant en tête des dépenses effectuées dans le domaine de la santé publique au Québec.

13 septembre 1985

Le groupe financier Power Corporation annonce la prise de contrôle de Télé-Métropole pour la somme de 97,8 millions de dollars. Certains spécialistes du milieu de l'information s'inquiètent cependant de la concentration de la propriété des médias, et le CRTC refusera d'autoriser cette acquisition.

24 septembre 1985

Le premier ministre René Lévesque remet les prix du Québec 1985 à l'homme de théâtre Jean Gascon (prix Denise-Pelletier pour les arts d'interprétation), au romancier Jacques Godbout, auteur de *Les têtes à Papineau* (prix David de littérature), au sculpteur Charles Daudelin, créateur de la fontaine de la place du Québec à Paris (prix Borduas pour les arts visuels), à Gilles Groulx, réalisateur de *Vingt-quatre heures ou plus* (prix Albert-Tessier), à l'historien-économiste Albert Faucher (prix Léon-Gérin pour les sciences sociales) et au neurologue André Barbeau (prix Marie-Victorin pour les sciences pures).

29 septembre 1985

Pierre-Marc Johnson est élu chef du PQ, obtenant 58,7% des suffrages exprimés. Pauline Marois en a récolté 19,7% et Jean Garon 16,2%. La campagne à la direction du parti a amené 55 000 nouvelles adhésions.

2 octobre 1985

Jacques Rochefort, ministre de l'Habitation et de la Protection du consommateur, remet son troisième et dernier rapport annuel de Corvée-Habitation. Le programme aura injecté près de 3 milliards de dollars dans l'économie du Québec en trois ans.

3 octobre 1985

Pierre-Marc Johnson est assermenté comme 24e premier ministre du Québec.

11 octobre 1985

Jacques Parizeau est nommé président de la commission d'étude sur les municipalités que parraine l'Union des municipalités du Québec. Son mandat consiste à étudier l'avenir des municipalités, et notamment la décentralisation, l'organisation et l'administration de services publics locaux et régionaux.

15 octobre 1985

L'écrivaine Pauline Harvey reçoit le prix Molson 1985 de l'Académie canadienne-française pour son roman *Encore une partie pour Berri*.

16 octobre 1985

Les ministres Yves Duhaime, Yves Bérubé et Clément Richard démissionnent du cabinet de Pierre-Marc Johnson alors que quatre ministres non élus y entrent. Il s'agit de Louise Beaudoin (Relations internationales), de Jean-Guy Parent (Commerce extérieur), de Lise Denis (Condition féminine), et de Rolande Cloutier (Relations avec les citoyens).

23 octobre 1985

Pierre-Marc Johnson annonce la tenue d'élections générales pour le 2 décembre. L'Assemblée nationale compte à la dissolution, 61 péquistes, 53 libéraux, 6 indépendants et 2 sièges vacants. M. Johnson veut renouveler la conception du rôle de l'État, de la solidarité et du partage. De son côté, le chef libéral, Robert Bourassa, mise sur l'image d'une équipe renouvelée. M. Bourassa promet des baisses de taxes de plus de 200 millions de dollars et une amélioration notable des services de santé, spécialement dans les salles d'urgence des hôpitaux. Les sondages montrent que les Québécois préfèrent M. Johnson à M. Bourassa, mais qu'ils sont insatisfaits à plus de 50% du gouvernement actuel.

24 octobre 1985

Décès du cardinal Maurice Roy, ancien archevêque de Québec.

30 octobre 1985

La Caisse de dépôt et placement du Québec fête son 20e anniversaire et annonce que son actif aura franchi le cap des 22 milliards de dollars à la fin de décembre 1985; par contre, pour la première fois, en 1986, elle puisera dans son capital.

4 novembre 1985

Gaston Miron reçoit le prix Molson du Conseil des arts du Canada pour sa contribution exceptionnelle dans le domaine des arts et des lettres. Le prix Molson pour les sciences humaines est décerné au psychologue Ronald Melzack de l'université McGill.

15 novembre 1985

La compagnie sud-coréenne Hyundai annonce officiellement la construction, au coût de 300 millions de dollars, d'une usine d'assemblage de voitures à Bromont qui créera 2 800 emplois directs et indirects.

25 novembre 1985

Selon une étude sur les finances provinciales publiée par l'Institut C.D. Howe, le gouvernement du Québec ne dispose plus d'une marge de manoeuvre et doit réduire progressivement son intervention afin que son déficit budgétaire devienne proportionnel à celui des autres provinces.

2 décembre 1985

Les Québécois élisent 99 libéraux et 23 péquistes aux 122 sièges de l'Assemblée nationale, leur accordant respectivement 56% et 38,6% des voix. Toutefois, le chef libéral Robert Bourassa est défait dans Bertrand.

12 décembre 1985

Robert Bourassa devient premier ministre du Québec et présente un Conseil des ministres composé de 27 députés, dont 17 anciens et 10 nouveaux, parmi lesquels on compte 4 anglophones et 4 femmes.

16 décembre 1985

Au début d'une session spéciale de l'Assemblée nationale, le gouvernement Bourassa annonce un accroissement des dépenses pour décongestionner les hôpitaux, il promet la déréglementation, et il assure que toutes les sociétés d'État subiront une réévaluation en profondeur pouvant aller jusqu'à la privatisation pure et simple.

18 décembre 1985

Dans un mini-budget, le gouvernement Bourassa supprime la taxe de vente sur certaines primes d'assurances, abolit la surtaxe sur les carburants dans les régions périphériques, et devance d'un an certains allègements fiscaux prévus dans le budget Duhaime.

8 janvier 1986

Les voitures de la compagnie québécoise Bombardier ont finalement réussi les essais imposés par la New York City Transit Authority. L'usine de La Pocatière accélère donc sa production des 765 voitures de métro qu'il lui reste à livrer sur les 825 voitures commandées. Ce contrat représente 1 milliard de dollars.

9 janvier 1986

Un sondage du Conseil du patronat du Québec révèle que les chefs d'entreprise évaluent favorablement les conditions économiques actuelles de la province et le contexte politique.

15 janvier 1986

Le Conseil des universités remet un avis au ministre de l'Enseignement supérieur dans lequel il soutient que « le système d'enseignement supérieur québécois est dans un état de crise » et qu'il faut y injecter 150 millions de dollars.

19 janvier 1986

Québec amorce la privatisation de Québecair en exigeant le maintien des services en régions éloignées, la sauvegarde des emplois et le maintien du siège social au Québec.

Dans le cadre des négociations dans le secteur public et parapublic, le gouvernement du Québec offre à ses employés une hausse salariale de 3,5%; il veut aussi récupérer 100 millions de dollars par divers ajustements et aménagements sans toucher à la sécurité d'emploi. Le 27 janvier, la CEQ et la FTQ déposeront des demandes qualifiées d'exagérées par le premier ministre Bourassa.

20 janvier 1986

La Commission consultative sur le travail, présidée par le juge René Beaudry, rend public son rapport final, *Le travail, une responsabilité collective*. Il recommande une révision profonde du Code du travail, un projet de codification des principales lois du travail et la création d'un conseil des relations du travail. La Chambre de commerce du Québec est déçue de la « perspective syndicalisante » du rapport, et le cabinet accueille les recommandations plutôt froidement.

Les électeurs de la circonscription de Saint-Laurent choisissent Robert Bourassa comme député lors d'une élection complémentaire.

24 janvier 1986

La société d'aéronautique Canadair de Ville Saint-Laurent annonce des investissements de 800 millions de dollars et la création de 400 emplois.

25 janvier 1986

Début d'une grande tournée de l'équipe du Théâtre populaire du Québec qui produit *Albertine en cinq temps*. En octobre 1985, cette pièce de Michel Tremblay, mise en scène par André Brassard, avait reçu le premier prix de la critique théâtrale.

17 février 1986

Le premier Sommet de la francophonie s'ouvre à Paris. À la suite d'une entente intervenue entre Ottawa et Québec en novembre 1985, le Québec participe à part entière aux questions qui sont de son ressort et comme « observateur intéressé » aux questions de compétence fédérale. Les quarante chefs d'État et de gouvernement indiquent leur désir de transformer la rencontre en forum permanent. Quant aux dossiers particuliers abordés, les priorités se situent dans les domaines de l'informatique, de la télécommunication et de l'énergie.

22 février 1986

Au Conseil national du Parti québécois, Pierre-Marc Johnson propose aux militants une profonde remise en question, une redéfinition du concept de souveraineté-association et une refonte du programme du parti. Il souhaite un parti plus autonomiste que souverainiste.

6 mars 1986

Mort de Guy Hoffman, un des fondateurs du Théâtre du Nouveau Monde et un des meilleurs interprètes de Molière en Amérique.

10 mars 1986

Québec annonce la vente de la Raffinerie de sucre du Québec située à Saint-Hilaire, à la société Sucre Lantic. L'usine sera fermée un peu plus tard.

19 mars 1986

Thérèse Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, annonce des dépenses de 158 millions de dollars réparties sur trois ans afin de régler l'engorgement des services d'urgence dans les hôpitaux de Montréal et de Québec.

25 mars 1986

Après que Robert Bourassa eut affirmé, au début de février, que la situation financière du Québec était plus difficile qu'il ne l'avait cru à l'automne, Paul Gobeil, président du Conseil du trésor, dépose ses prévisions de dépenses pour 1986-87 annonçant des compressions budgétaires de l'ordre de 1 milliard de dollars.

27 mars 1986

En raison des coûts élevés, Yvon Picotte, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, annonce l'abandon du projet de parc national Archipel. Ce projet devait doter la région de Montréal d'une infrastructure de loisirs axée sur la valorisation de ses plans d'eau.

5 avril 1986

Les états généraux sur la qualité de l'éducation réunissant 4 500 délégués prennent fin au Palais des congrès, à Montréal. Les dirigeants des 12 organismes responsables en sont arrivés à un accord sur trois points: la nécessité d'assurer la stabilité du système, de centrer les efforts sur la formation de base et de rester des partenaires dans la participation autonome à la vie de l'éducation.

7 avril 1986

En remettant le prix des communautés culturelles à José Henriques, Louise Robic, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, vante l'altruisme du gagnant et son engagement constant au service de la communauté portugaise de l'Outaouais.

9 avril 1986

Jean Martucci, président du Conseil de la langue française, s'inquiète du nombre d'accrocs à la loi 101 en matière d'affichage commercial, surtout chez les petits commerçants. Herbert Marx, ministre de la Justice, avait annoncé, en janvier, que les contrevenants ne feraient pas l'objet de poursuites tant que la Cour d'appel n'aurait pas rendu de jugement sur les causes pendantes. Pierre-Marc Johnson affirme que le gouvernement crée ainsi une situation extrêmement « dangereuse qui menace la paix linguistique. » Michael Goldbloom, président d'Alliance-Québec, prétend que la controverse est exagérée. Quant à Robert Bourassa, il accuse l'opposition de soulever un faux débat.

22 avril 1986

Un sondage Crop révèle qu'un Québécois sur deux estime que le français n'a pas progressé au Québec depuis 5 ans. En mai, la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, appuyée par le Mouvement national des Québécois, lancera l'opération « Québec français » sous le thème de « Ne touchez pas à la loi 101 ».

24 avril 1986

Claude Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, indique que face aux déficits de 80 millions de dollars accumulés par les universités québécoises, celles-ci devront se soumettre à une discipline plus sévère, contrôler davantage leurs dépenses et mieux planifier leur développement.

29 avril 1986

Pierre Fortier, ministre délégué à la Privatisation, et Robert Savoie, ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones, annoncent les modalités de la privatisation de la Société québécoise d'exploration minière (Soquem), créée en 1965 par le gouvernement Lesage.

Le Comité de consultation sur la politique familiale, présidé par Maurice Champagne-Gilbert, recommande que le gouvernement du Québec donne à sa politique familiale l'impulsion dont elle a besoin. Le président du Comité prétend que le Québec est une société en voie de développement par rapport à tout le support donné aux familles dans certains pays européens.

1er mai 1986

Le budget déposé par Gérard D. Levesque, ministre des Finances, n'augmente ni l'impôt des particuliers ni les taxes directes; mais pour contenir le déficit sous le seuil des 2,9 milliards de dollars, il impose une surcharge de 250 millions aux entreprises et une taxe sur le mazout et le gaz naturel, laquelle taxe a une incidence sur les coûts de chauffage des particuliers; de plus, il augmente la tarification de certains services pour aller chercher 75 millions de dollars dans les poches des usagers.

8 mai 1986

La quinzaine des réalisateurs, tenue à Cannes, est inaugurée par le long métrage de Denys Arcand, *Le déclin de l'empire américain*. Ce film mérite le prix de la critique internationale pour la lucidité et l'humour de son évocation des problèmes de la vie privée sous la forme de pamphlet social. L'Assemblée nationale soulignera l'événement en adoptant une motion de félicitations à l'endroit du cinéaste Arcand.

Après avoir effectué des recherches pendant cinq ans sur le dépérissement des érables, le Service de la recherche appliquée du ministère de l'Énergie et des Ressources affirme qu'en plus des érablières, l'ensemble de la forêt feuillue du Québec est désormais menacé. En moins de vingt ans, les polluants acides ont fait disparaître du sol de la région des Appalaches entre 50 et 70% des éléments chimiques les plus essentiels à la croissance des arbres.

9 mai 1986

Monique Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine, présente un plan contenant des énoncés généraux visant à assurer l'autonomie financière des femmes.

15 mai 1986

Claude Ryan présente le projet de loi 58 absolvant les quelque 1 500 étudiants illégalement inscrits dans les écoles anglaises au Québec, et leur permettant de poursuivre leurs cours dans cette langue.

16 mai 1986

Pierre Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, annonce le début de visites à domicile d'inspecteurs de l'aide sociale visant à réduire le nombre de dossiers erronés chez les 700 000 bénéficiaires. Il estime que l'opération rapportera 68 millions de dollars. La Commission des droits de la personne du Québec soutient que les visites de ces inspecteurs sont illégales. Cette opération permettra de rayer 57 000 noms sur la facture de l'État.

26 mai 1986

Plus d'un million de personnes se massent le long du parcours pour acclamer les Canadiens, vainqueurs de la Coupe Stanley pour la 23e fois.

29 mai 1986

Le Cirque du Soleil inaugure son spectacle au Vieux-port de Montréal en soulevant l'enthousiasme, les frissons de peur et les éclats de rire des spectateurs. Cette PME mobilise plus de 400 personnes pour ses spectacles et son chiffre d'affaires dépasse les 10 millions de dollars. En 1987, le Cirque partira à la conquête de l'Ouest américain.

30 mai 1986

Début de la quinzaine théâtrale à Québec qui accueille une vingtaine de troupes d'Europe et d'Amérique.

1er juin 1986

Lors d'une audience de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement tenue à Québec, Clifford Lincoln, ministre québécois de l'Environnement, propose l'adoption par l'ONU d'une déclaration universelle de l'environnement qui définirait les balises du développement économique à l'échelle internationale, et qui constituerait aussi un code d'éthique à l'intention des promoteurs publics ou privés.

2 juin 1986

Robert Bourassa propose, lors d'une rencontre fédérale-provinciale portant sur les négociations avec les États-Unis et sur la libéralisation des échanges commerciaux, d'établir une formule pour permettre aux provinces de ratifier formellement un traité éventuel. Au Québec, la plupart des entreprises semblent favorables au libre-échange mais la CSN et le NPD songent à une alliance pour contrer le projet.

3 juin 1986

Une grève des 105 000 syndiqués paralyse les chantiers de construction. Les entrepreneurs ripostent en décrétant un lock-out. Le 5 juin, patrons et syndiqués accepteront, devant la menace d'une intervention gouvernementale, de retourner à la table des négociations. Le 10 du même mois, les syndicats de la construction lanceront le mot d'ordre d'une grève générale illimitée sur tous les chantiers. Dès le 16 juin, l'Assemblée nationale discutera d'un projet de loi visant à suspendre le droit de grève et de lock-out. Le 10 août, les entreprises de construction et les 105 000 travailleurs dans ce secteur concluront une entente sous la menace de l'imposition d'un règlement par l'État.

Les prix littéraires du gouverneur général pour 1985, remis à Montréal par Jeanne Sauvé, sont attribués à Fernand Ouellette pour *Lucie ou un midi en novembre* (romans et nouvelles), à André Roy pour son recueil *Action writing* (poésie), à Maryse Tessier pour sa pièce *Duos pour voix obstinées* (théâtre), et à François Ricard pour son ouvrage *La littérature contre elle-même* (études et essais).

8 juin 1986

La CSN réélit Gérald Larose à la présidence à l'occasion de son 53e congrès. La centrale rompt avec la Fédération mondiale du travail tout en mettant au point une stratégie de contacts bilatéraux dans le monde.

10 juin 1986

Le CRTC entreprend son étude du projet de fusion de Pathonic Communications et de Télé-Capitale. Il finira par approuver le projet. En septembre 1986, la raison sociale deviendra Réseau Pathonic.

11 juin 1986

À l'université Laval, Mère Teresa, religieuse et lauréate du prix Nobel de la paix 1979, livre un message d'amour et de paix.

19 juin 1986

Une loi votée par l'Assemblée nationale prévoit que les cotisations au régime des rentes du Québec seront haussées de 28% à partir du 1er janvier 1987. Malgré cela, la caisse de la Régie sera vide en l'an 2004 à moins de nouvelles hausses.

20 juin 1986

Une grève illégale de 24 heures, déclenchée par les membres de la Fédération des syndicats professionnels d'infirmières et d'infirmiers du Québec, amène le Conseil des services essentiels à émettre une ordonnance de retour au travail.

27 juin 1986

Jean Drapeau, maire de Montréal de 1954 à 1957 puis, de 1960 à aujourd'hui, annonce aux Montréalais qu'il ne sollicitera pas un nouveau mandat à la mairie.

30 juin 1986

Dominion Textile déplore le fait que le gouvernement fédéral tarde à remplir sa promesse d'établir une politique de protection dans l'industrie du textile. La compagnie se voit obligée de fermer ses usines à Saint-Jean et à Valleyfield provoquant ainsi la mise à pied de 800 travailleurs; en revanche, la compagnie Dominion Textile créera 200 nouveaux emplois en modernisant ses usines de Beauharnois et de Drummondville.

2 juillet 1986

Le comité formé par le gouvernement Bourassa présente un rapport dans lequel il insiste sur la pertinence de privatiser et de revoir le rôle des sociétés d'État. Ce rapport incite fortement le gouvernement à accentuer la démarche déjà amorcée, et suggère aussi de privatiser les dix grandes « entreprises stratégiques » des secteurs industriel et commercial qui appartiennent présentement à l'État.

3 juillet 1986

Lors d'une cérémonie, la ville de Québec célèbre officiellement sa reconnaissance par l'UNESCO comme ville membre du patrimoine mondial.

Des artistes venant de quinze pays participent et offrent plus de 200 spectacles gratuits lors du 19e festival d'été de Québec.

4 juillet 1986

Le groupe de travail sur la déréglementation, présidé par Reed Scowen, soumet un rapport au gouvernement dans lequel il propose d'alléger les normes contraignantes et coûteuses de la CSST, et de rendre conformes aux normes ontariennes les dispositions du Code du travail concernant les briseurs de grève et la sous-traitance.

Le groupe Vidéotron, le plus important câblodistributeur du Québec, se porte acquéreur de la station Télé-Métropole. Le CRTC donnera son aval à ce projet en janvier 1987.

6 juillet 1986

La 7e édition du Festival international de jazz de Montréal prend fin. Il a été fréquenté par environ 425 000 amateurs; l'aide des secteurs public et privé lui permettra de liquider son déficit de quelque 150 000 dollars.

7 juillet 1986

Le groupe de travail sur la révision des fonctions et des organisations gouvernementales, dirigé par Paul Gobeil, propose de décentraliser le plus possible l'administration des ressources; il veut aussi introduire des modes de financement qui donnent aux institutions une responsabilité réelle de gestion pour rétablir l'équilibre financier des réseaux de l'éducation et de la santé, tout en préservant les acquis des grands programmes, notamment l'accessibilité

des services. Inquiets, les milieux sociaux accusent le gouvernement libéral de vouloir remplacer l'État-Providence par l'État-Provigo et un sondage CROP indique que la majorité des Québécois s'opposent aux concepts de privatisation, de déréglementation, et de retrait de l'État du domaine de l'économie.

8 juillet 1986

Robert Bourassa promet de se montrer prudent en examinant les rapports des « sages », les comités consultatifs sur la privatisation, la déréglementation et les fonctions des organismes de l'État. Son principal critère d'évaluation sera l'intérêt de la majorité et non pas seulement l'efficacité administrative.

14 juillet 1986

Dans un rapport remis à Richard French, ministre des Communications, la Commission d'accès à l'information demande au gouvernement de modifier une centaine de lois pour les rendre conformes à la loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements privés. Le ministre French se dit d'accord avec la majorité des recommandations.

16 juillet 1986

Un prospectus déposé par le gouvernement du Québec devant la Securities Exchange Commission de Washington indique que la dette publique totale englobant la dette nette du gouvernement, celle des sociétés d'État, celle du secteur parapublic et celle des municipalités, atteint maintenant près de 60 milliards de dollars, c'est-à-dire plus de 9 000 $ par citoyen.

31 juillet 1986

« Québecair atterrit chez Nordair Metro », titre la Presse canadienne. De fait, cinq ans après avoir été nationalisé par le gouvernement, Québecair devient la propriété de la société Nordair Metro. Québec a préféré cette offre d'achat à celle du groupe des employés de Québecair en association avec Air Canada. Québec autorise également la fusion de Nordair et des lignes aériennes Canadien Pacifique.

6 août 1986

Le Conseil de la langue française note que le taux relativement élevé de l'émigration accentue la rapidité avec laquelle le Québec s'achemine vers la décroissance démographique. Il prend acte de la diminution de la population qui s'annonce vers le tournant du siècle, et de « l'indifférence à peu près générale » qui accompagne ce phénomène.

7 août 1986

Les négociations amorcées en mars entre le gouvernement québécois et les représentants syndicaux des 360 000 salariés de l'État reprennent lentement. Le 26 août, Paul-H. Gobeil, président du Conseil du trésor, affirmera qu'à défaut d'une entente négociée sous peu, le gouvernement pourrait décréter de nouvelles conventions collectives.

11 août 1986

À Edmonton, les premiers ministres provinciaux réunis en conférence sont prêts à discuter de la reprise des pourparlers constitutionnels. Robert Bourassa, premier ministre du Québec, soumet une nouvelle formule d'amendement constitutionnel qui accorde, sans le mentionner explicitement, un droit de veto au Québec puisque toute modification exigerait l'accord de sept provinces totalisant 75% de la population canadienne. Pierre-Marc Johnson, chef de l'opposition, déplore la faiblesse des pourparlers et affirme qu'une formule d'amendement n'offre qu'un caractère défensif, et qu'elle ne servira qu'à empêcher le Québec de reculer à l'avenir.

21 août 1986

La Commission mondiale sur l'environnement propose que le ministère québécois de l'Environnement instaure un plan d'action contre la « menace sérieuse et imminente » que constitue, pour les autochtones, la contamination par le mercure des grands réservoirs de la Baie James.

Le Festival des films du monde, présidé par Serge Losique, débute au Parisien et à la Place des Arts. Près de 50 000 participants assisteront à quelque 200 longs métrages, parmi lesquels une vingtaine sont en compétition officielle, et à une centaine de courts métrages.

4 septembre 1986

Décès de la journaliste-écrivaine Françoise Gaudet-Smet, une femme d'action qui a influencé plusieurs générations de Québécoises.

6 septembre 1986

Le réseau Quatre-Saisons entre en ondes: la retransmission du gala d'ouverture se fait en direct de la Place des Arts. Quatre-Saisons se veut une télévision urbaine, moderne, visuelle, contemporaine. Après un an d'activité, le réseau affichera un déficit de 12 à 15 millions de dollars, mais à l'automne 1987, les sondages BBM révéleromt que Quatre-Saisons commence à obtenir une part importante du marché montréalais.

9 septembre 1986

Un document de réflexion du PQ, *L'État et la social-démocratie*, rejette le libéralisme économique et s'engage à maintenir les acquis sociaux tout en remettant en question le rôle de l'État.

10 septembre 1986

Albert Côté, ministre délégué aux Forêts, annonce la mise au point de nouvelles règles que devront observer tous les utilisateurs de la forêt publique. Il soutient que nos forêts sont dans un état si pitoyable que nous faisons face à des ruptures de stock dans plusieurs régions.

24 septembre 1986

Pierre-Marc Johnson publie un document sur la question nationale. Dorénavant, au lieu de voir la souveraineté politique comme un préalable au développement du peuple québécois, il faut axer l'action du parti sur l'affirmation nationale à l'intérieur du régime fédéral.

25 septembre 1986

Claude Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, donne l'assurance que le gouvernement libéral déposera bientôt des propositions concernant le niveau de financement des universités. Il indique sa ferme intention de résoudre le problème du financement des universités.

2 octobre 1986

Le gouvernement provincial annonce qu'il est prêt à renoncer à certaines demandes à la table des négociations des employés du secteur public; cette ouverture pourrait lui coûter 100 millions de dollars.

6 octobre 1986

La CSN annonce sa mobilisation derrière les 350 travailleurs du Manoir Richelieu de La Malbaie. Le propriétaire, Raymond Malenfant, refuse de reconnaître le syndicat constitué en 1975 au moment où le gouvernement Bourassa achetait le Manoir. Le 25 octobre, ce conflit fera un mort au cours d'une manifestation.

14 octobre 1986

Le gouvernement du Québec annonce officiellement la mise en vente de la Société Dofor inc., principale filiale de la Société générale de financement (SGF). La Société Dofor inc. détient 56% du capital-actions de Donohue inc. et 28% de celui de Domtar inc. Cette initiative marque le retrait de la SGF du secteur des produits forestiers. Pierre-Marc Johnson affirme que « le Québec vend la poule aux oeufs d'or », et Jacques Parizeau considère cette privatisation comme une dilapidation. En février 1987, la SGF vendra Donohue inc. à un consortium dirigé par Québecor.

Thérèse Lavoie-Roux fait le point sur les plans d'équilibre budgétaire des hôpitaux du Québec. Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement libéral a engagé environ 900 millions de dollars dans le secteur de la santé et des services sociaux. Le plan adopté par le ministère a permis de résoudre les problèmes de la majorité des hôpitaux.

Le prix Molson de l'Académie canadienne-française 1986 est décerné au romancier Daniel Gagnon pour son ouvrage *La fille à marier* paru chez Leméac en 1985.

15 octobre 1986

René Lévesque lance ses mémoires *Attendez que je me rappelle...* chez Québec-Amérique. Dès la parution du livre, 80 000 exemplaires sont vendus. Québec-Amérique publie aussi *Le Dictionnaire thématique visuel* sous la direction du linguiste Jean-Claude Corbeil, un ouvrage promis à un éclatant succès: 200 000 exemplaires sont vendus dans 100 pays en 12 mois.

20 octobre 1986

Norsk-Hydro annonce sa décision de construire une usine de magnésium dans le parc industriel de Bécancour. Cet investissement de 400 millions de dollars créera 400 emplois permanents.

Le gouvernement annonce par la voix de son ministre délégué aux Pêcheries, Robert Dutil, et de son ministre délégué aux Finances et à la Privatisation, Pierre Fortier, la privatisation de la société Madelipêche qui fournit de l'emploi à quelque 1 100 travailleurs, et dont dépend 90% de l'économie des Îles. Cette vente se réalisera en février 1987.

21 octobre 1986

Le Conseil des ministres accepte la recommandation de Louise Robic, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, d'augmenter sensiblement les quotas d'immigration du Québec de façon à recevoir dans cinq ans 25% de l'immigration internationale admise au Canada.

Lise Bacon remet les prix du Québec pour 1986 à Jacques Brault, poète (prix David de littérature); Michel Brault, cinéaste (prix Albert-Tessier pour le cinéma); Betty Goodwin, peintre (prix Borduas); Colette Boky, soprano (prix Denise-Pelletier); Adrien Pinard, professeur à l'université de Montréal (prix Léon-Gérin); Stanley George Mason, chimiste (prix Marie-Victorin).

Claude Ryan annonce que le gouvernement gèlera jusqu'en 1989 les frais de scolarité des universités « même s'il serait normal et raisonnable » de les hausser.

22 octobre 1986

Québec et les grandes compagnies américaines distributrices de films « majors » signent un premier accord sur la distribution des films. Désormais, les distributeurs québécois auront accès à environ 150 films européens jadis distribués par les « majors » américains. Les « majors » obtiennent que le gouvernement supprime certains articles de la loi auxquels ils s'opposent. Cet accord réjouit le milieu cinématographique québécois.

23 octobre 1986

L'Assemblée nationale débat la question de la langue d'affichage. Pour M. Bourassa, l'interdiction d'afficher dans une langue autre que le français porte atteinte à la Charte québécoise des droits et libertés de la personne; selon Pierre-Marc Johnson, les droits collectifs prédominent en matière d'affichage.

27 octobre 1986

Le groupe de travail, présidé par Camille Dagenais et chargé de réévaluer le programme d'assainissement des eaux du Québec, recommande au gouvernement d'accroître de 100 millions de dollars par année le rythme des investissements actuellement fixés à 450 millions de dollars.

31 octobre 1986

Le gouvernement Mulroney accorde le contrat d'entretien des avions de chasse F-18 à Canadair, de Ville Saint-Laurent, décision qui provoque la colère du Manitoba.

4 novembre 1986

Disparition du cinéaste Claude Jutra dont le corps sera repêché dans le fleuve en avril 1987.

9 novembre 1986

Jean Doré et le Rassemblement des citoyens et citoyennes de Montréal réalisent un triomphe éclatant aux élections municipales de Montréal en remportant les deux tiers des suffrages. Le Parti civique, dirigé par Claude Dupras, ne fait élire qu'un seul conseiller municipal. Jean Doré prêtera serment le 20 novembre.

11 novembre 1986

Une série de grèves illégales commence; l'Assemblée nationale adopte une loi d'exception prévoyant des sanctions très lourdes et sans précédent contre les syndiqués de l'État, si les services essentiels ne sont pas maintenus dans le réseau de la santé et des services publics. Selon un sondage, 80% des Québécois s'opposent aux grèves dans le secteur public. En même temps, des négociations intensives se poursuivent à la plupart des cent tables de négociations.

12 novembre 1986

Pierre Paradis, ministre du Travail, présente le projet de loi 119 dans lequel il est question de libéralisation et d'élargissement de l'accès des travailleurs à l'industrie de la construction; de nouveaux mécanismes remplacent le certificat de classification et permettent de surveiller cet accès par la voie de la compétence. La CSN-construction et la FTQ demandent le retrait du projet de loi et exigent le maintien de la carte; les associations patronales voient dans la mesure une tentative de la part de l'État d'imposer une tutelle déguisée. Le projet de loi sera adopté en décembre.

13 novembre 1986

Lise Bacon présente le projet de loi 140 qui prévoit la fusion partielle des divers organismes créés par la loi 101 en août 1977, et le projet de loi 142 qui doit élargir les services de santé et les services sociaux offerts aux anglophones dans leur langue. Pierre-Marc Johnson y voit un recul sur tous les fronts et accuse le gouvernement de vouloir rendre le Québec bilingue. Le projet de loi 142 assurant aux anglophones des services de santé et des services sociaux dans leur langue sera adopté en décembre, mais le projet de loi 140 sera laissé au feuilleton.

Marc-Yvan Côté, ministre des Transports, présente un nouveau code de sécurité routière augmentant de manière draconienne les amendes pour les infractions.

21 novembre 1986

À Vancouver, les gouvernements provinciaux et fédéral proposent d'intensifier les discussions constitutionnelles pour permettre au Québec d'adhérer à l'Acte constitutionnel de 1982.

24 novembre 1986

Laurent Picard, président du Comité consultatif sur le développement de la région de Montréal, présente un diagnostic relativement pessimiste dans lequel il soutient que Montréal risque de devenir une ville-satellite de centres plus importants comme Toronto. Il propose une stratégie d'action en vue de faire de Montréal un pôle majeur de développement du pays et une ville à vocation internationale.

4 décembre 1986

André Bissonnette, ministre fédéral d'État aux Transports, confirme que les aéroports de Mirabel et de Dorval resteront ouverts mais que leur exploitation sera possiblement confiée à une société distincte du ministère des Transports.

5 décembre 1986

Les gouvernements de Québec et d'Ottawa qui ont investi 200 millions de dollars dans Pétromont célèbrent, avec les dirigeants et les clients de la compagnie, la fin de la première phase de la modernisation de l'usine de Varennes. Il est prévu que Pétromont retrouvera sa rentabilité vers la fin de 1987.

18 décembre 1986

Québec s'entend avec ses travailleurs syndiqués de la CSN et de la FTQ. Les employés recevront une hausse salariale de 12,6% répartie sur trois ans. Le 23 décembre, les infirmières et infirmiers régleront à 3,5%, en 1986, à 5,6%, en 1987, et à 6,1%, en 1988.

19 décembre 1986

Le groupe La Laurentienne annonce qu'il se porte acquéreur de la Banque d'Épargne afin de pouvoir diversifier ses services financiers. Le 14 juillet 1987, cette banque deviendra la Banque La Laurentienne du Canada.

22 décembre 1986

Dans un jugement unanime, la Cour d'appel déclare inopérantes les dispositions de la loi 101 prévoyant de manière générale l'affichage unilingue français.

28 décembre 1986

La Caisse de dépôt et placement du Québec annonce que l'économie québécoise a connu, en 1986, sa quatrième année de forte expansion avec une progression du produit national brut de 3,9%. Comme l'Ontario, le Québec possède une structure industrielle plus diversifiée; les investissements du secteur manufacturier, contrairement à ceux du secteur des ressources naturelles, ont maintenu leur avance.

5 janvier 1987

La Laurentienne acquiert 45% des actions de la société de contrôle Geoffrion, Leclerc inc., qui chapeaute la maison de courtage en valeurs mobilières et gestion Geoffrion Leclerc; un peu plus tard, elle achètera deux compagnies d'assurances aux États-Unis.

18 janvier 1987

André Bissonnette, ministre fédéral d'État aux Transports, député de Saint-Jean à la Chambre des communes, est forcé de remettre sa démission du cabinet à la suite d'accusations relativement à l'achat de terrains par la compagnie Oerlikon à Saint-Jean. M. Bissonnette sera acquitté en 1988.

28 janvier 1987

Michael Wilson, ministre fédéral des Finances, dépose en Chambre son projet controversé créant à Montréal et à Vancouver des centres bancaires internationaux. Réagissant aux doléances exprimées par les grandes banques torontoises, il affirme que le projet vise à attirer des transactions étrangères vers le Canada, et non pas à transférer des affaires de Toronto à Montréal. Robert Bourassa juge le contenu tout à fait insatisfaisant et y voit un geste essentiellement symbolique.

2 février 1987

Pour attirer les investisseurs étrangers, Robert Bourassa vante la vocation de Montréal dans le domaine de la haute technologie devant des gens d'affaires et des journalistes au cours du symposium sur l'économie à Davos, en Suisse.

4 février 1987

Dans son plan de développement pour l'année 1987, Hydro-Québec propose une augmentation des tarifs de 5% pour l'ensemble de ses clients. La société insiste sur la nécessité de rétablir une marge de manoeuvre financière pour les années où elle aurait à affronter, en même temps, un manque à gagner et des dépenses supplémentaires. Dans son plan de développement pour les années 1987-1996, la société prévoit des investissements de 37 milliards de dollars pour huit projets hydro-électriques dont cinq à la baie James.

5 février 1987

Benoît Bouchard, ministre fédéral de l'Emploi et de l'Immigration, et Pierre Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu du Québec, signent une entente sur le financement des programmes de formation de la main-d'oeuvre donnés au Québec, et en vertu de laquelle Ottawa versera à peu près 300 millions de dollars au Québec.

10 février 1987

Hydro-Québec signe avec le Central Maine Power une entente de principe pour la vente d'électricité pendant une période de huit à neuf ans, à un prix s'élevant à 15 milliards de dollars.

La petite compagnie montréalaise Memotech Data acquiert la société de la couronne Téléglobe dont les revenus proviennent surtout des services téléphoniques et des télécommunications internationales. Des observateurs surpris affirment: « C'est David qui absorbe Goliath. »

15 février 1987

Louise Robic, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, annonce des mesures spéciales pour que les 10 000 réfugiés qui attendent un statut puissent suivre des cours de français.

26 février 1987

Herbert Marx, ministre de la Justice, annonce que Québec en appellera à la Cour suprême du jugement invalidant les dispositions de la loi 101 en matière d'affichage.

27 février 1987

En remettant au dramaturge Marcel Dubé une médaille de l'Académie canadienne-française, le président, Jean-Guy Pilon, souligne la fierté que Dubé a transmise à toute une génération par la qualité de son oeuvre.

2 mars 1987

Le grand prix du Conseil des Arts de la CUM est décerné au pianiste montréalais Louis Lortie pour sa contribution exceptionnelle à la vie artistique et au rayonnement de Montréal.

5 mars 1987

Les dix provinces et le gouvernement fédéral amorcent les discussions constitutionnelles afin que le Québec puisse signer l'accord constitutionnel de 1982.

13 mars 1987

Le comité de réflexion et d'analyse des services offerts par les centres locaux de services communautaires (CLSC), présidé par le Dr Jacques Brunet, dépose un rapport dans lequel il affirme que les CLSC sont là pour demeurer et que le réseau doit être parachevé le plus rapidement possible. À la fin d'avril, en réaction au rapport, Thérèse Lavoie-Roux, ministre de la Santé et des Services sociaux, affirme vouloir donner la prépondérance aux services plutôt qu'aux structures des CLSC. Il y aura donc des regroupements d'équipes de secteur, des fusions, des rattachements à d'autres établissements. Elle ne prévoit pas parfaire le réseau.

La société Sidbec annonce pour la première fois depuis plus d'une décennie qu'elle a réalisé de légers bénéfices.

19 mars 1987

L'Assemblée nationale somme unanimement le gouvernement Mulroney de « confirmer sans plus attendre Montréal comme capitale de l'aérospatiale » en y implantant l'agence spatiale canadienne. Ottawa répond que c'est l'intérêt national qui guidera son choix.

20 mars 1987

En vertu de deux ententes signées à Montréal visant à réduire de moitié les émissions acides dans l'atmosphère, Québec et Ottawa débloqueront quelque 275 millions de dollars d'ici 1994.

25 mars 1987

Le ministre Paul Gobeil prévoit que Québec dépensera 30,1 milliards de dollars en 1987-88, soit une hausse de 5,9% par rapport à l'année précédente. Les compressions budgétaires annoncées étant moins draconiennes que celles de l'an passé, le président du Conseil du tréso- estime qu'il ne mérite plus le sobriquet de Paul « la hache » Gobeil.

31 mars 1987

Mort du quotidien francophone montréalais *Le Matin*, après 54 jours d'existence.

Les ministres Michel Côté et Daniel Johnson signent un protocole d'entente avec la société General Motors prévoyant des investissements de 450 millions de dollars qui assureront la survie de l'usine de Boisbriand pour les prochaines années; l'usine emploie 4 000 travailleurs.

2 avril 1987

Claude Ryan, ministre de l'Éducation, lance une consultation sur la qualité du français parlé et écrit au Québec et jette un cri d'alarme: « La situation est à ce point grave qu'il n'est plus temps d'essayer de savoir à qui la faute, il faut plutôt déterminer les causes du mal et les moyens d'y remédier. »

8 avril 1987

Pour la première fois, la part du Québec, dans les contrats fédéraux adjugés par le ministère des Approvisionnements et Services, glisse sous les 10%. C'est le cinquième de la part de l'Ontario. Le gouvernement québécois veut mettre en avant une stratégie visant à lui assurer un partage plus juste.

13 avril 1987

Une grève des 4 000 chauffeurs d'autobus et opérateurs de métro de la CTCUM prive les Montréalais de leur service de transport en commun. Les services essentiels aux heures d'affluence seront maintenus. Autobus et rames de métro rouleront de nouveau le 4 mai.

Les plus récentes données du recensement de 1986 confirment le déclin du poids démographique du Québec dans la Confédération canadienne. Les démographes prédisent que la population du Québec, après avoir atteint un plafond de 6 500 000, commencera à décroître vers l'an 2000. Le poids démographique des francophones hors Québec et celui des anglophones québécois ne cesse de diminuer depuis 1981.

28 avril 1987

Dans un rapport sur la place du français dans les écoles intitulé *Vivre la diversité en français*, le Conseil de la langue française constate que, dix ans après l'adoption de la loi 101, les écoles françaises de Montréal accueillent maintenant 65% de tous les écoliers allophones par rapport à 21%, en 1976-77.

30 avril 1987

Les onze premiers ministres canadiens, réunis au Lac Meech, paraphent un accord qui disposerait l'Assemblée nationale du Québec à donner son assentiment à la nouvelle constitution « avec honneur et enthousiasme ». L'entente porte sur six points: la reconnaissance du caractère distinct du Québec; une formule du droit de retrait aux amendements constitutionnels étendu à tous les domaines de compétence provinciale; une compensation à toute province qui ne participe pas à un nouveau programme national à frais partagés dans un domaine de compétence provinciale exclusive; l'obligation constitutionnelle de tenir d'autres conférences annuelles (l'une sur la réforme des institutions, l'autre sur l'économie); la constitutionnalisation de la Cour suprême; et des ententes sur l'immigration, d'abord avec le Québec. Le PQ promet une lutte à finir contre le projet alors que Robert Bourassa estime que l'accord a été conclu dans l'optique d'un Canada équilibré.

1er mai 1987

Le ministre Gérard D. Levesque dépose son budget en catastrophe à la suite de révélations faites au public quant au contenu de ce budget. Les milieux d'affaires se réjouissent de la baisse du déficit tandis que les syndicats et les organismes familiaux trouvent le budget trop timide.

4 mai 1987

L'acquisition de Super-Carnaval permet à Métro-Richelieu d'augmenter sa part du marché à 32% et ainsi de rattraper Provigo.

8 mai 1987

Un zoo la nuit, un film de Jean-Claude Lauzon, ouvre la quinzaine des réalisateurs au Festival de Cannes.

21 mai 1987

Le troisième bilan annuel sur les précipitations acides rendu public par le ministère de l'Environnement précise que, bien que le Québec ait réduit ses émanations acides de 30%, entre 1980 et 1984, les pluies sont toujours aussi acides en raison des pollueurs d'autres provinces canadiennes et des États-Unis. Plus de 80% des érablières au Québec seraient déjà touchées par les pluies acides.

26 mai 1987

Lors de sa visite au Québec et au Canada, le président François Mitterrand rappelle la relation directe, privilégiée et irréversible de la France et du Québec.

27 mai 1987

Selon une entente entre Hollinger inc. et l'entreprise de presse Unimedia, l'homme d'affaires torontois Conrad Black acquiert *Le Soleil* de Québec, *Le Droit* d'Ottawa et *Le Quotidien* de Chicoutimi au prix de plus de 90 millions de dollars.

Le prix du gouverneur général pour les catégories texte et théâtre, littérature poétique, roman, études et essais, a été remporté respectivement par Anne Legault pour *La Visite des sauvages*, par Cécile Cloutier pour *L'Écoutée*, par Yvon Rivard pour *Les Silences du corbeau*, et par Régine Robin pour *Le Réalisme socialiste, une esthétique impossible*.

3 juin 1987

À l'occasion d'une nouvelle rencontre des premiers ministres à Ottawa, les partisans d'un gouvernement national fort et les tenants de la reconnaissance de la société distincte s'affrontent. Après un marathon de vingt heures, tous les premiers ministres acceptent de signer l'accord constitutionnel en y apportant une vingtaine d'amendements. Toutes les provinces et le fédéral devront ratifier l'entente. Robert Bourassa estime que le Québec sort gagnant de ces négociations et que sa sécurité linguistique est sauve. Pour Pierre-Marc Johnson, au contraire, le Québec se retrouve sans droits, sans privilèges, sans pouvoirs distincts.

11 juin 1987

Robert Bourassa annonce qu'il attendra la décision de la Cour suprême avant de décider des amendements linguistiques concernant l'affichage commercial.

12 juin 1987

Lors du 12e congrès biennal du PQ, Pierre-Marc Johnson fait accepter par une forte majorité sa conception de l'action politique: l'affirmation nationale et la social-démocratie à court terme, la souveraineté plus tard; 20% des délégués, soit les « orthodoxes », refusent la thèse.

Alors que certaines provinces indiquent leur désir de modifier l'accord pour rassurer les femmes, les autochtones et les francophones hors Québec, Robert Bourassa avertit le Canada anglais qu'il n'est pas question de modifier l'entente du Lac Meech. Il y voit un des plus beaux exemples de patriotisme éclairé. Par contre, Pierre-Marc Johnson trouve que l'accord n'équivaut qu'à la grande noirceur et qu'il confine le Québec à la médiocrité. Le 23 juin, l'Assemblée nationale deviendra le premier des onze parlements à enteriner l'accord constitutionnel.

18 juin 1987

L'Office national de l'énergie (ONE) refuse à Hydro-Québec une licence d'exportation aux États-Unis de 70 000 gigawatts par heure à compter de 1990 parce qu'à son avis, Hydro-Québec n'a pas prouvé que le Canada bénéficiait de surplus. Robert Bourassa se dit prêt à offrir les surplus aux provinces voisines. Hydro-Québec présentera une nouvelle demande à l'ONE.

26 juin 1987

La 8e édition du Festival de jazz débute à Montréal. Le festival connaît un succès sans précédent avec plus d'un demi-million de personnes qui fréquentent les spectacles.

27 juin 1987

Gérard Latulippe, Solliciteur général du Québec, doit démissionner. On lui reproche son manque de jugement politique en gardant des liens avec son ancienne firme juridique, ce qui le place dans une situation possible de conflit d'intérêts.

6 juillet 1987

Le 6e Festival de folklore débute à Drummondville. 700 danseurs, chanteurs et musiciens présenteront des spectacles qui attireront au total près de 700 000 visiteurs.

7 juillet 1987

La Commission d'étude sur les bibliothèques publiques instituée par Lise Bacon, ministre des Affaires culturelles, et présidée par Florian Sauvageau, presse le gouvernement de hausser de 12 millions de dollars, dès 1988, sa part au financement des bibliothèques publiques et d'adopter sans plus tarder des politiques incitatives pour assurer le développement d'un réseau adéquat. Présentement, un million de Québécois n'ont pas accès à une bibliothèque.

Les premiers ministres se rencontrent à Ottawa pour discuter du libre-échange. Robert Bourassa, convaincu que le Québec en tirera profit, devient sans doute le meilleur allié de Brian Mulroney. Les gouvernements de l'Ontario et du Manitoba s'y opposent. Au Québec, le PQ croit que la libéralisation des échanges entraînerait la perte d'au moins 30 000 emplois dans la province dans le seul domaine du textile.

9 juillet 1987

Le 20e Festival international d'été débute à Québec. Il se veut la fête mondiale de la francophonie. Près de 800 artistes venus de 24 communautés culturelles francophones donneront 500 spectacles en 11 jours.

14 juillet 1987

Un véritable déluge s'abat sur Montréal: 103 millimètres de pluie tombent en six heures dont 30 millimètres en une demi-heure. 40 000 habitations sont inondées et on évalue les dommages à plus de 100 millions de dollars.

22 juillet 1987

Mort de Mgr Adolphe Proulx, évêque de Gatineau-Hull, un des artisans importants de la réforme au sein de l'Église catholique canadienne et ardent défenseur de la justice sociale.

25 juillet 1987

Le rapport Després, sur l'évolution de l'Université du Québec, souhaite un financement plus adéquat des universités en région qui doivent contribuer au maintien des équilibres inter-régionaux. Il considère que le réseau de l'Université du Québec doit rester intact. En dépit du rapport, l'Université du Québec maintient sa demande d'un statut particulier pour sa constituante montréalaise.

Daniel Lavoie décroche le trophée « Renoncia », trophée de la chanson francophone de l'année, pour sa chanson *Je voudrais voir New York*.

9 août 1987

Lors de la première journée des audiences de la Commission parlementaire de la culture chargée d'étudier les niveaux d'immigration, un consensus se dégage: il faut hausser de 17 à au moins 25% la part québécoise des immigrants tout en s'assurant qu'ils parlent français. Un sondage SORECOM indique que 41% des Québécois pensent qu'il faut maintenir l'immigration à son niveau actuel, 18% souhaitent l'augmenter, et 40% veulent la réduire.

27 août 1987

À l'occasion de leur rencontre annuelle à Saint-Jean, Nouveau-Brunswick, les premiers ministres provinciaux discutent surtout du libre-échange; ils réitèrent également leur volonté de respecter les clauses de l'accord du Lac Meech. Robert Bourassa croit qu'un refus de la part des provinces anglaises d'entériner l'entente porterait un dur coup à l'unité nationale.

1er septembre 1987

Les chefs d'État et de gouvernement de 41 pays, ayant en commun l'usage du français, tiennent leur 2e Sommet à Québec. La priorité du sommet, c'est le développement du Tiers-Monde et, à ce propos, les participants proposent des projets concrets d'entraide et de reconstruction, en particulier dans les pays de la francophonie durement éprouvés par les guerres et les crises économiques.

14 septembre 1987

Le libéral, Raoul Thuringer, remporte l'élection partielle dans Notre-Dame-de-Grâce.

16 septembre 1987

24 pays responsables de 80% de la consommation mondiale de chlorofluorocarbones (CFC) signent le protocole de Montréal sur la protection de la couche d'ozone. Ce protocole prévoit une réduction de la consommation mondiale de CFC de 50% d'ici 1999.

17 septembre 1987

Monique Gagnon-Tremblay, ministre déléguée à la Condition féminine, divulgue un plan d'action comportant plus de 300 mesures. Le plan est placé sous le signe de l'indépendance économique des femmes.

7 octobre 1987

Robert Bourassa, premier ministre du Québec, se dit pleinement satisfait de l'entente conclue le 4 octobre avec les États-Unis sur le libre-échange. Le premier ministre prédit une forte augmentation des investissements étrangers au Canada et la création de milliers d'emplois au Québec.

19 octobre 1987

La bourse s'écroule à Wall Street et perd plus de 500 points. Celle de Montréal subit l'une des chutes les plus importantes en quatre ans; les titres de Régime épargne-action (REA) affichent une baisse d'autant plus dramatique qu'ils ont connu, pendant quelques années, un accroissement de leur valeur supérieur à la moyenne du marché boursier.

21 octobre 1987

La reine Élizabeth II entame une visite au Québec, sa première depuis celle d'octobre 1964.

26 octobre 1987

La Chambre des communes adopte l'accord du Lac Meech; 242 députés sont favorables à l'entente alors que 16 s'y opposent et que 24 s'abstiennent ou sont absents.

1er novembre 1987

Décès de René Lévesque. À Montréal, 50 000 personnes défilent devant la dépouille mortelle. Des funérailles nationales auront lieu à Québec le 5 novembre. Le poète Félix Leclerc soutient avec conviction: « La première page de la vraie belle histoire du Québec vient de se terminer. Dorénavant, il fait partie de la courte liste des libérateurs de peuple. »

9 novembre 1987

Le comédien et metteur en scène Jean-Louis Roux, un des fondateurs du Théâtre du Nouveau Monde en 1951, reçoit le prix Denise-Pelletier qui récompense à tour de rôle des artistes oeuvrant dans le domaine des arts d'interprétation. Les autres gagnants des prix du Québec sont: Fernand Ouellette, le prix Athanase-David; Rock Demers, le prix Albert-Tessier; Françoise Sullivan, le prix Paul-Émile Borduas; Pierre Deslongschamps, chimiste de réputation internationale, le prix Marie-Victorin; et Louis-Edmond Hamelin, « l'homme du nord », le prix Léon-Gérin.

10 novembre 1987

Alors qu'une grave crise de « leadership » secoue le PQ, Pierre-Marc Johnson affirme ne pas vouloir présider aux déchirements internes et il remet sa démission. Député d'Anjou, il a détenu plusieurs portefeuilles avant de devenir chef du PQ et premier ministre. Guy Chevrette, député de Joliette, est nommé chef intérimaire de l'Opposition officielle à l'Assemblée nationale.

•

11 novembre 1987

Le jeune Anthony Griffin est abattu d'une balle de policier à Montréal. La communauté noire affirme que ce grave incident est une manifestation de racisme. Le 24 novembre, le Conseil des ministres annoncera sa décision de confier à la Commission des droits de la personne du Québec une enquête sur les relations entre la police et les communautés ethniques, spécialement les minorités visibles.

12 novembre 1987

Lise Bacon, ministre des Affaires culturelles, dépose son projet de loi sur la reconnaissance du statut de l'artiste. Le projet délimite le régime de travail des artistes pigistes et devrait leur assurer un traitement équitable. Il reconnaît *à priori* un statut de travailleur autonome aux créateurs et aux interprètes de la scène, du disque, du cinéma et de la télévision. Serge Turgeon, président de l'Union des artistes, semble satisfait de ces mesures.

13 novembre 1987

Claude Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, déclare que les sommes consacrées au financement des universités seront augmentées de 10,9%, en 1987-88.

18 novembre 1987

Jacques Parizeau, ministre des Finances de 1976 à 1984, confirme qu'il sera candidat à la direction du PQ. Le 6 décembre, le Conseil national du PQ annonce que les candidats auront jusqu'au 17 mars 1988 pour se lancer dans la course; le successeur sera élu le 15 mai 1988.

19 novembre 1987

La société d'État Soquem lance des appels d'offres pour vendre les mines Seleine.

24 novembre 1987

Mort de Jehane Benoît, auteure prolifique de recettes culinaires.

29 novembre 1987

En congrès à Montréal, le NPD-Québec se donne un nouveau chef, Roland Morin, en remplacement de Jean-Paul Harney.

1er décembre 1987

Les femmes effectuent leur entrée officielle au bureau de direction de la FTQ lorsque son congrès accepte que trois des seize postes clés leur soient réservés. Les délégués réélisent Louis Laberge à la présidence et dénoncent les effets du libre-échange.

2 décembre 1987

Le Comité consultatif de la CUM sur les relations interculturelles et interraciales annonce la tenue d'audiences publiques sur la qualité et l'accessibilité des services de la CUM et de la STCUM. À Montréal on compte 180 000 personnes appartenant à des minorités visibles; des 15 000 employés de la CUM, 100 seulement appartiennent à ces minorités.

En congrès, 2 000 agriculteurs de l'Union des producteurs agricoles disent tout leur mécontentement face au projet canado-américain de libre-échange.

10 décembre 1987

Pierre Paradis, ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, rend public un document d'orientation pour une politique de sécurité du revenu. La réforme de l'aide sociale n'accordera la parité aux bénéficiaires de moins de 30 ans qu'en janvier 1990.

15 décembre 1987

Le projet de loi 107 sur l'instruction publique déposé par Claude Ryan, ministre de l'Éducation, propose de diviser le territoire du Québec en commissions scolaires francophones et anglophones; ce nouveau régime n'entrera pas en vigueur tant qu'un nouveau test constitutionnel, porté directement cette fois par le gouvernement devant la Cour d'appel, n'aura pas confirmé la validité du régime proposé.

18 décembre 1987

Malgré l'opposition du patronat et des syndicats, sauf la FTQ, l'Assemblée nationale adopte le projet de loi 30 constituant une commission des relations du travail.

19 décembre 1987

La série *Lance et compte II*, mettant en vedette Carl Marotte, est lancée en grande pompe. Les derniers épisodes de *Lance et compte I* ont rejoint 2,8 millions de téléspectateurs passionnés.

Les institutions politiques et administratives du Québec

par Gaston Deschênes et Micheline Nadeau*

Les institutions politiques et administratives du Québec constituent un subtil échafaudage où il faut apprendre à distinguer les apparences de la réalité. Les textes juridiques ne correspondent pas toujours à la pratique quotidienne. Une Souveraine domine les institutions québécoises mais elle n'exerce plus aucune influence sur elles, tandis que la fonction de premier ministre n'apparaît même pas dans la Constitution. Le lieutenant-gouverneur pose des actes officiels, mais il n'agit que sur l'avis du cabinet. L'électeur dépose un bulletin de vote marqué au nom d'un candidat local mais il vote bien plus pour le chef d'un parti. L'analyse des institutions révèle encore beaucoup d'autres situations similaires qui déroutent souvent l'observateur.

Le parlement et le gouvernement

Le régime parlementaire québécois a presque deux cents ans. Il s'est implanté en 1792, à l'image de celui de l'Angleterre qui avait déjà cinq siècles d'existence. D'abord imparfait, il acquiert sa maturité au milieu du XIX[e] siècle, lorsque les parlementaires obtiennent l'application du principe de la responsabilité ministérielle: depuis 1848, les ministres sont choisis parmi les députés (ou, exceptionnellement, jusqu'à 1968, parmi les membres du Conseil législatif) et ils doivent répondre de leurs actes devant le Parlement. Auparavant, le représentant royal nommait les « conseillers exécutifs » sans nécessairement tenir compte du résultat des élections.

La Loi constitutionnelle de 1867 (l'Acte de l'Amérique du nord britannique) n'a pas modifié le régime parlementaire mais elle a transformé un État unitaire, la Province du Canada, en un État fédéral, le Canada, formé à l'origine de quatre provinces. Cette nouvelle constitution créait un parlement fédéral et des parlements, ou législatures, pour chacune des provinces. Elle établissait un partage des pouvoirs entre les deux niveaux de gouvernement.

Le Parlement du Québec se composait alors du lieutenant-gouverneur, du Conseil législatif et de l'Assemblée législative. En 1968, le Conseil législatif a été aboli et l'Assemblée législative est devenue l'Assemblée nationale.

---

* De la Division de la recherche de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale.

Le lieutenant-gouverneur

À l'instar de la reine qu'il représente, le lieutenant-gouverneur « règne mais ne gouverne pas ». Il fait partie du Parlement sans participer à ses délibérations. Il sanctionne les lois et son droit théorique de refuser la sanction, ou de « réserver un projet » de loi en attendant l'avis du gouvernement fédéral, est manifestement tombé en désuétude. Par ailleurs, le lieutenant-gouverneur est chef de l'État mais il n'agit plus que sur l'avis du Conseil exécutif, que ce soit pour convoquer, proroger et dissoudre le Parlement, ou ratifier les décrets.

L'Assemblée nationale

L'Assemblée nationale est composée de 122 députés (125 lors de la prochaine élection) représentant autant de circonscriptions. Ils sont élus en vertu d'un système de scrutin uninominal à un tour: le candidat qui obtient le plus de voix est déclaré élu même s'il n'a pas la majorité absolue.

La plupart des candidats se regroupent en partis politiques; les élus appartiennent presque toujours à de grands partis structurés. Le chef du parti qui fait élire le plus grand nombre de députés est appelé par le lieutenant-gouverneur à former le cabinet et il devient premier ministre. Le parti qui obtient la seconde place forme l'Opposition officielle. Les partis qui ont fait élire au moins douze députés, ou qui ont recueilli au moins 20 pour cent des voix obtiennent le statut de groupe parlementaire.

Le premier ministre, le chef de l'Opposition officielle et les chefs de chacun des autres groupes parlementaires désignent, parmi les membres de leur groupe respectif, un leader parlementaire et un whip ainsi que des adjoints si le nombre de députés le justifie. Les leaders parlementaires sont des spécialistes de la procédure parlementaire tandis que les whips veillent au maintien de la cohésion et de la solidarité au sein de leur groupe, tout en s'occupant de divers aspects de la vie quotidienne de leurs collègues.

À leur première séance après les élections générales, les députés élisent un président et deux vice-présidents. Le président de l'Assemblée nationale dirige les séances de l'Assemblée, administre les services parlementaires et représente l'Assemblée, notamment dans ses rapports avec d'autres parlements. Les vice-présidents l'assistent dans ses tâches.

L'Assemblée nationale se réunit en séances ordinaires du deuxième mardi de mars jusqu'au 23 juin, au plus tard, et du troisième mardi d'octobre au 21 décembre, au plus tard. Elle siège normalement les mardis, mercredis et jeudis, sauf en juin et en décembre où elle siège cinq jours par semaine.

Les commissions parlementaires

Pour exécuter efficacement les tâches qui lui incombent, l'Assemblée nationale partage le travail entre les commissions parlementaires. Ces commissions existent depuis les premières années du parlementarisme. En 1984, elles ont été complètement réformées.

L'Assemblée nationale a d'abord réduit à huit le nombre de ses commissions permanentes sectorielles en abandonnant la coutume de calquer la structure de ces commissions sur celle des ministères; ce sont: la Commission des institutions; la Commission du budget et de l'administration; la Commission des affaires sociales; la Commission de l'économie et du travail; la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation; la Commission de l'aménagement et des équipements; la Commission de l'éducation et de la main-d'oeuvre; la Commission de la culture.

Ces commissions sectorielles sont multifonctionnelles. Elles exécutent les mandats que leur confie l'Assemblée, mais elles ont gagné une certaine autonomie puisqu'elles peuvent désormais, de leur propre initiative, se donner des mandats d'étude ou d'enquête.

À la demande de l'Assemblée, les commissions étudient les projets de loi, les crédits budgétaires et toute autre matière qui leur est confiée. Ces mandats sont prioritaires. Les commissions étudient aussi les projets de règlement et les règlements, les orientations, les activités et la gestion des organismes publics, les engagements financiers et tout autre sujet d'intérêt public.

Chaque commission définit la méthode utilisée pour mener ses travaux à terme. Elle peut faire appel aux services d'un expert ou solliciter l'opinion de personnes ou d'organismes. Elle peut, par une consultation générale, inviter toute personne ou tout organisme à lui transmettre un mémoire exprimant son opinion et choisir ensuite, après examen des mémoires, les personnes et les organismes qu'elle entendra. Elle peut enfin contraindre une personne à comparaître devant elle.

Le gouvernement

Bien qu'on l'associe beaucoup plus naturellement au « pouvoir », le gouvernement est juridiquement issu du Parlement et il est contrôlé par lui. Désigné formellement par le lieutenant-gouverneur, le premier ministre est, en fait, choisi par les électeurs qui lui ont accordé une majorité de députés. Le premier ministre choisit, à son tour, les députés qui deviendront membres du Conseil exécutif et il exerce le pouvoir tant que la majorité des membres de l'Assemblée nationale lui accorde son appui. Telle est l'application concrète du principe de la responsabilité ministérielle. De plus, selon la convention, chaque ministre doit appuyer solidairement toutes les décisions du Conseil exécutif ou offrir sa démission.

À l'Assemblée nationale, les ministres exercent une présence et un rôle dominants. Ils présentent les projets de loi publics, répondent quotidiennement aux questions des députés de l'Opposition, et justifient l'utilisation des sommes d'argent qu'ils ont été chargés d'administrer.

Lors des votes, une solidarité parlementaire se manifeste au sein du parti ministériel sur les principales mesures soumises par le gouvernement: c'est la discipline de parti, qui se manifeste aussi, à un degré moindre, chez les groupes d'opposition. Cette règle non écrite permet de prévoir l'issue de débats, compte tenu des forces en présence.

Le rôle de l'Assemblée nationale

« Le Parlement fait les lois et le gouvernement les applique ». Cette assertion permet de résumer les fonctions respectives du législatif et de l'exécutif dans le système politique québécois. Cette explication, sans être fausse, simplifie considérablement la réalité. Il serait plus juste de dire que le Parlement étudie les projets de loi que le gouvernement lui soumet. C'est le gouvernement, c'est-à-dire le premier ministre et ses ministres, qui conçoit et prépare la quasi-totalité des projets de loi. Le Parlement les étudie, les adopte ou les rejette, mais il surveille l'application des lois par le gouvernement et il exerce un contrôle sur l'ensemble des activités gouvernementales.

Cette dernière fonction est devenue aussi importante que la première qui consiste à légiférer. D'ailleurs, la réforme parlementaire de 1984 a permis de renforcer les mécanismes de contrôle de l'activité gouvernementale tandis que le processus législatif est demeuré pratiquement inchangé.

L'adoption des lois

Le règlement de l'Assemblée nationale définit les règles à suivre pour l'étude et l'adoption des projets de loi. Ces règles visent à assurer un examen sérieux des textes et à permettre l'expression des opinions favorables ou défavorables. Elles empêchent le gouvernement de présenter des projets de loi à la dernière minute, en fin de session, par exemple, comme cela se faisait autrefois.

Les projets de loi sont d'abord présentés à l'Assemblée nationale par le ministre ou le député qui en propose l'adoption. L'auteur ou le « parrain » du projet lit simplement les notes explicatives qui accompagnent le texte proposé. À cette étape, il n'y a pas de débat.

Après un délai d'au moins une semaine, ce qui permet l'examen attentif du projet par toutes les parties intéressées, l'Assemblée entreprend l'étude des principes fondamentaux du projet.

Chaque député, en commençant par le « parrain » et le porte-parole de l'Opposition, peut alors s'exprimer sur l'opportunité du projet, sa pertinence et sa valeur, sans toutefois entrer dans les détails et les modalités.

Si l'Assemblée adopte le principe du projet de loi, l'étude détaillée de chacun des articles est ensuite confiée à une commission parlementaire réunissant une douzaine de députés. Ce groupe de députés examine chacun des articles du projet de loi et le remet à l'Assemblée qui l'adopte ou le rejette.

Enfin, l'Assemblée adopte le projet de loi qui est ensuite transmis au lieutenant-gouverneur pour recevoir la sanction royale. Cette étape, qui est devenue une formalité, donne néanmoins au projet de loi un caractère officiel. La plupart des projets de lois entrent en vigueur le jour de leur sanction.

Ce cheminement peut varier selon l'importance des projets de loi, leur impact ou l'opposition qu'ils suscitent. Après leur présentation, certains projets de loi importants font l'objet d'une consultation publique. L'Assemblée nationale laisse à une commission parlementaire le soin d'entendre tous ceux qui désirent exprimer leurs opinions sur le projet. Les groupes et les individus peuvent soumettre des mémoires exprimant leurs points de vue. Au terme de cette consultation, le projet de loi peut être substantiellement modifié avant de franchir les autres étapes.

Au moment de l'étude du principe, à l'Assemblée, puis au cours de l'étude détaillée, en commission, il arrive que l'Opposition organise une obstruction systématique (un « filibuster ») afin d'empêcher l'adoption d'un projet de loi. On multiplie alors les discours et les propositions d'amendement, pour ralentir le processus d'adoption du projet et susciter un courant d'opposition au sein de la population et des médias. De son côté, le gouvernement réagit à cette obstruction en faisant adopter une motion de clôture (la « guillotine ») pour limiter la durée des débats.

L'examen de la fonction législative serait incomplet s'il ne tenait pas compte des études et des enquêtes menées par les commissions. Ces travaux ont souvent des répercussions sur les lois. À titre d'exemple, citons la commission parlementaire qui a étudié la question de la législation déléguée, c'est-à-dire les règlements que le gouvernement prépare pour assurer l'application des lois et sur lesquels l'Assemblée n'avait pas de contrôle. À la suite de cette étude, l'Assemblée a adopté une loi sur les règlements.

Pour apprécier le rôle législatif de l'Assemblée nationale, il convient de dépasser la simple question de savoir qui rédige et qui soumet les lois à l'attention des parlementaires. Certes, l'Assemblée nationale réagit aux projets qui lui sont soumis, beaucoup plus qu'elle n'agit de sa propre initiative. C'est particulièrement le cas de l'Opposition, tandis que les députés du parti majoritaire ont l'occasion de s'exprimer, avant le dépôt des projets, au caucus du parti. En outre, les ministres invitent parfois des députés de la majorité à faire partie de comités de travail chargés d'étudier diverses questions d'intérêt public, par exemple, la sécurité routière et les heures d'ouverture des magasins.

Le contrôle des activités gouvernementales

Alors que les réformes parlementaires précédentes avaient surtout facilité le travail législatif en rendant le Parlement plus efficace, la réforme de 1984 visait principalement à permettre un meilleur contrôle des activités gouvernementales et des finances publiques. En effet, la hausse phénoménale des dépenses de l'État, la multiplication des organismes publics et la croissance des activités gouvernementales justifiaient des changements nombreux dans le fonctionnement de l'Assemblée nationale afin de l'adapter à l'évolution des affaires publiques.

Les questions posées au début de chaque séance de l'Assemblée nationale constituent le mode de contrôle parlementaire le mieux connu. Les ministres répondent à des questions posées sans préavis sur n'importe quel sujet d'intérêt public et de compétence québécoise. La période des questions attire le public et la presse parlementaire dans les tribunes en raison de son caractère spectaculaire. C'est une sorte de joute qui permet de marquer des points aux dépens de ses adversaires politiques. Toutefois, ce n'est pas nécessairement le mode de contrôle parlementaire le plus efficace.

Un député insatisfait des réponses données à ses questions peut demander la tenue d'un débat, en fin de séance, le mardi et le jeudi, pour approfondir le sujet dans un face à face avec le ministre interrogé. Le vendredi, dans le cadre d'une commission parlementaire, un député peut interpeller un ministre sur toute question d'intérêt général relevant de sa compétence. Il est aussi possible d'obtenir des renseignements d'un ministre par écrit et de demander le dépôt de documents. D'ailleurs, les lois obligent les ministres à déposer toutes sortes de documents afin d'informer les députés des activités de leurs ministères.

Tous ces moyens de contrôle sont de portée générale. Ils permettent d'obtenir des renseignements, des données statistiques et des faits sur les activités gouvernementales, les politiques, le personnel, les dépenses, les contrats accordés ou les orientations des ministères. Il en existe d'autres, plus spécialisés, qui assurent plus spécifiquement le contrôle des finances et des dépenses publiques. Ces modes de contrôle se situent dans le cadre du cycle budgétaire.

Au début de chaque année financière, le ministre des Finances dépose un état de crédits nécessaires pour faire face aux dépenses gouvernementales. Il prononce ensuite le discours du budget qui expose les moyens que le gouvernement prendra pour financer les opérations de l'année.

Le discours du budget est suivi d'un débat de vingt-cinq heures où les députés peuvent s'exprimer sur tout sujet. De leur côté, chacune des commissions étudie une partie des crédits demandés par le gouvernement. L'étude des crédits d'un ministère peut durer vingt heures. Elle débute par l'exposé du ministre suivi des commentaires de l'Opposition et des questions des députés. Au total, l'étude des crédits peut durer deux cents heures. Elle donne aux députés l'occasion de passer en revue les activités de chacun des ministères.

Au cours de l'année financière, les commissions exercent une surveillance des activités gouvernementales. Chaque commission consacre au moins une séance par trimestre à la vérification des engagements financiers, c'est-à-dire, les dépenses en cours. De même, à chaque trimestre, la Commission du budget et de l'administration consacre une séance à la politique budgétaire du gouvernement et à l'évolution des finances publiques.

De plus, chaque commission examine annuellement les orientations, les activités et la gestion d'au moins un organisme public soumis à sa surveillance. La Commission de la culture peut, par exemple, étudier le fonctionnement du Musée du Québec ou du Musée d'art contemporain. Ce moyen de contrôle a été introduit dans le règlement en 1984.

Enfin, au terme de l'année financière, les députés disposent de deux moyens pour vérifier si le gouvernement s'est acquitté de ses responsabilités dans le respect des lois, des règles administratives et des crédits alloués en début d'année. Il y a d'abord les *Comptes publics* qui donnent l'état exact des revenus et des dépenses de l'année précédente. Ce document n'est plus étudié formellement mais les députés l'utilisent comme outil de référence. En outre, ils reçoivent le rapport du Vérificateur général, dont la tâche consiste notamment à vérifier si les comptes ont été tenus de manière convenable et si les crédits ont été utilisés aux fins pour lesquelles ils avaient été autorisés. Ce rapport constitue une aide précieuse dans l'analyse des activités gouvernementales. Les députés convoquent le Vérificateur général chaque année, en principe, pour examiner son rapport.

Le contrôle parlementaire met surtout en vedette les députés de l'Opposition. Ce sont eux qui posent la plupart des questions et qui soulèvent les débats de fin de séance. Certains modes de contrôle, les interpellations, par exemple, leur sont réservés.

Dans notre système parlementaire, les divers contrôles exercés par les députés obligent les ministres à rendre des comptes. L'Opposition peut, ultimement, mettre en cause l'ensemble ou une partie des politiques et des activités gouvernementales au moyen d'une motion de censure proposant à l'Assemblée de blâmer le gouvernement et de lui retirer sa confiance. L'adoption d'une motion de censure par la majorité des membres de l'Assemblée obligerait le premier ministre à remettre sa démission en tant que chef du gouvernement. L'adoption d'une telle motion signifierait que le gouvernement n'a plus la confiance de la majorité des députés. Dans ce cas, le lieutenant-gouverneur peut demander au chef de l'Opposition de former un gouvernement, ou prononcer la dissolution de l'Assemblée et annoncer la tenue d'élections générales.

L'administration

Théoriquement, il est facile de distinguer les fonctions exécutives des fonctions administratives. L'exécutif définit les politiques; l'administration s'occupe d'appliquer les lois et les règlements. Dans la pratique, les rôles sont beaucoup moins clairement circonscrits. À la tête de l'administration, on retrouve le Conseil des ministres, présidé par le premier ministre, qui décide des grandes orientations politiques. Or, les ministres sont en même temps responsables de l'application de ces orientations à l'intérieur de leurs ministères respectifs.

Le Conseil exécutif et ses comités

Le Conseil exécutif ou Conseil des ministres est l'organe administratif suprême. Il se réunit une fois par semaine. Pour alléger sa tâche, il a créé cinq comités ministériels permanents qui font un premier travail de coordination afin d'assurer la cohérence de l'action gouvernementale dans les grands secteurs de l'activité économique.

Le Comité ministériel permanent de l'aménagement et du développement régional (COMPADR) s'occupe de la cohérence des politiques et des activités gouvernementales dans les matières et les secteurs suivants: l'aménagement, l'urbanisme, le développement régional, les structures municipales, les fonctions municipales, la propriété du sol, l'intégrité du territoire, le zonage, les équipements collectifs, tels le réseau routier,les ports, les aéroports et, enfin, l'acquisition, l'aménagement, la protection, la conservation et la disposition des terres du domaine public. Il a également le mandat de faire, après examen, des recommandations au Conseil des ministres sur toute proposition visant à soustraire une partie du territoire aux mécanismes usuels d'allocation du sol.

Le Comité ministériel permanent des affaires culturelles et sociales (COMPACS) s'intéresse aux domaines suivants: la condition féminine, les arts, les biens culturels, les communications, l'éducation, l'information, la langue, les lettres, le loisir, les communautés culturelles, la démographie et l'immigration, les droits de la personne, la justice, l'emploi et la main-d'oeuvre, la santé, les services sociaux, la sécurité au travail et la sécurité du revenu.

Le Comité ministériel permanent du développement économique (CMPDE) veille sur le développement économique dans les secteurs primaire, secondaire et tertiaire notamment les questions relatives à l'exploration, la mise en valeur, la production, la gestion, la commercialisation et l'exportation, l'innovation et la recherche industrielle, le financement et le transport de même que toute question ayant une incidence sur les facteurs de production de l'entreprise.

Le Comité de législation étudie tous les projets de loi d'intérêt public avant qu'ils ne soient déposés devant l'Assemblée nationale. Le Comité vérifie si le projet de loi est rédigé conformément aux principes reconnus de rédaction des lois et il s'assure de la cohérence du projet par rapport aux lois existantes.

Le Conseil du trésor ne joue pas, comme les autres comités, un rôle d'assistance ou de conseiller auprès du Conseil des ministres. Le Conseil du trésor tire son existence de la *Loi sur l'administration financière*. Les responsabilités du Conseil du trésor couvrent trois champs principaux: a) la préparation des prévisions budgétaires des ministères, l'approbation des dépenses des différents ministères et l'élaboration des directives en matière de gestion financière; b) la gestion administrative des différents ministères, dont il approuve les plans d'organisation et les besoins en ressources humaines; c) la politique de gestion du personnel, soit les règles de sélection et de recrutement du personnel, et les mandats de négociation des conventions collectives.

Les ministères

Mieux connus des citoyens que les comités du Conseil exécutif, les ministères jouent un rôle important dans l'administration gouvernementale. Ils sont créés en vertu d'une loi qui définit les pouvoirs du ministre. En plus d'assumer ses fonctions exécutives, ce dernier est chargé de contrôler et de superviser le fonctionnement interne de son ministère. Il est assisté d'un sous-ministre et d'un cabinet composé d'attachés politiques.

Chacun des ministères occupe un champ d'activités gouvernementales. Il y en a vingt-quatre en juillet 1988, sans compter les fonctions de ministres délégués qui sont chargés de dossiers et qui peuvent avoir la responsabilité d'un ou de plusieurs organismes gouvernementaux.

Plusieurs ministères possèdent des bureaux régionaux qui leur permettent de maintenir des représentants sur l'ensemble du territoire. Tout en demeurant soumis aux normes de l'administration centrale, ces bureaux peuvent exercer certaines initiatives qui répondent mieux aux besoins des régions ou, encore, permettre aux citoyens des régions périphériques de bénéficier de services gouvernementaux identiques à ceux des grandes villes.

Les organismes gouvernementaux

Certaines fonctions de l'administration publique moderne peuvent difficilement être assumées par une administration centrale pour des raisons d'ordre pratique et d'efficacité. On préférera déléguer à des organismes relativement autonomes ces fonctions ou l'application de programmes spécifiques. Même si ces organismes jouissent d'une certaine autonomie, ils demeurent soumis à des contrôles administratifs et financiers.

Ces organismes, pour reprendre une classification en usage au Conseil exécutif, peuvent être groupés en sept catégories selon la fonction qu'ils exercent. Le nom qu'ils portent ne correspond pas toujours à la catégorie à laquelle ils appartiennent.

La fonction de consultation peut être confiée à un conseil ou à un comité consultatif. Un conseil est constitué par une loi. Son rôle consiste à donner des avis à un ministre sur la politique gouvernementale dans un secteur. La majorité de ses membres ne font pas partie de la fonction publique. Un comité consultatif n'est pas constitué par une loi. Il a pour fonction de donner des avis à un ministre ou à la direction supérieure d'un ministère sur des problèmes de mise en oeuvre de programmes spécifiques. Le Conseil du statut de la femme et la Commission des biens culturels appartiennent au premier groupe, et le Comité de la santé mentale au second.

La fonction d'adjudication est remplie par un tribunal administratif qui décide des droits et des obligations des parties en litige dans un domaine spécialisé. La Commission d'accès à l'information et la Commission québécoise des libérations conditionnelles sont des tribunaux administratifs.

La fonction de régulation est assumée par une régie qui met en application une loi ou un règlement établissant les conditions d'exercice de certaines activités dans un secteur donné. La Régie des marchés agricoles et la Régie du logement entrent dans cette catégorie tout comme l'Office de la langue française, en dépit de son nom.

L'organisme dont les fonctions sont d'étudier, d'enquêter, d'examiner, de faire des recherches, d'imputer, d'arbitrer, d'informer, de vérifier ou de surveiller, devrait être classé, selon les cas, commission d'étude, d'enquête, de recherche, d'inspection, d'arbitrage, d'information, de vérification, de surveillance, etc. Les commissions d'étude ou d'enquête sont souvent temporaires. La Commission des droits de la personne, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement et le Conseil des services essentiels sont des commissions de surveillance.

Un organisme qui est entièrement propriété de l'État, qui exerce une fonction de gestion commerciale, financière ou industrielle, et qui a des objectifs de rentabilité et d'autofinancement est une société d'État. Les mieux connues sont Hydro-Québec, SIDBEC, SOQUEM, SOQUIP, SOQUIA, etc.

Un organisme qui a les mêmes fonctions, mais qui n'est pas tenu d'être financièrement rentable et de s'autofinancer, est une société administrative. Une telle société pourrait gérer un régime de retraite ou d'assurance (Régie de l'assurance automobile) ou encore, s'occuper d'aménagement ou de gestion d'équipements (musées), administrer des programmes d'aide financière (Office du crédit agricole), et gérer des services (Radio-Québec).

Un organisme qui a une fonction de gestion autre que commerciale, financière ou industrielle devrait être appelé un office comme l'Office des ressources humaines ou l'Office des personnes handicapées.

Le cycle budgétaire

La préparation du budget n'est pas une activité propre à l'administration gouvernementale. Tout organisme ou toute entreprise doit faire face à cette obligation. Le budget de l'État, par son ampleur et le nombre de personnes impliquées dans sa préparation et son exécution, occupe cependant une place à part.

La politique budgétaire

Le Conseil du trésor prépare d'abord un exposé des lignes directrices qui serviront à la préparation du budget. Ses grandes orientations budgétaires tiennent compte des engagements du gouvernement et de la conjoncture économique. Le Conseil du trésor définit les paramètres qui serviront à établir les enveloppes budgétaires de base. Il fixe les critères qui seront utilisés pour réduire les dépenses ou l'effectif, s'il y a lieu. Il détermine aussi une marge de manoeuvre pour de nouvelles activités. Enfin, il choisit les programmes qui feront l'objet d'une évaluation en profondeur. Le Conseil des ministres doit prendre position sur ce document.

L'enveloppe de base de chaque ministère est alors augmentée ou diminuée en tenant compte des facteurs précités. Le cadre financier préliminaire est ordinairement fixé au mois de juin précédant le début de la nouvelle année budgétaire.

La revue de programmes

Le Conseil du trésor transmet ses directives aux ministères qui préparent alors le budget de base. Toute modification aux enveloppes de base résultant de dépenses non prévues doit être justifiée.

Le ministre des Finances élabore sa politique de financement et sa stratégie fiscale. Le Conseil des ministres connaît donc la marge de manoeuvre dont il dispose pour de nouvelles demandes.

La préparation des prévisions budgétaires détaillées

Les ministères doivent préparer, de façon détaillée, les prévisions budgétaires acceptées par le Conseil des ministres. Le Conseil du trésor utilise ces informations pour préparer le livre des crédits qui sera déposé et approuvé par l'Assemblée nationale.

L'approbation des programmations budgétaires

Parallèlement à l'élaboration des prévisions détaillées, les ministères doivent aussi préparer un document explicatif sur la distribution des subventions. Ceci a pour but d'éviter de faire approuver chaque subvention séparément.

L'adoption des crédits par l'Assemblée nationale

Le ministre des Finances prononce le discours du budget. L'étude des crédits est ensuite confiée aux commissions parlementaires. Pour permettre à l'Administration de fonctionner en attendant l'adoption des crédits, le ministre des Finances demande à l'Assemblée nationale de voter le quart des crédits totaux des prévisions budgétaires. C'est ainsi que la première loi des subsides est adoptée. Les crédits approuvés par l'Assemblée font l'objet de la deuxième loi des subsides. La loi des subsides ne contient que les crédits annuels, alors que le « livre des crédits » indique aussi les crédits permanents, c'est-à-dire ceux qui sont autorisés par une loi.

L'exécution du budget

Une fois les crédits adoptés, les ministères doivent se soumettre à un ensemble de formalités et d'autorisations. Avant d'engager une dépense, on vérifie d'abord si les crédits sont disponibles. Viennent ensuite la demande de paiement et l'exécution de ce paiement. Tout au long de l'année financière, certains facteurs peuvent avoir une incidence sur l'exécution du budget. Il peut y avoir un gel des crédits, comme cela s'est produit au cours de l'année 1980-1981. Il peut arriver qu'un ministère réalise que les crédits prévus à un programme sont insuffisants. À ce moment, il effectue des virements en puisant des fonds dans d'autres programmes, ou encore, en demandant au Conseil du trésor de puiser dans le fonds de suppléance du ministère des Finances. Si les sources sont insuffisantes, le gouvernement peut toujours présenter à l'Assemblée nationale un budget supplémentaire.

Les réformes parlementaire et administrative

Au moment où le Parlement mettait en place les éléments d'une nouvelle réforme, le Conseil du trésor était engagé dans une démarche en vue de préciser l'orientation et les principes directeurs de l'administration publique québécoise.

Bien qu'ils ne soient pas trop évidents, il existe des liens entre ces deux démarches. La réforme parlementaire de 1984 visait un meilleur contrôle des actes de l'exécutif et des dépenses publiques. La réflexion sur la « rénovation de l'administration publique » et de nombreuses décisions prises ces dernières années vont dans le même sens.

Alors que l'État québécois des années 60 et 70 se distinguait par sa centralisation, sa réglementation tentaculaire, l'augmentation du nombre des ministres et des fonctionnaires et une perte de contrôle du Parlement sur l'exécutif, celui des années 80 tend vers la diminution du personnel, la décentralisation des pouvoirs et des décisions, la déréglementation, la transformation de services gouvernementaux et de ministères en sociétés administratives, un meilleur contrôle parlementaire et la responsabilité (imputabilité) des gestionnaires.

La réforme parlementaire de 1984 s'inspirait largement du rapport publié en janvier 1982 par le député de Trois-Rivières, Denis Vaugeois. Le sous-titre de ce rapport, *Pour un meilleur équilibre de nos institutions*, résumait précisément l'esprit de la réforme proposée. La nouvelle *Loi sur l'Assemblée nationale*, les nouvelles *Règles de procédures* de l'Assemblée et les moyens accrus mis à la disposition des parlementaires ont contribué à restaurer l'équilibre perdu au cours des décennies précédentes.

Par ailleurs, le plan d'action publié par le Conseil du trésor dans le cadre de l'opération « Rénovation de l'administration publique » recommande d'instaurer dans la fonction publique un véritable « régime d'imputabilité », ce qui implique la reddition des comptes.

Louis Bernard, qui fut secrétaire général du Conseil exécutif de 1978 à 1985, soutient que « cette reddition de comptes doit (...) déborder le cadre interne de l'administration pour apparaître sur la scène publique du Parlement. D'une façon générale, écrit-il dans ses *Réflexions sur l'art de se gouverner*, on peut affirmer que le système québécois a réussi à maintenir au cours des dernières années une bonne dose d'harmonie dans les relations entre ses principales composantes. On n'y a vu peu d'affrontements sérieux entre le Parlement et le gouvernement, ou entre les ministres et les fonctionnaires. Les pouvoirs y sont en équilibre, la prépondérance étant, comme on s'y attend, dans le camp du gouvernement qui en répond à l'électorat. C'est toutefois un équilibre qui n'est jamais définitif, qui résulte de plusieurs facteurs complexes, et auquel il faut rester continuellement attentif. Car un exécutif trop dominant ne vaut guère mieux qu'une bureaucratie toute-puissante, ou qu'un parlement dominateur. »

Définitions

Assemblée nationale
L'ensemble des 122 députés.

Caucus
Réunion des députés d'un même groupe parlementaire.

Commission
Groupe de députés (une douzaine) qui s'occupent particulièrement de certaines questions (agriculture, affaires sociales, etc.).

Gouvernement
Le premier ministre et ses ministres.

Groupe parlementaire
Ensemble des députés appartenant à un même parti.

Lieutenant-gouverneur
Représentant de la reine à Québec; avec l'Assemblée nationale, il forme le Parlement.

Parlement
Institution composée du lieutenant-gouverneur et de l'Assemblée nationale.

Note explicative

Le cheminement des projets de loi publics est le suivant:

- —présentation devant l'Assemblée;
- —consultation générale (facultative);
- —adoption du principe à l'Assemblée;
- —étude détaillée en commission;
- —prise en considération, par l'Assemblée, du rapport de la commission;
- —adoption du projet par l'Assemblée;
- —sanction par le lieutenant-gouverneur.

Cependant, le cheminement des projets de loi d'intérêt privé, qui concernent des personnes, des groupes ou des communautés locales, est légèrement différent.

Tableau 1

Liste des lieutenants-gouverneurs et date de leur nomination, Québec, 1867-1984

Nom	Date de nomination	Date du serment
Belleau, Narcisse-Fortunat	1er juillet 1867	1er juillet 1867
Caron, René-Édouard	11 février 1873	17 février 1873
Letellier de Saint-Just, Luc	15 décembre 1876	16 décembre 1876
Robitaille, Théodore	26 juillet 1879	26 juillet 1879
Masson, Louis-François-Roderick	7 novembre 1884	7 novembre 1884
Angers, Auguste-Réal	24 octobre 1887	29 octobre 1887
Chapleau, Joseph-Adolphe	5 décembre 1892	12 décembre 1892
Jetté, Louis-Amable	20 janvier 1898	1er février 1898
Pelletier, Charles-Alphonse-Pantaléon	4 septembre 1908	15 septembre 1908
Langelier, François	5 mai 1911	6 mai 1911
Leblanc, Pierre-Évariste	9 février 1915	12 février 1915
Fitzpatrick, Charles	21 octobre 1918	23 octobre 1918
Brodeur, Louis-Philippe	31 octobre 1923	31 octobre 1923
Pérodeau, Narcisse	8 janvier 1924	10 janvier 1924
Gouin, Lomer	10 janvier 1929	10 janvier 1929
Carroll, Henry George	2 avril 1929	4 avril 1929
Patenaude, Esioff-Léon	24 avril 1934	3 mai 1934
Fiset, Eugène	30 décembre 1939	30 décembre 1939
Fauteux, Gaspard	1er octobre 1950	3 octobre 1950
Gagnon, Onésime	14 février 1958	14 février 1958
Comtois, Paul	6 octobre 1961	11 octobre 1961
Lapointe, Hugues	22 février 1966	22 février 1966
Côté, Jean-Pierre	20 avril 1978	27 avril 1978
Lamontagne, Gilles	16 février 1984	28 mars 1984

Source: *Gazette officielle du Canada*

Tableau 2

Liste des premiers ministres et date de leur nomination, Québec, 1867-1988

Nom	Parti	Date de nomination
Chauveau, Pierre J.-O.	Conservateur	15 juillet 1867
Ouimet, Gédéon	Conservateur	27 février 1873
Boucher de Boucherville, Charles	Conservateur	22 septembre 1874
Joly, Henri-G.	Libéral	8 mars 1878
Chapleau, J.-Adolphe	Conservateur	31 octobre 1879
Mousseau, J.-Alfred	Conservateur	31 juillet 1882
Ross, John Jones	Conservateur	23 janvier 1884
Taillon, L.-Olivier	Conservateur	25 janvier 1887
Mercier, Honoré	Libéral	29 janvier 1887
Boucher de Boucherville, Charles	Conservateur	21 décembre 1891
Taillon, L.-Olivier	Conservateur	16 décembre 1892
Flynn, Edmund J.	Conservateur	11 mai 1896
Marchand, F.-Gabriel	Libéral	24 mai 1897
Parent, S.-Napoléon	Libéral	3 octobre 1900
Gouin, Lomer	Libéral	23 mars 1905
Taschereau, L.-Alexandre	Libéral	9 juillet 1920
Godbout, Adélard	Libéral	11 juin 1936
Duplessis, Maurice	Union nationale	26 août 1936
Godbout, Adélard	Libéral	8 novembre 1939
Duplessis, Maurice	Union nationale	30 août 1944
Sauvé, Jean-Paul	Union nationale	11 septembre 1959
Barrette, Antonio	Union nationale	8 janvier 1960
Lesage, Jean	Libéral	5 juillet 1960
Johnson, Daniel	Union nationale	16 juin 1966
Bertrand, Jean-Jacques	Union nationale	2 octobre 1968
Bourassa, Robert	Libéral	12 mai 1970
Lévesque, René	Parti québécois	25 novembre 1976
Johnson, Pierre-Marc	Parti québécois	3 octobre 1985
Bourassa, Robert	Parti libéral	12 décembre 1985

Source: Bibliothèque de l'Assemblée nationale.

Tableau 3

Liste des présidents de l'Assemblée nationale[1] et date de leur élection, Québec, 1867-1988

Nom	Date d'élection
Blanchet, Joseph-Godéric	27 décembre 1867
Fortin, Pierre	4 novembre 1875
Beaubien, Louis	10 novembre 1876
Turcotte, Arthur	4 juin 1978
Taillon, Louis-Olivier	8 mars 1882
Wurtele, J.S.C.	27 mars 1884
Marchand, Félix-Gabriel	27 janvier 1887
Leblanc, Pierre-Évariste	26 avril 1892
Tessier, Jules	23 novembre 1897
Rainville, Henri-Benjamin	14 février 1901
Tessier, Auguste	2 mars 1905
Weir, W.A.	25 avril 1905
Roy, Philippe-Honoré	15 janvier 1907
Pelletier, Louis-Philippe	2 mars 1909
Delage, Cyrille-Fraser	9 janvier 1912
Galipeault, Antonin	7 novembre 1916
Francoeur, J. Napoléon	10 décembre 1919
Laferté, Hector	10 janvier 1928
Bouchard, T.-Damien	7 janvier 1930
Dugas, Lucien	24 mars 1936
Sauvé, Jean-Paul	7 octobre 1936
Bissonnette, Bernard	20 février 1940
Bienvenue, Valmore	12 mai 1942
Dumaine, Cyrille	23 février 1943
Taché, Alexandre	7 février 1945
Tellier, Maurice	15 décembre 1955
Cliche, Lucien	20 septembre 1960
Hyde, Richard	9 janvier 1962
Lechasseur, Guy	22 octobre 1965
Paul, Rémi	1er décembre 1966
Lebel, Gérard	22 octobre 1968
Fréchette, Raynald	24 février 1970
Lavoie, Jean-Noël	9 juin 1970
Richard, Clément	14 décembre 1976
Vaillancourt, Claude	11 novembre 1980
Guay, Richard	23 mars 1983
Lorrain, Pierre	16 décembre 1985

1. Avant 1969, ce poste était désigné sous le nom d'orateur de l'Assemblée législative.

Source: Bibliothèque de l'Assemblée nationale.

Tableau 4

Répartition des sièges et des voix aux élections générales, Québec, 1867-1985

Année	Total des sièges	Sièges obtenus					
		Parti libéral	Parti conservateur	Union nationale	Ralliement créditiste	Parti québécois	Autres
				n			
1867[2]	65	13	51	..	..	..	..
1871	65	19	46	..	..	..	..
1875	65	19	43	..	..	..	3
1878	65	31	32	..	..	..	2
1881	65	15	49	..	..	..	1
1886	65	33	26	..	..	..	6
1890	73	43	23	..	..	..	7[3]
1892	73	21	51	..	..	..	1
1897	74	51	23	..	..	..	..
1900	74	67	7	..	..	..	..
1904	74	67	7	..	..	..	..
1908	74	57	14	..	..	..	3
1912	81	63	16	..	..	..	2
1916	81	75	6	..	..	..	..
1919	81	74	5	..	..	..	2
1923	85	64	20	..	..	..	1
1927	85	74	9	..	..	..	2
1931	90	79	11	..	..	..	..
1935	90	47	17	..	..	..	26[4]
1936	90	14	..	76	..	..	..
1939	86	69	..	14	..	..	3
1944	91	37	..	48	..	..	6[5]
1948	92	8	..	82	..	..	2
1952	92	23	..	68	..	..	1
1956	93	20	..	72	..	..	1
1960	95	51	..	43	..	..	1
1962	95	63	..	31	..	..	1
1966	108	50	..	56	..	..	2
1970	108	72	..	17	12	7	..
1973	110	102	..	..	2	6	..
1976	110	26	..	11	1	71	1[6]
1981	122	42	..	..	..	80	..
1985	122	99	..	..	..	23	..

1. Le pourcentage des voix a été calculé en fonction des votes valides.
2. Pas d'élection dans Kamouraska en 1867.
3. Dont cinq députés nationalistes.
4. Dont vingt cinq députés de l'Action libérale nationale.
5. Dont quatre députés du Bloc populaire.
6. Un député du Parti national populaire.

Source: Bibliothèque de l'Assemblée nationale, d'après Pierre Drouilly, *Statistiques électorales du Québec, 1867-1981*.

Année	Voix obtenues[1]					
	Parti libéral	Parti conservateur	Union nationale	Ralliement créditiste	Parti québécois	Autres
	%					
1867[2]	35.5	53.5	...	...	...	11.0
1871	39.4	51.7	...	...	...	8.9
1875	38.8	51.0	...	...	...	10.2
1878	47.5	49.5	...	...	...	3.0
1881	39.0	50.4	...	...	...	10.6
1886	39.6	46.2	...	...	...	14.2
1890	44.5	45.4	...	...	...	10.1
1892	43.7	52.4	...	...	...	3.9
1897	53.3	43.8	...	...	...	2.9
1900	53.1	41.9	...	...	...	5.0
1904	55.4	26.8	...	...	...	17.8
1908	53.5	39.9	...	...	...	6.6
1912	53.5	43.0	...	...	...	3.5
1916	60.6	35.1	...	...	...	4.3
1919	51.9	17.0	...	...	...	31.1
1923	51.5	39.3	...	...	...	9.2
1927	59.3	34.3	...	...	...	6.4
1931	54.9	43.5	...	...	...	1.6
1935	46.5	18.9	...	...	...	34.6
1936	39.4	...	56.9	...	...	3.7
1939	53.5	...	38.6	...	...	7.9
1944	39.4	...	38.0	...	...	22.6
1948	36.2	...	51.2	...	...	12.6
1952	45.8	...	50.5	...	...	3.7
1956	44.9	...	51.8	...	...	3.3
1960	51.4	...	46.6	...	...	2.0
1962	56.4	...	42.2	...	...	1.4
1966	47.3	...	40.8	...	...	11.9
1970	45.4	...	19.6	11.2	23.1	0.7
1973	54.7	...	4.9	9.9	30.2	0.3
1976	33.8	...	18.2	4.6	41.4	2.0
1981	46.0	...	4.0	...	49.3	0.7
1985	56.0	1.0	0.2	...	38.7	4.1

Tableau 5

Statistiques relatives à la tenue des élections générales, Québec, 1867-1985

Année	Date du scrutin	Circonscriptions électorales	Électeurs inscrits	Moyenne d'électeurs par circonscription	Élus sans concurrent	Élus par voie de scrutin	Votes valides	Bulletins rejetés	Bureaux de vote ordinaires
					n				
1867	Août et septembre	65	161 800	2 489	17	48	75 385	...[1]	402
1871	Juin et juillet	65	172 369	2 652	25	40	60 395	...[1]	382
1875	7 juillet	65	185 783	2 858	20	45	86 939	1 149	753
1878	1er mai	65	217 825	3 351	5	60	134 475	1 804	1 252
1881	2 décembre	65	223 215	3 434	17	48	97 590	1 854	980
1886	14 octobre	65	234 844	3 613	6	59	146 850	2 699	1 400
1890	17 juin	73	276 641	3 790	11	62	158 932	2 034	1 806
1892	8 mars	73	290 335	3 977	11	62	174 725	1 771	1 953
1897	11 mai	74	338 800	4 578	2	72	225 179	2 393	2 370
1900	7 décembre	74	350 517	4 736	36	38	103 422	980	1 158
1904	25 novembre	74	381 933	5 161	38	36	113 453	1 013	1 471
1908	8 juin	74	415 801	5 619	6	68	243 869	3 222	2 605
1912	15 mai	81	479 521	5 920	1	80	291 148	3 276	3 087
1916	22 mai	81	486 136	6 002	26	55	208 452	2 767	2 524
1919	23 juin	81	480 120	5 927	45	36	129 636	1 448	1 984
1923	5 février	85	513 224	6 038	8	77	290 649	3 768	3 532
1927	16 mai	85	567 907	6 681	12	73	318 012	2 843	3 816
1931	24 août	90	639 005	7 100	-	90	489 695	4 190	4 653
1935	25 novembre	90	726 551	8 073	3	87	536 361	15 228	4 977
1936	17 août	90	734 025	8 156	-	90	569 325	4 930	5 013
1939	25 octobre	86	753 310	8 759	1	85	563 297	7 334	4 933
1944	8 août	91	1 864 692	20 491	-	91	1 345 518	15 591	8 511
1948	28 juillet	92	2 036 576	22 137	-	92	1 513 825	17 928	9 449
1952	16 juillet	92	2 246 889	24 423	-	92	1 679 272	25 652	10 605
1956	20 juin	93	2 393 350	25 735	-	93	1 845 729	28 779	11 826
1960	22 juin	95	2 608 439	27 454	-		2 096 597	33 512	13 502
1962	14 novembre	95	2 721 933	28 652	-	95	2 136 966	29 509	13 901
1966	5 juin	108	3 222 302	29 836	-	108	2 324 829	45 681	16 277
1970	29 avril	108	3 478 578	32 212	-	108	2 872 970	57 029	17 192
1973	29 octobre	110	3 764 111	34 219	-	110	2 970 978	54 762	19 038
1976	15 novembre	110	4 023 743	36 579	-	110	3 360 506	70 446	19 859
1981	13 avril	122	4 409 276	36 142	-	122	3 600 065	38 510	20 567
1985	2 décembre	122	4 576 600	37 513	-	122	3 411 607	52 625	20 225

1. On ne se servait pas alors de bulletins de vote.

Source: Le Directeur général des élections du Québec, *Rapport des résultats officiels du scrutin du 2 décembre 1985*.

Tableau 6

Résultats de l'élection générale du 2 décembre 1985 par circonscription électorale, Québec

Circonscription électorale	Bulletins valides	Nom	Appartenance politique	Voix obtenues	Majorité
	n			n	
Abitibi-Est	17 748	Raymond Savoie	PLQ	9 202	1 742
Abitibi-Ouest	19 872	François Gendron	PQ	10 859	2 345
Anjou	33 456	Pierre-Marc Johnson[1]	PQ	16 258	354
Argenteuil	26 230	Claude Ryan	PLQ	17 220	9 476
Arthabaska	33 331	Laurier Gardner	PLQ	16 608	2 038
Beauce-Nord	35 917	Jean Audet	PLQ	19 418	4 855
Beauce-Sud	29 632	Robert Dutil	PLQ	19 592	9 974
Beauharnois	32 907	Serge Marcil	PLQ	16 621	2 619
Bellechasse	23 267	Louise Bégin	PLQ	12 754	2 516
Berthier	27 876	Albert Houde	PLQ	17 561	8 232
Bertrand	35 139	Jean-Guy Parent	PQ	17 181	229
Bonaventure	20 784	Gérard D. Lévesque	PLQ	13 701	6 877
Bourassa	26 616	Louise Robic	PLQ	15 727	6 469
Bourget	25 383	Claude Trudel	PLQ	13 272	2 687
Brome-Missisquoi	23 972	Pierre Paradis	PLQ	16 500	10 044
Chambly	29 902	Gérard Latulipe	PLQ	16 330	4 005
Champlain	32 145	Pierre A. Brouillette	PLQ	16 652	2 428
Chapleau	27 300	John Kehoe	PLQ	16 514	6 701
Charlesbourg	35 310	Marc-Yvan Côté	PLQ	22 181	13 261
Charlevoix	24 286	Daniel Bradet	PLQ	14 847	6 039
Châteauguay	37 254	Pierrette Cardinal	PLQ	20 209	4 263
Chauveau	34 087	Rémy Poulin	PLQ	19 850	8 513
Chicoutimi	32 907	Jeanne L. Blackburn	PQ	17 476	3 760
Chomedey	29 759	Lise Bacon	PLQ	21 622	14 800
Crémazie	32 300	André Vallerand	PLQ	16 115	1 555
D'Arcy-McGee	24 930	Herbert Marx	PLQ	22 799	21 672
Deux-Montagnes	30 590	Yolande D. Legault	PLQ	15 892	4 455
Dorion	24 605	Violette Trépanier	PLQ	12 724	2 498
Drummond	34 590	Jean-Guy Saint-Roch	PLQ	16 584	102
Dubuc	25 574	Hubert Desbiens	PQ	14 147	4 171
Duplessis	24 848	Denis Perron	PQ	12 377	274
Fabre	29 449	Jean A. Joly	PLQ	15 130	1 931
Frontenac	28 168	Roger Lefebvre	PLQ	14 606	3 222
Gaspé	24 050	André Beaudin	PLQ	13 880	4 000
Gatineau	20 806	Michel Gratton	PLQ	13 571	7 619
Gouin	23 138	Jacques Rochefort	PQ	11 212	722
Groulx	36 056	Madeleine Bleau	PLQ	17 692	621
Hull	26 804	Gilles Rocheleau	PLQ	16 375	7 434
Huntingdon	22 012	Claude Dubois	PLQ	13 405	6 299
Iberville	33 359	Jacques Tremblay	PLQ	18 353	4 685
Îles-de-la-Madeleine	9 011	Georges Farrah	PLQ	5 048	1 184
Jacques-Cartier	30 171	Joan Dougherty	PLQ	24 245	20 404
Jeanne-Mance	29 571	Michel Bissonnet	PLQ	20 772	13 283
Jean-Talon	31 504	Gil Rémillard	PLQ	18 396	7 656
Johnson	26 453	Carmen Juneau	PQ	13 644	1 672
Joliette	30 258	Guy Chevrette	PQ	15 288	2 175
Jonquière	33 787	Francis Dufour	PQ	17 741	3 611
Kamouraska-Témiscouata	24 469	France Dionne	PLQ	14 043	5 190
Labelle	30 179	Damien Hétu	PLQ	15 197	2 507
L'Acadie	30 489	Thérèse Lavoie-Roux	PLQ	22 572	15 956
Lac-Saint-Jean	31 064	Jacques Brassard	PQ	17 028	4 263
Lafontaine	38 798	Jean-Claude Gobé	PLQ	19 577	1 855
La Peltrie	35 438	Lawrence Cannon	PLQ	19 819	6 357
Laporte	24 632	André Bourbeau	PLQ	18 925	9 959
Laprairie	41 024	Jean-Pierre Saintonge	PLQ	24 633	9 968
L'Assomption	37 265	Jean-Guy Gervais	PLQ	15 627	216
Laurier	24 382	Christos Sirros	PLQ	16 044	10 078
Laval-des-Rapides	29 244	Guy Bélanger	PLQ	15 223	2 111
Laviolette	26 867	Jean-Pierre Jolivet	PQ	15 134	3 401

Tableau 6 (suite)

Résultats de l'élection générale du 2 décembre 1985 par circonscription électorale, Québec

Circonscription électorale	Bulletins valides	Nom	Appartenance politique	Voix obtenues	Majorité
	n			n	
Lévis	41 800	Jean Garon	PQ	20 520	1 474
Limoilou	27 788	Michel Després	PLQ	16 822	8 483
Lotbinière	23 136	Lewis Camden	PLQ	12 382	1 945
Louis-Hébert	32 587	Rejean Doyon	PLQ	16 913	4 634
Maisonneuve	23 907	Louise Harel	PQ	12 373	2 088
Marguerite-Bourgeoys	26 511	Gilles Fortin	PLQ	19 469	13 350
Marie-Victorin	26 319	Cécile Vermette	PQ	12 568	335
Marquette	22 071	Claude Dauphin	PLQ	13 356	5 521
Maskinongé	28 610	Yvon Picotte	PLQ	17 599	7 755
Matane	22 155	Claire-Hélène Hovington	PLQ	11 830	2 055
Matapédia	21 571	Henri Paradis	PLQ	11 473	2 096
Mégantic-Compton	21 628	Madeleine Bélanger	PLQ	12 865	4 787
Mercier	25 602	Gérald Godin	PQ	12 062	1 102
Mille-Îles	29 868	Jean-Pierre Bélisle	PLQ	16 189	3 547
Montmagny-L'Islet	23 945	Réal Gauvin	PLQ	14 492	6 349
Montmorency	35 565	Yves Séguin	PLQ	21 115	9 942
Mont-Royal	22 565	John Ciaccia	PLQ	17 865	14 638
Nelligan	31 972	Clifford Lincoln	PLQ	24 112	18 173
Nicolet	26 801	Maurice Richard	PLQ	15 816	5 395
Notre-Dame-de-Grâce	27 012	Reed Scowen[2]	PLQ	21 024	17 726
Orford	28 051	Georges Vaillancourt	PLQ	16 672	6 765
Outremont	23 806	Pierre-C. Fortier	PLQ	12 720	3 702
Papineau	21 254	Mark Assad	PLQ	12 452	4 382
Pontiac	19 267	Robert Middlemiss	PLQ	13 888	10 265
Portneuf	26 635	Michel Pagé	PLQ	18 406	11 219
Prévost	29 419	Paul-André Forget	PLQ	15 618	2 659
Richelieu	30 810	Albert Khelfa	PLQ	16 373	3 047
Richmond	19 364	Yvon Vallières	PLQ	12 356	5 532
Rimouski	30 986	Michel Tremblay	PLQ	15 116	284
Rivière-du-Loup	21 923	Albert Côté	PLQ	11 690	2 304
Robert-Baldwin	33 574	Pierre MacDonald	PLQ	27 041	22 368
Roberval	31 697	Michel Gauthier[3]	PQ	16 684	2 035
Rosemont	28 131	Guy Rivard	PLQ	14 810	3 065
Rousseau	31 400	Robert Thérien	PLQ	17 314	4 115
Rouyn-Noranda—Témiscamingue	23 861	Gilles Baril	PLQ	11 826	1 385
Saguenay	23 306	Ghislain Maltais	PLQ	11 270	161
Sainte-Anne	20 625	Maximilien Polak	PLQ	12 565	5 666
Saint-François	28 913	Monique Gagnon-Tremblay	PLQ	15 571	3 611
Saint-Henri	25 820	Roma Hains	PLQ	14 647	4 736
Saint-Hyacinthe	31 558	Charles Messier	PLQ	15 382	523
Saint-Jacques	21 927	André Boulerice	PQ	10 659	1 864
Saint-Jean	33 963	Pierre Lorrain	PLQ	19 589	7 451
Saint-Laurent	30 282	Germain Leduc[4]	PLQ	22 474	16 367
Saint-Louis	20 440	Jacques Chagnon	PLQ	9 903	5 162
Sainte-Marie	18 829	Michel Laporte	PLQ	8 855	455
Saint-Maurice	27 058	Yvon Lemire	PLQ	14 802	3 540
Sauvé	25 648	Marcel Parent	PLQ	15 677	6 756
Shefford	33 225	Roger Paré	PQ	16 460	611
Sherbrooke	28 724	André J. Hamel	PLQ	14 163	648
Taillon	30 021	Claude Filion	PQ	15 154	1 963
Taschereau	21 528	Jean Leclerc	PLQ	11 584	3 489
Terrebonne	32 744	Yves Blais	PQ	18 555	5 678
Trois-Rivières	29 164	Paul Philibert	PLQ	17 258	6 365
Ungava	12 374	Christian Claveau	PQ	6 414	917
Vachon	32 364	Christiane Pelchat	PLQ	16 011	842
Vanier	30 365	Jean-Guy Lemieux	PLQ	16 668	4 797

Tableau 6 (suite)

Résultats de l'élection générale du 2 décembre 1985 par circonscription électorale, Québec

Circonscription électorale	Bulletins valides	Nom	Appartenance politique	Voix obtenues	Majorité
	n			n	
Vaudreuil-Soulanges	36 419	Daniel Johnson	PLQ	23 440	11 566
Verchères	33 996	Jean-Pierre Charbonneau	PQ	16 679	846
Verdun	23 122	Paul Gobeil	PLQ	14 860	7 954
Viau	25 840	William Cusano	PLQ	17 086	9 658
Viger	29 378	Cosmo Maciocia	PLQ	20 060	12 106
Vimont	32 294	Jean-Paul Théorêt	PLQ	16 169	1 409
Westmount	24 113	Richard French	PLQ	18 458	15 083

1. A démissionné le 10 novembre 1987.
2. A démissionné le 17 juin 1987.
3. A démissionné le 22 décembre 1987.
4. A démissionné le 12 décembre 1985.

Source: Le Directeur général des élections du Québec, *Rapport des résultats du scrutin du 2 décembre 1985*.

Tableau 7

Résultats des élections partielles depuis 1985, Québec

Circonscription électorale	Date	Bulletins valides	Nom	Appartenance politique	Voix obtenues	Majorité
		n			n	
Saint-Laurent	20 janvier 1986	19 372	Robert Bourassa	PLQ	16 020	14 319
Notre-Dame-de-Grâce	14 septembre 1987	13 898	Harold P. Thuringer	PLQ	8 622	5 074
Anjou	20 juin 1988	21 575	René-Serge Larouche	PLQ	10 806	1 143
Roberval	20 juin 1988	26 045	Gaston Blackburn	PLQ	16 152	6 796

Source: Le Directeur général des élections du Québec, *Rapport officiel des élections partielles*.

Tableau 8

Liste des membres du Conseil des ministres et de leurs fonctions, Québec, 23 juin 1988

Titulaire	Fonctions
Bourassa, Robert	Premier ministre
Bacon, Lise	Vice-première ministre, ministre des Affaires culturelles
Bourbeau, André	Ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu
Ciaccia, John	Ministre de l'Énergie et des Ressources
Côté, Albert	Ministre délégué aux Forêts
Côté, Marc-Yvan	Ministre des Transports, ministre responsable du Développement régional
Dutil, Robert	Ministre délégué à la Famille, à la Santé et aux Services sociaux
Fortier, Pierre	Ministre délégué aux Finances et à la Privatisation
French, Richard	Ministre des Communications, ministre délégué à la Technologie
Gagnon-Tremblay, Monique	Ministre déléguée à la Condition féminine
Gobeil, Paul	Ministre des Affaires internationales
Gratton, Michel	Ministre du Tourisme, ministre délégué à la Réforme électorale, leader du Gouvernement
Johnson, Daniel	Ministre délégué à l'Administration, Président du Conseil du trésor
Lavoie-Roux, Thérèse	Ministre de la Santé et des Services sociaux
Lévesque, Gérard D.	Ministre des Finances
Lincoln, Clifford	Ministre de l'Environnement
Macdonald, Pierre	Ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie
Marx, Herbert	Ministre de la Sécurité publique, ministre responsable de la Protection du consommateur
Page, Michel	Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
Paradis, Pierre	Ministre des Affaires municipales
Picotte, Yvon	Ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, ministre délégué aux Pêcheries
Remillard, Gil	Ministre de la Justice, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes
Rivard, Guy	Ministre délégué aux Affaires culturelles
Robic, Louise	Ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration
Rocheleau, Gilles	Ministre des Approvisionnements et Services
Ryan, Claude	Ministre de l'Éducation, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science
Savoie, Raymond	Ministre délégué aux Mines et aux Affaires autochtones
Séguin, Yves	Ministre du Revenu, ministre du Travail
Vallerand, André	Ministre délégué aux Affaires internationales

Source: Bibliothèque de l'Assemblée nationale.

Tableau 9

Liste des commissions parlementaires

Commission	Champ de compétence
Des institutions	Présidence du Conseil exécutif, justice, relations intergouvernementales, constitution et protection du consommateur
Du budget et de l'administration	Finances, budget, comptes publics, administration du gouvernement, fonction publique, privatisation, services et approvisionnement
Des affaires sociales	Famille, santé, services sociaux et communautaires, condition féminine, relations avec les citoyens, main-d'oeuvre et sécurité du revenu
De l'économie et du travail	Industrie, commerce, tourisme, travail, technologie, énergie et ressources
De l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation	Agriculture, pêcheries et alimentation
De l'aménagement et des équipements	Collectivités locales, aménagement, transport, travaux publics, environnement, loisirs, chasse et pêche, et habitation
De l'éducation	Éducation, science et formation professionnelle
De la culture	Culture, communications, communautés culturelles et immigration

Source: Règles de procédure.

Tableau 10

Liste des organismes gouvernementaux par ordre alphabétique, Québec, 29 février 1988

Organisme gouvernemental	Disposition habilitante	Année de création	Nature[1]
Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse	D. 749-84	1984	Office
Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche	L.R.Q., A-7.1	1983	Société administrative
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	L.R.Q., Q-2	1978	Commission
Bureau d'examinateurs des mesureurs de bois	L.R.Q., M-12.1	1985	Commission
Bureau de la protection civile du Québec (et Fonds de secours aux personnes sinistrées)	L.R.Q., P-38.1	1951	Office
Bureau de révision de l'évaluation foncière du Québec	L.R.Q., F-2.1	1979	Tribunal administratif
Caisse de dépôt et placement du Québec	L.R.Q., C-2	1965	Société d'État
Centre de recherche industrielle du Québec	L.R.Q., C-8	1969	Société administrative
Centre québécois de recherche sur les applications pédagogiques de l'ordinateur	L.R.Q., D-9.1 D. 865-85	1985	Office
Centre québécois de valorisation de la biomasse	L.R.Q., D-9.1 D. 864-85	1985	Office
Centre québécois pour l'informatisation de la production	L.R.Q., D-9.1 D. 1349-84	1984	Office
Comité d'accréditation des associations d'élèves ou d'étudiants	L.R.Q., A-3.01	1983	Régie
Comité d'évaluation (qualité de l'environnement de la Baie James)	L.R.Q., Q-2	1978	Commission
Comité d'examen (qualité de l'environnement de la Baie James)	L.R.Q., Q-2	1978	Commission
Comité de discipline (Loi sur les huissiers)	L.R.Q., H-4	1982	Tribunal administratif
Comité de la protection de la jeunesse	L.R.Q., P-34.1	1977	Commission
Comité de révision de l'aide juridique	L.R.Q., A-14	1972	Tribunal administratif
Comités de révision (Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec)	L.R.Q., A-29	1970	Commission
Commissaire de la construction	L.R.Q., R-20	1964	Tribunal administratif
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	L.R.Q., R-10	1973	Société administrative
Commission consultative de l'enseignement privé	L.R.Q., E-9	1968	Conseil
Commission d'accès à l'information	L.R.Q., A-2.1	1982	Tribunal administratif
Commission d'appel de francisation des entreprises	L.R.Q., C-11	1977	Tribunal administratif
Commission d'appel en matière de lésions professionnelles	L.R.Q., A-3.001	1985	Tribunal administratif
Commission d'appel pour les autochtones du Québec	L.R.Q., A-33.1	1978	Tribunal administratif
Commission d'appel sur la langue d'enseignement	L.R.Q., C-11	1977	Tribunal administratif
Commission d'examen (soins psychiatriques)	Art. 547, C. Crim.	1968	Commission
Commission de la construction du Québec	L.Q., 1986, C-89	1971	Régie
Commission de la fonction publique	L.R.Q., F-3.1.1	1943	Tribunal administratif
Commission de la qualité de l'environnement Kativik	L.R.Q., Q-2	1978	Commission
Commission de la représentation	L.R.Q., R-24.1	1971, 1979	Régie
Commission de la santé et de la sécurité du travail	L.R.Q., S-2.1	1941, 1979	Société administrative
Commission de police du Québec	L.R.Q., P-13	1968	Régie
Commission de protection de la langue française	L.R.Q., C-11	1977	Commission
Commission de protection du territoire agricole du Québec	L.R.Q., P-41.1	1978	Régie
Commission de reconnaissance des associations d'artistes	L.Q. 1987, C-72	1987	Régie
Commission de toponymie	L.R.Q., C-11	1920, 1977	Régie
Commission des affaires sociales	L.R.Q., C-34	1970	Tribunal administratif
Commission des biens culturels du Québec	L.R.Q., B-4	1972	Conseil
Commission des droits de la personne	L.R.Q., C-12	1975	Commission
Commission des normes du travail	L.R.Q., N-1.1	1941, 1979	Régie
Commission des services juridiques	L.R.Q., A-14	1972	Office
Commission des transports du Québec	L.R.Q., T-12	1949, 1972	Régie
Commission des valeurs mobilières du Québec	L.R.Q., V-1.1	1955	Régie
Commission municipale du Québec	L.R.Q., C-35	1932	Tribunal administratif
Commission québécoise des libérations conditionnelles	L.R.Q., L-1.1	1978	Tribunal administratif
Conseil consultatif de l'environnement	L.R.Q., Q-2	1972	Conseil
Conseil consultatif de la lecture et du livre	L.R.Q., D-8.1	1965, 1979	Conseil
Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	L.R.Q., C-55	1968	Conseil
Conseil consultatif sur les législations électorales	L.R.Q., E-3.1	1984	Conseil
Conseil d'arbitrage (Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec)	L.R.Q., A-29	1970	Commission
Conseil d'arbitrage sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'oeuvre	L.R.Q., F-5	1969	Commission
Conseil d'évaluation des technologies de la santé	D. 88-88	1988	Office
Conseil de la langue française	L.R.Q., C-11	1977	Conseil

Tableau 10 (suite)

Liste des organismes gouvernementaux par ordre alphabétique, Québec, 29 février 1988

Organisme gouvernemental	Disposition habilitante	Annee de création	Nature[1]
Conseil de la magistrature	L.R.Q., T-16	1978	Commission
Conseil de la recherche et du developpement en transport	L.R.Q., T-12	1972	Conseil
Conseil de la science et de la technologie	L.R.Q., D-9.1	1983	Conseil
Conseil des affaires sociales et de la famille	L.R.Q., C-57	1964, 1970	Conseil
Conseil des colleges	L.R.Q., C-57.1	1979	Conseil
Conseil des communautés culturelles et de l'immigration	L.R.Q., M-57.2	1984	Conseil
Conseil des services essentiels	L.R.Q., C-27	1982	Commission
Conseil des universités	L.R.Q., C-58	1968	Conseil
Conseil du referendum	L.R.Q., C-64.1	1978	Tribunal administratif
Conseil du statut de la femme	L.R.Q., C-59	1973	Conseil
Conseil permanent de la jeunesse	L.Q., 1987, C-58	1987	Conseil
Conseil quebecois de la recherche sociale	L.R.Q., M-19.2	1974	Office
	AC 2207-79		
Conseil superieur de l'education	L.R.Q., C-60	1964	Conseil
Corporation d'hebergement du Quebec	Lettres patentes 74-09-12	1974	Societe administrative
Curateur public (et comite de placement)	L.R.Q., C-80	1945	Societe administrative
Directeur general des elections	L.R.Q., E-3.1	1945	Regie
Fondation pour la conservation et la mise en valeur de la faune et de son habitat	L.R.Q., C-61.1	1983	Societe administrative
Fonds d'aide aux recours collectifs	L.R.Q., R-2.1	1978	Office
Fonds d'assurance prets agricoles et forestiers (O.C.A.)	L.R.Q., A-29.1	1978	Societe administrative
	C-75		
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier	L.R.Q., C-73	1985	Office
Fonds de la recherche en sante du Quebec	L.R.Q., D-9.1	1983	Office
Fonds pour la formation de chercheurs et l'aide à la recherche	L.R.Q., D-9.1	1983	Office
Hydro Quebec	L.R.Q., H-5	1944	Societe d'Etat
Inspecteur general des Institutions financieres	L.R.Q., I-11.1	1982	Regie
Institut de recherche en sante et en securite du travail	L.R.Q., S-2.1	1980	Office
	Lettres patentes 80-12-22		
Institut de recherche et d'information sur la remuneration	L.Q., 1985, C-12	1985	Office
Institut quebecois de recherche sur la culture	L.R.Q., I-13.2	1979	Office
Institut quebecois du cinema	L.R.Q., C-18.1	1983	Office
La maison de la musique de Montreal	Lettres patentes 83-12-22	1983	Societe administrative
Musee d'Art contemporain de Montreal	L.R.Q., M-44	1983	Societe administrative
Musee de la Civilisation	L.R.Q., M-44	1984	Societe administrative
Musee des Beaux Arts de Montreal	L.R.Q., M-42	1972	Societe administrative
Musee du Quebec	L.R.Q., M-44	1983	Societe administrative
Office de la langue française	L.R.Q., C-11	1977	Regie
Office de la protection du consommateur	L.R.Q., P-40.1	1972	Regie
Office de la securite du revenu des chasseurs et piegeurs cris	L.R.Q., S-3.2	1979	Office
Office de planification et de developpement du Quebec	L.R.Q., O-3	1966	Office
Office des autoroutes du Quebec	L.R.Q., A-34	1961	Societe administrative
Office des personnes handicapees du Quebec	L.R.Q., E-20.1	1978	Office
Office des professions du Quebec	L.R.Q., C-26	1973	Regie
Office des ressources humaines	L.R.Q., F-3.1.1	1983	Office
Office des services de garde a l'enfance	L.R.Q., S-4.1	1979	Regie
Office du credit agricole du Quebec	L.R.Q., C-75	1936	Societe administrative
Office franco-quebecois pour la jeunesse	L.R.Q., O-5	1968	Office
Opera de Montreal	Lettres patentes 80-01-30	1980	Societe administrative
Protecteur du citoyen	L.R.Q., P-32	1968	Commission
Regie de l'assurance-automobile du Quebec	L.R.Q., R-4	1977	Societe administrative
Regie de l'assurance-dépôts du Quebec	L.R.Q., A-26	1967	Societe administrative
Regie de l'assurance-maladie du Quebec (et fonds d'assurance-maladie)	L.R.Q., R-5	1969	Societe administrative
Regie de l'electricite et du gaz	L.R.Q., R-6	1958, 1964	Regie
Regie de la securite dans les sports	L.R.Q., S-3.1	1979	Regie
Regie des assurances agricoles du Quebec	L.R.Q., A-30	1967, 1974	Societe administrative

Tableau 10 (suite)

Liste des organismes gouvernementaux par ordre alphabétique, Québec, 29 février 1988

Organisme gouvernemental	Disposition habilitante	Année de création	Nature[1]
Régie des entreprises de construction du Québec	L.R.Q., Q-1	1975	Régie
Régie des installations olympiques	L.R.Q., R-7	1975	Société administrative
Régie des loteries et courses du Québec	L.R.Q., L-6	1969	Régie
Régie des marchés agricoles du Québec	L.R.Q., M-35	1962, 1974	Régie
Régie des permis d'alcool du Québec	L.R.Q., P-9.1	1971	Régie
Régie des rentes du Québec	L.R.Q., R-9	1965	Société administrative
Régie des services publics	L.R.Q., R-8	1949, 1964	Régie
Régie du cinéma	L.R.Q., C-18.1	1912, 1983	Régie
Régie du logement	L.R.Q., R-8.1	1951, 1979	Régie
Secrétariat permanent des peuples francophones	Lettres patentes 79-10-09	1979	Office
Sidbec	L.R.Q., E-14	1964	Société d'État
Société d'aménagement de l'Outaouais	L.R.Q., C-37.1	1969	Société administrative
Société d'exploitation des ressources éducatives du Québec	Lettres patentes 83-10-26	1983	Société administrative
Société d'habitation du Québec	L.R.Q., S-8	1967	Société administrative
Société d'investissement Jeunesse	L.Q., 1986, C-88	1986	Société administrative
Société de développement de la Baie James	L.R.Q., D-8	1971	Société d'État
Société de développement des coopératives	L.R.Q., S-10.001	1984	Société administrative
Société de développement des industries de la culture et des communications	L.R.Q., S-10.01	1978	Société administrative
Société de développement industriel du Québec	L.R.Q., S-11.01	1971	Société administrative
Société de la Place des Arts de Montréal	L.R.Q., S-12.1	1964	Société administrative
Société de radio-télévision du Québec	L.R.Q., S-11.1	1968	Société administrative
Société de récupération, d'exploitation et de développement forestier du Québec	L.R.Q., S-12	1969	Société d'État
Société des alcools du Québec	L.R.Q., S-13	1921, 1971	Société d'État
Société des établissements de plein air du Québec	L.R.Q., S-13.01	1984	Société d'État
Société des loteries et courses du Québec	L.R.Q., S-13.1	1969	Société d'État
Société des traversiers du Québec	L.R.Q., S-14	1971	Société administrative
Société du Grand Théâtre de Québec	L.R.Q., S-14.01	1970	Société administrative
Société du Palais des congrès de Montréal	L.R.Q., S-14.1	1981	Société administrative
Société du parc industriel du centre du Québec	L.R.Q., S-15	1968	Société administrative
Société du parc industriel et commercial aéroportuaire de Mirabel	L.R.Q., S-16	1976	Société administrative
Société du port ferroviaire de Baie-Comeau—Hauterive	L.Q., 1975, C-48	1975	Société administrative
Société Eeyou de la Baie James	L.Q., 1987, C-24	1987	Société administrative
Société générale de financement du Québec	L.R.Q., S-17	1962	Société d'État
Société générale du cinéma du Québec	L.R.Q., C-18.1	1983	Société administrative
Société immobilière du Québec	L.R.Q., S-17.1	1983	Société administrative
Société Inter-Port de Québec	L.R.Q., S-18	1974	Société administrative
Société nationale de l'amiante	L.R.Q., S-18.2	1978	Société d'État
Société Parc-Auto du Québec Métropolitain	Lettres patentes 71-07-28	1971	Société administrative
Société québécoise d'assainissement des eaux	L.R.Q., S-18.21	1980	Société administrative
Société québécoise d'exploration minière	L.R.Q., S-19	1965	Société d'État
Société québécoise d'information juridique	L.R.Q., S-20	1975	Société administrative
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	L.R.Q., S-21 L.Q., 1987, C-20	1975	Société d'État
Société québécoise d'initiatives pétrolières	L.R.Q., S-22	1969	Société d'État
Société québécoise des transports	L.R.Q., S-22.1	1983	Société d'État
Tribunal des professions	L.R.Q., C-26	1973	Tribunal administratif
Tribunal du travail	L.R.Q., C-27	1969	Tribunal administratif
Vérificateur général	L.R.Q., A-6	1868, 1970	Commision

Légende: A.C.: Arrêté-en-conseil; C.crim.: Code criminel; D.: Décret gouvernemental; L.Q.: Lois du Québec; L.R.Q.: Lois refondues du Québec.

1. Déterminée d'après la typologie du Secrétariat à la réforme administrative et aux emplois supérieurs.

Source: Bibliothèque de l'Assemblée nationale.

La situation démographique du Québec en 1985 et 1986

par Louis Duchesne*

Les données démographiques présentées dans ce chapitre se rapportent particulièrement aux années 1985 et 1986, mais, afin d'aider le lecteur à mieux interpréter les tendances, plusieurs tableaux et des figures fournissent aussi des informations remontant jusqu'aux années 70. Certaines données provisoires pour 1987 sont également présentées.

Il est d'abord question de l'évolution de la population totale et de sa structure par âge, puis des principaux phénomènes démographiques, soit la mortalité, la fécondité, la nuptialité et la mobilité. Dans quelques cas, une comparaison est faite avec d'autres pays.

Le principal changement survenu au cours des années 1985 et 1986 est observé dans le domaine migratoire: la migration nette, qui était négative, affiche maintenant un solde positif. Un recensement de la population a eu lieu le 3 juin 1986 et une bonne partie des résultats sont maintenant disponibles.

L'évolution de la population totale et sa structure par âge

La croissance de la population entre le recensement de 1981 et celui de 1986 est assez faible, soit de 1,6%: le 3 juin 1986, 6 540 276 Québécois sont recensés, en regard de 6 438 405 le 3 juin 1981. Pendant la même période, la population du Canada croît de 4,2% et celle de l'Ontario, de 5,7%. Au Québec et en Ontario, l'augmentation est respectivement de 101 900 et de 488 400 personnes. En raison de la plus faible croissance de sa population, le Québec connaît une diminution continue de son poids démographique à l'intérieur du Canada: en 1986, ce dernier est de 25,8%, alors qu'il était de 26,4% en 1981 et de 27,9% en 1971.

Il est à noter cependant que le recensement de 1986 est un peu moins exhaustif que celui de 1981. On estime en effet qu'environ 206 000 Québécois n'ont pas été recensés. Le taux de sous-dénombrement est plus élevé en 1986 (3,1%) qu'en 1981 (1,9%). En 1986, ce taux est de 3,4% pour l'Ontario et de 3,2% pour l'ensemble du Canada.

---

* De la Direction des statistiques sur la population et les ménages du Bureau de la statistique du Québec.

La croissance de la population est le résultat de quatre mouvements démographiques: les naissances et les décès, qui forment le mouvement naturel, ainsi que les entrées et les sorties (internationales et interprovinciales), qui forment le mouvement migratoire.

En 1986, on enregistre 84 579 naissances et 46 964 décès, en regard de 86 008 naissances et de 45 662 décès en 1985. Les chiffres de 1987 sont de 83 600 naissances et 47 626 décès. Le taux de natalité est de 12,9‰ en 1986 et le taux de mortalité, de 7,2‰. Le Québec, qui compte 25,8% de la population canadienne, n'enregistre plus que 22,7% des naissances: la poursuite de la baisse de la proportion du Québec dans le Canada est donc inscrite à la source principale de renouvellement de la population québécoise. Le nombre de naissances de l'Ontario, qui est de 133 882, dépasse de 58% celui du Québec.

L'accroissement naturel, qu'on obtient en soustrayant le nombre de décès du nombre de naissances, est de 35 974 en 1987, comparativement à 37 615 en 1986 et 40 346 en 1985. En 1971, il était de 52 551.

La migration nette est estimée pour les années censitaires, c'est-à-dire pour les périodes du 1er juin au 31 mai. En 1985-86, pour la première fois depuis des années, elle est positive, de 4 116; elle devient plus importante encore en 1986-87, avec 15 243. Le solde migratoire, qui a été négatif pendant une longue période, s'est donc grandement amélioré. Il y a une dizaine d'années, en 1977-78, il avait même atteint -40 109.

L'accroissement annuel total de la population est de 42 100 individus en 1986 et de 49 300 en 1987, ce qui correspond à des taux de 6,4‰ et 7,5‰, respectivement. Le fait que le solde migratoire soit positif explique en partie la plus forte croissance démographique de 1986, en regard des années précédentes. Il est à noter que la mesure de l'accroissement total est ici obtenue non pas en additionnant l'accroissement naturel et l'accroissement migratoire, mais plutôt en soustrayant de l'estimation de la population d'une année donnée, au 1er janvier, l'estimation de l'année précédente, à pareille date.

La baisse du nombre de naissances ressort très bien à la base de la pyramide des âges de 1986 (voir figure 1). Les générations récentes sont beaucoup moins nombreuses que celles du « baby boom » . On peut déceler la légère baisse de la fécondité des années 30. Chez les générations plus âgées, les femmes sont beaucoup plus nombreuses que les hommes puisqu'elles vivent plus longtemps. La pyramide, qui nous renseigne sur le passé et le présent, permet aussi d'éclairer le futur: ainsi, on voit que le nombre de jeunes femmes qui arriveraient aux principaux âges de procréation diminuera considérablement, ce qui entraînera inévitablement une chute du nombre de naissances, à moins d'une forte remontée de la fécondité. L'arrivée de générations plus nombreuses aux âges avancés amènera par ailleurs un vieillissement de la pyramide « par le haut » .

La structure par âge de la population est ramenée à trois groupes: les jeunes de 0-14 ans, les personnes d'âge actif de 15-64 ans et les personnes âgées de 65 ans et plus. En 1986, 20,5% des Québécois sont âgés de 0 à 14 ans; 69,5% ont entre 15 et 65 ans et 10,0% ont 65 ans ou plus. En 1981, les proportions sont respectivement de 21,7%, de 69,5% et de 8,8%.

L'âge médian (qui sépare la population en deux) est de 32,0 ans en 1986, comparativement à 29,6 ans en 1981. En 1966, la moitié des Québécois avaient moins de 24,0 ans. L'augmentation est donc très forte. Les femmes forment une population plus âgée que celle des hommes: en 1986, leur âge médian est de 33,0 ans, en regard de 31,1 ans chez les hommes. Si l'on considère tous les groupes d'âge, les femmes constituent une faible majorité de la population, soit 51,0%. Cependant, chez les jeunes, les garçons, qui sont plus nombreux à la naissance, sont majoritaires. Avec l'âge, à cause de la surmortalité masculine, la proportion de femmes augmente considérablement et chez les 90 ans et plus, on compte 2,6 fois plus de femmes que d'hommes.

Le rapport de dépendance mesure le poids relatif des jeunes et des vieux par rapport à la population d'âge actif: il est de 0,44 en 1986, comme en 1981, mais il était de 0,57 en 1971 et de 0,70 en 1961. Sur le plan socio-économique, la « charge » des personnes d'âge actif est donc beaucoup plus faible que celle d'il y a quelques années, et cela, en raison du moins grand nombre d'enfants.

La mortalité

D'après les conditions de mortalité de 1986, la vie moyenne, ou espérance de vie à la naissance, est de 72,12 ans pour les hommes et de 79,53 ans pour les femmes; il y a donc un écart de 7,4 années entre les deux sexes. Bien que cet écart se soit légèrement réduit avec le temps, l'inégalité reste très forte. L'espérance de vie des Québécois, même si elle est une des plus élevées du monde, reste plus faible que celle de l'ensemble du Canada. Ce sont les Japonais qui ont l'espérance de vie la plus longue, soit 74,9 ans pour les hommes et 80,6 ans pour les femmes.

La mortalité infantile (la proportion d'enfants qui meurent avant leur premier anniversaire) a chuté de moitié depuis une douzaine d'années, pour atteindre 7,1‰ en 1986. Le taux le plus faible du monde est celui de l'Islande, avec 5,7‰. De tous les bébés qui meurent pendant leur première année, les garçons sont plus nombreux. En 1986, le taux de mortalité infantile est de 8,0‰ chez ces derniers, comparativement à 6,3‰ chez les filles, soit de 27% supérieur. Cela signifie donc que ce ne sont pas seulement des facteurs sociaux qui interviennent dans la surmortalité masculine.

Dans la table de mortalité de 1986, la surmortalité masculine ressort clairement. Les quotients expriment la probabilité, pour un individu, de décéder au cours des cinq années qui suivent un anniversaire donné. À la naissance et au premier anniversaire, néanmoins, il s'agit de la probabilité de décéder soit pendant la première année, soit dans les quatre années suivantes. Chez les jeunes adultes, à 20 ans par exemple, la probabilité de décéder des hommes est de 4,1 fois supérieure à celle des femmes. Cela s'explique par le fait que les morts accidentelles sont beaucoup plus nombreuses chez les jeunes hommes. Le taux de mortalité est très faible chez les jeunes enfants, mais il augmente régulièrement avec l'âge.

La répartition des décès selon les principaux regroupements de causes indique que les principales causes de décès sont les maladies de l'appareil circulatoire, les tumeurs, les traumatismes et les empoisonnements. En 1986, les maladies de l'appareil circulatoire ont causé la mort de 19 461 Québécois, ce qui représente 40% des décès chez les hommes et 44% chez les femmes. Les tumeurs sont la cause de 12 941 décès, soit 28% des décès chez les hommes et 27% chez les femmes. Les traumatismes et les empoisonnements sont au nombre de 2 692 chez les hommes (10% des décès) et de 1 214 chez les femmes (6% des décès). Les maladies de l'appareil respiratoire causent 3 602 décès et celles de l'appareil digestif, 1 614.

La mortalité due aux maladies de l'appareil circulatoire, en particulier les cardiopathies ischémiques, a diminué depuis quelques années, mais la mortalité par cancer du poumon a augmenté, surtout chez les femmes. En 1986, le cancer du poumon, associé en bonne partie à l'usage du tabac, a entraîné 3 467 décès. Les deux principales causes de mort violente sont les accidents de la circulation (976 décès) et les suicides (1 147 décès). Dans le premier cas, on observe une diminution de décès depuis quelques années, tandis que dans le deuxième, on assiste à une augmentation.

La fécondité

Pour 1985 et 1986, l'indice synthétique de fécondité, ou nombre moyen d'enfants par femme (1,42 et 1,40 respectivement), est très bas, en raison du faible nombre de naissances au cours de ces années. De 3,8 en 1961, le nombre moyen d'enfants par femme a chuté à 2,0 en 1971, puis à 1,6 en 1981, pour se retrouver à 1,4 en 1986. L'indice provisoire pour 1987 est de 1,41 enfant par femme. Depuis 1970, l'indice est inférieur au seuil théorique de remplacement des générations, qui est de 2,1 enfants par femme. Le renouvellement d'une population exige que le nombre de filles nées une année donnée soit identique au nombre moyen de femmes aux âges de maternité. En 1986, ces effectifs sont respectivement de 41 389 et de 60 600. L'effectif de la génération fille est donc de 32% inférieur à celui de la génération mère.

L'indice synthétique de la fécondité du Québec (1,40 enfant par femme) est l'un des plus faibles au monde; seuls les indices de l'Allemagne (1,36 enfant) et de l'Italie (1,35 enfant) sont inférieurs. L'indice pour l'ensemble du Canada est de 1,67 en 1986 et celui de l'Ontario, de 1,69. La fécondité est faible dans la plupart des pays européens et, ces dernières années, certains pays du sud de l'Europe ont rejoint les pays à fécondité restreinte: l'indice de fécondité du Portugal par exemple est passé de 2,1 enfants, en 1982, à 1,6 en 1986.

L'âge moyen à la maternité, qui est de 27,5 ans en 1986, comme en 1985, est assez stable depuis 1976. En 1961, il était plus élevé (28,9 ans), mais il a baissé de façon régulière jusqu'en 1976 (27,3 ans). Les femmes qui ont accouché en 1986 sont donc nées en moyenne en 1958, année où l'on avait enregistré 143 710 naissances, en regard de 84 579 en 1986.

Le taux de fécondité est très faible chez les adolescentes (de 15-19 ans); depuis 1981, il est d'environ 15‰, soit moins de la moitié de ce qu'il était en 1961 (32‰). Chez les femmes de 20-24 ans, le taux de 1986, soit 70‰, correspond à peu près au tiers de celui de 1961, qui était de 203‰. Chez les femmes de 25-29 ans, le taux a baissé de moitié depuis 1961, pour atteindre 114‰ en 1986. Dans certains pays, on a observé ces dernières années une légère augmentation de la fécondité après 30 ans. Ce n'est pas le cas au Québec, où les taux observés en 1986, soit 60‰ chez les 30-34 ans et 17‰ chez les 35-39 ans, sont les plus faibles de notre histoire (sauf celui de 16‰ en 1983 chez les femmes de 35-39 ans). Chez les femmes de 40-44 ans, et encore plus chez celles de 45-49 ans, le taux de fécondité devient négligeable.

La baisse de la fécondité aux âges élevés amène une quasi-disparition des familles nombreuses. En 1986, 47% des naissances sont celles d'un 1er enfant, 37% d'un 2e, 12% d'un 3e et seulement 0,4% d'un 6e ou plus, alors qu'en 1951, près de 20% des naissances étaient celles d'un 6e enfant ou plus. Pour 1986, l'indice synthétique de fécondité de rang 1 est de 0,66. Cela signifie que si les conditions de fécondité de 1986 étaient appliquées à une génération de femmes pendant toutes leurs années de fécondité, deux tiers de ces femmes auraient au moins un enfant. Seulement 51% en auraient au moins deux et 17% en auraient au moins trois. Le taux de fécondité chez les femmes ayant leur premier enfant après 30 ans n'augmente pas au Québec comme on le voit parfois ailleurs: chez les femmes de 30-34 ans et celles de 35-39 ans, il est le même qu'en 1976 et 1981 (17‰ et 4‰, respectivement).

En matière de fécondité, le principal changement observé ces dernières années est l'augmentation considérable de la proportion des naissances hors mariage; elle atteint 27% en 1986, en regard de 10% en 1976. L'augmentation des naissances hors mariage est avant tout une conséquence de la baisse de la nuptialité légale. Pour les années 1976 à 1986, les pourcentages de naissances de père inconnu sont par contre assez stables, autour de 5%. Le calcul est fait à partir des enregistrements où le nom du père n'est pas déclaré.

Le nombre d'avortements provoqués dont les coûts ont été remboursés par la Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ) s'élève à 15 702 en 1985 et à 15 971 en 1986, ce qui représente respectivement 18,3 et 18,9 avortements pour 100 naissances. L'indice est donc relativement faible au Québec ; en Ontario, il était de 21 en 1985 ; aux États-Unis, il était de 41 en 1984, mais aux Pays-Bas, il n'était alors que de 11. Ce n'est donc pas le recours à l'avortement qui explique le niveau de fécondité du Québec.

Par ailleurs, il y a eu 19 818 cas de stérilisation chez les femmes en 1986, comparativement à 22 041 en 1985. Le nombre de vasectomies est de 17 981 en 1985 et de 6 519 en 1986, mais la RAMQ n'a pas remboursé les frais de l'intervention pendant plusieurs mois de 1986. Ces opérations sont en principe réversibles; en 1986, 341 femmes et 245 hommes tentent de redevenir fertiles par des réanastomoses et des vaso-vasostomies. Un certain nombre de couples ont des problèmes d'infertilité; en 1984, environ 5 400 sont traités dans des cliniques d'infertilité.

La nuptialité

Seules les unions légales sont enregistrées à l'état civil; les unions libres, dont le nombre a fortement augmenté ces dernières années, échappent en bonne partie à l'observation statistique, sauf lors du recensement et de certaines enquêtes. Les changements dans les comportements matrimoniaux rendent l'étude de la nuptialité légale moins pertinente.

Le nombre de mariages diminue depuis plusieurs années, mais de 1985 (37 026 mariages) à 1986 (33 108 mariages), la chute est brutale, soit de 11%. La baisse se poursuit puisque le nombre est de 32 588 en 1987. Il y a 10 ou 15 ans, il dépassait 50 000.

En 1986, les premiers mariages (ceux des célibataires) représentent 81,8% des mariages chez les hommes et 84,2% chez les femmes. Il ressort donc que les femmes célibataires sont plus nombreuses à se marier que les hommes célibataires. En revanche, les hommes divorcés sont plus nombreux que les femmes divorcées à se remarier: 14,9% des mariages sont des remariages de divorcés et 12,2%, des remariages de divorcées. Seulement 3,3% des mariages sont des remariages de veufs et 3,5%, de veuves.

Le nombre de divorces, qui atteignait 19 193 en 1981, a diminué jusqu'en 1985 (15 814), puis a augmenté à 16 654 en 1986. Le nombre provisoire pour 1987, de près de 22 000 divorces, indique une très forte augmentation. Le fait que les procédures soient plus faciles depuis l'adoption d'une nouvelle loi, en 1986, explique en partie cette hausse substantielle.

Si on ajoute aux divorces les ruptures d'union par veuvage (estimées à partir du nombre de décès de personnes mariées), on obtient, en 1986, 40 467 ruptures d'union, chiffre qui dépasse de 22% le nombre de mariages. Depuis 1982, le solde des unions légales est négatif, ce qui veut dire que le nombre d'unions rompues (par un divorce ou un décès) excède le nombre d'unions scellées par un mariage. En 1986, 16 211 hommes mariés et 7 602 femmes mariées sont décédés. Le nombre de nouvelles veuves dépasse donc de plus du double celui des nouveaux veufs. C'est la surmortalité masculine et l'écart d'âge entre les conjoints qui expliquent cette différence.

L'indice synthétique de nuptialité des célibataires est la somme des taux de nuptialité calculés pour une année donnée, par âge, jusqu'à 50 ans. Il correspond à la proportion d'individus d'une génération qui se marieraient avant leur 50e anniversaire. Chez les hommes, l'indice est de 0,49 en 1985; il chute à 0,43 en 1986. Chez les femmes, il passe de 0,52 en 1985, à 0,46 en 1986. Il ressort donc que moins de la moitié des hommes et des femmes se marieraient légalement. Aucun autre pays n'a encore enregistré des indices de nuptialité aussi faibles que ceux du Québec pour 1986. Au Danemark, en 1982, ces indices sont de 0,45 pour les hommes et de 0,48 pour les femmes. En 1985, ce pays voit toutefois sa nuptialité augmenter à 0,54 et 0,57 respectivement. Des données provisoires indiquent que la baisse se poursuit en 1987 au Québec.

L'âge moyen au premier mariage a beaucoup augmenté. En 1986, il est de 27,0 ans pour les hommes et de 25,0 ans pour les femmes, alors qu'en 1981, il était de 26,0 ans et de 24,1 ans, respectivement.

Les recensements de 1981 et de 1986 ne tiennent pas compte de l'état matrimonial légal, mais de l'état de fait, selon lequel les personnes vivant en union libre sont considérées comme mariées, même si leur état matrimonial légal est celui de célibataire, de divorcé ou de veuf. En 1986, chez les personnes de 15 ans et plus, 31,8% des hommes et 26,1% des femmes sont célibataires; 62,9% des hommes et 59,6% des femmes sont mariés; 2,2% des hommes et 9,8% des femmes sont veufs; 3,2% des hommes et 4,5% des femmes sont divorcés. Il y a 100 000 célibataires de plus chez les hommes; par contre, on dénombre près de cinq fois plus de veuves que de veufs et 1,5 fois plus de divorcées que de divorcés.

Le nombre de couples en union libre atteint 188 665 en 1986 (7,5% des hommes et 7,0% des femmes de 15 ans et plus). En 1981, les proportions étaient de 4,9% d'hommes et de 4,7% de femmes. En 1986, environ 12% des couples mariés —au sens large du terme— sont des couples vivant en union libre, comparativement à 8% en 1981. La proportion d'unions libres augmente beaucoup depuis 1981, mais est loin d'avoir l'ampleur qu'on lui prête parfois. En fait, c'est surtout chez les jeunes adultes que ce comportement est populaire. Les données du recensement de 1986, par âge et par sexe, concernant les unions libres ne sont pas encore disponibles.

Chez les hommes comme chez les femmes, la proportion de célibataires décroît beaucoup avec l'âge, jusqu'à environ 9% autour de 40-45 ans. Chez les femmes plus âgées, cependant, la proportion augmente sensiblement, pour atteindre 17% après 85 ans. Cette situation s'explique par le fait que les femmes nées au début du siècle ont été beaucoup moins nombreuses à se marier que les hommes des mêmes générations et que les femmes des générations plus jeunes. Le pourcentage de divorcés est faible chez les jeunes et les personnes âgées, mais plus élevé pour les autres groupes d'âge. Les plus fortes proportions observées sont de 6,4%, chez les hommes de 45-49 ans, et de 9,4%, chez les femmes de 40-44 ans. Évidemment, ce sont surtout des personnes âgées qui sont veuves, et davantage des femmes que des hommes: à 85-89 ans, 72,9% des femmes sont veuves, alors que seulement 41,3% des hommes sont veufs. Entre 1981 et 1986, la proportion de célibataires a augmenté chez les jeunes: à 24 ans par exemple, 63,6% des hommes et 42,9% des femmes sont célibataires en 1986, comparativement à 53,2% des hommes et 34,3% des femmes, en 1981. Cela signifie que chez les jeunes, l'augmentation des unions libres ne compense pas la baisse des unions légales: ils vivent moins en couple en 1986 qu'en 1981.

Les migrations

Contrairement aux autres événements démographiques, pour lesquels les statistiques sont exhaustives, la migration (sauf l'immigration internationale), fait l'objet d'estimations à partir de fichiers administratifs. Les statistiques sont présentées par année censitaire, c'est-à-dire par période du 1er juin d'une année au 31 mai de l'année suivante.

L'évolution, depuis 1971-72, des quatre mouvements migratoires (les entrées et les sorties internationales et interprovinciales) et de la migration nette totale (figure 9) illustre le redressement de la migration nette, qui devient positive; en 1986-87, le solde atteint 15 243. Le nombre d'immigrants s'élève à 24 541 en 1986-87, en regard de 15 606 en 1985-86. C'est l'admission, à titre d'immigrant indépendant, d'un nombre important de revendicateurs du statut de réfugié politique qui explique en partie cette forte hausse. Les revendicateurs du statut de réfugié politique ne sont pas considérés comme des immigrants; en septembre 1986, leur nombre est estimé à 24 000 (incluant les membres de leur famille).

La part du Québec dans l'immigration internationale au Canada atteint 19,6% en 1986, comparativement à 17,6% en 1985. Au début des années 70, la proportion était de 15%, alors qu'au commencement des années 60, le Québec accueillait 25% des immigrants qui viennent au Canada. En 1986, l'Ontario en reçoit un peu plus de la moitié. Les immigrants arrivent d'un grand nombre de pays. Le principal groupe vient d'Haïti (soit 1 655 personnes ou 8,5% du nombre total); un seul autre pays, le Liban, en regroupe plus de 5% (1 280; 6,6%). Globalement, les 15 principaux pays d'où proviennent les immigrants canadiens comptent 55% de ces derniers. La plupart de ces pays font partie du Tiers-Monde. Le Québec est l'un des rares États qui reçoivent un nombre significatif d'immigrants. Le Japon et un bon nombre de pays européens, malgré leur faible fécondité, ont cessé d'en accueillir; certains d'entre eux ont même mis sur pied des politiques de renvoi des immigrés.

L'émigration étrangère est estimée à 5 612 personnes pour 1986-87. C'est le mouvement le plus difficile à mesurer, puisque ceux qui décident de quitter le pays n'ont pas à en avertir les autorités.

Les échanges migratoires avec les autres provinces sont beaucoup plus importants, en nombre, que les migrations internationales. Le solde migratoire interprovincial, soit la différence entre le nombre d'entrées et le nombre de sorties, est négatif depuis une vingtaine d'années, mais il s'amenuise (-5 349 en 1985-86 et -3 686 en 1986-87, comparativement à -31 300 en moyenne entre 1976 et 1981). Selon les estimations provisoires de Statistique Canada, 32 308 Canadiens des autres provinces viennent s'établir au Québec en 1986-87, tandis que 35 994 Québécois quittent le Québec pour une autre province. Ces départs correspondent à un taux de sortie de 5,5‰; c'est l'un des plus faibles taux depuis de nombreuses années. Les taux de sortie interprovinciale observés au Québec sont les plus faibles du Canada, suivis de ceux de l'Ontario. En 1986-87 par exemple, le taux de sortie est de 8,2‰ en Ontario et de 14,8‰ pour l'ensemble du Canada.

Plus des deux tiers des Québécois qui quittent le Québec (69% en 1986-87) vont s'établir en Ontario; 7,8% vont en Colombie-Britannique et 7,1%, au Nouveau-Brunswick. Le Québec est redevenu depuis 1984-85 la principale destination des Ontariens qui quittent leur province (26% des sorties). Pour 1986-87, les estimations provisoires indiquent que 24 884 Québécois déménagent en Ontario et 19 178 Ontariens viennent au Québec. Le solde est donc négatif avec l'Ontario, de -5 706, mais avec l'ensemble des huit autres provinces, il est positif, de 2 020 personnes.

Si l'on considère sa population, le Québec participe peu aux échanges interprovinciaux, à la fois pour les entrées et les sorties: le taux de sortie est très faible et seul un petit nombre de Canadiens qui changent de province (9% en 1986-87) viennent s'établir au Québec.

Résumé et conclusion

Au 3 juin 1986, la population recensée au Québec est de 6 540 276 personnes, ce qui ne représente qu'un accroissement de 1,6% depuis le recensement de 1981, alors que le taux de croissance de l'ensemble du Canada est de 4,2% et celui de l'Ontario, de 5,7%.

En 1986, les enregistrements à l'état civil sont de 84 579 naissances, 46 964 décès, 33 108 mariages et 16 654 divorces; en 1985, 86 008 naissances, 45 662 décès, 37 026 mariages et 15 814 divorces avaient été enregistrés. La migration nette pour l'année censitaire 1986-87 est de 15 243, ce qui représente une amélioration importante en regard de l'année 1985-86 (4 116) et des années antérieures, où elle était négative.

Toujours en 1986, l'espérance de vie à la naissance est de 72,1 ans chez les hommes et de 79,5 ans chez les femmes. Le taux de mortalité infantile est de 7,1‰. L'indice synthétique de fécondité est de 1,40 enfant par femme, en regard de 1,42 en 1985. La proportion de naissances hors mariage atteint 27%. L'indice synthétique de nuptialité n'est que de 0,43 pour les hommes et de 0,46 pour les femmes. De tous les couples, 12% sont en union libre.

Si les phénomènes de la mortalité et de la migration évoluent de façon positive, le domaine de la vie familiale, lui, est préoccupant. Le lien conjugal est de plus en plus précaire et la venue d'enfants, plus rare. À moins d'une croissance importante de la fécondité, le nombre des décès dépassera dans quelques années celui des naissances.

Définitions

Âge médian
Âge qui sépare la population en deux parties égales.

Espérance de vie
Vie moyenne calculée à la naissance ou aux différents anniversaires, selon les conditions de mortalité d'une année donnée.

Indice synthétique de fécondité
Nombre moyen d'enfants par femme, selon les conditions de fécondité d'une année donnée; somme des taux de fécondité par âge.

Indice synthétique de nuptialité des célibataires
Proportion d'hommes ou de femmes qui se marieraient avant leur 50e anniversaire, selon les conditions de nuptialité d'une année donnée; somme des taux de nuptialité des célibataires, par âge.

Migration nette
Variation de l'effectif d'une population due au solde des migrations internationales, interprovinciales ou régionales, selon le cas.

Mouvement migratoire
Changement de résidence. On distingue pour le Québec les migrations internationales (composées de l'immigration et de l'émigration internationales), les migrations interprovinciales (composées des entrées et des sorties interprovinciales) et les migrations internes ou régionales (définies selon le périmètre utilisé, la résidence, la municipalité, la région, etc.).

Tableau 1

Évolution de la population
Québec, Ontario et Canada, 1971-1987

Date	Population			Accroissement[1]			Répartition		
	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	Canada
	n			%			%		
1971-06-01	6 027 765	7 703 105	21 568 310				27.9	35.7	100.0
1976-06-01	6 234 445	8 264 465	22 992 605	3.4	7.3	6.6	27.1	35.9	100.0
1981-06-03	6 438 405	8 625 110	24 343 180	3.3	4.4	5.9	26.4	35.4	100.0
1986-06-03	6 540 276	9 113 515	25 354 064	1.6	5.7	4.2	25.8	35.9	100.0
1987-06-01p	6 592 600	9 270 700	25 625 100	0.8	1.7	1.1	25.7	36.2	100.0

1. Accroissement quinquennal pour 1971-1976, 1976-1981 et 1981-1986; accroissement annuel pour 1986-87; taux calculés sur la population en début de période.

Source: Statistique Canada, Recensements du Canada et estimations postcensitaires.

Tableau 2

Population selon le sexe, par grand groupe d'âge,
Québec, 3 juin 1986

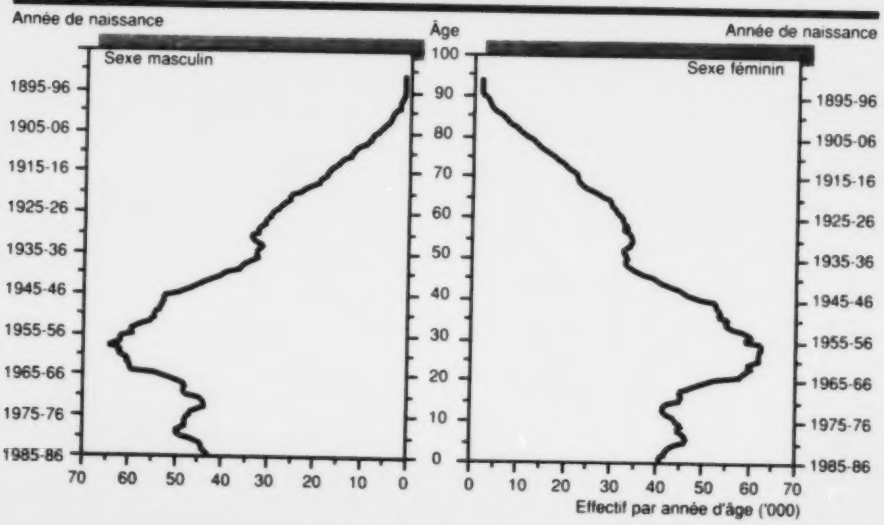
Groupe d'âge	Sexe masculin		Sexe féminin		Total	
	'000	%	'000	%	'000	%
0-14	687 975	21.5	653 060	19.6	1 341 040	20.5
15-64	2 249 430	70.3	2 291 360	68.8	4 540 780	69.5
65 et plus	263 815	8.2	386 820	11.6	650 640	10.0
Total[1]	3 201 220	100.0	3 331 240	100.0	6 532 460	100.0
Âge médian	31.1		33.0		32.0	
Rapport de dépendance[2]	0.423		0.454		0.439	

1. Le total ne comprend pas la population de certaines réserves indiennes partiellement dénombrées.
2. (0-14 ans + 65 ans et plus)/(15-64 ans).

Source: Statistique Canada, Recensement du Canada de 1986.

Figure 1

Pyramide des âges,
Québec, 3 juin 1986



Source: Statistique Canada, Recensement du Canada de 1986.

Tableau 3

Mouvement de la population, Québec, 1971-1987

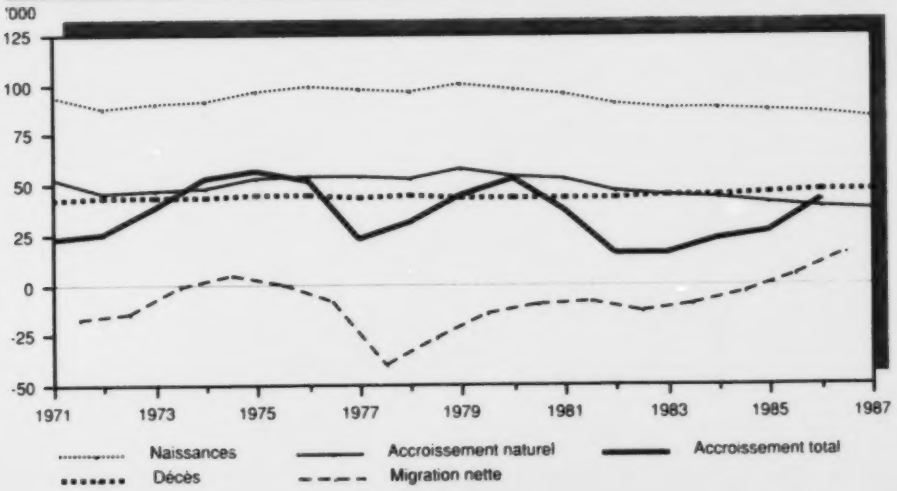
Année	Population		Naissances	Décès	Accroissement naturel	Migration nette[1]	Accroissement total	Taux[2]			
	1er janvier	1er juin						Natalité	Mortalité	Accroissement naturel	Accroissement total
	'000		n					‰			
1971	6 017.0	6 027.8	93 743	41 192	52 551	-17 747	22 700	15.6	6.8	8.7	3.8
1972	6 039.7	6 053.6	88 118	42 525	45 593	-15 574	24 700	14.6	7.0	7.5	4.1
1973	6 064.4	6 078.9	89 412	43 052	46 360	-1 987	38 700	14.7	7.1	7.6	6.4
1974	6 103.1	6 122.7	91 433	43 337	48 096	4 125	52 500	14.9	7.1	7.9	8.6
1975	6 155.6	6 179.0	96 268	43 537	52 731	-1 042	55 900	15.6	7.0	8.5	9.0
1976	6 211.5	6 234.4	98 022	43 801	54 221	-8 994	51 500	15.7	7.0	8.7	8.3
1977	6 263.0	6 284.0	97 266	43 182	54 084	-40 109	22 600	15.5	6.9	8.6	3.6
1978	6 285.6	6 302.4	96 202	43 653	53 049	-26 598	30 600	15.3	6.9	8.4	4.9
1979	6 316.2	6 338.9	99 893	42 793	57 100	-14 768	43 700	15.8	6.8	9.0	6.9
1980	6 359.9	6 386.1	97 498	43 515	53 983	-9 640	53 000	15.3	6.8	8.5	8.3
1981	6 412.9	6 438.2	95 247	42 765	52 482	-9 254	37 400	14.8	6.6	8.2	5.8
1982	6 450.3	6 462.2	90 540	43 485	47 055	-13 841	14 800	14.0	6.7	7.3	2.3
1983	6 465.1	6 474.9	87 739	44 150	43 589	-10 151	15 400	13.6	6.8	6.7	2.4
1984	6 480.5	6 492.0	87 610	44 544	43 066	-1 688	22 000	13.4	6.8	6.6	3.4
1985	6 502.5	6 514.2	86 008	45 662	40 346	4 116	25 500	13.2	7.0	6.2	3.9
1986	6 528.0	6 540.2	84 579	46 964	37 615	15 243	42 100	12.9	7.2	5.8	6.4
1987p	6 570.1	6 592.6	83 600	47 626	35 974		49 300	12.7	7.2	5.5	7.5
1988p	6 619.4										

1. La migration nette est estimée pour les années censitaires (1er juin - 31 mai).
2. Le dénominateur pour le calcul des taux est la population au 1er juin.

Sources: Statistique Canada, CANSIM.
Bureau de la statistique du Québec.

Figure 2

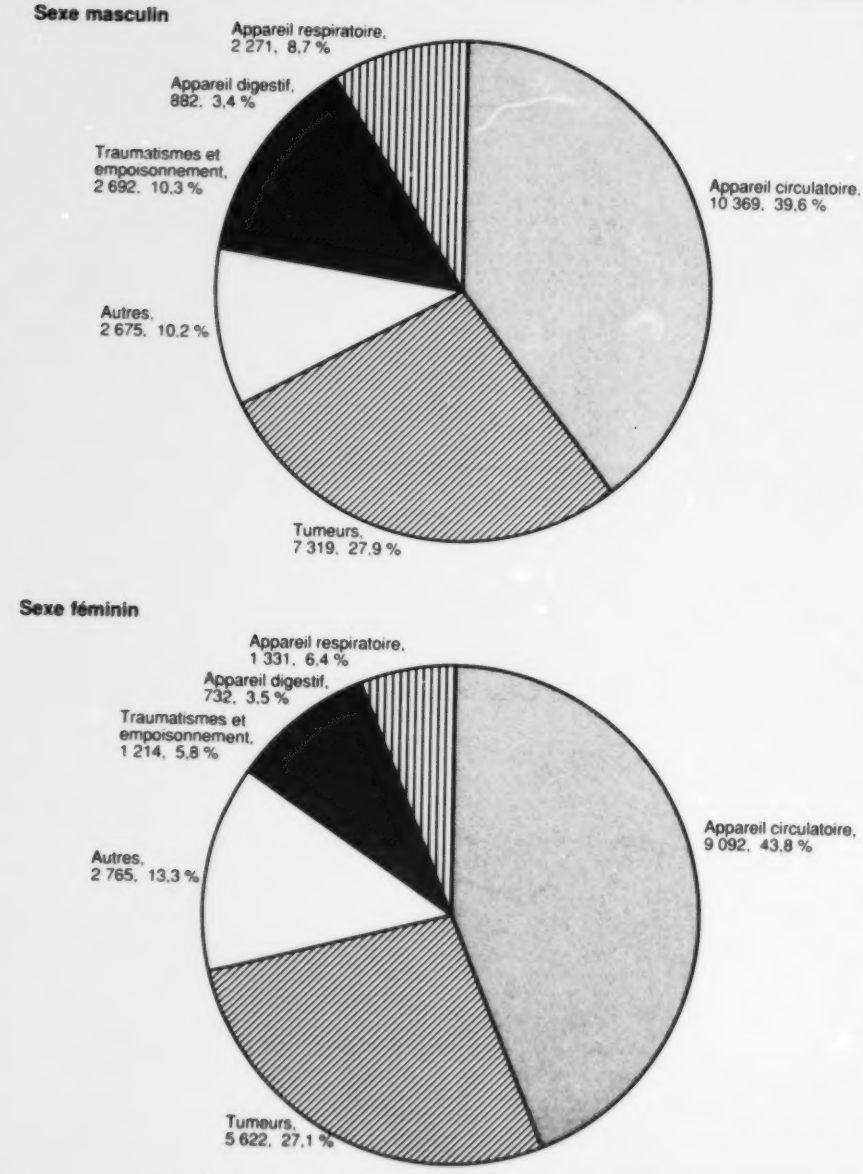
Mouvement de la population, Québec, 1971-1987



Source: Bureau de la statistique du Québec.

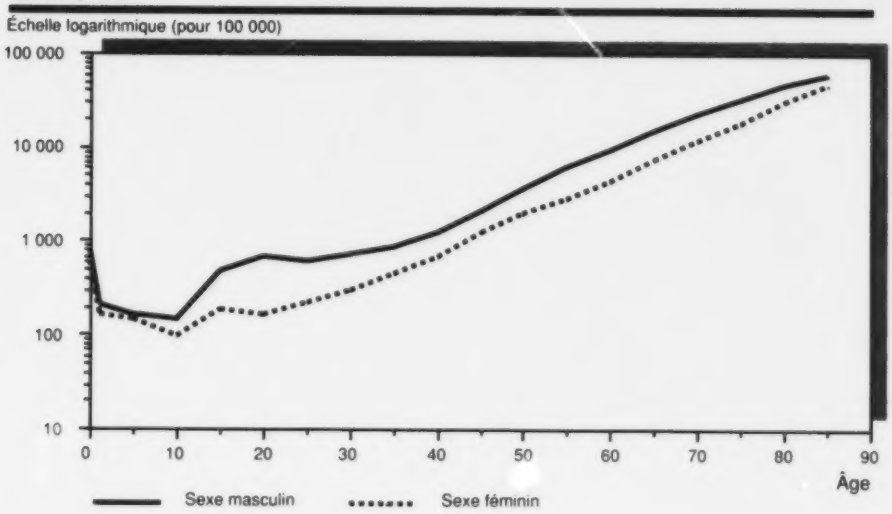
Figure 3

Répartition des décès selon la cause et le sexe, Québec, 1986



Source: Bureau de la statistique du Québec.

Figure 4
Quotient de mortalité selon l'âge et le sexe, Québec, 1986



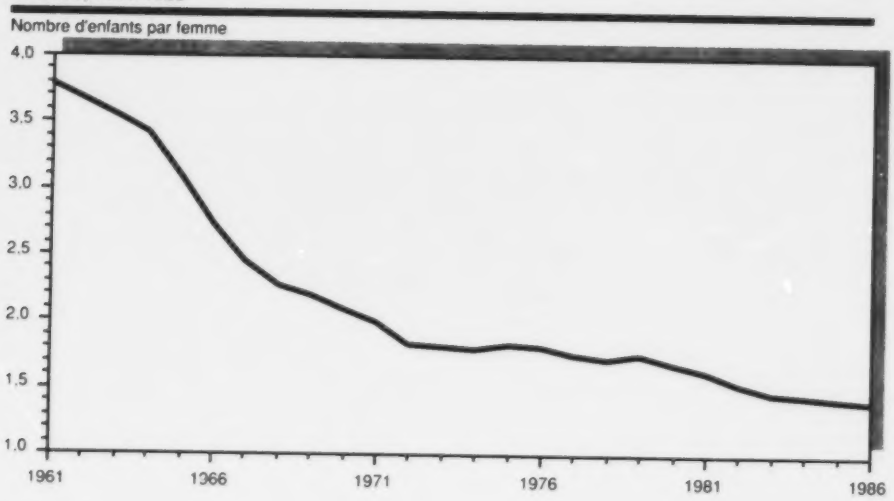
Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 4
Taux de fécondité par groupe d'âge et indices globaux, Québec, 1961-1986

Année	Groupe d'âge							Indice synthétique de fécondité	Âge moyen
	15-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49		
	‰								
1961	32,1	202,6	221,1	159,0	98,2	38,0	3,8	3,774	28,94
1966	26,1	154,2	165,5	108,4	64,0	22,8	2,5	2,717	28,50
1971	21,0	113,0	134,8	79,6	36,8	11,1	0,8	1,986	27,94
1976	21,1	102,0	139,3	71,1	22,6	4,5	0,3	1,805	27,32
1981	15,1	88,3	131,7	68,1	18,1	2,8	0,2	1,622	27,42
1982	15,3	84,2	122,2	62,9	17,7	2,7	0,1	1,526	27,37
1983	14,5	79,9	118,5	61,2	16,4	2,5	0,2	1,454	27,39
1984	14,4	76,6	118,9	62,4	17,0	2,5	0,1	1,447	27,48
1985	13,9	72,9	116,4	61,3	16,8	2,2	0,1	1,418	27,52
1986	14,8	70,5	113,7	60,4	17,1	2,4	0,1	1,395	27,54

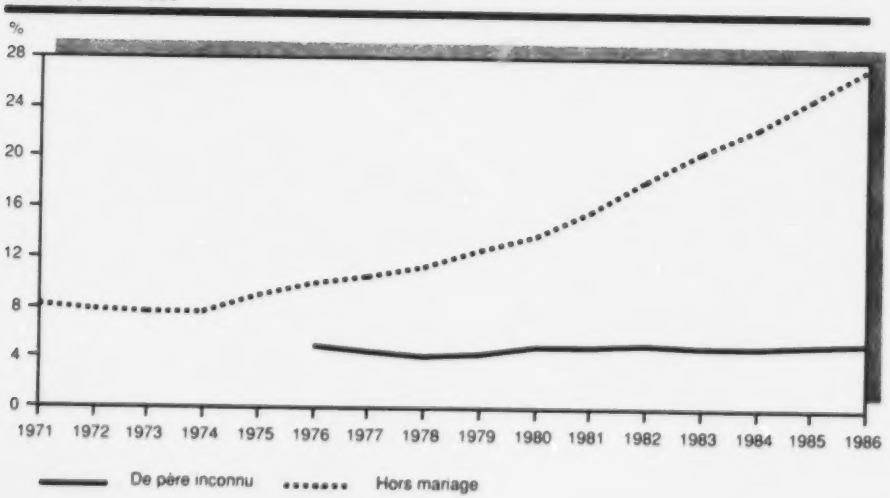
Source: Bureau de la statistique du Québec.

Figure 5
Indice synthétique de fécondité, Québec, 1961-1986



Source: Bureau de la statistique du Québec.

Figure 6
Proportion des naissances hors mariage et de père inconnu, Québec, 1971-1986



Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 5

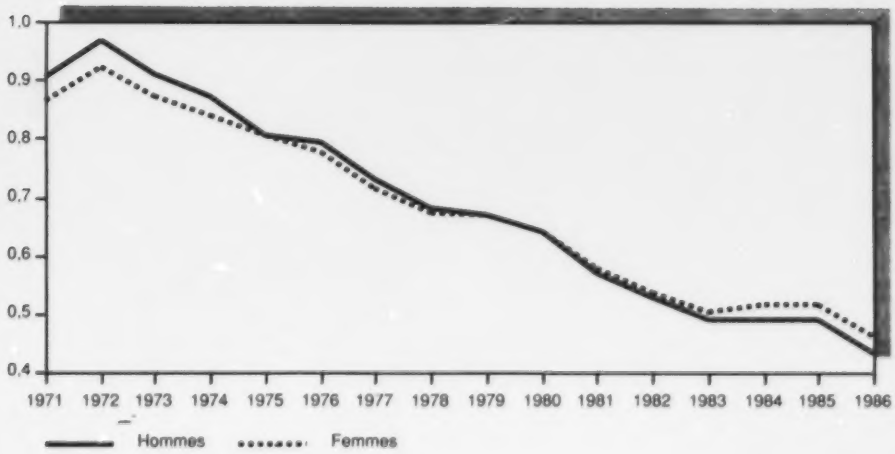
**Mariages selon l'état matrimonial et le sexe, divorces et indice synthétique de nuptialité des célibataires,
Québec, 1971-1986**

Année	Mariages							Divorces	Indice synthétique de nuptialité	
	Hommes			Femmes			Total			
	Célibataires	Veufs	Divorcés	Célibataires	Veuves	Divorcées			Hommes	Femmes
	n									
1971	46 111	1 778	1 806	46 708	1 708	1 279	49 695	5 203	0,906	0,863
1972	50 189	1 738	2 040	50 764	1 722	1 481	53 967	6 426	0,965	0,923
1973	48 067	1 674	2 392	48 720	1 585	1 828	52 133	8 091	0,907	0,871
1974	47 146	1 673	3 071	48 036	1 558	2 296	51 890	12 272	0,873	0,840
1975	46 064	1 688	3 938	47 115	1 570	3 005	51 690	14 093	0,807	0,807
1976	45 020	1 530	4 411	46 030	1 507	3 424	50 961	15 186	0,792	0,775
1977	42 398	1 434	4 350	43 351	1 445	3 386	48 182	14 501	0,729	0,716
1978	40 095	1 413	4 681	41 132	1 358	3 699	46 189	14 865	0,681	0,673
1979	39 889	1 405	4 860	41 092	1 293	3 769	46 154	14 379	0,668	0,668
1980	38 644	1 376	4 829	39 809	1 265	3 775	44 849	13 899	0,639	0,642
1981	34 829	1 236	4 941	36 006	1 155	3 845	41 006	19 193	0,571	0,579
1982	32 551	1 069	4 740	33 530	991	3 839	38 360	18 579	0,528	0,537
1983	30 378	1 026	4 743	31 406	927	3 814	36 147	17 365	0,491	0,504
1984	30 673	1 419	5 324	31 787	1 590	4 039	37 416	16 845	0,493	0,514
1985	30 572	1 177	5 277	31 616	1 230	4 180	37 026	15 814	0,490	0,517
1986	27 071	1 094	4 943	27 893	1 166	4 049	33 108	16 654	0,434	0,464
1987p							32 588	21 939		

Sources: Statistique Canada.
Bureau de la statistique du Québec.

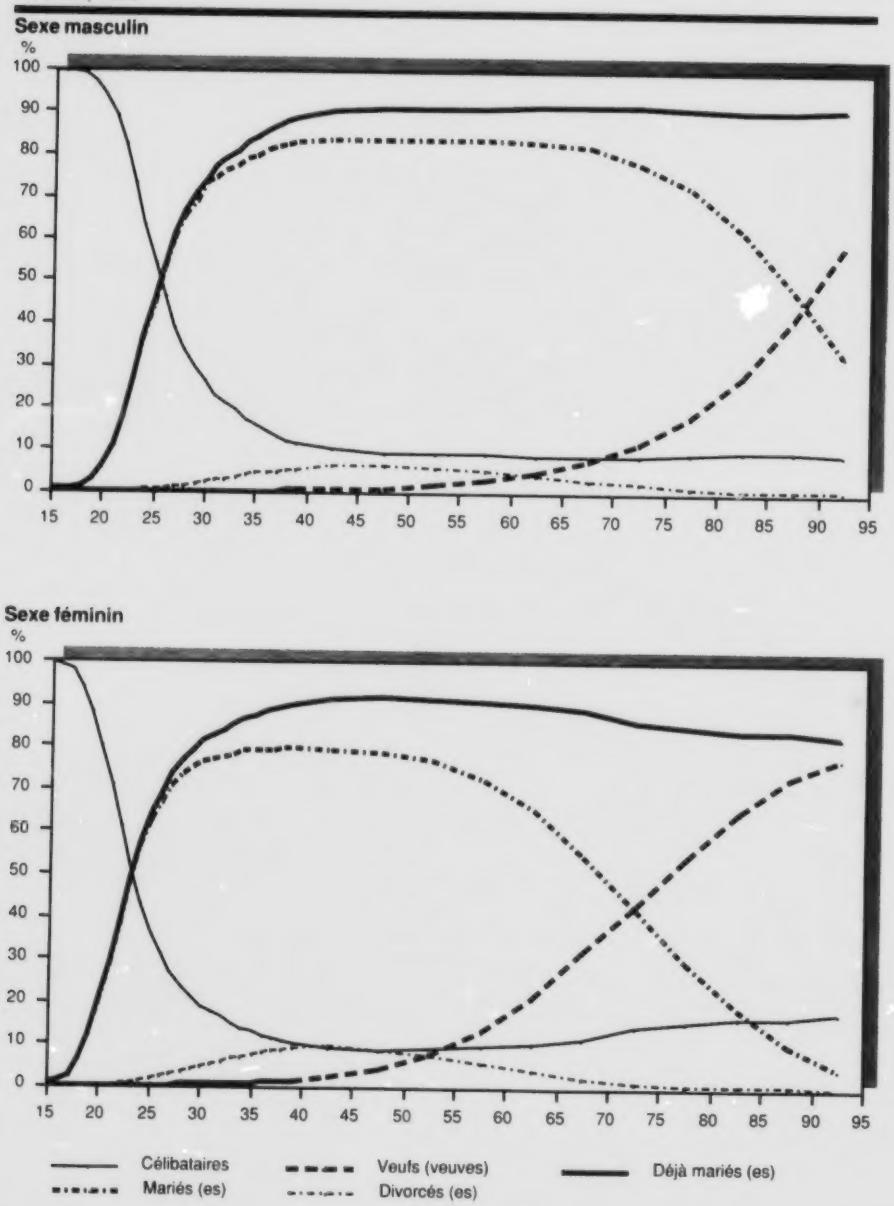
Figure 7

**Indice synthétique de nuptialité des célibataires selon le sexe,
Québec, 1971-1986**



Source: Bureau de la statistique du Québec.

Figure 8
État matrimonial selon l'âge et le sexe, Québec, 1986



Source: Statistique Canada, Recensement du Canada de 1986.

Tableau 6

Population de 15 ans et plus, selon le sexe et l'état matrimonial[1], Québec, 1981 et 1986

État matrimonial	Hommes				Femmes	
	1981		1986		1981	
	n	%	n	%	n	%
Célibataire	810 835	33,0	800 065	31,8	714 380	27,6
Marié	1 540 355	62,7	1 579 800	62,9	1 551 405	60,0
Partenaire en union libre[2]	121 230	4,9	188 665	7,5	121 290	4,7
Marié légalement[2]	1 419 125	57,8	1 391 135	55,4	1 430 290	55,3
Veuf	51 630	2,1	54 185	2,2	240 765	9,3
Divorcé	53 230	2,2	79 200	3,2	80 065	3,1
Total	2 456 065	100,0	2 513 240	100,0	2 586 610	100,0

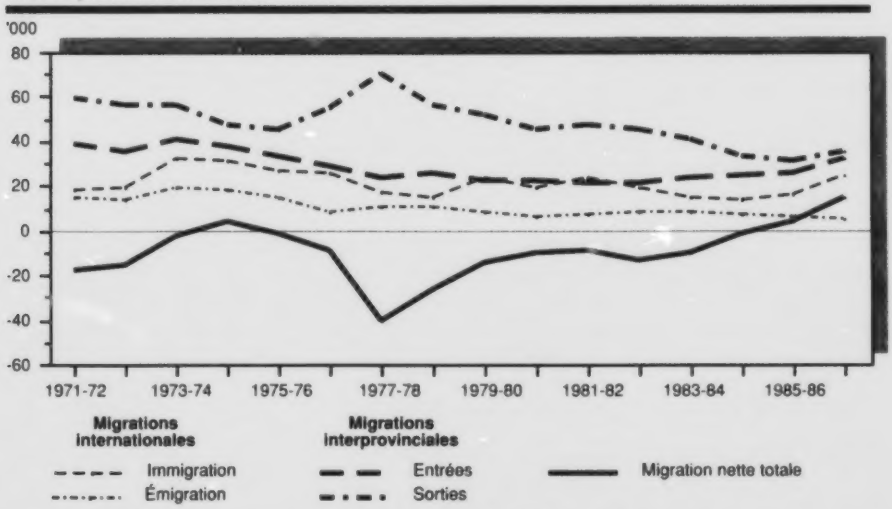
État matrimonial	Femmes		Total			
	1986		1981		1986	
	n	%	n	%	n	%
Célibataire	699 955	26,1	1 525 215	30,2	1 500 010	28,9
Marié	1 594 900	59,6	3 091 760	61,3	3 174 700	61,2
Partenaire en union libre[2]	188 665	7,0	242 345	4,8	377 330	7,3
Marié légalement[2]	1 406 235	52,5	2 849 415	56,5	2 797 370	53,9
Veuf	263 615	9,8	292 410	5,8	317 795	6,1
Divorcé	119 715	4,5	133 295	2,6	198 910	3,8
Total	2 678 180	100,0	5 042 680	100,0	5 191 420	100,0

1. Il s'agit de l'état matrimonial de fait; les partenaires en union libre comprennent des célibataires (de droit), des mariés légalement (séparés), des veufs et des divorcés (de droit). L'ensemble des mariés comprend les mariés légalement et les partenaires en union libre.
2. En 1986, ne comprend que les partenaires en union libre dans les ménages privés.

Source: Statistique Canada, Recensement du Canada de 1981, (92-901); Recensement de 1986, (93-101) et (93-106).

Figure 9

Migrations internationales et interprovinciales, Québec, 1971-72 à 1986-87



Source: Statistique Canada, Division de la démographie, Section des estimations démographiques.

Tableau 7

Migrations internationales et interprovinciales, Québec, 1961-62 à 1986-87

Année censitaire[1]	Migrations internationales			Migrations interprovinciales			Migration nette totale
	Immigration	Émigration[2]	Migration nette	Entrées	Sorties	Migration nette	
				n			
1961-66	122 897	124 867	-1 970	218 542	238 402	-19 860	-21 830
1961-62	17 381	21 329	-3 948	44 194	42 536	1 658	-2 290
1962-63	20 160	22 972	-2 812	44 342	44 846	-504	-3 316
1963-64	24 382	25 002	-620	42 224	48 202	-5 978	-6 598
1964-65	27 061	27 700	-639	42 530	48 659	-6 129	-6 768
1965-66	33 913	27 864	6 049	45 252	54 159	-8 907	-2 858
1966-71	166 749	144 078	22 671	195 124	317 859	-122 735	-100 064
1966-67	44 685	32 701	11 984	44 737	59 215	-14 478	-2 494
1967-68	40 241	34 569	5 672	40 457	56 183	-15 726	-10 054
1968-69	32 651	25 460	7 191	39 071	57 766	-18 695	-11 504
1969-70	26 789	26 175	614	36 226	72 067	-35 841	-35 227
1970-71	22 383	25 173	-2 790	34 633	72 628	-37 995	-40 785
1971-76	127 470	82 085	45 385	185 926	263 536	-77 610	-32 225
1971-72	17 904	15 190	2 714	38 810	59 271	-20 461	-17 747
1972-73	18 815	14 317	4 498	35 594	55 666	-20 072	-15 574
1973-74	32 452	19 303	13 149	40 773	55 909	-15 136	-1 987
1974-75	31 670	18 246	13 424	37 834	47 133	-9 299	4 125
1975-76	26 629	15 029	11 600	32 915	45 557	-12 642	-1 042
1976-81	99 826	43 439	56 387	123 259	279 755	-156 496	-100 109
1976-77	25 699	8 327	17 372	28 867	55 233	-26 366	-8 994
1977-78	16 877	10 557	6 320	23 945	70 374	-46 429	-40 109
1978-79	14 602	10 316	4 286	25 524	56 408	-30 884	-26 598
1979-80	23 255	8 047	15 208	22 018	51 994	-29 976	-14 768
1980-81	19 393	6 192	13 201	22 905	45 746	-22 841	-9 640
1981-86r	87 291	36 855	50 436	115 859	197 113	-81 254	-30 818
1981-82r	23 499	6 963	16 536	21 349	47 139	-25 790	-9 254
1982-83r	19 239	8 402	10 837	20 881	45 559	-24 678	-13 841
1983-84r	15 412	8 146	7 266	23 031	40 448	-17 417	-10 151
1984-85r	13 535	7 203	6 332	24 983	33 003	-8 020	-1 688
1985-86r	15 606	6 141	9 465	25 615	30 964	-5 349	4 116
1986-87p	24 541	5 612	18 929	32 308	35 994	-3 686	15 243

1. Du 1er juin d'une année au 31 mai de l'année suivante.
2. L'émigration est probablement très surestimée de 1961 à 1971.

Source: Statistique Canada, Division de la démographie, Section des estimations démographiques.

Tableau 8

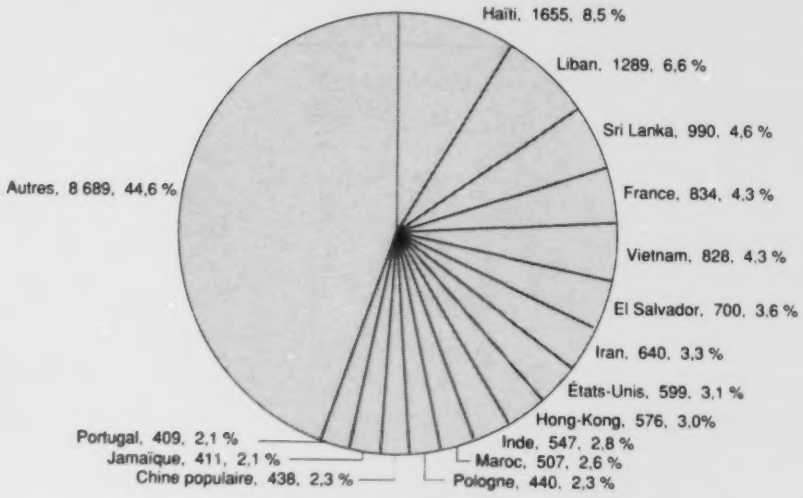
Immigrants admis, selon la catégorie d'immigrants, Québec, 1981-1986

Année	Famille		Parent aidé		Indépendant		Réfugié		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
1981	7 185	34,1	1 975	9,4	8 669	41,2	3 232	15,3	21 063[1]	100,0
1982	7 814	36,6	1 533	7,2	8 798	41,3	3 186	14,9	21 331	100,0
1983	7 875	48,1	1 049	6,4	5 272	32,2	2 178	13,3	16 374	100,0
1984	6 353	43,4	1 596	10,9	4 487	30,7	2 205	15,1	14 641	100,0
1985	6 085	40,9	1 584	10,7	5 319	35,7	1 896	12,7	14 884	100,0
1986	6 973	35,8	983	5,1	9 015	46,3	2 484	12,8	19 459[1]	100,0

1. Le total de 1981 inclut deux immigrants dont la catégorie est inconnue et le total de 1986 en inclut quatre.

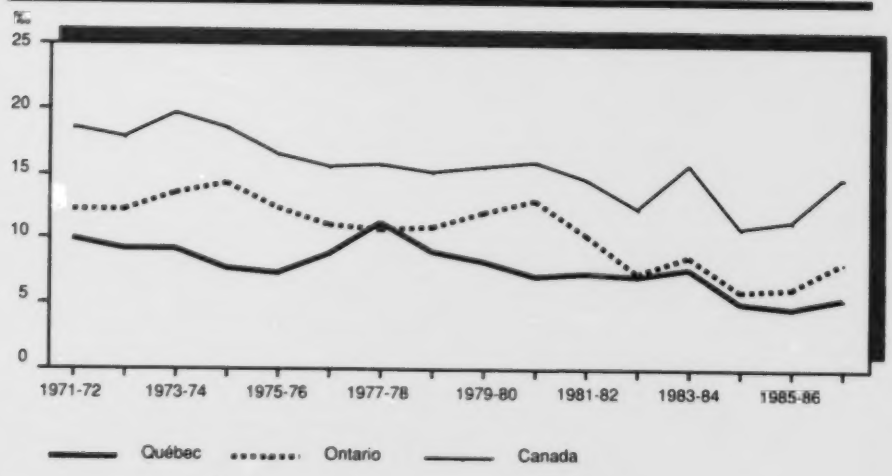
Source: Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Figure 10
Principaux pays de naissance des immigrants, Québec, 1986



Source: Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Figure 11
Taux de sortie interprovinciale, Québec, Ontario et Canada, 1971-72 à 1986-87



Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 9

Migrations entre le Québec et les autres provinces canadiennes, 1981-82 à 1986-87

Année censitaire[1]		Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Ontario
Province d'origine (entrées)						
1981-82	n	285	73	1 034	1 902	12 276
	%	1.3	0.3	4.8	8.9	57.5
1982-83r	n	267	104	834	1 502	10 918
	%	1.3	0.5	4.0	7.2	52.3
1983-84r	n	354	80	940	1 644	12 472
	%	1.5	0.4	4.1	7.1	54.2
1984-85r	n	357	154	1 013	2 122	14 520
	%	1.4	0.6	4.1	8.5	58.1
1985-86r	n	308	111	1 234	2 335	15 332
	%	1.2	0.4	4.8	9.1	59.9
1986-87p	n	350	115	1 349	2 703	19 178
	%	1.1	0.4	4.2	8.4	59.4
Province de destination (sorties)						
1981-82	n	496	146	1 304	2 586	27 821
	%	1.1	0.3	2.8	5.5	59.0
1982-83r	n	392	201	1 566	2 849	29 498
	%	0.9	0.4	3.4	6.3	64.8
1983-84r	n	324	198	1 481	2 224	29 737
	%	0.8	0.5	3.7	5.5	73.5
1984-85r	n	242	136	1 082	1 903	24 385
	%	0.7	0.4	3.3	5.8	73.9
1985-86r	n	205	161	1 100	2 140	22 450
	%	0.7	0.5	3.6	6.9	72.5
1986-87p	n	358	170	1 146	2 544	24 884
	%	1.0	0.5	3.2	7.1	69.1

1. Du 1er juin d'une année au 31 mai de l'année suivante.

Source: Statistique Canada, Division de la démographie, Section des estimations démographiques.

Année censitaire[1]		Manitoba	Saskat-chewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon Territoires du Nord-Ouest	Total
Province d'origine (entrées)							
1981-82	n	704	339	2 535	1 985	216	21 349
	%	3.3	1.6	11.9	9.3	1.0	100.0
1982-83r	n	506	336	4 347	1 766	301	20 881
	%	2.4	1.6	20.8	8.5	1.4	100.0
1983-84r	n	584	362	4 546	1 767	282	23 031
	%	2.5	1.6	19.7	7.7	1.2	100.0
1984-85r	n	695	459	3 336	2 047	280	24 983
	%	2.8	1.8	13.4	8.2	1.1	100.0
1985-86r	n	821	498	2 586	2 119	271	25 615
	%	3.2	1.9	10.1	8.3	1.1	100.0
1986-87p	n	711	502	3 969	3 205	226	32 308
	%	2.2	1.6	12.3	9.9	0.7	100.0
Province de destination (sorties)							
1981-82	n	985	641	9 135	3 700	325	47 139
	%	2.1	1.4	19.4	7.9	0.7	100.0
1982-83r	n	972	703	5 777	3 289	312	45 559
	%	2.1	1.5	12.7	7.2	0.7	100.0
1983-84r	n	870	371	2 490	2 501	252	40 448
	%	2.1	0.9	6.2	6.2	0.6	100.0
1984-85r	n	771	431	1 713	2 099	241	33 003
	%	2.3	1.3	5.2	6.4	0.7	100.0
1985-86r	n	645	352	1 725	1 961	225	30 964
	%	2.1	1.1	5.6	6.3	0.7	100.0
1986-87p	n	1 034	470	2 298	2 798	292	35 994
	%	2.9	1.3	6.4	7.8	0.8	100.0

L'évolution socio-économique du Québec depuis la récession de 1982

par Pierre Gouin et Yvon Chouinard*

Ce texte relate l'évolution de l'économie du Québec à la suite de la récession, les transformations qu'elle a connues au chapitre des déplacements d'activité d'un secteur à l'autre et de l'organisation de la production, ainsi que certains aspects de l'adaptation de la main-d'oeuvre à ces transformations.

Les statistiques économiques permettent de tracer un portrait très positif de l'évolution de l'économie du Québec depuis 1982. Globalement, la croissance de la production est plus forte qu'au cours de la décennie précédente, voire supérieure à celle de la plupart des pays de l'OCDE. Le taux de chômage connaît en outre un recul, graduel mais appréciable, de 1983 à 1987. Au cours de cette période, les dépenses de consommation et la construction résidentielle constituent les éléments les plus dynamiques de la demande; peu à peu, les Québécois ramènent leur taux d'épargne au niveau observé avant la période de forte inflation amorcée en 1973. La récession a, en effet, été précédée d'une longue période de difficultés économiques que l'expansion actuelle ne peut pas faire oublier totalement.

À l'échelle mondiale, l'ébranlement de la puissance américaine accompagne le rattrapage technologique et économique de l'Europe et du Japon ainsi que la montée du nationalisme économique dans le tiers monde, dont une manifestation frappante fut la création de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). C'est avec anxiété que les partenaires traditionnels des États-Unis ressentent cette évolution qui contribue au renforcement des relations économiques en Europe comme en Amérique du Nord. La récession et la stagnation des prix des matières premières atténuent certaines pressions, mais la concurrence commerciale des nouveaux pays industrialisés se fait de plus en plus sentir.

Bien avant 1982, l'impossibilité de soutenir la concurrence avec le Japon et les pays nouvellement industrialisés entraînait de nombreuses fermetures d'usines au Canada, aux États-Unis et en Europe. De plus, le cours très élevé du dollar américain jusqu'en 1985 a favorisé les importations et freiné les exportations; cela a engendré un énorme déficit de la balance commerciale américaine.

En revanche, la possibilité d'importer, à bon prix, les biens d'équipement les plus sophistiqués et la forte expansion de l'économie depuis la récession —soutenue par le déficit du gouvernement fédéral— ont pu permettre une modernisation de la structure économique des

* De la Direction de l'intégration, de la méthodologie et de l'information du Bureau de la statistique du Québec.

États-Unis. La remontée tardive mais très vigoureuse des exportations américaines, à la suite de la baisse du dollar, représente une indication positive à cet égard. Toutefois, ces dernières années ont été marquées aux États-Unis par la prolifération de nouvelles entreprises de petite taille, auxquelles les enquêtes attribuent la plus grande part des emplois créés, mais dont la capacité à traverser une période de basse conjoncture reste à vérifier. La nervosité face à la situation économique actuelle s'est manifestée dans l'ensemble du monde industrialisé lors du krach d'octobre 1987.

Au Québec, le développement de cette crise mondiale survient à la fin d'une période de grande effervescence, au moment où l'on en est à digérer de profondes transformations de la société; la gravité particulière qu'atteint ici la récession semble indiquer que, sur le plan économique, la modernisation du Québec n'a pas encore produit une structure industrielle adéquate. Cependant, le Québec connaît lui aussi, au cours des dernières années, un développement remarquable des petites et des moyennes entreprises. L'attrait pour les affaires, qui a gagné de la crédibilité avec la modernisation de la société québécoise, et l'avènement d'une élite d'hommes et de femmes d'affaires québécois stimuleront la mise en valeur de toutes les ressources humaines et matérielles disponibles. Depuis 1983, le contexte économique semble particulièrement favorable au développement de l'esprit d'entreprise.

La croissance de l'économie

Après la récession de 1982, le Québec enregistre une importante croissance économique qui se compare avantageusement à celle de la plupart des pays industrialisés. Cette croissance s'explique principalement par la forte consommation personnelle de biens et de services et par l'augmentation de la construction résidentielle au Québec, auxquelles s'ajoute la demande engendrée par la croissance de l'économie canadienne. Par ailleurs, les dépenses publiques, les exportations internationales et les dépenses d'investissement des entreprises connaissent, en raison de facteurs divers, une croissance plus modérée.

En ce qui a trait à la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel, l'augmentation annuelle moyenne de 4,8% observée au Québec, de 1983 à 1987, surpasse les taux de 4,5% et 3,4% atteints respectivement au Canada et dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Cette forte croissance compense le recul beaucoup plus marqué du PIB québécois en 1982, de sorte que la croissance annuelle moyenne de l'économie québécoise, de 1981 à 1987, s'avère aussi importante (2,7%) que celle du Canada (2,9%) et des pays de l'OCDE (2,6%).

Toutefois, la croissance de l'emploi de 1983 à 1987 (2,9% par an) n'est pas suffisante pour permettre de retrouver, entre 1981 et 1987 (1,4%), le taux de croissance moyen enregistré avant la récession (2,0%, entre 1967 et 1981). Dans un contexte de concurrence accrue, les efforts des entreprises en vue de réduire leurs coûts de production se traduisent par une hausse de l'emploi inférieure à celle de la production. La hausse de l'emploi et l'évolution démographique aident à rabaisser le taux de chômage, en 1987, au même niveau que celui de 1981 (10,3%). En effet, alors que de 1967 à 1981, le taux de chômage était en nette progression, passant de 5,3% à 10,3%, la population de 15 ans et plus et la population active augmentaient respectivement de 1,8% et de 2,4% par an; de 1981 à 1987, ces taux de croissance se situent à 0,9% et à 1,4%.

Dans la mesure où l'économie mondiale ne sombre pas dans une récession générale, les exportations internationales du Québec deviendront un facteur de croissance important, compte tenu de la dévaluation des devises américaines et canadiennes. À cet égard, les

investissements substantiels réalisés dans le secteur manufacturier devraient permettre aux entreprises de profiter des marchés extérieurs dynamiques. L'expansion pourrait également compter sur une reprise de l'investissement en dehors du secteur manufacturier.

La consommation et la construction résidentielle

Dès 1983, les consommateurs semblent avoir repris une certaine confiance en l'avenir économique, et leurs dépenses en biens et en services se sont accrues plus fortement de 1982 à 1987 (9,6% par année, en moyenne) que leur revenu disponible (6,8%). Au cours de cette période, la croissance de ce revenu disponible a été limitée par la faible progression des taux de salaire et l'augmentation des impôts directs. Les ménages ont donc réduit sensiblement leur épargne courante pour augmenter leurs dépenses, notamment pour l'achat d'automobiles, de meubles et d'appareils ménagers. Le taux d'épargne des particuliers, qui avait augmenté régulièrement au cours de la période inflationniste (de 8,6% en 1973 à 16,1% en 1981 et à 18,7% en 1982), retrouve en 1986 et 1987 des niveaux comparables à celui de 1973 (9,9% et 7,6%).

La période 1983-1987 est aussi marquée par un essor de la construction de logements, le nombre de mises en chantier surpassant, en dépit de toutes les prévisions, les sommets de la décennie précédente. Les taux d'intérêt plus faibles et la modération de l'inflation, qui font suite à la récession, donnent lieu à un rattrapage dans la construction de maisons unifamiliales et d'immeubles d'habitation. La demande de logements au Québec reflète aussi l'évolution moins défavorable des flux migratoires interprovinciaux. Ainsi, le déficit des migrations interprovinciales passe de 156 496, pour la période 1976-1981, à 81 254, pour la période 1981-1986; en tenant compte des migrations internationales, le déficit total s'établit à 30 818, pour 1981-1986 (203 150 entrées et 233 968 sorties), comparativement à 100 109 pour 1976-1981.

Les exportations

Après 1982, la demande internationale de biens et de services a contribué plutôt modérément à la croissance de l'économie québécoise, le taux de croissance annuel moyen des exportations internationales s'établissant à 7,0%, de 1982 à 1987, comparativement à 12,7%, de 1978 à 1982. La valeur des exportations destinées aux États-Unis continue de croître fortement (11,0% par an pour 1982-1987 par rapport à 12,1% pour 1978-1982), mais la valeur des exportations vers les autres pays, qui demeure en baisse après la récession, diminue en moyenne de 2,1% par année, de 1982 à 1987; par exemple, la valeur des exportations québécoises destinées au Japon passe de 378 millions de dollars, en 1982, à 338 millions de dollars, en 1987. Cette situation est imputable à quatre facteurs: la forte appréciation, de 1980 à 1985, des monnaies américaine et canadienne relativement aux autres devises, l'offre excédentaire des matières premières sur les marchés mondiaux, la faiblesse de l'expansion de l'économie européenne et les diverses mesures protectionnistes qui font entrave au commerce international.

L'investissement des entreprises

Au chapitre de l'investissement, on remarque une évolution très positive puisque dans le secteur manufacturier les dépenses en immobilisations totalisent 15,9 milliards de dollars, de 1983 à 1987, en hausse de 69,7% par rapport au total de 9,3 milliards de la période 1978-1982. Le Québec réalise, de 1983 à 1987, 27,1% des investissements du secteur manufacturier au Canada, comparativement à 19,6%, de 1978 à 1982, et à 23,2%, de 1962 à 1977.

Néanmoins, les dépenses d'investissement de l'ensemble des entreprises (en excluant l'habitation) constituent un élément moins dynamique de l'économie québécoise depuis 1982. Ces dépenses, qui totalisent 66,6 milliards de dollars, de 1983 à 1987, comparativement à 51,6 milliards, au cours des cinq années précédentes, affichent une augmentation de 29,1%,

laquelle est considérée comme modérée compte tenu de la hausse de 15,7% de l'indice canadien des prix pour ce type de dépenses, au cours de cette période. Malgré la fin du boom pétrolier dans l'Ouest canadien, la part du Québec dans le total des dépenses canadiennes ne progresse que légèrement, atteignant 19,6%, entre 1983 et 1987, par rapport à 18,8%, entre 1978 et 1982; pour la période 1963-1977, elle se situait à 22,4%.

De plus, dans l'ensemble du Canada la croissance des dépenses d'investissement est relativement faible et on le constate dans l'évolution du stock de capital existant. Évalué en dollars constants, ce stock de capital (en excluant l'habitation) s'accroit de 2,7% par an en moyenne, de 1982 à 1987, comparativement à 4,3%, de 1978 à 1982, et à 5,3%, de 1962 à 1977. Outre la faiblesse de la contribution des dépenses d'investissement à la croissance économique de 1982 à 1987, le faible niveau d'investissement entrave la croissance économique à moyen et à long terme au Québec et au Canada.

Les dépenses publiques

La volonté des gouvernements de réduire l'intervention de l'État et de diminuer leur déficit se manifeste au Québec, après 1982, par une croissance des dépenses courantes en biens et en services inférieure à celle du produit intérieur brut. La part de ces dépenses dans le PIB s'établit à 20,6%, en 1987, comparativement à 23,5%, en 1982, et à 18,0%, en 1971. Cependant, les dépenses du service de la dette et les différents transferts ont continué de croître fortement à la fin de la récession à cause des déficits accumulés, d'une part, et de la forte croissance des prestations de l'assurance-chômage et de l'aide sociale jusqu'en 1985, d'autre part.

L'évolution des secteurs d'activité

La récession a touché inégalement les différents secteurs de production. Elle a moins influencé le secteur tertiaire que le reste de l'économie, et l'importance de ce secteur s'est accrue sensiblement, renforçant ainsi une tendance historique. Le produit intérieur brut du secteur tertiaire atteint 71,6% du PIB total, en 1983, comparativement à 67,4%, en 1981, et à 64,5%, en 1971. La reprise de l'activité dans les autres secteurs a ramené la part du secteur tertiaire dans le PIB total à 70,5%, en 1987. Cependant, c'est le secteur tertiaire qui a connu la plus forte croissance de l'emploi de 1983 à 1987, de sorte qu'il compte 71,3% de l'emploi total, en 1987, par rapport à 70,7%, en 1983, et 62,0%, en 1971. De 1983 à 1987, trois des grands groupes d'activité du secteur tertiaire continuent d'accroître leur importance relative de l'emploi en enregistrant les augmentations annuelles suivantes: le commerce (3,4%), les services socioculturels, commerciaux et personnels (3,5%), ainsi que les finances, les assurances et les affaires immobilières (4,3%). Suivant une tendance observée depuis 1967, l'importance des transports, des communications et des autres services d'utilité publique diminue de 1983 à 1987, avec une hausse moyenne de l'emploi de 2,2% alors qu'elle est de 3,2% pour l'ensemble du secteur tertiaire. Finalement, à compter de 1983, les administrations publiques voient leur importance relative réduite, avec une croissance annuelle moyenne de 1,5% de l'emploi de 1983 à 1987.

Le secteur primaire et la construction

Profondément atteint par la récession, le secteur primaire souffre de la reprise tardive (1987) des matières premières sur les marchés mondiaux. Ainsi, on dénombre 76 000 emplois dans l'agriculture, en 1987, par rapport à 79 000, en 1981; 19 000, dans le secteur forestier comparativement à 23 000, en 1981; 21 000, dans les mines, les carrières et les puits de pétrole relativement à 29 000, en 1981. Au total, l'emploi du secteur primaire, en 1987 demeure légèrement inférieur à son niveau de 1982, soit 118 000 comparativement à

120 000 emplois, et affiche une baisse significative en regard de 1981 où il atteignait 131 000 emplois. L'industrie de la construction, qui subissait une diminution de son importance relative depuis le milieu des années 70, enregistre une forte hausse de l'emploi à partir de 1983 (8,4% par année, en moyenne); sa part de l'emploi total atteint 5,4% en 1987, alors qu'en 1981 et en 1977, elle était respectivement de 4,6% et de 5,8%.

Le secteur manufacturier

Si le secteur manufacturier réussit, après la récession, à rétablir en partie sa situation en ce qui a trait au produit intérieur brut, la croissance annuelle moyenne de l'emploi y est nettement plus faible que dans l'ensemble de l'économie, soit de 1,5%, de 1983 à 1987, comparativement à 2,9%. La part de l'emploi manufacturier dans l'emploi total était passée de 26,3%, en 1971, à 21,8%, en 1981, et elle s'établit à 19,3%, en 1987. De ce point de vue, le Québec se compare au Canada et aux États-Unis; en 1984, en excluant l'agriculture, le secteur manufacturier représente 21,2% de l'emploi total au Québec, en regard de 18,7% au Canada, 24,0% en Ontario et 20,6% aux États-Unis où ce ratio varie de 2,4%, dans le district de Colombia, à 32,5% en Caroline du Nord.

Ce secteur se développe très bien de 1983 à 1987; il affiche une hausse annuelle moyenne de 6,9% de la valeur de ses expéditions, ce qui correspond à une augmentation de 4,1% en dollars constants; au Canada, le taux de croissance réel est de 4,7%. De 1983 à 1987, les industries manufacturières où l'on enregistre les plus fortes hausses réelles de la valeur des expéditions sont celles des produits électriques et électroniques, du bois, des produits métalliques, de la première transformation des métaux, des produits minéraux non métalliques, du meuble et des articles d'ameublement, et des produits en matière plastique; dans l'industrie du papier et des produits connexes, on remarque une hausse modérée du volume des expéditions mais une augmentation importante des prix de vente. L'industrie qui subit le recul le plus marqué du volume d'expéditions, de 1983 à 1987, est celle des produits raffinés du pétrole et du charbon; on note aussi des baisses ou de faibles hausses dans les industries des aliments, du cuir et des produits connexes, des textiles de première transformation et du matériel de transport.

Il est devenu difficile d'analyser l'évolution du secteur manufacturier à l'aide des caractéristiques habituelles, c'est-à-dire l'importance relative de la main-d'oeuvre et du capital, le niveau des salaires, le type de biens fabriqués (durables ou non durables) et la nature du secteur (traditionnel ou de haute technologie). En effet, l'évolution technologique a permis à des entreprises de toutes les industries de se démarquer des autres quant à la rentabilité, aux salaires et à la productivité du travail et du capital. De même, les classifications statistiques actuelles ne permettent pas de distinguer adéquatement les industries selon la complexité de leur technologie. Toutefois, on peut penser que la concurrence sur les marchés fait que les déplacements d'activité d'un secteur à l'autre vont dans le sens d'un renforcement de la structure industrielle au Québec.

L'évolution des différents secteurs d'activité reflète, en partie, les transformations de la demande des consommateurs québécois; ainsi, après la récession, la demande intérieure pour le logement a été forte, ce qui a stimulé aussi les industries du bois, des produits minéraux non métalliques, du meuble et des produits métalliques. Par ailleurs, la réduction des déficits publics se traduit par une plus faible croissance des dépenses de l'administration publique et de certains services. Cependant, étant donné l'importance qu'ont les marchés extérieurs pour l'écoulement des produits québécois, l'évolution de la demande mondiale est déterminante dans la croissance économique du Québec. Depuis 1983, les marchés mondiaux des produits agricoles, de même que ceux de plusieurs produits miniers, sont saturés; à cela s'ajoutent les restrictions de l'utilisation de l'amiante imposées dans plusieurs pays. Quant à l'industrie des produits raffinés du pétrole et du charbon, elle est soumise à une sévère rationalisation, au Canada comme à l'étranger, tandis qu'une surproduction mondiale dans les domaines des chantiers navals et de l'assemblage d'automobiles porte atteinte à l'industrie du matériel de transport.

Les dépenses en immobilisations, par secteur

Les investissements importants réalisés dans le secteur manufacturier depuis 1983 devraient permettre au Québec de prendre sa place sur les marchés en expansion, dans les industries des produits en matière plastique, de certains produits chimiques, du meuble et de la machinerie; ensuite, d'exploiter ses avantages comparatifs dans l'aluminerie et d'autres industries fortes consommatrices d'énergie électrique; enfin, de préserver la part de marché actuelle des industries du papier et des produits connexes, de l'aéronautique, de l'automobile, du matériel électrique et électronique.

Ailleurs, dans les domaines de l'agriculture et de l'exploitation forestière, les dépenses en immobilisations réalisées de 1983 à 1987 sont inférieures, même en dollars courants, à celles de la période 1978-1982; dans les mines, les carrières et les puits de pétrole, le total des dépenses augmente très légèrement pour la même période de comparaison. Ces dépenses n'incluent toutefois pas les dépenses d'exploration minière, lesquelles se sont avérées très importantes au cours des dernières années, notamment dans les mines d'or.

La faiblesse des dépenses en immobilisations au Québec après la récession est également imputable, dans une forte proportion, à la baisse enregistrée dans les industries de l'électricité, du gaz et de l'eau, où ces dépenses totalisent 9,5 milliards de dollars, de 1983 à 1987, comparativement à 13,5 milliards de dollars, de 1978 à 1982. De faibles augmentations sont également observées dans le transport et les communications. Parmi les activités tertiaires, les augmentations les plus importantes des dépenses en immobilisations, pour la période 1983-1987, se situent dans les finances, les assurances et les affaires immobilières, le commerce et les services commerciaux.

Depuis 1983, on observe une croissance modeste des dépenses en immobilisations dans le secteur public (comprenant les entreprises publiques). Ces dépenses n'augmentent que de 2,4%, tandis que celles du secteur privé augmentent globalement de 83,7% (58,5% en excluant l'habitation), au cours de la période 1983-1987, en regard de la période quinquennale précédente. De 1978 à 1982, en raison des travaux de développement de la Baie-James, les dépenses publiques étaient particulièrement élevées, atteignant 40,1% des dépenses totales en immobilisations; cette part n'est que de 27,2%, de 1983 à 1987, par rapport à 33,8%, 33,3% et 37,2% respectivement pour les trois périodes quinquennales s'étendant de 1963 à 1977.

L'organisation industrielle

Outre les déplacements d'activité d'un secteur à l'autre, les mutations de l'économie influencent divers aspects de l'organisation de la production, notamment l'évolution du contrôle étranger et de la taille moyenne des entreprises.

Les sociétés sous contrôle étranger

L'examen des dépenses en immobilisations au Québec depuis 1983 montre que les entreprises sous contrôle étranger participent pleinement aux investissements massifs réalisés dans le secteur manufacturier. De 1983 à 1987, ces dépenses en immobilisations atteignent 6,7 milliards de dollars[1], soit 42,9% des dépenses totales du secteur manufacturier, alors que de 1978 à 1982, elles se situaient à 34,0%. Tel n'est pas le cas des entreprises sous contrôle

1. Statistique Canada, *Les immobilisations des établissements manufacturiers, miniers et forestiers sous contrôle national et étranger* (61-215).

étranger dans le secteur des mines, des carrières et des puits de pétrole, où leur part des dépenses d'investissement s'établit à 39,5%, de 1983 à 1987, en regard de 53,9%, de 1978 à 1982. Dans le secteur manufacturier, on constate, particulièrement en 1987, que les entreprises sous contrôle étranger effectuent une part très élevée des dépenses d'investissement dans les industries des produits chimiques (76%), du matériel de transport (75%), de la première transformation des métaux (60%), des produits minéraux non métalliques (55%), des textiles (50%) et des produits électriques et électroniques (48%). Les industries où la part de ces entreprises dans l'investissement est la plus faible, en 1987, sont celle du bois (5,7%), et celle des papiers et produits connexes (8,2%).

En plus du contexte favorable, les facteurs qui contribuent à attirer les firmes étrangères au Québec, depuis 1983, varient d'une industrie à l'autre; on peut citer la disponibilité d'énergie électrique peu coûteuse, la proximité géographique et culturelle du marché américain, pour les firmes européennes et asiatiques, l'accord canado-américain de partage de la production de matériel militaire, l'attribution de contrats de la Défense nationale canadienne et l'existence d'une expertise dans le domaine de l'aéronautique.

Par ailleurs, il faut souligner que cette augmentation de l'investissement étranger fait suite à une baisse de l'importance des firmes étrangères au Canada et au Québec, observée depuis 1970: la part de ces firmes dans l'actif total des corporations non financières au Canada passait de 37,0%, en 1971, à 23,4%, en 1985. Au Québec, la seule donnée disponible pour mesurer la présence d'entreprises étrangères est le revenu imposable des corporations; en ne considérant que les entreprises classées selon le type de contrôle, on observe que 30,0% du revenu imposable provient d'entreprises étrangères, en 1985, comparativement à 44,2%, en 1970. Cette évolution s'inscrit dans un processus de relocalisation internationale de l'industrie, mais elle résulte également d'une politique canadienne visant à réduire la dépendance de l'économie nationale envers le capital étranger; cette politique s'est traduite notamment par la création de l'Agence canadienne de tamisage des investissements étrangers, et elle a inspiré certaines dispositions de la politique nationale de l'énergie. Des données de sources américaines[2] indiquent que la part du Canada dans les investissements directs des États-Unis à l'étranger est passée de 29,0%, en 1968, à 19,3%, en 1986; dans le secteur manufacturier cette part est passée de 29,9% à 22,2%, au cours de la même période. Ce ne sont pas non plus les pays en voie de développement qui ont profité de ce déplacement, puisque leur part des investissements américains a diminué, passant de 26,7%, en 1968, à 23,3%, en 1986; en revanche, la part de l'Europe se situe à 47,4%, en 1986, comparativement à 32,0%, en 1968.

Dans le secteur manufacturier au Québec, les statistiques démontrent que la diminution de l'importance des firmes étrangères nuit à l'emploi. En effet, la part du revenu imposable attribuable aux corporations sous contrôle étranger passe de 56,2%, en 1970, à 46,9%, en 1984, alors que la part des travailleurs à la production de ces entreprises passe de 31,4%, en 1970, à 21,5%, en 1985. On assiste donc au cours de cette période à une diminution non seulement du nombre d'établissements étrangers (de 779 à 693), mais aussi à une forte réduction de la taille moyenne de ces établissements; le nombre moyen de travailleurs à la production est de 114 par établissement, en 1985, comparativement à 149, en 1970. Conséquemment aux efforts de réduction des coûts en main-d'oeuvre et au recours à des méthodes de production plus automatisées, on note une diminution du nombre de travailleurs, de même qu'une tendance des entreprises à la spécialisation et au raccourcissement des séries de production.

2. U.S. Departement of Commerce, *Survey of Current Business*.

La taille des entreprises

La taille moyenne des entreprises canadiennes est plus faible que celle des firmes étrangères. Le nombre moyen de travailleurs par établissement y demeure assez stable passant de 27,0, en 1970, à 33,7, en 1976, puis à 29,0, en 1985. Le nombre des établissements canadiens ayant augmenté, le nombre de travailleurs du secteur manufacturier est passé de 254 000, en 1970, à 289 000, en 1986, tandis que celui des travailleurs des firmes étrangères diminuait de 116 000 à 79 000.

Dans ce contexte, les petites et les moyennes entreprises sont apparues particulièrement dynamiques pour la création d'emplois. Dans l'ensemble de l'économie, les données disponibles à partir de 1978 révèlent que les entreprises canadiennes et étrangères de moins de 100 employés voient leur effectif s'accroître de 172 200, entre 1978 et 1985, tandis que les grandes entreprises enregistrent une diminution de 5 800. De 1978 à 1981, la création d'emplois a été aussi importante dans les grandes entreprises, mais celles-ci ont davantage ressenti la récession et, en 1985, l'emploi est en baisse de 114 000 par rapport à 1981; dans les petites et les moyennes entreprises, l'emploi se redresse dès 1983 et, en 1985, il surpasse de 120 000 le nombre d'emplois de 1981. Dans le secteur manufacturier, l'emploi s'accroît de 7 500, chez les PME, entre 1978 et 1985, alors qu'il diminue de 58 000, dans les grandes entreprises.

Les PME constituent un univers très diversifié; au Québec, elles sont particulièrement présentes dans l'agriculture, la forêt et la pêche, où, en 1985, elles regroupent 92,3% de l'emploi total du secteur primaire. Par ailleurs, leur part de l'emploi est répartie comme suit: la construction (79,3%), le commerce de détail (59,0%), le commerce de gros (53,3%) et le secteur manufacturier (32,1%). Dans ce dernier secteur, où elles comptent pour 27,3% de la valeur des expéditions, en 1984, on constate que le marché local est particulièrement important: 71,6% de leurs expéditions sont destinées au marché québécois, 21,3%, au reste du Canada et 7,2%, à l'étranger. Pour l'ensemble des expéditions des manufacturiers québécois, ces proportions s'établissent respectivement à 54,9%, à 23,7% et à 21,4%.

De nombreuses PME, appuyées par le gouvernement du Québec, s'efforcent d'accroître leurs ventes à l'étranger, le marché québécois devenant de plus en plus étroit au fur et à mesure que l'entreprise se développe. L'utilisation de technologies de pointe, la conception de produits de qualité et la prospection des marchés exigent des dépenses importantes de la part des entreprises; celles qui réussissent à imposer leurs produits se retrouvent souvent avec des problèmes de financement de leurs projets d'expansion. L'accès au financement public, que procure aux entreprises le Régime d'épargne-actions du gouvernement du Québec, a permis aux PME québécoises de recueillir des milliards de dollars en capital-actions et de se mettre partiellement à l'abri des hausses de taux d'intérêt et de rappels de prêts bancaires en période de difficulté. Selon une recherche récente[3], près de 11% des sommes reçues lors du premier recours au financement public sont consacrées à la recherche et au développement. En outre, une enquête révèle que 85% des entreprises de moins de 100 employés possèdent de l'équipement informatique, mais seulement 12% d'entre elles sont très informatisées[4]; aucune des petites entreprises de l'enquête n'utilise la conception assistée par ordinateur ou la fabrication assistée par ordinateur.

3. Jocelyn Desrochers, Ahmed Naciri, Ghislaine Théberge et Julien Naud, *La PME et le financement public au Québec: Attrait - Décision - Impact*, juillet 1987.
4. L.A. Lefebvre et al., « L'informatique dans la moyenne et la grande entreprise au Québec » , *Gestion*, septembre 1986.

La recherche et le développement

Les statistiques sur la recherche et le développement (R&D) au Québec démontrent que les entreprises dont les ventes annuelles sont inférieures à dix millions de dollars ne réalisent que 9,5% des dépenses industrielles en R&D, en 1985, un pourcentage qui demeure assez stable de 1979 à 1985. Cependant, la part des dépenses totales qui sont effectuées par des entreprises sous contrôle étranger est passée de 39,4%, en 1979, à 33,8%, en 1985. Au total, les dépenses industrielles en R&D totalisent 788,2 millions de dollars au Québec en 1985, ce qui représente 23,7% des dépenses canadiennes; la part du Québec dans le total canadien demeure à un peu moins de 25% depuis 1979. Les dépenses québécoises en R&D sont fortement concentrées dans quelques industries: la fabrication d'avions et de pièces (193 millions de dollars en 1985), le matériel électronique (105 millions en 1984, donnée confidentielle en 1985), les industries à base de bois (40 millions) et les bureaux d'études et de services (32 millions).

Dans le domaine de la R&D comme ailleurs, l'action des grandes et celle des petites et des moyennes entreprises sont complémentaires. Récemment, l'attitude plus ouverte du gouvernement canadien face à l'investissement étranger et la plus grande compétitivité, que procure la dévaluation des devises canadiennes et américaines face aux autres monnaies, pourraient renforcer la présence des multinationales étrangères et des grandes entreprises canadiennes et québécoises. Par ailleurs, si l'accord de libre-échange avec les États-Unis peut réduire l'incitation des entreprises américaines à produire au Canada, cet accord et les différentes pressions commerciales pourraient encourager les firmes des autres pays à profiter du marché nord-américain par le biais d'une production canadienne. Toutefois, le dynamisme des PME depuis le début de la décennie aura fortement contribué à renforcer la structure industrielle québécoise et à créer ainsi un milieu d'affaires plus diversifié, où chacun des deux types d'entreprises profitent davantage de la croissance de l'autre.

L'adaptation de la main-d'oeuvre et la productivité du travail

La répartition de l'emploi

Les transformations de l'économie ont des conséquences notables sur le marché du travail. Avec le développement de l'esprit d'entreprise, on constate d'une part que 2,4% des travailleurs sont des employeurs, en 1987, comparativement à 1,9%, en 1975; d'autre part, la proportion de ceux qui travaillent à leur propre compte passe de 3,9% à 5,5%. Les bouleversements concernent l'ensemble du marché du travail. Ainsi, entre 1983 et 1987, parmi les 324 000 emplois additionnels, il y en a 192 000, soit 59,3%, qui sont des postes de direction ou de professions libérales; cela représente une augmentation plus rapide de la part de ce type d'emploi, qui passe de 22,2% du total, en 1975, à 25,0%, en 1983, puis à 28,7%, en 1987. Pendant ce temps, on assiste à une diminution de l'importance relative des emplois reliés au secteur primaire, au traitement des matières premières, à la construction, au transport ainsi qu'à la manutention.

La formation scolaire

Parallèlement, on observe une nette progression de la scolarisation des personnes occupant un emploi; la proportion de celles-ci détenant un grade universitaire atteint 14,2%, en 1987, comparativement à 12,8%, en 1983 et 9,2%, en 1975. De plus, 85,5% de ces personnes font partie de la population active, en 1987, relativement à un taux d'activité de 63,5% pour l'ensemble de la population, et le taux de chômage des diplômés se situe à 5,1%, par rapport à

10,3%. Les personnes qui possèdent huit années ou moins de scolarité ne comptent plus que pour 13,8% de l'emploi, en 1987, comparativement à 26,6%, en 1975; le taux d'activité de ces gens n'est que de 37,3%, en 1987, et le taux de chômage atteint ici 13,4%.

On assiste, depuis les années 60, à une progression générale de la scolarisation des travailleurs québécois. Ce phénomène est favorisé par la possibilité, pour les personnes les moins scolarisées, de prendre leur retraite, par les exigences du marché du travail et par l'accessibilité aux études postsecondaires, grâce au réseau des cégeps. Divers indicateurs[5] permettent de constater que cette tendance se maintient depuis 1983. Par exemple, la proportion de la population âgée de 18 à 24 ans inscrite à des études postsecondaires s'élève à 33,0%, en 1985-86, comparativement à 27,6%, en 1982-1983, à 24,8%, en 1978-79 et à 22,0%, en 1974-75. La proportion des 18-24 ans qui fréquentent l'université passe de 8,5%, en 1974-75, à 10,9%, en 1982-83, puis à 13,5%, en 1985-86; en Ontario cette part atteint 16,2%, en 1985-86.

La proportion des personnes de 25 ans et plus qui fréquentent un établissement d'enseignement postsecondaire est également en croissance, passant de 3,9%, en 1978-79, à 6,4%, en 1985-86. Ceci découle, d'une part, d'un retour aux études des adultes et, d'autre part, de l'augmentation du nombre de personnes complétant des études de troisième cycle. Un total de 498 diplômes de doctorat sont délivrés au Québec, en 1985, par rapport à 368, en 1978, ce qui représente une augmentation moyenne de 4,4% par an, et un rattrapage en regard de l'Ontario où le nombre de doctorats décernés passe de 908, en 1978, à 913, en 1985.

Les impératifs du marché du travail se répercutent également dans le choix des domaines d'études. Ainsi, la proportion des étudiants universitaires du premier cycle inscrits dans les domaines de l'éducation, de la santé et du droit diminue, tandis que la proportion de ceux qui sont inscrits en administration, en génie et en sciences appliquées augmente. Faute de données détaillées antérieures à 1984-85, il n'est pas possible d'analyser l'augmentation des étudiants inscrits dans les autres domaines d'études qui comprennent certaines sciences sociales, les humanités, les mathématiques, l'informatique et les sciences physiques et biologiques.

La productivité du travail

L'utilisation d'une main-d'oeuvre plus qualifiée, la modernisation des équipements de production et les efforts de réduction des coûts de la main-d'oeuvre contribuent à une croissance plus marquée de la productivité du travail depuis 1982. Le taux de croissance annuel moyen de la productivité (mesurée par le PIB à prix constants par travailleur) se situe à 1,7% au Québec, de 1982 à 1986, comparativement à 0,4%, de 1974 à 1982. La période de stagflation, de 1974 à 1982, caractérisée par une forte inflation, par deux récessions (en 1975 et 1982) et par un net ralentissement de la croissance en 1980, a été peu propice à des gains de productivité; le PIB réel n'augmentait lui-même qu'au rythme de 1,3% par an, en moyenne, tandis que les 200 000 emplois additionnels se retrouvaient essentiellement dans des secteurs de services à faible productivité. Cette situation, qui peut être associée au phénomène de sous-investissement mentionné précédemment, est observée dans l'ensemble des pays de l'OCDE, où le taux de croissance annuel moyen de la productivité passe de 4,1%, entre 1966 et 1973, à 1,6%, de 1973 à 1979, et à 1,4%, de 1979 à 1985.

Au Québec, de 1982 à 1986, on observe les taux de croissance les plus élevés de la productivité dans les mines, les carrières et les puits de pétrole (4,5%), les transports, les communications et les autres services d'utilité publique (4,7%); il en va de même dans le

5. Statistique Canada, *L'éducation au Canada*, 1986 (81-229).

secteur manufacturier (4,3%). Ce dernier secteur, qui bénéficie d'investissements importants depuis la récession, obtient également un des taux de croissance les plus élevés de la productivité pour l'ensemble de la période 1974-1986 (2,2% comparativement à 0,8% pour l'ensemble de l'économie); fortement exposé à la concurrence étrangère, le secteur manufacturier doit s'adapter et il compte 50 000 emplois de moins en 1986 qu'en 1974. Au contraire, les activités du secteur tertiaire, généralement à l'abri de cette concurrence, n'enregistrent pas de hausses importantes de productivité, de 1974 à 1986, à l'exception du transport, des communications et des autres services d'utilité publique.

Au cours de la période 1974-1986, le Québec est parvenu à réduire sensiblement son écart de productivité par rapport à l'Ontario et à l'ensemble du Canada; en 1974, le PIB par emploi atteignait 25 564 $ (aux prix de 1981), soit 88,7% de celui de l'Ontario et 84,2% de celui du Canada; en 1986, ces proportions sont passées respectivement à 89,7% et à 89,9%. En effet, la période de stagflation s'est avérée beaucoup plus néfaste aux économies ontarienne et canadienne, en ce qui a trait à l'évolution de la productivité, celle-ci diminuant, entre 1974 et 1982, de 0,5% par année en Ontario et de 0,6% au Canada. Toutefois, de 1982 à 1986, l'économie ontarienne enregistre une croissance beaucoup plus marquée de la production que de l'emploi, et la productivité s'y accroît à un rythme annuel moyen de 3,2%, relativement à 2,0%, pour le Canada et à 1,7%, pour le Québec.

Les gains liés à la productivité du travail permettent de réduire les coûts unitaires de production, dans la mesure où ils ne sont pas annulés par un accroissement important des coûts du capital ou des autres ressources. Ils peuvent donc se traduire par un prix de vente plus faible des produits, ou par une rémunération plus élevée de la main-d'oeuvre ou du capital engagé dans la production. Dans les secteurs primaire et manufacturier, la concurrence internationale a rendu les gains de productivité nécessaires à la survie des entreprises et ils ont donc été accompagnés d'une baisse des prix relatifs des produits. Le développement des échanges internationaux de services, l'abolition des barrières à ces échanges dans le cadre de l'accord canado-américain de libre-échange et du GATT, ainsi que la déréglementation de plusieurs industries au Canada sont de nature à aviver la concurrence dans le secteur tertiaire. Cette évolution laisse croire que les entreprises devront intensifier leurs efforts pour augmenter la productivité du travail, au moment même où les administrations publiques tentent de réduire les dépenses dans leur champ d'activité. Le secteur tertiaire pourrait alors ne plus être autant en mesure d'absorber la main-d'oeuvre libérée ailleurs ou encore, celle qui arrive sur le marché du travail, comme ce fut le cas par le passé.

Néanmoins, la nature même de certains services permet de croire que la possibilité de substituer la machine à la personne est limitée, notamment dans les secteurs de la santé et des soins, de l'éducation, de l'hébergement et de la restauration, du courtage et des services-conseils en général (génie, gestion, marketing, informatique, etc.). Par ailleurs, la modernisation du secteur manufacturier survient en même temps que le développement rapide des activités de services aux entreprises. De plus, la baisse des prix des produits manufacturés dégage un pouvoir d'achat qui permet un accroissement qualitatif et quantitatif de la consommation de services de restauration, de soins personnels et de loisirs. Ces facteurs pourraient donc assurer une certaine croissance de l'emploi du secteur tertiaire malgré une augmentation de la productivité.

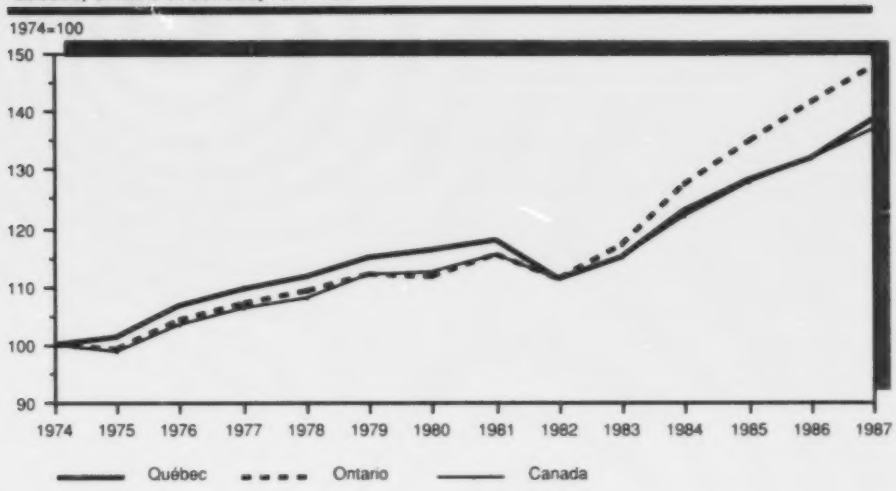
Conclusion

Malgré les inquiétudes, la longue période d'expansion permet à la majorité des Québécois de retrouver un pouvoir d'achat comparable ou supérieur à ce qu'il était avant la récession. Cependant, en 1987 comme en 1981, plus de 10% de la population active est en chômage; plusieurs économies régionales, dont celles qui reposent sur l'activité minière, n'ont pas connu de véritable reprise.

La sévérité de la concurrence internationale limite la croissance de l'emploi et des taux de salaire; de plus, elle tend à uniformiser les niveaux de taxation des pays, menaçant ainsi le développement et le maintien des programmes sociaux. Le Québec des années 80 apparaît bien déterminé à relever le défi que représente cette concurrence. L'accès, souvent difficile, au marché du travail pour les diplômés, n'empêche pas le progrès continu dans la fréquentation des établissements d'enseignement postsecondaire. De plus, l'esprit d'entreprise qui se manifeste dans le secteur privé profite du soutien financier d'un très grand nombre de petits actionnaires.

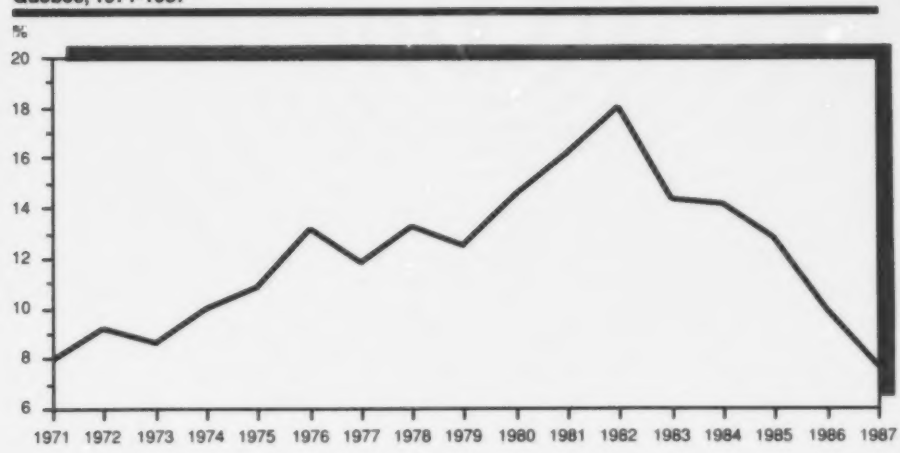
Des investissements très importants dans diverses industries manufacturières et dans les services financiers et commerciaux sont réalisés, tant par les entreprises québécoises et canadiennes que par les firmes étrangères. Ces investissements permettent des gains importants de productivité et entraînent une modernisation de la structure industrielle québécoise sur le plan des technologies de production et de la qualité des produits. Bref, le développement social et culturel du Québec, la protection de l'environnement et l'amélioration de la qualité de la vie, en général, dépendent d'une économie prospère.

Figure 1
**Évolution du PIB réel,
Québec, Ontario et Canada, 1974-1987**



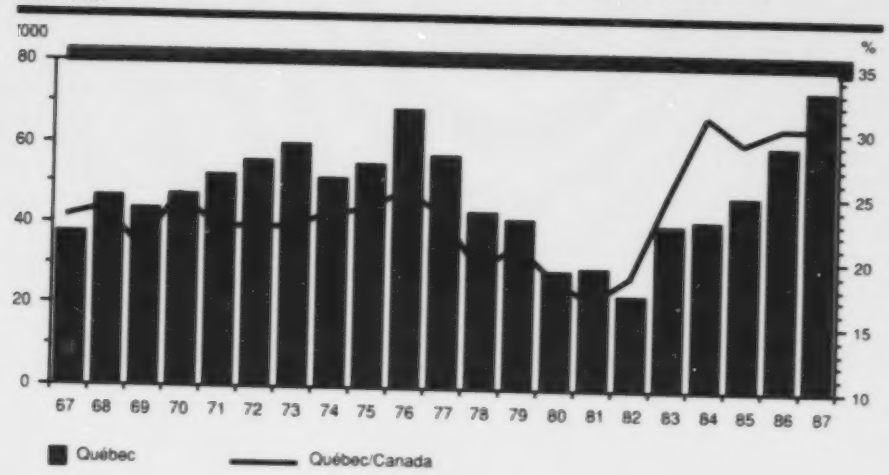
Source: Conference Board du Canada.

Figure 2
**Évolution du taux d'épargne,
Québec, 1971-1987**



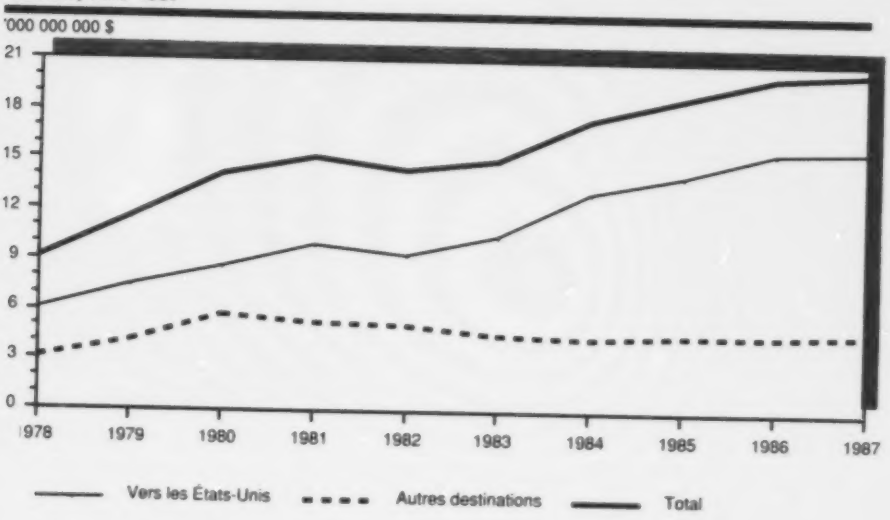
Source: Bureau de la statistique du Québec, *Comptes économiques des revenus et des dépenses, édition 1988.*

Figure 3
Évolution des mises en chantier de logements et part du Québec dans le Canada, 1967-1987



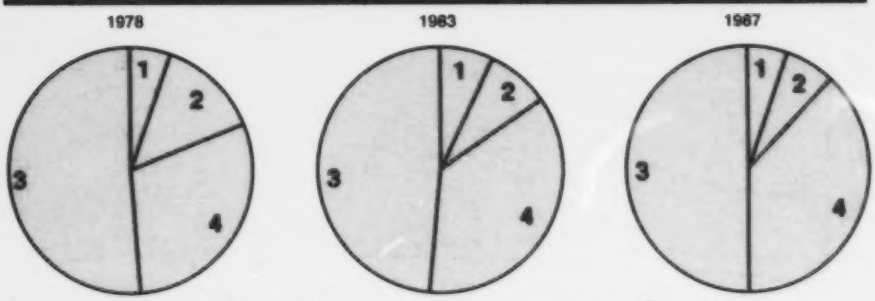
Source: Statistique Canada.

Figure 4
Évolution de la valeur des exportations, Québec, 1978-1987



Source: Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec, édition 1988.*

Figure 5
Importance relative des principaux groupes de produits d'exportation, Québec, 1978, 1983 et 1987

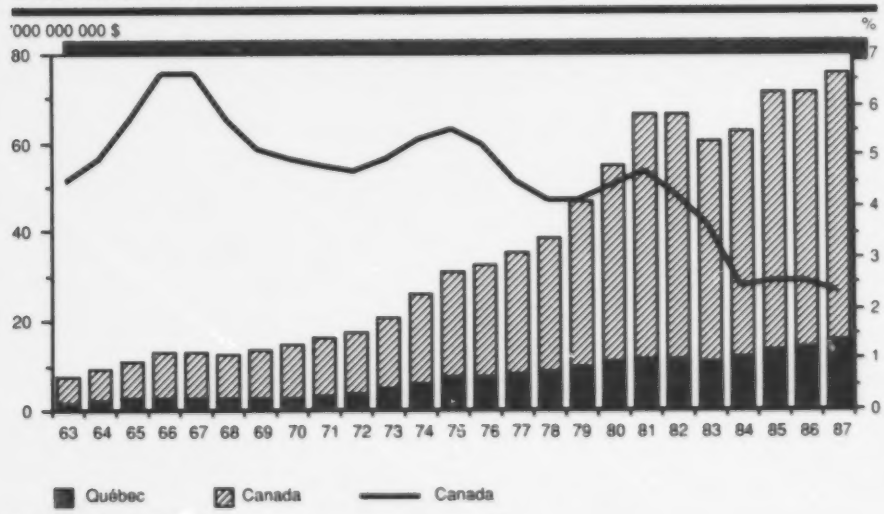


1 Animaux vivants, aliments, provendes, boissons et tabacs[1]
2 Matières brutes non comestibles [2]
3 Matières travaillées non comestibles [3]
4 Produits finis non comestibles [4]

1. Principaux produits: Viandes, produits laitiers.
2. Principaux produits: Minerai de fer et amiante.
3. Principaux produits: Bois d'oeuvre, pâtes de bois, papier d'impression, aluminium, cuivre, zinc et électricité.
4. Principaux produits: Automobiles, tubes électroniques et semi-conducteurs, matériel commercial de télécommunication, moteurs et pièces d'avion, machines et matériel de bureau, meubles, matériel roulant de chemin de fer.

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec, édition 1988.*

Figure 6
Évolution des dépenses en immobilisations[1] et variation du stock de capital, Québec et Canada, 1963-1987

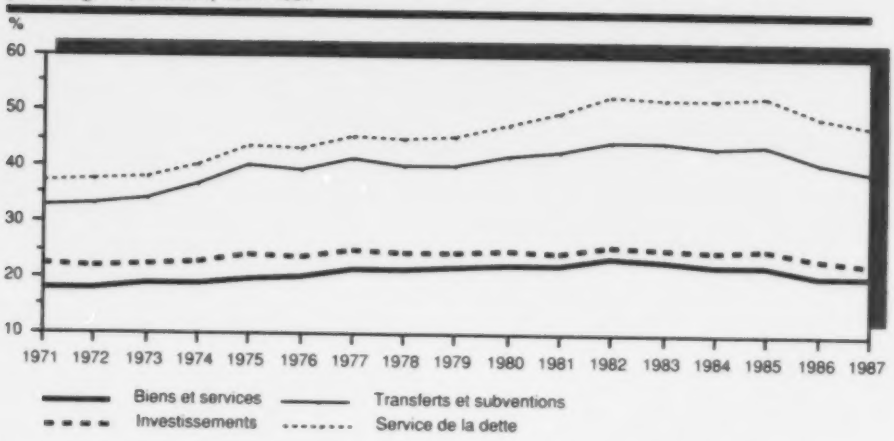


1. Excluant l'habitation.

Source: Statistique Canada.

Figure 7

Évolution des dépenses totales des administrations publiques[1] en proportion du PIB, par catégorie, Québec, 1971-1987

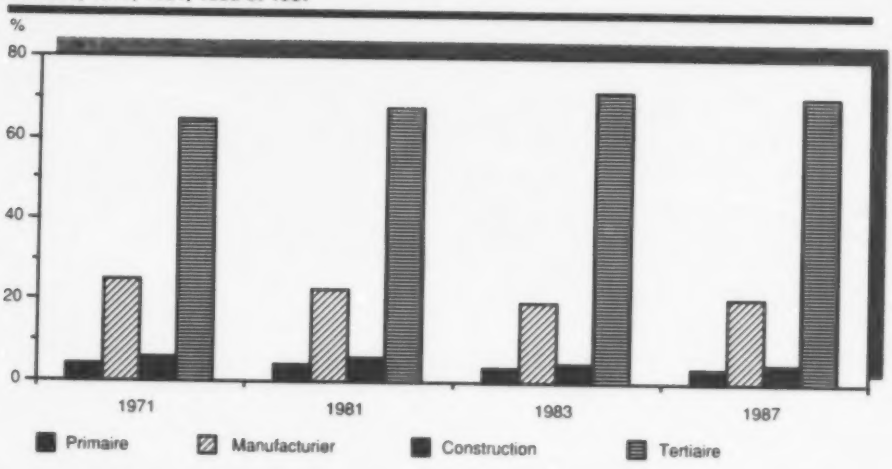


1. Les dépenses publiques considérées dans le calcul du PIB sont les dépenses en biens et services et les investissements, qui constituent environ 25% du PIB, le service de la dette et les autres transferts n'étant pas des dépenses finales.

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Comptes économiques des revenus et des dépenses , édition 1988.*

Figure 8

Répartition du PIB au coût des facteurs par secteur d'activité, Québec, 1971, 1981, 1983 et 1987



Source: Bureau de la statistique du Québec, *Comptes économiques des revenus et des dépenses , édition 1988.*

Tableau 1

Répartition de l'emploi selon le secteur d'activité, Québec, 1967-1987

	1967	1977	1981	1982	1983	1987	
			%			%	'000
Primaire	**8.3**	**4.8**	**4.8**	**4.6**	**4.8**	**4.0**	**118**
Agriculture et pêche	5.4	2.9	2.9	3.0	3.0	2.6	78
Forêts	1.5	0.8	0.8	0.7	0.8	0.6	19
Mines, carrières et puits de pétrole	1.4	1.1	1.1	0.9	0.9	0.7	21
Secondaire	**33.0**	**28.4**	**26.4**	**25.4**	**24.6**	**24.7**	**733**
Industries manufacturières	27.0	22.6	21.8	21.0	20.2	19.3	573
Construction	6.0	5.8	4.6	4.4	4.4	5.4	160
Tertiaire	**58.8**	**66.8**	**68.8**	**70.0**	**70.7**	**71.3**	**2 115**
Transports, communications et autres services d'utilité publique	9.4	8.2	8.4	8.4	8.0	7.8	232
Commerce	15.5	17.3	17.2	17.1	17.3	17.6	522
Finances, assurances et affaires immobilières	4.3	5.4	5.1	5.2	5.4	5.7	169
Services socioculturels, commerciaux et personnels	24.0	28.5	31.0	32.2	32.5	33.2	984
Administration publique et défense	5.6	7.4	7.2	7.1	7.5	7.0	209
Total[1]	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	2 966

1. L'emploi total en milliers s'établit à 2 070 en 1967, à 2 476 en 1977, à 2 726 en 1981, à 2 584 en 1982 et à 2 642 en 1983.

Source: Statistique Canada.

Tableau 2

Statistiques comparatives, Québec, Canada et quelques États américains, 1984

	Revenu personnel moyen (1985)	Taux de chômage (1984)	Secteur manufacturier (1984)		
			Part de l'emploi du secteur[1]	Salaire horaire moyen	Principale industrie
	$ US	%	%	$ US	
Terre-Neuve	7 799	20.5	12.5	7.34	Aliments
Île-du-Prince-Édouard	8 119	12.8	8.2	5.23	Aliments
Nouveau-Brunswick	8 721	14.9	14.3	7.70	Aliments
Mississipi	9 187	10.8	26.6	6.95	Matériel de transport
Nouvelle-Écosse	9 400	13.1	13.1	7.65	Aliments
Virginie occidentale	10 193	15.0	15.3	9.93	Produits chimiques
Saskatchewan	10 376	8.0	7.1	8.72	Aliments
Arkansas	10 476	8.9	27.3	7.31	Produits alimentaires
Utah	10 493	6.5	15.7	8.95	Machinerie
Caroline du Sud	10 586	7.1	29.8	7.28	Produits textiles
Alabama	10 673	11.1	25.9	7.97	Papier et produits connexes
Kentucky	10 824	9.3	21.4	9.28	Produits alimentaires
Manitoba	10 899	8.3	13.7	7.58	Aliments
Nouveau-Mexique	10 914	7.5	7.3	7.97	Produits du pétrole et du charbon
Montana	10 974	7.4	7.9	10.74	Produits du bois
Québec	**11 055**	**12.8**	**21.4**	**8.02**	**Aliments**
Idaho	11 120	7.2	16.6	9.34	Produits alimentaires
Dakota du Sud	11 161	4.3	11.7	7.15	Produits alimentaires
Tennessee	11 243	8.6	27.5	7.93	Produits chimiques
Louisiane	11 274	10.0	11.4	10.06	Proudits chimiques
Caroline du Nord	11 617	6.7	32.4	7.01	Produits textiles
Canada	**11 687**	**11.3**	**18.8**	**8.63**	**Aliments**

Tableau 2 (suite)

Statistiques comparatives,
Québec, Canada et quelques États américains, 1984

	Revenu personnel moyen (1985)	Taux de chômage (1984)	Secteur manufacturier (1984)		
			Part de l'emploi du secteur[1]	Salaire horaire moyen	Principale industrie
	$ US	%	%	$ US	
Colombie Britannique	11 874	14.7	13.0	11.34	Bois
Maine	11 887	6.1	24.8	8.05	Papier et produits connexes
Dakota du Nord	12 052	5.1	6.1	7.86	Produits alimentaires
Vermont	12 117	5.2	22.7	8.03	Materiel electrique
Oklahoma	12 232	7.0	14.7	9.64	Machinerie
Indiana	12 446	8.6	29.1	10.45	Materiel electrique
Alberta	12 458	11.2	8.8	9.40	Petrole et charbon
Georgie	12 543	6.0	22.2	7.58	Produits textiles
Iowa	12 594	7.0	19.9	10.25	Machinerie
Oregon	12 622	9.4	19.8	10.44	Produits du bois
Arizona	12 795	5.0	14.6	9.09	Materiel electrique
Ontario	12 858	9.1	24.0	8.65	Materiel de transport
Wisconsin	13 154	7.3	26.7	10.03	Machinerie
Wyoming	13 223	6.3	4.2	8.86	Produits chimiques
Missouri	13 224	7.2	21.4	9.32	Materiel de transport
Ohio	13 226	9.4	26.5	10.96	Materiel de transport
Nebraska	13 281	4.4	14.1	8.93	Produits alimentaires
Pennsylvanie	13 437	9.1	24.1	9.28	Machinerie
Texas	13 483	5.9	15.5	9.04	Machinerie
Michigan	13 608	11.2	28.3	12.18	Materiel de transport
Floride	13 742	6.3	11.9	7.62	Produits alimentaires
Kansas	13 775	5.2	18.4	9.40	Materiel de transport
Etats-Unis	**13 867**	**7.5**	**20.6**	**9.18**	**Machinerie**
Washington	13 876	9.5	17.4		Materiel de transport
Rhode Island	13 906	5.3	29.3	7.23	Produits divers
Minnesota	14 087	6.3	20.5	9.75	Machinerie
Delaware	14 272	6.2	25.1	9.30	Produits chimiques
Nevada	14 488	7.8	4.9	9.12	Produits alimentaires
Virginie	14 542	5.0	18.1	8.12	Produits du tabac
Illinois	14 738	9.1	21.3	10.08	Machinerie
Colorado	14 812	5.6	13.9	9.24	Machinerie
New Hampshire	14 964	4.3	28.0	7.85	Machinerie
Maryland	15 864	5.4	12.1	9.45	Materiel electrique
New York	16 050	7.2	17.6	9.22	Imprimerie et edition
Californie	16 065	7.8	19.4	9.77	Materiel electrique
Massachusetts	16 380	4.8	23.7	8.50	Machinerie
New Jersey	17 211	6.2	21.8	9.50	Produits chimiques
Connecticut	18 089	4.6	27.4	9.22	Materiel de transport
District de Columbia	18 168	9.0	2.4	10.10	Imprimerie et edition

1. Dans l'emploi total non agricole.

Sources: U.S. Department of Commerce.
U.S. Bureau of the Census.
Statistique Canada.

Tableau 3

Nombre de salariés et valeur des expéditions des manufacturiers par industrie, Québec, 1983-1987

Industrie	Salariés		Expéditions		
	1987	1987/1983	1987	1987/1983	1987/1983[1]
	'000	Δ%	'000 000 $	Δ%	
Aliments	47,2	7,8	8 952,3	14,0	-0,4
Boissons	10,7	8,7	1 507,4	40,0	19,3
Tabac	3,5	-19,6	1 005,1	42,6	13,5
Produits en matière plastique	10,5	28,1	1 192,6	51,3	30,9
Cuir et produits connexes	7,8	-18,0	477,3	14,1	-4,5
Textiles de première transformation	15,3	-7,2	1 616,1	6,6	-0,4
Produits textiles	14,7	-3,6	1 525,2	29,7	16,2
Habillement	62,8	-1,1	3 839,3	27,9	15,6
Bois	31,8	16,4	3 334,5	62,1	46,0
Meubles et articles d'ameublement	17,2	20,5	1 205,2	54,6	32,2
Papier et produits connexes	42,4	3,8	7 685,8	51,8	18,2
Machinerie	14,1	7,0	1 293,1	45,9	27,6
Matériel de transport	36,7	14,5	5 042,4	29,1	9,9
Produits électriques et électroniques	36,9	14,7	4 221,0	64,1	47,8
Produits minéraux non métalliques	13,3	13,4	1 639,0	54,6	34,8
Produits raffinés du pétrole et du charbon	2,1	-29,9	3 653,0	-32,7	-19,7
Produits chimiques	25,8	6,7	4 495,0	33,4	20,8
Total	505,7	6,5	68 110,5	30,8	17,6

1. En dollars constants.

Source: Statistique Canada.

Tableau 4

Valeur des dépenses totales en immobilisations, selon le secteur d'activité, Québec, 1983-1987, 1978-1982

	1983-1987	1978-1982	Variation
	'000 000 $		%
Primaire	4 457,8	4 503,6	-1,0
Agriculture et pêche	2 707,4	2 790,9	-3,0
Forêts	101,5	179,5	-43,5
Mines, carrières et puits de pétrole	1 648,9	1 533,2	7,5
Secondaire	**17 243,4**	**10 438,3**	**65,2**
Industries manufacturières	15 861,6	9 349,5	69,7
Construction	1 381,8	1 088,8	26,9
Tertiaire	**44 890,3**	**36 654,8**	**22,5**
Transports et entreposage	3 082,7	3 070,5	0,4
Communications	3 492,3	3 286,1	6,3
Électricité, gaz et autres services d'utilité publique	9 493,0	13 506,6	-29,7
Commerce	2 121,4	1 300,4	63,1
Finances, assurances et affaires immobilières	5 156,3	1 970,4	161,7
Services commerciaux	7 515,9	4 048,5	85,6
Institutions et ministères gouvernementaux	14 028,7	9 472,3	48,1
Habitation	**27 551,4**	**10 707,0**	**157,3[1]**
Total	**94 142,9**	**62 303,7**	**51,1**
Total excluant l'habitation	**66 591,5**	**51 596,7**	**29,1[1]**

1. Au cours de la même période de comparaison, l'indice implicite des prix de la formation brute de capital fixe au Canada s'accroît de 29,5%, dans le cas de la construction résidentielle et de 15,7%, dans le cas de la construction non résidentielle, des machines et du matériel.

Source: Statistique Canada.

Tableau 5

Indicateurs économiques, par domaine d'activité, Québec, 1987

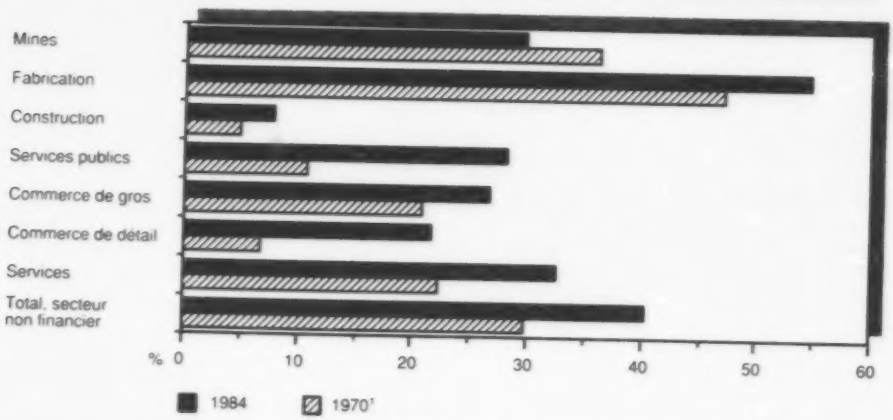
	Emploi		Rémunération hebdomadaire moyenne		Rémunération des salariés	
	'000	Δ%[2]	$	Δ%[3]	'000 000 $	Δ%[2]
Agriculture	76.3	1.0	..	..	331	3.3
Forêts	19.0	2.5	535.96	3.9	430	3.3
Pêche et piégeage	..	..	..	..	22	25.0
Mines	21.0	4.3	603.49	2.8	803	3.0
Industries manufacturières	572.8	1.8	456.36	3.0	15 776	7.4
Construction	159.8	8.4	543.46	3.1	4 123	10.3
Transports et entreposage	131.0	2.4	516.48	3.2	3 969	4.6
Communications	75.0	5.3	572.68	2.7	2 014	4.2
Services d'utilité publique	26.0	5.1	701.60	4.5	1 229	6.6
Commerce	521.5	3.4	313.35	3.8	9 747	9.8
Finances, assurances et affaires immobilières	169.2	4.3	451.07	4.1	5 263	8.4
Services socioculturels, commerciaux et personnels	984.0	3.5	368.35	1.8	21 038	7.2
Administration publique	208.6	1.5	563.20	3.1	6 524	5.2
Total	**2 966.0**	**2.9**	**419.56**	**2.6**	**71 269**	**7.3**

1. Sociétés ayant déclaré un revenu imposable supérieur à 500 $ au Québec.
2. Taux de variation annuel composé 1987/1983.
3. Taux de variation annuel composé 1987/1984.

Sources: Statistique Canada, *La population active* (71-001), *Emploi, gains et durée du travail* (72-002); *Statistiques fiscales des sociétés, 1985* (61-208).
Bureau de la statistique du Québec, *Comptes économiques des revenus et des dépenses du Québec; Investissements privés et publics au Québec, 1985-1987*.

Figure 9

Contribution des sociétés sous contrôle étranger au revenu imposable de la province, par industrie, Québec, 1970 et 1984



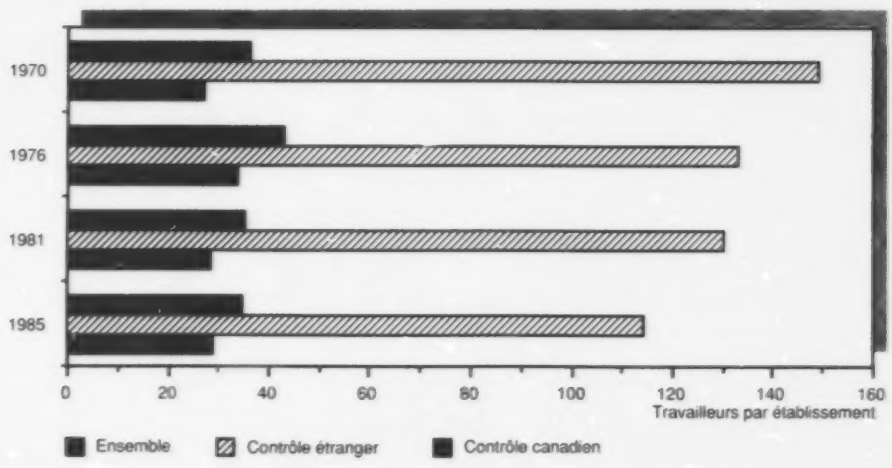
1. Contrairement à 1984, une fraction des entreprises (8.9% du total) ne sont pas classées selon le type de contrôle, de sorte que la part des sociétés sous contrôle étranger est sous-estimée pour 1970.

Source: Statistique Canada, *Loi sur les déclarations des corporations et des syndicats ouvriers*, Partie I - Corporations (61-210).

	PIB au coût des facteurs		Dépenses en immobilisations		Sociétés[1]	
					1981	1985
	'000 000 $	Δ%[3]	'000 000 $	Δ%[2]	n	
Agriculture	2 079	10,4	421,2	-9,2	671	1 394
Forêts	528	3,5	18,8	-0,9	217	578
Pêche et piégeage	72	10,7	..	..	16	51
Mines	1 546	9,2	393,4	10,1	147	177
Industries manufacturières	23 683	9,9	3 914,4	17,0	6 453	8 039
Construction	5 734	9,3	321,9	6,4	5 132	8 066
Transports et entreposage	5 457	6,6	465,7	-11,4	1 206	3 157
Communications	3 539	6,1	864,3	12,0	127	165
Services d'utilité publique	4 284	7,9	1 910,0	5,2	88	176
Commerce	12 488	9,4	506,3	11,7	15 942	21 182
Finances, assurances et affaires immobilières	19 773	10,8	1 784,0	35,0	8 794	13 075
Services socioculturels, commerciaux et personnels	27 139	7,5	2 831,0	20,2	8 641	13 318
Administration publique	7 905	5,5	2 198,5	6,7	..	..
Total	114 227	8,7	24 178,5	14,7	48 134	69 318

Figure 10

Nombre moyen de travailleurs à la production par établissement manufacturier, Québec, 1970-1985



Source: Statistique Canada, *Le contrôle national et étranger des établissements du secteur de la fabrication, des mines, et de l'abattage au Canada* (31-401).

Tableau 6

Répartition de l'emploi des PME et des grandes entreprises, selon le secteur d'activité, Québec, 1985

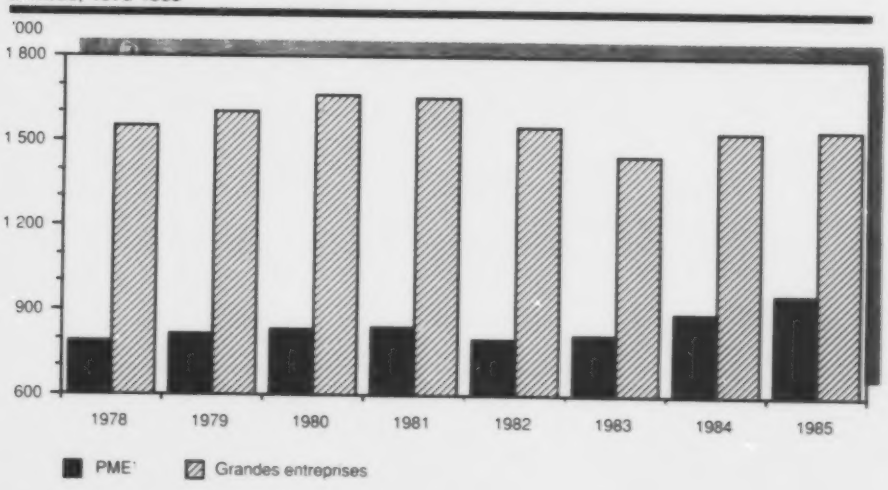
	PME[1]		Grandes entreprises		Total	
	'000	%	'000	%	'000	%
Secteur primaire	18.4	47.5	20.3	52.5	38.7	100.0
Agriculture, forêt et pêche	14.4	92.3	1.2	7.7	15.6	100.0
Mines, carrières et puits de pétrole	4.0	17.3	19.1	82.7	23.1	100.0
Secteur secondaire	243.8	39.6	371.5	60.4	615.3	100.0
Industries manufacturières	166.3	32.1	351.3	67.9	517.6	100.0
Construction	77.5	79.3	20.2	20.7	97.7	100.0
Secteur tertiaire	688.3	37.4	1 151.8	62.6	1 840.1	100.0
Transport, communications et autres services d'utilité publique	40.0	23.3	131.4	76.7	171.4	100.0
Commerce de gros	91.2	53.3	79.7	46.7	170.9	100.0
Commerce de détail	191.2	59.0	133.1	41.0	324.3	100.0
Finances, assurances et affaires immobilières	49.0	34.6	92.9	65.4	141.9	100.0
Services socioculturels, commerciaux	303.5	37.2	512.4	62.8	815.9	100.0
Administration publique et défense	13.4	6.2	202.3	93.8	215.7	100.0
Emplois non classés	10.0	94.3	0.6	5.7	10.6	100.0
Total	960.5	38.3	1 544.2	61.7	2 504.7	100.0

1. Entreprises ayant moins de 100 employés en 1984.

Source: Statistique Canada, *Intégration et analyse de microdonnées d'entreprises*, juillet 1987.

Figure 11

Évolution de l'emploi dans les PME et les grandes entreprises, Québec, 1978-1985



1. Moins de cent employés.

Source: Statistique Canada, *Intégration et analyse de microdonnées d'entreprises*, juillet 1987.

Tableau 7

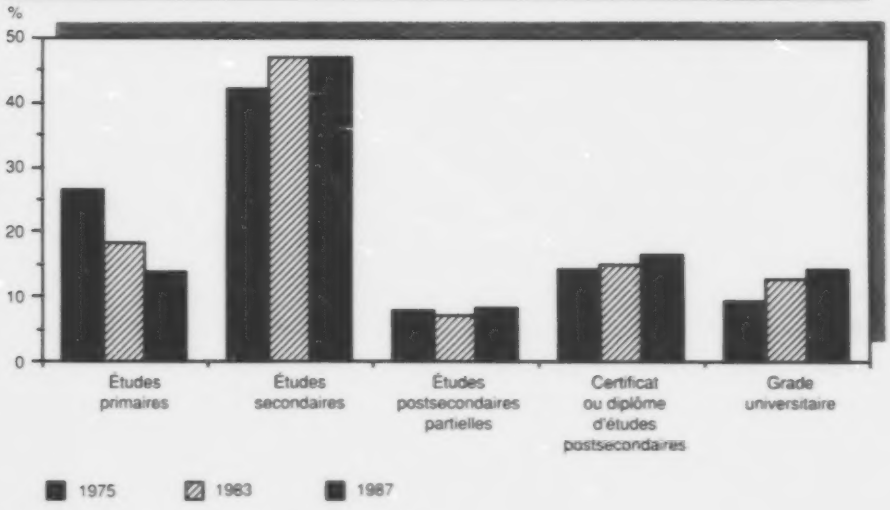
Répartition de l'emploi selon la profession, Québec, 1975-1987

	1975	1981	1982	1983	1987
			%		
Direction et professions libérales	22.2	24.5	25.0	25.0	28.7
Travail administratif	18.4	18.4	18.4	18.5	18.1
Commerce	9.9	10.2	10.0	10.0	9.4
Services	11.9	13.1	13.9	14.5	12.9
Professions du secteur primaire	4.2	4.1	4.1	4.3	3.5
Traitement des matières premières	18.7	17.4	16.1	15.6	14.7
Construction	6.0	4.9	4.6	4.6	5.3
Transports	4.5	3.5	3.8	3.6	3.7
Manutention et autres métiers	4.1	3.9	4.0	3.9	3.7
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Source: Statistique Canada, *La population active*, (71-001).

Figure 12

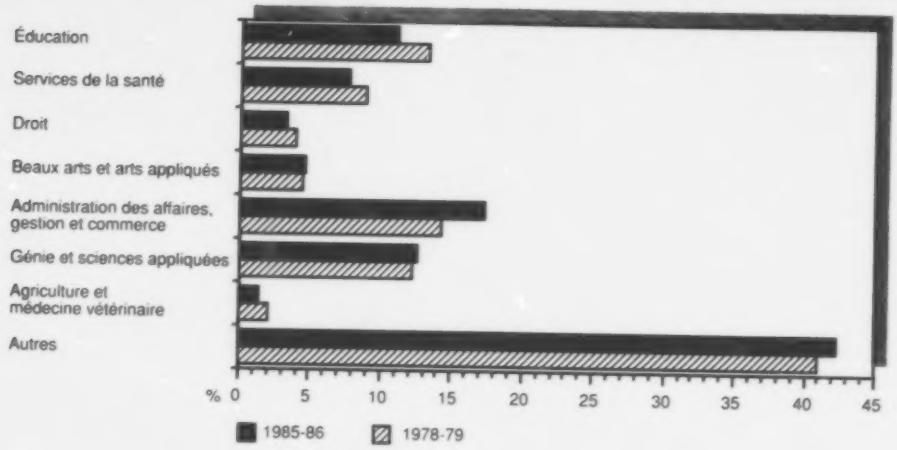
Évolution de la part de l'emploi selon la scolarité des travailleurs, Québec, 1975, 1983 et 1987



Source: Statistique Canada, *La population active* (71-001).

Figure 13

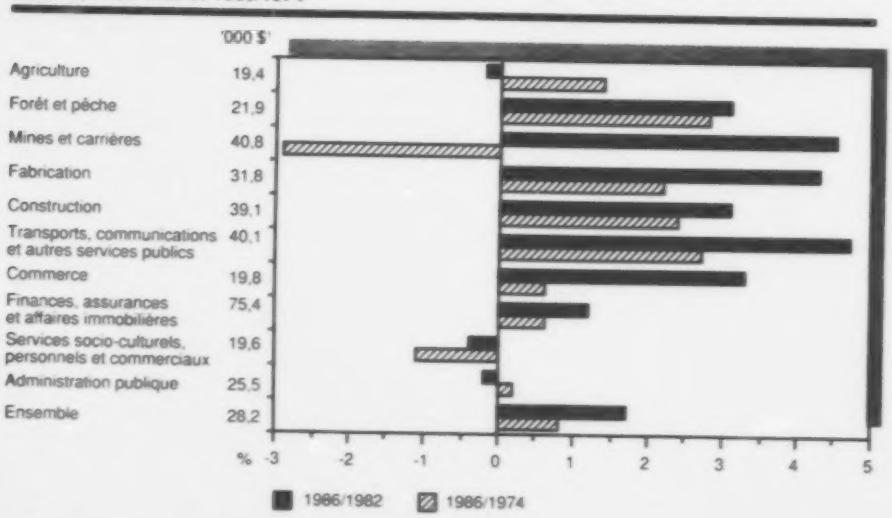
Répartition de l'effectif universitaire du 1er cycle à plein temps, selon le domaine d'étude, Québec, 1978-79 et 1985-86



Source: Statistique Canada, *L'éducation au Canada* (81-229).

Figure 14

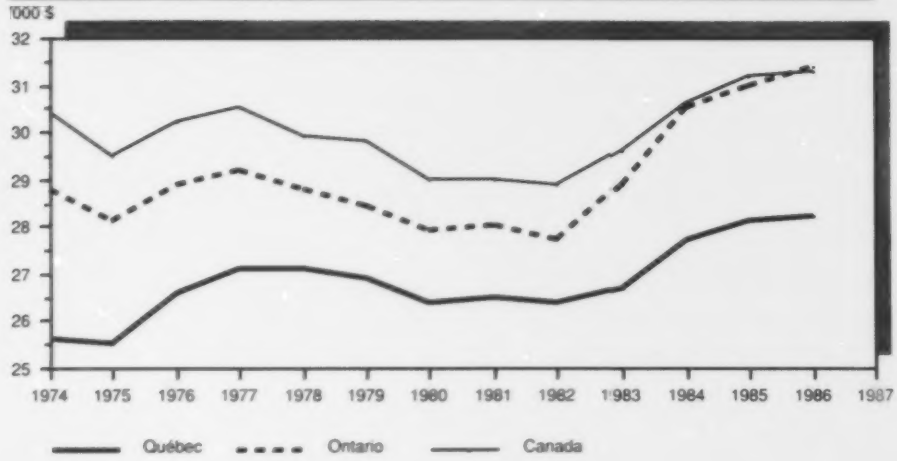
Taux de croissance annuel moyen de la productivité du travail[1], par secteur d'activité, Québec, 1986/1982 et 1986/1974



1. PIB à prix constants en dollars de 1981, par emploi.

Sources: Conference Board du Canada.
Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Figure 15
Évolution de la productivité du travail[1], Québec, Ontario et Canada, 1974-1986



1. PIB à prix constants, par travailleur.

Sources: Conference Board. Statistique Canada, Enquête sur la population active.

Les pratiques de loisir au Québec et leur évolution

par Rosaire Garon*

Les activités de loisir n'échappent pas aux transformations de la société québécoise. Auparavant peu considérées et assimilées au temps résiduel, elles gagnent de l'importance et offrent des possibilités de réalisation de soi au même titre que le travail. Le loisir s'est ennobli, il a emprunté de nouvelles significations. Représentant une dimension importante de l'existence, il contribue à l'amélioration de la qualité de vie et à l'épanouissement de la personnalité. Moins souvent voué au seul divertissement, le loisir est de plus en plus utilisé à des fins d'affirmation personnelle et de reconnaissance sociale. Cette évolution, révélatrice des transformations économiques, sociales et culturelles qu'a connues le Québec de l'après-guerre, est attribuable au développement de la technologie, à la redéfinition du travail, à l'avènement d'une économie axée sur les services, aux changements de la structure familiale et du rôle des femmes. Le loisir est le lieu de nouvelles valeurs sociales (l'hédonisme, le culte du corps), mais aussi celui des contradictions sociales, des phénomènes de différenciation, de stratification, voire de ségrégation sociale.

Bien qu'elles ne couvrent pas tout l'éventail des activités de loisir, les nombreuses enquêtes menées au cours des dernières années permettent de se faire une idée des pratiques de loisir les plus répandues au Québec, de leur évolution et de leur répartition au sein des différentes catégories sociales.

Certaines de ces enquêtes portent sur les loisirs culturels, d'autres, sur les loisirs sportifs et de plein air et d'autres, enfin, sur les loisirs socioculturels. L'échantillonnage et la formulation des questions varient d'une enquête à l'autre, de même que l'âge de la population étudiée: il s'agit tantôt de la population adulte (18 ans et plus), tantôt de la population de 15 ans et plus. Pour tracer un portrait réaliste de la situation, il a donc fallu se baser sur les enquêtes dont la méthodologie et la population étudiée présentaient le plus de similitudes.

Nous analyserons plus particulièrement quatre formes de loisirs: la fréquentation d'établissements culturels, l'assistance aux spectacles, les pratiques culturelles à la maison, les activités sportives et de plein air.

* Du ministère des Affaires culturelles du Québec.

La fréquentation des établissements culturels

Par établissements culturels, nous entendons ici les bibliothèques publiques, les librairies, les magasins de disques, les musées d'art, ethnographiques ou autres, les galeries d'art, les magasins d'antiquités et les monuments et sites historiques.

Précisons d'abord que les données pour tous les établissements étudiés portent sur la population de 18 ans et plus, pour l'année 1979, et sur la population de 15 ans et plus, pour les années 1983 et 1986. Entre 1979 et 1986, la clientèle des bibliothèques publiques s'est accrue de 8%. Cette hausse, réalisée essentiellement entre 1979 et 1983[1], s'explique, en partie, par la mise en oeuvre de programmes d'aide par le ministère des Affaires culturelles, en vue de susciter la création de bibliothèques publiques, d'améliorer les services offerts et d'étendre le service du prêt de livres aux municipalités rurales. Ainsi, en 1986, 86% de la population totale et 66% de la population rurale avait accès à un service de bibliothèque publique dans sa municipalité, comparativement à 72% et à 32%, respectivement, en 1978. L'augmentation spectaculaire de l'accès en milieu rural est attribuable, pour une bonne part, à l'affiliation à une bibliothèque centrale de prêt[2]. Au développement du réseau de bibliothèques se sont ajoutés l'enrichissement des collections et l'amélioration des services, trois facteurs qui ont favorisé l'emprunt de livres par un plus grand nombre de Québécois.

La fréquentation des librairies, des musées d'art, des galeries d'art et des monuments ou sites historiques est demeurée relativement stable entre 1979 et 1986, mais elle a diminué dans le cas des boutiques de disques et d'artisanat. La fréquentation des galeries d'art accuse elle aussi une légère baisse entre 1983 et 1986. Par contre, la clientèle des musées autres que les musées d'art et des magasins d'antiquités est demeurée stable entre 1979 et 1983.

Les établissements culturels commerciaux sont en général plus populaires que les autres types d'établissements culturels. Ainsi, les librairies, les boutiques de disques et d'artisanat ont une clientèle plus nombreuse que les bibliothèques, les musées ou les sites historiques. L'acquisition d'un bien et la visite d'un établissement culturel supposent deux démarches opposées. Dans le premier cas, c'est un geste posé pour se procurer un produit dont la consommation se fera ultérieurement et ailleurs, le plus souvent à domicile; dans le second, ce sont des visites culturelles qui exigent qu'on leur consacre temps et attention, à l'instant et sur les lieux mêmes.

La majorité de la clientèle des librairies, des bibliothèques et des boutiques d'artisanat se rend à ces établissements plus de trois fois par année. La clientèle des autres établissements est moins régulière. Les musées d'art, les galeries d'art et les magasins d'antiquités semblent réservés à une minorité cultivée. La fréquentation, en apparence généralisée, des autres établissements est soumise elle aussi à diverses variables, dont le sexe, l'âge, l'éducation et le revenu.

---

1. On peut penser que le nombre de jeunes de 15 à 18 ans qui ont fait partie du sondage de 1983, mais non de celui de 1979, a entraîné cette hausse de fréquentation des bibliothèques publiques. Cela n'est qu'en partie vrai. La différence entre les populations étudiées, celle de 18 ans et plus en 1979 et celle de 15 ans et plus en 1983, explique tout au plus 2% de l'écart. L'augmentation de la fréquentation des bibliothèques publiques concerne plutôt la population en général.
2. Ministère des Affaires culturelles, *Biblio-contact*, vol. V, n°1, printemps 1979; *Statistiques des bibliothèques publiques du Québec, 1986*, septembre 1987.

Le taux de fréquentation selon le sexe

Hommes et femmes n'éprouvent pas le même intérêt pour tous les lieux culturels. Ainsi, d'après les données recueillies entre 1979 et 1986, on constate que les boutiques d'artisanat ont une clientèle majoritairement féminine. Cet état de fait est attribuable, en partie, à la tradition qui veut que les femmes soient responsables de l'achat ou de la fabrication des vêtements de la famille et de la décoration intérieure[3].

Les femmes sont des lectrices plus assidues que les hommes, ce qui explique leur plus forte présence dans les librairies, les Salons du livre et les bibliothèques, où leur taux de fréquentation en 1986 était de 6% supérieur à celui des hommes, et ce, malgré une hausse générale de la clientèle des bibliothèques publiques. Les magasins d'antiquités, les musées d'art et autres musées et les galeries d'art intéressent autant les hommes que les femmes.

Par contre, selon les données de 1983 et de 1986, la fréquentation des sites et monuments historiques est plus répandue dans la population masculine.

Le taux de fréquentation selon l'âge

L'âge est également un facteur de différenciation dans les pratiques culturelles. De manière générale, la fréquentation des établissements culturels décroît régulièrement avec l'âge et la baisse s'accélère avec le passage de la vie active à la retraite. Cette baisse est cependant plus ou moins accentuée selon les établissements. Les jeunes de moins de 25 ans se distinguent par leur taux élevé de fréquentation des bibliothèques, fréquentation essentiellement motivée par des raisons scolaires. Après les études, ils délaissent graduellement cette pratique, si bien que passé 55 ans, seul un Québécois sur cinq fréquente encore une bibliothèque publique. La désertion des jeunes est toutefois partiellement compensée par la hausse récente de la clientèle, conséquence de la scolarisation plus poussée de la population en général.

Les jeunes sont également des clients assidus des magasins de disques. Cette pratique décroît ensuite à mesure que l'âge s'élève, particulièrement après 25 ans, pour tomber sous le seuil de 20% chez les 55 ans et plus.

La fréquentation des librairies, des boutiques d'artisanat, des galeries, des musées, des magasins d'antiquités et des monuments et sites historiques croît régulièrement avec l'âge, mais connaît une chute rapide à partir de 55 ans. À cet âge, les besoins d'acquisition de biens culturels s'amenuisent et les incitations aux visites culturelles se font moins fortes, d'où la désaffection des personnes âgées pour les galeries d'art et les magasins d'antiquités. L'abandon du travail s'accompagne d'un gain de temps disponible, mais aussi, paradoxalement, d'une réduction des activités à caractère culturel, surtout si elles ont lieu à l'extérieur du domicile.

Le taux de fréquentation selon la scolarité

La fréquentation des établissements culturels s'accroît avec la scolarité et le revenu. Ces deux variables sont étroitement liées, une scolarité élevée assurant un meilleur revenu. C'est toutefois la scolarité, beaucoup plus que le revenu, qui exerce une influence déterminante sur les pratiques culturelles. Son influence est particulièrement manifeste dans les activités supposant un certain bagage culturel comme la lecture, la visite de galeries d'art ou de musées. Ces activités intéressent surtout les personnes plus scolarisées, alors que l'achat de disques ou d'objets d'artisanat est accessible à tous.

---

3. Marie-Charlotte De Koninck, « Activités culturelles des femmes: diversité plutôt que spécificité » , *Chiffres à l'appui*, ministère des Affaires culturelles, vol. III, n° 2, septembre/octobre 1985, p. 11.

Le taux de fréquentation selon le groupe linguistique

On observe des différences significatives dans les pratiques culturelles des anglophones et des francophones. Les enquêtes montrent que la fréquentation d'établissements culturels est plus répandue chez les anglophones que chez les francophones, sauf dans le cas des galeries d'art et des boutiques de disques, où les taux de fréquentation sont comparables et dans le cas des boutiques d'artisanat, qui sont plus appréciées des francophones. L'écart entre les deux groupes est particulièrement accentué dans la fréquentation des bibliothèques, des librairies et des musées d'art ou autres. La concentration des anglophones dans la région de Montréal, où se trouve une grande variété d'équipements culturels, ainsi que la qualité des services offerts par les bibliothèques dans les municipalités anglophones peuvent expliquer, en partie, ces différences de comportement.

Le taux de fréquentation selon la région

La facilité d'accès aux établissements culturels a une incidence sur leur fréquentation. L'immensité du territoire québécois rend problématique cet accès, surtout hors des centres urbains. Il n'est donc pas étonnant de constater un taux de fréquentation plus élevé dans les grands centres comme Montréal et Québec que dans le reste de la province. Le fait que les équipements culturels soient inégalement répartis sur le territoire peut expliquer, en partie, les écarts régionaux des taux de fréquentation. Notons toutefois que les boutiques de disques et les librairies connaissent la même faveur en région que dans les grands centres et que les boutiques d'artisanat sont plus populaires dans les régions peu peuplées.

L'assistance aux spectacles

Les spectacles dont il est ici question sont le cinéma, le théâtre, les spectacles de musique populaire, les concerts de musique classique et la danse, classique, moderne ou folklorique.

L'ordre de popularité des spectacles est fonction de leur degré d'accessibilité. C'est pourquoi le cinéma attire, sans conteste, le public le plus large —un Québécois sur deux en 1986— et le plus assidu. Après le cinéma, ce sont le théâtre et les spectacles de musique populaire qui sont les plus fréquentés. Viennent ensuite les concerts de musique classique et, en dernier lieu, la danse, classique, moderne ou folklorique.

Le taux d'assistance aux divers spectacles a connu des fluctuations assez importantes au cours des dernières années. Le public du théâtre et des concerts s'est accru notablement (8% et 4%), alors que celui des spectacles de musique populaire et de cinéma a connu une diminution importante (7% et 10%). Bien que les Québécois aillent moins souvent au cinéma, ils n'en voient pas moins des films. La télévision, qui tire parti des progrès technologiques (télédistribution, télévision payante, magnétoscope), a pris la relève et draine vers elle la clientèle des cinémas. De son côté, la danse, sous toutes ses formes, attire un public restreint (10%) mais relativement stable.

L'amour du spectacle et l'intérêt qu'il suscite sont les principaux motifs de sortie évoqués par les amateurs de spectacles. Moins nombreux sont ceux qui disent voir dans le spectacle une occasion d'évasion ou de détente et rares sont ceux qui mentionnent la possibilité de faire des rencontres comme motif de sortie.

Le prix des billets peut amener les gens, surtout dans les classes défavorisées, à limiter le nombre de leurs sorties, mais il est rare que cela les empêche complètement de sortir. Le manque d'intérêt et de temps sont les raisons les plus souvent évoquées pour ne pas sortir.

Le taux d'assistance selon le sexe

Si l'ordre de popularité des spectacles est le même pour les hommes et les femmes, le taux d'assistance varie et reflète les différences sexuelles. Ainsi, les femmes assistent en plus grand nombre au théâtre et au concert et sont grandement responsables de la hausse de popularité de ces deux genres de spectacles au cours des dernières années. Les hommes, de leur côté, apprécient davantage le cinéma, bien qu'ils aient quelque peu délaissé cette activité ces dernières années.

La hausse de la participation féminine aux activités culturelles est surtout la conséquence de leur entrée sur le marché du travail. L'autonomie que leur procure leur emploi, les sollicitations du monde extérieur et le désir d'intégration sociale les encouragent à multiplier leurs sorties. Il existe d'ailleurs un écart important, souvent de 10% et plus, entre le taux d'assistance des femmes actives et celui des femmes inactives. La hausse de la fréquentation féminine s'est faite surtout au profit du théâtre et du concert, pour des raisons essentiellement culturelles. Les femmes sont en effet encouragées dès leur jeune âge, et beaucoup plus que les hommes, à développer leur sensibilité artistique. Elles composent d'ailleurs 60% du public des différentes manifestations artistiques en Amérique du Nord[4].

Le taux d'assistance selon l'âge

Le taux d'assistance aux spectacles varie selon l'âge, mais ces variations sont plus ou moins prononcées selon le genre de spectacle. Une constante se dégage cependant: la fréquentation de tous les spectacles connaît un fort recul chez les 55 ans et plus. Dans le cas des retraités, cette désaffection peut s'expliquer par des raisons financières. L'état de santé entre également en ligne de compte, de même que la scolarité, moins élevée chez les personnes âgées que chez les plus jeunes. Or, on connaît l'influence de l'éducation sur les pratiques culturelles.

Le taux d'assistance selon la scolarité

La fréquentation des spectacles culturels, ainsi que celle des établissements culturels, est largement déterminée par la scolarité et le revenu et, partant, elle est surtout le fait des milieux privilégiés. Encore là, c'est la scolarité, davantage que le revenu, qui explique les écarts d'assistance entre les groupes sociodémographiques. Le rôle de l'éducation est particulièrement manifeste dans le cas des spectacles associés à la culture savante[5].

Le taux d'assistance selon le groupe linguistique

On observe des différences intéressantes de comportement entre francophones, d'une part, et anglophones et allophones, d'autre part. Même si l'ordre de popularité des différents spectacles est sensiblement le même dans les deux groupes, le théâtre est cependant plus couru par les francophones, bien que depuis 1983, l'augmentation du taux de fréquentation soit plus rapide chez les anglophones que chez les francophones. Les concerts sont davantage goûtés par les anglophones et là encore, le taux de fréquentation de ces derniers s'accroît plus rapidement que celui des francophones. Toutes proportions gardées, les spectacles de musique populaire attirent davantage les francophones et la baisse de fréquentation de ce genre de spectacle est légèrement plus marquée chez les anglophones. Les données concernant les spectacles de danse ne permettent pas de dégager des tendances propres à l'un ou l'autre groupe. En 1983, le cinéma était aussi populaire dans les deux groupes, mais il a connu par la suite un déclin chez les francophones. Les données statistiques montrent que la diminution des sorties au cinéma chez les francophones coïncide avec celle de l'offre de films en version française dans les salles.

---

4. Harry Hillman-Chartrand, *Les arts—Aptitudes liées à la consommation dans l'économie postmoderne*, Conseil des arts du Canada, 1986, p. 6.
5. Harry B. G. Ganzeboom, « La constitution des audiences culturelles aux Pays-Bas entre 1962 et 1983 » , *Économie et culture; les outils de l'économiste à l'épreuve*, vol. 1, Xavier Dupuis et François Rouet éditeurs, La Documentation française, Paris, 1987, p. 104.

Le taux d'assistance selon la région

La concentration des équipements culturels et des organismes culturels professionnels dans les grands centres pourrait laisser croire à l'existence d'inégalités d'accès aux spectacles en région. Certes, des disparités existent, mais elles n'empêchent pas le développement de particularités régionales. Ainsi, l'agglomération de Québec se distingue par un taux d'assistance élevé au théâtre; en 1986, 43% de la population de cette agglomération allait au théâtre, comparativement à 38% pour l'Île-de-Montréal et 39% pour le reste du Québec. Les amateurs de concert se trouvent principalement dans les grands centres, Montréal et Québec, où une personne sur trois assiste au concert, comparativement à une sur huit dans le reste du Québec.

Par contre, les spectacles de musique populaire attirent un peu moins de spectateurs à Montréal que dans le reste du Québec, où les taux d'assistance sont relativement semblables. Enfin, la fréquentation des cinémas est d'environ 10% plus élevée à Montréal et à Québec que dans le reste de la province.

Au cours des ans, l'offre de spectacles a augmenté sous l'effet, d'une part, d'un programme favorisant la création et la modernisation d'équipements culturels et, d'autre part, d'une aide financière accordée par le ministère des Affaires culturelles aux arts d'interprétation. Ces subsides et un engagement plus ferme du Ministère envers les organismes culturels professionnels ont favorisé l'émergence de nouveaux organismes et permis aux organismes existants de mieux planifier leur programmation. Les spectacles sur scène se sont multipliés, particulièrement en région; le théâtre et la musique classique ont conquis de nouveaux publics, grâce à l'aide gouvernementale.

Les pratiques culturelles à la maison

Plusieurs pratiques culturelles s'inscrivent dans la vie quotidienne et ont lieu principalement à la maison. Certaines de ces pratiques sont généralisées, c'est-à-dire qu'elles se retrouvent chez la majorité de la population et dans toutes les classes de la société. La lecture, l'écoute de la musique, de la radio et de la télévision appartiennent aux pratiques largement répandues.

La lecture

La lecture est un moyen privilégié d'information et de culture. Elle est pratiquée par environ 70% de la population, mais très diversement selon qu'il s'agit de journaux, de magazines ou de livres.

La presse quotidienne

Une majorité de Québécois, soit 70% ou plus, lit régulièrement ou assez souvent un journal quotidien. De 1979 à 1986, il y a eu une légère baisse (d'environ 5%) du nombre de personnes qui lisent assez régulièrement des quotidiens. Elle est attribuable à l'abandon de cette activité par une partie des hommes, entre 1979 et 1983, et des femmes, entre 1983 et 1986.

Les femmes lisent davantage de périodiques et de livres que les hommes, mais elles montrent moins d'intérêt pour la lecture de quotidiens. Outre le sexe, d'autres variables influencent la lecture de la presse quotidienne. Le temps consacré à la lecture de quotidiens s'accroît en vieillissant, les retraités étant les lecteurs les plus assidus, suivis des personnes actives, des étudiants et, de loin, des femmes au foyer. La lecture de la presse quotidienne, comme la lecture en général, est davantage répandue chez les anglophones, les personnes plus scolarisées et celles à haut revenu. La plus grande proportion de lecteurs de quotidiens se trouve dans les grands centres et la plus faible, dans les régions difficilement accessibles et sans quotidiens régionaux.

La presse périodique

Beaucoup de Québécois lisent assez souvent ou régulièrement des revues et des magazines. Leur nombre, stable de 1979 à 1986, tourne autour de 55%. Par ailleurs, l'apparition d'un grand nombre de titres nouveaux sur le marché et l'éclatement de la nouvelle presse périodique, spécialisée ou s'adressant à des publics bien ciblés, ont peut-être contribué à conquérir de nouveaux lecteurs occasionnels, puisque certaines sources d'information[6] signalent une augmentation du nombre de ces derniers.

Les grandes tendances décelées chez les lecteurs réguliers de périodiques semblent peu varier avec le temps. Les femmes lisent toujours davantage des périodiques que les hommes, bien que la proportion de lecteurs masculins augmente avec les années. Les jeunes, les diplômés de l'enseignement supérieur et les personnes à revenu élevé sont de grands lecteurs de revues et de magazines.

Entre 1979 et 1986, il y a eu un changement notable dans l'ordre de popularité des périodiques. Les revues d'actualité politique ou sociale, qui, en 1979, avaient une solide avance sur les autres genres de revues, passent au second rang en 1983, derrière les revues traitant de sujets plus intimes (la personne, la famille, la maison). Le nombre de lecteurs de ces revues a doublé, pendant que celui des revues d'actualité diminuait de moitié. Cette désaffection pour l'actualité, qui peut être liée à la période postréférendaire, concerne essentiellement les francophones[7], les anglophones et les allophones étant demeurés de fidèles lecteurs de ce genre de revues.

Les préférences en matière de lecture de périodiques varient selon le sexe. Les valeurs individuelles et familiales dominent nettement chez les lectrices et guident leur choix de revues. Elles s'intéressent aussi à l'actualité, et même davantage que les hommes. Ces derniers, en proportion plus faible que les femmes, lisent autant de revues à caractère intime que de revues portant sur l'actualité en général. Ils se distinguent par contre dans leur choix de périodiques spécialisés: les revues portant sur la culture et la société, les sciences et les techniques ou le sport, la chasse et la vie en plein air ont leur faveur. Ces mêmes revues sont délaissées par la plupart des lectrices.

L'âge joue également dans le choix des périodiques. Les adolescents aiment bien les revues à caractère intime, mais, contrairement à leurs aînés, ils négligent quelque peu les revues d'actualité. Privilégiant l'univers du jeu et de la fiction, ils s'intéressent aux magazines de sports et de loisirs, aux bandes dessinées, aux photo-romans et aux magazines à caractère humoristique. À l'opposé, les personnes âgées se préoccupent du monde actuel et de leur milieu de vie et choisissent leurs revues en conséquence. Certains trouvent plaisir ou réconfort dans la lecture de périodiques religieux et mystiques. Les personnes d'âge mûr, à l'apogée de leur carrière professionnelle, accordent un intérêt tout particulier aux revues portant sur l'actualité, la culture, la société, les sciences et la technologie. Cet intérêt est partagé par les diplômés universitaires et les propriétaires ou administrateurs de grandes entreprises. Les choix de lecture des femmes actives diffèrent de ceux des femmes au foyer; ils traduisent une plus grande préoccupation pour les questions sociales et d'actualité.

---

6. Centre de recherche sur l'opinion publique, *Sondage Omnibus*, Montréal, novembre 1983, Q. 22. Ministère des Communications, *Rapport statistique sur les médias québécois*, Les Publications du Québec, Québec, 1986, p. 37.
7. Camille Delude, *Le comportement des Québécois en matière de loisirs culturels au temps 2*, CROP Inc., Montréal, 1983, p. 77.

Les livres

Le livre subit la forte concurrence des médias et des industries du divertissement. Saura-t-il résister? Des enquêtes canadiennes, menées il y a plusieurs années, révélaient que les Québécois consacraient moins de temps à la lecture de livres que les autres Canadiens[8]. Qu'en est-il maintenant? Des enquêtes québécoises indiquent que la part des lecteurs s'est accrue et représente maintenant 50% de la population. Cette augmentation est toutefois précaire puisqu'entre 1979 et 1986, il y a diminution à la fois du nombre de lecteurs et du temps consacré à la lecture.

Doit-on attribuer cette désaffection à des facteurs contextuels —l'augmentation du prix du livre, par exemple— ou plutôt à une mutation profonde dans les pratiques des lecteurs, de plus en plus sollicités par d'autres formes de loisirs. Il est encore trop tôt pour se prononcer; seules de nouvelles enquêtes pourront nous éclairer là-dessus.

Indépendamment du mouvement d'ensemble, certaines constantes se dégagent. Les lectrices sont plus nombreuses que les lecteurs et lisent un plus grand nombre de livres. En outre, les femmes actives sont plus souvent des lectrices assidues que les femmes au foyer. Les adolescents lisent plus que la moyenne, mais leurs lectures sont souvent reliées à leurs travaux scolaires. Certains d'entre eux, une fois sur le marché du travail, délaissent la lecture de livres pour n'y revenir, parfois, qu'après avoir passé le cap des 25 ans. Le vieillissement entraîne également une rupture dans les habitudes de lecture. La pratique de la lecture est aussi étroitement liée à la scolarité et au revenu et varie selon les catégories socioprofessionnelles. L'école joue un rôle déterminant dans l'acquisition d'habitudes de lecture. On rencontre peu de diplômés universitaires, de personnes à revenu élevé, de professionnels, d'administrateurs ou de propriétaires de grandes entreprises qui ne lisent jamais. Par contre, il est fréquent de rencontrer dans les classes défavorisées, en milieu ouvrier et parmi la population peu scolarisée des personnes totalement étrangères au livre.

Dans la hiérarchie des genres de livres préférés, les romans occupent la première place. Viennent ensuite les biographies, les ouvrages scientifiques et les ouvrages pratiques portant sur le bricolage, la cuisine, le jardinage, etc. Les autres genres de livres ont une audience plus réduite; c'est le cas des bandes dessinées, des oeuvres poétiques, de la littérature classique, des essais et des ouvrages spécialisés en informatique ou en électronique.

La majorité des lecteurs s'intéresse à plus d'un genre de livres, mais ces genres sont l'objet d'une faveur variable selon le degré de difficultés qu'ils comportent[9].

Entre 1979 et 1983, les lecteurs n'ont pas augmenté leurs lectures, mais les ont diversifiées davantage. Si les romans, les biographies et les ouvrages pratiques sur le bricolage, la cuisine ou l'artisanat sont toujours aussi populaires —et même davantage dans le cas des biographies—, les ouvrages scientifiques, les essais, la poésie et la littérature classique ont réussi, pour leur part, à conquérir de nouveaux lecteurs.

De manière générale, les femmes et les personnes scolarisées ont un large éventail de lectures. Les lectrices sont majoritaires dans tous les genres, exception faite des ouvrages scientifiques, des ouvrages traitant des nouvelles technologies et des bandes dessinées, où les hommes prédominent. Les romans et les ouvrages pratiques sur le bricolage, la cuisine ou l'artisanat comptent presque autant de lecteurs chez les personnes peu scolarisées que chez les autres.

---

8. Kenneth F. Watson, *Les habitudes de lecture des Canadiens adultes en 1978*, Ottawa, Secrétariat d'État du Canada, 1980, p. 12.
9. Rosaire Garon, *Lecture et lecteurs au Québec*, Documentation et bibliothèques, vol. 30, n° 4, octobre/décembre 1984, p. 118.

Par ailleurs, les livres portant sur les sciences et les nouvelles technologies, de même que les oeuvres littéraires sont plutôt réservés à la population scolarisée, aux professionnels et aux dirigeants de grandes entreprises. La bande dessinée —on l'aura deviné— est le royaume des adolescents et des jeunes adultes. Enfin, peu de différences significatives ressortent entre les groupes linguistiques, si ce n'est l'intérêt marqué des anglophones pour le roman et celui des francophones pour les ouvrages scientifiques et la bande dessinée.

La télévision

La télévision est le loisir qui monopolise le plus de temps. Les adultes québécois passent, en moyenne, plus de trois heures par jour devant leur petit écran. À cela s'ajoute le temps consacré à la télévision payante et aux utilisations connexes du récepteur de télévision (jeux télévisuels, magnétoscope).

La durée d'écoute

Entre 1976 et 1987, la durée hebdomadaire d'écoute de la télévision a peu progressé et semble avoir plafonné à 26 heures. En 1976, un adulte consacrait, en moyenne, 25 heures et 25 minutes[10] à la télévision, alors qu'en 1987, il y consacrait 27 heures et 15 minutes[11]. Par contre, le taux d'équipement des ménages a fait un bond important: en 1987, 40% des ménages disposaient de plus d'un téléviseur et 50%, d'un magnétoscope (contre 10% en 1983). De plus, 60% des ménages étaient abonnés à la télédistribution et pouvaient multiplier le nombre de chaînes captées par l'utilisation d'un convertisseur de fréquence. La télévision payante connaît de son côté une percée moins rapide: en 1987, moins de 10% des ménages y étaient abonnés. Ainsi, la durée d'écoute de la télévision n'a pas progressé au même rythme que le nombre de chaînes. On peut en conclure que les téléspectateurs ont atteint le seuil de saturation, d'autant plus que la durée de temps libre n'a pas augmenté substantiellement au cours des dernières années.

On observe par ailleurs que la durée d'écoute augmente avec l'accès à une programmation diversifiée. Les ménages abonnés à la télédistribution et à la télévision payante ou disposant de plus d'un récepteur, regardent davantage la télévision et y consacrent parfois plus de cinq heures par jour.

Les heures de grande écoute se situent entre 17 et 23 heures, période pendant laquelle les Québécois passent en moyenne deux heures et trois quarts devant leur petit écran. Rares sont ceux qui n'y consacrent pas au moins quelques minutes. La télévision est donc un loisir de soirée. Avant 17 heures, on n'y consacre pas plus d'une heure et après 23 heures, seulement une demi-heure. Les femmes au foyer et les personnes âgées aiment bien écouter la télévision durant le jour et en soirée, mais rarement après 23 heures.

La durée d'écoute est liée à l'âge, à la situation de famille, à la catégorie socioprofessionnelle, à la scolarité et à la langue d'usage du téléspectateur. Le sexe est une variable beaucoup moins importante depuis que les femmes sont entrées sur le marché du travail. En 1983, 59% des femmes contre 37% des hommes consacraient quotidiennement trois heures et plus à la télévision; en 1986, l'écart s'était réduit à 2% et en 1987, il avait pratiquement disparu. La durée d'écoute des femmes actives était même inférieure en 1983 à celle des hommes.

La durée d'écoute est aussi fonction de la disponibilité. On rencontre un plus grand nombre de téléspectateurs assidus chez les chômeurs, les personnes âgées et surtout les retraités. La solitude a également une incidence sur la durée d'écoute. Les veufs et les veuves, les personnes

10. Ministère des Communications, *Rapport statistique sur les médias québécois*, Les Publications du Québec, Québec, 1986, p. 94.
11. Jean Jolicoeur et ass., *La télévision*, Vidéostat, Montréal, 1987, p. 1.

séparées ou divorcées ont une écoute plus régulière que les célibataires. La durée d'écoute dépend en outre de la pratique d'autres loisirs. La télévision est la source principale de loisirs culturels des catégories sociales les plus défavorisées; les catégories socioprofessionnelles aisées ont des pratiques culturelles plus variées et accordent par conséquent moins d'importance à ce média. Dans le cas de la télévision, contrairement aux autres loisirs, l'assiduité est inversement proportionnelle au niveau socioculturel. La télévision apparaît donc comme « une forme de loisir dominée. C'est le loisir de ceux qui n'en ont pas et de ceux qui n'ont pas le choix » [12].

Les habitudes d'écoute des Québécois francophones diffèrent de celles des autres Canadiens, comme le souligne le rapport du Groupe de travail sur la politique de la radiodiffusion.

> « Un trait caractéristique, largement commenté, de la télévision française est l'audience de ses productions originales. Dans tous les genres, les émissions canadiennes sont plus écoutées, proportionnellement, que leurs concurrentes étrangères. Dans tous les genres sauf un, elles représentent au moins les deux tiers des émissions offertes et accaparent près de neuf heures d'écoute sur dix. » [13]

Les émissions dramatiques

Les émissions dramatiques sont les émissions de divertissement les plus populaires. Les films viennent au premier rang de la hiérarchie, avec 43% des téléspectateurs, suivis d'assez loin par les séries américaines, les téléromans et les mini-séries, qui attirent tous trois entre 15% et 20% de téléspectateurs.

Bien que les films aient la plus large audience, ce sont les téléromans qui obtiennent la plus forte cote d'écoute par émission. La popularité des téléromans témoigne de la vitalité des productions nationales, qui subissent pourtant la dure concurrence des émissions américaines en version française et de celles des réseaux anglais.

Les films sont particulièrement appréciés des hommes et des jeunes adultes, alors que les téléromans ont une audience majoritairement féminine. Les anglophones s'intéressent davantage aux films que les francophones (55% contre 42%), mais ils montrent moins d'enthousiasme pour les téléromans que ces derniers.

La hiérarchie des préférences varie avec l'âge. Les jeunes de 15 à 24 ans déclarent préférer les films dans une proportion de 56%; ils en regardent 18 par mois, en moyenne. Ils en regardent également un grand nombre à la télévision payante ou sur vidéocassettes. Par contre, les personnes de 65 ans et plus disent préférer les téléromans (28%) aux films (24%), quoiqu'une bonne partie ait déclaré n'avoir aucune préférence en matière d'émissions dramatiques, contrairement aux jeunes, qui ont des préférences bien établies. Bien qu'elles ne soient pas particulièrement intéressées par le cinéma, les personnes âgées voient jusqu'à 19 films par mois.

L'écoute de la musique

À la radio et au simple tourne-disque, présents dans les foyers québécois depuis longtemps, sont venues s'ajouter diverses innovations technologiques qui ont amélioré la qualité d'écoute et entraîné l'avènement de nouvelles pratiques, comme la réalisation d'enregistrements sur cassette à partir de disques ou de la radio. L'apparition de ces nouveaux équipements n'a pas eu toutefois d'incidence sur le nombre d'amateurs de musique, qui, depuis au moins dix ans, s'est stabilisé autour de 80%.

---

12. Alain Le Diberder et Sylvie Pflieger, « La consommation de télévision demain » , *Futuribles*, octobre 1986, p. 39.
13. Ministère des Approvisionnements et Services, *Rapport du Groupe de travail sur la politique de la radiodiffusion*, Ottawa, 1986, p. 227.

La proportion d'amateurs de musique

Aucun changement significatif ne se manifeste, par rapport à 1979, dans les habitudes d'écoute des différents groupes sociodémographiques. La fréquence de l'écoute est la même chez les hommes et les femmes, mais leurs choix musicaux et leurs habitudes d'écoute diffèrent. L'écoute de la musique est largement répandue chez les jeunes et représente une composante majeure de leur vie culturelle. Elle décroît régulièrement avec l'âge. En 1986, près de 30% des personnes de 55 ans et plus n'écoutaient à peu près jamais de musique.

L'écoute de la musique augmente avec la scolarité et le revenu. L'éducation a toutefois moins de poids dans les habitudes d'écoute que dans les habitudes de lecture.

Les genres musicaux

Le nombre d'amateurs de musique n'a pas augmenté, mais l'ordre de popularité des genres musicaux s'est modifié. La musique classique et la chanson perdent de plus en plus de terrain au profit de la musique populaire. Le déclin de la chanson, privée du soutien de la vague nationaliste, remonte à 1983. En cinq ans, les amateurs qui lui accordaient la préférence ont diminué de moitié, passant de 15% à 7%. Le nombre d'amateurs accordant leur préférence à la musique classique a également diminué et est passé de 17%, en 1979, à 11%, en 1986. En revanche, la part d'amateurs de musique populaire s'est accrue sensiblement et est passée de 49%, en 1979, à 61%, en 1983, et ce, dans tous les groupes sociodémographiques. La musique d'ambiance a elle aussi conquis de nouveaux amateurs, surtout entre 1979 et 1983 et auprès des 35 ans et plus[14].

Malgré ces changements dans les préférences, les groupes sociodémographiques continuent de se distinguer dans leurs choix musicaux. La musique populaire est appréciée avant tout par les jeunes, mais aussi par les hommes et les personnes relativement peu scolarisées, tandis que la musique classique et la chanson ont surtout la faveur des femmes, des personnes plus âgées et plus scolarisées.

Les principales sources d'écoute

La radio est la principale source de musique des trois quarts des Québécois. La création de nouvelles stations de radio diffusant en fréquences modulées et la spécialisation musicale de certaines autres ont modifié le comportement des auditeurs, les faisant passer, surtout entre 1979 et 1983, de la radio MA à la radio MF. Cette dernière est à son tour menacée par la popularité de la cassette, dont la maniabilité et les possibilités d'utilisation —on pense ici au baladeur— ont fait que le disque a perdu du terrain.

Contrairement à la majorité des auditeurs, les personnes âgées sont restées fidèles à la radio MA, qui est leur principale source de musique. Elles écoutent rarement des disques ou des cassettes de leur propre discothèque. Les jeunes, par contre, ont rapidement adopté les cassettes; celles-ci constituaient en 1986 la principale source de musique de 42% des 15 à 17 ans. Nombre d'entre eux font leurs propres enregistrements. Les amateurs d'âge mûr hésitent à adopter la cassette, sans doute parce qu'ils ont déjà une discothèque dont ils ne veulent pas se départir. C'est dans les catégories socio-économiques les plus défavorisées qu'on rencontre le plus grand nombre d'auditeurs captifs de la programmation musicale radiophonique.

L'apparition d'appareils de plus en plus diversifiés et sophistiqués de reproduction et d'enregistrement sonore va peut-être modifier en profondeur les comportements des amateurs de musique[15]. Il n'en reste pas moins que ces derniers sont encore fortement influencés dans leurs

14. Marie-Charlotte De Koninck, « Les Québécois et la musique: de Mozart à « heavy metal » », *Chiffres à l'appui*, vol. 1, n° 5, ministère des Affaires culturelles, janvier 1984, p. 2.
15. Gilles Pronovost, « Musique et culture au Québec » , *Chiffres à l'appui*, vol. V, n° 2, ministère des Affaires culturelles, juin 1988, p. 12.

choix musicaux par les médias. Comme le confirment des enquêtes menées depuis 1979, c'est d'abord la radio qui fait découvrir de nouvelles pièces musicales à l'amateur et c'est ce média qui l'influence le plus dans son choix de disques ou de cassettes.

Les activités sportives et de plein air

Les sports et les activités physiques occupent une place importante dans la hiérarchie des loisirs des Québécois. Outre la sensation de détente et de bien-être qu'ils procurent, ils sont particulièrement recherchés pour leurs effets thérapeutiques et leur action préventive. De plus, les loisirs sportifs répondent à un souci d'ordre esthétique et satisfont le besoin d'échanges des amateurs.

Les méthodologies variant d'une enquête à l'autre, il est difficile de dresser un tableau fidèle de l'évolution des pratiques sportives ou de mesurer l'ampleur de nouvelles activités qui ont connu un essor important au cours des dernières années. On pense ici, notamment, au conditionnement physique et à la prolifération de centres et de méthodes reliés à cette activité. Les données disponibles permettent toutefois de se faire une idée des pratiques les plus courantes et de leurs adeptes.

Le taux de participation

De manière générale, les pratiques sportives et de plein air sont plus largement répandues dans la population masculine et chez les jeunes de moins de 20 ans. Elles décroissent avec l'âge et s'élèvent avec la scolarité et le revenu. Le prix de certains articles de sport et le coût d'inscription aux activités sportives ou aux cours de conditionnement physique peuvent détourner un certain nombre de la pratique, notamment les personnes à faible revenu. Les femmes au foyer et les personnes divorcées, séparées ou veuves ont un taux de pratique inférieur à la moyenne. Il existe des différences significatives entre les taux de participation régionaux, ce qui reflète sans doute en partie les possibilités différentes des régions. C'est ainsi que la pratique des loisirs sportifs et de plein air est plus largement répandue sur la Côte-Nord, en Abitibi-Témiscamingue ou encore dans les régions de l'Est-du-Québec et du Saguenay—Lac-Saint-Jean que sur l'Île-de-Montréal ou en Estrie.

La hiérarchie des préférences

Une enquête menée en 1985 par le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche[16] a permis de déterminer le taux de participation des Québécois âgés de 15 ans et plus aux différentes activités physiques regroupées, pour les besoins de l'enquête, en trois catégories.

On apprend ainsi que 24% des Québécois participent à des activités reliées à la faune, principalement la chasse et la pêche, et que de ces deux activités, la pêche est de loin la plus populaire. La pratique est essentiellement masculine et décroît rapidement après 55 ans. Elle dépend aussi de la richesse faunique du territoire. On trouve ainsi la plus forte proportion d'amateurs dans les régions de la Côte-Nord (45%), de l'Abitibi-Témiscamingue (44%) et du Saguenay—Lac-Saint-Jean (42%) et la plus faible dans l'Île-de-Montréal (19%)[17].

16. Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, *Étude sur le loisir des Québécois*, 1985.
17. Ibid., p. 22.

Les activités de plein air attirent, pour leur part, 58% des Québécois. Là encore, la pratique est surtout répandue chez les hommes; elle varie selon les régioms et décroît après 55 ans, sauf dans le cas de la marche, l'une des activités les plus pratiquées, avec la bicyclette, le ski de fond et le patinage.

Enfin, les activités physiques et sportives, particulièrement lla natation, le conditionnement physique (et l'athlétisme), le hockey (et la ringuette) et le ski alpin, ont la faveur de 38% des Québécois. Le nombre d'amateurs masculins est supérieur ett la pratique décroît avec l'âge. L'Île-de-Montréal et l'Estrie se distinguent encore une fois par leur faible taux de pratique, alors que les plus forts taux sont enregistrés, par ordre, dans les régions du Saguenay—Lac-Saint-Jean, de l'Est-du-Québec et de l'Abitibi-Témiscamingue.

Conclusion

Les pratiques de loisir des Québécois se sont modifiées considérablement au cours des dernières années, sous l'influence de grands facteurs, nottamment l'augmentation de la scolarité, la présence accrue des femmes sur le marché du travail, le vieillissement de la population, le développement technologique lié au travail, etc. Bien que, de façon générale, les loisirs soient plus accessibles qu'auparavant, des inégalités sociales se reflètent encore sur le plan de la participation aux activités de loisir —comme en témoignent les différences observées dans les taux de pratique— et il ne semble pas qu'elles disparaîtront.

En fait, les pratiques de loisir subissent toujours, plus ou moins, l'influence de certaines variables, telles que l'âge, le sexe, la scolarité et le revenu. Ainsi, certains loisirs semblent réservés à une catégorie de gens particulière. La fréquentation des établissements culturels, par exemple —surtout des musées et des galeries d'art—, est davantage le fait des gens dont la scolarité est élevée.

Outre les éléments susmentionnés, d'autres facteurs ont eu dess répercussions sur les habitudes récréatives des Québécois. L'avènement d'équipements de loisir sophistiqués, en particulier dans le domaine de l'audiovisuel, est un de ceux-là. En augmentamt les possibilités de loisirs à la maison, l'utilisation de ces équipements incite les gens à délaissser partiellement ou totalement d'autres activités qui se font à l'extérieur.

Les pratiques de loisir continueront de changer avec l'évolution de la société et en raison de l'influence de certains facteurs. Le profil qui est tracé aujourd'hui ne vaudra peut-être plus dans quelques années. Une chose demeure, cependant: les loisirs font maintenant partie de nos moeurs et ils prennent de plus en plus d'importance.

Tableau 1

Taux de fréquentation[1] des établissements culturels
Québec, 1979, 1983 et 1986

Établissement	1979	1983	1986
		%	
Bibliothèques	23	32	31
Librairies	50	51	49
Magasins de disques	49	50	42
Boutiques d'artisanat	52	50	43
Musées d'art	23	23	20
Autres musées	18	17	.. [2]
Galeries d'art	19	20	16
Antiquaires	18	20	.. [2]
Monuments ou sites historiques	30	29	.. [2]

1. Pourcentage de la population qui a fréquenté au moins une fois un établissement au cours des 12 derniers mois. En 1979, ce pourcentage se rapporte à la population âgée de 18 ans et plus alors qu'en 1983 et 1986, il se réfère à la population de 15 ans et plus.
2. Question non posée en 1986.

Sources: CROP Inc. Camille Delude, *Le comportement des Québécois en matière d'activités culturelles de loisir*, 1979; *Le comportement des Québécois en matière d'activités culturelles de loisir au temps 2*, 1983.
CROP Inc. Claude Gauthier, *Sondage sur la pratique des activités culturelles et le statut de l'artiste*, 1986.

Tableau 2

Taux d'assistance[1] aux spectacles,
Québec, 1979, 1983 et 1986

Spectacle	1979	1983	1986
		%	
Théâtre	31	35	39
Concert	14	14	18
Musique populaire	38	36	29
Ballet, danse classique	8	7	.. [2]
Ballet jazz, danse moderne	8	10	.. [2]
Danse folklorique	7	5	.. [2]
Cinéma	.. [2]	59	49

1. Pourcentage de la population qui a assisté au moins une fois à un spectacle au cours des 12 derniers mois. En 1979, ce pourcentage se rapporte à la population âgée de 18 ans et plus alors qu'en 1983 et 1986, il se réfère à la population de 15 ans et plus.
2. Question non posée cette année-là.

Sources: Sondages CROP Inc. 1979, 1983 et 1986.

Tableau 3

Taux de lecture[1] des quotidiens, Québec, 1979, 1983 et 1986

Fréquence de lecture	1979	1983	1986
		%	
Très souvent, quotidiennement	41	43	53
Assez souvent	34	29	17
Rarement	19	19	21
Jamais	5	9	9

1. Population de 18 ans et plus en 1979 et de 15 ans et plus en 1983 et 1986.

Sources: Sondages CROP Inc. 1979, 1983 et 1986.

Tableau 4

Catégories de périodiques que les lecteurs[1] déclarent lire très souvent ou assez souvent, Québec, 1979 et 1983

Catégorie de périodiques	1979	1983
	%	
Intimité, personne, famille	20	39
Actualité politique ou sociale	57	29
Loisirs[2]	4	8
Culture et société[3]	3	7
Sciences et techniques[4]	7	7
Autres[5]	10	10

1. Lecteurs de 18 ans et plus en 1979 et de 15 ans et plus en 1983.
2. Revues traitant de sport, de récréation, de voyages, de plein air ou de passe-temps.
3. Revues à caractère général publiant des analyses socio-culturelles ou traitant d'un domaine de la connaissance sous plusieurs facettes. Le caractère scientifique est plus accentué que dans les revues d'actualité.
4. Revues consacrées à une discipline scientifique ou à une technique se rapportant à l'exercice d'un métier ou d'une profession.
5. Catégorie regroupant des titres de revues peu cités et qui traitent de sujets très différents: art, littérature, artisanat, religion, fiction, érotisme, etc.

Sources: Sondages CROP Inc. 1979 et 1983.

Tableau 5

Genres de livres que les lecteurs[1] déclarent lire très souvent ou assez souvent, Québec, 1979 et 1983

Genre de livres	1979	1983
	%	
Romans, oeuvres de fiction	71	71
Biographies	57	65
Ouvrages scientifiques (éducation, médecine, économie, etc.)	47	64
Ouvrages pratiques (bricolage, cuisine, artisanat, etc.)	62	61
Bandes dessinées	..[2]	38
Essais, poésie, classiques	31	36
Ouvrages spécialisés en informatique ou en électronique	..[2]	22

1. Lecteurs de 18 ans et plus en 1979 et de 15 ans et plus en 1983.
2. Question non posée en 1979.

Sources: Sondages CROP Inc. 1979 et 1983.

Tableau 6

Fréquence de l'écoute musicale[1], Québec, 1979, 1983 et 1986

Fréquence de l'écoute	1979	1983	1986
		%	
Très souvent, régulièrement	34	38	57
Assez souvent	46	44	24
Rarement, à l'occasion	18	16	17
Jamais	2	2	2

1. Population âgée de 18 ans et plus en 1979 et de 15 ans et plus en 1983 et 1986.

Sources: Sondages CROP Inc. 1979, 1983 et 1986.

Tableau 7

Genres musicaux préférés par les personnes[1] qui déclarent écouter de la musique très souvent ou assez souvent, Québec, 1979, 1983 et 1986

Genre musical	1979	1983	1986
		%	
Musique populaire	49	61	73
Musique classique	17	15	12
Chanson	15	7	[2]
Ambiance	11	15	15
Autres	8	2	..

1. Personnes de 18 ans et plus en 1979 et de 15 ans et plus en 1983 et 1986.
2. En 1986, la catégorie chanson est incluse dans la catégorie musique populaire.

Sources: Sondages CROP Inc. 1979, 1983 et 1986.

Tableau 8

Principales sources d'écoute de la musique[1], Québec, 1979, 1983 et 1986

Source d'écoute	1979	1983	1986
		%	
Radio	69	75	73
MA	25	16	..
MF	44	59	..
Disques	25	15	10
Cassettes	[2]	9	15
Plus d'une source	6	1	2

1. Population de 15 ans et plus en 1979 et de 18 ans et plus en 1983 et 1986.
2. En 1979, le pourcentage de la musique écoutée à partir des cassettes est inclus dans le pourcentage de la musique de disques.

Sources: Sondages CROP Inc. 1979, 1983 et 1986.

Tableau 9

Taux de participation aux loisirs sportifs et de plein air, par ordre de préférence, Québec, 1985

Genre d'activités	Participation de la population[1]	Préférence des participants
	%	
Physiques et sportives	38	100
Natation	..	22
Conditionnement physique, athlétisme	..	15
Hockey, ringuette	..	8
Ski alpin	..	7
Tennis	..	6
Jogging	..	6
Badminton	..	5
Golf	..	5
Danse aérobique, ballet jazz	..	5
Autres	..	21
De plein air	58	100
Bicyclette	..	27
Ski de fond	..	21
Patinage	..	12
Marche	..	11
Randonnée	..	8
Canot et kayak	..	5
Autres	..	16
Reliées à la faune	24	100
Pêche	..	69
Chasse	..	29
Autres	..	2

1. Population de 15 ans et plus qui a pratiqué ces activités au cours des 12 derniers mois. La somme des pourcentages est supérieure à 100 puisqu'une personne peut participer à plus d'une activité.

Source: Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, *Étude sur le loisir des Québécois*, 1985.

La situation régionale

par Renaud Dugas*

Ce texte présente les traits distinctifs des régions administratives du Québec relativement à certains aspects de la population, de l'agriculture et des établissements manufacturiers. Pour chacun des aspects abordés, les régions sont comparées entre elles et par rapport au Québec. Il est également question de leur évolution — souvent depuis 1971 — quant à certaines composantes socio-économiques. Mais préalablement au portrait socio-économique des régions, le texte présente deux nouveaux découpages administratifs que le gouvernement québécois a créés récemment, soit les régions administratives et les municipalités régionales de comté. Le premier sert de cadre géographique pour notre étude.

Les grandes divisions régionales

Les régions administratives

Par l'adoption d'un décret gouvernemental en 1987, le Québec se munit d'une nouvelle carte des régions administratives en remplacement des divisions administratives en vigueur depuis 1966. Cet événement n'est en fait qu'un élément récent dans l'histoire des régions administratives du Québec, amorcée véritablement en 1966 lors de l'adoption d'un arrêté en conseil. Ces deux initiatives du législateur, en 1966 et 1987, s'inscrivent dans la problématique de la régionalisation des services publics, de l'action concertée pour une meilleure utilisation des ressources et d'une préoccupation grandissante quant à l'organisation de l'espace. Antérieurement à 1966, le Québec est divisé en régions dites économiques. Ces unités sont utilisées surtout par les ministères à vocation économique, tel le ministère de l'Industrie et du Commerce; aucun document officiel ne vient reconnaître leur existence légale, comme c'est le cas à partir de 1966.

Le découpage adopté en 1966 fait suite à l'étude réalisée par le ministère de l'Industrie et du Commerce et portant sur la désignation des zones d'influence des principaux centres urbains du Québec. On tente alors de subdiviser le territoire en régions, de manière que chacune d'elles possède au moins une ville d'importance, que l'on désigne à l'époque par le titre de « capitale régionale » . Au fil des ans, ce modèle régional est modifié par certains ministères ou

* De la Direction des statistiques régionales et environnementales du Bureau de la statistique du Québec.

organismes. Les changements concernent en particulier le périmètre des régions administratives de Montréal (06), de Trois-Rivières (04) et du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie (01). Dans le cas de la région 06, la modification réside dans le partage du territoire en trois unités distinctes: la partie centrale, constituée des îles, et chacun des territoires riverains, situés de part et d'autre du fleuve Saint-Laurent. La région de Trois-Rivières (04) se divise en deux secteurs démarqués par le fleuve, soit celui de Trois-Rivières (ou Mauricie), au nord, et celui des Bois-Francs, au sud. Au cours des années, ces secteurs vivent une présence gouvernementale accrue par le biais des services à la population. Dans le cas de la région du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie (01), le périmètre est modifié en déplaçant la limite ouest de la région de Rimouski vers La Pocatière pour y inclure la zone de Kamouraska, Témiscouata et Rivière-du-Loup. L'ensemble de ces changements apportés aux limites des régions administratives et la dynamique du développement régional suscitent une remise en question du modèle régional de 1966.

L'adoption, le 22 décembre 1987, du décret gouvernemental 2000-87 (paru dans la Gazette officielle du Québec en janvier 1988) institue une nouvelle carte régionale en créant 16 régions administratives. En plus de constituer plusieurs nouvelles régions (Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, Bas-Saint-Laurent, Chaudière-Appalaches, Montréal, Laurentides, Lanaudière, Montérégie et Laval), ce décret modifie substantiellement les limites de régions existantes (Québec, Saguenay—Lac-Saint-Jean, Mauricie—Bois-Francs, Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec).

Trois observations peuvent être formulées à l'égard des nouvelles régions administratives. Le découpage de plusieurs d'entre elles correspond à de nouvelles réalités régionales. Entre autres changements, il y a la scission de l'ancienne région de Montréal (06) en cinq plus petites régions (Laval, Lanaudière, Laurentides, Montérégie et Montréal), le détachement de la partie gaspésienne de la région du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie (01) pour former une région distincte et la modification de leurs périmètres respectifs, le partage de la région de Québec (03) entre la rive nord et la rive sud du fleuve Saint-Laurent. En fait, cette nouvelle carte des régions se compose de plusieurs divisions régionales déjà utilisées par certains ministères et elle tient compte aussi d'un souci d'affirmation régionale de la population, laquelle a eu l'occasion de s'exprimer dans le cadre des consultations locales et régionales. Une deuxième observation a trait à la concordance entre les limites des nouvelles régions et les frontières des municipalités régionales de comté (MRC) nouvellement créées. Les régions sont un multiple parfait des MRC. Enfin, une dernière observation concerne l'idéologie qui préside à la formation des régions. Dans un document gouvernemental publié en 1983 et intitulé *Le choix des régions*, l'expression « région de concertation » est utilisée pour exprimer l'idée que la région est un milieu d'échange et de concertation entre les intervenants gouvernementaux et régionaux, un milieu d'appartenance et un milieu propice au développement économique et social.

Les municipalités régionales de comté

Les municipalités régionales de comté (MRC) servent d'unité de base au découpage des nouvelles régions administratives. Leur existence découle de l'application de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, entrée en vigueur en avril 1980. Cette loi s'insère dans la foulée de plusieurs autres lois touchant le monde municipal, en particulier celles qui portent sur la démocratie municipale, la fiscalité des municipalités ainsi que sur le zonage agricole. La place de la MRC dans ce contexte de changement vient de la volonté gouvernementale de confier à toutes les municipalités locales une responsabilité globale et régionale d'aménagement du territoire. La MRC forme en quelque sorte un lieu commun où municipalités urbaines et rurales d'un même territoire s'associent dans la préparation d'un schéma d'aménagement. Outre leur mission première, imposée par la loi, quelques MRC dispensent des services communs aux municipalités composant leur territoire (services informatiques, services de plans et de règlements d'urbanisme, de perception de taxes, d'inspection de l'environnement, cour municipale, etc.).

Le portrait des régions administratives

Les nouvelles régions administratives sont ici décrites du point de vue de la population, de l'agriculture et des établissements manufacturiers. Plusieurs aspects de la population sont abordés: la répartition régionale, l'évolution, la population urbaine, les groupes d'âge, l'état matrimonial, les familles de recensement et les ménages privés, la langue maternelle, le logement, la population active (groupes d'âge, scolarité, secteurs d'emploi et revenu). L'agriculture (nombre de fermes et superficie des terres agricoles) et les établissements manufacturiers (importance régionale et grands groupes d'industries) viennent compléter le portrait des régions administratives.

La population

La répartition régionale

Les 16 régions administratives du Québec diffèrent considérablement par leur poids démographique. Selon les chiffres du recensement de la population de 1986, la région de Montréal compte à elle seule 26,8% de la population québécoise. Celle de la Montérégie vient en second lieu (16,8%), suivie des régions de Québec (9%) et de la Mauricie—Bois-Francs (6,9%). Plusieurs autres entités ont une part régionale se situant autour de 4,5%: Saguenay—Lac-Saint-Jean, Laurentides, Lanaudière et Laval. Les régions du Nord-du-Québec (0,5%), de la Côte-Nord (1,8%) et de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (1,8%) figurent parmi les régions les moins populeuses.

L'évolution

Les cinq régions administratives formant la grande région montréalaise (Montréal, Montérégie, Lanaudière, Laurentides et Laval) rassemblent 3 725 000 personnes, soit 57% des habitants du Québec en 1986. La proportion est la même en 1971, sauf que la partie centrale, en l'occurrence Montréal, compte plus d'habitants à cette époque (1 959 000 personnes) qu'en 1986 (1 752 600 personnes). Le phénomène inverse caractérise l'évolution des quatre régions de la périphérie; une augmentation substantielle fait passer la population de 1 480 000 personnes en 1971 à 1 972 700 en 1986. L'accroissement de la population, au cours de cette période, est de l'ordre de 57% pour Lanaudière, 32% pour Laurentides, 30% pour Montérégie et 25% pour Laval. Toujours au cours de la même période, les régions de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine et de Montréal sont les seules au Québec à subir une baisse de population (3,1% et 10,5%, respectivement). Les régions du Bas-Saint-Laurent et de la Côte-Nord changent peu sur le plan démographique. Un taux d'augmentation ne dépassant pas 7% touche les régions du Saguenay—Lac-Saint-Jean, de la Mauricie—Bois-Francs, de l'Estrie et de l'Abitibi-Témiscamingue. À l'extérieur de la grande région montréalaise, les régions administratives à croissance démographique élevée sont Québec (11%), Chaudière-Appalaches (16,4%), Outaouais (18,4%) et Nord-du-Québec (20%). L'augmentation moyenne de la population du Québec est de 8,4% entre 1971 et 1986 et de 1,5% entre 1981 et 1986.

Durant la période 1981-1986, la situation évolue à la baisse pour six régions administratives. La Côte-Nord est la plus touchée des régions avec une diminution de 11,7%; le Nord-du-Québec enregistre une baisse de 4,9% et la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine connaît une perte de 2,4% de sa population. Toutefois, le phénomène est différent pour les régions montréalaises au cours de la même période. Alors que la région de Montréal a une population qui reste pratiquement stable, toutes les autres régions limitrophes vivent un accroissement; le plus élevé va à la région de Lanaudière (9,3%).

La population urbaine

La région de Montréal et la région voisine, Laval, ont une population entièrement urbaine, d'après les chiffres du recensement de 1986. Ces deux régions regroupent à elles seules 40% de l'ensemble de la population dite urbaine du Québec. Dans neuf autres régions, la proportion de population urbaine est supérieure à 60%. Québec et la Montérégie viennent en tête avec

86% et 78%, respectivement. Les régions les moins urbanisées sont la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (30%), le Bas-Saint-Laurent (48%), Chaudière-Appalaches (51%) et le Nord-du-Québec (51%).

En ce qui touche l'évolution de la population urbaine entre 1971 et 1986, 12 des 16 régions du Québec ont une hausse de la part relative de la population urbaine dans la population totale régionale. Les régions montréalaises ont les plus forts taux de croissance: Lanaudière (74,2%), Montérégie (29,4%), Laurentides (25,3%) et Laval (24,6%). En 1986, ces quatre régions cumulent 367 000 personnes de plus qu'en 1971, alors que Montréal subit une perte nette de 203 000 personnes ou 10% durant le même laps de temps. Comme Montréal, les régions de la Côte-Nord, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Bas-Saint-Laurent subissent une diminution de leur population urbaine de 4,1%, 3,3% et 1,9%, respectivement.

Les groupes d'âge

De l'étude de la population de 1986 par groupe d'âge, il ressort des différenciations régionales significatives. Les régions du Nord-du-Québec, de la Côte-Nord, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Saguenay—Lac-Saint-Jean ont une population jeune relativement importante, puisque le groupe d'âge 0-14 ans représente respectivement 34,2%, 25,3%, 25% et 24,9% de la population régionale. Cette même tranche de population ne constitue que 15,8% de la population de Montréal. Dans l'ensemble des autres régions, les 0-14 ans forment entre 19% et 23% de la population régionale. Le taux provincial est de 20,5%.

Le groupe d'âge des 15-24 ans représente 16,2% de la population québécoise. Le Nord-du-Québec (19%) et la Côte-Nord (18,4%) ont la part régionale la plus élevée et Lanaudière, la plus faible (14,3%).

Les gens âgés de 25 à 34 ans représentent 18,3% de la population totale du Québec. Dans quatre régions, la proportion de ces individus est supérieure au taux provincial (Outaouais, 19,4%; Abitibi-Témiscamingue, 19,3%; Côte-Nord, 19,3%; Nord-du-Québec, 19,3%); dans quatre autres, elle est inférieure (Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, 17,8%; Chaudière-Appalaches, 17,8%; Mauricie—Bois-Francs, 17,6%; Estrie, 17,3%).

Le groupe des 35-64 ans constitue 37,5% de la population de Laval. Cette région est suivie de près par les régions avoisinantes de Montréal (36,3%), des Laurentides (35,5%), de la Montérégie (35,4%) et de Lanaudière (35,2%). À l'opposé, le Nord-du-Québec ne comprend que 25% de gens de ce groupe d'âge. Dans l'ensemble de la population québécoise, la proportion des 35-64 ans est de 34,9%.

Pour ce qui est des personnes du groupe des 65 ans et plus, c'est la région de Montréal (12,8%) qui en compte la plus forte proportion au Québec. Plusieurs régions ont une part relative de loin inférieure au taux provincial (10,0%), notamment le Nord-du-Québec (2,4%) et la Côte-Nord (4,7%), avec les taux les plus bas du Québec. Sept autres régions comptent parmi leur population moins de 9% de gens de 65 ans et plus: Montérégie (8,3%), Lanaudière (8,0%), Outaouais (7,7%), Abitibi-Témiscamingue (7,5%), Saguenay—Lac-Saint-Jean (7,1%) et Laval (7,0%).

L'état matrimonial

En 1986, la population québécoise se compose de 46,9% de personnes mariées, 43,5% de célibataires, 4,9% de veufs et veuves, 3,0% de personnes divorcées et 1,7% de personnes séparées. Les plus fortes proportions de personnes mariées, dans la population régionale, se trouvent dans les régions de Lanaudière (50,5%), de Laval (50,2%), des Laurentides (49,5%) et de la Montérégie (49,2%). À l'opposé, la région du Nord-du-Québec a le plus bas taux (42,2%). La situation est presque inversée quant à la part relative des célibataires dans la population régionale, puisque le Nord-du-Québec (42,2%) surpasse les régions montréalaises de Lanaudière (41,7%), des Laurentides (41,6%) et de Laval (41,4%). Par le nombre de

personnes séparées et divorcées, les régions de Montréal et du Nord-du-Québec sont opposées: la première région compte 2,5% de gens séparés et 4,3% de gens divorcés et la seconde en dénombre 0,8% et 1,1%, respectivement. Ces deux régions se situent une fois de plus aux antipodes quant à la proportion de veufs et de veuves dans leur population: Montréal en compte 6,4% et le Nord-du-Québec, 1,8%.

La langue maternelle

En 1986, la population de langue maternelle française est de 5 316 930 personnes, ou 81,4% de la population du Québec. Sept régions ont une population de langue maternelle française supérieure à 92%: le Bas-Saint-Laurent et Chaudière-Appalaches dominent avec des taux dépassant 98%. Par ailleurs, les régions de Montréal et du Nord-du-Québec comptent les plus petites proportions d'individus de langue maternelle française, respectivement 57,5% et 58%. Dans la première de ces régions, la population de langue maternelle anglaise est particulièrement nombreuse (18,9%), tandis que dans la deuxième, c'est la population de langue maternelle autre que française et anglaise qui l'emporte (35%). La région de l'Outaouais se caractérise également par une présence significative d'individus de langue maternelle anglaise (14,6%), suivant en cela la région de Montréal (18,9%) et précédant les régions de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (9,3%), de l'Estrie (9%) et de la Montérégie (9%), dont les taux sont supérieurs à celui du Québec (8,9%). Des 580 030 personnes recensées en 1986 au Québec et déclarant l'anglais comme langue maternelle, 57,2% se trouvent dans la région de Montréal, 16,8%, dans celle de la Montérégie et 6,4%, dans l'Outaouais.

Par rapport à 1971, le nombre de personnes dont la langue maternelle est l'anglais au Québec diminue de 26,5%, passant de 788 835 personnes, en 1971, à 580 030, en 1986. Cette perte touche particulièrement la région de Montréal, qui subit une baisse de 133 630 personnes, correspondant à 64% de la baisse globale pour l'ensemble du Québec. La Montérégie vient au deuxième rang, avec une diminution de 21 235 personnes, soit 10% de la diminution québécoise durant la même période.

La part de la population de langue maternelle anglaise dans la population totale du Québec diminue de plus de quatre points de pourcentage entre 1971 et 1986, passant de 13,1% à 8,9%. D'ailleurs, toutes les régions connaissent une tendance similaire, particulièrement celles de Laval (6 points), de la Montérégie (5,3), des Laurentides (5) et de Montréal (4,9).

Les familles de recensement et les ménages privés

La famille de recensement se définit comme les membres d'une même famille vivant dans un même logement, soit l'époux et l'épouse sans enfant ou avec enfants jamais mariés, soit un parent seul avec un ou plusieurs enfants jamais mariés, ou encore les personnes vivant en union de fait. En 1986, on dénombre 1 751 500 familles de recensement au Québec, en hausse de 4,8% par rapport à 1981. Les régions de Montréal et de la Montérégie ont respectivement 26% et 17,2% des familles de recensement du Québec. Quant à l'évolution régionale du nombre de familles, entre 1981 et 1986, la région de Lanaudière domine avec un accroissement de 14%; elle est suivie des régions de l'Outaouais (10,6%) et de Laval (10,4%). Montréal est relativement stable (0,2%), alors qu'une baisse caractérise les régions de la Côte-Nord (-6,7%) et du Nord-du-Québec (-1,3%).

Le nombre de ménages privés, soit les personnes seules ou les groupes de personnes (autres que des résidents étrangers) occupant un même logement, est de 2 357 000 au Québec en 1986, soit 8,5% de plus qu'en 1981. La région de Montréal compte 30,7% des ménages du Québec en 1986; elle précède la région de la Montérégie (16%) et celle de Québec (9%). Les autres régions ont une part inférieure à 5%, sauf la Mauricie—Bois-Francs, qui compte 6,8% des ménages privés de la province. Pour la période de 1981 à 1986, la croissance du nombre de ménages privés dépasse 10% dans plusieurs régions: Lanaudière (17,6%), Laval (14,1%), Outaouais (14%), Laurentides (11,4%) et Chaudière-Appalaches (10,2%). La Côte-Nord fait exception à la tendance en étant la seule région à connaître une baisse (4,5%).

Cette augmentation des ménages privés par rapport aux familles de recensement est un indice du changement qui s'opère dans la structure sociale de la population à l'échelle régionale, et cela, à des degrés divers. Le ratio « nombre de ménages privés/nombre de familles de recensement » est plus élevé en 1986 qu'en 1981. Pour l'ensemble du Québec, il est de 1,34 en 1986, comparativement à 1,29 en 1981. Toutes les régions suivent une tendance similaire à la hausse. En 1986, les trois plus hauts ratios appartiennent aux régions de Montréal (1,58), de Québec (1,38) et de l'Estrie (1,34), alors que les trois plus bas sont ceux du Nord-du-Québec (1,12), de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (1,16), du Saguenay—Lac-Saint-Jean (1,18) et de la Côte-Nord (1,18).

Le revenu

En 1981, le revenu moyen des familles de recensement au Québec s'établit à 25 105 $. Dans six régions administratives, ce revenu moyen excède la moyenne provinciale. C'est dans la région de Laval qu'on enregistre le revenu moyen le plus élevé: il est de 14% supérieur au revenu québécois. Les régions de la Côte-Nord, du Nord-du-Québec, de Montréal et de Québec se situent à égalité avec un revenu moyen de 6% plus élevé que la moyenne provinciale. La Montérégie suit de près, avec 4%.

Des 10 régions administratives où le revenu moyen des familles est inférieur au revenu provincial, la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine et le Bas-Saint-Laurent enregistrent le revenu le plus bas (17%); on y observe un écart d'environ 7 700 $ par rapport au revenu moyen régional le plus haut du Québec (28 587 $). La Mauricie—Bois-Francs et l'Estrie suivent avec des taux de 13% et 12% plus bas. Viennent ensuite, dans l'ordre, les régions de Chaudière-Appalaches (8%), du Saguenay—Lac-Saint-Jean (8%), de l'Abitibi-Témiscamingue (7%), des Laurentides (5%) et de Lanaudière (5%). Le revenu moyen de l'Outaouais (24 832 $) se rapproche sensiblement de celui du Québec (25 105 $).

Quant au revenu moyen du ménage privé en 1981, il s'établit à 22 869 $ ou 9% de moins que celui de la famille de recensement. Les régions de Laval et du Nord-du-Québec enregistrent le revenu moyen le plus élevé; il est de 19% supérieur au revenu moyen du ménage québécois. La Côte-Nord se place au deuxième rang (14%), suivie de la Montérégie (6%) et de Québec (4%). À l'opposé, les ménages privés du Bas-Saint-Laurent disposent du revenu moyen le plus bas du Québec, inférieur d'environ 13% à la moyenne provinciale, précédant ceux des régions de la Mauricie—Bois-Francs (12%), de l'Estrie (12%) et de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (9%).

En 1986, la population de 15 ans et plus dans les ménages privés au Québec est de 5 114 990 personnes. Sur le plan régional, Montréal contribue pour 28,4% de ce total. Elle est suivie de la Montérégie (16,3%) et de Québec (9,1%). Dans cette population de 15 ans et plus, 84,6% (4 328 500 personnes) ont un revenu en 1985. Ce revenu s'établit à 17 056 $ par personne au Québec. Huit des 16 régions administratives affichent un revenu supérieur à la moyenne provinciale: 19 140 $ dans Laval, 18 072 $ dans le Nord-du-Québec, 18 049 $ dans la Montérégie, 17 682 $ dans Montréal, 17 602 $ dans l'Outaouais, 17 440 $ dans Québec, 17 426 $ sur la Côte-Nord et 17 095 $ dans Lanaudière. À l'opposé, les régions de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (13 001 $), du Bas-Saint-Laurent (14 264 $) et de la Mauricie—Bois-Francs (14 980 $) enregistrent les revenus moyens les plus bas du Québec.

En 1985, les femmes représentent 47% des personnes de 15 ans et plus déclarant un revenu, mais leur contribution équivaut au tiers du revenu québécois global, qui est de 73 milliards de dollars. C'est dans les régions de Montréal et de l'Outaouais que la part du revenu des femmes dans le revenu régional est la plus élevée (37,8% et 35,1%, respectivement). Le Nord-du-Québec (24,4%), le Saguenay—Lac-Saint-Jean (26,6%) et la Côte-Nord (27%) ont les taux les plus bas. Cette situation résulte de différences importantes entre le revenu moyen des hommes et le revenu moyen des femmes. À l'échelle du Québec, le revenu masculin est supérieur de 9 602 $. Cette supériorité du revenu des hommes caractérise l'ensemble des régions administratives, mais son ampleur varie considérablement d'une région à l'autre.

L'écart minimum appartient à la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (5 761 $) et l'écart maximum est dans la région de Laval (11 686 $). Plusieurs autres régions ont une différence de revenu importante: la Montérégie (11 296 $), le Nord-du-Québec (11 334 $), la Côte-Nord (10 864 $), Lanaudière (10 632 $) et Laurentides (10 109 $).

Les logements privés occupés

En 1986, le nombre de logements privés occupés au Québec s'établit à 2 372 475 unités, en hausse de 9,2% par rapport à 1981 et de 47,9% par rapport à 1971. Parallèlement à cette croissance, la population québécoise s'accroît de 8,5% entre 1971 et 1986. Sur le plan régional, 30% des logements privés occupés du Québec se retrouvent dans la région de Montréal et 16%, dans la région de la Montérégie. Le Nord-du-Québec n'en compte que 0,4%.

En 1981, la proportion des divers types de logements privés occupés diffère selon les régions. Les logements multiples constituent 87,3% des constructions résidentielles dans Montréal, 53,4% dans Québec et 48,3% dans Laval. Le taux québécois est de 53,4%. Dans les régions de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, de Chaudière-Appalaches, de Lanaudière, du Bas-Saint-Laurent et des Laurentides, par contre, on observe une nette prépondérance du logement individuel, lequel compose entre 70% et 79% des logements privés occupés de la région. Les logements privés occupés de la catégorie « autres » , dont la maison mobile, sont davantage présents dans deux régions du Québec, soit la Côte-Nord et le Nord-du-Québec, où ils forment 14,8% et 19,1% de tous les logements.

En 1981, les logements privés occupés dont la construction remonte à 1920 ou avant constituent 11% de la construction résidentielle québécoise. Plusieurs régions comptent une grande part de ces logements: Chaudière-Appalaches (21,4%), Bas-Saint-Laurent (18,1%), Estrie (17,9%) et Mauricie—Bois-Francs (16,5%). À l'opposé, d'autres régions ont peu de logements privés occupés érigés durant cette période de construction. C'est notamment la situation dans les régions du Nord-du-Québec (0,2% de la part régionale), de la Côte-Nord (1,7%), de Laval (1,7%) et de l'Abitibi-Témiscamingue (2,3%). Dans cette dernière région, 30,2% des logements ont été construits au cours de la période 1946 à 1960; il s'agit d'un taux équivalant à celui de la région de Montréal et dépassant ceux du Saguenay—Lac-Saint-Jean (25,6%) et de Laval (25%). Les logements privés occupés en 1981 et construits à partir de 1961 représentent 70,6% des logements de la Côte-Nord et 80,6% des logements du Nord-du-Québec, de sorte que le bâti de ces deux régions est le plus récent au Québec. Quatre régions, dans la zone montréalaise cette fois, font également bonne figure en ce qui concerne l'âge des habitations, puisque la plupart de celles-ci ont été construites en 1961 ou après: Laval (69,8%), Lanaudière (64,8%), Montérégie (61,7%) et Laurentides (60,2%). La région de l'Outaouais s'approche des taux précédents avec 59,6%; par contre, Montréal (43,3%) est plus près du taux du Bas-Saint-Laurent, qui est de 41,7%. Le taux québécois pour la période de 1961 et après est de 51,6%.

La population active

La population active se compose « de personnes ayant 15 ans ou plus (excluant les pensionnaires d'institution) qui sont soit occupées, soit en chômage pendant la semaine précédant le recensement » . En 1986, elle est de 3 213 930 personnes au Québec. La plus grande part de cette population revient à la région administrative de Montréal, qui compte 28,5% du nombre total. Cette proportion est cependant en baisse de 12 points de pourcentage par rapport à celle de 1971 et de 5,6 points par rapport à celle de 1981. La région de la Montérégie occupe la deuxième position, avec 17% de la population active québécoise, en hausse de 3 points de pourcentage depuis 1971 et de 1,2 depuis 1981. Fait à signaler, la croissance de cette région (235 000 personnes) équivaut au quart de l'augmentation de la population active du Québec entre 1971 et 1986. Trois autres régions accroissent légèrement leur part régionale: elle passe de 3,7%, en 1971, à 4,7%, en 1986 dans le cas des Laurentides, de 2,6% à 4,1% dans Lanaudière et de 3,6% à 4,7% dans Laval. Cette croissance particulière de la part relative des régions montréalaises est attribuable à une hausse considérable de la population active, entre les années 1971 et 1986, dans Lanaudière (120%), dans Laurentides (84%), dans la Montérégie (78%) et dans Laval (88%).

Les groupes d'âge

En 1986, le groupe d'âge des 25-44 ans représente 50% de la population active du Québec, alors que les groupes 15-24 ans et 45 ans et plus comptent pour 20,7% et 18,3% respectivement. De manière générale, la situation régionale s'écarte peu de cette répartition provinciale, mais de légères variations existent pour le groupe d'âge 15-24 ans dans les régions de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (22,4%), de l'Outaouais (22,5%), de l'Abitibi-Témiscamingue (22,6%), du Nord-du-Québec (23,2%), de la Côte-Nord (22%) et de Lanaudière (18,3%). Un autre groupe d'âge, celui des 45 ans et plus, constitue près de 27% de la population active de Montréal et de Laval, comparativement à 17% de celle du Nord-du-Québec.

En 1986, la part de l'élément féminin dans la population active totale du Québec est de 42%, comparativement à 39,8% en 1981. Le groupe d'âge 15-24 ans est formé à 47,1% de femmes. Ce groupe de population compte pour 42,1% dans la région du Nord-du-Québec, 48% dans la région de Québec et 49,2% dans celle de Montréal. Les autres régions ont un taux intermédiaire par rapport aux taux précédents. À Montréal, les femmes du groupe des 25-44 ans constituent la plus forte proportion régionale (45,6%) de la population active. Le Nord-du-Québec est en situation opposée en ayant la plus faible proportion (34,5%). Pour l'ensemble de la province, le taux s'établit à 37,9%. Les 45 ans et plus au Québec se composent à 18,7% d'une population active féminine, comparativement à 40,6% dans la région de Montréal et 27,8% dans celle du Nord-du-Québec.

La scolarité

Les données de 1981 révèlent que la répartition de la population active, selon le niveau de scolarité, varie beaucoup d'une région à l'autre. C'est le cas notamment de la région administrative de Montréal où habite 31% de la population active de tout le Québec possédant une scolarité postsecondaire et 40% de celle qui a une formation universitaire. Les régions de la Montérégie et de Québec se signalent également, avec respectivement 16,6% et 9,6% de la population active québécoise de niveau postsecondaire et respectivement 14,7% et 11,7% de celle qui détient une scolarité universitaire. Dans plusieurs autres régions, la population active ayant une scolarité inférieure à la 9e année occupe une part relative plus grande. C'est le cas de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, où la population active moins scolarisée représente 26,1% de l'ensemble régional. Les régions de l'Abitibi-Témiscamingue, de Chaudière-Appalaches et du Nord-du-Québec en comptent aussi une forte proportion avec respectivement 24,1%, 23,9% et 23,3%. Dans la région de Laval, la situation est toutefois plus favorable, puisque seulement 14,1% de la population active possède une scolarité inférieure à la 9e année. Le taux québécois pour ce même groupe se situe à 18,5%.

Les secteurs d'emploi

En 1986, la répartition de la population active par groupes d'industries (Classification type des industries, de 1980) montre que les régions de Montréal et de la Montérégie se démarquent des autres régions du Québec par un poids relatif important et une plus grande diversité d'activités. En effet, ces deux régions possèdent respectivement 28,5% et 17% de la population active québécoise; elles comptent 31,6% et 20,2% de la population active travaillant dans l'industrie manufacturière, 20,5% et 17,4% dans la construction, 32,8% et 19,8% dans le transport et l'entreposage, 29,2% et 19,1% dans les communications et les autres services publics, 35,8% et 17,3% dans le commerce de gros, 26,8% et 17,1% dans le commerce de détail, 32,6% et 18,8% dans les services financiers et les assurances, 39,2% et 17,7% dans les services immobiliers et les agences d'assurances, 42,7% et 17% dans les services aux entreprises, 27,1% et 15,3% dans l'enseignement, 30,5% et 14,8% dans les services des soins de santé et les services sociaux, 28,7% et 15,1% dans l'hébergement et la restauration, 33,3% et 15,2% dans d'autres industries de services (divertissements et loisirs, services personnels et domestiques, associations et autres services).

Plusieurs régions se signalent par la part, relativement considérable, de la population active québécoise dans d'autres secteurs d'activité. La Montérégie, en particulier, compte 24,7% de la population active de l'industrie agricole et des services connexes du Québec. Les régions de la Mauricie—Bois-Francs et de Québec sont à égalité, à 14,5%, pour ce même type d'activité. L'industrie de la pêche et du piégeage est concentrée surtout en Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (53,9% de la population active québécoise du secteur) et sur la Côte-Nord (21,8%). L'industrie de l'exploitation forestière et des services forestiers occupe 17,3% de la population active de ce secteur dans le Bas-Saint-Laurent et 14,5% au Saguenay—Lac-Saint-Jean. L'Abitibi-Témiscamingue, la Côte-Nord et Chaudière-Appalaches se signalent à leur tour par la forte proportion de la population active travaillant dans l'industrie des mines et des carrières. Trois régions regroupent un fort pourcentage de la population active travaillant dans les services gouvernementaux: Québec (20,3%), Montréal (19,9%) et la Montérégie (13,8%). La région de Québec se place au troisième rang, après Montréal et la Montérégie, pour l'enseignement (10,5%), les soins de santé et les services sociaux (10,8%), l'hébergement et la restauration (11,5%) et les autres industries de services (10,1%).

En 1986, la répartition régionale de la population active, selon trois grands secteurs d'activité économique, montre que le secteur primaire (agriculture, forêt, chasse et pêche, mines et carrières) est fortement représenté dans certaines régions. Dans le Nord-du-Québec, 21% de la population active occupe un emploi relié à ce secteur, dont 12,5% dans les mines et les carrières. Sur la Côte-Nord et en Abitibi-Témiscamingue, une bonne partie de la population active travaille également dans le secteur primaire (16,4% et 12,5%, respectivement), dont 7,9% et 9,5% dans les mines et les carrières. Dans la région de Chaudière-Appalaches, l'agriculture constitue l'occupation de 7,1% des 10,1% d'individus qui travaillent dans le secteur primaire. Dans le Bas-Saint-Laurent, la forêt et l'agriculture procurent de l'emploi à 12,6% de la population active. L'activité économique du secteur des ressources est encore plus diversifiée dans la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine. La population active se partage entre différentes activités: la pêche (4,4%), la forêt (4,2%), les mines (2,3%) et l'agriculture (1,3%).

Un deuxième groupe de régions se signale par l'importance des activités du secteur secondaire (industrie manufacturière et construction): Mauricie—Bois-Francs, Estrie, Lanaudière et Montérégie. Elles ont respectivement 29,8%, 30%, 28,9% et 28% de population active travaillant dans ce secteur. La part de la population active dans l'industrie de la construction varie entre 5,3% et 7,8%, selon les régions.

Enfin, un troisième groupe de régions se signale principalement par l'importance des activités du secteur tertiaire (transports, communications et autres services; commerce et finance; services gouvernementaux; enseignement; soins de santé et services sociaux; hébergement et restauration). Les régions de Québec et de l'Outaouais ont une forte proportion de travailleurs (73,2% et 69,2%, respectivement) dans les activités de services, dont 15,7% et 19,9% dans les services gouvernementaux. Les régions de Montréal et de Laval ont 63,7% et 66,4% de la population active respective engagée dans le secteur des services. Fait à signaler, la région de Montréal compte le tiers de la population active du Québec travaillant dans certaines industries de services: divertissements et loisirs, services personnels et domestiques, etc.

Le revenu

Le revenu moyen de la population de 15 ans et plus ayant travaillé en 1985 diffère selon les régions. Le revenu moyen le plus élevé appartient à la région de Laval (20 235 $); il est supérieur de 8,6% au revenu moyen québécois (18 636 $). La région de la Montégérie arrive au deuxième rang avec un revenu moyen supérieur de 5,1% au revenu québécois. Six autres régions ont une population active disposant d'un revenu moyen qui dépasse la moyenne provinciale: Québec (2,6%), Montréal (2,8%), Lanaudière (1,1%), Outaouais (2,6%), Côte-Nord (3,4%) et Nord-du-Québec (1,8%). Des huit régions où le revenu moyen est inférieur à 18 636 $, la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine a le plus bas, de 26,5% sous la moyenne

québécoise. Dans la région voisine, le Bas-Saint-Laurent, le revenu moyen est sensiblement plus élevé, mais il demeure néanmoins de 15,7% inférieur à la moyenne provinciale. Les régions de l'Estrie et de la Mauricie—Bois-Francs ont un revenu moyen inférieur de 11,8% et 10,3%, respectivement, à celui du Québec. Dans Chaudière-Appalaches, il est de 10,1% plus bas que la moyenne provinciale, alors que dans la région de Québec, il le dépasse de 2,6%. Enfin, le revenu moyen des autres régions se distribue entre 0,4% et 4,6% sous la barre des 18 636 $.

Le revenu d'emploi au Québec en 1985, selon les données du dernier recensement de la population, dépasse légèrement les 57 milliards de dollars. Ce montant se compose à 70% du revenu de 1 783 585 hommes et à 30% du revenu de 1 283 525 femmes. Le revenu moyen des hommes est de 22 499 $, comparativement à 13 268 $ pour les femmes. Plusieurs régions du Québec se signalent par un écart de revenu supérieur à 10 000 $ entre les hommes et les femmes, en particulier la Montérégie (10 821 $), le Nord-du-Québec (10 812 $), la Côte-Nord (10 765 $), Laval (10 758 $), le Saguenay—Lac-Saint-Jean (10 684 $). Par ailleurs, l'écart le plus faible est observé dans la région de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (5 568 $) et celle du Bas-Saint-Laurent (6 703 $).

Près de 62% de tous les revenus d'emploi chez les 15 ans et plus sont réalisés dans la grande région montréalaise, dont 29,5% dans Montréal et 18% en Montérégie. En général, dans les régions les plus urbanisées du Québec, la part régionale dans le revenu québécois est légèrement supérieure à la proportion de personnes de 15 ans et plus ayant un revenu d'emploi. Mentionnons la région de Montréal où 28,7% des personnes totalisent 29,5% du revenu d'emploi du Québec. Les quatre autres régions de l'ensemble montréalais (Montérégie, Laurentides, Lanaudière et Laval) sont également avantagées à ce point de vue.

L'agriculture

Le nombre de fermes

Au Québec en 1986, le nombre de fermes[1] au recensement de l'agriculture est de 41 448, ce qui représente une diminution de 32% par rapport à 1971 et de 14% comparativement à 1981. La région de la Montérégie est la plus développée sur le plan agricole; elle possède environ 23% de l'ensemble des fermes québécoises. En 1971, sa part régionale se situait à 21%. En 1986, la région de Chaudière-Appalaches vient au deuxième rang (17,5%) et celle de la Mauricie—Bois-Francs occupe la troisième place (15%). Parmi les régions administratives ayant une faible présence agricole, il faut mentionner Montréal, Laval, Côte-Nord et Nord-du-Québec, qui ont moins de 1% des fermes du Québec, ainsi que la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, qui en compte 1,3%. Durant la période de 1971 à 1986, toutes les régions administratives du Québec enregistrent une baisse du nombre de fermes. La diminution est généralement supérieure à 20%, sauf dans la région de Laval (13%). Elle atteint même des niveaux records dans la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (57%), Montréal (56%), le Bas-Saint-Laurent (49%) et l'Abitibi-Témiscamingue (48%).

La superficie des terres agricoles

La superficie totale des fermes agricoles au Québec diminue, passant de 10 801 645 acres, en 1971, à 9 338 725, en 1981 et à 8 991 673, en 1986, ce qui constitue une baisse globale de 17%. Dans quatre régions (Lanaudière, Laval, Côte-Nord et Nord-du-Québec), on observe un léger accroissement de la superficie totale des fermes agricoles entre 1981 et 1986. La Montérégie représente la plus grande aire agricole du Québec avec 19,2% de la superficie totale des fermes. Les régions de Chaudière-Appalaches et de Mauricie—Bois-Francs ont respectivement 15,2% et 14,2%. La part relative des régions dans l'ensemble québécois change peu depuis 1971, exception faite de la Montérégie dont la part régionale passe de 17,5%, en 1971, à 19,2%, en 1986.

1. La ferme est l'exploitation agricole dont les ventes de produits se sont élevées à 250 $ ou plus au cours des 12 derniers mois précédant le recensement, ou encore ayant une prévision de ventes de 250 $ ou plus en 1986.

En 1986, le quart des terres améliorées (terres en culture, terres améliorées pour le pâturage, en jachère et autres terres améliorées) du Québec se trouvent dans la Montérégie. Cette dernière domine nettement les régions de la Mauricie—Bois-Francs (15,8%), de Chaudière-Appalaches (13%) et du Bas-Saint-Laurent (9,8%). Toutefois, la proportion des terres améliorées, par rapport à la superficie totale des fermes, fait passer la Montérégie (77,8%) au deuxième rang, après la région peu étendue et essentiellement urbaine de Laval (87,5%). Les régions de Lanaudière, Montréal et de la Mauricie—Bois-Francs comptent aussi une part importante des terres améliorées (73%, 67% et 65%, respectivement). De 1971 à 1986, la proportion de ces terres diminue d'environ deux points de pourcentage dans la plupart des régions, sauf celles de la Montérégie, de Laval et du Bas-Saint-Laurent, qui connaissent une hausse de cet ordre.

Les établissements manufacturiers

Le nombre d'établissements

En 1985, le nombre d'établissements manufacturiers au Québec atteint 10 653, soit un niveau légèrement inférieur à celui de 1980 (10 740 établissements) et de 3% supérieur à celui de 1983 (10 331 établissements). On observe une forte concentration dans la région de Montréal, où 41,2% de l'ensemble des établissements sont situés. Les autres régions se classent loin derrière: la Montérégie (14,9% des établissements du Québec), la Mauricie—Bois-Francs (8,2%), Chaudière-Appalaches (6,4%) et Québec (5,4%). Trois régions possèdent moins d'un pourcent des établissements manufacturiers du Québec: Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (0,9%), Côte-Nord (0,4%) et Nord-du-Québec (0,1%).

Au cours de la période de 1980 à 1985, huit régions connaissent une diminution plus ou moins marquée du nombre d'établissements, laquelle varie entre 4% et 6% et atteint même 25,4% dans la région de la Côte-Nord. À l'opposé, les régions favorisées par une croissance du nombre d'établissements se trouvent surtout dans le centre du Québec. La région de Laval domine avec une hausse de 18,4% entre 1980 et 1985. Elle est suivie de l'Estrie (8,1%), de l'Outaouais (5,6%), des Laurentides (5,3%) et de la Montérégie (4,1%). Montréal se signale par une baisse de 4% et Lanaudière, par une stabilité dans le nombre d'établissements.

La répartition des établissements

Les chiffres de l'année 1983 donnent un aperçu de la répartition régionale des établissements manufacturiers par groupe d'industries. À l'échelle du Québec, près de 60% de tous les établissements appartiennent à cinq groupes: habillement (15,1% du total québécois), imprimerie et édition (12,8%), fabrication de produits en métal (11,1%), bois (10,8%), aliments et boissons (9,5%). Dans nombre de régions, les industries du groupe « aliments et boissons » et celles du bois représentent environ la moitié et même davantage de tous les établissements. C'est le cas de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (67% des établissements manufacturiers de la région), du Bas-Saint-Laurent (49%), du Saguenay—Lac-Saint-Jean (46%) et de l'Abitibi-Témiscamingue (42%). Par ailleurs, l'imprimerie et l'édition constituent un groupe d'industries majeur dans les régions de Québec (20,7% des industries de la région), de l'Outaouais (15,5%), de la Côte-Nord (15,4%) et de Montréal (15%). Le groupe des industries du textile et de la bonneterie est concentré surtout en Estrie, dans Montréal et dans la Montérégie. Enfin, le groupe des industries du meuble est représenté principalement dans ces deux dernières régions et dans celles de Chaudière-Appalaches et de la Mauricie—Bois-Francs.

Il ressort de ce portrait régional que Montréal se démarque des autres régions par la quantité d'établissements, mais aussi par leur diversité. En effet, tous les groupes d'industries y sont représentés, sauf celui du bois. Dans plusieurs cas, la région compte plus de la moitié des établissements manufacturiers du Québec. C'est notamment la situation pour l'industrie de l'habillement (71%), de la bonneterie (64%), de la fabrication de produits électriques (61%), du cuir (56%), de la fabrication de produits divers (52%), des produits du pétrole et du charbon (50%).

Figure 1

Évolution des régions administratives et de leur population, Québec, 1960 à 1987

1960	1966	1987[1]
Gaspésie – Rive-Sud (402 792)	Bas-Saint-Laurent – Gaspésie (239 772)	Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine (112 455) Bas-Saint-Laurent (210 834)
Saguenay – Lac-Saint-Jean (262 280)	Saguenay – Lac-Saint-Jean (280 637)	Saguenay – Lac-Saint-Jean (285 457)
Québec (636 523)	Québec (907 415)	Québec (586 306) Chaudière-Appalaches[2] (356 768)
Trois-Rivières (300 836)	Trois-Rivières (424 168)	Mauricie – Bois-Francs (453 813)
Cantons-de-l'Est (453 298)	Cantons-de-l'Est (219 498)	Estrie (257 755)
Montréal-Métropolitain (1 947 564) Montréal (715 958)	Montréal (3 217 193)	Montréal (1 752 582) Laurentides (320 701) Lanaudière (279 014) Montérégie (1 096 282) Laval (284 164)
Outaouais (181 788)	Outaouais (224 257)	Outaouais (256 665)
Abitibi-Témiscamingue (167 973)	Nord-Ouest (160 125)	Abitibi-Témiscamingue (146 770)
Côte-Nord – Nouveau-Québec (80 181)	Côte-Nord (97 859) Nouveau-Québec (9 871)	Côte-Nord (104 598) Nord-du-Québec (36 112)
Documents de référence		
Ministère de l'Industrie et du Commerce, *Annuaire du Québec, 1982.*	Gouvernement du Québec, arrêté en conseil n° 524, 1986.	Gouvernement du Québec, décret n° 2000-87, 1987.

1. Population au recensement de 1986.
2. Le décret gouvernemental n° 1934-88, du 14 septembre 1988, remplace la dénomination régionale Québec-Sud par Chaudière-Appalaches.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques régionales et environnementales.

Tableau 1

Superficie[1] des régions administratives, selon le découpage de 1965 et de 1987, Québec, 1er mai 1988

1966[2]	Superficie	1987[3]	Superficie
	km²		km²
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	34 258	Gaspésie—Îles de la Madeleine	20 446
		Bas-Saint-Laurent	22 377
Saguenay—Lac-Saint-Jean	107 109	Saguenay—Lac-Saint-Jean	103 901
Québec	44 211	Québec	19 285
		Chaudière-Appalaches	15 033
Trois-Rivières	46 630	Mauricie—Bois-Francs	46 659
Estrie	8 553	Estrie	10 113
Montréal	31 416	Montréal	500
		Laurentides	21 576
		Lanaudière	13 451
		Montérégie	11 074
		Laval	245
Outaouais	54 214	Outaouais	32 870
Abitibi-Témiscamingue	59 092	Abitibi-Témiscamingue	64 760
Côte-Nord	254 183	Côte-Nord	299 315
Nouveau-Québec	882 118	Nord-du-Québec	840 179
Le Québec	**1 521 784**		**1 521 784**

1. La superficie est tirée du Fichier du code géographique du Québec; elle tient essentiellement compte de la terre ferme, y compris les surfaces d'eau à l'intérieur des limites municipales.
2. Arrêté en conseil nº 524, 1966.
3. Décret nº 2000-87, 1987.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques régionales et environnementales.

Tableau 2

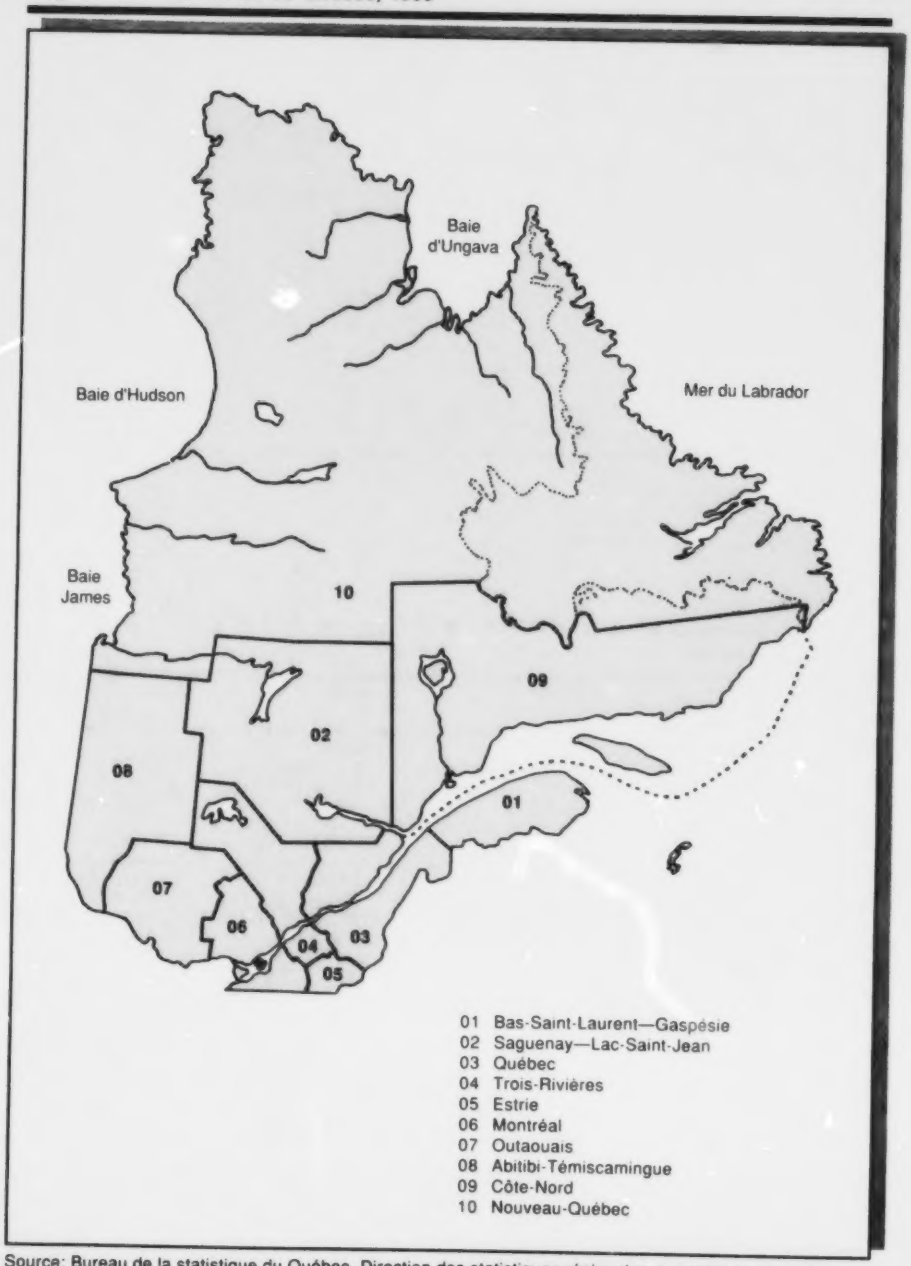
Population[1] des régions administratives, selon le découpage de 1966 et 1987, Québec, 1er juin 1986

1966[2]	Population	1987[3]	Population
	n		n
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	231 638	Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	112 455
		Bas-Saint-Laurent	210 834
Saguenay—Lac-Saint-Jean	299 864	Saguenay—Lac-Saint-Jean	285 457
Québec	1 047 397	Québec	586 306
		Chaudière-Appalaches	356 768
Trois-Rivières	446 728	Mauricie—Bois-Francs	453 813
Estrie	241 017	Estrie	257 755
Montréal	3 713 365	Montréal	1 752 582
		Laurentides	320 701
		Lanaudière	279 014
		Montérégie	1 096 282
		Laval	284 164
Outaouais	287 756	Outaouais	256 665
Abitibi-Témiscamingue	153 417	Abitibi-Témiscamingue	146 770
Côte-Nord	103 527	Côte-Nord	104 598
Nouveau-Québec	15 567	Nord-du-Québec	36 112
Le Québec	**6 540 276**		**6 540 276**

1. La population est tirée du Recensement de la population de 1986 et ne tient pas compte du sous-dénombrement censitaire.
2. Arrêté en conseil nº 524, 1966.
3. Décret nº 2000-87, 1987.

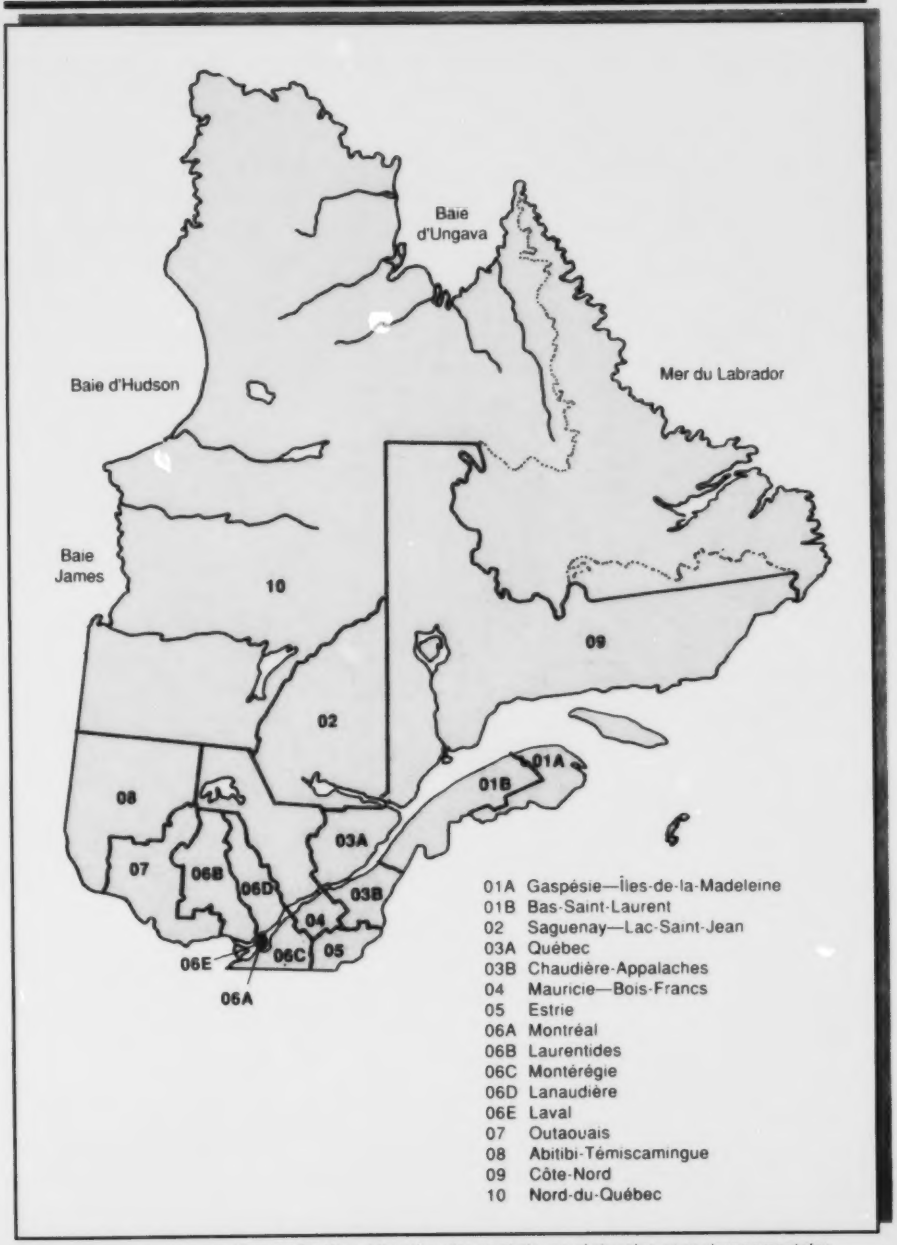
Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques régionales et environnementales.

Figure 2
Régions administratives du Québec, 1966



Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques régionales et environnementales.

Figure 3
Régions administratives du Québec, 1987



Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques régionales et environnementales.

Tableau 3

Principales données, à caractère administratif et statistique, relatives aux municipalités régionales de comté, Québec, 1988

MRC	Code géographique	Région administrative[1]	Date du décret gouvernemental	Superficie[2]	Ensemble des municipalités	Municipalités de ville	Population totale[3]	Population des villes[4]
				km²	n			
Abitibi	850	08	82-10-20	7 948	18	1	24 562	9 261
Abitibi-Ouest	890	08	81-12-09	3 689	24	3	24 953	11 024
Acton	650	06C	81-11-25	827	14	1	19 366	4 333
Antoine-Labelle	750	06B	84-11-28	15 665	23	1	30 906	7 937
Argenteuil	686	06B	82-10-20	1 260	13	1	26 738	11 586
Arthabaska	410	04	81-11-25	1 903	31	3	58 246	31 638
Avignon	110	01A	81-02-25	3 501	12	1	15 475	2 653
Beauce-Sartigan	340	03B	81-12-02	1 942	24	2	41 655	18 075
Beauharnois-Salaberry	625	06C	81-12-02	461	13	3	57 742	36 588
Bécancour	425	04	81-09-23	1 136	15	1	19 269	10 472
Bellechasse	360	03B	81-09-23	1 637	24		29 932	
Bonaventure	120	01A	81-03-11	4 617	16	1	21 712	4 100
Brome-Missisquoi	600	06C	82-10-20	1 549	23	6	43 862	29 338
Caniapiscau	990	09	81-12-02	81 185	3	3	4 667	3 918
Champlain	634	06C	82-12-21	163	6	6	293 054	293 054
Charlevoix	395	03A	81-09-23	3 799	11	1	13 843	3 925
Charlevoix-Est	398	03A	81-09-23	2 370	13	2	18 177	7 374
Coaticook	530	05	81-12-02	1 164	15	1	15 276	6 440
D'Autray	678	06D	81-11-25	1 184	19	2	32 824	6 734
Denis-Riverin	150	01A	81-09-23	5 127	10	2	15 241	9 210
Desjardins	365	03B	81-09-23	252	6	3	46 398	37 699
Deux-Montagnes	671	06B	82-10-20	240	9	3	59 945	48 900
Drummond	415	04	81-09-23	1 625	25	1	75 170	36 020
Francheville	435	04	81-11-25	1 125	17	3	130 460	98 460
Joliette	680	06D	81-12-02	322	10	1	44 488	16 845
Kamouraska	320	01B	81-09-23	2 256	18	2	24 535	7 534
La Côte-de-Beaupré	390	03A	81-09-23	4 974	9	3	20 563	9 689
La Côte-de-Gaspé	140	01A	81-09-23	3 905	5	2	22 833	19 652
Lac-Saint-Jean	230	02	81-10-07	2 709	16	3	52 413	30 625
La Haute-Côte-Nord	940	09	81-09-23	12 509	11	1	14 263	3 955
La Haute-Yamaska	645	06C	82-01-13	752	11	3	64 803	45 611
La Jacques-Cartier	380	03A	81-03-11	3 310	9	3	20 467	1 009
Lajemmerais	665	06C	81-12-09	416	7	3	72 179	57 107
La Matapédia	170	01B	81-11-25	5 369	21	2	22 055	6 588
L'Amiante	345	03B	81-11-25	1 906	28	3	48 327	26 389
La Mitis	180	01B	81-11-25	2 305	21	1	21 762	6 670
La Nouvelle-Beauce	355	03B	81-12-02	793	14	1	23 164	9 536
La Rivière-du-Nord	684	06B	82-10-20	453	9	2	62 042	31 007
L'Assomption	676	06D	82-10-20	254	9	5	73 717	63 465
Laval	670	06E	87-12-22	245	1	1	284 164	284 164
La Vallée-de-la-Gatineau	730	07	84-11-28	13 579	20	1	19 816	5 168
La Vallée-du-Richelieu	635	06C	81-10-07	549	15	7	94 871	82 725
Le Bas-Richelieu	660	06C	81-12-09	593	17	4	53 530	34 962
Le Centre-de-la-Mauricie	440	04	82-06-16	1 282	13	3	67 089	47 464
Le Domaine-du-Roy	240	02	82-12-21	18 854	10	2	33 307	20 772
Le Fjord-du-Saguenay	210	02	82-12-21	44 107	20	3	170 817	140 303
Le Granit	510	05	82-04-08	2 710	22	1	20 782	5 732
Le Haut-Richelieu	610	06C	81-12-02	932	23	3	82 401	54 243
Le Haut-Saint-François	520	05	81-12-02	2 359	24	3	20 801	5 865
Le Haut-Saint-Laurent	620	06C	81-12-09	1 178	15	1	22 762	2 919
Le Haut-Saint-Maurice	480	04	81-12-02	29 697	6	1	16 389	10 723
L'Erable	405	04	81-09-23	1 291	17	2	25 389	10 947
Les Basques	310	01B	81-03-11	1 130	11	1	11 320	4 290
Les Chutes-de-la-Chaudière	370	03B	81-09-23	419	9	5	56 920	39 029
Les Etchemins	335	03B	81-11-25	1 811	15	1	19 485	2 666
Les Îles-de-la-Madeleine	100	01A	81-03-11	202	8	-	14 532	-
Les Jardins-de-Napierville	615	06C	81-12-09	797	11	1	20 391	5 288

Tableau 3 (suite)

Principales données, à caractère administratif et statistique, relatives aux municipalités régionales de comté, Québec, 1988

MRC	Code géographique	Région administrative[1]	Date du décret gouvernemental	Superficie[2]	Ensemble des municipalités	Municipalités de ville	Population totale[3]	Population des villes[4]
				km²	n			
Les Laurentides	689	06B	84-11-28	2 525	25	3	28 594	9 058
Les Maskoutains	655	06C	81-11-25	1 047	21	1	68 047	38 603
Les Moulins	674	06D	81-12-09	264	4	3	68 768	62 772
Les Pays-d'en-Haut	687	06B	82-10-20	739	13	2	18 857	4 328
Le Val-Saint-François	570	05	82-04-08	1 397	22	4	32 181	13 590
L'Île-d'Orléans	385	03A	81-09-23	192	6	-	6 769	-
L'Islet	325	03B	81-09-23	2 092	17	2	21 189	4 211
L'Or-Blanc	580	05	81-12-02	772	11	2	16 223	8 892
Lotbinière	375	03B	81-12-02	1 651	23	-	26 187	-
Manicouagan	930	09	81-11-25	39 717	8	1	36 369	26 244
Maria-Chapdelaine	260	02	82-12-21	38 231	14	3	28 920	19 357
Maskinongé	450	04	81-11-25	1 994	16	1	23 659	3 557
Matane	160	01B	81-11-25	3 376	16	1	25 258	13 243
Matawinie	690	06D	82-10-20	10 707	17	-	30 607	-
Mékinac	470	04	81-11-25	5 607	12	1	13 899	2 831
Memphrémagog	540	05	81-12-02	1 281	23	2	33 701	14 583
Minganie	910	09	81-12-09	133 735	9	-	13 075	-
Mirabel	672	06B	84-12-21	489	1	1	13 875	13 875
Montcalm	682	06D	81-09-23	722	13	1	28 610	2 018
Montmagny	330	03B	81-09-23	1 712	14	1	24 794	11 958
Nicolet-Yamaska	420	04	81-09-23	999	25	1	24 243	5 065
Pabok	130	01A	81-03-11	3 094	10	3	22 662	12 814
Papineau	710	07	84-11-28	3 010	28	1	18 790	2 578
Pontiac	740	07	84-11-28	13 848	20	-	15 100	-
Portneuf	378	03A	81-09-23	4 096	27	4	41 622	10 381
Rimouski-Neigette	190	01B	82-04-08	2 762	15	1	50 108	29 672
Rivière-du-Loup	315	01B	81-11-25	1 274	16	1	31 001	13 321
Robert-Cliche	350	03B	81-11-25	819	14	2	18 717	5 294
Roussillon	632	06C	81-11-25	413	11	8	104 808	92 128
Rouville	640	06C	81-09-23	544	14	3	28 700	9 893
Rouyn-Noranda	820	08	81-02-25	6 276	17	2	39 579	27 055
Sept-Rivières	920	09	81-11-25	32 169	7	3	36 224	33 613
Sherbrooke	560	05	81-12-02	429	8	4	118 791	91 896
Témiscamingue	810	08	81-02-25	19 243	22	3	17 332	5 038
Témiscouata	300	01B	81-09-23	3 905	20	4	24 795	12 577
Thérèse-De Blainville	673	06B	82-04-08	206	7	7	79 744	79 744
Vallée-de-l'Or	830	08	84-11-28	27 605	10	3	40 344	30 743
Vaudreuil-Soulanges	628	06C	82-02-17	853	28	7	69 766	29 472
Le Québec	...	...	...	**678 132**	**1 423**	**212**	**4 083 758**	**2 562 095**

1. La numérotation est celle indiquée au décret gouvernemental nº 2000-87.
2. Les données ont été arrondies à l'unité près.
3. Incluant la population des municipalités, des territoires non organisés et des réserves indiennes au 1er juin 1986.
4. Municipalités ayant le statut juridique de ville ou de cité.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques régionales et environnementales.

Tableau 4

Population totale, population urbaine et évolution de la population, par région administrative,
Québec, 1986

Région administrative[1]	Population[2]		Variation 1986/1971
	Totale	Urbaine	
	n		%
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	112 415	33 599	3,1
Bas-Saint-Laurent	210 820	101 745	0,4
Saguenay—Lac-Saint-Jean	285 445	199 369	7,2
Québec	586 260	507 014	11,2
Chaudière-Appalaches	356 750	181 698	16,4
Mauricie—Bois-Francs	453 775	281 463	6,2
Estrie	257 775	162 822	7,0
Montréal	1 752 590	1 752 590	10,5
Laurentides	320 110	205 484	32,4
Montérégie	1 089 425	848 894	30,8
Lanaudière	279 015	180 240	57,2
Laval	284 165	284 165	24,6
Outaouais	256 325	184 784	18,4
Abitibi-Témiscamingue	146 770	77 212	2,7
Côte-Nord	104 550	69 249	0,1
Nord-du-Québec	36 105	18 676	20,2
Le Québec	**6 532 460**	**5 088 995**	**8,4**

1. Conformément au décret gouvernemental n° 2000-87, 1987.
2. Incluant une ou plusieurs réserves indiennes ou établissements indiens partiellement dénombrés. L'estimation de leur population, au 1er juin 1986, fait passer la population totale du Québec à 6 540 276 personnes.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques régionales et environnementales.

Tableau 5

Population, selon le groupe d'âge, par région administrative,
Québec, 1986

Région administrative[1]	0-14 ans	15-24 ans	24-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	55-64 ans	65 ans et plus	Total[1]
	n							
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	25 315	19 770	20 040	15 760	10 650	9 565	11 340	112 415
Bas-Saint-Laurent	47 215	33 570	38 015	30 005	19 215	19 420	23 390	210 820
Saguenay—Lac-Saint-Jean	71 135	47 045	54 195	40 730	28 130	23 855	20 370	285 445
Québec	111 560	97 085	108 965	92 060	62 655	54 750	59 185	586 260
Chaudière-Appalaches	84 765	55 595	63 515	53 770	33 155	30 585	35 535	356 750
Mauricie—Bois-Francs	96 735	69 840	80 035	65 600	46 475	44 570	50 475	453 775
Estrie	56 465	42 145	44 505	37 310	24 610	23 830	28 850	257 755
Montréal	275 665	288 230	325 960	242 615	198 150	196 680	224 345	1 752 590
Laurentides	71 680	48 800	57 750	52 880	32 525	28 130	28 210	320 110
Montérégie	244 700	173 565	195 685	180 915	114 190	90 240	90 075	1 089 425
Lanaudière	66 320	39 925	52 295	47 340	27 960	22 795	22 375	279 015
Laval	56 510	49 550	51 490	43 735	35 870	27 045	19 955	284 165
Outaouais	56 430	44 495	49 730	39 760	25 210	21 070	19 660	256 325
Abitibi-Témiscamingue	36 760	25 210	28 370	20 345	13 035	11 970	10 995	146 770
Côte-Nord	26 445	19 255	20 160	15 775	10 895	7 110	4 930	104 550
Nord-du-Québec	12 365	6 875	6 985	4 535	2 860	1 620	875	36 105
Le Québec[2]	**1 341 040**	**1 060 925**	**1 197 715**	**983 165**	**685 605**	**613 370**	**650 630**	**6 532 460**

1. Conformément au décret gouvernemental n° 2000-87, 1987.
2. En raison de l'arrondissement des chiffres (à 0 ou 5), le total peut ne pas correspondre à la somme des données. Les chiffres de ce tableau ne tiennent pas compte du sous-dénombrement censitaire.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques régionales et environnementales.

Tableau 6

Population, selon la langue maternelle, par région administrative, Québec, 1986

Région administrative[1]	Langue maternelle			Total[2,3]
	Anglais	Français	Plus d'une langue	
		n		
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	10 510	98 590	2 725	112 415
Bas-Saint-Laurent	900	207 825	1 885	210 820
Saguenay—Lac-Saint-Jean	2 295	279 195	2 950	285 445
Québec	10 355	559 665	11 140	586 260
Chaudière-Appalaches	2 685	349 695	3 565	356 750
Mauricie—Bois-Francs	4 715	439 930	5 535	453 775
Estrie	23 115	226 175	6 270	257 755
Montréal	332 010	1 008 445	121 475	1 752 570
Laurentides	21 590	283 685	9 575	320 110
Montérégie	97 660	925 620	36 580	1 089 425
Lanaudière	4 955	264 950	5 700	279 015
Laval	20 525	224 030	14 695	284 165
Outaouais	37 350	200 605	12 385	256 325
Abitibi-Témiscamingue	4 575	136 125	3 645	146 770
Côte-Nord	5 740	91 195	1 925	104 550
Nord-du-Québec	935	20 950	1 585	36 105
Le Québec[3]	**580 030**	**5 316 930**	**241 780**	**6 532 460**

1. Conformément au décret gouvernemental n° 2000-87, 1987.
2. La somme des données est inférieure au total. La différence correspond au nombre de personnes de langue maternelle autre que le français ou l'anglais. Les données de ce tableau ne tiennent pas compte du sous-dénombrement censitaire.
3. En raison de l'arrondissement des chiffres (à 0 ou 5), le total peut ne pas correspondre à la somme des données.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques régionales et environnementales.

Tableau 7

Répartition de la population selon l'état matrimonial, des familles de recensement et des ménages privés, par région administrative, Québec, 1986

Région administrative[1]	État matrimonial						Familles de recensement	Ménages privés
	Marié	Divorcé	Séparé	Veuf	Célibataire	Total		
				n				
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	52 410	1 565	1 145	5 270	51 945	112 415	29 560	34 420
Bas-Saint-Laurent	99 955	4 030	2 110	10 040	94 690	210 820	56 030	69 855
Saguenay—Lac-Saint-Jean	135 330	5 540	3 155	10 620	130 785	285 445	75 945	89 685
Québec	266 045	17 040	8 810	28 620	265 670	586 260	153 570	212 135
Chaudière-Appalaches	171 175	6 055	3 150	15 595	160 870	356 750	94 525	116 115
Mauricie—Bois-Francs	217 260	12 680	6 050	23 370	194 390	453 775	123 210	160 385
Estrie	121 730	8 485	3 680	12 980	110 935	257 755	69 095	92 685
Montréal	764 650	74 690	44 270	112 010	756 940	1 752 590	454 735	722 470
Laurentides	158 510	9 440	5 495	13 320	133 285	320 110	89 090	111 275
Montérégie	535 755	31 745	17 270	44 160	460 510	1 089 425	302 125	376 510
Lanaudière	141 025	6 620	4 180	10 695	116 470	279 015	78 180	93 195
Laval	142 655	8 115	4 895	10 795	117 705	284 165	80 190	97 100
Outaouais	122 385	7 605	4 575	10 780	110 990	256 325	70 450	89 825
Abitibi-Témiscamingue	69 230	2 885	2 625	5 875	66 130	146 770	39 095	49 525
Côte-Nord	48 320	2 085	1 095	3 015	50 015	104 550	27 370	32 465
Nord-du-Québec	15 240	345	280	660	19 565	36 105	8 320	9 365
Le Québec[2]	**3 061 850**	**198 910**	**112 845**	**317 795**	**2 841 060**	**6 532 460**	**1 751 495**	**2 357 100**

1. Conformément au décret gouvernemental n° 2000-87, 1987.
2. En raison de l'arrondissement des chiffres (à 0 ou 5), le total peut ne pas correspondre à la somme des données. Les chiffres de ce tableau ne tiennent pas compte du sous-dénombrement censitaire.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques régionales et environnementales.

Tableau 8

Logements privés occupés, par région administrative, Québec, 1981 et 1986

Région administrative[1]	1981					1986	Variation 1986/1981
	Individuels	Multiples	Attenants	Autres	Total		
	n						%
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	24 675	4 610	385	1 740	31 415	34 555	9.9
Bas Saint-Laurent	43 260	17 635	1 010	2 030	63 925	70 215	10.9
Saguenay—Lac Saint-Jean	48 925	29 635	835	2 420	81 830	89 755	9.7
Québec	85 725	103 510	1 995	2 725	193 955	213 330	10.0
Chaudière-Appalaches	76 990	24 650	1 245	2 530	105 400	116 250	10.3
Mauricie—Bois-Francs	84 055	57 835	1 960	2 775	146 610	161 210	10.0
Estrie	46 510	36 455	905	1 665	85 535	93 395	9.2
Montréal	81 075	600 350	6 150	340	687 910	730 765	6.2
Laurentides	67 450	30 090	1 195	1 160	99 895	111 715	11.8
Montérégie	199 485	135 440	2 835	6 790	344 540	378 585	9.9
Lanaudière	55 610	20 210	870	2 600	79 310	93 370	17.7
Laval	43 160	41 120	335	480	85 090	97 215	14.2
Outaouais	46 745	29 855	730	1 470	78 805	90 435	14.8
Abitibi-Témiscamingue	27 245	15 755	675	1 630	45 295	49 800	9.9
Côte-Nord	18 495	10 140	310	5 020	33 970	32 590	-4.1
Nord-du-Québec	5 085	2 435	80	1 790	9 395	9 430	0.4
Le Québec[2]	**954 505**	**1 159 705**	**21 495**	**37 155**	**2 172 860**	**2 372 475**	**9.2**

1. Conformément au décret gouvernemental n° 2000-87, 1987.
2. En raison de l'arrondissement des chiffres (à 0 ou 5), le total peut ne pas correspondre à la somme des données. Les chiffres de ce tableau ne tiennent pas compte du sous-dénombrement censitaire pour l'année 1986.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques régionales et environnementales.

Tableau 9

Population active, selon le secteur d'activité, par région administrative, Québec, 1986

Région administrative[1]	Population active		Population active par secteur d'activité				Variation	
	Total	Hommes	Primaire	Secondaire	Tertiaire	Sans objet[2]	1981/1971	1986/1981
			n				%	
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	50 275	29 285	6 145	9 950	29 480	4 650	43.9	3.2
Bas Saint-Laurent	93 025	55 750	11 685	15 995	59 695	5 480	38.9	2.8
Saguenay—Lac Saint-Jean	124 200	78 225	8 355	28 850	78 915	8 025	50.5	2.9
Québec	294 175	168 545	6 055	40 680	235 200	12 305	42.3	5.2
Chaudière-Appalaches	163 270	98 560	16 570	45 275	95 965	5 440	51.4	4.9
Mauricie—Bois-Francs	206 785	124 160	14 260	61 665	120 385	9 910	33.6	2.6
Estrie	121 140	69 820	7 865	36 315	72 240	4 815	37.1	1.9
Montréal	916 625	505 070	3 355	228 120	649 165	35 990	10.8	-0.3
Laurentides	152 800	91 545	5 875	39 580	101 390	5 855	72.0	7.3
Montérégie	545 605	320 800	21 925	152 780	353 755	17 295	68.3	5.7
Lanaudière	131 575	79 080	6 960	38 055	82 310	4 170	97.7	11.6
Laval	152 340	88 080	1 255	37 770	109 515	3 805	71.6	10.0
Outaouais	131 740	75 240	4 505	23 025	99 405	4 830	51.7	11.0
Abitibi-Témiscamingue	67 335	41 105	11 060	10 470	42 350	3 365	45.4	4.3
Côte-Nord	48 875	29 965	6 125	8 795	29 950	4 000	53.4	-6.3
Nord-du-Québec	13 975	9 065	2 940	2 595	7 770	690	47.8	-3.7
Le Québec[3]	**3 213 685**	**1 864 445**	**135 020**	**779 845**	**2 168 385**	**130 640**	**38.2**	**3.7**

1. Conformément au décret gouvernemental n° 2000-87, 1987.
2. Population active ne pouvant être associée à un groupe d'industries quelconque figurant dans la Classification type des industries de 1980.
3. En raison de l'arrondissement des chiffres (à 0 ou 5), le total peut ne pas correspondre à la somme des données. Les chiffres de ce tableau ne tiennent pas compte du sous-dénombrement censitaire.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques régionales et environnementales.

Tableau 10

Établissements manufacturiers, fermes agricoles et proportion des terres améliorées, par région administrative,
Québec, 1985 et 1986

Région administrative[1]	1985		1986	
	Établissements manufacturiers		Fermes agricoles	Terres améliorées/ superficie totale
	Total	Variation 1985/1980		
	n	%	n	%
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	96	5.0	538	42.9
Bas-Saint-Laurent	242	6.3	2 940	54.7
Saguenay—Lac-Saint-Jean	239	3.3	1 639	59.4
Québec	573	1.4	1 794	53.7
Chaudière-Appalaches	681	3.2	7 256	50.3
Mauricie—Bois-Francs	874	2.1	6 204	65.3
Estrie	467	8.1	3 241	43.9
Montréal	4 391	4.1	70	67.4
Laurentides	417	5.3	1 959	52.0
Montérégie	1 588	4.1	9 743	77.8
Lanaudière	411	.	2 655	72.9
Laval	366	18.4	319	87.5
Outaouais	131	5.6	1 841	47.3
Abitibi-Témiscamingue	118	2.2	1 148	45.9
Côte-Nord	47	25.4	87	36.0
Nord-du-Québec	12	57.2	14	35.5
Le Québec	**10 653**	**0.8**	**41 448**	**58.7**

1. Conformément au décret gouvernemental nº 2000-87, 1987.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques régionales et environnementales.

Tableau 11

Indice[1] du revenu des familles de recensement, des ménages privés et de la population active, par région administrative,
Québec, 1981

Région administrative[2]	Familles de recensement	Ménages privés	Population active
	Revenu moyen = 100[1]		
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	83	91	81
Bas-Saint-Laurent	83	87	85
Saguenay—Lac-Saint-Jean	92	97	95
Québec	106	104	104
Chaudière-Appalaches	92	95	92
Mauricie—Bois-Francs	87	88	90
Estrie	88	88	89
Montréal	106	100	104
Laurentides	95	98	98
Montérégie	104	106	103
Lanaudière	95	100	97
Laval	114	119	108
Outaouais	99	101	97
Abitibi-Témiscamingue	93	95	97
Côte-Nord	106	114	110
Nord-du-Québec	106	119	119

1. L'indice pour le Québec équivaut à 100. En valeur absolue, il correspond à un revenu moyen de 25 105 $ pour les familles de recensement, à 22 869 $ pour les ménages privés et à 14 086 $ pour la population active.
2. Conformément au décret gouvernemental nº 2000-87, 1987.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques régionales et environnementales.

Tableau 12

Population de 15 ans et plus dans les ménages privés et revenu global, selon le sexe, par région administrative, Québec, 1986

Région administrative[1]	Personnes sans revenu	Personnes avec revenu[2]				Total	
		Hommes		Femmes			
	n	n	'000 $	n	'000 $	n	'000 $
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	15 870	38 890	605 805	31 450	308 738	86 210	914 543
Bas-Saint-Laurent	29 075	72 295	1 269 983	59 235	606 228	160 605	1 876 211
Saguenay—Lac-Saint-Jean	47 305	94 715	2 014 633	69 695	731 825	211 715	2 746 458
Québec	70 400	205 610	4 570 475	190 890	2 344 523	466 900	6 914 998
Chaudière-Appalaches	46 140	122 440	2 336 577	98 980	1 023 007	267 560	3 359 584
Mauricie—Bois-Francs	56 620	157 640	3 042 502	135 900	1 354 944	350 160	4 397 446
Estrie	29 360	88 745	1 687 947	79 225	862 039	197 330	2 549 986
Montréal	180 695	626 995	13 978 410	644 265	8 500 671	1 451 955	22 479 081
Laurentides	40 365	111 830	2 387 967	92 105	1 035 667	244 300	3 423 634
Montérégie	130 580	379 145	8 824 741	326 360	3 909 599	836 085	12 734 340
Lanaudière	35 290	96 485	2 107 617	77 855	872 856	209 630	2 980 473
Laval	33 590	101 455	2 496 085	89 045	1 150 163	224 090	3 646 248
Outaouais	28 895	90 325	1 932 375	78 845	1 045 445	198 065	2 977 820
Abitibi-Témiscamingue	20 255	50 445	1 025 553	38 220	409 389	108 920	1 434 942
Côte-Nord	16 170	35 455	780 511	25 920	289 022	77 545	1 069 533
Nord-du-Québec	5 795	10 850	244 482	7 040	78 838	23 685	323 320
Le Québec[3]	**786 490**	**2 283 440**	**49 307 112**	**2 045 060**	**24 523 413**	**5 114 990**	**73 830 525**

1. Conformément au décret gouvernemental nº 2000-87, 1987.
2. Revenu de 1985.
3. En raison de l'arrondissement des chiffres (à 0 ou 5), le total peut ne pas correspondre à la somme des données. Les chiffres de ce tableau ne tiennent pas compte du sous-dénombrement censitaire.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques régionales et environnementales.

Tableau 13

Répartition des personnes[1] sur le marché du travail et du revenu d'emploi global, selon le sexe, par région administrative, Québec, 1986

Région administrative[2]	Hommes		Femmes		Total[3]	
		Revenu		Revenu		Revenu
	n	'000 $	n	'000 $	n	'000 $
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	26 285	420 536	18 470	192 657	44 765	613 360
Bas-Saint-Laurent	51 715	950 101	33 670	392 908	85 415	1 343 320
Saguenay—Lac-Saint-Jean	73 360	1 647 468	42 175	496 532	115 505	2 143 538
Québec	162 470	3 754 939	120 265	1 650 709	282 785	5 406 572
Chaudière-Appalaches	94 275	1 880 333	60 005	705 890	154 255	2 585 861
Mauricie—Bois-Francs	116 895	2 375 236	75 690	847 809	192 645	3 223 702
Estrie	66 635	1 321 115	48 485	570 765	115 135	1 892 097
Montréal	481 830	11 135 515	398 120	5 728 770	879 980	16 865 235
Laurentides	87 250	1 952 941	58 030	729 954	145 230	2 682 236
Montérégie	311 190	7 471 334	214 685	2 831 251	525 980	10 303 910
Lanaudière	76 930	1 757 178	49 690	629 528	126 650	2 387 065
Laval	86 715	2 147 684	63 125	884 304	149 840	3 032 012
Outaouais	72 550	1 622 216	54 350	804 033	126 865	2 425 992
Abitibi-Témiscamingue	38 515	833 235	24 635	289 134	63 100	1 121 304
Côte-Nord	27 835	650 384	17 080	215 224	44 900	865 375
Nord-du-Québec	9 135	208 587	5 050	60 710	14 235	270 039
Le Québec[3]	**1 783 985**	**40 128 802**	**1 283 525**	**17 030 178**	**3 067 285**	**57 161 618**

1. Ayant travaillé en 1985.
2. Conformément au décret gouvernemental nº 2000-87, 1987.
3. En raison de l'arrondissement des chiffres (à 0 ou 5), le total peut ne pas correspondre à la somme des données. Les chiffres de ce tableau ne tiennent pas compte du sous-dénombrement censitaire.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques régionales et environnementales.

Les relations internationales

par François Leduc, Jean-Pierre Furlong et Christian Deslauriers*

Depuis plus d'un siècle, les flux financiers et migratoires, les échanges commerciaux, les transferts culturels et techniques suscitent des relations notables entre le gouvernement du Québec et celui d'autres pays, particulièrement l'Europe et les États-Unis: emprunts, campagnes d'immigration, ententes administratives, délégation d'« agents généraux », etc. Ces initiatives, plutôt limitées au début, sont devenues beaucoup plus étendues et systématiques à partir de la « Révolution tranquille » des années 60.

Le présent texte porte sur les développements récents dans les relations internationales du Québec et fait le point sur l'état actuel de la situation. Il est d'abord question de l'évolution contemporaine de l'approche québécoise, puis de certains « grands dossiers », des relations bilatérales et, enfin, des moyens et des instruments d'intervention.

Pour plus d'informations historiques, le lecteur pourra se référer à deux articles publiés dans l'*Annuaire statistique du Québec*, éditions 1967-68 (Jean Hamelin) et 1973-74 (Denis Vaugeois).

Certains autres développements dans des secteurs actifs comme ceux de la santé et de l'agro-industriel, ne sont que mentionnés.

Les développements contemporains

L'évolution des mentalités, les progrès techniques dans les transports, les communications et les modes de production, le décloisonnement des économies nationales et les progrès du libéralisme, la multiplication des organismes chargés d'établir des normes internationales, tous ces facteurs et d'autres encore ont suscité, puis structuré l'interdépendance des peuples et des systèmes d'échanges. Au Québec, c'est surtout à partir des années 60 que les relations internationales se sont développées. Dans un contexte d'ouverture au monde, les échanges entre la province et l'étranger sont devenus plus nombreux, plus variés, plus intenses et plus rapides.

* Du ministère des Affaires internationales du Québec.

Depuis une quinzaine d'années, un intérêt accru s'est manifesté pour les dimensions internationales de pratiquement toutes les activités gouvernementales. Cette évolution s'est produite naturellement, en raison bien sûr des avantages que le Québec pouvait tirer de ces développements, mais aussi parce que le gouvernement lui-même, avec l'ampleur des ressources dont il dispose, l'importance des programmes qu'il administre, la compétence spécialisée qu'il a acquise, constituait déjà un très important fournisseur de services et, pour les autres pays, un interlocuteur de qualité.

Plusieurs ministères entretiennent donc des relations avec l'étranger. Le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration participe aux grands forums internationaux qui traitent des problèmes liés à l'immigration et spécialement, au cours des dernières années, à la question des réfugiés. Quant au ministère de l'Environnement, il participe aux débats environnementaux des conférences internationales et coopère activement, notamment avec nos partenaires canadiens et américains, à la protection de l'environnement. Le ministère des Finances négocie depuis longtemps des emprunts internationaux. De son côté, le ministère des Affaires municipales fournit, par le travail de ses experts, une assistance substantielle aux municipalités et aux sociétés de transport urbain, lorsque celles-ci contractent des emprunts à l'étranger. Le ministère des Communications assiste les entreprises parapubliques ou privées dans la recherche de nouveaux marchés et la négociation d'ententes. Le ministère du Tourisme mène en Amérique et outre-mer des campagnes de mise en marché. Le ministère des Affaires culturelles négocie avec des firmes multinationales (dans le domaine de l'édition, du cinéma, etc.) certaines des conditions de leurs activités au Québec.

Le besoin fondamental du gouvernement de connaître et de maîtriser les éléments nouveaux qui influencent le développement du Québec explique son activité croissante dans les relations avec l'extérieur. Mais d'autres facteurs ont aussi influencé son intervention dans les affaires de nature internationale, de même qu'ils expliquent les caractéristiques de son approche.

L'intérêt de la population québécoise pour les affaires internationales s'est graduellement élargi à mesure que celle-ci percevait les effets des événements extérieurs ou de phénomènes globaux au Québec même, dans les domaines social, économique, environnemental, etc. Les groupes de pression ont plus fréquemment engagé le gouvernement à intervenir.

En 1984, le gouvernement a convoqué une conférence socio-économique, intitulée « Le Québec dans le monde », réunissant les représentants de tous les groupes d'intérêt québécois ayant des relations avec l'extérieur. Lors de cette consultation exceptionnelle, les intervenants du milieu des affaires, des secteurs de l'industrie, de l'enseignement universitaire, des services, des arts, les syndicats, les producteurs agricoles, les minorités ethniques, les journalistes, les grands constructeurs, les organismes privés de coopération et de solidarité, etc. ont fait part de leurs intérêts et de leurs activités. Ils ont soutenu fermement le principe que le gouvernement du Québec doit s'occuper activement des affaires internationales, ce qu'ont d'ailleurs reconnu les ministres fédéraux présents. Les participants ont aussi demandé au gouvernement de mieux faire connaître sa politique en la matière, de les consulter pour son élaboration et de les associer de plus près à son application.

Depuis 1985, les Sommets de Paris et de Québec ont sensibilisé la population au rôle du Québec dans la francophonie. Quant au débat sur la libéralisation du commerce avec les États-Unis, il a suscité des échanges intenses entre les groupes d'intérêt et le gouvernement, qui participe à l'orientation des positions canadiennes.

Par ailleurs, les années 80 ont amené une évolution sensible dans les débats politico-constitutionnels entre le gouvernement fédéral et celui du Québec, à propos de l'action internationale de ce dernier.

Le besoin de mener une politique étrangère unifiée et cohérente, de même que le souci de préserver l'intégrité juridique de son statut d'État souverain ont toujours incité Ottawa à contrôler de près l'activité des provinces en matière de relations internationales et l'installation de leurs représentations permanentes à l'étranger.

Il y a eu de fréquents différends entre Ottawa et Québec en ce qui a trait aux relations internationales de cette dernière province entre 1965 et le début des années 80. Les deux parties ont eu tendance à les relier au débat constitutionnel.

Pour les acteurs politiques québécois de l'époque, l'activité internationale reposait presque entièrement sur une doctrine essentiellement juridique: le prolongement à l'extérieur des compétences internes. La conduite des relations extérieures visait fréquemment à affirmer, illustrer, préserver ou conquérir des droits. Cet objectif était d'ailleurs souvent à la base des ententes de coopération. Enfin, il est à noter que pendant une vingtaine d'années, sauf pendant de courts intermèdes, le ministre responsable des relations internationales du Québec a été en même temps chargé du dossier des affaires constitutionnelles.

Considérée comme objet important du contentieux fédéral-provincial, la politique extérieure du Québec était alors caractérisée par le formalisme et l'attachement aux symboles plutôt qu'aux contenus. La presse parlait de « guerre de drapeaux », et la population s'intéressait souvent plus à ces litiges qu'aux réussites dans divers secteurs et qu'aux succès de coopération qui contribuaient au développement du Québec. Bref, on concentrait surtout l'attention sur les relations du Québec avec le Canada, c'est-à-dire sur la vie politique intérieure et sur les institutions canadiennes.

Divers développements sur le plan interne ont permis, en matière internationale, de mieux centrer les efforts sur les problèmes proprement économiques, culturels et sociaux accompagnant l'ouverture du Québec sur le monde.

En 1980 a eu lieu le référendum sur la négociation du projet dit de « souveraineté-association », dont la proposition a été rejetée. Le renouvellement des équipes politiques à la tête des gouvernements du Canada (en 1984), puis du Québec (en 1985) ont amené un nouveau *modus vivendi* et des accords touchant le cadre officiel et la pratique des relations du Québec avec l'étranger. Dans ce contexte, à la veille du changement de régime au Québec, un accord a été conclu entre Québec et Ottawa à propos de la tenue d'un premier sommet des pays de la francophonie et sur les modalités de la très large participation du Québec. Le nouveau gouvernement, élu peu après, a tout mis en oeuvre pour assurer le plein succès de sa participation et le choix de la ville de Québec pour la tenue du second sommet en 1987. Il a également confirmé le rôle et le statut du Québec et de son gouvernement dans la francophonie internationale.

Les gouvernements d'Ottawa et de Québec se concertent plus souvent qu'autrefois sur les questions internationales. Touché par un éventail toujours plus large d'événements, le Québec intervient. Lorsqu'une question relève du gouvernement fédéral, c'est à lui que Québec s'adresse pour faire valoir ses intérêts et contribuer à l'orientation de la politique canadienne. Dans les autres cas, le Québec conduit sa propre action dans le cadre général de la politique extérieure du Canada, une approche que pratiquent, à moins grande échelle, plusieurs autres provinces.

Au sein de l'opinion, tant chez les décideurs politiques que chez les intéressés du secteur privé, la perception et la conception des relations internationales du Québec ont évolué. Dans les années 60 et 70, l'« ouverture au monde » signifiait surtout une curiosité nouvelle du peuple québécois et sa disposition d'accueil et de tolérance à l'égard de l'étranger, de la différence, de

l'innovation. Les milieux des arts, des affaires, des sciences et de l'entraide internationale ont multiplié leurs relations avec l'extérieur, qui apportaient aussi à une société en voie de réforme un oxygène vivifiant et une reconnaissance internationale très recherchée. À cette époque, les Québécois ont attaché beaucoup d'importance à la présence du Québec à l'étranger et à son rayonnement.

Avec les années 80, les crises économiques et le mûrissement de l'expérience, l'enthousiasme initial a fait place à une ardeur plus pragmatique. L'ouverture sur le monde apportait désormais, avec ses avantages incontestables, d'inévitables contraintes. Le Québec s'est donc appliqué à faire face aux « dures réalités de la concurrence internationale ».

Étant donné les mutations du monde contemporain et l'évolution politique au Canada même, les Québécois considèrent aujourd'hui que leur gouvernement doit mener activement des relations internationales parce que la réalité le force objectivement à le faire et parce que c'est pour lui légitime et fondamental. Par ailleurs, le gouvernement s'est préoccupé de plus en plus de son rôle effectif et de réalisations tangibles dans le monde des affaires internationales. Enfin, à l'instar de nombreux gouvernements, il accorde maintenant la priorité aux questions économiques.

Tous ces développements ont marqué clairement l'organisation administrative du gouvernement pour ce qui est des relations extérieures, et même la répartition des rôles au sein de l'Exécutif.

La Commission interministérielle des relations extérieures du Québec, créée par l'arrêté ministériel du 25 août 1965, était présidée par le sous-ministre des Relations fédérales-provinciales et se rapportait au premier ministre. En avril 1967, le ministère des Relations fédérales-provinciales devenait le ministère des Affaires intergouvernementales, chargé de centraliser l'ensemble des relations avec tous les autres gouvernements hors du Québec. Mais en fait, le ministre et le sous-ministre exerçaient deux fonctions fort différentes et s'occupaient de deux dossiers politiques: les affaires constitutionnelles et les affaires internationales.

Par ailleurs, l'expansion des activités de coopération a suscité l'émergence d'unités administratives *ad hoc* dans divers ministères, si bien qu'en 1974 la loi sur le ministère était amendée pour rapatrier ces diverses unités au ministère des Affaires intergouvernementales et préciser les responsabilités du ministre.

En 1975, on a créé le ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, et en 1982, celui du Commerce extérieur et du Développement technologique. Le ministère des Affaires intergouvernementales a été déchargé en 1984 de la Direction générale des affaires canadiennes, et celle-ci a été rattachée au ministère du Conseil exécutif, la responsabilité ministérielle étant alors déléguée au ministre de la Justice. En mars 1985, la Loi sur le ministère des Affaires intergouvernementales a été modifiée pour confirmer le mandat plus spécifique du ministère, qui porta dès lors le nom de ministère des Relations internationales. Après les élections de 1985, cette répartition administrative est restée la même, mais les deux charges — affaires canadiennes et relations internationales — ont néanmoins été confiées à un seul et même ministre.

Pendant ce temps, les ressources que le gouvernement consacrait globalement aux relations avec l'extérieur augmentaient, mais elles étaient dispersées. De plus, certains ministères, pourtant acteurs importants, sont restés trop isolés du processus d'élaboration de la politique de relations internationales. Au printemps 1988, le gouvernement a annoncé une réforme pour gérer plus efficacement l'ensemble de ces questions. Il a déposé en juin 1988 un projet de loi par lequel il créerait un ministère des Affaires internationales pour remplacer celui des Relations internationales et celui du Commerce extérieur et du Développement technologique, et pour réunir la plupart de leurs services.

Comme le déclarait le ministre des Affaires internationales le 2 août 1988 : « Ce nouveau ministère se verra donner le mandat principal de planifier, organiser et diriger toute l'action du gouvernement du Québec à l'étranger en vue d'y favoriser le rayonnement du Québec et son développement sur les plans commercial, culturel, économique, politique et social. »

Les grands dossiers

La politique économique et commerciale

Le Québec évolue dans l'espace économique des pays industrialisés avec lesquels il réalise près de 90% de ses échanges économiques ainsi que l'essentiel de ses accords industriels et de ses transactions financières internationales privées et publiques. Avec un produit intérieur brut aux prix du marché de plus de 130 milliards de dollars en 1987, dont plus de 20% sont des exportations internationales, le Québec ne peut demeurer indifférent à l'évolution de l'économie mondiale et aux négociations commerciales internationales, tant bilatérales que multilatérales. Bien que la responsabilité ultime de ces négociations revienne au gouvernement fédéral, celui du Québec s'applique à faire connaître sa position et participe activement à la détermination de la position canadienne.

Malgré des atouts indéniables, le marché québécois seul n'est pas suffisant pour que le Québec réalise tout son potentiel de développement. Les négociations commerciales internationales, en libéralisant davantage le commerce des biens et services, peuvent contribuer à la résorption d'un chômage encore trop élevé et également encourager l'investissement et renforcer l'assise technologique.

La croissance économique du Québec est largement tributaire de ses ventes à l'extérieur, puisque ses exportations internationales atteignent les 20 milliards de dollars et que plus de 280 000 emplois en dépendent directement ou indirectement.

L'accès aux marchés extérieurs est ardu. En effet, bien qu'il y ait eu, depuis 1983, croissance de la production et du commerce mondial, l'ajustement aux nouvelles conditions de l'offre et de la demande internationale a amené plusieurs pays, au cours des dernières années, à rechercher dans le protectionnisme des solutions au déséquilibre de leur balance de paiements. Les obstacles non tarifaires aux importations et les mesures visant à stimuler artificiellement les exportations prolifèrent dans plusieurs domaines de l'économie, contrecarrant ainsi l'effet bénéfique des réductions de tarifs douaniers consenties lors des négociations commerciales multilatérales.

À ces éléments contextuels, il faut ajouter d'autres facteurs qui, à l'échelle mondiale, façonnent les échanges. Parallèlement à la montée du protectionnisme, on constate une certaine érosion de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT), lequel est censé régir les échanges commerciaux multilatéraux du monde occidental. Cette situation est due non seulement à la complexité des sujets traités, mais aussi à la multiplication des acteurs ainsi qu'à des écarts entre les mesures appliquées et les règles du GATT. Il faut aussi signaler, entre autres, la constitution de blocs commerciaux régionaux, tout comme la volatilité accrue des taux de change.

On assiste également à une réorganisation de la structure industrielle à l'échelle mondiale ayant pour objet d'adapter les systèmes de production aux innovations, aux besoins changeants des populations et à l'évolution des prix relatifs des facteurs de production. On note enfin l'émergence de nouveaux pays industrialisés et les difficultés des pays en développement, notamment au chapitre de l'augmentation de leur dette extérieure et du remboursement de celle-ci.

Le Québec risque d'être pénalisé par le climat protectionniste qui sévit un peu partout dans le monde. Cette réalité et la possibilité d'augmentation du protectionnisme sont particulièrement marquées aux États-Unis, ou les problèmes budgétaires sont considérables et où le déficit commercial est sans précédent (171 milliards de dollars US en 1987). Le protectionnisme américain touche particulièrement le Canada et le Québec, qui acheminent vers les États-Unis environ les trois quarts de leurs exportations.

Voilà pourquoi, lors des négociations bilatérales ayant abouti à l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, l'un des objectifs prioritaires —sinon l'objectif central— du Canada et du Québec était de maintenir et d'améliorer l'accès au marché américain.

Il est évident que parce qu'il dirige plus de 75% de ses exportations vers les États-Unis, le Canada a pu régler une partie importante des problèmes d'accès au marché américain au cours des négociations bilatérales avec Washington. Il n'en demeure pas moins que les grands objectifs des négociations du GATT de l'Uruguay Round sont tout aussi importants dans ce contexte multilatéral que sur le plan bilatéral, d'abord pour favoriser la diversification des marchés d'exportation et ensuite parce que l'Accord de libre-échange est indissociable du GATT, qui est son substrat.

Pour le Québec, le secteur extérieur agit comme levier pour stimuler la croissance économique et la modernisation de la structure industrielle. Les négociations commerciales, tant bilatérales que multilatérales, deviennent donc un moyen d'atteindre ses objectifs économiques, notamment en ce qui concerne la création d'emplois, l'amélioration de la productivité et la croissance des investissements.

L'amélioration des conditions d'accès aux marchés étrangers et un renforcement institutionnel du GATT pourraient, de façon significative, aider le Québec à atteindre les objectifs susmentionnés. Notons que les gains ne sont pas limités aux exportations, car les importations contribuent à l'amélioration de la productivité: une part importante de nos importations sert en effet d'intrant à nos produits finis.

Par ailleurs, il peut arriver que l'accès aux marchés extérieurs soit touché par des modifications aux lois et règlements relatifs au commerce ou par des mesures que prennent les gouvernements pour protéger la production intérieure de la concurrence des importations. Cela a été le cas, par exemple, lorsque les exportations québécoises de bois d'oeuvre ou de porc ont été la cible de lobbies protectionnistes. Le gouvernement du Québec intervient alors en collaboration avec le gouvernement fédéral et le secteur privé, afin de s'assurer que les conditions d'accès aux marchés extérieurs ne soient pas modifiées de façon injustifiée.

La promotion des exportations

Des programmes gouvernementaux d'aide financière et de services-conseils ont été mis au point, tant par la Société de développement industriel (crédit à l'implantation, financement des exportations et formation de consortiums) que par le ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique, afin de mieux préparer et de guider les firmes québécoises dans leurs démarches d'exportation. Ainsi, les programmes de type APEX (aide à la promotion des exportations) aident les entreprises dans la prospection de certains marchés, principalement celles qui ont déjà choisi les marchés qu'elles souhaitent atteindre et qui connaissent les contraintes qu'elles doivent aplanir. Ces programmes sont des outils efficaces pour la promotion des exportations.

Pour un très grand nombre de petites et moyennes entreprises, l'accès à des marchés étrangers nécessite d'abord une gamme de services qui facilite la détermination des produits susceptibles de répondre à une demande et des occasions d'affaires et la mise en place d'une stratégie de marketing. Il leur faut aussi respecter un certain nombre de contraintes

commerciales, telles que la normalisation, l'obtention de permis, les procédures douanières, les assurances et réaliser certains tests avant l'accréditation d'un produit. C'est là que le gouvernement intervient afin de bien préparer les entreprises exportatrices à aborder avec confiance l'expansion de leurs marchés à l'extérieur.

Le ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique a mis sur pied des services pour aider les entreprises à résoudre les différents problèmes qu'elles peuvent rencontrer dans leur quête de marchés extérieurs. Ces services sont généralement bien connus, qu'il s'agisse d'aide financière pour la prospection de marchés, de programmes de participation à des foires et des expositions, de missions groupées pour explorer des marchés avec certains partenaires dans des secteurs jugés prioritaires ou encore de services-conseils permettant de mieux structurer la « fonction exportation » au sein de l'entreprise, soit par l'offre de cours de formation aux techniques d'exportation, soit par des services de consultation et d'information. Enfin, cette aide aux entreprises peut consister à les regrouper en consortiums.

Les investissements étrangers

Le gouvernement du Québec encourage vivement les investissements industriels étrangers sur son territoire, en particulier ceux qui favorisent le développement d'industries de transformation liées aux ressources et à l'énergie (domaines de compétence québécoise), car ils stimulent l'emploi ainsi que la recherche et le développement dans des secteurs de haute technologie, diversifient et renforcent la structure industrielle, assurent un plus grand potentiel d'exportation sur l'ensemble des marchés et, enfin, contribuent à l'évolution de notre structure industrielle.

Le gouvernement poursuit et accentue donc sa politique de prospection et d'accueil de l'investissement étranger, de façon à diversifier ses sources de capitaux. Il recherche la coparticipation du Québec en misant sur les atouts qui en font un territoire d'implantation avantageux (ressources, énergie, main-d'oeuvre qualifiée, centres de recherche renommés, qualité de vie, etc.) et en offrant aux investisseurs des conditions d'implantation et d'exploitation au moins aussi avantageuses que celles de ses concurrents canadiens et étrangers.

Outre l'ensemble de mesures qu'il adopte par ses lois et ses règlements, le gouvernement mène une action vigoureuse afin de promouvoir l'investissement étranger. Il le fait de deux façons: il informe les investisseurs sur les possibilités qui s'offrent à eux, tout en soulignant les avantages comparatifs et en identifiant les secteurs porteurs d'avenir; il consacre des efforts soutenus à la mise en valeur de l'image globale du Québec, en faisant ressortir les atouts dont celui-ci dispose.

Dans le premier cas, la démarche consiste en la publication de brochures et d'études de marché, la tenue de séminaires et l'organisation de campagnes publicitaires, la sollicitation des entreprises par des missions en provenance du Québec ou l'intervention des services économiques des représentations québécoises à l'étranger. Dans le deuxième cas, le gouvernement fait aussi appel aux médias étrangers pour diffuser de l'information, en mettant l'accent sur la stabilité politique du Québec, la disponibilité de sources énergétiques considérables à des prix concurrentiels, la qualification de la main-d'oeuvre et la qualité du milieu de vie.

La science et la technologie

Au cours des dernières décennies, le rôle de la science et de la technologie est devenu de plus en plus important dans le développement du commerce et de l'économie à l'échelle mondiale. Leur généralisation modifie constamment les règles du jeu, en plus de rendre inadéquates les structures économiques traditionnelles et caducs, certains avantages du marché.

La recherche a donc une importance de premier plan dans le développement et la modernisation du Québec; les transferts technologiques sont une composante primordiale de la stratégie de développement économique, industriel et commercial.

L'acquisition et la maîtrise de technologies étrangères et l'action des associations ou alliances internationales permettent au Québec de rester chef de file dans un secteur d'intervention. Elles lui permettent aussi d'utiliser des inventions étrangères appropriées et de les adapter aux conditions du marché local, de même qu'aux marchés d'exportation, sans avoir à supporter les coûts de recherche et de développement. Elles ont également pour effet de diminuer la quantité des biens importés, en particulier dans les secteurs en développement de l'économie nationale, ce qui renforce et rend plus dynamique la structure industrielle, tout en réduisant la vulnérabilité du Québec à la conjoncture mondiale. Enfin, elles peuvent aider à augmenter les investissements en recherche et développement.

Voilà pourquoi le Québec a adopté des mesures pour aider ses entreprises à augmenter les transferts technologiques. Ainsi, le Centre de recherche industrielle du Québec et l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche ont des programmes de soutien aux entreprises intéressées à créer de nouveaux produits, à breveter à l'étranger ces produits ou leur procédé de fabrication et à conclure des accords industriels avec des entreprises étrangères. De même, le ministère de l'Industrie, du Commerce et du Développement technologique détermine les besoins en technologie des entreprises québécoises et aide ces dernières dans l'identification des partenaires étrangers, des acheteurs ou des vendeurs de technologies. De plus, le gouvernement soutient financièrement des missions technologiques à l'étranger pour trouver de nouveaux outils et de nouvelles méthodes, pour rechercher des partenaires ou conclure des accords industriels, cela afin de favoriser le progrès technologique au sein des entreprises québécoises.

L'action internationale du Québec dans le secteur de la science et de la technologie vise notamment à:
—augmenter les ressources humaines, scientifiques et technologiques du Québec, soit par des programmes de bourses et de stages à l'étranger pour les chercheurs, soit par le recrutement à l'extérieur du personnel scientifique et technique dans des secteurs prioritaires;
—améliorer l'insertion du Québec dans les réseaux scientifiques et techniques internationaux, en particulier par la tenue de colloques et de congrès, par l'accès aux banques de données, la coédition de revues scientifiques en langue française, etc.;
—reconnaître et susciter des activités et des investissements de recherche et développement au Québec;
—participer au développement scientifique et technique des pays en développement grâce à des programmes conjoints, à l'accueil d'étudiants et de stagiaires de ces pays dans les universités et les laboratoires québécois et à l'affectation sur le terrain d'experts du Québec.

L'énergie

Dans le secteur de l'énergie, le Québec jouit d'une situation privilégiée parmi les pays industrialisés. Il a des ressources hydroélectriques abondantes, la possibilité d'augmenter de beaucoup cette puissance énergétique, la proximité d'un marché important —le nord-est des États-Unis— ainsi qu'une technologie et un savoir-faire presque inégalés.

Au cours des dernières années, l'exportation des surplus d'électricité a connu une croissance soutenue et l'on peut s'attendre à ce qu'elle continue de contribuer pour une part significative des ventes d'Hydro-Québec. Ces ventes sont d'ailleurs devenues un des principaux produits d'exportation du Québec.

Les relations avec les États du nord-est des États-Unis et le gouvernement des États-Unis sont donc l'objet d'une attention particulière. Par son réseau de représentations dans ce pays, le gouvernement québécois s'assure d'une information adéquate sur l'évolution de la politique énergétique et de la situation américaine, tout en projetant auprès de ces divers gouvernements, de même qu'auprès des entreprises et du public en général, une image de stabilité en tant que fournisseur d'électricité.

Par ailleurs, le Québec maintient des échanges avec des pays d'Asie et d'Amérique latine qui ont du potentiel de développement hydroélectrique et qui pourraient bénéficier de la technologie et du savoir-faire québécois. Il démontre aussi ses capacités auprès des instances multilatérales qui assurent le financement de projets d'envergure.

Le gouvernement suit l'évolution de la situation énergétique mondiale de façon à redresser ses politiques au besoin. C'est pourquoi il est présent au sein d'organisations internationales et, plus particulièrement, à l'Agence internationale de l'énergie, à Paris.

L'environnement

La solution des graves problèmes environnementaux (pollution atmosphérique, précipitations acides, pollution des eaux, déchets industriels, épuisement accéléré des ressources non renouvelables, etc.) passe d'abord par l'application, dans chaque pays, de mesures adéquates, mais elle requiert aussi la coopération et la concertation des États.

Voilà pourquoi le Québec soutient les initiatives ou participe aux travaux d'institutions internationales qui ont une influence sur la qualité de notre environnement: l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Sa contribution aux travaux de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, en 1986, et aux travaux de la Conférence mondiale sur l'atmosphère en évolution, en 1988, a d'ailleurs été remarquée.

Les préoccupations environnementales du Québec amènent le gouvernement, dans la conduite de ses relations internationales, à:
—poursuivre la concertation avec les gouvernements des territoires voisins touchés par la pollution transfrontière, au Canada et aux États-Unis (il a également signé la Charte des Grands Lacs et participe à son application);
—intégrer des mesures de protection de l'environnement aux projets bilatéraux et multilatéraux de développement économique, dès la conception de ces derniers;
—surveiller étroitement les projets de normalisation internationale et les législations étrangères;
—renforcer la recherche avec l'étranger en matière de pollution atmosphérique, de gestion des déchets dangereux, de technologies propres et de conservation des sols agricoles et forestiers. Une première entente de coopération avec un pays européen, les Pays-Bas, a d'ailleurs été signée en septembre 1988.

La francophonie

Le Québec fait activement la promotion de la francophonie depuis le milieu des années 60, que ce soit par la nature de ses relations avec certains pays, comme la France, ou par son apport à la création d'institutions internationales et sa participation à leurs activités.

Cette présence du Québec dans le monde francophone est essentielle à cause de sa situation fragile dans un environnement largement anglophone et de son faible poids démographique.

Par ses relations avec les pays francophones, le Québec élargit et approfondit la communauté d'intérêts dans tous les domaines. Il est déterminé à participer pleinement aux institutions francophones dont le renforcement est significatif pour son avenir et il soutient les principales organisations internationales francophones privées. Le Québec investit aussi beaucoup pour favoriser l'utilisation du français comme outil de développement pour l'ensemble de la collectivité francophone. Enfin, la francophonie est un moyen privilégié qu'il utilise pour intensifier sa coopération bilatérale, dans la perspective d'une mise en commun de l'énergie et des ressources disponibles en vue d'affronter les défis communs à tous les francophones.

En matière de coopération multilatérale francophone, le Québec mène principalement son action auprès d'instances intergouvernementales, telles que les sommets des chefs d'État et de gouvernement, l'Agence de coopération culturelle et technique, la Conférence des ministres de l'Éducation ainsi que celle des ministres de la Jeunesse et des Sports. Admis à en faire partie en vertu de ses responsabilités constitutionnelles et de l'importance de sa population francophone, le Québec contribue à leur budget et participe avec dynamisme et originalité à leurs activités et à leurs programmes.

La francophonie a franchi un pas décisif lors de la première conférence des chefs d'État et de gouvernement ayant en commun l'usage du français, à Paris, en février 1986. Ce sommet et celui de Québec, en septembre 1987, ont permis de créer et de consolider cinq réseaux de coopération centrés sur les secteurs suivants: l'agriculture, l'énergie, les communications, la culture, l'information scientifique et technique, les industries de la langue. Pour les Québécois, l'une des retombées les plus visibles des deux sommets aura été l'extension au Canada du réseau international de télévision TV5 à partir de l'automne 1988. Il s'agit d'une éclatante manifestation du dynamisme de la coopération des gouvernements et des secteurs parapublic et privé.

Par ailleurs, le Québec participe activement à diverses conférences portant sur des sujets particuliers: les communications, la justice, la fonction publique, la santé, la culture. Enfin, il soutient certaines associations internationales privées, dont les activités profitent à la communauté francophone, soit en contribuant à l'accroissement de leurs moyens d'action, soit en les aidant à s'implanter ou à réaliser leurs activités.

Les relations culturelles internationales

La société québécoise, préoccupée de son identité et de son épanouissement culturel, compte aussi sur les échanges avec l'extérieur, en particulier en matière linguistique et dans les secteurs de la création et de la diffusion des produits culturels, de l'éducation et des activités socioculturelles.

La langue

En matière linguistique, les principaux objectifs des programmes d'échanges avec les organismes internationaux de la francophonie sont: l'adaptation du français aux réalités contemporaines, son maintien comme instrument international de communication et son utilisation comme outil de progrès dans les pays en développement. Ces programmes touchent, par exemple, la francisation des entreprises, le vocabulaire technique et la promotion de l'usage du français dans le domaine scientifique. Le Québec favorise également l'apprentissage du français langue seconde et appuie la formation d'enseignants spécialisés. Il encourage enfin les initiatives d'organismes non gouvernementaux, comme l'Association des universités entièrement ou partiellement de langue française et les écoles de langue du Québec.

La création et la diffusion des produits culturels

L'appui à la création culturelle par les échanges avec l'extérieur a toujours été un élément important de l'action internationale du gouvernement. Aux secteurs des arts plastiques, des arts de la scène et de la création littéraire, s'est ajouté celui de la production audiovisuelle, surtout liée à la radio et à la télévision.

La diffusion et la commercialisation à l'étranger de la production culturelle québécoise font aussi l'objet d'échanges et l'action gouvernementale est particulièrement vigoureuse à ce chapitre: aide à la coproduction, soutien des participants québécois lors des grandes manifestations culturelles internationales et lors des foires commerciales, soutien dans les échanges de productions radiophoniques et télévisuelles.

L'éducation

Dans le domaine de l'éducation, la coopération internationale touche plusieurs aspects: l'innovation pédagogique, la formation du personnel enseignant, les stages à l'étranger de diplômés universitaires et le prêt de services d'enseignants et de ressources éducatives. L'activité internationale des universités est aussi encouragée, de même que les programmes d'études québécoises instaurés dans plusieurs institutions à travers le monde.

La coopération en éducation fait partie des relations bilatérales qu'entretient le Québec avec la France et les autres États francophones. Elle se poursuit également grâce aux institutions multilatérales, comme l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF), l'Université des réseaux d'expression française (UREF), etc.

Les activités socioculturelles

Des artistes amateurs, des personnes âgées, des étudiants, des associations de toutes sortes établissent à travers le monde des liens avec des individus ou des organisations partageant les mêmes intérêts. Outre qu'ils enrichissent la culture, ces contacts créent un contexte favorable à la coopération et donnent naissance à des projets concrets. Les organismes internationaux non gouvernementaux jouent un rôle important dans ces activités.

L'immigration et la mobilité des personnes

L'application de la politique d'immigration et de mobilité des personnes exige une présence active du gouvernement québécois dans plusieurs régions du monde, ainsi que sa collaboration avec des organismes internationaux. À cet effet, une entente a été signée en 1978 avec le gouvernement fédéral (entente Couture-Cullen). Cette intervention directe est justifiée par des besoins particuliers, soit de conserver le caractère distinct de notre société, d'assurer son développement économique et de pallier la dénatalité.

Le recrutement

Le développement économique exige des compétences humaines, des techniques et des ressources financières que peuvent fournir des étrangers souhaitant émigrer. Il importe toutefois que ces futurs concitoyens soient bien au fait des particularités de la société québécoise et qu'ils soient prêts à s'intégrer dans un milieu francophone. Les agents des services d'immigration du Québec en poste dans divers pays recrutent et sélectionnent les candidats en fonction de cette dernière exigence; les autorités fédérales, de leur côté, contrôlent l'application des critères de santé et de sécurité.

L'action des agents québécois et les conditions d'accueil donnent des résultats tangibles. Le succès est ainsi évident dans le cas des immigrants investisseurs. Outre qu'elles investissent leur capital, ces personnes ont généralement un esprit d'entreprise communicatif et font partie de réseaux de relations utiles pour ouvrir de nouveaux marchés. Leur nombre a triplé de 1985 à 1988, le Québec devenant la première destination de ces immigrants au Canada. Les mesures favorisant l'établissement permanent des nouveaux arrivants ainsi que leur intégration à la communauté francophone se sont révélées efficaces, à en juger par les résultats obtenus.

L'aide humanitaire et la réunification des familles

Par d'autres aspects de sa politique d'immigration, le Québec montre sur la scène internationale qu'il défend la dignité de la personne. Des millions de personnes, un peu partout dans le monde, doivent quitter leur pays, souvent parce qu'elles sont privées de leurs droits fondamentaux. Le Québec et divers groupes préoccupés de l'accueil des réfugiés collaborent étroitement avec les organismes internationaux, comme le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le Comité international des migrations. La réunification des familles est également une priorité. Ce type d'immigration a représenté ces dernières années la moitié des arrivées internationales d'immigrants.

La mobilité des personnes

Le Québec partage l'objectif d'un grand nombre d'États d'accroître la mobilité des personnes. Dans cette optique, il a conclu de nombreuses ententes bilatérales en matière de sécurité sociale ou de fiscalité, éliminant ainsi des obstacles à la mobilité de la main-d'oeuvre, par exemple.

Le gouvernement encourage enfin les organismes publics, parapublics et privés à nouer des liens durables avec leurs homologues étrangers, afin de faciliter et d'augmenter les échanges d'étudiants, de chercheurs, de fonctionnaires et d'experts.

Les relations multilatérales

Le gouvernement du Québec considère que le multilatéralisme est un pilier de sa politique de relations internationales. En effet, les organisations internationales influencent de façon significative plusieurs secteurs de sa responsabilité (développement économique et culturel, travail, santé, éducation, énergie, science et technologie, etc.) et le Québec tire profit, de plusieurs façons, de ces relations multilatérales.

D'une part, il participe aux activités et aux programmes des organisations internationales qui lui permettent de partager et de promouvoir son savoir-faire dans certains domaines d'excellence. Il assure aussi, en concertation avec le gouvernement fédéral, une représentation continue auprès des organisations suivantes: l'Organisation internationale du travail, l'UNESCO, l'Organisation mondiale de la santé, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et les organisations internationales à vocation économique (GATT, Banque mondiale, Fonds monétaire international). Le Québec prend une part active à l'élaboration des prises de position canadiennes dans ces organisations internationales.

D'autre part, afin de suivre de près les activités des organisations internationales et d'y contribuer d'une certaine façon, le Québec encourage la présence, dans l'administration de ces organisations, d'un nombre croissant de Québécois. Il veut aussi y promouvoir l'utilisation du français. Il a aussi adopté des mesures favorisant l'implantation d'organisations internationales sur son territoire.

Le développement international

La politique de développement international du gouvernement du Québec encourage essentiellement le progrès des pays en développement, particulièrement ceux qui sont membres de la francophonie. Ses activités en matière de coopération et d'aide visent également à assurer le développement économique, social et culturel de la société québécoise.

Pour réaliser ces objectifs généraux, le gouvernement du Québec doit décider d'un certain nombre de priorités d'action. Quand il élabore sa politique de développement économique, il doit tenir compte des besoins des pays en développement et des répercussions que cette politique peut avoir dans ces pays. Par ses actions et ses programmes, il favorise le rôle du secteur privé dans les transferts technologiques et appuie les efforts de solidarité de la population québécoise par l'entremise des organisations non gouvernementales. Enfin, il vient en aide aux populations victimes de catastrophes.

Le gouvernement du Québec dispose de moyens et de ressources qui lui sont propres pour contribuer au développement international. Ces ressources, bien que modestes, sont utilisées en premier lieu pour favoriser l'autosuffisance alimentaire et la mise en valeur de l'environnement et de la foresterie. Il intervient aussi dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la formation des cadres, de l'agriculture et de l'administration publique et il maintient des programmes d'aide d'urgence.

Engagé activement dans les projets de développement mis sur pied par les Sommets francophones de Paris et de Québec, le gouvernement participe aux réseaux de coopération en matière d'énergie, d'agriculture, de science et de technologie, de communications et de culture. Il poursuit son action dans les autres instances francophones comme l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) et les conférences ministérielles, telles que la Conférence des ministres de l'Éducation des pays ayant en commun l'usage du français (CONFEMEN). Enfin, le gouvernement continue d'appuyer l'action de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et de sensibiliser la population aux exigences du développement international et à l'action des organismes de coopération.

Les droits humains

Le Québec a ratifié les deux pactes contenus dans la Charte universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de même que le protocole facultatif se rapportant à ce dernier. Il s'est également déclaré lié par des conventions des Nations Unies: la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ainsi que la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Par ces gestes et par les mesures conséquentes qu'il a prises sur son territoire, le Québec s'est engagé à assurer chez lui l'application des pactes et des conventions. En vertu des engagements prévus aux conventions, le Québec, conjointement avec le Canada, rend périodiquement compte aux instances des Nations Unies des progrès de sa législation et de l'application de celle-ci. De plus, il participe régulièrement, au sein de la délégation canadienne, à la session annuelle de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies.

Par ailleurs, dans la conduite générale des affaires internationales, le gouvernement veille à ce que ses initiatives ou ses échanges avec d'autres gouvernements (dans les domaines social, juridique, scientifique, de la santé, de l'immigration, etc.) ne contreviennent pas aux droits et libertés qu'il s'est engagé à respecter, même lorsque les opérations sont réalisées à l'étranger.

Enfin, plusieurs ministères québécois, dont ceux de la Justice et de l'Éducation, prennent part à des activités de coopération internationale dont le but premier est de promouvoir les droits de la personne. Leur action porte sur la formation, le perfectionnement et la recherche en sciences juridiques, sur l'éducation scolaire en matière de libertés et de droits fondamentaux, sur l'administration publique, etc. Cette coopération se fait notamment avec les institutions du Conseil de l'Europe.

Les relations bilatérales

Le bilan des activités internationales menées par le gouvernement permet de discerner un certain nombre d'axes géographiques autour desquels s'est articulée une partie substantielle des relations intergouvernementales du Québec.

Les États-Unis

Les relations avec les États-Unis sont d'une importance capitale pour le développement de la société québécoise; en témoignent l'ampleur des flux commerciaux, financiers et touristiques, la forte pénétration des valeurs de la société américaine et les liens de toutes sortes tissés au fil des ans.

Pour des raisons évidentes, l'État de New York et les États de la Nouvelle-Angleterre sont des partenaires privilégiés du Québec: proximité géographique, importance de leur population et du marché qu'ils représentent, degré de développement économique et technologique. Plusieurs mécanismes institutionnels de relations intergouvernementales ont été créés conséquemment à cette situation, tels que la Conférence annuelle des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre et des premiers ministres de l'Est du Canada et les ententes entre le Québec et divers États américains.

Par ailleurs, certaines grandes questions débattues à Washington donnent lieu à des décisions lourdes de conséquences pour le Québec, car ses intérêts sont souvent en jeu: l'Accord canado-américain de libre-échange, le protectionnisme, la politique énergétique et les précipitations acides en sont quelques exemples. Le Québec tire également avantage du développement de sa coopération avec les milieux franco-américains de la Louisiane et des États de la Nouvelle-Angleterre.

La France

La France est sans aucun doute le pays avec lequel le Québec entretient les liens intergouvernementaux les plus larges et les plus significatifs.

Qu'il s'agisse de la rencontre annuelle des premiers ministres, des activités inscrites à la programmation annuelle de la Commission permanente franco-québécoise ou de programmes spéciaux comme les échanges de jeunes réalisés chaque année par l'Office franco-québécois pour la jeunesse, la coopération de la France et du Québec est remarquable, tant par l'étendue des champs couverts que par l'ampleur des budgets qui sont consacrés aux différentes activités. Depuis vingt ans, elle a touché plusieurs dizaines de milliers de Français et de Québécois issus de toutes les classes de la société.

Les objectifs et les moyens mis en oeuvre par les deux gouvernements ont évolué au cours des années. Après avoir été caractérisés par les échanges éducatifs et culturels, ils s'orientent maintenant plus particulièrement vers les domaines économique, scientifique et technologique. Les deux partenaires demeurent néanmoins très sensibles à la coopération touchant les aspects interreliés de la langue, de l'éducation, de la culture, des communications et de la terminologie scientifique et technologique.

L'Europe

Le développement des relations avec l'Europe vise à dépolariser les relations vers les États-Unis, à sauvegarder l'accès des produits québécois aux marchés de l'Europe occidentale, surtout après l'établissement du marché unique en 1992. Il permet enfin de profiter des créations originales de ce continent dans les domaines scientifique, technologique, social et culturel.

Après la France, c'est avec la Belgique que les relations demeurent le plus intenses, sur le plan bilatéral, notamment à cause de l'existence de la Commission permanente Communauté française de Belgique/Québec, du Comité permanent Wallonie/Québec, de l'Agence Québec/Wallonie-Bruxelles pour la Jeunesse et de deux ententes avec la Flandre.

Le Royaume-Uni, la République fédérale d'Allemagne et l'Italie sont les autres partenaires importants du Québec sur ce continent. Ce sont les échanges commerciaux et économiques, ainsi que la coopération en matière éducative et culturelle qui marquent le plus les relations avec ces pays. Le Québec entretient aussi des relations de coopération dans des secteurs prioritaires avec l'Espagne et le Portugal.

Les échanges avec les pays du Nord, particulièrement la Scandinavie, la Finlande et l'URSS, demeurent modestes, mais les perspectives de coopération en matière de développement des régions nordiques se révèlent très intéressantes.

Enfin, sur un plan régional, le Québec a établi des relations avec deux grandes organisations européennes principalement: la Communauté européenne et le Conseil de l'Europe. Avec la première, les relations sont centrées sur les questions économiques, scientifiques et technologiques. Au Conseil de l'Europe, le Québec participe, à titre d'observateur, aux travaux de plusieurs comités directeurs, dont ceux qui traitent de coopération juridique, de problèmes criminels, de droits de l'homme, de sécurité sociale, de protection des données, d'immigration et d'affaires familiales.

L'Asie

Le Québec intensifie ses relations avec l'Asie, sous l'impulsion des courants d'échanges commerciaux.

Au premier rang des partenaires vient le Japon, avec lequel le Québec maintient des liens dans des domaines aussi divers que le financement de la dette publique, les échanges technologiques et les accords industriels, le commerce des produits agro-alimentaires, l'éducation et la culture. Il entretient avec la Corée et Taiwan des rapports de même nature, quoique moins prononcés.

Le Québec s'intéresse au plus haut point à la Chine, qui est en processus de mutation. Ce pays bénéficie déjà de son savoir-faire dans des domaines comme l'hydroélectricité, les transports, l'agro-alimentaire, la foresterie, la formation scientifique et technique. Le Québec amorce des relations avec d'autres pays, dont la Thaïlande, la Malaysia et Singapour. Avec Hong Kong, les liens sont caractérisés par les échanges commerciaux et l'immigration-investissement.

L'Afrique

La motivation du Québec dans ses relations avec l'Afrique tient largement à son intérêt fondamental pour le développement du monde francophone. Le gouvernement mène son action au sein des instances multilatérales de la francophonie, tout en participant à des programmes bilatéraux de coopération.

Des Québécois sont présents dans la plupart des pays d'Afrique, où ils réalisent des projets du gouvernement du Québec, de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), des organisations non gouvernementales (ONG), des entreprises privées. Ils ont aussi pour mission de soutenir l'action de communautés religieuses.

Bien qu'en principe, il étende sa coopération à l'ensemble des pays francophones, le gouvernement du Québec met délibérément plus de vigueur dans ses relations avec certains d'entre eux, afin d'accroître l'incidence de son action. Par ce choix, il cherche à concilier des objectifs d'aide avec des objectifs de développement économique, dans une relation de partenariat où l'un et

l'autre pays trouve son intérêt. C'est ainsi qu'une variété de programmes, dans les secteurs de l'agriculture, de la foresterie, de la formation des ressources humaines et des affaires culturelles, ont permis au gouvernement, depuis la fin des années 60, de participer à l'effort de développement de pays francophones d'Afrique, principalement l'Algérie, le Cameroun, la Côte-d'Ivoire, le Sénégal, la Tunisie et le Zaïre.

L'Amérique latine et les Caraïbes

Le Québec est présent en Amérique latine depuis l'ouverture de délégations en 1979. Son intérêt pour cette région repose sur des besoins reliés à son développement économique, social, culturel et institutionnel, ainsi que sur le potentiel de ces pays et leur complémentarité avec le Québec. Au cours des dernières années, son savoir-faire a suscité l'intérêt des pays latino-américains les plus importants, notamment l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Mexique et le Venezuela, qui comptent à eux seuls 80% des 400 millions de Latino-américains. Ces activités, mutuellement bénéfiques, ont été graduellement étendues aux secteurs culturel, linguistique, scientifique, technique, éducatif et social.

Il est d'ailleurs remarquable qu'en dépit de la crise économique et financière qui a touché l'Amérique latine depuis le début des années 80 et ralenti les échanges économiques durant quelques années, la coopération bilatérale, généralement soutenue par les secteurs publics, ait été maintenue et diversifiée.

Avec trois pays des Caraïbes, soit Haïti, la Dominique et Sainte-Lucie, le Québec a pu nouer des liens plus étroits grâce au deuxième Sommet de la francophonie, qui s'est tenu à Québec en septembre 1987.

Conclusion

Les affaires internationales ne sont plus l'apanage des États seulement, ni, comme cela a été le cas pendant des siècles, des princes, des banquiers, des ecclésiastiques et des marchands. Les institutions étatiques ou para-étatiques, ainsi que les acteurs privés vivent en cette fin de XX^{e} siècle à l'ère de l'interdépendance. Il n'est pas un domaine qui ne subisse l'influence extérieure.

La société québécoise s'est, elle aussi, résolument tournée vers l'extérieur et aujourd'hui, de plus en plus d'entreprises, de même que des organismes non gouvernementaux ont des services s'occupant de relations avec l'étranger.

Dans le contexte contemporain, on comprend donc que presque toutes les instances du gouvernement aient des unités chargées des relations avec l'extérieur. La cohésion de l'action gouvernementale repose sur le degré de concertation des objectifs, des programmes et des activités de ces instances. C'est pourquoi le gouvernement dispose depuis environ 25 ans d'une structure responsable des relations avec l'extérieur. Cette structure a évolué et le gouvernement a décidé, au printemps de 1988, de confier à un ministère des Affaires internationales la coordination de l'ensemble des activités gouvernementales à l'étranger. Ce ministère regroupe ceux des Relations internationales et du Commerce extérieur et du Développement technologique.

Par sa décision, le gouvernement a signifié clairement qu'un seul ministère aurait pour mandat principal de planifier, d'organiser et de diriger toute l'action du gouvernement à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes qui lui sont affiliés. Chargé d'élaborer —en collaboration avec les ministères concernés— et de mettre en oeuvre une politique en matière

d'affaires internationales devant favoriser le rayonnement du Québec et son développement, le nouveau ministère assure et dirige l'ensemble de la représentation officielle. Pour l'exécution de son mandat, il dispose de moyens et d'instruments bien adaptés à son action élargie.

Le Québec utilise plusieurs moyens pour mener une action internationale efficace; il recourt en particulier à la représentation, à la coopération, à la négociation et aux « affaires publiques ».

La représentation est exercée par les missions temporaires, prolongées ou permanentes. À l'étranger, le réseau de délégations générales, de délégations et de bureaux demeure toutefois l'instrument privilégié de la représentation permanente.

La création d'un réseau de représentations permanentes à l'étranger a constitué, depuis 25 ans, l'un des investissements les plus importants que le Québec ait effectués pour promouvoir ses intérêts dans le monde. Ce réseau fournit aux ministères une plate-forme indispensable pour agir auprès des interlocuteurs du gouvernement, pour déceler tendances et événements qui ont un effet sur le développement du Québec et pour diffuser un portrait de ce dernier.

La coopération est un autre moyen courant d'action internationale. Elle permet aux différents acteurs en cause de profiter de l'expérience étrangère dans tous les secteurs d'activité. Les programmes d'échanges, mis en oeuvre grâce à la coopération, ont contribué de manière significative au développement économique, social, éducatif et culturel du Québec.

Le Québec pratique également la négociation officielle de façon plus systématique depuis une vingtaine d'années. Depuis le début des années 60, le Québec a négocié, conclu et appliqué plus de 150 ententes internationales bilatérales, plusieurs d'entre elles touchant les domaines de la sécurité sociale et des transports. Dans ce dernier cas, elles nous lient à des États américains. De façon plus générale, le Québec a mis sur pied des mécanismes institutionnels de coopération avec la France, le Mexique, la Belgique et deux communautés autonomes d'Espagne. En outre, des ententes ont été signées, notamment dans les domaines de la fiscalité et de l'environnement. Enfin, des démarches ont été entreprises pour conclure des ententes en matière d'adoption internationale et de justice.

Dans le domaine des « affaires publiques », les moyens d'action sont nombreux: liaison avec la presse et programmes d'information, diffusion du français dans les pays non francophones, promotion des études québécoises, expositions, participation à des événements culturels, scientifiques et sportifs, etc. Toutes ces actions ont en commun l'objectif de faire connaître la réalité québécoise et de présenter le Québec comme un partenaire intéressant.

Dans un contexte d'interdépendance et de concurrence de plus en plus accentuées, le Québec doit faire connaître à l'étranger les atouts dont il dispose: situation géographique, stabilité politique, richesses naturelles et énergétiques, base industrielle et services diversifiés, population scolarisée et productive, vie culturelle originale et variée. Tous ces éléments font du Québec un partenaire sérieux, un lieu d'investissement sûr et un milieu de vie agréable.

Tableau 1

Ententes internationales conclues par le Québec en matière de sécurité sociale, 1975-1988

Pays	Domaines	Entrée en vigueur
Barbade	Rentes	1er janvier 1986
Danemark	Rentes, sante, accidents du travail, maladies professionnelles	1er avril 1988
Dominique	Rentes	1er janvier 1989
Etats Unis	Rentes	1er août 1986
Finlande	Rentes, sante, accidents du travail, maladies professionnelles	1er avril 1988
France	Rentes, allocations familiales, sante, accidents du travail, maladies professionnelles	1er novembre 1981
	Allocations familiales et sante[1]	3 septembre 1986
Grece	Rentes	1er septembre 1983
	Accidents du travail et maladies professionnelles	1er janvier 1988
	Sante	A determiner
Italie	Rentes	1er janvier 1979
	Accidents du travail et maladies professionnelles	1er décembre 1975
	Amendement[2]	1er janvier 1980
Jamaique	Rentes	1er janvier 1989
Luxembourg	Rentes, sante, accidents du travail, maladies professionnelles	A determiner
Norvege	Rentes, sante, accidents du travail, maladies professionnelles	1er avril 1988
Portugal	Rentes	1er juillet 1981
R.F.A.	Rentes	1er avril 1988
Sainte Lucie	Rentes	1er janvier 1988
Suede	Rentes, sante, accidents du travail, maladies professionnelles	1er avril 1988

1. Protocole d'entente pour les étudiants et les cooperants.
2. Amendement de l'arrangement administratif.

Source: Ministere des Affaires internationales.

Tableau 2

Ententes internationales conclues par le Québec en d'autres matières que la sécurité sociale, 1980-1988

Pays	Domaines	Années
Algerie	Education	1984
	Culture	1987
Argentine	Education	1986
Belgique		
Communauté française	Cooperation	1982
	Jeunesse	1984
Flandre	Science et technologie	1985
Region wallone	Cooperation	1980, 1983, 1984, 1985
Bénin	Education	1980, 1983, 1988
Bolivie	Education	1984
Burkina Faso	Education	1984
Burundi	Education	1983, 1985, 1986, 1988
Cameroun	Education	1981, 1984, 1986, 1988
Chine	Agriculture	1983
	Science et technologie	1984
	Education	1986, 1988
Colombie	Education	1984, 1985
Comores	Education	1984
Corée	Adoption internationale	1984
	Education	1986
Côte-d'Ivoire	Education	1981, 1984
Espagne	Cooperation	1983

Tableau 2 (suite)

Ententes internationales conclues par le Québec en d'autres matières que la sécurité sociale, 1980-1988

Pays	Domaines	Années
États-Unis		
Arizona	Transport	1987
Caroline du Nord	Transport	1984
Caroline du Sud	Transport	1984
Floride	Transport	1984
Illinois	Environnement	1988
Indiana	Transport	1984
	Environnement	1988
Kansas	Transport	1985
Louisiane	Coopération	1982
	Transport	1984
Michigan	Transport	1984
	Environnement	1988
Minnesota	Transport	1984
	Environnement	1988
Montana	Transport	1985
Nebraska	Transport	1984
New York	Environnement	1982, 1986, 1988
	Transport	1986
	Énergie	1986
	Justice	1986
	Revenu	1988
Ohio	Environnement	1988
Oregon	Transport	1984
Pennsylvanie	Environnement	1988
Virginie	Transport	1984
Washington	Transport	1985
Wisconsin	Environnement	1988
Équateur	Éducation	1984
France	Éducation	1981, 1986
	Coopération en télédistribution	1983
	Médecine	1984
	Télévision	1984, 1987
	Jumelage de parcs	1984
	Culture	1985
	Droits des femmes	1985
	Transport	1985
	Fiscalité	1987
	Sciences	1987
Gabon	Éducation	1984
Guinée	Éducation	1984
Haïti	Éducation	1987
Japon	Pêche	1985
Kenya	Éducation	1984
Liban	Éducation	1983
	Médecine	1984
Madagascar	Éducation	1986
Mali	Éducation	1984, 1988
Maroc	Éducation	1983, 1986
	Culture	1987
Maurice (île)	Éducation	1983
Mauritanie	Éducation	1984
Mexique	Coopération agro-alimentaire	1981
	Coopération éducative et culturelle	1984
	Transport	1986
Niger	Éducation	1983, 1985, 1988
Panama	Éducation	1986
Pays-Bas	Environnement	1988
Roumanie	Coopération technique	1985
Rwanda	Éducation	1982, 1983
Sénégal	Éducation	1984, 1988
	Culture	1987

Tableau 2 (suite)

Ententes internationales conclues par le Québec en d'autres matières que la sécurité sociale, 1980-1988

Pays	Domaines	Années
Suisse		
Canton du Jura	Entente intergouvernementale	1983
Tchad	Education	1985
Togo	Education	1984
Tunisie	Education	1984, 1986
	Santé	1984
	Informatique	1985
Uruguay	Education	1987
Venezuela	Justice	1980
	Coopération technique	1983
	Coopération éducative, technologique et scientifique	1983
	Education	1986
Zaire	Education	1984, 1988

Source: Ministère des Affaires internationales.

Figure 1

Représentations du Québec dans le monde

N°	Ville	Pays	Date d'inauguration
◆	**Délégations générales du Québec**		
1-	New York	États-Unis	1943
2-	Mexico	Mexique	1980
3-	Londres	Royaume-Uni	1962
4-	Paris	France	1961
5-	Bruxelles	Belgique	1972
▲	**Délégations du Québec**		
6-	Los Angeles	États-Unis	1970
7-	Chicago	États-Unis	1969
8-	Boston	États-Unis	1970
9-	Düsseldorf	R.F.A.	1970
10-	Rome	Italie	1986
11-	Hong Kong		1979
12-	Tokyo	Japon	1973
■	**Bureaux du Québec**		
13-	Edmonton	Canada	1980
14-	Toronto	Canada	1973
15-	Ottawa	Canada	1984
16-	Moncton	Canada	1980
17-	Lafayette	États-Unis	1970
18-	Atlanta	États-Unis	1977
19-	Washington	États-Unis	1978
20-	Port-au-Prince	Haïti	1976
21-	Bogota	Colombie	1985
22-	Caracas	Venezuela	1979
23-	Stockholm	Suède	1985
24-	Milan	Italie	1965
25-	Abidjan	Côte-d'Ivoire	1970
26-	Singapour	Singapour	1985
●	**Services d'immigration**		
27-	Buenos Aires[1]	Argentine	1977
28-	Lisbonne	Portugal	1980
29-	Damas	Syrie	1988
30-	Bangkok	Thaïlande	1979

1. Un représentant commercial est aussi établi dans cette ville.
Source: Ministère des Affaires internationales.

Représentations du Québec dans le monde

1

Traits géographiques

Le territoire	237
Les frontières	237
Les grandes unités physiographiques	238
La glaciation	240
Les eaux intérieures	240
Les sols	241
Le climat	242
La végétation	244

Liste des tableaux

1. Superficie approximative en terre et en eau, par province et territoire, Canada 247

2. Superficie totale, selon le régime de propriété, Québec, 1987 247

3. Superficie par zone écologique, Québec, 1984 248

4. Superficie du territoire de la forêt commerciale, selon le régime de propriété, Québec, 1985 248

5. Longueur approximative des frontières, Québec, 1988 248

6. Principaux sommets, par chaîne de montagnes et selon l'altitude, Québec, 1988 250

7. Répartition du relief par altitude, Québec, 1988 252

8. Principaux lacs et réservoirs, Québec, 1988 252

9. Caractéristiques hydrologiques des principaux cours d'eau, à l'embouchure, Québec, 1986 253

10. Cycles hydrologiques au cours de l'année, Québec, 1987 253

11. Répartition mensuelle de l'écoulement des eaux, Québec, 1987 255

12. Répartition des sols au sud du 49e parallèle, par région physiographique 255

13. Sols de la catégorie A en agriculture, par région agricole, Québec, 1977 255

14. Températures moyennes et période sans gel enregistrées dans les principales stations météorologiques, sur une période de 30 ans, Québec, 1951-1980 257

15. Précipitations moyennes enregistrées dans les principales stations météorologiques, sur une période de 30 ans, Québec, 1951-1980 258

Liste des figures

1. Principales divisions physiographiques du Québec 249

2. Bassins versants et régions hydrographiques 254

3. Climats et régions thermiques 256

4. Régions bioclimatiques 260

1

Ce chapitre a été réalisé par Renaud Dugas, de la Direction des statistiques régionales et environnementales du Bureau de la statistique du Québec, avec la collaboration de MM. Jacques Déziel, du ministère de l'Environnement, Lauréan Tardif, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et Raymond Moisan, du ministère de l'Énergie et des Ressources.

La position du Québec par rapport au reste du Canada, l'immensité de son territoire et son histoire géologique expliquent la diversité des traits géographiques qui font la spécificité du milieu physique québécois. Le présent texte donne un aperçu de ce milieu naturel en présentant les principales caractéristiques du territoire, des frontières, des grandes unités physiographiques, des eaux intérieures, des sols, du climat et de la végétation.

Le territoire

En occupant 16% du territoire canadien, le Québec est la plus vaste des dix provinces. Sa superficie, de 1 667 926 km², est trois fois celle de la France (557 000 km²), plus de sept fois celle de la Grande-Bretagne (226 000 km²) et plus de 40 fois celle de la Suisse (41 000 km²). Il possède également la plus grande superficie en eau douce (183 890 km²), devançant de peu la province de l'Ontario (177 390 km²).

Le Québec est partiellement séparé du reste du Canada par la mer d'Hudson et le détroit du même nom, qui forment des frontières naturelles au nord-ouest et au nord. À l'est, il confine à la côte du Labrador et à la ligne équidistante des rives des provinces riveraines du golfe du Saint-Laurent. Au sud, il est rattaché au reste du continent par sa contiguïté à la province du Nouveau-Brunswick et aux États américains du Maine, du New Hampshire, du Vermont et de New York. La rivière des Outaouais et le méridien 79°30′ délimitent sa frontière à l'ouest.

D'une extrémité à l'autre, sur la terre ferme, l'étendue du territoire québécois est de plus de 1 500 kilomètres d'est en ouest, entre les méridiens 56°55′ et 79°45′, et de quelque 1 900 kilomètres du sud au nord, entre les parallèles 44°59′ et 62°34′.

Les frontières

Un rapide survol de la situation des frontières du Québec montre que celles-ci se distinguent par leur position, en milieu terrestre ou hydrique, par leur statut (interprovincial, provincial-territorial ou international), par les questions d'application des textes de délimitation et, enfin, par la présence ou l'absence d'une démarcation ou même d'une délimitation explicite selon le cas. La délimitation est l'acte juridique et politique par lequel on établit les principes et les critères relatifs au tracé de la frontière, alors que la démarcation est l'opération technique qui consiste à appliquer, sur le terrain, les termes de délimitation. Il n'existe au Québec aucune loi générale des frontières et, conséquemment, il faut consulter maints documents légaux et administratifs (lois impériales, lois parallèles québécoises et canadiennes, arrêtés en conseil, rapports, etc.) pour connaître l'état d'une frontière.

Le territoire québécois est bordé par des frontières totalisant 10 870 kilomètres, dont seulement 13% sont à la fois délimités et démarqués. La frontière séparant le Québec et l'Ontario présente un tracé à la fois hydrique et terrestre. Elle constitue près de 10% de l'ensemble des limites québécoises. Seuls les segments terrestres de Vaudreuil-Soulanges et de la ligne méridienne 79°31′ sont délimités et démarqués et leur longueur équivaut à environ

43% de cette frontière interprovinciale. Quant à la frontière qui se trouve dans le Saint-Laurent et le lac Saint-François, sa délimitation a fait l'objet d'une entente intergouvernementale en 1980. Pour les autres segments hydriques, soit ceux du lac Témiscamingue et de la rivière des Outaouais, aucun relevé technique n'a été effectué, mais il en est question dans une étude cartographique et foncière publiée en 1987 par le ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec.

Les lois parallèles, fédérales et provinciales, de 1898 et 1912 délimitent la frontière nord du Québec aux rives de la baie James, de la baie d'Hudson et du détroit d'Hudson ainsi que de la baie d'Ungava. Ce tronçon de 3 185 kilomètres représente près de 30% des frontières du Québec et il est délimité seulement. Au milieu de la dernière décennie, les gouvernements du Québec et du Canada ont conclu une entente pour appliquer la notion de « rive » à la ligne des basses-eaux et à l'embouchure des rivières du Nord, sans toutefois préciser l'appartenance de certaines échancrures. Ce dernier point est d'importance puisque de nombreuses îles se rattachent à la terre ferme à marée basse. Des questions ponctuelles d'application de lois et de règlements peuvent surgir, mais les administrations gouvernementales ont la possibilité de conclure des ententes spécifiques lorsque des problèmes surviennent.

La limite du Labrador résulte d'un avis émis en 1927 par le Comité judiciaire du Conseil privé de Londres. Elle s'étend sur 4 425 kilomètres et représente 40% de la totalité des frontières québécoises. Le Québec déclare à de nombreuses reprises ne pas reconnaître la validité de cet avis, qui attribue à Terre-Neuve tout le territoire drainé par l'Atlantique au nord du 52e parallèle. Ce tracé n'a jamais fait l'objet d'une démarcation.

La frontière qui se trouve dans le golfe du Saint-Laurent a une longueur de 940 kilomètres et correspond à près de 9% de l'ensemble des frontières du Québec. Cette limite, située à l'équidistance des rives, a fait l'objet d'une entente avec les provinces maritimes en 1964. Cependant, le gouvernement du Canada est d'avis qu'il s'agit d'un territoire exclusivement fédéral. La question territoriale est périodiquement d'actualité, particulièrement lors de l'application des lois en milieu extra-côtier.

Le Québec et le Nouveau-Brunswick ont une frontière commune, dont la longueur représente 4% de toutes les frontières québécoises; la partie non démarquée se trouve en milieu hydrique. Cette frontière ne pose pas vraiment de problème, sauf en ce qui concerne les îles qui se sont transformées en presqu'îles dans la rivière Ristigouche, après qu'on ait adopté le texte de délimitation, au milieu du siècle dernier.

La portion québécoise de la frontière séparant le Canada et les État-Unis est à la fois délimitée et démarquée. Sa longueur équivaut à plus de 6% de l'ensemble frontalier et son tracé passe en milieu terrestre et hydrique. Son entretien est assuré par la Commission de la frontière internationale.

Les grandes unités physiographiques

Trois grands ensembles structuraux forment le territoire du Québec: le bouclier canadien, les basses-terres du Saint-Laurent et les Appalaches. L'altitude moyenne est inférieure à 600 mètres pour 92% de la superficie, dont plus de la moitié se situe entre 300 et 600 mètres. Une carte générale accompagnant ce texte montre la répartition des ensembles et des sous-ensembles physiographiques du Québec.

Le bouclier canadien

Le bouclier est le plus vaste des ensembles structuraux; il s'étend sur 80% du territoire québécois et son orientation est sud-ouest — nord-est. Vieux socle cristallin d'âge précambrien, il réunit plusieurs sous-ensembles de plateaux, de collines, de monts, de hautes-terres et de basses-terres. Dans sa partie nordique, plusieurs unités géomorphologiques présentent des formes et des élévations variées. On y retrouve la péninsule d'Ungava, dont l'altitude se situe entre 150 et 450 mètres, le plateau de Saglouc, élevé d'environ 600 mètres, le plateau des Lacs, qui monte progressivement du nord-ouest (450 à 600 mètres) au sud (750 à 900 mètres) et les collines du Labrador avec des sommets atteignant environ 720 mètres.

La partie méridionale du bouclier comprend la zone laurentienne, formée de bas-plateaux et de hautes-terres. Sise immédiatement au nord des basses-terres du Saint-Laurent, s'étendant entre la rivière des Outaouais, à l'ouest, et la région de Havre-Saint-Pierre en Basse-Côte-Nord, à l'est, la région laurentienne se compose d'une surface assez uniforme, dont l'altitude moyenne est de 600 mètres environ, et qui comprend plusieurs sommets (le mont Raoul-Blanchard, le mont Tremblant, les monts Groulx) dépassant 900 mètres. Des basses-terres occupent deux grandes zones du bouclier. Les basses-terres de la Radissonie gagnent en altitude vers l'est, pour atteindre 360 mètres. L'autre zone, formée des basses-terres de la rivière à la Baleine, a une élévation moyenne passant de 600 mètres, au sud, à 240 mètres, au nord.

Le mont d'Iberville (1 526 mètres), le plus haut sommet du Québec, est le point culminant des Torngat, qui forment une partie des hautes-terres du Labrador. Au total, la grande région physiographique du bouclier canadien en sol québécois compte 31 des 94 principaux sommets qui ont une élévation supérieure à 220 mètres.

Les basses-terres du Saint-Laurent

Les basses-terres du Saint-Laurent ont l'allure d'une étroite bande de terre orientée sud-ouest — nord-est le long du fleuve, depuis l'Ontario jusqu'à l'extrémité est du Québec. Elles se répartissent en trois zones discontinues: les basses-terres du Centre, qui s'étendent de l'Ontario jusqu'à l'agglomération de Québec, les basses-terres de la Côte-Nord et d'Anticosti, les basses-terres du lac Saint-Jean, enclavées dans le bouclier mais reliées au Saint-Laurent par le fjord du Saguenay. Les basses-terres du Centre constituent une plaine où l'altitude est inférieure à 150 mètres, sauf dans le cas de cinq collines montérégiennes (Saint-Hilaire, Rougemont, Saint-Grégoire, Royal, Saint-Bruno). Parmi ces collines, le mont Saint-Hilaire a la plus haute élévation en atteignant 411 mètres. Trois autres collines montérégiennes (Brome, Shefford, Yamaska) appartiennent à l'ensemble physiographique des Appalaches, mais elles voisinent les basses-terres du Saint-Laurent en Montérégie. La roche qu'on trouve dans les basses-terres du Saint-Laurent est d'origine sédimentaire, sauf dans les collines montérégiennes, formées de roches ignées et intrusives. Les dépôts glaciaires et les dépôts marins couvrent la région.

Les Appalaches

Les Appalaches sont une chaîne de montagnes qui s'étend du sud-est des États-Unis à Terre-Neuve, en traversant les régions québécoises situées au sud du fleuve Saint-Laurent (Montérégie, Québec, Bas-Saint-Laurent et Gaspésie). Composé de roches sédimentaires, avec quelques séquences de roches volcaniques, l'ensemble montagneux s'est formé il y a plus de 200 millions d'années.

Les monts Notre-Dame, qui s'étendent sur près de 640 kilomètres entre Thetford-Mines et Gaspé, forment la partie la plus élevée des Appalaches. Le plus haut sommet, celui du mont Jacques-Cartier, atteint 1 248 mètres; il est le deuxième en importance au Québec, après le mont d'Iberville. Plusieurs bas-plateaux bordent les monts Notre-Dame des côtés sud et sud-

ouest. En Gaspésie, le long de la baie des Chaleurs, les bas-plateaux ont une élévation entre 240 et 300 mètres. Ils se fondent avec ceux du Québec méridional, au sud-ouest, et avec les basses-terres du Saint-Laurent, au nord-ouest.

La glaciation

Durant le quaternaire, c'est-à-dire sur une période d'environ trois millions d'années de l'histoire géologique de la Terre, de grandes masses de glace envahissent le nord de l'Amérique et l'Europe, ce qui a pour effet de soumettre le relief à l'action érosive. On compte au moins quatre glaciers continentaux à cette époque. La dernière glaciation remonte à un peu plus de 100 000 ans et s'est terminée il y a environ 6 000 ans. Les traces de son passage paraissent de différentes façons: dépôts glaciaires, érosion du fond et des parties latérales des vallées préexistantes, enfoncement et fragmentation des matériaux, sous le poids de la glace, transport des débris d'érosion. Le mouvement du glacier lacère la surface des plateaux, en particulier ceux du bouclier, dissèque les plates-formes et dégage des reliefs déjà formés.

Les eaux intérieures

Les eaux intérieures québécoises s'écoulent dans trois grands bassins versants: le plus vaste, celui du Saint-Laurent (fleuve, estuaire et golfe) s'étend sur 673 000 km^2; celui de la baie James et de la baie d'Hudson occupe une superficie de 518 000 km^2 et celui de la baie d'Ungava couvre 492 000 km^2. Ce réseau hydrographique appartient à deux grands ensembles canadiens: celui de l'Atlantique (régions hydrographiques 01 à 07 et 11), à l'est, et celui de l'Hudson (régions hydrographiques 08 à 10), à l'ouest d'une ligne de partage des eaux orientée sud-ouest — nord-est. Les bassins versants et les régions hydrographiques sont illustrés sur une carte incluse dans ce chapitre.

En plus de se distinguer par leur étendue, les trois bassins du Québec se différencient par le nombre et l'importance des lacs et des rivières qu'ils renferment. L'action de la dernière glaciation a entraîné la création de nombreux lacs par surcreusement ou par la formation de barrages à l'intérieur d'anciennes vallées fluviales. Le territoire des bassins de la baie James, de la baie d'Hudson et de la baie d'Ungava renferme des dizaines de milliers de lacs. La longueur des rivières est également considérable. Le bassin versant de la baie James et de la baie d'Hudson compte à lui seul huit des 19 plus grandes rivières du Québec. Quant au bassin versant du Saint-Laurent, il compte moins de lacs, mais certains sont importants (Memphrémagog, Brome, Magog, etc.); les rivières y sont en grand nombre et plus longues sur le versant nord que sur le versant sud.

Les conditions climatiques, qui varient en fonction des saisons, de la position géographique et de la topographie, influencent le régime hydrologique. Ce régime se distingue par une variation saisonnière et mensuelle dans l'écoulement des eaux, variation imputable aux précipitations, à la température et à la topographie. Au printemps, par exemple, la crue des eaux coïncide avec la fonte des neiges et représente de 30 à 40% de l'écoulement annuel. L'ampleur du torrent dépend de l'épaisseur de la couche nivale et de la rapidité de la fonte. Le phénomène des fortes crues est plus fréquent dans le Québec méridional, où la neige est abondante et soumise à un réchauffement plus rapide de la température, le tout amplifié par des précipitations pluviales. L'eau de fonte alimente aussi les réserves souterraines et lacustres

servant durant les périodes de sécheresse et l'hiver. Pendant l'été et l'automne, l'écoulement est modéré; le niveau d'eau dépend des précipitations ainsi que de l'évaporation et de l'infiltration de l'eau. L'hiver est généralement la période des basses-eaux, car les réserves souterraines et lacustres sont alors les seules sources d'écoulement.

L'écoulement mensuel varie selon les régions. C'est ainsi que la crue printanière arrive généralement au sud un mois plus tôt qu'au nord. Dans le Québec méridional, l'écoulement change mensuellement, alors qu'au nord, il diminue progressivement une fois la crue printanière passée. La période des basses-eaux diffère selon qu'il s'agit du versant nord ou du versant sud du bassin du Saint-Laurent; elle a lieu durant les mois d'été sur le versant sud et à la fin de l'hiver sur le versant nord. Le côté nord a un écoulement moyen annuel plus considérable en raison du relief accentué et des nombreux lacs. La dimension des bassins des rivières et la quantité de lacs font que les précipitations pluviales influencent peu le débit des cours d'eau en période de basses-eaux.

Les sols

L'étude des sols

Le sol est la couverture de matière minérale et organique altérée par les agents physiques, chimiques et biologiques, à la surface de la terre. La roche-mère, le climat, la végétation, le relief et le temps sont les facteurs de formation du sol. Un sol évolué ou qui atteint un certain stade de développement présente trois horizons (couches): l'horizon supérieur se compose de feuilles mortes, de branches ou de débris organiques plus ou moins transformés en humus; le second horizon résulte de l'accumulation progressive de la matière organique venant de la surface; le troisième horizon, ou la tranche inférieure du sol, se compose de matériaux effrités par les agents physiques (température, précipitation, etc.).

La grande variété des sols au Québec s'explique par l'immensité du territoire et la diversité géographique qu'il présente du point de vue de la roche-mère, du climat, de la végétation et du relief façonné par la dernière glaciation. Parmi les types de sols, on retrouve les sols lourds, composés de dépôts marins ou lacustres, situés dans les plaines du Saint-Laurent, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Saguenay—Lac-Saint-Jean, ainsi que les « loams » (mélange de particules de sable, de limon et d'argile), présents dans les Laurentides, les Appalaches, le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie.

Depuis plus de 50 ans, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec détermine l'emplacement des différents types de sols et les classifie. On dispose ainsi de la cartographie des sols de 60 comtés municipaux et de leur description, qui est fondée sur des critères de différenciation morphologique, physique, chimique et biologique.

L'inventaire ARDA

Au cours des années 60, dans le cadre du programme ARDA (Aménagement rural et développement agricole), on réalise au Québec un vaste inventaire des sols selon leurs possibilités agricoles. Celles-ci sont évaluées en tenant compte des facteurs qui favorisent ou défavorisent la culture. Outre la fertilité naturelle, la topographie du terrain, la pierrosité et le drainage sont les principaux facteurs limitatifs qui influent sur la culture des sols.

Des 135 781 000 hectares couvrant l'ensemble du territoire québécois, 32 595 000, situés au sud du 49e parallèle, font partie de l'inventaire. De ce nombre, 2,4 millions d'hectares de sol sont cultivables et se prêtent assez bien à une agriculture hautement mécanisée.

Selon le système de classement du programme ARDA, les sols favorables à la culture appartiennent aux trois premières classes (1,2 et 3) et sont groupés dans la catégorie A. Les sols de classe 4, dans la catégorie B, ont des caractéristiques naturelles qui réduisent leur potentiel agricole ou nuisent aux récoltes; ils totalisent 2,8 millions d'hectares. Les sols des classes 5 et 7, appartenant aux catégories C et D, sont impropres à la culture; ils couvrent plus de 23 millions d'hectares. Ils sont considérés comme ayant une vocation forestière plutôt qu'agricole, à cause d'obstacles majeurs attribuables aux conditions climatiques, à la pierrosité excessive, au mauvais état du drainage et à la topographie fortement accidentée. Les autres sols, organiques et urbains, totalisent 3,9 millions d'hectares dans l'ensemble des sols au sud du 49e parallèle.

La région des basses-terres du Saint-Laurent est celle qui offre le plus de possibilités agricoles. C'est là qu'on trouve la plus grande superficie de terres améliorées et en culture. Les sols de la catégorie A représentent 80% de la superficie consacrée à l'agriculture dans l'ensemble des unités géographiques de cette région. Ils sont tantôt argileux, tantôt sableux, exempts de pierre, et se retrouvent plus particulièrement dans les régions de Richelieu—Saint-Hyacinthe, du Sud-Ouest-de-Montréal, de l'Outaouais, du Nord-de-Montréal et de la Mauricie. Par contre, les superficies affectées à l'agriculture dans les autres régions agricoles, sauf celle du Saguenay—Lac-Saint-Jean, ont moins de 60% de sols de catégorie A. À l'exception de la région des Bois-Francs, où c'est l'infertilité des sols qui est le principal problème, la topographie et la pierrosité, associées ou non à des problèmes de fertilité, sont dans ces territoires les principaux éléments qui réduisent le potentiel agricole. Au delà du 49e parallèle de latitude nord, se trouve la région nordique. Le sol, dont la texture est sableuse et argileuse, de faible épaisseur, repose sur le roc. Plus on évolue vers le nord, plus les conditions climatiques sévères, combinées avec les propriétés défavorables du sol, rendent difficile, voire impraticable, l'activité agricole. Cette partie du Québec représente au delà de 65% de tout le territoire.

Le climat

En raison de l'étendue du territoire québécois (1 667 926 km²) et de sa position latitudinale (45° au 62°30′ de latitude nord), il y a trois types de climat au Québec: continental humide, au sud du 50e degré, subarctique, entre les 50e et 58e degrés, et arctique, à l'extrême nord. On observe du sud au nord une baisse progressive des températures, tant estivales qu'hivernales, une durée plus longue de l'hiver et une diminution des précipitations.

Un été chaud, surtout en juillet, un hiver froid et d'abondantes précipitations caractérisent le climat continental humide. Dans l'agglomération de Québec (46°48′N, 71°23′W), la température moyenne est de 19,1°C en juillet et de -12,1°C en janvier. Les précipitations annuelles totalisent 1 174 mm. Des hivers plus froids et longs, des étés plus courts et frais, de même que des précipitations plus faibles forment le climat subarctique. La localité de Schefferville (54°48′N, 66°49′W) est soumise à des températures moyennes de 12,6°C en juillet, de -22,8°C en janvier et elle a des précipitations totales de 768 mm. On se trouve en zone de pergélisol discontinu, c'est-à-dire en terrain où le gel s'installe de façon permanente par endroits dans le sol et le sous-sol. Les conditions sont plus sévères sous le climat arctique, où le pergélisol est continu. En fait, il y a deux saisons dans la région arctique: un hiver rigoureux et une courte saison de dégel. Les températures moyennes de juillet et de janvier se situent respectivement à -6,2°C et à -22,2°C. Le niveau des précipitations annuelles atteint 296 mm à Quaqtaq (61°03′N, 69°38′W).

Les régions thermiques

Si l'on étudie plus en détail les diverses conditions climatiques au Québec, on relève des différences d'une zone à l'autre. Une carte géographique accompagnant ce texte montre la répartition des climats et des régions thermiques.

La région des basses-terres

Cette région thermique s'étend du Témiscamingue au Témiscouata. Elle borde la rivière des Outaouais et le fleuve Saint-Laurent, en contournant l'agglomération de Montréal, et comprend des zones comme la cuvette du Saguenay—Lac-Saint-Jean, une partie de l'Estrie, la Beauce, le littoral nord de la baie des Chaleurs et les Îles-de-la-Madeleine. En général, on y trouve un climat tempéré avec des températures variant d'un jour à l'autre. L'altitude locale ou l'influence maritime atténuent les extrêmes de température dans des secteurs comme la Beauce, la baie des Chaleurs et les Îles-de-la-Madeleine. Le Lac-Saint-Jean et le nord de la Mauricie sont plus soumis à des températures chaudes pendant l'été et froides pendant l'hiver, en raison de la continentalité de leur région.

Dans la région de Québec, par exemple, la période estivale est chaude de la fin de mai à la mi-septembre, avec une température moyenne dépassant 20°C. Des masses d'air tropical humide font occasionnellement grimper la température de quelques degrés, rendant l'air difficilement supportable. Par ailleurs, la durée de l'hiver dans la région des basses-terres est d'environ cinq mois et les températures varient beaucoup d'un jour à l'autre. Toujours dans la région de Québec, la température moyenne de janvier est de -12°C.

La région de Montréal

La région thermique de Montréal comprend l'agglomération de Montréal, incluant les secteurs de Granby, Boucherville et Sorel, ainsi qu'une étroite bande sur le littoral nord de la rivière des Outaouais s'étendant jusqu'à l'ouest de Hull. Cette région est la plus chaude du Québec. La température moyenne annuelle est de 7,3°C dans la ville de Montréal (Université McGill: 45°30'N, 73°35'W), de 6,6°C à Valleyfield (45°16'N, 74°06'W), de 5,0°C à Buckingham (45°35'N, 75°25'W) et de 5,9°C à Granby (45°23'N, 72°42'W). L'ensemble de la région bénéficie de conditions climatiques favorables: une saison sans gel plus longue que partout ailleurs (140 jours), un printemps hâtif (début de mai) et des écarts thermiques saisonniers moins considérables. Les conditions thermiques de l'agglomération montréalaise subissent quelque peu l'influence de facteurs de réchauffement, tels que la densité de l'habitat et la pollution de l'air.

La région du littoral

La région thermique du littoral s'étend le long de l'estuaire et du golfe du Saint-Laurent, depuis Charlevoix jusqu'à la Basse-Côte-Nord, sur la rive nord. Elle comprend le littoral nord de la péninsule gaspésienne. La position maritime de la région diminue les amplitudes des températures annuelles. L'été est plus frais (16,8°C à Baie-Comeau [49°14'N, 68°11'W], comparativement à 19,1°C à Québec, en juillet) et l'hiver est doux (-13,2°C à Baie-Comeau, comparativement à -12,1°C à Québec, en janvier). La situation présente toutefois des différences significatives selon qu'on se trouve dans le secteur de la baie des Chaleurs ou dans celui de Natashquan, localisé à 600 kilomètres à l'est de Baie-Comeau. À Natashquan (50°11'N, 61°49'W), l'hiver est encore plus doux qu'à Baie-Comeau (-12,1°C, comparativement à -13,2°C, en janvier) et qu'à Sept-Îles (-14°C [50°13'N, 66°16'W]). L'été, la brume, qui est fréquente, apporte une sensation de fraîcheur. La température moyenne de juillet se situe à 14,2°C, alors qu'elle est de 16,8°C pour Baie-Comeau. Quant au secteur de la baie des Chaleurs, il présente des températures hivernales plus douces (-9,6°C en janvier à Caplan [48°06'N, 65°41'W]); celles de juillet peuvent même dépasser 17,5°C dans les baies intérieures et dans les basses-terres.

La région laurentienne et des Appalaches

Des différences importantes de température entre les vallées, les plateaux et les hauts sommets caractérisent cette région de basses montagnes. Les variations sont fortes dans les vallées, alors qu'elles restent basses sur les plateaux. En altitude, le climat est rude; la température estivale se situe aux environs de 0°C. La période sans gel est inférieure à 100 jours et est même écourtée à 60 jours en certains endroits de la région. L'abaissement de la température annuelle est progressif du sud au nord dans la partie laurentienne du bouclier: 3,5°C à Mont-Laurier (46°33'N, 75°32'W) et -0,8°C à Chibougamau (49°55'N, 74°22'W). Cela indique en quelque sorte le passage du climat continental au climat subarctique.

La région du Moyen-Nord

Le Moyen-Nord correspond en gros à la zone de climat subarctique. Il s'étend approximativement du 50e au 57e degrés de latitude nord. La température estivale y varie entre 10°C et 15°C, et la moyenne annuelle diminue en allant vers le nord (2,5°C à Gagnon [51°57'N, 68°08'W], comparativement à 5,5°C pour Kuujjuak [58°06'N, 68°25'W], situé au sud de la baie d'Ungava dans la région thermique voisine). Le nombre de jours consécutifs sans gel passe de 100, dans la partie méridionale de la région, à moins de 40, dans sa partie continentale, au sud de la baie d'Ungava.

La région du Grand-Nord

Cette région thermique occupe la partie nord du Québec et ses côtes sont baignées par les eaux de la baie d'Hudson, du détroit d'Hudson et de la baie d'Ungava. Elle est sous l'influence du climat arctique. Alors qu'on relève une température annuelle moyenne de 5,5°C à Kuujjuak (58°06'N, 68°25'W), dans la partie méridionale de la région, on enregistre -7,2°C à Quaqtaq (61°03'N, 69°38'W), soit à quelque 360 kilomètres plus au nord, à proximité du détroit d'Hudson et de la baie d'Ungava. La période de dégel n'excède généralement pas 60 jours consécutifs, mais il arrive que l'influence maritime l'allonge légèrement. Elle dure plus longtemps que dans la partie continentale du Moyen-Nord.

La végétation

Le complexe « climat-sol-végétation »

Une relation d'interdépendance existe entre le climat, la nature des sols et la végétation. Le climat contribue à la formation des sols; combinés, ces deux facteurs influent sur le type de végétation; la végétation, à son tour, modifie la nature des sols. Vu sous tous ces aspects, le Québec présente une différenciation latitudinale des caractéristiques bioclimatiques sur les quelque 2 000 kilomètres séparant les limites sud et nord de son territoire.

La température et les précipitations sont les éléments majeurs qui caractérisent le climat. Elles varient en fonction de la latitude, de la position (littorale ou continentale), des courants marins, de l'altitude, de la pression et de l'insolation. Leur action altère la roche-mère et contribue à la formation de sols de textures différentes. Outre le climat, qui en influence la composition, les matériaux, la couleur et la fertilité différencient les sols. En régime climatique humide par exemple, l'infiltration de l'eau de pluie entraîne les sels minéraux en profondeur dans la terre végétale, appauvrissant ainsi la tranche supérieure du sol utile à la culture. La situation inverse existe en régime climatique sec, où les faibles précipitations n'affectent pas ou si peu la fertilité du sol par entraînement en profondeur des sels minéraux. Les différents types de sols favorisent donc plus ou moins la végétation, tout dépendant du régime climatique.

La végétation s'adapte à son milieu. Les espèces de plantes et d'arbres se développent en symbiose avec les éléments du sol et du climat. Le conifère survit aux basses températures et au manque d'eau en hiver. Ses aiguilles sont protégées des gelées et dépensent peu d'humidité à cause de leur surface réduite et de leur écorce épaisse. Parce qu'ils résistent beaucoup au froid, les conifères poussent leur aire d'extension assez loin vers le nord du Québec. Les arbres feuillus, par contre, doivent vivre dans des régions tempérées. Ainsi, la sève reste dans les racines jusqu'au printemps et se remet alors à circuler dans les parties aériennes de l'arbre. L'arbre à feuilles caduques vit dans une région plus méridionale, où la température moyenne de janvier se situe au-dessus du point de congélation et où les précipitations sont assez abondantes pour alimenter les réserves d'eau. Le couvert forestier du Québec montre une adaptation à l'ensemble des situations climatiques, passant d'une forêt où dominent les feuillus, au sud, à une forêt de conifères, au centre et, finalement, à un espace, au nord, caractérisé par la présence d'arbres nains et, peu à peu, par l'absence d'arbres.

Les régions bioclimatiques

Une carte géographique incluse dans ce chapitre montre la répartition des régions bioclimatiques. La toundra est une région bioclimatique caractérisée par le froid et les faibles précipitations. Environ 12% de sa superficie est dominée par des conditions climatiques très rigoureuses. On y observe une répartition discontinue des arbres nains, des herbes, de la mousse et du lichen. Le sol est mince et contient peu d'humus; il est déficient en matières nutritives. Les températures froides ralentissent la décomposition organique de l'horizon supérieur du sol, de même que l'altération de la roche sous-jacente. Sa limite méridionale se situe aux environs du 58e parallèle de latitude nord.

Au sud de la toundra, jusqu'au 52e parallèle approximativement, c'est la taïga, ou forêt subarctique. Cette région bioclimatique couvre 32% de la superficie du Québec. Il s'agit d'une région de transition entre la toundra, au nord, et la forêt résineuse, au sud. L'alternance de zones forestières et de zones de mousses et de lichens la caractérise. Les épinettes et les mélèzes sont nombreux, mais leur croissance est freinée par un climat où prédominent les longs hivers et les faibles précipitations. La partie méridionale de la taïga est une zone de forêt boréale où subsiste une grande variété de conifères, tels que l'épinette blanche, l'épinette noire, le sapin baumier, le pin gris et le mélèze, malgré un climat plutôt froid, une saison végétative courte et un sol moins riche. On trouve du bouleau blanc et du tremble dans certains endroits à la limite sud de la région.

La forêt mixte est une autre grande région bioclimatique. Elle comprend la forêt résineuse, la forêt mélangée et la forêt feuillue. Son accessibilité et sa richesse en font la principale réserve forestière de l'industrie du bois. Elle occupe la partie méridionale du Québec et se compose de plusieurs espèces d'arbres. Dans sa partie nord, s'étend la forêt résineuse ou coniférienne, où abonde l'épinette noire. La forêt mélangée se situe au niveau du 48e parallèle et possède une grande variété d'arbres, dont le sapin baumier, qui s'associe au bouleau blanc, au bouleau jaune et à l'érable rouge. Au sud, plusieurs variétés d'érables distinguent la forêt feuillue; des conifères et des bouleaux y sont aussi présents par endroits.

COMPARAISON DE LA SUPERFICIE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC ET DE CELLE D'UN CERTAIN NOMBRE D'AUTRES PAYS. (1).

PAYS	Superficie (en milles carrés)	Rapport de la superficie de Québec à celle des autres pays.
Québec	703,653	1
Ile du Prince-Edouard	2,184	322.1
Nouvelle-Ecosse	21,428	32.8
Nouveau-Brunswick	27,985	25.5
Ontario	407,262	1.7
Manitoba	251,832	2.7
Saskatchewan	251,700	2.8
Alberta	255,285	2.7
Colombie-Britannique	355,855	1.9
Yukon	207,076	3.4
Territoire du Nord-Ouest	1,242,224	0.56
Canada	3,726,484	0.18
Etats-Unis (moins l'Alaska, etc.)	2,974,159	0.24
Russie	2,122,527	0.33
Autriche-Hongrie	261,035	2.6
Allemagne	208,780	3.3
France	207,054	3.4
Espagne	194,783	3.6
Suède	172,876	4.07
Norvège	124,130	5.6
Royaume-Uni	121,391	5.7
Italie	110,659	6.3
Continents.		
Europe	3,860,272	0.18
Asie	16,972,911	0.041
Afrique	11,174,290	0.062
Amérique Septentrionale et Centrale	8,539,788	0.082
Amérique du Sud	7,416,871	0.094
Australie et Polynésie	3,459,618	0.23

Source: Annuaire statistique, 1914, p. 46.

Tableau 1

Superficie approximative en terre et en eau, par province et territoire, Canada

Province ou territoire	Terre	Eau douce	Total	Superficie totale
		km²		%
Terre-Neuve[1] [2]	371 690	34 030	405 730	4,1
Île-du-Prince-Édouard	5 660	-	5 660	0,1
Nouvelle-Écosse	52 840	2 650	55 490	0,6
Nouveau-Brunswick	72 090	1 350	73 440	0,7
Québec[3]	1 356 790	183 890	1 540 680	15,5
Ontario	891 190	177 390	1 068 580	10,7
Manitoba[1]	548 360	101 590	649 950	6,5
Saskatchewan[1]	570 700	81 630	652 330	6,5
Alberta	644 390	16 800	661 190	6,6
Colombie-Britannique[1]	929 730	18 070	947 800	9,5
Yukon[1]	478 970	4 480	483 450	4,8
Territoires du Nord-Ouest[1]	3 293 020	133 300	3 426 320	34,4
Canada	**9 215 430**	**755 180**	**9 970 610**	**100,0**

1. Superficie recalculée en 1981.
2. La superficie de Terre-Neuve inclut à la fois les îles et la partie continentale. La frontière entre le Québec et Terre-Neuve résulte d'une décision rendue en 1927 par le Conseil privé de Londres.
3. Cette évaluation ne correspond pas à la superficie du Québec établie par le ministère québécois de l'Énergie et des Ressources, car elle exclut les prétentions du Québec sur le golfe Saint-Laurent et elle résulte de méthodes différentes de planimétrie pour calculer les superficies.

Source: Statistique Canada, *Annuaire du Canada, 1988*.

Tableau 2

Superficie totale, selon le régime de propriété, Québec, 1987

Régime de propriété	Superficie
	km²
Territoire privé[1]	112 648
Territoire fédéral de la Couronne	6 144
Parcs nationaux	1 106
Réserves indiennes[2]	734
Stations forestières expérimentales[3]	18
Autres terres	4 286
Territoire public provincial	1 549 134
Parcs provinciaux	3 941
Forêts provinciales	645 077
Autre territoire	900 116
Total[4]	**1 667 926**

1. Chiffre qui exclut une faible étendue de terres privées dans la région du Nouveau-Québec.
2. Ne sont pas comprises les terres de la catégorie IA des Cris et IA-N des Naskapis, lesquelles totalisent à elles seules 3 341 kilomètres carrés. Elle sont comprises dans la catégorie « autres terres fédérales ».
3. Donnée approximative.
4. Y compris les eaux du fleuve et du golfe du Saint-Laurent, des baies James, d'Ungava, d'Hudson et du détroit du même nom, qui totalisent 152 693 kilomètres carrés. Le Labrador est exclu.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, Service de l'intégrité du territoire, Service de la planification et Bureau du coordonnateur aux affaires autochtones.

Tableau 3

Superficie par zone écologique, Québec, 1984

Zone écologique	Superficie	
	km²	%
Terre ferme[1]	1 515 233	90.8
Toundra	208 741	12.5
Taïga	527 236	31.6
Forêts	779 256	46.7
Eaux salées[2]	152 693	9.2
Superficie totale[3]	1 667 926	100.0

1. Incluant les eaux intérieures.
2. Incluant le golfe jusqu'à la ligne équidistante des rives des provinces et les échancrures des baies James, d'Hudson et d'Ungava.
3. Excluant le Labrador, selon le tracé non définitif de 1927.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Ressource et industrie forestière, 1985*.

Tableau 4

Superficie du territoire de la forêt commerciale, selon le régime de propriété, Québec, 1985

Territoire de la forêt commerciale[1]	Propriété			Total
	Publique fédérale	Publique québécoise	Privée	
	km²			
Terrains forestiers productifs	1 868	491 274	62 902	556 044
Terrains forestiers improductifs	166	93 103	3 364	96 663
Autres terrains[2]	119	1 117	36 803	38 039
Eau	178	67 462	5 923	73 562
Superficie totale	2 331	652 956	108 992	764 279

1. La forêt commerciale couvre la presque totalité de la zone forestière, soit 46% de la superficie du Québec; il s'agit grosso modo du territoire situé au dessous du 52e parallèle.
2. Incluant tous les terrains auxquels l'activité humaine a conféré une vocation autre que forestière, telle que l'agriculture, l'habitat, les voies de communications, etc.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Ressource et industrie forestière, 1985*.

Tableau 5

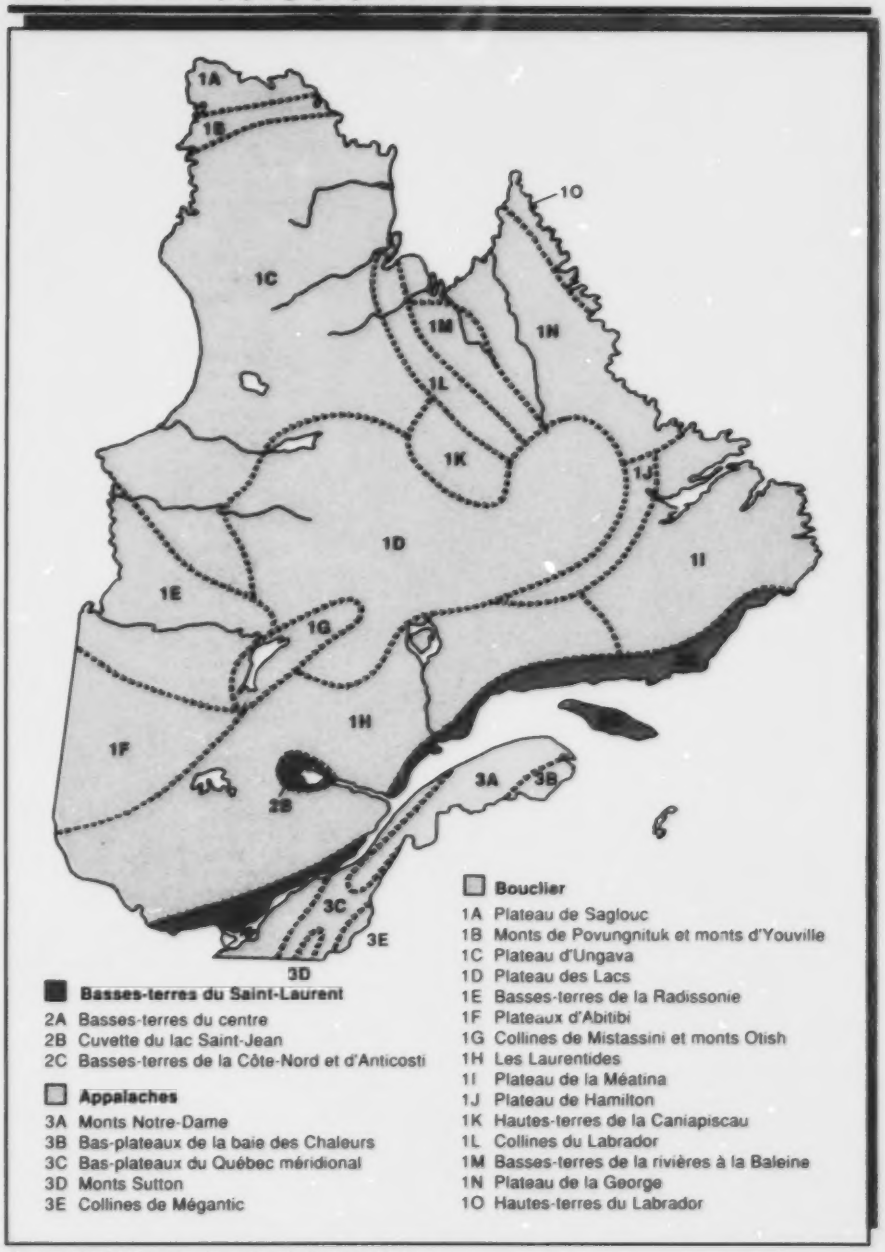
Longueur approximative des frontières, Québec, 1988

Frontière	Longueur	Longueur délimitée[1]	Longueur démarquée[2]
	km		
Québec—Ontario	1 123	1 123	479
Québec—Territoires du Nord-Ouest	3 185	3 185	-
Québec—Terre-Neuve (Labrador)	4 425	4 425	-
Golfe du Saint-Laurent	940	-	-
Québec—Nouveau Brunswick	459	459	164
Québec—États-Unis	735	735	735
Total	10 867	9 927	1 378

1. La délimitation est une opération juridique et politique qui consiste à établir les principes et les critères relatifs au tracé de la frontière.
2. La démarcation est une opération matérielle et technique qui consiste à appliquer sur le terrain les termes de délimitation.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec, Service de l'intégrité du territoire.

Figure 1
Principales divisions physiographiques du Québec



Source: Daniel Lagarec, *Annuaire du Québec*, 1974.

Tableau 6

Principaux sommets, par chaine de montagnes et selon l'altitude, Québec, 1988

Chaine de montagnes et sommet	Division de recensement	Altitude
		m
Torngat, Monts[1]		
D'Iberville, Mont	Terr.-du-Nouv.-Qué.	1 622
Jacques-Rousseau, Mont	Terr.-du-Nouv.-Qué.	1 261[1]
Qargaaluk, Colline	Terr.-du-Nouv.-Qué.	1 069
Nuvulialuk, Mont	Terr.-du-Nouv.-Qué.	974
Appalaches[2], **Les**		
Jacques-Cartier, Mont	Gaspé-Ouest	1 268
Cônes, Les	Gaspé-Ouest	1 189
Gosford, Mont	Frontenac	1 186
Richardson, Mont	Gaspé-Ouest	1 184
Table, Mont de la	Gaspé-Ouest	1 173
Albert, Mont	Gaspé-Ouest	1 151
Logan, Mont	Matane	1 136
Mégantic, Mont	Frontenac et Compton	1 100
Auclair, Mont	Gaspé-Ouest	1 097
Matawees, Mont	Matane	1 067
Bayfield, Mont	Matane	1 058
Sainte-Anne, Mont	Gaspé-Ouest	1 052
McWhirter, Mont	Gaspé-Ouest	1 036
Collins, Mont	Matane	1 021
Paul, Mont	Matane	1 021
Fortin, Mont	Matane	1 006
Vieillard, Pic du	Gaspé-Ouest	1 006
D'Urban, Mont	Frontenac	994
Coleman, Mont	Matane	975
Sutton, Mont	Brome	972
Sandy Stream Mountain	Frontenac	950
Blanc, Mont	Matane	945
Saint-Magloire, Mont	Bellechasse	917
Béland, Mont	Gaspé-Ouest	914
Lyall, Mont	Gaspé-Ouest	914
Marbre, Montagne de	Frontenac	914
Pointu, Mont	Matane	914
Vallières-de-Saint-Réal, Mont	Gaspé-Ouest	914
Saint-Pierre, Mont	Matapédia	907
Chauve, Mont	Gaspé-Ouest	899
Sainte-Cécile, Mont	Frontenac	888
Nicol-Albert, Mont	Matane	884
Orford, Mont	Sherbrooke	881
Aiguille, L'	Gaspé-Ouest	869
Bell, Mont	Gaspé-Ouest	869
Porphyre, Mont du	Gaspé-Ouest	869
Brown, Mont	Gaspé-Ouest	853
Tuzo, Mont	Gaspé-ouest	853
Hereford, Mont	Stanstead	850
Aigle, Mont de l'	Gaspé-Ouest	838
Saint-Sébastien, Morne de	Frontenac	828
Sud, Mont du	Gaspé-Ouest	808
Alexandre, Mont	Gaspé-Est	762
Louise, Mont	Frontenac	753
Owl's Head, Mont	Brome	751
Barnston, Mont	Stanstead	736
Bald, Mont	Gaspé-Est	732
Berry, Monts	Matane et Matapédia	732
Frère de		
Nicol-Albert, Le	Matane	732
King, Mont	Gaspé-Ouest	732
Foster, Mont	Brome	713
Ham, Mont	Wolfe	713
Observation, Mont de l'	Gaspé-Est	710

Tableau 6 (suite)

Principaux sommets, par chaine de montagnes et selon l'altitude, Québec, 1988

Chaine de montagnes et sommet	Division de recensement	Altitude m
Adstock, Mont	Frontenac	709
Porc-Épic, Montagne du	Frontenac	709
Sainte-Marguerite, Mont	Lotbinière	698
Cliche, Mont	Frontenac	693
Pinacle, Le	Missisquoi	675
Laurentides[3], Les		
Raoul Blanchard, Mont	Montmorency No 1	1 166
Yapeitso, Mont	Chicoutimi et Terr.-du-Nouv.-Qué.	1 128
Veyrier, Mont	Saguenay	1 104
Jauffret, Mont	Saguenay	1 065
Bleu, Mont	Montmorency No 1	1 052
Élie, Mont	Charlevoix-Est	1 021
Camille-Pouliot, Mont	Montmorency No 1	1 006
Conscrits, Mont des	Chicoutimi	1 006
L.-A.-Richard, Mont	Charlevoix-Ouest	975
Tremblant, Mont	Terrebonne	968
Valin, Mont	Chicoutimi	968
Brillante, Montagne	Chicoutimi	960
Lac des Cygnes, Mont du	Charlevoix-Ouest	960
Babel, Mont de	Saguenay	952
Lac à l'Empêche, Mont du	Charlevoix-Ouest	930
Wright, Mont	Saguenay	917
Noire, Montagne	Montcalm	892
Apica, Mont	Montmorency No 1 et Charlevoix-Ouest	884
Carcan, Le	Montcalm	876
Geren, Mont	Terr.-du-Nouv.-Qué.	860
Cenelles, Mont des	Montcalm	838
Langy, Mont	Saguenay	838
Blanc du Grand Lac, Mont	Charlevoix-Ouest	823
Four, Mont du	Chicoutimi	823
Catilan, Colline	Saguenay	317
Sainte-Anne, Mont	Montmorency No 1	815
Megné, Mont	Saguenay	785
Sir-Wilfrid, Mont	Labelle	783
Marion, Mont	Québec	777
Takwa, Mont	Terr.-du-Nouv.-Qué.	776
Éboulements, Mont des	Charlevoix-Est	770
Tour, Montagne de la	Montcalm	762
Jasper, Mont	Montcalm	762
Vache Noire, La	Montcalm	762
Shapanico, Mont	Terr.-du-Nouv.-Qué.	738
Peine, Mont à	Charlevoix-Est	732
Montérégiennes[4], Collines		
Brome, Mont	Brome	553
Shefford, Mont	Shefford	526
Yamaska, Mont	Rouville	416
Saint-Hilaire, Mont	Rouville	411
Rougemont, Mont	Saint-Hyacinthe	381
Saint-Grégoire, Mont	Iberville	267
Royal, Mont	Île-de-Montréal	233
Saint-Bruno, Mont	Chambly	218

1. Chaine de montagnes mitoyenne entre le Québec et le Labrador.
2. Au Québec, la chaine des Appalaches s'étend de la frontière du Vermont jusqu'à l'extrémité de la Gaspésie.
3. Les Laurentides s'étendent au nord des basses-terres du Saint-Laurent, de l'Ontario à Sept-Îles.
4. Collines isolées dans la plaine située au sud et au sud-est de Montréal.

Source: Commission de géographie du Québec, *Toponymie des principaux reliefs du Québec*, 1971.

Tableau 7

Répartition du relief par altitude, Québec, 1988

Altitude	%	% cumulatif
1-150 m	15,2	15,2
150-300 m	20,9	36,1
300-600 m	56,8	92,9
600-900 m	6,9	99,8
900-1500 m	0,2	100,0

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Annuaire du Québec, 1974*.

Tableau 8

Principaux lacs et réservoirs, Québec, 1988

Lac ou réservoir	Bassin hydrographique	Superficie	Altitude
		km²	m
Caniapiscau, Réservoir de	Ungava	4 285	535
LG Deux, Barrage	James et Hudson	2 836	175
LG Trois, Barrage	James et Hudson	2 460	256
Mistassini, Lac	James et Hudson	2 019	372
Manicouagan, Réservoir	Saint-Laurent	2 072	360
Gouin, Réservoir	Saint-Laurent	1 303	404
Eau Claire, Lac à l'	James et Hudson	1 243	238
Saint-Jean, Lac	Saint-Laurent	1 041	99
Opinaca, Réservoir	James et Hudson	1 040	216
Bienville, Lac	James et Hudson	987	391
Pipmuacan, Réservoir	Saint-Laurent	780	397
LG Quatre, Barrage	James et Hudson	765	376
Sakami, Lac[1]	James et Hudson	738	186
Guillaume-Delisle, Lac	James et Hudson	712	-
Outardes Quatre, Réservoir	Saint-Laurent	625	354
Feuilles, Lac aux	James et Hudson	611	-
Minto, Lac	James et Hudson	596	183
Payne, Lac	James et Hudson	513	134
Loups Marins, Lac des	James et Hudson	484	245
Evans, Lac	James et Hudson	485	241

1. Le lac Sakami est un réservoir.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction du milieu hydrique.

Tableau 9

Caractéristiques hydrologiques des principaux cours d'eau, à l'embouchure, Québec, 1986

Bassin hydrographique et cours d'eau	Bassin versant	Longueur	Débit pour l'ensemble des années documentées		
			Moyen annuel	Maximum journalier	Minimum journalier
	km²	km	m³/s		
Fleuve Saint-Laurent (Montréal)[1]	777 000	..	8 550	14 500	5 130
Rive nord du Saint-Laurent					
Outaouais, Rivière des	143 000	1 271	1 970,0	8 190	306,00
Saint-Maurice, Rivière	43 200	564	704,0	5 360	77,40
Jacques-Cartier, Rivière	2 510	..	76,5	1 410	8,94
Saguenay, Rivière	88 000	..	1 760,0	11 200	61,50
Betsiamites, Rivière	18 700	444	382,0	1 570	..
Outardes, Rivière aux	19 100	499	418,0	1 460	22,60
Manicouagan, Rivière	45 800	455	976,0	3 220	51,20
Moisie, Rivière	19 200	435	453,0	3 860	50,30
Rive sud du Saint-Laurent					
Richelieu, Rivière	23 700	..	361,0	1 320	42,40
Saint-François, Rivière	10 200	280	203,0	2 570	15,30
Chaudière, Rivière	6 690	188	133,0	2 280	3,45
Loup, Rivière du	1 110	..	20,0	359	0,30
Matane, Rivière	1 690	..	41,0	826	0,58
Baie James et baie d'Hudson					
Rupert, Rivière de	43 200	566	904,0	2 000	326,00
Eastmain, Rivière[2]	46 400	..	1 120,0	4 380	184,00
Grande Rivière, La[2]	97 600	893	1 710,0	6 780	323,00
Baleine, Grande rivière de la[2]	42 700	726	637,0	2 180	102,00
Baie d'Ungava					
Arnaud, Rivière	49 500	377	635,0	5 720	11,70
Feuilles, Rivière aux	42 500	480	601,0	6 910	15,20
Baleine, Rivière à la	31 800	428	564,0	6 110	15,70
George, Rivière	4i 700	581	939,0	9 440	51,70

1. La station hydrométrique est située aux rapides de Lachine et mesure le débit d'eau venant de Cornwall (Ontario) et des chenaux de Vaudreuil et de Sainte-Anne-de-Bellevue.
2. Situation antérieure aux détournements des cours d'eau dus à l'aménagement du complexe hydro-électrique La Grande.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction du milieu hydrique.

Tableau 10

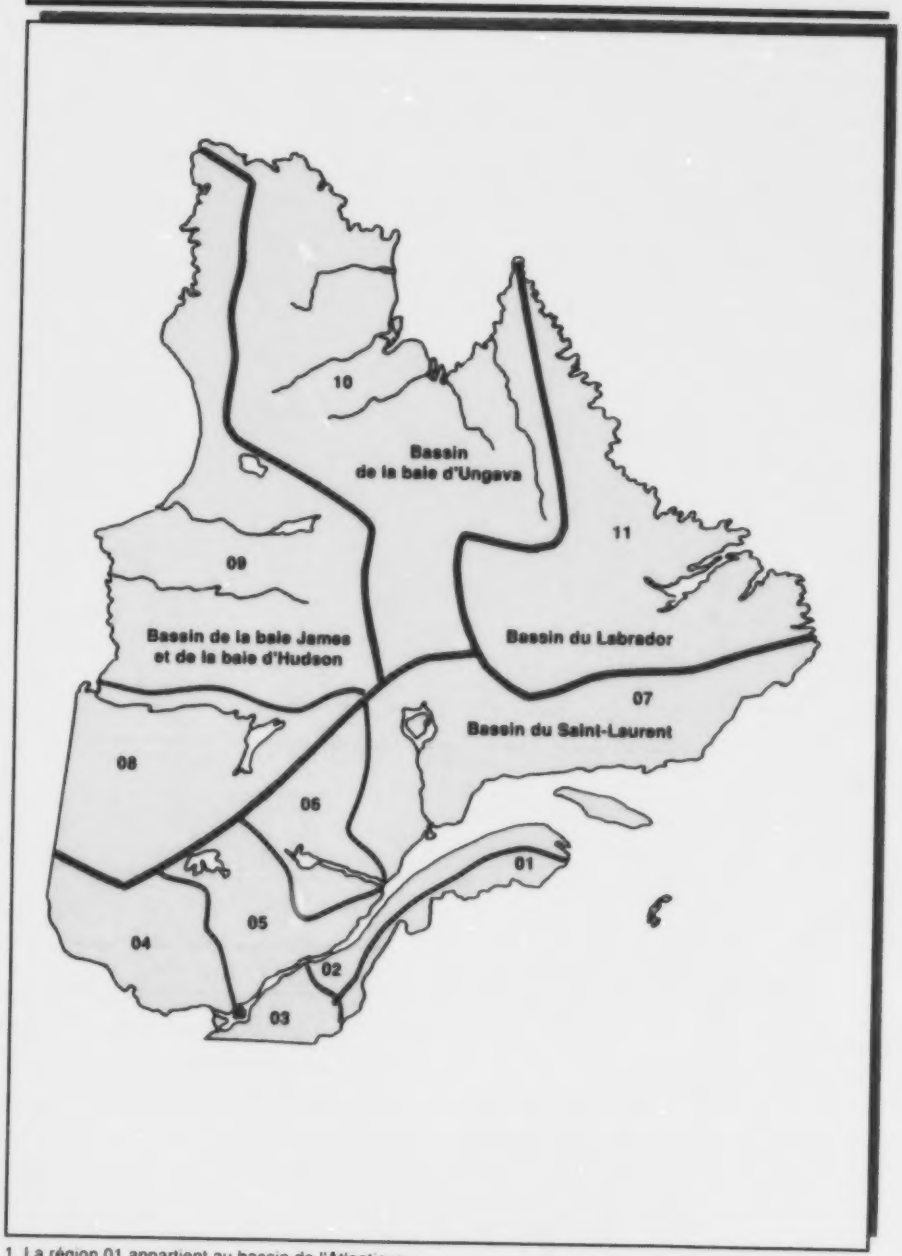
Cycles hydrologiques au cours de l'année, Québec, 1987

Période	Phénomène en cause	Écoulement annuel
Avril à juin	Fonte des neiges	47%
Juillet à novembre	Précipitation, évaporation, infiltration	33%
Décembre à mars	Approvisionnement dans les réserves souterraines et lacustres	20%

1. L'écoulement annuel correspond au pourcentage annuel du débit d'eau qui s'écoule dans les rivières, généralement durant la période du phénomène en cause indiqué au tableau.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction du milieu hydrique.

Figure 2
Bassins versants et régions hydrographiques



1. La région 01 appartient au bassin de l'Atlantique.
Source: Ministère de l'Environnement, Direction du milieu hydrique.

Tableau 11

Répartition mensuelle de l'écoulement des eaux, Québec, 1987

Mois	%
Avril	13
Mai	20
Juin	14
Juillet	8
Août	6
Septembre	5
Octobre	6
Novembre	7
Décembre	6
Janvier	5
Février	4
Mars	6

Source: Ministère de l'Environnement, Direction du milieu hydrique.

Tableau 12

Répartition des sols au sud du 49e parallèle, par région physiographique

Région physiographique	Catégorie de sols[1]		Terres améliorées
	A	B	
	ha		
Basses-terres du Saint-Laurent	1 276 000	996 000	1 380 000
Plateau appalachien	647 500	971 000	660 000
Plateau laurentidien	80 000	40 000	-
Saguenay—Lac-Saint-Jean	170 000	112 500	320 000
Abitibi-Témiscamingue	107 700	475 900	-

1. Données tirées de P.-G. Lajoie (1975).

Sources: P.-G. Lajoie, *Les terres agricoles du Québec méridional*, Agriculture Canada, (1975), publication 1556.
Statistique Canada, Recensement du Canada, 1981.

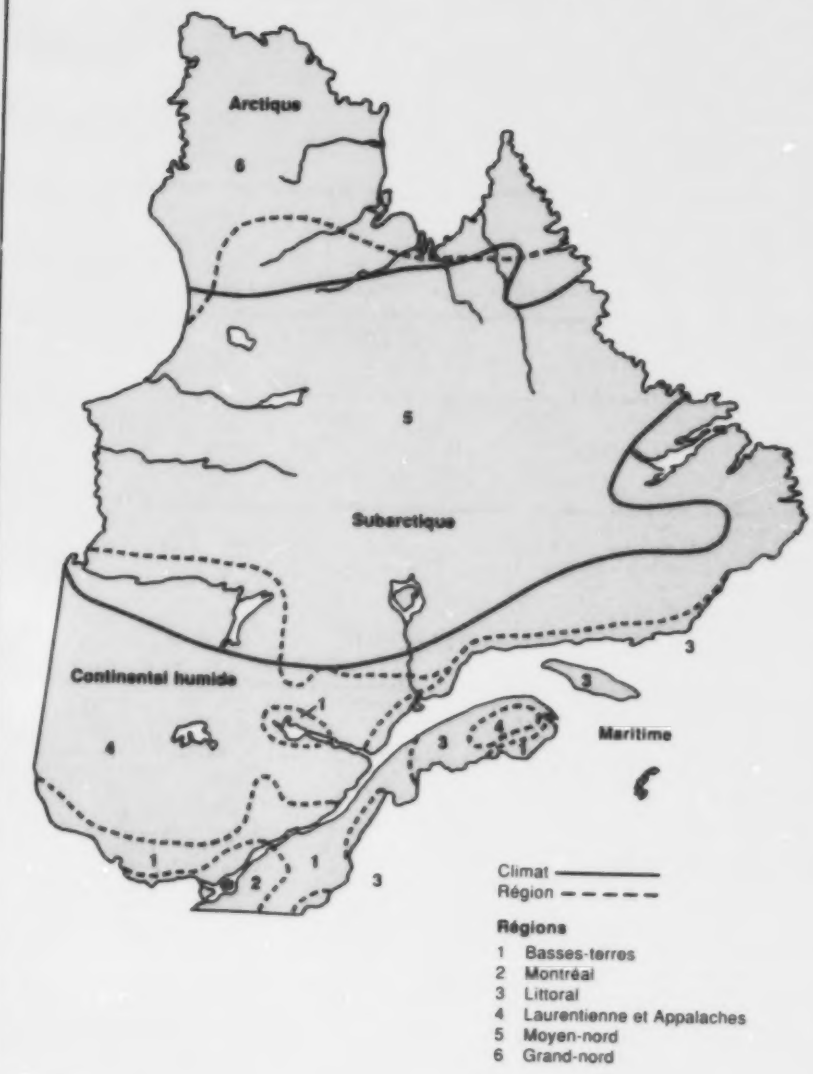
Tableau 13

Sols de la catégorie A en agriculture, par région agricole, Québec, 1977

Région agricole	Superficie agricole	Sols de catégorie A	
	ha	ha	%
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	293 644	171 053	58
Québec	260 080	151 700	58
Beauce-Appalaches	163 885	35 260	22
Bois-Francs	270 730	133 440	50
Estrie	189 717	60 445	32
Richelieu—Saint-Hyacinthe	328 000	251 600	77
Sud-Ouest-de-Montréal	248 900	215 600	88
Outaouais	193 800	149 640	75
Abitibi-Témiscamingue	135 910	58 500	43
Nord-de-Montréal	197 200	163 280	83
Mauricie	105 000	75 900	72
Saguenay—Lac-Saint-Jean—Côte-Nord	152 350	123 360	81
Québec	**2 534 216**	**1 589 778**	**63**

Source: Ordre des agronomes du Québec, *Agriculture*, septembre 1977, n° 34.

Figure 3
Climats et régions thermiques



Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques régionales et environnementales.

Tableau 14

Températures moyennes et période sans gel enregistrées dans les principales stations météorologiques, sur une période de 30 ans, Québec, 1951-1980

Station	Coordonnées géographiques		Altitude	Températures moyennes		Température annuelle moyenne	Période sans gel
				Janvier	Juillet		
			m	°C			Jours
Amos	48°34'N	78°08'N	310	-17.6	16.7	0.9	90
Armagh	46°45'N	70°35'W	351	-12.1	15.9	3.4	112
Arundel	45°57'N	74°37'W	191	-12.9	18.5	4.0	99
Baie-Comeau	49°14'N	68°11'W	69	-13.2	16.8	2.5	119
Baie-Saint-Paul	47°26'N	70°30'W	15	-11.6	18.7	4.2	132
Barrage Caborga	47°19'N	76°28'W	366	-15.1	16.9	2.0	81
Barrage du lac Kempt	47°33'N	74°11'W	421	-16.0	15.9	1.3	76
Barrage Gouin	48°21'N	74°06'W	404	-16.7	16.0	0.8	93
Barrage Témiscamingue	46°43'N	79°06'W	181	-12.4	18.9	4.2	132
Beauceville	46°12'N	70°46'W	160	-11.6	19.1	4.5	119
Blanc-Sablon	51°25'N	57°13'W	19	-10.4	11.1	0.9	106
Bonnard	50°44'N	71°03'W	506	-20.8	14.3	-2.1	51
Border A	55°20'N	63°13'W	465	-22.5	11.5	-5.3	66
Brome	45°11'N	72°34'W	206	-10.7	19.3	5.2	116
Buckingham	45°35'N	75°25'W	137	-11.9	19.7	5.0	131
Cap-Chat	49°05'N	66°45'W	37	-10.1	16.0	3.2	153
Caplan	48°06'N	65°41'W	23	-9.6	17.7	4.2	141
Causapscal	48°21'N	67°13'W	149	-13.6	17.2	2.4	81
Chibougamau	49°55'N	74°22'W	378	-20.1	15.8	-0.8	73
Chicoutimi	48°25'N	71°05'W	15	-14.6	19.1	3.4	135
Chute des Passes	49°25'N	71°24'W	366	-18.4	15.5	-0.2	82
Coaticook	45°09'N	71°48'W	259	-10.6	19.0	4.9	115
Déception	62°07'N	74°37'W	30	-23.2	9.4		48
Disraëli	45°57'N	71°17'W	305	-12.7	17.7	3.4	109
Drummondville	45°53'N	72°29'W	82	-10.9	20.7	5.7	145
Eastmain	52°15'N	78°31'W	6	-20.4	13.7	1.6	44
Farnham	45°18'N	72°56'W	69	-10.3	20.3	5.9	136
Fort George	53°50'N	79°00'N	7	-22.7	12.3	3.6	84
Gagnon	51°57'N	68°08'W	575	-20.1	13.8	2.5	73
Gaspé	48°50'N	64°29'W	30	-10.6	17.3	3.5	123
Granby	45°23'N	72°42'W	168	-9.9	20.4	5.9	147
Grandes-Bergeronnes	48°15'N	69°31'W	61	-12.8	16.7	2.7	138
Harrington Harbour	50°32'N	59°30'W	8	-11.0	12.5	1.3	134
Havre-aux-Maisons	47°25'N	61°48'W	15	-5.9	16.7	4.6	155
Inukjuak	58°27'N	78°07'W	5	-24.5	9.3	-6.7	74
Joliette	46°02'N	73°26'W	59	-11.8	20.1	5.1	145
Kuujjuak	58°06'N	68°25'W	37	-23.3	11.4	-5.5	66
Kuujjuarapik	55°17'N	77°46'W	18	-22.5	10.5	-4.3	77
Lachute	45°39'N	74°20'W	91	-11.8	19.5	4.8	135
Lac-Mégantic	46°36'N	70°53'W	465	-11.5	18.0	3.8	117
La Pocatière	47°21'N	70°02'W	30	-11.3	18.7	4.2	139
L'Assomption	45°49'N	73°26'W	21	-11.9	20.2	5.2	133
La Tuque	47°27'N	72°48'W	125	-14.2	18.8	3.6	115
Maniwaki	46°23'N	75°58'W	170	-13.5	18.3	3.6	113
Matagami	49°46'N	77°48'W	281	-20.1	15.6	-0.9	74
Matane	48°51'N	67°31'W	30	-11.1	16.3	2.8	127
Mont Apica	47°58'N	71°25'W	549	-15.0	15.9	1.2	69
Mont-Joli	48°36'N	68°12'W	52	-11.6	17.3	3.2	137
Montréal (McGill)	45°30'N	73°35'W	57	-8.7	21.8	7.3	177
Murdochville	48°57'N	65°31'W	575	-13.0	15.8	1.3	104
Natashquan	50°11'N	61°49'W	11	-12.1	14.2	1.3	112
Nicolet	46°13'N	72°37'W	21	-11.6	20.3	5.3	149
Nitchequon	53°12'N	70°54'W	536	-23.0	13.6	-4.1	93
Normandin	48°51'N	72°32'W	137	-18.0	16.9	0.9	93
Port-Menier	49°49'N	64°21'W	5	-10.5	15.3	2.0	101
Quaqtaq	61°03'N	69°38'W	27	-22.2	6.2	-7.2	35
Québec	46°48'N	71°23'W	73	-12.1	19.1	4.1	137

Tableau 14 (suite)

Températures moyennes et période sans gel enregistrées dans les principales stations météorologiques, sur une période de 30 ans,
Québec, 1951-1980

Station	Coordonnées géographiques		Altitude	Températures moyennes		Température annuelle moyenne	Période sans gel
				Janvier	Juillet		
			m	°C			Jours
Rivière-du-Loup	47°48'N	69°33'W	148	-12,3	17,4	3,0	133
Roberval	48°31'N	72°16'W	179	-15,9	17,9	2,1	124
Sainte-Agathe-des-Monts	46°03'N	74°17'W	399	-13,4	17,2	2,8	115
Saint-Guy	48°02'N	68°47'W	247	-14,2	16,8	1,9	106
Saint-Hyacinthe	45°38'N	72°57'W	31	-10,3	20,9	6,2	150
Schefferville	54°48'N	66°49'W	522	-22,8	12,6	4,8	77
Sept-Îles	50°13'N	66°16'W	55	-14,0	15,2	1,1	114
Shawinigan	46°34'N	72°43'W	93	-12,4	19,5	4,5	143
Sherbrooke	45°24'N	71°54'W	181	-9,8	20,0	5,9	140
Thetford Mines	46°04'N	71°19'W	311	-12,1	18,0	3,7	108
Trois-Rivières	46°22'N	72°36'W	53	-12,1	19,7	4,7	126
Val-d'Or	48°04'N	77°47'W	337	-16,8	17,1	1,3	97
Valleyfield	45°16'N	74°06'W	46	-9,9	21,1	6,6	145
Victoriaville	46°03'N	71°58'W	137	-11,3	19,3	4,9	123
Ville-Marie	47°24'N	79°26'W	244	-15,4	18,2	2,7	95

Source: Environnement Canada, *Normales climatiques au Canada, 1951-1980*.

Tableau 15

Précipitations moyennes enregistrées dans les principales stations météorologiques, sur une période de 30 ans,
Québec, 1951-1980

Station	Division de recensement	Précipitations annuelles moyennes		Nombre moyen de jours de précipitation
		Neige	Totales	
		cm	mm	
Amos	Abitibi	240,3	865,4	150
Armagh	Bellechasse	293,9	1 016,2	146
Arundel	Argenteuil	239,2	1 029,7	151
Baie-Comeau	Saguenay	396,9	1 072,0	149
Baie-Saint-Paul	Charlevoix-Est	264,6	925,9	108
Barrage Cabonga	Pontiac	271,1	949,7	164
Barrage du lac Kempt	Champlain	336,9	1 060,2	178
Barrage Gouin	Champlain	305,0	948,4	157
Barrage Témiscamingue	Témiscamingue	206,4	914,4	152
Beauceville	Beauce	253,1	1 007,9	172
Blanc-Sablon	Saguenay	481,5	1 160,4	187
Bonnard	Chicoutimi	270,8	900,4	199
Border A	Terr.-du-Nouv.-Qué.	366,6	698,9	184
Brome	Brome	272,4	1 149,5	141
Buckingham	Gatineau	220,3	984,7	139
Cap-Chat	Gaspé-Ouest	336,9	1 019,4	182
Caplan	Bonaventure	252,6	1 025,8	147
Causapscal	Matapédia	310,1	1 045,4	159
Chibougamau	Terr.-du-Nouv.-Qué.	351,6	1 000,0	177
Chicoutimi	Chicoutimi	275,9	954,3	175
Chute des Passes	Chicoutimi	260,5	977,9	180
Coaticook	Stanstead	285,6	1 022,7	141
Déception	Terr.-du-Nouv.-Qué.	..	..	104
Disraëli	Wolfe	318,3	1 165,1	156
Drummondville	Drummond	235,0	1 004,2	150
Eastmain	Terr.-du-Nouv.-Qué.	203,8	626,9	140
Farnham	Missisquoi	236,7	1 050,1	154
Fort George	Terr.-du-Nouv.-Qué.	222,9	628,1	112

Tableau 15 (suite)

Précipitations moyennes enregistrées dans les principales stations météorologiques, sur une période de 30 ans, Québec, 1951-1980

Station	Division de recensement	Précipitations annuelles moyennes		Nombre moyen de jours de précipitation
		Neige	Totales	
		cm	mm	
Gagnon	Saguenay	460,0	1 019,5	205
Gaspé	Gaspé-Est	321,5	967,7	125
Granby	Shefford	285,5	1 143,8	156
Grandes-Bergeronnes	Saguenay	317,8	1 012,8	112
Harrington Harbour	Saguenay	421,4	1 233,5	176
Havre-aux-Maisons	Îles-de-la-Madeleine	61,6	794,6	..
Inukjuak	Terr.-du-Nouv.-Qué.	144,2	386,5	139
Joliette	Joliette	226,8	883,3	135
Kuujjuak	Terr.-du-Nouv.-Qué.	245,2	504,2	163
Kuujjuarapik	Terr.-du-Nouv.-Qué.	241,2	636,9	173
Lachute	Argenteuil	247,5	1 062,0	150
Lac-Mégantic	Frontenac	312,0	1 032,8	155
La Pocatière	Kamouraska	308,3	967,4	150
L'Assomption	L'Assomption	212,4	964,6	157
La Tuque	Champlain	259,9	951,6	161
Maniwaki	Gatineau	228,5	866,6	161
Matagami	Terr.-du-Nouv.-Qué.	317,5	850,4	185
Matane	Matane	378,4	994,2	134
Mont-Apica	Charlevoix-Ouest	433,7	1 354,8	207
Mont-Joli	Rimouski	389,3	898,3	163
Montréal (McGill)	Île-de-Montréal	242,8	1 021,1	163
Murdochville	Gaspé-Ouest	466,7	1 033,6	145
Natashquan	Saguenay	321,6	1 134,4	170
Nicolet	Nicolet	236,8	943,8	141
Nitchequon	Terr.-du-Nouv.-Qué.	295,8	783,5	198
Normandin	Lac-Saint-Jean-Ouest	273,1	865,6	155
Port-Menier	Saguenay	327,8	907,9	141
Quaqtaq	Terr.-du-Nouv.-Qué.	170,8	334,4	112
Québec	Québec	343,4	1 174,0	175
Rivière-du-Loup	Rivière-du-Loup	347,0	879,0	151
Roberval	Lac-Saint-Jean-Ouest	351,5	913,8	164
Sainte-Agathe-des-Monts	Terrebonne	395,7	1 164,0	185
Saint-Guy	Rimouski	418,7	1 173,8	158
Saint-Hyacinthe	Saint-Hyacinthe	230,5	1 034,1	159
Schefferville	Terr.-du-Nouv.-Qué.	386,5	768,7	196
Sept-Îles	Saguenay	426,9	1 124,9	155
Shawinigan	Saint-Maurice	274,6	1 061,3	155
Sherbrooke	Sherbrooke	253,2	949,9	169
Thetford Mines	Mégantic	366,6	1 154,0	145
Trois-Rivières	Saint-Maurice	261,4	1 024,9	155
Val-d'Or	Abitibi	310,4	919,7	185
Valleyfield	Beauharnois	195,9	903,0	125
Victoriaville	Arthabaska	288,8	1 073,3	177
Ville-Marie	Témiscamingue	214,8	815,6	135

Source: Environnement Canada, *Normales climatiques au Canada, 1951-1980*.

Figure 4
Régions bioclimatiques

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources.

2

Environnement

Le milieu terrestre	265
Le milieu aquatique	267
Le milieu atmosphérique	269
Les précipitations acides	271
Les coûts de la pollution	272
Définitions	273

Liste des tableaux

1. Estimation des déchets solides produits, traités et à éliminer au cours d'une année, selon la catégorie, Québec 275

2. Composition des déchets municipaux et commerciaux, Québec, 1985 275

3. Lieux d'élimination des déchets solides et répartition du volume à traiter et de la population desservie selon le mode d'élimination, Québec, 1987 et 1989 276

4. Estimation des déchets dangereux produits et transportés au Québec, 1987 276

5. Transports de déchets dangereux entre le Québec et les États-Unis, novembre 1986 à octobre 1987 277

6. Stocks de BPC selon l'utilisation, par province, Canada, 1985 277

7. Superficie des milieux naturels officiellement protégés à des fins de conservation, selon l'ordre de gouvernement dont ils relèvent, Québec, février 1988 278

8. Évolution des ventes d'engrais chimiques par région agricole, Québec, 1975-76 à 1986-87 279

9. Estimation des matières en suspension et du phosphore provenant des bassins versants des rivières Bayonne, Coaticook et Ouareau, selon la source des polluants, Québec, 1985 279

10. Paramètres indicateurs de la qualité de l'eau à l'embouchure de 30 cours d'eau, Québec, 1979-1985 280

11. Usines d'épuration des eaux et population desservie, par région administrative, Québec, avril 1988 282

12. Investissements relatifs aux travaux d'assainissement des eaux usées, volet urbain, par région administrative, Québec, 1978-1993 283

13. Systèmes de distribution d'eau soumis aux contrôles bactériologiques et physico-chimiques par région, Québec, octobre 1987 283

14. Émissions dans l'atmosphère des principaux contaminants selon la source, Québec, 1980 284

15. Émission de dioxyde de soufre (SO^2) selon la source et le mode d'émission, Québec, 1985 286

16. Émission d'oxydes d'azote (NO_x) selon la source et le mode d'émission, Québec, 1985 287

17. Évolution de la concentration annuelle moyenne des particules en suspension dans l'air, de diverses agglomérations urbaines, Québec, 1976-1986 289

18. Acidité des précipitations en fonction de la valer du pH et des dépôts humides de sulfate (SO_4), par région administrative, dans un site d'échantillonnage donné, Québec, 1982-1986 290

19. Superficie des érablières touchées par le dépérissement, par région administrative, Québec, 1985-1987 290

20. Radioactivité bêta globale dans l'air de surface et dans les précipitations, et rayonnement radioactif, quelques villes du Canada, 1986 291

21. Estimation, selon deux hypothèses, du coût annuel total de la pollution, Québec 291

Liste des figures

1. Variations de la présence de matières solides en suspension dans le Saint-Laurent, de part et d'autre de la voie navigable, divers endroits, période 1977-1981 282

2. Émission de contaminants, Québec, 1970-1985 284

3. Émission de dioxyde de soufre, Montréal, 1975-1985 285

4. Émission de dioxyde d'azote, Montréal, 1975-1985 285

5. Émission de particules en suspension, Montréal, 1975-1985 288

6. Émission de monoxyde de carbone, Montréal, 1975-1985 298

2

Ce chapitre a été réalisé par Marie-Thérèse H. Thibault, de la Direction des statistiques régionales et environnementales du Bureau de la statistique du Québec, avec la collaboration du ministère de l'Environnement.

La société québécoise se préoccupe de plus en plus de son environnement physique terrestre, aquatique et atmosphérique. Cet intérêt se manifeste par le souci d'en obtenir une meilleure connaissance et par la prise d'initiatives de protection. Ce chapitre présente un aperçu de l'état de l'environnement au Québec, des facteurs d'agression du milieu et des coûts engendrés par la pollution.

Le milieu terrestre

Selon l'utilisation du sol qui est faite, le milieu terrestre se partage en zones à vocation agricole, forestière ou urbaine. Le territoire québécois est occupé à 44% par une zone de forêt commerciale et à 2,5% seulement par une superficie agricole et urbaine; une grande partie du sol échappe donc à l'occupation humaine. Le territoire municipalisé ne couvre que 34%, soit 514 570 km² sur les 1 515 233 km² de terres fermes. Près de la moitié de la population vit dans un espace équivalant à 0,7% du territoire et est concentrée dans la région métropolitaine de Montréal[1], dans la Communauté urbaine de Québec ainsi que dans la Communauté régionale de l'Outaouais. L'oekoumène québécois est en fait restreint, et il doit être soigneusement géré pour le bien-être de tous.

Les milieux agricole et forestier

Les sols agricoles et forestiers subissent une dégradation lorsqu'ils perdent une des caractéristiques qui assurent leur productivité. Des pratiques agricoles et forestières inadéquates entraînent souvent un appauvrissement des sols. Par exemple, on estime que les sols québécois cultivés depuis au moins 50 ans selon l'alternance classique des cultures foin-céréales ont perdu de 30 à 35% de leur matière organique.

L'érosion, qu'elle soit d'origine hydrique ou éolienne, est une forme de dégradation du sol (perte de sa couche arable) que l'intervention de l'homme peut accentuer. D'une part, un sol agricole laissé sans couvert végétal peut perdre annuellement plus de 30 tonnes de terre fertile par hectare à cause de l'érosion hydrique. D'autre part, l'érosion éolienne entraîne chaque année une perte pouvant aller jusqu'à 400 000 m³ de terre arable lorsque le sol sec, laissé sans protection, est balayé par des vents violents. Par ailleurs, dans le domaine forestier, les coupes « à blanc » entraînent aussi de graves dommages aux sols.

L'industrialisation des pratiques agricoles et forestières conduit à l'appauvrissement des sols, notamment par compactage et par acidification, et à une baisse de productivité. Ainsi, l'utilisation d'une machinerie de plus en plus lourde sur des sols à texture fine entraîne le compactage du sol et ensuite, une réduction du rendement des cultures.

Depuis l'avènement des grandes cultures, le processus d'acidification des sols subit une accélération, en raison de l'utilisation accrue d'engrais minéraux. Au Québec, le recours à des engrais chimiques augmente de plus de 400% en 25 ans. De juillet 1975 à juin 1987, les ventes d'engrais chimiques grimpent de 39,5%, atteignant un volume de 521 064 tonnes; quatre grandes régions agricoles connaissent des hausses importantes: Sud-Ouest-de-Montréal (92,6%), Richelieu—Saint-Hyacinthe (80,3%), Nord-de-Montréal (57,7%) et Bois-Francs (52,3%).

1. Comprenant la Communauté urbaine de Montréal et les MRC de Champlain et de Laval.

Les engrais chimiques acidifient le sol, ce qui réduit l'efficacité des herbicides. En raison de cette diminution de rendement, des agriculteurs utilisent des herbicides et d'autres types de pesticides, en quantités supérieures à celles qui sont recommandées par les fabricants, risquant ainsi de contaminer les sols. Les ventes totales de pesticides augmentent au Québec. Les données disponibles montrent que leur taux de croissance est de 7,5% entre 1978 et 1982, atteignant 2 300 tonnes de matières actives, dont 68% sont des herbicides. Depuis juillet 1988, la nouvelle Loi sur les pesticides vise à rendre plus rationnelle et plus sécuritaire, l'utilisation de ces produits.

Le milieu urbain

Le milieu urbain cause deux types de pressions environnementales: la disparition de sols agricoles et la contamination des sols. Des terres arables sont continuellement sacrifiées sous la pression des facteurs de développement urbain tels que l'agrandissement des villes et l'infrastructure des divers moyens de transport. Au Québec, toutefois, la Loi sur la protection des terres agricoles vise à empêcher l'exploitation, à d'autres fins, de ces terres arables.

L'urbanisation et l'industrialisation créent un autre type de pression environnementale: le rejet des déchets. Le Québec produit annuellement 6,5 millions de tonnes de déchets solides dont 34,6% sont d'origine municipale, 30,9%, d'origine commerciale et institutionnelle et 20,7%, d'origine industrielle. Le reste est constitué de matériaux secs et de boues d'épuration. Au Québec, 839 000 tonnes de ces déchets sont récupérés, 395 500 tonnes sont incinérés et il en reste encore quelque 5,3 millions de tonnes à éliminer à chaque année.

Plusieurs modes d'élimination des déchets solides se pratiquent sur le territoire québécois. En 1987, 70,0% de la population utilise des services d'enfouissement sanitaire; c'est par cette méthode que plus de 4 millions de tonnes de déchets sont éliminés chaque année. La population dispose ensuite, par ordre d'importance, des services d'incinération (23,0%), de dépotoirs (4,0%) et de dépôts en tranchées (3,0%). Le nombre de dépotoirs décroît progressivement: de plus de 1 000 en 1980, ils sont réduits à 64 en 1986 et doivent disparaître complètement en 1989. Ils sont remplacés par des sites d'enfouissement sanitaire; leur nombre passe de 9 à 92 entre 1980 et 1989.

En plus des déchets solides non dangereux, l'industrie manufacturière, plus particulièrement l'industrie chimique, produit des déchets dangereux. En 1987, 105 715 tonnes de déchets organiques et 39 690 tonnes de déchets inorganiques produits au Québec sont acheminés vers une destination québécoise, ontarienne ou américaine; de plus, à ces 145 505 tonnes de déchets s'ajoutent les 51 400 tonnes provenant des États-Unis. Leur transport en territoire québécois n'est pas sans présenter de sérieux risques pour l'environnement.

Lorsqu'on fait la somme des déchets de l'année et de ceux qui sont stockés ou découverts dans des lieux contaminés, il devient évident que le recours à des équipements de destruction spécialisés est essentiel. Présentement, au Québec, deux compagnies traitent ces déchets dangereux: une première incinère les déchets industriels organiques (environ 40 000 tonnes en 1986) et la seconde traite les déchets inorganiques (environ 55 000 tonnes) qu'elle enfouit dans le sol après les avoir scellés dans le béton; 63% des déchets inorganiques ainsi neutralisés viennent des États-Unis.

On envisage de construire un incinérateur à haute température et des épurateurs de gaz pour détruire les déchets dangereux qui sont entreposés en attendant une meilleure solution; c'est le cas des biphényles polychlorés (BPC). En août 1988, l'incendie d'un entrepôt, à Saint-Basile-le-Grand, entraîne l'évacuation de quelque 3 000 personnes à cause de l'émission de gaz nocifs — les dioxines et les furanes — qui se dégagent de la combustion incomplète des BPC. En 1985, on évalue la quantité de BPC au Québec à 5 015 tonnes, dont 4,7% attendent d'être éliminés, le reste étant utilisé en électricité surtout dans les transformateurs et les condensateurs.

Les milieux naturels protégés

La conservation de la faune et de la flore, de même que leurs habitats naturels, constitue une autre façon de protéger l'environnement. Le réseau des milieux naturels protégés au Québec est relativement modeste, à peine 0,4% du territoire québécois. Cependant, diverses lois, réglementations et ententes administratives, gérées par plusieurs organismes gouvernementaux ou non gouvernementaux, assurent officiellement la protection et la conservation, en février 1988, de 6 018,2 km² de milieux naturels; 69,3% de ces milieux sont du ressort provincial, 22,7% relèvent de la compétence fédérale, 7,2% dépendent d'organismes paragouvernementaux, 0,6% et 0,2% des territoires protégés sont gérés respectivement par l'entreprise privée et par les municipalités.

Le milieu aquatique

Les cours d'eau du Québec constituent un potentiel déterminant pour la qualité de la vie et une ressource vitale pour l'alimentation en eau potable. Au cours des dernières décennies, le développement de l'urbanisation et de l'industrialisation de même que l'intensification de l'agriculture, notamment la monoculture, entraînent une détérioration notable des cours d'eau.

La qualité de l'eau des rivières du Québec et du fleuve Saint-Laurent

Un bilan de l'état de la qualité de l'eau, en fonction des cinq grands types de pollution, a été établi à partir de données recueillies entre 1979 et 1985, à l'embouchure de 30 rivières du Québec.

La pollution organique vient d'un trop grand déversement de matières organiques amenant ainsi une diminution de la concentration d'oxygène dissous. On retrouve principalement ce type de pollution dans les cours d'eau drainant les régions agricoles des basses-terres du Saint-Laurent, et dans les rivières contaminées par les effluents urbains ou par les rejets d'industries agro-alimentaires et de pâtes et papiers.

La pollution par les fertilisants, qui découle de la présence excessive dans l'eau de substances telles que l'azote et le phosphore, entraîne une prolifération de plantes aquatiques et une diminution de l'oxygénation de l'eau. Cette pollution touche les rivières dont le bassin versant est exploité à des fins agricoles et les cours d'eau qui reçoivent les égouts des municipalités et des industries agro-alimentaires.

La pollution visuelle se manifeste surtout par la présence d'objets flottants, de mousses, de produits pétroliers et de matières en suspension. Elle existe un peu partout en aval des rejets municipaux ou industriels. La cause principale de l'abondance des matières en suspension demeure toutefois l'érosion des bassins à vocation agricole. Les cours d'eau les plus touchés à leur embouchure sont les rivières Saint-François, Nicolet, Bayonne, Rigaud et Ticouapé. De plus, on trouve de fortes concentrations de matières en suspension dans le fleuve Saint-Laurent, surtout à partir de Montréal. Cette pollution atteint son point culminant à la rencontre des eaux douces et marines, au lac Saint-Pierre (40,5mg/l), et elle diminue ensuite.

La pollution microbienne se concentre dans l'eau, en aval des égouts domestiques et dans les eaux usées des industries agro-alimentaires et des papeteries. La contamination bactériologique compromet en outre l'alimentation en eau potable dans certains cours d'eau tels que les rivières l'Assomption, des Mille-Îles, Yamaska ou le fleuve Saint-Laurent.

La pollution toxique provient de substances variées: des métaux (mercure, fer, cuivre, zinc, cadmium) et des composés organiques (BPC et HAP) utilisés en agriculture (dans les pesticides), ou rejetés par les industries. Cette pollution pourrait contaminer toutes les rivières traversant une région minière ou toutes celles qui sont atteintes par de gros rejets industriels. Par ailleurs, la contamination par la présence de composés organochlorés, dont les BPC, se retrouve surtout dans les rivières l'Assomption, Bayonne, Saint-Maurice et Richelieu. Les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) polluent particulièrement les rivières Saguenay et Châteauguay.

Pour ce qui est du fleuve Saint-Laurent, la qualité de l'eau varie d'un endroit à l'autre; le canal maritime présente, en général, une eau plus saine qu'à proximité des rives où les effluents industriels et urbains se déversent. Des métaux comme le mercure, le plomb, le zinc, le cuivre et le cadmium sont présents dans les sédiments des lacs Saint-François et Saint-Louis et dans ceux des zones d'accumulation, au sud du couloir fluvial, entre Montréal et Sorel. L'enrichissement des sédiments en BPC est surtout perçu dans les lacs Saint-François et Saint-Louis, et aux environs de Québec et de l'archipel de Montmagny. En fait, la pollution du fleuve Saint-Laurent ne vient pas uniquement des Grands Lacs; le fleuve reçoit la pollution de la majeure partie du Québec habité.

Les facteurs d'agression

D'après la description de la qualité de l'eau et les types de pollution qui interviennent, on peut identifier les trois causes principales de dégradation: l'agriculture, l'industrie et la ville.

L'agriculture est un facteur important dans la dégradation de l'eau à cause de l'érosion des sols décapés, et de l'apport diffus de polluants organiques, fertilisants ou toxiques, venant de l'épandage du fumier, d'engrais et de pesticides. Le problème de la pollution de l'eau par les déjections animales vient de la spécialisation que connaît l'agriculture depuis 1950. Les gros élevages produisent une quantité de fumier supérieure à celle que les terres peuvent recevoir comme engrais. La concentration de l'élevage dans les bassins des rivières Chaudière, Etchemin, Yamaska, Maskinongé et l'Assomption cause un problème régional. La solution de ce problème repose sur une meilleure gestion des fumiers: l'entreposage adéquat, le traitement et le recyclage des fumiers.

Parfois, l'érosion hydrique et le lessivage des terres agricoles produisent la presque totalité des charges (matières en suspension dans un cours d'eau). En 1985, une estimation de ces apports dans les bassins de trois rivières démontre que la proportion de pollution par l'érosion s'élève à 99,5% dans la rivière Bayonne, à 91% dans la rivière Ouareau, sur la rive nord du Saint-Laurent, et à 96% dans la rivière Coaticook, en Estrie. Des pesticides peuvent aussi être perdus dans les cours d'eau: on estime que de 1 à 5% des quantités utilisées s'y retrouvent. L'amélioration de la qualité de l'eau en milieu rural passe nécessairement par la réduction de l'érosion.

Le degré de pollution industrielle varie selon les différents secteurs de l'industrie manufacturière. Trois secteurs d'activité industrielle se placent en tête quant à leurs effets néfastes sur l'environnement: l'industrie des produits chimiques, celles de la métallurgie et des pâtes et papiers.

Les 57 usines de pâtes et papiers réparties dans l'ensemble du Québec déversent un volume d'eau usée équivalant à la consommation d'eau d'environ huit millions de personnes, soit 2,5 millions de mètres cubes par jour dont 9,5% ne subissent encore aucun traitement au début de 1987. De plus, la charge polluante issue des procédés de mise en pâte est comparable à la pollution engendrée par 17 millions de personnes. Cependant, depuis le début des années 80, ces industries ont accru leur effort pour faire passer la quantité de matières en suspension de leurs effluents de 600 tonnes par jour, en 1979, à 273, en 1987. De même, la demande biochimique en oxygène nécessaire pendant 5 jours à la dégradation des matières organiques

par des micro-organismes (DBO-5) diminue de 39,3%, passant de 1 400 tonnes d'oxygène par jour, en 1979, à 850, en 1987. Les usines de pâtes et papiers doivent poursuivre leur effort pour récupérer et recycler les matières dissoutes par le traitement des effluents primaires et secondaires, ou encore pour remplacer les procédés très polluants à bas rendement par des procédés moins polluants à haut rendement.

L'urbanisation constitue une autre source de pression sur les cours d'eau en ce sens que les villes y puisent leur eau potable et y rejettent leurs eaux usées. La consommation quotidienne moyenne d'eau d'un citadin est évaluée à environ 180 litres à sa résidence et de 90 à 180 litres pour l'ensemble de ses activités à l'extérieur du foyer. En 1987, 1 721 systèmes de distribution d'eau potable assurent un service à plus de 5,8 millions de Québécois. Plus des trois quarts de la population québécoise boivent une eau d'aqueduc ayant subi un traitement; de ce nombre, 67% sont desservis par une usine de filtration.

Les eaux usées urbaines proviennent essentiellement des eaux usées domestiques, mais aussi des eaux de ruissellement. Lorsqu'elles ne sont pas traitées, les eaux usées contaminent les cours d'eau en les chargeant de matières organiques, de matières en suspension, d'azote, de phosphore, de métaux et de bactéries, dont les coliformes fécaux. On évalue à environ 320 litres par jour par personne le rejet d'eau après consommation, soit environ 90% de l'eau consommée; il était donc urgent et important d'établir un réseau de stations d'épuration pour traiter ces eaux usées avant leur rejet dans la nature.

En 1981, au début du programme d'assainissement des eaux du Québec, seulement 6,2% de la population québécoise profite du traitement d'usines d'épuration, alors que la moyenne canadienne est de 65,4%. Au début de l'année 1988, 293 usines desservent 1 825 900 personnes, soit 27,6% de la population québécoise totale ou 35,0% de la population desservie par un système d'égout. En effet, on estime qu'un million de Québécois utilisent des fosses septiques et ne peuvent donc pas recevoir les services d'un système d'égout et d'une usine d'épuration. À la fin du programme, en 1993, 378 usines permettront à près de 86,2% de la population québécoise d'accéder à ce service. Ces travaux auront coûté 6,2 milliards de dollars, dont 70,8% sont déjà engagés par des ententes signées.

Le milieu atmosphérique

Les principaux contaminants

À l'état naturel, l'atmosphère est composée d'air auquel s'ajoutent de la vapeur d'eau et quelques particules en suspension. Divers contaminants peuvent aussi s'y ajouter, et lorsque l'atmosphère contient un ou plusieurs contaminants qui sont en quantité supérieure au seuil au-delà duquel ils sont susceptibles de créer des effets indésirables, il y a pollution.

Un inventaire, réalisé par Environnement Canada, des différents polluants projetés dans l'atmosphère par l'homme démontrent qu'au Québec, en 1980, on émet un peu plus de 4,3 millions de tonnes de contaminants, dont 49,3% de monoxyde de carbone (CO), 25,4% de dioxyde de soufre (SO_2), 10,6% de particules en suspension, 8,0% d'hydrocarbures (HC) et 6,7% de dioxyde d'azote (NO_2). L'émission de particules et de dioxyde de soufre vient principalement des activités industrielles, tandis que le secteur du transport constitue la plus importante source d'émission des trois autres contaminants. Au cours des années 70, les rejets de SO_2, de CO et de particules tendent, malgré quelques variations, à baisser alors que l'émission d'oxydes d'azote (NO_x) augmente. À compter de 1980, cette dernière commence à diminuer (-27,1%, en 5 ans) et celle de SO^2 continue à décroître (-36,6%, de 1980 à 1985).

La réduction de l'émission de contaminants se fait surtout par la mise en place de « technologies propres » en remplacement de vieilles techniques plus polluantes. Par la voie d'une mesure incitative comme le dégrèvement fiscal, le gouvernement aide les entreprises industrielles à s'ajuster aux normes du ministère de l'Environnement du Québec.

Selon un inventaire plus récent, fait par le ministère de l'Environnement, l'émission de SO_2, en 1985, s'élève à 696 312 tonnes, dont 69,0% viennent des usines d'extraction de cuivre. La part relative d'émission de ces usines augmente puisqu'elle était de 59,3% en 1980. L'objectif que s'est fixé le Québec de réduire l'émission de SO_2 à 596 000 tonnes en 1990, ne pourra être atteint sans la diminution définitive des rejets de la fonderie de cuivre de Mines Noranda. En effet, cette entreprise, avec des rejets de 436 000 tonnes en 1985, est la principale source d'émission de dioxyde de soufre au Québec. Dans le cadre d'une entente tripartite (Ottawa-Québec-Mines Noranda), on entreprend la construction d'une nouvelle usine d'acide sulfurique permettant de récupérer, en partie, le SO_2 produit à la fonderie; l'émission de SO_2 dans l'atmosphère sera alors réduite à environ 275 000 tonnes.

En 1980, le Québec rejette dans l'atmosphère 331 350 tonnes d'oxydes d'azote (NO_x); en 1985 on en émet encore 241 635 tonnes, dont 79,8% viennent du secteur des transports. L'élimination de l'essence avec plomb, qui rend inefficaces les convertisseurs catalytiques, et la généralisation de l'usage des catalyseurs à trois voies, qui permettent de réduire une grande partie de l'émission des oxydes d'azote, en plus de celle du monoxyde de carbone et des hydrocarbures, pourraient entraîner une nouvelle réduction des émissions de NO_x.

L'air des villes

La pollution atmosphérique locale est généralement en régression. Au cours des dernières années, la qualité de l'atmosphère s'est améliorée dans l'ensemble du réseau québécois de surveillance de la qualité de l'atmosphère. En 1986, celui-ci compte 96 postes d'échantillonnage répartis dans 51 municipalités; on y mesure principalement les particules en suspension, le dioxyde de soufre, le plomb, le monoxyde de carbone, le dioxyde d'azote et l'ozone.

Une étude récente sur l'évolution de la qualité de l'air de la région métropolitaine de Montréal, entre 1975 et 1985, permet d'illustrer cette tendance générale. D'abord, on constate que la concentration moyenne annuelle des particules en suspension diminue; pour un groupe de 15 postes, elle décroît d'environ 50%. On note aussi que la concentration moyenne annuelle de dioxyde de soufre baisse, notamment pour un groupe de six postes où elle s'est abaissée de près de 70%. De plus, on remarque que la période étudiée se caractérise par une diminution significative de la concentration moyenne annuelle de monoxyde de carbone (diminution de 73,3% pour un groupe de 6 postes). Par contre, les concentrations moyennes annuelles de dioxyde d'azote varient très peu: 1,27 ppcm (partie par cent millions) en 1975, 1,00 ppcm en 1980 et 1,13 ppcm en 1985; reliées au transport par automobile, ces concentrations sont plus élevées au centre-ville et à proximité des autoroutes, et elles diminuent vers la périphérie.

La radiation

La pollution atmosphérique comprend également la contamination de l'air par des retombées radioactives. Voilà pourquoi l'accident nucléaire de Tchernobyl en Ukraine, le 26 avril 1986, suscite tant d'intérêt. Avec ces retombées, le taux annuel moyen de la radioactivité bêta globale de l'atmosphère en 1986, soit 0,9 millibecquerel par mètre cube (mBq/m^3), est minime lorsqu'on le compare à ceux des années 1962 et 1963, au moment des essais nucléaires dans l'atmosphère, alors que Montréal atteint des taux annuels moyens de 283 et 290 mBq/m^3 et Québec, 217 et 254 mBq/m^3. Ces taux sont maintenant stabilisés à moins de 1 mBq/m3 depuis 1982. La radioactivité se mesure aussi dans les précipitations. En 1986, c'est à Montréal et à Québec qu'on note les plus hauts taux au Canada, soit respectivement 346 et 394 becquerels par mètre carré (Bq/m^2) parce qu'il a plu au moment du passage du nuage radioactif. Là encore, ces dépôts ne sont rien comparativement à ceux de l'année 1963 où ils s'élevaient à 66 000 Bq/m^2 à Montréal et 61 000 Bq/m^2 à Québec.

Les précipitations acides

La nature et les causes

Les précipitations acides illustrent bien les relations qui existent entre les milieux atmosphérique, aquatique et terrestre. Une pluie normale est déjà légèrement acide (pH de 5,6) à cause de la présence, dans l'atmosphère, du gaz carbonique qui se dissout dans l'eau pour former un acide faible. Lorsque le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote s'y ajoutent, les précipitations deviennent de plus en plus acides. Une diminution d'une unité pH signifie que l'acidité s'accroît d'un facteur 10.

L'acidité des précipitations est due à l'émission de NO_x pour un tiers et à celle de SO_2 pour les deux tiers. On constate que 50% des contaminants à l'origine des précipitations acides proviennent des États-Unis, 25%, de l'Ontario et 25%, du Québec. Ils nous sont amenés du *midwest* américain par les systèmes météorologiques qui, en Amérique du Nord, se déplacent généralement d'ouest en est. Les précipitations acides constituent un problème continental qui ne peut être réglé que par une entente internationale. Les principales sources d'émission de SO_2 sont les usines d'extraction de métaux non ferreux et les centrales thermiques au charbon; celles des NO_x viennent de l'utilisation des combustibles fossiles (charbon et pétrole) pour le transport, le chauffage ou la production d'électricité.

Les retombées acides

La valeur de pH et la quantité des dépôts humides en sulfates (SO_4) et en nitrates (NO_3) sont très représentatives de l'état d'acidité des précipitations. Les données recueillies par le ministère de l'Environnement du Québec, depuis 1982, démontrent que les moyennes annuelles de pH des précipitations varient, selon les stations, de 4,3 à 4,8; elles figurent parmi les plus basses en Amérique du Nord. Les valeurs d'acidité les plus élevées se retrouvent dans le sud et le sud-ouest du Québec, dans la vallée de l'Outaouais et près des villes de Québec, Montréal et Noranda. En septembre 1986, un pH de 3,91 est enregistré dans les précipitations au mont Mégantic; cette pluie est près de 75 fois plus acide que la pluie normale.

Les données relatives aux dépôts humides de sulfates indiquent que plusieurs régions du Québec reçoivent des dépôts supérieurs à l'objectif environnemental de 20 kilogrammes par hectare par an (kg/ha/an) jugé acceptable pour assurer une protection adéquate aux écosystèmes aquatiques modérément sensibles. En 1986, ces dépôts humides de sulfates oscillent entre 4,5 kg/ha/an au Nouveau-Québec et 40,6 kg/ha/an dans l'Outaouais. De même, les dépôts humides de nitrates atteignent 2,4 kg/ha/an à Schefferville et 25,3 à Montebello. Les dépôts humides de sulfates et de nitrates les plus importants se retrouvent donc dans le sud et le sud-ouest du Québec et décroissent vers le nord et le nord-est.

Les effets sur l'environnement

Le Québec est l'une des régions d'Amérique du Nord les plus sensibles à l'acidification parce que les sols et les sous-sols manquent d'éléments alcalins pour neutraliser l'acidité des précipitations.

Des signes de dépérissement sont apparus chez les feuillus (et même chez les conifères) des régions caractérisées par des taux élevés de dépôts acides. Un inventaire aérien des érablières de huit régions du Québec, réalisé entre 1985 et 1987, montre que la moitié de la superficie en érablières est atteinte par le dépérissement. Dans les régions de Trois-Rivières et de Québec, ce problème affecte respectivement 65,7 et 60,2% des érablières et dans cette dernière région, on constate que près de 1,0% de la superficie est touchée à un degré élevé.

Une étude hydrographique de l'Outaouais, effectuée afin de mesurer le niveau de détérioration des ressources lacustres, révèle que 92,1% des lacs présentent une sensibilité élevée aux

apports acides, et que 23,3% des lacs sont considérés comme acides puisqu'ils ont un pH égal ou inférieur à 5,5. À ce niveau de pH, plusieurs espèces de poissons commencent à disparaître, ou montrent des signes de stress biologique tels que la mortalité chez les jeunes et la baisse de densité. À des niveaux de pH inférieurs à 5,1, on observe même la disparition de l'omble de fontaine (ou truite) dans des lacs de la région de Charlevoix.

L'effet de l'acidité est nettement perceptible non seulement chez les poissons, mais aussi sur les plantes aquatiques et les organismes benthiques (insectes, pélécypodes, gastéropodes). En effet, leur diversité diminue avec l'augmentation de l'acidité des lacs comme le démontre une étude faite dans Charlevoix: on inventorie 11 espèces de plantes aquatiques dans un lac à pH 6,7 alors que dans un lac dont le pH est inférieur à 5, on dénombre seulement 3 espèces. De même, on ne retrouve que 16 à 17 genres d'organismes benthiques (principale source de nourriture pour les poissons) dans les lacs de pH inférieur ou égal à 5 comparativement à 29, dans le lac le moins acide (pH 6,7).

Les coûts de la pollution

En additionnant le coût de l'ensemble des dommages causés à l'environnement aux dépenses faites pour le protéger, on obtient le coût total de la pollution. Au Québec, il y a très peu de données économiques disponibles sur les dommages causés à l'environnement par la pollution; seules quelques estimations partielles sont connues: 114 millions de dollars pour la dégradation annuelle des sols agricoles et forestiers, et 111 millions de dollars en pertes économiques dues aux précipitations acides (107 millions pour le dépérissement des forêts et 4 millions pour la diminution de la pêche récréative). En se basant sur des méthodes de calcul utilisées pour évaluer les dommages dans d'autres pays, on estime que les pertes économiques pour le Québec se situent entre 1,7 et 3,5 milliards de dollars par année.

Par ailleurs, en 1986-87, les dépenses publiques effectuées, par les gouvernements fédéral et provincial et par les municipalités, pour la protection de l'environnement atteignent 1,4 milliard de dollars soit le double de celles de 1980-81. À cela s'ajoutent les dépenses des entreprises qui ont investi près d'un milliard de dollars depuis 10 ans. Ces informations partielles ne permettant pas de faire la somme totale des dépenses annuelles faites au Québec pour la protection de l'environnement, on doit donc procéder à une évaluation globale à partir des méthodes de calcul utilisées dans d'autres pays. Compte tenu que les pays industrialisés consacrent entre 1,2% et 1,8% de leur produit intérieur brut (PIB) à la protection de l'environnement, et en appliquant un taux de 1,5% aux données du PIB québécois de 1985, on obtient une estimation de 1,5 milliard de dollars. Globalement, la pollution coûterait donc au Québec entre 3,2 et 5,0 milliards de dollars par année, soit environ 600 $ par personne par année.

Définitions

Azote ammoniacal (NH_4)

Azote qui favorise l'eutrophisation de l'eau et qui nuit aux poissons. La teneur en azote ammoniacal dans l'eau ne doit pas dépasser certaines limites: 0,02 mg/l, pour protéger la vie piscicole et 0,5 mg/l, pour assurer la qualité de l'eau potable.

Composés organiques

Composés tels que les BPC et les HAP, dont la structure principale contient du carbone d'origine synthétique.

Conductivité

Mesure de l'aptitude de l'eau à conduire l'électricité, qui s'exprime en microsiemens par centimètre. Elle donne une bonne indication de la quantité des minéraux dissous dans l'eau.

Dépôts humides

Substances qui sont dissoutes dans l'eau ou qui accompagnent les précipitations, qu'elles soient sous forme de pluie, de neige, de grêle ou même de brouillard.

Dureté

Concentration de carbonate de calcium ($CaCO_3$). Pour la plupart des utilisations, il est souhaitable d'avoir de l'eau dont la dureté est inférieure à 120 mg/l. La dureté idéale se situe entre 80 et 100 mg/l.

Échelle de pH

Échelle qui mesure la valeur d'acidité ou d'alcalinité. Elle est graduée de 0 à 14. Le point de neutralité est défini au milieu de l'échelle, au pH de 7. Plus l'acidité est grande, plus le pH est petit; plus l'alcalinité est grande, plus le pH est grand.

Matières en suspension

Quantité de matières solides transportées par l'eau d'une rivière.

Nitrites, nitrates (NO_2, NO_3)

Éléments nutritifs pour les végétaux mais nuisibles pour les animaux et les humains. La présence de nitrites dans les sources d'alimentation en eau potable a été limitée à 1 mg/l.

Phosphore (P)

Élément nutritif essentiel aux végétaux. Les concentrations de phosphore supérieures à 0,1 mg/l peuvent être nuisibles parce qu'elles favorisent la formation de boues et la croissance d'algues.

Radioactivité bêta globale

Radioactivité dans l'air de surface qui se mesure sur un filtre (sans identifier les divers radionucléides) et dont l'unité de mesure se lit en millibecquerel par mètre cube (mBq/m^3). La radioactivité dans les précipitations se mesure à l'aide d'un collecteur de précipitations qui retient les dépôts humides et secs; l'unité de mesure se lit en becquerel par mètre carré (Bq/m^2).

Rayonnement radioactif total

Dose de rayonnement radioactif dont l'unité de mesure est le microsievert. Une dose de 10 microsieverts augmente le risque de cancer de un dix millionièmes, au cours de la vie d'une personne. La dose de rayonnement reçue par un individu, au cours des mois de mai et de juin 1986, est calculée en tenant compte des poussières radioactives atmosphériques, de la matière radioactive déposée sur le sol, de la présence de la radioactivité dans le lait et dans les autres denrées alimentaires.

Turbidité

Mesure des particules (limon, argile, matières organiques, plancton et organismes microscopiques) tenues en suspension par l'écoulement turbulent de l'eau.

Tableau VI.—Service des eaux:—Aqueducs et égouts.

Municipalités rurales et urbaines, groupées par comtés

MUNICIPALITÉS DE COMTÉS	Nombre d'aqueducs	Alimentés par				Distribution faite par			Pouvoir employé pour Pression ou refoulement					Nombre de familles desservies	Nombre de système de tuyaux d'égoûts
		Sources	Rivières	Lacs	Puits artésiens	Gravitation	Pression directe	Refoulement dans réservoir	Moulin à vent	Pompe à vapeur	Moteur électrique	Engin à gazoline	Autres		
Argenteuil	2	1		1		2	1							496	
Arthabaska	4	3				3		1						556	
Bagot	4	3	2		2	1		3	2	1		1		798	1
Beauce	10	10	2	1	1	6		4	4			3		849	1
Beauharnois	3		1	2			3			2	3			2,574	3
Bellechasse	9	13	1			5	1	3	2			2	1	201	
Berthier	8	4	6			5	2	4	1	2	1	1	1	882	
Brome	3	2	2		3	1								450	
Chambly	7	1	5	1		2	3	3	2	4	4			2,619	2
Champlain	18	8	4	3	2	11	1	4	2			2	1	1,099	3
Charlevoix, No 1	2	1	1	1		2								483	1
" No 2	3	2	1			1	2	1	1					600	
Châteauguay	3	1	2			1		2	2			2		433	1
Chicoutimi	9	2	2			3	1	1			1		1	2,182	3
Compton	7	5	1			4	1				1			664	3
Deux-Montagnes	5	6			1	3	1	1		1	1	1		667	1
Dorchester	7	6			1	5	1	2	2					177	
Drummond	2	1	1			1	2	2	2		1	1		740	1
Frontenac	10	14	1	1		9		2	1	1				772	4
Hochelaga	13		4				2	4		6	2	1		130,909	4
Huntingdon	1		1			1	1			1				350	1
Iberville	2	1	1			1	1			1				550	1
Jacques-Cartier	12	1	5	3		4	4	4	1	5	8	3		6,628	7
Joliette	8	14	1		1	3	1	4	2	1	2	1	3	2,172	1
Kamouraska	9	22		1		9								393	
Labelle	10	15	2	1		10							2	1,374	3
Lac-St-Jean, No 1	9	4	5	1		7	1		1					384	1
" No 2	10	1	3	1	1	4	1	1	2			1		773	
Laprairie	1		1				1	1		1	1			530	1
L'Assomption	9	10	2			4	3	2		1			1	695	2
Laval	4	3	2			1	2	2						982	3
Lévis	8	22	1		2	5	2	4	2	3	3	1		3,027	3
L'Islet	3	3			3	3	1	2	2	1				55	
Lotbinière	11	6	4		4	2	2	8	8	1	1	4		840	1
Maskinongé	10	12	1		1	6		1	1			1		1,238	1
Matane, No 1	1		1			1								18	
" No 2	4	3	1			3					1			532	2
Mégantic	6	2	1	2	1	2	1	2	1	1	1			810	1
Missisquoi	4	1	3	1		2	1	1		1	1	1		981	1
Montcalm	5	5	2			4		2	2	1		1		327	1
Montmagny	9	14	4			9	2	2	1	2				1,241	2
Montmorency, No 1	2	5				2								285	1
" No 2	1	2				1								36	
Nicolet	15	10	4		2	8	1	7	6	2	1	1		1,172	2
Ottawa	4		3	1			3	2		1	1	1	1	4,655	3
Pontiac	1		1					1	1			1		30	
Portneuf	27	28	3	2	1	20	3	7	2	1	2	4	1	2,349	
Québec	7	5	4	2		5								20,895	3
Richelieu	6	2	3			2		4		1	6			2,006	2
Richmond	5	8	1		1	3	2	4	2			1		945	3
Rimouski	8	7		5	6									402	1
Rouville	8	11	1	2	2	8	1	1			2			1,020	2
Saguenay	1	1		1		1								39	1
Shefford	6	8		1	1	6		1		1				726	1
Sherbrooke	3	4	2			2		1		1	1		2	2,107	3
Soulanges	3	5	1			2	1				1			175	
Stanstead	10	26	1			8	1	1			3	1		1,535	2
St-Hyacinthe	5		3				2	1	1	1	2	1		2,480	3
St-Jean	1		1				1			1				1,050	
St-Maurice	8	6	4	1	1	7	2	2		2	2	1	1	5,975	2
Témiscaming	1														
Témiscouata	4	7	1	1	1	4								2,023	1
Terrebonne	12	14	1	1		9	1	1	1	1	1	1		2,530	2
Vaudreuil	7	5				4								426	2
Verchères	5	1	2		1	1	1	3	2		1	1		336	2
Wolfe	8	11				6	2	3	1			2		374	2
Yamaska	8		6					6	5	4		2		880	1
Total	436	489	119	37	39	240	66	130	65	51	59	46	16	266,305	183

Source: Annuaire statistique, 1916, p. 347.

Tableau 1

Estimation des déchets solides produits, traités et à éliminer au cours d'une année, selon la catégorie,
Québec

Catégorie et source	Déchets produits		Déchets traités		Déchets à éliminer
			Récupération	Incinération	
	'000 t	%		'000 t	
Déchets municipaux (habitations, parcs et rues, commerces de quartier)	2 245.9	34.6	83.8	338.1	1 824.0
Déchets commerciaux et institutionnels (centres commerciaux, commerces de gros, réseaux de l'éducation et de la santé)	2 008.0	30.9	608.0	57.4	1 342.6
Déchets industriels (industries manufacturières)	1 347.2	20.7	147.2	-	1 200.0
Matériaux secs (débris de démolition et autres)	800.0	12.3	-	-	800.0
Boues d'épuration (stations d'épuration des eaux usées et fosses septiques)	100.0	1.5	-	-	100.0
Total	6 501.1	100.0	839.0	395.5	5 266.6

Source: Ministère de l'Environnement, Direction de la récupération et du recyclage

Tableau 2

Composition des déchets municipaux et commerciaux,
Québec, 1985

	Déchets municipaux	Déchets commerciaux
	%	
Papiers et carton	28.5	46.4
Verre	10.9	7.0
Métaux ferreux	5.6	3.7
Métaux non ferreux	1.1	1.8
Plastiques	10.3	8.1
Matières putrescibles	29.1	21.1
Bois	2.4	1.8
Autres	12.1	10.1
Total	100.0	100.0

Source: Roche Ltée, *Étude de la qualité et de la composition des déchets municipaux québécois et développement prévisionnel*, 1985.

Tableau 3

Lieux d'élimination des déchets solides et répartition du volume à traiter et de la population desservie selon le mode d'élimination, Québec, 1987 et 1989

Mode	Lieux d'élimination[1]		Déchets solides à traiter		Coût par tonne[4]	Population desservie[4]
	1987	1989				
	n		000 t	%	$	%
Incinération	3	3	565.0[3]	10.0	32.00	23
Enfouissement sanitaire[2]	70	92	4 102.1	72.4	10.00	70
Dépôts en tranchées	230	250	88.0	1.6	9.50	3
Dépotoir	64	0	107.0	1.9		4
Dépôts de matériaux secs[5]	33	33	800.0	14.1		
Total	409	378	5 662.1	100.0		100

1. Les chiffres de l'année 1987 donnent le nombre autorisé de lieux d'élimination en mars 1987, alors que les chiffres de 1989 donnent les prévisions. À ces lieux d'élimination pour les deux années s'ajoutent deux usines de traitement autorisées, mais non encore implantées, où les déchets seront recyclées par un procédé basé sur la technique de pointe. De plus, en 1987, il y a 11 dépôts de déchets en milieu nordique.
2. Incluant certains matériaux secs et les boues des stations d'épuration pouvant être ramassées à la pelle.
3. Les 565 000 tonnes de déchets incinérés incluent 395 000 tonnes qui disparaissent en fumée et 169 500 tonnes de cendres et de mâchefers résiduels qui devront être entreposées ou enfouies.
4. Calculs faits pour l'année 1986.
5. Clientèle commerciale et industrielle.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction de la récupération et du recyclage.

Tableau 4

Estimation des déchets dangereux produits et transportés au Québec, 1987

Type	Voyages[1]		Quantité
	n	%	t
Déchets organiques	8 657	70.2	105 715
Huiles usées, lubrifiants, produits pétroliers	3 650	29.6	49 275
Boues et liquides organiques[2]	2 398	19.5	21 580
Solvants halogénés	585	4.7	7 900
Solvants non halogénés	1 226	9.9	16 500
Eaux contaminées par des huiles	702	5.7	9 500
BPC[3]	96	0.8	960
Déchets inorganiques	3 668	29.8	39 690
Boues inorganiques[4]	1 900	15.4	28 500
Acides et bases	1 335	10.8	10 000
Cyanures	118	0.9	590
Déchets radioactifs	315	2.6	600
Total	12 325	100.0	145 405

1. Transports à destination du Québec, de l'Ontario et des États-Unis. Ces chiffres viennent de demandes de permis de circulation pour le transport de déchets dangereux produits au Québec seulement.
2. Polymères, déchets de revêtement, boues de peinture.
3. Liquides et matériels contaminés.
4. Brasques, catalyseurs, boues de traitement etc.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction de la récupération et du recyclage.

Tableau 5

Transports de déchets dangereux entre le Québec et les États-Unis, novembre 1986 à octobre 1987

Type de déchets	Exportations			Importations		
	Voyages[1]		Quantité	Voyages[1]		Quantité
	n	%	t	n	%	t
Déchets organiques	312	74,1	4 650	466	14,4	8 140
Huiles usées, produits pétroliers	17	4,0	250	3	0,1	60
Boues et liquides organiques[2]	100	23,8	1 500	208	6,4	5 000
Solvants chlorés	74	17,6	1 100	37	1,1	280
Solvants non chlorés	68	16,2	1 000	62	1,9	500
Huiles et eaux contaminées	53	12,6	800	156	4,8	2 300
Déchets inorganiques	109	25,9	1 550	2 766	85,6	43 300
Boues inorganiques[3]	74	17,6	1 100	2 543	78,7	39 500
Acides et bases	31	7,4	400	140	4,3	2 600
Cyanures	4	1,0	50	83	2,6	1 200
Total	421	100,0	6 200	3 232	100,0	51 400

1. Données tirées des demandes de numéros de circulation.
2. Polymères, déchets de revêtement, etc.
3. Brasques, catalyseurs, boues de traitement, etc.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction de la récupération et du recyclage.

Tableau 6

Stocks de BPC selon l'utilisation, par province, Canada, 1985

Province	Utilisation			Total	Part relative
	Électricité	Mécanique	Stockage[1] à éliminer		
	t				%
Terre-Neuve	322,9	0	43,6	366,5	1,5
Nouvelle-Écosse	372,3	0	49,8	422,1	1,7
Île-du-Prince-Édouard	14,1	0	0,8	14,9	0,1
Nouveau-Brunswick	392,7	0	21,3	414,0	1,7
Québec	4 781,7	0	233,3	5 015,0	20,6
Ontario	8 680,1	8,8	880,6	9 569,5	39,5
Manitoba	451,5	0	17,3	468,8	1,9
Saskatchewan	596,1	0	21,5	617,6	2,5
Alberta	607,1	0	5 011,7	5 618,8	23,1
Colombie-Britannique et Yukon	1 462,2	9,8	224,3	1 696,3	7,0
Territoires du Nord-Ouest	101,0	0	5,8	106,8	0,4
Total	17 781,7	18,6	6 510,0	24 310,3	100,0

1. Comprend le stockage commercial et sur place.

Source: Conseil canadien des ministres des Ressources et de l'Environnement, 1986.

Tableau 7

Superficie des milieux naturels officiellement protégés à des fins de conservation selon l'ordre de gouvernement dont ils relèvent, Québec, février 1988

Ordre de gouvernement et statut	Milieux		Superficie
	n	Identification	km²
Federal			**1 367,4**
Parc national	3	Forillon, Mauricie et Archipel de Mingan	879,0
Réserve nationale de la faune	8		48,4
Refuges d'oiseaux migrateurs	33		440,0
Provincial			**4 169,2**
Parc de conservation	10	Île Bonaventure et Rocher Percé, Gaspésie, Miguasha, Bic, Saguenay, Pointe-Taillon, Grands Jardins, Jacques Cartier, Aiguebelle, Mont Saint-Bruno	2 445,6
Parc de récréation	6	Frontenac, Mont-Orford, Yamaska, Îles-de-Boucherville, Mont Tremblant, Paul Sauvé (projet)	1 503,1
Parc de type régional	2	Chutes Montmorency et chute de la rivière Chaudière	0,8
Réserve écologique[1]	18	Pointe-Heath, Manche-d'Epée etc.	90,8
Arrondissement naturel[2]	3	Île Bonaventure et Rocher Percé	–
Centre éducatif forestier	9	Archipel de Mingan, Bois-de-Saraguay Duchesnay, Parke, Les Palissades, Baie-des-Chaleurs etc.	128,9
Paragouvernemental			**434,0**
	1	Parc de la Gatineau	357,0
	1	Parc du Mont-Sainte-Anne	77,0
Municipal			**9,5**
Parc régional urbain	7	Parcs de la C.U.M.	9,5
Privé			**38,1**
Réserve de la Biosphère	1	Mont Saint-Hilaire	11,0
Réserve naturelle	1	Arboretum Morgan	2,1
Sites privés	12	Îles et groupes d'îles du Saint-Laurent	25,0
Total des superficies protégées			**6 018,2**

1. Incluant l'île Brion acquise en vue d'en faire une réserve écologique; à ces réserves s'ajoutent 41 sites (760km²) que l'état de projet de réserve écologique protège temporairement.
2. Les trois arrondissements naturels jouissent d'un autre statut; leur superficie est donc déjà comptabilisée.

Source: Ministère de l'Environnement, *Les milieux naturels protégés au Québec*.

Tableau 8

Évolution des ventes d'engrais chimiques par région agricole, Québec, 1975-76 à 1986-87

Région agricole	1975-76[1]	1978-79	1981-82	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
				t			
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	27 307	24 452	21 157	23 235	19 354	19 694	23 593
Québec	38 717	41 822	33 715	40 912	36 804	37 376	34 469
Beauce-Appalaches	27 896	26 625	22 829	24 714	22 459	22 136	24 170
Bois-Francs	46 125	53 420	55 987	65 244	68 751	73 198	70 253
Estrie	37 077	35 140	34 157	37 539	40 717	39 923	40 123
Richelieu—Saint-Hyacinthe	70 207	97 692	120 044	117 178	124 343	128 922	126 956
Sud-Ouest-de-Montréal	49 719	58 158	68 309	77 588	92 549	95 877	95 738
Outaouais	8 954	7 744	6 175	6 494	8 210	9 571	8 274
Abitibi-Témiscamingue	3 676	4 519	4 359	2 530	6 066	5 968	6 876
Nord-de-Montréal	39 821	49 760	46 054	53 133	54 158	61 989	62 791
Mauricie	11 048	10 638	10 172	12 351	12 695	12 580	13 718
Saguenay—Lac-Saint-Jean—Côte-Nord	12 946	11 720	10 404	12 182	12 601	12 385	14 103
Total	373 493	421 690	433 362	473 100	498 707	519 619	521 064

1. L'année s'étend du 1er juillet au 30 juin.

Sources: Association des fabricants d'engrais du Québec.
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Direction de la Planification.

Tableau 9

Estimation des matières en suspension et du phosphore provenant des bassins versants des rivières Bayonne, Coaticook et Ouareau, selon la source des polluants, Québec, 1985

Polluants et sources	Bayonne		Coaticook		Ouareau	
	t/an	%	t/an	%	t/an	%
Matières en suspension	6 736.0	100.0	5 473.0	100.0	6 989.0	100.0
Urbaines et industrielles	36.0	0.5	218.0	4.0	609.0	9.0
Érosion agricole	6 700.0	99.5	5 255.0	96.0	6 380.0	91.0
Phosphore total	12.0	100.0	19.8	100.0	21.1	100.0
Urbaines et industrielles	1.3	10.8	12.3	62.1	11.6	55.0
Érosion agricole	10.7	89.2	7.5	37.9	9.5	45.0

Source: Ministère de l'Environnement, *L'environnement au Québec. Un premier bilan, Document technique.*

Tableau 10

Paramètres indicateurs de la qualité de l'eau à l'embouchure de 30 cours d'eau, Québec, 1979-1985

Nom du bassin	Couleur vraie	Conductivité	Dureté	Turbidité	pH	Température[2]
	Hazen[1]	µS/cm	mg/l	UTN	unité	°C
Rive sud du Saint-Laurent						
Rivière Matapédia	8.0	161.4	76.6	2.7	7.8	6.4
Rivière du Loup	57.6	96.8	31.1	13.7	7.2	9.0
Rivière du Sud	32.6	98.5	32.7	8.4	7.3	8.7
Rivière Etchemin	31.9	122.2	43.9	7.4	7.5	8.1
Rivière Chaudière	38.0	115.5	42.1	6.6	7.4	8.3
Rivière Bécancour	33.0	175.0	65.4	10.2	7.7	10.0
Rivière Nicolet	25.3	215.1	81.5	10.7	7.9	10.9
Rivière Saint François	35.1	156.5	55.6	11.2	7.6	11.4
Rivière Yamaska	37.8	321.4	107.7	27.6	7.8	10.7
Rivière Richelieu	15.0	180.2	66.5	10.2	7.7	11.9
Rivière Châteauguay	25.9	268.3	109.2	8.7	7.7	10.8
Rive nord du Saint-Laurent						
Rivière des Outaouais	25.2	85.1	32.5	4.5	7.1	9.9
Rivière Gatineau	23.9	51.2	19.3	2.5	7.0	9.6
Rivière Rouge	21.7	52.5	17.8	3.0	7.0	10.6
Rivière du Nord	24.5	169.5	40.7	6.6	7.3	10.4
Rivière Rigaud	57.9	397.8	158.3	41.7	8.1	8.3
Rivière L'Assomption	27.6	136.2	40.8	16.0	7.2	9.7
Rivière Bayonne	38.5	242.0	61.6	28.2	7.4	10.1
Rivière Maskinongé	28.2	73.0	20.0	13.3	7.0	9.9
Rivière Saint Maurice	29.5	35.0	9.9	2.4	6.5	9.6
Rivière Batiscan	23.6	38.4	11.3	4.5	6.7	9.4
Rivière Jacques Cartier	22.3	47.4	14.9	2.5	6.9	8.1
Rivière Saint Charles	30.8	325.7	73.4	9.1	7.5	8.2
Rivière du Gouffre	18.3	78.1	23.6	3.1	7.2	7.0
Rivière Malbaie	45.6	85.6	19.2	7.7	6.7	7.8
Rivière Saguenay	32.6	36.2	11.6	2.4	6.8	8.5
Rivière Ticouapé	77.1	131.4	38.1	32.9	7.2	8.0
Rivière Mistassini	43.5	27.4	10.8	1.8	6.8	8.0
Rivière Moisie	25.4	57.0	12.6	2.4	6.7	7.3
Rivière Harricana	78.7	78.5	27.5	9.5	6.6	8.9

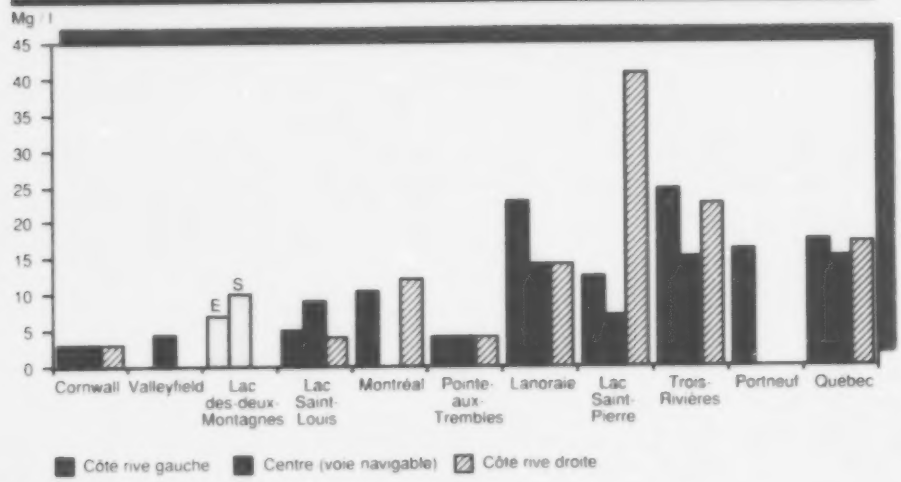
1. Unité de coloration, échelle de 0 (absence de couleur) à 100 (couleur du thé moyen). La couleur vraie mesure les composés colorants dissous dans l'eau.
2. Plus la température est élevée, plus le milieu est propice à la prolifération excessive d'algues et de plantes aquatiques.
3. Les teneurs maximales en plomb et en zinc ont été fixées à 30 µg/l pour assurer la protection de la vie aquatique.
4. Les limites de concentration de cadmium sont fixées à 5 µg/l pour la qualité de l'eau potable et à 0,2 µg/l pour la protection de la vie aquatique.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction de la qualité du milieu aquatique.

Nom du bassin	Composés organiques	Matières en suspension	Phosphore	Nitrites et nitrates	Azote ammoniacal	Plomb[2]	Zinc[3]	Cadmium[4]
	mg/l					µg/l		
Rive sud du Saint-Laurent								
Rivière Matapédia	7.6	8.8	0.021	0.18	0.02	17.9	21.6	0.74
Rivière du Loup	24.4	19.8	0.072	0.11	0.03	48.1	22.1	1.05
Rivière du Sud	11.8	11.0	0.061	0.42	0.15	6.4	61.7	0.71
Rivière Etchemin	11.6	18.2	0.107	0.60	0.19	8.9	8.5	0.72
Rivière Chaudière	14.2	15.8	0.086	0.37	0.21	9.2	10.3	0.66
Rivière Bécancour	12.1	33.1	0.077	0.34	0.10	11.0	35.8	0.79
Rivière Nicolet	12.1	50.0	0.091	0.51	0.12	48.4	94.5	0.71
Rivière Saint François	14.3	50.6	0.094	0.24	0.05	9.8	32.5	0.89
Rivière Yamaska	13.5	27.3	0.221	1.05	0.31	11.2	17.4	0.67
Rivière Richelieu	9.2	19.0	0.058	0.35	0.06	6.9	16.6	0.70
Rivière Châteauguay	13.6	14.5	0.133	0.55	0.10	75.4	21.0	1.00
Rive nord du Saint-Laurent								
Rivière des Outaouais	12.4	6.7	0.038	0.20	0.08	27.9	9.2	0.73
Rivière Gatineau	9.9	3.8	0.025	0.11	0.03	14.6	22.6	0.71
Rivière Rouge	9.1	16.5	0.037	0.15	0.04	14.1	10.5	0.70
Rivière du Nord	10.1	10.9	0.075	0.34	0.09	8.0	20.6	0.65
Rivière Rigaud	15.6	45.7	0.165	0.61	0.14	23.9	14.4	0.69
Rivière L'Assomption	10.8	25.2	0.123	0.45	0.17	9.0	27.2	0.77
Rivière Bayonne	13.8	47.6	0.235	1.08	0.45	12.1	17.0	0.67
Rivière Maskinongé	10.5	25.9	0.103	0.17	0.09	9.7	11.6	0.69
Rivière Saint Maurice	13.1	6.8	0.036	0.07	0.02	6.1	22.4	0.69
Rivière Batiscan	8.7	12.1	0.039	0.16	0.05	27.1	18.6	0.96
Rivière Jacques Cartier	8.8	5.6	0.034	0.30	0.03	8.2	12.5	0.70
Rivière Saint Charles	9.9	22.4	0.110	0.43	0.19	15.0	15.2	0.69
Rivière du Gouffre	7.9	6.0	0.062	0.17	0.04	10.1	16.8	0.62
Rivière Malbaie	50.7	15.3	0.065	0.07	0.02	15.7	29.4	0.76
Rivière Saguenay	10.9	3.5	0.028	0.10	0.03	26.9	10.3	0.74
Rivière Ticouape	15.7	42.4	0.155	0.23	0.17	13.2	7.9	0.66
Rivière Mistassini	11.7	3.1	0.025	0.07	0.03	37.9	19.8	0.72
Rivière Moisie	9.3	5.7	0.031	0.11	0.04	15.5	27.0	1.00
Rivière Harricana	18.1	9.4	0.051	0.21	0.07	11.8	173.3	0.84

Figure 1

Variations de la présence de matières solides en suspension dans le Saint-Laurent, de part et d'autre de la voie navigable, divers endroits, période 1977-1981



E entrée
S sortie

Source: Environnement Canada, *Qualité des eaux du fleuve Saint Laurent de Cornwall à Québec (1977-1981)*.

Tableau 11

Usines d'épuration des eaux et population desservie, par région administrative, Québec, avril 1988

Région administrative	Situation avant 1980		Réalisation du PAE[1] (1980-1988)		Situation en 1988	
	Usines	Population desservie	Usines	Population desservie	Usines	Population desservie
	n					
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	17	12 728	16	66 988	33	79 716
Saguenay—Lac-Saint-Jean	13	7 883	23	143 583	36	151 466
Québec	18	11 680	44	103 771	62	115 451
Trois-Rivières	9	5 785	10	66 351	19	72 136
Estrie	4	2 766	44	120 831	48	123 597
Montréal	20	22 608	51	1 046 811	71	1 069 419
Outaouais	4	4 340	6	170 380	10	174 720
Abitibi-Témiscamingue	4	1 280	5	27 885	9	29 165
Côte-Nord	4	5 930			4	5 930
Nouveau-Québec	1	4 300			1	4 300
Total	**94**	**79 300**	**199**	**1 746 600**	**293**	**1 825 900**

1. Programme d'assainissement des eaux en vigueur depuis 1980.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction générale de l'assainissement des eaux.

Tableau 12

Investissements relatifs aux travaux d'assainissement des eaux usées, volet urbain, par région administrative, Québec, 1978-1993

Région administrative	Investissements antérieurs à avril 1987	Investissements prévus				Total	Montants engagés[1] au 1er avril 1988
		1987	1988	1989	1990-1993		
	'000 000 $						
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	64.8	11.8	19.6	22.4	72.1	190.7	105.0
Saguenay—Lac-Saint-Jean	148.6	15.3	19.8	14.8	63.2	261.7	199.6
Québec	312.5	45.8	104.8	174.5	479.2	1 116.8	669.0
Trois-Rivières	77.7	32.0	51.2	49.8	143.9	354.6	246.8
Estrie	95.7	13.9	19.5	41.3	92.4	262.8	161.6
Montréal	1 529.8	219.7	275.8	326.8	1 163.9	3 516.0	2 713.1
Outaouais	177.5	1.9	4.5	7.1	26.7	217.6	193.9
Abitibi-Témiscamingue	30.3	5.6	6.7	10.9	54.8	109.3	44.6
Côte-Nord	1.6	0.8	1.5	9.7	99.9	112.7	31.9
Nouveau-Québec	0.1		0.1	5.7	21.8	27.6	0.1
Total	2 438.6	346.8	503.5	663.0	2 217.9	6 169.8	4 365.6

1. Par des ententes conclues à cette date.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction générale de l'assainissement des eaux.

Tableau 13

Systèmes de distribution d'eau soumis aux contrôles bactériologiques et physico-chimiques par région, Québec, octobre 1987

Région	Municipalité[2]		Institution[3]		Privé[4]		Total	
	Systèmes[1]	Population desservie	Systèmes	Population desservie	Systèmes	Population desservie	Systèmes	Population desservie
	n							
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	126	219 968	74	7 400	27	3 638	227	231 006
Saguenay—Lac-Saint-Jean	70	273 553	2	57	17	1 708	89	275 318
Québec	181	802 251	65	16 459	57	12 470	303	831 180
Mauricie—Bois-Francs	130	368 787	25	2 500	38	5 207	193	376 494
Estrie	77	279 306	42	11 933	45	7 559	164	298 798
Montréal-Lanaudière	90	1 905 501	13	2 645	41	6 847	144	1 914 993
Laval-Laurentides	99	580 146	15	5 147	74	17 039	188	602 332
Montérégie	126	861 897	38	7 266	7	3 587	171	872 750
Outaouais	35	210 000	13	1 300	6	300	54	211 600
Abitibi-Témiscamingue	40	106 242	57	4 717	0	0	97	110 959
Côte-Nord	39	92 249	13	1 696	17	2 401	69	96 346
Nouveau-Québec	22	13 956	0	0	0	0	22	13 956
Total	1 035	5 713 856	357	61 120	329	60 756	1 721	5 835 732

1. Nombre de systèmes de distribution d'eau devant être soumis aux contrôles durant le mois d'octobre 1987.
2. Les propriétaires sont les municipalités.
3. Les institutions et quelques entreprises possèdent leur propre système d'alimentation.
4. Réseaux communautaires, propriétés d'individus, de coopératives ou de corporations.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction des eaux souterraines et de consommation.

Tableau 14

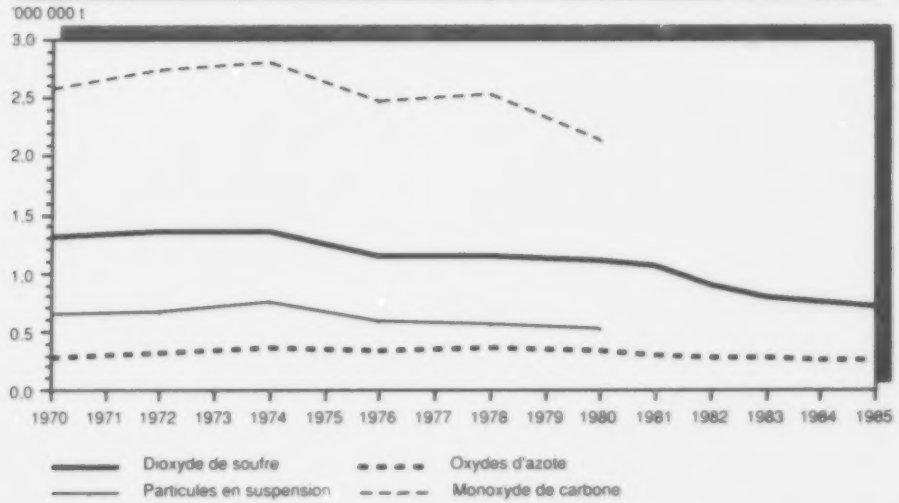
Émissions dans l'atmosphère des principaux contaminants selon la source, Québec, 1980

Contaminant	Sources					
	Industries	Combustion	Transport	Incinération	Divers	Total
	t					
Particules	322 225	60 850	20 846	6 765	45 844	456 530
Dioxyde de soufre (SO_2)	750 209	288 602	58 239	861	-	1 097 911
Monoxyde de carbone (CO)	148 665	180 992	1 513 455	73 155	214 758	2 131 025
Dioxyde d'azote (NO_2)	11 499	68 867	205 341	1 391	3 689	290 787
Hydrocarbures (HC)	70 168	4 587	163 914	5 840	100 150	344 659
Total	1 302 766	603 898	1 961 795	88 012	364 441	4 320 912

Source: Environnement Canada, 1986

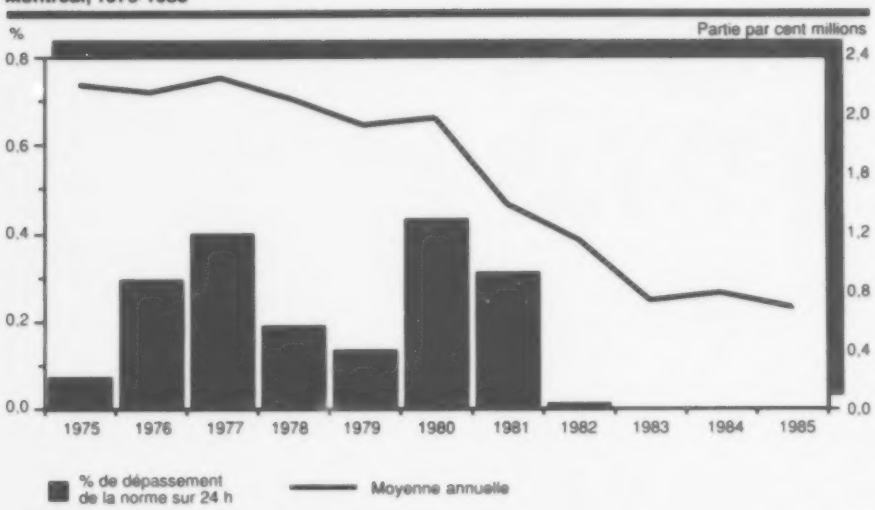
Figure 2

Émission de contaminants, Québec, 1970-1985



Source: Ministère de l'Environnement, Direction de l'assainissement de l'air.

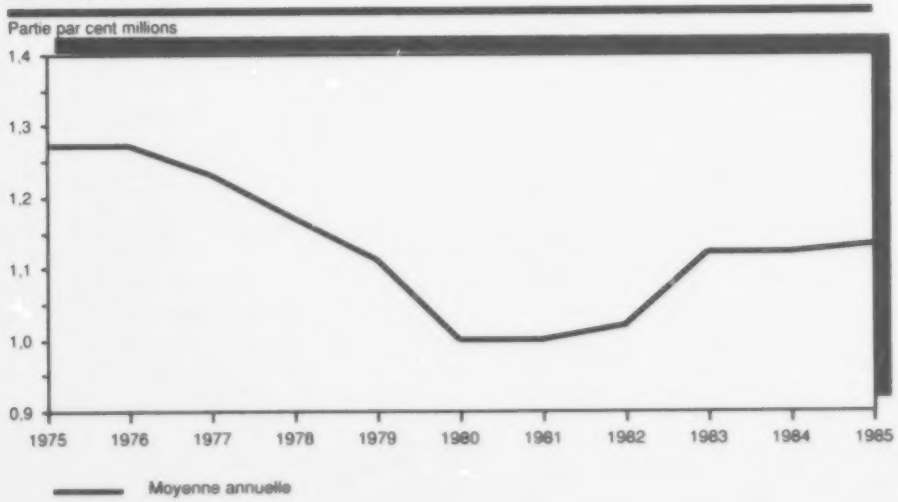
Figure 3
Émission de dioxyde de soufre[1], Montréal, 1975-1985



1. Moyenne de six postes d'observation.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction de l'assainissement de l'air.

Figure 4
Émission de dioxyde d'azote[1], Montréal, 1975-1985



1. Moyenne de neuf postes d'échantillonnage.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction de l'assainissement de l'air.

Tableau 15

Émission de dioxyde de soufre (SO_2) selon la source et le mode d'émission, Québec, 1985

Source	Dioxyde de soufre (SO_2)		
	Procede	Combustion	Total
	t		
Industries	565 245	68 392	633 637
Usines de pâtes et papiers	17 703	19 009	36 712
Raffineries de pétrole	6 485	8 310	14 795
Usines d'extraction de cuivre	477 790	2 994	480 784
Usines d'extraction de zinc	5 080	307	5 395
Alumineries	18 958	598	19 556
Sidérurgies	6 720	139	6 859
Usines de bouletage de minerai de fer		10 986	10 986
Usines de ferro-alliages	2 510	11	2 521
Usines d'abrasifs	4 443	4	4 447
Industries chimiques	4 548	4 169	8 717
Cimenteries	14 303	4 228	18 531
Mines et moulins d'amiante		1 798	1 798
Usines de produits réfractaires		30	30
Usines de chaux	358	134	492
Industries non classées	6 339	15 105	21 444
Divers		84	84
Incinérateurs		486	486
Combustion dans les installations fixes non industrielles		30 358	30 358
Agriculture		1 798	1 798
Domestique		18 350	18 350
Administration publique		947	947
Commerces et institutions		9 239	9 239
Autres		24	24
Transports		32 317	32 317
Moteurs diesel		5 345	5 345
Moteurs à essence		1 622	1 622
Navigation		23 808	23 808
Chemin de fer		1 200	1 200
Aviation		309	309
Autres véhicules (essence)		33	33
Total	565 245	131 067	696 312

Source: Ministère de l'Environnement, Direction de l'assainissement de l'air.

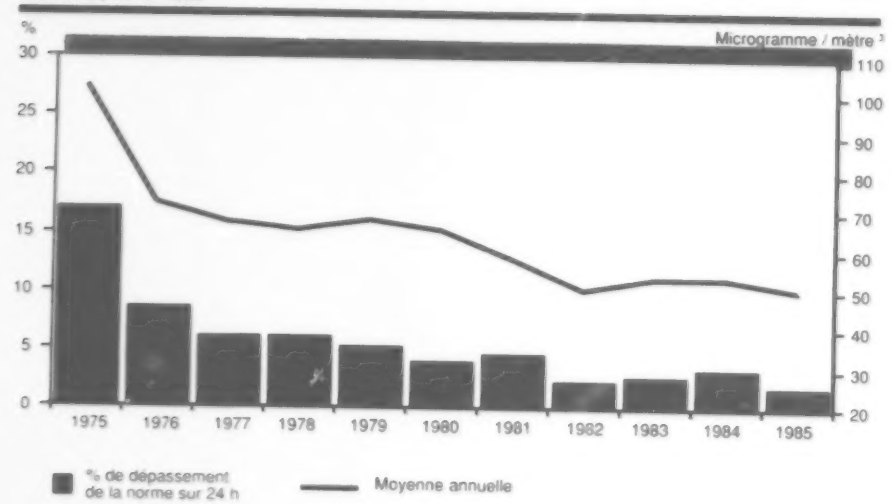
Tableau 16

Émission d'oxydes d'azote (NO_x) selon la source et le mode d'émission, Québec, 1985

Source	Oxydes d'azote (NO_x)		
	Procédé	Combustion	Total
		t	
Industries	18 913	18 675	37 588
Usines de pâtes et papiers	3 768	4 558	8 326
Raffineries de pétrole	360	4 431	4 791
Usines d'extraction de cuivre	..	348	348
Usines d'extraction de zinc	..	76	76
Alumineries	372	181	553
Sidérurgies	77	64	141
Usines de bouletage de minerai de fer	..	1 451	1 451
Usines de ferro-alliages	245	6	251
Usines d'abrasifs	264	1	265
Industries chimiques	1 170	623	1 793
Cimenteries	3 935	1 120	5 055
Mines et moulins d'amiante	..	277	277
Usines de produits réfractaires	..	14	14
Usines de chaux	354	102	456
Industries non classées	8 368	241	8 609
Divers	..	4 160	4 160
Incinérateurs	..	1 022	1 022
Combustion dans les installations fixes non industrielles	..	11 279	11 279
Agriculture	..	325	325
Domestique	..	6 562	6 562
Administration publique	..	332	332
Commerces et institutions	..	4 058	4 058
Autres	..	2	2
Transports	..	192 768	192 768
Moteurs diesel	..	56 649	56 649
Moteurs à essence	..	102 061	102 061
Aviation	..	6 050	6 050
Chemin de fer	..	17 904	17 904
Navigation	..	8 628	8 628
Autres véhicules (essence)	..	1 476	1 476
Total	18 913	222 722	241 635

Source: Ministère de l'Environnement, Direction de l'assainissement de l'air

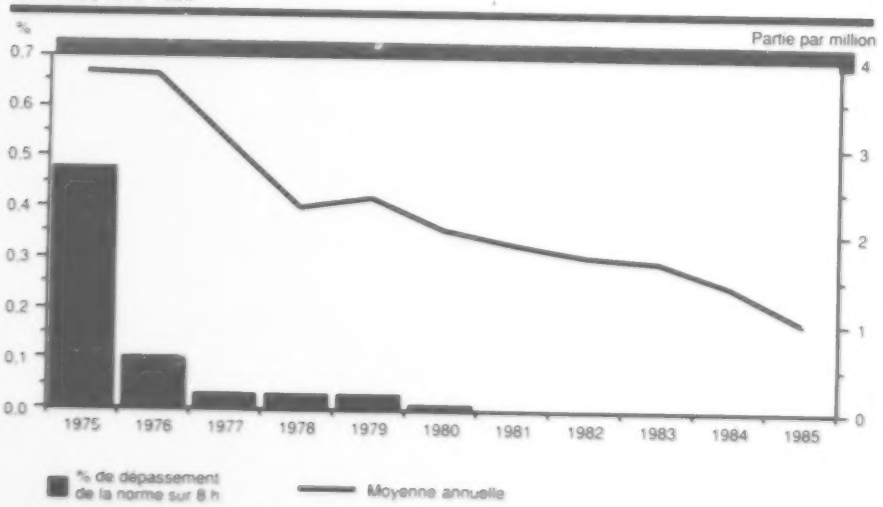
Figure 5
Émission de particules en suspension[1], Montréal, 1975-1985



1. Moyenne de quinze postes d'observation.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction de l'assainissement de l'air.

Figure 6
Émission de monoxyde de carbone[1], Montréal, 1975-1985



1. Moyenne de six postes d'échantillonnage.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction de l'assainissement de l'air.

Tableau 17

Évolution de la concentration annuelle moyenne[1] des particules en suspension dans l'air, de diverses agglomérations urbaines, Québec, 1976-1986

	1976	1978	1980	1982	1984	1986
			$\mu g/m^3$			
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie						
Murdochville	..	..	32	29	25	24
Nombre de postes[2]	..	..	2	2	2	2
Saguenay—Lac-Saint-Jean						
Chicoutimi et Jonquière	39	53	48	42	49	36
Nombre de postes	4	5	5	5	3	2
La Baie	..	..	..	47	56	44
Nombre de postes	..	..	..	4	4	4
Québec						
Québec	68	63	60	49	52	42
Nombre de postes	5	5	6	7	9	9
Thetford-Mines et Black Lake	49	54	38	30	32	32
Nombre de postes	4	4	4	5	5	3
Trois-Rivières						
Bécancour	..	..	..	..	32	27
Nombre de postes	..	..	..	..	2	2
Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine	68	93	69	63	60	46
Nombre de postes	1	1	2	2	2	2
Shawinigan	73	89	77	63	59	42
Nombre de postes	3	4	4	4	4	2
Estrie						
Asbestos	..	63	52	34	33	31
Nombre de postes	..	2	2	2	2	1
Sherbrooke	43	43	54	45	45	39
Nombre de postes	2	2	2	2	2	1
Montréal						
Beauharnois	101	55	52	55	57	..
Nombre de postes	1	1	1	1	1	..
Montréal	72	61	63	55	53	45
Nombre de postes	18	22	23	25	25	25
Sorel et Tracy	82	76	76	59	54	40
Nombre de postes	3	3	3	3	3	3
Abitibi-Témiscamingue						
Rouyn	..	31	34	31	35	45
Nombre de postes	..	1	1	1	1	1
Côte-Nord						
Baie-Comeau	..	35	30	19	23	..
Nombre de postes	..	1	1	1	1	..
Sept-Îles	50	46	33	25	34	29
Nombre de postes	1	1	1	1	1	1

1. Ces données sont à considérer dans une perspective évolutive seulement, la comparaison entre les agglomérations étant difficile à cause de l'absence d'homogénéité du nombre et de la représentativité des postes qui y sont exploités. Les moyennes annuelles sont des moyennes géométriques. La norme annuelle est de 70 µg par mètre cube.
2. Nombre de postes d'échantillonnage dont les relevés ont servi à calculer la moyenne annuelle.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction de l'assainissement de l'air.

Tableau 18

Acidité des précipitations en fonction de la valeur du pH et des dépôts humides de sulfate (SO_4), par région administrative, dans un site d'échantillonnage donné, Québec, 1982-1986

Région administrative	Site	1982	1983	1984	1985	1986	Moyenne 1982-1986
Selon la valeur du pH							
01	Notre-Dame du Lac	4.44	4.67	4.48	4.43	4.56	4.52
02	Hemon	4.49	4.53	4.49	4.47	4.53	4.50
03	Foret Montmorency	4.32[2]	4.50	4.30	4.34	4.50	4.39
04	Grande Anse		4.46	4.34	4.36	4.46	4.41[3]
05	Mont Megantic	4.30	4.36	4.36	4.38	4.33	4.34
06	Saint Hyppolyte	4.26	4.43	4.26	4.36	4.25	4.31
07	Wright/Le Domaine[1]	4.29	4.36	4.35	4.26	4.30	4.31
08	Mont Brun	4.22	4.32	4.30	4.34	4.36	4.31
09	Fermont	4.78	4.81	4.78	4.80	4.88	4.81
Selon les depots de sulfate (kg/ha/an)							
01	Notre-Dame du Lac	18.0	18.6	15.1	16.2	14.9	16.7
02	Hemon	19.3	19.2	17.4	19.3	12.6	17.7
03	Foret Montmorency	29.5[2]	27.8	27.5	29.1	24.5	27.6
04	Grande Anse		20.9	20.0	19.3	16.2	19.1[3]
05	Mont Megantic	42.6	30.6	28.0	29.5	39.5	34.7
06	Saint Hyppolyte	26.9	35.1	27.5	20.8	36.8	30.1
07	Wright/Le Domaine	19.0	24.7	22.8	20.7	22.5	22.2
08	Mont Brun	28.2	26.0	26.6	22.6	24.9	25.7
09	Fermont	8.5	9.0	7.4	5.9	5.2	7.4

1. Données de la station Wright pour 1985 et 1986.
2. Données incomplètes pour la station Grande Anse en 1982.
3. Moyenne évaluée pour les années 1983 à 1986 inclusivement.

Source: Ministère de l'Environnement, Direction de la météorologie.

Tableau 19

Superficie[1] des érablières touchées par le dépérissement, par région administrative, Québec, 1985-1987

Région administrative	Niveaux de dépérissement								Total
	Sain ou peu touché 10% et moins		Léger 11% à 25%		Modéré 26% à 50%		Élevé 51% et plus		
	ha	%	ha	%	ha	%	ha	%	ha
Bas Saint Laurent—Gaspésie	90 136	80.6	17 580	15.7	3 367	3.0	744	0.7	111 827
Saguenay—Lac Saint Jean	6 125	62.7	3 575	36.6	69	0.7			9 769
Québec	130 752	39.8	172 197	52.4	22 981	7.0	2 473	0.8	328 403
Trois Rivières	49 890	34.3	88 893	61.2	5 823	4.0	745	0.5	145 351
Estrie	155 738	68.1	66 275	29.0	5 036	2.2	1 628	0.7	228 677
Montréal	272 603	41.7	370 112	56.6	10 713	1.6	841	0.1	654 269
Outaouais	322 939	55.4	254 209	43.6	5 495	0.9	131		582 774
Abitibi-Témiscamingue	30 306	52.1	27 538	47.3	338	0.6			58 182
Total	1 058 489	49.9	1 000 379	47.2	53 822	2.5	6 562	0.3	2 119 252

1. Calculée à partir de relevés aériens effectués dans les régions administratives du ministère de l'Énergie et des Ressources, en 1985 (régions 01, 03, 04, 05 et 06), en 1986 (régions 01, 03, 04, 06 et 07) et en 1987 (02, 03, 06, 07 et 08). Ces régions diffèrent légèrement des régions administratives habituellement utilisées.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources et Service canadien des forêts, *Insectes et maladies des arbres*, éditions 1985, 1986 et 1987. Compilation spéciale des trois inventaires aériens par le BSQ.

Tableau 20

Radioactivité bêta globale dans l'air de surface et dans les précipitations, et rayonnement radioactif, quelques villes du Canada, 1986

Station[2] d'échantillonnage	Radioactivité bêta globale					Rayonnement radioactif total
	Air de surface			Précipitations		
	Mai[1]	Juin	Moyenne annuelle	Deuxième trimestre	Total annuel	Mai et juin
	mBq/m³			Bq/m²		µSv
Vancouver	7.8	0.4	0.8	237	339	1.63
Edmonton	14.4	0.6	1.6	196	316	1.11
Calgary	9.3	0.4	1.1	84	151	0.27
Saskatoon	7.0	0.7	1.1	110	208	0.44
Regina	5.6	0.5	0.8	137	252	0.95
Winnipeg	9.9	0.7	1.4	145	249	0.52
Thunder Bay	7.8	1.7	1.3	86	220	0.27
Sault Sainte Marie	5.4	0.8	0.9	126	243	0.41
Windsor	4.8	0.9	0.9	157	269	0.26
Toronto	4.2	1.4	1.0	90	285	0.17
Ottawa	4.8	0.6	0.8	104	221	0.58
Montreal	5.2	1.9	0.9	209	346	0.47
Québec	5.7	0.7	0.8	254	394	0.87
Fredericton	6.8	0.7	0.9	128	235	0.36
Halifax	6.1	1.9	1.0	85	183	0.41
Saint-John's	3.6	0.5	0.5	201	344	0.28
Whitehorse	3.6	0.4	0.7	119	190	0.80
Yellowknife	4.1	0.9	0.8	131	206	0.85
Goose Bay	3.9	0.1	0.5	107	283	0.42
Moyenne nationale	5.6	0.9	0.9	111	203	0.58

1. L'accident de Tchernobyl eut lieu le 26 avril 1986 et fut connu dans le monde le 28. Cet accident est la cause de l'accroissement des retombées radioactives au Canada au cours du mois de mai.
2. Ces 19 stations font parties du réseau canadien de contrôle de l'air et des précipitations. Le réseau compte 28 stations situées dans des aéroports.

Sources: Santé et Bien-être social Canada, *La radioactivité ambiante au Canada 1986*.
Santé et Bien-être social Canada, Direction de l'hygiène du milieu (données sur les précipitations).

Tableau 21

Estimation, selon deux hypothèses, du coût annuel total de la pollution, Québec

Hypothèse	Dommages causés par la pollution	Dépenses pour la protection de l'environnement	Total
	'000 000 000 $		
La plus élevée	3.5	1.5	5.0
La moins élevée	1.7	1.5	3.2

Source: Ministère de l'Environnement, *L'environnement au Québec: Un premier bilan, Document technique*.

3

Population et ménages

La population du Québec dans l'ensemble nord-américain 297

Les événements démographiques 298

Les ménages et les familles 300

Définitions 302

3

Liste des tableaux

1. Population des principaux États et des principales provinces, régions métropolitaines et villes, États-Unis et Canada, 1986 303

2. Population selon la groupe d'âge, par région, Canada, 1986 303

3. Population, superficie, densité et phénomènes démographiques par région administrative et pour les sous-régions de Montréal, Québec, 1981 et 1986 304

4. Population, naissances, décès et mariages par municipalité régionale de comté et communauté urbaine et régionale, Québec, 1981 et 1986 306

5. Évolution de la population des régions métropolitaines de recensement, Québec, 1981-1986 308

6. Espérance de vie à la naissance, selon le sexe, Québec, 1950-1952 à 1986 308

7. Décès et taux brut de mortalité, Québec, 1951-1986 309

8. Décès selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1984-1986 309

9. Décès selon la cause et le sexe, Québec, 1984-1986 310

10. Naissances vivantes et taux brut de natalité, Québec, 1951-1986 311

11. Naissances vivantes selon l'état matrimonial et l'âge de la mère, Québec, 1984-1986 311

12. Naissances vivantes selon le rang de l'enfant, Québec, 1950-1986 312

13. Mariages et taux brut de nuptialité, Québec, 1951-1986 314

14. Mariages selon le groupe d'âge, le sexe et l'état matrimonial, Québec, 1986 314

15. Divorces, selon l'âge au moment du divorce et le sexe, Québec, 1984 et 1985 315

16. Migrations internationales, interprovinciales et interrégionales, par région administrative, Québec, 1985-86 315

17. Immigrants admis, selon le pays de naissance, Québec, 1985 et 1986 316

18. Immigrants, selon la connaissance du français et de l'anglais, Québec, 1981-1986 316

19. Population totale, ménages privés et familles de recensement, Québec, 1951-1986 317

20. Ménages, selon le genre, Québec, 1961-1986 317

21. Ménages, selon l'âge de la personne-repère, Québec, 1961-1986 318

22. Taux de personnes-repères dans les ménages, par groupe d'âge, Québec, 1961-1986 318

23. Ménages, selon le nombre de personnes qui les composent, Québec, 1961-1986 319

24. Familles dans les ménages privés, selon la structure et le nombre d'enfants, Québec, 1981 et 1986 319

25. Familles dans les ménages privés, selon le sexe et l'état matrimonial de la personne-repère, Québec, 1961-1986 320

26. Familles, selon l'âge et le sexe des époux ou des parents, Québec, 1986 321

27. Personnes habitant seules, selon le groupe d'âge, l'état matrimonial et le sexe, Québec, 1986 321

28. Population par âge et par sexe, selon la situation dans les ménages et les familles, Québec, 1986 322

Liste des figures

1. Population par région administrative, Québec, 1986 305

2. Répartition des naissances vivantes selon le rang, Québec, 1956, 1966, 1976 et 1986 313

3

Ce chapitre a été réalisé par Shirley Joe et Louis Duchesne, de la Direction des statistiques sur la population et les ménages du Bureau de la statistique du Québec.

Ce chapitre comporte d'abord une comparaison de la population du Québec avec celle des principaux États américains et des principales provinces canadiennes, régions métropolitaines et villes. Les événements démographiques (décès, naissances, mariages et migrations) sont ensuite analysés à partir de certaines variables. Enfin, une section présente les principales caractéristiques des ménages et des familles.

La population du Québec dans l'ensemble nord-américain

Avec ses 6 540 000 habitants, le Québec se classe en 1986 au 11e rang des provinces canadiennes et des États américains, précédant de peu la Caroline du Nord. L'Ontario se trouve au 9e rang, avec une population de 9 114 000 habitants. Au Québec, c'est la région de Montréal qui est la plus populeuse; avec 2 921 000 habitants, elle vient au 9e rang des régions métropolitaines les plus habitées en Amérique du Nord, alors que celle de Toronto se situe au 7e rang avec 3 345 000 habitants. Celle de New York est la plus peuplée, avec 8 473 000 habitants. Toujours pour ce qui est de la taille de la population, la ville même de Montréal occupe le 7e rang (1 015 000 habitants). San Diego, en Californie, a une population équivalente. Quant à la ville de Toronto, elle n'est pas parmi les 15 villes les plus peuplées au Canada et aux États-Unis, car elle ne compte que 612 000 habitants.

Le Québec s'étend sur un immense territoire, dont la plus grande partie est inhabitée. La superficie occupée, soit 40 000 kilomètres carrés, ou 2,5% de la surface totale (1 500 000 kilomètres carrés), correspond à peu près à celle des Pays-Bas.

Le Québec est divisé en régions administratives et en régions métropolitaines. Lors du recensement de 1986, la région administrative de Montréal compte 3 713 365 habitants, ce qui représente 57% de la population du Québec. Entre 1981 et 1986, sa croissance démographique est de 2,3%. Dans les sous-régions du Nord-de-Montréal, de Laval et du Sud-de-Montréal, on enregistre une augmentation sensible de la population (6,9%, 5,9% et 3,5%, respectivement), tandis que dans celle de l'Île-de-Montréal, on observe une légère baisse (0,4%). En 1971, cette région comptait 33% de la population du Québec; en 1986, elle n'en contient plus que 27%.

La région de Québec compte 1 047 397 habitants en 1986; depuis 1981, sa population a crû de 1,5%. La croissance démographique est de 5,1% dans la région de l'Outaouais, de 1,2% dans celle de Trois-Rivières, de 0,8% dans l'Estrie et de 0,2% en Abitibi-Témiscamingue. Deux régions voient leur population diminuer légèrement, soit celles du Saguenay—Lac-Saint-Jean (de 0,3%) et du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie (de 1,0%), tandis que deux autres, la Côte-Nord et le Nouveau-Québec, enregistrent une forte baisse (10,1% et 11,4%, respectivement). Cette dernière région s'étend sur plus de la moitié du territoire du Québec, mais ne contient que 15 567 habitants.

Le Québec comprend un très grand nombre de municipalités, mais la plupart sont très petites et comptent peu d'habitants. La plus grande proportion de la population, soit 63%, est répartie dans six conurbations. En 1986, la région métropolitaine de recensement de Montréal contient 2 926 762 habitants (en incluant une estimation de la population de Kahnawake); l'augmentation depuis 1981 est de 2,3%. Montréal, qui était jusqu'en 1971 la plus importante conurbation canadienne, se fait de plus en plus distancer par Toronto, dont la croissance

démographique est substantielle. Entre 1981 et 1986, la population de cette région augmente de 9,6%, atteignant 3 345 121 habitants. Au cours de la même période, la ville de Montréal perd 0,3% de sa population, pour compter 1 015 420 habitants en 1986; celle de Toronto s'accroît de 2,2%, s'élevant à 612 289 habitants. La population de la ville de Montréal représente 34,7% de celle de la région métropolitaine de recensement de Montréal, alors que la population de Toronto ne représente que 18,3% de celle de la région métropolitaine de recensement de Toronto.

La région métropolitaine de Québec compte 603 267 habitants en 1986; il s'agit d'une augmentation de 3,3% depuis 1981. La population de la région métropolitaine de Hull, qui avait décru de 1976 à 1981, augmente de 7,4% entre 1981 et 1986 et atteint 200 214 personnes. Enfin, les régions métropolitaines de recensement de Chicoutimi-Jonquière, Sherbrooke et Trois-Rivières contiennent 158 468, 129 960 et 128 890 habitants, respectivement. Dans les autres régions du Québec, la population diminue légèrement. La moitié des municipalités subissent une diminution de population entre 1981 et 1986.

Les événements démographiques

Les décès, les naissances et les migrations sont les principaux événements qui modifient la population d'un territoire; les mariages et les divorces ont aussi une incidence sur le nombre de naissances et sur la formation et la dissolution des ménages.

Les décès

Malgré l'augmentation de l'espérance de vie à la naissance, le nombre de décès s'accroît parce que plus de personnes sont soumises au risque de décéder et que ces personnes sont plus âgées. Après s'être stabilisé à environ 43 000, annuellement, au cours des années 1973-1982, le nombre de décès est passé à près de 47 000 en 1986, ce qui représente un taux brut de mortalité de 7,2 décès pour 1 000 habitants.

Au Québec, il décède plus d'hommes que de femmes: 26 208 contre 20 756, en 1986. Ce n'est que vers l'âge de 80 ans que les décès féminins deviennent plus nombreux, même si à chaque âge, le taux de mortalité est plus faible chez les femmes. Chez les jeunes, la surmortalité masculine est très marquée, surtout vers l'âge de 20 à 24 ans. Il meurt alors quatre fois plus d'hommes que de femmes. Cet écart est dû au fait que les accidents mortels et les suicides sont beaucoup plus fréquents chez les hommes.

Les naissances

Entre 1985 et 1986, le nombre de naissances au Québec est passé de 86 008 à 84 579, ce qui représente une baisse de 1,7%. Un si faible nombre n'avait pas été observé depuis 1939, alors qu'il était de 81 213. Cependant, la population du Québec étant beaucoup plus élevée en 1986 qu'en 1939, l'écart que présente le taux brut de natalité de ces deux années est grand: 25,1‰, en 1939, et 12,9‰, en 1986.

Il naît plus d'enfants de sexe masculin que d'enfants de sexe féminin: en 1986, on enregistre 43 190 garçons et 41 389 filles. Le rapport de masculinité à la naissance est alors de 104 garçons pour 100 filles; il était de 106 en 1984 et 1985. De tous les nouveau-nés, 38% pèsent entre 3 000 et 3 499 grammes et 28%, entre 3 500 et 3 999 grammes. Les bébés de faible poids, soit ceux de moins de 2 500 grammes —dont la santé est souvent plus fragile— représentent 6% des naissances.

La répartition des naissances selon l'âge de la mère indique que 90% des enfants sont nés de mère ayant entre 20 et 34 ans. Il y a une forte concentration des mères à 25-29 ans (43% en 1986), non seulement à cause du taux de fécondité plus élevé à cet âge, mais aussi à cause du nombre de femmes nées durant les dernières années du baby-boom.

Depuis quelques décennies, la répartition des naissances selon le rang de l'enfant s'est beaucoup modifiée. De 1950 à 1956, elle est plutôt stable: environ 26% des naissances sont alors celles d'un 1er enfant, 21% d'un 2e, 16% d'un 3e, 11% d'un 4e, 8% d'un 5e et 19% d'un 6e ou plus. Par la suite, elle a changé graduellement, en raison du rapetissement des familles. En 1986, la répartition est très différente de ce qu'elle était il y a 30 ans: 44% des naissances sont celles d'un 1er enfant, 36% d'un 2e, 12% d'un 3e, 3% d'un 4e, 1% d'un 5e et moins de 0,5% d'un 6e ou plus. La baisse du nombre des naissances amorcée dans les années 50 s'explique principalement par la très importante diminution des naissances de rang 4 ou plus; de 53 050, en 1959, elles sont passées à 3 629.

Les mariages et les divorces

En 1986, seulement 33 108 mariages sont célébrés au Québec; c'est la première fois depuis les années 40 qu'on en compte si peu, bien que la population de 1986 soit presque deux fois plus nombreuse que celle observée au début des années 40.

Parmi les femmes qui se marient, 44% ont entre 20 et 24 ans et 26%, entre 25 et 29 ans. Chez les hommes, les deux groupes d'âge où il y a le plus de mariages sont ceux des 25-29 ans (35%) et des 20-24 ans (31%). La répartition des mariages selon l'état matrimonial est la suivante: chez les femmes, 84% sont célibataires, 4%, veuves et 12%, divorcées, tandis que chez les hommes, 82% sont célibataires, 3%, veufs et 15%, divorcés. Jusqu'à 30-34 ans, les mariages de célibataires sont les plus fréquents, tant chez les hommes que chez les femmes. Puis, jusqu'à 50-54 ans pour les femmes et 55-59 ans pour les hommes, les mariages de divorcés sont les plus nombreux. À un âge encore plus avancé, ce sont les unions de veufs et de veuves qui dominent.

La plupart des mariages lient encore deux célibataires; c'est le cas de 76% des unions en 1986. Comme autres associations d'une certaine importance, il y a celle d'un divorcé et d'une célibataire (8%), celle de deux divorcés (6%) et celle d'un célibataire et d'une divorcée (5%).

En 1985, c'est dans les groupes d'âge de 30-34 ans et de 35-39 ans qu'on retrouve les plus grandes proportions de divorcés chez les hommes (23% et 21%, respectivement). Chez les femmes, il y a davantage de divorcées dans les groupes de 25-29 ans, de 30-34 ans et de 35-39 ans (20%, 23% et 19%, respectivement).

La migration

De 1961-62 à 1984-85, le Québec connaît chaque année une migration nette négative, sauf en 1974-75, où elle est de 4 100. Les chiffres les plus bas sont observés en 1970-71 et en 1977-78, alors que les soldes sont de -40 800 et -40 100, respectivement. Les données de 1985-86 et 1986-87 témoignent d'une amélioration sensible, avec des soldes positifs de 4 100 et 15 200. Cet état de choses est attribuable à la migration internationale, dont le solde est généralement positif. En effet, chaque année depuis 1961-62, on a dénombré en moyenne 7 400 immigrants de plus que d'émigrants. Ce sont les échanges avec les autres provinces canadiennes qui défavorisent le Québec. Toujours entre 1961-62 et 1986-87, il y a en moyenne, annuellement, 17 800 sorties de plus que d'entrées. La situation de la migration interprovinciale s'améliore cependant; en 1986-87, le solde entrées/sorties est moins déficitaire, soit de -3 686.

Parmi les provinces canadiennes, l'Ontario est celle avec laquelle le Québec a le plus d'échanges, mais l'Ontario en ressort toujours gagnante. Par exemple, au cours de la période 1981-82 à

1986-87, le solde annuel moyen est de 12 300 en faveur de l'Ontario. Les autres provinces qui ont des échanges importants avec le Québec sont l'Alberta, la Colombie-Britannique et le Nouveau-Brunswick.

En 1985-86, seulement trois régions administratives ont une migration nette totale positive, soit Montréal, l'Outaouais et Trois-Rivières (11 400, 1 600 et 500, respectivement). L'Île-de-Montréal est la seule des sous-régions montréalaises dont la migration nette totale est négative, soit -7 600. La migration internationale est importante dans la région de Montréal; le solde en est de 7 600. Dans celle de Québec cependant, on observe un déficit de 600. La migration nette interprovinciale est négative dans toutes les régions, sauf celle de l'Outaouais, où elle est de 800. Montréal subit la plus grosse perte, soit 4 700 habitants. Enfin, la seule région qui profite vraiment de ses échanges avec les autres régions québécoises est celle de Montréal, dont la migration nette interne est de 8 400; les autres régions ont un solde négatif ou légèrement positif.

La proportion des immigrants qui connaissent le français fluctue pendant la période de 1981 à 1986; c'est en 1986 qu'elle est le plus faible, soit 35%, comparativement à 43% en 1982. La proportion des immigrants connaissant l'anglais seulement passe de 19% à 31% au cours de cette période, alors que celle des immigrants qui ne connaissent ni l'anglais ni le français varie de 34% à 40%, selon l'année.

Les ménages et les familles

Entre 1981 et 1986, le nombre de ménages privés croît de 8,5%, pour atteindre 2 357 104. Cette croissance est de beaucoup supérieure à celle de la population (1,5%); le nombre moyen de personnes par ménage chute donc de 2,9 en 1981 à 2,7 en 1986. En 1986, 97,8% des Québécois vivent dans des ménages privés et la plupart des autres, dans des ménages collectifs.

Pendant la même période, le nombre de familles augmente de 4,8%, pour atteindre 1 751 495, tandis que celui des personnes faisant partie d'une cellule familiale baisse à 5 472 275. En 1986, 83,8% de la population vit dans une famille. Le nombre moyen de personnes par famille est alors de 3,1; celui des enfants de moins de 25 ans est de 1,2 comparativement à 1,3 en 1981.

En 1986, la grande majorité des ménages privés sont des ménages familiaux, soit 73,6%, mais la proportion est moins grande qu'auparavant, en raison de l'accroissement des ménages non familiaux et particulièrement des ménages d'une personne, qui représentent 21,7% des ménages en 1986. Toujours en 1986, presque tous les ménages familiaux, soit 99,1%, sont des ménages unifamiliaux.

Entre 1981 et 1986, le nombre de ménages de petite taille augmente, alors que celui des ménages de plus grande taille diminue; la proportion des ménages de six personnes et plus passe de 5,4% à 3,0%. En 1986, les ménages d'une ou deux personnes deviennent majoritaires, regroupant 51,6% de l'ensemble des ménages.

Entre 1981 et 1986, le nombre et le poids relatif des jeunes ménages diminuent, alors que s'accroissent les ménages des personnes plus âgées, surtout ceux des 35-44 ans. Le taux de personnes-repères chez les jeunes baisse légèrement entre 1981 et 1986, tandis qu'il augmente un peu chez les groupes plus vieux. Par exemple, il passe de 48,2% à 47,4% chez les 25-34 ans et de 49,0% à 51,6% chez les 75 ans et plus. On appelle « personne-repère » l'un des conjoints, le père ou la mère dans les familles monoparentales ou encore l'un des adultes du ménage. Ce concept remplace celui de « chef de ménage » .

On compte 510 550 Québécois qui vivent seuls en 1986, dont plus de femmes que d'hommes. Chez les femmes seules, on trouve surtout des veuves âgées ainsi que des célibataires plus jeunes, alors que chez les hommes, il s'agit surtout de jeunes célibataires.

Entre 1981 et 1986, la proportion des familles comprenant un couple passe de 87,5% à 85,6%. Les couples vivant en union libre représentent 10,8% des familles et 12,6% des couples en 1986. Les familles monoparentales comptent pour 14,4% de l'ensemble des familles et dans la plupart d'entre elles (82,5%), le parent est la mère.

Les familles monoparentales comprennent 17,8% de tous les enfants vivant dans une famille. Près des deux tiers (63,5%) des couples en union libre n'ont pas d'enfant, tandis que 31,9% des couples mariés légalement vivent sans enfants. Quant à l'âge des époux ou des parents, ce sont les mères monoparentales veuves qui sont les plus âgées; 69% ont 55 ans ou plus, tandis que les mères monoparentales célibataires sont les plus jeunes; 25% ont moins de 25 ans.

Le dernier tableau, qui résume la situation domestique et familiale des Québécois, selon le sexe et le groupe d'âge, en 1986, démontre que la grande majorité (98%) des enfants de 0-14 ans vivent dans une famille: 85% vivent dans une famille époux-épouse et 13%, dans une famille monoparentale. La proportion des personnes vivant hors famille et hors ménage privé est forte chez les femmes âgées surtout.

Définitions

Espérance de vie

Vie moyenne calculée à la naissance ou aux différents anniversaires, selon les conditions de mortalité d'une année donnée.

Famille

Époux et épouse (avec ou sans enfants jamais mariés, peu importe leur âge) ou un parent seul (peu importe son état matrimonial) avec un ou plusieurs enfants jamais mariés (quel que soit leur âge) vivant dans le même logement.

Ménage collectif

Personne ou groupe de personnes occupant un logement collectif (institution ou établissement commercial ou communautaire du genre hôtel, prison, hôpital psychiatrique, hospice, caserne, couvent, etc.).

Ménage familial

Ménage privé qui comprend au moins une famille.

Ménage privé

Personne ou groupe de personnes vivant dans un logement privé (c'est-à-dire ayant une entrée privée).

Migration nette

Variation de l'effectif d'une population due au solde des migrations internationales, interprovinciales ou régionales, selon le cas.

Rapport de masculinité

Nombre d'hommes pour 100 femmes.

Tableau 1

Population des principaux États et des principales provinces, régions métropolitaines et villes, États-Unis et Canada, 1986

Principaux États et provinces	Population '000	Principales régions métropolitaines	Population '000	Principales villes	Population '000
Californie	27 001	New York	8 473	New York	7 263
New York	17 795	Los Angeles	8 295	Los Angeles	3 259
Texas	16 689	Chicago	6 188	Chicago	3 010
Pennsylvanie	11 894	Philadelphie	4 825	Houston	1 729
Floride	11 694	Détroit	4 334	Philadelphie	1 643
Illinois	11 551	Washington	3 563	Détroit	1 086
Ohio	10 748	Toronto	3 345	Montréal	1 015
Michigan	9 139	Houston	3 230	San Diego	1 015
Ontario	9 114	Montréal	2 921	Dallas	1 004
New Jersey	7 625	Boston	2 824	San Antonio	914
Québec	6 540	Nassau-Suffolk N.Y.	2 635	Phoenix	894
Caroline du Nord	6 331	Atlanta	2 560	Baltimore	753
Georgie	6 100	St Louis	2 438	San Francisco	749
Massachusetts	5 834	Dallas	2 401	Indianapolis	720
Virginie	5 795	Minneapolis St-Paul	2 295	San Jose	712

Source: Statistique Canada, Recensement du Canada de 1986 et estimation pour les États-Unis.

Tableau 2

Population[1] selon le groupe d'âge, par région, Canada, 1986

Groupe d'âge	Provinces maritimes		Québec		Ontario		Provinces de l'Ouest		Canada[2]	
	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%
0- 4 ans	163 100	7.2	431 910	6.6	631 390	6.9	575 150	7.9	1 810 190	7.2
5- 9 ans	171 985	7.6	470 305	7.2	608 165	6.7	536 935	7.3	1 794 975	7.1
10-14 ans	190 045	8.3	438 825	6.7	629 870	6.9	521 275	7.1	1 786 800	7.1
15-19 ans	201 370	8.8	475 500	7.3	689 160	7.6	551 860	7.5	1 924 855	7.6
20-24 ans	208 005	9.1	585 425	9.0	814 610	9.0	637 825	8.7	2 253 345	8.9
25-29 ans	198 840	8.7	620 675	9.5	821 135	9.0	692 855	9.5	2 341 510	9.3
30-34 ans	188 805	8.3	577 040	8.8	761 890	8.4	650 190	8.9	2 185 645	8.6
35-39 ans	177 580	7.8	533 420	8.2	732 280	8.0	576 395	7.9	2 026 175	8.0
40-44 ans	135 660	6.0	449 740	6.9	584 630	6.4	440 320	6.0	1 614 725	6.4
45-49 ans	108 580	4.8	354 435	5.4	488 650	5.4	360 950	4.9	1 315 885	5.2
50-54 ans	99 020	4.3	331 170	5.1	461 435	5.1	335 070	4.6	1 229 330	4.9
55-59 ans	94 120	4.1	323 050	4.9	455 855	5.0	328 130	4.5	1 203 195	4.8
60-64 ans	91 915	4.0	290 315	4.4	429 930	4.7	311 570	4.3	1 125 130	4.4
65-69 ans	83 255	3.7	227 890	3.5	333 735	3.7	265 955	3.6	911 765	3.6
70-74 ans	68 580	3.0	179 625	2.7	268 875	3.0	220 625	3.0	738 320	2.9
75 ans et plus	96 785	4.2	243 125	3.7	390 090	4.3	316 725	4.3	1 047 490	4.1
Total	**2 277 645**	**100.0**	**6 532 450**	**100.0**	**9 101 690**	**100.0**	**7 321 820**	**100.0**	**25 309 330**	**100.0**

1. Ne comprend pas la population des réserves indiennes partiellement dénombrées.
2. Y compris le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Source: Statistique Canada, Recensement du Canada de 1986.

Tableau 3

Population, superficie, densité et phénomènes démographiques par région administrative et pour les sous-régions de Montréal, Québec, 1981 et 1986

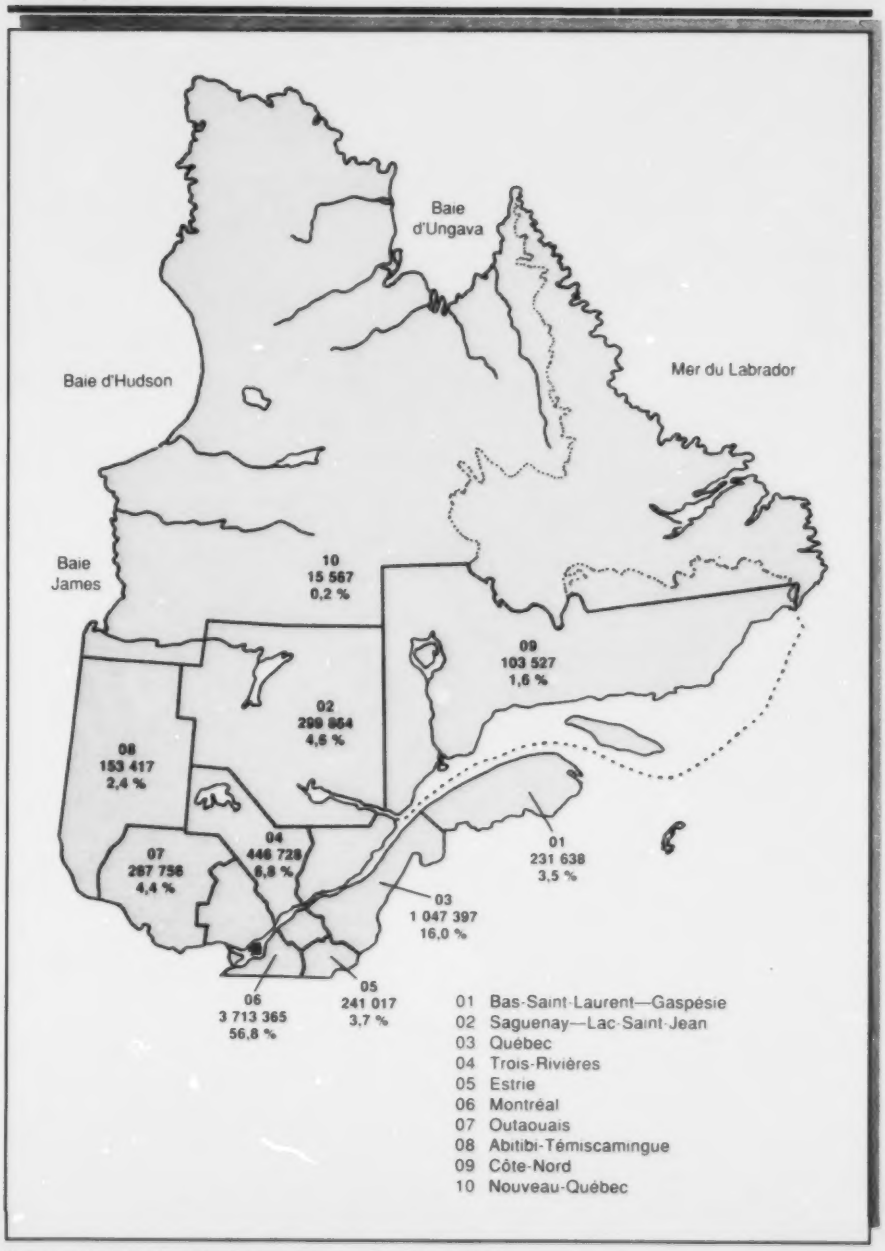
Région	Population		Variation 1981-1986	
	1981	1986[1]		
	n	n	n	%
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	234 011	231 638	-2 373	-1.0
Saguenay—Lac-Saint-Jean	300 825	299 864	-961	-0.3
Québec	1 032 077	1 047 397	15 320	1.5
Trois-Rivières	441 408	446 728	5 320	1.2
Estrie	239 136	241 017	1 881	0.8
Montréal	3 631 440	3 713 365	81 925	2.3
Nord-de-Montréal	532 197	568 832	36 635	6.9
Laval	268 335	284 164	15 829	5.9
Île-de-Montréal	1 760 122	1 752 582	-7 540	-0.4
Sud-de-Montréal	1 070 786	1 107 787	37 001	3.5
Outaouais	273 683	287 756	14 073	5.1
Abitibi-Témiscamingue	153 083	153 417	334	0.2
Côte-Nord	115 163	103 527	-11 636	-10.1
Nouveau-Québec[3]	17 577	15 567	-2 010	-11.4
Le Québec	6 438 403	6 540 276	101 873	1.6

Région	1986							
	Superficie	Densité	Naissances[2]	Décès[2]	Mariages	Taux brut		
						Natalité[2]	Mortalité[2]	Nuptialité
	km²	hab/km²	n			‰		
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	34 258	6.8	2 849	1 734	971	12.3	7.5	4.2
Saguenay—Lac-Saint-Jean	107 109	2.8	4 284	1 740	1 669	14.3	5.8	5.6
Québec	44 211	23.7	13 005	7 568	5 175	12.4	7.2	4.9
Trois-Rivières	46 244	9.7	5 589	3 608	2 191	12.5	8.1	4.9
Estrie	8 553	28.2	3 168	1 966	1 349	13.1	8.2	5.6
Montréal	31 417	118.2	47 226	26 992	19 143	12.7	7.3	5.2
Nord-de-Montréal	18 678	30.5	7 661	3 534	2 570	13.5	6.2	4.5
Laval	245	1 159.9	3 630	1 495	1 339	12.8	5.3	4.7
Île-de-Montréal	500	3 505.2	21 166	15 057	10 355	12.1	8.6	5.9
Sud-de-Montréal	11 993	92.4	14 769	6 906	4 879	13.3	6.2	4.4
Outaouais	54 194	5.3	4 227	1 890	1 387	14.7	6.6	4.8
Abitibi-Témiscamingue	59 022	2.6	2 383	904	717	15.5	5.9	4.7
Côte-Nord	254 183	0.4	1 422	466	425	13.7	4.5	4.1
Nouveau-Québec[3]	882 118	..	426	96	81	27.3	6.2	5.2
Le Québec	1 521 307	4.3	84 579	364	33 108	12.9	7.2	5.1

1. Comprend les estimations de la population des réserves indiennes partiellement dénombrées.
2. Données provisoires.
3. La municipalité de la Baie-James est incluse dans la région 10.

Sources: Statistique Canada, Recensements du Canada de 1981 et de 1986.
Bureau de la statistique du Québec.

Figure 1
Population par région administrative, Québec, 1986



Source: Statistique Canada, Recensement du Canada de 1986.

Tableau 4

Population, naissances, décès et mariages par municipalité régionale de comté et communauté urbaine et régionale, Québec, 1981 et 1986

	Population		Naissances	Décès	Mariages
	1981	1986	1986		
	n				
Les Îles-de-la-Madeleine	14 130	14 532	176	96	61
Avignon	15 524	15 475	188	147	64
Bonaventure	22 392	21 712	262	173	100
Pabok	23 074	22 662	267	154	39
La Côte-de-Gaspé	23 991	22 833	271	150	76
Denis-Riverin	15 921	15 241	165	121	69
Matane	25 559	25 258	321	203	92
La Matapédia	22 227	22 055	336	164	111
La Mitis	22 168	21 762	251	198	75
Rimouski-Neigette	49 025	50 108	612	328	284
Le Fjord-du-Saguenay	170 619	170 817	2 179	1 008	927
Lac-Saint-Jean-Est	52 887	52 413	793	315	350
Le Domaine-du-Roy	33 080	33 307	534	203	178
Maria-Chapdelaine	29 089	28 920	475	169	167
Témiscouata	25 226	24 795	316	196	110
Les Basques	11 919	11 320	126	115	49
Rivière-du-Loup	31 209	31 001	398	226	171
Kamouraska	24 508	24 535	324	182	119
L'Islet	22 062	21 189	275	205	88
Montmagny	25 678	24 794	301	229	127
Les Etchemins	19 979	19 485	253	164	75
Beauce-Sartigan	39 721	41 655	686	285	225
L'Amiante	50 937	48 327	582	366	288
Robert-Cliche	18 732	18 717	318	139	171
La Nouvelle-Beauce	22 239	23 164	382	117	128
Bellechasse	30 053	29 932	383	240	121
Desjardins	44 689	46 398	566	316	156
Les Chutes-de-la-Chaudière	49 415	56 920	922	203	116
Lotbinière	25 921	26 187	371	193	126
Portneuf	41 651	41 622	487	336	167
La Jacques-Cartier	19 611	20 467	364	76	108
L'Île-d'Orléans	6 436	6 769	71	49	49
La Côte-de-Beaupré	20 438	20 563	223	162	68
Charlevoix	14 044	13 843	163	127	84
Charlevoix-Est	18 294	18 177	228	158	111
L'Érable	25 978	25 389	316	194	106
Arthabaska	56 279	58 246	855	419	331
Drummond	73 127	75 170	983	583	378
Nicolet-Yamaska	23 853	24 243	321	212	105
Bécancour	19 298	19 269	206	136	49
Francheville	127 304	130 460	1 556	1 048	658
Le Centre-de-la-Mauricie	67 921	67 089	777	575	377
Maskinongé	23 729	23 659	251	250	99
Mékinac	14 327	13 899	169	139	63
Le Haut-Saint-Maurice	16 850	16 389	245	137	58
Le Granit	21 243	20 782	316	144	142
Le Haut-Saint-François	21 332	20 801	290	181	107
Coaticook	15 132	15 276	217	103	73
Memphrémagog	32 953	33 701	508	335	170
Sherbrooke	114 495	118 791	1 504	911	714
Le Val-Saint-François	32 823	32 181	423	262	139
L'Or-Blanc	18 136	16 223	160	141	78
Brome-Missisquoi	44 490	43 862	600	421	223
Le Haut-Richelieu	79 619	82 401	1 134	556	494
Les Jardins-de-Napierville	20 157	20 391	296	158	85
Le Haut-Saint-Laurent	22 833	22 762	341	217	81
Beauharnois-Salaberry	58 711	57 742	711	437	420
Vaudreuil-Soulanges	65 472	69 766	993	450	234
Roussillon	98 046	104 808	1 340	501	346

Tableau 4 (suite)

Population, naissances, décès et mariages par municipalité régionale de comté et communauté urbaine et régionale, Québec, 1981 et 1986

	Population		Naissances	Décès	Mariages
	1981	1986		1986	
			n		
Champlain	282 346	293 054	3 965	1 567	1 302
La Vallée-du-Richelieu	90 761	94 871	1 197	487	261
Rouville	28 062	28 700	406	172	72
La Haute-Yamaska	61 381	64 803	966	439	396
Acton	18 618	19 366	274	112	74
Les Maskoutains	66 556	68 047	871	579	388
Le Bas-Richelieu	54 809	53 530	600	392	274
La Jemmerais	67 337	72 179	910	327	185
Laval	268 335	284 164	3 630	1 495	1 339
Deux-Montagnes	54 893	59 945	824	363	185
Mirabel	14 080	13 875	174	69	57
Thérèse-de-Blainville	74 156	79 744	1 159	283	232
Les Moulins	59 772	68 768	1 048	256	162
L'Assomption	65 148	73 717	1 057	340	194
D'Autray	31 997	32 824	363	317	129
Joliette	43 184	44 488	579	304	413
Montcalm	27 009	28 610	303	225	101
La Rivière-du-Nord	59 392	62 042	832	427	569
Argenteuil	26 759	26 738	310	269	111
Les Pays-d'en-Haut	19 010	18 857	229	162	159
Les Laurentides	28 585	28 594	399	250	114
Matawinie	28 108	30 607	411	257	144
Papineau	18 348	18 790	242	146	76
La Vallée-de-la-Gatineau	19 725	19 816	228	178	76
Pontiac	15 778	15 100	238	188	107
Antoine-Labelle	30 805	30 906	389	238	138
Témiscamingue	17 816	17 332	264	113	70
Rouyn-Noranda	38 441	39 579	558	230	183
Vallée-de-l'Or	39 112	40 344	650	246	187
Abitibi	24 093	24 562	413	118	122
Abitibi-Ouest	25 725	24 953	371	183	128
Minganie	12 802	13 075	221	75	49
Sept-Rivières	42 447	36 224	473	163	145
Manicouagan	37 240	36 369	544	141	175
La Haute-Côte-Nord	15 056	14 263	173	83	49
Caniapiscau	10 787	4 667	44	7	7
Territoire conventionné	33 219	30 059	676	107	127
Administration régionale de Kativik	4 752	6 053	156	45	29
Communauté urbaine de Québec	456 276	464 865	5 082	3 379	2 453
Communauté urbaine de Montréal	1 760 122	1 752 582	21 166	15 057	10 356
Communauté régionale de l'Outaouais	189 005	202 959	3 103	1 152	990
Le Québec	**6 438 403**	**6 540 276**	**84 579**	**46 964**	**33 108**

Sources: Statistique Canada, Recensements du Canada de 1981 et de 1986.
Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 5

Évolution de la population des régions métropolitaines de recensement, Québec, 1981-1986

	Population		Variation	
	1981	1986	1986/1981	
	n		n	%
RMR	4 041 354	4 147 561	106 207	2.6
Montréal	2 862 286	2 926 762	64 476	2.3
Québec	583 820	603 267	19 447	3.3
Hull	186 493	200 214	13 721	7.4
Chicoutimi-Jonquière	158 229	158 468	239	0.2
Sherbrooke	125 183	129 960	4 777	3.8
Trois-Rivières	125 343	128 890	3 547	2.8
Reste du Québec	2 397 049	2 392 715	-4 334	-0.2
Le Québec[1]	6 438 403	6 540 276	101 873	1.6

1. Comprend les estimations des réserves indiennes partiellement dénombrées (7 815 personnes), dont 5 405 dans la RMR de Montréal.

Source: Statistique Canada, Recensements du Canada de 1981 et de 1986.

Tableau 6

Espérance de vie à la naissance, selon le sexe, Québec, 1950-1952 à 1986

Année	Espérance de vie			Gain annuel moyen	
	Sexe masculin	Sexe féminin	Écart	Sexe masculin	Sexe féminin
	nombre d'années				
1950-1952	64.42	68.58	4.16		
1955-1957	66.13	71.02	4.89	0.34	0.49
1960-1962	67.28	72.77	5.49	0.23	0.35
1965-1967	67.88	73.91	6.03	0.12	0.23
1970-1972	68.28	75.25	6.97	0.08	0.27
1975-1977	69.06	76.52	7.46	0.16	0.25
1980-1982	70.99	78.70	7.71	0.39	0.44
1986	72.12	79.53	7.41	0.23	0.17

Sources: Bureau fédéral de la statistique et Statistique Canada, Tables de mortalité, Canada et provinces.
Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 7

Décès et taux brut de mortalité, Québec, 1951-1986

Année	Décès	Taux	Année	Décès	Taux
	n	‰		n	‰
1951	34 900	8,6	1969	40 103	6,7
1952	34 854	8,4	1970	40 392	6,7
1953	34 469	8,1	1971	41 192	6,8
1954	33 169	7,6	1972	42 525	7,0
1955	33 952	7,5	1973	43 052	7,1
1956	35 042	7,6	1974	43 337	7,1
1957	36 234	7,6	1975	43 537	7,0
1958	35 774	7,3	1976	43 801	7,0
1959	36 390	7,2	1977	43 182	6,9
1960	35 129	6,8	1978	43 653	6,9
1961	37 044	7,0	1979	42 793	6,8
1962	37 142	6,9	1980	43 515	6,8
1963	38 217	7,0	1981	42 765	6,6
1964	37 552	6,7	1982	43 485	6,7
1965	38 534	6,8	1983	44 150	6,8
1966	38 680	6,7	1984	44 544	6,8
1967	38 665	6,6	1985	45 662	6,9
1968	39 537	6,7	1986	46 964	7,2

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 8

Décès selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1984-1986

Groupe d'âge	1984		1985		1986	
	M	F	M	F	M	F
	n					
Moins d'un an	391	268	336	278	345	259
1- 4 ans	114	75	86	69	95	74
5- 9 ans	83	55	66	43	80	65
10-14 ans	70	42	73	43	67	39
15-19 ans	320	83	271	84	236	85
20-24 ans	431	119	455	115	432	98
25-29 ans	394	124	399	140	393	142
30-34 ans	388	178	433	179	419	171
35-39 ans	438	210	440	218	459	238
40-44 ans	546	299	571	297	565	304
45-49 ans	743	403	759	441	759	435
50-54 ans	1 296	633	1 199	645	1 183	671
55-59 ans	1 967	1 012	1 954	1 013	1 955	960
60-64 ans	2 713	1 398	2 748	1 418	2 676	1 405
65-69 ans	3 116	1 853	3 227	1 858	3 245	1 922
70-74 ans	3 669	2 407	3 868	2 391	3 862	2 555
75-79 ans	3 460	2 941	3 434	3 016	3 682	3 109
80-84 ans	2 665	2 903	2 764	3 077	2 962	3 350
85-89 ans	1 576	2 335	1 691	2 506	1 733	2 759
90 ans et plus	942	1 884	1 075	1 982	1 060	2 115
Total	**25 322**	**19 222**	**25 849**	**19 813**	**26 208**	**20 756**

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 9

Décès selon la cause et le sexe, Québec, 1984-1986

Cause	Code	1984		1985		1986	
		M	F	M	F	M	F
		n					
Tumeurs	140-239	6 844	5 185	7 075	5 264	7 319	5 622
Appareil digestif et péritoine	150-159	1 923	1 637	1 965	1 650	1 987	1 804
Estomac	151	381	213	367	232	402	252
Trachée, bronches, poumon	162	2 503	695	2 531	759	2 660	807
Sein	174	-	1 087	-	1 057	-	1 096
Col de l'utérus	180	...	107	...	77	...	90
Tissus lymphatiques et hématopoiétiques	200-208	548	443	595	476	585	512
Leucémie	204-208	235	163	281	205	252	198
Autres tumeurs		1 870	1 216	1 984	1 245	2 087	1 314
Diabète sucré	250	434	550	445	603	502	637
Système nerveux et organes des sens	320-389	371	358	422	400	477	489
Appareil circulatoire	390-459	10 490	8 959	10 389	8 904	10 369	9 092
Maladies hypertensives	401-405	154	271	130	248	159	269
Maladies ischémiques du coeur	410-414	6 742	4 732	6 728	4 626	6 561	4 734
Maladies cérébro-vasculaires	430-438	1 472	1 767	1 341	1 818	1 384	1 911
Artériosclérose	440	287	420	272	375	263	336
Autres		1 835	1 769	1 918	1 837	2 002	1 843
Appareil respiratoire	460-519	1 942	1 008	2 085	1 207	2 271	1 331
Pneumonie	480-486	548	408	525	520	614	536
Bronchite, emphysème, asthme	490-493	474	213	505	229	519	235
Autres		920	387	1 055	458	1 138	560
Appareil digestif	520-579	912	679	944	720	882	732
Cirrhose du foie	571	393	185	416	174	382	155
Autres		519	494	528	546	500	577
Organes génito-urinaires	580-629	317	316	348	330	347	330
Anomalies congénitales	740-759	168	129	154	152	157	139
Affections périnatales	760-779	182	120	143	119	179	134
Traumatismes et empoisonnements	E800-E999	2 761	1 061	2 928	721 1	2 692	1 214
Accidents de véhicule à moteur	E810-E819	843	250	922	347	710	266
Suicides	E950-E959	835	247	871	241	885	262
Autres		1 083	564	1 135	584	1 097	686
Autres		901	857	916	942	1 013	1 036
Total		25 322	19 222	25 849	19 813	26 208	20 756

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 10

Naissances vivantes et taux brut de natalité, Québec, 1951-1986

Année	Naissances	Taux	Année	Naissances	Taux
	n	‰		n	‰
1951	123 196	30,4	1969	99 503	16,6
1952	127 939	30,7	1970	96 512	16,1
1953	130 583	30,6	1971	93 743	15,6
1954	135 975	31,0	1972	88 118	14,6
1955	136 270	30,2	1973	89 412	14,7
1956	138 631	30,0	1974	91 433	14,9
1957	144 432	30,3	1975	96 268	15,6
1958	143 710	29,3	1976	98 022	15,7
1959	144 459	28,8	1977	97 266	15,5
1960	141 224	27,5	1978	96 202	15,3
1961	139 857	26,6	1979	99 893	15,8
1962	138 163	25,7	1980	97 498	15,3
1963	136 491	24,9	1981	95 247	14,8
1964	133 863	24,0	1982	90 540	14,0
1965	123 279	21,7	1983	87 739	13,5
1966	112 757	19,5	1984	87 610	13,4
1967	104 803	17,9	1985	86 008	13,1
1968	100 548	17,0	1986	84 579	12,9

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 11

Naissances vivantes selon l'état matrimonial et l'âge de la mère, Québec, 1984-1986

État matrimonial	Groupe d'âge de la mère							Total
	15-19	20-24	25-29	30-34	35-39	40-44	45-49	
				n				
1984	**3 705**	**24 120**	**37 119**	**17 735**	**4 404**	**512**	**15**	**87 610**
Célibataire	2 848	7 253	5 190	2 077	504	60	3	17 935
Mariée	845	16 654	31 323	15 109	3 646	413	11	68 001
Veuve	1	27	76	60	26	4	-	194
Divorcée	5	118	426	415	187	28	1	1 180
Séparée légalement	6	68	104	74	41	7	-	300
1985	**3 527**	**22 765**	**36 718**	**17 989**	**4 505**	**488**	**16**	**86 008**
Célibataire	2 818	7 705	5 834	2 450	634	55	3	19 493
Mariée	703	14 894	30 208	14 930	3 624	383	12	64 760
Veuve	1	20	65	57	24	6	-	173
Divorcée	2	99	471	448	193	39	1	1 253
Séparée légalement	3	47	140	104	30	5	-	329
1986	**3 536**	**21 455**	**36 405**	**17 924**	**4 667**	**570**	**22**	**84 579**
Célibataire	2 936	8 098	6 584	2 849	724	66	-	21 257
Mariée	598	13 197	29 215	14 477	3 634	457	22	61 600
Veuve	-	20	51	33	28	7	-	139
Divorcée	1	84	420	468	241	30	-	1 244
Séparée légalement	1	56	135	97	40	10	-	339

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 12

Naissances vivantes selon le rang de l'enfant, Québec, 1950-1986

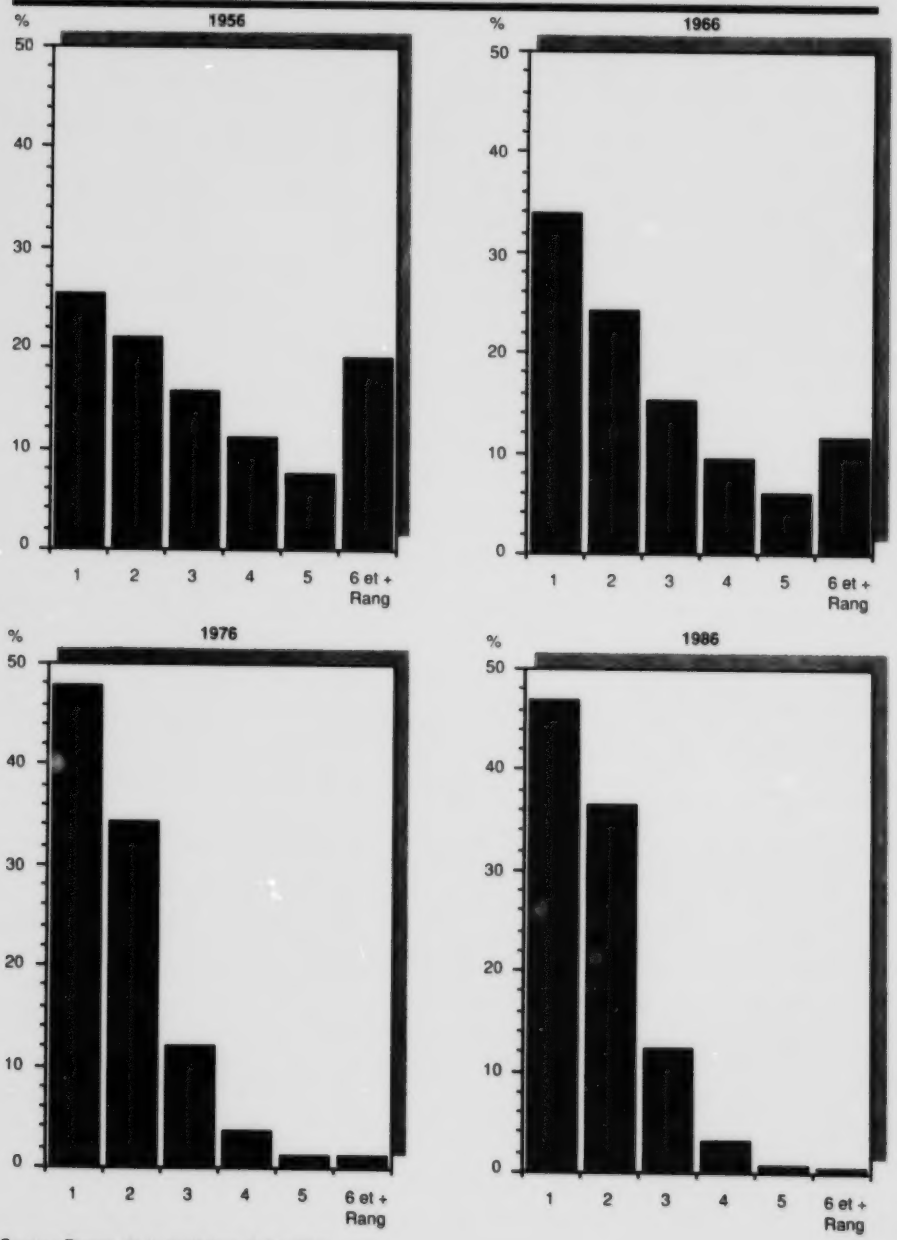
Année	Rang de l'enfant							Total
	1	2	3	4	5	6+	Inconnu	
	n							
1950	31 033	25 925	19 056	13 237	9 319	23 272	-	121 842
1951	31 413	26 072	19 359	13 698	9 410	23 239	5	123 196
1952	33 305	26 187	19 983	14 251	9 958	24 230	25	127 939
1953	33 527	27 547	20 426	14 579	10 064	24 401	39	130 583
1954	34 967	28 499	21 026	14 995	10 620	25 848	20	135 975
1955	34 706	28 613	21 321	15 063	10 613	25 930	24	136 270
1956	35 074	29 218	21 818	15 457	10 585	26 353	126	138 631
1957	37 133	30 722	22 931	16 050	10 906	26 093	597	144 432
1958	37 113	30 664	22 618	16 101	11 155	26 054	5	143 710
1959	36 996	31 015	23 393	16 204	11 143	25 703	5	144 459
1960	36 657	30 376	23 089	15 696	10 648	24 756	2	141 224
1961	36 032	30 332	22 961	15 698	10 576	24 255	3	139 857
1962	36 130	30 184	22 426	15 606	10 485	23 325	7	138 163
1963	37 834	29 791	22 231	14 849	9 757	22 025	4	136 491
1964	38 620	30 095	21 649	14 413	9 464	19 620	2	133 863
1965	38 200	28 354	19 324	12 608	7 966	16 827	-	123 279
1966	38 226	27 244	17 098	10 515	6 726	12 948	-	112 757
1967	38 969	26 048	15 194	8 951	5 400	10 241	-	104 803
1968	39 415	26 377	14 188	7 849	4 511	8 208	-	100 548
1969	40 049	26 994	14 070	7 370	4 070	6 950	-	99 503
1970	40 175	26 669	13 603	6 628	3 566	5 871	-	96 512
1971	40 245	26 731	12 826	5 918	3 072	4 951	-	93 743
1972	39 261	26 260	11 520	5 087	2 380	3 610	-	88 118
1973	41 570	27 896	11 062	4 284	1 965	2 635	-	89 412
1974	41 955	29 304	10 853	3 836	1 508	1 908	-	89 364[1]
1975	45 393	32 230	11 749	3 817	1 462	1 617	-	96 268
1976	46 912	33 517	11 855	3 482	1 172	1 084	-	98 022
1977	46 198	33 623	12 371	3 267	960	847	-	97 266
1978	44 844	34 149	12 352	3 149	845	735	128	96 202
1979	45 601	35 667	13 491	3 187	768	554	625	99 893
1980	45 051	35 081	12 972	3 211	707	469	-	97 491[1]
1981	44 401	34 146	12 590	2 930	724	456	-	95 247
1982	42 723	32 214	11 675	2 850	640	438	-	90 540
1983	41 482	31 450	11 068	2 694	653	392	-	87 739
1984	39 716	33 146	11 167	2 586	640	355	-	87 610
1985	38 676	32 678	11 121	2 597	563	373	-	86 008
1986	39 674	30 801	10 475	2 587	663	379	-	84 579

1. Après révision, le nombre total de naissances est de 91 433 en 1974 et de 97 498 en 1980, mais les nouvelles répartitions selon le rang ne sont pas disponibles.

Sources: Bureau de la statistique du Québec.
Ministère des Affaires sociales, *Révision des naissances vivantes annuelles, Québec, 1950-1974*, janvier 1977.

Figure 2

Répartition des naissances vivantes selon le rang, Québec, 1956, 1966, 1976 et 1986



Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 13

Mariages et taux brut de nuptialité, Québec, 1951-1986

Année	Mariages	Taux	Année	Mariages	Taux
	n	‰		n	‰
1951	35 704	8,8	1969	47 545	7,9
1952	35 374	8,5	1970	49 606	8,2
1953	35 968	8,4	1971	49 695	8,2
1954	35 516	8,1	1972	53 967	8,9
1955	35 356	7,8	1973	52 133	8,6
1956	37 290	8,1	1974	51 890	8,5
1957	37 135	7,8	1975	51 690	8,4
1958	36 229	7,4	1976	50 961	8,2
1959	37 124	7,4	1977	48 182	7,7
1960	36 211	7,0	1978	46 189	7,3
1961	35 943	6,8	1979	46 154	7,3
1962	37 038	6,9	1980	44 849	7,0
1963	37 358	6,8	1981	41 006	6,4
1964	39 400	7,1	1982	38 360	5,9
1965	40 893	7,2	1983	36 147	5,5
1966	44 411	7,7	1984	37 416	5,7
1967	46 275	7,9	1985	37 026	5,6
1968	46 004	7,8	1986	33 108	5,1

Sources: Statistique Canada.
Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 14

Mariages selon le groupe d'âge, le sexe et l'état matrimonial, Québec, 1986

Groupe d'âge	Hommes				Femmes			
	Célibataires	Veufs	Divorcés	Total	Célibataires	Veuves	Divorcées	Total
	n							
15-19 ans	361	-	-	361	1 954	-	1	1 955
20-24 ans	10 194	2	44	10 240	14 532	8	135	14 675
25-29 ans	11 121	8	390	11 519	7 945	30	725	8 700
30-34 ans	3 438	28	1 008	4 474	2 106	73	1 003	3 182
35-39 ans	1 021	33	1 083	2 137	675	79	810	1 564
40-44 ans	326	62	855	1 243	269	117	603	989
45-49 ans	143	64	610	817	119	120	331	570
50-54 ans	87	98	382	567	68	141	229	438
55-59 ans	61	157	242	460	50	142	108	300
60-64 ans	41	176	157	374	28	153	67	248
65-69 ans	26	171	60	257	13	142	13	168
70-74 ans	10	132	20	162	9	97	4	110
75-79 ans	3	82	5	90	3	39	-	42
80 ans et plus	2	24	2	28	1	10	-	11
Âge inconnu	237	57	85	379	121	15	20	156
Total	27 071	1 094	4 943	33 108	27 893	1 166	4 049	33 108

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 15

Divorces, selon l'âge au moment du divorce et le sexe, Québec, 1984 et 1985

Groupe d'âge	1984		1985	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	n			
15-19 ans	3	24	6	22
20-24 ans	483	1 182	389	990
25-29 ans	2 525	3 513	2 108	3 139
30-34 ans	3 792	3 903	3 564	3 615
35-39 ans	3 516	3 156	3 385	3 063
40-44 ans	2 541	2 096	2 444	2 129
45-49 ans	1 566	1 243	1 600	1 226
50-54 ans	1 056	820	1 096	804
55-59 ans	688	466	590	434
60-64 ans	365	208	328	215
65-69 ans	151	117	140	91
70-74 ans	70	43	65	43
75 ans et plus	39	19	41	14
Âge inconnu	50	55	58	29
Total	16 845	16 845	15 814	15 814

Source: Statistique Canada, fichier des divorces.

Tableau 16

Migrations internationales, interprovinciales et interrégionales, par région administrative[1], Québec, 1985-86

Région	Migrations internationales			Migrations interprovinciales			Migration nette interne	Migration nette totale
	Immigration	Émigration	Migration nette	Entrées	Sorties	Migration nette		
	n							
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	59	32	27	542	690	-148	-2 177	-2 298
Saguenay—Lac-Saint-Jean	216	361	-145	715	932	-217	-1 835	-2 197
Québec	1 253	1 824	-571	2 360	2 982	-622	19	-1 174
Trois-Rivières	238	92	146	452	518	-66	439	519
Estrie	299	191	108	633	656	-23	-186	-101
Montréal	12 837	5 222	7 615	14 836	19 534	-4 698	8 439	11 356
Nord-de-Montréal	507	365	142	1 575	1 998	-423	9 925	9 644
Laval	341	107	234	609	761	-152	3 932	4 014
Île-de-Montréal	10 101	3 524	6 577	9 350	12 685	-3 335	-10 829	-7 587
Sud-de-Montréal	1 888	1 226	662	3 302	4 090	-788	5 411	5 285
Outaouais	593	422	171	4 953	4 107	846	546	1 563
Abitibi-Témiscamingue	56	63	-7	701	851	-150	-1 106	-1 263
Côte-Nord	55	70	-15	244	403	-159	-2 745	-2 919
Nouveau-Québec	19	22	-3	179	291	-112	-1 394	-1 509
Le Québec	15 625	8 299	7 326	25 615	30 964	-5 349	-	1 977

1. Il s'agit de régions approchées (c.-à-d. de regroupements de divisions de recensement complètes, alors que les régions administratives comprennent des parties de divisions); les totaux ne correspondent pas à ceux des autres tableaux.

Source: Statistique Canada, Division de la démographie, Section des estimations démographiques.

Tableau 17

Immigrants admis, selon le pays de naissance, Québec, 1985 et 1986

Pays de naissance	Immigrants	
	n	%
1985	14 884	100.0
Vietnam	1 499	10.1
Haïti	1 253	8.4
Liban	849	5.7
France	744	5.0
Hong-Kong	657	4.4
Iran	533	3.6
El Salvador	526	3.5
États-Unis	472	3.2
Chine	440	3.0
Guatemala	425	2.9
Autres pays	7 486	50.3
1986	19 459	100.0
Haïti	1 655	8.5
Liban	1 289	6.6
Sri Lanka	900	4.6
France	834	4.3
Vietnam	828	4.3
El Salvador	700	3.6
Iran	640	3.3
États-Unis	599	3.1
Hong-Kong	576	3.0
Inde	544	2.8
Autres pays	10 894	56.0

Source: Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Tableau 18

Immigrants, selon la connaissance du français et de l'anglais, Québec, 1981-1986

	Français seulement		Français et anglais		Anglais seulement		Ni anglais ni français		Non déclarée		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
1981	6 456	30.7	2 095	9.9	4 061	19.3	8 375	39.8	76	0.4	21 063	100.0
1982	6 774	31.8	2 455	11.5	4 099	19.2	7 967	37.3	36	0.2	21 331	100.0
1983	5 352	32.7	1 773	10.8	3 454	21.1	5 795	35.4	..	..	16 374	100.0
1984	3 523	24.1	1 777	12.1	3 555	24.3	5 786	39.5	..	..	14 641	100.0
1985	3 640	24.5	2 013	13.5	3 744	25.2	5 487	36.9	..	..	14 884	100.0
1986	4 060	20.9	2 730	14.0	5 962	30.6	6 703	34.5	4	..	19 459	100.0

Source: Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Tableau 19

Population totale, ménages privés et familles de recensement, Québec, 1951-1986

	Population totale	Ménages privés			Familles de recensement				
		Total	Personnes	Personnes/ ménage	Total	Personnes	Personnes/ famille	Enfants[1]	Enfants/ famille
					n				
1951	4 055 681	858 785	3 917 995	4,6	856 041	3 609 851	4,2	1 828 035	2,1
1956	4 628 378	1 001 264	4 435 001	4,4	970 414	4 107 028	4,2	2 094 499	2,2
1961	5 259 211	1 191 469	5 065 365	4,2	1 103 822	4 679 837	4,2	2 426 358	2,2
1966	5 780 845	1 389 115	5 595 109	4,0	1 229 301	5 135 358	4,2	2 646 906	2,2
1971	6 027 765	1 605 750	5 874 430	3,7	1 357 185	5 287 955	3,9	2 578 390	1,9
1976	6 234 445	1 894 110	6 082 605	3,2	1 540 400	5 434 790	3,5	2 373 110	1,5
1981	6 438 400	2 172 855	6 296 435	2,9	1 671 535	5 491 195	3,3	2 209 560	1,3
1986	6 532 461	2 357 104	6 391 435	2,7	1 751 495	5 472 275	3,1	2 043 030	1,2

1. Enfants de moins de 25 ans.

Source: Statistique Canada, Recensements du Canada.

Tableau 20

Ménages, selon le genre, Québec, 1961-1986

	1961		1966		1971	
	n	%	n	%	n	%
Ménages familiaux	1 059 117	88,9	1 195 370	86,1	1 326 215	82,6
Une famille	1 019 888	85,6	1 165 199	83,9	1 298 705	80,9
Deux familles ou plus	39 229	3,3	30 171	2,2	27 510	1,7
Ménages non familiaux	132 352	11,1	193 745	13,9	279 530	17,4
Une personne	83 720	7,0	132 530	9,5	193 575	12,1
Deux personnes ou plus	48 632	4,1	61 215	4,4	85 955	5,3
Total	1 191 469	100,0	1 389 115	100,0	1 605 750	100,0

	1976		1981		1986	
	n	%	n	%	n	%
Ménages familiaux	1 521 235	80,3	1 654 560	76,1	1 735 635	73,6
Une famille	1 502 320	79,3	1 637 800	75,4	1 719 995	73,0
Deux familles ou plus	18 915	1,0	16 765	0,7	15 640	0,6
Ménages non familiaux	372 875	19,7	518 300	23,9	621 470	26,4
Une personne	294 310	15,5	425 025	19,6	510 550	21,7
Deux personnes ou plus	78 560	4,2	93 265	4,3	110 920	4,7
Total	1 894 110	100,0	2 172 860	100,0	2 357 105	100,0

Source: Statistique Canada, Recensements du Canada.

Tableau 21

Ménages, selon l'âge de la personne-repère, Québec, 1961-1986

Groupe d'âge	1961		1966		1971	
	n	%	n	%	n	%
15-24 ans	46 465	3.9	72 775	5.2	101 645	6.3
15-19 ans	..	..	..	..	..	..
20-24 ans	..	..	..	..	..	..
25-34 ans	270 803	22.7	302 292	21.8	370 775	23.1
35-44 ans	296 660	24.9	339 893	24.5	352 455	21.9
45-54 ans	251 867	21.2	285 491	20.5	317 585	19.8
55-64 ans	175 338	14.7	210 530	15.2	249 825	15.6
65 ans et plus	150 336	12.6	178 134	12.8	213 205	13.3
65-74 ans	..	..	..	..	..	..
75 ans et plus	..	..	..	..	..	..
Total	1 191 469	100.0	1 389 115	100.0	1 605 490	100.0

Groupe d'âge	1976		1981		1986	
	n	%	n	%	n	%
15-24 ans	141 565	7.4	168 365	7.8	136 025	5.8
15-19 ans	12 545	0.6	15 470	0.7	..	..
20-24 ans	129 020	6.8	152 895	7.1	..	..
25-34 ans	472 890	25.0	548 285	25.2	567 804	24.1
35-44 ans	373 990	19.7	445 680	20.5	542 280	23.0
45-54 ans	357 530	18.9	374 400	17.2	384 315	16.3
55-64 ans	281 625	14.9	319 230	14.7	353 365	15.0
65 ans et plus	266 510	14.1	316 900	14.6	373 305	15.8
65-74 ans	..	..	219 150	10.1	247 815	10.5
75 ans et plus	..	..	97 750	4.5	125 490	5.3
Total	1 894 110	100.0	2 172 855	100.0	2 357 105	100.0

Source: Statistique Canada, Recensements du Canada.

Tableau 22

Taux de personnes-repères dans les ménages, par groupe d'âge, Québec, 1961-1986

Groupe d'âge	1961	1966	1971	1976	1981	1986
			%			
15-24 ans	5.55	6.99	8.69	11.20	13.33	12.82
15-19 ans	..	..	..	1.89	2.50	..
20-24 ans	..	..	..	21.57	23.76	..
25-34 ans	36.80	40.15	43.25	45.93	48.22	47.41
35-44 ans	44.56	46.51	48.98	51.31	53.83	55.16
45-54 ans	49.26	50.46	51.09	52.84	54.90	56.05
55-64 ans	51.64	53.24	54.35	56.04	56.77	57.61
65 ans et plus	49.08	50.66	51.63	55.38	55.66	57.38
65-74 ans	..	..	..	..	59.23	60.81
75 ans et plus	..	..	..	..	49.03	51.62

Source: Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 23

Ménages, selon le nombre de personnes qui les composent, Québec, 1961-1986

Nombre de personnes	1961		1966		1971	
	n	%	n	%	n	%
1	83 720	7,0	132 530	9,5	193 575	12,0
2	227 811	19,1	283 095	20,4	370 440	23,1
3	214 069	18,0	243 564	17,5	290 495	18,1
4	211 512	17,8	242 485	17,5	284 260	17,7
5	161 120	13,5	181 708	13,1	195 205	12,2
6 et plus	293 237	24,6	305 733	22,0	271 765	16,9
Total	1 191 489	100,0	1 389 115	100,0	1 605 750	100,0

Nombre de personnes	1976		1981		1986	
	n	%	n	%	n	%
1	294 315	15,5	425 030	19,6	510 550	21,7
2	501 905	26,5	608 575	28,0	705 220	29,9
3	356 010	18,8	408 550	18,8	450 160	19,1
4	350 790	18,5	415 245	19,1	443 015	18,8
5	200 010	10,6	197 805	9,1	176 485	7,5
6 et plus	191 095	10,1	117 650	5,4	71 685	3,0
Total	1 894 110	100,0	2 172 855	100,0	2 357 105	100,0

Source: Statistique Canada, Recensements du Canada.

Tableau 24

Familles dans les ménages privés, selon la structure et le nombre d'enfants, Québec, 1981 et 1986

Structure		Nombre d'enfants						Nombre de familles	Nombre d'enfants	Nombre moyen d'enfants[1]
		0	1	2	3	4	5 +			
1981	n	488 310	450 055	441 980	193 570	65 670	31 955	1 671 535	2 356 555	2,0
	%	29,2	26,9	26,4	11,6	3,9	1,9	100,0	100,0	
Couple marié	n	403 115	314 100	373 705	167 715	56 615	26 960	1 342 215	1 942 540	2,1
	%	30,0	23,4	27,8	12,5	4,2	2,0	100,0	82,4	
Couple en union libre	n	85 200	20 720	9 965	3 345	1 200	460	120 885	58 050	1,6
	%	70,5	17,1	8,2	2,8	1,0	0,4	100,0	2,5	
Père seul	n	...	19 880	9 370	3 645	1 310	910	35 120	59 870	1,7
	%	...	56,6	26,7	10,4	3,7	2,6	100,0	2,5	
Mère seule	n	...	95 350	48 940	18 855	6 550	3 625	173 320	296 100	1,7
	%	...	55,0	28,2	10,9	3,8	2,1	10,0	12,6	
1986	n	537 435	505 890	481 400	172 635	41 520	12 620	1 751 495	2 222 085	1,8
	%	30,7	28,9	27,5	9,9	2,4	0,7	100,0	100,0	
Couple marié	n	417 570	315 795	386 620	145 130	34 610	10 310	1 310 030	1 719 790	1,9
	%	31,9	24,1	29,5	11,1	2,6	0,8	100,0	77,4	
Couple en union libre	n	119 860	39 780	21 230	5 940	1 480	370	188 685	107 990	1,6
	%	63,5	21,1	11,3	3,1	0,8	0,2	100,0	4,9	
Père seul	n	...	26 985	12 090	3 710	1 005	375	44 175	68 415	1,5
	%	...	61,1	27,4	8,4	2,3	0,8	100,0	3,1	
Mère seule	n	...	123 335	61 460	17 850	4 420	1 570	208 630	325 895	1,6
	%	...	59,1	29,5	8,6	2,1	0,8	100,0	14,7	

1. Excluant les familles sans enfants.

Source: Statistique Canada, Recensements du Canada.

Tableau 25

Familles dans les ménages privés, selon le sexe et l'état matrimonial de la personne-repère, Québec, 1961-1986

Sexe et état matrimonial	1961		1966		1971	
	n	%	n	%	n	%
Couple	1 008 004	91.3	1 124 833	91.5	1 222 175	90.0
Union libre	..	..	..	..	..	..
Père seul	23 073	2.1	21 352	1.7	29 780	2.2
Mère seule	72 745	6.6	83 116	6.8	105 420	7.8
Mariée	17 423	1.6	19 221	1.6	31 945	2.4
Veuve	53 097	4.8	60 763	4.9	59 810	4.4
Divorcée	1 205	0.1	1 589	0.1	5 920	0.4
Célibataire	1 020	0.1	1 543	0.1	7 745	0.6
Total	1 103 822	100.0	1 229 301	100.0	1 357 375	100.0

Sexe et état matrimonial	1976		1981		1986	
	n	%	n	%	n	%
Couple	1 381 505	89.7	1 463 105	87.5	1 498 690	85.6
Union libre	..	..	120 885	7.2	188 660	10.8
Père seul	26 330	1.7	35 120	2.1	44 180	2.5
Mère seule	132 565	8.6	173 315	10.4	208 630	11.9
Mariée	32 530	2.1	39 305	2.4	43 080	2.5
Veuve	65 625	4.3	66 625	4.0	63 585	3.6
Divorcée	24 150	1.6	45 895	2.7	65 781	3.8
Célibataire	10 260	0.7	21 490	1.3	36 184	2.1
Total	1 540 400	100.0	1 671 540	100.0	1 751 495	100.0

Source: Statistique Canada, Recensements du Canada.

Tableau 26

Familles, selon l'âge et le sexe des époux ou des parents, Québec, 1986

	Groupe d'âge							
	15-24		25-34		35-44		45-54	
	n	%	n	%	n	%	n	%
Époux	56 900	3.8	380 645	25.4	384 465	25.7	267 755	17.9
Épouse	116 355	7.8	421 705	28.1	368 745	24.6	253 325	16.9
Père seul	610	1.4	4 620	10.5	12 985	29.4	11 885	26.9
Mère seule	11 355	5.4	47 360	22.7	57 745	27.7	37 120	17.8
Mariée	1 430	3.3	11 770	27.3	15 380	35.7	8 835	20.5
Veuve	90	0.1	1 525	2.4	5 940	9.3	12 245	19.3
Divorcée	650	1.0	16 380	24.9	29 620	45.0	14 330	21.8
Célibataire	9 185	25.4	17 685	48.9	6 805	18.8	1 710	4.7

	Groupe d'âge				Total	
	55-64		65+			
	n	%	n	%	n	%
Époux	228 040	15.2	180 885	12.1	1 498 690	100.0
Épouse	208 335	13.9	30 240	8.7	1 498 690	100.0
Père seul	7 850	17.8	6 220	14.1	44 180	100.0
Mère seule	28 320	13.6	26 725	12.8	208 630	100.0
Mariée	4 285	9.9	1 390	3.2	43 080	100.0
Veuve	19 300	30.3	24 495	38.5	63 585	100.0
Divorcée	4 205	6.4	565	0.9	65 780	100.0
Célibataire	530	1.5	275	0.8	36 185	100.0

Source: Statistique Canada, Recensement du Canada de 1986.

Tableau 27

Personnes habitant seules, selon le groupe d'âge, l'état matrimonial et le sexe, Québec, 1986

Groupe d'âge	État matrimonial				
	Célibataire	Marié	Divorcé	Veuf	Total
			n		
Hommes	124 220	28 535	37 195	23 300	213 250
15-19 ans	1 860	20	5	5	1 890
20-24 ans	19 025	275	115	15	19 430
25-34 ans	51 000	4 835	5 420	110	61 365
35-44 ans	22 455	7 190	12 025	315	41 985
45-54 ans	11 940	5 500	9 625	1 135	28 200
55-64 ans	10 495	5 650	7 000	4 640	27 785
65-74 ans	5 400	3 510	2 545	8 585	20 040
75 ans et plus	2 040	1 555	470	8 495	12 560
Femmes	117 640	22 500	35 010	122 150	297 300
15-19 ans	2 140	15	5	20	2 180
20-24 ans	16 860	480	240	25	17 605
25-34 ans	38 615	3 165	4 820	275	46 875
35-44 ans	19 575	3 590	8 710	910	32 785
45-54 ans	11 565	4 140	9 390	4 790	29 885
55-64 ans	11 975	5 555	8 365	25 215	51 110
65-74 ans	10 280	4 120	2 980	50 465	67 845
75 ans et plus	6 625	1 440	490	40 455	49 010

Source: Statistique Canada, Recensement du Canada de 1986.

Tableau 28

Population par âge et par sexe, selon la situation dans les ménages et les familles, Québec, 1986

Groupe d'âge	Population dans les ménages privés					
	Dans les familles					
	Enfants dans les familles époux-épouses		Enfants dans les familles monoparentales		Parents/époux	
	n	%	n	%	n	%
Hommes	975 205	30,5	210 365	6,6	1 542 870	48,2
0-14 ans	582 295	84,6	91 220	13,3	-	-
15-19 ans	181 160	74,5	42 015	17,3	1 910	0,8
15-17 ans	111 020	77,1	25 150	17,5	260	0,2
18-19 ans	70 145	70,7	16 860	17,0	1 650	1,7
20-24 ans	142 475	48,3	35 960	12,2	55 605	18,9
25-29 ans	46 930	15,2	17 340	5,6	174 850	56,7
30-34 ans	13 230	4,6	8 230	2,9	210 415	73,5
35-44 ans	7 510	1,5	9 055	1,9	397 455	81,3
45-54 ans	1 370	0,4	4 435	1,3	279 640	82,8
55-64 ans	220	0,1	1 885	0,6	235 890	81,3
65-74 ans	10	.	210	0,1	135 985	77,0
75 ans et plus	5	.	15	.	51 115	58,7
Femmes	852 575	25,6	183 935	5,5	1 707 320	51,3
0-14 ans	551 745	84,5	87 490	13,4	-	-
15-19 ans	165 665	71,4	39 285	16,9	10 450	4,5
15-17 ans	103 375	75,9	24 615	18,1	1 375	1,0
18-19 ans	62 290	64,9	14 665	15,3	9 080	9,5
20-24 ans	97 895	33,7	25 825	8,9	117 260	40,3
25-29 ans	23 765	7,6	10 575	3,4	228 845	73,3
30-34 ans	7 100	2,4	5 645	1,9	240 220	82,6
35-44 ans	5 005	1,0	7 780	1,6	426 490	86,3
45-54 ans	1 170	0,3	4 430	1,3	290 445	83,5
55-64 ans	215	0,1	2 450	0,8	236 650	73,2
65-74 ans	15	.	425	0,2	118 565	51,4
75 ans et plus	5	.	20	.	38 400	24,6

Source: Statistique Canada, Recensement du Canada de 1986.

Groupe	Population dans les ménages privés				Population hors ménages privés		Total	
	Hors familles							
	Vivant avec d'autres personnes		Vivant seule					
	n	%	n	%	n	%	n	%
Hommes	**197 505**	**6.2**	**213 250**	**6.7**	**62 025**	**1.9**	**3 201 220**	**100.0**
0-14 ans	11 650	1.7	-	-	2 810	0.4	687 975	100.0
15-19 ans	12 040	4.9	1 895	0.8	4 295	1.8	243 315	100.0
15-17 ans	5 165	3.6	245	0.2	2 230	1.5	144 070	100.0
18-19 ans	6 875	6.9	1 650	1.7	2 070	2.1	99 250	100.0
20-24 ans	34 245	11.6	19 430	6.6	7 080	2.4	294 795	100.0
25-29 ans	31 350	10.2	32 195	10.4	5 640	1.8	308 305	100.0
30-34 ans	21 325	7.4	29 170	10.2	4 010	1.4	286 380	100.0
35-44 ans	26 785	5.5	41 980	8.6	5 955	1.2	488 740	100.0
45-54 ans	18 790	5.6	28 200	8.3	5 415	1.6	337 850	100.0
55-64 ans	17 870	6.2	27 785	9.6	6 385	2.2	290 035	100.0
65-74 ans	13 055	7.4	20 040	11.3	7 365	4.2	176 665	100.0
75 ans et plus	10 415	12.0	12 560	14.4	13 040	15.0	87 150	100.0
Femmes	**211 100**	**6.3**	**297 300**	**8.9**	**79 010**	**2.4**	**3 331 240**	**100.0**
0-14 ans	11 350	1.7	-	-	2 475	0.4	653 060	100.0
15-19 ans	12 155	5.2	2 175	0.9	2 455	1.1	232 185	100.0
15-17 ans	5 020	3.7	235	0.2	1 515	1.1	136 135	100.0
18-19 ans	7 145	7.4	1 940	2.0	920	1.0	96 040	100.0
20-24 ans	28 860	9.9	17 605	6.1	3 185	1.1	290 630	100.0
25-29 ans	22 185	7.1	24 910	8.0	2 090	0.7	312 370	100.0
30-34 ans	13 880	4.8	21 970	7.6	1 840	0.6	290 655	100.0
35-44 ans	18 865	3.8	32 785	6.6	3 500	0.7	494 425	100.0
45-54 ans	17 060	4.9	29 885	8.6	4 770	1.4	347 760	100.0
55-64 ans	25 400	7.9	51 110	15.8	7 505	2.3	323 330	100.0
65-74 ans	30 570	13.2	67 845	29.4	13 435	5.8	230 855	100.0
75 ans et plus	30 760	19.7	49 010	31.4	37 775	24.2	155 970	100.0

4

Marché du travail

La population active	329
L'emploi	329
Le chômage	331
La syndicalisation et les relations de travail	331
Les normes minimales de travail	332
Les salaires et traitements	332
Définitions	333

Liste des tableaux

1. Population de 15 ans et plus et population active, Québec, Ontario et Canada, 1980-1987 335
2. Population active, selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1980-1987 335
3. Population de 15 ans et plus, selon l'âge, l'état civil et le sexe, Québec, 1980-1987 336
4. Taux d'activité, selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1980-1987 336
5. Emploi et chômage, Québec, Ontario et Canada, 1980-1987 337
6. Emploi, selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1980-1987 337
7. Emploi à plein temps et à temps partiel, selon l'âge, le sexe et l'état civil, Québec, 1985-1987 338
8. Raison invoquée justifiant le travail à temps partiel, selon le sexe, Québec, 1987 338
9. Taux d'activité, taux de chômage et rapport emploi/population, Québec, Ontario et Canada, 1980-1987 339
10. Nombre de chômeurs, selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1980-1987 340
11. Nombre de chômeurs, selon la durée du chômage et durée moyenne du chômage, Québec, 1980-1987 340
12. Taux de chômage, selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1980-1987 341
13. Population de 15 ans et plus, population active et emploi, par région économique et par région métropolitaine, Québec, 1985-1987 342
14. Taux d'activité, taux de chômage et rapport emploi/population, par région économique et par région métropolitaine, Québec, 1985-1987 342
15. Emploi, par secteur d'activité, Québec, 1980-1987 343
16. Emploi à plein temps et à temps partiel, par secteur d'activité, Québec, 1986 et 1987 344
17. Part relative de l'emploi canadien, selon le secteur d'activité, Québec, 1980-1987 345
18. Répartition de l'emploi, selon le domaine d'activité et le sexe, Québec, 1977 et 1987 345
19. Taux de présence syndicale des secteurs privé et public, Québec, 1985-1987 346
20. Répartition des salariés et des conventions collectives, selon l'affiliation syndicale, Québec, 1987 346
21. Répartition des conventions collectives et des salariés visés, selon la taille de l'unité de négociation, Québec, 1987 347
22. Données globales sur les conflits de travail, Québec, 1975-1987 347
23. Conflits de travail, par secteur d'activité, Québec, 1987 348
24. Circonstances entourant les conflits de travail, Québec, 1987 348
25. Conflits de travail, selon l'affiliation syndicale, Québec, 1987 348
26. Données sur les enquêtes menées dans le cadre de la *Loi sur les normes du travail*, Québec, 1985 et 1986 349
27. Répartition des salariés lésés et de l'ensemble des salariés, par branche d'activité, Québec, 1985 et 1986 349
28. Répartition des salariés lésés et de l'ensemble de la population active, par groupe d'âge, Québec, 1985 et 1986 349
29. Estimation du nombre de salariés au salaire minimum, par secteur d'activité économique, Québec, 1984-1986 350
30. Salaire horaire minimum, selon la date d'entrée en vigueur, Québec, 1974-1987 350
31. Salaires et traitements, par secteur d'activité, Québec, 1984-1987 351
32. Emploi et rémunération hebdomadaire moyenne des salariés du secteur public, Québec, 1985-1987 351
33. Nombre de salariés, rémunération hebdomadaire moyenne et durée du travail, Québec, 1983-1987 352

Liste des figures

1. Taux de chômage, Québec, Ontario et Canada, 1980-1987 339

2. Taux de chômage par groupe d'âge, Québec, 1980-1987 341

4

Ce chapitre a été réalisé par Denis Chalifour et Richard Cloutier, de la Direction des statistiques générales du Bureau de la statistique du Québec.

Ce chapitre analyse les principales caractéristiques du marché du travail. Divers tableaux traitent de l'emploi, du chômage, de la syndicalisation, des normes du travail, de la rémunération et des heures de travail. Ces données sont ventilées en fonction des traits dominants de la population et des secteurs d'activité économique.

La population active

De 1980 à 1987, la population active du Québec passe de 2 988 000 à 3 306 000 personnes; cela représente une hausse de 10,6%. Cette augmentation résulte du nombre grandissant de femmes sur le marché du travail, particulièrement chez les 25-34 ans, où elles sont 441 000 en 1988, comparativement à 327 000 en 1980, ainsi que chez les 35-44 ans, où le nombre est passé de 217 000 à 351 000 ce qui équivaut à une hausse de 61,8%. Au cours des huit dernières années, la composition de la population active se modifie sensiblement. En effet, en 1980, les femmes représentent 38,7% de l'ensemble de la population active, par rapport à 42,3% en 1987. Le nombre des hommes augmente aussi, de 1 831 000, en 1980, à 1 906 000, en 1987, pendant que celui des femmes monte de 1 157 000 à 1 400 000.

Le taux d'activité, qui passe de 61,2%, en 1980, à 63,5%, en 1987, est influencé en grande partie par ce mouvement à la hausse du nombre des femmes composant la population active. Ainsi, le taux d'activité des femmes de 25-34 ans s'accroît de 12,4% en passant de 58,8%, en 1980, à 71,2%, en 1987, de même que celui des femmes de 35-44 ans, qui augmente de 14,4% en passant de 54,4% à 68,8%. Au cours de la même période, le taux d'activité chez les hommes diminue légèrement; de 77,0%, en 1980, il passe à 75,3%, en 1987. La baisse la plus significative se retrouve chez les hommes de 55-64 ans, où le taux décroît de 74,8% à 61,8%, soit une diminution de 13%.

Au Québec, les taux d'activité de ces huit dernières années demeurent toujours en dessous de ceux de l'ensemble du Canada. En 1980, on observe des taux de 61,2% et de 64,1% pour le Québec et le Canada respectivement, tandis qu'en 1987, ils atteignent 63,5% et 66,2%. L'Ontario présente cependant des taux d'activité supérieurs aux taux canadiens, avec 66,7% en 1980 et 68,9% en 1987. Sur le plan régional, la région de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine montre le plus faible taux d'activité, soit 49,8%, en 1987, alors que la région de l'Outaouais connaît le plus élevé, avec 69,0%; l'écart entre les deux extrêmes est donc de 19,2%. Quant aux régions de Montréal-Centre (incluant Laval) et de Québec, elles enregistrent respectivement des taux de 64,5% et de 61,1%.

L'emploi

Une croissance de l'emploi (10,1%) semblable à celle de la population active (10,6%) caractérise la période de 1980 à 1987. En 1980, on dénombre 2 694 000 emplois; ce nombre descend à 2 584 000 lors de la récession de 1982, puis il remonte et atteint un sommet de 2 966 000, en 1987. Cependant, la hausse de l'emploi n'est pas répartie également selon le

groupe d'âge et le sexe. En effet, le groupe des 15-19 ans est privé de 44 000 emplois et celui des 20-24 ans, de 35 000. C'est donc parmi les groupes des 25-34 ans et des 35-44 ans que se produisent les hausses les plus marquées.

La situation de l'emploi chez les 25-34 ans, en hausse de 16,6%, est étroitement liée à l'évolution de l'emploi chez les femmes de ce groupe d'âge; celui-ci s'accroît de 299 000 à 392 000, soit une augmentation de 31,1% entre 1980 et 1987. On observe le même phénomène à l'intérieur du groupe des 35-44 ans, où le nombre d'emplois a augmenté de 202 000, passant de 552 000, en 1980, à 754 000, en 1987. Comme dans le cas des 25-34 ans, une bonne partie de l'augmentation provient des 120 000 emplois additionnels chez les femmes en 1987, par rapport à 1980.

Bien que l'emploi total ait augmenté de 10,1% entre 1980 et 1987, ce ne sont pas tous les secteurs de l'activité économique qui ont contribué à son essor. En effet, pendant cette période, le secteur primaire montre une baisse de 7,8% et le secteur secondaire demeure pratiquement stable, tandis que le secteur tertiaire engendre la majeure partie des nouveaux emplois; sa croissance est de 15,4% en 1987, en regard de 1980. Dans ce dernier secteur, on retient les activités du commerce, où le nombre d'emplois augmente de 69 000, passant de 452 000 à 521 000, ce qui représente 15,3% d'augmentation. Les autres activités du secteur tertiaire où l'augmentation de l'emploi est à souligner sont: les services hospitaliers (28,2%), les services aux entreprises (34,8%) et les services personnels, l'hébergement et la restauration (24,7%).

À l'échelle canadienne, la part de l'emploi que détient le Québec est sensiblement la même en 1987 qu'en 1980 pour chacun des secteurs primaire, secondaire et tertiaire. En effet, dans le secteur primaire, la part relative du Québec est de 16,3% en 1980 et de 15,4% en 1987; dans le secteur secondaire, elle est de 26,8% et de 26,9%, et dans le secteur tertiaire, de 25,5% et de 25,0%.

En ce qui concerne l'emploi à temps partiel, c'est dans l'ensemble du secteur tertiaire que l'on retrouve la plus forte proportion de ce type d'emploi (17,1%) en 1987, puisque les services hospitaliers (26,0%), les services personnels, l'hébergement et la restauration (25,0%), ainsi que le commerce de détail (23,3%) sont des activités économiques où la main-d'oeuvre à temps partiel tient une part relativement importante de l'emploi. En 1985, on dénombre 391 000 emplois à temps partiel et 2 413 000 emplois à temps plein. L'emploi à temps partiel compte donc pour 13,9% de l'emploi total. Ce taux est de 14,1% en 1986 et de 13,5% en 1987, ce qui correspond respectivement à 404 000 et à 400 000 emplois à temps partiel. Au cours de ces trois années, les femmes occupent 70,1% (1985), 69,6% (1986) et 71,5% (1987) des emplois à temps partiel; en 1985, 46,4% de ces emplois se retrouvent dans le groupe de femmes de 25-44 ans, comparativement à 47,7% en 1986 et à 47,2% en 1987.

Le tableau 18 fait ressortir l'arrivée massive des femmes sur le marché du travail. En effet, on remarque que la part relative des femmes s'est nettement accrue dans les emplois reliés aux domaines d'activité suivants: la direction et les professions libérales (5,8%), l'administration (6,5%), le commerce (11,5%) et les services (6,5%). Ces hausses modifient de façon appréciable la part globale des femmes sur le marché du travail, qui passe de 36,1%, en 1977, à 42,2%, en 1987.

Le chômage

La période de 1980 à 1987 est marquée par une importante hausse du taux de chômage au Québec, entre 1980 et 1983; celui-ci s'élève de 9,8% à 13,9%, alors que le taux canadien est de 7,5% en 1980 et de 11,9% en 1983. À la suite de cette période sombre, la situation sur le marché du travail s'améliore constamment, de sorte qu'en 1987 on obtient un taux de chômage de 10,3% pour le Québec et de 8,9% pour l'ensemble du Canada.

Le taux de chômage du Québec, en 1987, varie grandement en fonction des groupes d'âge. On s'aperçoit que les taux les plus élevés se situent dans les groupes des 15-19 ans (16,0%), des 20-24 ans (14,3%) et des 25-34 ans (10,6%); le plus faible taux est celui des 45-54 ans (8,2%). Pour l'ensemble des gens de 15 ans et plus, on remarque que le taux des femmes (10,6%) est légèrement supérieur à celui des hommes (10,1%).

Au cours de la période de 1980 à 1987, la durée moyenne du chômage augmente considérablement. En effet, de 16,9 semaines, en 1980, elle passe à 25,2 semaines, en 1983. On peut croire que cette situation découle de la récession de 1982; cependant, en 1987, la durée moyenne demeure encore de 25,5 semaines, ce qui représente 8,6 semaines de plus qu'en 1980.

Sur le plan régional, la région de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine compte le plus fort taux de chômage (16,4%), contrairement à la région de Québec, qui enregistre le plus bas (8,5%). On peut d'ailleurs constater qu'avec des taux légèrement différents en 1985 et en 1986, la région de Québec présente toujours les taux de chômage les plus bas et la région de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, les taux les plus élevés.

La syndicalisation et les relations de travail

En 1987, le taux de présence syndicale dans le secteur public (65,3%) est deux fois plus grand que celui du secteur privé (31,0%). Dans le secteur privé, le taux passe de 34,0%, en 1985 à 31,0%, en 1986; cela s'explique par l'augmentation plus rapide du nombre total d'emplois par rapport au nombre de salariés visés par une convention collective.

Quant à l'affiliation syndicale, la Confédération des syndicats nationaux (CSN) et la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) représentent, à elles seules, 57,8% des salariés visés par une convention collective, en excluant le secteur de la construction et les conventions collectives de compétence fédérale.

La même année, 1 605 033 jours-personnes sont perdus à la suite de 291 conflits touchant 94 478 personnes; 89,5% de ces jours-personnes proviennent de secteurs d'activité dont les conventions collectives sont de compétence provinciale. Ce sont les industries manufacturières qui comptent le plus de pertes en jours-personnes, soit 40,0%, puis le secteur du commerce, avec 15,6% du total.

Les principales circonstances entourant les conflits de travail sont le renouvellement des conventions collectives (82,6% des jours-personnes) et les négociations pour une première convention collective (9,9% des jours-personnes perdus). En considérant l'affiliation syndicale, plus des trois quarts (76,7%) du total des jours-personnes perdus proviennent des membres de la FTQ (50,1%) et de ceux de la CSN (26,6%).

Les normes minimales de travail

En matière de rémunération, on constate une diminution du nombre d'infractions et du nombre d'enquêtes. Il y a 17 525 infractions en 1986, alors qu'en 1985, ce nombre s'élevait à 20 245. La Commission des normes du travail effectue 6 861 enquêtes à ce sujet en 1986, comparativement à 7 304 en 1985. Les montants réclamés lors de ces enquêtes totalisent 5 827 060 $ en 1986, comparativement à 6 863 466 $ en 1985. De plus, le montant moyen réclamé pour chaque salarié en cause passe de 601,06 $, en 1985, à 569,55 $, en 1986. C'est dans le secteur des services qu'on note la part la plus élevée de salariés lésés, soit 39%; il faut cependant souligner que ce secteur représente 32,7% de l'ensemble des salariés en 1986. Par ailleurs, 45,3% des salariés lésés se retrouvent dans le groupe des 25-44 ans, lequel groupe d'âge constitue 53,7% de la population active.

Du 1er mai 1974 (2,10 $) au 1er octobre 1987 (4,55 $), le salaire horaire minimum des travailleurs adultes (distinction qui existait en 1974) connaît une augmentation de 116%. Cependant, depuis le 1er octobre 1986, la distinction selon l'âge des salariés n'existe plus et le taux de salaire uniformisé est alors fixé à 4,35 $; un an plus tard, c'est-à-dire le 1er octobre 1987, le salaire minimum est augmenté à 4,55 $.

Les salaires et traitements

En 1987, les salaires et traitements versés dans l'ensemble des activités économiques atteignent 62,3 milliards de dollars, comparativement à 58,0 milliards de dollars en 1986, soit une augmentation de 7,5%, alors qu'en 1985 et en 1984, ils sont respectivement de 54,6 milliards et 50,8 milliards de dollars. En 1987, les revenus supplémentaires du travail, qui représentent quelque 8,5 milliards de dollars, font que les revenus du travail dans l'ensemble des activités économiques s'élèvent à 70,8 milliards de dollars.

Définitions

Arrondissement des données

Dans l'enquête sur la population active, les estimations sont arrondies au millier le plus près. En raison de l'arrondissement des données, la somme des éléments ne correspond pas toujours au total. Cependant, les taux d'activité et de chômage, ceux du rapport emploi/population et des moyennes annuelles sont calculés à partir de chiffres non arrondis.

Chômeur

Personne qui, au cours de la semaine de référence:

a) est sans emploi, a activement cherché du travail au cours des quatre dernières semaines (y compris la semaine de référence) et est prête à travailler;
b) n'a pas activement cherché de travail au cours des quatre dernières semaines, mais a été mise à pied et est prête à travailler;
c) n'a pas activement cherché de travail au cours des quatre dernières semaines, mais doit commencer un nouvel emploi dans quatre semaines ou moins, à compter de la semaine de référence, et est prête à travailler.

Compétence fédérale

Convention collective conclue en vertu de la Loi sur les relations de travail dans la fonction publique ou du Code canadien du travail.

Compétence provinciale

Convention collective conclue en vertu du Code du travail québécois.

Personne mise à pied

Personne qui s'attend à réintégrer l'emploi qu'elle occupait.

Personne occupée

Personne qui, au cours de la semaine de référence:

a) fait un travail quelconque contre rémunération ou contribue à une exploitation familiale;
b) a un emploi mais n'est pas au travail pour l'une des raisons suivantes:
   —maladie ou invalidité;
   —obligations personnelles ou familiales;
   —mauvais temps;
   —conflit de travail;
   —vacances;
   —autre.

La personne mise à pied ou celle qui doit commencer à travailler à une date ultérieure déterminée n'est pas considérée comme une personne occupée.

Personne prête à travailler

Personne qui, au cours de la semaine de référence:

a) étudie à plein temps tout en cherchant du travail à temps partiel;
b) déclare n'avoir aucune raison de ne pas accepter un emploi pendant la semaine de référence, ou ne peut accepter un emploi pour l'une ou l'autre des raisons suivantes: maladie ou invalidité, obligations personnelles ou familiales.

Population active

Partie de la population civile hors institution âgée de 15 ans et plus, qui avait un emploi ou qui était en chômage pendant la semaine de référence.

Population inactive

Population civile hors institution âgée de 15 ans et plus qui n'est ni occupée, ni en chômage, pendant la semaine de référence.

Rapport emploi/population

Proportion de personnes occupées dans la population de 15 ans et plus.

Taux d'activité

Proportion de personnes actives dans la population de 15 ans et plus.

Taux de chômage

Proportion de chômeurs dans la population active.

Taux de présence syndicale

Rapport entre le nombre de salariés visés par une convention collective (numérateur) et le nombre d'emplois (dénominateur).

Tableau II.—(*Suite*).—*Nombre de personnes de 10 ans et plus employées dans des emplois rémunérés, par industrie dans la province de Québec.*

RECENSEMENT DE LA POPULATION. ANNÉE 1911.

INDUSTRIES	EMPLOYÉS PAR PÉRIODES D'AGE							
	10 à 14 ans		15 à 24 ans		25 à 64 ans		65 et plus	
	H.	F.	H.	F.	H.	F.	H.	F.
Agriculture	1,171	5	62,461	94	125,432	2,350	12,535	568
Construction, métiers	558	–	17,693	11	46,582	12	2,914	1
Service domestique et soins personnels	316	1,127	4,144	15,796	11,765	19,133	598	1,438
Gouvernement civil et municipal	92	2	3,274	184	12,652	396	1,162	25
Pêche et chasse	59	–	1,502	7	2,639	4	231	3
Forêts	118	–	4,825	–	6,207	–	173	–
Manufactures et arts mécaniques	1,971	1,365	32,409	20,071	70,993	12,154	2,656	302
Industrie minière	81	–	1,687	–	3,702	–	119	–
Professions	12	21	2,531	7,800	12,805	7,193	837	296
Commerce	973	135	17,730	5,052	41,562	3,755	1,852	136
Transport	252	17	11,170	1,179	28,778	436	917	3
Total	5,603	2,672	159,426	50,194	363,117	45,483	23,994	2,772

Source: Annuaire statistique, 1916, p. 96.

Tableau 1

Population de 15 ans et plus et population active, Québec, Ontario et Canada, 1980-1987

	Population de 15 ans et plus			Population active		
	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	Canada
			'000			
1980	4 882	6 518	18 053	2 988	4 350	11 573
1981	4 945	6 603	18 375	3 040	4 464	11 904
1982	4 996	6 703	18 664	2 998	4 508	11 958
1983	5 039	6 805	18 917	3 069	4 570	12 183
1984	5 074	6 921	19 148	3 123	4 666	12 399
1985	5 115	7 042	19 372	3 181	4 787	12 639
1986	5 162	7 151	19 594	3 221	4 897	12 870
1987	5 210	7 279	19 825	3 306	5 013	13 121

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

Tableau 2

Population active, selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1980-1987

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
				'000				
15-19 ans	292	280	240	235	226	222	215	222
Hommes	159	152	129	125	123	117	117	121
Femmes	133	129	111	110	103	105	98	101
20-24 ans	492	494	479	482	480	475	471	450
Hommes	264	265	254	254	254	252	249	236
Femmes	228	229	225	228	226	223	222	213
25-34 ans	846	877	864	894	920	955	981	1 008
Hommes	518	524	521	528	536	547	557	566
Femmes	327	353	342	366	384	409	424	441
35-44 ans	588	624	650	680	722	754	787	823
Hommes	371	386	399	414	428	445	457	471
Femmes	217	238	252	266	294	309	330	351
45-54 ans	460	462	460	460	461	469	475	506
Hommes	300	299	295	295	292	292	296	310
Femmes	160	162	165	165	169	176	179	196
55-64 ans	270	267	265	276	267	265	259	266
Hommes	191	187	185	190	185	186	182	180
Femmes	79	80	80	85	82	80	77	86
65 ans et plus	40	37	39	43	47	41	34	33
Hommes	27	24	26	23	24	27	21	21
Femmes	13	13	14	19	24	14	13	12
Total	2 988	3 040	2 998	3 069	3 123	3 181	3 221	3 306
Hommes	1 831	1 838	1 808	1 829	1 841	1 866	1 877	1 906
Femmes	1 157	1 203	1 190	1 240	1 282	1 315	1 344	1 400

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

Tableau 3

Population de 15 ans et plus, selon l'âge, l'état civil et le sexe, Québec, 1980-1987

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
				'000				
Hommes	2 378	2 407	2 429	2 448	2 464	2 485	2 509	2 532
Mariés	1 518	1 527	1 552	1 558	1 556	1 596	1 614	1 650
Autres	860	880	877	890	909	889	895	882
Femmes	2 504	2 539	2 567	2 591	2 610	2 630	2 653	2 678
Mariées	1 503	1 523	1 535	1 532	1 548	1 578	1 599	1 604
Autres	1 001	1 016	1 032	1 058	1 062	1 052	1 054	1 074
Total	4 882	4 945	4 996	5 039	5 074	5 115	5 162	5 210
15-24 ans	1 255	1 240	1 212	1 177	1 139	1 103	1 067	1 029
25 ans et plus	3 626	3 705	3 785	3 862	3 936	4 012	4 095	4 181

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

Tableau 4

Taux d'activité, selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1980-1987

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
				%				
15-19 ans	46.6	46.1	41.4	42.9	43.9	45.7	45.9	49.0
Hommes	50.0	49.1	43.7	44.9	46.8	47.3	48.8	52.3
Femmes	43.1	43.0	39.0	40.8	40.9	44.0	42.8	45.5
20-24 ans	78.4	78.0	75.9	76.7	76.9	77.0	78.5	78.1
Hommes	84.5	84.2	80.8	80.9	81.1	81.3	82.2	81.1
Femmes	72.3	71.9	71.1	72.4	72.5	72.7	74.8	75.0
25-34 ans	76.4	76.0	75.6	77.0	78.2	79.9	80.7	81.6
Hommes	94.3	93.8	91.9	91.7	92.0	92.1	92.2	92.1
Femmes	58.8	62.3	59.5	62.6	64.7	67.9	69.4	71.2
35-44 ans	74.2	75.9	75.8	76.2	78.1	78.9	79.8	81.1
Hommes	94.2	94.4	93.4	93.2	93.2	93.8	93.3	93.6
Femmes	54.4	57.6	58.4	59.3	63.2	64.3	66.5	68.8
45-54 ans	68.1	68.4	68.4	68.5	68.6	69.4	69.5	72.8
Hommes	90.6	90.4	89.2	89.6	88.3	88.0	87.9	90.5
Femmes	46.5	47.1	48.3	48.2	49.5	51.3	51.5	55.6
55-64 ans	49.7	48.0	46.6	47.5	45.1	44.1	42.5	43.2
Hommes	74.8	71.6	69.1	69.6	66.3	65.4	63.2	61.8
Femmes	27.5	27.1	26.7	27.7	26.2	25.1	24.1	26.4
65 ans et plus	7.8	7.0	7.3	7.6	8.3	7.0	5.6	5.3
Hommes	12.3	10.7	11.2	9.9	10.0	10.9	8.2	8.2
Femmes	4.4	4.2	4.4	6.0	7.1	4.1	3.7	3.2
Total	61.2	61.5	60.0	60.9	61.5	62.2	62.4	63.5
Hommes	77.0	76.4	74.4	74.7	74.7	75.1	74.8	75.3
Femmes	46.2	47.4	46.4	47.9	49.1	50.0	50.6	52.3

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

Tableau 5

Emploi et chômage,
Québec, Ontario et Canada, 1980-1987

	Emploi			Chômage		
	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	Canada
			'000			
1980	2 694	4 053	10 708	294	297	865
1981	2 726	4 171	11 006	314	293	898
1982	2 584	4 067	10 644	413	440	1 314
1983	2 642	4 096	10 734	427	474	1 448
1984	2 722	4 243	11 000	400	423	1 399
1985	2 804	4 402	11 311	376	385	1 328
1986	2 866	4 555	11 634	356	342	1 236
1987	2 966	4 706	11 955	341	307	1 167

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

Tableau 6

Emploi, selon le groupe d'âge et le sexe,
Québec, 1980-1987

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
				'000				
15-19 ans	230	221	173	172	174	177	175	186
Hommes	126	119	89	90	94	93	95	100
Femmes	105	102	84	82	80	85	81	86
20-24 ans	420	418	380	381	392	394	394	385
Hommes	223	221	196	194	205	204	205	201
Femmes	197	197	184	188	187	190	189	185
25-34 ans	773	791	748	770	801	837	871	901
Hommes	474	478	450	453	466	479	495	509
Femmes	299	313	298	317	335	279	376	392
35-44 ans	552	580	584	611	650	689	721	754
Hommes	351	362	362	375	389	410	423	433
Femmes	201	218	222	236	261	279	299	321
45-54 ans	426	429	420	417	418	429	437	465
Hommes	282	280	271	269	268	269	275	286
Femmes	144	149	149	148	150	159	161	178
55-64 ans	254	251	241	249	241	238	235	243
Hommes	180	176	168	172	167	166	165	165
Femmes	74	75	73	77	74	72	69	78
65 ans et plus	39	36	39	42	47	40	32	31
Hommes	26	23	25	22	23	26	20	20
Femmes	13	13	14	19	23	14	13	11
Total	2 694	2 726	2 584	2 642	2 722	2 804	2 866	2 966
Hommes	1 661	1 659	1 560	1 576	1 611	1 648	1 678	1 714
Femmes	1 033	1 067	1 024	1 066	1 111	1 157	1 188	1 252

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

Tableau 7

Emploi[1] à plein temps et à temps partiel, selon l'âge, le sexe et l'état civil, Québec, 1985-1987

	Hommes		Femmes		Les deux sexes		
	Plein temps	Temps partiel	Plein temps	Temps partiel	Plein temps	Temps partiel	Total
			'000				
1985	1 530	117	883	274	2 413	391	2 804
15-24 ans	219	78	187	88	406	166	571
25-44 ans	867	23	509	127	1 376	150	1 526
45-54 ans	265	5	124	36	388	40	429
55-64 ans	161	5	55	17	216	22	238
65 ans et plus	19	7	8	6	27	13	40
Mariés	1 159	29	550	169	1 709	198	1 907
Célibataires	314	85	245	88	559	174	732
Autres	57	..	89	16	145	20	165
1986	1 554	124	907	281	2 461	404	2 866
15-24 ans	219	81	180	90	399	171	570
25-44 ans	894	24	541	134	1 434	158	1 592
45-54 ans	271	4	125	36	397	40	437
55-64 ans	158	8	52	18	209	25	235
65 ans et plus	13	7	9	4	22	11	32
Mariés	1 170	30	584	178	1 754	208	1 962
Célibataires	320	91	235	89	555	179	735
Autres	64	..	88	14	152	17	169
1987	1 599	115	966	286	2 565	400	2 966
15-24 ans	227	73	179	92	406	165	572
25-44 ans	919	24	578	135	1 496	159	1 655
45-54 ans	282	4	147	32	429	36	465
55-64 ans	158	7	56	22	214	29	243
65 ans et plus	14	6	7	5	21	11	31
Mariés	1 187	28	614	175	1 801	203	2 004
Célibataires	342	83	260	95	602	178	780
Autres	70	..	92	17	162	20	182

1. L'emploi à plein temps correspond à une durée de travail de 30 heures ou plus par semaine, ou à moins de 30 heures si les employés se considèrent à plein temps. L'emploi à temps partiel correspond à une durée de travail de moins de 30 heures par semaine.

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 8

Raison invoquée justifiant le travail à temps partiel, selon le sexe, Québec, 1987

Raison	Hommes		Femmes		Total	
	'000	%	'000	%	'000	%
Obligations personnelles ou familiales	..	..	30	10,5	31	7,7
Études	52	45,2	55	19,2	107	26,8
Recherche infructueuse d'un emploi à plein temps	39	33,9	99	34,6	138	34,5
Choix	17	14,8	97	33,9	113	28,3
Autres	5	4,4	5	1,8	11	2,7
Total	115	100,0	286	100,0	400	100,0

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 9

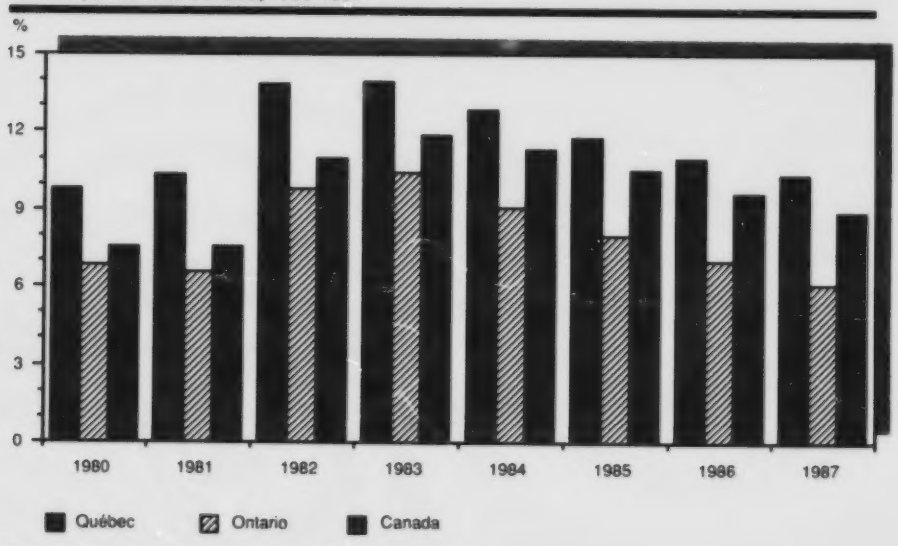
Taux d'activité, taux de chômage et rapport emploi/population, Québec, Ontario et Canada, 1980-1987

	Taux d'activité			Taux de chômage			Rapport emploi/population		
	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	Canada
					%				
1980	61.2	66.7	64.1	9.8	6.8	7.5	55.2	62.2	59.3
1981	61.5	67.6	64.8	10.3	6.6	7.5	55.1	63.2	59.9
1982	60.0	67.3	64.1	13.8	9.8	11.0	51.7	60.7	57.0
1983	60.9	67.1	64.4	13.9	10.4	11.9	52.4	60.2	56.7
1984	61.5	67.4	64.8	12.8	9.1	11.3	53.6	61.3	57.4
1985	62.2	68.0	65.2	11.8	8.0	10.5	54.8	62.5	58.4
1986	62.4	68.5	65.7	11.0	7.0	9.6	55.5	63.7	59.4
1987	63.5	68.9	66.2	10.3	6.1	8.9	56.9	64.7	60.3

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Figure 1

Taux de chômage, Québec, Ontario et Canada, 1980-1987



Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 10

Nombre de chômeurs, selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1980-1987

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
				'000				
15-19 ans	62	59	68	63	52	45	39	36
Hommes	34	33	40	35	29	25	22	21
Femmes	28	26	28	28	23	20	18	15
20-24 ans	72	75	98	100	88	81	76	64
Hommes	41	44	57	60	49	48	44	36
Femmes	31	31	41	40	39	32	33	29
25-34 ans	72	86	116	124	119	118	110	106
Hommes	44	46	72	75	70	67	62	57
Femmes	28	40	44	49	49	51	48	49
35-44 ans	36	44	67	69	72	65	66	69
Hommes	21	24	37	38	39	35	34	38
Femmes	15	20	30	30	33	30	31	31
45-54 ans	34	33	40	43	43	40	38	41
Hommes	18	19	24	26	24	23	21	24
Femmes	16	13	16	17	19	17	18	18
55-64 ans	17	16	24	27	26	27	25	23
Hommes	12	11	17	18	18	20	17	15
Femmes	5	5	7	9	8	8	8	8
Total	294	314	413	427	400	376	356	341
Hommes	170	178	248	254	230	218	200	192
Femmes	124	136	166	173	171	159	156	149

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 11

Nombre de chômeurs, selon la durée du chômage et durée moyenne du chômage, Québec, 1980-1987

	Nombre de chômeurs	4 semaines ou moins	5 à 13 semaines	14 semaines et plus	Autres[1]	Durée moyenne[2]
			'000			Semaines
1980	294	80	90	117	7	16,9
1981	314	86	90	129	9	18,2
1982	413	94	108	203	8	20,9
1983	427	89	103	227	8	25,2
1984	400	94	98	199	8	24,5
1985	376	87	90	190	9	25,4
1986	356	87	87	174	8	24,7
1987	341	81	82	169	9	25,5

1. Comprenant les personnes ayant trouvé un emploi et qui doivent commencer à travailler dans les quatre semaines ou moins de la semaine de référence et qui n'avaient pas activement cherché de travail au cours des quatre dernières semaines, mais qui étaient prêtes à travailler pendant la semaine de référence.
2. Les personnes comprises dans la catégorie « autres » sont exclues du calcul de la durée moyenne.

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 12

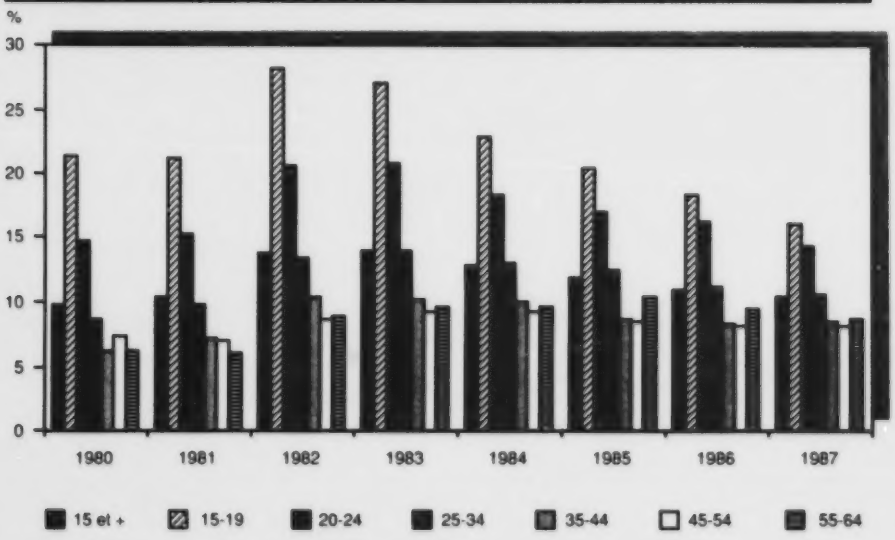
Taux de chômage, selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1980-1987

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
				%				
15-19 ans	21.3	21.2	28.2	27.0	22.9	20.3	18.3	16.0
Hommes	21.2	21.7	31.1	28.2	23.4	21.1	18.7	17.4
Femmes	21.4	20.6	24.9	25.5	22.3	19.4	17.8	14.4
20-24 ans	14.7	15.3	20.6	20.8	18.3	17.0	16.2	14.3
Hommes	15.6	16.6	22.6	23.6	19.3	19.1	17.5	15.1
Femmes	13.6	13.7	18.3	17.7	17.1	14.5	14.7	13.5
25-34 ans	8.6	9.8	13.4	13.9	13.0	12.4	11.2	10.6
Hommes	8.5	8.7	13.7	14.1	13.1	12.3	11.1	10.1
Femmes	8.7	11.3	13.0	13.5	12.8	12.4	11.4	11.1
35-44 ans	6.2	7.1	10.3	10.1	10.0	8.6	8.3	8.4
Hommes	5.6	6.3	9.3	9.3	9.1	7.8	7.5	8.1
Femmes	7.1	8.5	11.8	11.3	11.2	9.8	9.5	8.7
45-54 ans	7.4	7.0	8.7	9.3	9.3	8.5	8.1	8.2
Hommes	6.0	6.5	8.1	8.9	8.3	7.8	7.0	7.6
Femmes	10.0	8.1	9.6	10.0	11.1	9.7	9.9	9.0
55-64 ans	6.2	6.1	8.9	9.7	9.6	10.3	9.5	8.6
Hommes	6.1	6.1	9.1	9.6	9.7	10.6	9.2	8.5
Femmes	6.3	6.2	8.6	10.0	9.4	9.7	10.4	8.8
Total	9.8	10.3	13.8	13.9	12.8	11.8	11.0	10.3
Hommes	9.3	9.7	13.7	13.9	12.5	11.7	10.6	10.1
Femmes	10.8	11.3	13.9	14.0	13.3	12.1	11.6	10.6

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

Figure 2

Taux de chômage par groupe d'âge, Québec, 1980-1987



Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

Tableau 13

Population de 15 ans et plus, population active et emploi, par région économique et par région métropolitaine, Québec, 1985-1987

	Population de 15 ans et plus			Population active			Emploi		
	1985	1986	1987	1985	1986	1987	1985	1986	1987
					'000				
Régions économiques									
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	86	86	87	43	45	43	35	36	36
Bas-Saint-Laurent	168	171	172	97	95	97	80	78	85
Saguenay—Lac-Saint-Jean	233	236	239	132	139	141	112	120	122
Québec et Québec Sud	723	729	736	438	445	450	398	405	412
Mauricie—Bois-Francs	361	366	371	211	222	227	183	195	201
Estrie	201	203	205	125	124	126	111	113	113
Montréal Centre et Laval	1 668	1 674	1 680	1 058	1 063	1 084	928	945	969
Laurentides	248	252	257	153	160	168	134	141	147
Montérégie	830	840	851	547	547	578	490	497	527
Lanaudière	207	211	216	129	128	138	116	116	125
Outaouais	190	192	195	127	127	134	114	112	120
Abitibi-Témiscamingue	112	113	115	64	68	67	55	60	61
Côte-Nord—Nord du Québec	89	88	87	55	57	55	48	48	47
Régions métropolitaines									
Chicoutimi-Jonquière	113	116	117	65	69	68	56	61	60
Québec	454	457	458	293	296	291	267	270	266
Trois-Rivières	93	94	95	56	57	59	49	50	52
Montréal	2 304	2 323	2 348	1 497	1 506	1 555	1 322	1 346	1 400
Ottawa-Hull	593	604	616	419	431	445	384	395	412

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

Tableau 14

Taux d'activité, taux de chômage et rapport emploi/population, par région économique et par région métropolitaine, Québec, 1985-1987

	Taux d'activité			Taux de chômage			Rapport emploi/population		
	1985	1986	1987	1985	1986	1987	1985	1986	1987
					%				
Régions économiques									
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	50.3	52.6	49.8	19.3	21.1	16.4	40.6	41.5	41.6
Bas-Saint-Laurent	57.5	55.7	56.0	16.9	17.8	12.4	47.8	45.8	49.1
Saguenay—Lac-Saint-Jean	56.6	58.7	58.8	14.8	13.3	13.1	48.2	51.0	51.1
Québec et Québec Sud	60.6	61.1	61.1	9.1	9.1	8.5	55.1	55.6	56.0
Mauricie—Bois-Francs	58.5	60.6	61.1	13.6	12.4	11.4	50.5	53.1	54.1
Estrie	62.1	61.3	61.7	10.8	9.5	10.7	55.4	55.5	55.1
Montréal Centre et Laval	63.5	63.5	64.5	12.3	11.1	10.6	55.6	56.4	57.6
Laurentides	61.8	63.5	65.3	12.4	11.7	12.4	54.1	56.1	57.2
Montérégie	65.9	65.1	67.9	10.5	9.2	8.7	59.0	59.1	62.0
Lanaudière	62.3	60.5	63.8	10.1	9.3	9.1	56.0	54.8	58.0
Outaouais	67.3	66.4	69.0	10.9	12.3	10.3	60.0	58.2	61.9
Abitibi-Témiscamingue	57.4	60.3	58.4	14.1	11.8	8.7	49.4	53.2	53.3
Côte-Nord—Nord du Québec	62.2	64.4	62.8	13.6	14.9	13.3	53.8	54.8	54.4
Régions métropolitaines									
Chicoutimi-Jonquière	57.5	59.3	57.8	13.3	11.5	11.6	49.9	52.5	51.1
Québec	64.5	64.9	63.5	8.7	8.8	8.6	58.9	59.2	58.0
Trois-Rivières	60.6	60.8	61.7	12.8	12.8	11.0	52.8	53.0	55.0
Montréal	65.0	64.8	66.2	11.7	10.6	10.0	57.4	57.9	59.6
Ottawa-Hull	70.6	71.3	72.2	8.3	8.4	7.4	64.8	65.3	66.8

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active.*

Tableau 15

Emploi, par secteur d'activité[1], Québec, 1980-1987

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
				'000				
Secteur primaire	128	131	120	127	128	130	127	118
Agriculture	78	79	77	80	77	85	82	76
Forêts	20	23	18	21	21	19	20	19
Pêche et piégeage	..	..	..	..	..	..	..	..
Mines, carrières et puits de pétrole	27	29	24	25	27	25	23	21
Secteur secondaire	735	718	655	649	682	674	706	733
Industries manufacturières	619	593	542	533	560	548	565	573
Biens non durables	368	344	321	325	338	320	328	326
Biens durables	251	248	221	208	222	228	236	247
Construction	115	125	113	116	122	126	141	160
Secteur tertiaire	1 832	1 876	1 810	1 867	1 912	2 000	2 033	2 115
Transports, entreposage, communications et autres services d'utilité publique	230	230	218	212	202	221	218	232
Transports et entreposage	144	135	126	119	115	124	125	131
Communications et postes	57	65	62	61	60	66	65	75
Électricité, gaz et eau	29	29	30	32	28	31	28	26
Commerce	452	468	441	457	480	491	515	521
Commerce de gros	119	119	112	115	114	128	139	130
Commerce de détail	333	349	328	342	367	363	376	391
Finances, assurances et affaires immobilières	151	140	134	143	146	156	155	169
Services socioculturels commerciaux et personnels	812	844	832	858	888	937	947	984
Enseignement et services connexes	189	204	187	182	189	199	199	204
Hôpitaux	195	204	209	206	215	231	237	250
Cabinets médicaux et dentaires	31	28	33	26	30	34	32	38
Organismes religieux	29	26	21	35	43	27	23	27
Divertissements et loisirs	28	31	30	30	30	32	30	32
Services aux entreprises	89	97	94	98	102	117	118	120
Services personnels, hébergement et restauration	170	175	171	189	181	193	209	212
Services domestiques dans les maisons privées	33	33	36	40	41	43	36	35
Autres	47	47	51	51	57	61	62	65
Administrations publiques	187	195	185	197	196	195	198	209
Administration fédérale[2]	57	60	56	63	64	60	64	64
Administration provinciale	72	72	66	68	67	73	69	76
Administrations locales	57	63	62	64	64	62	64	67
Total	2 694	2 726	2 584	2 642	2 722	2 804	2 866	2 968

1. De 1980 à 1983, il s'agit de la classification des activités économiques de 1970, et depuis 1984, de la classification type des industries de 1980.
2. Incluant la Défense nationale.

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 16

Emploi à plein temps et à temps partiel, par secteur d'activité, Québec, 1986 et 1987

	1986			1987		
	Total	Plein temps	Temps partiel	Total	Plein temps	Temps partiel
			000			
Secteur primaire	127	111	15	118	104	13
Agriculture	82	67	15	76	63	13
Forêts	20	19	..	19	18	..
Pêche et piégeage	..	..	..	..	..	..
Mines, carrières et puits de pétrole	23	22	..	21	21	..
Secteur secondaire	706	677	28	733	709	24
Industries manufacturières	565	544	20	573	556	17
Biens non durables	328	314	15	326	315	11
Biens durables	236	231	5	247	241	6
Construction	141	133	8	160	153	7
Secteur tertiaire	2 033	1 673	360	2 115	1 753	362
Transports, entreposage, communications et autres services d'utilité publique	218	207	11	232	218	13
Transports, entreposage, communications et postes	190	180	10	205	192	13
Électricité, gaz et eau	28	27	..	26	26	..
Commerce	515	419	96	521	423	99
Commerce de gros	139	131	8	130	122	8
Commerce de détail	376	288	88	391	301	91
Finances, assurances et affaires immobilières	155	138	17	169	151	18
Services socioculturels, commerciaux et personnels	947	728	219	984	768	216
Enseignement et services connexes	199	168	31	204	175	29
Hôpitaux	237	176	62	250	184	65
Cabinets médicaux et dentaires	32	24	8	38	32	7
Organismes religieux	23	17	6	27	19	8
Divertissements et loisirs	30	22	8	32	23	9
Services aux entreprises	118	105	13	120	107	13
Services personnels, hébergement et restauration	209	150	59	212	159	53
Services domestiques dans les maisons privées	36	17	19	35	17	18
Autres	62	49	13	65	52	13
Administrations publiques	198	181	17	209	193	16
Administration fédérale[1]	64	61	4	64	61	..
Administration provinciale	69	66	..	76	74	..
Administrations locales	64	54	10	67	57	10
Total	2 866	2 461	404	2 966	2 565	400

1. Incluant la Défense nationale.

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 17

Part relative de l'emploi canadien, selon le secteur d'activité, Québec, 1980-1987

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
				%				
Secteur primaire	**16,3**	**16,5**	**16,4**	**16,9**	**16,7**	**16,6**	**16,4**	**15,4**
Agriculture	16,3	16,3	16,7	16,8	16,2	17,4	16,9	16,0
Autres activités	16,3	16,7	15,9	17,1	17,5	15,4	15,5	14,4
Secteur secondaire	**26,8**	**25,9**	**25,9**	**26,5**	**26,9**	**26,2**	**26,7**	**26,9**
Industries manufacturières	29,3	27,9	28,1	28,3	28,5	27,7	28,0	28,0
Construction	18,4	19,2	18,9	20,5	21,3	21,5	22,5	23,5
Secteur tertiaire	**25,5**	**25,3**	**24,5**	**24,8**	**24,9**	**26,1**	**24,7**	**25,0**
Transports, entreposage, communications et autres services d'utilité publique	25,4	25,2	24,6	24,4	23,5	25,0	24,3	25,6
Commerce	24,6	24,8	23,9	24,7	24,9	24,5	24,7	24,6
Finances, assurances et affaires immobilières	24,7	23,6	22,3	23,8	23,1	24,8	23,7	24,3
Services socioculturels, commerciaux et personnels	26,2	25,8	25,3	25,1	25,5	25,7	25,0	25,0
Administrations publiques	25,1	25,4	24,1	25,2	24,8	24,3	24,8	25,7
Total	**25,2**	**24,8**	**24,3**	**24,6**	**24,7**	**24,8**	**24,6**	**24,8**

Sources: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.
Bureau de la Statistique du Québec.

Tableau 18

Répartition de l'emploi, selon le domaine d'activité et le sexe, Québec, 1977 et 1987

	1977[1]		1987[2]	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
	%			
Direction et professions libérales	60,4	39,6	54,6	45,4
Travail administratif	29,1	70,9	22,6	77,4
Commerce	71,4	28,6	59,9	40,1
Services	54,3	45,7	47,8	52,2
Professions du secteur primaire	83,3	16,7	81,9	18,1
Traitement des matières premières	77,4	22,6	78,7	21,3
Construction	99,3	..	98,7	..
Transports	97,0	..	96,3	3,7
Manutention et autres métiers	83,8	16,2	80,0	20,0
Total	**63,9**	**36,1**	**57,8**	**42,2**

1. Classification des professions de 1971.
2. Classification type des professions de 1980.

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 19

Taux de présence syndicale des secteurs privé et public, Québec, 1985-1987

	Emploi	Salariés[1]	Taux de présence syndicale
	n		%
1985			
Privé	1 728 942	587 073	34,0
Public	616 117	395 396	64,2
1986			
Privé	1 790 695	591 253	33,0
Public	645 260	400 877	62,1
1987			
Privé	2 013 113	623 918	31,0
Public	639 960	417 599	65,3

1. Le terme salariés désigne ceux qui sont visés par une convention collective.

Source: Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail, *Le marché du travail*, janvier 1988.

Tableau 20

Répartition des salariés et des conventions collectives, selon l'affiliation syndicale, Québec, 1987

Affiliation	Salariés visés		Convention collective
	n	%	n
Fédération des travailleurs du Québec (FTQ)	298 366	35,4	3 234
Indépendants	227 658	27,0	1 936
Confédération des syndicats nationaux (CSN)	188 555	22,4	1 455
Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ)	70 952	8,4	67
Centrale des syndicats démocratiques (CSD)	37 082	4,4	568
Congrès du travail du Canada (CTC)	6 773	0,8	113
Fédération canadienne du travail (FCT)	6 170	0,7	114
Union des producteurs agricoles (UPA)	2 853	0,3	23
Autres	4 005	0,6	71
Total	842 414	100,0	7 581

1. Les données n'incluent pas les salariés de la construction et ceux dont la convention collective est de compétence fédérale.

Source: Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail, *Le marché du travail*, janvier 1988.

Tableau 21

Répartition des conventions collectives et des salariés visés, selon la taille de l'unité de négociation[1], Québec, 1987

Taille	Conventions collectives		Salariés visés	
	n	%	n	%
1-19 salariés	3 285	43,3	29 683	3,5
20-49 salariés	2 074	27,4	63 597	7,5
50-99 salariés	1 063	14,0	70 757	8,4
100-199 salariés	613	8,1	82 914	9,8
200-499 salariés	362	4,8	108 853	12,9
500-999 salariés	93	1,2	62 467	7,4
1 000-4 999 salariés	75	1,0	169 375	20,1
5 000-9 999 salariés	11	0,1	81 850	9,7
10 000 salariés et plus	5	0,1	172 918	20,5
Total	7 581	100,0	842 414	100,0

1. Ces données n'incluent pas les salariés de la construction et ceux dont la convention collective est de compétence fédérale.

Source: Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail, *Le marché du travail*, janvier 1988.

Tableau 22

Données globales sur les conflits de travail, Québec, 1975-1987

	Conflits déclenchés	Conflits en cours	Travailleurs touchés	Nombre moyen de travailleurs touchés	Jours-personnes perdus
			n		
1975	336	379	202 145[1]	533	3 555 558
1976	272	315	607 818[2]	1 930	6 583 488
1977	268	299	61 466	206	1 433 421
1978	317	354	126 026	356	1 869 461
1979	348	384	199 714	520	3 658 886
1980	320	363	174 047	481[3]	4 314 999
1981	306	359	60 510	169	1 790 420
1982	221	259	220 259	850	1 278 469
1983	219	257	157 059	611	2 382 533
1984	295	330	41 427	126	1 111 590
1985	244	283	44 491	157	1 143 768
1986	250	280	268 143	958	2 250 949
1987	250	291	94 478	324	1 605 033

1. Ces totaux comprennent les données de la manifestation de solidarité envers les grévistes de Pratt and Whitney: celle-ci a touché 50 000 travailleurs et entraîné la perte d'autant de jours-personnes.
2. Ces totaux comprennent les données de la manifestation de protestation contre les mesures anti-inflationnistes: celle-ci a touché 223 822 salariés et a causé la perte de 219 166 jours-personnes.
3. Excluant le conflit de la construction.

Source: Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail, *Le marché du travail*, mai 1987.

Tableau 23

Conflits de travail, selon le secteur d'activité, Québec, 1987

	Conflits de travail	Travailleurs touchés	Jours-personnes perdus	
	n		n	%
Compétence provinciale	279	74 483	1 436 450	89.5
Agriculture	1	18	3 492	0.2
Sylviculture	1	57	1 026	0.1
Mines, carrières et puits de pétrole	4	1 865	113 900	7.1
Industries manufacturières	119	24 663	641 571	40.0
Bâtiment et travaux publics	1	5 000	14 400	0.9
Transport, communications et autres services publics	24	18 853	182 641	11.4
Commerce	61	5 689	250 987	15.6
Finances, assurances et affaires immobilières	11	529	37 331	2.3
Services sociaux, culturels, commerciaux et personnels	46	17 005	180 130	11.2
Administrations publiques	11	804	10 972	0.7
Compétence fédérale	12	19 995	168 583	10.5
Bâtiment et travaux publics	1	100	2 800	0.2
Transports, communications et autres services publics	10	19 850	165 603	10.3
Administrations publiques	1	45	180	0.0
Total	291	94 478	1 605 033	100.0

Source: Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail, *Le marché du travail*, mai 1987.

Tableau 24

Circonstances entourant les conflits de travail, Québec, 1987

	Grèves et lock-out		Travailleurs touchés		Jours-personnes perdus	
	n	%	n	%	n	%
En cours de convention	7	2.4	11 980	12.7	28 725	1.8
Négociation d'une première convention	81	27.8	4 759	5.0	158 870	9.9
Négociation de renouvellement	197	67.7	74 444	78.8	1 325 439	82.6
Négociation de réouverture	2	0.7	2 361	2.5	15 726	1.0
Autres[1]	4	1.4	934	1.0	76 273	4.8
Total	291	100.0	94 478	100.0	1 605 033	100.0

1. Les conflits de travail où les travailleurs ne sont pas syndiqués et où il y a un regroupement d'employeurs.

Source: Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail, *Le marché du travail*, mai 1987.

Tableau 25

Conflits de travail, selon l'affiliation syndicale, Québec, 1987

Affiliation	Grèves et lock-out		Travailleurs touchés		Jours-personnes perdus	
	n	%	n	%	n	%
Non-syndiqués	1	0.3	195	0.2	780	0.0
FAT-COI	1	0.3	10	0.0	310	0.0
FCT	1	0.3	46	0.0	966	0.1
CTC	3	1.0	9 870	10.4	63 316	3.9
CEQ	6	2.1	554	0.6	13 434	0.8
CSD	28	9.6	2 404	2.5	133 388	8.3
CSN	91	31.3	11 357	12.0	427 478	26.6
FTQ	134	46.0	41 038	43.4	804 852	50.1
Indépendants	25	8.6	24 004	25.4	146 109	9.1
Autres[1]	1	0.3	5 000	5.3	14 400	0.9
Total	291	100.0	94 478	100.0	1 605 033	100.0

1. Conflits dans lesquels sont impliquées plusieurs associations de salariés d'allégeance différente.

Source: Centre de recherche et de statistiques sur le marché du travail, *Le marché du travail*, mai 1987.

Tableau 26

Données sur les enquêtes menées dans le cadre de la *Loi sur les normes du travail*, Québec, 1985 et 1986

	Unité	1985	1986
Enquêtes[1]	n	7 304	6 861
Salariés[2]	n	11 419	10 231
Infractions constatées[3]	n	20 245	17 525
Montants réclamés	$	6 863 466	5 827 060
Montant moyen réclamé	$	601,06	569,55

1. Enquêtes où une infraction en matière de rémunération a été constatée.
2. Environ 85% des enquêtes touchent plus d'un salarié.
3. Il y a généralement plus d'une infraction par salarié.

Source: Commission des normes du travail, *Infractions aux normes du travail—profil des plaignants (1983-1984 à 1985-1986)*.

Tableau 27

Répartition des salariés lésés et de l'ensemble des salariés, par branche d'activité, Québec, 1985 et 1986

Branche d'activité	Salariés lésés		Ensemble des salariés	
	1985	1986	1985	1986
	%			
Agriculture	0,8	0,6	1,1	1,1
Forêts, pêche et piégeage	0,9	0,8	0,7	0,7
Mines	1,0	0,2	1,0	0,8
Secteur manufacturier	23,5	26,9	21,2	21,3
Construction	2,9	3,3	4,2	4,6
Transports et communications	2,7	2,4	8,3	7,9
Commerce	22,5	23,6	17,0	17,5
Commerce de gros	4,9	5,3	4,8	5,0
Commerce de détail	17,6	18,3	12,2	12,5
Secteur financier	3,6	2,7	5,9	5,7
Services	40,8	39,0	32,9	32,7
Hébergement et restauration	23,5	20,9	5,6	6,0
Autres	17,3	18,1	27,3	26,7
Administrations publiques	1,3	0,5	7,7	7,7
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Sources: Commission des normes du travail, *Infractions aux normes du travail—Profil des plaignants (1983-1984 à 1985-1986)*.
Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 28

Répartition des salariés lésés et de l'ensemble de la population active, par groupe d'âge, Québec, 1985 et 1986

Groupe d'âge	Salariés lésés		Population active	
	1985	1986	1985	1986
	%			
15-24 ans	33,6	32,4	22,6	21,9
25-44 ans	44,4	45,3	52,6	53,7
45-64 ans	14,2	13,7	23,3	23,1
65 ans et plus	0,5	0,4	1,5	1,3
Indéterminé	7,3	8,2	-	-
Total	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Sources: Commission des normes du travail, *Infractions aux normes du travail—Profil des plaignants (1983-1984 à 1985-1986)*.
Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 29

Estimation du nombre de salariés au salaire minimum, par secteur d'activité économique, Québec, 1984-1986

Secteur d'activité	Salariés au salaire minimum					
	1984		1985		1986	
	n	%	n	%	n	%
Agriculture	1 072	1.03	837	0.83	1 082	0.92
Pêche et piégeage	33	0.03	42	0.04	9	0.01
Forêts	196	0.19	279	0.28	381	0.33
Mines	644	0.62	586	0.58	585	0.50
Industrie des aliments et boissons	1 702	1.63	1 074	1.07	1 752	1.49
Industrie du cuir	441	0.42	348	0.35	376	0.32
Industrie du textile	822	0.79	722	0.72	677	0.58
Industrie de l'habillement	3 550	3.40	2 989	2.97	3 340	2.84
Industrie des produits du bois	446	0.43	548	0.54	505	0.43
Industrie du meuble	321	0.31	215	0.21	802	0.68
Imprimerie	2 174	2.08	1 961	1.95	1 779	1.51
Autres industries manufacturières	6 220	5.96	6 435	6.39	6 709	5.71
Construction et travaux publics	2 152	2.06	1 713	1.70	1 795	1.53
Transports, communications et énergie	1 389	1.33	890	0.89	1 098	0.94
Commerce de gros	5 163	4.95	4 102	4.08	4 734	4.03
Commerce de détail	23 132	22.16	21 929	21.81	25 757	21.92
Finance, assurances et immeubles	4 719	4.52	4 601	4.58	4 881	4.15
Autres services commerciaux et personnels	14 520	13.91	15 036	14.95	17 554	14.94
Hébergement et restauration	35 671	34.17	36 251	36.05	43 700	37.16
Administrations publiques	9	0.01	..	0.01	..	0.01
Total	104 376	100.0	100 560	100.0	117 517	100.0

Source: Commission des normes du travail, *Les normes du travail—faits et statistiques, 1987*.

Tableau 30

Salaire horaire minimum, selon la date d'entrée en vigueur, Québec, 1974-1987

Date d'entrée en vigueur	Salaire horaire minimum	
	Jeunes de moins de 18 ans	Travailleurs adultes
	$	
1er mai 1974	2.00	2.10
1er novembre 1974	2.10	2.30
1er juin 1975	2.40	2.60
1er décembre 1975	2.60	2.80
1er juillet 1976	2.67	2.87
1er janvier 1977	2.80	3.00
1er juillet 1977	2.95	3.15
1er janvier 1978	3.07	3.27
1er octobre 1978	3.07	3.37
1er avril 1979	3.07	3.47
1er avril 1980	3.25	3.65
1er avril 1981	3.41	3.85
1er octobre 1981	3.54	4.00
1er octobre 1986[1]	4.35	4.35
1er octobre 1987	4.55	4.55

1. Depuis le 1er octobre 1986, la distinction selon l'âge des salariés n'existe plus.

Source: Commission des normes du travail, *Les normes du travail—faits et statistiques, 1987*.

Tableau 31

Salaires et traitements, par secteur d'activité, Québec, 1984-1987

Secteur d'activité	Salaires et traitements			
	1984	1985	1986	1987
		'000 000 $		
Salaires et traitements	**50 857,5**	**54 626,3**	**58 015,1**	**62 377,1**
Forêts	349,1	351,4	347,0	379,0
Mines, carrières et puits de pétrole	671,5	699,7	676,6	706,8
Industries manufacturières	11 280,1	12 073,6	12 877,4	13 868,3
Bâtiment et travaux publics	2 644,8	3 071,4	3 330,7	3 630,7
Transports, communications et autres services publics	5 641,4	5 883,5	6 057,6	6 339,1
Commerce	6 502,0	7 105,2	7 881,9	8 579,5
Finances, assurances et affaires immobilières	3 673,6	3 893,9	4 277,2	4 630,8
Services socioculturels, commerciaux et personnels	15 045,0	16 314,1	17 141,3	18 522,1
Administrations publiques	4 768,7	4 932,2	5 132,0	5 410,2
Avantages sociaux[1]	**6 866,4**	**7 364,6**	**7 873,9**	**8 506,8**
Revenu du travail	**57 723,9**	**61 990,9**	**65 888,9**	**70 883,9**

1. Comprenant les cotisations des employeurs au Régime de pensions du Canada, au Régime des rentes du Québec, à l'assurance-chômage, aux caisses d'indemnisation des accidents du travail, aux régimes privés de pension ainsi qu'aux régimes de prévoyance des salariés.

Source: Statistique Canada, *Estimation du revenu du travail* (72-005).

Tableau 32

Emploi et rémunération hebdomadaire moyenne des salariés du secteur public, Québec, 1985-1987

	Emploi			Rémunération hebdomadaire moyenne, incluant les heures supplémentaires		
	1985	1986	1987	1985	1986	1987
		n			$	
Administration publique fédérale	**72 262**	**68 488**	**68 015**	..	..	..
Administration publique provinciale	**410 624**	**422 586**	**431 325**	..	..	**483,05**
Ministères	62 748	61 372	61 357	554,49	558,88	609,76
Fonds spéciaux	12 844	13 699	13 508	515,16	527,82	584,63
Éducation	141 259	144 663	145 333	537,65	538,50	563,73
Commissions scolaires	112 737	114 279	113 193	544,06	545,18	573,76
Cégeps et Université du Québec	28 521	30 384	32 139	512,34	512,86	528,37
Santé et services sociaux	193 771	202 851	211 127	355,44	358,03	384,20
Centres hospitaliers	147 267	152 267	156 490	350,23	353,98	380,76
CLSC	6 834	8 883	10 293	381,79	387,32	420,38
CSS	5 963	5 390	5 784	527,35	529,98	560,33
Centres d'accueil	32 714	35 174	37 358	336,99	334,94	355,50
CSSS	993	1 137	1 203	520,34	571,66	567,20
Administrations publiques locales	**63 352**	**64 103**	**66 218**	..	..	..
Municipalités et communautés urbaines et régionale	62 786	61 454	63 417	485,91	499,92	525,58
Municipalités régionales de comté	687	696	680	376,87	394,67	406,84
Offices municipaux d'habitation	1 879	1 953	2 121	..	..	..
Entreprises publiques	**107 040**	**105 125**	**96 400**	..	..	..
Entreprises publiques fédérales	55 056	56 251	50 223	..	..	..
Entreprises publiques provinciales	40 863	37 677	35 598	665,92	683,12	729,10
Entreprises publiques locales	11 121	11 197	10 579	570,92	605,92	628,36
Total	**635 278**	**660 302**	**661 958**	..	..	..

Sources: Bureau de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

Tableau 33

Nombre de salariés, rémunération hebdomadaire moyenne et durée du travail, Québec, 1983-1987

	Unité	1983	1984	1985	1986	1987
Forêts						
Ensemble des salariés	'000	12,3	12,4	12,7	12,2	13,8
Rémunération hebdomadaire moyenne	$	476,03	486,84	481,52	505,37	547,09
Moyenne hebdomadaire des heures rémunérées	n	42,8	42,2	40,5	41,4	40,2
Mines, carrières et puits de pétrole						
Ensemble des salariés	'000	18,9	18,1	17,4	15,9	19,5
Rémunération hebdomadaire moyenne	$	546,54	575,65	607,03	637,75	638,63
Moyenne hebdomadaire des heures rémunérées	n	37,8	38,5	39,5	40,1	39,2
Industries manufacturières						
Ensemble des salariés	'000	480,5	453,5	462,3	477,6	531,9
Rémunération hebdomadaire moyenne	$	412,18	437,85	456,09	468,47	481,91
Moyenne hebdomadaire des heures rémunérées	n	38,6	38,8	38,8	38,7	38,9
Construction						
Ensemble des salariés	'000	75,0	76,2	91,6	91,1	105,3
Rémunération hebdomadaire moyenne	$	501,12	511,32	529,18	535,53	562,61
Moyenne hebdomadaire des heures rémunérées	n	38,0	38,6	38,6	38,7	38,7
Transport, communications et autres services publics						
Ensemble des salariés	'000	194,5	193,1	190,8	181,1	194,7
Rémunération hebdomadaire moyenne	$	498,96	524,34	546,74	573,15	584,20
Moyenne hebdomadaire des heures rémunérées	n	38,0	38,6	37,5	38,3	37,6
Commerce						
Ensemble des salariés	'000	349,2	385,1	393,8	417,1	456,5
Rémunération hebdomadaire moyenne	$	280,05	284,93	299,43	310,00	318,64
Moyenne hebdomadaire des heures rémunérées	n	30,7	31,1	30,6	30,5	30,1
Finances, assurances et affaires immobilières						
Ensemble des salariés	'000	124,0	128,5	127,5	128,9	135,5
Rémunération hebdomadaire moyenne	$	388,43	402,07	413,38	441,43	455,60
Moyenne hebdomadaire des heures rémunérées	n	29,4	29,9	28,1	28,5	27,6
Services socioculturels, commerciaux et personnels						
Ensemble des salariés	'000	716,3	723,1	779,5	788,9	862,1
Rémunération hebdomadaire moyenne	$	340,82	353,17	357,91	366,43	372,14
Moyenne hebdomadaire des heures rémunérées	n	28,1	28,5	28,5	28,1	28,0
Administrations publiques						
Ensemble des salariés	'000	157,6	159,8	161,2	161,9	161,8
Rémunération hebdomadaire moyenne	$	494,87	517,46	537,07	543,63	566,73
Moyenne hebdomadaire des heures rémunérées	n	..	..	..	..	..
Ensemble des activités						
Ensemble des salariés	'000	2 128,2	2 149,6	2 236,8	2 274,7	2 481,1
Rémunération hebdomadaire moyenne	$	383,85	397,57	409,74	420,25	430,88
Moyenne hebdomadaire des heures rémunérées	n	33,5	33,5	33,2	33,0	32,9

1. Incluant les heures supplémentaires.
2. Moyenne des heures de travail des employés à salaire horaire seulement.
3. Des modifications ayant été apportées à l'univers du sondage en 1987, des facteurs de rajustement doivent être appliqués aux estimations des années antérieures. Voir *Emploi, gains et durée du travail*, mai 1987 (72-002).

Sources: Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail, *Moyennes annuelles et séries chronologiques 1983-1986, Moyennes annuelles et estimations mensuelles 1987*.

5

Revenu et consommation

Le revenu	357
Le système de sécurité du revenu	359
La consommation	362
Le mode d'occupation du logement	363
Définitions et notes explicatives	365

Liste des tableaux

1. Évolution du revenu total moyen des unités familiales, Québec, Ontario et Canada, 1979-1986 367
2. Revenu moyen des unités familiales, selon le type de revenu, le sexe et l'âge du chef, Québec, 1986 368
3. Revenu moyen des unités familiales, selon le type de revenu, le sexe et la scolarité du chef, Québec, 1986 368
4. Évolution du revenu moyen, selon la source, Québec, 1979-1986 368
5. Évolution du revenu total moyen, selon le type d'unité familiale, Québec, 1979-1986 369
6. Répartition des familles et des personnes hors famille, selon la tranche de revenu, le revenu moyen et le revenu médian, Québec, 1979-1986 369
7. Répartition du revenu total par quartile, Québec, 1979-1986 370
8. Proportion du revenu allant aux unités familiales du premier quartile et aux unités familiales sous la médiane, selon le type de revenu, Québec, 1979-1986 370
9. Évolution des transferts moyens versés aux unités familiales, Québec, Ontario et Canada, 1979-1986 370
10. Unités familiales à faible revenu, selon certaines caractéristiques, Québec, 1986 371
11. Les composantes du système de sécurité du revenu au Québec, 1987 371
12. Évolution des transferts en matière de sécurité du revenu, Québec, 1980-1987 373
13. Principales statistiques du programme d'assurance-chômage, Québec, 1979-1987 374
14. Bénéficiaires de l'assurance-chômage et montants bruts versés, selon le genre de prestations, Québec, 1980-1986 374
15. Bénéficiaires de l'allocation de maternité, Québec, 1981-82 à 1986-87 375
16. Bénéficiaires de rentes versées par la Commission de la santé et de la sécurité du travail, selon la catégorie, Québec, 1979-1987 375
17. Prestations versées dans le cadre de la Loi sur les accidents du travail, selon la catégorie, Québec, 1979-1986 375
18. Clientèle mensuelle de l'aide sociale, selon l'aptitude au travail, Québec, 1979-1987 376
19. Répartition des unités familiales et des dépenses d'aide sociale, selon le type d'unité familiale, Québec, 1979-1987 377
20. Répartition des unités familiales et des dépenses d'aide sociale, selon le type d'unité familiale, par région socio-sanitaire, Québec, décembre 1987 377
21. Répartition des unités familiales et des dépenses d'aide sociale, selon le type d'unité familiale, l'âge et le sexe du chef, Québec, décembre 1987 378
22. Répartition des unités familiales et des dépenses d'aide sociale, selon le type d'unité familiale, l'aptitude au travail et le sexe du chef, Québec, décembre 1987 379
23. Statistiques principales du régime fédéral d'allocations familiales, Québec, 1979-1986 379
24. Statistiques principales sur les allocations familiales du Québec, 1979-1987 380
25. Bénéficiaires du crédit d'impôt pour enfants et montants versés, Québec, 1979-1985 380
26. Montants payés et nombre de bénéficiaires de la sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti et de l'allocation au conjoint, Québec, 1979-1986 380
27. Bénéficiaires du Régime de rentes, selon le genre de prestations, Québec, 1979-1987 381
28. Dépenses nettes du Régime de rentes, selon le genre de prestations, Québec, 1979-1987 381
29. Profil de consommation des ménages, Québec, 1978, 1982 et 1986 382
30. Profil de consommation des ménages, selon certaines caractéristiques du ménage, Québec, 1986 382
31. Profil de consommation des ménages, Québec, Ontario, Canada, 1986 384
32. Indice des prix à la consommation, par poste de dépenses, Montréal, 1978, 1982 et 1986 384
33. Indice des prix à la consommation, par poste de dépenses, Montréal, Toronto et Canada, 1986 384
34. Répartition des ménages selon le type de construction et le mode d'occupation du logement, Québec, 1981 et 1986 385
35. Répartition des ménages selon le mode d'occupation du logement, par région métropolitaine de recensement, Québec, 1986 385
36. Logements privés occupés par leur propriétaire, selon la valeur du logement, Québec, Ontario et Canada, 1986 386
37. Coûts des ensembles immobiliers financés par la Société d'habitation du Québec, selon le type d'habitation, 1968-1987 386

Liste des figures

1. Évolution du revenu moyen des unités familiales, Québec, Ontario et Canada, 1979-1986 367

2. Évolution de la clientèle mensuelle de l'aide sociale selon l'aptitude au travail, Québec, 1979-1987 376

5

Ce chapitre a été réalisé par Louise Lambert et Marie Bellavance, de la Direction des statistiques sur la population et les ménages du Bureau de la statistique du Québec.

Le revenu permet de mesurer la quantité de biens et services qu'un ménage peut se procurer et constitue de ce fait un des principaux indicateurs du niveau de vie d'une société. Ce chapitre, qui vise à apprécier le niveau de vie des Québécois, présente d'abord des données sur l'évolution et la répartition des revenus au Québec. Viennent ensuite une description du système de sécurité du revenu en vigueur et le détail de ses principales composantes. La troisième partie décrit le profil de consommation des ménages québécois et la dernière partie, le mode d'occupation du logement.

Le revenu

Le revenu total

De 1979 à 1986, le revenu total moyen des unités familiales québécoises, en valeur nominale, s'accroît régulièrement, passant de 18 139 $ à 28 926 $. En valeur réelle cependant, il enregistre une baisse continue entre 1979 et 1984, suivie d'une légère remontée en 1985 et 1986. La crise économique qui a marqué le début de la décennie a donc eu de lourdes conséquences sur le pouvoir d'achat des unités familiales du Québec. En 1986, leur revenu réel moyen demeure toujours inférieur à celui de 1979.

Ce revenu est nettement inférieur à celui des unités familiales ontariennes et se situe même en deçà de la moyenne canadienne. En effet, le revenu moyen s'élève à 28 926 $ au Québec en 1986, à 34 114 $ en Ontario et à 31 628 $ au Canada. Le revenu réel de l'Ontario et celui du Canada ont moins souffert de la période d'austérité économique. Dès l'amorce de la reprise en 1985, le pouvoir d'achat des unités familiales ontariennes et canadiennes excédait celui de 1979.

La composition du revenu total

La récession économique a également modifié la composition du revenu total. En 1986, le revenu de source privée, constitué des gains d'emploi, des intérêts sur les placements et des rentes privées, représente 85,9% du revenu total québécois, comparativement à 89,9% en 1979. Cette baisse s'explique par la diminution de 11,9% en valeur réelle du revenu d'activité au cours des sept dernières années. À l'inverse, le revenu de placement et les rentes privées ont profité de la flambée des taux d'intérêt, mais n'ont que partiellement compensé la chute du revenu d'activité. Le revenu privé moyen, exprimé en dollars constants de 1986, passe de 27 175 $, en 1979, à 24 854 $, en 1986.

Si le revenu privé diminue, le revenu de transfert connaît, pour sa part, une croissance moyenne annuelle de 4,3% en valeur réelle depuis 1979, pour s'établir à 4 072 $ en 1986. La part des transferts dans le revenu total grimpe donc de 10,1%, en 1979, à 14,1%, en 1986.

Le revenu disponible

Les unités familiales québécoises paient en moyenne légèrement plus d'impôts en 1986 qu'en 1979. La part de l'impôt prélevé sur le revenu passe de 16,5% à 17,5% au cours de cette période. Le revenu disponible est évalué à 23 851 $ en 1986, contre 25 246 $ (dollars constants de 1986) en 1979.

Le revenu, selon la composition de l'unité familiale

Les couples avec ou sans enfants ont généralement un revenu relativement élevé, car, fréquemment, plus d'un membre de la famille travaille. Ainsi, le revenu total moyen des couples avec enfants s'élève à 42 412 $ en 1986 et celui des couples sans enfants, à 32 415 $. À l'opposé, le revenu des familles monoparentales et des personnes hors famille est peu élevé et se limite respectivement à 22 293 $ et 14 694 $.

Le pouvoir d'achat de tous les types d'unités familiales a régressé en 1986, par rapport à 1979. La diminution du revenu réel touche particulièrement les familles monoparentales (7,5%), les couples sans enfants (3,2%) et, dans une moindre mesure, les couples avec enfants (1,3%) et les personnes hors famille (0,4%).

L'incidence de l'âge, du sexe et de la scolarité du chef de l'unité familiale sur le revenu

Le revenu total moyen des unités familiales dont le chef est une femme est inférieur de plus de la moitié (15 619 $) au revenu des unités familiales dirigées par un homme (33 911 $) et compte une part plus élevée de revenus de transfert (28,0% pour les femmes, contre 11,7% pour les hommes).

Les unités familiales dont le chef est âgé de moins de 25 ans ou de 65 ans et plus sont financièrement les plus démunies. En 1986, leur revenu total se chiffre respectivement à 14 483 $ et 18 089 $. Le revenu total des unités familiales dont le chef est un homme atteint son maximum (39 470 $) quand ce dernier a entre 45 et 64 ans; celui des unités familiales dirigées par une femme culmine (18 871 $) quand celle-ci a entre 25 et 44 ans. Le revenu privé suit également ces tendances, mais chute plus fortement lorsque le chef, homme ou femme, atteint l'âge de 65 ans. En contrepartie, les revenus de transfert atteignent alors leur point culminant.

Le revenu total des unités familiales s'accroît avec la scolarité du chef. Si ce dernier a une scolarité de primaire, le revenu moyen s'élève à 26 332 $ dans le cas d'un homme et à 11 493 $ dans le cas d'une femme. Si, par contre, le chef a une scolarité universitaire (diplômé uniquement), le revenu moyen s'élève à 52 525 $ pour les hommes et à 26 652 $ pour les femmes. Le revenu privé s'accroît également avec la scolarité du chef. En revanche, le revenu de transfert varie inversement.

La répartition par tranche de revenu et par quartile

Au Québec en 1986, 20,5% des unités familiales touchent un revenu inférieur à 10 000 $ et 42,2% perçoivent moins de 20 000 $ par an. D'autre part, 25,2% des unités familiales disposent d'un revenu égal ou supérieur à 40 000 $. Ici encore, on constate que les personnes hors famille se situent dans les strates inférieures de revenu et les familles, dans les strates plus élevées de revenu. En effet, 47,3% des personnes hors famille, par opposition à seulement 6,3% des familles, ont un revenu annuel de moins de 10 000 $ en 1986. De plus, 36,9% des familles du Québec ont un revenu moyen évalué à 40 000 $ et plus, contre seulement 3,1% des personnes hors famille.

En 1986, le quartile inférieur de revenu, comprenant les 25% d'unités familiales se situant au bas de l'échelle des revenus, ne reçoit que 6,2% du revenu total de l'ensemble des unités familiales, comparativement à 51,3% pour le quartile supérieur. La part du revenu total revenant au quartile inférieur s'est toutefois légèrement accrue entre 1979 et 1986, passant de 5,5% à 6,2%, tandis que celle du 4e quartile n'a pas progressé par rapport à 1979. D'autre part, la proportion du revenu total allant aux 2e et 3e quartiles a légèrement décru entre 1979 et 1986, passant respectivement de 15,5% à 15,2% et de 27,8% à 27,3%.

Les unités familiales du 1er quartile de revenu ne touchent que 2,0% du revenu privé, mais reçoivent par contre 30,0% des transferts en 1986. La proportion des transferts revenant à ces unités a suivi la même évolution que l'économie, diminuant entre 1979 et 1984 et remontant en 1985 et 1986. Les unités familiales dont les revenus se situent sous la médiane, soit les unités des 1er et 2e quartiles de revenu, reçoivent 13,6% du revenu privé et 63,3% du revenu de transfert en 1986.

Les unités familiales à faible revenu

Au Québec en 1986, 23,4% des unités familiales vivent sous le seuil de faible revenu. Certaines catégories d'unités sont plus touchées que d'autres. C'est le cas notamment des unités dont le chef ne travaille pas (82,3%), des familles monoparentales (40,5%), des personnes hors famille (38,6%), des unités familiales dirigées par une femme (41,8%) et de celles dont le chef est âgé de moins de 25 ans (42,5%) ou de 65 ans et plus (32,0%). On trouve également une forte proportion d'unités à faible revenu chez les unités dont le chef est peu scolarisé (30,9%) ou ne travaille qu'à temps partiel (40,9%) et chez les unités qui ne sont pas propriétaires de leur logement (35,0%).

Le système de sécurité du revenu

Les unités familiales reçoivent davantage en paiements de transfert au Québec qu'en Ontario ou dans l'ensemble du Canada. En 1986, les différents paliers de gouvernement ont versé, en moyenne, 4 072 $ par unité familiale au Québec, contre 3 162 $ en Ontario et 3 658 $ au Canada. Au Québec, les prestations gouvernementales ont connu, en valeur réelle, une croissance annuelle de l'ordre de 4,3% depuis 1979, croissance qui se compare à celle de l'Ontario (4,2%) et du Canada (4,7%).

Le système de sécurité du revenu au Québec comporte sept volets principaux:
—les programmes d'assurance sociale;
—les programmes d'assistance sociale et les programmes complémentaires;
—les programmes d'aide financière à la participation au marché du travail;
—les programmes de prestations de services;
—les programmes de prestations financières pour enfants;
—les programmes de prestations financières pour personnes âgées;
—les programmes de prestations financières pour anciens combattants.

La somme des prestations versées dans le cadre de ces principales mesures de soutien du revenu atteint un peu plus de 13,7 milliards de dollars en 1986, comparativement à 7,0 milliards de dollars en 1980. En 1986, les programmes disposant des plus gros budgets de transfert sont les programmes de prestations financières pour personnes âgées (5,6 milliards de dollars), les programmes d'assurance sociale (4,3 milliards de dollars) et les programmes d'assistance sociale et programmes complémentaires (2,7 milliards de dollars). Ensemble, ils représentent plus de 80% des transferts versés chaque année depuis 1980.

L'assurance-chômage

Entre 1980 et 1982, le nombre de bénéficiaires de l'assurance-chômage au Québec s'est accru sensiblement, grimpant de 259 607 à 392 466. Par la suite, ce nombre a sans cesse diminué, pour tomber à 315 820 en 1987. Le nombre de semaines d'indemnisation a également connu un sommet en 1982, avec 20,9 millions de semaines payées, diminuant ensuite pour atteindre 16,9 millions en 1987.

En 1987, le montant des prestations correspond à 60% de la moyenne du salaire hebdomadaire brut assurable, jusqu'à un maximum de 318 $ par semaine. Les prestations hebdomadaires moyennes ont continuellement augmenté depuis 1979, passant de 108,31 $ à 185,86 $, en 1987. Au cours de cette période, la somme des prestations brutes versées a plus que doublé, pour atteindre 3,1 milliards de dollars en 1987.

Les prestations ordinaires, qui constituent plus de 90% des sommes versées par le programme d'assurance-chômage, s'élevaient à 2,9 milliards de dollars en 1985, et le nombre de bénéficiaires, à 329 360, soit 91,9% du total des prestataires.

L'allocation de maternité

Le programme d'allocation de maternité s'adresse aux travailleuses salariées admissibles aux prestations de maternité en vertu de la Loi sur l'assurance-chômage. Les allocations versées compensent le délai de carence de deux semaines qui s'écoule entre l'arrêt de travail et la perception des premières prestations d'assurance-chômage.

Le montant de l'allocation de maternité est fixé à 240 $ depuis l'entrée en vigueur du programme, en 1979. Pour l'année 1986-87, on dénombre 36 303 bénéficiaires qui se sont partagées une enveloppe totale de 8,7 millions de dollars.

Le Régime d'indemnisation des accidents du travail et des maladies professionnelles

Le Régime d'indemnisation des accidents du travail et des maladies professionnelles est géré par la Commission de la santé et de la sécurité du travail. Le nombre de bénéficiaires s'élève à 43 063 en 1987, soit 8 549 de moins qu'en 1986. Les accidentés du travail constituent la majorité des bénéficiaires (73,6%).

Les prestations octroyées atteignent 898,7 millions de dollars en 1987, enregistrant un accroissement annuel moyen de l'ordre de 14,5% depuis 1980. En outre, les prestations accordées en vertu de la Loi sur les accidents du travail s'élèvent à 861,7 millions de dollars en 1986, comparativement à 285,8 millions de dollars en 1979.

L'aide sociale

En 1987, 355 336 unités familiales, regroupant 589 988 personnes, touchent des prestations d'aide sociale. Le nombre d'unités familiales bénéficiaires a sans cesse augmenté entre 1979 et 1984, passant de 270 960 à 412 767, pour diminuer par la suite. La clientèle apte au travail constitue 71,7% de la clientèle totale en 1987, comparativement à 51,8% en 1979. Les personnes hors famille représentent 62,6% des unités familiales bénéficiaires de l'aide sociale, suivies des familles monoparentales (21,4%), des familles biparentales (9,6%) et des couples sans enfants (6,4%). En 1987, 29,1% de la clientèle a moins de 30 ans et 35,8% est âgée entre 30 et 44 ans. Pour la même année, on dénombre, parmi les bénéficiaires, 185 019 unités familiales dont le chef est une femme et 170 317 dont le chef est un homme.

En décembre 1987, les prestations mensuelles moyennes s'établissent à 385,82 $ pour les personnes hors famille et à 669,69 $ pour les familles. Les sommes versées par ce programme pour l'année financière 1986-87 totalisent 2,2 milliards de dollars. En 1980-81, quelque 1,1 milliard de dollars étaient attribués en vertu du programme d'aide sociale.

Les allocations familiales

Le programme fédéral d'allocations familiales fournit aux familles québécoises une aide financière modulée selon le nombre d'enfants et leur rang dans la famille. En 1987, les montants mensuels de base sont de 20,41 $ pour le premier enfant, de 30,44 $ pour le deuxième et de 74,81 $ pour le troisième et pour chaque enfant de rang supérieur. Lorsque

l'enfant atteint l'âge de 12 ans, une somme de 7,84 $ est ajoutée à ces montants de base. Pour l'année 1986, 938 634 familles, comptant 1 626 357 enfants, perçoivent des allocations familiales, soit une moyenne de 1,73 enfant par famille bénéficiaire. Au total, quelque 624,6 millions de dollars ont été versés en vertu de ce programme en 1986.

Aux allocations familiales fédérales s'ajoutent les allocations familiales du Québec. En 1987, les prestations mensuelles versées dans le cadre de ce programme sont de 8,56 $ pour le premier enfant, de 11,42 $ pour le deuxième, de 14,27 $ pour le troisième et de 17,10 $ pour le quatrième et pour chaque enfant additionnel. En 1987, 929 152 familles (1 606 331 enfants) reçoivent des allocations familiales du Québec, pour des dépenses brutes totalisant 197,7 millions de dollars.

Le crédit d'impôt pour enfants

Le crédit d'impôt pour enfants s'applique à la déclaration fédérale d'impôt sur le revenu. Le programme est en vigueur depuis 1979, pour l'année d'imposition 1978, et accorde aux familles à revenu modique une aide financière supplémentaire pour tout enfant de moins de 18 ans. Pour l'année 1988 (année d'imposition 1987), le montant maximal du crédit par enfant s'établit à 489 $ si le revenu net familial ne dépasse pas 23 760 $. Au delà de ce seuil, une réduction est appliquée à la prestation pour chaque tranche d'augmentation du revenu net de la famille.

Selon les données préliminaires disponibles pour l'année d'imposition 1985, le programme de crédit d'impôt pour enfants occasionne des dépenses totales de 396,9 millions de dollars, répartis entre 675 500 familles québécoises, lesquelles reçoivent en moyenne 587,56 $.

La sécurité de la vieillesse, le supplément de revenu garanti et l'allocation au conjoint

La loi fédérale sur la sécurité de la vieillesse englobe les programmes de la sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti et de l'allocation au conjoint. Tous les citoyens de 65 ans et plus résidant au Canada depuis au moins dix ans sont admissibles au programme de sécurité de la vieillesse. De 1979 à 1986, le nombre de bénéficiaires est passé de 528 960 à 650 155, soit un accroissement annuel moyen de 3,0%. Les dépenses atteignent près de 2,3 milliards de dollars en 1986 et représentent un peu plus du double du montant versé en 1979 (1,1 milliard de dollars).

Le programme de supplément de revenu garanti s'adresse plus particulièrement aux pensionnés à revenu limité. En 1986, on dénombre 390 404 bénéficiaires; ils se sont partagés un peu plus de 1,0 milliard de dollars.

L'allocation au conjoint est versée au conjoint (âgé de 60 à 64 ans) d'un pensionné bénéficiaire du programme de la sécurité de la vieillesse. Le montant de l'allocation est calculé en fonction des revenus annuels combinés du couple. Les veufs et les veuves (âgés de 60 à 64 ans) peuvent également recevoir cette allocation si leurs ressources sont insuffisantes, et ce, sans considération de l'âge du conjoint à son décès. En 1986, 44 101 personnes ont reçu une allocation au conjoint. Les sommes ainsi versées totalisent 147 millions de dollars.

Le Régime de rentes du Québec

Le Régime de rentes du Québec est un régime d'assurance universel auquel contribuent, de façon obligatoire, tous les travailleurs québécois. Ce programme compense en partie la perte de revenu des travailleurs et de leur famille, occasionnée par la retraite, l'invalidité ou le décès.

Le nombre de bénéficiaires s'est fortement accru depuis 1979, enregistrant une progression annuelle moyenne de 8,2%. En 1987, 694 417 personnes reçoivent diverses prestations du Régime de rentes du Québec: 466 801 touchent une rente de retraite, 212 977, une rente de

survivant et 54 535, une prestation d'invalidité. D'autre part, le nombre cumulatif de personnes qui ont perçu une prestation de décès s'élève à 283 933.

Les dépenses nettes connaissent également une forte croissance, quadruplant entre 1979 et 1987. Pour cette dernière année, elles s'établissent à 2,3 milliards de dollars, dont 1,4 milliard est versé à titre de rentes de retraite, 567,4 millions en rentes de survivant, 298,0 millions en prestations d'invalidité et 43,2 millions en prestations de décès.

L'actif global du régime atteint près de 13,1 milliards de dollars à la fin de l'année financière 1987-88, soit une croissance annuelle moyenne de 9,8% depuis 1979-80. Les revenus, évalués à près de 3,2 milliards de dollars en 1987-88, continuent d'excéder les dépenses (2,5 milliards de dollars). L'écart entre les revenus et les dépenses a toutefois diminué au cours des dernières années.

La consommation

Une analyse sommaire du profil de consommation des ménages québécois montre qu'en 1986, ils allouent 41% de leur budget à l'alimentation et au logement, 17% au transport, près de 10% à l'habillement et le tiers résiduel aux autres dépenses.

Entre 1978 et 1986, la structure de consommation des ménages québécois subit quelques modifications. Ainsi, la part du budget consacrée à l'alimentation chute sensiblement: de 23,5% en 1978, elle tombe à 20,7% en 1986. L'habillement, l'ameublement et les imprimés (livres, journaux, etc.) connaissent également un recul. En revanche, les autres postes gagnent en importance, notamment le logement et le transport. La part du premier est portée de 19,8%, en 1978, à 21,0%, en 1986 et celle du second, de 16,2% à 17,3%.

Par rapport aux Ontariens ou même à l'ensemble des Canadiens, les Québécois consacrent en 1986 une plus large part de leur budget de consommation à l'alimentation, à l'habillement, aux soins personnels et au poste « tabac et boissons alcoolisées » . La dépense totale de ces quatre postes compte pour 37,6% de leur budget, contre 33,9% pour l'Ontario et 34,7% pour le Canada. Par contre, les Québécois dépensent relativement moins pour le logement, l'entretien ménager, le transport, les loisirs et l'éducation, qui représentent 50,9% de leur budget, comparativement à 54,8% du budget des ménages ontariens et 53,5% du budget des ménages canadiens.

Certains types de ménages ont un profil de consommation sensiblement différent de celui de l'ensemble des ménages québécois. C'est le cas notamment des personnes seules, des familles monoparentales, des ménages dont le chef est âgé de 65 ans et plus, des ménages appartenant au premier quartile de revenu et des ménages qui ne sont ni propriétaires ni locataires de leur logement ou qui ne l'ont été qu'une partie de l'année.

Les ménages constitués d'une personne seule affectent une plus large part de leur budget au logement, aux imprimés et au poste « tabac et boissons alcoolisées » que tout autre type de ménages. En revanche, les personnes seules dépensent relativement moins en ameublement, en habillement et en transport. Quant aux familles monoparentales, elles se distinguent par leurs plus fortes dépenses d'alimentation et d'entretien ménager. La part dévolue à l'habillement, aux soins de santé et aux loisirs est toutefois moindre pour ces familles que pour les autres types de ménages.

Par ailleurs, les ménages dont le chef est âgé de 65 ans et plus dépensent davantage au titre de l'alimentation, du logement et de la lecture que les ménages dont le chef est moins âgé. Toutefois, ils affectent une moindre part de leur budget à l'habillement, au transport, aux loisirs, à l'éducation, au poste « tabac et boissons alcoolisées » ainsi qu'aux dépenses diverses.

Les ménages appartenant au premier quartile de revenu consacrent, de leur côté, une plus large part de leur budget à l'alimentation, au logement, à l'entretien ménager et aux soins personnels que les ménages des quartiles supérieurs.

Enfin, les ménages qui ne sont ni locataires ni propriétaires de leur logement ou qui ne l'ont été qu'une partie de l'année affectent une plus large part de leur budget au logement que les ménages locataires ou propriétaires. Il leur en coûte également davantage pour se nourrir et se meubler. Toutefois, ils déboursent relativement moins pour l'entretien ménager, l'habillement, les loisirs, la lecture, l'éducation et les dépenses diverses.

L'indice des prix à la consommation

Au cours de la période 1978-1986, le coût de la vie à Montréal a presque doublé. En effet, l'indice des prix à la consommation calculé sur la base de 1981 (comme année de référence) est passé de 73,9, en 1978, à 134,4, en 1986. Si on exclut le logement et l'entretien ménager, pour lesquels l'indice de prix n'était pas calculé en 1978, ce sont le poste « tabac et boissons alcoolisées » et le transport qui ont enregistré les plus fortes augmentations de prix, en raison essentiellement des hausses de taxes indirectes et du second choc pétrolier, en 1979. À l'opposé, les vêtements et les biens et services liés à l'éducation ont connu les majorations de prix les plus faibles.

Entre 1981 et 1986, la hausse du coût de la vie a été légèrement moins importante à Montréal qu'à Toronto. Toutefois, le coût de la vie a augmenté davantage à Montréal que dans l'ensemble du pays. En effet, en 1986, l'indice des prix à la consommation calculé sur la base de 1981 (comme année de référence) est de 134,4 à Montréal, de 134,6 à Toronto et de 132,4 au Canada.

Une analyse plus en détail montre que depuis 1981, le coût du logement, du transport, des soins personnels, du tabac et des boissons alcoolisées a augmenté davantage à Montréal qu'à Toronto ou que dans l'ensemble du Canada. En contrepartie, l'augmentation du coût de l'entretien ménager, de l'ameublement, de l'habillement, de l'éducation, des loisirs, des imprimés et des soins de santé a été plus modérée à Montréal qu'à Toronto ou qu'à l'échelle canadienne.

Le mode d'occupation du logement

En 1986, on recense 2 357 105 logements privés occupés au Québec, comparativement à 2 172 855 en 1981. Plus de la moitié (54,7%) des ménages qui y vivent sont propriétaires de leur logement. Le nombre de propriétaires-occupants est en hausse depuis 1981, année pour laquelle on dénombre 53,3% de ménages propriétaires. Néanmoins, la proportion de propriétaires-occupants au Québec demeure inférieure à celle de l'Ontario (63,6%) et du Canada (62,1%).

Les ménages locataires

Une forte majorité des ménages locataires habitent des immeubles de moins de cinq étages, des maisons jumelées, des maisons en rangée, des duplex et des maisons individuelles attenantes. Cette tendance s'est d'ailleurs accentuée entre 1981 et 1986, passant de 79,7% à 82,1%. Tous les autres types de bâtiment abritent une part moins grande de ménages locataires en 1986 qu'en 1981. Ainsi, le pourcentage des locataires de maisons unifamiliales isolées passe de 9,0% à 7,7%, les locataires d'appartements situés dans des immeubles de cinq étages ou plus, de 10,9% à 10,0% et les locataires d'habitations mobiles, de 0,4% à 0,2%.

La proportion de logements loués est supérieure à la moyenne provinciale dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Montréal (55,3%), de Sherbrooke (49,9%), de Québec (47,0%) et d'Ottawa-Hull (45,9%). Elle est inférieure à cette moyenne dans les RMR de Trois-Rivières (44,6%) et de Chicoutimi-Jonquière (38,5%).

Au Québec, le principal maître d'oeuvre en matière de logement social est la Société d'habitation du Québec. Depuis sa création en 1968, celle-ci a permis de mener à terme 1 601 projets d'habitation, dont 1 350 projets de logements à loyer modique, 21 projets de logements sans but lucratif, 31 projets de logements pour étudiants et 199 projets de centres d'accueil. Les prêts initiaux consentis par la SHQ pour la réalisation de ces projets totalisent 1,9 milliard de dollars. Ceux-ci ont permis d'ajouter au marché du logement 24 322 places d'hébergement et 56 080 logements au cours des 20 dernières années.

Les ménages propriétaires

La maison unifamiliale isolée demeure le type d'habitation le plus recherché par les ménages propriétaires, bien que son importance relative sur ce marché ait légèrement diminué entre 1981 et 1986. Les immeubles de cinq étages ou plus abritent 0,8% des ménages propriétaires de leur logement en 1986, contre seulement 0,4% en 1981. La catégorie « autres types de logement » gagne également en popularité. La proportion de propriétaires-occupants logeant dans ces habitations passe de 22,2%, en 1981, à 24,7%, en 1986. Par contre, le pourcentage de propriétaires d'habitations mobiles tombe à 1,2% en 1986, soit une diminution de 1,6 point de pourcentage par rapport à 1981. Notons enfin la plus forte concentration de propriétaires dans les régions périphériques de Chicoutimi-Jonquière (61,5%) et de Trois-Rivières (55,4%).

La valeur des propriétés québécoises est nettement inférieure à celle des propriétés ontariennes et canadiennes, dans leur ensemble. Elle se chiffre en moyenne à 67 197 $ en 1986, alors qu'elle s'élève à 104 063 $ en Ontario et à 84 825 $ au Canada. Le Québec compte 31,7% d'habitations évaluées à moins de 50 000 $, comparativement à 13,8% pour l'Ontario et à 23,5% pour l'ensemble du pays, et seulement 5,1% de propriétés évaluées à 150 000 $ et plus, contre 17,7% en Ontario et 10,9% au Canada.

Définitions

Chef d'unité familiale

Le chef d'une unité familiale correspond, pour les couples avec ou sans enfants, à l'un ou l'autre des conjoints, le mari dans le cas le plus fréquent. La personne hors famille ou la personne sans conjoint avec un ou plusieurs enfants est elle-même chef d'unité familiale.

Famille

Couple avec ou sans enfants ou personne sans conjoint avec un ou plusieurs enfants vivant dans le même logement. Le terme « enfant » s'applique à des enfants célibataires, de tout âge, sans conjoint et sans enfants. Pour le programme d'aide sociale, seuls les enfants à charge sont inclus dans la famille. Les personnes vivant en union libre sont considérées comme mariées.

Gains d'emploi

Somme des montants déclarés au titre des salaires et traitements, de la solde et des indemnités militaires et du revenu net total d'un emploi autonome.

Logement privé occupé

Ensemble distinct de pièces d'habitation, ayant une entrée privée donnant sur l'extérieur ou sur un corridor ou un escalier commun à l'intérieur, occupé de façon permanente par une personne ou un groupe de personnes autres que des résidents étrangers.

Médiane

Valeur centrale d'un caractère, séparant une population en deux parties égales.

Ménage

Personne ou groupe de personnes (autres que des résidents étrangers) occupant un même logement. Aux fins de cette étude, les ménages collectifs ne sont pas considérés.

Personne hors famille

Personne vivant seule ou membre d'un ménage de plus d'une personne, mais qui ne fait partie d'aucune famille.

Quartile de revenu

Partage des unités de la population étudiée, ordonnées par ordre croissant de revenu, en quatre parties égales.

Revenu total

Le revenu total inclut les gains d'emploi, le revenu total de placements, les pensions de retraite et rentes privées, le total des transferts gouvernementaux et les autres revenus.

Seuil de faible revenu

Le seuil de faible revenu varie selon la taille de l'unité familiale et le degré d'urbanisation de la région qu'elle habite. Sur la base des seuils de 1978, les unités familiales qui consacrent 58,5% ou plus de leur revenu au titre de l'alimentation, du logement et de l'habillement sont considérées comme ayant un faible revenu.

Unité familiale

Famille ou personne hors famille.

Notes explicatives

Consommation

Dans cette section, le terme « ménage » correspond à un groupe de personnes partageant un même logement et mettant leur revenu en commun pour couvrir les principales dépenses.

Revenu

Les statistiques présentées dans cette section sont essentiellement puisées dans les fichiers de microdonnées de l'Enquête sur les finances des consommateurs. Le concept d'unité familiale utilisé ici englobe les familles de recensement et les personnes hors famille. La terminologie utilisée correspond à celle créée par Statistique Canada.

Système de sécurité du revenu

Afin de simplifier et d'uniformiser la terminologie employée, les termes « unité familiale », « famille », et « personne hors famille », utilisés pour la description du programme d'aide sociale, correspondent aux concepts de ménage, de famille et de personne seule qu'emploie le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu.

Tableau I.—Dépenses hebdomadaires typiques pour une famille de cinq personnes ayant un revenu total annuel de 800 dollars.

ARTICLES	Quantités consommées chaque semaine	Dépenses totales				
		Hull	Montréal	Québec	Sherbrooke	Trois-Rivières
Bœuf, bifteck dans le filet	2 lbs.	39.5	49.3	36.0	39.5	37.3
Bœuf, morceau pour rôti	2 "	34.6	35.6	31.0	31.3	26.0
Veau, quartier de devant	1 "	13.2	12.0	17.0	15.8	10.5
Mouton, rôti, quartier de derrière	1 "	17.3	17.6	17.6	17.7	16.0
Porc frais, rôti	1 "	18.5	19.0	19.0	17.5	18.0
Porc salé	2 "	36.4	38.0	19.0	35.5	35.0
Bacon fumé (le meilleur)	1 "	18.6	24.6	21.0	22.8	23.8
Saindoux	2 "	36.6	40.0	48.0	39.5	36.0
Œufs frais	1 doz.	33.0	38.2	34.7	32.7	35.6
Œufs en caisse	1 "	26.5	38.0	28.5	34.5	28.3
Lait	6 pts	50.0	55.0	62.0	42.0	48.0
Beurre de ferme, en tinette	2 lbs.	57.3	58.0	56.5	57.6	59.0
Fromage canadien, vieux	1 "	19.3	20.0	20.0	20.3	20.0
Fromage canadien, nouveau	1 "	17.3	18.0	18.0	20.0	19.8
Pain blanc, ordinaire	15 "	52.5	80.0	52.5	75.0	60.0
Farine de famille, ordinaire	10 "	33.3	36.6	36.3	36.6	33.3
Avoine roulée	5 "	26.6	26.4	25.0	25.0	25.0
Riz ordinaire, bon	2 "	10.7	12.5	10.3	11.7	10.6
Fèves	2 "	12.0	10.0	14.0	12.0	12.0
Pommes séchées	1 "	11.3	13.4	13.0	12.3	12.0
Pruneaux, qualité ordinaire	1 "	11.3	14.4	12.0	12.8	13.3
Sucre granulé	4 "	23.3	23.6	25.3	23.5	25.5
Sucre jaune	2 "	11.0	11.7	10.0	11.8	12.0
Thé noir	½ "	10.0	8.8	9.5	9.9	10.5
Thé vert	¼ "	9.3	12.5	9.4	9.9	9.5
Café	¼ "	10.0	8.8	10.5	10.1	8.8
Pommes de terre	2 pks.	58.0	58.0	45.5	45.0	48.0
Vinaigre de vin blanc	½ pt.	1.2	1.8	2.3	1.3	1.7
Total pour les aliments	—	**6,586**	**7,828**	**7,039**	**7,236**	**6,955**
Amidon, pour blanchissage	½ lb.	2.7	2.7	3.0	2.8	2.6
Anthracite	1/18 ton	52.2	51.5	50.9	48.6	44.7
Charbon bitumineux	1/18 "	24.2	40.2	31.7	38.6	30.7
Bois dur, le meilleur	1/18 corde	34.5	56.3	40.8	43.7	45.0
Bois mou	1/18 "	24.5	31.3	30.9	31.8	25.4
Pétrole	1 gallon	20.0	26.6	20.0	17.5	20.0
Total pour combustible et éclairage	—	**1,554**	**2,069**	**1,743**	**1,802**	**1,658**
Loyer	—	**3.65**	**3.69**	**4.36**	**3.23**	**2.89**
Ensemble	—	**12,217**	**13,604**	**13,172**	**12,296**	**11,439**

Source: Annuaire statistique, 1915, p. 606.

Tableau 1

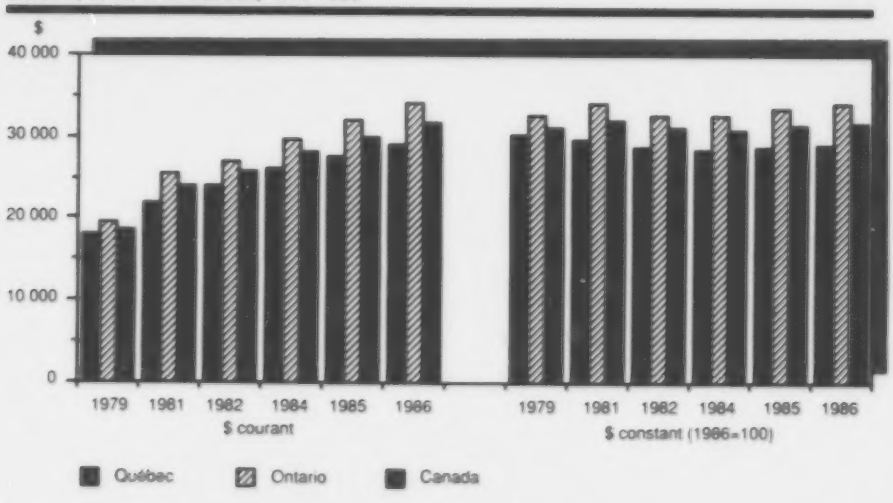
Évolution du revenu total moyen des unités familiales, Québec, Ontario et Canada, 1979-1986

	Revenu total moyen					
	1979	1981	1982	1984	1985	1986
	$					
Dollars courants						
Québec	18 139	21 970	23 872	26 026	27 439	28 926
Ontario	19 637	25 431	27 097	29 684	31 867	34 114
Canada	18 670	23 883	25 788	28 075	29 979	31 628
Dollars constants (1986)						
Québec	30 217	29 517	28 744	28 490	28 782	28 926
Ontario	32 712	34 167	32 627	32 494	33 427	34 114
Canada	31 101	32 087	31 051	30 733	31 447	31 628

Source: Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bande de microdonnées).

Figure 1

Évolution du revenu moyen des unités familiales, Québec, Ontario et Canada, 1979-1986



Source: Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bande de microdonnées).

Tableau 2

Revenu moyen des unités familiales, selon le type de revenu, le sexe et l'âge du chef, Québec, 1986

Type de revenu et sexe du chef	Âge du chef				
	Moins de 25 ans	25 à 44 ans	45 à 64 ans	65 ans et plus	Total
	$				
Hommes	17 127	36 157	39 470	22 318	33 911
Revenu privé	15 392	33 289	35 983	11 742	29 953
Transferts	1 735	2 868	3 487	10 576	3 958
Femmes	8 972	18 871	16 721	13 329	15 619
Revenu privé	7 096	16 050	12 737	6 130	11 242
Transferts	1 876	2 821	3 984	7 199	4 376

Source: Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bande de microdonnées).

Tableau 3

Revenu moyen des unités familiales, selon le type de revenu, le sexe et la scolarité du chef, Québec, 1986

	Primaire	Secondaire	Post-secondaire[1]	Universitaire
	$			
Hommes	26 332	32 181	36 521	52 525
Revenu privé	20 187	28 500	33 958	50 329
Transferts	6 145	3 681	2 562	2 196
Femmes	11 493	15 516	17 579	26 652
Revenu privé	4 937	11 274	15 491	25 351
Transferts	6 556	4 243	2 088	1 301

1. Incluant les études collégiales et les études universitaires partielles.

Source: Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bande de microdonnées).

Tableau 4

Évolution du revenu moyen, selon la source, Québec, 1979-1986

Source de revenu	Revenu moyen[1]					
	1979	1981	1982	1984	1985	1986
	$					
Dollars courants						
Revenu privé	16 313	19 431	20 564	22 174	23 376	24 854
Gains d'emploi	15 042	17 651	18 259	19 958	20 847	22 079
Placements et rentes privées[2]	1 271	1 780	2 306	2 215	2 529	2 776
Transferts	1 826	2 539	3 308	3 853	4 063	4 072
Revenu total	18 139	21 970	23 872	26 026	27 439	28 926
Revenu disponible	15 155	18 496	19 934	21 706	22 815	23 851
Dollars constants (1986)						
Revenu privé	27 175	26 106	24 760	24 273	24 520	24 854
Gains d'emploi	25 058	23 714	21 985	21 848	21 868	22 079
Placements et rentes privées[2]	2 117	2 391	2 777	2 425	2 652	2 776
Transferts	3 042	3 411	3 983	4 218	4 262	4 072
Revenu total	30 217	29 517	28 744	28 490	28 782	28 926
Revenu disponible	25 246	24 849	24 002	23 761	23 932	23 851

1. Moyenne calculée sur l'ensemble des unités familiales pour toutes les sources de revenu.
2. Incluant les autres revenus de source privée, tels que les pensions alimentaires, les bourses d'études et les prestations d'assurance-salaire.

Source: Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bande de microdonnées).

Tableau 5

Évolution du revenu total moyen, selon le type d'unité familiale, Québec, 1979-1986

Type d'unité familiale	Revenu total moyen					
	1979	1981	1982	1984	1985	1986
	$					
Dollars courants						
Couples sans enfants	20 092	24 672	27 002	29 899	31 643	32 415
Couples avec enfants	25 804	31 162	34 391	37 796	39 652	42 412
Familles monoparentales	14 474	17 040	16 818	21 053	20 372	22 293
Personnes hors famille	8 852	10 887	11 854	13 082	13 830	14 694
Dollars constants (1986)						
Couples sans enfants	33 470	33 147	32 512	32 730	33 192	32 415
Couples avec enfants	42 985	41 866	41 409	41 375	41 593	42 412
Familles monoparentales	24 111	22 893	20 250	23 046	21 369	22 293
Personnes hors famille	14 746	14 627	14 273	14 321	14 507	14 694

Source: Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bande de microdonnées).

Tableau 6

Répartition des familles et des personnes hors famille, selon la tranche de revenu, le revenu moyen et le revenu médian[1], Québec, 1979-1986

Tranche de revenu	Unité	1979	1981	1982	1984	1985	1986
Familles							
Moins de 10 000 $	%	6,3	6,4	6,7	6,4	6,8	6,3
10 000 $ - 14 999 $	%	8,0	8,7	8,2	10,2	9,7	9,6
15 000 $ - 19 999 $	%	7,7	7,7	10,2	9,9	9,5	9,3
20 000 $ - 29 999 $	%	18,1	20,1	18,9	18,3	19,1	19,4
30 000 $ - 39 999 $	%	20,2	19,3	19,8	18,6	19,1	18,5
40 000 $ et plus	%	39,7	37,8	36,3	36,7	35,9	36,9
Revenu moyen	$	38 076	36 999	36 196	36 164	36 072	36 469
Revenu médian	$	34 619	33 710	32 873	32 850	32 780	32 650
Personnes hors famille							
Moins de 10 000 $	%	50,2	50,6	50,8	50,0	48,9	47,3
10 000 $ - 14 999 $	%	13,8	12,1	15,0	16,1	16,5	16,4
15 000 $ - 19 999 $	%	11,3	11,1	9,7	11,2	10,9	10,9
20 000 $ - 29 999 $	%	13,8	15,8	13,5	11,3	13,6	14,9
30 000 $ - 39 999 $	%	6,6[2]	6,2	6,7	7,3	5,5	7,4
40 000 $ et plus	%	4,3[2]	4,2[2]	4,3[2]	4,1[2]	4,7[2]	3,1[2]
Revenu moyen	$	14 627	14 627	14 272	14 321	14 507	14 694
Revenu médian	$	9 993	9 863	9 905	10 005	10 114	10 512
Toutes les unités familiales							
Moins de 10 000 $	%	21,1	21,2	21,7	21,7	21,0	20,5
10 000 $ - 14 999 $	%	10,0	9,9	10,6	12,2	12,0	11,9
15 000 $ - 19 999 $	%	8,9	8,8	10,0	10,3	9,9	9,8
20 000 $ - 29 999 $	%	16,6	18,7	17,1	15,8	17,2	17,8
30 000 $ - 39 999 $	%	15,6	14,9	15,3	14,6	14,5	14,7
40 000 $ et plus	%	27,8	26,6	25,4	25,3	25,3	25,2
Revenu moyen	$	30 217	29 517	28 744	28 490	28 782	28 926
Revenu médian	$	25 824	25 569	24 117	23 270	24 346	23 876

1. En dollars constants de 1986.
2. Estimation dont la fiabilité est incertaine en raison du nombre insuffisant d'unités échantillonnées.

Source: Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bande de microdonnées).

Tableau 7

Répartition du revenu total par quartile,
Québec, 1979-1986

Quartile	1979	1981	1982	1984	1985	1986
			%			
1er	5.5	5.9	5.9	5.9	6.3	6.2
2e	15.5	15.8	15.4	14.8	15.2	15.2
3e	27.8	27.8	27.8	27.8	27.6	27.3
4e	51.2	50.5	50.3	51.6	50.9	51.3

Source: Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bande de microdonnées).

Tableau 8

Proportion du revenu allant aux unités familiales du premier quartile et aux unités familiales sous la médiane, selon le type de revenu,
Québec, 1979-1986

Type de revenu	1979	1981	1982	1984	1985	1986
			%			
Unités familiales du premier quartile						
Part du revenu privé	2.1	2.4	2.1	2.0	2.2	2.0
Part des transferts	35.4	33.0	29.8	28.1	29.8	30.0
Part du revenu total	5.5	5.9	5.9	5.9	6.3	6.2
Unités familiales sous la médiane						
Part du revenu privé	16.2	16.0	14.9	13.6	14.2	13.6
Part des transferts	63.3	66.0	61.6	60.9	63.2	63.3
Part du revenu total	21.0	21.7	21.3	20.7	21.4	21.4

Source: Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bande de microdonnées).

Tableau 9

Évolution des transferts moyens versés aux unités familiales,
Québec, Ontario et Canada, 1979-1986

	Transferts moyens					
	1979	1981	1982	1984	1985	1986
			$			
Dollars courants						
Québec	1 826	2 539	3 308	3 853	4 053	4 072
Ontario	1 419	1 973	2 573	2 888	3 026	3 162
Canada	1 587	2 177	2 844	3 378	3 510	3 658
Dollars constants (1986)						
Québec	3 042	3 411	3 983	4 218	4 262	4 072
Ontario	2 364	2 651	3 098	3 161	3 174	3 162
Canada	2 644	2 925	3 424	3 698	3 682	3 658

Source: Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bande de microdonnées).

Tableau 10

Unités familiales à faible revenu, selon certaines caractéristiques, Québec, 1986

Caractéristique	Unités familiales		
	Total	À faible revenu	
	n	n	%
Structure familiale			
Couples sans enfants	595 390	69 710	11,7
Couples avec enfants	995 680	111 830	11,2
Familles monoparentales	247 190	100 000	40,5
Personnes hors famille	974 240	376 030	38,6
Âge et sexe du chef			
Hommes	2 046 120	337 200	16,5
Moins de 25 ans	158 250	57 670	36,4
25 - 44 ans	1 005 920	144 580	14,4
45 - 64 ans	619 160	82 520	13,3
65 ans et plus	262 790	52 430	20,0
Femmes	766 380	320 370	41,8
Moins de 25 ans	75 930	41 800[1]	55,1
25 - 44 ans	249 160	93 620	37,6
45 - 64 ans	207 800	78 780	37,9
65 ans et plus	233 490	106 170	45,5
Scolarité du chef			
Primaire	810 290	250 190	30,9
Secondaire	1 185 110	279 520	23,6
Postsecondaire[2] et universitaire	817 100	127 860	15,6
Participation du chef au marché du travail			
Travail à temps plein	1 816 410	214 780	11,8
Travail à temps partiel	159 250	65 060	40,9
N'a pas travaillé	459 110	377 730	82,3
Mode d'occupation du logement			
Propriétaire	1 347 500	145 140	10,8
Locataire	1 176 480	415 480	35,3
Autre	288 520	96 950	33,6
Ensemble des unités familiales	2 812 500	657 570	23,4

1. Estimation dont la fiabilité est incertaine en raison du nombre insuffisant d'unités échantillonnées.
2. Incluant les études universitaires partielles.

Source: Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bande de microdonnées).

Tableau 11

Les composantes du système de sécurité du revenu au Québec, 1987

Composante du système	Type de financement	Gouvernement	Organisme de gestion
Programmes d'assurance sociale			
Assurance-chômage	Cotisations employeur/employé et revenus généraux	Canada	Commission de l'emploi et de l'immigration
Allocation de maternité	Revenus généraux	Québec	Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu
Régime d'indemnisation des accidents du travail et des maladies professionnelles	Cotisations des employeurs	Québec	Commission de la santé et de la sécurité du travail
Assurance-automobile	Cotisation des détenteurs de permis de conduire et de plaques d'immatriculation	Québec	Régie de l'assurance-automobile

Tableau 11 (suite)

Les composantes du système de sécurité du revenu au Québec, 1987

Composante du système	Type de financement	Gouvernement	Organisme de gestion
Programmes d'assistance sociale et programmes complémentaires			
Aide sociale	Revenus généraux	Québec	Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu et la Ville de Montréal pour son territoire
Régime des prêts et bourses aux étudiants	Revenus généraux	Québec	Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science
Allocation versée aux chasseurs et piégeurs cris	Revenus généraux	Québec	Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
Remboursement d'impôts fonciers	Revenus généraux	Québec	Ministère du Revenu du Québec
Programmes d'aide financière à la participation au marché du travail			
Supplément au revenu du travail	Revenus généraux	Québec	Ministère du Revenu du Québec
Aide financière pour enfants en service de garde	Revenus généraux	Québec	Office des services de garde à l'enfance et Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu
Programmes de prestations de services			
Aide juridique	Revenus généraux	Québec	Commission des services juridiques
Besoins spéciaux à l'aide sociale	Revenus généraux	Québec	Régie de l'assurance-maladie et Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu
Programmes de prestations financières pour enfants			
Allocations familiales fédérales	Revenus généraux	Canada	Ministère de la Santé et du Bien-être social
Allocations familiales du Québec	Revenus généraux	Québec	Régie des rentes
Crédit d'impôt pour enfants	Revenus généraux	Canada	Revenu Canada
Allocations supplémentaires pour enfants handicapés	Revenus généraux	Québec	Régie des rentes
Allocations de disponibilité	Revenus généraux	Québec	Ministère du Revenu
Programmes de prestations financières pour personnes âgées			
Sécurité de la vieillesse	Revenus généraux	Canada	Ministère de la Santé et du Bien-être social
Supplément de revenu garanti	Revenus généraux	Canada	Ministère de la Santé et du Bien-être social
Allocation au conjoint	Revenus généraux	Canada	Ministère de la Santé et du Bien-être social
Régime de rentes du Québec	Cotisations employeur/employé	Québec	Régie des rentes
Logirente	Revenus généraux	Québec	Société d'habitation du Québec et Ministère du Revenu
Programmes de prestations financières pour anciens combattants			
Pensions d'invalidité aux anciens combattants et aux civils	Revenus généraux	Canada	Commission canadienne des pensions
Allocations de guerre aux anciens combattants et aux civils	Revenus généraux	Canada	Commission des allocations aux anciens combattants

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, *Guide descriptif des programmes de sécurité du revenu*.

Tableau 12

Évolution des transferts en matière de sécurité du revenu, Québec, 1980-1987

Programme	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
					000 000 $			
Programmes d'assurance sociale								
Assurance-chômage[1]	1 608,5	1 816,6	2 899,4	3 048,2	3 021,7	3 171,5	3 186,2	3 135,7
Allocation de maternité[2]	..	9,2	9,1	8,9	9,3	9,3	8,7	..
Régime d'indemnisation des accidents du travail et des maladies professionnelles[1]	349,3	436,2	557,2	588,0	705,6	744,2[3]	861,7[3]	898,7
Assurance automobile[2]	95,2	120,8	144,5	167,1	183,2	166,4[4]	220,3[4]	..
Programmes d'assistance sociale et programmes complémentaires								
Aide sociale[2,5]	1 051,4	1 200,0	1 518,6	1 863,0	2 039,9	2 117,7	2 195,7	..
Régime de prêts et bourses aux étudiants[2]	166,1	192,4	248,0	302,2	344,8	406,4	414,9	..
Allocation versée aux chasseurs et aux piégeurs cris[2]	6,0	7,3	9,5	10,8	11,4	11,6	..	..
Remboursement d'impôts fonciers[6]	82,3	95,2	108,8	124,5	131,1	62,7[7]	66,6p	..
Programmes d'aide financière à la participation au marché du travail								
Supplément au revenu de travail[1]	19,6	18,4	19,5	20,8	25,0	22,1	..	..
Aide financière pour enfants en service de garde[2]	16,0	17,7	17,2	21,9	24,6	32,3	37,1	..
Programmes de prestations de services								
Aide juridique[2,8]	69,5	76,3	86,1	91,2	107,7	127,1p	..	..
Besoins spéciaux à l'aide sociale[2,9]	..	..	..	..	..	93,9	69,8	..
Programmes de prestations financières pour enfants								
Allocations familiales fédérales[2,10]	451,8	473,8	513,0	573,5	586,4	598,4	614,9	624,9
Allocations familiales du Québec[1,5]	168,7	180,5	176,1	181,7	187,3	185,1	191,2	191,7
Crédits d'impôt pour enfants[6]	272,9	299,8	413,4	386,5	391,2	396,9p	..	..
Allocations supplémentaires pour enfants handicapés[1,3]	3,9	5,6	8,1	10,8	13,0	14,5	17,1	..
Allocation de disponibilité[6]	..	..	112,0	139,4	137,1	131,6	125,7	..
Programmes de prestations financières pour personnes âgées								
Sécurité de la vieillesse[2]	1 295,9	1 499,2	1 711,8	1 871,4	2 006,6	2 157,6	2 314,4	..
Supplément de revenu garanti[2]	573,6	680,9	752,7	786,1	902,3	1 010,0	1 043,4	..
Allocation au conjoint[2]	57,7	66,0	73,5	75,8	78,6	111,7	147,6	..
Régime de rentes du Québec[1]	668,3	811,2	1 000,0	1 208,8	1 556,8	1 838,1	2 067,3	2 329,9
Logirente[11]	9,7	7,3	7,9	8,4	16,3	18,4	18,6p	..
Programmes de prestations financières pour anciens combattants								
Pensions d'invalidité aux anciens combattants et aux civils[1]	50,4	54,1	60,9	68,4	71,3	74,6	80,4	88,4
Allocation de guerre aux anciens combattants et aux civils[2]	31,8	45,6	49,0	52,7	58,8	62,9	60,1	60,5
Total	7 048,6	8 114,1	10 496,3	11 610,1	12 610,0	13 565,0	13 741,7	7 329,7p

1. Année civile.
2. Année financière.
3. Incluant les indemnités de réadaptation et de soutien de revenu.
4. Les exercices de 1985 et 1986 comptaient seulement dix mois.
5. Montants bruts.
6. Année d'imposition.
7. La forte diminution des montants totaux des remboursements est due au changement de régime du calcul de remboursement qui a eu lieu pour cette année-là.
8. Dépenses annuelles.
9. Comprend les montants versés relatifs à la santé, aux frais funéraires, aux travaux communautaires, au stage en milieu de travail, au rattrapage scolaire et au retour aux études postsecondaires pour les chefs de famille monoparentale.
10. Montants nets versés.
11. Du 1er octobre au 30 septembre.

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, *Guide descriptif des programmes de sécurité du revenu.*

Tableau 13

Principales statistiques du programme d'assurance-chômage, Québec, 1979-1987

Année	Bénéficiaires[1]	Semaines d'indemnisation	Prestations hebdomadaires moyennes	Prestations brutes versées
	n	'000	$	000 $
1979	269 108	14 036	108,31	1 520 151
1980	259 607	13 424	119,83	1 608 504
1981	273 239	14 062	129,19	1 816 646
1982	392 466	20 886	138,82	2 899 395
1983	384 835	20 505	148,65	3 048 188
1984	370 960	19 251	156,96	3 021 716
1985	358 980	18 750	169,14	3 171 454
1986	338 150	17 889	178,11	3 186 193
1987	315 820	16 871	185,86	3 135 712

1. Moyenne de 12 mois.

Source: Statistique Canada, *Statistiques sur l'assurance-chômage* (73-202S supplément annuel).

Tableau 14

Bénéficiaires de l'assurance-chômage et montants bruts versés, selon le genre de prestations, Québec, 1980-1986

Genre de prestations	Bénéficiaires						
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
	n						
Ordinaires	235 379	248 861	368 537	356 308	341 859	329 360	..
Maladie	6 951	6 801	6 174	6 070	6 638	6 410	..
Maternité	9 584	10 100	9 961	9 639	10 394	10 320	..
Adoption	..	..	..	..	..	..	..
Retraite	513	501	456	427	368	360	..
Pêche	985	961	1 108	1 156	1 283	1 270	..
Formation	6 195	6 017	6 206	6 312	6 621	6 560	..
Travail partagé	..	..	147	4 616	2 264	1 690	..
Création d'emplois	..	..	..	921	1 531	2 520	..
Total	259 607	273 239	392 466	384 835	370 955	358 480	338 150

Genre de prestations	Montants bruts versés						
	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
	'000 000 $						
Ordinaires	1 451,6	1 643,4	2 689,0	2 819,7	2 765,1	2 885,0	..
Maladie	43,6	46,4	45,3	47,2	55,4	57,8	..
Maternité	63,4	75,8	81,0	85,0	97,7	102,4	..
Adoption	..	..	..	..	0,2	0,3	..
Retraite	3,5	3,9	4,1	3,8	3,7	3,9	..
Pêche	7,9	7,1	10,1	12,0	13,3	14,4	..
Formation	39,2	37,4	44,9	49,0	57,0	61,3	..
Travail partagé	..	..	23,7	21,9	6,9	5,4	..
Création d'emplois	..	..	1,4	9,5	22,4	41,5	..
Total	1 608,5	1 816,6	2 899,4	3 048,2	3 021,7	3 171,5	3 186,2

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, *Guide descriptif des programmes de sécurité du revenu*.

Tableau 15

Bénéficiaires de l'allocation de maternité, Québec, 1981-82 à 1986-87

	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
			n			
Bénéficiaires	38 500	37 876	37 104	38 893	38 684	36 303

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, *Guide descriptif des programmes de sécurité du revenu.*

Tableau 16

Bénéficiaires[1] de rentes versées par la Commission de la santé et de la sécurité du travail, selon la catégorie, Québec, 1979-1987

Loi et catégorie	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
					n				
Loi sur les accidents du travail	33 669	38 557	41 553	40 044	41 346	39 363	40 459	51 183	42 440
Accidents du travail	29 215[2]	30 581	32 912	30 681	30 940	29 323	30 317	38 441	31 677
Maladies professionnelles	..	1 464	2 198	2 969	4 339	4 028	4 217	6 618	5 779
Conjoints survivants	3 432	3 620	3 745	3 848	3 907	4 005	4 060	4 356	3 497
Enfants mineurs ou aux études	2 951	2 822	2 623	2 472	2 079	1 924	1 779	1 682	1 420
Personnes invalides à charge	71	70	75	74	81	83	86	86	77
Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose	1 297	1 267	1 227	1 195	313[3]	285[3]	270[3]	242[3]	204[3]
Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles[4]	..	..	..	..	..	..	..	187	409
Conjoints survivants	..	..	..	..	..	..	..	114	255
Enfants mineurs	..	..	..	..	..	..	..	73	154
Total	36 966	39 824	42 780	41 239	41 659	39 648	40 729	51 612	43 063

1. Au 31 décembre de chaque année.
2. Comprend également les maladies professionnelles.
3. Cette donnée a été revisée de façon à exclure certains cas d'amiantose qui ne sont pas couverts par la Loi sur l'indemnisation des victimes d'amiantose ou de silicose, mais par la Loi sur les accidents du travail.
4. Nouveau régime en vigueur depuis le 19 août 1985.

Source: Commission de la Santé et de la Sécurité du Travail, *Rapport annuel.*

Tableau 17

Prestations versées dans le cadre de la Loi sur les accidents du travail, selon la catégorie, Québec, 1979-1986

Année	Assistance médicale	Incapacité temporaire	Incapacité permanente et décès	Total
			000 $	
1979	54 023	143 724	88 058	285 795
1980	66 882	179 410	103 007	349 299
1981	77 893	244 628	113 642	436 163
1982	91 825	291 291	174 070	557 186
1983	94 224	291 487	202 333	588 044
1984	101 112	329 995	274 478	705 585
1985	119 214	321 513	252 141	744 173[1]
1986	139 685	307 923	281 377	861 712[1]

1. Incluant les indemnités de remplacement du revenu.

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, *Guide descriptif des programmes de sécurité du revenu.*

Tableau 18

Clientèle mensuelle[1] de l'aide sociale, selon l'aptitude au travail, Québec, 1979-1987

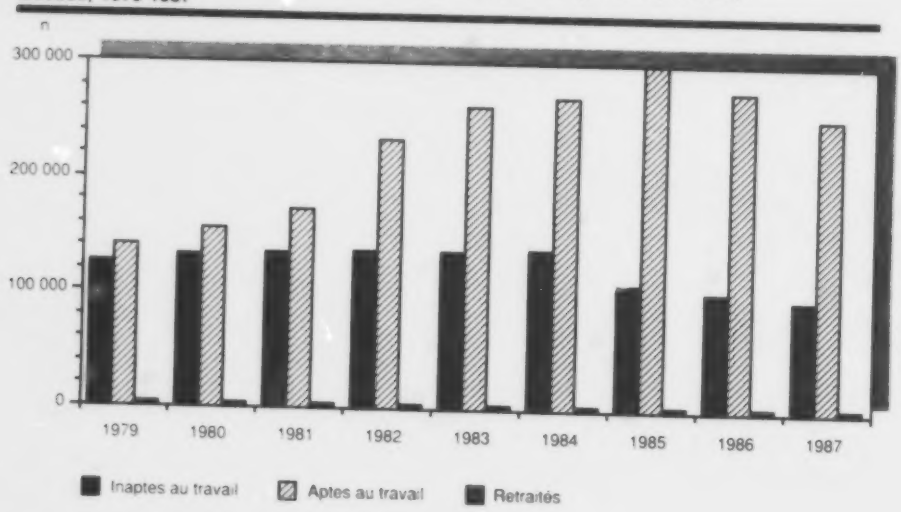
Année	Inaptes au travail	Aptes au travail	Retraités	Total
		n		
1979	126 527	140 368	4 065	270 960
1980	131 537	154 687	3 904	290 128
1981	133 276	172 345	3 769	309 390
1982	135 760	231 992	3 868	371 620
1983	137 320	261 571	3 979	402 870
1984	137 494	271 312	3 961	412 767
1985	108 171	299 324	4 196	411 691
1986	102 084	277 314	4 033	383 431
1987	96 589	254 751	3 996	355 336

1. En décembre de chaque année.

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, Fichier de l'aide sociale.

Figure 2

Évolution de la clientèle mensuelle de l'aide sociale, selon l'aptitude au travail, Québec, 1979-1987



Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, Fichier de l'aide sociale.

Tableau 19

Répartition des unités familiales et des dépenses d'aide sociale, selon le type d'unité familiale, Québec, 1979-1987[1]

Année	Unités familiales					Dépenses			Bénéficiaires
	Personnes hors famille	Familles			Total	Moyennes		Totales	
		Monoparentales	Sans enfants	Avec enfants	Total	Personnes hors famille	Familles		
	n					$		'000 $	n
1979	163 870	61 980	15 839	29 271	107 090	270 960	205.66	378.24	74 208	488 568
1980	177 811	65 791	16 311	30 215	112 317	290 128	226.07	414.03	86 702	512 537
1981	192 283	68 164	17 492	31 451	117 107	309 390	244.37	450.85	99 786	535 894
1982	235 503	74 863	21 242	40 012	136 117	371 620	272.48	520.69	135 047	632 715
1983	254 810	80 209	23 280	44 571	148 060	402 870	293.08	552.52	156 488	684 342
1984	262 518	83 559	23 805	42 885	150 249	412 767	321.41	588.58	172 810	691 632
1985	260 935	85 889	23 952	40 915	150 756	411 691	342.85	623.39	183 443	686 117
1986	241 152	79 939	24 163	38 177	142 279	383 431	356.78	640.61	177 186	638 798
1987	222 371	75 893	22 884	34 188	132 965	355 336	385.82	669.69	174 842	589 988

1. En décembre de chaque année.

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, Fichier de l'aide sociale.

Tableau 20

Répartition des unités familiales et des dépenses d'aide sociale, selon le type d'unité familiale, par région socio-sanitaire, Québec, décembre 1987

Région socio-sanitaire	Unités familiales					Dépenses			Bénéficiaires
	Personnes hors famille	Familles			Total	Moyennes		Totales	
		Monoparentales	Sans enfants	Avec enfants	Total	Personnes hors famille	Familles		
	n					$		'000 $	n
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	9 779	2 802	1 632	3 288	7 722	17 501	363.28	701.84	8 972	32 903
Saguenay—Lac-Saint-Jean	11 460	3 221	1 330	2 302	6 853	18 313	354.94	669.20	8 654	31 054
Québec	35 819	8 875	4 056	5 600	18 531	54 350	370.85	666.10	25 627	87 433
Mauricie-Bois-Francs	16 748	5 388	2 045	3 055	10 488	27 236	384.24	664.47	13 404	46 051
Estrie	8 021	2 837	848	1 395	5 080	13 101	386.02	671.58	6 508	22 368
Laurentides-Lanaudière	15 538	6 186	2 048	2 693	10 927	26 465	392.89	663.40	13 354	45 373
Montréal	81 170	27 967	5 882	7 760	41 609	122 779	398.80	668.96	60 206	192 816
Montérégie	25 476	11 351	2 684	3 928	17 963	43 439	394.66	665.93	22 017	74 559
Outaouais	9 508	3 945	1 267	2 171	7 383	16 891	380.87	672.28	8 585	30 093
Abitibi-Témiscamingue	4 426	1 429	590	892	2 911	7 337	379.01	665.37	3 614	12 871
Côte-Nord	3 996	1 577	483	960	3 020	7 016	356.22	690.98	3 510	12 465
Nouveau-Québec	430	315	19	144	478	908	252.30	590.30	391	2 002
Total	222 371	75 893	22 884	34 188	132 965	355 336	385.82	669.69	174 842	589 988

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, Fichier de l'aide sociale.

Tableau 21

Répartition des unités familiales et des dépenses d'aide sociale, selon le type d'unité familiale, l'âge et le sexe du chef,
Québec, décembre 1987

Âge et sexe du chef	Unités familiales			Dépenses		
	Personnes hors famille	Familles	Total	Moyennes		Totales
				Personnes hors famille	Familles	
	n			$		000 $
Moins de 21 ans	18 899	4 346	23 245	262.27	646.10	7 765
Hommes	9 637	270	9 907	249.11	628.83	2 571
Femmes	9 262	4 076	13 338	275.97	647.24	5 194
21-29 ans	46 047	34 157	80 204	300.08	682.17	37 119
Hommes	27 789	5 543	33 332	289.88	714.20	12 014
Femmes	18 258	28 614	46 872	315.59	675.97	25 104
30-44 ans	70 452	56 856	127 308	428.71	674.33	68 544
Hommes	45 434	17 934	63 368	430.67	754.66	33 101
Femmes	25 018	38 922	63 940	425.15	637.31	35 442
45-54 ans	41 054	19 428	60 482	431.01	674.45	30 798
Hommes	19 546	10 430	29 976	436.93	738.16	16 239
Femmes	21 508	8 998	30 506	425.63	600.61	14 559
55-64 ans	43 419	16 376	59 795	416.88	648.96	28 728
Hommes	18 328	13 295	31 623	420.76	670.64	16 628
Femmes	25 091	3 081	28 172	414.04	555.42	12 100
65 ans et plus	2 500	1 802	4 302	408.96	480.49	1 888
Hommes	489	1 622	2 111	402.38	468.29	956
Femmes	2 011	180	2 191	410.56	590.40	932
Total	222 371	132 965	355 336	385.82	669.69	174 842
Hommes	121 223	49 094	170 317	383.36	713.68	81 510
Femmes	101 148	83 871	185 019	388.77	643.94	93 332

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, Fichier de l'aide sociale

Tableau 22

Répartition des unités familiales et des dépenses d'aide sociale, selon le type d'unité familiale, l'aptitude au travail et le sexe du chef, Québec, décembre 1987

Aptitude au travail et sexe du chef	Unités familiales			Dépenses		
				Moyennes		Totales
	Personnes hors famille	Familles	Total	Personnes hors famille	Familles	
	n			$		'000 $
Aptes au travail						
En emploi[1]	9 994	9 967	19 961	297.29	583.33	8 785
Hommes	4 636	4 326	8 962	310.97	602.45	4 048
Femmes	5 358	5 641	10 999	285.45	568.67	4 737
En chômage	132 028	102 762	234 790	382.51	683.12	120 701
Hommes	77 542	33 780	111 322	380.87	750.62	54 890
Femmes	54 486	68 982	123 468	384.84	650.06	65 812
Inaptes au travail						
Inaptitude temporaire	16 974	8 527	25 501	443.14	667.45	13 213
Hommes	8 048	2 678	10 726	442.30	687.36	5 400
Femmes	8 926	5 849	14 775	443.90	658.34	7 813
Inaptitude permanente	61 339	9 749	71 088	390.81	664.39	30 450
Hommes	30 686	6 686	37 372	384.92	679.32	16 354
Femmes	30 653	3 063	33 716	396.72	631.81	14 096
A la retraite	2 036	1 960	3 996	406.98	440.64	1 692
Hommes	311	1 624	1 935	404.36	426.40	818
Femmes	1 725	336	2 061	407.45	509.45	874
Total	222 371	132 965	355 336	385.82	669.69	174 842
Hommes	121 223	49 094	170 317	383.36	713.68	81 510
Femmes	101 148	83 871	185 019	388.77	643.94	93 332

1. Comprend les bénéficiaires en emploi dont les ressources financières sont insuffisantes pour couvrir les besoins essentiels et ceux qui participent à un programme d'employabilité.

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, Fichier de l'aide sociale.

Tableau 23

Statistiques principales du régime fédéral d'allocations familiales, Québec, 1979-1986

Année	Montants payés	Nombre moyen d'enfants	Nombre moyen de familles	Allocation moyenne par famille		Nombre moyen d'enfants par famille
				Annuelle	Mensuelle	
	$	n		$		n
1979	446 838 705	1 819 402	968 770	461.24	38.44	1.88
1980	467 028 169	1 782 705	969 071	481.93	40.16	1.84
1981	493 685 675	1 747 668	967 278	510.39	42.53	1.81
1982	570 379 604	1 715 070	962 730	592.46	49.37	1.78
1983	584 052 043	1 680 215	953 249	612.70	51.06	1.76
1984	595 084 063	1 654 163	945 157	629.61	52.47	1.75
1985	611 303 799	1 633 650	939 159	650.91	54.24	1.74
1986	624 628 511	1 626 357	938 634	665.47	55.46	1.73

Source: Santé et Bien-être social du Canada, *Allocations familiales—statistiques chronologiques*.

Tableau 24

Statistiques principales sur les allocations familiales du Québec, 1979-1987

Année	Bénéficiaires[1]			Dépenses brutes	Allocation moyenne	
	Familles	Enfants	Moyenne d'enfants/famille		Famille	Enfant
	n			$		
1979	953 560	1 788 376	1.88	159 400 200	13.78	7.27
1980	953 278	1 752 583	1.84	168 749 400	14.57	7.86
1981	954 748	1 722 379	1.80	180 510 100	15.60	8.57
1982	949 708	1 690 718	1.78	176 069 600	15.26	8.52
1983	939 631	1 657 152	1.76	181 717 900	15.93	8.99
1984	931 943	1 634 132	1.75	187 328 600	16.55	9.41
1985	930 072	1 621 471	1.74	185 107 100	16.40	9.39
1986	930 340	1 615 465	1.74	191 203 700	16.34	9.37
1987	929 152	1 606 331	1.73	197 653 700		

1. En décembre de chaque année.

Source: Régie des rentes du Québec, *Statistiques 1986* et *Rapport annuel*.

Tableau 25

Bénéficiaires du crédit d'impôt pour enfants et montants versés, Québec, 1979-1985

Année d'imposition	Familles	Montant versé	
		Total	Par famille
	n	'000 $	$
1979	685 364	256 674	374.51
1980	685 397	272 944	398.23
1981	701 369	299 794	427.44
1982	732 197	413 364	564.46
1983	705 504	386 543	547.90
1984	690 985	391 218	566.17
1985p	675 500	396 900	587.56

Source: Ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, *Guide descriptif des programmes de sécurité du revenu*.

Tableau 26

Montants payés et nombre de bénéficiaires de la sécurité de la vieillesse, du supplément de revenu garanti et de l'allocation au conjoint, Québec, 1979-1986

Année	Sécurité de la vieillesse		Supplément de revenu garanti		Allocation au conjoint	
	'000 $	n	'000 $	n	'000 $	n
1979	1 100 851	528 960	431 770	332 743	45 135	23 463
1980	1 252 885	548 930	528 809	343 790	55 194	25 012
1981	1 445 099	566 045	659 828	357 610	63 761	25 981
1982	1 660 983	582 246	735 409	364 750	71 715	26 917
1983	1 835 633	597 750	781 110	369 329	75 751	27 302
1984	1 974 401	612 491	858 378	373 770	78 039	27 716
1985	2 120 272	630 781	997 677	383 675	94 133	31 537
1986	2 271 736	650 155	1 034 700	390 404	147 029	44 101

Source: Santé et Bien-être social Canada, *Sécurité de la vieillesse—statistiques chronologiques, 1986*.

Tableau 27

Bénéficiaires du Régime de rentes, selon le genre de prestations, Québec, 1979-1987[1]

Année	Bénéficiaires							
	Rente de retraite	Rente de survivant		Prestation d'invalidité		Rentes combinées[2]	Total	Prestations de décès[3]
		Rente de conjoint	Rente d'orphelin	Rente d'invalidité	Rente d'enfant			
	n							
1979	218 447	85 369	41 413	20 317	9 072	6 258	368 360	124 266
1980	237 565	95 223	42 774	22 102	9 031	7 953	398 742	141 495
1981	256 137	105 288	42 249	24 442	9 409	10 069	427 456	159 329
1982	274 793	115 550	41 199	27 857	10 118	12 515	457 002	177 844
1983	293 547	125 834	40 166	30 434	10 473	15 192	485 262	196 337
1984	353 776[4]	143 144[4]	39 133	35 857[4]	11 271	22 276	560 905	216 205
1985	395 834[4]	155 189[4]	37 623	39 641[4]	11 561	28 031	611 817	238 130
1986	434 006[4]	166 742[4]	36 859	41 720[4]	11 555	34 143	656 739	261 129
1987	466 801[4]	177 851[4]	35 126	43 372[4]	11 163	39 896	694 417	283 933

1. En décembre de chaque année.
2. Les bénéficiaires dont les rentes sont combinées ne sont comptés qu'une fois.
3. Il s'agit du nombre cumulatif.
4. La forte hausse du nombre de bénéficiaires et des dépenses nettes est attribuable aux modifications apportées à la Loi sur le régime de rentes du Québec. La Loi favorisant la retraite anticipée et améliorant la rente des conjoints survivants a été sanctionnée le 20 juin 1983 et est entrée en vigueur le 1er janvier 1984.

Source: Régie des rentes du Québec, *Statistiques 1986* et *Rapport annuel*.

Tableau 28

Dépenses nettes du Régime de rentes, selon le genre de prestations, Québec, 1979-1987[1]

Année	Dépenses nettes						
	Rente de retraite	Rente de survivant		Prestation d'invalidité		Prestation de décès	Total[2]
		Rente de conjoint survivant	Rente d'orphelin	Rente d'invalidité	Rente d'enfant d'invalide		
	'000 $						
1979	289 479.5	153 526.7	15 968.6	71 947.4	4 102.9	13 905.4	548 930.5
1980	361 227.8	183 656.1	16 061.1	86 140.1	4 054.7	17 167.8	668 307.5
1981	446 177.5	219 159.7	15 828.6	105 728.3	4 346.8	19 936.51	811 177.4
1982	556 567.2	266 010.2	15 494.8	134 258.2	4 498.2	23 172.4	1 000 001.0
1983	679 784.6	317 286.3	15 194.7	166 079.9	4 744.6	25 690.3	1 208 780.3
1984	883 229.2[3]	410 748.8[3]	14 966.8	211 918.9[3]	5 277.7	30 546.9	1 556 758.3
1985	1 074 544.2[3]	460 823.1[3]	14 490.1	245 516.9[3]	5 405.6	37 306.0	1 838 085.9
1986	1 234 847.2[3]	503 790.5[3]	14 092.5	267 752.9[3]	5 278.7	41 520.8	2 067 292.6
1987	1 421 198.3[3]	553 880.6[3]	13 517.6	292 894.1[3]	5 073.9	43 199.6	2 329 764.1

1. En décembre de chaque année.
2. La somme des données ne correspond pas toujours au total à cause de l'arrondissement des nombres.
3. La forte hausse du nombre de bénéficiaires et des dépenses nettes est attribuable aux modifications apportées à la Loi sur le régime de rentes du Québec. La loi favorisant la retraite anticipée et améliorant la rente des conjoints survivants a été sanctionnée le 20 juin 1983 et est entrée en vigueur le 1er janvier 1984.

Source: Régie des rentes du Québec, *Statistiques 1986* et *Rapport annuel*.

Tableau 29

Profil de consommation des ménages, Québec, 1978, 1982 et 1986

Année	Alimentation	Logement	Entretien ménager	Articles et accessoires d'ameublement	Habillement	Transport	Soins de santé
				%			
1978	23.5	19.8	5.1	5.8	10.1	16.2	2.0
1982	22.1	22.1	5.5	4.5	8.9	16.0	2.5
1986	20.7	21.0	5.5	4.9	9.1	17.3	2.5

Source: Statistique Canada, Enquête sur les dépenses des familles (bande de microdonnées).

Tableau 30

Profil de consommation des ménages, selon certaines caractéristiques du ménage, Québec, 1986

Caractéristique	Alimentation	Logement	Entretien ménager	Articles et accessoires d'ameublement	Habillement	Transport	Soins de santé
				%			
Type de ménage							
Personne seule	19.9	28.0	5.3	4.4	7.9	12.3	2.6
Couple marié sans enfants	20.0	21.4	4.7	5.1	9.0	18.3	2.7
Couple marié avec enfants	20.9	18.7	5.8	5.0	9.6	18.8	2.4
Famille monoparentale	22.3	24.5	6.6	4.6	7.9	14.4	2.1
Autres	21.3	20.2	5.2	5.0	9.4	15.9	2.4
Âge du chef							
Moins de 30 ans	18.7	21.6	5.9	6.3	8.4	16.9	2.0
30 à 44 ans	19.9	20.9	6.1	5.2	9.2	17.0	2.2
45 à 64 ans	21.4	19.3	4.7	4.2	9.9	18.8	2.8
65 ans et plus	24.5	26.0	5.5	4.1	7.5	14.3	2.9
Quartile de revenu							
Premier	25.2	32.0	6.2	4.0	6.6	8.5	2.0
Deuxième	21.1	22.8	5.4	4.5	8.1	17.0	2.5
Troisième	21.1	19.9	5.2	4.9	8.9	17.6	2.6
Dernier	19.1	18.1	5.6	5.3	10.5	19.4	2.5
Taille du ménage							
Un	19.9	28.0	5.3	4.4	7.9	12.3	2.6
Deux	19.9	22.5	5.0	4.9	8.7	17.2	2.6
Trois	19.8	19.8	5.9	5.4	9.3	18.8	2.5
Quatre	21.3	18.8	6.0	5.0	9.4	18.3	2.3
Cinq et plus	22.6	17.8	5.3	4.7	10.2	18.0	2.4
Mode d'occupation							
Propriétaire sans hypothèque	21.3	14.8	5.5	4.7	10.3	20.5	3.0
Propriétaire avec hypothèque	19.6	21.9	5.8	5.0	9.4	17.8	2.4
Locataire	21.1	24.3	5.4	4.5	8.3	14.6	2.2
Autres	21.9	24.9	4.9	7.7	7.2	14.7	2.3
Ensemble des ménages	20.7	21.0	5.5	4.9	9.1	17.3	2.5

Source: Statistique Canada, Enquête sur les dépenses des familles (bande de microdonnées).

Année	Soins personnels	Loisirs	Imprimés	Éducation	Tabac et boissons alcoolisées	Dépenses diverses	Consommation courante totale
				%			
1978	2.2	5.8	0.9	0.8	4.7	3.1	100.0
1982	2.5	5.4	0.9	0.9	4.8	3.9	100.0
1986	2.8	6.2	0.8	0.9	5.0	3.3	100.0

Caractéristique	Soins personnels	Loisirs	Imprimés	Éducation	Tabac et boissons alcoolisées	Dépenses diverses	Consommation courante totale
				%			
Type de ménage							
Personne seule	2.8	6.0	1.2	0.5	6.0	3.2	100.0
Couple marié sans enfants	2.6	6.0	0.9	0.3	5.7	3.3	100.0
Couple marié avec enfants	2.8	6.5	0.7	1.2	4.3	3.3	100.0
Famille monoparentale	2.8	5.6	0.7	1.3	4.7	2.6	100.0
Autres	3.1	5.8	0.8	0.9	5.8	4.2	100.0
Âge du chef							
Moins de 30 ans	3.0	6.8	0.7	0.9	5.6	3.1	100.0
30 à 44 ans	2.7	6.9	0.8	1.1	4.6	3.4	100.0
45 à 64 ans	2.8	5.6	0.8	0.9	5.4	3.4	100.0
65 ans et plus	2.7	4.3	1.0	0.2	4.2	2.9	100.0
Quartile de revenu							
Premier	3.0	3.7	0.8	0.5	5.2	2.3	100.0
Deuxième	2.9	5.1	0.8	0.7	6.0	3.0	100.0
Troisième	2.9	6.6	0.8	0.9	5.0	3.6	100.0
Dernier	2.6	7.1	0.8	1.1	4.4	3.5	100.0
Taille du ménage							
Un	2.8	6.0	1.2	0.5	6.0	3.2	100.0
Deux	2.7	6.1	0.9	0.4	5.6	3.4	100.0
Trois	2.8	5.5	0.7	0.8	5.1	3.6	100.0
Quatre	2.8	6.8	0.7	1.2	4.2	3.2	100.0
Cinq et plus	2.8	6.5	0.6	1.6	4.3	3.2	100.0
Mode d'occupation							
Propriétaire sans hypothèque	2.7	6.9	0.9	1.0	4.7	3.6	100.0
Propriétaire avec hypothèque	2.7	6.3	0.7	1.0	4.4	3.1	100.0
Locataire	2.9	5.8	0.9	0.8	5.8	3.4	100.0
Autres	2.9	4.6	0.6	0.7	4.6	2.9	100.0
Ensemble des ménages	**2.8**	**6.2**	**0.8**	**0.9**	**5.0**	**3.3**	**100.0**

Tableau 31

Profil de consommation des ménages, Québec, Ontario, Canada, 1986

	Alimentation	Logement	Entretien ménager	Articles et accessoires d'ameublement	Habillement	Transport	Soins de santé
				%			
Québec	20.7	21.0	5.5	4.9	9.1	17.3	2.5
Ontario	18.6	22.6	5.8	5.0	8.5	18.4	2.4
Canada	19.3	21.8	5.9	4.9	8.5	17.9	2.5

Source: Statistique Canada, Enquête sur les dépenses des familles (bande de microdonnées)

Tableau 32

Indice des prix à la consommation, par poste de dépenses, Montréal, 1978, 1982 et 1986

Année	Alimentation	Logement	Entretien ménager	Articles et accessoires d'ameublement	Habillement	Transport	Soins de santé
				1981 = 100			
1978	70.5			66.9	79.3	69.6	72.8
1982	107.9	113.8	111.4	108.0	105.4	119.2	109.9
1986	128.4	140.2	128.0	123.6	118.5	139.1	136.8

Année	Soins personnels	Loisirs	Imprimés	Éducation	Tabac et boissons alcoolisées	Dépenses diverses	Consommation courante totale
				1981 = 100			
1978	75.9	79.5	78.2	90.8	73.4		73.9
1982	108.6	107.5	115.3	103.5	115.8		111.6
1986	128.8	124.6	144.2	118.0	178.9		134.4

Source: Statistique Canada, Cansim

Tableau 33

Indice des prix à la consommation, par poste de dépenses, Montréal, Toronto et Canada, 1986

	Alimentation	Logement	Entretien ménager	Articles et accessoires d'ameublement	Habillement	Transport	Soins de santé
				1981 = 100			
Montréal	128.4	140.2	128.0	123.6	118.5	139.1	136.8
Toronto	130.1	137.1	133.7	124.7	121.5	138.1	149.2
Canada	126.8	135.4	130.8	124.4	118.8	135.0	142.7

	Soins personnels	Loisirs	Imprimés	Éducation	Tabac et boissons alcoolisées	Dépenses diverses	Consommation courante totale
				1981 = 100			
Montréal	128.8	124.6	144.2	118.0	178.9		134.4
Toronto	126.5	125.4	150.7	146.8	171.2		134.6
Canada	126.0	125.5	148.3	145.1	172.3		132.4

Source: Statistique Canada, Cansim

	Soins personnels	Loisirs	Imprimés	Éducation	Tabac et boissons alcoolisées	Dépenses diverses	Consommation courante totale
				%			
Québec	2.8	6.2	0.8	0.9	5.0	3.3	100.0
Ontario	2.6	6.8	0.8	1.2	4.2	3.2	100.0
Canada	2.6	6.8	0.8	1.1	4.3	3.5	100.0

Tableau 34

Répartition des ménages[1] selon le type de construction et le mode d'occupation du logement, Québec, 1981 et 1986

Type de construction	Propriétaires	Locataires	Dans une réserve[2]	Total
		n		
1981	1 157 430	1 015 425	..	2 172 855
Maison individuelle non attenante	863 390	91 070	..	954 460
Appartement (immeuble de 5 étages ou plus)	4 365	111 150	..	115 520
Habitation mobile	32 855	4 300	..	37 155
Autre logement[3]	256 825	808 900	..	1 065 725
1986	1 289 960	1 062 565	4 575	2 357 105
Maison individuelle non attenante	946 195	82 385	4 020	1 032 605
Appartement (immeuble de 5 étages ou plus)	10 295	105 810	..	116 105
Habitation mobile	15 015	1 865	50	16 935
Autre logement[3]	318 450	872 505	500	1 191 455

1. Excluant les ménages collectifs.
2. Une catégorie spéciale « dans une réserve » a été créée pour les produits du recensement de 1986, puisque l'occupation des logements dans les réserves ne se prête pas à la classification habituelle en catégories standard de mode d'occupation. Cette nouvelle catégorie s'applique à tous les logements privés occupés dans une réserve, qu'ils aient été, à l'origine, déclarés comme possédés ou loués.
3. Comprend les catégories « maison jumelée », « maison en rangée », « autre maison individuelle attenante », « appartement ou plain-pied dans un duplex non attenant » et « appartement dans un immeuble de moins de cinq étages ».

Source: Statistique Canada, *Recensement du Canada*.

Tableau 35

Répartition des ménages[1] selon le mode d'occupation du logement, par région métropolitaine de recensement[2], Québec, 1986

Région métropolitaine de recensement	Propriétaires		Locataires		Total	
	n	%	n	%	n	%
Chicoutimi-Jonquière	31 545	61.5	19 760	38.5	51 305	100.0
Québec	115 610	53.0	102 445	47.0	218 055	100.0
Sherbrooke	24 290	50.1	24 240	49.9	48 530	100.0
Trois-Rivières	26 305	55.4	21 140	44.6	47 445	100.0
Montréal	498 755	44.7	616 630	55.3	1 115 385	100.0
Ottawa-Hull[3]	163 570	54.1	138 765	45.9	302 330	100.0

1. Excluant les ménages collectifs.
2. Excluant les réserves indiennes.
3. Incluant la partie de l'Ontario.

Source: Statistique Canada, *Recensement du Canada*.

Tableau 36

Logements privés occupés par leur propriétaire, selon la valeur du logement, Québec, Ontario et Canada, 1986

Valeur du logement	Québec		Ontario		Canada	
	n	%	n	%	n	%
Moins de 20 000 $	51 595	4.1	52 700	2.6	260 125	4.8
20 000 $ - 34 999 $	131 115	10.4	60 965	3.0	382 130	7.1
35 000 $ - 49 999 $	217 595	17.2	164 335	8.2	627 780	11.6
50 000 $ - 64 999 $	315 705	25.0	243 175	12.2	898 985	16.7
65 000 $ - 79 999 $	224 000	17.8	262 495	13.1	839 940	15.6
80 000 $ - 99 999 $	142 820	11.3	353 655	17.7	856 275	15.9
100 000 $ - 149 999 $	115 255	9.1	510 225	25.5	938 125	17.4
150 000 $ - 199 999 $	37 650	3.0	207 230	10.4	346 980	6.4
200 000 $ et plus	26 655	2.1	146 685	7.3	243 690	4.5
Total	1 262 400	100.0	2 001 470	100.0	5 394 030	100.0
Valeur moyenne ($)	67 197		104 063		84 825	

Source: Statistique Canada, *Recensement du Canada*

Tableau 37

Coûts des ensembles immobiliers financés par la Société d'habitation du Québec, selon le type d'habitation, 1968-1987

Type d'habitation	Projets	Places d'hébergement	Logements	Coût des projets
	n			'000 $
Logements à loyer modique[1]	1 350	161	53 270	1 564 751
Immeubles municipaux	311		19 180	358 061
Immeubles de la Société	1 039	161	34 090	1 206 690
Logements sans but lucratif	21	244	1 571	25 107
Société prêteuse	21	244	1 571	25 107
Société maître d'oeuvre	-	-	-	-
Logements pour étudiants	31	5 842	222	39 801
Immeubles de réseau scolaire	26	5 842	-	32 478
Immeubles de la Société	5	-	222	7 323
Centres d'accueil	199	18 075	1 017	295 556
Immeubles du réseau des Affaires sociales				
Pour personnes âgées	119	8 390	997	108 343
Pour personnes handicapées	42	5 681	-	66 840
Immeubles de la Corporation d'hébergement du Québec	38	4 004	20	119 873
Total	1 601	24 322	56 080	1 925 215

1 Incluant des logements qui ne sont pas achevés

Source: Société d'habitation du Québec, *Rapport annuel*

6

Groupes - cibles

Les femmes	391
Les jeunes	394
Les personnes âgées	397
Les personnes handicapées	399
Les autochtones	401
Les communautés culturelles	404
Les familles avec enfants	407
Définitions	410

Liste des tableaux

1. Diplomés de niveau postsecondaire, selon la discipline et le sexe, Québec, 1986 413
2. Population scolaire du collégial, selon le secteur, la discipline et le sexe, Québec, 1986-87 413
3. Population étudiante des universités, selon le cycle, la discipline et le sexe, Québec, 1987-88 414
4. Population de 15 ans et plus, selon la participation à la main-d'oeuvre, le groupe d'âge, l'état matrimonial et le sexe, Québec, 1986 415
5. Main-d'oeuvre féminine, selon la présence d'enfants, Québec, 1981 et 1986 415
6. Main-d'oeuvre, selon la branche d'activité et le sexe, Québec, 1981 et 1986 416
7. Population de 15 ans et plus, selon le type d'emploi et le sexe, Québec, 1981 et 1986 416
8. Revenu d'emploi moyen, selon le sexe et le type d'emploi, Québec, 1981 et 1986 416
9. Revenu moyen des particuliers, selon la source de revenu, le sexe et le groupe d'âge, Québec, 1981 et 1986 417
10. Répartition des particuliers selon la tranche de revenu et le sexe, Québec, 1986 417
11. Répartition et proportion des 15-29 ans dans la population totale, par groupe d'âge aux divers recensements, Québec, Ontario et Canada, 1966-1986 418
12. Proportion des jeunes de chaque groupe d'âge qui poursuivent des études, selon le niveau de scolarité, Québec, Ontario et Canada, 1982-83 et 1985-86 418
13. Caractéristiques de la population active des 15-29 ans, selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1984-1987 419
14. Revenus moyens des étudiants du collégial et de l'université, selon le sexe, la source et certaines caractéristiques, Québec, 1985-86 419
15. Répartition du budget des étudiants du collégial et de l'université selon le sexe, certaines caractéristiques et le type de dépenses, Québec, 1985-86 420
16. Répartition régionale des travailleurs de 15-29 ans et salaire moyen, par région administrative, Québec, 1985 420
17. Répartition du budget des 15-29 ans, par groupe d'âge, Québec, 1978, 1982 et 1984 421
18. Statut de résidence des jeunes de 15 à 29 ans, Québec, 1978, 1982 et 1984 421
19. Répartition régionale des jeunes selon le groupe d'âge, par région administrative, Québec, 1986 422
20. Nombre de personnes âgées, accroissement décennal et croissance annuelle moyenne, Québec, 1901-1986 422
21. Projections relatives au nombre de personnes âgées et de leur proportion dans la population totale, Québec, 1986-2006 422
22. Quelques indicateurs relatifs aux personnes âgées, Québec, 1901-1986 423
23. Population de 65 ans et plus et part relative de chaque groupe d'âge, à divers recensements, Québec, 1901-1986 423
24. Population de 65 ans et plus, selon le sexe et rapport de masculinité de certains groupes d'âge, à divers recensements, Québec, 1901-1986 423
25. Données sur le vieillissement de la population dans les régions métropolitaines de recensement et les agglomérations de recensement, Québec, 1986 424
26. Répartition de la population de 15 ans et plus et de 65 ans et plus selon la scolarité, Québec, 1986 425
27. Ménages, revenu moyen et revenu médian, selon le groupe d'âge du soutien du ménage, Québec, 1980 et 1985 425
28. Ménages privés de personnes âgées, selon le statut de résidence, le groupe d'âge et le sexe du soutien du ménage, Québec, 1986 425
29. Population de 65 ans et plus vivant dans des logements collectifs, Québec, 1986 426
30. Répartition de la population de 15 ans et plus selon l'état de santé, Québec, 1985 426
31. Répartition de la population présentant certains problèmes de santé selon le groupe d'âge, le sexe et le genre de problème, Québec, 1985 426
32. Proportion de la population de 15 ans et plus, selon le degré d'incapacité physique, le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1985 427
33. Personnes handicapées, selon le groupe d'âge et le sexe Québec, 1983-84 et 1986-87 427
34. Taux d'incapacité, selon le groupe d'âge, par province, Canada, 1986-87 428
35. Personnes handicapées de 15 ans et plus, selon le degré de dépendance dans l'accomplissement de tâches quotidiennes, le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1983-84 428
36. Personnes handicapées de 15 ans et plus, selon le degré d'incapacité, le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1983-84 429
37. Personnes handicapées de 15 ans et plus, selon la nature de l'incapacité, le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1983-84 et 1986-87 429

38. Personnes handicapées de 15 ans et plus, selon la nature de l'incapacité et le genre d'appareils correcteurs et de prothèses utilisés, Québec, 1983-84 430

39. Personnes de 15 ans et plus, selon la présence ou l'absence d'incapacité, la scolarité et le sexe, Québec, 1983-84 430

40. Taux d'activité des personnes de 15 ans et plus, selon la présence ou l'absence d'incapacité, le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1983-84 431

41. Situation des personnes handicapées de 15-64 ans, selon certaines caractéristiques reliées au marché du travail, Québec, 1986-87 431

42. Personnes handicapées de 15 ans et plus, selon leur situation sur le marché du travail, le revenu total et le sexe, Québec, 1983-84 432

43. Population d'origine autochtone, par province et territoires, Canada, 1986 433

44. Population autochtone, vivant dans et hors des réserves et établissements indiens, selon l'origine, Québec, 1986 433

45. Population autochtone, selon la langue maternelle et le groupe d'âge, Québec, 1986 434

46. Population des réserves indiennes, des établissements amérindiens et inuit et des villages nordiques, Québec, 1986 434

47. Répartition des Indiens et des autres Québécois de 15 ans et plus selon le niveau de scolarité, l'âge et le sexe, Québec, 1981 436

48. Répartition de la population active expérimentée chez les Indiens et les autres Québécois, selon le secteur d'activité et le sexe, Québec, 1981 436

49. Indices d'activité des Indiens et des autres Québécois de 15 ans et plus, selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1981 439

50. Répartition des Indiens et des autres Québécois de 15 ans et plus selon la tranche de revenu, l'âge et le sexe, Québec, 1981 440

51. Population, selon la langue maternelle, Région métropolitaine de Montréal et Québec, 1981 et 1986 440

52. Population, selon la langue d'usage, Québec, 1981 et 1986 441

53. Population, selon la langue maternelle et la langue d'usage, Québec, 1981 441

54. Population, selon l'origine ethnique, Québec, 1986 442

55. Mariages, selon la langue maternelle de l'épouse et la langue maternelle de l'époux, Québec, 1986 442

56. Population de 15 ans et plus née à l'extérieur du Canada, selon le lieu de naissance et la période d'immigration, Québec, 1981 443

57. Effectif scolaire des réseaux public et privé selon l'ordre, la langue d'enseignement et la langue maternelle, Québec, 1986-87 444

58. Immigrants admis, selon la langue maternelle et la connaissance du français et de l'anglais, Québec, 1986 446

59. Étudiants à l'université à temps plein, selon le réseau d'enseignement, le lieu de résidence et la langue maternelle, Québec, trimestre d'automne 1986 446

60. Répartition de la population hors institution par unité de population, Québec, Ontario et Canada, 1976, 1981 et 1986 447

61. Familles monoparentales et biparentales, selon le nombre d'enfants, Québec, 1976, 1981 et 1986 448

62. Familles, selon le niveau de scolarité du père et de la mère, Québec, 1976, 1982 et 1987 448

63. Proportion de familles monoparentales dans l'ensemble des familles, selon le nombre d'enfants, Québec, 1976, 1981 et 1986 448

64. Familles, selon la situation du père et de la mère face au marché du travail, Québec, 1976, 1982 et 1987 449

65. Familles, selon le seuil de faible revenu, Québec, 1982 et 1987 449

66. Familles, selon la taille, Québec, 1976, 1981 et 1986 449

67. Familles, selon la taille et le quartile de revenu, Québec, 1976, 1982 et 1987 450

68. Familles, selon la principale source de revenu, Québec, 1976, 1982 et 1987 450

69. Répartition des familles propriétaires ou locataires de leur logement, Québec, 1976, 1982 et 1987 450

Figure

1. Localisation des nations autochtones au Québec 438

6

Ce chapitre a été réalisé par Louise Lambert, Christiane Morin, Hervé Gauthier, Suzanne Asselin, Shirley Joe, Louis Duchesne et Marie Bellavance, avec la collaboration d'Éric Girard, de la Direction des statistiques sur la population et les ménages du Bureau de la statistique du Québec, ainsi que celle du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science et de l'Office des personnes handicapées du Québec.

Ce chapitre est consacré à certains groupes d'individus qui composent la population québécoise. Chacun des sept groupes cibles — les femmes, les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les autochtones, les communautés culturelles et les familles avec enfants — fait l'objet d'une analyse descriptive sur les plans démographique et socio-économique. De plus, des éléments d'information propres à chaque groupe y sont présentés. Signalons, toutefois, que les statistiques se rapportant aux autochtones sont très incomplètes.

Les femmes

Le profil démographique

Au Québec, en 1986, la proportion de femmes dans la population de moins de 25 ans, légèrement inférieure à celle des hommes, se situe à 49,0%; chez les moins de 15 ans, elle représente 48,7%. Aux âges avancés, c'est-à-dire chez les 65 ans et plus, la population féminine est plus importante (59,5%); en fait ce groupe représente 11,6% des femmes et 8,2% des hommes parmi la population totale. Dans l'ensemble, les femmes représentent 51,0% de la population québécoise en 1986. Cette proportion est légèrement supérieure à celle de 1981 (50,7%).

En ce qui a trait à l'état matrimonial, alors que la population féminine de 15 ans et plus n'enregistre qu'un gain de 3,3% de 1981 à 1986, le nombre de femmes divorcées augmente de 50,4% et celui des veuves et des femmes séparées de 8,3% et 10,3% respectivement. Par ailleurs, chez les couples avec ou sans enfants, on constate que le nombre de partenaires vivant en union libre connaît une croissance de 56,1%, tandis que celui des couples légalement mariés affiche une baisse de 2,4%.

La scolarité

L'accroissement du taux de scolarisation se maintient au Québec, entre 1981 et 1986. Au cours de cette période, le nombre de femmes âgées de 15 ans et plus qui ont poursuivi des études postsecondaires s'accroît de 17,7%, alors que chez les hommes, ce pourcentage s'établit à 8,1%. En 1986, tout comme en 1981, les femmes représentent plus de la moitié des jeunes diplômés universitaires de moins de 25 ans: des 39 710 diplômés de 1986, 21 285 sont des femmes. Cependant, au-delà de 25 ans, ce sont plutôt les hommes qui obtiennent la majorité des diplômes universitaires. Dans l'ensemble, en 1986, on dénombre 178 200 femmes et 261 210 hommes qui ont déjà réussi des études supérieures, soit 38,4% et 17,6% de plus qu'en 1981.

Même s'il y a une nette régression du nombre de personnes de 15 ans et plus dont la scolarité est inférieure à la 9e année, cette situation existe encore, et de façon importante au Québec. Chez la population féminine de 15 ans et plus, une femme sur quatre (25,3%) n'a pas atteint la 9e année, en 1986, alors qu'en 1981 cette proportion s'élève à 28,2%. Chez les hommes, ce groupe constitue respectivement 24,6% et 22,4% des 15 ans et plus, en 1981 et en 1986. On remarque que 74,5% des personnes dont la scolarité est inférieure à la 9e année sont âgées de 45 ans et plus.

Les domaines d'études postsecondaires

Au Québec, 750 220 femmes détiennent un diplôme d'études postsecondaires en 1986. Celles-ci se sont principalement orientées dans les domaines du commerce, de la gestion et de l'administration des affaires (227 800), de l'enseignement, des loisirs et de l'orientation (126 240) et dans les sciences et les techniques de la santé (121 595). En contrepartie, il y a concentration des 836 345 hommes dans les techniques et métiers reliés au génie et aux sciences appliquées (317 770) et dans le domaine du commerce, de la gestion et de l'administration des affaires (148 445). Certains domaines d'études tels que la santé, l'enseignement et les beaux-arts semblent particulièrement réservés aux femmes: celles-ci comptent respectivement pour 76,8%, 73,1% et 65,4% des diplômés de ces disciplines. À l'opposé, c'est en génie et en sciences appliquées que le taux de féminité est le plus faible, soit aux environs de 7%.

La population étudiante des collèges et des universités

Pour l'année scolaire 1986-87, 50,2% des filles et 54,0% des garçons du collégial optent pour la formation générale. Les inscriptions en sciences humaines (24 328 filles et 21 019 garçons), ainsi qu'en sciences pures et de la santé (12 885 filles et 15 541 garçons), sont nettement les plus populaires.

Par ailleurs, c'est en lettres que la proportion des filles est la plus élevée, celles-ci constituent près de 75% des élèves inscrits à ce programme d'enseignement. Parmi les élèves qui choisissent une formation professionnelle, 42,4% des collégiennes se dirigent vers les techniques administratives alors que les garçons montrent une préférence pour les techniques physiques. La proportion des filles (74,3%) est particulièrement élevée dans les techniques biologiques.

En 1987-88, on dénombre 114 311 femmes qui fréquentent l'université, dont 27 747 se spécialisent dans les sciences de l'administration et 25 274, dans les sciences humaines. Chez les hommes, les disciplines les plus recherchées sont les sciences de l'administration et les sciences appliquées, avec respectivement 26 166 et 20 640 étudiants. Encore là, les grands secteurs à prédominance féminine sont les sciences de la santé (74,2%), les lettres (70,8%) et les sciences de l'éducation (68,4%) alors que les sciences appliquées regroupent une moins grande proportion de femmes. De plus, les femmes représentent 56,4% des étudiants inscrits au baccalauréat alors que pour les études de deuxième et troisième cycles, leur présence est beaucoup moins marquée. La part de l'effectif féminin se situe à 48,0%, chez les étudiants de deuxième cycle et tombe à 34,9%, chez les étudiants inscrits au doctorat.

Le marché du travail

En 1986, une femme sur deux participe au marché du travail, comparativement à trois hommes sur quatre. Néanmoins, la main-d'oeuvre féminine s'est accrue significativement, entre 1981 et 1986, tandis que la main-d'oeuvre masculine est demeurée relativement stable. Pendant que le taux de participation au marché du travail des femmes passe de 47,5%, en 1981, à 51,3%, en 1986, celui des hommes, qui s'élevait à 75,8% en 1981, se maintient à 75,1%.

Cette participation accrue des femmes au marché du travail se manifeste à tous les groupes d'âge (entre 15 et 54 ans). Ce sont les femmes âgées de 25 ans à 34 ans qui fréquentent le plus le marché du travail, tant en nombre (424 650) qu'en proportion (70,6%). Cependant, les femmes de 55 ans et plus intègrent davantage la population hors main-d'oeuvre en 1986 qu'en 1981.

L'incidence du chômage apparaît plus élevée chez les femmes. En 1986, le taux de chômage des travailleuses se situe à 14,4%, en hausse de 1,7 point de pourcentage par rapport à 1981. En parallèle, 9,7% de la main-d'oeuvre masculine est en quête d'un travail en 1981 et 12,0% en 1986. Ce déséquilibre entre l'offre et la demande d'emploi paraît particulièrement aigu chez les jeunes de moins de 25 ans, tant chez les hommes que chez les femmes.

L'état matrimonial

Les femmes mariées légalement ou vivant en union libre composent la majorité de la main-d'oeuvre féminine. Leur taux de participation au marché du travail démontre d'ailleurs une forte augmentation, au cours des deux derniers recensements. Le pourcentage des conjointes qui travaillent ou qui sont à la recherche d'un emploi est de 47,0% en 1981, alors qu'il atteint 52,8% en 1986. Ce sont toutefois les femmes divorcées et les femmes célibataires qui affichent le plus haut taux de participation à la main-d'oeuvre avec des pourcentages respectifs de 59,7% et de 59,3%, en 1986.

La présence d'enfants

Le taux de participation à la main-d'oeuvre des femmes sans enfants est demeuré stable à 49,9%, en 1981 et en 1986. En revanche, davantage de femmes qui ont des enfants concilient travail et vie familiale. En 1981, 44,5% d'entre elles composent la main-d'oeuvre et en 1986, on en retrouve 53,0%.

Cette augmentation de la force de travail est particulièrement remarquable chez les femmes qui ont des jeunes enfants à la maison. Le taux de participation à la main-d'oeuvre des femmes qui ont au moins deux enfants (un de moins de 6 ans et un de plus de 6 ans) est de 50,6% en 1986, contre 38,2% en 1981. Par ailleurs, ce sont les femmes n'ayant que des enfants en bas âge (de moins de 6 ans) qui affichent le taux de participation le plus élevé, en 1986, avec un pourcentage de 60,8%; en 1981, ce taux n'atteignait que 48,5%.

La branche d'activité

Plus des trois quarts de la main-d'oeuvre féminine se retrouve dans les industries de services. Cette tertiarisation de l'emploi s'est d'ailleurs accentuée, entre 1981 et 1986, tant chez les hommes que chez les femmes. Au dernier recensement, la proportion des travailleurs et des travailleuses dans le secteur tertiaire est de 60,0% et de 78,0%.

Le marché des services socioculturels, commerciaux et personnels demeure donc le principal débouché de la main-d'oeuvre féminine. Ce secteur, traditionnellement réservé aux femmes, compte 593 675 travailleuses en 1986, soit 44,0% de la main-d'oeuvre féminine et 59,1% des travailleurs de cette industrie. De la même manière, le secteur des finances, des assurances et des affaires immobilières embauche principalement du personnel féminin (60,3%).

L'importance relative des femmes s'accroît aussi dans le secteur primaire, un secteur à prédominance masculine. Dans les industries de l'agriculture, des forêts, de la chasse et de la pêche, les femmes représentent 22,7% des travailleurs en 1986, contre seulement 17,7%, en 1981. Néanmoins, celles-ci demeurent sous-représentées dans certaines branches d'activité telles que les mines et la construction où le taux de féminité se situe respectivement à 8,1% et à 10,9%, en 1986.

Le type d'emploi

Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à travailler à temps partiel. Ce type d'emploi a fortement progressé, entre 1980 et 1985, et ce, dans une proportion de 20,8% chez les femmes et de 18,9% chez les hommes. De plus, on note que 28,5% des emplois occupés par des femmes sont des postes à temps partiel, par rapport à 11,8% chez les hommes.

Le revenu

Le revenu d'emploi

Le revenu d'emploi moyen des femmes est évalué à 13 403 $ en 1986, soit 61,6% du revenu des hommes. Si l'on considère le type d'emploi occupé, on constate que les femmes qui travaillent à temps plein toute l'année gagnent 19 502 $ et que leurs homologues masculins gagnent 27 876 $, soit un ratio de 70,0%. Le salaire annuel moyen des travailleuses ayant un poste à temps plein une partie de l'année, ou à temps partiel, est estimé à 7 549 $, alors que la rémunération des travailleurs masculins occupant le même type d'emploi atteint 10 010 $. Il convient de rappeler que les femmes sont plus nombreuses que les hommes à occuper ce genre d'emploi. Enfin, c'est entre 35 et 44 ans que les travailleuses touchent le revenu d'emploi le plus élevé, soit 16 317 $ en moyenne.

Le revenu de transfert

Dans le cadre des divers programmes gouvernementaux, les femmes reçoivent, en 1986, des paiements de transfert (prestations d'aide sociale, d'assurance-chômage, etc.) évalués en moyenne à 2 502 $, soit 59,5% de plus qu'en 1981. Ces prestations constituent près de 20% du revenu total des femmes. Les plus hauts revenus de transfert vont aux femmes de 55 ans et plus. En outre, les femmes séparées, les veuves et les femmes divorcées dépendent largement des prestations gouvernementales et reçoivent, à ce titre, 5 414 $ en moyenne en 1986. En revanche, les hommes sont moins dépendants des transferts. Ceux-ci touchent en moyenne 2 372 $ de tous les transferts, ce qui correspond à 10,8% de leur revenu total.

Le revenu total

Le revenu total moyen des femmes s'est accru à un rythme moyen annuel de 6,7% de 1981 à 1986; ce taux est légèrement supérieur à celui des hommes (5,3%). Néanmoins, des écarts importants de revenus persistent. En 1986, la somme des revenus de toutes sources s'élève à 12 733 $ pour les femmes et à 22 025 $ pour les hommes. De 1981 à 1986, le rapport entre le revenu des femmes et celui des hommes passe de 54,2% à 57,8%.

La situation financière des femmes est particulièrement précaire chez les moins de 25 ans et les personnes âgées. Dans les deux cas, le revenu annuel moyen est inférieur à 10 000 $. C'est entre 35 et 44 ans que les femmes sont le moins démunies; en 1986, leur revenu annuel moyen est de 16 750 $. Les hommes du même groupe d'âge touchent presque le double, soit 29 709 $. Selon l'état matrimonial, le revenu annuel moyen est de 12 020 $ pour les femmes célibataires, de 12 912 $ pour les femmes mariées (incluant les partenaires en union libre) et de 13 146 $ pour les autres femmes (veuves, divorcées, séparées).

Au Québec, 22,7% des femmes et 10,5% des hommes ont un revenu inférieur à 5 000 $, en 1986. Un peu plus de la moitié des femmes (51,0%) reçoivent moins de 10 000 $ annuellement. Par ailleurs, à peine 2,2% d'entre elles touchent un revenu supérieur à 40 000 $, tandis que 11,9% des hommes perçoivent des revenus de cette taille.

Les jeunes

Dans ses publications, Statistique Canada associe les jeunes à la population âgée de 15 à 24 ans. Au Québec, en raison de programmes qui s'adressent à des jeunes de moins de 30 ans, une définition plus large, qui regroupe les jeunes de 15 à 29 ans, est retenue. Les données sont cependant fréquemment ventilées en catégories plus fines, à l'intention du lecteur.

L'importance démographique

Selon les recensements de 1966 à 1986, la proportion des jeunes Québécois de 15 à 29 ans, en regard de la population totale du Québec, enregistre une croissance au cours des dix premières années, en passant de 24,6% en 1966 à 29,2% en 1976, pour ensuite régresser, au cours des dix suivantes, et se situer à 25,7% en 1986. En Ontario et au Canada, à part la stabilité observée chez les jeunes Canadiens entre 1976 et 1981, les tendances qui se dégagent sont les mêmes qu'au Québec. En 1986, l'importance relative des jeunes de 15-29 ans est de 25,5% en Ontario et de 25,8% au Canada, soit des proportions presque identiques à celle du Québec.

Pour ce qui est de chacun des trois groupes d'âge de jeunes (15-19 ans, 20-24 ans et 25-29 ans), il ressort que, de 1966 à 1981, la proportion de jeunes, en regard de la population totale, est toujours plus forte au Québec qu'au Canada et qu'en Ontario, quel que soit le groupe d'âge. Cependant, selon les données du recensement de 1986, le Québec, l'Ontario et le Canada présentent, pour chaque groupe d'âge, des proportions à peu près égales, surtout chez les 15-19 ans et les 20-24 ans.

Selon le recensement de 1986, la situation démographique des jeunes, par région administrative et par groupe d'âge, révèle que le Québec compte 1 681 605 jeunes de 15 à 29 ans. Ceux-ci représentent 32,4% de l'ensemble de la population de 15 ans et plus, ils constituent donc un groupe important de la population en âge de travailler.

La ventilation selon les dix régions administratives fait ressortir certains écarts significatifs. La population de la région du Nouveau-Québec compte 49,5% de jeunes de 15 à 29 ans; il s'agit toutefois d'une région peu habitée puisqu'elle regroupe seulement 9 680 habitants de 15 ans et plus. D'autres régions connaissent aussi des ratios jeunes/population de 15 ans et plus très élevés: la Côte-Nord (37,6%), l'Abitibi-Témiscamingue (36,5%) et le Saguenay—Lac-Saint-Jean (35,4%). Les régions où ces ratios sont les plus faibles se situent au centre du Québec, soit à Trois-Rivières (31,0%), à Montréal (31,8%), à Québec et en Estrie (32,2%). Par ailleurs, la région de Montréal comprend 57,7% de la population de 15 ans et plus du Québec et, pourtant, les jeunes ne représentent que 31,8% de la population de cette région. À l'opposé, la région du Nouveau-Québec ne représente que 0,2% de la population québécoise de 15 ans et plus, alors que sa population est constituée de 49,5% de jeunes. Montréal contribue donc fortement à l'abaissement du poids démographique des jeunes dans l'ensemble du Québec.

Les études

Au Québec, le pourcentage des jeunes de 14 à 17 ans qui fréquentent l'école secondaire est de 75,0% en 1982-83 et de 78,8% en 1985-86, contre 85,2% et 90,0% au Canada. S'il semble nettement au dessous de la moyenne canadienne, c'est que le système d'éducation au Québec diffère de celui du Canada anglais où l'élève passe du secondaire (13e année) à l'université. Au Québec, après ses études secondaires (11e année), l'élève doit nécessairement acquérir au collégial une formation générale (2 ans) pour accéder à l'université.

Cet état de choses explique aussi le fait que la proportion des jeunes de 18-21 ans qui poursuivent des études collégiales soit plus élevée au Québec qu'en Ontario et qu'au Canada. De 1982-83 à 1985-86, ce pourcentage passe de 29,3% à 35,7% au Québec, de 13,5% à 15,0% en Ontario et de 15,4% à 18,2% au Canada.

Quant aux 18-24 ans, 13,5% d'entre eux poursuivent des études universitaires en 1985-86, ce qui représente une augmentation de 2,6 points de pourcentage par rapport à 1982-83 (10,9%). En 1985-86, la répartition des jeunes qui fréquentent l'université, selon le groupe d'âge, est la suivante (abstraction faite de l'âge réel des étudiants): 20,9% des 18-21 ans poursuivent des études au 1er cycle, contre 16,1% en 1982-83, et 4,5% des 22-24 ans étudient aux 2e et 3e cycles, contre 3,9% en 1982-83.

6

Le marché du travail

Le taux d'activité des jeunes Québécois de 15 à 29 ans, qui se situait à 68,0% en 1984, atteint 71,8% en 1987. Cependant, ce taux d'activité démontre de fortes variations selon le groupe d'âge considéré. En effet, chez les 15-19 ans, le taux d'activité passe de 43,9%, en 1984, à 49,0%, en 1987; chez les 20-24 ans, de 76,9% à 78,1% et, chez les 25-29 ans, de 79,2% à 82,4%.

Le taux de chômage des 15-29 ans régresse, en passant de 17,2% en 1984 à 13,3% en 1987. Toutefois, celui-ci présente également de fortes variations selon le groupe d'âge: les 15-19 ans ont un taux de chômage de 22,9%, en 1984, et de 16,0%, en 1987, et les jeunes de 20-24 ans voient leur taux de chômage passer de 18,3% à 14,3%, durant la même période. Les 25-29 ans connaissent un taux encore plus bas: de 13,5%, en 1984, et de 11,2%, en 1987. De plus, le taux de chômage chez les hommes est toujours un peu plus élevé que chez les femmes. Enfin, la durée moyenne du chômage en nombre de semaines est, en général, un peu plus élevée chez les hommes et chez les travailleurs plus âgés.

Le rapport emploi/population augmente en fonction du groupe d'âge. Ainsi en 1987, ce taux est de 41,1% chez les 15-19 ans, de 66,9% chez les 20-24 ans et atteint 73,1% chez les 25-29 ans. En 1984, le rapport de chaque groupe d'âge s'établissait à 33,9% (15-19 ans), à 62,8% (20-24 ans) et à 68,6% (25-29 ans).

La situation financière

Les principales sources de revenu des étudiants sont, par ordre d'importance: les revenus d'emploi, l'aide financière du régime de prêts et de bourses du Québec et l'aide financière des parents. En moyenne, l'élève du collégial dispose, en 1985-86, d'un revenu de 4 205 $; les hommes gagnent 939 $ de plus que les femmes. Arrivés à l'université, les hommes disposent d'un revenu moyen de 6 594 $, alors que les femmes reçoivent un peu plus, soit 6 945 $. L'état de dépendance et le statut de résidence influence directement le montant que l'étudiant reçoit en prêts et en bourses; en effet, à cause de ses obligations personnelles, l'étudiant indépendant ou non-résident reçoit une aide supérieure à celle d'un étudiant dépendant ou d'un résident.

L'étudiant qui doit répartir ses dépenses de façon à rencontrer les frais reliés à ses études, dispose donc d'un revenu qui constitue une contrainte budgétaire. Les dépenses reliées aux études sont des frais fixes pour l'étudiant, quels que soient son sexe et son statut de résidence ou de dépendance. L'élève du collégial débourse en moyenne 353 $ pour les dépenses reliées à ses études et l'étudiant de l'université, 921 $. Un jeune dépense en moyenne 4 231 $ s'il est au collégial et 6 741 $ s'il est inscrit à l'université. Les dépenses reliées aux frais de subsistance et au logement diffèrent selon le statut de résidence ou de dépendance. D'une part, les hommes consacrent une partie plus importante de leur budget au transport. D'autre part, les femmes accordent plus d'importance aux frais de subsistance quel que soit leur niveau d'études.

Pour l'ensemble des jeunes de 15 à 29 ans, le revenu moyen est de 13 168 $. Il provient, en majeure partie, de revenus d'emploi comme salariés et, dans une faible proportion, des revenus bruts provenant de l'agriculture, de la pêche, d'une profession libérale ou encore de revenus d'affaires. En effet, 99,5% des 15-19 ans, 98,4% des 20-24 ans et 96,6% des 25-29 ans reçoivent un salaire comme employés. Le salaire moyen de ces employés, qui augmente progressivement avec l'âge, s'élève à 4 399 $ pour les 15-19 ans, à 9 892 $ pour les 20-24 ans et à 15 711 $ pour les 25-29 ans. La comparaison de ces revenus et de ceux des jeunes qui étudient démontre que ces derniers gagnent moins d'argent. En effet, les élèves du collégial gagnent environ 4 000 $ et les étudiants de l'université, environ 6 000 $.

Si l'on compare le budget des jeunes qui étudient à celui de l'ensemble des jeunes, on constate que les étudiants consacrent une moins grande part de leur budget au logement, soit 11,7% au collégial et 16,4% à l'université, par rapport à 29,2% pour l'ensemble des jeunes de 15 à 29 ans. En revanche, ils consacrent une plus grande part de leur budget aux dépenses reliées aux études, soit de 8,0% à 15,6%, comparativement à 0,6% pour l'ensemble des jeunes. L'épargne est plus considérable chez les 25-29 ans que chez les 15-24 ans; de l'ordre de 12% chez les 25-29 ans, elle est d'environ 5% chez les 15-24 ans.

En ce qui a trait au logement, les jeunes semblent de plus en plus favoriser la location. En 1978, 69,4% des jeunes de 15 à 29 ans étaient des locataires; cette proportion atteint 75,2% en 1982 et 82,0% en 1984. Les locataires se retrouvent en plus grand nombre chez les 15-24 ans que chez les 25-29 ans. L'accès à la propriété est passé de 24,2%, en 1978, à environ 14% en 1984, chez les jeunes de 15 à 29 ans.

Les personnes âgées

L'importance démographique

Au 1er juin 1986, on dénombre 650 635 Québécois et Québécoises âgés de 65 ans et plus. Entre 1981 et 1986, leur nombre s'est accru de 81 255, soit de 2,7% par année, en moyenne. On constate aussi que l'augmentation annuelle est légèrement inférieure à ce qu'on a observé dans les années 70: 3,0% par année de 1971 à 1976 et 3,3% de 1976 à 1981. D'une manière générale, il s'agit d'un groupe qui s'accroît très rapidement en comparaison de l'ensemble de la population. Depuis 1951, le groupe des 65 ans et plus s'est multiplié par 2,8, par rapport à 1,6 fois pour la population totale; depuis 1901, il s'est multiplié par 8,3, en regard de 4,0 fois pour la population de tous les âges.

La croissance inégale de la population des divers groupes d'âge explique le vieillissement de la population québécoise: le groupe des 65 ans et plus, qui représentait 4,8% de l'ensemble de la population en 1901 et 5,7% en 1951, en forme maintenant 10%. Selon les projections de population, l'augmentation de la population âgée devrait se poursuivre de telle sorte qu'en 2006, le Québec compterait 13,7% de personnes âgées. C'est le groupe le plus âgé (75 ans et plus) qui voit sa proportion s'accroître le plus fortement (de 3,7% de la population totale en 1986 à 6,3% en 2006).

Le vieillissement de la population

Le rapport entre le nombre de personnes âgées et le nombre de jeunes de moins de 15 ans illustre aussi le vieillissement de la population québécoise. En 1961, par exemple, il y a 16,4 personnes de 65 ans et plus pour 100 jeunes, alors qu'on en dénombre trois fois plus en 1986. Quant au rapport de dépendance démographique, il s'établit à 14,3, si on ne considère que les personnes âgées, et à 43,9, si l'on tient compte à la fois des personnes âgées et des jeunes. En raison de la diminution du nombre de jeunes, le rapport de dépendance démographique totale est inférieur à ce qu'il était autrefois.

Il se produit aussi un certain vieillissement à l'intérieur du groupe des personnes âgées. La proportion des groupes 65-69 ans et 70-74 ans diminue, pendant que celle des groupes de 75 ans et plus s'accroît. C'est le groupe des 90 ans et plus qui augmente le plus entre 1981 et 1986 (34,0%).

La répartition des personnes âgées selon le sexe permet de voir que la composition de la population âgée change beaucoup. En 1941, il y avait encore presque autant d'hommes que de femmes dans le groupe des 65 ans et plus; en 1986, il n'y a plus que 68 hommes pour 100

femmes. Dans le groupe des 65-74 ans, le rapport de masculinité est de 77, alors qu'il n'est que de 56 dans le groupe des 75 ans et plus. Cet état de fait est imputable à la surmortalité masculine: à 65 ans, l'espérance de vie des hommes est de 14,2 années, comparativement à 18,9 années pour les femmes.

La proportion de personnes âgées diffère selon les régions métropolitaines et les agglomérations de recensement. Parmi les agglomérations les plus jeunes, il y a Chibougamau (1,9% seulement de personnes de 65 ans et plus), Baie-Comeau (3,9%) et Sept-Îles (4,0%). Par ailleurs, Lachute a la plus forte proportion de personnes âgées (14,5%), suivie de Saint-Hyacinthe (13,6%) et de Shawinigan (12,7%). La région métropolitaine de Montréal, avec 291 535 personnes âgées, regroupe 44,8% de l'effectif de ce groupe d'âge.

Le rapport de masculinité varie aussi beaucoup d'un endroit à l'autre. À Chibougamau, par exemple, il y a un peu plus d'hommes de 65 ans et plus que de femmes du même groupe d'âge (106 hommes pour 100 femmes), pendant qu'à Saint-Hyacinthe, il y en a à peine plus de la moitié (rapport de 54 hommes pour 100 femmes).

Les caractéristiques socio-économiques

La population de 65 ans et plus se distingue de l'ensemble de la population en ce qui a trait au niveau de scolarité. Ainsi, 61,1% des personnes âgées possèdent moins d'une 9e année, par rapport à seulement 23,9% de la population de 15 ans et plus. L'écart le plus grand, selon le sexe, se trouve dans le groupe des personnes qui ont obtenu un grade universitaire, à savoir: 6% des hommes de 65 ans et plus comparativement à 2,1% des femmes.

Le revenu moyen du ménage dont le soutien a 65 ans ou plus n'a presque pas bougé entre 1980 et 1985: de 21 021 $ en 1980, il est de 21 035 $ en 1985. À cet égard, ces ménages sont favorisés puisque le revenu de ceux dont le soutien a moins de 65 ans a diminué au cours de la même période. Ce sont les ménages dont le soutien a moins de 25 ans qui subissent la réduction la plus sensible: leur revenu moyen est passé de 21 056 $ à 17 766 $, soit une baisse de 16%.

On constate une différence importante dans le statut de résidence des personnes âgées, selon le sexe. Alors que la majorité des hommes soutiens de ménage sont propriétaires, la majorité des femmes dans la même situation sont locataires. On remarque aussi une différence de même type, selon l'âge: les soutiens de ménage du groupe des 65-79 ans sont en majorité propriétaires, contrairement à ceux du groupe des 75 ans et plus qui sont le plus souvent locataires.

En 1986, 69 915 personnes âgées (10,7%) habitent dans un logement collectif. Une proportion très importante (20,7%) des personnes de 75 ans et plus vivent dans ce type de logement. Par ailleurs, 7 915 personnes âgées résident dans des hôpitaux généraux ou dans d'autres types d'hôpitaux, pendant que 44 220 habitent des foyers ou des établissements spécialisés.

Les problèmes de santé et d'incapacité

Selon des estimations tirées de l'enquête sur la santé et l'aide du milieu, réalisée par Statistique Canada en 1985, 17% des personnes âgées jugent leur état de santé excellent, contre 36% de la population de 15 ans et plus. En contrepartie, 45% des gens âgés perçoivent leur état de santé comme moyen ou mauvais, par rapport à 20% de l'ensemble des répondants.

Les problèmes de santé les plus répandus sont l'arthrite et les rhumatismes: 53% des personnes âgées en souffrent (19% dans la population de 15 ans et plus); les femmes (59%) sont plus touchées que les hommes (41%). Les autres problèmes de santé sont, dans l'ordre, l'hypertension (34%), les troubles respiratoires (30%) et les troubles cardiaques (28%).

Au cours des deux semaines précédant l'enquête, 21% de la population des 65 ans et plus ont connu une journée d'incapacité. L'incapacité, à court terme, se retrouve plus fréquemment chez les femmes (24%) que chez les hommes (17%). Dans le groupe des 45-54 ans, cette proportion est de 12%.

En ce qui concerne l'incapacité physique qui, selon le degré, entraîne une diminution plus ou moins grande des activités normales, seulement 31% des personnes âgées (42% des hommes et 23% des femmes) n'en déclarent aucune en regard de 71% chez les 15 ans et plus (78% des hommes et 65% des femmes). Les deux types d'incapacité les plus fréquents sont d'abord liés à la mobilité (56% des gens âgés) et à l'agilité (46%). Enfin, les problèmes de vision touchent le sixième des personnes âgées et les problèmes d'audition, presque le quart.

Les personnes handicapées

Deux enquêtes de Statistique Canada servent ici de base à l'analyse de la situation des personnes handicapées; l'une, sur la santé et l'incapacité au Canada (ESIC), menée en 1983-84, et l'autre sur la santé et les limitations d'activités (ESLA), réalisée en 1986-87. La presque totalité des données présentées proviennent de l'ESIC. Quelques données préliminaires de l'ESLA ont été utilisées en l'absence de statistiques plus récentes et plus définitives. Toutefois, l'univers de chacune de ces deux enquêtes est différent: l'ESIC est la première enquête nationale à être menée uniquement auprès des ménages, alors que l'ESLA a été effectuée auprès des ménages et des institutions. Cette dernière enquête a recueilli des données dans les dix provinces canadiennes, au Yukon, dans les Territoires du Nord-Ouest et les réserves indiennes.

Les caractéristiques socio-démographiques

D'après la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées, adoptée en 1978, est considérée comme une personne handicapée, « toute personne limitée dans l'accomplissement d'activités normales et qui, de façon significative et persistante, est atteinte d'une déficience physique ou mentale ou qui utilise régulièrement une orthèse, une prothèse ou tout autre moyen pour pallier son handicap » .

L'ESLA a permis d'établir, qu'en 1986-87, 728 000 Québécois et Québécoises ont une incapacité quelconque, ce qui représente un taux d'incapacité de 11,3%, soit l'un des plus bas au Canada (13,2%). Un peu plus de femmes (11,9%) que d'hommes (10,6%) déclarent avoir une incapacité. Les 64 495 personnes vivant dans un établissement de soins de santé (ménage collectif) représentent 8,9% de la population handicapée, alors que 91,1% (663 245) vivent dans un ménage privé. La répartition, par groupe d'âge, de la population totale et de la population handicapée démontre que la proportion de personnes de 65 ans et plus dans la population handicapée est beaucoup plus élevée que celle qu'elle représente dans la population totale. En effet, 35,1% des personnes âgées de 65 ans et plus sont des personnes ayant une incapacité, alors qu'elles comptent pour 9,9% de l'ensemble de la population. Chez les enfants de 0 à 14 ans, l'inverse se produit; ce groupe représente 8,8% de la population handicapée alors qu'il constitue 20,6% de la population.

Les données relatives à l'incapacité sont réparties selon la faculté qui est affectée: la mobilité, l'agilité, la vision, l'audition, la parole ou toute autre faculté. Selon l'ESIC et l'ESLA, ce sont les incapacités reliées à la mobilité et à l'agilité qui sont les plus fréquentes, surtout chez les femmes (la population étant plus importante) et chez les personnes âgées de 65 ans et plus. La proportion des personnes qui ont déclaré une incapacité dans la catégorie « autre » a augmenté en 1986-87, parce que, contrairement à l'enquête précédente qui visait seulement les ménages privés, la dernière enquête ESLA a été étendue aux établissements de santé.

La détermination du degré d'incapacité, définie par Statistique Canada dans l'ESIC, repose sur la difficulté que présente l'accomplissement de 18 activités quotidiennes, par exemple, monter et descendre un escalier, se déplacer d'une pièce à une autre, etc. D'après cette classification, plus de la moitié (307 000 sur 584 000) des personnes handicapées au Québec présentent une incapacité légère, une personne sur quatre a une incapacité moyenne et une personne sur sept est limitée par une incapacité grave. C'est dans le groupe d'âge de 65 ans et plus que l'on retrouve 50% (41 000) des personnes ayant une incapacité grave. Sans doute en raison de la longévité des femmes, la proportion des femmes handicapées de ce groupe d'âge (59,8%) est plus élevée que celle des hommes (40,2%) et cet écart augmente avec la gravité de l'incapacité.

Quant au degré de dépendance des personnes handicapées, la proportion de personnes indépendantes est plus grande que celle des personnes qui requièrent l'aide d'une autre personne, du moins en ce qui concerne cinq des six tâches définies dans l'ESIC: 92,0% (537 000) se déplacent dans leur maison, 88,7% (518 000) prennent soin d'elles-mêmes, 71,2% (416 000) se déplacent dans leur quartier, 63,2% (369 000) effectuent les travaux ménagers de tous les jours, y compris la cuisine, et enfin, 52,1% (304 000) font l'épicerie ou d'autres emplettes. Toutefois, la dépendance est plus élevée lorsqu'il s'agit des gros travaux ménagers. Par ailleurs, les résultats détaillés, par groupe d'âge, de l'accomplissement de deux tâches quotidiennes, soit les emplettes et les gros travaux ménagers, démontrent clairement que la proportion des personnes dépendantes croît avec l'âge. De plus, il semble que les femmes soient beaucoup plus dépendantes que les hommes, sans doute en raison de leur plus grand nombre aux âges très avancés.

Parmi les personnes qui ont recours à des appareils correcteurs ou des prothèses, pour pallier à leur handicap, on retrouve 68,3% de celles ayant une incapacité visuelle, 27,0% de celles ayant une incapacité motrice et 26,1% des personnes ayant une incapacité auditive. Quant aux prothèses et aux appareils correcteurs, les plus répandus, notons que 65,9% des personnes handicapées visuelles utilisent des lunettes ou des verres de contact, 15,5% de celles qui ont une incapacité motrice se servent d'une canne pour se déplacer et 21,8% des personnes qui ont des problèmes d'audition portent des prothèses auditives.

La scolarité

Selon l'ESIC, 56,6% des adultes handicapés ont une 8e année ou moins de scolarité alors que dans la population ne présentant pas d'incapacité, cette proportion est de 23,6%. Toutefois, au sein de la population handicapée, les femmes sont plus scolarisées que les hommes puisque 35,1% d'entre elles ont fait des études secondaires (contre 32,0% chez les hommes) et que 4,9% des femmes ont un diplôme ou un certificat d'études postsecondaires (contre 3,9% des hommes). Par ailleurs, 9,8% des adultes handicapés ont poursuivi des études postsecondaires, dont 2,6% détiennent un grade universitaire; chez les personnes n'ayant pas d'incapacité, ces pourcentages sont respectivement de 29,0% et 8,9%.

Le marché du travail

Le taux d'activité, en 1983-84, des personnes handicapées de 15 ans et plus est de beaucoup inférieur à celui des personnes n'ayant pas d'incapacité (24,6% en regard de 65,4%). Dans une population comme dans l'autre, les taux les plus bas se retrouvent chez les 55-64 ans et chez les 65 ans et plus. De plus, on note un écart important entre le taux d'activité des femmes et celui des hommes, et ce, à tous les groupes d'âge. Qu'il s'agisse de femmes handicapées ou non, la participation des femmes au marché du travail est moins grande que celle des hommes; ce phénomène est plus accentué chez les femmes n'ayant pas d'incapacité.

En 1986-87, plus de la moitié des personnes handicapées (242 350) font partie de la population inactive. Parmi les inactifs, près de 70% (168 500) présentent une incapacité de travail totale ou partielle, dont 81% (136 530) sont inaptes au travail.

Des 84 875 personnes dont le handicap ne constitue pas un obstacle au travail, 72,9% (61 870) sont sur le marché du travail. Ces personnes handicapées représentent 51,4% de la population active occupée et les travailleurs présentant une incapacité dans l'emploi qu'ils occupent, 48,6%.

Le revenu

En 1983, 64,9% (379 200 personnes) des adultes handicapés ont un revenu total inférieur à 10 000 $. Ce pourcentage inclut les 64 600 personnes qui ont déclaré n'avoir aucun revenu; celles-ci font partie de la population inactive et plus de 83% (49 900) des personnes de ce groupe sont des femmes.

La répartition des personnes handicapées selon la tranche de revenu et le sexe, démontre que 64,9% des personnes qui ont un revenu inférieur à 5 000 $ sont des femmes et que la grande majorité des personnes ayant un revenu de plus de 20 000 $ sont des hommes. De plus, près de 86,0% des personnes inactives dont le revenu provient exclusivement de sources autres que le travail reçoivent moins de 10 000 $ par année.

Le logement

La proportion de personnes handicapées qui sont propriétaires de leur logement (56%) est comparable à celle de l'ensemble de la population (65%). Toutefois, selon la gravité de l'incapacité, ces proportions sont de 57% chez les personnes ayant une légère incapacité et 55% chez celles présentant une incapacité grave.

Les autochtones

Il est difficile d'obtenir un portrait précis de la population autochtone au Québec; l'effectif total varie selon les sources, le concept de population autochtone n'y étant pas identique. Les autochtones comprennent les Amérindiens et les Inuit; cependant les Amérindiens sont parfois répartis entre les Indiens inscrits, les Indiens non inscrits et les Métis. Ce texte présente les caractéristiques socio-démographiques de la population autochtone, en 1986, et quelques données socio-économiques sur les Inuit et les Indiens inscrits.

Les caractéristiques socio-démographiques

Selon Statistique Canada, même si le recensement canadien de 1986 contient une question spécifique sur l'appartenance à la population autochtone, les réponses présentent des problèmes de fiabilité. Cependant, les réponses relatives aux groupes ethniques et culturels seraient de meilleure qualité et permettraient d'évaluer le nombre d'autochtones et leurs caractéristiques. Ainsi 711 720 Canadiens, soit 2,8% de la population totale, se déclarent d'origine autochtone, mais ce nombre ne comprend pas la population des réserves ou établissements indiens partiellement dénombrés; ces personnes peuvent avoir indiqué plusieurs origines, mais au moins une origine autochtone. Le Québec compte 80 945 personnes d'origine autochtone, ce qui représente 1,2% de la population québécoise et 11,4% de l'ensemble des autochtones du Canada. Les personnes ayant une origine autochtone résident surtout en Ontario (23,5%), en Colombie-Britannique (17,8%), en Alberta (14,6%) et au Manitoba (12,0%).

Sur les 80 945 Québécois qui se disent d'origine autochtone, 49 320 (61%) sont uniquement d'origine autochtone; parmi ces derniers, 37 150 (75%) sont des Amérindiens, 6 470 (13%) sont des Inuit et 5 695 (12%) sont des Métis. Parmi les Québécois qui ont déclaré des origines multiples incluant une origine autochtone, 25 105 sont à la fois d'origine amérindienne et d'origine non autochtone. Seulement 21 615 personnes d'origine autochtone vivent dans

les réserves et établissements indiens, et 20 500 d'entre elles sont d'origine amérindienne uniquement; notons que les villages inuit ne sont pas considérés comme des réserves ou des établissements indiens.

Il y a 21 365 Québécois qui ont comme langue maternelle une langue autochtone. Les principales langues autochtones sont le cri (46,5%), le montagnais-naskapi (26,2%) et l'inuktitut (25,8%); elles sont parlées respectivement par 9 945, 5 605, et 5 510 personnes. La répartition des Québécois ayant une langue maternelle autochtone, selon le groupe d'âge, montre que la population autochtone est plus jeune que l'ensemble des Québécois; les 0-14 ans représentent 39,8% des autochtones, les 15-64 ans, 56,2%, et les 65 ans et plus, 4,0%, alors que dans l'ensemble de la population, ces proportions sont respectivement de 20,5%, 69,5% et 10,0%. Ce sont les Inuit qui ont la structure d'âge la plus jeune avec 43,2% de 0-14 ans, 54,4% de 15-64 ans et 2,5% de 65 ans et plus. Quant à la répartition selon le sexe, 10 755 hommes et 10 610 femmes ont déclaré une langue autochtone comme langue maternelle.

Le Secrétariat aux affaires autochtones fournit aussi certaines données, pour 1986, sur la localisation géographique des autochtones du Québec et sur leur appartenance à des bandes, même s'ils ne résident pas dans le village; les autochtones sont désignés ou comme Amérindiens, ou comme Inuit. Ces données ne peuvent pas toutefois être comparées à celles du recensement de 1986, car la délimitation du territoire des municipalités qu'utilise Statistique Canada peut ne pas être identique à celle qu'utilisent les bandes. Néanmoins, les données de ces deux sources sont présentées (tableau 46) pour démontrer la relativité des données sur les autochtones.

Selon le Secrétariat aux affaires autochtones, le Québec compte 38 776 Amérindiens, répartis en neuf nations, dont 32 927 vivent dans une réserve ou un établissement indien. Les Mohawks forment la nation amérindienne la plus populeuse: 9 490 des 10 093 Mohawks habitent dans les réserves de Kanesatake, Kahnawake et Akwesasne. Viennent ensuite ex aequo les Cris et les Montagnais. Les Cris sont au nombre de 8 193, dont 6 888 habitent dans une réserve, les principales étant Chisasibi, Mistassini et Waskaganish. Quant aux 8 187 Montagnais, 7 316 d'entre eux vivent dans une réserve, les plus peuplées étant Betsiamites, Sept-Îles—Maliotenam et Mashteuiatsh. En 1986, la population inuit au Québec est de 5 641 personnes, réparties dans 13 villages nordiques et un établissement inuit. Les villages les plus importants sont Kuujjuaq, Inukjuaq et Salluit, avec respectivement 916, 670 et 650 inuit.

Quelques données socio-économiques sur les Inuit

En 1987, une publication du ministère de l'Industrie et du Commerce, intitulée *Les Inuit du Nouveau-Québec. Leur milieu socio-économique*, brosse un portrait des Inuit. Selon cette publication, en 1983, la population autochtone des localités inuit (excluant Umiujaq) s'élève à 5 618 personnes et la population allochtone, à 681. Les 15 ans et plus sont au nombre de 3 158 chez les autochtones, dont 2 268 (72%) font partie de la population active; chez les allochtones, 433 (77%) des 559 personnes de 15 ans et plus sont actives. Dans l'ensemble de la population, autochtone et allochtone, les 910 salariés à plein temps se retrouvent surtout dans l'enseignement (19,3%), dans l'administration (16,3%), dans des emplois de bureau (13,7%) et dans les transports (12,9%); cependant, les 2 793 salariés à temps partiel occupent principalement des emplois dans le bâtiment (41,4%), dans les services (14,6%) et dans les arts et les lettres (9,2%). Les revenus de la population inuit, en 1984, s'élèvent à 30 244 000 $, dont 22 595 000 $ (75%) proviennent des salaires ou d'autres formes de rémunération et 7 649 000 $ (25%), des paiements de transfert.

En 1985 au Nouveau-Québec, 211 professeurs, dont 75 autochtones, enseignent à 2 043 élèves répartis ainsi: 156 à la maternelle, 1 230 au primaire et 657 au secondaire. Chaque localité dispose d'un dispensaire ou d'un centre hospitalier; dans l'ensemble, 7 médecins et 44 infirmières donnent des soins de santé. Les services sociaux sont assurés partout par un point

de service (bureau d'aide sociale) ou par un centre de service. Il y a 2 directeurs et 11 travailleurs communautaires pour la protection de la jeunesse. Des services à domicile (auxiliaires familiales) sont disponibles dans chaque localité. Les Inuit habitent dans 1 796 logements, dont 1 011 (56%) sont des logements de la Société d'habitation du Québec.

Quelques données socio-économiques sur les Indiens inscrits

En raison de la nature des données disponibles, il a fallu utiliser des concepts s'appliquant à l'ensemble de la population, et ce, malgré les différences importantes que présente le type de société des Amérindiens.

Les données socio-économiques du recensement de 1986 concernant les autochtones n'étant pas encore publiées, les statistiques présentées dans cette section proviennent d'une étude du ministère des Affaires indiennes et du Nord du Canada intitulée *An Overview of Registered Indian Conditions in Quebec*, laquelle a été réalisée en 1987 à partir des données du recensement de 1981. Par la suite, lorsque nous décrirons les caractéristiques des Indiens inscrits, nous n'emploierons que le terme « Indien » .

La scolarité

Le recensement de 1981 permet de connaître le plus haut niveau de scolarité de la population de 15 ans et plus. Parmi les Indiens, 34% ont au moins un certificat d'études secondaires, comparativement à 54% dans le reste de la population québécoise; à l'autre extrême, 10% des Indiens n'ont aucune scolarité ou ne sont allés qu'à la maternelle, par rapport à 2% seulement pour les autres Québécois. La scolarité augmente graduellement avec les générations de plus en plus jeunes; en effet, 36% des Indiens de 65 ans et plus n'ont aucune scolarité, mais le pourcentage baisse à 1% chez les 15-24 ans (en incluant ceux qui sont allés à la maternelle); et si seulement 9% des Indiens de 65 ans et plus ont entre une 9e et une 13e année de scolarité, 44% des 15-24 ans ont atteint cette scolarité. Malgré cette évolution, des différences persistent entre les Indiens et le reste des Québécois, si l'on considère le niveau de scolarité de l'ensemble des 15-24 ans: 34% des Indiens et 59% des autres Québécois ont au moins un certificat d'études secondaires; cependant, à l'intérieur de ce grand groupe d'âge, la structure d'âge plus jeune chez les Indiens pourrait expliquer, en partie, cet écart. Comme c'est le cas pour le reste de la population, il n'y a pas de différence notable du niveau de scolarité selon le sexe chez les Indiens de moins de 65 ans, du moins jusqu'au niveau du certificat d'études secondaires; chez les Indiens de 65 ans et plus, il y a proportionnellement plus d'hommes (46%) que de femmes (26%) qui n'ont aucune scolarité.

Le marché du travail

En 1981, le taux d'activité des Indiens (45%) est plus faible que celui du reste de la population québécoise (61%). Cette différence existe aussi pour le taux de chômage (16% chez les Indiens et 11% chez les autres) et pour le rapport emploi/population (38% contre 55%). Les indices d'activité diffèrent aussi selon le sexe. Ainsi, chez les Indiens, le taux d'activité des hommes se situe à 56% et celui des femmes, à 35%, et le rapport emploi/population est respectivement de 47% et de 29%; chez les autres Québécois, les indices sont plus élevés, mais l'écart relatif entre les sexes est le même. C'est à 25-44 ans que le taux d'activité est le plus élevé; il est de 59%, chez les Indiens (77% pour les hommes et 45% pour les femmes) et de 77%, dans le reste de la population québécoise (93% pour les hommes et 60% pour les femmes). Chez les jeunes de 15-24 ans, 40% des Indiens et 61% des autres Québécois font partie de la population active, et l'on note peu de différence selon le sexe. Les 45-64 ans ont à peu près le même taux d'activité que les jeunes, mais il y a une grande différence entre le taux des hommes (62%) et celui des femmes (22%). Quant au chômage, il touche surtout les 15-24 ans, dans une proportion de 23% chez les Indiens et de 20% chez les autres Québécois. Les écarts observés entre les indices d'activité des Indiens et ceux du reste de la population sont comparables à ceux que présentent les Indiens vivant dans une réserve et les Indiens vivant hors réserve, les indices d'activité de ces derniers ressemblant davantage à ceux des non-Indiens.

En 1981, on ne note pas de différences importantes d'occupation entre les Indiens et les autres Québécois quant à la répartition de la population active expérimentée selon le secteur d'activité. Environ les deux tiers travaillent dans le secteur tertiaire, surtout dans des emplois reliés à l'administration, à la technologie, aux sciences sociales, au clergé, à l'enseignement et à la santé, et dans des emplois de bureau. Seulement 5% occupent un emploi dans le secteur primaire. Les hommes et les femmes occupent des emplois différents; par exemple, 38% des femmes sont employées de bureau contre seulement 8% chez les hommes, alors que 15% des hommes sont des travailleurs du bâtiment et que les femmes sont absentes (ou presque) dans ce type d'emploi.

Le revenu

Parmi la population de 15 ans et plus, on dénombre relativement plus d'Indiens que de non-Indiens qui n'ont pas de revenu, soit 26% contre 19%, en 1980. Pour la population indienne disposant d'un revenu, le revenu moyen n'est que de 9 020 $, comparativement à 12 472 $ pour le reste de la population québécoise; on note aussi un écart important selon le sexe, puisque le revenu moyen est de 10 665 $ chez les hommes et de 7 080 $ chez les femmes dans la population indienne, comparativement à 15 861 $ chez les hommes et 8 400 $ chez les femmes dans le reste de la population.

Dans l'ensemble de la population de 15 ans et plus, seulement 25% des Indiens ont un revenu supérieur à 10 000 $, comparativement à 40% des autres Québécois. La proportion la plus élevée des personnes touchant un revenu supérieur à 10 000 $ se trouve chez les 25-64 ans, soit 55% des hommes et 19% des femmes chez les Indiens, et 76% et 29% respectivement chez les autres Québécois. Parmi les Indiens de 15-24 ans, 41% n'ont aucun revenu et 35% ont un revenu inférieur à 5 000 $; ces pourcentages sont légèrement plus bas dans le reste de la population, soit respectivement 33% et 31%; le peu de revenus des jeunes s'explique peut-être, en partie, par le fait que plusieurs peuvent combiner les études et le travail à temps partiel. Dans la population âgée de 65 ans et plus, la répartition des femmes selon le revenu est très semblable chez les Indiennes et chez les autres Québécoises; dans le premier cas, 56% ont moins de 5 000 $, 30% ont entre 5 000 $ et 9 999 $ et 13% ont plus de 10 000 $. Cependant, il y a une grande différence de revenu chez les hommes de 65 ans et plus, selon qu'ils sont indiens ou non indiens; alors que la répartition du revenu des Indiens ressemble à celle des Indiennes du même groupe d'âge, celle des autres Québécois est la suivante: 33% ont moins de 5 000 $, 39% ont entre 5 000 $ et 9 999 $ et 28% ont plus de 10 000 $.

Les communautés culturelles

Le concept de communauté culturelle est très large puisqu'il comprend plusieurs aspects, notamment la langue, l'origine ethnique, la religion, le pays d'origine, la race, etc. Au Québec, la délimitation des groupes culturels repose principalement sur les caractéristiques linguistiques. Aussi, les données présentées dans cette section portent principalement sur la langue maternelle, la langue parlée à la maison, l'origine ethnique, les transferts linguistiques, l'exogamie linguistique, mais d'autres aspects, tels que l'immigration, la scolarité et la fréquentation scolaire des groupes linguistiques, y sont abordés.

La langue maternelle

Même si le questionnaire du recensement de 1986 permettait des déclarations multiples, seulement 3,7% des Québécois donnent plus d'une réponse à la question sur la langue maternelle, 4,3%, à celle qui porte sur la langue d'usage et 5,9%, à celle qui concerne l'origine ethnique. La communauté culturelle la plus nombreuse au Québec est, de loin, la communauté française: 84,6% des Québécois sont de langue maternelle française, dont 3,2% ont aussi une

autre langue maternelle. Par ailleurs, 8,9% des Québécois sont de langue maternelle anglaise et 6,0%, d'une seule langue maternelle autre que le français ou l'anglais. En tenant compte des déclarations multiples, 12,1% des Québécois ont l'anglais comme langue maternelle et 7,4%, une langue maternelle autre que le français et l'anglais.

Parmi les autres langues déclarées comme seule langue maternelle par plus de 5 000 personnes, l'italien (119 175 personnes) vient loin devant le grec (40 335), l'espagnol (24 885) et le portugais (23 770). Quant aux langues autochtones, les principales sont le cri (9 945 personnes), le montagnais (5 605) et l'inuktitut ou l'esquimau (5 510).

Sauf pour ce qui est des autochtones, on note une forte concentration des Québécois de langue maternelle autre que le français dans la région métropolitaine de Montréal (RMR). En effet, dans cette région, qui regroupe 44,7% des Québécois, on retrouve 74,7% des Québécois de langue maternelle anglaise et 93% des personnes de langue maternelle autre. La concentration atteint 97,2% pour l'italien, 98,0% pour le grec, 99,0% pour l'arménien et 99,7% pour le yiddish. Le français est la langue maternelle de 72,4% des habitants de la RMR de Montréal.

La langue d'usage

La question sur la langue d'usage au foyer, tout comme celle sur l'origine ethnique, ayant été posée à un échantillon de ménages privés, les données concernant ces deux aspects ne comprennent pas les pensionnaires d'institution. En 1986, 84,5% des Québécois déclarent parler le français à la maison, soit à peu près la même proportion que ceux qui donnent le français comme langue maternelle (84,6%). D'autre part, 14,2% des Québécois déclarent l'anglais comme langue d'usage, en regard de 12,1% ayant l'anglais comme langue maternelle. Ces chiffres indiquent que la langue anglaise fait des gains par la voie des transferts linguistiques. Enfin, seulement 4,3% des Québécois ne parlent ni le français ni l'anglais au foyer.

L'origine ethnique

À la question assez vague du dernier recensement concernant l'ethnie: « À quel(s) groupe(s) ethnique(s) ou culturel(s) appartenez-vous ou vos ancêtres appartenaient-ils? » , 82,3% des Québécois se disent d'origine française et 10,1%, d'origine britannique, ce qui comprend, dans les deux cas, 2,7% des personnes ayant déclaré une double origine française et britannique. Somme toute, 89% des Québécois ont déclaré une origine française ou britannique ou les deux et 11% seulement, des origines autres. Parmi ces derniers, seuls les Italiens (2,5%) et les Juifs (1,3%) forment plus de 1% de la population. Près de 50 000 Québécois se sont déclarés d'origine autochtone unique. Les groupes culturels composés d'immigrés sont assimilés aux groupes français et anglais. Le groupe italien, par exemple, compte pour 2,5% de la population, si l'on tient compte de l'origine ethnique, pour 1,8% si l'on se rapporte à la langue maternelle, mais seulement pour 1,3% si l'on considère ceux qui utilisent seulement l'italien au foyer.

Les transferts et l'exogamie linguistiques

Selon les transferts linguistiques observés au recensement de 1981, 106 365 Québécois de langue maternelle française parlent l'anglais à la maison, tandis que 82 135 de langue maternelle anglaise utilisent le français; le gain net de l'anglais est donc de 24 230 personnes. Chez les Québécois de langue maternelle autre que le français et l'anglais, 23,9% se sont tournés vers l'anglais, soit plus que le double de ceux qui ont choisi le français (10,9%).

L'exogamie, ou les mariages entre conjoints de groupes différents, constitue un aspect important des comportements des groupes. Au Québec, en 1986, 25% des Québécois de langue maternelle anglaise épousent une femme de langue maternelle française, et 8%, une femme de langue maternelle autre. Chez les Québécois de langue maternelle autre, 23% des hommes épousent une femme de langue maternelle française et 10%, une femme de langue anglaise.

L'immigration internationale

L'immigation internationale est une source importante de diversité linguistique. En 1986, 81,1% des immigrants admis sont de langue maternelle autre que le français ou l'anglais, 8,7% de langue maternelle française et 10,2%, de langue maternelle anglaise. La proportion de ces personnes qui connaissent l'anglais (44,6%) dépasse de 10 points la proportion de celles qui peuvent parler le français (34,9%), tandis que 34,5% ne connaissent ni l'une ni l'autre de ces deux langues. Parmi les groupes d'importance, après ceux de langue maternelle anglaise, ce sont les immigrants de l'Asie du Sud et des Philippines qui sont les plus nombreux à ne connaître que l'anglais.

Selon le recensement de 1981, près d'un demi-million de Québécois sont nés à l'étranger et la répartition de ces immigrés, selon le lieu de naissance, fait ressortir un aspect intéressant de l'immigration internationale. Depuis quelques décennies, cette répartition s'est beaucoup modifiée: avant 1960, les immigrants provenaient d'Europe et des États-Unis dans une proportion de 94%, alors que durant la période 1971-1981, la grande majorité d'entre eux proviennent de pays du tiers-monde.

La scolarité

La scolarité est un important indicateur culturel, mais en raison de la diversité des systèmes d'éducation, les données s'y rapportant sont difficilement comparables. Néanmoins, si l'on se sert d'une mesure assez précise, par exemple le diplôme du secondaire, on remarque d'importants écarts entre les groupes. Plus de 70% des Québécois de langues maternelles allemande et arabe ont un diplôme du secondaire, tandis que les proportions sont plus faibles chez les Québécois de langues maternelles portugaise (29%), grecque (34%) et italienne (36%). La distinction selon l'âge montre une forte augmentation de la scolarité chez les plus jeunes dans tous les groupes linguistiques.

L'obligation faite aux immigrants de fréquenter l'école française au niveau précollégial est, depuis une dizaine d'années, l'un des moyens que s'est donnés le Québec pour orienter les nouveaux arrivants vers la majorité française. À l'automne 1986, 89,4% des élèves étudient en français et, au primaire — où la loi s'applique depuis plus longtemps — la proportion atteint 90,9%. La fréquentation de l'école française augmente beaucoup pour certains groupes quand on compare le secondaire et le primaire. Chez les groupes de langue maternelle autre, seuls les Italiens fréquentent en majorité (68,8%) l'école anglaise. Les écoles anglaises comptent une grande proportion d'élèves de langue autre qu'anglaise, soit 30,9%.

En ce qui a trait à l'enseignement universitaire au Québec, les universités anglo-québécoises regroupent 27,0% des étudiants à temps plein, à l'automne 1986. Chez les résidents québécois de langue maternelle française, 7,8% des étudiants fréquentent les institutions anglaises et chez les Québécois de langue maternelle autre, la majorité, soit 62,4%, étudient dans les universités anglaises. Les Québécois de langue maternelle anglaise ne forment pas la moitié (45%) de la clientèle des universités anglaises. Les jeunes Anglo-Québécois fréquentent plus l'université et ils représentent 14,3% de l'effectif universitaire. Au total, seulement 73,8% des étudiants des universités du Québec sont de langue maternelle française alors que la proportion de jeunes de langue maternelle française atteint près de 85%. Des 10 502 étudiants étrangers, 62% fréquentent les universités anglaises.

Les familles avec enfants

Cette section est consacrée à l'évolution récente de la situation des familles au Québec; seul le poids démographique des familles au sein de l'ensemble des unités de population[1] fait l'objet d'une comparaison avec l'Ontario et le Canada. Cependant, plusieurs autres aspects y sont abordés: le profil démographique des familles québécoises — leur répartition selon la taille et la structure, la scolarité des parents, la situation des parents en ce qui a trait au marché du travail — leur situation financière et le logement.

Dans ce texte, le concept de « famille » fait référence à la notion de parenté et est constituée du couple parental, ou d'un seul parent peu importe son état matrimonial (famille monoparentale), et des enfants célibataires (jamais mariés), quel que soit leur âge, vivant dans un même logement. Ce concept diffère donc de celui de Statistique Canada en ce sens qu'il exclut les couples sans enfants.

Les données à caractère démographique sont tirées des recensements du Canada de 1976, 1981 et 1986. Par ailleurs, les autres données — relatives à la scolarité, à la situation financière et au logement — sont obtenues de totalisations effectuées à partir des bandes de microdonnées de l'enquête sur les finances des consommateurs de 1976, 1982 et 1987.

Enfin les données obtenues de l'enquête sur les finances des consommateurs comportent une erreur due à l'échantillonnage tandis que celles issues du recensement en sont exemptes, ce qui explique les différences entre les totalisations de l'une et l'autre sources pour l'année 1976.

Le poids démographique

Au Québec, en 1986, 68,8% de la population hors institution vit à l'intérieur d'une famille comparativement à 75,3%, en 1976. Cette diminution tient essentiellement à deux facteurs. D'une part, la proportion des familles dans l'ensemble des unités de population passe de 50,8%, en 1976, à 45,5%, en 1986. D'autre part, la taille moyenne des familles diminue sensiblement; ainsi en 1986, une famille type compte 3,6 personnes (1,8 enfant) comparativement à 4,1 personnes (2,3 enfants), en 1976.

Toutefois, les bouleversements qui touchent l'institution familiale ne sont pas circonscrits au Québec. Ainsi en Ontario, la part de la population qui vit au sein d'une famille passe de 72,0%, en 1976, à 67,6%, en 1986. Tout comme au Québec, la part relative des familles dans l'ensemble des unités de population diminue; de 47,4% en 1976, elle est de 44,0% en 1986. Parallèlement, le nombre moyen de personnes et d'enfants par famille diminue de 4,0 (2,1 enfants) à 3,7 personnes (1,9 enfant). De même, la proportion de Canadiens qui font partie d'une famille fléchit, en passant de 72,9%, en 1976, à 67,8%, en 1986. Les familles représentent 44,0% des unités de population en 1986, comparativement à 47,9% en 1976. De plus, les familles canadiennes comptent 3,7 personnes (1,9 enfant) en 1986 en regard de 4,1 personnes (2,2 enfants) en 1976. Bien que les changements que connaît l'institution familiale s'étendent à l'ensemble du Canada, ils sont néanmoins plus aigus au Québec. C'est que, par le passé, les Québécois vivaient davantage en famille que les autres Canadiens, alors qu'aujourd'hui, les comportements sont plus homogènes.

Il semble que la diminution de l'importance relative des familles, observée tant au Québec qu'au Canada au cours de la période 1976-1986, soit d'abord due à la multiplication des personnes hors famille. Ainsi, au Québec, les personnes hors famille constituent 34,4% des

1. Pour les besoins de cette section, la population a été divisée en trois unités de population: les familles, les couples sans enfants et les personnes hors famille.

unités de population en 1986, comparativement à 29,6% en 1976. Par ailleurs, la proportion de couples sans enfants ne s'accroît que très légèrement en passant de 19,6%, en 1976, à 20,1%, en 1986.

Le profil démographique

En 1986, le Québec compte 1 214 060 familles: 79,2% d'entre elles sont des familles biparentales et 20,8%, des familles monoparentales. Ces dernières composent donc une plus large part de l'univers familial qu'en 1976, où leur proportion était de 14,3%.

De 1976 à 1986, on observe une diminution de la taille des familles. Ainsi, les familles de plus de six personnes tendent à disparaître et celles de cinq et six personnes ne représentent plus que 16,0% des familles. En contrepartie, durant cette période, la proportion des familles de quatre personnes passe de 31,0% à 35,4%, celles de trois personnes, de 31,0% à 35,3% et celles de deux personnes, de 7,2% à 12,4%. La proportion des familles biparentales qui comptent un ou deux enfants est passée de 65,8%, en 1976, à 79,4%, en 1986. Quant aux familles monoparentales, 59,5% d'entre elles ne comptent qu'un enfant en 1986, comparativement à 50,4% en 1976.

L'ampleur du phénomène de la monoparentalité est plus ou moins grande selon le nombre d'enfants. Par exemple, les familles avec un seul enfant sont, de loin, les plus touchées par ce phénomène: l'absence d'un des parents y est deux fois plus fréquente que chez les familles plus nombreuses. En effet, en 1986, 29,7% des familles avec un seul enfant sont monoparentales alors que cette proportion se situe autour de 15%, pour les familles de deux enfants et plus.

La répartition des familles selon le niveau de scolarité des parents indique une scolarisation accrue. Ainsi, la proportion des familles dont le père détient un diplôme d'études postsecondaires ou un diplôme universitaire augmente, celle-ci passant de 16,6%, en 1976, à 20,0%, en 1987. De même, la situation relativement à la scolarité de la mère s'améliore; en 1987, dans 19,6% des familles, la mère possède au moins un diplôme d'études postsecondaires en regard de 13,3% en 1976. Toutefois, malgré ces progrès, on retrouve, encore en 1987, une forte majorité de familles dont la scolarité du père (63,1%) ou de la mère (77,5%) ne dépasse pas les études postsecondaires partielles.

Pendant la période 1976-1987, la situation des familles québécoises, par rapport au marché du travail, se modifie. Ainsi, la proportion des familles dont le père a un emploi diminue. Bien que cette évolution à la baisse ne soit vraisemblablement pas étrangère au climat économique difficile du début des années 80, elle correspond également à l'augmentation des familles monoparentales dont le père est absent. En 1987, la répartition des familles selon la situation du père est la suivante: 66,6% dont le père travaille, 7,3% dont le père est en chômage, 9,3% dont le père est inactif, et 16,9% dont le père est absent. Parallèlement, la proportion des familles dont la mère occupe un emploi ne cesse de croître: de 29,5% en 1976, elle passe à 47,2% en 1987. En dépit de l'augmentation de la participation des mères au marché du travail, en 1987, dans 44,1% des familles, la mère est sans emploi et n'est pas à la recherche d'un travail.

La situation financière

La répartition des familles selon la taille et le quartile du revenu, indique clairement qu'un plus grand nombre de familles de petite taille, plus particulièrement les familles de deux personnes (monoparentales avec un seul enfant) se retrouvent dans le quartile inférieur. Ainsi en 1987, 61,3% des familles de deux personnes, contre seulement 14,3% des familles de plus de quatre personnes, se classent dans le premier quartile de revenu. À l'opposé, le nombre de familles associées au quartile supérieur de revenu est plus élevé chez les familles dont la taille est supérieure à trois personnes, que chez les familles de deux et trois personnes. En effet, près du tiers des familles de plus de trois personnes appartiennent au dernier quartile de revenu, comparativement à seulement 4% des familles de deux personnes. Bien que la

situation financière des familles de deux personnes soit plutôt précaire, on note tout de même une amélioration. Quant aux familles de trois personnes, elles se répartissent assez uniformément le long de l'échelle des revenus. Enfin, les familles de quatre personnes sont plus concentrées dans les quartiles de revenu supérieurs.

Globalement, la situation financière de l'ensemble des familles s'est légèrement détériorée, car une plus grande proportion de familles se situe en deçà du seuil de faible revenu en 1987 (17,0%) qu'en 1982 (16,0%). De fait, un nombre croissant de familles dépendent des transferts gouvernementaux pour assurer leur subsistance. En 1987, la principale source de revenu des familles est constituée de transferts gouvernementaux pour 15,0% d'entre elles (9,7% en 1976), de salaires et traitements pour 76,4% (84,4% en 1976), de revenus nets d'un emploi autonome pour 5,0% (4,5% en 1976) et de revenus d'autres sources pour 3,6% (1,4% en 1976).

Le logement

Entre 1976 et 1987, la proportion de familles propriétaires s'accroît. En effet, les données révèlent qu'en 1987, près de 70% des familles sont propriétaires de leur logement, en regard de 62,9% en 1976.

Définitions

Les femmes

Main-d'oeuvre
Personnes de 15 ans et plus, à l'exclusion des pensionnaires d'institution, sur le marché du travail ou qui se déclaraient en chômage pendant la semaine précédant le recensement. Statistique Canada utilise l'expression « population active » pour décrire cette même réalité.

Taux de féminité
Expression consacrée en démographie désignant la proportion des personnes de sexe féminin dans un ensemble d'individus. Ce taux est le rapport de l'effectif des femmes sur l'effectif total des deux sexes.

Taux de participation à la main-d'oeuvre
Pourcentage des personnes en emploi et en chômage (pendant la semaine de référence) par rapport à la population totale de 15 ans et plus, à l'exclusion des pensionnaires d'institution, dans un secteur, un groupe ou une catégorie. Statistique Canada utilise le terme « taux d'activité » pour représenter cet indicateur.

Les jeunes

Autres dépenses
Frais de garderie, etc.

Dépenses personnelles
Loisirs, lecture, tabac et alcool.

Dépenses reliées aux études
Frais de scolarité, matériel et livres scolaires.

Épargne
L'épargne a été défini comme étant la variation nette de l'actif et du passif plus la sécurité.

Frais de logement
Coût du loyer, entretien, ménage, dépenses pour des articles et des accessoires d'ameublement.

Frais de subsistance
Alimentation, habillement, soins de santé et soins personnels.

Les personnes handicapées

Déficience
Perte, malformation ou anomalie d'un organe, d'une structure ou d'une fonction mentale, psychologique, physiologique ou anatomique.

Degré de dépendance
Partiellement dépendant: celui ou celle qui est capable d'accomplir les tâches quotidiennes mais qui requiert parfois l'aide d'une autre personne.

Totalement dépendant: celui ou celle qui est incapable d'accomplir les tâches quotidiennes sans l'aide d'une autre personne.

Indépendant: celui ou celle qui est capable d'accomplir seul les tâches quotidiennes.

Degré d'incapacité
Légère: état de celui ou de celle qui éprouve certaines difficultés à accomplir les tâches quotidiennes, mais y arrive.

Moyenne: état de celui ou de celle qui est incapable d'accomplir deux des tâches quotidiennes.

Grave: état de celui ou de celle qui est incapable d'accomplir trois des tâches quotidiennes ou plus.

Handicap
Déficience ou incapacité qui limite, ou empêche une personne d'accomplir des activités normales.

Incapacité
Réduction ou absence (résultant d'une déficience) de la capacité d'effectuer une activité considérée comme normale.

Les autochtones

Amérindiens
Indiens de l'Amérique du Nord.

Établissement amérindien ou inuit (EI)
Village ou hameau habité majoritairement par des Amérindiens ou des Inuit et situé sur des terres sans statut juridique.

Indiens inscrits
Personnes inscrites au Registre des Indiens du Canada en vertu de la Loi sur les Indiens du Canada qui leur reconnaît certains droits.

Municipalité de village nordique (VN)
Territoire sur lequel s'exerce un gouvernement local conformément à la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale de Kativik.

Population active expérimentée
Population active totale excluant les personnes sans emploi n'ayant jamais travaillé ou n'ayant travaillé qu'avant le 1er janvier 1980.

Rapport emploi/population
Pourcentage des personnes ayant un emploi par rapport à la population de 15 ans et plus.

Réserve indienne (R)
Territoire réservé aux Amérindiens en vertu de la Loi sur les Indiens.

Taux d'activité
Pourcentage de la population active (ayant un emploi ou étant en chômage) par rapport à la population de 15 ans et plus.

Taux de chômage
Pourcentage de chômeurs par rapport à la population active.

Les familles avec enfants

Personne hors famille
Membre d'un ménage qui ne fait pas partie d'une famille ni d'un couple sans enfants. Les personnes qui vivent seules sont toujours considérées comme des personnes hors famille.

Quartile de revenu
Distribution des unités de population étudiée en quatre parties égales et par ordre croissant de revenu.

Seuil de faible revenu
Déterminé selon la taille et le degré d'urbanisation de la région qu'elle habite. Une famille est considérée sous le seuil de faible revenu si 58,5% ou plus de son revenu est consacré à l'alimentation, au logement et à l'habillement.

Universités catholiques et protestantes.

Nombre de professeurs et d'étudiants.

ANNÉES	Université Catholique					Universités Protestantes				
	Nombre d'université	Nombre de professeurs	Nombre d'étudiants			Nombre d'université	Nombre de professeurs	Nombre d'étudiants		
			Garçons	Filles	Total			Garçons	Filles	Total
1914-15	1	326	1,323	604	1,927	2	234	.....	.....	1,468
1913-14	1	321	1,704	556	2,260	2	282	.....	.....	1,762
1912-13	1	322	1,584	496	2,080	2	261	1,398	168	1,566
1911-12	1	311	1,565	440	2,005	2	247	1,298	143	1,441
1910-11	1	290	1,484	172	1,656	2	263	1,309	169	1,478
1909-10	1	291	1,391	196	1,587	2	185	—	—	1,376
1908-09	1	278	1,356	44	1,400	2	152	—	—	1,420
1907-08	1	205	—	—	1,341	2	149	—	—	1,463
1906-07	1	206	—	—	1,158	2	147	—	—	1,310
1905-06	1	189	—	—	1,098	2	138	—	—	1,271
1904-05	1	179	—	—	1,076	2	168	—	—	1,182
1903-04	1	158	—	—	1,153	2	170	—	—	1,162
1902-03	1	153	—	—	1,130	2	248	—	—	1,191
1901-02	1	153	—	—	1,175	2	254	—	—	1,208
1896-97	1	111	—	—	281	2	125	—	—	952
1891-92	1	107	—	—	233	2	121	—	—	1,065
1886-87	1	80	—	—	—	2	123	—	—	773

Source: Annuaire statistique, 1916, p. 221.

POPULATION SUIVANT L'ORIGINE AUX DIVERS RECENSEMENTS

ORIGINE	1911			POPULATION TOTALE				
	Sexe masculin	Sexe féminin	Total	1901	1881	1871	1861	1851
Britannique. Anglaise	78,856	74,439	153,295	114,710	81,515	69,822	(1)	(1)
Britannique. Irlandaise	50,725	52,422	103,147	114,842	123,749	123,478	(1)	(1)
Britannique. Ecossaise	29,276	29,279	58,555	60,068	54,923	49,458	(1)	(1)
Britannique. Autres	619	487	1,106	549	351	283	(1)	(1)
Total	159,476	156,627	316,103	290,169	260,538	243,041	(1)	(1)
Française	804,368	800,971	1605,339	1322,115	1075,130	929,817	847,615	669,528
Allemande	3,273	2,872	6,145	6,923	7,633	7,963	(1)	(1)
Austro-Hongroise	942	347	1,289	184	(1)	(1)	(1)	(1)
Belge	1,097	1,006	2,103	969	(1)	(1)	(1)	(1)
Bulgare et Roumaine	542	76	618	151	(1)	(1)	(1)	(1)
Chinoise	1,540	38	1,578	1,037	7	.....	(1)	(1)
Hollandaise	770	735	1,505	1,554	776	798	(1)	(1)
Grecque	605	163	768	66	(1)	7	(1)	(1)
Hindoue	6	8	14	.....	.....	.....	(1)	(1)
Sauvage	5,243	4,750	9,993	10,142	7,515	6,988	5,318	4,358.
Italienne	6,574	3,002	9,576	2,805	745	539	(1)	(1)
Japonaise	9	3	12	9	.....	.....	(1)	(1)
Juive	15,690	14,958	30,648	7,607	330	74	(1)	(1)
Nègre	232	169	401	280	141	148	163	18
Polonaise	2,138	1,090	3,228	.....	300	186	(1)	(1)
Russe et Finlandaise	1,250	434	1,684	430				
Scandinave	1,053	703	1,756	1,350	648	454	(1)	(1)
Suisse	231	166	397	350	254	173	(1)	(1)
Origine non spécifiée	6,463	3,612	10,075	2,757	5,010	1,328	258,470	216,357
Totaux	1,011,502	991,730	2,003,232	1,648,898	1,359,027	1,191,516	1,111,566	890,261

(1)—Compris dans es habitants d'origine non spécifiée.

Source: Annuaire statistique, 1914, p. 67.

Tableau 1

Diplômés de niveau postsecondaire, selon la discipline et le sexe, Québec, 1986

Discipline[1]	Femmes	Hommes	Taux de féminité
	n		%
Enseignement, loisirs et orientation	126 240	46 425	73,1
Beaux-arts et arts appliqués	62 460	33 095	65,4
Lettres, sciences humaines et disciplines connexes	64 325	54 220	54,3
Sciences sociales et disciplines connexes	58 970	66 285	47,1
Commerce, gestion et administration des affaires	227 800	148 445	60,5
Sciences et techniques agricoles et biologiques	38 385	39 815	49,1
Génie et sciences appliquées	3 625	46 415	7,2
Techniques et métiers de génie et des sciences appliquées	24 390	317 770	7,1
Sciences et techniques de la santé	121 595	36 710	76,8
Mathématiques et sciences physiques	15 865	40 060	28,4
Autres disciplines	6 565	7 105	48,0
Total	**750 220**	**836 345**	**47,3**

1. Principal domaine d'études.

Source: Statistique Canada, Recensement du Canada.

Tableau 2

Population scolaire du collégial, selon le secteur, la discipline et le sexe, Québec, 1986-87

Programme d'enseignement	Femmes	Hommes	Taux de féminité
	n		%
Secteur général[1]	43 103	39 642	52,1
Sciences pures et de la santé	12 885	15 541	45,3
Sciences humaines	24 328	21 019	53,6
Arts	2 589	1 858	58,2
Lettres	3 137	1 060	74,7
Secteur professionnel	42 049	33 029	56,0
Techniques biologiques	11 185	3 878	74,3
Techniques physiques	1 908	14 438	11,7
Techniques humaines	7 107	2 991	70,4
Techniques administratives	17 842	10 023	64,0
Arts appliqués	4 007	1 699	70,2
Hors programme	667	730	47,7
Total	**85 819**	**73 401**	**53,9**

1. Les programmes d'enseignement pour les 98 élèves du Collège Marie-de-France et les 230 élèves du Collège Stanislas sont inconnus.

Source: Ministère de l'Éducation, Système d'information des clientèles du collégial, *Bulletin Statistique*, vol. 12, nos 4 et 5.

Tableau 3

Population étudiante des universités, selon le cycle, la discipline et le sexe, Québec, 1987-88

Discipline et sexe	1er cycle	2e cycle	3e cycle	Total
		n		
Sciences de la santé	13 040	1 158	316	14 514
Femmes	9 879	762	131	10 772
Hommes	3 161	396	185	3 742
Sciences pures	10 892	1 833	1 102	13 827
Femmes	4 976	669	278	5 923
Hommes	5 916	1 164	824	7 904
Sciences appliquées	24 200	2 679	969	27 848
Femmes	6 563	537	108	7 208
Hommes	17 637	2 142	861	20 640
Sciences humaines	34 944	5 129	1 844	41 917
Femmes	21 832	2 689	753	25 274
Hommes	13 112	2 440	1 091	16 643
Lettres	10 066	1 580	600	12 246
Femmes	7 289	1 058	328	8 675
Hommes	2 777	522	272	3 571
Droit	4 378	529	49	4 956
Femmes	2 489	267	15	2 771
Hommes	1 889	262	34	2 185
Sciences de l'éducation	18 604	3 992	676	23 272
Femmes	12 861	2 734	317	15 912
Hommes	5 743	1 258	359	7 360
Sciences de l'administration	46 926	6 849	138	53 913
Femmes	25 136	2 567	44	27 747
Hommes	21 790	4 282	94	26 166
Arts	7 882	901	42	8 825
Femmes	5 212	531	16	5 759
Hommes	2 670	370	26	3 066
Plurisectorielle	6 875	415	83	7 373
Femmes	4 005	225	38	4 268
Hommes	2 870	190	45	3 105
Indéterminée	10	-	-	10
Femmes	2	-	-	2
Hommes	8	-	-	8
Total	177 817	25 065	5 819	208 701
Femmes	100 244	12 039	2 028	114 311
Hommes	77 573	13 026	3 791	94 390

Source: Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, *Les étudiants des universités québécoises, profil disciplinaire de leurs études, 1982-83 à 1987-88*.

Tableau 4

Population de 15 ans et plus, selon la participation à la main-d'oeuvre, le groupe d'âge, l'état matrimonial et le sexe.
Québec, 1986

	Population de 15 ans et plus	Main-d'oeuvre					Population hors main-d'oeuvre
		Totale	Occupée	En chômage	Taux de participation à la main-d'oeuvre	Taux de chômage	
	n				%		n
Groupe d'âge[1]							
Femmes	2 632 585	1 349 445	1 155 125	194 320	51.3	14.4	1 283 140
15-24 ans	521 330	314 020	245 475	68 545	60.2	21.8	207 305
25-34 ans	601 605	424 650	368 300	56 350	70.6	13.3	176 960
35-44 ans	492 570	322 880	286 120	36 760	65.6	11.4	169 690
45-54 ans	345 710	184 110	163 640	20 475	53.3	11.1	161 600
55-64 ans	321 050	89 820	79 135	10 685	28.0	11.9	231 230
65 ans et plus	350 320	13 960	12 455	1 510	4.0	10.8	336 360
Hommes	2 482 405	1 864 445	1 640 835	223 605	75.1	12.0	617 965
15-24 ans	534 835	352 835	277 500	75 335	66.0	21.4	182 000
25-34 ans	589 905	547 425	484 045	63 380	92.8	11.6	42 480
35-44 ans	486 460	451 055	412 415	38 640	92.7	8.6	35 410
45-54 ans	335 435	296 090	270 940	25 145	88.3	8.5	39 345
55-64 ans	287 400	188 070	168 505	19 565	65.4	10.4	99 330
65 ans et plus	248 365	28 970	27 425	1 540	11.7	5.3	219 395
État matrimonial							
Femmes	2 632 585	1 349 445	1 155 120	194 325	51.3	14.4	1 283 140
Célibataires	685 020	406 105	332 810	73 300	59.3	18.0	278 910
Mariées[2]	1 524 110	804 820	705 820	99 000	52.8	12.3	719 290
Veuves	239 605	31 875	27 595	4 285	13.3	13.4	207 730
Divorcées	119 645	71 375	59 335	12 035	59.7	16.9	48 270
Séparées	64 210	35 270	29 565	5 705	54.9	16.2	28 940
Hommes	2 482 405	1 864 440	1 640 835	223 610	75.1	12.0	617 960
Célibataires	784 230	533 750	421 465	112 285	68.1	21.0	250 480
Mariés[2]	1 524 245	1 225 260	1 131 210	94 055	80.4	7.7	298 985
Veufs	48 055	12 030	10 490	1 535	25.0	12.8	36 030
Divorcés	79 345	60 025	49 110	10 910	75.7	18.2	19 320
Séparés	46 530	33 385	28 560	4 825	71.7	14.5	13 150

1. Contrairement aux recensements antérieurs, celui de 1986 ne comportait aucune question relativement à la fréquentation scolaire. Cet état de choses peut influencer les données relatives à la population en chômage, surtout celles du groupe des 15-19 ans.
2. Incluant les partenaires en union libre.

Source: Statistique Canada, Recensement du Canada.

Tableau 5

Main-d'oeuvre féminine[1], selon la présence d'enfants, Québec, 1981 et 1986

Présence d'enfants	1981				1986			
	Femmes de 15 ans et plus	Main d'oeuvre		Taux de participation	Femmes de 15 ans et plus	Main d'oeuvre		Taux de participation
		Totale	Occupée			Totale	Occupée	
	n			%	n			%
Femmes sans enfants	1 365 615	681 095	587 390	49.9	1 430 255	714 320	605 975	49.9
Femmes avec enfants	1 147 555	510 295	451 275	44.5	1 171 385	620 400	535 335	53.0
De moins de 6 ans	251 495	122 025	104 175	48.5	235 580	143 150	119 950	60.8
De moins et de plus de 6 ans	156 480	59 845	52 405	38.2	148 975	75 345	64 335	50.6
De 6 ans et plus	739 580	328 420	294 695	44.4	786 835	401 915	351 045	51.1
Total	2 513 165	1 191 390	1 038 670	47.4	2 601 645	1 334 725	1 141 310	51.3

1. Femmes de 15 ans et plus hors institution.

Source: Statistique Canada, Recensements du Canada.

Tableau 6

Main-d'oeuvre[1], selon la branche d'activité et le sexe, Québec, 1981 et 1986

Branche d'activité[2]	1981			1986		
	Femmes	Hommes	Taux de féminité	Femmes	Hommes	Taux de féminité
	n		%	n		%
Ensemble des branches d'activité[2]	1 164 695	1 798 630	39,3	1 283 680	1 799 575	41,6
Agriculture	17 245	60 870	22,1	21 555	58 100	27,1
Chasse et pêche	325	2 245	12,6	725	3 355	17,8
Forêts	1 195	24 000	4,7	2 985	24 490	10,9
Mines, carrières et puits de pétrole	2 420	29 350	7,6	1 920	21 890	8,1
Industries manufacturières	195 740	468 310	29,5	186 200	427 100	30,4
Construction	13 270	141 070	8,6	18 125	148 415	10,9
Transports, communications et autres services publics	53 685	188 615	22,2	52 225	181 560	22,3
Commerce	190 590	296 665	39,1	220 945	318 760	40,9
Finances, assurances et affaires immobilières	89 845	60 375	59,8	98 180	64 580	60,3
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	521 860	383 125	57,7	593 675	411 060	59,1
Administration publique et défense	78 515	143 995	35,3	87 140	140 270	38,3
Sans objet[3]	46 515	41 215	53,0	65 765	54 870	50,3
Total	1 211 205	1 839 840	39,7	1 349 450	1 864 445	42,0

1. Population active expérimentée, i.e. les personnes occupées et les personnes expérimentées en chômage.
2. Les personnes dont la branche d'activité est « indéterminée » ou « imprécise » sont réparties entre les branches d'activité.
3. Population active inexpérimentée, i.e. les personnes de 15 ans et plus en chômage qui n'ont jamais travaillé ou qui ont travaillé seulement avant le 1er janvier 1980, pour l'année 1981 et avant le 1er janvier 1985, pour l'année 1986.

Source: Statistique Canada, Recensements du Canada.

Tableau 7

Population de 15 ans et plus, selon le type d'emploi et le sexe, Québec, 1981 et 1986

	Femmes	Hommes
	n	
1981		
N'ayant pas travaillé en 1980	2 548 385	2 427 445
Ayant travaillé en 1980	1 304 450	553 305
Surtout à temps plein	1 243 930	1 874 145
Surtout à temps partiel	927 530	1 690 790
	316 400	183 350
1986		
N'ayant pas travaillé en 1985	2 632 585	2 482 405
Ayant travaillé en 1985	1 291 485	634 890
Surtout à temps plein	1 341 100	1 847 515
Surtout à temps partiel	958 700	1 629 460
	382 310	218 055

Source: Statistique Canada, Recensements du Canada.

Tableau 8

Revenu d'emploi moyen, selon le sexe et le type d'emploi, Québec, 1981 et 1986

Type d'emploi	1981		1986	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
	$			
A temps plein toute l'année	14 527	21 506	19 502	27 876
Autres	5 847	8 954	7 549	10 010
Total	9 866	17 080	13 403	21 761

Source: Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bandes de microdonnées).

Tableau 9

Revenu moyen[1] des particuliers, selon la source de revenu, le sexe et le groupe d'âge, Québec, 1981 et 1986

Sexe et groupe d'âge	Revenu d'emploi	Transferts moyens	Revenu total moyen
		$	
1981			
Femmes	9 866	1 569	9 212
15-24 ans	6 626	690	6 867
25-34 ans	10 916	1 174	10 843
35-44 ans	12 350	1 083	12 402
45-54 ans	10 783	1 068	10 716
55-64 ans	11 599	1 500	8 322
65 ans et plus	..[2]	4 235	6 460
Hommes	17 080	1 472	17 008
15-24 ans	8 247	668	8 513
25-34 ans	18 102	1 201	18 857
35-44 ans	22 147	1 318	23 092
45-54 ans	21 592	1 071	22 149
55-64 ans	17 658	1 337	17 469
65 ans et plus	..[2]	4 868	10 584
1986			
Femmes	13 403	2 502	12 733
15-24 ans	7 341	1 042	7 997
25-34 ans	15 075	1 951	15 111
35-44 ans	16 317	1 712	16 750
45-54 ans	14 913	1 864	14 426
55-64 ans	13 581	2 660	11 404
65 ans et plus	..[2]	6 149	9 338
Hommes	21 761	2 372	22 025
15-24 ans	9 014	850	9 686
25-34 ans	21 342	1 795	22 267
35-44 ans	28 665	1 950	29 709
45-54 ans	28 578	1 672	29 120
55-64 ans	23 080	2 991	24 353
65 ans et plus	..[2]	7 352	15 064

1. Excluant les personnes qui ont déclaré un revenu négatif.
2. Estimation dont la fiabilité est incertaine en raison du nombre insuffisant d'unités échantillonnées dans l'enquête.

Source: Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs (bandes de microdonnées).

Tableau 10

Répartition des particuliers selon la tranche de revenu et le sexe, Québec, 1986

Tranche de revenu	Femmes	Hommes
	%	
Moins de 5 000 $	22,7	10,5
5 000 $ - 9 999 $	28,3	16,2
10 000 $ - 14 999 $	16,8	13,0
15 000 $ - 19 999 $	11,2	12,3
20 000 $ - 24 999 $	8,9	11,3
25 000 $ - 29 999 $	4,9	9,9
30 000 $ - 39 999 $	5,0	15,0
40 000 $ - 49 999 $	1,3	6,9
50 000 $ et plus	0,9	5,0

Source: Statistique Canada, *Répartition du revenu au Canada selon la taille du revenu* (13-207).

Tableau 11

Répartition et proportion des 15-29 ans dans la population totale, par groupe d'âge aux divers recensements, Québec, Ontario et Canada, 1966-1986

Année	Québec		Ontario		Canada	
	n	%	n	%	n	%
1966	5 780 845	100,0	6 960 870	100,0	20 014 880	100,0
15-29 ans	1 421 218	24,6	1 518 106	21,8	4 540 817	22,7
15-19 ans	566 315	9,8	599 197	8,6	1 837 725	9,2
20-24 ans	474 158	8,2	485 053	7,0	1 461 298	7,3
25-29 ans	380 745	6,6	433 856	6,2	1 241 794	6,2
1971	6 027 765	100,0	7 703 105	100,0	21 568 310	100,0
15-29 ans	1 649 135	27,4	1 954 845	25,4	5 587 875	25,9
15-19 ans	621 295	10,3	713 365	9,3	2 114 345	9,8
20-24 ans	549 410	9,1	674 135	8,8	1 889 405	8,8
25-29 ans	478 430	7,9	567 345	7,4	1 584 125	7,3
1976	6 234 445	100,0	8 265 465	100,0	22 992 600	100,0
15-29 ans	1 819 985	29,2	2 268 175	27,4	6 472 125	28,1
15-19 ans	666 290	10,7	807 990	9,8	2 345 255	10,2
20-24 ans	598 440	9,6	744 365	9,0	2 133 805	9,3
25-29 ans	555 255	8,9	715 820	8,7	1 993 065	8,7
1981	6 438 400	100,0	8 625 110	100,0	24 343 180	100,0
15-29 ans	1 852 790	28,8	2 333 360	27,1	6 836 305	28,1
15-19 ans	620 075	9,6	808 870	9,4	2 314 885	9,5
20-24 ans	643 700	10,0	789 690	9,2	2 343 810	9,6
25-29 ans	589 015	9,1	734 800	8,5	2 177 610	8,9
1986[1]	6 532 460	100,0	9 101 695	100,0	25 309 330	100,0
15-29 ans	1 681 605	25,7	2 324 895	25,5	6 519 705	25,8
15-19 ans	475 505	7,3	689 160	7,6	1 924 855	7,6
20-24 ans	585 425	9,0	814 605	9,0	2 253 345	8,9
25-29 ans	620 675	9,5	821 130	9,0	2 341 505	9,3

1 Excluant les réserves indiennes; cependant, l'effet de ces données manquantes est très faible.

Source: Statistique Canada, Recensements de 1971 à 1986.

Tableau 12

Proportion des jeunes de chaque groupe d'âge qui poursuivent des études, selon le niveau de scolarité, Québec, Ontario et Canada, 1982-83 et 1985-86

	Québec		Ontario		Canada	
	1982-83	1985-86p	1982-83	1985-86p	1982-83	1985-86p
	%					
Secondaire[1] (14-17 ans)	75,0	78,8	92,2	96,2	85,2[2]	90,0[2]
Postsecondaire (18-24 ans)	27,6	33,0	23,3	24,5	21,7	24,5
Hommes	28,0	32,1	24,5	24,7	22,3	24,5
Femmes	27,3	33,8	22,2	24,3	21,1	24,6
Collèges (18-21 ans)	29,3	35,7	13,5	15,0	15,4	18,2
Hommes	28,0	33,2	13,1	14,5	14,8	17,3
Femmes	30,7	38,2	13,9	15,5	16,2	19,2
Universités (18-24 ans)	10,9	13,5	15,5	16,2	12,8	14,5
1er cycle (18-21 ans)	16,1	20,9	23,5	26,0	19,7	23,3
Hommes	17,1	20,9	24,7	26,0	20,6	23,3
Femmes	14,9	20,8	22,2	26,1	18,7	23,3
2e et 3e cycles (22-24 ans)	3,9	4,5	4,2	4,1	3,6	3,8
Hommes	4,7	5,3	5,3	4,9	4,4	4,5
Femmes	3,1	3,8	3,1	3,3	2,7	3,0

1. De la 9e à la 13e année, en Ontario, et de la 7e à la 11e année, au Québec.
2. Incluant les enfants des Canadiens outre-mer.

Source: Statistique Canada, *L'éducation au Canada* (81-229).

Tableau 13

Caractéristiques de la population active[1] des 15-29 ans, selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1984-1987

Groupe d'âge	Population	Population active	Emploi			Chômage		Durée moyenne du chômage (semaines)	Inactifs	Taux d'activité	Rapport emploi/ population
			Total	Plein temps	Temps partiel	Nombre	Taux				
	'000		'000			'000	%	n	'000	%	
15-19 ans											
1984	515	226	174	83	91	52	22.9	15.8	289	43.9	33.9
1985	487	222	177	80	97	45	20.3	14.0	264	45.7	36.4
1986	468	215	175	79	97	39	18.3	12.1	253	45.9	37.5
1987	453	222	126	87	99	36	16.0	12.2	231	49.0	41.1
20-24 ans											
1984	624	480	392	327	65	88	18.3	20.6	144	76.9	62.8
1985	616	475	394	326	69	81	17.0	20.4	142	77.0	64.0
1986	599	471	394	320	74	76	16.2	17.7	129	78.5	65.8
1987	576	450	385	319	66	64	14.3	19.8	126	78.1	66.9
25-29 ans											
1984	612	485	420	383	37	65	13.5	21.8	127	79.2	68.6
1985	622	502	438	393	45	65	12.9	24.0	120	80.7	70.3
1986	631	512	451	404	47	62	12.0	21.6	119	81.2	71.5
1987	634	522	464	413	51	59	11.2	21.7	112	82.4	73.1
15-29 ans											
1984	1 751	1 191	986	793	193	205	17.2	19.8	560	68.0	56.3
Hommes	878	651	534	450	84	117	18.0	20.0	227	74.1	60.8
Femmes	873	540	452	343	109	88	16.3	19.5	333	61.9	51.8
1985	1 725	1 199	1 009	798	211	190	15.9	20.1	526	69.5	58.5
Hommes	868	651	540	451	89	111	17.1	21.3	216	75.1	62.3
Femmes	858	548	469	347	122	79	14.4	18.4	310	63.9	54.7
1986	1 698	1 198	1 021	803	218	177	14.8	17.8	500	70.5	60.1
Hommes	855	650	549	455	94	101	15.6	18.7	205	76.1	64.2
Femmes	843	547	472	348	124	76	13.8	16.7	296	64.9	56.0
1987	1 663	1 194	1 035	819	216	159	13.3	18.8	469	71.8	62.3
Hommes	839	645	557	471	86	89	13.7	19.9	193	77.0	66.4
Femmes	824	548	478	348	130	70	12.8	17.3	276	66.5	58.0

1. Moyenne annuelle.

Source: Statistique Canada, Enquête sur la population active, compilations spéciales.

Tableau 14

Revenus moyens[1,2] des étudiants du collégial et de l'université, selon le sexe, la source et certaines caractéristiques, Québec, 1985-86

Source de revenu des étudiants	Hommes	Femmes	Résidents	Non-résidents	Dépendants	Indépendants	Ensemble des étudiants
				$			
Au collégial	4 665	3 726	3 419	5 629	3 936	7 272[3]	4 205
Emploi	2 917	1 958	2 483	2 531	2 436	3 124[3]	2 485
Parents	1 406	1 386	1 023	2 048	1 416	975[3]	1 395
Prêts et bourses	2 506	2 655	1 792	3 126	2 459	3 441	2 582
Autres	790[3]	498	874	1 054[3]	478	2 513[3]	643
À l'université	6 594	6 945	5 257	8 016	5 901	9 348	6 791
Emploi	3 627	3 680	3 629	3 706	3 454	4 258	3 654
Parents	1 779[3]	1 516[3]	1 024	2 277[3]	1 663	1 235[3]	1 631
Prêts et bourses	2 817	3 394	2 218	3 302	2 805	3 520	3 114
Autres	940	1 458[3]	914[3]	1 482[3]	744	2 594[3]	1 217

1. Le revenu total moyen ne correspond pas à la somme des revenus de chaque source puisqu'il s'agit de moyennes.
2. Exclut les personnes qui ont déclaré des revenus nuls.
3. En raison d'un coefficient de variation supérieur à 15%, ces données figurent à titre indicatif seulement.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Enquête sur le mode de vie des étudiants au niveau postsecondaire, 1986.

Tableau 15

Répartition du budget des étudiants du collégial et de l'université selon le sexe, certaines caractéristiques et le type de dépenses, Québec, 1985-86

Budget des étudiants	Hommes	Femmes	Résidents	Non-résidents	Dépendants	Indépendants	Ensemble des étudiants
				%			
Au collégial							
Frais de subsistance	29.9	37.7	33.9	33.6	33.7	33.3[1]	33.7
Logement	10.0	13.4	2.2[1]	31.0	10.6	22.9[1]	11.7
Dépenses reliées aux études	7.5	8.5	8.8	6.5	8.2	6.1[1]	8.0
Dépenses personnelles	17.7	15.5	20.4	9.3	17.1	12.8[1]	16.7
Transport	14.5	7.4	12.4	8.8	11.2	9.9[1]	11.0
Autres	20.4	17.3	22.5	10.8[1]	19.2	15.0[1]	18.9
À l'université							
Frais de subsistance	30.8	33.5	30.7	33.7	31.4	34.8	32.2
Logement	17.3	15.5	2.2[1]	27.3	14.8	21.0	16.4
Dépenses reliées aux études	16.4	14.9	19.0	12.9	16.7	12.5	15.6
Dépenses personnelles	10.0	11.4	14.2	7.9	11.6	8.4	10.7
Transport	10.1	7.9	10.7	7.5	8.3	10.7	8.9
Autres	15.4	16.8	23.2	10.7	17.2	12.6	16.2

1. En raison d'un coefficient de variation supérieur à 15%, ces données figurent à titre indicatif seulement.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Enquête sur le mode de vie des étudiants au niveau postsecondaire, 1986.

Tableau 16

Répartition régionale des travailleurs de 15-29 ans et salaire moyen, par région administrative, Québec, 1985[1]

Région administrative	15-19 ans		20-24 ans		25-29 ans		Ensemble des 15-29 ans	
	Salariés	Salaire moyen	Salariés	Salaire moyen	Salariés	Salaire moyen	Salariés[2] et autres	Revenu moyen
	n	$	n	$	n	$	n	$
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	2 519	3 200	14 017	7 146	14 825	12 516	32 571	12 070
Saguenay—Lac-Saint-Jean	3 902	3 609	18 589	8 253	21 905	14 410	45 286	12 035
Québec	17 384	3 830	69 811	9 426	72 184	14 576	163 278	12 507
Trois-Rivières	7 072	3 710	26 656	8 770	29 284	13 876	65 015	12 567
Estrie	5 077	4 805	14 605	9 462	16 722	13 949	37 234	12 839
Montréal	71 207	4 581	242 347	10 354	255 753	16 288	581 390	13 366
Outaouais	5 694	5 278	17 059	10 184	16 615	16 840	40 373	13 655
Abitibi-Témiscamingue	2 417	6 361	9 226	9 705	11 666	15 639	23 848	13 592
Côte-Nord	2 510	3 159	7 699	9 100	7 348	17 417	17 986	12 045
Nouveau-Québec	252[3]	17 242[3]	653[3]	17 123[3]	450[3]	13 124[3]	1 398	16 195
Le Québec[4]	122 951	4 399	438 472	9 892	472 273	15 711	1 057 942	13 168

1. Année d'imposition.
2. Regroupe les salariés, les fermiers et pêcheurs, les jeunes de profession libérale et les propriétaires d'entreprise.
3. En raison d'un coefficient de variation supérieur à 20%, ces données figurent à titre indicatif seulement.
4. Comprend les travailleurs dont la région administrative est « indéterminée » ou « imprécise ».

Source: Ministère du Revenu, compilations spéciales.

Tableau 17

Répartition du budget des 15-29 ans, par groupe d'âge, Québec, 1978, 1982 et 1984

Groupe d'âge	Frais de subsistance	Logement	Dépenses		Transport	Autres dépenses
			Reliées aux études	Personnelles		
			%			
1978	**30.3**	**28.6**	**0.5**	**10.9**	**15.3**	**14.4**
15-24 ans	31.9	27.5	0.7	13.2	17.8	9.0
25-29 ans	29.6	29.0	0.5	9.9	14.2	16.8
1982	**28.9**	**28.6**	**0.6**	**11.4**	**13.9**	**16.7**
15-24 ans	30.7	28.0	0.8	12.3	17.1	11.3
25-29 ans	28.4	28.8	0.5	11.1	12.8	18.5
1984[1]	**28.6**	**29.2**	**0.6**	**11.2**	**15.2**	**15.3**
15-24 ans[2]	32.1	32.4	1.3	11.1	15.4	7.7
25-29 ans	27.5	28.2	0.4	11.2	15.1	17.6

1. L'enquête de 1984 ayant été menée dans deux grandes villes, Montréal et Québec, les résultats doivent être interprétés avec des réserves.
2. Nombre d'observations insuffisant pour tirer des conclusions.

Source: Statistique Canada, Enquêtes sur les dépenses des familles (bandes de microdonnées).

Tableau 18

Statut de résidence des jeunes de 15 à 29 ans, Québec, 1978, 1982 et 1984

Statut	15-24 ans	25-29 ans	Ensemble des jeunes
		%	
1978			
Locataires	86.0	59.8	69.4
Propriétaires	10.5[1]	32.1	24.2
Autres	3.5[1]	8.1[1]	6.4[1]
1982			
Locataires	89.5	69.4	75.2
Propriétaires	4.9[1]	24.6	18.9
Autres	5.6[1]	6.0[1]	5.9[1]
1984			
Locataires	92.7	77.7	82.0
Propriétaires	4.9[1]	17.2[1]	13.7[1]
Autres	2.4[1]	5.1[1]	4.3[1]

1. Chiffres fondés sur moins de 30 observations. Statistique Canada recommande de ne pas les utiliser à des fins d'analyse.

Source: Statistique Canada, Enquête sur les dépenses des familles (bandes de microdonnées).

Tableau 19

Répartition régionale des jeunes selon le groupe d'âge, par région administrative, Québec, 1986

Région	Groupe d'âge			Total des 15-29 ans	Population de 15 ans et +	Ratio jeunes/ population
	15-19 ans	20-24 ans	25-29 ans			
	n					%
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	18 445	20 160	21 570	60 175	179 960	33,4
Saguenay—Lac-Saint-Jean	22 335	27 340	29 755	79 430	224 280	35,4
Québec	76 350	93 020	96 990	266 360	827 270	32,2
Trois-Rivières	31 090	37 685	40 115	108 890	351 550	31,0
Estrie	18 195	21 370	21 240	60 805	188 580	32,2
Montréal	263 115	333 750	355 535	952 400	2 994 250	31,8
Outaouais	22 665	26 765	28 300	77 730	223 645	34,8
Abitibi-Témiscamingue	12 475	13 835	15 510	41 820	114 505	36,5
Côte-Nord	9 190	9 735	10 170	29 095	77 420	37,6
Nouveau-Québec[1]	1 660	1 595	1 535	4 790	9 680	49,5
Le Québec[2]	475 505	585 430	620 675	1 681 610	5 191 415	32,4

1. Incluant la municipalité de la Baie-James.
2. En raison de l'arrondissement aléatoire des données, par souci de confidentialité, le total peut ne pas correspondre à la somme des données.

Source: Statistiques Canada, Recensement du Canada, 1986 (bandes sommaires).

Tableau 20

Nombre de personnes âgées, accroissement décennal et croissance annuelle moyenne, Québec, 1901-1986

Année	65 ans et plus	Accroissement décennal	Croissance annuelle moyenne
	n	%	
1901	78 419		
1911	91 920	17,2	1,6
1921	108 787	18,3	1,7
1931	138 243	27,1	2,4
1941	175 955	27,3	2,4
1951	232 097	31,9	2,8
1961	306 301	32,0	2,8
1971	413 015	34,8	3,0
1981	569 380	37,9	3,3
1986	650 635	...	2,7
		...	...

Source: Statistique Canada, Recensements du Canada.

Tableau 21

Projections relatives au nombre de personnes âgées et de leur proportion dans la population totale, Québec, 1986-2006

	65-74 ans		75 ans et plus		Total	
	n	%	n	%	n	%
1986	407 510	6,2	243 125	3,7	650 635	10,0
1991	457 201	6,7	298 626	4,4	755 827	11,1
1996	501 972	7,2	345 788	5,0	847 760	12,2
2001	511 289	7,2	403 311	5,7	914 600	13,0
2006	524 269	7,4	451 231	6,3	975 500	13,7

Source: Bureau de la statistique du Québec, *L'avenir démographique du Québec*, 1985.

Tableau 22

Quelques indicateurs relatifs aux personnes âgées, Québec, 1901-1986

Année	Personnes de 65 ans et plus	Rapport[1] personnes âgées/ jeunes	Rapport de dépendance démographique	
			Personnes âgées[2]	Total[3]
	%		n	
1901	4,8	12,3	8,4	76,9
1921	4,6	12,1	8,0	74,6
1941	5,3	16,6	8,4	59,2
1961	5,8	16,4	9,9	70,2
1981	8,8	40,8	12,7	43,9
1986	10,0	48,5	14,3	43,9

1. Nombre de personnes âgées pour 100 jeunes (0-14 ans).
2. Nombre de personnes âgées pour 100 personnes de 15-64 ans.
3. Nombre de personnes âgées et de jeunes (0-14 ans) pour 100 personnes de 15-64 ans.

Source: Bureau de la statistique du Québec, calculs réalisés à partir des données des recensements du Canada.

Tableau 23

Population de 65 ans et plus et part relative de chaque groupe d'âge, à divers recensements, Québec, 1901-1986

Groupe	1901		1941		1961		1981		1986	
	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%
65-69 ans	30,9	39,4	71,2	40,5	116,9	38,2	211,7	37,2	227,9	35,0
70-74 ans	22,2	28,3	49,5	28,1	88,2	28,8	158,3	27,8	179,6	27,6
75-79 ans	14,1	18,0	30,6	17,4	55,9	18,3	104,1	18,3	123,9	19,0
80-84 ans	7,3	9,3	16,3	9,3	29,6	9,7	58,1	10,2	72,1	11,1
85-89 ans	2,9	3,7	6,6	3,8	12,0	3,9	26,6	4,7	32,9	5,1
90 ans et plus	1,1	1,4	1,8	1,0	3,6	1,2	10,6	1,9	14,2	2,2
Total	78,4	100,0	176,0	100,0	306,3	100,0	569,4	100,0	650,6	100,0

Source: Statistique Canada, Recensements du Canada.

Tableau 24

Population de 65 ans et plus selon le sexe et rapport de masculinité de certains groupes d'âge, à divers recensements, Québec, 1901-1986

Année	65 ans et plus			Rapport de masculinité[1]			
	Hommes	Femmes	Total	55-64 ans	65 ans et plus	65-74 ans	75 ans et plus
			n				
1901	39 693	39 356	78 419	100	101	101	101
1941	86 447	89 508	175 955	107	97	101	88
1951	113 467	118 630	232 097	101	96	99	89
1961	144 700	161 601	306 301	97	89	92	85
1971	180 560	232 465	413 015	93	78	82	70
1981	235 890	333 480	569 380	89	71	78	59
1986	263 820	386 820	650 635	90	68	77	56

1. Nombre d'hommes pour 100 femmes.

Source: Statistique Canada, Recensements du Canada.

Tableau 25

Données sur le vieillissement de la population dans les régions métropolitaines de recensement et les agglomérations de recensement, Québec, 1986

		Population		65 ans et plus	65-74 ans	75 ans et plus	Rapport personnes âgées/ jeunes[1]	Rapport de masculinité[2]		
		Totale	65 ans et plus					65 ans et plus	65-74 ans	75 ans et plus
		n		%				n		
Alma	AR	29 975	1 870	6,2	4,2	2,0	25	79	83	70
Baie-Comeau	AR	33 045	1 305	3,9	2,8	1,1	16	86	89	81
Chibougamau	AR	9 920	185	1,9	1,4	0,5	7	106	100	125
Chicoutimi-Jonquière	RMR	137 715	10 235	7,4	5,1	2,3	31	74	79	63
La Baie	AR	20 750	1 390	6,7	4,3	2,4	27	75	81	65
Cowansville	AR	12 115	1 465	12,1	7,1	5,0	58	66	75	54
Dolbeau	AR	15 285	1 090	7,1	4,7	2,5	28	90	93	83
Drummondville	AR	56 285	6 170	11,0	6,9	4,1	50	68	74	60
Granby	AR	51 180	4 855	9,5	6,0	3,5	43	70	79	56
Joliette	AR	34 890	3 785	10,8	6,6	4,2	55	63	75	48
Lachute	AR	11 590	1 685	14,5	8,5	6,0	79	70	77	61
La Tuque	AR	13 465	1 325	9,8	6,6	3,3	49	83	88	73
Magog	AR	18 470	2 180	11,6	7,4	4,3	54	72	79	60
Matane	AR	15 360	1 610	10,5	6,5	3,9	52	74	78	68
Matane	AR	15 360	1 610	10,5	6,5	3,9	52	74	78	68
Montmagny	AR	11 960	1 570	13,1	7,9	5,2	70	64	75	51
Beloeil	AR	36 780	2 740	7,4	4,8	2,6	30	73	82	58
Châteauguay	AR	58 140	4 335	7,5	5,1	2,4	34	74	83	58
Montréal	RMR	2 826 430	291 535	10,3	6,4	3,9	56	62	71	50
Ottawa-Hull	RMR	200 220	12 985	6,5	4,3	2,2	29	69	77	56
Buckingham	AR	13 665	1 320	9,7	6,1	3,6	42	75	82	63
Québec	RMR	603 270	57 005	9,4	6,0	3,5	48	59	67	46
Rimouski	AR	46 210	4 115	8,9	5,6	3,3	41	68	77	54
Rivière-du-Loup	AR	22 475	2 475	11,0	6,8	4,2	48	70	78	57
Rouyn	AR	36 490	2 725	7,5	4,8	2,7	32	84	89	77
Saint-Georges	AR	21 025	1 595	7,6	5,0	2,6	31	76	88	57
Saint-Hyacinthe	AR	48 305	6 590	13,6	7,9	5,8	70	54	64	42
Saint-Jean-sur-Richelieu	AR	59 955	5 845	9,7	6,1	3,7	47	68	77	55
Saint-Jérôme	AR	44 050	4 115	9,3	6,1	3,2	46	69	76	57
Salaberry-de-Valleyfield	AR	38 800	4 385	11,3	7,2	4,1	59	64	72	51
Sept-Îles	AR	28 050	1 135	4,0	2,8	1,2	16	96	106	74
Shawinigan	AR	61 965	7 845	12,7	8,3	4,3	67	69	77	55
Sherbrooke	RMR	129 960	13 410	10,3	6,2	4,1	49	61	69	50
Sorel	ARM	46 100	4 390	9,5	6,3	3,2	47	74	82	59
Thetford-Mines	AR	31 940	3 395	10,6	6,8	3,8	50	68	80	50
Trois-Rivières	RMR	128 885	13 395	10,4	6,4	4,0	52	63	70	52
Val d'Or	AR	27 180	1 890	7,0	4,7	2,3	29	91	96	81
Victoriaville	AR	38 000	3 945	10,4	6,4	4,0	45	69	74	60
Le Québec		6 532 460	650 635	10,0	6,2	3,7	49	68	77	56

1. Nombre de personnes âgées (65 ans et +) pour 100 jeunes (0-14 ans).
2. Nombre d'hommes pour cent femmes.

Source: Statistique Canada, Recensement du Canada, 1986.

Tableau 26

Répartition de la population de 15 ans et plus et de 65 ans et plus selon la scolarité, Québec, 1986

Scolarité	65 ans et plus			15 ans et plus
	Hommes	Femmes	Total	
	%			
Moins d'une 9e année	59.8	60.4	61.1	23.9
9e-13e année sans diplôme	12.6	15.0	14.0	19.8
Diplôme du secondaire	7.0	9.7	8.6	15.7
Postsecondaire (non universitaire)	11.0	9.6	10.2	24.6
Études universitaires				
Sans grade	3.6	3.2	3.4	7.3
Avec grade	6.0	2.1	3.7	8.6
Total	100.0	100.0	100.0	100.0

Source: Statistique Canada, Recensement du Canada, 1986.

Tableau 27

Ménages, revenu moyen et revenu médian[1], selon le groupe d'âge du soutien du ménage, Québec, 1980 et 1985

	Unité	Âge du soutien du ménage						Total
		Moins de 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	55-64 ans	65 ans et plus	
1980								
Ménages	n	167 100	548 545	445 455	374 900	319 745	317 115	2 172 860
Revenu moyen	$	21 056	32 152	38 420	41 179	33 567	21 021	32 725
Revenu médian	$	18 918	30 194	34 845	36 289	27 972	14 068	28 485
Personnes par ménage	n	2.0	2.8	3.7	3.5	2.7	1.9	2.9
1985								
Ménages	n	135 195	567 405	542 290	383 380	365 635	373 205	1 357 105
Revenu moyen	$	17 766	29 810	36 646	38 641	31 534	21 035	30 999
Revenu médian	$	15 384	27 928	33 633	34 461	25 889	14 787	26 641
Personnes par ménage	n	1.9	2.7	3.4	3.1	2.5	1.8	2.7

1. En dollars de 1985.

Source: Statistique Canada, Recensement du Canada, 1986.

Tableau 28

Ménages privés de personnes âgées, selon le statut de résidence, le groupe d'âge et le sexe du soutien du ménage, Québec, 1986

Statut de résidence	Unité	65-74 ans			75 ans et plus		
		Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Propriétaires	n	95 525	36 545	132 065	31 670	21 180	52 850
	%	64	37	53	53	32	42
Locataires	n	52 610	62 720	115 330	27 605	44 840	72 445
	%	36	63	47	47	68	58
Total		148 135	99 265	247 395	59 275	66 020	125 295

Source: Statistique Canada, Recensement du Canada, 1986.

Tableau 29

Population de 65 ans et plus vivant dans des logements collectifs, Québec, 1986

Genre de logement	65-74 ans			75 ans et plus		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
Logements collectifs institutionnels	5 890	11 855	17 750	11 985	35 830	47 815
Hôpitaux	1 445	1 275	2 720	1 820	3 380	5 195
Foyers	3 110	5 335	8 440	9 110	26 670	35 780
Institutions religieuses	1 315	5 240	6 555	1 045	5 780	6 820
Autres	20	5	30	15	5	20
Logements collectifs de service	1 035	815	1 855	910	1 585	2 495
Hôtels, motels	180	50	230	85	70	155
Maisons de chambres et pensions	650	540	1 185	625	1 170	1 795
Autres	205	230	435	200	340	540
Total	6 930	12 675	19 605	12 895	37 410	50 310

Source: Statistique Canada, Recensement du Canada, 1986.

Tableau 30

Répartition de la population de 15 ans et plus selon l'état de santé, Québec, 1985

Groupe d'âge	État de santé		
	Excellent	Bon	Moyen/ mauvais
	%		
15 ans et plus	36	44	20
65 ans et plus	17	38	45

Source: Statistique Canada, *Santé et aide du milieu, 1985* (11-612).

Tableau 31

Répartition de la population présentant certains problèmes de santé selon le groupe d'âge, le sexe et le genre de problème, Québec, 1985

Groupe d'âge et sexe	Hypertension	Troubles cardiaques	Diabète	Troubles respiratoires	Arthrite et rhumatismes
	%				
15 ans et plus	16	7	3	11	19
Hommes	14	6	2[1]	10	15
Femmes	17	7	3[1]	13	24
65 ans et plus	34	28	8[1]	30	53
Hommes	28[1]	34[1]	..	34[1]	44
Femmes	39	24[1]	10[1]	27[1]	59

1. Variance d'échantillonnage élevée (coefficient de variation de 16,5% à 33%); à utiliser avec réserves.

Source: Statistique Canada, *Santé et aide du milieu, 1985* (11-612).

Tableau 32

Proportion de la population de 15 ans et plus, selon le degré d'incapacité physique, le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1985

Groupe d'âge et sexe	Incapacité physique				
	Aucune	Légère	Moyenne	Importante	Inconnue
			%		
15 ans et plus	71	22	4	2[1]	1
Hommes	78	17	3[1]	..	..
Femmes	65	27	5[1]	2[1]	2
65 ans et plus	31	41	15[1]	11[1]	..
Hommes	42	37[1]	14[1]	..	..
Femmes	23[1]	44	16[1]	16[1]	..

1. Variance d'échantillonnage élevée (coefficient de variation de 16,5% à 33%); à utiliser avec réserves.

Source: Statistique Canada, *Santé et aide du milieu, 1985* (11-612).

Tableau 33

Personnes handicapées[1], selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1983-84 et 1986-87

Groupe d'âge et sexe	Ensemble de la population[2]	Personnes handicapées			
		Total	Taux d'incapacité[3]	Dans les ménages	En établissement de santé
	'000	'000	%	'000	
1983-84	6 431	650	10,1	650	..
Hommes	3 162	297	9,4	297	..
Femmes	3 270	353	10,8	353	..
0-14 ans	1 360	66	4,9	66	..
Garçons	699	38	5,4	38	..
Filles	661	28	4,2	28	..
15-34 ans	2 315	90	3,9	90	..
Hommes	1 158	38	3,3	38	..
Femmes	1 158	51	4,4	51	..
35-64 ans	2 186	290	13,3	290	..
Hommes	1 067	139	13,0	139	..
Femmes	1 120	151	13,5	151	..
65 ans et plus	569	204	35,9	204	..
Hommes	237	82	34,6	82	..
Femmes	332	122	36,7	122	..
1986-87	6 465	728	11,3	663	64
Hommes	3 166	335	10,6	312	23
Femmes	3 299	393	11,9	351	41
0-14 ans	1 324	64	4,9	64	..
Garçons	679	34	5,0	34	0,3
Filles	645	30	4,7	30	..
15-34 ans	2 225	102	4,6	97	5
Hommes	1 109	57	5,1	54	3
Femmes	1 117	45	4,1	43	2
35-64 ans	2 270	306	13,5	295	11
Hommes	1 113	145	13,1	140	6
Femmes	1 158	161	13,9	155	5
65 ans et plus	646	256	39,6	207	48
Hommes	266	99	37,2	85	14
Femmes	380	157	41,3	123	34

1. Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des données en raison d'un arrondissement aléatoire.
2. Estimation de la population incluse dans l'ESLA, en 1986-87. Selon le recensement de 1986, la population québécoise totalisait 6 532 461.
3. Taux calculé sur la base de l'ensemble de la population selon le groupe d'âge et le sexe.

Sources: Statistique Canada, *Rapport de l'enquête sur la santé et l'incapacité au Canada* (82-555F); Enquête sur la santé et les limitations d'activités, « Données sélectionnées: Canada, Provinces et Territoires »

Tableau 34

Taux d'incapacité[1], selon le groupe d'âge, par province, Canada, 1986-87

	Tous les âges	0-14 ans	15-34 ans	35-64 ans	65 ans et plus
	%				
Nouvelle-Écosse	16.9	6.3	7.1	21.9	50.9
Manitoba	15.7	6.7	6.6	17.5	50.6
Nouveau-Brunswick	15.5	6.2	5.8	20.3	51.6
Île-du-Prince-Édouard	14.7	4.1	5.7	17.2	52.5
Ontario	13.9	5.3	5.8	16.3	47.4
Saskatchewan	13.9	4.4	6.0	16.5	46.5
Colombie-Britannique	13.9	4.6	6.9	15.3	43.5
Terre-Neuve	13.1	5.4	5.6	17.6	51.4
Alberta	11.9	5.4	5.9	14.9	47.4
Québec	11.3	4.9	4.6	13.5	39.6
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	8.9	5.4	4.1	13.8	62.6
Canada	13.2	5.2	5.7	15.7	45.5

1. En pourcentage de la population totale de chaque groupe d'âge.

Source: Statistique Canada, Enquête sur la santé et les limitations d'activités, « Données sélectionnées: Canada, Provinces et Territoires ».

Tableau 35

Personnes handicapées de 15 ans et plus, selon le degré de dépendance dans l'accomplissement de tâches quotidiennes, le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1983-84

Tâche	Degré de dépendance					
	Dépendant		Indépendant	Impossible à déterminer	Non précisé	Total
	Totalement	Partiellement				
	'000					
Déplacements dans le quartier	107	32	416	11[1]	18[1]	584
Cuisine	90	39	369	67	19[1]	584
Déplacements dans la maison	16[1]	10[1]	537	..	18[1]	584
Soins personnels	26	18[1]	518	..	19[1]	584
Emplettes[2]	164	56	304	42	18[1]	584
Hommes	57	21[1]	141	32	..	259
Femmes	107	35	163	10[1]	..	325
15-34 ans	15[1]	..	61	..	..	90
35-54 ans	34	13[1]	89	12[1]	..	152
55-64 ans	38	15[1]	68	11[1]	..	138
65 ans et plus	78	21[1]	86	14[1]	..	204
Gros travaux ménagers[2]	258	64	178	66	18[1]	584
Hommes	95	26	102	28	..	259
Femmes	164	39	76	38	..	325
15-34 ans	24	14[1]	43	..	..	90
35-54 ans	61	21[1]	53	11[1]	..	152
55-64 ans	71	12[1]	35	14[1]	..	138
65 ans et plus	102	17[1]	46	35	..	204

1. Variabilité d'échantillonnage élevée (coefficient de variation de 16.5% à 25.0%); à utiliser avec réserves.
2. Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des données en raison d'un arrondissement aléatoire.

Sources: Statistique Canada, Enquête sur la santé et l'incapacité au Canada, Totalisations spéciales.
Office des personnes handicapées du Québec.

Tableau 36

Personnes handicapées de 15 ans et plus[1], selon le degré d'incapacité, le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1983-84

Groupe d'âge et sexe	Incapacité				
	Légère	Moyenne	Grave	Inconnue	Total
	'000				
15-34 ans	53	17[2]	..	16[2]	90
Hommes	21[2]	..	..	..	38
Femmes	31	11[2]	..	..	52
35-54 ans	62	31	18[2]	21[2]	132
Hommes	32	17[2]	10[2]	11[2]	70
Femmes	50	14[2]	..	..	82
55-64 ans	75	35	17[2]	11[2]	138
Hommes	40	17[2]	..	..	69
Femmes	35	18[2]	10[2]	..	69
65 ans et plus	97	59	41	..	204
Hommes	41	24	14	..	82
Femmes	56	35	27	..	122
15 ans et plus[3]	307	142	80	55	584
Hommes	135	64	34	27	259
Femmes	173	78	46	29	325

1. Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des données en raison d'un arrondissement aléatoire.
2. Variabilité d'échantillonnage élevée (coefficient de variation de 16,5% à 25,0%); à utiliser avec réserves.

Sources: Statistique Canada, Enquête sur la santé et l'incapacité au Canada, Totalisations spéciales.
Office des personnes handicapées du Québec.

Tableau 37

Personnes handicapées de 15 ans et plus[1], selon la nature de l'incapacité, le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1983-84 et 1986-87

Groupe d'âge et sexe	Mobilité	Agilité	Vision	Audition	Parole	Autre[2]	Inconnue	Total[3]
	'000							
1983-84	381	309	82	142	33	27	49	584
Hommes	154	135	32	73	21[4]	17[4]	24	259
Femmes	227	173	50	69	12[4]	10[4]	26	325
15-34 ans	42	34	10[4]	17[4]	11[4]	11[4]	13[4]	90
Hommes	15[4]	16[4]	..	..	..	..	..	38
Femmes	27	18[4]	..	10[4]	..	..	..	52
35-54 ans	92	73	15[4]	26	..	..	19[4]	152
Hommes	37	34	..	14[4]	..	..	11[4]	70
Femmes	55	40	..	12[4]	..	..	..	82
55-64 ans	100	82	12[4]	29	..	..	10[4]	138
Hommes	50	42	..	18[4]	..	..	..	69
Femmes	50	39	..	11[4]	..	..	..	69
65 ans et plus	146	119	44	70	..	..	..	204
Hommes	51	43	15[4]	35	..	..	..	82
Femmes	95	77	29	36	..	..	..	122
1986-87	453	400	134	204	63	193	34	664

1. Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des données en raison d'un arrondissement aléatoire.
2. Difficultés d'apprentissage, désordre émotif ou psychiatrique, ou retard de développement.
3. Une personne pouvant déclarer plus d'un type d'incapacité, la somme des colonnes ne correspond pas au total indiqué.
4. Variabilité d'échantillonnage élevée (coefficient de variation de 16,5% à 25,0%); à utiliser avec réserves.

Source: Statistique Canada, Enquête sur la santé et l'incapacité au Canada, Totalisations spéciales; Enquête sur la santé et les limitations d'activités, « Données sélectionnées: Canada, Provinces et Territoires » .

Tableau 38

Personnes handicapées de 15 ans et plus, selon la nature de l'incapacité et le genre d'appareils correcteurs et de prothèses utilisés, Québec, 1983-84

	Personnes handicapées	Utilisateurs d'appareils	
	'000	'000	%
Vision			
Verres, lunettes, verres de contact	82	56	68,3
Appareils grossissants manuels	..	54	65,9
Autres appareils	..	18[1]	22,0
	..	..	..
Audition			
Prothèse auditive	142	37	26,1
Téléphone à volume réglable	..	31	21,8
Autres appareils	..	14[1]	9,9
	..	..	..
Mobilité			
Support pour dos et jambe	381	103	27,0
Chaussures orthopédiques	..	20[1]	5,2
Pied ou jambe artificiel(le)	..	21[1]	5,5
Canne	..	..	..
Béquilles	..	59	15,5
Fauteuil roulant	..	..	..
Ambulateur	..	18[1]	4,7
Autres appareils	..	..	..
	..	..	..

1. Variabilité d'échantillonnage élevée (coefficient de variation de 16,5% à 25,0%); à utiliser avec réserves.

Source: Statistique Canada, Enquête sur la santé et l'incapacité au Canada (82-563F).

Tableau 39

Personnes de 15 ans et plus[1], selon la présence ou l'absence d'incapacité, la scolarité et le sexe, Québec, 1983-84

Scolarité et sexe	Personnes de 15 ans et plus				
	Ayant une incapacité		N'ayant pas d'incapacité		Total
	'000	%	'000	%	'000
0-8 années					
Hommes	331	56,6	1 060	23,6	1 391
Femmes	151	58,3	499	22,7	650
	180	55,4	561	24,6	742
Études secondaires					
Hommes	197	33,7	2 124	47,4	2 321
Femmes	83	32,0	1 008	45,8	1 090
	114	35,1	1 116	48,9	1 230
Études postsecondaires					
Hommes	16	2,7	315	7,0	332
Femmes	..	..	155	7,0	163
	..	..	160	7,0	169
Diplôme ou certificat postsecondaire					
Hommes	26	4,4	589	13,1	615
Femmes	10	3,9	294	13,3	304
	16	4,9	296	13,0	311
Grade universitaire					
Hommes	15	2,6	397	8,9	412
Femmes	..	..	247	11,2	256
	..	..	150	6,5	156
Total					
Hommes	584	100,0	4 487	100,0	5 071
Femmes	259	44,3	2 203	49,1	2 463
	325	55,7	2 283	50,9	2 609

1. Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des données en raison d'un arrondissement aléatoire.

Sources: Statistique Canada, Enquête sur la santé et l'incapacité au Canada, Totalisations spéciales.
Office des personnes handicapées du Québec.

Tableau 40

Taux d'activité des personnes de 15 ans et plus, selon la présence ou l'absence d'incapacité, le groupe d'âge et le sexe,
Québec, 1983-84

Groupe d'âge et sexe	Personnes de 15 ans et plus		
	Ayant une incapacité	N'ayant pas d'incapacité	Total
	%		
15-34 ans	45,3	70,1	69,1
Hommes	51,3	78,9	78,0
Femmes	40,8	61,2	60,3
35-54 ans	44,2	76,5	73,4
Hommes	57,8	95,6	92,3
Femmes	32,5	57,5	55,0
55-64 ans	23,8	54,2	47,1
Hommes	31,5	82,0	69,5
Femmes	16,2	30,1	27,0
65 ans et plus	..	6,2	4,5
Hommes	..	12,2	8,8
Femmes	..	..	..
Total	24,6	65,4	60,7
Hommes	32,2	79,9	74,9
Femmes	18,5	51,3	47,2

Sources: Statistique Canada, Enquête sur la santé et l'incapacité au Canada, Totalisations spéciales.
Office des personnes handicapées du Québec.

Tableau 41

Situation des personnes handicapées de 15-64 ans, selon certaines caractéristiques reliées au marché du travail,
Québec, 1986-87

Caractéristiques	Personnes handicapées 15-64 ans	Population active		Population inactive	Non précisé
		Occupée	En chômage		
	n				
Incapacité de travail	242 035	58 345	14 085	168 500	1 105
Totale	136 530	..	..	136 530	..
Partielle	84 900	46 815	12 880	25 205	..
Degré inconnu	20 595	11 530	1 200	6 760	1 105
Aucune incapacité de travail	84 875	61 870	9 690	13 315	..
Sans expérience de travail	56 850	..	730	56 120	..
Non précisé	..	..	..	4 420	19 545
Total[1]	407 855	120 315	24 540	242 350	20 630
%	100,0	29,5	6,0	59,4	5,1

1. Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des données en raison d'un arrondissement aléatoire.

Source: Statistique Canada, Enquête sur la santé et les limitations d'activités, « Données sélectionnées: Canada, Provinces et Territoires » .

Tableau 42

Personnes handicapées de 15 ans et plus, selon leur situation sur le marché du travail, le revenu total et le sexe, Québec, 1983-84

Tranche de revenu selon le sexe	Personnes handicapées 15 ans et plus[1]	Population active		Population inactive
		Occupée	En chômage	
	n			
Aucun revenu	64,6	..	..	59,5
Hommes	12,9[2]	..	..	9,6[2]
Femmes	51,7	..	..	49,9
4 999 $ ou moins	155,8	17,2[2]	..	130,3
Hommes	54,8	..	..	44,8
Femmes	101,1	11,5[2]	..	85,5
5 000 $ - 9 999 $[2]	158,8	16,7[2]	..	134,9
Hommes	74,5	..	..	65,0
Femmes	84,3	..	..	70,0
10 000 $ - 14 999 $[2]	52,7	17,6[2]	..	31,3
Hommes	36,6	11,7[2]	..	22,0[2]
Femmes	16,1[2]	..	..	..
15 000 $ - 19 999 $[2]	30,3	17,7[2]	..	12,5[2]
Hommes	17,2[2]	..	..	..
Femmes	13,2[2]	..	..	..
20 000 $ - 24 999 $[2]	17,7[2]	14,1[2]	..	..
Hommes	14,9[2]	12,0[2]	..	..
Femmes	..	..	..	..
25 000 $ - 29 999 $	10,3[2]	..	..	..
Hommes	..	..	..	..
Femmes	..	..	..	..
30 000 $ et plus[2]	10,4[2]	..	..	..
Hommes	9,7[2]	..	..	..
Femmes	..	..	..	..
Refus de répondre	16,5[2]	..	..	12,1[2]
Non précisé	67,1	11,1[2]	..	54,7
Total[1]	584,3	119,1	24,6	440,6
Hommes	259,2	71,7	11,9[2]	175,6
Femmes	325,1	47,5	12,6[2]	265,0

1. Les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des données en raison d'un arrondissement aléatoire.
2. Variabilité d'échantillonnage élevée (coefficient de variation de 16,5% à 25,0%); à utiliser avec réserves.

Sources: Statistique Canada, Enquête sur la santé et l'incapacité au Canada, Totalisations spéciales.
Office des personnes handicapées du Québec.

Tableau 43

Population[1] d'origine autochtone, par province et territoires, Canada, 1986

	Canada	Terre-Neuve	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec
			n			
Amérindienne (origine unique)	286 230	1 740	375	5 565	3 685	37 150
Amérindienne et non autochtone	239 395	2 690	715	7 245	4 830	25 105
Métisse (origine unique)	59 745	265	40	255	185	5 695
Métisse et non autochtone	68 890	680	110	625	370	4 565
Inuit (origine unique)	27 290	1 815	-	130	10	6 470
Inuit et non autochtone	6 175	1 750	25	150	105	580
Autres origines autochtones multiples	23 990	615	25	245	190	1 375
Total	711 720	9 555	1 290	14 225	9 380	80 945

	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest
Amérindienne (origine unique)	51 170	40 960	43 380	34 495	56 960	3 160	7 585
Amérindienne et non autochtone	95 420	10 510	8 460	28 470	53 565	1 545	840
Métisse (origine unique)	3 720	14 270	12 215	16 880	3 930	80	2 200
Métisse et non autochtone	10 610	14 605	10 080	17 260	9 135	90	760
Inuit (origine unique)	680	180	40	300	240	35	17 385
Inuit et non autochtone	1 590	200	55	445	500	20	750
Autres origines autochtones multiples	4 195	4 505	3 405	6 080	2 300	65	995
Total	167 375	85 230	77 650	103 930	126 625	4 995	30 530

1. Excluant la population des réserves ou établissements indiens partiellement dénombrés.

Source: Statistique Canada, Recensement du Canada, 1986.

Tableau 44

Population autochtone, vivant dans et hors des réserves et établissements indiens, selon l'origine, Québec, 1986

Origine	Total	Dans les réserves et établissements indiens	Hors des réserves et établissements indiens
		n	
Origine unique	49 320	21 080	28 275
Amérindienne	37 150	20 500	16 650
Métisse	5 700	95	5 610
Inuit	6 470	455	6 015
Origines multiples	31 625	570	31 055
Amérindienne et non autochtone	25 105	465	24 640
Amérindienne et métisse	180	10	170
Amérindienne et inuit	55	15	35
Métisse et non autochtone	4 570	10	4 560
Métisse et inuit	10	5	10
Inuit et non autochtone	580	-	575
Amérindienne, métisse et non autochtone	875	35	845
Amérindienne, inuit et non autochtone	145	25	115
Amérindienne, métisse et inuit	-	-	-
Métisse, inuit et non autochtone	25	-	25
Amérindienne, métisse, inuit et non autochtone	75	5	70
Total[1]	80 945	21 615	59 330

1. Excluant la population des réserves ou établissements indiens partiellement dénombrés.

Source: Statistique Canada, Recensement du Canada, 1986.

Tableau 45

Population autochtone, selon la langue maternelle et le groupe d'âge, Québec, 1986

Groupe d'âge	Total	Cri	Ojibway	Micmac	Montagnais Naskapi	Chipewyan	Inuktitut
				n			
0- 4 ans	3 040	1 400	-	30	730	-	880
5- 9 ans	2 690	1 320	-	25	590	-	755
10-14 ans	2 780	1 375	-	30	630	-	745
15-19 ans	2 600	1 215	-	20	700	-	665
20-24 ans	2 275	1 015	-	30	675	5	550
25-29 ans	1 735	795	5	30	490	-	415
30-34 ans	1 235	560	5	20	370	-	280
35-39 ans	1 040	425	5	25	300	-	285
40-44 ans	835	415	5	15	240	-	160
45-49 ans	720	325	-	10	200	-	185
50-54 ans	695	285	-	10	185	-	215
55-59 ans	480	195	-	15	120	-	150
60-64 ans	395	175	-	5	125	-	90
65 ans et plus	860	460	-	15	245	-	140
Total[1]	21 365	9 945	20	285	5 605	-	5 510

1. Excluant la population des réserves ou établissements indiens partiellement dénombrés.

Source: Statistique Canada, Recensement du Canada, 1986.

Tableau 46

Population des réserves indiennes, des établissements amérindiens et inuit et des villages nordiques, Québec, 1986

	Recensement 1986	Secrétariat aux affaires autochtones 1986	
	Population totale	Population autochtone de la municipalité	Population totale de la bande
		n	
Les neuf nations amérindiennes	30 495	32 927	38 776
Les Abénaquis	319	248	784
Wôlinak, R	57	52	83
Odanak, R	262	196	701
Les Algonquins	2 900	3 114	4 118
Maniwaki, R	794	989	1 268
Lac-Rapide, R	331[1]	350	403
Kebaowek, R	125	139	206
Wolf-Lake	..	20	54
Témiscamingue, R	306	315	489
Grand-Lac-Victoria, El	204	266	266
Winneway, El	228	237	356
Lac-Simon, R	554	465	591
Pikogan, R	358	333	485
Les Attikameks	2 642	2 847	3 102
Manouane, R	1 065	1 116	1 169
Weymontachie, R	570	660	696
Obedjiwan, R	1 007	1 071	1 237
Les Cris	8 186	6 888	8 193
Whapmagoostui, R	429	402	418
Chisasibi, R	2 373	1 831	1 901
Wemindji, R	862	694	797
Eastmain, R	356	321	367
Nemiscau, R	372	224	231
Waswanipi, R	648	772	924
Waskaganish, R	1 179	1 228	1 305
Mistassini, R	1 967	1 416	2 250

Tableau 46 (suite)

Population des réserves indiennes, des établissements amérindiens et inuit et des villages nordiques, Québec, 1986

	Recensement 1986	Secrétariat aux affaires autochtones 1986	
	Population totale	Population autochtone de la municipalité	Population totale de la bande
		n	
Les Hurons	1 035	785	1 337
Wendake, R	1 035	785	1 337
Les Micmacs	1 245	1 859	2 565
Gaspé	..	173	173
Maria, R	349	382	558
Restigouche, R	896	1 304	1 834
Les Mohawks	7 484	9 490	10 093
Kanesatake, R	624[1]	682	1 000
Kahnawake, R	5 405[1]	5 413	5 513
Akwesasne, R	1 455[1]	3 395	3 580
Les Montagnais	6 329	7 316	8 187
Mashteuiatsh, R	1 340	1 467	2 042
Les Escoumins, R	147	114	150
Betsiamites, R	1 752	2 037	2 156
Sept-Îles—Maliotenam, R[2]	1 209	1 638	1 749
Matimekosh, R	395	492	498
Mingan, R	351	336	347
Natashquan, R	491	459	467
La Romaine, R	644	643	648
Pakuashipi, EI	..	130	130
Les Naskapis	355	380	397
Kawawachikamach, R	355	380	397
Les Inuit	6 053	5 641	...
Kuujjuarapik, VN	616	350	...
Umiujaq, VN	..	300	...
Inukjuaq, VN	778	670	...
Povungnituk, EI	927	836	...
Akulivik, VN	337	312	...
Ivujivik, VN	208	220	...
Salluit, VN	663	650	...
Kangiqsujuaq, VN	337	330	...
Quaqtaq, VN	185	175	...
Kangirsuk, VN	308	293	...
Aupaluk, VN	110	114	...
Tasiujaq, VN	135	115	...
Kuujjuaq, VN	1 066	916	...
Kangiqsualujjuaq, VN	383	360	...

1. Estimation du Bureau de la statistique du Québec.
2. Deux réserves distinctes selon Statistique Canada.

Sources: Commission de toponymie, *Répertoire toponymique du Québec 1987*.
Statistique Canada, Recensement du Canada, 1986.
Secrétariat aux affaires autochtones, *Les autochtones au Québec*, 1987.

Tableau 47

Répartition des Indiens et des autres Québécois de 15 ans et plus selon le niveau de scolarité, l'âge et le sexe, Québec, 1981

Niveau de scolarité	Unité	Hommes				Femmes	
		15-24 ans	25-64 ans	65 ans et plus	15 ans et plus	15-24 ans	25-64 ans
Indiens	'000	4,4	6,4	0,9	11,6	4,3	7,6
Aucune scolarité ou maternelle	%	1	12	46	11	2	12
1re - 8e année	%	21	32	36	29	20	35
9e - 13e année	%	46	16	6	27	43	18
Certificat d'études secondaires et plus	%	32	39	11	34	36	35
Autres Québécois	'000	630,2	1 564,2	221,5	2 415,8	618,9	1 613,6
Aucune scolarité ou maternelle	%	--	1	7	2	--	2
1re - 8e année	%	6	25	56	23	5	29
9e - 13e année	%	37	14	12	19	33	16
Certificat d'études secondaires et plus	%	57	60	26	56	62	54

Source: Hull, Jeremy, *An Overview of Registered Indian Conditions in Quebec*, Ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada, 1987.

Tableau 48

Répartition de la population active expérimentée chez les Indiens et les autres Québécois, selon le secteur d'activité et le sexe, Québec, 1981

Secteur d'activité	Vivant sur une réserve			Vivant hors réserve		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
			%			
Secteur primaire	9	--	6	3	--	2
Pêche et piégeage	1	--	1	--	--	--
Forêt	4	--	2	1	--	1
Autres	4	--	3	2	--	1
Secteur secondaire	35	10	27	34	9	21
Industries de la transformation	5	4	5	8	1	5
Industries de la fabrication	12	6	10	18	8	12
Bâtiment	18	--	12	8	--	4
Secteur tertiaire	49	87	62	60	86	73
Administration[1]	18	31	22	17	22	19
Emplois de bureau	7	32	16	11	44	28
Vente	6	6	6	8	6	7
Services	11	16	13	18	14	16
Transports	7	--	5	6	--	3
Autres occupations	7	2	5	4	3	4
Total	100	100	100	100	100	100
'000	4,3	2,2	6,4	2,0	2,1	4,1

1. Incluant les emplois reliés à la technologie, aux sciences sociales, au clergé, à l'enseignement et à la santé.

Source: Hull, Jeremy, *An Overview of Registered Indian Conditions in Quebec*, Ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada, 1987.

Niveau de scolarité	Femmes		Total			
	65 ans et plus	15 ans et plus	15-24 ans	25-64 ans	65 ans et plus	15 ans et plus
Indiens	0,9	12,9	8,7	14,0	1,8	24,5
Aucune scolarité ou maternelle	26	10	1	12	36	10
1ère - 8e année	49	31	20	34	43	30
9e - 13e année	12	26	44	17	9	26
Certificat d'études secondaires et plus	12	34	34	37	12	34
Autres Québécois	303,0	2 535,5	1 249,1	3 177,8	524,5	4 951,3
Aucune scolarité ou maternelle	6	2	..	2	7	2
1ère - 8e année	55	26	5	27	56	25
9e - 13e année	15	20	35	15	13	20
Certificat d'études secondaires et plus	24	52	59	57	24	54

Secteur d'activité	Ensemble des Indiens			Autres Québécois		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	%					
Secteur primaire	7	1	5	5	1	4
Pêche et piégeage	1	..	1	..	..	..
Forêt	3	..	2	1	..	1
Autres	3	..	2	4	1	3
Secteur secondaire	35	10	25	31	10	24
Industries de la transformation	6	3	5	7	2	5
Industries de la fabrication	14	7	11	15	8	13
Bâtiment	15	..	9	9	..	6
Secteur tertiaire	52	87	68	57	88	69
Administration[1]	17	27	21	24	27	25
Emplois de bureau	8	38	20	8	36	19
Vente	7	6	6	9	8	9
Services	13	15	14	10	14	12
Transports	7	1	4	6	..	4
Autres occupations	6	3	5	5	2	4
Total	100	100	100	100	100	100
'000	6,3	4,2	10,5	1 792,3	1 160,5	2 953,0

Figure 1
Localisation des nations autochtones au Québec

Source: Jacqueline Beaulieu, *Historique foncier*, Ministère de l'Énergie et des Ressources du Québec, 1986.

Tableau 49

Indices d'activité des Indiens et des autres Québécois de 15 ans et plus, selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1981

Indices d'activité et sexe	15-24 ans	25-44 ans	45-64 ans	65 ans et plus	15 ans et plus
			%		
Ensemble des Indiens					
Taux d'activité	40	59	41	7	45
Hommes	43	77	62	11	56
Femmes	37	45	22	3	35
Taux de chômage	23	13	14	.	16
Hommes	21	14	14	.	16
Femmes	26	13	13	.	17
Rapport emploi/population	30	52	36	7	38
Hommes	34	67	53	11	47
Femmes	27	39	20	3	29
Vivant dans une réserve					
Taux d'activité	32	56	38	6	39
Hommes	36	74	58	9	51
Femmes	28	38	18	3	28
Taux de chômage	26	14	16	.	18
Hommes	22	14	16	.	16
Femmes	30	15	15	.	20
Rapport emploi/population	24	48	32	6	33
Hommes	28	64	49	9	43
Femmes	20	33	16	3	22
Vivant hors réserve					
Taux d'activité	57	67	49	10	58
Hommes	60	87	72	21	71
Femmes	54	56	32	3	49
Taux de chômage	20	12	9	.	14
Hommes	19	13	8	.	14
Femmes	22	11	10	.	15
Rapport emploi/population	45	59	44	10	50
Hommes	49	76	66	21	61
Femmes	42	50	28	3	42
Autres Québécois					
Taux d'activité	61	77	60	10	61
Hommes	65	93	82	15	76
Femmes	57	60	39	6	48
Taux de chômage	20	8	7	4	11
Hommes	20	7	6	4	10
Femmes	20	10	9	5	13
Rapport emploi/population	49	70	56	9	55
Hommes	52	86	77	14	69
Femmes	46	54	36	6	42

Source: Hull, Jeremy, *An Overview of Registered Indian Conditions in Quebec*, Ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada, 1987.

Tableau 50

Répartition des Indiens et des autres Québécois de 15 ans et plus selon la tranche de revenu, l'âge et le sexe, Québec, 1981

Sexe et revenu	Unité	Indiens				Autres Québécois			
		15-24 ans	25-64 ans	65 ans et plus	15 ans et plus	15-24 ans	25-64 ans	65 ans et plus	15 ans et plus
Hommes	'000	4.4	6.4	0.9	11.6	630.2	1 564.2	221.5	2 415.8
Sans revenu	%	37	3	..	16	30	2	1	9
Avec revenu	%	63	97	100	84	70	98	99	91
Moins de 5 000 $	%	34	23	54	29	31	10	33	17
5 000 $ - 9 999 $	%	16	19	32	19	17	12	39	16
10 000 $ et plus	%	13	55	13	36	22	76	28	58
Femmes	'000	4.3	7.6	0.9	12.9	618.9	1 613.6	303.0	2 535.5
Sans revenu	%	44	35	..	36	36	30	2	28
Avec revenu	%	56	65	100	64	64	70	98	72
Moins de 5 000 $	%	35	24	56	30	32	24	59	30
5 000 $ - 9 999 $	%	11	21	30	19	18	17	30	19
10 000 $ et plus	%	9	19	13	15	14	29	10	23
Total	'000	8.7	14.0	1.8	24.5	1 249.1	3 177.8	524.5	4 951.3
Sans revenu	%	41	20	..	26	33	16	1	19
Avec revenu	%	59	80	100	74	67	84	99	81
Moins de 5 000 $	%	35	24	55	30	31	17	48	24
5 000 $ - 9 999 $	%	13	20	31	19	18	15	34	17
10 000 $ et plus	%	11	36	13	25	18	53	17	40

Source: Hull, Jeremy. *An Overview of Registered Indian Conditions in Quebec*, Ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada, 1987.

Tableau 51

Population, selon la langue maternelle, Région métropolitaine de Montréal et Québec, 1981 et 1986

Langue maternelle	Québec				RMR de Montréal		Part de Montréal
	1981		1986		1986		1986
	n	%	n	%	n	%	%
Réponse unique	6 283 470	97.6	6 290 680	96.3	2 752 180	94.2	43.8
Français	5 247 045	81.5	5 316 930	81.4	1 974 120	67.6	37.1
Anglais	641 545	10.0	580 025	8.9	433 095	14.8	74.7
Cri	7 715	0.1	9 945	0.2	45	0.0	0.5
Montagnais-Naskapi	..	..	5 605	0.1	..	..	..
Inuktitut	4 515	0.1	5 510	0.1	75	0.0	1.4
Italien	126 210	2.0	119 175	1.8	115 895	4.0	97.2
Grec	42 125	0.7	40 335	0.6	39 545	1.4	98.0
Espagnol	18 770	0.3	24 885	0.4	22 460	0.8	90.3
Portugais	24 105	0.4	23 770	0.4	20 815	0.7	87.6
Allemand	21 695	0.3	18 140	0.3	14 020	0.5	77.3
Chinois	14 480	0.2	17 010	0.3	15 770	0.5	92.7
Arabe	12 360	0.2	13 895	0.2	12 335	0.4	88.8
Polonais	13 885	0.2	13 825	0.2	12 485	0.4	90.3
Vietnamien	7 800	0.1	11 365	0.2	10 080	0.3	88.7
Arménien	8 695	0.1	9 155	0.1	9 060	0.3	99.0
Yiddish	10 825	0.2	9 030	0.1	9 005	0.3	99.7
Hongrois	9 790	0.2	8 240	0.1	7 685	0.3	93.3
Ukrainien	9 640	0.1	7 715	0.1	7 100	0.2	92.0
Langues créoles	..	..	6 685	0.1	6 390	0.2	95.6
Autres	62 270	1.0	49 440	0.8	42 200	1.4	..
Réponses multiples	154 935	2.4	241 780	3.7	169 175	5.8	70.0
Français et anglais	100 850	1.6	150 735	2.3	88 585	3.0	58.8
Français et autre	18 070	0.3	30 640	0.5	25 925	0.9	84.6
Anglais et autre	17 560	0.3	29 875	0.5	27 100	0.9	90.7
Français, anglais et autre	17 475	0.3	29 355	0.4	26 485	0.9	90.2
Autres	980	0.0	1 185	0.0	1 080	0.0	91.1
Total	6 438 405	100.0	6 532 460	100.0	2 921 353	100.0	44.7

Source: Statistique Canada, Recensement du Canada de 1986.

Tableau 52

Population, selon la langue d'usage[1], Québec, 1981 et 1986

Langue d'usage	1981		1986	
	n	%	n	%
Réponse unique	**6 242 070**	**98,0**	**6 174 065**	**95,7**
Français	5 202 670	81,7	5 223 370	80,9
Anglais	754 740	11,9	676 050	10,5
Cri	7 620	0,1	8 585	0,1
Montagnais-Naskapi	..	..	..	..
Inuktitut	4 465	0,1	5 140	0,1
Italien	96 620	1,5	82 555	1,3
Grec	36 160	0,6	30 885	0,5
Espagnol	14 405	0,2	19 435	0,3
Portugais	19 755	0,3	18 250	0,3
Allemand	7 755	0,1	5 540	0,1
Chinois	12 015	0,2	15 330	0,2
Arabe	7 345	0,1	8 070	0,1
Polonais	6 985	0,1	6 700	0,1
Vietnamien	8 330	0,1	12 270	0,2
Arménien	8 070	0,1	7 525	0,1
Yiddish	4 725	0,1	4 080	0,1
Hongrois	4 420	0,1	3 595	0,1
Ukrainien	5 315	0,1	3 880	0,1
Langues créoles	..	..	..	..
Autres	40 675	0,6	42 805	0,7
Réponses multiples	**126 655**	**2,0**	**280 425**	**4,3**
Français et anglais	74 525	1,2	164 580	2,5
Français et autre	17 840	0,3	37 860	0,6
Anglais et autre	21 055	0,3	45 170	0,7
Français, anglais et autre	12 765	0,2	31 355	0,5
Autres	470	0,0	1 455	0,0
Total	**6 369 070**	**100,0**	**6 454 490**	**100,0**

1. Données provenant d'un échantillon et ne comprenant pas les pensionnaires d'institution.

Source: Statistique Canada, Recensement du Canada de 1986.

Tableau 53

Population, selon la langue maternelle et la langue d'usage, Québec, 1981

Langue maternelle	Langue d'usage						Total	
	Français		Anglais		Autre			
	n	%	n	%	n	%	n	%
Français	5 128 130	97,7	106 365	2,0	13 940	0,3	5 248 435	100,0
Anglais	82 135	11,8	601 155	86,5	11 630	1,7	694 920	100,0
Autre	46 560	10,9	101 625	23,9	277 530	65,2	425 715	100,0
Total	**5 256 825**	**82,5**	**809 143**	**12,7**	**303 100**	**4,8**	**6 369 070**	**100,0**

Source: Statistique Canada, Recensement du Canada de 1981.

Tableau 54

Population, selon l'origine ethnique
Québec, 1986

Origine	n	%
Origine unique		
Française	6 074 215	94,1
Britannique	5 019 055	77,8
Autochtone	380 265	5,9
Italienne	49 320	0,8
Juive	163 880	2,5
Grecque	81 190	1,3
Noire	47 450	0,7
Portugaise	36 785	0,6
Allemande	29 700	0,5
Chinoise	26 780	0,4
Polonaise	23 205	0,4
Espagnole	18 835	0,3
Vietnamienne	16 605	0,3
Ukrainienne	15 860	0,2
Indienne (de l'Inde)	12 225	0,2
Arménienne	12 120	0,2
Haïtienne	10 810	0,2
Autres	10 455	0,2
	119 675	1,9
Origines multiples		
Française et britannique	380 275	5,9
Française et autre	174 250	2,7
Britannique et autre	77 195	1,2
Française, britannique et autre	55 235	0,9
Autres	39 590	0,6
	33 995	0,5
Total[1]	6 454 490	100,0

1. Excluant les pensionnaires d'institution.

Sources: Statistique Canada, Recensement du Canada de 1986; *Le Quotidien*, 3 décembre 1987.

Tableau 55

Mariages, selon la langue maternelle de l'épouse et la langue maternelle de l'époux, Québec, 1986

Langue maternelle de l'époux	Langue maternelle de l'épouse				
	Français	Anglais	Autres	Non déclarée	Total
			n		
Français	24 194	744	473	48	25 459
Anglais	938	2 443	290	20	3 691
Autres	753	327	2 173	19	3 272
Non déclarée	324	45	48	269	686
Total	26 209	3 559	2 984	356	33 108

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques démographiques.

Tableau 56

Population de 15 ans et plus née à l'extérieur du Canada, selon le lieu de naissance et la période d'immigration, Québec, 1981

Lieu de naissance	Période d'immigration						Total	
	Avant 1960		1961-1970		1971-1981			
	n	%	n	%	n	%	n	%
Afrique	2 500	8,6	15 480	53,0	11 225	38,4	29 205	100,0
Égypte	930	7,0	9 005	67,5	3 415	25,6	13 350	100,0
Maroc	820	9,3	4 425	50,1	3 585	40,6	8 830	100,0
Autres	750	10,7	2 050	29,2	4 225	60,1	7 025	100,0
Antilles	2 605	6,7	10 470	26,8	25 970	66,5	39 045	100,0
Haïti	385	1,7	3 415	15,1	18 870	83,2	22 670	100,0
Jamaïque	645	11,7	2 085	37,7	2 805	50,7	5 535	100,0
Trinidad-Tobago	515	9,9	2 540	48,7	2 160	41,4	5 215	100,0
Autres	1 060	18,8	2 430	43,2	2 135	38,0	5 625	100,0
Amérique latine	940	7,2	2 750	21,0	9 435	71,9	13 125	100,0
Asie	5 425	9,9	13 980	25,4	35 550	64,7	54 955	100,0
Vietnam	115	1,3	645	7,2	8 240	91,6	9 000	100,0
Inde	355	4,8	2 470	33,6	4 530	61,6	7 355	100,0
Liban	545	8,5	1 445	22,5	4 420	69,0	6 410	100,0
Autres	4 410	13,7	9 420	29,3	18 360	57,0	32 190	100,0
Europe du sud	64 405	46,1	54 660	39,2	20 555	14,7	139 620	100,0
Italie	51 000	58,5	30 330	34,8	5 810	6,7	87 140	100,0
Grèce	9 345	34,0	12 510	45,5	5 615	20,4	27 470	100,0
Portugal	2 675	13,6	8 975	45,7	8 005	40,7	19 655	100,0
Espagne	1 385	25,9	2 845	53,1	1 125	21,0	5 355	100,0
Autres parties d'Europe	110 025	64,8	36 540	21,5	23 355	13,8	169 920	100,0
Pologne	15 665	81,1	2 190	11,3	1 470	7,6	19 325	100,0
URSS	11 395	87,4	580	4,5	1 065	8,2	13 040	100,0
Hongrie	7 270	81,8	1 115	12,6	500	5,6	8 885	100,0
Roumanie	3 765	59,3	1 310	20,7	1 270	20,0	6 345	100,0
Royaume-Uni	27 845	69,4	7 170	17,9	5 125	12,8	40 140	100,0
France	13 035	38,5	13 160	38,9	7 675	22,7	33 870	100,0
Allemagne	10 440	73,0	2 710	18,9	1 155	8,1	14 305	100,0
Belgique	5 335	60,3	2 225	25,1	1 290	14,6	8 850	100,0
Autres	15 275	60,7	6 080	24,2	3 805	15,1	25 160	100,0
États-Unis	20 540	62,7	6 185	18,9	6 015	18,4	32 740	100,0
Autres pays	1 015	27,2	1 250	33,5	1 470	39,3	3 735	100,0
Total	207 460	43,0	141 315	29,3	133 575	27,7	482 350	100,0

Source: Recensement canadien de 1981, compilations spéciales publiées dans Audet Benoit, *Les caractéristiques socio-économiques de la population immigrée au Québec au recensement de 1981*, Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, 1987.

Tableau 57

Effectif scolaire des réseaux public et privé selon l'ordre, la langue d'enseignement et la langue maternelle,
Québec, 1986-87

Langue maternelle	Unité	Ordre et langue d'enseignement					
		Préscolaire			Primaire		
		Français	Anglais	Total	Français	Anglais	Total
Français	n	85 563	818	86 393[1]	488 185	4 298	492 487[1]
	%	99,0	0,9	100,0	99,1	0,9	100,0
Anglais	n	2 131	5 766	7 901[1]	10 908	36 808	47 719[1]
	%	27,0	73,0	100,0	22,9	77,1	100,0
Amérindiennes ou inuktitut	n	484	107	882[1]	2 789	1 429	4 477[1]
	%	54,9	12,1	100,0	62,3	31,9	100,0
Italien	n	309	680	989	3 102	4 811	7 913
	%	31,2	68,8	100,0	39,2	60,8	100,0
Grec	n	443	118	561	3 184	1 141	4 325
	%	79,0	21,0	100,0	73,6	26,4	100,0
Allemand	n	52	25	77	324	139	463
	%	67,5	32,5	100,0	70,0	30,0	100,0
Polonais	n	70	26	96	533	143	676
	%	72,9	27,1	100,0	78,8	21,2	100,0
Hébreu	n	25	3	28	361	56	417
	%	89,3	10,7	100,0	86,6	13,4	100,0
Espagnol	n	454	20	474	3 243	250	3 493
	%	95,8	4,2	100,0	92,8	7,2	100,0
Portugais	n	338	110	448	2 234	772	3 006
	%	75,4	24,6	100,0	74,3	25,7	100,0
Arabe	n	205	20	225	1 204	134	1 338
	%	91,1	8,9	100,0	90,0	10,0	100,0
Créole	n	91	2	93	2 599	34	2 633
	%	97,8	2,2	100,0	98,7	1,3	100,0
Chinois	n	476	53	529	2 303	369	2 672
	%	90,0	10,0	100,0	86,2	13,8	100,0
Vietnamien	n	24	4	28	181	8	189
	%	85,7	14,3	100,0	95,8	4,2	100,0
Autre	n	1 019	311	1 330	5 260	1 864	7 125[1]
	%	76,6	23,4	100,0	73,8	26,2	10,0
Ensemble de l'effectif	**n**	**91 684**	**8 063**	**100 054**	**526 410**	**52 256**	**578 933**
	%	**91,6**	**8,1**	**100,0**	**90,9**	**9,0**	**100,0**

1. Ces totaux comprennent 583 élèves dont la langue d'enseignement est une langue amérindienne ou l'inuktitut: 559 sont de langues maternelles amérindiennes ou inuktitut (291 au préscolaire, 259 au primaire et 9 au secondaire); 16 sont de langue française (12 au préscolaire et 4 au primaire); 7 sont de langue anglaise (4 au préscolaire et 3 au primaire); 1 de langue maternelle « autre » au primaire.

Source: Ministère de l'Éducation, *Statistiques de l'éducation*, 1987.

Langue maternelle	Ordre et langue d'enseignement					
	Secondaire			Total		
	Français	Anglais	Total	Français	Anglais	Total
Français	374 073	4 410	378 483	947 821	9 526	957 363[1]
	98,8	1,2	100,0	99,0	1,0	100,0
Anglais	4 660	40 465	45 125	17 699	83 039	100 745[1]
	10,3	89,7	100,0	17,6	82,4	100,0
Amérindiennes ou inuktitut	1 752	1 127	2 888[1]	5 025	2 663	8 247[1]
	60,7	39,0	100,0	60,9	32,3	100,0
Italien	2 235	6 972	9 207	5 646	12 463	18 109
	24,3	75,7	100,0	31,2	68,8	100,0
Grec	1 482	2 682	4 164	5 109	3 941	9 050
	35,6	64,4	100,0	56,5	43,5	100,0
Allemand	347	145	492	723	309	1 032
	70,5	29,5	100,0	70,1	29,9	100,0
Polonais	283	132	415	886	301	1 187
	68,2	31,8	100,0	74,6	25,4	100,0
Hébreu	251	181	432	637	240	877
	58,1	41,9	100,0	72,6	27,4	100,0
Espagnol	2 486	375	2 861	6 183	645	6 828
	86,9	13,1	100,0	90,6	9,4	100,0
Portugais	1 217	741	1 958	3 789	1 623	5 412
	62,2	37,8	100,0	70,0	30,0	100,0
Arabe	833	106	939	2 242	260	2 502
	88,7	11,3	100,0	89,6	10,4	100,0
Créole	2 154	56	2 210	4 844	92	4 936
	97,5	2,5	100,0	98,1	1,9	100,0
Chinois	506	138	644	3 285	560	3 845
	78,6	21,4	100,0	85,4	14,6	100,0
Vietnamien	930	8	938	1 135	20	1 155
	99,1	0,9	100,0	98,3	1,7	100,0
Autre	4 331	2 390	6 721	10 610	4 565	15 176
	64,4	35,6	100,0	69,9	30,1	100,0
Ensemble de l'effectif	397 540	59 928	457 477	1 015 634	120 247	1 136 464
	86,9	13,1	100,0	89,4	10,6	100,0

Tableau 58

Immigrants admis, selon la langue maternelle et la connaissance du français et de l'anglais, Québec, 1986

Langue maternelle	Français seulement		Français et anglais		Anglais seulement		Ni français ni anglais		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Allemand	10	5,0	48	24,0	66	33,0	76	38,0	200	100,0
Anglais	4	0,2	185	9,4	1 786	90,4	1	0,0	1 976	100,0
Arabe	572	23,7	786	32,5	429	17,8	627	26,0	2 414	100,0
Arménien	67	20,4	73	22,3	71	21,6	117	35,7	328	100,0
Bengali	2	0,5	22	5,8	319	83,5	39	10,2	382	100,0
Cantonais	27	2,5	28	2,6	334	30,5	704	64,4	1 093	100,0
Coréen	-	-	1	0,4	34	13,0	227	86,6	262	100,0
Créole	911	58,0	111	7,1	17	1,1	531	33,8	1 570	100,0
Espagnol	830	32,7	263	10,3	304	12,0	1 144	45,0	2 541	100,0
Français	1 002	59,2	682	40,3	6	0,3	3	0,2	1 693	100,0
Grec	12	5,4	26	11,8	58	26,2	125	56,6	221	100,0
Hébreu	8	2,7	24	7,9	90	29,8	180	59,6	302	100,0
Hindi	1	1,1	4	4,5	62	69,7	22	24,7	89	100,0
Hongrois	9	8,2	4	3,7	22	20,2	74	67,9	109	100,0
Italien	37	20,5	25	13,8	12	6,6	107	59,1	181	100,0
Khmer	28	18,4	-	-	6	4,0	118	77,6	152	100,0
Laotien	9	4,5	7	3,5	4	2,0	179	90,0	199	100,0
Mandarin	1	0,6	3	2,0	36	23,4	114	74,0	154	100,0
Ourdou	-	-	4	3,9	66	64,7	32	31,4	102	100,0
Pendjabi	2	0,8	7	2,6	135	51,1	120	45,5	264	100,0
Persan	47	6,6	85	11,9	440	61,4	144	20,1	716	100,0
Polonais	82	18,1	26	5,7	85	18,7	261	57,5	454	100,0
Portugais	71	14,9	37	7,8	32	6,7	337	70,6	477	100,0
Roumain	62	23,4	45	17,0	21	7,9	137	51,7	265	100,0
Russe	2	1,8	1	0,9	13	11,6	96	85,7	112	100,0
Tagalog	-	-	10	3,3	265	87,5	28	9,2	303	100,0
Tamoul	25	2,7	52	5,7	746	82,2	85	9,4	908	100,0
Vietnamien	82	12,2	40	6,0	62	9,2	488	72,6	672	100,0
Autres langues	156	11,8	131	10,0	444	33,7	587	44,5	1 318	100,0
Total[1]	4 059	20,9	2 730	14,0	5 965	30,6	6 703	34,5	19 457	100,0

1. L'information n'est pas disponible pour deux immigrants.

Source: Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration.

Tableau 59

Étudiants à l'université à temps plein, selon le réseau d'enseignement, le lieu de résidence et la langue maternelle, Québec, trimestre d'automne 1986

Réseau et résidence	Langue maternelle							
	Français		Anglais		Autre		Total[1]	
	n	%	n	%	n	%	n	%
Universités françaises	78 131	92,1	1 812	8,7	3 898	41,9	83 841	73,0
Québec	76 497	92,2	894	6,0	2 482	37,6	79 873	76,5
Hors Québec	1 634	84,2	918	15,7	1 416	52,1	3 968	37,8
Universités anglaises	6 734	7,9	18 931	91,3	5 415	58,1	31 080	27,0
Québec	6 428	7,8	14 005	94,0	4 112	62,4	24 546	23,5
Hors Québec	306	15,8	4 926	84,3	1 303	47,9	6 534	62,2
Total	84 866	100,0	20 743	100,0	9 313	100,0	114 921	100,0
Québec	82 926	100,0	14 899	100,0	6 594	100,0	104 419	100,0
Hors Québec	1 940	100,0	5 843	100,0	2 719	100,0	10 502	100,0

1. Les non-déclarés ont été répartis au prorata des déclarés.

Source: Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, *Caractéristiques des inscriptions universitaires au Québec, 1986-1987*.

Tableau 60

Répartition de la population hors institution par unité de population, Québec, Ontario et Canada, 1976, 1981 et 1986

	Unités de population					
	1976		1981		1986	
	n	%	n	%	n	%
Québec	**2 188 215**	**100,0**	**2 476 775**	**100,0**	**2 670 655**	**100,0**
Personnes hors famille	647 815	29,6	805 240	32,5	919 165	34,4
Couples sans enfants[1]	427 845	19,6	488 310	19,7	537 435	20,1
Familles	1 112 560	50,8	1 183 230	47,8	1 214 060	45,5
Biparentales[1]	953 660	43,6	974 795	39,4	961 255	36,0
Monoparentales	158 900	7,3	208 435	8,4	252 805	9,5
Mère	132 565	6,1	173 320	7,0	208 630	7,8
Père	26 330	1,2	35 115	1,4	44 180	1,7
Ontario	**3 064 130**	**100,0**	**3 383 440**	**100,0**	**3 704 250**	**100,0**
Personnes hors famille	959 590	31,3	1 104 465	32,6	1 258 510	34,0
Couples sans enfants[1]	650 995	21,2	740 205	21,9	816 525	22,0
Familles	1 453 550	47,4	1 538 770	45,5	1 629 215	44,0
Biparentales[1]	1 251 100	40,8	1 288 485	38,1	1 338 460	36,1
Monoparentales	202 450	6,6	250 285	7,4	290 750	7,8
Mère	168 450	5,5	207 205	6,1	238 910	6,4
Père	34 000	1,1	43 080	1,3	51 850	1,4
Canada	**8 396 695**	**100,0**	**9 519 725**	**100,0**	**10 313 430**	**100,0**
Personnes hors famille	2 628 800	31,5	3 194 750	33,6	3 578 455	34,7
Couples sans enfants[1]	1 726 405	20,7	2 012 560	21,1	2 201 550	21,3
Familles	4 001 490	47,9	4 312 410	45,3	4 533 430	44,0
Biparentales[1]	3 442 155	41,2	3 598 405	37,8	3 679 785	35,6
Monoparentales	559 330	6,7	714 005	7,5	853 645	8,3
Mère	464 345	5,6	589 825	6,2	701 905	6,8
Père	94 990	1,1	124 180	1,3	151 740	1,5

	Population					
	1976		1981		1986	
	n	%	n	%	n	%
Québec	**6 082 605**	**100,0**	**6 296 435**	**100,0**	**6 391 435**	**100,0**
Personnes hors famille	647 815	10,7	805 240	12,8	919 165	14,4
Couples sans enfants[1]	855 690	14,1	976 620	15,5	1 074 870	16,8
Familles	4 579 100	75,3	4 514 580	71,7	4 397 405	68,8
Biparentales[1]	4 115 650	67,7	3 950 175	62,7	3 750 295	58,7
Monoparentales	463 450	7,6	564 405	9,0	647 110	10,1
Mère	..	..	469 420	7,5	534 525	8,4
Père	..	..	94 985	1,5	112 590	1,8
Ontario	**8 084 225**	**100,0**	**8 452 980**	**100,0**	**8 926 520**	**100,0**
Personnes hors famille	959 590	11,9	1 104 465	13,1	1 258 510	14,1
Couples sans enfants[1]	1 301 990	16,1	1 480 410	17,5	1 633 050	18,3
Familles	5 822 640	72,0	5 868 105	69,4	6 034 945	67,6
Biparentales[1]	5 252 600	65,0	5 196 295	61,5	5 280 600	59,2
Monoparentales	570 040	7,1	671 810	7,9	754 345	8,5
Mère	..	..	557 345	6,6	621 520	7,0
Père	..	..	114 465	1,4	132 835	1,5
Canada	**22 412 000**	**100,0**	**23 797 380**	**100,0**	**24 773 110**	**100,0**
Personnes hors famille	2 628 800	11,7	3 194 750	13,4	3 578 455	14,4
Couples sans enfants[1]	3 452 810	15,4	4 025 120	16,9	4 403 100	17,8
Familles	16 330 390	72,9	16 577 500	69,7	16 791 555	67,8
Biparentales[1]	14 720 130	65,7	14 638 520	61,5	14 569 850	58,8
Monoparentales	1 610 260	7,2	1 938 980	8,1	2 221 705	9,0
Mère	..	..	1 603 885	6,7	1 830 905	7,4
Père	..	..	335 095	1,4	390 800	1,6

1. Comprenant les couples légalement mariés et les couples vivant en union libre.

Source: Statistique Canada, Recensements du Canada.

Tableau 61

Familles monoparentales et biparentales, selon le nombre d'enfants, Québec, 1976, 1981 et 1986

	1976		1981		1986	
	n	%	n	%	n	%
Familles monoparentales	138 895	100,0	208 415	100,0	252 810	100,0
1 enfant	80 115	50,4	115 230	55,3	150 320	59,5
2 enfants	41 835	26,3	58 305	28,0	73 555	29,1
3 enfants	20 145	12,7	22 500	10,8	21 565	8,5
4 enfants	9 345	5,9	7 855	3,8	5 425	2,1
5 enfants et plus	7 455	4,7	4 525	2,2	1 940	0,8
Familles biparentales[1]	953 660	100,0	974 790	100,0	961 255	100,0
1 enfant	303 610	31,8	334 820	34,3	355 570	37,0
2 enfants	324 330	34,0	383 670	39,4	407 845	42,4
3 enfants	173 880	18,2	171 060	17,5	151 070	15,7
4 enfants	84 735	8,9	57 810	5,9	36 090	3,8
5 enfants et plus	67 110	7,0	27 430	2,8	10 680	1,1

1. Comprenant les couples légalement mariés et les couples vivant en union libre.

Source: Statistique Canada, Recensements du Canada.

Tableau 62

Familles, selon le niveau de scolarité du père et de la mère, Québec, 1976, 1982 et 1987

	1976		1982		1987	
	n	%	n	%	n	%
Scolarité du père						
Père absent	115 800	10,8	180 860	15,1	210 080	16,9
Études postsecondaires partielles et moins	780 950	72,7	803 480	67,0	784 670	63,1
Diplôme d'études postsecondaires	86 870	8,1	97 700	8,1	102 830	8,3
Diplôme universitaire	90 810	8,5	117 790	9,8	145 290	11,7
Scolarité de la mère						
Mère absente	22 450[1]	2,1[1]	29 240[1]	2,4[1]	37 110[1]	3,0[1]
Études postsecondaires partielles et moins	908 500	84,6	991 740	82,7	962 640	77,5
Diplôme d'études postsecondaires	108 570	10,1	124 910	10,4	151 020	12,2
Diplôme universitaire	34 910[1]	3,2[1]	53 940	4,5	92 100	7,4

1. Estimation dont la fiabilité est incertaine, en raison du nombre insuffisant d'unités échantillonnées.

Source: Statistique Canada, Enquêtes sur les finances des consommateurs (bandes de microdonnées).

Tableau 63

Proportion de familles monoparentales dans l'ensemble des familles, selon le nombre d'enfants, Québec, 1976, 1981 et 1986

Nombre d'enfants	1976		1981		1986	
	n	%	n	%	n	%
1 enfant	80 115	20,9	115 230	25,6	150 320	29,7
2 enfants	41 835	11,4	58 305	13,2	73 555	15,3
3 enfants	20 145	10,4	22 500	11,6	21 565	12,5
4 enfants	9 345	9,9	7 855	12,0	5 425	13,1
5 enfants et plus	7 455	10,0	4 525	14,2	1 940	15,4
Ensemble des familles monoparentales	138 895	14,3	208 415	17,6	252 810	20,8

Source: Statistique Canada, Recensements du Canada.

Tableau 64

Familles, selon la situation du père et de la mère face au marché du travail, Québec, 1976, 1982 et 1987

	1976		1982		1987	
	n	%	n	%	n	%
Situation du père						
Père absent	115 800	10,8	180 860	15,1	210 080	16,9
Occupé	811 250	75,5	799 560	66,6	827 220	66,6
En chômage	57 750	5,4	88 300	7,4	90 400	7,3
Inactif	89 630	8,3	131 110	10,9	115 170	9,3
Situation de la mère						
Mère absente	22 450[1]	2,1[1]	29 240[1]	2,4[1]	37 110[1]	3,0[1]
Occupée	317 050	29,5	434 450	36,2	587 100	47,2
En chômage	34 250[1]	3,2[1]	76 370	6,4	70 540	5,7
Inactive	700 680	65,2	659 770	55,0	548 120	44,1

1. Estimation dont la fiabilité est incertaine, en raison du nombre insuffisant d'unités échantillonnées.

Source: Statistique Canada, Enquêtes sur les finances des consommateurs (bandes de microdonnées).

Tableau 65

Familles, selon le seuil de faible revenu[1], Québec, 1982 et 1987

	1982		1987	
	n	%	n	%
Sous le seuil de faible revenu	192 550	16,0	211 830	17,0
Au dessus du seuil de faible revenu	1 007 280	84,0	1 031 040	83,0
Ensemble des familles	1 199 830	100,0	1 242 870	100,0

1. Les seuils de faible revenu pour 1982 et 1987 ont été établis à partir de l'analyse des données de l'enquête sur les dépenses des familles de 1978 de Statistique Canada.

Source: Statistique Canada, Enquêtes sur les finances des consommateurs (bandes de microdonnées).

Tableau 66

Familles, selon la taille, Québec, 1976, 1981 et 1986

Taille	1976		1981		1986	
	n	%	n	%	n	%
2 personnes[1]	80 115	7,2	115 230	9,7	150 320	12,4
3 personnes	345 445	31,0	393 130	33,2	429 125	35,3
4 personnes	344 475	31,0	406 170	34,3	429 410	35,4
5 personnes	183 220	16,5	178 925	15,1	156 495	12,9
6 personnes	89 065	8,0	60 825	5,1	37 525	3,1
7 personnes et plus	70 235	6,3	28 945	2,4	11 185	0,9
Ensemble des familles	1 112 155	100,0	1 183 225	100,0	1 214 060	100,0

1. Correspond aux familles monoparentales comptant un enfant.

Source: Statistique Canada, Recensements du Canada.

Tableau 67

Familles, selon la taille et le quartile de revenu, Québec, 1976, 1982 et 1987

Quartile de revenu	Familles								Ensemble des familles	
	2 personnes		3 personnes		4 personnes		5 personnes et plus			
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
1976	67 700	6.3	322 180	30.0	365 040	34.0	319 510	29.7	1 074 430	100.0
Premier	48 210	4.5	92 640	8.6	75 110	7.0	52 030	4.8	267 990	25.0
Deuxième	11 820[1]	1.1[1]	89 660	8.3	98 630	9.2	68 830	6.4	268 940	25.0
Troisième	4 410[1]	0.4[1]	81 280	7.6	98 620	9.2	84 540	7.9	268 850	25.0
Quatrième	3 260[1]	0.3[1]	58 600	5.5	92 680	8.6	114 110	10.6	268 650	25.0
1982	119 660	10.0	409 410	34.1	412 380	34.4	258 380	21.5	1 199 830	100.0
Premier	77 310	6.4	100 350	8.4	77 880	6.5	44 350	3.7	299 890	25.0
Deuxième	25 930[1]	2.2[1]	111 450	9.3	102 490	8.5	59 980	5.0	299 850	25.0
Troisième	11 780[1]	1.0[1]	103 890	8.7	113 160	9.4	71 270	5.9	300 100	25.0
Quatrième	4 640[1]	0.4[1]	93 720	7.8	118 850	9.9	82 780	6.9	299 990	25.0
1987	153 900	12.4	436 840	35.2	452 530	36.4	199 600	16.1	1 242 870	100.0
Premier	94 410	7.6	113 470	9.1	73 860	5.9	28 710[1]	2.3	310 450	25.0
Deuxième	38 260[1]	3.1[1]	113 860	9.2	105 720	8.5	53 140	4.3	310 980	25.0
Troisième	15 260[1]	1.2[1]	106 140	8.5	135 790	10.9	53 280	4.3	310 470	25.0
Quatrième	5 970[1]	0.5[1]	103 370	8.3	137 160	11.0	64 470	5.2	310 970	25.0

1. Estimation dont la fiabilité est incertaine, en raison du nombre insuffisant d'unités échantillonnées.

Source: Statistique Canada, Enquêtes sur les finances des consommateurs (bandes de microdonnées).

Tableau 68

Familles, selon la principale source de revenu, Québec, 1976, 1982 et 1987

	1976		1982		1987	
	n	%	n	%	n	%
Salaires et traitements	907 020	84.4	961 680	80.2	949 730	76.4
Revenu net d'un emploi autonome	48 170	4.5	76 600	6.4	62 620	5.0
Transferts gouvernementaux	104 120	9.7	134 250	11.2	186 240	15.0
Autres	15 120[1]	1.4[1]	27 300[1]	2.3[1]	44 280[1]	3.6[1]
Ensemble des familles	1 074 430	100.0	1 199 830	100.0	1 242 870	100.0

1. Estimation dont la fiabilité est incertaine, en raison du nombre insuffisant d'unités échantillonnées.

Source: Statistique Canada, Enquêtes sur les finances des consommateurs (bandes de microdonnées).

Tableau 69

Répartition des familles propriétaires ou locataires de leur logement, Québec, 1976, 1982 et 1987

	1976		1982		1987	
	n	%	n	%	n	%
Propriétaires	676 210	62.9	814 360	67.9	866 960	69.8
Locataires	398 220	37.1	385 470	32.1	375 910	30.2
Ensemble des familles	1 074 430	100.0	1 199 830	100.0	1 242 870	100.0

Source: Statistique Canada, Enquêtes sur les finances des consommateurs (bandes de microdonnées).

7

Agriculture

Vue d'ensemble du secteur agricole	455
La production agricole	456
La situation régionale	459
Définitions	462

7

Liste des tableaux

1. Statistiques diverses du secteur agricole, Québec, Ontario et Canada, 1981 et 1986 464

2. Recettes monétaires provenant des activités agricoles, Québec, Ontario et Canada, 1981, 1984 et 1987 466

3. Statistiques principales de l'agriculture, Québec, 1981-1987 468

4. Dépenses d'exploitation, d'amortissement et de commercialisation du secteur agricole, Québec, 1981-1987 468

5. Statistiques relatives à la production laitière, Québec, 1981-1987 469

6. Statistiques relatives aux ventes de bovins, Québec, 1981-1987 469

7. Statistiques relatives aux ventes de porcs, Québec, 1981-1987 470

8. Statistiques relatives aux ventes de divers produits d'origine animale, Québec, 1981-1987 470

9. Statistiques relatives aux ventes de volaille et d'oeufs, Québec, 1981-1987 471

10. Statistiques relatives aux grandes cultures, Québec, 1981-1987 471

11. Statistiques des diverses productions d'origine végétale, Québec, 1981-1987 472

12. Statistiques diverses du secteur agricole, par région agricole, Québec, 1981 et 1986 473

13. Répartition du bétail par région agricole, Québec, 1er janvier 1987 474

14. Produits d'origine végétale, par région agricole, Québec, 1987 474

Liste des figures

1. Carte des régions agricoles du Québec 463

2. Recettes provenant des activités agricoles, Québec, Ontario et Canada, 1981, 1984 et 1987 464

3. Recettes agricoles, selon le genre de production, Québec, 1987 465

7

Ce chapitre a été réalisé par Paul Provençal, de la Direction des statistiques des entreprises du Bureau de la statistique du Québec.

Au Québec, l'activité agricole se divise en deux grands domaines: la production d'origine animale, c'est-à-dire l'élevage et les produits dérivés tels que la laine, le lait, les oeufs, et la production d'origine végétale, soit les éléments qui sont tirés du sol ou des arbres, tels que les céréales, les légumes, les fruits, l'eau d'érable.

La première partie de ce chapitre donne une vue d'ensemble du secteur agricole québécois. Dans la deuxième partie, il est question des différentes productions et dans la troisième, un portrait de la situation agricole régionale est présenté.

Vue d'ensemble du secteur agricole

En 1986, le Québec compte 41 448 fermes, soit 14,0% des fermes canadiennes. Entre 1981 et 1986, il en perd 6 696, principalement au niveau des exploitations spécialisées dans la production d'origine animale.

En 1987, le revenu net des agriculteurs québécois se chiffre à 876,8 millions de dollars. Le Québec enregistre 18,4% des revenus agricoles canadiens, comparativement à 28,3% pour l'Ontario. De 1981 à 1987, la hausse réelle[1] du revenu net pour le Québec est de 22,1%, comparativement à 22,9% pour le reste du Canada. Cette augmentation du profit des producteurs agricoles québécois s'explique par une différence importante entre la croissance réelle des recettes monétaires[2], y compris les transferts gouvernementaux, et les dépenses encourues, qui n'ont progressé que de 1,1%.

Les recettes monétaires sont une des principales composantes du revenu brut des producteurs. À ce chapitre, le Québec connaît une croissance réelle de 6,1% entre 1981 et 1987. Malgré les faibles résultats enregistrés pour le porc, la production d'origine animale (particulièrement les produits laitiers, la volaille, le boeuf et le veau) a augmenté de 7,6%. Par ailleurs, la production d'origine végétale s'est accrue de 6,7%, grâce aux résultats obtenus pour les fruits, les légumes, les fleurs et pépinières et les produits forestiers et de l'érable.

Les dépenses réelles des producteurs sont demeurées stables au cours de la période 1981-1987. Les fortes hausses constatées pour certains éléments des dépenses, soit le loyer, les salaires et l'entretien de la machinerie, sont compensées par des baisses aussi importantes des impôts fonciers, des intérêts sur la dette et des coûts d'alimentation du bétail.

En 1987, les immobilisations du secteur agricole sont de 410,9 millions de dollars, ce qui représente une baisse de 32,5% par rapport à 1981. Ce faible résultat est principalement imputable à la forte hausse des taux d'intérêt, au début de la période, à la stagnation de l'industrie de l'élevage du porc, dont les dépenses d'immobilisation sont habituellement importantes, et à une rationalisation des activités due aux perspectives peu reluisantes de la

1. Les revenus ont été dégonflés par l'indice implicite des prix à la ferme des produits agricoles et les dépenses, par l'indice implicite des intrants de l'agriculture pour l'est du Canada.
2. Le terme de « recettes monétaires » est un concept utilisé par Statistique Canada dans la mesure des revenus et dépenses du secteur agricole. Pour une définition plus complète, veuillez vous référer aux définitions à la fin du texte.

situation en Amérique du Nord. Dans la même veine, le nombre d'emplois, qui avait atteint un sommet de 85 000 en 1985, se retrouve à 76 000 en 1987, un niveau de 3,0% inférieur à celui de 1981 (79 000).

Le produit intérieur brut du secteur agricole progresse de 44,5% de 1981 à 1987, comparativement à 57,0% pour l'ensemble de l'économie québécoise. Cette hausse s'explique principalement par une augmentation du revenu net de 32,7%. Cette dernière composante représente à elle seule près de la moitié du produit intérieur brut agricole. La contribution de l'agriculture au PIB provincial s'élève à 1,7% en 1987.

La structure du secteur agricole québécois montre une spécialisation pour la production d'origine animale, notamment la production laitière et l'élevage de porcs, qui engendrent plus de 50,0% des recettes monétaires provenant des activités agricoles. En 1987, sur la base des recettes monétaires réalisées, 80,0% de la production est d'origine animale et 20,0%, d'origine végétale, comparativement à des proportions respectives de 60,0% et 40,0% pour le reste du Canada.

Sur le plan des recettes monétaires, de 1981 à 1987, la production d'origine animale a augmenté de 18,7% et celle d'origine végétale, de 17,7%. Grâce à ces résultats, le Québec a pu conserver à 23,0% sa part de la production canadienne d'origine animale et améliorer sensiblement sa part de la production canadienne d'origine végétale, celle-ci passant de 5,7% à 7,4%.

La production agricole

La production d'origine animale

La production laitière

Entre 1981 et 1987, la production totale diminue légèrement, soit de 1,8%. Les recettes monétaires correspondantes augmentent néanmoins substantiellement; en 1987, elles s'élèvent à 1,24 milliard de dollars, une hausse de 33,6% par rapport à l'année 1981. Cette croissance, qui se compare à celle du Canada dans son ensemble, résulte d'une augmentation de 32,3% du prix moyen l'hectolitre de lait.

Toujours pendant la période de 1981 à 1987, la production de lait de consommation augmente de 10,6%. À l'opposé, les incertitudes planant autour de la reconduction de la politique fédérale sur le lait de transformation entraînent une certaine instabilité de ce marché. Conséquemment, la production de lait et de crème de transformation décline de 5,2%.

En enregistrant le tiers de l'ensemble des revenus agricoles, l'industrie laitière occupe toujours une place de choix tant à l'échelle provinciale que nationale.

Le porc

En 1987, les ventes de porc atteignent 4,7 millions de têtes, une baisse de 4,0% par rapport à 1981. L'effet combiné de la majoration du prix payé au producteur, particulièrement forte en 1986 à cause de la réduction des disponibilités de porcs sur le marché nord-américain, et de l'augmentation du poids moyen par tête a permis une croissance des recettes monétaires de l'ordre de 13,4% de 1981 à 1987. Ce résultat est nettement inférieur à celui de l'ensemble des provinces canadiennes.

En fait, depuis 1981, la part relative du Québec dans les recettes monétaires de l'industrie canadienne du porc s'est continuellement amoindrie, passant de 35,6% en 1981, à 30,7%, en 1987. Au Québec, cette industrie est particulièrement sensible aux fluctuations extérieures et aux décisions qui échappent à son contrôle.

Les bovins

Les ventes de gros bovins pour l'abattage ont crû de 6,5% entre 1981 et 1987. Les recettes monétaires ont alors atteint 224,3 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 24,7% par rapport à 1981. Malgré une légère diminution du poids à l'abattage, cette croissance est due à l'augmentation du prix moyen du boeuf, à la suite d'une réduction des disponibilités de viande bovine sur le marché nord-américain.

Les résultats de l'année 1983 ont été les meilleurs de la période 1981-1987. En effet, les ventes totales de gros bovins ont alors été de 413 900 têtes, pour des recettes monétaires totales de 226,9 millions de dollars. Ces résultats sont attribuables à la diminution des quotas laitiers, qui a entraîné une réduction du cheptel de vaches laitières et provoqué une hausse des ventes de bovins alors destinés à la production laitière. En 1984, une augmentation des quotas a permis d'accroître la production laitière et de maintenir le même cheptel qu'en 1983.

Par ailleurs, dans l'ensemble de la période de 1981 à 1987, le nombre total de veaux vendus a diminué de 16,6%. Cela est dû à la réduction graduelle du cheptel laitier, qui a entraîné une baisse équivalente du nombre de veaux, et à l'augmentation, à partir de 1986, de la production de veaux lourds mieux connus sous le nom de « veaux de lait Primeur » . Malgré tout, les recettes monétaires ont tout de même connu une croissance remarquable de 71,6% au cours de cette période, sous l'effet combiné d'une hausse du poids moyen des carcasses de 63,2% et d'une majoration du prix moyen de 25,4%.

La volaille

En 1987, la production totale de chair de volaille s'élève à 192 921 tonnes, une hausse de 26,4% par rapport à 1981. Pendant la même période, l'abattage de poulets et de poules s'accroît d'un peu plus de 27,0%, alors que le volume des ventes de dindons augmente de 20,6%.

Les recettes monétaires totales provenant de la production de chair de volaille atteignent 270,3 millions de dollars, en hausse de 22,4% par rapport à 1981.

Les ventes totales d'oeufs de consommation ont fléchi légèrement (2,6%) de 1981 à 1987. Combinée à une baisse de 3,7% du prix moyen la douzaine d'oeufs, cette diminution a entraîné une baisse de 6,1% des recettes monétaires totales. Par contre, les recettes monétaires provenant de la vente des oeufs d'incubation (une branche très spécialisée de la production avicole) ont augmenté de 72,9% en six ans, pour atteindre 28,6 millions de dollars en 1987.

La demande croissante pour les produits avicoles québécois a permis à ce secteur de l'agriculture de connaître de bons résultats au cours de la période 1981-1987.

Les ovins

Toujours en 1987, la production ovine atteint 691 000 têtes, soit 74,5% de plus qu'en 1981. En bonne partie grâce à une hausse de 85,5% du prix moyen par bête, les recettes monétaires totales[3] de cette activité agricole ont triplé en six ans, passant de 1,9 million de dollars, en 1981, à 6,1 millions, en 1987.

Les autres productions d'origine animale

En 1987, la production apicole et l'élevage d'animaux à fourrures engendrent des recettes monétaires totales de 16,6 millions de dollars, une hausse de 15,3% par rapport à l'année 1981.

3. Excluant la valeur de la laine.

Avec plus de 75,0% des recettes monétaires totales, l'activité de l'apiculture est la plus importante. Depuis 1981, le nombre d'apiculteurs a diminué de 8,3% et celui des ruches, de 7,6%; la production de miel a néanmoins augmenté de 1,4%.

De 1981 à 1987, la production de peaux de renard et celle de peaux de vison ont connu une évolution opposée: le nombre de peaux de renard a été multiplié par 16 (de 526 à 8 538), tandis que celui des peaux de vison a presque chuté de moitié (de 200 727 à 109 885). Les recettes monétaires obtenues par les éleveurs ont suivi la même tendance, passant de 142 900 $ à 969 700 $ pour le renard et de 5 920 000 $ à 3 193 000 $ pour le vison.

La production d'origine végétale

Les grandes cultures

La production québécoise de céréales a fortement progressé au cours de la période 1981-1987, augmentant de 41,0%. En 1987, la superficie ensemencée atteint plus de 570 000 hectares, ce qui représente une augmentation de 23,3% par rapport à 1981. Quant au rendement à l'hectare, il croît de 14,3%. Cette augmentation considérable de la production aurait pu entraîner une forte croissance des recettes monétaires totales des producteurs, n'eût été de la guerre commerciale que se sont livrée, à partir de 1986, les Américains et leurs concurrents. En effet, le prix moyen des céréales à la ferme, par tonne, ayant chuté de 27,1%, la valeur des ventes n'a crû que de 11,0% pour toute la période. En 1987, les cultures céréalières qui ont engendré les plus importantes recettes monétaires sont celles du blé et de l'orge, avec des taux de croissance respectifs de 20,3% et 27,7% par rapport aux résultats enregistrés en 1981.

Pour le groupe des autres cultures (betterave à sucre, foin cultivé, grains mélangés et tabac), la croissance est exceptionnelle, soit de 116,0%.

La superficie ensemencée de pommes de terre a augmenté de 4,7% au cours de la période de 1981 à 1987 et le rendement à l'hectare, de 5,4%. La production vendue s'est accrue de 10,3%, pour atteindre 335 500 tonnes en 1987. Les recettes monétaires se sont chiffrées à 46,4 millions de dollars en 1987, une hausse de 15,4% relativement à 1981.

Les légumes

De bonnes conditions climatiques et des prix généralement élevés sur l'ensemble de la période ont favorisé l'augmentation de la production de légumes. La superficie de la récolte s'élève à 30 211 hectares, une croissance de 12,7% par rapport à 1981. En raison d'une augmentation de 5,5% des rendements à l'hectare, la production totale atteint 406,9 millions de kilogrammes, soit 17,3% de plus qu'en 1981. Les recettes monétaires se chiffrent à 100,7 millions de dollars, ce qui représente une croissance de 70,4% relativement à 1981.

En 1987, les principales productions horticoles sont les carottes (86 795 t), le maïs (63 944 t), le chou (59 044 t) et les oignons (30 017 t), qui comptent globalement pour 64,3% de la production et 49,7% des recettes monétaires.

Les fruits

Les facteurs qui ont favorisé la production de légumes ont également contribué à l'augmentation de la production de fruits. En 1987, cette dernière se chiffre à 95 304 tonnes et les recettes monétaires, à 45,2 millions de dollars. Cela représente des hausses respectives de 63,5% et 60,4% par rapport à 1981.

En 1986, à la suite de deux bonnes années, la production de petits fruits (fraises, framboises et bleuets) a chuté de 37,5%, pour ensuite revenir au niveau précédent. Après avoir été très élevée en 1984 et 1985 la production de pommes a également diminué de façon considérable.

soit de 37,7%, pour finalement se stabiliser en 1987. Pour ce qui est du volume des récoltes, la production de pommes est beaucoup plus importante que celle des petits fruits (80%); pour les recettes monétaires, par contre, c'est la production de petits fruits qui vient au premier rang (60%).

Les autres produits d'origine végétale

Globalement, les produits de l'érable, les plants d'ornements et fruitiers de pépinières ainsi que les fleurs d'ornements et les légumes cultivés en serre, ont généré en 1986 des recettes monétaires totales de 116,6 millions de dollars, soit une progression de 73,5% en deux ans. Près de 50,0% de cette valeur est attribuable aux produits de l'érable.

Il sera sans doute intéressant de suivre l'évolution de la production en serre au cours des prochaines années, puisque dans le contexte actuel, de plus en plus d'intervenants sont préoccupés par le phénomène des pluies acides et leurs effets sur l'ensemble des cultures.

La situation régionale

En 1986, près de la moitié (46,6%) des fermes[4] québécoises sont situées dans les régions agricoles de Québec (13,1%), de Richelieu—Saint-Hyacinthe (11,8%), de Beauce-Appalaches (11,6%) et du Nord-de-Montréal (10,1%). À elles seules, ces quatre régions enregistrent 52,6% de la valeur totale des produits agricoles vendus au Québec.

De 1981 à 1986, la valeur moyenne des ventes par ferme progresse au Québec, en termes réels[5], de 62,5%. Pendant la même période, ce sont les régions agricoles de l'Abitibi-Témiscamingue (81,2%), du Nord-de-Montréal (79,4%), de Beauce-Appalaches (75,0%) et de Richelieu—Saint-Hyacinthe (69,3%) qui affichent les meilleurs résultats. En 1986, les ventes moyennes par ferme dans la région de Richelieu—Saint-Hyacinthe s'élèvent à 102 787 $, soit 49,8% de plus que la moyenne provinciale (68 632 $). Les autres régions qui se signalent à ce chapitre sont celles des Bois-Francs (81 366 $), du Sud-Ouest-de-Montréal (75 904 $) et du Nord-de-Montréal (74 689 $).

En 1986, la superficie moyenne des fermes québécoises est de 217 acres, contre 194 acres en 1981, soit une augmentation de 11,9% en cinq ans. Les régions de l'Outaouais (456 acres), du Saguenay—Lac-Saint-Jean—Côte-Nord (325 acres), du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (309 acres) et du Sud-Ouest-de-Montréal (283 acres) ont une superficie moyenne par ferme nettement supérieure aux autres régions agricoles.

En 1986, 58,2% des fermes spécialisées dans la production d'origine animale sont concentrées dans cinq régions agricoles. Vient d'abord la région de Québec, avec 13,3%, suivie des régions de Beauce-Appalaches (12,5%), de l'Estrie (11,3%), des Bois-Francs (10,9%) et de Richelieu—Saint-Hyacinthe (10,2%). Pour la même année, les fermes spécialisées dans la production d'origine végétale se retrouvent dans la grande région métropolitaine de Montréal. La région agricole de Richelieu—Saint-Hyacinthe en compte 24,2%, suivie de près par les régions du Sud-Ouest-de-Montréal et du Nord-de-Montréal, avec respectivement 22,6% et 19,4%.

4. Fermes agricoles enregistrant des ventes annuelles de produits agricoles supérieures à 2 500 $.
5. La valeur des ventes a été dégonflée par l'indice des prix à la ferme des produits agricoles.

Les principales productions d'origine animale

Le cheptel bovin

Au 1er janvier 1987, près de 60,0% (508 300 têtes) du cheptel laitier[6] se retrouve dans les régions agricoles des Bois-Francs (13,2%), de Québec (12,6%), de Richelieu—Saint-Hyacinthe (11,5%), de l'Estrie (11,3%) et de Beauce-Appalaches (11,0%).

Les deux tiers des veaux produits au Québec se retrouvent dans les régions agricoles de Québec (12,5%), de Beauce-Appalaches (11,9%), de l'Estrie (11,5%), du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11,0%), des Bois-Francs (10,4%) et de Richelieu—Saint-Hyacinthe (9,2%). Dans certaines de ces régions, la production est surtout laitière (Bois-Francs et Richelieu—Saint-Hyacinthe); dans d'autres, c'est l'élevage des animaux de boucherie qui domine (Outaouais et Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine); enfin, quelques-unes présentent une combinaison des deux spécialisations (Québec, Beauce-Appalaches et Estrie).

Le cheptel destiné à l'abattage est majoritairement regroupé dans cinq régions agricoles. La région de l'Outaouais est bonne première avec 15,6%, suivie de l'Estrie (13,1%), de Beauce-Appalaches (12,5%), du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (11,1%) et de Québec (9,7%).

Le cheptel porcin

Quatre régions agricoles se partagent les trois quarts de l'effectif au Québec. La région agricole de l'Outaouais en compte 25,4%. Suivent dans l'ordre les régions agricoles de Beauce-Appalaches, de Québec et de l'Estrie, avec respectivement 18,7%, 16,3% et 14,7%.

Le cheptel ovin

Plus de la moitié (53,4%) du cheptel ovin se retrouve dans quatre régions agricoles. La première position revient au Bas-Saint-Laurent—Gaspésie— Îles-de-la-Madeleine, avec 21,9%. Les autres régions qui se distinguent pour l'élevage des moutons et d'agneaux sont l'Estrie (12,3%), Québec (9,9%) et l'Outaouais (9,3%).

Autres productions d'origine animale

En 1987, 52,0% de la production totale de miel au Québec provient de quatre régions agricoles. Les régions de Richelieu—Saint-Hyacinthe et du Nord-de-Montréal sont les plus importantes, avec respectivement 16,6% et 16,5%, suivies de celles du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (9,8%) et de Québec (9,3%).

En 1988, on retrouve 22 953 renards dans les fermes d'élevage du Québec, principalement dans quatre régions agricoles: l'Estrie (26,2%), Richelieu—Saint-Hyacinthe (17,7%), Beauce-Appalaches (13,6%) et Québec (10,9%). Toujours en 1988, les inventaires de visons s'élèvent à 198 969, dont 37,2% dans la région de Richelieu—Saint-Hyacinthe et 27,0% dans celle du Nord-de-Montréal.

Les principaux produits d'origine végétale

En raison des conditions climatiques qui y sont plus clémentes, les régions agricoles de Richelieu—Saint-Hyacinthe et du Sud-de-Montréal jouissent d'un avantage indéniable par rapport aux autres régions du Québec.

Pour l'ensemble des productions céréalières, ces régions se distinguent le plus, suivies de celles de Québec et du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine.

---

6. Excluant les veaux, qu'ils soient élevés en vue du renouvellement du cheptel laitier ou de l'abattage.

En 1987, la production d'avoine est assez bien répartie dans l'ensemble de la province, alors que trois régions agricoles détiennent 43,0% de la production totale. La région du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine s'en approprie 17,4%, et les régions de Québec et du Saguenay—Lac-Saint-Jean—Côte-Nord en comptent respectivement 14,0% et 11,0%. Près des deux tiers (63,6%) de la production d'orge se retrouve dans cinq régions agricoles. La région du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine se classe première avec 15,7%, suivie, dans l'ordre, de celles du Nord-de-Montréal (13,9%), de Québec (11,8%), de Richelieu—Saint-Hyacinthe (11,8%) et du Sud-Ouest-de-Montréal (10,4%). La production de grains mélangés est prépondérante dans les régions du Sud-Ouest-de-Montréal (16,0%), de Richelieu—Saint-Hyacinthe (13,5%) et du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (13,3%). Par ailleurs, trois régions agricoles donnent la presque totalité (82,4%) du maïs-grain produit au Québec: Richelieu—Saint-Hyacinthe (43,5%), Sud-Ouest-de-Montréal (25,6%) et Bois-Francs (13,3%). Enfin, le blé est surtout produit (67,0%) dans les régions environnant Montréal: celle de Richelieu—Saint-Hyacinthe compte 44,5% de la production totale et celle du Sud-Ouest-de-Montréal, 22,5%.

La culture maraîchère

La plus grande partie de la production maraîchère se retrouve dans la région montréalaise et le sud du Québec. La pomme de terre est produite dans toutes les régions du Québec, particulièrement celles de Québec (22,5%) et du Nord-de-Montréal (21,2%). Les autres productions maraîchères viennent surtout des régions agricoles du Sud-Ouest-de-Montréal (46,8%) et du Nord-de-Montréal (27,8%).

Les autres productions d'origine végétale

La production de pommes est particulièrement forte dans les régions agricoles de Richelieu—Saint-Hyacinthe (57,4%), du Nord-de-Montréal (19,4%) et du Sud-Ouest-de-Montréal (13,5%). La région du Saguenay—Lac-Saint-Jean—Côte-Nord est celle qui produit le plus de bleuets, alors que celles de Québec et de Beauce-Appalaches sont les plus importantes pour la récolte d'eau d'érable.

Définitions

Dépenses d'amortissement

Estimations des frais d'amortissement sur les bâtiments, les automobiles, les camions et autres machines agricoles, imputables à l'exploitation agricole.

Dépenses d'exploitation

Dépenses (incluant celles dont le paiement est différé) aux titres du loyer agricole brut, de l'impôt foncier, des salaires versés à la main-d'oeuvre agricole, des intérêts sur la dette, de l'entretien de la machinerie, des engrais et de la chaux, des pesticides, des semences et jeunes plants, de la ficelle, fil métallique et contenants, de l'irrigation, des aliments pour animaux, des autres dépenses pour le bétail (soins vétérinaires, insémination, etc.), des réparations de bâtiments, de l'électricité, du téléphone et diverses autres dépenses (réparations de clôtures, combustible de chauffage, contributions aux programmes de stabilisation, etc.).

Produit intérieur brut au coût des facteurs

Somme des revenus des facteurs de production, mesurée par le coût des entrées de travail et de capital dans le processus de production.

Recettes monétaires agricoles

Recettes monétaires provenant de la vente de tous les produits agricoles, à l'exception des recettes monétaires liées aux échanges directs entre fermes de même province. Elles incluent également les éléments suivants: paiements des Commissions du blé du Canada et de l'Ontario, avances versées sur les produits agricoles entreposés dans les fermes ainsi que les recettes différées au titre des céréales dans l'Ouest canadien, paiements d'appoint versés en vertu de la Loi sur la stabilisation des prix agricoles, paiements effectués en conformité avec la Loi de stabilisation concernant le grain de l'Ouest et paiements faits dans le cadre de programmes provinciaux de stabilisation du revenu.

Revenu brut

Recettes monétaires, revenus en nature, paiements supplémentaires et valeur de la variation des stocks.

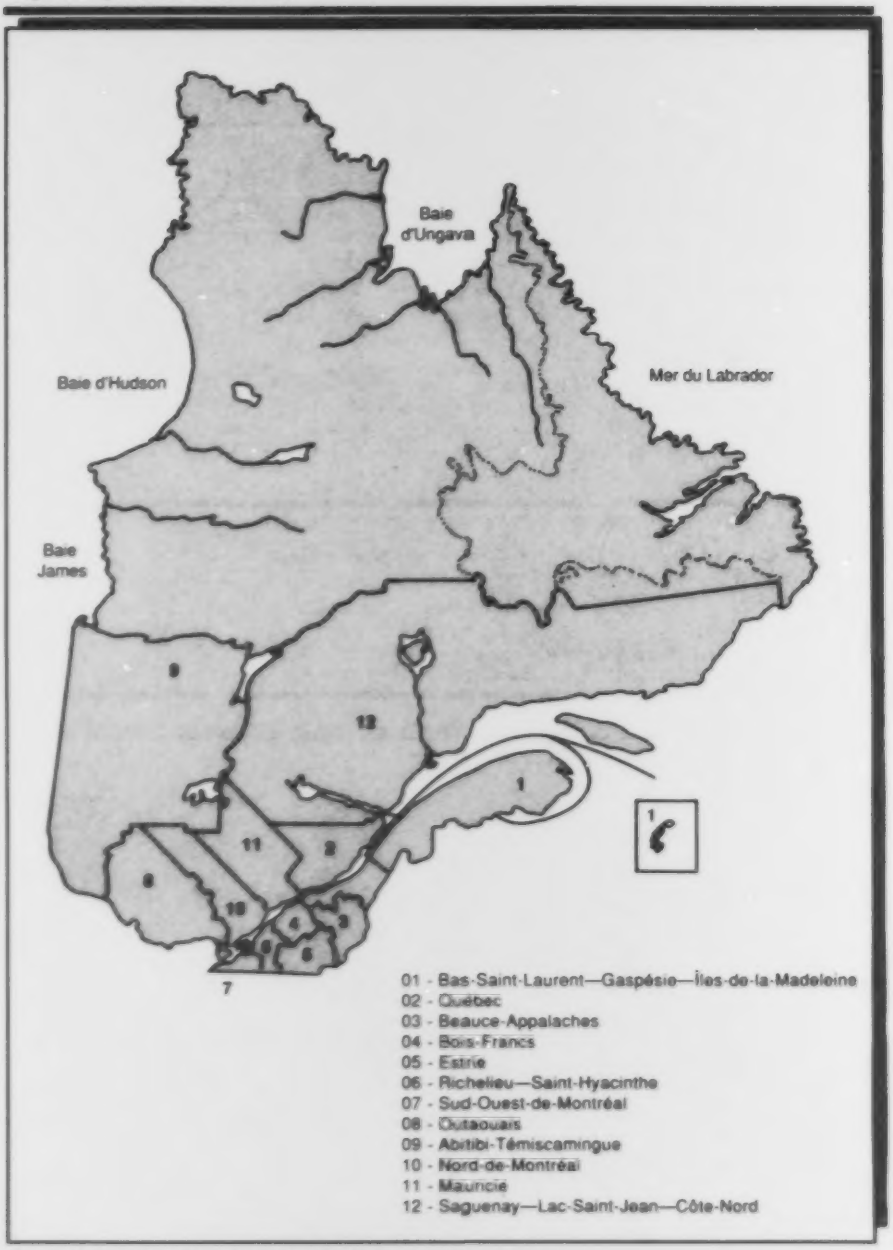
Revenu en nature

Valeur de la consommation des produits alimentaires par les exploitants agricoles et leurs familles. Les produits agricoles consommés sont évalués au prix que l'agriculteur aurait reçu s'il les avait vendus.

Revenu net

Revenu brut moins les dépenses d'exploitation et d'amortissement.

Figure 1
Régions agricoles du Québec



Source: Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Tableau 1

Statistiques diverses du secteur agricole, Québec, Ontario et Canada, 1981 et 1986

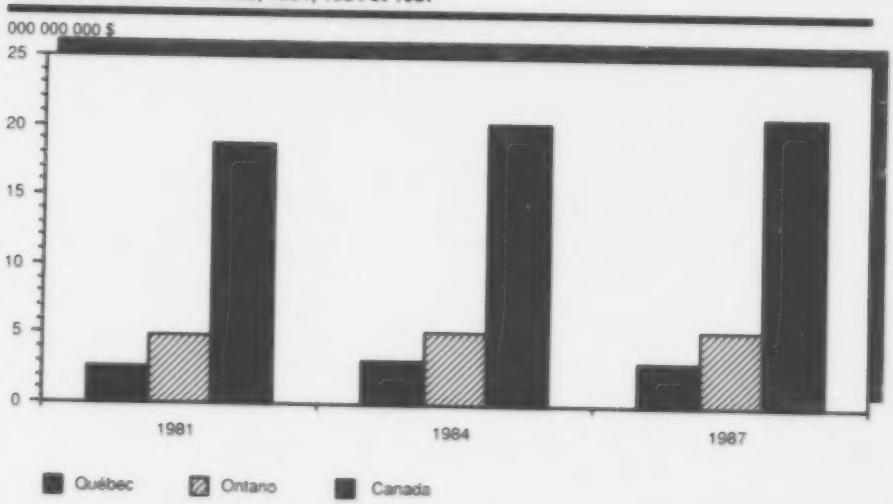
	Unité	Québec		Ontario	
		1981	1986	1981	1986
Fermes	n	48 144	41 448	82 448	72 713
Superficie	'000 acres	9 339,9	8 991,7	14 923,5	13 953,0
Terre améliorée	000 acres	5 832,6	5 281,6	11 165,6	10 119,3
En culture	000 acres	4 339,3	4 310,5	8 976,7	8 544,8
Pâturage amélioré	000 acres	1 096,1	744,1	1 623,5	1 065,7
En jachère	000 acres	131,2	78,6	156,4	198,5
Autre	000 acres	266,0	148,4	409,0	310,3
Terre non améliorée	000 acres	3 506,3	3 710,1	3 757,9	3 833,7
Terre à bois	000 acres	2 642,8	2 544,2	1 834,2	1 451,9
Autre	000 acres	863,5	1 165,9	1 923,7	2 381,8
Valeur des ventes de produits agricoles	'000 000 $	2 031,9	3 028,9	4 691,7	5 511,7
Fermes déclarant des ventes de produits agricoles de 2 500 $ et plus	n	38 184	37 160	68 960	63 253
Produits d'origine animale	n	29 086	25 693	41 684	36 324
Produits d'origine végétale	n	5 535	6 160	22 396	20 503
Autres[1]	n	3 563	5 307	4 880	6 426

1. Fermes de spécialités diverses et de combinaisons de productions: serres, pépinières, champignonnières, élevage de chevaux, de chèvres, d'animaux à fourrure et d'abeilles.

Sources: Statistique Canada, *Recensement agricole du Canada 1981 et 1986* (96-901 et 96-102).
Bureau de la statistique du Québec, compilation spéciale.

Figure 2

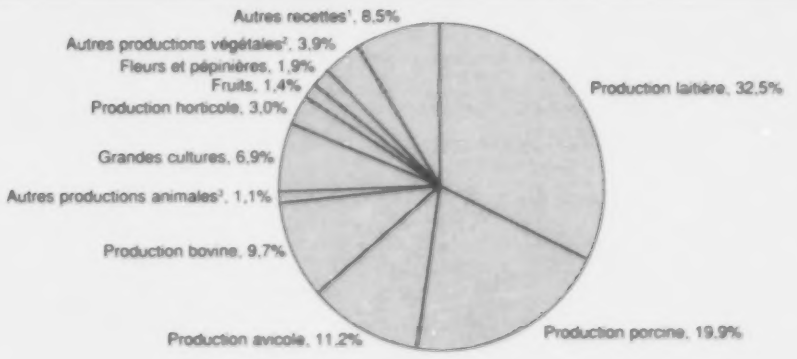
Recettes provenant des activités agricoles, Québec, Ontario et Canada, 1981, 1984 et 1987



Sources: Statistique Canada, *Statistiques économiques agricoles* (21-603).
Bureau de la statistique du Québec.

	Canada		Variation 1986/1981		
	1981	1986	Québec	Ontario	Canada
			%		
Fermes	318 361	293 089	-13,9	-11,8	-7,9
Superficie	162 816,0	167 601,0	-3,7	-6,5	2,9
Terre améliorée	113 968,9	113 693,1	-9,4	-9,4	-0,2
En culture	76 518,2	81 992,6	-0,7	-3,8	7,2
Pâturage amélioré	10 884,3	8 795,0	-32,1	-34,4	-19,2
En jachère	23 973,9	21 001,5	-40,1	-26,9	-12,4
Autre	2 592,5	1 904,0	-44,2	-24,1	-26,6
Terre non améliorée	48 847,1	53 907,9	5,8	2,0	10,4
Terre à bois	8 774,5	6 891,9	-3,7	-20,8	-21,5
Autre	40 072,6	47 016,0	35,0	23,8	17,3
Valeur des ventes de produits agricoles	15 832,1	20 765,0	49,1	17,5	31,9
Fermes déclarant des ventes de produits agricoles de 2 500 $ et plus	271 604	280 745	-2,7	-8,3	-4,0
Produits d'origine animale	128 837	115 699	-11,7	-12,9	-10,2
Produits d'origine végétale	126 443	121 747	11,3	-8,5	-3,7
Autres[1]	16 324	23 299	48,9	31,7	42,7

Figure 3
Recettes agricoles, selon le genre de production, Québec, 1987



1. Voir note 4, tableau 2.
2. Tabac, betterave à sucre, graines de moutarde, trèfles et graines fourragères, foin, pois secs et autres cultures diverses.
3. Productions ovine et apicole, fourrure et autres produits d'origine animale.

Sources: Statistique Canada, *Statistiques économiques agricoles* (21-603).
Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 2

Recettes monétaires provenant des activités agricoles, Québec, Ontario et Canada, 1981, 1984 et 1987

Produits	Québec			Ontario		
	1981	1984	1987	1981	1984	1987
	'000 $					
Production animale	2 025 518	2 249 917	2 404 604	2 925 068	3 206 697	3 374 025
Produits laitiers	862 727	997 404	1 045 090	805 401	912 663	1 005 972
Porc	576 040	596 345	651 747	525 853	625 436	682 397
Boeuf et veau	255 846	276 581	311 182	1 070 696	1 085 818	1 071 401
Volaille	220 660	251 733	270 274	279 009	317 421	355 656
Oeufs	82 700	89 175	90 701	185 289	201 636	182 888
Mouton et agneau	1 905	4 295	6 166	9 763	10 800	11 065
Autres[1]	25 640	34 384	29 444	49 057	52 921	64 646
Production végétale	446 887	528 156	525 951	1 706 305	1 889 713	1 776 989
Grandes cultures	178 635	243 811	188 656	479 334	573 485	432 628
Blé	13 000	11 094	11 756	78 643	94 961	62 645
Avoine	8 807	17 494	8 990	2 629	2 182	1 414
Orge	13 816	24 066	21 803	14 377	15 921	14 207
Seigle	-	-	-	1 291	841	307
Maïs-grain	96 694	142 759	95 955	326 802	409 002	309 302
Pommes de terre	46 318	48 398	50 152	55 592	50 578	44 753
Oléagineux[2]	-	-	-	167 245	209 236	256 452
Autres cultures[3]	65 743	59 113	46 913	548 648	489 023	359 769
Fruits	31 656	35 306	45 113	88 789	112 580	125 954
Légumes	75 287	94 470	97 087	242 696	298 639	340 663
Fleurs et pépinières	34 549	46 283	62 523	164 558	199 117	243 983
Produits forestiers et de l'érable	61 027	49 173	85 662	15 035	17 633	17 540
Autres recettes monétaires[4]	226 630	279 430	287 080	280 080	222 918	312 407
Total	2 699 045	3 057 503	3 217 638	4 891 515	5 329 328	5 472 421

1. Laine, miel, fourrure et autres produits d'origine animale.
2. Lin, colza et soya.
3. Tabac, betteraves à sucre, graines de moutarde et de tournesol, trèfle, et graines fourragères, foin, pois secs, haricots secs et autres cultures diverses. Comprend également les paiements anticipés des récoltes.
4. Comprennent entre autres les recettes différées (céréales), les diverses formes d'aide financière dont les subventions aux producteurs de blé, d'avoine, d'orge et de lin (Commission canadienne du blé), à l'industrie laitière, les indemnisations du régime d'assurance de stabilisation du revenu et de l'assurance-récolte, etc.

Sources: Statistique Canada, *Statistiques économiques agricoles* (21-603).
Bureau de la statistique du Québec, compilation spéciale.

Produits	Canada			Variation 1987/1981		
	1981	1984	1987	Québec	Ontario	Canada
				%		
Production animale	8 823 608	9 735 317	10 479 875	18,7	15,3	18,8
Produits laitiers	2 135 496	2 696 209	2 886 155	21,1	24,9	24,6
Porc	1 618 482	1 873 436	2 119 577	13,1	29,8	31,0
Boeuf et veau	3 440 231	3 544 593	3 756 610	21,6	0,1	9,2
Volaille	777 032	889 292	985 716	22,5	27,5	26,9
Oeufs	479 005	511 851	487 020	9,7	-1,3	1,7
Mouton et agneau	22 303	29 159	33 350	323,7	13,3	49,5
Autres[1]	171 059	190 777	211 447	14,8	31,8	23,6
Production végétale	7 825 514	8 794 608	7 113 125	17,7	4,1	-9,1
Grandes cultures	4 977 625	5 432 552	3 849 297	5,6	-9,7	-22,7
Blé	3 259 454	3 758 453	2 541 861	-9,6	-20,3	-22,0
Avoine	58 521	64 328	47 865	2,1	-46,2	-18,2
Orge	809 955	666 356	485 674	57,8	-1,2	-40,0
Seigle	76 479	56 680	18 073	-	-76,2	-76,4
Maïs-grain	448 033	575 430	411 195	-0,8	-5,4	-8,2
Pommes de terre	325 183	311 305	344 629	8,3	-19,5	6,0
Oléagineux[2]	894 362	1 306 667	1 081 782	-	53,3	21,0
Autres cultures[3]	894 949	823 547	696 909	28,6	-34,4	-22,1
Fruits	237 488	260 490	323 611	42,5	41,9	36,3
Légumes	419 123	518 885	579 001	29,0	40,4	38,1
Fleurs et pépinières	296 380	352 841	444 299	81,0	48,3	49,9
Produits forestiers et de l'érable	105 587	99 626	138 226	40,4	16,7	30,9
Autres recettes monétaires[4]	2 040 218	1 601 155	3 254 683	28,7	23,6	59,5
Total	18 689 340	20 331 080	20 847 685	19,2	11,9	11,5

Tableau 3

Statistiques principales de l'agriculture, Québec, 1981-1987

	Unité	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Revenu brut	'000 000 $	2 798.6	2 868.6	2 763.4	3 126.5	3 155.0	3 235.0	3 273.8
Variation	%	17.6	2.5	-3.7	13.1	0.9	2.5	1.2
Recettes monétaires[1]	'000 000 $	2 699.0	2 799.4	2 736.4	3 057.5	3 110.5	3 204.1	3 217.6
Variation	%	18.4	3.7	-2.3	11.7	1.7	3.0	0.4
Revenu en nature	'000 000 $	63.9	59.9	59.1	59.1	59.7	62.1	59.3
Variation	%	3.9	-6.3	-1.3	-	1.0	4.0	-4.5
Valeur de la variation des stocks	'000 000 $	35.7	9.3	-32.1	9.9	-15.2	-31.2	-3.1
Dépenses d'exploitation et d'amortissement	'000 000 $	2 137.8	2 217.1	2 204.4	2 279.9	2 237.5	2 337.1	2 397.0
Variation	%	18.6	3.7	-0.6	3.4	-1.9	4.5	2.6
Revenu net	'000 000 $	660.8	651.5	559.0	846.6	917.5	897.1	876.8
Variation	%	14.4	-1.4	-14.2	51.4	8.4	-2.2	-2.3
Indice des prix à la ferme des produits agricoles	(1981 = 100)	100.0	104.8	104.4	104.9	102.5	108.2	110.3
Variation	%		4.8	-0.4	0.5	-2.3	5.6	1.9
Produit intérieur brut[2]	'000 000 $	1 342.0	1 512.0	1 400.0	1 748.0	1 820.0	1 826.0	1 939.0
Variation	%	9.6	12.7	-7.4	24.9	4.1	0.3	6.2
Emploi	'000	79.0	77.0	80.0	77.0	85.0	82.0	76.0
Variation	%	1.3	-2.5	3.9	-3.7	10.4	-3.5	-7.3
Immobilisations	'000 000 $	609.0	706.0	614.8	662.6	517.7	463.4	410.9
Variation	%	14.6	15.9	-12.9	7.8	-21.9	-10.5	-11.3

1. Les recettes englobent les paiements supplémentaires.
2. Au coût des facteurs (main d'oeuvre, capital, etc.).

Sources: *Statistique Canada, Statistiques économiques agricoles* (21-603); *Nombre-indice des prix à la ferme des produits agricoles* (62-003); *La population active* (71-001);
Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 4

Dépenses d'exploitation, d'amortissement et de commercialisation du secteur agricole, Québec, 1981-1987

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	Variation 1987/1981
				'000 $				%
Exploitation	1 893 726	1 960 363	1 945 892	2 020 050	1 985 622	2 077 474	2 129 319	12.4
Impôts fonciers	31 381	18 318	18 810	21 031	21 938	13 282	13 333	-57.5
Loyer	14 856	18 060	21 244	21 053	20 948	24 645	27 360	84.2
Salaires	154 298	184 229	203 265	201 289	213 211	255 513	262 362	70.0
Intérêts sur dette	280 789	273 506	231 573	249 538	246 550	253 271	249 719	-11.1
Entretien de machinerie	190 763	219 351	233 641	244 334	258 365	284 224	284 726	49.0
Engrais et chaux	131 822	135 956	143 442	149 626	154 668	147 980	151 628	15.0
Autres dépenses - cultures	101 571	114 916	119 393	130 440	127 612	132 016	140 617	38.4
Alimentation du bétail	680 397	676 159	649 492	672 864	612 852	620 000	620 000	-8.9
Autres dépenses - bétail	58 486	61 415	63 265	61 785	64 355	69 171	73 256	25.3
Réparation de bâtiments	50 593	49 615	51 371	52 758	50 536	57 550	65 000	28.5
Electricité et téléphone	60 543	61 150	65 425	66 292	66 182	70 929	72 411	19.6
Divers	138 227	147 688	144 971	149 040	148 405	148 893	168 907	22.2
Amortissement	244 060	256 739	258 500	259 875	251 916	259 629	267 705	9.7
Assurances et commercialisation[1]	67 245	108 754	253 375	231 059	244 939	260 714	249 255	370.7
Total	2 205 031	2 325 856	2 457 767	2 510 984	2 482 377	2 597 817	2 646 279	20.0

1. Contributions au régime d'assurance stabilisation des revenus, ainsi que les divers prélèvements, les frais de transport et de promotion de l'industrie laitière.

Sources: Statistique Canada, *Statistiques économiques agricoles* (21-603);
Bureau de la statistique du Québec, compilation spéciale.

Tableau 5

Statistiques relatives à la production laitière, Québec, 1981-1987

	Unité	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	Variation 1987/1981
									%
Producteurs	n	20 036	19 503	19 091	18 142	17 483	16 700	16 036	-20,0
Cheptel laitier	'000	710	712	676	668	628	570	555	-21,8
Production laitière	'000 hl	30 256	31 379	29 294	30 849	29 457	29 506	29 546	-2,6
Destinée aux marchés	'000 hl	28 956	30 129	28 094	29 699	28 321	28 401	28 446	-1,8
Lait de consommation	'000 hl	6 294	6 331	6 265	6 364	6 492	6 879	6 964	10,6
Lait et crème de transformation	'000 hl	22 662	23 798	21 829	23 335	21 829	21 522	21 482	-5,2
Consommation à la ferme	'000 hl	1 300	1 250	1 200	1 150	1 136	1 105	1 100	-15,4
Production moyenne par vache	l	4 261	4 407	4 333	4 618	4 691	5 176	5 324	24,9
Recettes monétaires	'000 000 $	1 054	1 167	1 207	1 340	1 319	1 349	1 389	29,9
Valeur de la production	'000 000 $	926	1 036	1 081	1 200	1 187	1 219	1 237	33,6
Lait de consommation	'000 000 $	251	271	291	309	330	353	361	43,8
Lait et crème de transformation	'000 000 $	675	765	790	891	857	866	876	29,8
Subsides	'000 000 $	128	131	126	140	132	130	132	3,1
Prix moyen l'hectolitre	$/hl	36,40	38,73	42,96	45,12	46,57	47,50	48,13	32,2

Sources: Statistique Canada, *Rapport des enquêtes sur le bétail* (23-008).
Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques laitières*.
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.

Tableau 6

Statistiques relatives aux ventes de bovins, Québec, 1981-1987

	Unité	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	Variation 1987/1981
									%
Gros bovins[1]									
Bovins vendus	'000	298,6	348,6	413,9	351,1	341,2	361,1	315,9	6,5
Poids moyen	kg	163 329	194 335	214 593	176 112	181 340	192 959	170 084	4,1
Volume total	'000kg	551	557	518	502	531	534	538	-2,4
Prix moyen	$/100 kg	110,10	114,90	105,73	117,59	112,87	115,08	131,88	19,8
Valeur des ventes	'000 $	179 820	223 297	226 893	207 095	204 686	222 057	224 307	24,7
Veaux									
Veaux vendus	'000	383,6	426,9	416,4	441,5	355,3	334,7	319,8	-16,6
Poids moyen	kg	29 058	29 240	40 041	34 445	35 942	38 317	39 691	36,6
Volume total	'000kg	76	68	96	78	104	114	124	63,2
Prix moyen	$/100 kg	177,89	168,63	171,41	201,70	188,29	201,63	223,13	25,4
Valeur des ventes	'000 $	51 691	49 307	68 635	69 476	69 559	77 259	88 562	71,3
Bêtes vendues	'000	680,2	775,5	830,3	792,6	696,5	695,8	635,7	-6,5
Volume total	'000 kg	192 387	223 575	254 634	210 557	218 282	231 276	209 775	9,0
Valeur des ventes	'000 $	231 511	272 604	295 528	276 571	274 245	299 316	312 869	35,1

1. Comprend les vaches, les taureaux, les bouvillons.

Sources: Statistique Canada, données non publiées.
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.
Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 7

Statistiques relatives aux ventes de porcs, Québec, 1981-1987

	Unité	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	Variation 1987/1981
									%
Porcs vendus	000	4 836	4 704	4 581	4 743	4 762	4 650	4 641	-4,0
Poids moyen	kg	77,8	78,9	79,2	78,8	79,2	80,4	80,2	3,1
Volume total	000 kg	376 241	371 146	362 815	373 748	377 150	373 860	372 208	-1,1
Prix moyen	$/100 kg	154,92	184,81	156,72	160,16	151,17	179,45	175,49	13,3
Valeur des ventes	000 000 $	582,9	685,9	568,6	598,6	570,1	670,9	653,2	12,1

Sources: Ministère de l'Agriculture du Canada, *Rapport sur le marché des bestiaux et de la viande au Canada*.
Statistique Canada, *Statistique du bétail et des produits animaux* (23-203).
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec.
Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 8

Statistiques relatives aux ventes de divers produits d'origine animale, Québec, 1981-1987

	Unité	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	Variation 1987/1981
									%
Moutons et agneaux									
Bêtes vendues	000	39,6	50,9	65,1	77,2	76,6	65,0	69,1	74,5
Prix moyen	$	48,11	58,35	57,33	55,63	69,86	105,85	89,23	85,5
Valeur des ventes	000 $	1 905	2 970	3 732	4 295	5 351	6 880	6 116	323,7
Renards									
Peaux vendues	n	526	1 321	2 556	4 023	7 002	7 434	8 538	1 623,2
Prix moyen	$	271,67	129,37	171,83	155,06	124,76	115,78	113,57	-58,2
Valeur des ventes	000 $	142,9	170,9	439,2	623,8	873,6	860,7	969,7	678,6
Visons									
Peaux vendues	n	200 727	314 351	317 910	259 308	246 437	136 343	109 885	-45,3
Prix moyen	$	29,49	24,47	25,09	33,11	27,14	45,97	29,06	-1,5
Valeur des ventes	000 $	5 920	7 691	7 975	8 586	6 689	6 268	3 193	-46,1
Abeilles									
Apiculteurs	n	3 600	4 000	4 200	4 200	3 600	3 500	3 300	-8,3
Ruches	000	105	115	120	120	110	100	97	-7,6
Production moyenne	kg	45,6	29,4	38,7	53,3	43,6	28,0	50,1	9,9
Production de miel	000 kg	4 792	3 376	4 639	6 400	4 800	2 800	4 857	1,4
Valeur des ventes	000 $	12 548	9 158	12 007	15 814	12 140	7 358	12 357	-1,5
Miel	000 $	12 267	9 001	11 795	15 555	11 851	7 238	12 202	-0,5
Cire	000 $	281	157	212	259	289	120	155	-45,8
Prix moyen du miel	$/kg	2,56	2,67	2,54	2,43	2,47	2,59	2,51	-2,0

Sources: Bureau de la statistique du Québec, publications diverses.
Statistique Canada, publications diverses.

Tableau 9

Statistiques relatives aux ventes de volaille et d'oeufs, Québec, 1981-1987

	Unité	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	Variation 1987/1981
									%
Volume des ventes									
Volaille	t	152 632	156 802	149 830	159 831	176 893	182 056	192 921	26,4
Poulet	t	125 554	128 344	121 886	132 219	146 884	151 049	159 886	27,3
Poule	t	5 461	5 599	5 531	5 329	5 580	6 684	6 975	27,7
Dindon	t	21 617	22 859	22 413	22 283	24 429	24 323	26 060	20,6
Oeufs	'000 dz	80 766	78 844	80 410	78 104	77 722	77 668	78 650	-2,6
Valeur des ventes	'000 $	303 465	303 036	298 815	338 200	344 480	357 073	360 976	19,0
Volaille	'000 $	220 765	223 039	216 017	251 867	252 917	267 512	270 275	22,4
Poulet	'000 $	183 569	182 803	177 278	210 369	208 752	223 733	223 928	22,0
Poule	'000 $	1 548	1 856	2 206	2 391	2 880	3 159	3 609	233,1
Dindon	'000 $	35 648	38 380	36 533	39 107	41 285	40 620	42 738	19,9
Oeufs	'000 $	82 700	80 017	82 798	86 333	91 543	89 561	90 701	9,7
Consommation	'000 $	66 165	62 749	65 776	69 084	66 283	63 631	62 113	-6,1
Incubation	'000 $	16 535	17 268	17 022	17 249	25 170	25 930	28 588	72,9

Sources: Ministère de l'Agriculture du Canada, *Rapport sur le marché de la volaille, Revue sur les couvoirs.*
Statistique Canada, *Production de volailles et d'oeufs* (23-202).
Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques avicoles au Québec.*

Tableau 10

Statistiques relatives aux grandes cultures, Québec, 1981-1987

	Unité	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	Variation 1987/1981
									%
Superficie	'000 ha	1 503,5	1 543,4	1 561,2	1 587,2	1 598,0	1 596,7	1 605,0	6,8
Blé	'000 ha	40,9	32,0	30,0	37,0	47,0	53,6	65,0	58,9
Avoine	'000 ha	150,1	163,0	170,0	165,0	150,0	101,0	103,0	-31,4
Orge	'000 ha	106,0	121,0	132,0	135,0	142,0	172,0	174,0	64,2
Maïs-grain	'000 ha	165,4	179,6	182,0	210,0	225,0	234,4	228,0	37,8
Pommes de terre	'000 ha	17,2	17,5	16,8	17,5	17,3	17,3	18,0	4,7
Autres cultures[1]	'000 ha	1 023,9	1 030,3	1 030,4	1 022,7	1 016,7	1 008,4	1 017,0	-0,7
Production totale	'000 t	7 196,0	6 778,2	6 232,2	7 756,6	8 177,1	8 535,4	9 198,2	28,5
Blé	'000 t	119,5	93,0	82,0	120,0	164,0	166,0	183,0	53,1
Avoine	'000 t	266,4	310,0	300,0	360,0	360,0	224,0	232,0	-12,9
Orge	'000 t	257,1	360,0	320,0	400,0	477,0	515,0	457,0	77,8
Maïs-grain	'000 t	975,4	1 040,0	975,0	1 290,0	1 420,0	1 130,0	1 410,0	44,6
Pommes de terre[2]	'000 t	304,3	347,0	258,3	340,0	348,8	312,7	35,5	10,3
Autres cultures[1]	'000 t	5 233,3	4 628,2	4 296,9	5 246,6	5 407,3	6 187,7	6 580,7	25,7
Valeur totale	'000 000 $	557,2	583,9	617,9	784,8	701,0	688,2	908,3	63,0
Blé	'000 000 $	19,7	12,9	14,1	22,0	25,7	19,5	23,7	20,3
Avoine	'000 000 $	40,5	40,4	41,7	55,8	43,0	22,9	28,8	-28,9
Orge	'000 000 $	39,4	46,0	42,9	65,2	61,2	54,1	50,3	27,7
Maïs-grain	'000 000 $	143,1	149,9	149,2	210,7	189,1	122,3	166,5	16,4
Pommes de terre	'000 000 $	40,2	39,7	44,4	40,3	31,8	51,1	46,4	15,4
Autres cultures[1]	'000 000 $	274,3	295,0	325,1	390,8	350,2	418,3	592,6	116,0
Prix moyen à la ferme	$/t	77,86	86,14	99,07	101,18	85,73	80,63	98,75	26,8
Blé	$/t	164,85	138,71	171,95	183,33	156,71	117,47	129,51	-21,4
Avoine	$/t	152,03	130,32	139,00	155,00	119,44	102,23	124,14	-18,3
Orge	$/t	153,25	127,78	134,06	163,00	128,30	105,05	110,07	-28,2
Maïs-grain	$/t	146,71	144,12	153,03	163,33	133,17	108,23	118,09	-19,5
Pommes de terre	$/t	132,11	114,41	171,89	118,53	91,17	163,42	138,30	4,7

1. Betteraves à sucre, foin cultivé, grains mélangés et tabac.
2. Production vendue.

Sources: Statistique Canada (22-003 et 32-225).
Bureau de la statistique du Québec, *Grandes cultures.*

Tableau 11

Statistiques des diverses productions d'origine végétale, Québec, 1981-1987

Variables	Unité	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	Variation 1987/1981
									%
Fruits									
Petits fruits[1]									
Production	t	12 990	15 410	12 619	13 548	15 135	9 460	19 100	47,0
Valeur	000 $	16 037	19 488	16 267	15 006	18 146	15 023	27 386	70,8
Pommes									
Production	t	45 303	78 109	65 078	85 081	91 825	57 248	76 204	68,2
Valeur	000 $	12 128	18 737	15 953	20 302	24 057	17 571	17 944	48,0
Légumes[2]									
Superficie de la récolte	ha	26 808	30 681	28 938	30 508	29 391	26 347	30 211	12,7
Production	000 kg	346 859	416 195	346 780	441 491	396 735	327 057	406 861	17,3
Valeur	000 $	59 077	66 080	80 766	74 475	90 257	86 714	100 683	70,4
Légumes de serre									
Déclarants	n	..	..	..	175	161	108	..	..
Valeur	000 $	..	..	..	3 391,0	3 901,9	4 213,1	..	..
Fleurs d'ornements et plants cultivés en serre									
Déclarants	n	..	..	..	401	401	254	..	..
Valeur	000 $	..	..	..	31 601,0	30 087,0	33 625,3	..	..
Plants d'ornements et plants fruitiers de pépinières									
Déclarants	n	..	..	..	809	104	58	..	..
Valeur	000 $	..	..	..	7 961,9	18 167,7	20 699,2	..	..
Produits de l'érable									
Production[3]	kl	..	7 786	8 270	7 273	9 200	9 275	8 000	..
Valeur	000 $	..	23 438,0	23 608,0	24 211,0	39 423,0	58 094,0	..	..

1. Fraises, framboises et bleuets.
2. Excluant la pomme de terre.
3. Toute la production de l'érable est exprimée en équivalent sirop.

Sources: Bureau de la statistique du Québec, diverses publications.
Statistique Canada, *L'industrie des cultures de serre* (22-002); *Enquête sur l'industrie des pépinières canadiennes* (22-003).

Tableau 12

Statistiques diverses du secteur agricole, par région agricole, Québec, 1981 et 1986

Région agricole	Fermes		Superficie des fermes agricoles		Valeur des produits agricoles vendus	
	1981	1986	1981	1986	1981	1986
	'000		'000 acres		'000 000 $	
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	4,2	3,5	1 127,6	1 080,3	110,7	161,3
Québec	6,2	5,4	1 030,0	997,9	250,0	379,4
Beauce-Appalaches	5,6	4,8	1 042,8	996,8	214,8	343,5
Bois-Francs	4,4	3,8	825,8	797,0	221,6	329,6
Estrie	4,8	4,1	1 002,1	944,8	212,1	292,3
Richelieu—Saint-Hyacinthe	5,5	4,9	877,4	849,8	377,2	536,9
Sud-Ouest-de-Montréal	4,1	3,5	646,4	629,6	183,8	283,2
Outaouais	3,0	2,6	767,5	736,6	73,8	85,7
Abitibi-Témiscamingue	1,4	1,2	588,3	547,4	35,4	51,6
Nord-de-Montréal	4,8	4,2	549,4	547,1	197,8	334,4
Mauricie	2,1	1,7	327,4	312,7	78,5	121,5
Saguenay—Lac-Saint-Jean—Côte-Nord	2,0	1,7	553,9	551,7	76,2	109,5
Le Québec	48,1	41,4	9 338,6	8 991,7	2 031,9	3 028,9

Région agricole	Fermes déclarant des ventes de 2 500 $ ou plus					
	Produits d'origine animale		Produits d'origine végétale		Autres[1]	
	1981	1986	1981	1986	1981	1986
	'000					
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	2,8	2,5	0,2	0,2	0,2	0,3
Québec	3,9	3,4	0,4	0,5	0,5	0,8
Beauce-Appalaches	3,6	3,2	0,1	0,1	0,7	0,9
Bois-Francs	3,2	2,8	0,4	0,4	0,2	0,4
Estrie	3,1	2,9	0,2	0,2	0,4	0,6
Richelieu—Saint-Hyacinthe	3,1	2,6	1,4	1,5	0,3	0,5
Sud-Ouest-de-Montréal	1,8	1,4	1,2	1,4	0,2	0,4
Outaouais	1,7	1,6	0,2	0,2	0,2	0,3
Abitibi-Témiscamingue	0,9	0,9	0,1	0,1	0,1	0,1
Nord-de-Montréal	2,2	1,9	1,1	1,2	0,5	0,8
Mauricie	1,4	1,2	0,2	0,2	0,1	0,2
Saguenay—Lac-Saint-Jean—Côte-Nord	1,4	1,2	0,1	0,2	0,1	0,1
Le Québec	29,1	25,6	5,6	6,2	3,5	5,4

1. Comprend les produits des serres, des pépinières, des champignonnières, ainsi que les chevaux, les moutons, les chèvres, les animaux à fourrure et les abeilles.

Sources: Statistique Canada, *Recensement agricole du Canada 1981 et 1986* (96-901 et 96-102).
Bureau de la statistique du Québec, compilation spéciale.

Tableau 13

Répartition du bétail par région agricole, Québec, 1er janvier 1987

Région agricole	Vaches laitières	Génisses laitières	Taureaux	Veaux	Vaches de boucherie	Génisses de boucherie	Bouvillons	Porcs	Ovins
					'000				
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	57,7	25,1	2,8	29,9	19,7	6,5	3,1	19,3	16,4
Québec	72,9	30,9	3,8	34,2	15,1	5,5	4,5	478,3	7,4
Beauce-Appalaches	62,5	27,2	4,3	32,4	20,2	6,2	6,8	547,0	4,4
Bois-Francs	76,8	33,7	1,9	28,4	8,3	3,8	4,0	267,9	6,0
Estrie	63,0	30,9	2,6	31,5	22,8	7,8	4,1	430,9	9,2
Richelieu—Saint-Hyacinthe	67,2	28,9	1,7	25,2	5,1	2,6	6,7	743,6	3,9
Sud-Ouest-de-Montréal	45,2	19,9	1,1	15,2	4,9	2,5	6,0	50,2	4,8
Outaouais	19,5	8,8	1,7	23,6	28,8	6,9	5,7	9,4	7,0
Abitibi-Témiscamingue	13,9	5,8	0,9	14,7	16,5	4,4	2,4	0,8	4,8
Nord-de-Montréal	37,9	14,1	1,2	12,8	5,8	2,4	3,3	265,2	3,4
Mauricie	28,8	11,5	0,9	10,2	3,4	1,6	3,6	103,4	2,6
Saguenay—Lac-Saint-Jean—Côte-Nord	34,6	13,2	1,1	14,9	9,4	2,8	1,8	14,0	5,1
Le Québec	**580,0**	**250,0**	**24,0**	**273,0**	**160,0**	**53,0**	**52,0**	**2 930,0**	**75,0**

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Révision de l'effectif du bétail, 1981-1987*.

Tableau 14

Produits d'origine végétale, par région agricole, Québec, 1987

Région agricole	Grandes cultures						Pommes de terre	Légumes destinés à des fins commerciales
	Avoine	Orge	Grains	Maïs-grain	Blé	Autres[1]		
					'000 t			
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	40,2	71,8	10,0	15,3[2]	5,8	850,2	42,4	3,2
Québec	33,8	53,7	4,8		6,8	958,5	92,1	17,7
Beauce-Appalaches	16,0	21,8	1,6		2,6	808,9	6,5	3,9
Bois-Francs	15,5	44,7	4,7	187,7	10,3	940,8	28,2	7,8
Estrie	14,1	16,9	6,4	55,0	3,8	961,1	7,3	1,2
Richelieu—Saint-Hyacinthe	15,8	53,7	10,1	613,1	81,4	887,6	18,9	55,5
Sud-Ouest-de-Montréal	17,1	47,6	12,0	360,3	41,1	767,4	27,0	184,7
Outaouais	16,5	15,8	6,9	20,8	2,9	585,3	19,9	3,8
Abitibi-Témiscamingue	7,7	11,5	7,5	..	1,1	422,3	6,3	0,7
Nord-de-Montréal	17,3	63,3	5,6	120,3	19,1	516,7	86,7	109,7
Mauricie	12,4	30,0	2,2	37,5	5,7	378,4	18,1	3,1
Saguenay—Lac-Saint-Jean—Côte-Nord	25,6	26,2	3,2	..	2,4	422,8	56,6	3,1
Le Québec	**232,0**	**457,0**	**75,0**	**1 410,0**	**183,0**	**8 500,0**	**410,0**	**394,4**

1. Comprend le foin cultivé, le maïs fourrager.
2. Comprend les régions Bas-Saint-Laurent—Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, Québec et Beauce-Appalaches.

Source: Bureau de la statistique du Québec.

8

Pêches

La pêche maritime	479
La pêche intérieure	481
Le piégeage	482
Définitions	484

8

Liste des tableaux

1. Débarquements par catégorie de poissons et par province, Canada, 1984-1987 486

2. Débarquements par catégorie de poissons et par région, Québec, 1984-1987 488

3. Prix moyen le kilogramme de poisson au débarquement, selon l'espèce, Québec, 1982-1987 490

4. Nombre de pêcheurs, selon le groupe d'âge, par région, Québec, 1984-1987 490

5. Nombre de bateaux, selon la longueur, par région, Québec, 1984-1987 491

6. Statistiques de la pêche côtière et hauturière, Québec, 1983-1986 491

7. Valeur des expéditions des poissons débarqués et transformés, par espèce, Québec, 1983-1987 492

8. Utilisation de chaque dollar provenant de la pêche hauturière, Québec, 1983-1986 492

9. Revenu moyen de l'équipage et des propriétaires des bateaux hauturiers, Québec, 1983-1986 494

10. Captures de la pêche intérieure, Québec, 1983, 1985 et 1987 494

11. Statistiques de la pêche intérieure, par comté, Québec, 1984-1987 495

12. Ventes de peaux d'animaux sauvages à fourrure, selon l'espèce, Québec et Canada, 1984-85 à 1986-87 497

13. Nombre de permis de piégeage, selon le réseau, Québec, 1984-85 à 1986-87 499

14. Exportations et importations de pelleteries non apprêtées, Québec et Canada, 1985-1987 499

15. Industrie des articles en fourrure, Québec et Canada, 1985 499

Liste des figures

1. Répartition des débarquements, par province, Canada, 1984-1987 486

2. Valeur des débarquements, par province, Canada, 19844-1987 487

3. Répartition des captures selon la catégorie de poissons, par région, Québec, 1987 488

4. Prix moyen au débarquement de six espèces choisies, Québec, 1982-1987 489

8

Ce chapitre a été réalisé par Zéphirin Bérubé, avec la collaboration de Laval Tremblay, de la Direction des statistiques des entreprises du Bureau de la statistique du Québec.

Ce chapitre présente une description du secteur de la pêche et du piégeage. Dans la première partie, qui traite de la pêche maritime au Québec, des comparaisons sont faites avec le Canada, les provinces de l'Atlantique et la Colombie-Britannique. Il est question des principales captures, de la flotte des bateaux de pêche et de la répartition régionale de l'activité halieutique. La deuxième partie porte sur la pêche intérieure et la troisième, sur le piégeage et l'apport économique que cette activité représente pour le Québec et l'ensemble du Canada.

L'industrie de la pêche et du piégeage connaît une croissance importante de 1986 à 1987. La valeur de sa production s'accroît alors de 40,5%, dépassant ainsi la centaine de millions de dollars (133,2 millions). Malgré cela, son apport dans l'économie québécoise est très faible, soit 0,06% du produit intérieur brut. Elle constitue néanmoins une activité fort importante dans quelques régions: Gaspésie, Côte-Nord et Îles-de-la-Madeleine.

La pêche maritime

La situation de la pêche au Québec et dans les autres provinces

En 1987, les débarquements du Québec représentent 6,6% du volume total canadien de 1,5 million de tonnes métriques de poisson. L'activité de la pêche rapporte alors au Canada 1,5 milliard de dollars; la part du Québec dans ces recettes est de 8,5%. La part des autres provinces dans le volume des débarquements canadiens est la suivante: Terre-Neuve, 34%; Nouvelle-Écosse, 31%; Colombie-Britannique, 16%; Nouveau-Brunswick, 9% et Île-du-Prince-Édouard, 3%. Sur le plan des recettes, la valeur totale est ainsi répartie: Colombie-Britannique, 32%; Nouvelle-Écosse, 31%; Terre-Neuve, 18%; Nouveau-Brunswick, 7% et Île-du-Prince-Édouard, 4%.

En 1987, la valeur des débarquements au Québec dépasse les 100 millions de dollars pour la première fois. En hausse continue depuis le début des années 40, cette valeur a plus que doublé au cours des quatre dernières années. De 56,8 millions en 1984, elle atteint 126,3 millions de dollars en 1987, ce qui représente une croissance annuelle moyenne de 30,5%. Tant à l'échelle canadienne que québécoise, cette hausse est due à une augmentation des prix, de 1986 à 1987, pour quelques espèces de haut volume: la morue (86%), les plies (46%), le flétan du Groenland (63%), la merluche (57%), les myes (87%), la crevette (39%) et le crabe (80%).

Les principales catégories de poissons capturés au Québec

Les principales catégories de poissons capturés sont les poissons de fond, les poissons pélagiques (ou de surface), les mollusques et les crustacés. Dans la catégorie des poissons de fond, on retrouve la morue, l'aiglefin, la merluche, la goberge, le sébaste, le poisson-loup, les plies et les autres flets, le flétan atlantique, le flétan du Groenland, la poule de mer, etc. Les poissons pélagiques comprennent le hareng, le saumon, l'éperlan, le capelan, la truite de mer, l'esturgeon, etc. Les mollusques et les crustacés comprennent les myes, les palourdes, les moules, les pétoncles, les buccins, le homard, les crevettes, le crabe des neiges, l'encornet, etc.

En 1987, les poissons de fond représentent 66% de la quantité totale de poissons débarqués au Québec, suivis de loin par les mollusques et crustacés (25%) et les poissons pélagiques

(9%). La valeur totale des prises est de 126,3 millions de dollars. Les mollusques et crustacés en accaparent 58%, avec 73,7 millions; suivent les poissons de fond (37%), avec 47,1 millions et les poissons pélagiques (4%), avec 5,0 millions.

Dans la catégorie des mollusques et crustacés, le crabe des neiges arrive au premier rang avec 32,6 millions de dollars. La valeur des pétoncles s'accroît de 92%, celle des crevettes, de 59,4% et celle du homard, de 35%. Dans les poissons de fond, la morue est l'espèce la plus importante; elle vient au deuxième rang de toutes les espèces, après le crabe des neiges et avant les crevettes. Sa valeur s'établit à 23,5 millions de dollars en 1987, ce qui représente une croissance de 36,6% en regard de 1986. Pour le flétan du Groenland, la valeur des captures atteint 13,8 millions de dollars cette même année.

La répartition régionale de la pêche

Au Québec, la pêche est l'activité économique de trois régions en particulier: la Gaspésie, les Îles-de-la-Madeleine et la Côte-Nord, qui, en 1987, fournissent respectivement 56,0%, 24,7% et 19,0% des débarquements totaux de poissons, de mollusques et de crustacés. La région du fleuve Saint-Laurent, quant à elle, compte moins de 1% des débarquements. Au cours de la période de 1984 à 1987, la Gaspésie détient la première place pour ce qui est du volume et de la valeur des débarquements. La Côte-Nord et les Îles-de-la-Madeleine occupent tour à tour le deuxième rang pour la valeur des débarquements. La valeur des débarquements en Gaspésie passe alors de 29,7 millions à 68,3 millions de dollars, soit une augmentation annuelle moyenne de 31,9%. Au cours de cette même période, la valeur des captures de la Côte-Nord augmente, égalant celle des Îles-de-la-Madeleine en 1986 et la dépassant en 1987. Elle passe de 12,4 millions à 30,8 millions de dollars, ce qui représente une croissance annuelle moyenne de 35,4%. L'augmentation des débarquements de crabe explique l'amélioration de la situation halieutique sur la Côte-Nord. La croissance de la valeur des prises aux Îles-de-la-Madeleine est de 73% entre 1984 et 1987 (de 13,8 millions de dollars, en 1984, à 24,8 millions de dollars, en 1987). Dans le fleuve Saint-Laurent, les espèces pélagiques dominent en volume et en valeur; elles atteignent 95% du volume total des débarquements de cette région et 96% de leur valeur.

Les pêcheurs et les bateaux de pêche

Pendant la période de 1984 à 1987, le nombre de pêcheurs diminue de 18,2%, passant de 8 050 à 6 815. Cette baisse est observée dans chacune des régions de pêche: elle est de 45% dans la région du fleuve, de 18,4% en Gaspésie, de 12,4% sur la Côte-Nord et de 9,2% aux Îles-de-la-Madeleine. De tous les pêcheurs québécois en 1987, 3 141 sont de la Gaspésie (46,1%), 2 320, de la Côte-Nord (34%), 1 266, des Îles-de-la-Madeleine (18,6%) et 87, du secteur du fleuve Saint-Laurent (1,3%).

En 1987, le nombre de pêcheurs de 25 à 34 ans est le plus élevé (28,9%). Ce groupe ainsi que ceux des 35-44 ans et des 45-64 ans connaissent alors une certaine croissance, tandis que celui des 25 ans et moins diminue légèrement. Sur le plan de l'emploi, c'est ce dernier groupe qui est le plus mobile.

De 1984 à 1987, le nombre de bateaux passe de 3 350 à 2 871 au Québec, ce qui représente une baisse de 14,3%. En 1987, leur répartition dans les quatre régions de pêche est la suivante: 41,8% en Gaspésie, 40,6% sur la Côte-Nord, 16,3% aux Îles-de-la-Madeleine et 1,3% dans la région du fleuve Saint-Laurent. Les bateaux de moins de 10,7 mètres (20 pieds) constituent la catégorie dont le nombre a le plus diminué, soit de 16,2%. De telles embarcations représentent des immobilisations moins importantes, ce qui permet aux pêcheurs de suspendre momentanément leurs activités sans que cela nuise à la rentabilité de leur investissement. Les plus gros bateaux représentent par contre des immobilisations considérables pour ceux qui les exploitent; ces derniers doivent se consacrer intensivement à la pêche pour que leur entreprise demeure rentable.

La flotte de pêche est constituée de deux types de bateaux: les bateaux côtiers, qui ont une jauge brute inférieure à 25 tonneaux et qui mesurent de 4 à 15 mètres (12 à 50 pieds) et les bateaux hauturiers, qui sont de plus grande taille. De 1983 à 1986, même si les bateaux hauturiers passent de 152 à 185 (6,8% de la flotte), la flotte totale compte 951 bateaux de moins en 1986. De l'ensemble des pêcheurs, 12,6% (786 pêcheurs sur 6 237) travaillent sur les bateaux hauturiers. Les captures effectuées sur ces bateaux comptent pour 49,4% de la valeur totale des débarquements de poissons, de mollusques et de crustacés au Québec, soit 42,5 millions de dollars.

La valeur immobilière des bateaux hauturiers varie entre 100 000 $ et deux millions de dollars, mais leur valeur moyenne est de 229 427 $. Ils représentent financièrement plus de 50% de la valeur totale des bateaux de pêche du Québec. Les bateaux côtiers ont, quant à eux, une valeur moyenne de 10 000 $.

Des données provenant d'une enquête du Bureau de la statistique du Québec sur les dépenses des bateaux hauturiers (cordiers, chalutiers) du Québec et des données tirées de divers documents ou de fichiers administratifs de la flotte hauturière permettent de connaître les revenus nets des membres d'équipage, ainsi que les revenus nets des bateaux ou de leur(s) propriétaire(s). Les revenus bruts sont divisés en deux parts, l'une pour le bateau —considéré comme personne morale— (habituellement 40%), l'autre pour l'équipage (60%). Le bateau paye les dépenses d'entretien et l'équipage se charge des dépenses d'exploitation.

Entre 1983 et 1986, les revenus nets des cordiers passent de 23 025 $ à 34 608 $, ce qui représente une augmentation de 50,1%. Quant aux membres de l'équipage, ils voient leur revenu net individuel croître de 54,1% (de 8 960 $ à 13 803 $). Les revenus nets des chalutiers de 17 mètres passent de 49 834 $ à 56 000 $, une augmentation de 13,3%. Ceux de leurs équipages croissent de 53,3% (de 15 455 $ à 23 683 $).

La transformation des produits de la pêche

La transformation du poisson se fait dans une centaine d'usines, situées principalement dans les trois plus importantes régions de pêche, soit la Gaspésie, la Côte-Nord et les Îles-de-la-Madeleine; peu de transformation est effectuée dans la région du fleuve Saint-Laurent. En 1987, la valeur des expéditions de produits transformés provenant de ces usines a atteint la somme de 222,2 millions de dollars, un sommet jamais atteint auparavant. Depuis 1975, cette valeur montre une augmentation annuelle moyenne de 18,5%.

Depuis 1983, les expéditions de produits du crabe sont les plus importantes; leur valeur est passée de 36,3 millions à 51,6 millions de dollars de 1983 à 1987, une augmentation de 49,4%. Pour la morue, l'augmentation est de 23,6%; pendant la même période, la valeur des produits transformés à partir de cette espèce passe de 33,0 millions à 49,9 millions. En 1987, les expéditions de crevettes et de homards sont évaluées à 36,7 et 22,2 millions de dollars, respectivement. Celles du sébaste sont de 18,6 millions de dollars. Les expéditions de plies, de flétan du Groenland, de hareng, de maquereau, d'anguille et de myes dépassent également toutes le million de dollars.

La pêche intérieure

La pêche en eaux douces est également pratiquée au Québec. Elle se fait dans le fleuve Saint-Laurent, à l'ouest de la limite des eaux salées marquée par la ligne reliant l'Anse-à-Gilles, sur la rive sud du fleuve, au Cap-Tourmente, sur la rive nord, ainsi que dans les différents lacs et rivières à l'intérieur des terres. Ce type de pêche est l'objet d'une certaine rationalisation. Les

bassins susceptibles de donner une rendement valable sont étudiés et leurs ressources sont exploitées adéquatement. Cette rationalisation donne des résultats intéressants: en effet, de 1983 à 1987, le volume des captures est passé de 500 à 1 200 tonnes métriques. La valeur totale des produits de la pêche a par le fait même augmenté, passant de 1,1 million à plus de 2,9 millions de dollars pendant la même période.

Pour ce qui est du volume de prises, les espèces les plus importantes sont la barbotte, l'esturgeon, la perchaude et l'anguille, avec respectivement 416,71, 286,52, 231,24 et 155,07 tonnes en 1987. En valeur, les rangs diffèrent: l'esturgeon, la barbotte, l'anguille et la perchaude représentent respectivement 42,3%, 17,0%, 16,1% et 15,5% de la valeur totale des prises, qui est de 2,9 millions de dollars. La valeur de toutes les espèces a crû au cours de la période 1983-1987; elle s'est multipliée par 5, 10 ou même 20 dans certains cas. Les augmentations les plus spectaculaires concernent les espèces suivantes: l'esturgeon (de 135 000 $ à 1,2 million), l'anguille (de 281 000 $ à 477 000 $), la barbotte (de 123 413 $ à 504 215 $) et la perchaude (de 225 324 $ à 456 852 $).

Pour ce qui est de la part des captures de chacune des régions de pêche intérieure, c'est le comté municipal de Yamaska qui affiche le pourcentage le plus élevé, soit 30% du volume total. Suivent les comtés municipaux de Maskinongé (21%), Nicolet (20%), Richelieu (4%) et Champlain (3%). Quant au nombre de pêcheurs, il a chuté de 442 à 129 au cours de la période de 1983 à 1987. En 1987, les régions dans lesquelles on retrouve la majorité des pêcheurs sont celles des principaux bassins de pêche, soit Champlain (10), Huntingdon (10), Maskinongé (17), Nicolet (18) et Yamaska (16).

De 1984 à 1985, la valeur des équipements pour la pêche intérieure a décru substantiellement (de 1,7 à 1,2 million de dollars), puis a fait une remontée, passant à 2,04 millions, en 1986, et à 2,07 millions de dollars, en 1987. La croissance nette est de 20% pour toute la période. Les comtés où l'on enregistre les plus grandes immobilisations en équipements sont ceux de Yamaska (515 995 $), de Nicolet (150 957 $), de Maskinongé (334 246 $), de Richelieu (382 910 $) et de Champlain (171 307 $).

Le piégeage

Le piégeage est une forme de chasse qui répond à divers besoins dans les secteurs de la consommation et de la commercialisation; il constitue l'un des héritages culturels des autochtones et des habitants des régions nordiques. Vers la fin des années 70, on observe un engouement des Québécois pour le piégeage. Le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et l'Association professionnelle des trappeurs indépendants organisent depuis des cours de piégeage; les 300 inscriptions et plus par année démontrent l'intérêt des chasseurs pour cette activité plus restreinte.

De 1984 à 1987 au Canada, la valeur des fourrures sauvages provenant du piégeage augmente de 49,2%, passant de 50,4 millions à 75,2 millions de dollars. Le Québec se place au deuxième rang des provinces canadiennes avec 10,9 millions, immédiatement après l'Ontario (21,6 millions).

Au Québec, l'activité du piégeage connaît une croissance importante en 1987; la valeur des peaux d'animaux augmente alors de 23,6% en regard de 1986 (de 8,8 à 10,9 millions de dollars). Cette croissance s'explique en bonne partie par la hausse de 126,3% de la valeur des peaux de martre, dont le prix moyen à l'unité double presque en 1987 (hausse de 91,2%). Une augmentation est également observée dans le cas du raton laveur (16,3%), du rat musqué (9,5%) et du castor (5,2%). Par contre, la valeur des peaux de lynx du Canada et du

renard diminue sensiblement, en raison à la fois d'une baisse de prix (26,4% et 21,8%, respectivement) et d'une baisse du nombre de peaux produites (20% et 6,9%, respectivement). Il ressort de ces données que la valeur des peaux d'animaux peut varier d'une année à l'autre, selon les exigences de la mode et, par conséquent, selon la demande des manufacturiers. Le contrôle sévère qu'exercent les organismes concernés par l'activité du piégeage fait qu'aucune espèce n'est en danger présentement.

Le nombre de permis valides diminue de 6% entre 1983 et 1987, surtout dans les unités de piégeage et les réseaux non structurés. Là comme dans les autres champs d'activité du secteur primaire, le nombre d'intéressés diminue à mesure que les autres domaines du marché du travail s'ouvrent. Par ailleurs, les détenteurs d'un permis d'une durée d'un an —qui leur assure l'exclusivité du piégeage sur un territoire donné (appelé « unité de piégeage »)— souhaitent obtenir une prolongation de la durée de ces permis.

De 1985 à 1987, la valeur des exportations québécoises et canadiennes de fourrures n'inclut pas que la production découlant du piégeage, mais aussi celle des fermes à fourrures du secteur agricole. Au cours de cette période, elle décroît substantiellement, passant de 15 millions à 11,8 millions de dollars. Bien qu'elle ait aussi diminué (de 106,4 millions à 101,4 millions), la valeur des importations québécoises de fourrures est de 7,2 à 8,5 fois supérieure à celle des exportations.

Dans le secteur de la transformation en 1985, 160 établissements procurent 1 734 emplois au total. Ces établissements payent 34,5 millions en salaires et ont des expéditions de 256 millions, avec une valeur ajoutée de 81,7 millions de dollars. Le piégeage a donc une grande incidence économique en raison, d'une part, de l'ampleur des dépenses engagées dans cette activité et, d'autre part, des activités économiques liées à la transformation des fourrures.

8

Définitions

Débarquement
Quantité, convertie en poids vif, de poissons débarqués ronds ou éviscérés.

Flotte côtière
Flotte qui comprend les bateaux de 4 à 14 mètres et de moins de 25 tonneaux de jauge brute.

Flotte hauturière
Flotte qui comprend les bateaux de 14 mètres et plus et de plus de 25 tonneaux de jauge brute.

Pêche intérieure
Pêche qui se pratique à l'ouest de la zone de pêche maritime dans le Saint-Laurent et dans les lacs.

Pêche maritime
Pêche qui se pratique dans les eaux salées du fleuve et du golfe Saint-Laurent ainsi que dans celles du plateau continental canadien baigné par l'océan Atlantique. Le territoire maritime prend fin le long d'une ligne théorique reliant le Cap Tourmente et l'Anse-à-Gilles.

Pêcheur
Toute personne capturant du poisson pour la vente, à l'exclusion des individus de 14 ans et moins et des aides embauchés pour quelques jours seulement.

Poids vif
Poids du poisson vivant, au sortir de l'eau.

Poisson de fond
Poisson dont l'habitat se trouve au fond de l'eau ou dans les quelques brasses près du fond.

Poisson pélagique
Poisson dont l'habitat est plutôt près de la surface ou dans les quelques brasses au-dessous.

Régions maritimes

Côte-Nord
Région qui s'étend du Saguenay à Blanc-Sablon et incluant l'île d'Anticosti.

Fleuve Saint-Laurent
Région comprise entre la ligne du Cap-Tourmente à Anse-à-Gilles et la ligne du Cap-à-l'Orignal à la rivière Saguenay.

Gaspésie
Région comprise entre le Cap-à-l'Orignal et la limite des marées dans la rivière Restigouche, en passant par Rimouski, Matane, Gaspé-Est, Gaspé-Ouest et Bonaventure.

Îles-de-la-Madeleine
Région comprenant toutes les îles de cet archipel.

Terrain de piégeage
Territoire où le détenteur du permis a l'exclusivité du piégeage pour plus d'une année.

Unité de piégeage
Territoire où le détenteur du permis a l'exclusivité du piégeage pour une année seulement.

Valeur au débarquement
Valeur provenant de la vente du poisson dès la sortie du bateau, avant toute transformation.

Valeur des expéditions
Valeur des produits du poisson, au sortir des usines.

Pêcheries maritimes et intérieures.—Quantités et valeur des poissons pêchés et vendus.

POISSONS	PÊCHE MARITIME				PÊCHE FLEUVIALE eaux intérieures		Poisson vendu provenant des deux sortes de de pêches		Valeur totale du poisson vendu
	Poisson pêché		Poisson vendu		Poisson vendu				
	Quantité	Valeur en dollars	Quantité	Valeur en dollars	Quantité	Valeur en dollars	Quantité	Valeur en dollars	Valeur en dollars
Saumon quintaux	12,676	152,112	—	—	—	—	—	—	—
" frais, "	—	—	10,312	144,368	85	1,425	10,397	145,793	—
" salé, "	—	—	1,576	15,760	—	—	1,576	15,760	161,553
Homard, "	41,310	206,550	—	—	—	—	—	—	—
" en boîtes, caisses	—	—	16,485	313,215	—	—	16,485	313,215	—
" exp. dans le test quintaux	—	—	100	800	—	—	100	800	314,015
Morue, "	365,052	365,052	—	—	—	—	—	—	—
" fraîche, "	—	—	250	375	—	—	250	375	—
" verte, salée "	—	—	13,686	41,058	—	—	13,686	41,058	—
" séchée, "	—	—	112,473	674,838	—	—	112,473	674,838	716,271
Eglefin, "	4,680	3,509	—	—	—	—	—	—	—
" frais, "	—	—	35	70	—	—	35	70	—
" sèche, "	—	—	1,536	6,144	—	—	1,536	6,144	6,214
Merluche et lingue "	2,400	1,200	—	—	—	—	—	—	—
" " séchée "	—	—	800	2,400	—	—	800	—	2,400
Hareng "	363,649	181,824	—	—	—	—	—	—	—
" frais "	—	—	1,325	1,987	896	1,792	2,221	3,779	—
" fumé, "	—	—	4,300	8,600	—	—	4,300	8,600	—
" dans la saumure, barils	—	—	10,696	42,784	—	—	10,696	42,784	—
" pour appât (boette) "	—	—	61,780	92,670	—	—	61,780	92,670	—
" pour engrais "	—	—	99,038	49,518	—	—	99,038	49,518	197,351
Maquereau quintaux	23,598	117,990	—	—	—	—	—	—	—
" frais "	—	—	75	750	—	—	75	750	—
" salé barils	—	—	7,841	125,456	—	—	7,841	125,456	126,206
Alose quintaux	—	—	—	—	60	630	60	—	630
Flétan "	387	3,096	387	3,096	—	—	387	—	3,096
Carrelet "	500	250	500	250	—	—	500	—	250
Eperlan "	12,146	72,876	12,146	97,168	455	1,365	12,601	—	98,533
Truite "	710	7,100	710	8,520	967	11,321	1,677	—	19,841
Anguille "	285	1,425	285	1,425	2,496	16,901	2,781	—	18,326
Petite-morue "	320	320	320	320	—	—	320	—	320
Poisson blanc, "	—	—	—	—	514	5,140	514	—	5,140
Bar, "	—	—	—	—	676	8,496	676	—	8,496
Brocheton, "	—	—	—	—	1,229	14,350	1,229	—	14,350
Brochet, "	—	—	—	—	935	6,179	935	—	6,179
Esturgeon, "	—	—	—	—	977	6,383	977	—	6,383
Perche, "	—	—	—	—	1,823	9,860	1,823	—	9,860
Maskinongé, "	—	—	—	—	115	1,284	115	—	1,284
Morue noire	—	—	—	—	197	985	197	—	985
Poissons divers	3,340	6,680	3,340	10,020	5,622	27,735	8,962	—	37,735
Moules, barils	1,111	3,333	—	—	—	—	—	—	—
" fraîches, "	—	—	1,111	4,444	—	—	1,111	—	4,444
Langues et noues, quintaux	—	—	63	315	—	—	63	—	315
Capelan, "	25,100	6,275	25,100	6,275	—	—	25,100	—	6,275
Peau de veau marin, nombre	—	—	4,872	7,308	—	—	4,872	—	7,308
" " Beluga, "	—	—	75	375	—	—	75	—	375
Baleine, "	87	60,900	—	—	—	—	—	—	—
Huile de poisson gallons	—	—	90,400	27,119	—	—	90,400	—	27,119
" " baleine "	—	—	147,560	44,268	—	—	147,560	—	44,268
Os de baleine quinteaux	—	—	240	4,800	—	—	240	—	4,800
Engrais de baleine tonnes	—	—	244	85	—	—	244	—	85
Totaux	—	1,190,492	—	1,736,583	—	113,846	—	—	1,850,427

47e Rapport fédéral des Pêcheries, année 1913-14, page 206.

Source: Annuaire statistique, 1915, p. 489.

Tableau 1

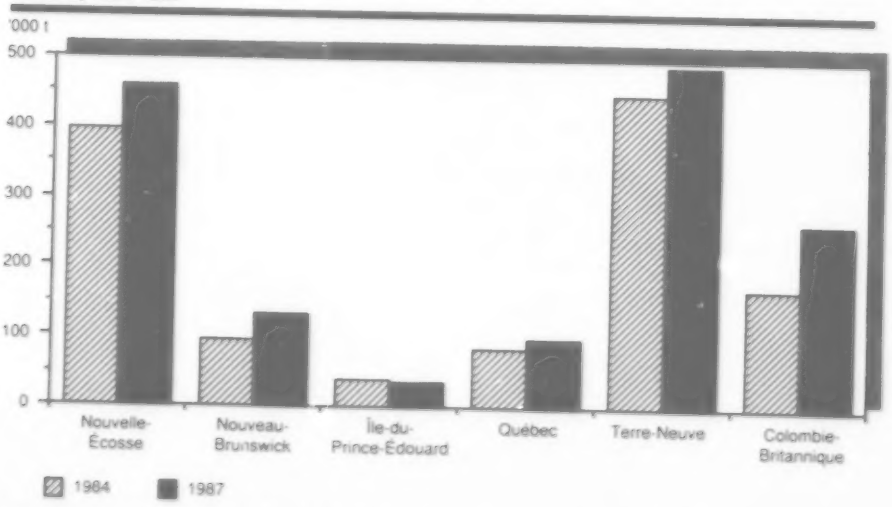
Débarquements par catégorie de poissons et par province, Canada, 1984-1987

Espèce	Nouvelle-Écosse		Nouveau-Brunswick		Île-du-Prince-Édouard		Québec	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	t	'000 $	t	'000 $	t	'000 $	t	'000 $
1984	394 504	265 280	98 983	75 299	36 521	38 301	83 871	56 831
Poissons de fond	269 908	114 730	17 163	5 452	20 238	5 441	56 190	20 398
Poissons pélagiques et d'estuaire	77 156	15 310	48 537	8 116	7 849	2 440	5 732	2 614
Mollusques et crustacés	47 440	134 388	33 293	61 595	10 434	28 684	21 949	33 816
Divers	-	852	-	136	-	1 736	-	3
1985	450 407	309 084	127 541	81 498	33 151	40 037	90 189	67 689
Poissons de fond	265 067	137 349	19 881	7 896	16 804	4 600	57 296	23 832
Poissons pélagiques et d'estuaire	107 774	19 462	75 547	12 041	6 712	1 607	6 426	3 643
Mollusques et crustacés	57 566	151 434	32 113	61 353	9 635	33 830	26 486	40 213
Divers	-	839	-	208	-	-	1	1
1986	460 008	412 205	137 424	94 040	40 377	53 560	89 970	85 903
Poissons de fond	294 782	181 093	22 480	10 001	14 320	5 513	55 865	28 082
Poissons pélagiques et d'estuaire	81 696	24 413	85 047	15 372	12 289	3 057	7 625	4 222
Mollusques et crustacés	66 250	160 730	25 280	52 871	13 487	44 951	26 445	53 558
Divers	11 789	872	171	223	281	39	35	42
1987	458 510	513 172	131 562	101 010	33 770	70 152	97 274	126 297
Poissons de fond	268 228	230 584	18 778	14 016	12 630	7 774	63 755	47 068
Poissons pélagiques et d'estuaire	100 381	27 210	92 255	17 591	10 963	2 964	9 039	5 006
Mollusques et crustacés	89 901	254 404	20 529	69 210	10 177	59 414	24 365	73 679
Divers	-	974	-	193	-	-	115	444

Source: Ministère des Pêches et Océans, Canada, *Les pêches canadiennes. Débarquements.*

Figure 1

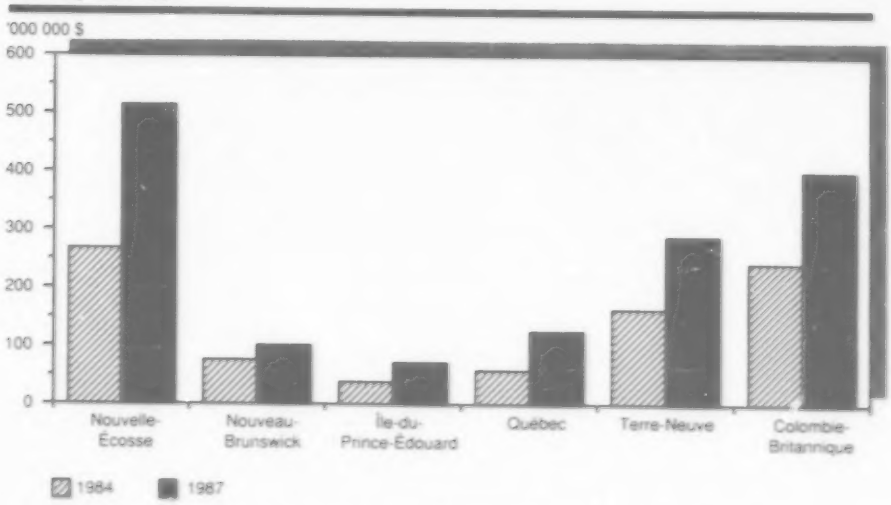
Répartition des débarquements, par province, Canada, 1984-1987



Source: Ministère des Pêches et Océans, Canada, *Les pêches canadiennes. Débarquements.*

Espèce	Terre-Neuve		Colombie-Britannique		Canada	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	t	'000 $	t	'000 $	t	'000 $
1984	449 316	163 389	169 168	242 935	1 234 373	842 036
Poissons de fond	371 546	118 786	69 023	34 873	804 068	299 680
Poissons pélagiques et d'estuaire	59 954	15 859	87 114	185 504	286 342	229 844
Mollusques et crustacés	17 816	27 863	13 031	18 027	143 963	304 373
Divers	-	881	-	4 531	-	8 139
1985	457 048	161 456	213 834	377 776	1 372 170	1 037 540
Poissons de fond	376 343	117 737	61 051	45 134	816 442	336 548
Poissons pélagiques et d'estuaire	62 382	13 121	136 527	305 157	395 368	355 031
Mollusques et crustacés	18 323	30 404	16 256	21 655	160 379	338 889
Divers	-	194	-	86	1	1 328
1986	493 116	196 695	225 130	391 160	1 446 028	1 233 564
Poissons de fond	388 091	136 809	85 080	64 690	860 619	426 186
Poissons pélagiques et d'estuaire	86 790	27 521	124 110	296 210	397 558	370 796
Mollusques et crustacés	17 713	31 585	15 940	23 650	165 116	367 346
Divers	521	780	-	-	-	974
1987	489 793	287 875	262 890	401 900	1 472 428	1 495 006
Poissons de fond	388 217	217 742	134 180	77 930	885 468	595 114
Poissons pélagiques et d'estuaire	81 551	19 791	107 700	287 560	401 727	360 122
Mollusques et crustacés	20 025	50 342	20 810	31 110	185 118	538 159
Divers	-	-	-	-	-	8 718

Figure 2
Valeur des débarquements, par province, Canada, 1984-1987



Source: Ministère des Pêches et Océans, Canada, *Les pêches canadiennes. Débarquements.*

Tableau 2

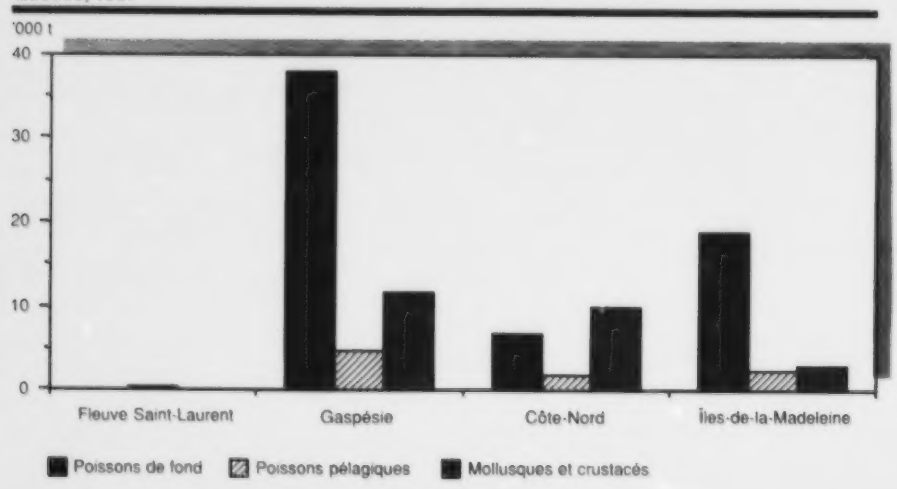
Débarquements par catégorie de poissons et par région, Québec, 1984-1987

Espèce	Fleuve Saint-Laurent		Gaspésie		Côte-Nord	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	t	'000 $	t	'000 $	t	'000 $
1984	626	850	43 997	29 710	18 722	12 453
Poissons de fond	2	4	30 828	12 862	10 815	4 073
Poissons pélagiques et d'estuaire	606	820	2 077	528	1 178	671
Mollusques et crustacés	18	26	11 086	16 317	6 729	7 709
Divers	-	-	6	3	-	-
1985	905	1 515	53 521	37 626	18 199	13 199
Poissons de fond	88	42	37 031	17 354	9 300	3 648
Poissons pélagiques et d'estuaire	801	1 456	3 052	872	750	742
Mollusques et crustacés	16	17	13 437	19 399	8 149	8 809
Divers	-	-	1	1	-	-
1986	646	1 741	53 285	48 655	16 841	17 672
Poissons de fond	18	13	35 392	19 862	7 373	3 942
Poissons pélagiques et d'estuaire	623	1 722	3 320	912	985	805
Mollusques et crustacés	5	6	14 572	27 880	8 449	12 884
Divers	-	-	1	1	34	41
1987	377	1 228	54 142	68 326	18 458	30 772
Poissons de fond	1	3	38 016	32 902	6 809	6 262
Poissons pélagiques et d'estuaire	376	1 225	4 603	1 438	1 648	1 007
Mollusques et crustacés	-	-	11 523	33 986	9 886	23 059
Divers	-	-	-	-	115	444

Source: Ministère des Pêches et Océans, Canada, *Les pêches canadiennes, Débarquements*.

Figure 3

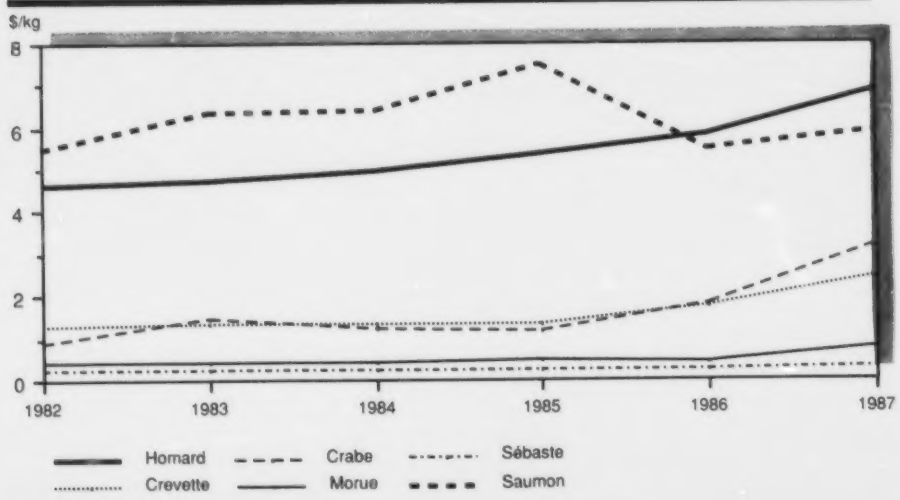
Répartition des captures selon la catégorie de poissons, par région, Québec, 1987



Source: Ministère des Pêches et Océans, Canada, *Les pêches canadiennes. Débarquements*.

Espèce	Îles-de-la-Madeleine		Total	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	t	'000 $	t	'000 $
1984	20 532	13 820	83 877	56 833
Poissons de fond	14 545	3 461	56 190	20 400
Poissons pélagiques et d'estuaire	1 871	595	5 732	2 614
Mollusques et crustacés	4 116	9 764	21 949	33 816
Divers	-	-	6	3
1985	17 564	15 349	90 189	67 689
Poissons de fond	10 877	2 788	57 296	23 832
Poissons pélagiques et d'estuaire	1 823	573	6 426	3 643
Mollusques et crustacés	4 864	11 988	26 466	40 213
Divers	-	-	1	1
1986	19 201	17 836	89 973	85 904
Poissons de fond	13 083	4 263	55 866	28 080
Poissons pélagiques et d'estuaire	2 698	784	7 626	4 223
Mollusques et crustacés	3 420	12 789	26 446	53 559
Divers	-	-	35	42
1987	23 922	24 840	97 274	126 197
Poissons de fond	18 739	7 675	63 755	47 068
Poissons pélagiques et d'estuaire	2 251	620	9 039	5 006
Mollusques et crustacés	2 932	16 545	24 365	73 679
Divers	-	-	115	444

Figure 4
Prix moyen au débarquement de six espèces choisies, Québec, 1982-1987



Source: Ministère des Pêches et Océans, Canada, *Les pêches maritimes du Québec*.

Tableau 3

Prix moyen le kilogramme de poisson[1] au débarquement, selon l'espèce, Québec, 1982-1987

Espèce	1982	1983	1984	1985	1986	1987
				$		
Morue	0,401	0,389	0,393	0,438	0,405	0,754
Sébaste	0,214	0,215	0,228	0,222	0,242	0,265
Flétan	3,770	3,531	2,437	3,119	2,768	2,840
Plies	0,260	0,273	0,394	0,425	0,577	0,841
Flétan du Groenland	0,481	0,688	0,568	0,607	0,797	1,298
Merluche	0,198	0,189	0,257	0,213	0,291	0,458
Loup	0,232	0,167	0,297	0,236	0,232	0,351
Hareng	0,248	0,270	0,216	0,255	0,243	0,266
Maquereau	0,319	0,268	0,309	0,252	0,232	0,266
Anguille	2,228	2,213	2,296	3,313	4,523	2,000
Saumon	5,449	6,325	6,364	7,461	5,454	5,893
Éperlan	0,519	0,469	0,546	0,674	0,227	2,182
Capelan	0,123	0,136	0,066	0,093		
Myes	0,502		0,786	0,581	0,664	1,243
Pétoncles	0,898	1,260	1,520	1,606	0,928	1,555
Buccins	0,387	0,351	0,249	0,456	0,287	0,405
Homard	4,590	4,697	4,955	5,330	5,798	6,828
Crevettes	1,246	1,339	1,323	1,324	1,718	2,389
Crabe	0,892	1,460	1,196	1,138	1,762	3,166

1. Poids vif: poids du poisson vivant, au sortir de l'eau.

Source: Ministère des Pêches et Océans, Canada, *Les pêches maritimes du Québec*.

Tableau 4

Nombre de pêcheurs, selon le groupe d'âge, par région, Québec, 1984-1987

Région	Moins de 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-64 ans	65 ans et plus	Total
				n		
Fleuve Saint-Laurent						
1984	19	37	22	50	30	158
1985	16	25	17	39	12	109
1986	7	20	15	34	16	92
1987	6	22	20	32	7	87
Gaspésie						
1984	898	1 111	749	863	227	3 848
1985	640	955	634	712	160	3 101
1986	566	909	597	657	122	2 851
1987	597	1 003	691	710	140	3 141
Côte-Nord						
1984	742	636	600	527	144	2 649
1985	603	578	554	489	98	2 322
1986	528	548	499	470	89	2 134
1987	567	586	550	535	82	2 320
Îles-de-la-Madeleine						
1984	334	411	293	312	45	1 395
1985	258	327	273	274	31	1 163
1986	259	320	293	267	21	1 160
1987	288	358	329	273	18	1 266
Total						
1984	**1 993**	**2 195**	**1 664**	**1 752**	**446**	**8 050**
1985	**1 517**	**1 885**	**1 478**	**1 514**	**301**	**6 695**
1986	**1 360**	**1 797**	**1 404**	**1 428**	**248**	**6 237**
1987	**1 459**	**1 969**	**1 590**	**1 550**	**247**	**6 815**

Source: Ministère des Pêches et Océans, Canada, *Les pêches maritimes du Québec*.

Tableau 5

Nombre de bateaux, selon la longueur, par région, Québec, 1984-1987

Région	Moins de 10,7 m	10,7 m à 13,6 m	13,7 m à 19,7 m	19,8 m à 30,4 m	plus de 30,5 m	Total
			n			
Fleuve Saint-Laurent						
1984	50	-	-	-	-	50
1985	41	-	-	-	-	41
1986	36	-	-	-	-	36
1987	37	1	-	-	-	38
Gaspésie						
1984	1 111	150	177	16	2	1 456
1985	923	129	165	13	2	1 232
1986	802	133	165	13	3	1 116
1987	886	134	163	13	3	1 199
Côte-Nord						
1984	1 179	146	32	2	-	1 359
1985	1 032	129	31	2	-	1 194
1986	973	127	29	2	-	1 131
1987	1 007	124	32	2	1	1 166
Îles-de-la-Madeleine						
1984	344	114	18	2	7	485
1985	318	113	16	2	6	455
1986	304	115	19	2	7	447
1987	319	121	19	2	7	468
Total						
1984	2 684	410	227	20	9	3 350
1985	2 314	371	212	17	8	2 922
1986	2 115	375	213	17	10	2 730
1987	2 249	380	214	17	11	2 871

Source: Ministère des Pêches et Océans, Canada, *Les pêches maritimes du Québec*.

Tableau 6

Statistiques de la pêche côtière et hauturière, Québec, 1983-1986

	Bateaux		Pêcheurs		Captures			
					Quantité		Valeur	
	n	%	n	%	t	%	$	%
1983	3 681	100,0	6 234	100,0	70 611	100,0	56 024 502	100,0
Côtière	3 529	95,9	5 554	91,1	27 807	39,4	29 054 186	51,9
Hauturière	152	4,1	680	8,9	42 804	60,6	26 970 316	48,1
1984	3 350	100,0	8 050	100,0	83 877	100,0	56 537 000	100,0
Côtière	3 196	95,4	7 438	92,4	36 682	43,7	30 781 677	54,4
Hauturière	154	4,6	712	7,6	47 195	56,3	25 755 323	45,6
1985	2 922	100,0	6 695	100,0	90 189	100,0	67 689 000	100,0
Côtière	2 749	94,1	5 930	88,6	37 665	41,8	34 981 635	51,7
Hauturière	173	5,9	765	11,4	52 524	58,2	32 707 365	48,3
1986	2 730	100,0	6 237	100,0	89 870	100,0	85 903 000	100,0
Côtière	2 545	93,2	5 451	87,4	37 031	41,2	43 434 096	50,6
Hauturière	185	6,8	786	12,6	52 939	58,8	42 468 904	49,4

Sources: Pêches et Océans Canada, *Rapports annuels, 1983-1986*.
Bureau de la statistique du Québec, *Les chalutiers et les cordiers, 1982-1986*.

Tableau 7

Valeur des expéditions des poissons débarqués et transformés, par espèce, Québec, 1983-1987

Espèce	1983	1984	1985	1986	1987
			$		
Poissons de fond	**43 712 701**	**43 555 469**	**56 534 800**	**71 646 339**	**100 912 400**
Morue	33 027 679	26 797 500	40 975 500	44 096 800	49 866 200
Merluche	267 262	279 900	291 100	372 300	812 500
Sébaste	7 468 556	11 913 369	10 155 300	12 297 839	18 622 900
Flétan	369 870	219 400	194 600	409 000	877 200
Plies	1 219 344	1 542 600	2 247 300	4 338 800	5 705 000
Flétan du Groenland	1 271 620	1 471 800	1 996 900	9 512 000	21 415 600
Autres poissons de fonds	88 370	1 330 900	674 100	619 600	3 613 000
Poissons pélagiques	**4 628 205**	**4 854 900**	**5 774 200**	**7 585 200**	**5 430 000**
Hareng	1 371 183	1 418 500	1 433 200	1 609 000	1 634 400
Maquereau	1 716 481	1 514 600	2 084 100	2 455 400	2 326 100
Saumon	585 938	424 700	152 000	976 600	323 800
Autres poissons pelagiques	954 603	1 497 100	2 104 900	2 544 200	1 145 700
Mollusques et crustacés	**70 696 457**	**61 549 000**	**87 642 100**	**97 110 700**	**115 824 300**
Pétoncles	1 601 547	2 263 500	1 760 100	1 349 000	3 383 200
Homard	14 651 889	11 615 900	14 514 700	17 882 500	22 221 500
Crevettes	17 838 222	15 527 900	23 283 800	22 024 500	36 725 600
Crabe	36 295 259	31 696 200	47 292 300	54 136 700	51 601 300
Autres mollusques et crustacés	309 540	445 500	791 200	1 718 000	1 892 700
Phoques	190 347	65 100	..	..	..
Total	**119 227 710**	**110 024 469**	**149 951 100**	**176 342 239**	**222 166 700**

Source: Ministère des Pêches et Océans, *Les pêches maritimes du Québec*.

Tableau 8

Utilisation de chaque dollar provenant de la pêche hauturière, Québec, 1983-1986

	1983	1984	1985	1986
			$	
Cordiers de 18 mètres				
Rendement brut du bateau	1,000	1,000	1,000	1,000
Entretien	0,072	0,060	0,082	0,101
Engins de pêche	0,052	0,043	0,047	0,070
Assurances[1]	0,048	0,053	0,033	0,041
CSST	..	..	0,030	0,021
Administration	..	..	0,009	0,029
Dépenses diverses (bateau)	0,003	0,003	0,003	0,003
Carburant	0,087	0,101	0,093	0,074
Glace	0,013	0,016	0,015	0,012
Vivres	0,037	0,035	0,037	0,037
Boëtte	0,103	0,106	0,124	0,122
Dépenses diverses (équipage)	-	-	0,005	-
Déboursés au compte capital	0,105	0,061	0,056	0,118
Autres remboursements	0,051	0,069	0,059	0,061
Gain net du propriétaire	0,023	0,112	0,075	-
Gain net de l'équipage	0,406	0,341	0,332	0,311
Chalutiers de 17 mètres				
Rendement brut du bateau	..	1,000	1,000	1,000
Entretien	..	0,038	0,044	0,056
Engins de pêche	..	0,029	0,031	0,036
Assurances[1]	..	0,051	0,041	0,049
CSST	..	..	0,008	0,017
Administration	..	0,044	0,062	0,089
Dépenses diverses (bateau)	..	0,003	0,003	0,002
Carburant	..	0,204	0,132	0,095

Tableau 8 (suite)

Utilisation de chaque dollar provenant de la pêche hauturière, Québec, 1983-1986

	1983	1984	1985	1986
		$		
Glace	..	0,024	0,013	0,013
Vivres	..	0,032	0,023	0,021
Dépenses diverses (équipage)	..	-	-	-
Déboursés au compte capital	..	0,124	0,077	0,205
Autres remboursements	..	0,070	0,035	0,093
Gain net du propriétaire	..	0,051	0,211	-
Gain net de l'équipage	..	0,330	0,320	0,324
Chalutiers de 18 mètres				
Rendement brut du bateau	1,000	1,000	1,000	1,000
Entretien	0,080	0,102	0,087	0,078
Engins de pêche	0,045	0,041	0,028	0,036
Assurances[1]	0,045	0,055	0,022	0,022
CSST	..	..	0,022	0,016
Administration	..	..	0,020	0,033
Dépenses diverses (bateau)	0,002	0,004	0,007	-
Carburant	0,132	0,154	0,108	0,072
Glace	0,020	0,025	0,019	0,014
Vivres	0,032	0,037	0,035	0,031
Dépenses diverses (équipage)	-	-	-	0,002
Déboursés au compte capital	0,052	0,089	0,087	0,087
Autres remboursements	0,076	0,099	0,086	0,055
Gain net du propriétaire	0,106	0,017	0,044	0,077
Gain net de l'équipage	0,410	0,377	0,435	0,477
Chalutiers de 20 mètres				
Rendement brut du bateau	1,000	1,000	1,000	1,000
Entretien	0,082	0,081	0,063	0,090
Engins de pêche	0,046	0,041	0,027	0,046
Assurances[1]	0,037	0,052	0,024	0,022
CSST	..	..	0,017	0,017
Administration	-	-	-	0,035
Dépenses diverses (bateau)	0,001	0,001	0,007	0,003
Carburant	0,137	0,174	0,149	0,098
Glace	0,016	0,022	0,020	0,015
Vivres	0,025	0,029	0,024	0,023
Dépenses diverses (équipage)	-	-	0,001	-
Déboursés au compte capital	0,086	0,091	0,049	0,078
Autres remboursements	0,034	0,045	0,021	0,033
Gain net du propriétaire	0,122	0,091	0,244	0,114
Gain net de l'équipage	0,414	0,373	0,354	0,426
Chalutiers de 25 mètres				
Rendement brut du bateau	1,000	1,000	1,000	1,000
Entretien	0,086	0,105	0,062	0,110
Engins de pêche	0,048	0,037	0,044	0,040
Assurances[1]	0,047	0,052	0,033	0,036
CSST	..	..	0,013	0,009
Administration	..	..	0,068	0,083
Dépenses diverses (bateau)	0,001	0,004	0,005	-
Carburant	0,175	0,229	0,228	0,152
Glace	0,009	0,009	0,011	0,010
Vivres	0,022	0,029	0,027	0,025
Dépenses diverses (équipage)	-	-	-	-
Déboursés au compte capital	0,097	0,085	0,119	0,114
Autres remboursements	0,006	0,084	0,009	0,056
Gain net du propriétaire	0,203	0,087	0,047	-
Gain net de l'équipage	0,306	0,279	0,334	0,365

1. Incluant les cotisations à la CSST en 1983 et 1984.

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Les chalutiers et les cordiers au Québec, 1986*.

Tableau 9

Revenu moyen de l'équipage et des propriétaires des bateaux hauturiers, Québec, 1983-1986

	Cordiers	Chalutiers			
	18 m	17 m	18 m	20 m	25 m
			$		
1983					
Revenu brut du propriétaire	43 056	..	53 666	82 488	127 506
Revenu net du propriétaire	23 055	..	31 032	48 846	79 913
Revenu brut de l'équipage	71 234	..	78 454	119 569	134 087
Revenu net de l'équipage	43 793	..	54 071	74 248	80 148
Revenu net par membre d'équipage	8 960	..	12 921	17 922	19 616
1984					
Revenu brut du propriétaire	51 937	83 010	52 852	65 109	131 735
Revenu net du propriétaire	31 027	49 834	27 902	36 816	84 378
Revenu brut de l'équipage	78 792	119 432	70 616	96 750	104 309
Revenu net de l'équipage	44 780	66 706	46 545	60 307	66 555
Revenu net par membre d'équipage	10 139	15 455	10 631	12 940	15 924
1985					
Revenu brut du propriétaire	66 270	148 576	75 782	100 552	111 675
Revenu net du propriétaire	33 460	93 548	40 693	67 035	48 549
Revenu brut de l'équipage	101 912	142 176	112 469	140 263	167 512
Revenu net de l'équipage	55 885	93 150	81 884	93 480	93 249
Revenu net par membre d'équipage	11 791	22 064	19 015	21 038	23 312
1986					
Revenu brut du propriétaire	56 097	121 622	73 249	101 609	128 321
Revenu net du propriétaire	34 608	56 453	40 644	59 347	49 199
Revenu brut de l'équipage	102 055	141 618	108 192	130 112	192 482
Revenu net de l'équipage	69 017	107 598	86 540	98 668	130 610
Revenu net par membre d'équipage	13 803	23 683	21 635	23 089	32 653

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Les chalutiers et les cordiers au Québec, 1986*.

Tableau 10

Captures de la pêche intérieure, Québec, 1983, 1985 et 1987

	1983		1985		1987	
	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur	Quantité	Valeur
	t	$	t	$	t	$
Alose	0,58	598	3,72	2 862	16,93	13 038
Anguille	131,74	281 426	123,78	298 305	155,07	477 625
Barbotte	117,97	123 413	161,86	198 138	416,71	504 215
Barbue	4,07	6 155	7,37	8 050	17,01	10 760
Brochet	1,83	2 947	15,98	50 634	9,31	8 196
Carpe allemande	18,29	13 850	12,98	12 215	20,68	25 028
Carpe blanche	4,75	1 134	4,12	6 458	0,04	39
Corégone	2,28	2 798	18,43	30 742	17,14	25 716
Crapet	16,62	20 705	33,96	51 944	38,13	64 826
Doré	2,49	7 454	16,41	86 527	5,44	22 927
Éperlan	0,78	285	,03	1 005	-	3
Esturgeon	57,30	135 312	196,94	448 670	286,52	1 252 497
Mulet	-	-	-	-	-	-
Perchaude	92,07	225 324	101,44	134 329	231,24	457 855
Poulamon	44,88	23 058	11,05	20 476	26,10	20 099
Vairons	29,12	246 680	16,89	239 883	-	-
Autres	7,22	12 214	21,31	45 148	32,98	79 966
Total	**531,99**	**1 103 353**	**746,27**	**1 635 387**	**1 273,30**	**2 962 790**

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Pêche commerciale*.

Tableau 11

Statistiques de la pêche intérieure, par comté, Québec, 1984-1987

Comté municipal	Captures		Valeur des équipements				Pêcheurs
	Quantité	Valeur	Embarcations	Agrès	Quais et abris	Total	
	t	$	$				n
1984	**606,89**	**1 322 084**	**454 219**	**876 170**	**377 695**	**1 708 084**	**450**
Abitibi	2,31	26 441	29 450	5 551	-	35 001	50
Argenteuil	8,78	12 522	5 200	9 320	15 000	29 520	4
Bagot	x	x	x	x	x	x	x
Beauharnois	2,87	11 504	4 275	30 730	70	35 075	6
Berthier	11,74	22 680	9 200	9 005	8 900	27 105	6
Chambly	0,03	782	2 660	1 095	-	3 755	3
Champlain	104,30	74 521	20 300	47 025	69 785	137 110	21
Châteauguay	18,29	46 783	18 775	13 273	2 875	34 923	9
Chicoutimi	x	x	x	x	x	x	x
Deux-Montagnes	0,96	8 770	4 650	5 275	-	9 925	8
Drummond	x	x	x	x	x	x	x
Frontenac	0,25	5 070	50	1 585	-	1 635	3
Gatineau	0,88	22 391	18 400	12 042	-	30 442	23
Hull	x	x	x	x	x	x	x
Huntingdon	42,48	76 168	28 900	26 605	13 275	68 780	15
Iberville	4,20	5 926	5 400	3 638	650	9 688	3
Labelle	0,55	6 853	4 725	3 266	-	7 991	24
Lac-Saint-Jean-Est	0,19	9 354	3 100	1 515	-	4 615	7
Lac-Saint-Jean-Ouest	0,44	11 846	15 100	6 640	-	21 740	20
Laprairie	4,27	9 437	4 250	4 821	720	9 791	9
L'Assomption	0,27	1 290	6 500	485	-	6 985	3
Lévis	x	x	x	x	x	x	x
Lotbinière	0,94	2 252	1 500	1 000	500	3 000	3
Maskinongé	19,94	49 875	31 307	88 486	61 875	181 668	18
Mégantic	0,09	3 276	1 600	2 040	-	3 640	6
Missisquoi	2,75	69 705	12 000	6 290	-	18 290	12
Montmagny	10,40	19 641	6 900	7 030	6 335	20 265	9
Montmorency	5,74	14 283	5 800	30 170	1 000	36 970	12
Montréal	1,56	5 373	10 900	5 367	-	16 267	9
Nicolet	102,52	187 568	42 800	97 573	17 600	157 973	36
Papineau	16,02	33 925	14 500	13 092	26 130	53 722	12
Pontiac	1,05	6 025	3 910	7 835	3 800	15 545	7
Richelieu	16,58	41 269	5 200	9 492	-	14 692	4
Richmond	3,86	694	-	1 058	-	1 058	3
Rouville	x	x	x	x	x	x	x
Shefford	x	x	x	x	x	x	x
Sherbrooke	0,09	950	3 500	440	-	3 940	4
Soulanges	x	x	x	x	x	x	x
Stanstead	0,11	1 475	6 125	4 110	-	10 235	5
Saint-Hyacinthe	x	x	x	x	x	x	x
Saint-Jean	25,08	52 774	13 250	158 010	14 530	185 790	6
Saint-Maurice	x	x	x	x	x	x	x
Témiscamingue	6,47	25 974	30 190	9 517	8 200	47 907	44
Vaudreuil	2,60	30 610	7 500	4 095	-	11 595	5
Verchères	x	x	x	x	x	x	x
Wolfe	0,14	3 673	900	1 919	-	2 819	6
Yamaska	170,28	343 296	66 727	216 085	113 950	396 762	18
1985	**746,27**	**1 635 387**	**347 484**	**648 449**	**243 635**	**1 239 568**	**326**
Abitibi	64,39	131 858	29 750	7 511	1 050	38 311	48
Bagot	x	x	x	x	x	x	x
Beauharnois	8,40	18 392	6 400	7 050	8 400	21 850	4
Berthier	5,77	7 206	5 500	6 985	7 100	19 585	5
Chambly	x	x	x	x	x	x	x
Champlain	17,50	32 824	11 000	16 605	18 930	46 535	9
Châteauguay	x	x	x	x	x	x	x
Deux-Montagnes	1,15	13 156	1 150	855	350	2 355	3
Drummond	x	x	x	x	x	x	x

Tableau 11 (suite)

Statistiques de la pêche intérieure, par comté, Québec, 1984-1987

Comté municipal	Captures		Valeur des équipements				Pêcheurs
	Quantité	Valeur	Embarcations	Agrès	Quais et abris	Total	
	t	$	$				n
Frontenac	x	x	x	x	x	x	x
Gatineau	7,46	63 930	17 600	7 241	6 125	30 966	17
Hull	0,50	1 887	7 150	6 275	13 800	27 225	6
Huntingdon	13,74	64 072	12 100	7 220	1 700	21 020	8
Iberville	3,48	4 490	2 900	3 863	950	7 713	3
Labelle	4,76	20 930	3 075	2 701	1 600	7 376	22
Lapraine	7,11	15 855	6 000	3 400	770	10 170	4
Lévis	8,91	21 748	7 700	53 120	3 150	63 970	6
Lotbinière	x	x	x	x	x	x	x
Maskinongé	152,81	230 175	17 905	65 231	23 900	107 036	12
Mégantic	0,02	5 231	800	1 587	-	2 387	6
Missisquoi	6,15	12 381	5 050	4 390	500	9 940	7
Montmagny	41,30	92 304	2 900	1 000	1 140	5 040	3
Montmorency	x	x	x	x	x	x	x
Montréal	3,12	8 921	2 200	2 051	-	4 251	3
Nicolet	100,79	188 001	78 950	123 408	37 655	240 013	34
Papineau	2,80	13 998	7 100	3 335	1 330	11 765	9
Pontiac	3,35	15 191	5 850	8 030	4 135	18 015	8
Portneuf	10,23	24 726	7 000	1 780	4 450	13 230	4
Richelieu	92,61	192 668	6 250	16 815	8 825	31 890	4
Richmond	x	x	x	x	x	x	x
Rouville	0,42	2 679	-	450	-	450	4
Shefford	x	x	x	x	x	x	x
Sherbrooke	x	x	x	x	x	x	x
Stanstead	0,14	1 517	5 125	4 097	-	9 222	4
Saint-Hyacinthe	0,95	28 561	-	3 500	-	3 500	3
Saint-Jean	-	-	16 175	162 150	15 300	193 625	7
Saint-Maurice	x	x	x	x	x	x	x
Témiscamingue	13,16	70 850	34 479	9 597	9 300	53 376	46
Verchères	x	x	x	x	x	x	x
Wolfe	0,18	4 720	150	2 050	-	2 200	5
Yamaska	135,50	247 111	31 425	91 855	58 675	181 955	15
1986	**1 252,32**	**2 263 210**	**438 640**	**1 109 962**	**495 715**	**2 044 317**	**199**
Beauharnois	11,57	64 791	7 000	10 300	10 000	27 300	5
Champlain	49,84	53 362	60 700	53 058	85 790	199 548	19
Châteauguay	5,22	11 526	4 400	3 500	200	8 100	4
Deux-Montagnes	44,56	57 400	40	1 540	1 800	3 380	6
Huntingdon	25,31	47 587	14 150	18 965	11 100	44 215	10
Lapraine	5,22	10 399	8 300	2 850	750	11 900	4
Lévis	7,16	21 988	6 500	26 570	4 750	37 820	3
Lotbinière	12,65	25 260	4 000	7 150	2 700	13 850	3
Maskinongé	319,13	504 149	33 050	124 034	105 070	262 154	17
Montmagny	23,92	53 461	4 900	1 140	2 000	8 040	3
Montmorency	2,01	4 636	8 500	15 810	350	24 660	8
Nicolet	256,42	478 323	85 400	168 518	59 275	313 193	41
Portneuf	10,56	31 876	3 500	4 812	5 700	14 012	4
Québec	x	x	x	x	x	x	x
Richelieu	74,82	185 008	45 900	187 550	58 300	291 750	19
Saint-Jean	-	-	21 800	148 185	15 000	184 985	9
Saint-Maurice	38,48	63 131	8 900	3 840	8 375	21 115	6
Verchères	x	x	x	x	x	x	x
Yamaska	349,55	611 719	119 350	329 640	123 355	572 345	34
1987	**1 273,30**	**2 962 793**	**429 320**	**1 046 321**	**595 791**	**2 071 432**	**129**
Beauharnois	30,16	123 044	10 000	6 000	3 000	19 000	4
Berthier	-	-	1 350	78 080	13 750	93 180	3
Champlain	32,44	29 307	66 400	76 507	28 400	171 307	10
Châteauguay	x	x	x	x	x	x	x

Tableau 11 (suite)

Statistiques de la pêche intérieure, par comté, Québec, 1984-1987

Comté municipal	Captures		Valeur des équipements				Pêcheurs
	Quantité	Valeur	Embarcations	Agrès	Quais et abris	Total	
	t	$	$				n
Gatineau	-	-	12 000	13 800	11 250	37 050	3
Huntingdon	28,53	94 457	18 450	27 075	10 900	56 425	10
Iberville	-	-	3 100	4 940	2 750	10 790	3
Laprairie	9,82	43 221	4 100	1 750	400	6 250	3
Lévis	10,12	31 223	10 200	43 825	11 000	65 025	6
Lotbinière	x	x	x	x	x	x	x
Maskinongé	270,98	434 385	50 720	141 885	141 641	334 246	17
Missisquoi	-	-	5 500	6 500	3 000	15 000	4
Montmagny	38,58	162 029	65 850	4 800	21 400	92 050	7
Montmorency	2,66	8 280	1 600	9 610	400	11 610	7
Nicolet	249,31	577 217	31 725	79 082	40 150	150 957	18
Papineau	-	-	3 600	1 350	700	5 650	3
Portneuf	8,70	26 151	6 500	9 787	9 500	25 787	4
Richelieu	50,50	136 863	39 850	221 560	121 500	382 910	7
Témiscamingue	x	x	x	x	x	x	x
Yamaska	387,77	895 052	77 375	276 570	162 050	515 995	16

Source: Bureau de la statistique du Québec, documents non publiés.

Tableau 12

Ventes de peaux d'animaux sauvages à fourrure, selon l'espèce, Québec et Canada, 1984-85 à 1986-87

Espèce	Peaux vendues		Valeur moyenne		Valeur totale	
	Canada	Québec	Canada	Québec	Canada	Québec
	n		$			
1984-85	2 728 742	459 031	..	..	50 480 087	8 137 817
Blaireau	3 723	-	22,49	-	83 738	-
Belette	72 849	11 057	2,11	1,42	153 603	15 701
Carcajou	831	-	224,55	-	186 602	-
Castor	371 685	63 433	30,13	33,11	11 199 239	2 100 267
Cougar	15	-	179,00	-	2 685	-
Coyote	82 258	2 413	59,70	38,59	4 910 734	93 118
Écureuil	264 293	8 451	0,89	0,49	234 470	4 141
Grizzle	8	-	444,00	-	3 552	-
Loup	3 666	549	110,15	99,17	403 795	54 444
Loutre	19 111	3 680	56,63	64,41	1 082 197	237 029
Lynx du canada	8 625	1 799	611,38	633,04	5 273 121	1 138 839
Lynx roux	2 128	156	154,98	139,65	329 795	21 785
Martre d'Amérique	161 168	24 718	58,02	57,23	9 351 673	1 414 611
Moufette rayée	487	165	1,92	1,08	934	178
Ours noir	2 411	800	45,90	41,51	110 671	33 208
Ours polaire	296	42	704,77	1 000,00	208 610	42 000
Pékan	14 483	1 275	185,68	190,68	2 689 230	243 117
Rat musqué	1 444 787	306 011	4,00	4,29	5 783 273	1 312 787
Raton laveur	116 929	8 140	23,87	21,27	2 791 249	173 138
Renard argenté	990	191	52,76	50,16	52 230	9 581
Renard arctique	22 707	237	17,70	30,15	402 004	7 146
Renard bleu	245	3	23,82	25,00	5 836	75
Renard croisé et roux	65 877	17 190	45,53	56,97	2 999 390	979 295
Renard	3	-	34,67	-	104	-
Vison d'Amérique	69 167	8 721	32,12	29,51	2 221 352	257 357

Tableau 12 (suite)

Ventes de peaux d'animaux sauvages à fourrure, selon l'espèce, Québec et Canada, 1984-85 à 1986-87

Espèce	Peaux vendues		Valeur moyenne		Valeur totale	
	Canada	Québec	Canada	Québec	Canada	Québec
	n				$	
1985-86	2 682 547	521 480	..	..	50 548 688	8 872 873
Blaireau	2 036	.	22,45	.	45 699	.
Belette	61 291	16 121	2,41	2,04	147 794	32 887
Carcajou	768	.	220,33	.	169 217	.
Castor	424 086	76 361	34,96	39,67	14 827 515	3 029 241
Cougar	15	.	212,47	.	3 187	.
Coyote	65 403	2 709	60,46	34,52	3 954 029	93 515
Écureuil	232 340	6 140	0,78	0,54	180 110	3 316
Grizzlie	8	.	450,00	.	3 600	.
Lapin	11	.	1,55	.	17	.
Loup	3 599	509	103,92	90,45	374 002	46 039
Loutre	19 932	3 490	47,39	49,51	944 599	172 790
Lynx du canada	6 853	1 261	604,29	561,25	4 147 662	707 736
Lynx roux	1 861	150	132,24	139,65	247 213	20 947
Martre d'Amérique	183 856	39 337	49,71	42,75	9 139 484	1 681 657
Moufette rayée	324	132	2,34	1,83	757	242
Ours noir	2 385	728	48,50	39,39	115 679	28 675
Ours polaire	351	65	771,97	1 150,00	270 962	74 750
Pékan	15 537	2 196	192,58	178,49	2 992 087	391 964
Rat musqué	1 379 485	322 927	3,52	3,84	4 858 661	1 240 040
Raton laveur	111 699	16 054	20,81	12,50	2 323 948	200 675
Renard argenté	666	163	33,60	32,85	22 379	5 355
Renard arctique	6 418	627	17,04	30,81	109 129	19 318
Renard bleu	75	21	13,84	12,00	1 038	252
Renard croisé et roux	75 375	20 152	34,31	39,43	2 586 170	794 692
Renard	4	.	14,75	.	59	.
Vison d'Amérique	88 149	12 337	34,98	26,65	3 083 665	328 781
Autres	20	.	1,30	.	26	.
1986-87	3 200 244	543 962	..	..	75 265 391	10 967 425
Blaireau	2 298	.	24,38	.	56 026	.
Belette	85 025	20 975	2,27	1,76	192 705	36 916
Carcajou	744	.	201,39	.	149 834	.
Castor	505 833	86 098	40,09	37,02	20 277 637	3 187 348
Cougar	.	.	.	.	.	.
Coyote	78 941	2 741	68,22	32,38	5 385 231	88 754
Écureuil	255 955	6 784	0,76	0,42	194 244	2 849
Grizzlie	.	.	.	.	.	.
Lapin	.	.	.	.	.	.
Loup	3 316	592	112,92	95,95	374 430	56 802
Loutre	20 668	4 220	47,38	47,42	979 199	200 112
Lynx du canada	6 951	1 009	530,35	412,99	3 693 771	416 707
Lynx roux	1 748	157	220,85	164,03	377 119	25 753
Martre d'Amérique	222 674	46 561	96,98	81,74	21 595 583	3 805 896
Moufette rayée	306	113	3,10	3,20	950	362
Ours noir	2 668	743	55,60	39,26	148 329	29 170
Ours polaire	274	41	827,09	420,00	226 623	17 220
Pékan	15 021	2 120	235,25	208,60	3 533 712	442 232
Rat musqué	1 675 243	322 643	4,59	4,21	7 684 301	1 358 327
Raton laveur	139 221	14 834	22,64	15,73	3 151 968	233 339
Renard argenté	801	183	42,22	36,55	33 820	6 689
Renard arctique	8 055	2 782	17,22	15,74	138 749	43 789
Renard bleu	269	11	20,07	10,25	5 398	113
Renard croisé et roux	72 378	16 541	37,08	64,16	2 683 685	545 888
Renard	9	.	26,67	.	240	.
Vison d'Amérique	101 561	14 814	43,14	31,67	4 381 486	469 159
Autres	285	.	1,23	.	351	.

Sources: Statistique Canada, *Production de fourrure, 1986-1987* (23-207).
Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, Direction de la faune terrestre, Service de la petite faune.

Tableau 13

Nombre de permis de piégeage, selon le réseau, Québec, 1984-85 à 1986-87

Réseau	1984-85	1985-86	1986-87
		n	
Structuré	4 282	4 177	4 329
Terrains de piégeage	3 192	3 043	3 380
Unités de piégeage	1 090	1 129	949
Non structuré	15 774	15 460	14 433
Total	20 056	19 637	18 862

Source: Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, Direction de la faune terrestre, Service de la petite faune.

Tableau 14

Exportations et importations de pelleteries non apprêtées, Québec et Canada, 1985-1987

	Québec	Canada
	000 $	
Exportations		
1985	15 087	108 658
1986	12 383	101 177
1987	11 817	185 521
Importations		
1985	106 486	198 262
1986	90 556	185 734
1987	101 411	231 296

Sources: Statistique Canada, documents non publiés.
Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec*.

Tableau 15

Industrie des articles en fourrure, Québec et Canada, 1985

	Établissements	Travailleurs	Salaires	Valeur des expéditions	Valeur ajoutée
	n			000 $	
Québec	160	1 734	34 495	256 080	81 752
Canada	243	2 459	48 077	321 746	109 096
%	65,8	70,5	71,7	79,6	74,9

Source: Statistique Canada, *Industries manufacturières du Canada: niveaux national et provincial* (31-203).

9

Forêts

L'exploitation forestière	505
Le reboisement et la protection de la forêt	507
L'industrie du bois	508
L'industrie des pâtes et papiers	508
Définitions	510

Liste des tableaux

1. Superficie des terres forestières par province et territoire, Canada, 1981 512

2. Superficie de la forêt commerciale par zone socio-économique, Québec, 1986 512

3. Volume marchand brut de bois dans la forêt productive accessible, selon la zone socio-économique, Québec, 1986 514

4. Volume de bois récolté par zone socio-économique, Québec, 1985-86 514

5. Superficie de la forêt commerciale par région administrative, Québec, 1986 515

6. Disponibilité annuelle de coupe, dans la forêt publique provinciale et dans la forêt privée, par région administrative, Québec, 1980-1990 515

7. Volume de bois récolté par région administrative, Québec, 1985-86 516

8. Superficie et volume marchand brut de la forêt commerciale accessible, par région administrative, Québec, 1986 516

9. Volume de bois des forêts privées mis en marché par les associations de producteurs, Québec, 1983-1985 517

10. Statistiques principales de l'exploitation forestière, Québec, 1983-1985 517

11. Reboisement des forêts publiques et privées, selon l'essence, par région administrative, Québec, 1985-86 518

12. Part des organismes de gestion en commun dans le reboisement des forêts privées, par région administrative, Québec, 1983-1985 519

13. Nombre d'incendies et superficie forestière incendiée, selon l'origine du sinistre, Québec, 1985-1987 520

14. Coût d'extinction des incendies de forêt, selon l'origine du sinistre, Québec, 1985-1987 520

15. Évaluation des dommages causés par les incendies de forêt, selon l'origine du sinistre, Québec, 1985-1987 520

16. Nombre d'incendies et superficie forestière incendiée, par région administrative, Québec, 1985-1987 521

17. Superficie de la forêt commerciale infestée par la tordeuse des bourgeons de l'épinette, par région administrative, Québec, 1986 521

18. Superficie traitée et coût des programmes de lutte contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette, selon le type de traitement, Québec, 1981-1986 521

19. Statistiques principales de l'industrie du bois, Québec, 1982-1987 522

20. Statistiques principales de l'industrie du bois, par région, Canada, 1983-1985 523

21. Statistiques principales de l'industrie du bois, par type d'industrie, Québec, 1984-1985 524

22. Répartition des usines reliées à l'industrie du bois, par région administrative et par produit, Québec, 1986 525

23. Dépenses en immobilisations et en réparations des industries du bois et de l'industrie des pâtes et papiers, Québec, 1975, 1980 et 1985-1987 525

24. Statistiques principales de l'industrie des pâtes et papiers, par région, Canada, 1983-1985 526

25. Sources d'approvisionnement en fibre de bois de l'industrie des pâtes et papiers, Québec, 1970, 1980 et 1984-1986 526

26. Répartition des usines de pâtes et papiers par région administrative et par produit, Québec, 1986 527

27. Capacité de production des usines de pâtes et papiers, par région administrative et par produit, Québec, 1986 527

28. Évolution de la production des usines de pâtes et papiers, par produit, Québec, 1983-1986 527

29. Destination des expéditions de pâtes et papiers, par produit, Québec, 1984-1986 528

30. Production de papiers et de cartons, Québec, Canada, Monde, 1983-1985 528

Liste des figures

1. Carte des zones socio-économiques forestières, Québec, 1986-1987 513

2. Nombre d'arbres plantés à des fins de reboisement, Québec, 1971-1987 519

3. Infestation par la tordeuse des bourgeons de l'épinette, Québec, 1970-1986 522

9

Ce chapitre a été réalisé par Laval Tremblay, de la Direction des statistiques des entreprises du Bureau de la statistique du Québec.

Ce chapitre comporte quatre sections qui traitent sommairement des principales composantes de l'activité primaire et secondaire du secteur forestier. Dans la première section, il est question de l'exploitation forestière, plus précisément du potentiel forestier, des possibilités annuelles de coupe ainsi que du volume de bois coupé. Les données sont analysées en distinguant les forêts publiques des forêts privées. La deuxième section porte sur l'amélioration de la forêt en termes de reboisement et de protection. Les troisième et quatrième sections fournissent des données sur l'industrie de transformation du bois: d'une part, sur l'industrie du bois et ses composantes et d'autre part, sur l'industrie des pâtes et papiers.

L'exploitation forestière

En 1985, le Québec compte 721 établissements qui font de l'exploitation forestière. En ce qui concerne la main-d'oeuvre, les statistiques ne tiennent compte que des emplois reliés à l'abattage proprement dit. Cette activité mobilise à elle seule 10 802 travailleurs, qui se partagent une masse salariale de l'ordre de 257 millions de dollars. Ces données n'englobent pas les emplois reliés à la surveillance, au mesurage, à l'entretien de la machinerie et au transport du bois, qui relèvent des industries de services. Le produit intérieur brut (PIB) du secteur forestier croît de 8,9% en 1987. La part de ce secteur dans le PIB du Québec demeure relativement stable, soit 0,8% en 1975 et 0,5% en 1987.

L'inventaire forestier de 1981 fait état de 3,4 millions de kilomètres carrés de superficie boisée au Canada. Le Québec en détient la plus grande partie, suivi des Territoires du Nord-Ouest et de la Colombie-Britannique. Le territoire québécois, en excluant le Labrador, couvre une superficie de 1 667 926 kilomètres carrés; il se divise en trois grandes zones écologiques. Dans la partie de l'extrême nord, soit la toundra (208 741 km²), il ne pousse que des mousses, des lichens et des arbustes. Entre les 52e et 57e parallèles de latitude nord s'étend la taïga, sur 527 236 km²; c'est une zone faiblement boisée qui n'a pas de valeur commerciale. Au sud du 52e parallèle se trouve la zone des forêts commerciales qui couvre 779 256 km². L'inventaire forestier se limite aux neuf régions administratives du ministère de l'Énergie et des Ressources. La superficie totale de ces territoires est de 764 314 km².

De tous les terrains forestiers québécois, près de 89% relèvent du gouvernement provincial et 0,3%[1], du gouvernement fédéral. Le reste de l'étendue, soit 10,7%, appartient à des particuliers. En Saskatchewan et en Alberta, les terrains forestiers privés n'existent pas, alors qu'en Nouvelle-Écosse et au Nouveau-Brunswick, les particuliers possèdent plus de la moitié des forêts.

Les forêts publiques

En 1986, les forêts publiques provinciales occupent 649 018 km². De cette superficie, 482 727 km² sont considérés comme zone productive accessible. La Côte-Nord, le Saguenay—Lac-Saint-Jean et l'Abitibi-Témiscamingue occupent 77% de ce couvert forestier.

Le volume brut de la forêt commerciale publique québécoise accessible est de 3,6 milliards de mètres cubes. Ce volume se répartit comme suit: 75% de forêts mûres (70 ans et plus), 22%

1. L'Estrie est la seule région du Québec à n'avoir aucun terrain forestier productif accessible relevant du fédéral.

de jeunes forêts (30 à 50 ans) et 3% de forêts régénérées (10 à 29 ans). En volume marchand brut, la région de l'Abitibi-Témiscamingue dispose de la plus importante quantité de résineux et de feuillus; elle est suivie de la Côte-Nord, du Saguenay—Lac-Saint-Jean et de l'Outaouais. Ces quatre régions comptent 90% du volume marchand brut.

Les forêts résineuses publiques se situent principalement dans les régions au nord du fleuve (Côte-Nord, Abitibi, Saguenay—Lac-Saint-Jean). Quant aux forêts mélangées, elles se retrouvent surtout dans les régions de l'Outaouais, du Témiscamingue, du nord de Québec, du sud de la Mauricie et de Montréal.

Pour la décennie 1980-1990, la disponibilité annuelle de coupe des résineux (sapins, épinettes et pins gris) est de 25 millions de mètres cubes et celui des feuillus, de 8 millions de mètres cubes. Les régions du Saguenay—Lac-Saint-Jean et de l'Abitibi-Témiscamingue possèdent 48% des 34,8 millions de mètres cubes de volume marchand disponible sur les terres publiques québécoises. Cela représente un territoire de 255 000 km². Certaines régions enregistrent une baisse de leurs stocks ligneux et de la possibilité forestière annuelle. Dans quelques secteurs, cela est dû à une surutilisation de l'épinette, à des dommages causés par la tordeuse des bourgeons de l'épinette ou à des feux de forêt. D'importants travaux d'aménagement sont en oeuvre pour reconstituer peu à peu le milieu forestier, afin qu'il recouvre sa pleine valeur commerciale.

En 1985-86, le volume total de bois récolté au Québec se chiffre à 30,6 millions de mètres cubes, dont 68% a été coupé dans la zone de banlieue. De ce volume total, plus de 75% provient des forêts publiques provinciales, principalement de celles du Saguenay—Lac-Saint-Jean et de l'Abitibi-Témiscamingue.

Les forêts privées

Les forêts privées couvrent une superficie de 112 648 km². De cette étendue, seulement 64 189 km² sont des terrains forestiers productifs accessibles. C'est dans la région de Québec que ce type de terrain occupe le plus vaste territoire, avec 12 984 km². Vient ensuite la région du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie, avec 10 548 km².

Le volume marchand brut de la forêt privée est de 469,4 millions de mètres cubes, soit 11,2% du total québécois. Plus de 92% de ce volume se situe dans la zone de banlieue, principalement dans la région de Québec, qui en compte 28%, et dans celles de l'Outaouais et du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie. La forêt privée est constituée de 42,9% de résineux et 57,1% de feuillus.

Pour la décennie 1980-1990, la disponibilité annuelle de coupe dans les forêts privées est de 12,6 millions de mètres cubes, soit 26,6% du volume marchand. Les régions de Québec et du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie comptent 67,8% du volume de résineux annuellement disponible en forêt privée québécoise. De leur côté, celles de Montréal, du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie et de l'Estrie détiennent plus de 60% du volume des feuillus. En 1985-86, il se coupe quelque 5,4 millions de mètres cubes de bois dans la zone de banlieue, dont 73% de résineux. Les associations de producteurs mettent près de 60% de ce volume sur le marché.

Le reboisement et la protection de la forêt

Au cours des cinq dernières années, le reboisement s'est considérablement accru, tant dans les forêts privées que dans les forêts publiques. D'à peine 35 millions de plants en 1980-81, le reboisement s'est élevé en 1985-86 à 98 millions de plants. Presque tous les semis sont des résineux répartis en 13 différentes variétés d'épinettes, de mélèzes et de pins. Plus de 60% de tous les arbres servant au reboisement sont plantés dans des forêts privées. La part des coopératives forestières dans l'ensemble des arbres plantés dans les forêts privées est de 61%.

En 1985-86, le ministère de l'Énergie et des Ressources accorde à sept coopératives des contrats pour la production annuelle de 36 millions de plants en serre et en tunnel. La politique de reboisement adoptée en 1984 par le ministère débouche sur un plan d'action concret. Ce programme, élaboré avec la coopération du secteur privé, permet de planter 150 millions de semis en 1986-87 et 186 millions en 1987-88. Pour 1988-89, on prévoit 250 millions de plants. Le programme connaîtra alors sa vitesse de croisière. Par ailleurs, le gouvernement poursuit ses travaux de recherche, surtout en ce qui concerne l'amélioration génétique des résineux et des feuillus et l'entretien des plantations. Un réseau de chemins forestiers, d'une longueur de 6 000 kilomètres, assure la détection des incendies, des insectes nuisibles et des maladies des arbres, ainsi que la protection contre ces éléments destructeurs.

Au Québec, les insectes les plus nuisibles pour les arbres sont: la tordeuse des bourgeons de l'épinette, la livrée des forêts, l'arpenteuse de Bruce, la spongieuse, la tordeuse du tremble et la mineuse serpentine du tremble. La tordeuse des bourgeons de l'épinette est depuis quelques années l'un des principaux problèmes du secteur forestier. En 1986, 2,8 millions des 3,1 millions d'hectares de terres forestières affectées sont touchés par la tordeuse des bourgeons de l'épinette. La superficie atteinte est toutefois moins importante qu'en 1983, alors que 13,2 millions d'hectares ont été attaqués par cet insecte. Les régions les plus infestées sont, par ordre décroissant, celles de Trois-Rivières, de la Côte-Nord et du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie. Leur situation n'est cependant pas désespérée, car certains programmes de pulvérisation et de recherche permettent de continuer à combattre de façon efficace ce fléau.

Outre les insectes, les maladies, le vent, le verglas, la neige, les animaux et l'homme, le feu est un élément destructeur important. Entre 1985 et 1987, le nombre de feux de forêt augmente de 9%, en passant de 880 à 959. Il se situe cependant sous le seuil des 1 000 incendies par année, ce qui représente une amélioration par rapport à la période de 1976 à 1984. Environ 10% des feux sont dus à la foudre et 90%, à la négligence humaine. Pour ce qui est de la superficie incendiée, l'année 1986 est exceptionnelle: 167 550 hectares sont alors rasés, dont 98% par la foudre. Le coût d'extinction varie selon le nombre et l'importance des incendies. En 1985, il s'élève à 1,8 million de dollars. Il grimpe à 5 millions de dollars en 1986, pour retomber à 3,7 millions de dollars en 1987. Ce sont les régions de l'Abitibi-Témiscamingue et du Saguenay—Lac-Saint-Jean qui enregistrent annuellement le plus grand nombre d'incendies de forêt.

9

L'industrie du bois

Sur la base de la classification type des industries, l'industrie du bois est ainsi subdivisée: scieries et ateliers de rabotage; usines de bardeaux; fabriques de placages et de contre-plaqués; fabriques de châssis, de portes et d'autres bois ouvrés; usines de maisons préfabriquées; fabriques d'armoires de cuisine et d'unités encastrées pour la salle de bain, de portes de bois, d'éléments et de cadres en bois pour fenêtres; fabriques de cercueils; usines de traitement protecteur du bois; usines de bois pressé, de bois gaufré et autres industries diverses du bois.

Le Québec possède le tiers des 3 476 établissements que compte l'industrie canadienne du bois en 1985, dépassant ainsi largement la Colombie-Britannique et l'Ontario. Pour les autres variables du secteur du bois, il se situe derrière la Colombie-Britannique entre 1983 et 1985. Le Québec et l'Ontario voient néanmoins leur part relative augmenter dans l'ensemble canadien, contrairement à la Colombie-Britannique. En 1985, l'industrie québécoise du bois occupe 27,5% de la main-d'oeuvre canadienne dans ce secteur et accapare 23,2% de la valeur des expéditions canadiennes du bois.

Parmi toutes les entreprises composant l'industrie québécoise du bois, en 1985, les scieries et les ateliers de rabotage occupent une place prépondérante, avec 50% des emplois et 53% des expéditions. Ces entreprises sont éparpillées dans tout le Québec, mais particulièrement dans les régions de Québec et du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie. Au cours des années suivantes, l'industrie du bois continue de profiter de la forte croissance de la construction résidentielle au Québec et ailleurs en Amérique du Nord. En 1987, la valeur des expéditions augmente de 13,7%, pour atteindre 3,3 milliards de dollars. Au chapitre de l'emploi, le nombre de salariés passe de 27 367, en 1983, à 31 843, en 1987. Les dépenses en immobilisations des entreprises de ce secteur atteignent 84,8 millions de dollars en 1987, comparativement à 99,6 millions en 1985 et à 61,2 millions en 1975.

L'industrie des pâtes et papiers

En 1987, le Canada compte 137 usines de pâtes et papiers; 53 sont au Québec, 35, en Ontario et 24, en Colombie-Britannique. À l'échelle mondiale, on en dénombre plus de 7 000. Au chapitre de la production, le Québec occupe la première place en 1985, avec 36% du total canadien. Suivent l'Ontario (25%) et la Colombie-Britannique (24%). La main-d'oeuvre occupée dans l'industrie des pâtes et papiers au Québec représente 40% de la main-d'oeuvre canadienne du secteur.

Au Québec, on retrouve des usines de pâtes et papiers dans une cinquantaine de villes ou municipalités. Pour l'économie locale, leur présence constitue un apport considérable. Il y a des villes papetières dans toutes les régions du Québec. Dans l'ensemble de la province, on évalue la main-d'oeuvre employée dans ces usines à plus de 30 000 en 1985. Dans la seule région de Trois-Rivières, on dénombre le quart de toute la main-d'oeuvre papetière québécoise. Les régions de Québec, du Saguenay—Lac-Saint-Jean et de Montréal en comptent respectivement 16,6%, 14,4% et 14,1%.

En 1986, près de 60% des 6,9 millions de tonnes métriques de papiers fabriqués proviennent des trois régions susmentionnées. Les papiers spéciaux d'impression comptent pour 14% de cette production. Les copeaux, les sciures et les planures constituent la principale source de matière ligneuse. En 1986, les copeaux représentent plus de la moitié des approvisionnements de l'industrie des pâtes et papiers au Québec. Alors qu'en 1970 le volume de bois de sciage dépasse de 15% les livraisons de copeaux, en 1986, le volume de copeaux est de 50% plus élevé que celui du bois de sciage.

Le Québec est l'une des régions du monde où la production de pâtes et papiers par habitant est la plus élevée. Elle est de 1,2 tonne métrique. Pour le papier journal, la production québécoise correspond en 1985 à 14% de la production mondiale, soit une tonne sur sept. Toutefois, si l'on considère la production totale de pâtes et papiers, la part du Québec ne s'élève qu'à 3,4% de l'ensemble mondial.

Les produits qui sont vendus principalement à l'extérieur du Canada sont le papier journal, les papiers spéciaux d'impression et les pâtes commerciales. Le reste de la production est surtout écoulé sur les marchés canadien et québécois. Entre 1984 et 1986, ce sont les ventes aux États-Unis qui augmentent le plus (augmentation de 250 000 tonnes), suivies de celles qui ont été effectuées au Canada (augmentation de 150 000 tonnes) et des expéditions à destination des autres pays (augmentation de 75 000 tonnes).

En 1987, plus de 25% des investissements manufacturiers québécois ont été faits dans le secteur des pâtes et papiers et des produits de transformation du papier et du carton. Au cours de la période 1975-1987, les investissements dans ce secteur passent de 174,7 millions à près de 1,1 milliard de dollars. C'est ce secteur qui est au premier rang pour les investissements manufacturiers.

Les industries du papier et du bois constituent un apport essentiel dans l'économie régionale, car plus de 50% des investissements manufacturiers de six régions du Québec ont été effectués dans ces secteurs.

Définitions

Région de la forêt commerciale

Terme générique donné par convention à l'ensemble du territoire subdivisé par le ministère de l'Énergie et des Ressources à des fins de gestion.

Régions administratives et unités de gestion

Subdivisions administratives du ministère de l'Énergie et des Ressources dotées d'une administration régionalisée. Il y a neuf régions administratives comprenant au total 44 unités de gestion.

Terres forestières

Terres servant principalement à l'exploitation forestière et pouvant produire un volume de bois d'au moins 30 mètres cubes par hectare.

Zones socio-économiques et unités d'aménagement

Subdivisions du territoire basées sur des caractéristiques socio-économiques (quatre zones). Si l'on superpose ces deux types de découpage (administratif et socio-économique), on divise certaines unités de gestion en territoires plus petits, appelés unités d'aménagement. C'est donc dire que l'unité de gestion comporte autant d'unités d'aménagement qu'elle recouvre de zones socio-économiques.

Zone de banlieue
Territoire compris dans un rayon d'environ 65 km des villes de 5 000 habitants et plus et constituant le bassin privilégié d'approvisionnement de l'industrie forestière.

Zone de sciage et pâte
Territoire situé à plus de 65 km des villes et dans lequel le bois accessible peut être utilisé, tant par l'industrie du sciage que par celle des pâtes et papiers, comme bassin secondaire d'approvisionnement.

Zone pâte
Partie du territoire de la forêt commerciale dont l'industrie peut se servir comme bassin tertiaire d'approvisionnement.

Zone non exploitable
Partie nordique du territoire, actuellement non exploitable sur le plan économique, mais qui comporte un certain potentiel.

Autres définitions

Les définitions des variables du secteur manufacturier se trouvent au chapitre portant sur les industries manufacturières.

La définition des dépenses en immobilisations se trouve au chapitre portant sur les investissements privés et publics.

Tableau III.—Valeur des produits forestiers de 1914.

a) Bois de sciage

Essences	Quantités	Prix moyen les 1,000 pieds m. p.	Valeur totale	Totaux
	P. M. P.	$ cts.	$ cts	$ cts.
Epinette	699,169,208	14.66	10,249,520.59	
Sapin	211,386,278	14.33	3,029,165.36	
Pin blanc	125,532,158	22.34	2,806,622.40	
Pin rouge	22,229,450	20.83	463,039.63	
Pin gris	14,586,120	14.00	204,205.68	
Pruche	33,284,002	14.00	465,976.02	
Tamarac	4,555,121	16.33	74,385.13	
Th uya (Cèdre)	8,790,457	14.00	123,066.39	
Bouleau	1,826,880	14.33	26,179.19	
Merisier	27,910,948	16.25	453,552.90	
Bris blanc	15,111,045	17.50	264,443.28	
Erable	8,916,179	16.17	144,174.61	
Orme	3,205,252	16.33	52,341.76	
Frêne	4,213,062	18.50	77,941.64	
Peuplier	4,792,762	12.33	59,095.98	
Chêne	1,554,156	27.50	42,739.29	
Noyer	845,065	21.00	17,746.36	
Cerisier	200,188	27.00	7,835.07	
Total	1,118,298,448	$16.60	18,562,331.28	18,562,331.28

b)—Autres produits forestiers

Espèces	Quantités	Prix par unité	Valeur totale	
Bardeaux	316,390,000 pièces	$ 2.50 le mille	$ 790,795.00	
Traverses	2,116,368 "	0.35 pièce	740,795.00	
Bois à papier	907,807 cordes	6.50 la corde	5,900,745.50	
Piquets	422,045 pièces	0 06 pièce	25,322.70	
Poteaux	101,034 "	1.10 "	110,137.40	
Bois à fuseau	8,286 cordes	—	—	
Courbes	250 pièces	0.10 "	25.00	
Douves	500,000 "	14.85 le mille	6,425.00	
Bois à merrain	1,212 cordes	—	—	
Lattes	38,412,000 pièces	2.60 le mille	99,870.94	
Grands bois	44,507 p. lin.	0.04 pds. lin.	1,780.28	
Total			$ 7,676,836.62	$ 7,676,836.62
Grand total				26,239,167.90

Source: Annuaire statistique, 1915, p. 478.

Tableau 1

Superficie des terres forestières par province et territoire, Canada, 1981

Province ou territoire	Terres forestières					Total
	Fédérales	Provinciales	Privées	Municipales	Indéterminées	
	'000 km²					
Terre-Neuve	1.51	134.90	5.98	0.01	-	142.40
Île-du-Prince-Édouard	-	-	-	-	2.94	2.94
Nouvelle-Écosse	1.18	10.88	29.43	-	-	41.49
Nouveau-Brunswick	1.58	30.54	32.40	-	-	64.52
Québec	1.85	555.81	66.34	-	-	624.00
Ontario	6.94	381.46	43.44	-	0.07	431.91
Manitoba	3.70	230.87	4.61	0.57	-	239.75
Saskatchewan	4.94	118.49	-	-	-	123.43
Alberta	33.74	297.30	-	-	0.06	330.83
Colombie-Britannique	6.24	542.94	16.79	0.29	-	566.25
Yukon	242.17	-	-	-	-	242.17
Territoires du Nord-Ouest	615.21	-	-	-	-	615.21
Le Canada[1]	**919.06**	**2 302.93**	**199.00**	**0.86**	**3.07**	**3 424.91**

1. En raison de l'arrondissement de certaines données, le total peut ne pas correspondre à la somme des parties.

Source: Environnement Canada, *Inventaire des forêts au Canada, 1981*.

Tableau 2

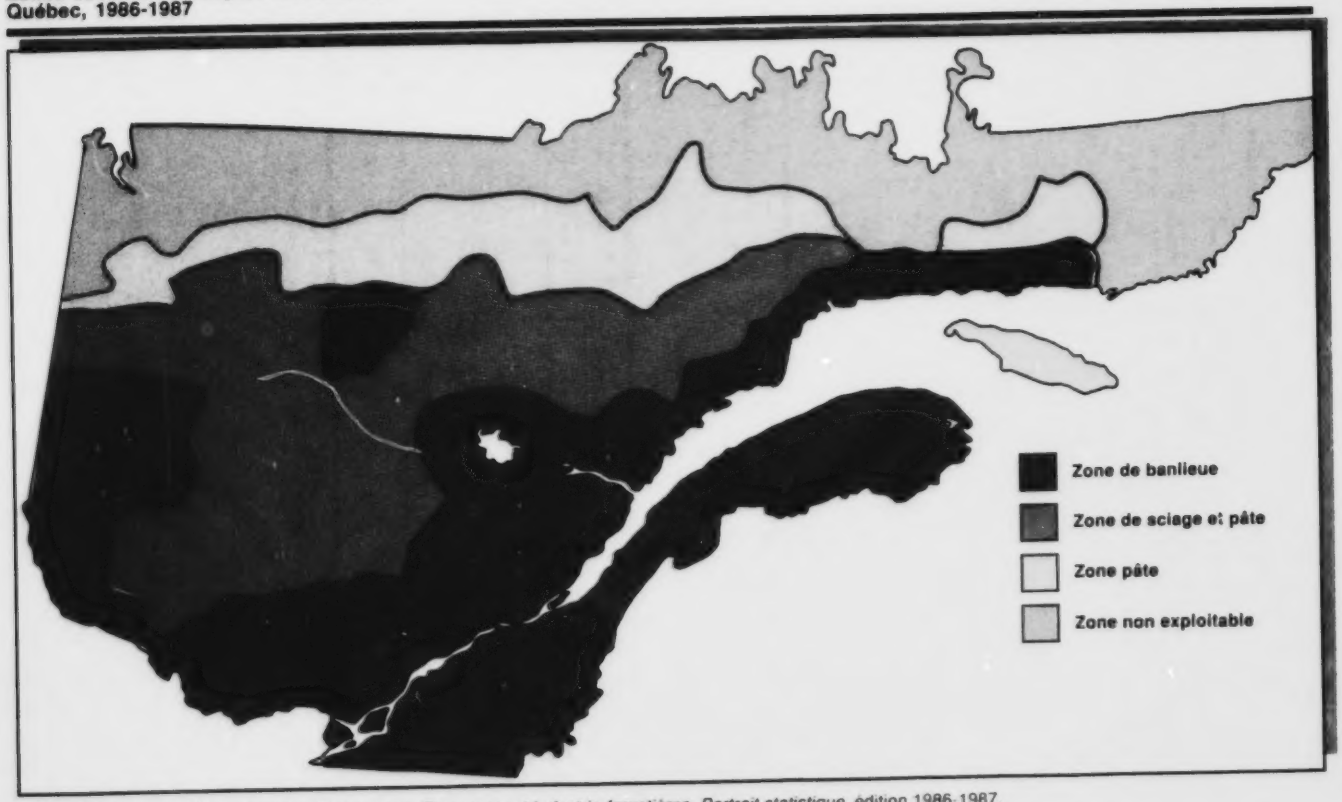
Superficie de la forêt commerciale par zone socio-économique, Québec, 1986

Forêt commerciale	Zone				Total
	Banlieue	Sciage et pâte	Pâte	Non exploitable	
	km²				
Fédérale	1 992	156	-	500	2 648
Eau	158	17	-	9	184
Terrains non forestiers	118	1	-	-	119
Terrains forestiers					
Improductifs	94	2	-	190	286
Productifs inaccessibles	38	-	-	-	38
Productifs accessibles[1]	1 584	136	-	301	2 021
Provinciale	187 309	191 891	92 629	177 189	649 018
Eau	14 549	20 528	13 394	19 479	67 950
Terrains non forestiers	741	179	27	176	1 123
Terrains forestiers					
Improductifs	16 477	19 327	12 470	43 206	91 480
Productifs inaccessibles	3 303	1 276	721	438	5 738
Productifs accessibles	152 239	150 581	66 017	113 890	482 727
Privée	102 960	5 177	-	4 511	112 648
Eau	4 854	546	-	194	5 594
Terrains non forestiers	36 263	18	-	4	36 285
Terrains forestiers					
Improductifs	3 163	310	-	1 835	5 308
Productifs inaccessibles	1 233	39	-	-	1 272
Productifs accessibles	57 447	4 264	-	2 478	64 189
Total	292 261	197 224	92 629	182 200	764 314
Eau	19 561	21 091	13 394	19 682	73 728
Terrains non forestiers	37 122	198	27	180	37 527
Terrains forestiers					
Improductifs	19 734	19 639	12 470	45 231	97 074
Productifs inaccessibles	4 574	1 315	721	438	7 048
Productifs accessibles	211 270	154 981	66 017	116 669	548 937

1. Les terrains productifs sont accessibles si leurs pentes sont inférieures à 50%.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Ressource et industrie forestière. Portrait statistique*, édition 1986-1987.

Figure 1
Zones socio-économiques forestières, Québec, 1986-1987



Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Ressource et industrie forestières, Portrait statistique*, édition 1986-1987.

Tableau 3

Volume marchand brut[1] de bois dans la forêt productive accessible, selon la zone socio-économique, Québec, 1986

Forêt productive	Zone				Total
	Banlieue	Sciage et pâte	Pâte	Non exploitable	
	'000 m³				
Fédérale	16 287	-	-	524	16 791
Mûr	8 837	-	-	524	9 361
Jeune	6 957	-	-	-	6 957
Régénéré	473	-	-	-	473
Provinciale	1 421 610	1 303 918	503 251	454 311	3 683 090
Mûr	680 104	988 626	439 631	413 001	2 721 362
Jeune	480 213	274 361	49 201	29 246	833 021
Régénéré	61 293	40 931	14 419	12 064	128 707
Privée	432 669	31 758	-	5 010	469 437
Mûr	115 991	20 573	-	5 001	141 565
Jeune	297 843	7 923	-	9	305 775
Régénéré	18 835	3 262	-	-	22 097
Total	1 870 546	1 335 676	503 251	459 845	4 169 318
Mûr	1 004 932	1 009 199	439 631	418 526	2 872 288
Jeune	785 013	282 284	49 201	29 255	1 145 753
Régénéré	80 601	44 193	14 419	12 064	151 277

1. Volume ligneux comprenant le tronc et les branches de 9 cm et plus au fin bout.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Ressource et industrie forestière. Portrait statistique*, édition 1986-1987.

Tableau 4

Volume de bois récolté par zone socio-économique, Québec, 1985-86

	Zone							
	Banlieue		Sciage et pâte		Pâte		Total	
	'000 m³	%	'000 m³	%	'000 m³	%	'000 m³	%
Forêt publique provinciale	13 434	100	9 712	100	77	100	23 223	100
Résineux	11 246	84	9 475	98	77	100	20 798	90
Feuillus	2 188	16	237	2	-	-	2 425	10
Forêt privée[1]	7 445	100	-	-	-	-	7 445	100
Résineux	5 463	73	-	-	-	-	5 463	73
Feuillus	1 982	27	-	-	-	-	1 982	27
Récolte annuelle totale	20 879	100	9 712	100	77	100	30 668	100
Résineux	16 709	80	9 475	98	77	100	26 261	86
Feuillus	4 170	20	237	2	-	-	4 407	14

1. Données estimées, excluant la production de bois de chauffage par les petits propriétaires forestiers.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Ressource et industrie forestière. Portrait statistique*, édition 1986-1987.

Tableau 5

Superficie de la forêt commerciale par région administrative[1], Québec, 1986

Région administrative	Territoire				Terres forestières productives			
	Fédéral	Provincial	Privé	Total	Fédérales	Provinciales	Privées	Total
	km²							
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	277	27 470	15 371	43 118	252	24 873	10 548	35 673
Saguenay—Lac-Saint-Jean	52	159 885	6 143	166 080	31	125 343	3 333	128 707
Québec	243	12 461	21 578	34 282	202	11 029	12 984	24 215
Trois-Rivières	590	36 639	14 101	51 330	509	30 328	7 810	38 647
Estrie	-	598	12 829	13 427	-	566	7 482	8 048
Montréal	214	9 387	18 366	27 967	85	8 172	6 927	15 184
Outaouais	473	46 510	10 556	57 539	387	38 862	7 287	46 536
Abitibi-Témiscamingue	519	127 431	11 780	139 730	315	87 115	6 483	93 913
Côte-Nord	280	228 637	1 924	230 841	240	156 439	1 335	158 014
Le Québec[2]	**2 648**	**649 018**	**112 648**	**764 314**	**2 021**	**482 727**	**64 189**	**548 937**

1. Régions administratives du ministère de l'Énergie et des Ressources.
2. En raison de l'arrondissement de certaines données, le total peut ne pas correspondre à la somme des parties.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Ressource et industrie forestière. Portrait statistique*, édition 1986-1987.

Tableau 6

Disponibilité annuelle de coupe, dans la forêt publique provinciale et dans la forêt privée, par région administrative[1], Québec, 1980-1990

Région administrative	Forêt publique provinciale			Forêt privée		
	Sapins Épinettes Pins gris	Autres résineux	Feuillus	Sapins Épinettes Pins gris	Autres résineux	Feuillus
	'000 m³					
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	2 560	160	490	1 091	208	645
Saguenay—Lac-Saint-Jean	6 757	16	1 483	157	25	231
Québec	792	18	244	1 275	243	1 488
Trois-Rivières	3 055	82	904	477	214	737
Estrie	23	2	26	368	157	781
Montréal	480	49	382	326	340	1 594
Outaouais	2 066	527	1 960	239	291	1 070
Abitibi-Témiscamingue	5 556	540	2 062	121	5	300
Côte-Nord	4 088	13	471	160	7	113
Le Québec	**25 377**	**1 407**	**8 022**	**4 214**	**1 490**	**6 939**

1. Régions administratives du ministère de l'Énergie et des Ressources.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Ressource et industrie forestière. Portrait statistique*, édition 1986-1987.

Tableau 7

Volume de bois récolté par région administrative[1], Québec, 1985-86

Région administrative	Forêt publique provinciale			Forêt privée[2]		
	Résineux	Feuillus	Total	Résineux	Feuillus	Total
	'000 m³					
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	2 725	222	2 947	1 759	451	2 210
Saguenay—Lac-Saint-Jean	6 187	229	6 416	293	18	311
Québec	1 232	135	1 367	1 947	239	2 186
Trois-Rivières	1 427	324	1 751	265	121	386
Estrie	31	38	69	287	341	628
Montréal	796	232	1 028	540	408	948
Outaouais	1 024	541	1 565	236	266	502
Abitibi-Témiscamingue	5 358	688	6 046	91	136	227
Côte-Nord	2 018	16	2 034	45	2	47
Le Québec	**20 798**	**2 425**	**23 223**	**5 463**	**1 982**	**7 445**

1. Régions administratives du ministère de l'Énergie et des Ressources.
2. Données estimées, excluant la production de bois de chauffage par des petits propriétaires forestiers.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Ressource et industrie forestière. Portrait statistique*, édition 1986-1987.

Tableau 8

Superficie et volume marchand brut de la forêt commerciale accessible, par région administrative[1], Québec, 1986

Région	Superficie	Volume	Résineux[2]	Feuillus[3]
	km²	'000 m³	% du volume	
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	**35 673**	**309 242**	**80,5**	**19,5**
Forêt fédérale	252	1 832	72,3	27,7
Forêt provinciale	24 873	237 029	84,9	15,1
Forêt privée	10 548	70 381	65,9	34,1
Saguenay—Lac-Saint-Jean	**128 707**	**880 584**	**85,4**	**14,6**
Forêt fédérale	31	295	81,7	18,3
Forêt provinciale	125 343	864 538	86,0	14,0
Forêt privée	3 333	15 751	49,8	50,2
Québec	**24 215**	**192 862**	**60,5**	**39,5**
Forêt fédérale	202	1 812	28,1	71,9
Forêt provinciale	11 029	94 456	74,8	25,2
Forêt privée	12 984	96 594	47,1	52,9
Trois-Rivières	**38 647**	**320 288**	**16,0**	**29,9**
Forêt fédérale	509	6 089	16,5	17,7
Forêt provinciale	30 328	260 340	63,2	36,8
Forêt privée	7 810	53 859	48,9	51,1
Estrie	**8 048**	**62 232**	**31,2**	**68,8**
Forêt fédérale	-	-	-	-
Forêt provinciale	566	6 902	41,0	59,0
Forêt privée	7 482	55 330	30,0	70,0
Montréal	**15 184**	**149 337**	**38,1**	**61,9**
Forêt fédérale	85	959	32,4	67,6
Forêt provinciale	8 172	67 803	44,8	55,2
Forêt privée	6 927	60 575	28,6	71,4
Outaouais	**46 536**	**513 725**	**33,7**	**66,2**
Forêt fédérale	387	3 842	26,0	74,0
Forêt provinciale	38 862	427 169	34,9	65,1
Forêt privée	7 287	82 714	28,3	71,7
Abitibi-Témiscamingue	**93 913**	**708 556**	**71,3**	**28,7**
Forêt fédérale	315	406	90,6	9,4
Forêt provinciale	87 115	682 434	72,3	27,7
Forêt privée	6 483	25 716	43,6	56,4

Tableau 8 (suite)

Superficie et volume marchand brut de la forêt commerciale accessible, par région administrative[1], Québec, 1986

Région	Superficie	Volume	Résineux[2]	Feuillus[3]
	km²	'000 m³	% du volume	
Côte-Nord	158 014	1 032 491	92,6	7,3
Forêt fédérale	240	1 556	86,9	13,1
Forêt provinciale	156 439	1 022 418	92,8	7,2
Forêt privée	1 335	8 517	79,1	20,9

1. Régions administratives du ministère de l'Énergie et des Ressources.
2. Sapins, épinettes, pins gris et autres résineux.
3. Bouleaux à papier, bouleaux jaunes, peupliers, érables et autres feuillus.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Ressource et industrie forestière. Portrait statistique*, édition 1986-1987.

Tableau 9

Volume[1] de bois des forêts privées mis en marché par les associations de producteurs, Québec, 1983-1985

Association régionale	1983		1984		1985	
	Producteurs	Volume	Producteurs	Volume	Producteurs	Volume
	n	m³ apparent	n	m³ apparent	n	m³ apparent
Gaspésie	2 630	507 802	2 365	588 361	2 485	559 684
Bas-Saint-Laurent	5 518	1 379 811	4 715	1 161 898	6 225	1 234 249
Saguenay—Lac-Saint-Jean	1 927	366 130	1 584	283 763	1 500	311 320
La Pocatière	3 000	451 890	2 200	425 570	2 339	394 450
Beauce	5 310	612 204	4 871	806 672	4 741	798 726
Québec	6 393	802 396	5 512	777 513	5 300	785 526
Estrie	1 927	586 601	2 253	653 418	1 983	510 867
Nicolet	800	141 559	600	148 627	750	148 665
Mauricie	332	188 414	284	242 587	350	219 168
Montréal	200	91 935	100	102 402	200	134 437
Laurentides	700	397 643	700	362 751	600	336 937
Labelle	530	200 623	525	206 896	525	230 201
Gatineau	400	127 196	390	131 175	390	147 635
Pontiac	-	-	-	-	375	270 295
Abitibi-Témiscamingue	338	189 228	201	141 820	285	226 991
Total	**30 005**	**6 043 432**	**26 300**	**6 033 453**	**28 048**	**6 309 151**

1. 1,5 mètre cube apparent = 1 mètre cube.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Ressource et industrie forestière. Portrait statistique*, édition 1986-1987.

Tableau 10

Statistiques principales de l'exploitation forestière, Québec, 1983-1985

	Unité	1983	1984	1985
Établissements	n	704	733	721
Production				
Travailleurs à la production	n	8 321	9 308	9 494
Heures payées	'000	16 055	17 117	17 158
Salaires	'000 $	184 788	200 024	212 685
Combustible et électricité	'000 $	37 216	40 084	47 855
Matières et fournitures	'000 $	451 844	491 586	469 725
Valeur des expéditions	'000 $	850 412	937 232	957 749
Valeur ajoutée	'000 $	349 914	397 501	440 748
Activité totale				
Propriétaires et associés actifs	n	340	347	256
Salariés	n	9 881	10 729	10 802
Traitements et salaires	'000 $	230 564	243 245	257 445
Valeur ajoutée	'000 $	356 771	407 101	446 845

Source: Statistique Canada, *Exploitation forestière* (25-201).

Tableau 11

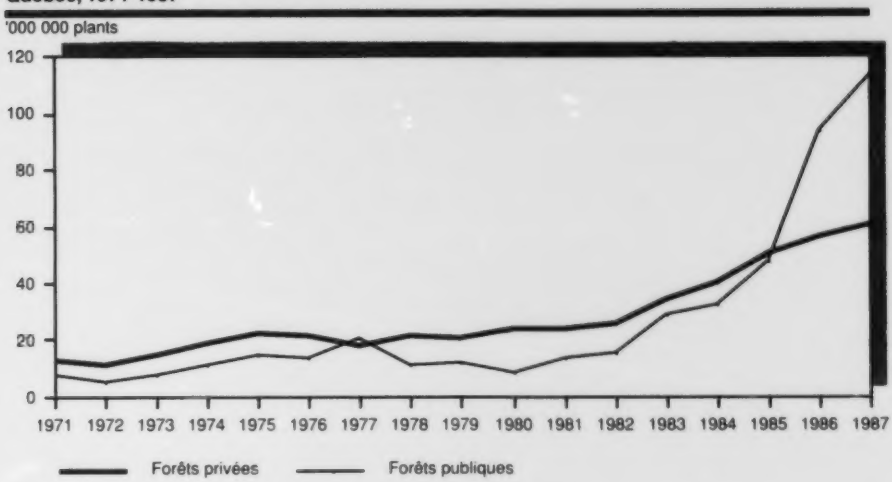
Reboisement des forêts publiques et privées, selon l'essence, par région administrative[1], Québec, 1985-86

Région	Sapins baumiers	Mélèzes[2]	Épinettes[3]	Pins[4]	Autres[5]	Total
			'000 plants			
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	152	224	21 434	579	45	22 434
Forêt publique	-	-	10 208	67	-	10 275
Forêt privée	152	224	11 226	512	45	12 159
Saguenay—Lac-Saint-Jean	29	67	4 741	4 334	-	9 171
Forêt publique	-	46	3 799	3 874	-	7 719
Forêt privée	29	21	942	460	-	1 452
Québec	1 447	81	15 015	869	6	17 418
Forêt publique	-	-	3 629	230	-	3 859
Forêt privée	1 447	81	11 386	639	6	13 559
Trois-Rivières	469	116	5 337	5 657	14	11 593
Forêt publique	-	6	3 592	3 045	-	6 643
Forêt privée	469	110	1 745	2 612	14	4 950
Estrie	3 237	212	4 489	478	115	8 531
Forêt publique	-	-	362	-	-	362
Forêt privée	3 237	212	4 127	478	115	8 169
Montréal	478	200	2 874	2 832	291	6 675
Forêt publique	-	5	1 777	1 603	28	3 413
Forêt privée	478	195	1 097	1 229	263	3 262
Outaouais	70	190	2 164	4 351	92	6 867
Forêt publique	-	65	1 382	3 070	27	4 544
Forêt privée	70	125	782	1 281	65	2 323
Abitibi-Témiscamingue	-	1 571	3 217	9 065	-	13 853
Forêt publique	-	1 335	2 051	6 404	-	9 790
Forêt privée	-	236	1 166	2 661	-	4 063
Côte-Nord	-	12	1 216	59	-	1 287
Forêt publique	-	-	1 079	31	-	1 110
Forêt privée	-	12	137	28	-	177
Total	5 882	2 673	60 481	28 224	563	97 829
Forêt publique	-	1 457	27 879	18 324	55	47 715
Forêt privée	5 882	1 156	32 608	9 900	508	50 114

1. Régions administratives du ministère de l'Énergie et des Ressources.
2. Mélèzes européens, laricins et japonais.
3. Épinettes de Norvège, blanches, noires et rouges.
4. Pins gris, rouges, blancs et sylvestres.
5. Feuillus, y compris les peupliers.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Ressource et industrie forestière. Portrait statistique*, édition 1986-1987.

Figure 2
Nombre d'arbres plantés à des fins de reboisement, Québec, 1971-1987



Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Ressource et industrie forestières. Portrait statistique*, édition 1986-1987

Tableau 12
Part des organismes de gestion en commun dans le reboisement des forêts privées, par région administrative[1], Québec, 1983-1985

Région administrative	1983		1984		1985	
	Reboisement total	Part des O.G.C.[2]	Reboisement total	Part des O.G.C.	Reboisement total	Part des O.G.C.
	'000 plants	%	'000 plants	%	'000 plants	%
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	10 118	86	11 448	86	12 159	76
Saguenay—Lac-Saint-Jean	2 132	61	1 927	69	1 452	63
Québec	8 385	56	9 547	50	13 559	57
Trois-Rivières	2 886	69	3 859	75	4 950	66
Estrie	3 438	19	5 854	41	8 169	41
Montréal	1 310	8	1 664	29	3 262	43
Outaouais	1 963	49	2 284	54	2 323	44
Abitibi-Témiscamingue	3 887	84	3 876	85	4 063	82
Côte-Nord	87	-	89	-	177	-
Le Québec	**34 206**	**63**	**40 548**	**65**	**50 114**	**61**

1. Régions administratives du ministère de l'Énergie et des Ressources.
2. O.G.C.: Organisme de gestion en commun.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Ressource et industrie forestière. Portrait statistique*, édition 1986-1987.

Tableau 13

Nombre d'incendies et superficie forestière incendiée, selon l'origine du sinistre, Québec, 1985-1987

Origine du sinistre	1985		1986		1987	
	n	ha	n	ha	n	ha
Foudre	90	142.9	93	165 563.2	93	958.1
Activités ferroviaires	14	18.0	49	116.9	50	131.7
Opérations forestières	64	613.7	45	279.8	72	2 241.7
Opérations industrielles	101	166.0	47	169.5	99	305.5
Incendiaires	39	93.2	66	206.3	58	225.7
Résidents	229	342.4	256	349.7	248	396.1
Activités récréatives	342	1 319.7	268	864.6	333	16 675.6
Autres	1	0.7	6	0.4	6	0.1
Total	**880**	**2 696.6**	**830**	**167 550.4**	**959**	**20 934.5**

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, Service de la protection contre le feu.

Tableau 14

Coût d'extinction des incendies de forêt, selon l'origine du sinistre, Québec, 1985-1987

Origine du sinistre	1985		1986		1987	
	$	%	$	%	$	%
Foudre	345 331	18.9	3 799 662	74.6	765 867	20.3
Activités ferroviaires	49 161	2.7	35 011	0.7	134 902	3.6
Opérations forestières	326 794	17.8	192 933	3.8	767 433	20.4
Opérations industrielles	118 310	6.5	66 371	1.3	250 154	6.6
Incendiaires	23 496	1.3	64 045	1.3	88 051	2.3
Résidents	173 278	9.5	249 820	4.9	286 712	7.6
Activités récréatives	789 575	43.1	673 250	13.2	1 465 558	38.9
Autres	5 142	0.3	10 216	0.2	6 880	0.2
Total	**1 831 087**	**100.0**	**5 091 308**	**100.0**	**3 765 557**	**100.0**

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, Service de la protection contre le feu.

Tableau 15

Évaluation des dommages causés par les incendies de forêt, selon l'origine du sinistre, Québec, 1985-1987

Origine du sinistre	1985		1986		1987	
	$	%	$	%	$	%
Foudre	28 166	10.6	19 880 286	98.8	309 745	8.1
Activités ferroviaires	2 530	1.0	5 377	--	5 448	0.1
Opérations forestières	145 116	54.5	58 729	0.3	321 193	8.4
Opérations industrielles	10 931	4.1	7 929	--	14 279	0.4
Incendiaires	8 316	3.1	14 550	0.1	14 089	0.4
Résidents	17 686	6.6	95 334	0.5	19 688	0.5
Activités récréatives	53 322	20.0	54 933	0.3	3 136 863	82.1
Autres	21	--	12	--	5	--
Total	**266 088**	**100.0**	**20 117 150**	**100.0**	**3 821 310**	**100.0**

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, Service de la protection contre le feu.

Tableau 16

Nombre d'incendies et superficie forestière incendiée, par région administrative[1], Québec, 1985-1987

Région administrative	1985		1986		1987	
	n	ha	n	ha	n	ha
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	67	74,7	70	74,9	111	2 008,9
Saguenay—Lac-Saint-Jean	126	597,7	143	35 118,1	160	17 213,3
Québec	85	112,2	70	119,3	120	170,7
Trois-Rivières	83	175,5	55	892,4	82	166,7
Estrie	16	11,8	34	25,3	18	6,3
Montréal	129	251,5	165	697,7	142	79,7
Outaouais	128	164,3	86	547,2	87	74,7
Abitibi-Témiscamingue	177	1 218,8	163	129 818,8	152	302,7
Côte-Nord et Nouveau-Québec	69	90,1	44	256,7	87	911,5
Le Québec	**880**	**2 696,6**	**830**	**167 550,4**	**959**	**20 934,5**

1. Régions administratives du ministère de l'Industrie et du Commerce.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, Service de la protection contre le feu.

Tableau 17

Superficie de la forêt commerciale infestée par la tordeuse des bourgeons de l'épinette, par région administrative[1], Québec, 1986

Région administrative	Classes de défoliation[2]			Taux de dépeuplement[3]			
	Légère	Modérée	Grave	1-25%	26-50%	51-75%	76-100%
				ha			
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	315 314	322 032	56 094	1 482 357	364 126	99 218	707
Saguenay—Lac-Saint-Jean	26 662	32 656	13 282	1 256 274	484 495	96 189	2 500
Québec	36 721	100 782	41 095	945 492	425 467	75 479	-
Trois-Rivières	274 208	440 980	81 814	463 595	205 469	160 313	27 970
Estrie	-	-	-	53 875	19 649	156	-
Montréal	43 281	255 626	35 313	207 302	11 582	469	-
Outaouais	-	-	-	473 594	259 844	85 063	2 897 816
Abitibi-Témiscamingue	-	-	-	182 346	238 599	333 751	881 877
Côte-Nord et Nouveau-Québec	55 558	199 694	500 835	776 786	236 796	60 664	53 194
Le Québec	**751 744**	**1 351 770**	**728 433**	**5 841 621**	**2 246 027**	**911 302**	**3 864 064**

1. Régions administratives du ministère de l'Énergie et des Ressources.
2. Les classes de défoliation correspondent à la perte de feuillage, en pourcentage: légère (1-35%), modérée (36-70%), grave (71-100%).
3. Le taux de dépeuplement correspond au pourcentage d'arbres morts dans les peuplements.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Ressource et industrie forestière. Portrait statistique*, édition 1986-1987.

Tableau 18

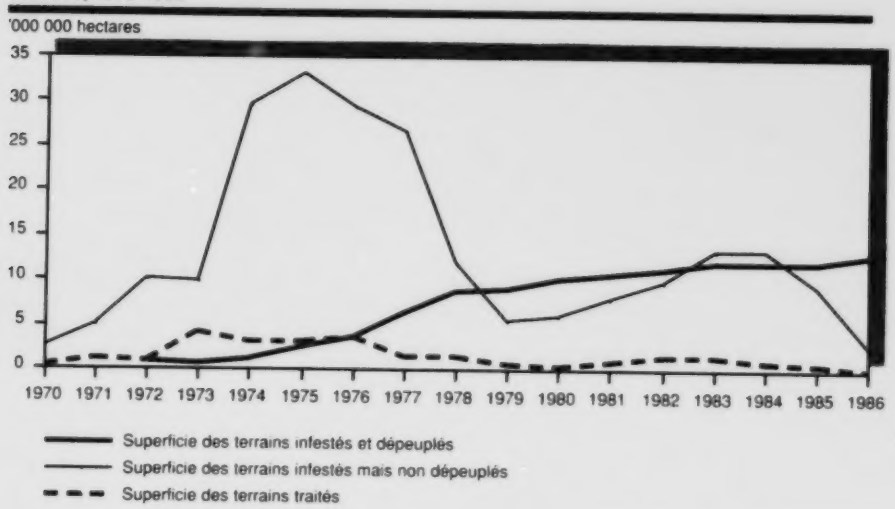
Superficie traitée et coût des programmes de lutte contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette, selon le type de traitement, Québec, 1981-1986

	Unité	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Superficie traitée	'000 ha	705	1 299	1 254	708	686	51
Traitement chimique	'000 ha	690	1 267	1 208	384	184	33
Traitement biologique	'000 ha	15	32	46	324	482	18
Coût du programme	'000 $	6 970	10 982	14 497	16 754	19 778	1 650
Coût moyen du traitement chimique	$/ha	9,43	8,15	10,98	18,88	22,69	..
Coût moyen du traitement biologique	$/ha	31,13	20,52	26,85	29,30	32,22	..
Coût moyen pondéré	$/ha	9,88	8,46	11,56	23,65	29,63	32,25

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Ressource et industrie forestière. Portrait statistique*, édition 1986-1987.

Figure 3

Infestation par la tordeuse des bourgeons de l'épinette, Québec, 1970-1986



Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources. *Ressource et industrie forestières. Portrait statistique*, édition 1986-1987.

Tableau 19

Statistiques principales de l'industrie du bois, Québec, 1982-1987

Variable	Unité	1982	1983	1984	1985	1986er	1987e
Établissements	n	1 110	1 113	1 159	1 101	..	..
Activité manufacturière							
Employés à la production	n	19 014	22 128	23 417	24 533	25 210	26 580
Hommes	n	18 244	21 226	22 390	23 099	23 687	25 021
Femmes	n	770	902	1 027	1 434	1 523	1 559
Heures payées	'000	39 420	46 363	49 027	51 209	52 336	54 367
Salaires	'000 $	300 200	380 104	429 424	456 182	483 097	520 005
Matières utilisées	'000 $	790 062	1 113 576	1 296 971	1 427 533	1 604 870	1 839 750
Combustible et électricité	'000 $	66 958	78 390	84 276	85 023	86 125	89 141
Expéditions	'000 $	1 512 116	2 056 596	2 386 739	2 565 728	2 902 020	3 302 460
Production	'000 $	1 486 235	2 068 986	2 418 532	2 598 006	2 951 550	3 362 321
Valeur ajoutée	'000 $	629 215	877 020	1 037 285	1 085 450	1 260 555	1 433 430
Activité totale							
Propriétaires et associés actifs	n	338	313	343	276	..	..
Employés à l'administration	n	4 552	5 239	5 186	5 055	5 088	5 263
Hommes	n	3 693	4 302	4 207	4 066	4 089	4 175
Femmes	n	859	937	979	989	999	1 088
Traitements	'000 $	92 994	113 692	121 614	128 902	134 393	142 591
Emploi	n	23 566	27 367	28 603	29 588	30 298	31 843
Traitements et salaires	'000 $	393 194	493 796	551 038	585 084	617 490	662 596
Matières utilisées	'000 $	845 936	1 183 025	1 376 591	1 508 613	1 698 940	1 948 880
Expéditions	'000 $	1 580 107	2 135 840	2 474 496	2 660 401	3 010 520	3 426 220
Production	'000 $	1 554 226	2 148 229	2 506 289	2 692 679	3 060 045	3 486 081
Valeur ajoutée	'000 $	641 332	886 814	1 045 422	1 099 043	1 274 980	1 448 060

Source: Bureau de la statistique du Québec. *Statistiques principales des manufacturiers québécois, 1982-1987.*

Tableau 20
Statistiques principales de l'industrie du bois, par région, Canada, 1983-1985

Variable et région	Unité	1983		1984		1985	
		Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Établissements	n	3 453	100,00	3 561	100,00	3 476	100,00
Atlantique	n	399	11,56	421	11,82	380	10,93
Québec	n	1 113	32,23	1 159	32,55	1 101	31,67
Ontario	n	820	23,75	838	23,53	851	24,48
Prairies	n	377	10,92	382	10,73	381	10,96
Colombie-Britannique	n	742	21,49	761	21,37	763	21,95
Yukon et T.N.-O.	n	2	0,06	..	..	..	..
Employés	n	101 965	100,00	102 941	100,00	107 560	100,00
Atlantique	n	5 908	5,79	5 924	5,75	6 412	5,96
Québec	n	27 367	26,84	28 603	27,79	29 588	27,51
Ontario	n	19 562	19,19	20 840	20,24	23 207	21,58
Prairies	n	x	x	8 673	8,43	8 750	8,13
Colombie Britannique	n	40 392	39,61	38 901	37,79	39 603	36,82
Yukon et T.N.-O.	n	x	x	..	..	..	..
Salaires	'000 $	2 426 578	100,00	2 541 120	100,00	2 739 593	100,00
Atlantique	'000 $	92 304	3,80	100 081	3,94	112 836	4,12
Québec	'000 $	493 795	20,35	551 038	21,68	585 084	21,36
Ontario	'000 $	381 158	15,71	432 202	17,01	507 511	18,53
Prairies	'000 $	x	x	211 187	8,31	219 706	8,02
Colombie-Britannique	'000 $	1 261 430	51,98	1 246 612	49,06	1 314 456	47,98
Yukon et T.N.-O.	'000 $	x	x	..	..	..	..
Intrants	'000 $	5 838 846	100,00	6 270 899	100,00	6 804 103	100,00
Atlantique	'000 $	250 287	4,29	304 788	4,86	339 995	5,00
Québec	'000 $	1 261 415	21,60	1 460 867	23,30	1 593 636	23,42
Ontario	'000 $	950 036	16,27	1 124 565	17,93	1 289 892	18,96
Prairies	'000 $	x	x	490 214	7,82	500 399	7,35
Colombie-Britannique	'000 $	2 922 088	50,05	2 890 465	46,09	3 080 181	45,27
Yukon et T.N.-O.	'000 $	x	x	..	..	..	..
Expéditions	'000 $	9 675 052	100,00	10 279 613	100,00	11 456 436	100,00
Atlantique	'000 $	401 080	4,15	474 659	4,62	541 652	4,73
Québec	'000 $	2 135 840	22,08	2 474 496	24,07	2 660 401	23,22
Ontario	'000 $	1 636 737	16,92	1 873 539	18,23	2 196 009	19,17
Prairies	'000 $	x	x	821 725	7,99	890 013	7,77
Colombie-Britannique	'000 $	4 713 450	48,72	4 635 194	45,09	5 168 361	45,11
Yukon et T.N.-O.	'000 $	x	x	..	..	..	..
Valeur ajoutée	'000 $	3 992 695	100,00	4 050 734	100,00	4 687 787	100,00
Atlantique	'000 $	154 593	3,87	174 640	4,31	201 795	4,30
Québec	'000 $	886 814	22,21	1 045 422	25,81	1 099 043	23,44
Ontario	'000 $	698 513	17,49	774 791	19,13	912 627	19,47
Prairies	'000 $	x	x	337 489	8,33	392 207	8,37
Colombie-Britannique	'000 $	1 914 282	47,94	1 718 392	42,42	2 082 115	44,42
Yukon et T.N.-O.	'000 $	x	x	..	..	..	..

Source: Statistique Canada, *Industries manufacturières du Canada: niveaux national et provincial* (31-203).

Tableau 21

Statistiques principales de l'industrie du bois, par type d'industrie, Québec, 1984-1985

Industrie	Année	Établissements	Employés	Salaires	Intrants	Expéditions	Valeur ajoutée
		n		'000 $			
Scieries, rabotage et bardeaux	1984	429	15 774	314 228	814 569	1 368 302	582 069
	1985	365	15 284	319 646	842 677	1 399 222	579 863
Industrie du bardeau	1984	14	225	3 606	4 403	10 206	5 964
	1985	10	267	4 094	5 350	11 655	6 188
Scieries et ateliers de rabotage	1984	415	15 549	310 622	810 165	1 358 096	576 105
	1985	355	15 017	315 551	837 327	1 387 566	573 675
Placages et contre-plaqués	1984	27	1 769	34 350	157 073	215 691	60 135
	1985	32	2 062	37 590	178 888	249 993	70 496
Portes, châssis et autre bois ouvré	1984	526	7 592	135 092	326 556	583 154	260 214
	1985	546	8 438	151 671	372 725	660 234	293 329
Bâtiments préfabriqués et charpentes	1984	32	638	10 888	40 393	66 473	25 839
	1985	31	704	12 096	47 945	76 041	29 879
Armoires de cuisine et de salle de bain	1984	229	2 220	36 873	71 604	136 966	66 666
	1985	230	2 418	40 933	76 859	151 546	75 008
Portes et fenêtres en bois	1984	172	3 114	57 795	152 501	258 637	106 930
	1985	182	3 588	66 298	172 309	294 196	123 833
Autres industries du bois travaillé	1984	93	1 620	29 535	62 058	121 078	60 779
	1985	103	1 728	32 343	75 612	138 451	64 610
Boîtes et palettes de bois	1984	70	839	13 527	27 997	50 806	23 030
	1985	59	779	13 347	29 120	50 726	22 504
Cercueils et bières	1984	12	452	7 717	11 800	24 402	12 460
	1985	12	470	8 694	12 936	26 526	14 313
Autres industries du bois	1984	95	2 177	46 125	122 872	232 141	107 514
	1985	87	2 555	54 136	157 291	273 699	118 539
Panneaux de particules	1984	5	661	18 042	40 617	88 791	48 209
	1985	5	621	18 168	51 268	91 624	40 075
Autres industries du bois n.c.a.	1984	84	1 084	16 302	40 622	73 156	32 586
	1985	76	1 443	21 184	53 116	92 696	40 097

Source: Statistique Canada, *Industries manufacturières du Canada: niveaux national et provincial* (31-203).

Tableau 22

Répartition des usines reliées à l'industrie du bois, par région administrative[1] et par produit, Québec, 1986

Produit	Région administrative									Total
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	
	n									
Bois de sciage	208	103	262	101	112	191	95	79	40	1 191
Copeaux	37	35	61	20	23	44	12	29	3	264
Lattes	24	-	3	-	3	-	-	2	1	33
Bardeaux	17	2	23	3	9	10	1	3	-	68
Placages et contre-plaqués	-	-	4	14	2	7	3	3	-	33
Portes, châssis et autre bois ouvré	44	36	145	69	34	230	20	11	3	592
Parquets en bois dur	1	1	6	1	2	1	-	-	-	12
Préfabrication de bâtiments (charpentes)	2	6	23	5	1	31	7	3	-	78
Armoires de cuisine en bois	6	10	28	19	6	73	3	1	2	148
Meubles et pièces d'ameublement	1	1	6	3	-	14	1	-	1	27
Cercueils	-	-	4	8	1	2	-	-	-	15
Traitement protecteur du bois	-	-	1	-	-	1	-	2	-	4
Manches en bois et tournage du bois	-	1	8	4	1	5	-	-	-	19
Panneaux agglomérés	1	-	2	2	-	5	2	3	-	15
Poteaux	-	1	2	-	-	1	1	1	-	6
Bois de fuseau	-	-	5	-	5	2	-	-	-	12
Charbon de bois	3	-	40	-	-	1	-	1	-	45
Huiles essentielles	1	1	7	-	5	1	-	1	-	16
Bois de chauffage (plus de 500 m^3/an)	13	1	19	23	2	45	26	2	1	132
Transformation secondaire	3	6	22	8	6	15	4	2	-	66
Total des unités de production[2]	**361**	**204**	**671**	**280**	**212**	**679**	**175**	**143**	**51**	**2 776**
Part relative de la région (%)	13,0	7,3	24,2	10,1	7,6	24,5	6,3	5,2	1,8	100,0
Nombre réel d'usines	**299**	**169**	**554**	**261**	**179**	**627**	**160**	**112**	**47**	**2 408**
Part relative de la région (%)	12,4	7,0	23,0	10,8	7,4	26,0	6,6	4,7	2,0	100,0

1. Régions administratives du ministère de l'Énergie et des Ressources: 01 Bas-Saint-Laurent—Gaspésie, 02 Saguenay—Lac-Saint-Jean, 03 Québec, 04 Trois-Rivières, 05 Estrie, 06 Montréal, 07 Outaouais, 08 Abitibi-Témiscamingue, 09 Côte-Nord.
2. Les usines fabriquant plus d'une catégorie de produits sont comptées pour chacune de ces catégories.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Ressource et industrie forestière. Portrait statistique*, édition 1986-1987.

Tableau 23

Dépenses en immobilisations et en réparations des industries du bois et de l'industrie des pâtes et papiers, Québec, 1975, 1980 et 1985-1987

	Année	Immobilisations	Importance relative	Réparations	Importance relative	Total	Importance relative
		'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Industries du bois	1975	61 200	4,5	14 900	2,6	76 100	3,9
	1980	68 500	3,1	40 100	3,9	108 600	3,4
	1985	99 600	2,9	51 400	3,7	151 000	3,2
	1986p	77 500	2,1	50 100	3,5	127 600	2,5
	1987e	84 800	2,0	50 300	3,2	135 100	2,4
Industrie des pâtes et papiers	1975	174 695	12,7	96 899	16,9	271 594	13,9
	1980	331 443	15,1	189 986	18,5	521 429	16,2
	1985	633 847	18,7	279 752	20,4	913 599	19,2
	1986p	970 082	26,7	351 333	24,7	1 321 415	26,1
	1987e	1 061 626	25,5	360 665	23,1	1 422 291	24,9
Secteur manufacturier	1975	1 373 100	100,0	574 300	100,0	1 947 400	100,0
	1980	2 189 600	100,0	1 027 300	100,0	3 216 900	100,0
	1985	3 394 500	100,0	1 374 100	100,0	4 768 600	100,0
	1986p	3 635 800	100,0	1 419 800	100,0	5 055 600	100,0
	1987e	4 158 400	100,0	1 558 500	100,0	5 716 900	100,0

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Investissements privés et publics*.

Tableau 24

Statistiques principales de l'industrie des pâtes et papiers, par région, Canada, 1983-1985

Variable et région	Unité	1983		1984		1985	
		Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Établissements	n	137	100,00	142	100,00	137	100,00
Atlantique	n	18	13,14	19	13,38	19	13,87
Québec	n	53	38,69	57	40,14	53	38,69
Ontario	n	34	24,82	34	23,94	35	25,55
Prairies	n	8	5,84	8	5,63	6	4,38
Colombie-Britannique	n	24	17,52	24	16,90	24	17,52
Employés	n	79 164	100,00	79 404	100,00	77 582	100,00
Atlantique	n	x	x	x	x	x	x
Québec	n	30 663	38,73	30 628	38,57	30 368	39,15
Ontario	n	20 708	26,16	20 447	25,75	19 831	25,57
Prairies	n	x	x	x	x	x	x
Colombie-Britannique	n	15 765	19,91	15 767	19,86	15 204	19,60
Salaires	'000 $	2 528 354	100,00	2 637 805	100,00	2 810 800	100,00
Atlantique	'000 $	x	x	x	x	x	x
Québec	'000 $	925 982	36,62	979 991	37,15	1 030 265	36,65
Ontario	'000 $	644 317	25,48	672 579	25,50	701 648	24,96
Prairies	'000 $	x	x	x	x	x	x
Colombie-Britannique	'000 $	579 095	22,90	563 834	21,38	641 485	22,82
Intrants	'000 $	7 153 424	100,00	7 891 155	100,00	8 252 740	100,00
Atlantique	'000 $	x	x	x	x	x	x
Québec	'000 $	2 590 572	36,21	2 821 481	35,75	2 844 019	34,46
Ontario	'000 $	1 736 168	24,27	1 986 023	25,17	2 033 411	24,64
Prairies	'000 $	x	x	x	x	x	x
Colombie-Britannique	'000 $	1 694 428	23,69	1 704 530	21,60	2 034 216	24,65
Expéditions	'000 $	11 590 329	100,00	13 590 354	100,00	13 988 975	100,00
Atlantique	'000 $	x	x	x	x	x	x
Québec	'000 $	4 228 412	36,48	4 920 649	36,21	5 030 517	35,96
Ontario	'000 $	2 879 168	24,84	3 459 461	25,46	3 486 388	24,92
Prairies	'000 $	x	x	x	x	x	x
Colombie-Britannique	'000 $	2 755 242	23,77	2 983 935	21,96	3 295 726	23,56
Valeur ajoutée	'000 $	4 379 619	100,00	5 801 656	100,00	5 719 981	100,00
Atlantique	'000 $	x	x	x	x	x	x
Québec	'000 $	1 638 529	37,41	2 105 291	36,29	2 195 075	38,38
Ontario	'000 $	1 134 029	25,89	1 509 372	26,02	1 450 985	25,37
Prairies	'000 $	x	x	x	x	x	x
Colombie-Britannique	'000 $	1 028 346	23,48	1 310 130	22,58	1 242 339	21,72

Source: Statistique Canada, *Industries manufacturières du Canada: niveaux national et provincial* (31-203).

Tableau 25

Sources d'approvisionnement en fibre de bois de l'industrie des pâtes et papiers, Québec, 1970, 1980 et 1984-1986

Source	1970	1980	1984	1985	1986	1986
	'000 000 m³					%
Bois acheté	3,9	3,9	3,5	3,6	3,6	13,1
Résidus de bois (copeaux, etc.)	3,1	10,1	11,9	13,5	14,6	53,3
Bois à pâte coupé sur les terrains publics	14,2	10,8	10,3	9,6	9,2	33,6
Total	21,2	24,8	25,7	26,7	27,4	100,0

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Ressources et industrie forestière. Portrait statistique*, édition 1986-1987.

Tableau 26

Répartition des usines de pâtes et papiers par région administrative[1] et par produit, Québec, 1986

Produit	Région administrative									Total
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	
	n									
Papier journal et papiers de spécialité	2	4	5	5	1	-	2	1	1	21
Papiers fins et spéciaux	-	-	2	-	1	4	1	-	-	8
Papiers tissus	-	-	1	2	1	3	1	-	-	8
Pâtes commerciales	2	2	2	1	1	-	2	3	-	13
Papiers et cartons kraft	1	-	-	2	1	-	-	-	-	4
Cartons	2	1	1	4	1	3	-	-	-	12
Matériaux de construction	-	-	3	1	-	2	-	-	-	6
Total des unités de production[2]	7	6	10	11	4	12	5	4	1	60
Part relative de la région (%)	11,7	10,0	16,7	18,3	6,7	20,0	8,3	6,7	1,7	100,0

1. Régions administratives du ministère de l'Énergie et des Ressources: voir tableau 22.
2. Les usines fabriquant plus d'une catégorie de produits sont comptées pour chacune de ces catégories.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Ressource et industrie forestière. Portrait statistique*, édition 1986-1987.

Tableau 27

Capacité de production des usines de pâtes et papiers, par région administrative[1] et par produit, Québec, 1986

Produit	Région administrative									Total
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	
	'000 t									
Papier journal et papiers de spécialité	390	998	1 050	1 355	196	-	734	166	402	5 291
Papiers fins et spéciaux	-	-	23	-	98	147	98	-	-	366
Papiers tissus	-	-	11	48	13	107	72	-	-	251
Pâtes commerciales	23	311	48	163	60	-	317	490	-	1 412
Papiers et cartons kraft	200	-	-	344	80	-	-	-	-	624
Cartons	175	40	30	97	30	149	-	-	-	521
Matériaux de construction	-	-	127	13	-	53	-	-	-	193
Volume total	788	1 349	1 289	2 020	477	456	1 221	656	402	8 656
Part relative de la région (%)	9,1	15,6	14,9	23,3	5,5	5,3	14,1	7,6	4,6	100,0

1. Régions administratives du ministère de l'Énergie et des Ressources: voir tableau 22.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Ressource et industrie forestière. Portrait statistique*, édition 1986-1987.

Tableau 28

Évolution de la production des usines de pâtes et papiers, par produit, Québec, 1983-1986

	1983	1984	1985p	1986e
	'000 t			
Pâtes	6 214	6 607	6 646	7 050
Pâte mécanique	3 428	3 530	3 563	3 769
Pâte sulfite	933	1 075	1 070	1 061
Pâte sulfate (kraft)	1 656	1 644	1 663	1 850
Autres pâtes	197	358	350	370
Papiers	6 140	6 489	6 528	6 933
Papier journal	4 007	4 068	3 984	4 143
Papier spécial d'impression	487	721	826	953
Papiers fins	265	256	267	286
Papiers tissus	209	218	240	248
Papiers d'emballage	128	103	115	126
Cartons	844	937	896	962
Papiers et cartons de construction	200	186	200	215

Source: Association des industries forestières du Québec, *Coup d'oeil sur l'industrie des pâtes et papiers, 1986*.

Tableau 29

Destination des expéditions de pâtes et papiers, par produit, Québec, 1984-1986

Produit	Année	Québec[1]	Autres provinces	États-Unis	Autres pays	Total
				'000 t		
Papier journal	1984	244	337	3 085	438	4 104
	1985p	231	320	3 062	373	3 986
	1986e	254	350	3 118	423	4 145
Pâtes commerciales	1984	314	213	413	153	1 093
	1985p	306	210	380	158	1 054
	1986e	362	245	426	242	1 275
Autres papiers et cartons	1984	628	877	759	77	2 341
	1985p	649	911	822	76	2 458
	1986e	688	983	964	79	2 714
Total	1984	1 186	1 427	4 257	668	7 538
	1985p	1 186	1 441	4 264	607	7 498
	1986e	1 304	1 578	4 508	744	8 134

1. Comprend les pâtes servant à la fabrication de papiers et de cartons, expédiées aux usines québécoises.

Source: Association des industries forestières du Québec, *Coup d'oeil sur l'industrie des pâtes et papiers, 1986*.

Tableau 30

Production de papiers et de cartons, Québec, Canada, Monde, 1983-1985

	Année	Québec	Canada	Monde	Québec/ Canada	Québec/ Canada
			'000 t		%	
Papier journal	1983	3 881	8 486	25 764	45,7	15,1
	1984	4 068	9 013	27 871	45,1	14,6
	1985	3 984	8 988	28 418	44,3	14,0
Autres papiers et cartons	1983	2 306	4 603	151 518	50,1	1,5
	1984	2 421	5 193	161 758	46,6	1,5
	1985	2 544	5 457	164 657	46,6	1,5
Total	1983	6 187	13 089	177 282	47,3	3,5
	1984	6 489	14 206	189 629	45,7	3,4
	1985	6 528	14 445	193 075	45,2	3,4

Source: Ministère de l'Energie et des Ressources, *Ressource et industrie forestière. Portrait statistique*, édition 1986-1987.

10

Mines

La production minérale	533
La situation régionale	536
L'industrie minière et les industries manufacturières du secteur minier	537
Définitions	540

10

Liste des tableaux

1. Production minérale, par province et territoire, Canada, 1986 **541**

2. Part relative de la valeur des expéditions de minéraux, par province et territoire, Canada, 1981-1987 **541**

3. Volume de la production minérale, par substance, Québec, 1982-1987 **542**

4. Valeur de la production minérale, par substance, Québec, 1982-1987 **543**

5. Valeur des expéditions de minéraux, par région administrative, Québec, 1981, 1983, 1985 et 1987 **544**

6. Volume et valeur de la production minérale de quelques régions administratives, par substance, Québec, 1985-1987 **544**

7. Emploi et rémunération dans l'industrie minérale, selon le secteur, Québec, 1985-1987 **545**

8. Statistiques principales des industries minières, Québec et Canada, 1981-1986 **545**

9. Investissements de l'industrie minière, par substance ou groupe de substances, Québec, 1981-1987 **546**

10. Statistiques principales de certaines industries manufacturières reliées à l'industrie minière, Québec et Canada, 1986 **547**

11. Commerce international des produits miniers, Québec, 1986 et 1987 **548**

Ce chapitre a été réalisé par Marcel Caron, de la Direction des statistiques des entreprises du Bureau de la statistique du Québec, avec la collaboration du ministère de l'Énergie et des Ressources.

Ce chapitre se divise en trois parties. La première présente un portrait de la production minérale du Québec et la situe dans l'ensemble du Canada. La deuxième donne un aperçu de la situation régionale, alors que la troisième traite plus spécifiquement de l'industrie minière et des industries manufacturières qui en dépendent.

Distinguons immédiatement les termes « minier » et « minéral » utilisés dans ce texte. L'industrie minière ne tient compte que des données des établissements classés dans les mines, carrières et puits de pétrole, selon la classification des activités économiques. La production minérale, d'autre part, ajoute à ces données les expéditions de substances minérales exploitées comme activité secondaire par des établissements classés dans d'autres secteurs d'activité (manufactures, construction, etc.).

Même si le secteur minier ne représente que 1,7% du produit intérieur brut, il n'en constitue pas moins une activité vitale dans certaines régions et entraîne la présence d'industries manufacturières importantes sur le territoire québécois.

La production minérale

Les minéraux exploités au Québec se regroupent en trois catégories: les minéraux métalliques, les minéraux non métalliques et les autres substances minérales, utilisées principalement pour la construction.

Les minéraux métalliques

L'extraction des minéraux métalliques est la production minérale la plus importante au Québec. En 1987, elle représente près de 60% de l'activité de l'industrie. Avec 14% des expéditions canadiennes de minéraux métalliques, le Québec n'est devancé que par l'Ontario (35%).

Au Québec, les minéraux dont la valeur de production est le plus élevée sont l'or, le cuivre, le zinc et le fer.

L'or

En 1987, la valeur des expéditions d'or du Québec (576,7 millions de dollars) représente plus de 37% des expéditions totales de minéraux métalliques, alors qu'en 1982, cette proportion s'établissait à moins de 30%.

De 1982 à 1987, la valeur de l'or produit au Québec s'accroît de plus de 60%, tandis que le volume de production augmente de 26,5%. De la fin de l'année 1986 à la fin de l'année 1987, le prix de l'or passe de 391 $ à 487 $ américains l'once, ce qui entraîne une augmentation de la valeur des expéditions québécoises d'or, de 465,2 millions de dollars à 576,7 millions. Cela représente une hausse de 24%. Par ailleurs, la quantité d'or s'accroît de 7,7%.

C'est au niveau des investissements que le secteur de l'or se signale le plus en 1987. Les dépenses d'exploration atteignent près de 400 millions de dollars, en hausse de plus de 75% par rapport à 1986. Les dépenses d'immobilisation des mines de quartz aurifères (qui

produisent environ 85% de l'or québécois) augmentent de 134% et s'établissent à 79,5 millions. Au total, les dépenses d'investissement dans le secteur de l'or se chiffrent à près de 600 millions, en hausse des deux tiers par rapport à 1986. Ce montant représente près de 60% des investissements miniers effectués au cours de l'année.

Le cuivre

Au cours de la période 1982-1987, la valeur du cuivre produit au Québec montre une baisse de 27,2%. Malgré la remontée de 14,1% enregistrée au cours de la dernière année, la valeur des expéditions s'établit, en 1987, à 120,3 millions de dollars.

N'eut été les augmentations du prix de ce métal, la baisse de la valeur du cuivre produit au Québec aurait été plus marquée: le volume de cuivre affiné en 1987 (50 000 tonnes) montre un déficit de plus de 40% relativement à 1982. En 1987, la valeur des expéditions augmente même si le volume de la production est inférieure de 3% à celui de 1986.

Le zinc

À l'échelle mondiale, le zinc est le seul des métaux de base importants à connaître une hausse annuelle de consommation. Au Québec, de 1982 à 1987, le volume de production de zinc s'accroît de près de 25% et la valeur, de 46,4%.

En 1986, la quantité de zinc produite au Québec chute de plus de 50% par rapport à 1985 et remonte de 122% en 1987. La fermeture des mines Gallen et Corbet explique la faible production de 1986. Par ailleurs, l'ouverture d'une nouvelle zone à Mines Selbaie à la fin de cette même année explique en partie la hausse de 1987.

Le fer

Du fait que le Québec ne compte plus, depuis quelques années, qu'un seul producteur de minerai de fer, seules les données relatives au volume de production sont maintenant disponibles.

En 1987, les expéditions atteignent 15,5 millions de tonnes, réparties également entre le minerai et le concentré. Depuis 1983, les expéditions ont augmenté de 54%, de façon continue.

Les minéraux non métalliques

La valeur des expéditions des minéraux non métalliques se chiffre en 1987 à 610,2 millions de dollars. Pour la période de 1982 à 1987, l'augmentation atteint près de 75%. Ce taux de croissance se situe bien au-dessus de celui du secteur minier dans son ensemble (31,4%). Les principaux produits de ce groupe sont l'amiante, la tourbe ainsi que l'ilménite et le bioxyde de titane.

L'amiante

En 1987, le Québec demeure le deuxième producteur mondial d'amiante, avec 12% du marché. Il est précédé de l'U.R.S.S (58%). Il se situe toutefois au premier rang des exportateurs, avec 31% des expéditions sur le marché international.

Près de 95% de la production québécoise d'amiante est destinée à l'étranger. Au cours des années 80, des restrictions croissantes imposées par plusieurs pays relativement à l'utilisation industrielle de l'amiante ont ralenti les exportations québécoises et, par le fait même, freiné la production. Les expéditions québécoises de fibres d'amiante qui s'élevaient, en 1979, à 1,3 million de tonnes, sont réduites, en 1987, à 510 000 tonnes. En 1982, l'amiante représentait 85% de la valeur des expéditions de minéraux non métalliques. En 1987, sa part n'est plus que de 27%, en raison d'une baisse de sa valeur de production de plus de 44%.

La tourbe

De 1982 à 1987, la valeur de la production de tourbe au Québec augmente de 65,6%. Malgré un recul de 12% en 1987, elle atteint 264 millions de dollars, soit 4,3% de la valeur totale des minéraux non métalliques.

En 1987, le Québec est le principal producteur au Canada, avec 42% du volume des expéditions. Il est suivi du Nouveau-Brunswick (33%), du Manitoba et de l'Alberta.

L'ilménite et le bioxyde de titane

Au Québec, une seule société minière extrait l'ilménite. Celle-ci est transformée en scories contenant 80% de bioxyde de titane et en fonte en gueuse. En 1987, l'extraction d'ilménite est légèrement supérieure à 3 millions de tonnes et la production de concentrés s'élève à 909 000 tonnes. Cette quantité équivaut à 20% de la production mondiale.

Depuis 1984, le volume du bioxyde de titane produit au Québec a augmenté de plus de 50%. En 1987, sa valeur est estimée à 254 millions de dollars, ce qui le classe au premier rang des minéraux non métalliques.

Les autres substances minérales

Sont regroupés sous cette appellation les minéraux utilisés presque exclusivement en construction. Ce sont les produits d'argile, la chaux, le ciment, la pierre ainsi que le sable et le gravier.

En 1987 au Québec, la valeur de production de ces minéraux atteint 550,1 millions de dollars, soit environ 20% de l'ensemble des expéditions de produits minéraux. Plus des trois quarts de ce montant proviennent des industries du ciment et de la pierre.

Le Québec et les autres provinces

En 1987, la valeur des expéditions minérales québécoises est estimée à 2,7 milliards de dollars, en hausse de 31,4% depuis 1981. Cette année-là, la production minérale du Québec représentait 7,3% du total canadien. Après avoir baissé jusqu'à 4,7%, en 1984, cette proportion remonte graduellement, pour atteindre 7,0% en 1987. Le Québec se situe au cinquième rang des provinces canadiennes, derrière l'Alberta (48%), l'Ontario (16%), la Colombie-Britannique (10%) et la Saskatchewan (8%).

Si l'on exclut de la comparaison les substances énergétiques, compte tenu que la production du Québec est marginale dans ce domaine, le Québec, avec 16% de la production minérale du Canada, n'est devancé que par l'Ontario (35%). L'exploitation du pétrole, du gaz naturel et du charbon, qui compte pour près de 60% de la production minérale canadienne, demeure concentrée dans l'ouest du pays où l'Alberta, la Colombie-Britannique et la Saskatchewan en produisent plus de 97%.

L'emploi

En 1987, l'industrie minérale québécoise emploie 21 075 personnes, qui se répartissent entre le secteur primaire (65,8%), le secteur secondaire (28,3%) et le forage au diamant (5,9%).

Dans le secteur primaire, l'industrie du fer et du titane demeure le plus grand employeur, avec 3 228 employés. Les mines de cuivre et de zinc diminuent leur nombre d'employés de 8,8% de 1986 à 1987. Elles sont alors devancées, au chapitre de l'emploi, par les mines de quartz aurifères, qui conservent le même nombre d'employés au cours de ces deux années (2 825 environ). Les employés de ces industries représentent 63% de tous les travailleurs du secteur primaire.

Le nombre d'employés dans l'industrie de l'amiante continue de décroître, passant de 2 926, en 1985, à 1 926, en 1987, ce qui représente une perte de 34%. Le forage au diamant, par contre, est en plein essor. En l'espace de deux ans, le nombre d'employés augmente de 132% et atteint 1 237 en 1987. Le cours de l'or, en hausse pendant ces années, stimule les efforts d'exploration et, par conséquent, la demande de tests par forage.

La situation régionale

Cinq régions réalisent plus de 90% de la production minérale du Québec. Par ordre d'importance ce sont la Côte-Nord—Nouveau-Québec, l'Abitibi-Témiscamingue, Montréal, Québec et le Saguenay—Lac-Saint-Jean.

Côte-Nord—Nouveau-Québec

Avec une valeur des expéditions dépassant le milliard de dollars, la région de la Côte-Nord—Nouveau-Québec fournit plus des deux tiers de la production de minéraux métalliques et près de 40% de la production minérale de la province.

Le minerai de fer provenant du Mont-Wright et l'ilménite extraite près du Lac Allard, au nord de Havre-Saint-Pierre, forment environ 98% de la production minérale de la région. L'exploitation de ces deux minerais nécessite l'emploi de 2 500 personnes.

Depuis 1983, après des années difficiles, la production de minerai de fer augmente lentement. De 10,2 millions de tonnes, les expéditions passent à 15,9 millions en 1987. Par ailleurs, la mise en valeur d'un nouveau gisement d'ilménite et l'agrandissement de l'usine de traitement du minerai, à Sorel, permettent d'entrevoir une augmentation de l'activité minière de la région.

L'Abitibi-Témiscamingue

En 1981, la part de l'Abitibi-Témiscamingue dans la production minérale du Québec était de 15,4%. En 1987, elle atteint près de 26%. L'or (68,4%), le zinc (15,3%) et le cuivre (10%) sont les principaux produits exploités. Près de 83% de l'or produit dans la province provient de cette région.

La valeur des expéditions de minéraux (698,5 millions de dollars en 1987) montre une augmentation de 36% par rapport à 1986. La hausse substantielle de la valeur des expéditions d'or (de 397,4 millions à 477,6 millions de dollars) et de zinc (de 45,1 millions à 107,2 millions de dollars), au cours de ces deux années, est la principale cause de l'augmentation.

Montréal

En 1987, la région de Montréal se classe troisième pour ce qui est de la valeur de la production minérale, avec 14,1% de celle de la province. Elle se chiffre à 383,8 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de plus de 62% depuis 1981.

La plus grande partie de la production minérale est constituée des matériaux de construction, soit le ciment, la chaux, la pierre, les produits d'argile, le sable et le gravier. À cela s'ajoutent quelques minerais non métalliques comme le graphite, la silice, le soufre, la dolomie magnésitique et un métal, le cadmium.

Québec

De 1986 à 1937, la région de Québec augmente sa production minérale de 18,6%. En 1987, elle se chiffre à 287,1 millions de dollars et se répartit entre l'amiante (la production la plus importante), les matériaux de construction et quelques minéraux non métalliques, soit la silice, le talc et la tourbe.

Le seul puits de gaz naturel au Québec se retrouve dans cette région, à Saint-Flavien. En 1987, il produit 13,2 millions de mètres cubes de gaz, qui sont vendus à huit entreprises de la région.

Saguenay—Lac-Saint-Jean

En 1987, la valeur de la production minérale de la région fait un bond de 42,5% par rapport à 1986, après avoir accusé une baisse de près de 17% l'année précédente.

La production d'or compte pour 60% de cette valeur en 1987, en hausse de plus des deux tiers pour la valeur et de plus de 43% pour le volume. Le cuivre et le niobium sont les autres productions importantes de la région.

La seule mine de niobium au Canada, située dans cette région, permet au Québec d'être le deuxième producteur mondial de ce métal (16%), derrière le Brésil, qui occupe le premier rang avec 74%.

Les autres régions

L'industrie minière gaspésienne subit un dur coup lorsque, à la suite de l'incendie des installations de la mine de cuivre, Mines Gaspé, à Murdochville, en avril 1987, on annonce la suspension des activités pour une période indéfinie. La région perd ainsi sa principale source de revenus miniers. L'industrie de la tourbe, qui emploie plus de 400 personnes, et la mine de sel des Îles-de-la-Madeleine deviennent les plus importantes industries minières de la région Bas-Saint-Laurent—Gaspésie.

La région de Trois-Rivières et celle de l'Outaouais comptent ensemble moins de 2% de la production minérale de la province. La pierre, le sable et le gravier composent la plus grande partie de leurs expéditions.

L'industrie minière et les industries manufacturières du secteur minier

L'industrie minière

De 1981 à 1982, la valeur de la production de l'industrie minière chute de 16,6% (336 millions de dollars) au Québec. Cette baisse est principalement imputable à une diminution des expéditions de minerais de fer et d'amiante. Un fléchissement de la demande mondiale pour le minerai de fer conjugué à une très forte concurrence internationale (de la part du Brésil notamment) ont forcé les producteurs à réduire leur niveau d'opérations. Une compagnie minière a même fermé complètement ses installations. Par la suite, de 1982 à 1987, la valeur de la production augmente de 6,5%, pour atteindre 1 793 millions de dollars, ce qui est encore loin, toutefois, du niveau de 1981 (2 020 millions).

Si le nombre d'établissements demeure relativement stable pendant la période 1981-1987 (190 établissements en 1981, contre 184 en 1987), la perte d'emplois est importante. Le nombre de travailleurs à l'activité minière passe de 15 230 à 10 772, pour une baisse de 31,2%. À l'activité totale, le nombre d'employés de l'industrie minière s'élève à 14 303 en 1986, soit une baisse de 7 992 employés depuis 1981.

L'évolution de la production minière canadienne pendant la même période diffère sensiblement de celle du Québec. Le Canada ne connaît pas de chute de la valeur des expéditions en 1982. Au contraire, celle-ci augmente de 35,1% entre 1981 et 1985, atteignant alors un sommet de 38 128 millions de dollars. Par contre, en 1986, alors qu'elle augmente légèrement au Québec, la valeur des expéditions chute de 27,1% au Canada, pour se situer à 27 778 millions de dollars. Cette baisse est attribuable à la diminution des prix du pétrole et du gaz naturel sur le marché mondial. Leur volume de production a peu varié de 1985 à 1986, mais la valeur de leurs expéditions est tombée de 12 238 millions de dollars. Ce montant est plus élevé que la baisse de la valeur globale des expéditions minières du Canada (10 349 millions).

Le nombre d'établissements de l'industrie minière canadienne augmente de 147 pendant la période de 1981 à 1986, pour atteindre 1 508. Par contre, comme au Québec, le nombre de travailleurs à la production diminue constamment, passant de 81 136, en 1981, à 64 355, en 1986.

Les investissements de l'industrie minière

Les dépenses d'investissement dans l'industrie minière québécoise s'accroissent de 32,3% en 1987 et franchissent le cap du milliard de dollars. Plus de 61% de ces dépenses sont effectuées dans le secteur des métaux précieux (or et argent). L'augmentation dans ce secteur se chiffre à 240 millions de dollars, en regard de 246,3 millions pour l'ensemble de l'industrie minière.

En 1987, les dépenses d'exploration représentent 46,2% de toutes les dépenses d'investissement, y compris les réparations. En 1981, cette proportion s'établissait à 15,7%. L'augmentation du prix de l'or sur le marché international a entraîné une intensification de l'exploration pour les métaux précieux. En 1987, 87% des 466,9 millions de dollars affectés à l'exploration minière sont dépensés dans ce secteur. Depuis 1983, les montants destinés à la recherche des métaux précieux ont été multipliés par 7,5.

Les industries manufacturières du secteur minier

La présence de l'industrie minière a un effet d'entraînement dans le secteur manufacturier en favorisant l'implantation d'usines reliées à la transformation des minéraux bruts, notamment dans le domaine de la fonte et de l'affinage des métaux, des produits de l'argile, du ciment et de la chaux. En 1987, l'industrie québécoise de la fonte et de l'affinage des minéraux non métalliques (y compris l'aluminium) expédie des produits pour une valeur de 3 037 millions de dollars. Ce montant dépasse de près de 70% la valeur des expéditions de toute l'industrie minière. Ces usines emploient environ 15 000 personnes en 1987, ce qui est comparable à l'ensemble des employés des mines et des services miniers.

En raison de son importance dans le secteur manufacturier québécois, l'industrie de la fonte et de l'affinage de l'aluminium mérite qu'on s'y attarde, même si la matière première utilisée, la bauxite, doit être importée.

Avec 12% de la production mondiale d'aluminium en 1987, le Québec se classe au deuxième rang des pays producteurs, derrière les États-Unis (25%). Il est le principal exportateur d'aluminium des pays non communistes, avec 19% du marché, devant la Norvège (12%) et l'Australie (11%). Plus de 70% de sa production est exportée, presque en totalité aux États-Unis.

La quantité d'aluminium produite au Québec augmente de plus de 55% entre 1982 et 1987. La hausse atteint 18% en 1987, première année de fonctionnement à pleine capacité de l'Aluminerie de Bécancour. Cette dernière vient s'ajouter aux huit usines que possèdent la Société canadienne de métaux Reynolds et la Société d'électrolyse et de chimie Alcan.

Les exportations

Les industries minières et les industries productrices de produits minéraux de première transformation sont de fortes exportatrices. En 1987, ces industries ont expédié à l'étranger des biens pour une valeur de 4 615 millions de dollars, ce qui représente 22,8% des exportations totales du Québec. Par rapport à la valeur de leur production, cette proportion est de beaucoup supérieure à celle du secteur manufacturier. De 1986 à 1987, l'augmentation des exportations de ces industries se chiffre à 324 millions de dollars, alors que les exportations globales augmentent de 297 millions de dollars.

Définitions

Dépenses d'exploration

Cette catégorie regroupe des sommes engagées pour la recherche de nouveaux gisements, que ce soit dans des chantiers déjà productifs ou hors chantier. L'exploration consiste principalement en des travaux de forage au diamant, de géologie, de géochimie, de géophysique, en la réalisation de tranchées et d'autres travaux d'exploration en surface et sous terre. De même, les frais administratifs associés à ces travaux sont comptabilisés dans les dépenses d'exploration.

Dépenses de mise en valeur

Cette catégorie comprend les frais de délimitation et de préparation du gisement découvert sur un chantier productif ou en cours d'aménagement, en vue de son exploitation. Ces dépenses regroupent des frais de décapage, de fonçage de puits, de construction de travers-bancs, de galeries, de rampes et de remontées, des travaux de forage au diamant, des services tels que le hissage et le ventilage ainsi que la surveillance générale des travaux. Sont aussi inclus les frais administratifs associés à ces travaux.

Dépenses de réparation

Les dépenses de réparation représentent les dépenses non capitalisées engagées pour maintenir l'efficacité opérationnelle du stock existant de biens durables (des installations et de l'actif). Lorsque les frais de réparation sont suffisamment élevés pour prolonger la vie utile de ces biens, pour accroître leur capacité ou, autrement, leur productivité, ils sont considérés comme des dépenses en immobilisations au titre de construction ou de machines et d'équipement.

Dépenses en immobilisations

Cette catégorie compte deux groupes distincts de dépenses: construction, machines et équipement.

Le premier groupe comprend les dépenses pour la construction et l'acquisition de bâtiments neufs et d'autres ouvrages en surface et souterrains qui ne sont pas inclus dans les dépenses de mise en valeur. Il inclut aussi les travaux de génie, tels que routes, systèmes de gestion des résidus, constructions maritimes (quais, jetées, murs de soutènement), etc. Les frais capitalisés, tels que les honoraires d'ingénieurs, de notaires, d'avocats et d'architectes, ainsi que la valeur des immobilisations mises en place par la propre main-d'oeuvre des entreprises sont inclus dans ce groupe; le prix d'achat du terrain et le coût des logements résidentiels en sont cependant exclus.

Le deuxième groupe comprend les dépenses pour l'acquisition de matériel et d'équipement neufs (et usagés, s'ils sont importés), incluant l'achat de camions et autre matériel mobile, de mobilier de bureau, de matériel de terrassement et de manutention, ainsi que de tout autre équipement et machine qui ne sont pas déjà déclarés au titre des travaux d'exploration et de mise en valeur.

Production

Ce terme est synonyme de « quantité vendue, expédiée ou utilisée » et ne correspond pas nécessairement aux quantités produites au cours de l'année.

Tableau 1

Production minérale, par province et territoire, Canada, 1986

	Minéraux		Combustible	Autres substances minérales[1]	Total[2]
	Métalliques	Non métalliques			
			'000 $		
Terre-Neuve	768 268	25 444	-	23 627	817 339
Île-du-Prince-Édouard	-	-	-	1 754	1 754
Nouvelle-Écosse	-	91 019	177 940	77 054	366 718
Nouveau-Brunswick	312 466	118 813	28 027	42 266	501 572
Québec	1 223 506	490 682	-	476 350	2 190 538
Ontario	3 464 716	238 465	82 405	1 039 015	4 824 740
Manitoba	534 970	17 756	95 840	115 327	763 892
Saskatchewan	488 824	560 848	1 420 991	53 892	2 524 555
Alberta	594	839 483	15 216 266	274 239	16 330 582
Colombie-Britannique	1 199 898	117 882	1 622 023	219 548	3 159 868
Yukon	162 340	1	-	13 760	176 101
Territoires du Nord-Ouest	642 118	21 788	119 835	4 292	788 287
Canada	**8 797 700**	**2 522 181**	**18 763 327**	**2 341 123**	**32 445 946**

1. Utilisées presque exclusivement en construction.
2. Comprend la valeur des substances dont les données sont confidentielles: anhydride arsénieux, étain, pumice, samarium et spathfluor.

Source: Statistique Canada, *Revue générale sur les industries minérales, 1986*.

Tableau 2

Part relative de la valeur des expéditions de minéraux, par province et territoire, Canada, 1981-1987

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987e
				%			
Terre-Neuve	3,6	1,9	1,9	2,3	2,1	2,3	2,0
Île-du-Prince-Édouard	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse	0,8	0,9	0,7	0,7	0,7	1,1	1,0
Nouveau-Brunswick	1,6	1,6	1,4	1,4	1,2	1,6	2,0
Québec	7,3	6,1	5,3	4,7	5,0	6,7	7,0
Ontario	12,8	9,6	9,9	10,4	10,2	14,2	16,0
Manitoba	2,0	1,5	1,8	1,8	1,8	2,2	3,0
Saskatchewan	7,1	6,6	7,6	8,8	8,4	7,6	8,0
Alberta	53,4	60,9	61,8	60,3	60,9	51,6	48,0
Colombie-Britannique	9,1	8,6	7,9	7,8	7,6	,9	10,0
Yukon	0,9	0,5	0,2	0,1	0,1	0,5	1,0
Territoires du Nord-Ouest	1,4	1,8	1,6	1,7	1,9	2,3	3,0
Canada[1]	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1. En raison de l'arrondissement des données, la somme des pourcentages peut ne pas correspondre à 100.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Industrie minérale du Québec*.

Tableau 3

Volume de la production minérale, par substance, Québec, 1982-1987

	Unité	1982	1983	1984	1985	1986	1987p	1987/1982
				n				Δ%
Minéraux métalliques								
Argent	kg	46 766	39 326	46 937	61 436	62 232	122 497	261,9
Cadmium	t	135	85	90	124	44	90	-33,3
Cuivre	t	84 768	64 750	67 618	73 531	51 622	50 060	-40,9
Fer (minerai)	'000 t	12 742	10 247	14 020	14 875	13 471	15 550	22,0
Molybdène	t	377	15	136	326	355	-	...
Or	kg	24 138	27 445	28 632	30 104	28 342	30 547	26,5
Sélénium	t	162	163	213	139	115	90	-44,4
Tellure	t	12	11	10	6	5	11	-8,3
Zinc	'000 t	66 329	45 295	58 249	75 812	37 126	82 650	24,6
Minéraux non métalliques								
Amiante	'000 t	745	744	691	616	541	510	-31,5
Dolomie magnésitique	'000 t	x	x	x	x	x	x	...
Silice	'000 t	597	709	764	742	837	834	39,7
Soufre[1]	'000 t	82	53	56	60	42	50	-39,0
Talc et stéatite	'000 t	26	29	33	37	x	x	...
Tourbe[2]	'000 sacs	5 140	6 005	5 850	7 340	7 770	7 376	43,5
Autres substances minérales[3]								
Produits d'argile								
Briques	'000 000	67	117	106	90	143	156	232,9
Autres	'000 000	...	...	...	...	...	...	...
Chaux	'000 t	322	323	317	x	x	x	...
Ciment	'000 t	2 232	2 200	2 728	3 094	3 249	3 731	67,2
Pierre	'000 t	25 014	27 303	30 946	31 130	36 066	40 485	61,8
Sable et gravier	'000 t	41 876	37 006	35 189	35 529	29 607	29 177	-30,3

1. Acide sulfurique produit par les usines métallurgiques.
2. Sacs de 170 dm^3.
3. Utilisées presque exclusivement en construction.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *L'industrie minérale du Québec*.

Tableau 4

Valeur de la production minérale, par substance, Québec, 1982-1987

	1982	1983	1984	1985	1986	1987p	1987/1982
			'000 $				Δ%
Minéraux métalliques[1]	1 219 607	1 160 730	1 220 467	1 303 927	1 223 326	1 553 614	27,3
Argent	14 784	17 896	16 340	17 133	15 730	37 856	156,1
Cadmium	417	261	434	451	167	509	22,1
Cuivre	165 413	135 280	127 933	146 032	105 412	120 344	-27,2
Fer (minerai)	466 930	372 880	403 398	x	x	x	...
Molybdène	4 199	148	1 384	3 260	2 389	-	...
Or	360 120	459 538	429 684	419 316	465 286	576 739	60,1
Sélénium	3 814	1 650	5 460	3 029	1 977	1 801	-52,8
Tellure	386	338	260	198	168	319	-17,6
Zinc	71 897	52 058	81 968	95 068	45 108	105 296	46,4
Minéraux non métalliques[1]	478 055	506 264	342 455	502 490	490 682	609 702	74,8
Amiante	298 146	321 212	278 640	223 622	178 036	166 377	-44,2
Dolomie magnésitique	8 216	6 826	6 382	5 408	x	x	...
Silice	12 444	15 463	14 703	15 428	17 025	17 863	43,5
Soufre[2]	1 976	7 292	9 112	10 705	7 492	8 100	310,0
Talc et stéatite	1 680	1 961	2 388	3 144	3 191	3 650	117,3
Tourbe	15 967	18 215	17 171	21 868	30 059	26 439	65,6
Autres substances minérales[3]	318 054	355 171	422 317	436 857	476 530	550 078	52,0
Produits d'argile							
Briques	10 537	18 634	18 915	16 420	26 809	x	...
Autres	1 493	2 033	2 030	2 711	2 812	3 280	119,7
Chaux	21 117	23 012	24 122	x	x	x	...
Ciment	122 891	129 61	171 651	183 794	190 289	227 340	85,0
Pierre	103 020	117 796	139 247	148 752	1/2 194	220 172	113,7
Sable et gravier	58 995	64 436	66 353	64 066	61 297	62 642	6,2
Total[1]	2 015 715	2 022 165	2 167 177	2 243 274	2 190 538	2 713 394	31,4

1. Comprend aussi d'autres minéraux que ceux qui apparaissent au tableau.
2. Valeur de l'acide sulfurique produit par les usines métallurgiques.
3. Utilisées presque exclusivement en construction.

Sources: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *L'industrie minérale du Québec.*
Bureau de la statistique du Québec.

Tableau 5

Valeur des expéditions de minéraux, par région administrative, Québec, 1981, 1983, 1985 et 1987

Région administrative	1981		1983		1985		1987p	
	'000 000 $	%	'000 000 $	%	'000 000 $	%	'000 000 $	%
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	x	x	x	x	x	x	x	x
Saguenay—Lac-Saint-Jean	163,3	6,9	156,0	7,7	141,8	6,3	168,4	6,1
Québec	320,3	13,4	279,5	13,8	x	x	287,1	10,4
Trois-Rivières	18,8	0,8	26,0	1,3	32,6	1,5	33,1	1,2
Estrie	x	x	x	x	x	x	x	x
Montréal	236,4	9,9	230,9	11,4	293,3	13,1	383,8	13,9
Outaouais	x	x	x	x	x	x	x	x
Abitibi-Témiscamingue	366,4	15,4	532,7	26,3	542,7	24,2	698,5	25,3
Côte-Nord	844,4	35,4	604,6	29,9	x	x	x	x
Nouveau-Québec	112,9	4,7	32,8	1,6	x	x	x	x
Total	**2 383,3**	**100,0**	**2 022,2**	**100,0**	**2 243,0**	**100,0**	**2 713,0**	**100,0**

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *L'industrie minérale du Québec*.

Tableau 6

Volume et valeur de la production minérale de quelques régions administratives, par substance, Québec, 1985-1987

Région et substance	Unité	Volume			Valeur		
		1985	1986	1987	1985	1986	1987p
						'000 $	
Abitibi-Témiscamingue		...	...	...	**542 746**	**513 627**	**698 500**
Argent	kg	45 604	49 858	109 708	12 718	12 603	34 510
Cuivre	t	40 427	24 367	27 712	8 288	49 757	70 256
Or	kg	24 609	24 203	24 898	343 062	397 344	477 624
Pierre	'000 t	x	12	10	x	344	239
Sable et gravier	'000 t	3 923	3 176	2 972	7 565	6 258	6 233
Sélénium	t	126	104	88	2 755	1 778	1 650
Tellure	t	5	3	7	154	113	218
Tourbe	...	x	x	x	x	x	x
Zinc	t	75 812	37 126	82 650	95 068	45 108	107 177
Silice	...	x	x	x	x	x	x
Montréal		...	...	...	**293 250**	**316 341**	**383 800**
Cadmium	t	124	44	90	451	167	520
Pierre	'000 t	21 605	26 348	29 768	93 322	114 079	137 992
Sable et gravier	'000 t	7 327	7 119	8 701	14 250	14 605	21 063
Silice	'000 t	599	647	644	13 208	13 567	14 585
Soufre	'000 t	43	17	20	7 892	2 637	3 308
Québec		...	...	...	x	**241 900**	**287 100**
Pierre	'000 t	3 374	3 700	4 006	21 273	22 093	24 697
Sable et gravier	'000 t	6 117	6 327	6 904	15 251	16 160	17 865
Silice	'000 t	142	157	168	2 220	2 364	2 978
Tourbe	'000 sacs	4 463	5 142	4 417	14 033	21 477	15 986
Saguenay—Lac-Saint-Jean		...	...	...	**141 767**	**118 141**	**168 400**
Argent	kg	10 512	6 026	5 939	2 932	1 523	1 852
Cuivre	t	20 679	x	x	41 069	x	x
Or	kg	4 835	3 682	5 273	67 352	60 443	101 129
Pierre	'000 t	841	851	738	5 992	8 090	8 375
Sable et gravier	'000 t	3 526	2 667	2 144	4 950	3 688	3 051

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Statistiques sur l'industrie minérale, 1985-1987*.

Tableau 7

Emploi et rémunération dans l'industrie minérale, selon le secteur, Québec, 1985-1987

	Employés			Salaires		
	1985	1986	1987p	1985	1986	1987p
	n			'000 $		
Primaire						
Fer et fer titané	3 398	3 029	3 228	125 291	118 024	124 743
Amiante	2 926	2 221	1 926	88 863	65 934	60 792
Quartz aurifère	2 879	2 827	2 826	102 681	109 360	113 469
Cuivre et zinc	3 135	2 971	2 710	111 963	113 708	114 200
Pierre	1 201	1 255	1 255	31 916	35 139	36 848
Sable et gravier	577	575	599	14 121	15 157	16 211
Tourbe	537	544	522	10 276	10 278	10 786
Silice	163	161	208	4 360	4 787	5 949
Stéatite et talc	42	53	67	802	1 079	1 265
Autres	x	461	527	x	14 147	16 704
Forage au diamant	532	859	1 237	16 689	28 025	42 860
Secondaire						
Fonderies et affineries[1]	4 239	4 344	4 610	160 526	159 533	174 619
Ciment	733	757	797	27 129	27 506	30 187
Autres	x	468	537	x	13 437	15 238
Total	21 906	20 525	21 075	720 496	716 114	764 871

1. Comprend les fonderies de Noranda, à Murdochville et à Noranda, son affinerie de Montréal-Est, l'affinerie Zinc électrolytique du Canada, à Valleyfield, et la fonderie QIT-Fer et Titane, à Tracy.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *L'industrie minérale du Québec*.

Tableau 8

Statistiques principales des industries minières, Québec et Canada, 1981-1986

	Activité minière					Activité totale	
	Établissements	Travailleurs à la production	Salaires	Coût du combustible et des matières premières	Valeur de la production	Employés	Salaires
	n			'000 $		n	'000 $
Québec							
1981	190	15 230	382 295	771 818	2 019 829	22 295	582 745
1982	182	13 025	331 138	669 878	1 683 770	18 777	513 260
1983	181	11 412	326 279	685 839	1 665 878	16 387	490 973
1984	183	12 397	369 595	839 759	1 684 135	16 428	512 941
1985	176	11 312	362 925	731 519	1 717 176	15 366	511 135
1986	184	10 372	350 893	760 725	1 792 604	14 303	500 736
Canada							
1981	1 361	81 136	2 053 760	5 155 191	28 204 485	129 251	3 439 945
1982	1 247	74 178	2 008 439	4 725 067	29 101 618	123 486	3 648 004
1983	1 407	66 629	1 963 773	4 779 042	32 771 401	113 831	3 687 911
1984	1 381	69 650	2 295 256	5 494 980	37 976 019	115 790	4 106 049
1985	1 386	67 308	2 357 868	5 706 977	38 127 807	117 161	4 413 258
1986	1 508	64 355	2 367 488	5 890 140	27 778 340	111 461	4 493 254

Source: Statistique Canada, *Revue générale sur les industries minérales, 1986*.

Tableau 9

Investissements de l'industrie minière, par substance ou groupe de substances, Québec, 1981-1987

Substance	Exploration			Mise en valeur	Immobilisations	Réparations	Total
	Hors chantier	Au chantier	Total				
				000 $			
Métaux usuels							
1981	38 219.8	14 158.9	52 378.7	20 137.7	65 239.4	50 169.4	187 925.2
1982	30 268.9	11 645.6	41 914.5	19 550.0	7 709.3	33 245.4	102 419.1
1983	32 164.4	17 546.6	49 711.0	19 914.8	7 275.9	30 251.7	107 153.4
1984	35 796.8	12 145.8	47 942.6	28 937.6	10 408.3	29 016.7	116 305.1
1985	26 248.3	8 121.3	34 369.6	37 767.9	59 237.9	36 766.8	168 142.3
1986	34 074.3	8 364.4	42 438.6	35 596.2	50 045.6	36 646.6	164 727.3
1987p	45 308.0	11 501.0	56 809.0	36 329.0	17 414.0	43 055.0	153 607.0
Métaux précieux							
1981	41 821.5	16 213.6	58 035.1	46 081.4	51 271.9	26 182.4	181 570.8
1982	31 492.2	22 954.6	54 446.8	60 059.7	53 742.8	22 293.2	190 542.5
1983	38 815.6	15 098.7	53 914.4	59 258.0	31 100.1	25 103.0	169 375.4
1984	71 135.9	17 800.9	88 936.8	70 895.9	77 978.7	38 207.6	276 019.1
1985	108 539.2	19 541.0	128 080.1	65 898.6	26 956.8	41 378.1	262 942.0
1986	209 659.9	20 259.0	229 918.9	74 934.2	29 685.6	40 473.3	375 012.0
1987p	376 757.0	29 818.0	406 575.0	80 683.0	79 511.0	49 123.0	615 892.0
Amiante							
1981	x	x	488.2	39 672.9	13 608.1	76 068.5	129 837.6
1982	x	x	244.8	25 874.1	7 515.9	53 166.2	86 801.0
1983	x	x	302.1	43 153.8	3 231.3	39 346.2	86 033.5
1984	x	x	172.0	23 881.8	10 259.4	35 284.4	69 597.5
1985	x	x	231.8	16 647.7	9 237.1	39 924.1	66 040.7
1986	x	x	156.7	x	x	x	50 061.0
1987p	x	x	225.0	x	x	x	61 942.0
Fer[1]							
1981	x	x	775.5	64 167.5	48 737.5	130 620.5	244 301.1
1982	x	..	46.7	40 896.1	44 909.1	112 700.2	198 551.9
1983	x	..	34.2	31 606.3	16 323.9	75 774.0	123 738.4
1984	x	..	128.9	x	10 658.6	x	111 162.2
1985	x	..	117.8	x	17 820.8	x	157 310.9
1986	x	x	291.3	x	x	x	149 546.9
1987p	..	x	210.0	x	x	x	152 214.0
Uranium							
1981	10 105.5	..	10 105.5	..	..[2]	..[2]	10 105.5
1982	9 540.6	..	9 540.6	..	..[2]	..[2]	9 540.6
1983	7 242.4	..	7 242.4	..	..[2]	..	7 242.4
1984	5 745.5	..	5 745.5	..	..[2]	..	5 745.5
1985	866.5	..	866.5	..	..	..	866.5
1986	115.1	..	115.1	..	..	..	115.1
1987p	1.0	..	1.0	..	..	..	1.0

Tableau 9 (suite)

Investissements de l'industrie minière, par substance ou groupe de substances, Québec, 1981-1987

Substance	Exploration			Mise en valeur	Immobilisations	Réparations	Total
	Hors chantier	Au chantier	Total				
				'000 $			
Autres substances							
1981	5 215,4	857,6	6 072,9	1 522,5	48 779,9	7 119,3	62 585,3
1982	3 587,5	1 948,1	5 535,7	5 120,9	16 654,9	5 515,8	32 827,3
1983	4 870,6	728,3	5 598,9	2 492,1	7 119,3	9 006,2	24 216,5
1984	2 995,6	165,6	3 161,2	x	3 615,4	x	22 946,9
1985	2 592,4	203,6	2 796,0	x	5 871,3	x	22 218,3
1986	3 303,5	0,1	3 303,6	3 570,9	4 747,7	11 850,1	23 472,2
1987p	2 660,0	402,0	3 062,0	3 012,0	7 587,0	11 996,0	25 657,0
Total							
1981	96 261,4	31 594,5	127 855,9	171 582,1	227 636,7	289 230,9	816 325,5
1982	74 960,1	36 768,9	111 729,0	151 500,8	130 531,8	226 920,7	620 682,3
1983	83 128,4	33 674,6	116 803,0	156 425,0	65 050,5	179 481,0	517 759,6
1984	115 803,9	30 283,1	146 086,9	163 652,3	112 911,8	179 125,1	601 776,2
1985	138 364,2	28 097,7	166 461,9	180 466,2	119 124,0	210 840,4	677 520,7
1986	247 447,8	28 796,5	276 224,3	174 844,2	109 114,9	202 751,1	762 934,4
1987p	424 798,0	42 084,0	466 882,0	200 736,0	129 931,0	211 764,0	1 009 313,0

1. Comprend le fer titané.
2. Compris dans autres substances.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Statistiques sur l'industrie minérale*.

Tableau 10

Statistiques principales de certaines industries manufacturières reliées à l'industrie minière, Québec et Canada, 1986

	Activité minière					Activité totale	
	Établissements	Travailleurs à la production	Salaires	Coût du combustible et des matières premières	Valeur de la production	Employés	Salaires
	n			'000 $		n	'000 $
Québec	29	...	...	...	...	...	...
Fonte et affinage	16	10 348	403 218	1 491 374	3 036 725	15 178	627 377
Produits de l'argile domestique	5	256	6 647	13 559	30 467	332	8 855
Ciment	5	x	x	x	x	x	x
Chaux	3	x	x	x	x	x	x
Canada	108	24 241	858 969	2 757 817	5 902 119	34 955	1 326 224
Fonte et affinage	34	20 233	720 306	2 301 595	4 744 013	29 058	1 115 267
Produits de l'argile domestique	36	1 210	32 359	55 251	182 007	1 605	46 710
Ciment	24	2 205	85 531	333 872	831 734	3 514	136 166
Chaux	14	593	20 773	67 099	144 365	778	28 081

Source: Statistique Canada, *Industries manufacturières: niveaux national et provincial*.

Tableau 11

Commerce international des produits miniers, Québec, 1986 et 1987

	1986				1987			
	Exportations		Importations		Exportations		Importations	
	'000 000 $	%	'000 000 $	%	'000 000 $	%	'000 000 $	%
Minéraux métalliques	3 250	76	1 215	36	3 625	79	1 289	34
Minerais, concentrés et déchets	742		556		722		559	
Métal	2 508		659		2 903		710	
Aluminium	1 568	37	419	12	1 872	41	426	12
Bauxite et alumine	63		327		78		341	
Métal	1 505		92		1 794		85	
Cuivre	401	9	178	5	413	9	184	5
Minerai, concentré et déchets	32		126		28		129	
Métal	369		52		385		55	
Fer	962	22	429	13	925	20	411	11
Minerai, concentré et déchets	573		29		539		13	
Métal	389		400		385		399	
Ferro-alliages	48	1	31	1	25	1	39	1
Métaux précieux[1]	74	2	67	2	109	2	120	3
Minerais, concentrés et déchets	7		37		9		41	
Métal	67		30		100		79	
Zinc	111	3	8	--	194	4	8	--
Minerai, concentré et déchets	4		--		4		--	
Métal	107		8		190		8	
Autres métaux	86	2	83	2	88	2	81	2
Minerais, concentrés et déchets	63		37		63		36	
Métal	23		46		24		45	
Minéraux non métalliques	854	20	268	8	779	17	282	8
Bruts	598		69		535		64	
De première transformation	256		199		244		218	
Amiante	326	8	4	--	270	6	4	--
Fibres	315				260		--	
Fibrociment, etc.	11				10		4	
Autres minéraux non métalliques	528	12	264	8	509	11	278	8
Bruts	283		69		275		64	
De première transformation	245		195		234		214	
Combustible	156	4	1 906	56	173	4	2 100	57
Total	4 260	100	3 389	100	4 577	100	3 651	100

1. Or et argent.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *L'industrie minérale au Québec*.

11

Énergie

Le secteur énergétique québécois 553
Les différentes formes d'énergie 555
Notes explicatives 558

Liste des tableaux

1. Consommation d'énergie, selon la forme, Québec, 1971, 1976 et 1981-1986 560

2. Consommation d'énergie par secteur, en fonction de variables de référence, Québec, 1971, 1976 et 1981-1986 560

3. Indice des prix relatifs de l'énergie, par secteur de consommation, Québec, 1981-1986 560

4. Balance commerciale du secteur énergétique, Québec, 1976, 1981-1986 561

5. Emploi et investissements dans le secteur de l'énergie, Québec, 1981-1986 562

6. Dépenses énergétiques, Québec, 1971, 1976 et 1981-1986 562

7. Part de la dépense des particuliers consacrée à l'énergie, Québec, 1980-1985 562

8. Répartition des logements selon la principale forme d'énergie utilisée pour le chauffage, Québec, 1971, 1976 et 1981-1986 563

9. Consommation d'énergie selon la forme, par région, Canada, 1986 563

10. Importations et exportations de produits pétroliers énergétiques, Québec, 1971, 1976 et 1981-1986 563

11. Provenance des approvisionnements de pétrole brut, Québec, 1971, 1976, 1981 et 1983-1986 564

12. Répartition des produits pétroliers énergétiques consommés, par secteur, Québec, 1971, 1976 et 1981-1986 565

13. Répartition de la capacité de raffinage par région, Canada, 1971, 1976 et 1981-1986 565

14. Consommation de gaz naturel par secteur, Québec, 1971, 1976 et 1981-1986 565

15. Consommation d'électricité, par secteur, Québec, 1971, 1976 et 1981-1986 566

16. Échanges d'électricité, Québec, 1981-1986 566

17. Puissance des centrales électriques en service, au 1er janvier, Québec, 1987 567

18. Puissance installée et production d'électricité d'Hydro-Québec, 1971, 1976 et 1981-1986 567

19. Développement du chauffage électrique dans le secteur résidentiel, Québec, 1971, 1976 et 1981-1986 567

20. Utilisation de la biomasse à des fins énergétiques, par secteur, Québec, 1971, 1976 et 1981-1986 568

Liste des figures

1. Part de chaque secteur de consommation dans le bilan énergétique, Québec, 1986 561

2. Consommation de pétrole, par secteur, Québec, 1986 564

3. Consommation d'électricité, par secteur, Québec, 1986 566

4. Bilan énergétique du Québec incluant la biomasse, Québec, 1972 et 1986 568

11

Ce chapitre a été réalisé par Marcel Caron, de la Direction des statistiques des entreprises du Bureau de la statistique du Québec, avec la collaboration du ministère de l'Énergie et des Ressources.

La première partie de ce chapitre donne une vue d'ensemble du secteur énergétique québécois. Toutefois, seules les formes d'énergie traditionnelles (charbon, pétrole, gaz naturel et électricité) y sont prises en considération. La seconde partie traite des différentes industries de ce secteur; elles sont regroupées selon la forme d'énergie concernée, soit le pétrole, le gaz naturel, l'électricité et les formes non conventionnelles.

Le secteur énergétique québécois

Après avoir connu une diminution annuelle de la consommation globale, de 1979 à 1983, le secteur de l'énergie montre une légère augmentation, pour atteindre 29,9 millions de tonnes équivalent de pétrole (tep) en 1986, ce qui correspond à la consommation annuelle du début des années 70.

Ce niveau de consommation représente une hausse de 1,8% par rapport à l'année précédente. La croissance du produit intérieur brut québécois explique en grande partie cette dernière augmentation puisque la consommation d'énergie, calculée par millier de dollars de production, s'est maintenue au même niveau qu'en 1985. Depuis 1980, l'efficacité énergétique du système de production québécois n'a cessé de s'améliorer, la consommation d'énergie par millier de dollars de production passant de 0,48 à 0,38 tep.

Les consommateurs d'énergie peuvent être regroupés selon quatre secteurs principaux: résidentiel, commercial, industriel et des transports. Pour chacun de ces secteurs, la consommation énergétique, lorsque ramenée sur une base unitaire, montre une tendance à la baisse depuis 1974. Pendant cette période, la consommation du secteur résidentiel en tep par ménage diminue de 35%, comme celle du secteur des transports, calculée en tep par véhicule. Pour les secteurs industriel et commercial, la baisse est de 20% et 30%, respectivement. La consommation est alors mesurée en tep par millier de dollars de production.

En 1986, la part relative de la consommation d'énergie de chacun des secteurs résidentiel, industriel et des transports diminue au profit du secteur commercial. La part de ce dernier passe de 14,6%, en 1985, à 16,5%, en 1986. Le secteur industriel demeure toutefois le principal consommateur d'énergie avec 35,8% de la consommation totale, comparativement à 21,7% pour le secteur résidentiel et 26,0% pour celui des transports.

Depuis le début des années 70, l'importance relative de chaque forme d'énergie utilisée s'est modifiée considérablement dans le bilan énergétique québécois. La part du pétrole diminue sensiblement au profit du gaz naturel et de l'électricité. Le pétrole demeure encore la première forme d'énergie consommée, mais l'écart qui le sépare de l'électricité se resserre. En 1986, le pétrole représente 43,6% de l'énergie consommée au Québec, alors qu'en 1971, il en constituait 73,9%. Pendant cette période, la part de l'électricité passe de 19,3% à 40,1% et celle du gaz naturel, de 4,8% à 14,9%. La pénétration du gaz naturel semble piétiner quelque peu, puisque sa part relative dans le bilan énergétique du Québec montre un recul de 0,3% par rapport à 1985. Le charbon, enfin, n'a toujours joué qu'un rôle secondaire.

Cette substitution des formes d'énergie l'une par l'autre est très bien illustrée par le changement de la forme d'énergie utilisée pour le chauffage des logements. Ainsi, le pourcentage des logements où on utilise les produits pétroliers comme principale source de chauffage passe de 82,9%, en 1971 à 24,8%, en 1986. À l'inverse, la proportion des logements chauffés à l'électricité a été portée de 7,0% à 57,7% pendant la même période et celle des logements chauffés au gaz naturel, de 7,7% à 11,3%.

La structure de consommation d'énergie de la province diffère sensiblement de celle du reste du Canada. En 1986, avec un peu plus du cinquième de l'énergie totale utilisée au Canada, le Québec est le premier consommateur d'électricité (35,3%) et le deuxième consommateur de pétrole (21,8%). Sa part de la consommation de gaz naturel ne représente que 11,1% du total canadien, contre 43,3% dans le cas de l'Ontario.

La part de l'électricité dans la consommation totale d'énergie au Québec représente près du double de la moyenne canadienne en 1986, alors que, pour la consommation de gaz naturel, le Québec n'atteint que la moitié de la moyenne canadienne.

L'année 1986 est marquée par une baisse de l'indice du prix relatif de l'énergie. Cet indice mesure l'évolution de l'indice des prix de l'énergie en fonction de l'indice des prix à la consommation et de l'indice des coûts du capital et du travail. Cette diminution des prix relatifs de l'énergie se manifeste dans tous les secteurs. Elle reflète la chute des prix des produits pétroliers. La décision de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), adoptée en décembre 1985, de reconquérir sa part du marché mondial en augmentant son rythme de production a entraîné une baisse du prix du pétrole brut sur le marché international. Le prix moyen du pétrole traité dans les raffineries québécoises a chuté de 42,8% en un an, passant de 38,50 $ le baril, en 1985, à 22,04 $, en 1986.

Cette baisse du prix du pétrole brut se répercute sur les prix de la plupart des produits pétroliers. La diminution est plus ou moins importante selon le type de produit et les taxes prélevées. Cette diminution des prix des produits pétroliers est toutefois suffisante pour entraîner une baisse marquée de l'indice des prix relatifs de l'énergie dans chacun des secteurs de consommation.

Depuis 1982, la part des dépenses en énergie dans la dépense intérieure brute régresse constamment; elle passe ainsi de 12,4% à 10%. En valeur absolue, la dépense énergétique a diminué de 313 millions de dollars entre 1985 et 1986, pour s'établir à 11,7 milliards de dollars. Cette baisse de 2,6% est attribuable à la chute des prix du pétrole, accompagnée d'un léger accroissement de la production. La facture énergétique représente 6,7% de l'ensemble des dépenses en biens et services des ménages en 1985, comparativement à 7,1% en 1984. C'est la troisième année consécutive que la part de la dépense des particuliers consacrée à l'énergie diminue.

Les industries de l'énergie ont un impact sur l'économie par les investissements et les emplois qui s'y rattachent. L'année 1986 est marquée par une quatrième baisse consécutive des investissements dans le secteur de l'énergie. Ils se chiffrent alors à 1,7 milliard de dollars, soit 8,3% de l'ensemble des investissements dans l'économie, comparativement à un sommet de 3,1 milliards de dollars en 1982. Cette baisse est principalement due à la diminution rapide des investissements dans le secteur du gaz naturel, ainsi qu'à la poursuite de la réduction des investissements dans le secteur de l'électricité.

La part du secteur de l'énergie dans l'emploi total demeure modeste à cause de la nature même des industries de l'énergie, qui sont de fortes utilisatrices de capital. Le principal impact de ces industries sur l'emploi se produit surtout au moment de la construction de centrales électriques, de gazoducs ou d'éléments de raffinerie, plutôt que lors du fonctionnement des

installations. En 1986, le secteur de l'énergie emploie 48 446 personnes, dont plus de la moitié travaillent à la distribution des produits pétroliers. Hydro-Québec est également un employeur important.

Toujours en 1986, le secteur de l'énergie contribue pour 3,9 millions de dollars au produit intérieur brut au coût des facteurs. Sa part, 3,8%, dépasse celle de tout le secteur primaire, soit l'agriculture, la forêt, la pêche et les mines.

Les différentes formes d'énergie

Le pétrole

Le Québec demeure essentiellement un importateur de pétrole brut. En 1986, les dépenses d'exploration, concentrée en Gaspésie et autour du lac St-Pierre, s'élèvent à 1,4 million de dollars. Cette activité peut être considérée comme marginale.

La diminution rapide des importations de pétrole brut, amorcée en 1973, se poursuit. Elles baissent de 8,7% de 1985 à 1986, passant de 100,0 millions à 91,3 millions de barils. Depuis 1973, ces importations ont décru de 55,7%. Le principal fournisseur demeure l'Ouest canadien, qui accapare 40% du marché. La part de cette région est toutefois moins grande qu'en 1985, alors que 52% du pétrole brut consommé au Québec y était acheté. Les pays producteurs de la mer du Nord prennent le deuxième rang avec 38% des approvisionnements, suivis de l'Amérique (Mexique et Venezuela) avec 13%. L'Afrique et le Moyen-Orient fournissent le reste du volume total, soit 9% environ.

À la suite de la fermeture de la raffinerie de Gulf, pendant l'année 1986, la capacité de production des raffineries québécoises descend à 310 000 barils par jour, comparativement à 387 000 barils en 1985. La part du Québec passe alors de 18,9% à 15,9% de la capacité canadienne, devenant ainsi moins élevée que celle des provinces atlantiques.

Comparativement à 1985, l'année 1986 montre une détérioration des échanges avec l'extérieur de produits pétroliers énergétiques tels que l'essence, le mazout et les gaz de pétrole. Cette évolution est due à une augmentation significative des importations, autant de l'étranger que des provinces canadiennes, et à une diminution marquée des exportations vers les autres pays. Le volume des importations totales de produits pétroliers énergétiques augmente de 49,6%, atteignant 5,1 millions de tep. De plus, les exportations vers l'étranger diminuent de 1,1 million de tep à 0,6 million de tep. La hausse des exportations vers les autres provinces permet de réduire quelque peu l'ampleur du déficit des échanges. Après avoir atteint, au cours des années 1976 et 1977, un surplus avoisinant les trois milliards de tep, le bilan des échanges des produits pétroliers énergétiques montre un déficit de près de un milliard de tep en 1986.

Pour la première année depuis le dernier choc pétrolier de 1979, le mouvement à la baisse de la consommation de produits pétroliers énergétiques marque une pause en 1986. La consommation de ces produits atteint 13,0 millions de tep, comparativement à 13,1 millions en 1985. Dans le secteur résidentiel, la baisse est importante (6,5%). Dans le secteur industriel, on note une légère diminution (0,5%), alors que dans celui des transports, on enregistre une faible hausse (0,5%). Dans le secteur commercial, la consommation grimpe de 6,3%. Ces modifications considérées, le secteur des transports représente près de 60% de la consommation des produits pétroliers énergétiques, ce qui constitue un niveau jamais atteint au cours des 25 dernières années.

Le gaz naturel

Étant donné sa très faible production de gaz naturel, le Québec importe de l'extérieur la presque totalité de ses approvisionnements. En 1986, les importations, en provenance exclusivement de l'Alberta, atteignent 5,4 milliards de m^3. Une petite partie de ce gaz est ensuite réexportée au Vermont. Le gaz naturel disponible pour la consommation au Québec totalise 5 milliards de m^3.

Depuis 1980, le Québec a accru sensiblement l'étendue de son réseau gazier. Auparavant, le gazoduc s'arrêtait à Montréal pendant que des raccordements depuis l'Ontario permettaient d'alimenter les marchés de Hull et de Rouyn-Noranda. Depuis, une extension majeure a été entreprise. En 1984, le réseau atteignait le Saguenay—Lac-Saint-Jean; en 1985, il se rendait jusqu'à la région des Bois-Francs et en 1986, il était prolongé de Windsor à Sherbrooke. Ce développement du réseau de distribution a permis d'atteindre de nouveaux clients. De 1971 à 1986, la part du marché gazier québécois dans l'ensemble du marché canadien a doublé, passant de 5,3% à 11,1%. Le gaz naturel demeure toutefois une forme d'énergie sous-utilisée au Québec; il ne contribue que pour 14,9% à la satisfaction des besoins en énergie, alors que la proportion est de 33,7% en Ontario et de 28,9% dans l'ensemble du Canada. C'est le secteur industriel qui demeure, au Québec, le plus grand utilisateur de gaz naturel, accaparant près de 60% de la consommation.

L'électricité

L'électricité constitue, et de loin, la principale source d'énergie d'origine québécoise. Au 1er janvier 1987, la puissance installée[1] au Québec s'établit à 32 599 mégawatts (MW). Les trois quarts sont contrôlés directement par Hydro-Québec, avec 80 centrales réparties sur le territoire québécois. Les entreprises privées fournissent 9,7% de cette puissance, alors que les installations des chutes Churchill, sous contrat à long terme avec Hydro-Québec, en procurent 15%.

Les centrales hydro-électriques fournissent la plus grande partie de l'électricité produite. Quelques centrales thermiques et une centrale nucléaire, Gentilly 2, complètent les installations. La centrale hydro-électrique La Grande 2 est la plus importante au Québec, avec une puissance installée de 5 328 MW. L'ensemble du complexe La Grande fournit à lui seul 10 282 MW.

Le potentiel hydraulique encore disponible au Québec est estimé à 39 000 MW. De ce total, environ 10 000 MW peuvent être produits par de petites centrales d'une capacité inférieure à 100 MW. Des 29 000 MW restants, qui pourraient être exploités par les centrales de plus de 10 000 MW, environ 14 000 sont considérés comme économiquement aménageables. On évalue, de plus, à 18 000 MW la puissance dont on pourrait disposer en aménageant certains sites pour répondre aux demandes de pointe.

En 1986, Hydro-Québec a produit 128,1 milliards de kilowattheures (kWh), soit plus du double de sa production de 1971. L'aménagement du complexe La Grande explique cette augmentation. Hydro-Québec a aussi disposé de 30,7 milliards de kWh en provenance des chutes Churchill. Ce volume représente 22,0% de l'énergie électrique consommée au Québec.

1. On entend par « puissance installée » le nombre total de mégawatts qui seraient disponibles si toutes les installations fonctionnaient à cent pour cent, en même temps.

En raison de sa capacité de production, le Québec est un exportateur majeur d'électricité. En 1986, ses ventes aux États-Unis et aux autres provinces atteignent 27,0 milliards de kWh, une augmentation de 11,7% par rapport à l'année précédente. Les exportations représentent 15,1% de la production totale.

Depuis 1971, les exportations d'électricité ont plus que quadruplé. Cet accroissement est attribuable surtout à l'augmentation des ventes sur les marchés américains. De 1,4 milliard de kWh qu'elles étaient en 1978, les exportations d'électricité aux États-Unis passent en 1986 à 12,7 milliards de kWh. Cette tendance à la hausse des exportations devrait se poursuivre puisque des contrats de livraisons qui prendront effet dans les années 90 sont déjà signés avec des clients américains.

La consommation québécoise d'électricité continue de croître en 1986, pour atteindre 139,6 milliards de kWh, soit une hausse de 5,1% par rapport à 1985. L'augmentation est particulièrement visible dans les secteurs commercial (14,2%) et résidentiel (5,5%). Elle est plus limitée dans le secteur industriel (2,0%) et accuse un léger recul dans les transports (0,2%).

Du début des années 70 jusqu'en 1977, la part de l'électricité dans le bilan énergétique québécois est demeurée constante, se situant autour de 20%. Depuis, elle a augmenté de 69% en valeur absolue malgré un recul de 8,6% de la demande globale d'énergie. En excluant le secteur des transports, où le pétrole jouit d'un marché pratiquement captif, la part de l'électricité dans la demande globale d'énergie est passée de 30,9% à 54,3% pendant cette période.

La popularité croissante du chauffage électrique explique en bonne partie cette augmentation de la consommation d'électricité. Depuis 1971, 950 000 constructions, anciennes ou nouvelles, ont adopté le chauffage électrique. Ce dernier est maintenant choisi dans 93% des nouvelles constructions.

Les énergies non conventionnelles

Ce terme regroupe à la fois des formes d'énergie nouvelles (nucléaire, solaire) et des formes anciennes dont l'utilisation revient à la mode (éolienne, bois, etc.).

De tous ces types d'énergie, la biomasse est la plus importante. Elle est constituée par l'ensemble des matières organiques produites par la croissance végétale ou par l'activité animale et humaine. Le bois et les résidus forestiers forment la biomasse forestière, tandis que les déchets liés à l'activité humaine dans les villes forment la biomasse urbaine.

Dans le secteur industriel, l'utilisation de la biomasse forestière est reliée aux activités forestières elles-mêmes. Les plus importants utilisateurs sont l'industrie des pâtes et papier, l'industrie de la transformation du bois et les scieries. Dans le secteur résidentiel, c'est l'utilisation du bois comme moyen de chauffage principal ou d'appoint qui représente le principal emploi de la biomasse forestière. Depuis le début des années 80, le nombre de logements qui déclarent utiliser le bois comme principale source de chauffage a plus que triplé. Quant à la biomasse urbaine, elle est actuellement traitée dans deux incinérateurs publics situés à Québec et à Montréal. La vapeur produite par la combustion des déchets est vendue à des clients industriels et commerciaux.

Les données historiques fiables manquent pour étudier l'évolution de la biomasse en tant que forme d'énergie. On estime néanmoins, en 1986, qu'elle représente 9% du bilan énergétique du Québec.

Notes explicatives

Indice du prix relatif de l'énergie

L'indice du prix relatif de l'énergie est obtenu en calculant d'abord, pour chaque secteur de consommation, un indice des prix de l'énergie. Chacun des indices sectoriels des prix de l'énergie est ensuite divisé par un indice des prix spécifique: l'indice des prix à la consommation, pour les secteurs résidentiel et commercial, et l'indice du coût du capital et du travail, pour les secteurs de l'industrie et des transports. L'indice du prix relatif de l'énergie est enfin obtenu en pondérant les indices des prix relatifs sectoriels de l'énergie par la quantité de tep consommée par chaque secteur.

Tonne équivalent de pétrole (tep)

L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) exprime traditionnellement ses bilans en tonnes équivalent de pétrole (tep), car il s'agit d'une unité facilement comprise. Une tonne équivalent de pétrole représente 10^7kcal. Même si l'énergie qu'elle représente est quelque peu inférieure au pouvoir calorifique moyen d'une tonne de pétrole brut, elle permet de faire le lien entre les différentes mesures de l'énergie dans les systèmes métrique et impérial.

Tableau III.—Forces hydrauliques concédées dans la province. Forces vendues et forces louées du 1er juillet 1867 au 31 décembre 1914 (1).

ANNÉES	Nombre de concessions dont la force est		Nombre approximatif de C. V. utilisables	Montants payés	Nombre de concessions dont la force est		Nombre approximatif de C. V. utilisables	Montants des loyers annuels (2)
	Connue	Inconnue			Connue	Inconnue		
				$ cts.				$ cts.
1896-1897	—	2	—	1,140 00	—	—	—	—
1897-1898	1	—	100,000	60,100 00	—	—	—	—
1898-1899	3	—	73,270	20,500 00	—	—	—	—
1899-1900	5	2	528,200	51,150 00	—	—	—	—
1900-1901	6	9	32,580	38,195 00	—	—	—	—
1901-1902	11	8	110,380	83,900 00	—	—	—	—
1902-1903	5	1	32,350	17,830 00	—	—	—	—
1903-1904	—	2	—	85 00	—	—	—	—
1904-1905	7	—	59,635	60,200 00	—	—	—	—
1905-1906	6	—	2,466	8,075 00	2	—	66,000	2,510 00
1906-1907	5	5	74,239	11,112 50	—	1	—	—
1907-1908	3	1	482	1,238 25	—	—	—	—
1908-1909	2	—	165	424 83	1	—	420	90 00
1909-1910	2	—	2,450	6,000 00	1	—	30,000	3,505 00
1910-1911	—	—	—	—	1	—	160,000	1,000 00
1911-1912	—	—	—	—	3	—	55,000	5,354 00
1912-1913	—	—	—	—	12	1	61,200	8,709 00
1913-1914	—	—	—	—	3	—	18,038	1,216 00
1914 au 1er janvier 1915	—	—	—	—	2	—	32,000	1,000 00
Totaux	96	39	1,016,215	359,930 38	35	2	442,658	23,384 00

(1) Du 1er juillet 1867 au mois de mai 1867, les forces hydrauliques ont été concédées sans conditions particulières et elles étaient considérées en quelque sorte comme faisant partie des terrains avoisinants vendus pour emplacements de moulin.

(2) En outre du loyer, une redevance annuelle supplémentaire de 15 à 25 centins par cheval-vapeur est exigée des locataires dès que l'usine est en opération.

Tableau des forces hydrauliques concédées par la province de Québec, publié par le Département des Terres et Forêts (1914).

Source: Annuaire statistique, 1915, p. 520.

Tableau 1

Consommation d'énergie, selon la forme, Québec, 1971, 1976 et 1981-1986

Année	Charbon	Pétrole	Gaz naturel	Électricité	Total
			tep		
1971	580 660	21 200 732	1 370 206	5 550 597	28 702 195
1976	553 982	22 987 074	2 044 274	7 103 202	32 688 532
1981	413 722	19 218 141	2 858 504	9 555 112	32 045 479
1982	395 407	16 646 724	2 686 549	9 318 816	29 047 496
1983	353 811	14 981 335	3 270 471	9 537 770	28 143 387
1984	401 910	14 121 602	3 794 170	10 636 822	28 954 504
1985	360 818	13 081 738	4 470 701	11 417 964	29 331 221
1986	395 363	13 043 460	4 458 869	12 000 409	29 898 101

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1987*.

Tableau 2

Consommation d'énergie par secteur, en fonction de variables de référence, Québec, 1971, 1976 et 1981-1986

Année	Secteur résidentiel		Secteur commercial		Secteur des transports		Secteur industriel	
	'000 tep	tep par ménage	'000 tep	tep/'000 $ de production	'000 tep	tep par véhicule	'000 tep	tep/'000 $ de production
1971	6 656,6	4,18	4 649,7	0,15	7 859,3	2,53	9 140,9	0,51
1976	7 740,2	4,16	5 099,6	0,13	9 690,1	2,37	9 957,4	0,48
1981	7 045,4	3,31	4 715,9	0,11	9 204,4	2,03	11 048,8	0,51
1982	6 757,2	3,09	4 675,2	0,11	7 721,8	1,74	9 794,1	0,50
1983	6 222,6	2,78	4 707,5	0,10	7 374,5	1,58	9 750,4	0,49
1984	6 095,3	2,62	4 778,0	0,10	7 568,3	1,58	10 464,9	0,50
1985	6 418,4	2,70	4 257,3	0,08	7 716,9	1,54	10 807,8	0,46
1986	6 485,1	2,64	4 904,9	0,09	7 756,1	1,48	10 692,4	0,45

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1987*.

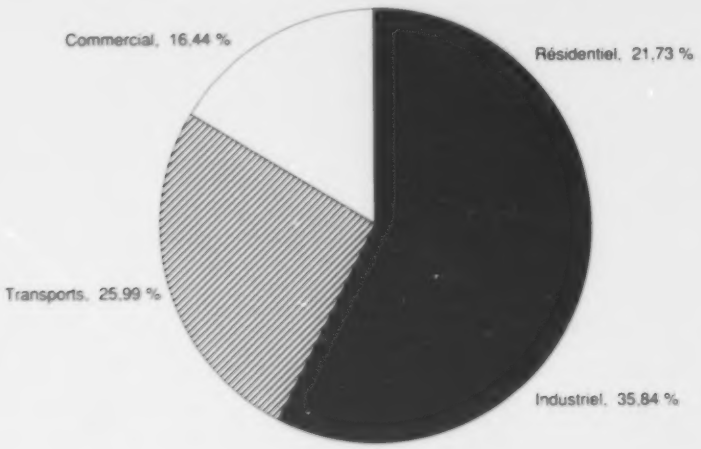
Tableau 3

Indice des prix relatifs de l'énergie, par secteur de consommation, Québec, 1981-1986

Secteur	1981	1982	1983	1984	1985	1986p
			1981 = 100			
Résidentiel	100,0	105,3	107,5	107,8	103,6	97,3
Commercial	100,0	105,6	106,9	104,6	100,9	96,2
Transports	100,0	117,6	118,6	116,6	117,9	104,4
Industriel	100,0	110,9	116,0	111,6	106,1	99,5
Total	100,0	110,4	112,4	111,0	107,7	99,9

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1987*.

Figure 1
Part de chaque secteur de consommation dans le bilan énergétique, Québec, 1986



Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1987*.

Tableau 4
Balance commerciale du secteur énergétique, Québec, 1976, 1981-1986

Secteur	1976	1981	1982	1983	1984	1985	1986
				000 000 $			
Charbon							
Importations	41	40	44	44	51	58	68
Exportations	-	-	-	-	-	-	-
Pétrole[1]							
Importations	2 087	5 385	5 736	5 508	5 297	5 026	3 045
Exportations	420	905	1 191	1 217	1 099	1 387	855
Gaz naturel							
Importations	122	381	452	559	646	742	744
Exportations	7	26	27	25	26	28	20
Électricité							
Importations	104	117	117	111	154	118	115
Exportations	89	375	474	528	646	673	649
Solde	-1 638	-4 617	-4 657	-4 452	-4 377	-3 836	-2 448

1. Comprend le pétrole brut et les produits pétroliers énergétiques.
Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1986*.

Tableau 5

Emploi et investissements dans le secteur de l'énergie, Québec, 1981-1986

Année	Unité	Secteur de l'énergie					Ensemble de l'économie
		Pétrole et charbon	Distribution des produits pétroliers	Hydro-Québec	Gaz naturel	Total	
Emploi							
1981	n	4 087	29 668	19 482	1 582	54 819	2 726 000
1982	n	4 034	28 368	19 959	1 686	54 047	2 584 000
1983	n	3 217	28 187	18 975	1 690	52 069	2 642 000
1984	n	3 030	27 430	18 560	1 708	50 728	2 722 000
1985	n	3 097	26 070	18 208	1 716	49 091	2 804 000
1986	n	3 357	25 102	18 470	1 517	48 446	2 866 000
Investissements							
1981	000 000 $	176,1	..	2 671,6	212,1	3 059,8	13 739,2
1982	000 000 $	283,1	..	2 550,1	254,4	3 087,6	13 097,5
1983	000 000 $	259,6	..	2 176,7	424,3	2 860,6	13 947,1
1984	000 000 $	172,4	..	1 604,3	390,8	2 167,5	15 747,8
1985	000 000 $	139,6	..	1 541,7	219,2	1 900,5	19 240,0
1986	000 000 $	137,7	..	1 479,5	106,8	1 724,0	20 862,2

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1987*.

Tableau 6

Dépenses énergétiques, Québec 1971, 1976 et 1981-1986

Année	Dépenses énergétiques	Dépense intérieure brute	Part des dépenses énergétiques
	000 000		%
1971	2 100	24 271	8,7
1976	4 409	47 695	9,2
1981	9 549	81 515	11,7
1982	10 665	85 916	12,4
1983	11 024	91 480	12,1
1984	11 763	100 474	11,7
1985	12 024	108 625p	11,1p
1986	11 711p	116 572p	10,0p

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1987*.

Tableau 7

Part de la dépense des particuliers consacrée à l'énergie, Québec, 1980-1985

Dépense des particuliers	Unité	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Dépense totale	000 000 $	42 102	46 927	50 536	55 324	60 607	66 138
Dépense consacrée à l'énergie	000 000 $	2 592	3 305	3 860	4 010	4 284	4 452
Part	%	6,2	7,0	7,6	7,2	7,1	6,7

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1987*.

Tableau 8

Répartition des logements selon la principale forme d'énergie utilisée pour le chauffage, Québec, 1971, 1976 et 1981-1986

Année	Pétrole	Gaz naturel	Électricité	Bois	Autre[1]	Total
			'000			
1971	1 288	123	111	64	7	1 593
1976	1 314	128	373	41	6	1 862
1981	1 049	141	882	51	-	2 123
1982	986	170	956	72	-	2 184
1983	906	191	1 061	76	-	2 234
1984	805	196	1 214	104	-	2 319
1985	679	198	1 390	96	13	2 376
1986	510	277	1 420	147	7	2 461

1. Comprenant le charbon, le coke et le gaz en bouteilles.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1987*.

Tableau 9

Consommation d'énergie selon la forme, par région, Canada, 1986

Région	Charbon	Pétrole	Gaz naturel	Électricité	Total
			tep		
Québec	395 363	13 043 460	4 458 869	12 000 409	29 898 101
Atlantique	292 153	7 141 383	693	2 331 566	9 765 795
Ontario	4 444 595	18 892 391	17 419 610	10 891 484	51 648 080
Manitoba	77 774	2 363 048	1 780 891	1 199 116	5 420 829
Saskatchewan	71 188	3 035 089	2 671 372	897 169	6 674 818
Alberta	33 560	7 900 776	9 536 462	2 744 488	20 215 286
Colombie Britannique, Yukon et Territoires du Nord-Ouest	49 337	7 338 206	4 389 036	3 963 549	15 840 128
Canada	5 463 970	59 714 353	40 256 933	34 027 781	139 463 037

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1987*.

Tableau 10

Importations et exportations de produits pétroliers énergétiques[1] Québec, 1971, 1976 et 1981-1986

Année	Importations		Exportations		Solde des échanges		
	De l'étranger	Des autres provinces canadiennes	Vers l'étranger	Vers les autres provinces canadiennes	Avec l'étranger	Avec les provinces canadiennes	Total
			tep				
1971	4 748 548	1 271 817	551 870	5 478 348	-4 196 678	4 206 531	9 853
1976	1 275 278	1 983 098	1 285 437	4 809 057	10 159	2 825 959	1 836 118
1981	673 514	2 452 754	562 081	4 005 016	-111 433	1 552 262	1 440 829
1982	455 585	1 990 936	819 180	3 776 266	363 595	1 785 330	2 148 925
1983	1 147 137	2 612 841	538 805	3 689 247	-608 332	1 076 406	468 074
1984	1 921 936	1 980 488	888 867	2 962 270	-1 033 069	981 782	-51 287
1985	1 633 669	1 788 517	1 084 463	3 214 907	-540 206	1 426 390	877 184
1986	2 708 702	2 409 856	563 513	3 595 461	-2 145 189	1 185 605	-959 584

1. Incluant l'essence et l'essence aviation, le carburéacteur, le kérosène, le carburant diesel, le mazout léger et le mazout lourd, le coke de pétrole, les gaz de pétrole liquéfiés (à l'exclusion des gaz de pétrole liquéfiés classés dans la catégorie « énergie primaire ») et les gaz de distillation.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1987*.

Tableau 11

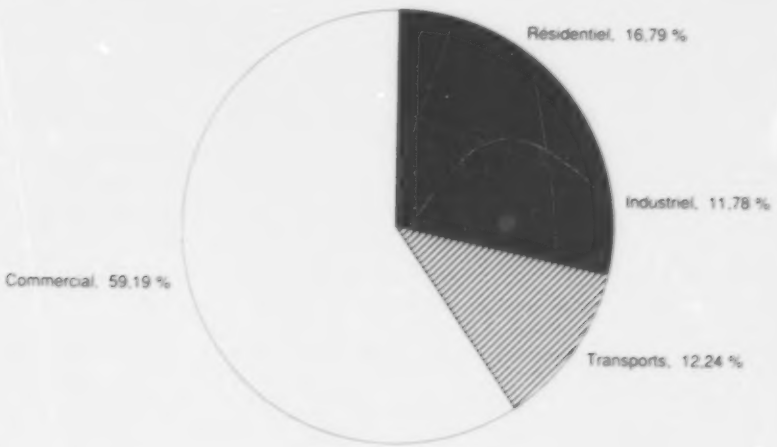
Provenance des approvisionnements de pétrole brut, Québec, 1971, 1976, 1981 et 1983-1986

Provenance	1971	1976	1981	1983	1984	1985	1986
				'000 barils			
Canada	..	30 394	77 237	73 512	65 209	52 26	36 722
Ouest canadien	..	30 394	77 237	73 512	65 209	52 226	36 722
Marché mondial	170 520	168 406	95 510	48 930	48 775	47 824	54 591
Afrique	21 093	16 470	9 437	4 595	7 770	5 190	2 797
Amérique	118 358	65 982	52 503	25 871	27 555	23 329	11 725
Moyen-Orient	31 069	70 376	21 380	12 951	3 091	748	5 339
Autres pays	..	15 578	12 190	5 513	10 359	18 557	34 730
Importations totales	170 520	198 800	172 747	122 442	113 984	100 050	91 313

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1987*.

Figure 2

Consommation de pétrole, par secteur, Québec, 1986



Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1987*.

Tableau 12

Répartition des produits pétroliers énergétiques consommés, par secteur, Québec, 1971, 1976 et 1981-1986

Année	Secteur				
	Résidentiel	Commercial	Transports	Industriel	Total
			tep		
1971	5 151 107	3 220 309	7 858 734	4 548 482	20 778 632
1976	5 295 386	3 062 663	9 690 147	4 840 341	22 888 537
1981	3 645 908	2 439 420	9 180 946	3 935 883	19 202 157
1982	3 343 029	2 289 347	7 697 325	3 259 556	16 589 257
1983	2 790 334	2 178 504	7 347 492	2 639 758	14 956 088
1984	2 294 159	2 106 868	7 540 676	2 179 066	14 120 769
1985	2 342 474	1 445 548	7 685 866	1 605 341	13 079 229
1986	2 190 908	1 536 063	7 721 779	1 597 196	13 045 946

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1987*.

Tableau 13

Répartition de la capacité de raffinage par région, Canada, 1971, 1976 et 1981-1986

Année	Québec	Atlantique	Ontario	Ouest	Canada
			'000 barils/jour		
1971	577,5	294,3	389,2	414,5	1 675,5
1976	645,8	546,0	549,6	506,9	2 248,3
1981	590,2	354,6	755,7	540,9	2 241,4
1982	515,7	354,6	755,7	568,5	2 194,5
1983	392,0	354,3	692,0	611,4	2 049,7
1984	387,0	352,5	689,4	633,8	2 062,7
1985	387,0	352,5	689,4	621,8	2 050,7
1986	310,6	352,5	669,9	619,2	1 952,2

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1987*.

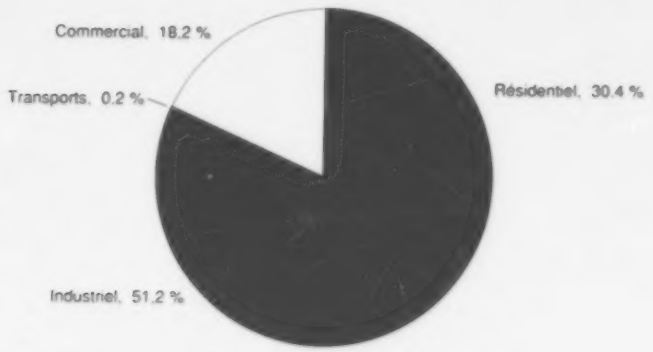
Tableau 14

Consommation de gaz naturel par secteur, Québec, 1971, 1976 et 1981-1986

Année	Secteur				
	Résidentiel	Commercial	Transports	Industriel	Total
			'000 m^3		
1971	403 976	203 155	-	959 077	1 566 208
1976	536 472	404 549	-	1 335 684	2 276 705
1981	602 000	529 900	-	2 064 604	3 196 504
1982	581 601	629 200	-	1 762 400	2 973 201
1983	579 901	765 400	201	2 259 898	3 605 400
1984	639 999	914 300	1 700	2 657 000	4 212 999
1985	697 800	1 008 300	3 700	3 172 200	4 882 000
1986	731 057	1 328 703	7 400	2 877 523	4 944 683

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1987*.

Figure 3
Consommation d'électricité, par secteur, Québec, 1986



Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1987*.

Tableau 15
Consommation d'électricité par secteur, Québec, 1971, 1976 et 1981-1986

Année	Secteur				
	Résidentiel	Commercial	Transports	Industriel	Total
			'000 kWh		
1971	13 267 420	14 463 385		36 824 230	64 555 035
1976	22 883 950	19 505 149		40 223 185	82 612 284
1981	33 309 200	20 993 700	272 700	56 553 200	111 128 800
1982	33 690 500	21 239 100	284 600	53 166 300	108 380 500
1983	33 918 600	21 493 700	311 600	55 203 100	110 927 000
1984	37 597 200	21 606 500	303 300	64 202 200	123 709 200
1985	40 184 800	22 269 100	322 900	70 017 500	132 794 300
1986	42 379 600	25 435 200	322 200	71 431 300	139 568 300

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1987*.

Tableau 16
Échanges d'électricité, Québec, 1981-1986

Année	Achats			Ventes	
	Des États-Unis	Des autres provinces	Des chutes Churchill	Aux États-Unis	Aux autres provinces
			'000 000 kWh		
1981	7	118	35 881	8 314	10 211
1982	7	121	35 716	8 530	9 383
1983	9	93	31 188	10 228	9 349
1984	8	91	35 989	11 250	11 706
1985	3	133	31 806	9 581	14 627
1986	35	46	30 666	12 674	14 372

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1987*.

Tableau 17

Puissance des centrales électriques en service, au 1er janvier, Québec, 1987

	kW
Hydro-Québec	24 474 800
Hydro-électriques	22 725 986
Thermiques	1 748 814
Producteurs privés	3 199 028
Hydro-électriques	3 128 353
Thermiques	70 675
Chutes Churchill	4 925 000
Puissance totale disponible	32 598 828

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1987*.

Tableau 18

Puissance installée et production d'électricité d'Hydro-Québec, 1971, 1976 et 1981-1986

Année	Puissance installée[1]	Production[2]
	'000 000 kW/h	
1971	11 107	54 339
1976	12 409	61 205
1981	18 552	80 581
1982	19 142	78 821
1983	21 301	88 321
1984	23 480	100 343
1985	23 510	115 538
1986	24 475	128 078

1. Au 31 décembre de chaque année.
2. Y compris l'électricité dans les centrales.

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1987*.

Tableau 19

Développement du chauffage électrique dans le secteur résidentiel, Québec, 1971, 1976 et 1981-1986

Année	Anciennes constructions	Nouvelles constructions		Total
	Conversions	Installations	Taux de pénétration	
	n	n	%	n
1971	1 153	22 441	43,3	23 594
1976	12 023	44 200	64,3	56 223
1981	47 106	27 273	92,0	74 379
1982	39 922	21 143	90,0	61 065
1983	51 000	36 286	90,0	87 286
1984	52 000	37 712	90,0	89 712
1985	44 626	43 708	91,0	88 334
1986	42 705	56 124	93,0	98 829

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1987*.

Tableau 20

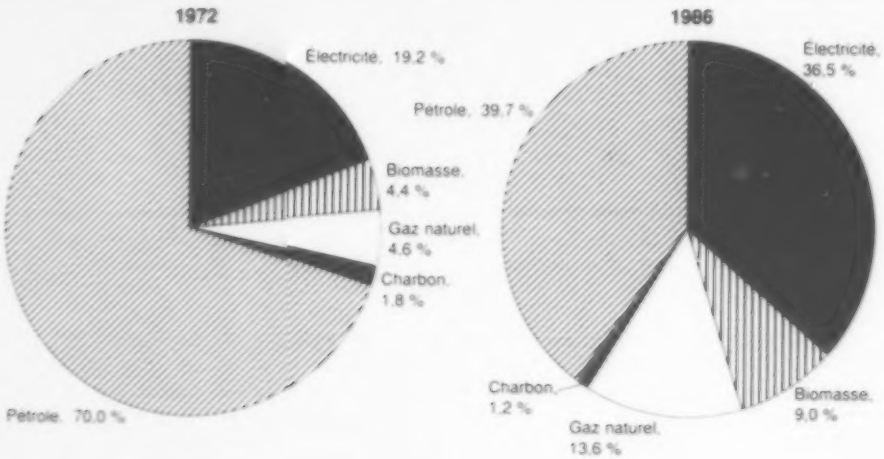
Utilisation de la biomasse à des fins énergétiques, par secteur, Québec, 1971, 1976 et 1981-1986

Année	Secteur			
	Résidentiel	Industriel	Institutionnel	Total
	tep			
1971	552 000	..	2 100	..
1976	472 000	789 000	2 100	1 263 100
1981	570 000	1 501 000	12 600	2 083 600
1982	695 000	1 405 000	16 500	2 116 500
1983	728 000	1 633 000	32 000	2 393 000
1984	1 075 000	1 566 000	31 000	2 672 000
1985	934 000	1 637 000	35 000	2 606 000
1986	929 000	1 979 000	34 000	2 942 000

Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, Les statistiques de l'énergie au Québec, 1987.

Figure 4

Bilan énergétique du Québec incluant la biomasse, Québec, 1972 et 1986



Source: Ministère de l'Énergie et des Ressources, *Les statistiques de l'énergie au Québec, 1986*.

12

Industries manufacturières

Le Québec dans l'ensemble canadien 573

Les caractéristiques et la structure de l'industrie manufacturière québécoise 574

L'activité manufacturière dans les régions 575

La destination des expéditions des manufacturiers exportateurs 576

Quelques programmes d'aide 576

Définitions 578

Liste des tableaux

1. Statistiques principales du secteur manufacturier, par région, Canada, 1983-1985 580

2. Valeur des expéditions, par groupe d'industries et par région, Canada, 1985 581

3. Statistiques principales du secteur manufacturier, Québec, 1982-1987 582

4. Statistiques principales du secteur manufacturier, par groupe d'industries, Québec, 1985 583

5. Statistiques principales du secteur manufacturier, par industrie, Québec, 1985 583

6. Statistiques principales du secteur manufacturier, selon la forme juridique, l'emploi et la valeur des expéditions, Québec, 1985 586

7. Statistiques principales du secteur manufacturier, selon le type d'entreprises et par groupe d'industries, Québec, 1984 587

8. Statistiques principales du secteur manufacturier, par région administrative et par groupe d'industries, Québec, 1984 588

9. Statistiques principales du secteur manufacturier, selon le type d'entreprises, par région administrative, Québec, 1984 591

10. Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs, par région administrative, Québec, 1984 592

11. Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs, par groupe d'industries, Québec, 1984 593

Liste des figures

1. Expéditions du secteur manufacturier, par région, Canada, 1985 581

2. Évolution des expéditions du secteur manufacturier, Québec, 1982-1987 582

3. Expéditions du secteur manufacturier, selon la taille d'emploi des établissements, Québec, 1985 586

4. Emploi du secteur manufacturier, par région administrative, Québec, 1984 592

12

Ce chapitre a été réalisé par Serge Simard et Laval Tremblay, de la Direction des statistiques des entreprises du Bureau de la statistique du Québec.

Ce chapitre fait une analyse descriptive des statistiques du secteur manufacturier, en établissant d'abord des comparaisons interprovinciales et en présentant ensuite les statistiques qui se rapportent au Québec. L'étude porte sur les principaux groupes d'industries manufacturières, l'organisation de ces établissements, leur taille, la valeur de leurs expéditions et leur répartition régionale. Elle traite aussi des matières premières utilisées dans la fabrication et des produits expédiés par les entreprises du secteur manufacturier québécois. Enfin, il est question de l'aide que le gouvernement québécois accorde aux entreprises manufacturières.

Le Québec dans l'ensemble canadien

En 1985, le secteur manufacturier québécois maintient une certaine vigueur. Il continue de se remettre de la récession de 1982. La valeur des expéditions totales s'élève à 65,9 milliards de dollars, comparativement à 61,5 milliards l'année précédente. Cette hausse de 7,1% est plus modeste que celle de 8,7% enregistrée à l'échelle canadienne. De 1984 à 1985, la part du Québec dans les expéditions nationales passe de 23,3% à 22,9%. Pour la même période, celle de l'Ontario passe de 55,7% à 56%. Les données provisoires de 1987 montrent des expéditions de 71,4 milliards de dollars.

Le Québec compte, en 1985, 10 653 établissements manufacturiers, ce qui représente 28,9% du total canadien; il occupe ainsi le deuxième rang, précédé de l'Ontario (42,3%).

Les industries manufacturières du Québec et de l'Ontario emploient à elles seules plus de 1,4 million de personnes. Cette main-d'oeuvre représente près de 80% de l'ensemble du secteur manufacturier canadien. La part du Québec est de 27,8% (490 742 employés). Au cours de la période 1983-1985, la hausse soutenue de la production a permis la récupération de 15 922 emplois au Québec. Les données provisoires pour 1986 et 1987 révèlent que la situation continue de s'améliorer. En 1986, l'effectif des salariés augmente de 5 990, ce qui équivaut à une hausse de 1,5%; en 1987, on assiste à une hausse de 1,8%, soit une augmentation de 8 997 employés.

En 1986 au Québec, la valeur des investissements manufacturiers est de 3,6 milliards de dollars, soit 14,4% de moins qu'en 1981 (4,2 milliards). La part relative de la province dans l'ensemble canadien passe de 29,4%, en 1985, à 26,1%, en 1987, ce qui représente une baisse de 3,4 points de pourcentage. Le produit intérieur brut du secteur manufacturier croît de 10,5% en 1987; son importance relative dans le PIB du Québec passe de 20,2%, en 1985, à 20,7%, en 1987.

12

Les caractéristiques et la structure de l'industrie manufacturière québécoise

Les caractéristiques

Au Québec, on retrouve quatre formes juridiques d'entreprises manufacturières: celles qui sont exploitées par des particuliers, celles qui forment une société, celles qui sont incorporées et, finalement, celles qui constituent une coopérative. En 1985, la plupart des établissements sont incorporés. Ces compagnies comptent pour 96,6% dans la valeur totale des expéditions. Elles versent 98,1% de la rémunération totale à 478 918 employés.

En ce qui a trait à la taille des établissements en 1985, 81,5% des 10 653 que regroupe le secteur manufacturier ont moins de 50 employés; ils ne représentent néanmoins que 22,2% du nombre total d'employés. Les établissements de 50 à 200 employés comptent 14,3% du total et ils procurent 29,2% des emplois du secteur, alors que ceux de 200 employés et plus représentent 4,1% des établissements et regroupent 44,1% de l'ensemble des employés (sans compter ceux de certains sièges sociaux et bureaux de vente). Le fait que les établissements de cette taille ne représentent qu'une faible proportion de l'ensemble démontre le haut degré de concentration de l'activité manufacturière; ils effectuent 55,9% des expéditions en 1985.

De même, si l'on considère la valeur des expéditions, ce sont les plus grands établissements, ceux dont les expéditions dépassent 10 millions de dollars, qui occupent le 1er rang. Ils ne représentent que 9% du nombre total des établissements manufacturiers. En 1985, les expéditions de ces établissements constituent 77,5% de l'ensemble.

Les statistiques portant sur la petite et moyenne entreprise (PME), définie comme étant toute société ayant entre 5 et 199 employés et une valeur ajoutée qui ne doit pas dépasser huit millions de dollars, indiquent que 63,3% des établissements manufacturiers sont des PME, 27,9%, des entreprises artisanales et 9,8%, des grandes entreprises. Plus de 25 industries sont exclusivement composées de PME et d'établissements artisanaux. Les PME des groupes d'industries du plastique, du cuir, de l'habillement, du bois, du meuble et de la machinerie ont une valeur d'expéditions plus importante que celle des grandes entreprises.

La structure

Les groupes d'industries

En 1985, les expéditions de quatre groupes industriels augmentent sensiblement. L'industrie du matériel de transport occupe le 1er rang avec une augmentation de 19,2%, attribuable à son dynamisme sur les marchés internationaux. Pour sa part, l'industrie des produits métalliques, qui tire alors parti de la vigueur de la construction, enregistre une hausse de 15,5%. Vient ensuite l'industrie du meuble, avec un taux de croissance de 12,3%. Enfin, après avoir connu une croissance vigoureuse en 1984, l'industrie des produits électriques et électroniques consolide sa position, avec une croissance de 10,1%. Les groupes industriels qui connaissent une régression ou une croissance presque nulle sont ceux du cuir, du textile de première transformation et de la première transformation des métaux.

En 1985, les groupes industriels qui embauchent le plus grand nombre d'employés sont, par ordre d'importance, ceux de l'habillement (63 209), des aliments (45 557), du papier et des produits connexes (41 231), des produits électriques et électroniques (35 472) et du matériel de transport (34 404). Ces 219 873 emplois représentent 44,8% de l'embauche totale du secteur manufacturier.

Pour ce qui est de la valeur des expéditions, neuf groupes d'industries ont des expéditions supérieures à trois milliards de dollars. Au total, cela représente 72,4% des expéditions de

l'ensemble du secteur manufacturier québécois. Le groupe des aliments domine avec 9,5 milliards de dollars, suivi de celui du papier et des produits connexes et de celui des produits raffinés du pétrole et du charbon, avec respectivement 6,4 milliards et 6 milliards de dollars.

Les industries

En 1985, 13 industries ont des expéditions totales de plus de 1 milliard de dollars. Elles regroupent 31,1% des établissements, emploient 36,4% de la main-d'oeuvre et comptent 37,9% des expéditions totales de l'ensemble du secteur manufacturier au Québec. Les industries de pâtes et papiers arrivent au 1er rang, suivies de celles des produits laitiers et des industries de fonte et d'affinage.

Les produits

Parmi les principaux produits que les manufacturiers utilisent comme matières premières dans la fabrication, la houille, le pétrole brut et les produits connexes comptent pour 4,6 milliards de dollars. Ce chiffre exclut la valeur des produits utilisés comme combustibles.

Pour ce qui est des produits fabriqués, ce sont les produits du pétrole et de la houille qui affichent les meilleurs résultats en 1983, avec des expéditions d'une valeur de 5,3 milliards de dollars. Viennent en deuxième place les produits du papier et du carton, dont les expéditions totalisent 3,5 milliards. Finalement, les expéditions de métaux non ferreux s'élèvent à 2,3 milliards de dollars.

L'activité manufacturière dans les régions

En 1984, la région de Montréal compte 42,4% des entreprises manufacturières au Québec; tous les groupes d'industries y sont représentés. Ces entreprises emploient 37,8% de la main-d'oeuvre du secteur manufacturier et comptent pour près de 34,1% des expéditions manufacturières totales de la province.

La région de Québec se situe au 2e rang des régions industrielles, avec 1 413 établissements manufacturiers sur son territoire. Plus de 40% de la valeur des expéditions est réparti entre trois groupes d'industries: aliments, papier et produits connexes, bois. Ces groupes emploient près de 40% de la main-d'oeuvre manufacturière de la région.

La région de Trois-Rivières vient au 3e rang, avec 8,1% des établissements. Deux groupes se partagent plus de la moitié des expéditions totales, soit les industries du papier et produits connexes et des aliments. Ils emploient 30,3% de la main-d'oeuvre manufacturière de la région.

Dans les autres régions, quelques groupes d'industries occupent une place prépondérante. Ce sont ceux du papier et des produits connexes, des aliments, du bois.

Les statistiques sur la petite et moyenne entreprise révèlent qu'en 1984, la région de Montréal compte 68,4% des PME sur son territoire, soit 4 612 établissements, dont les expéditions atteignent 70% du total des PME de la province. La région de Québec se situe au 2e rang avec 870 PME (12,9% du total), dont les expéditions atteignent près de deux milliards de dollars en 1984. Dans les régions du Saguenay—Lac-Saint-Jean, de l'Abitibi-Témiscamingue, de l'Outaouais et de la Côte-Nord—Nouveau-Québec, ce sont les grands établissements qui dominent, plutôt que les PME.

La destination des expéditions des manufacturiers exportateurs

En 1984, les établissements manufacturiers québécois expédient pour 25,7 milliards de dollars de produits manufacturés à l'extérieur de la province, dont 13,5 milliards à d'autres régions du Canada; le reste est envoyé à l'étranger. Cela représente respectivement 27,7% et 24,9% de la production totale du Québec. Les PME québécoises expédient quant à elles pour 3,4 milliards de produits, soit 25,2% de ce qui est expédié dans le reste du Canada.

Le commerce interprovincial

En 1984, plus de 80% des expéditions québécoises sur le marché canadien (à l'exclusion de celles qui sont effectuées au Québec) proviennent de 12 groupes industriels: les aliments (11,0%), les produits chimiques (10,8%), l'habillement (9,6%), les papiers et produits connexes (9,1%), la première transformation des métaux (8,3%), les produits électriques et électroniques (7,4%), le matériel de transport (5,2%), les produits métalliques (sauf les industries de la machinerie et du matériel de transport) (4,3%), les produits textiles (4,1%), le tabac (3,7%), les textiles de première transformation (3,5%), l'imprimerie, l'édition et les produits connexes (3,5%). Les produits de la grande majorité des petites et moyennes entreprises (70,7%) sont écoulés exclusivement sur le marché québécois.

Le marché international

Les exportations représentent 24,9% de la production québécoise, soit 12,1 milliards de dollars. De l'ensemble des produits manufacturiers exportés, 62,7% proviennent de trois groupes industriels: celui du papier et des produits connexes, avec 2,9 milliards (24,1%), celui des produits métalliques (sauf du transport), avec 2,6 milliards (22,1%) et celui de la première transformation des métaux, avec 2 milliards de dollars (16,5%). Les États-Unis sont la destination de 81,1% des produits exportés à l'étranger en 1984. Les PME manufacturières se heurtent à la concurrence très vive des marchés internationaux; elles comptent seulement 9,4% des expéditions destinées à l'étranger. En 1984, la quasi-totalité des produits vendus par les PME à l'étranger (80,0%) vont aux États-Unis.

Quelques programmes d'aide

Plusieurs ministères et organismes provinciaux et fédéraux offrent une aide aux entreprises québécoises par le biais de certains programmes.

Il y a d'abord le programme d'aide à l'investissement, administré par la Société de développement industriel (SDI) au Québec. Les investissements effectués par la SDI servent majoritairement au démarrage et à la croissance d'entreprises hautement spécialisées du secteur manufacturier. En 1986-87, cette société fait 634 placements, pour un montant total de près de 467 millions de dollars. En ce qui concerne les mesures de capitalisation, la SDI, par l'intermédiaire du programme de création des sociétés de placement dans l'entreprise, réalise 108 placements dans les PME québécoises, pour la somme globale de 21,3 millions.

Le programme d'aide à la promotion des exportations (APE), administré par le ministère du Commerce extérieur et du Développement technique, vise pour sa part à faciliter les démarches des compagnies qui veulent exporter leurs produits hors du Québec.

Quant au programme d'aide à la concrétisation des projets industriels (PACPI), géré par le ministère de l'Industrie et du Commerce, il a pour objectif d'accélérer et de faciliter la concrétisation de projets industriels intéressants. En 1986-87, 54 subventions totalisant un

million de dollars ont été autorisées en vertu de ce programme. Un autre programme, le PRO-PME, a pour but de favoriser le développement des PME du secteur manufacturier. Enfin, le programme de bourses d'affaires aux jeunes entrepreneurs offre aux récents diplômés une garantie de prêt gouvernemental couvrant les deux tiers du montant emprunté. Ce prêt peut atteindre 25 000 $.

Les entreprises manufacturières peuvent également bénéficier d'autres types d'aide. Le Régime d'épargne-actions (RÉA) du gouvernement québécois permet aux compagnies d'avoir accès à de vastes sommes d'argent et aux contribuables qui se prévalent de ce régime, de bénéficier d'exemptions fiscales. Pour favoriser la création de nouvelles entreprises, le gouvernement adopte en 1986 une mesure selon laquelle les nouvelles compagnies sont exemptes de l'impôt sur les bénéfices et le capital au cours de leurs trois premières années financières. De même, un crédit d'impôt est offert aux compagnies engagées dans des projets de recherche et de développement. Le Régime d'investissement coopératif, lui, vise à accorder au milieu coopératif des avantages analogues à ceux des RÉA. Hydro-Québec a des programmes de réduction des taux pour les industries qui consomment des quantités considérables d'électricité. Certains organismes gouvernementaux gèrent des programmes d'aide aux entreprises, notamment le Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ), qui dispense divers types de services, dont le développement de produits et de procédés de fabrication, la diffusion d'information à caractère technique et industriel, l'aide au changement de technologie et l'assistance technique.

Au niveau fédéral, le ministère de l'Expansion industrielle régionale (MEIR) et la Banque fédérale de développement (BFD) sont les principaux organismes offrant des programmes d'aide aux entreprises manufacturières.

12

Définitions

Employés

Personnes travaillant à la production ou affectées à des activités non manufacturières d'un établissement comme à la cafeteria, au siège social, au bureau d'administration ou de ventes. Sont aussi compris les travailleurs affectés aux constructions nouvelles, aux réparations ou aux transformations majeures. Les propriétaires et les associés actifs, non compris dans les salariés, ne sont pas considérés pour le calcul de l'emploi total.

Établissement

La plus petite unité d'exploitation, en général une usine ou une fabrique, en mesure de fournir certaines données relatives à son activité et qui sont nécessaires au calcul de la valeur ajoutée.

Intrants

Coût du combustible et de l'électricité consommés et achetés au prix de livraison (incluant le transport, la douane, etc.), coût des matières et des fournitures nécessaires à la production, coût des marchandises destinées à être revendues dans l'état où elles ont été achetées et, finalement, coût des autres matières et fournitures non incluses dans l'activité manufacturière.

Salaire

Gains bruts des salariés, à l'exclusion des retraits des propriétaires et des associés actifs.

Valeur ajoutée

Valeur ajoutée à l'activité manufacturière plus valeur ajoutée de l'activité non manufacturière. Cette dernière s'obtient en retranchant de la production brute de l'activité non manufacturière les achats de biens pour la revente dans le même état (en tenant compte de la variation nette des stocks de ces produits), les achats de matières et de fournitures utilisées dans les constructions nouvelles ou dans la production de machinerie et d'outillage destinés à l'usage de l'établissement, les fournitures de bureau achetées et utilisées, ainsi que toutes les matières et les fournitures achetées et utilisées par l'établissement pour des activités non manufacturières.

Valeur des expéditions

Valeur des produits de propre fabrication expédiés (excluant les frais de transport).

Sommaire de l'enquête industrielle tenue dans Québec en 1916.

			$
1) *Capital engagé dans le terrain, les bâtiments et l'outillage* :—			
Nombre des établissements			7,158
Valeur du terrain, des bâtiments et installations			229,453,046
Valeur des machines et outils			90,894,589
Valeur des matériaux en mains, combustibles, etc			102,413,974
Caisse, comptes de vente et billets recevables, etc			120,178,966
Capital au total			548,972,575
Loyer pour terrains, bâtiments et outillage			2,388,897
2. *Employés, salaires et gages* :—			$
a) Employés à salaire.			
Officiers, surintendants et gérants		Hommes	3,750
		Femmes	191
		Total des salaires	7,945,909
Commis en écriture, sténographes, commis aux ventes, etc		Hommes	7,866
		Femmes	2,277
		Salaires payés	8,777,847
b) Employés à gages.			
Nombre moyen des employés		Hommes	94,267
		Femmes	25,574
Nombre sur la liste de paye le 15 décembre ou le jour de paye le plus rapproché	16 ans et plus	Hommes	104,670
		Femmes	25,846
	Au-dessous 16 ans	Hommes	2,220
		Femmes	1,509
Montant total payé en gages			63,493,502

3) *Personnes employées par mois* :—	Hommes	Femmes
Janvier	75,840	23,763
Février	78,142	24,636
Mars	80,203	25,282
Avril	88,031	25,493
Mai	94,351	25,034
Juin	99,353	25,474
Juillet	100,398	24,972
Août	99,975	25,149
Septembre	102,622	26,135
Octobre	101,252	26,923
Novembre	98,774	27,343
Décembre	98,204	27,112

4) *Temps à l'ouvrage et ouvriers à la pièce en dehors* :—			
Heures par équipe			9 3
Heures par semaine			55 4
Jours en opération	temps complet		1,537,587
	partie du temps		65,337
	jours sans emploi		575,368
Ouvriers à la pièce en dehors		nombre d'hommes	3,221
		nombre de femmes	1,758
		montant total payé	1,438,218
5) *Coût des matériaux et valeur des produits* :—			$
Coût des matériaux			215,497,544
Valeur des produits du	Commerce général		346,371,813
	Commerce de guerre		41,528,772
	Commerce total		387,900,585

Recensement postal des manufactures du Canada, 1916, pages 12 à 17.

Source: Annuaire statistique, 1918, p. 418.

Tableau 1

Statistiques principales du secteur manufacturier, par région, Canada, 1983-1985

Variable et région	Unité	1983		1984		1985	
		Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Établissements	n	35 286	100.00	36 464	100.00	36 854	100.00
Atlantique	n	1 909	5.41	1 994	5.47	1 947	5.28
Québec	n	10 331	29.28	10 649	29.20	10 653	28.91
Ontario	n	14 763	41.84	15 263	41.86	15 570	42.25
Prairies	n	4 434	12.57	4 549	12.48	4 594	12.47
Colombie Britannique	n	3 820	10.83	3 980	10.91	4 062	11.02
Yukon et T.N.-O.	n	29	0.08	29	0.08	28	0.08
Employés	n	1 670 881	100.00	1 722 044	100.00	1 766 763	100.00
Atlantique	n	81 549	4.88	82 425	4.79	84 194	4.77
Québec	n	474 820	28.42	484 883	28.16	490 742	27.78
Ontario	n	838 490	50.18	880 927	51.16	911 418	51.59
Prairies	n	142 517	8.53	141 615	8.22	145 390	8.23
Colombie Britannique	n	133 150	7.97	131 909	7.66	134 724	7.63
Yukon et T.N.-O.	n	355	0.02	285	0.02	295	0.02
Salaires	000 $	39 593 678	100.00	43 076 015	100.00	46 208 030	100.00
Atlantique	000 $	1 679 536	4.24	1 780 511	4.13	1 850 204	4.00
Québec	000 $	10 378 168	26.21	11 178 303	25.95	11 797 245	25.53
Ontario	000 $	20 265 434	51.18	22 646 619	52.57	24 616 891	53.27
Prairies	000 $	3 369 414	8.51	3 519 208	8.17	3 707 559	8.02
Colombie Britannique	000 $	3 893 557	9.83	3 944 803	9.16	4 228 912	9.15
Yukon et T.N.-O.	000 $	7 568	0.02	6 570	0.02	7 219	0.02
Intrants	000 $	150 083 672	100.00	172 229 843	100.00	186 679 134	100.00
Atlantique	000 $	7 044 504	4.69	7 942 144	4.61	8 227 510	4.41
Québec	000 $	35 106 517	23.39	37 892 848	22.00	40 689 247	21.80
Ontario	000 $	80 392 676	53.57	96 884 980	56.25	105 985 227	56.77
Prairies	000 $	16 123 014	10.74	17 542 814	10.19	18 679 471	10.01
Colombie Britannique	000 $	11 371 371	7.58	11 935 143	6.93	13 053 885	6.99
Yukon et T.N.-O.	000 $	45 591	0.03	31 912	0.02	43 793	0.02
Expéditions	000 $	231 932 165	100.00	264 236 955	100.00	287 429 412	100.00
Atlantique	000 $	10 054 567	4.34	11 402 194	4.32	11 771 440	4.10
Québec	000 $	56 648 879	24.42	61 537 263	23.29	65 921 129	22.93
Ontario	000 $	123 696 412	53.33	147 105 588	55.67	161 035 304	56.03
Prairies	000 $	23 177 002	9.99	24 935 936	9.44	27 617 231	9.61
Colombie Britannique	000 $	18 293 462	7.89	19 201 559	7.27	21 024 575	7.31
Yukon et T.N.-O.	000 $	61 842	0.03	54 415	0.02	59 735	0.02
Valeur ajoutée	000 $	81 773 814	100.00	94 044 693	100.00	101 358 454	100.00
Atlantique	000 $	3 034 664	3.71	3 559 156	3.78	3 526 509	3.48
Québec	000 $	21 465 289	26.25	24 507 163	26.06	25 543 155	25.20
Ontario	000 $	43 376 709	53.04	50 962 100	54.19	55 355 449	54.61
Colombie Britannique	000 $	6 924 590	8.47	7 369 023	7.84	7 929 274	7.82
Yukon et T.N.-O.	000 $	19 449	0.02	23 092	0.02	12 114	0.01

Source: Statistique Canada, *Industries manufacturières du Canada: niveaux national et provincial* (31-203)

Tableau 2

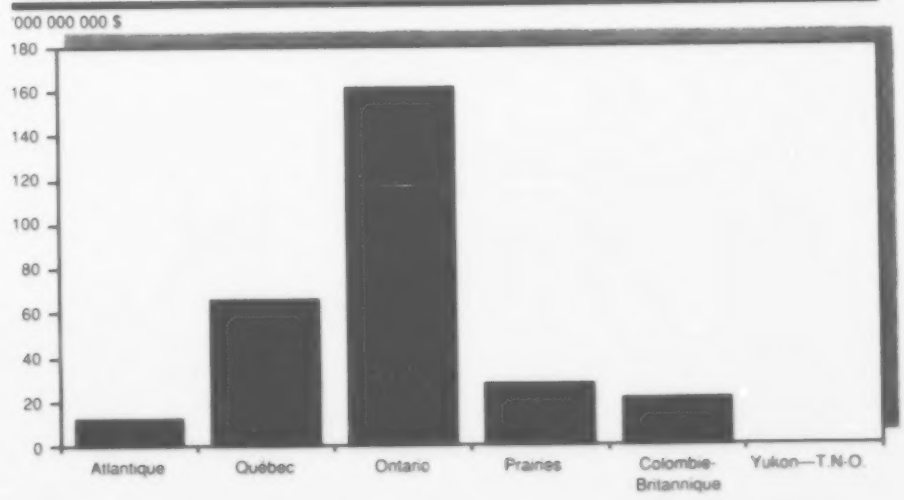
Valeur des expéditions, par groupe d'industries et par région, Canada, 1985

Groupe d'industries	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Colombie-Britannique	Yukon-T.N.-O.	Canada
			'000 $				
Aliments	3 632 578	9 485 842	15 839 051	6 995 059	3 044 352	x	38 996 882
Boissons	x	1 347 878	2 784 087	x	482 977	x	5 713 515
Tabac	x	1 529 718	869 589	x		x	2 399 307
Produits en caoutchouc	x	x	2 487 891	x	x	x	3 483 857
Produits en matière plastique	x	1 080 310	2 596 638	x	219 885	x	4 344 060
Cuir et produits connexes	x	490 477	919 787	x	x	x	1 494 277
Textiles de première transformation	x	1 450 750	1 350 463	x	15 780	x	2 944 578
Produits textiles	x	1 313 333	1 347 357	x	47 252	x	2 859 077
Habillement	54 463	3 567 751	1 691 114	449 707	166 361	x	5 929 396
Bois	541 652	2 660 401	2 196 009	890 013	5 168 361	x	11 456 436
Meuble et articles d'ameublement	34 731	1 044 543	2 060 266	238 717	125 249	x	3 503 506
Papier et produits connexes	x	6 389 590	6 264 176	x	3 563 860	x	18 844 027
Imprimerie, édition et produits connexes	x	2 619 432	5 345 945	x	667 238	x	9 982 123
Première transformation des métaux	x	4 711 188	10 066 259	x	845 122	x	17 366 509
Produits métalliques (sauf du transport)	291 396	3 916 417	8 504 709	1 284 946	944 716	x	14 942 183
Machinerie (sauf électrique)	x	1 252 122	5 456 876	x	479 334	x	8 589 323
Matériel de transport	690 761	5 372 370	51 471 290	757 599	872 766	x	59 164 783
Produits électriques et électroniques	131 249	3 575 846	10 802 092	852 828	333 217	x	15 695 232
Produits minéraux non métalliques	x	1 482 622	3 468 088	x	x	x	6 554 564
Produits raffinés,pétrole et charbon	x	6 023 793	8 881 073	x	2 578 939	x	25 723 774
Produits chimiques	283 364	4 655 072	12 625 770	3 116 776	724 430	x	21 405 411
Autres industries manufacturières	x	x	4 006 773	x	191 498	x	6 036 592
Total	11 771 439	65 921 130	161 035 304	27 617 230	21 024 573	59 735	287 429 412

Source: Statistique Canada, *Industries manufacturières du Canada: niveaux national et provincial* (31-203)

Figure 1

Expéditions du secteur manufacturier, par région, Canada, 1985



Source: Statistique Canada, *Industries manufacturières du Canada: niveaux national et provincial* (31-203)

Tableau 3

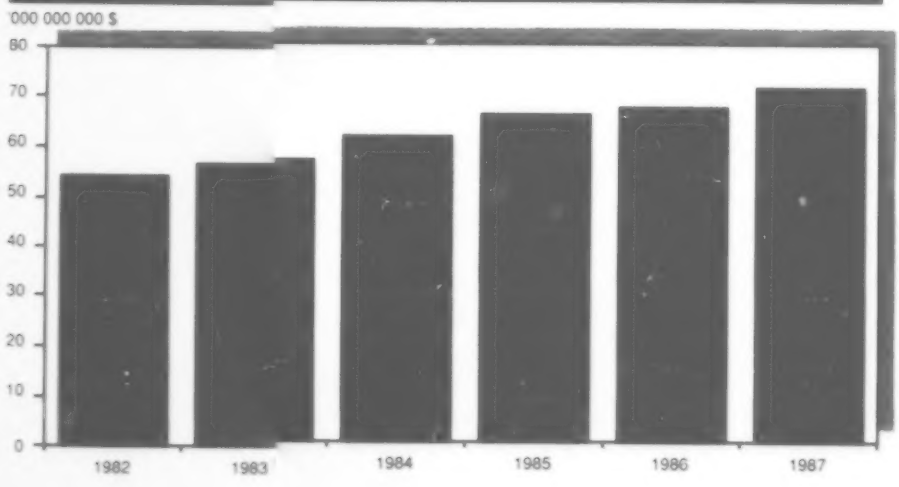
Statistiques principales du secteur manufacturier, Québec, 1982-1987

	Unité	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Établissements	n	10 309	10 331	10 649	10 653	..	..
Activité manufacturière							
Employés à la production	n	346 548	346 766	355 584	367 676	373 797	381 615
Hommes	n	255 809	252 935	259 050	268 745	273 081	279 937
Femmes	n	90 739	93 831	96 534	98 931	100 716	101 678
Heures payées	000	704 852	706 775	726 103	752 891	763 254	781 444
Salaires	000 $	6 436 081	6 850 679	7 379 824	7 942 842	8 346 993	8 806 573
Matières utilisées	000 $	28 081 577	29 529 375	32 148 316	34 019 299	34 488 286	36 361 638
Combustible et électricité	000 $	1 672 681	1 868 076	2 063 151	2 081 684	2 123 201	2 250 126
Expéditions	000 $	49 098 555	52 098 442	56 990 484	60 459 611	62 239 404	66 711 666
Production	000 $	48 557 994	52 021 350	57 850 758	60 770 883	63 101 074	67 248 549
Valeur ajoutée	000 $	18 803 736	20 623 899	23 639 291	24 669 901	26 489 587	28 636 785
Activité totale							
Propriétaires et associés actifs	n	1 667	1 576	1 619	1 451	..	..
Employés à l'administration	n	133 701	128 054	129 299	123 066	122 935	124 114
Hommes	n	95 439	90 827	90 693	87 202	86 970	87 872
Femmes	n	38 262	37 227	38 606	35 864	35 965	36 242
Traitements	000 $	3 450 334	3 527 490	3 798 478	3 854 403	4 015 451	4 199 544
Emploi total	n	480 249	474 820	484 883	490 742	496 732	505 729
Traitements et salaires	000 $	9 886 415	10 378 169	11 178 302	11 797 245	12 362 444	13 006 117
Matières totales utilisées	000 $	32 282 442	33 238 441	35 775 972	38 607 568	38 483 594	40 327 768
Expéditions totales	000 $	54 010 473	56 648 879	61 537 256	65 921 130	67 297 377	71 441 606
Production totale	000 $	53 469 908	56 571 807	62 356 260	66 232 407	68 168 955	72 178 851
Valeur ajoutée totale	000 $	19 514 785	21 465 290	24 558 411	25 543 156	27 562 160	29 600 957

Source: Statistique Canada, *Industries manufacturières du Canada: niveaux national et provincial* (31-203).

Figure 2

Évolution des expéditions du secteur manufacturier, Québec, 1982-1987



Source: Statistique Canada, *Industries manufacturières du Canada: niveaux national et provincial* (31-203).

Tableau 4

Statistiques principales du secteur manufacturier, par groupe d'industries, Québec, 1985

Groupe d'industries	Établissements	Employés	Salaires	Intrants	Expéditions	Valeur ajoutée
	n		'000 $			
Aliments	884	45 557	1 016 666	6 907 307	9 485 842	2 583 867
Boissons	88	10 466	319 108	626 571	1 347 878	718 417
Tabac	13	3 963	135 366	1 030 482	1 529 718	504 297
Produits en caoutchouc	38	x	x	x	x	x
Produits en matière plastique	272	9 805	199 811	621 213	1 080 310	459 280
Cuir et produits connexes	180	8 206	132 855	250 999	490 477	241 142
Textiles de première transformation	126	14 388	305 106	892 204	1 450 750	535 034
Produits textiles	272	13 959	264 814	772 583	1 313 333	545 744
Habillement	1 628	63 209	944 443	1 901 251	3 567 751	1 680 174
Bois	1 101	29 588	585 084	1 593 636	2 660 401	1 099 043
Meuble et articles d'ameublement	669	16 273	294 790	492 975	1 044 543	559 573
Papier et produits connexes	212	41 231	1 296 061	3 698 682	6 389 590	2 713 083
Imprimerie, édition et produits connexes	1 378	29 301	752 537	1 077 574	2 619 432	1 545 719
Première transformation des métaux	106	27 061	981 446	2 925 279	4 711 188	1 758 108
Produits métalliques (sauf du transport)	1 189	32 356	748 175	2 448 301	3 916 417	1 484 155
Machinerie (sauf électrique)	356	13 133	315 481	689 832	1 252 122	570 019
Matériel de transport	266	34 404	1 005 137	3 061 170	5 372 370	2 405 307
Produits électriques et électroniques	337	35 472	936 053	1 908 909	3 575 846	1 895 975
Produits minéraux non métalliques	374	12 861	330 484	755 882	1 482 622	726 396
Produits raffinés, pétrole et charbon	26	2 159	86 635	5 329 798	6 023 793	597 395
Produits chimiques	334	24 983	702 928	2 656 269	4 655 072	2 017 860
Autres industries manufacturières	804	x	x	x	x	x
Total	10 653	490 742	11 797 248	40 689 247	65 921 129	25 543 155

Source: Statistique Canada, *Industries manufacturières du Canada: niveaux national et provincial* (31-203).

Tableau 5

Statistiques principales du secteur manufacturier, par industrie, Québec, 1985

Industrie	Établissements	Employés	Salaires	Intrants	Expéditions	Valeur ajoutée
	n		'000 $			
Viande et volaille	163	10 452	232 336	2 259 343	2 691 104	431 259
Transformation du poisson	38	2 276	29 408	93 155	138 695	45 176
Préparation des fruits et légumes	61	2 724	49 794	233 113	414 631	188 191
Transformation du lait	109	8 524	219 137	2 133 949	2 856 554	729 104
Farine, céréales, aliments pour animaux	199	x	x	x	x	x
Produits de boulangerie-pâtisserie	185	10 055	210 988	366 197	790 462	423 446
Sucre et confiseries	33	x	x	x	x	x
Autres produits alimentaires	96	5 385	127 978	548 546	935 825	382 335
Boissons gazeuses	66	3 428	85 247	273 792	436 895	164 100
Produits de distillation	7	1 180	42 912	95 336	183 028	83 733
Bière	3	5 596	185 475	222 625	668 939	445 291
Vin	12	262	5 474	34 816	59 016	25 292
Tabac en feuilles	4	x	x	x	x	x
Produits du tabac	9	x	x	x	x	x
Boyaux et courroies en caoutchouc	2	x	x	x	x	x
Autres produits en caoutchouc	36	4 934	115 169	271 500	471 500	198 425
Produits en plastique, en mousse et soufflés	22	875	20 085	65 915	133 234	68 727
Tuyaux et raccords en plastique	12	600	15 690	102 947	147 781	44 575
Pellicules et feuilles en plastique	17	1 138	27 843	114 005	169 630	56 322
Autres produits en plastique	221	7 192	136 193	338 347	629 664	289 657

Tableau 5 (suite)

Statistiques principales du secteur manufacturier, par industrie, Québec, 1985

Industrie	Établissements	Employés	Salaires	Intrants	Expéditions	Valeur ajoutée
	n		000 $			
Cuir et produits connexes	180	8 206	132 855	250 999	490 471	241 142
Fibres chimiques et files de filaments	11	x	x	x	x	x
Files et tissus tissés	64	x	x	x	x	x
Tissus larges à mailles	51	2 171	41 175	211 432	302 083	90 304
Feutre, traitement de fibres naturelles	7	271	5 943	17 235	32 429	15 268
Tapis, carpettes et moquettes	16	2 298	53 161	280 628	386 399	107 905
Produits en grosse toile et produits connexes	33	483	7 213	12 294	23 027	10 720
Autres produits textiles	216	10 907	198 497	462 426	871 479	411 851
Vêtements pour hommes et garçonnets	334	18 260	272 514	483 283	942 589	460 077
Vêtements pour dames	698	20 652	291 585	634 519	1 148 021	514 839
Vêtements pour enfants	126	5 569	79 582	178 902	319 503	143 441
Autres produits de l'habillement	470	18 728	300 761	604 547	1 157 638	561 817
Sciage, rabotage et usinage de bardeaux	365	15 284	319 646	842 677	1 399 222	579 863
Placages et contreplaqués	32	2 062	37 590	178 888	249 993	70 496
Portes, châssis et autre bois travaillé	546	8 438	151 671	372 725	660 234	293 329
Boîtes et palettes de bois	59	779	13 347	29 120	50 726	22 504
Cercueils et bières	12	470	8 694	12 936	26 526	14 313
Autres produits du bois	87	2 555	54 136	157 291	273 699	118 539
Meubles de maison	443	9 664	166 113	280 949	583 855	307 189
Meubles de bureau	41	x	x	x	x	x
Autres meubles et articles d'ameublement	185	x	x	x	x	x
Pâtes et papiers	53	30 368	1 030 265	2 844 019	5 030 517	2 195 075
Papier toiture asphalté	4	635	17 230	70 668	110 526	43 543
Boîtes en carton et sacs en papier	65	5 932	150 869	453 473	693 625	240 384
Autres produits en papier transformé	90	4 296	97 696	330 521	554 922	234 081
Impression commerciale	830	15 911	389 588	639 527	1 324 661	688 206
Clichage, composition et reliure	247	4 500	94 486	69 833	240 042	170 425
Édition	234	4 395	116 396	257 238	661 168	405 036
Impression et édition combinées	67	4 495	152 067	110 974	393 562	282 053
Sidérurgie	18	6 496	220 605	643 348	966 123	330 807
Tubes et tuyaux d'acier	9	x	x	x	x	x
Fonte de fer	24	1 220	27 825	61 726	118 698	57 992
Fonte et affinage des métaux non ferreux	12	15 770	631 337	1 571 848	2 761 877	1 159 508
Laminage, moulage de l'aluminium	19	2 045	61 942	356 489	493 118	132 336
Laminage, moulage du cuivre	6	x	x	x	x	x
Autre laminage, moulage (métaux non ferreux)	18	690	16 146	58 751	89 877	32 143
Chaudières et échangeurs de chaleur	7	989	31 574	46 013	171 363	128 673
Éléments de charpentes métalliques	71	4 543	116 735	289 110	478 439	186 135
Produits métalliques, d'architecture	239	5 011	111 231	213 217	395 733	180 214
Matriçage, revêtement, produits en métal	198	6 614	149 558	1 295 591	1 654 930	372 986
Fil métallique et ses produits	71	4 454	110 902	305 796	535 647	226 363
Quincaillerie, outillage et coutellerie	153	x	x	x	x	x
Matériel de chauffage	34	1 081	23 237	53 496	95 524	43 100
Usinage	326	3 651	71 224	76 956	204 513	128 053
Autres produits en métal	90	x	x	x	x	x

Tableau 5 (suite)

Statistiques principales du secteur manufacturier, par industrie, Québec, 1985

Industrie	Établissements	Employés	Salaires	Intrants	Expéditions	Valeur ajoutée
	n		000 $			
Instruments aratoires	50	803	14 903	35 795	64 977	28 926
Réfrigération, climatisation (commerc.)	22	652	13 357	28 930	57 730	28 686
Autres machineries et équipements	284	11 678	287 222	625 106	1 129 416	512 408
Aéronefs et pièces d'avion	52	14 714	450 341	677 080	1 480 758	833 269
Véhicules automobiles	4	x	x	x	x	x
Carrosseries de camions et de remorques	74	x	x	x	x	x
Pièces et accessoires pour véhicules	52	x	x	x	x	x
Matériel ferroviaire roulant	9	x	x	x	x	x
Construction et réparation de navires	12	4 448	139 423	126 799	284 967	220 150
Construction, réparation d'embarcations	59	945	17 016	46 766	81 976	35 817
Autre matériel de transport	4	x	x	x	x	x
Petits appareils électriques	15	1 250	24 849	30 495	73 329	43 684
Gros appareils (électriques ou non)	9	x	x	x	x	x
Appareils d'éclairage	75	x	x	x	x	x
Phonographes et récepteurs radio et télé	6	x	x	x	x	x
Équipement de télécommunication	97	x	x	x	x	x
Machines pour bureaux et commerces	26	3 355	87 051	146 161	292 249	122 203
Matériel électrique d'usage industriel	62	3 343	82 338	227 077	412 266	175 722
Fils électriques et de communication	12	2 156	66 310	216 057	345 205	129 255
Autres produits électriques	35	x	x	x	x	x
Produits en argile	19	858	17 302	22 758	53 726	32 771
Ciment	5	x	x	x	x	x
Produits en béton	100	2 147	47 141	83 685	194 061	110 954
Béton préparé	115	2 315	57 271	194 207	306 111	111 499
Verre et articles en verre	39	x	x	x	x	x
Abrasifs	4	x	x	x	x	x
Chaux	3	x	x	x	x	x
Autres produits minéraux non métalliques	89	x	x	x	x	x
Produits raffinés du pétrole	8	x	x	x	x	x
Autres produits du pétrole et du charbon	18	x	x	x	x	x
Produits chimiques d'usage industriel	31	3 481	125 558	897 935	1 187 057	268 446
Produits chimiques d'usage agricole	27	x	x	x	x	x
Plastiques et résines synthétiques	23	1 465	42 690	319 686	454 892	134 212
Produits pharmaceutiques et médicaments	45	6 573	183 900	449 024	1 150 821	717 620
Peintures et vernis	34	1 774	46 201	149 241	257 732	113 865
Savons et composés pour le nettoyage	41	1 250	29 310	70 862	149 352	78 394
Produits de toilette	37	4 196	102 641	225 574	577 210	354 423
Autres produits chimiques	96	x	x	x	x	x
Matériel scientifique et professionnel	136	x	x	x	x	x
Bijouterie et orfèvrerie	129	1 351	20 981	42 070	86 488	44 481
Articles de sport et jouets	89	4 591	80 660	329 041	536 844	206 404
Enseignes et étalages	129	1 786	33 468	42 038	114 453	72 133
Autres produits manufacturés	321	6 399	120 692	230 286	490 323	263 402

Source: Statistique Canada, Industries manufacturières du Canada: niveaux national et provincial (31-203).

Tableau 6

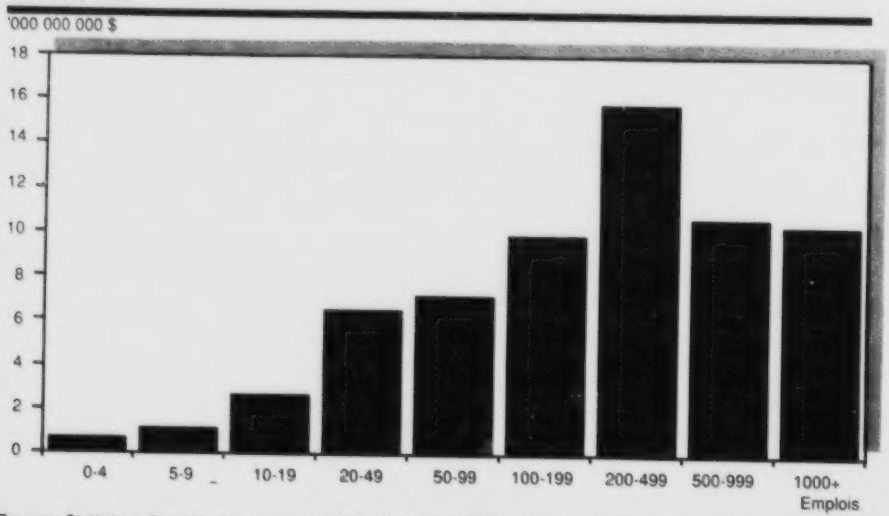
Statistiques principales du secteur manufacturier, selon la forme juridique, l'emploi et la valeur des expéditions, Québec, 1985

	Établissements	Employés	Salaires	Intrants	Expéditions	Valeur ajoutée
	n			'000 $		
Forme juridique	10 653	490 742	11 797 245	40 689 247	65 921 129	25 543 155
Particulier	1 166	4 585	56 109	103 582	204 105	100 640
Société	164	1 286	20 468	52 940	91 692	38 290
Compagnie incorporée	9 208	478 918	11 577 869	38 891 063	63 658 790	25 080 384
Coopérative	115	5 953	142 798	1 641 664	1 966 542	323 841
Emploi	10 653	490 742	11 797 245	40 689 247	65 921 129	25 543 155
0 - 4	2 771	6 184	94 603	382 344	671 467	288 613
5 - 9	1 997	12 952	208 721	645 734	1 094 766	449 857
10 - 19	1 883	25 955	451 148	1 628 199	2 619 970	987 155
20 - 49	2 035	63 835	1 181 350	4 026 602	6 511 516	2 497 797
50 - 99	970	67 238	1 342 024	4 263 821	7 113 717	2 878 765
100 - 199	558	76 206	1 607 037	6 181 837	9 868 924	3 730 259
200 - 499	321	94 446	2 337 581	10 645 748	15 846 543	5 416 519
500 - 999	86	59 538	1 779 209	6 186 550	10 696 435	4 382 965
1 000 et plus	32	62 490	2 092 093	5 612 068	10 275 008	4 804 787
Sièges sociaux	..	21 898	703 480	1 116 345	1 222 782	106 437
Valeur des expéditions	10 653	490 742	11 797 245	40 688 247	65 921 129	25 543 155
0 - 99 999 $	1 323	3 183	43 836	267 452	80 762	59 764
100 000 - 199 999 $	1 316	5 225	66 267	91 191	191 017	99 796
200 000 - 499 999 $	1 973	16 412	227 181	302 319	653 119	349 570
500 000 - 999 999 $	1 464	22 089	337 384	506 665	1 081 480	576 150
1 000 000 - 4 999 999 $	2 865	95 997	1 714 776	3 899 569	7 179 206	3 312 161
5 000 000 - 9 999 999 $	756	58 454	1 198 661	3 307 524	5 717 813	2 444 906
10 000 000 - 24 999 999 $	560	79 774	1 766 501	5 609 948	9 459 356	3 871 146
25 000 000 - 49 999 999 $	220	56 186	1 467 092	5 167 957	8 644 253	3 483 351
50 000 000 $ et plus	176	131 524	4 272 067	20 419 279	31 691 335	11 239 874
Sièges sociaux	..	21 898	703 480	1 116 345	1 222 782	106 437

Source: Statistique Canada, *Industries manufacturières du Canada: niveaux national et provincial* (31-203).

Figure 3

Expéditions du secteur manufacturier, selon la taille d'emploi des établissements, Québec, 1985



Source: Statistique Canada, *Industries manufacturières du Canada: niveaux national et provincial* (31-203).

Tableau 7

Statistiques principales du secteur manufacturier, selon le type d'entreprises et par groupe d'industries,
Québec, 1984

Type d'entreprises et groupe d'industries	Établissements	Employés	Salaires	Intrants	Expéditions	Valeur ajoutée
	n			'000 $		
Artisanales	**2 968**	**6 746**	**86 714**	**271 743**	**480 024**	**206 995**
Aliments	153	349	4 226	36 735	46 644	9 881
Boissons	5	10	170	3 810	5 870	2 346
Tabac	2	x	x	x	x	x
Produits en caoutchouc	4	x	x	x	x	x
Produits en matière plastique	69	171	2 417	7 471	12 742	5 271
Cuir et produits connexes	39	92	954	1 479	3 270	1 794
Textiles de première transformation	9	23	325	3 121	4 485	1 428
Produits textiles	60	131	1 807	6 175	10 799	4 676
Habillement	299	677	9 169	48 482	77 854	29 399
Bois	402	852	8 819	26 143	45 531	18 124
Meubles et articles d'ameublement	239	486	5 284	15 291	23 407	8 177
Papier et produits connexes	25	58	904	2 645	4 492	1 848
Imprimerie, édition et produits connexes	525	1 240	18 032	37 207	80 038	42 747
Première transformation des métaux	14	27	420	1 223	2 799	1 576
Produits métalliques (sauf du transport)	377	888	11 950	22 600	47 440	24 800
Machinerie (sauf électrique)	66	199	2 876	7 921	14 489	6 568
Matériel de transport	70	161	1 965	4 855	10 415	5 536
Produits électriques et électroniques	74	204	2 539	7 868	14 935	6 823
Produits minéraux non métalliques	97	x	x	x	x	x
Produits raffinés,pétrole et charbon	5	11	225	1 661	2 422	771
Produits chimiques	55	124	1 635	5 450	9 154	3 704
Autres industries manufacturières	379	x	x	x	x	x
Petites	**5 364**	**89 053**	**1 502 782**	**4 226 773**	**7 009 669**	**2 811 526**
Aliments	473	7 758	129 637	1 056 083	1 318 323	265 192
Boissons	45	830	17 095	40 703	73 521	33 139
Tabac	4	x	x	x	x	x
Produits en caoutchouc	21	x	x	x	x	x
Produits en matière plastique	138	2 598	42 602	134 661	224 616	89 154
Cuir et produits connexes	89	1 598	23 348	45 575	81 575	37 850
Textiles de première transformation	52	1 164	19 821	104 856	143 042	39 787
Produits textiles	160	2 967	42 706	93 956	169 866	75 821
Habillement	903	17 915	248 359	627 970	1 068 700	447 765
Bois	592	9 068	143 905	416 754	675 336	261 691
Meubles et articles d'ameublement	307	4 941	79 994	150 546	290 646	139 333
Papier et produits connexes	62	1 343	24 241	95 494	144 478	49 133
Imprimerie, édition et produits connexes	676	9 168	177 292	218 115	530 567	312 863
Première transformation des métaux	35	775	15 226	54 146	87 216	33 167
Produits métalliques (sauf du transport)	646	10 088	193 985	354 837	693 177	339 476
Machinerie (sauf électrique)	195	3 358	67 020	133 040	251 958	120 708
Matériel de transport	141	2 470	44 564	81 626	161 429	82 136
Produits électriques et électroniques	140	2 260	38 100	79 260	157 596	78 458
Produits minéraux non métalliques	200	x	x	x	x	x
Produits raffinés,pétrole et charbon	13	124	2 717	17 234	25 369	8 115
Produits chimiques	134	2 241	44 559	198 610	301 837	106 553
Autres industries manufacturières	338	x	x	x	x	x
Moyennes	**1 380**	**104 565**	**1 966 773**	**5 734 961**	**9 657 198**	**3 986 898**
Aliments	126	7 918	160 710	1 554 933	1 918 402	368 215
Boissons	21	1 277	30 954	96 866	176 216	83 602
Tabac	1	x	x	x	x	x
Produits en caoutchouc	6	x	x	x	x	x
Produits en matière plastique	40	3 024	58 680	177 463	290 379	115 806
Cuir et produits connexes	42	3 922	58 821	103 413	213 601	113 743
Textiles de première transformation	24	2 234	41 080	150 977	241 490	93 433
Produits textiles	50	4 139	69 866	204 365	338 948	135 816
Habillement	318	27 377	386 788	657 112	1 311 238	667 368
Bois	100	7 465	140 718	386 712	663 170	289 240

Tableau 7 (suite)

Statistiques principales du secteur manufacturier, selon le type d'entreprises et par groupe d'industries,
Québec, 1984

Type d'entreprises et groupe d'industries	Établissements	Employés	Salaires	Intrants	Expéditions	Valeur ajoutée
	n		'000 $			
Meubles et articles d'ameublement	70	6 068	110 634	176 083	382 300	212 224
Papier et produits connexes	41	3 427	78 034	229 262	382 742	157 426
Imprimerie, édition et produits connexes	86	5 861	142 341	217 118	491 372	276 134
Première transformation des métaux	19	1 872	40 790	79 116	162 981	82 691
Produits métalliques (sauf du transport)	104	7 419	162 022	338 669	654 623	318 891
Machinerie (sauf électrique)	55	4 440	103 468	213 774	422 727	214 622
Matériel de transport	26	1 811	42 036	94 182	173 089	78 151
Produits électriques et électroniques	58	4 598	88 616	308 462	494 314	181 200
Produits minéraux non métalliques	50	x	x	x	x	x
Produits raffinés,pétrole et charbon	4	135	3 342	29 461	40 909	11 455
Produits chimiques	70	3 596	83 335	363 410	608 963	249 900
Autres industries manufacturières	69	x	x	x	x	x
Grandes	**937**	**261 644**	**6 918 576**	**27 237 101**	**43 939 342**	**17 473 046**
Aliments	146	25 546	580 999	4 292 532	6 058 916	1 799 989
Boissons	16	6 662	205 847	415 663	978 770	566 389
Tabac	6	x	x	x	x	x
Produits en caoutchouc	7	x	x	x	x	x
Produits en matière plastique	25	3 090	67 738	211 937	384 697	176 758
Cuir et produits connexes	16	3 643	56 729	98 664	192 164	94 406
Textiles de première transformation	40	10 997	224 432	725 033	1 163 491	439 365
Produits textiles	28	7 791	151 683	458 646	762 048	304 511
Habillement	95	17 268	263 146	464 690	920 015	465 575
Bois	65	11 136	251 634	626 929	1 088 781	479 078
Meubles et articles d'ameublement	19	3 217	63 847	98 188	231 620	135 304
Papier et produits connexes	79	34 003	1 045 396	3 235 734	5 599 191	2 368 595
Imprimerie, édition et produits connexes	56	10 894	324 312	548 481	1 455 184	910 509
Première transformation des métaux	41	23 766	845 030	2 737 006	4 551 146	1 894 782
Produits métalliques (sauf du transport)	42	11 998	312 045	1 278 247	1 993 173	712 842
Machinerie (sauf électrique)	20	4 929	133 095	200 134	496 523	294 926
Matériel de transport	30	26 609	757 157	2 440 418	4 160 552	1 827 384
Produits électriques et électroniques	61	23 675	634 615	1 298 085	2 561 324	1 465 569
Produits minéraux non métalliques	47	x	x	x	x	x
Produits raffinés,pétrole et charbon	5	1 879	81 431	4 991 425	5 488 236	733 890
Produits chimiques	75	16 411	472 005	1 785 548	3 262 521	1 524 944
Autres industries manufacturières	18	x	x	x	x	x

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques des PME manufacturières au Québec*, édition 1987.

Tableau 8

Statistiques principales du secteur manufacturier, par région administrative et par groupe d'industries,
Québec, 1984

Région administrative et groupe d'industries	Établissements	Employés	Salaires	Intrants	Expéditions	Valeur ajoutée
	n		'000 $			
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	208	6 183	131 367	361 993	633 300	264 477
Aliments	46	1 974	32 423	118 573	165 286	46 187
Boissons	5	108	2 497	3 814	8 271	4 445
Bois	71	1 266	23 134	43 546	96 308	49 675
Meubles et articles d'ameublement	7	26	332	447	1 105	659
Papier et produits connexes	3	1 349	43 431	126 192	241 514	114 965
Imprimerie, édition et produits connexes	21	221	4 228	4 756	11 824	7 059
Machinerie (sauf électrique)	4	21	331	586	1 154	569
Matériel de transport	6	32	498	1 223	2 052	828
Autres	45	1 186	24 493	62 856	105 786	40 090

Tableau 8 (suite)

Statistiques principales du secteur manufacturier, par région administrative et par groupe d'industries, Québec, 1984

Région administrative et groupe d'industries	Établissements	Employés	Salaires	Intrants	Expéditions	Valeur ajoutée
	n			'000 $		
Saguenay—Lac-Saint-Jean	244	18 833	596 128	1 653 486	2 806 820	1 200 515
Aliments	35	832	17 087	154 264	195 331	40 485
Boissons	5	234	6 175	13 945	25 983	12 415
Habillement	6	76	854	1 142	3 060	1 917
Bois	70	4 072	83 376	146 372	330 473	186 784
Meubles et articles d'ameublement	7	18	200	336	574	238
Papier et produits connexes	9	4 394	134 869	389 794	703 657	314 779
Imprimerie, édition et produits connexes	31	357	7 242	11 395	26 556	15 162
Autres	81	8 850	346 325	936 238	1 521 186	628 735
Québec	1 413	49 187	1 025 782	4 261 558	6 785 338	2 598 208
Aliments	165	6 865	136 083	1 272 314	1 598 708	326 992
Boissons	8	220	4 956	17 674	36 254	12 980
Produits en matière plastique	27	904	17 248	38 604	73 940	36 629
Cuir et produits connexes	41	1 944	29 376	57 215	111 073	55 618
Textiles de première transformation	11	1 135	19 690	54 400	95 365	42 695
Produits textiles	18	445	6 996	17 581	32 317	15 227
Habillement	97	4 944	60 109	44 913	135 047	90 702
Bois	311	6 826	121 841	355 279	578 958	236 060
Meubles et articles d'ameublement	116	3 187	56 124	90 536	195 429	110 393
Papier et produits connexes	23	4 832	155 915	453 247	773 688	316 108
Imprimerie, édition et produits connexes	168	2 872	69 539	74 008	198 713	125 029
Première transformation des métaux	13	726	13 738	23 678	48 870	23 961
Produits métalliques (sauf du transport)	119	2 313	48 586	155 123	257 325	102 957
Machinerie (sauf électrique)	38	917	20 857	36 168	73 042	36 725
Matériel de transport	35	3 982	100 452	177 099	348 699	174 115
Produits électriques et électroniques	24	761	16 651	125 383	187 643	51 904
Produits chimiques	28	1 047	24 043	44 848	83 459	45 237
Autres	171	5 267	123 578	1 223 479	1 956 808	794 876
Trois-Rivières	859	36 200	798 390	2 743 985	4 527 602	1 787 007
Aliments	98	2 663	52 690	710 357	882 257	172 781
Boissons	12	339	7 959	19 767	36 596	16 833
Textiles de première transformation	13	2 631	56 975	151 743	241 975	92 518
Produits textiles	14	1 700	27 540	59 396	101 947	40 693
Habillement	91	3 853	47 213	41 576	111 959	70 838
Bois	147	2 806	48 880	140 086	226 553	90 106
Meubles et articles d'ameublement	90	1 812	30 483	54 305	111 303	57 153
Papier et produits connexes	25	8 323	255 574	785 186	1 411 661	627 377
Imprimerie, édition et produits connexes	70	1 516	31 633	51 354	115 499	64 298
Première transformation des métaux	9	1 617	53 225	220 668	351 547	121 457
Produits métalliques (sauf du transport)	75	1 522	32 557	107 520	180 736	73 309
Machinerie (sauf électrique)	43	1 578	32 168	45 973	111 292	65 508
Matériel de transport	33	544	9 913	25 222	45 475	20 466
Produits chimiques	22	1 138	31 450	123 311	216 621	91 294
Autres	117	4 158	80 090	207 121	382 181	182 376
Estrie	407	18 325	368 465	982 348	1 810 811	818 383
Aliments	43	1 156	22 942	139 210	222 808	81 855
Produits en matière plastique	8	376	7 757	22 180	37 002	15 348
Produits textiles	12	386	5 185	13 513	23 262	10 193
Habillement	53	2 737	34 135	46 607	115 621	68 597
Meubles et articles d'ameublement	13	301	4 914	15 033	32 103	17 392
Papier et produits connexes	7	2 373	69 673	220 028	371 155	153 875
Imprimerie, édition et produits connexes	41	923	19 949	31 211	66 981	36 059
Machinerie (sauf électrique)	9	909	20 591	69 215	115 620	46 114
Matériel de transport	10	440	8 436	25 140	40 256	15 258
Autres	211	8 724	174 883	400 211	786 003	373 694

Tableau 8 (suite)

Statistiques principales du secteur manufacturier, par région administrative et par groupe d'industries, Québec, 1984

Région administrative et groupe d'industries	Établissements	Employés	Salaires	Intrants	Expéditions	Valeur ajoutée
	n			000 $		
Montréal	**4 512**	**183 134**	**3 760 580**	**12 518 975**	**20 970 517**	**8 605 847**
Aliments	477	27 457	603 185	4 468 155	6 171 862	1 744 515
Boissons	50	7 760	229 943	494 099	1 114 176	633 493
Produits en caoutchouc	30	3 783	94 834	262 862	437 211	171 053
Produits en matière plastique	219	7 213	139 412	452 720	769 081	320 604
Cuir et produits connexes	127	6 414	96 535	166 095	330 357	166 341
Textiles de première transformation	91	7 789	152 709	587 548	916 723	346 234
Produits textiles	251	12 444	225 247	673 393	1 122 153	451 993
Habillement	1 350	50 858	756 572	1 650 015	2 978 106	1 357 792
Bois	370	5 535	98 966	319 239	530 395	211 889
Meubles et articles d'ameublement	382	9 207	165 698	277 958	580 746	303 995
Papier et produits connexes	129	11 158	275 347	890 755	1 421 564	532 701
Imprimerie, édition et produits connexes	966	20 568	517 959	821 274	2 076 660	1 261 087
Première transformation des métaux	70	12 948	404 173	1 454 862	2 521 483	1 104 150
Produits métalliques (sauf du transport)	869	24 203	542 455	1 089 950	2 115 696	1 036 357
Machinerie (sauf électrique)	227	8 851	217 432	372 670	828 829	459 674
Matériel de transport	175	25 934	724 577	2 384 459	4 058 260	1 779 618
Produits électriques et électroniques	293	27 172	680 858	1 445 263	2 773 077	1 522 901
Produits minéraux non métalliques	186	7 424	176 955	437 924	857 554	421 831
Produits chimiques	272	19 674	532 899	2 134 479	3 788 826	1 704 985
Autres industries manufacturières	592	11 849	217 396	571 877	1 067 308	504 722
Autres	31	3 969	142 501	4 321 800	4 719 876	579 576
Outaouais	**169**	**8 643**	**233 108**	**1 246 280**	**1 005 828**	**581 858**
Aliments	13	149	2 482	24 514	31 733	7 748
Habillement	10	354	4 381	8 239	14 950	6 827
Bois	56	1 594	30 855	78 353	121 341	50 256
Meubles et articles d'ameublement	12	145	2 300	2 860	7 280	4 410
Papier et produits connexes	6	3 976	129 509	413 523	740 676	332 686
Imprimerie, édition et produits connexes	22	330	7 279	23 142	41 040	17 469
Autres	50	2 095	56 302	695 649	848 808	162 462
Abitibi-Témiscamingue	**140**	**7 453**	**189 561**	**541 874**	**872 091**	**336 647**
Aliments	14	297	5 805	52 769	69 029	17 568
Boissons	3	54	1 378	2 828	5 619	2 790
Bois	55	4 194	95 800	266 371	410 893	148 109
Meubles et articles d'ameublement	5	13	130	327	472	144
Imprimerie, édition et produits connexes	14	194	3 549	5 523	12 818	7 277
Produits métalliques (sauf du transport)	15	97	1 801	4 619	8 052	3 468
Machinerie (sauf électrique)	8	191	4 454	8 422	18 172	10 006
Autres	26	2 413	76 644	201 015	347 036	147 285
Côte-Nord et Nouveau-Québec	**52**	**4 305**	**135 775**	**423 838**	**696 301**	**245 822**
Aliments	7	139	2 703	6 655	10 543	3 889
Meubles et articles d'ameublement	3	10	140	243	551	308
Imprimerie, édition et produits connexes	10	102	1 793	2 501	5 666	3 166
Produits métalliques (sauf du transport)	5	43	868	1 023	3 203	2 167
Autres	27	4 011	130 271	413 416	636 338	236 292
Le Québec	**10 649**	**484 883**	**11 178 303**	**37 892 848**	**61 537 263**	**24 507 163**

Source: Statistique Canada, *Industries manufacturières du Canada: niveau infraprovincial* (31-209).

Tableau 9

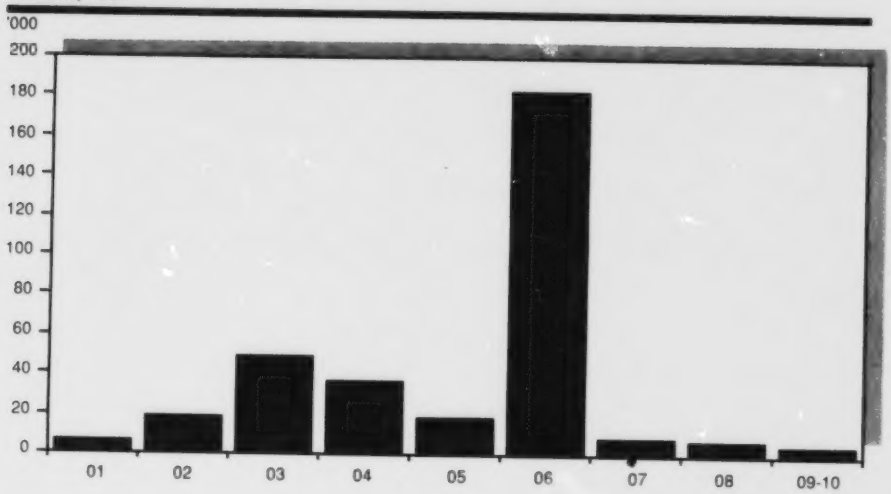
Statistiques principales du secteur manufacturier, selon le type d'entreprises, par région administrative, Québec, 1984

Type d'entreprises et région administrative	Établissements	Employés	Salaires	Intrants	Expéditions	Valeur ajoutée
	n			'000 $		
Artisanales	2 968	6 746	86 715	271 741	480 024	206 996
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	73	159	1 759	4 453	8 424	3 971
Saguenay—Lac-Saint-Jean	66	142	1 778	4 672	7 710	3 038
Québec	437	965	11 257	28 684	54 725	24 789
Trois-Rivières	232	499	5 610	20 236	33 000	12 764
Estrie	102	233	2 839	6 629	14 015	7 386
Montréal	1 940	4 505	60 637	199 400	348 796	149 361
Outaouais	57	112	1 267	3 415	6 114	2 699
Abitibi-Témiscamingue	44	98	1 135	3 390	5 633	2 243
Côte-Nord et Nouveau-Québec	17	33	433	862	1 607	745
Petites	5 364	89 053	1 502 782	4 226 774	7 009 668	2 811 527
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	91	1 431	21 389	54 725	87 570	31 513
Saguenay—Lac-Saint-Jean	127	1 718	28 743	96 155	148 445	52 717
Québec	681	11 174	190 197	613 489	962 790	353 238
Trois-Rivières	439	7 115	112 247	361 117	568 781	209 357
Estrie	218	3 519	54 585	138 575	238 614	100 062
Montréal	3 662	62 038	1 060 194	2 865 139	4 839 394	1 998 386
Outaouais	71	985	15 868	42 544	74 321	31 160
Abitibi-Témiscamingue	53	771	14 127	38 353	63 326	25 236
Côte-Nord et Nouveau-Québec	22	302	5 432	16 677	26 427	9 858
Moyennes	1 380	104 565	1 966 771	5 734 962	9 637 197	3 986 896
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	25	1 354	27 056	85 385	137 805	52 596
Saguenay—Lac-Saint-Jean	22	1 348	29 983	147 397	203 726	59 276
Québec	189	13 250	240 385	698 260	1 156 472	469 086
Trois-Rivières	113	7 937	146 589	491 385	806 536	316 855
Estrie	47	3 807	67 164	150 191	289 256	142 489
Montréal	950	74 932	1 417 053	4 036 455	6 863 820	2 867 974
Outaouais	18	1 308	24 974	59 524	104 403	46 556
Abitibi-Témiscamingue	11	563	11 711	60 662	86 609	29 181
Côte-Nord et Nouveau-Québec	5	66	1 856	5 703	8 570	2 883
Grandes	937	261 644	6 918 577	27 237 101	43 939 342	17 473 044
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	19	3 264	81 205	218 159	401 760	177 954
Saguenay—Lac-Saint-Jean	29	15 640	535 635	1 405 346	2 447 755	1 086 214
Québec	106	23 821	582 623	2 920 639	4 621 283	1 761 829
Trois-Rivières	76	20 690	534 298	1 967 750	3 242 300	1 275 041
Estrie	39	10 620	242 109	687 740	1 269 714	568 353
Montréal	607	171 424	4 461 104	18 041 669	28 979 117	11 584 656
Outaouais	21	6 242	190 832	1 140 965	1 621 486	501 791
Abitibi-Témiscamingue	32	6 035	162 721	454 209	736 137	284 802
Côte-Nord et Nouveau-Québec	8	3 908	128 050	400 624	619 790	232 404

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques des PME manufacturières au Québec*, édition 1987.

Figure 4

Emploi du secteur manufacturier, par région administrative, Québec, 1984



Source: Statistique Canada, *Industries manufacturières du Canada: niveau infraprovincial* (31-209).

Tableau 10

Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs, par région administrative, Québec, 1984

Région administrative	Atlantique	Québec	Ontario	Ouest	États-Unis	Autres pays	Total
				'000 $			
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	x	151 549	91 312	x	122 755	49 484	453 565
Saguenay—Lac-Saint-Jean	x	770 526	277 548	x	1 029 592	193 878	2 301 137
Québec	223 544	2 798 128	523 502	224 306	1 065 654	333 197	5 168 331
Trois-Rivières	69 490	1 246 843	674 291	101 490	940 377	109 844	3 142 335
Estrie	75 860	628 048	300 762	152 257	290 116	20 873	1 467 916
Montréal	1 431 215	16 358 004	6 429 164	2 328 448	5 273 294	1 495 915	33 316 040
Outaouais	27 705	818 939	258 260	67 312	499 416	65 033	1 736 665
Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord et Nouveau-Québec	5 972	378 473	196 901	1 972	662 082	27 490	1 272 890
Total	1 887 064	23 150 510	8 751 740	2 890 565	9 883 286	2 295 714	48 858 879

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs du Québec, 1982-1984.*

Tableau 11

Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs, par groupe d'industries, Québec, 1984

Groupe d'industries	Atlantique	Québec	Ontario	Ouest	États-Unis	Autres pays	Total
				'000 $			
Aliments	306 588	4 013 857	885 598	299 554	516 882	282 102	6 304 581
Boissons	8 521	731 141	60 710	15 070	x	x	942 715
Tabac	93 157	243 755	216 104	186 621	x	x	748 499
Produits en caoutchouc	9 293	93 856	209 017	52 383	137 638	7 081	509 268
Produits en matière plastique	41 908	410 534	200 731	38 301	46 516	7 038	745 028
Cuir et produits connexes	17 367	165 864	126 673	56 392	16 387	547	383 230
Textiles de première transformation	28 187	870 811	341 342	108 646	28 451	52 105	1 429 542
Produits textiles	44 039	401 558	350 918	162 806	29 856	17 073	1 006 250
Habillement	129 015	949 463	755 652	413 236	89 632	25 956	2 362 954
Bois	49 105	840 008	282 750	20 639	419 287	45 994	1 657 783
Meubles et articles d'ameublement	38 108	335 638	187 063	80 644	87 818	4 988	734 259
Papier et produits connexes	147 793	1 561 776	965 749	119 877	2 595 464	338 167	5 728 826
Imprimerie, édition et produits connexes	37 073	1 074 944	363 617	74 243	217 545	12 458	1 779 880
Première transformation des métaux	69 440	1 378 638	990 545	57 331	1 536 295	469 811	4 502 060
Produits métalliques (sauf du transport)	109 610	1 673 181	322 041	154 226	281 553	80 188	2 620 799
Machinerie (sauf électrique)	44 365	344 275	145 453	80 329	158 412	38 311	811 145
Matériel de transport	76 183	702 924	434 117	195 469	2 387 370	304 705	4 100 768
Produits électriques et électroniques	106 972	688 507	634 646	254 246	677 402	324 966	2 686 739
Produits minéraux non métalliques	56 446	505 915	89 669	26 052	127 673	18 899	824 654
Produits raffinés,pétrole et charbon	255 167	4 661 758	47 842	16 111	x	x	5 037 037
Produits chimiques	175 577	1 172 522	901 148	379 481	276 384	196 456	3 101 568
Autres industries manufacturières	43 150	329 585	240 355	98 908	106 581	22 715	841 294
Total	**1 887 064**	**23 151 510**	**8 751 740**	**2 890 565**	**9 883 286**	**2 295 709**	**48 858 879**

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Destination des expéditions des manufacturiers exportateurs du Québec, 1982-1984.*

13

Construction et logement

L'activité du secteur de la construction 599

La main-d'oeuvre et les entreprises 600

Définitions et note explicative 602

13

Liste des tableaux

1. Valeur globale des travaux de construction, selon la catégorie, Québec, 1984-1987 604

2. Répartition des permis de bâtir pour la construction résidentielle, par province, Canada, 1981-1987 605

3. Valeur des permis de bâtir émis, par province, Canada, 1981-1987 606

4. Répartition des permis de bâtir pour la construction résidentielle, par région administrative, Québec, 1985-1987 607

5. Valeur des permis de bâtir, par région administrative, Québec, 1985-1987 608

6. Taux d'inoccupation des immeubles d'habitation de certaines régions métropolitaines, Québec, 1981-1987 608

7. Logements mis en chantier et achevés, par province, Canada, 1984-1987 609

8. Indice des prix des logements neufs de certaines régions métropolitaines, Canada, 1985-1987 609

9. Évolution mensuelle du taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires d'un terme de cinq ans, Canada, 1981-1987 610

10. Emploi, rémunération et heures de travail dans l'industrie de la construction, Québec, 1981-1987 610

11. Heures de travail des salariés de la construction, selon la région de travail, Québec, 1981-1987 611

12. Heures de travail des salariés de la construction, selon la région de résidence et de travail, Québec, 1987 612

13. Nombre de salariés de la construction, selon la région de résidence, Québec, 1981-1987 612

14. Répartition des salariés de la construction, selon la région de domicile et le statut professionnel, Québec, 1987 613

15. Répartition des salariés de la construction, selon le nombre d'heures de travail, Québec, 1985-1987 613

16. Répartition des salariés de la construction, selon le salaire, le métier et le statut professionnel, Québec, 1987 614

17. Répartition des salariés de la construction, selon l'affiliation syndicale, Québec, novembre 1985 et 1987 614

18. Entreprises dans le secteur de la construction, selon la catégorie, Québec, 1984-1987 615

19. Répartition des employeurs de la construction, selon la catégorie et le nombre de salariés, Québec, 1987 615

20. Répartition des principaux groupes d'employeurs, selon le lieu du siège social, Québec, 1987 615

Liste des figures

1. Évolution de la valeur globale des travaux de construction, Québec, 1984-1987 **604**

2. Évolution des permis de bâtir émis à des fins résidentielles, Québec, 1981-1987 **606**

3. Total annuel des heures de travail des salariés de l'industrie de la construction, Québec, 1981-1987 **611**

13

Ce chapitre a été réalisé par Louis Piché et Jean Berselli, de la Direction des statistiques générales du Bureau de la statistique du Québec.

Ce chapitre décrit le secteur de la construction. Il fournit des données sur l'activité globale, la main d'oeuvre et les entreprises. Il contient aussi des renseignements sur le logement à savoir, le taux d'inoccupation, le nombre de logements mis en chantier, et l'indice des prix des logements neufs. Un des tableaux porte également sur l'évolution des taux hypothécaires au Canada.

L'activité du secteur de la construction

La conjoncture économique favorable qui règne au Canada et au Québec depuis quelques années a permis au secteur de la construction de prolonger la période de croissance amorcée en 1983. La tendance à la baisse des taux hypothécaires a été un facteur prépondérant dans le développement du secteur de la construction durant la période 1983-1987. En 1987, le secteur de la construction représente 5% de la valeur du produit intérieur brut du Québec, soit la même part qu'en 1986. C'est d'ailleurs la plus haute proportion atteinte depuis 1982.

De 1984 à 1987, la valeur globale des travaux de construction au Québec, passe de 11,8 à 18,1 milliards de dollars (pour 1987, il s'agit de données provisoires), ce qui constitue une hausse de 53,9%. La plus forte augmentation annuelle (22,4%) a eu lieu en 1985. Le niveau de 18,1 milliards atteint en 1987 est attribuable essentiellement à la hausse de la valeur des travaux de construction de bâtiments; en effet, celle-ci passe de 7,7 milliards de dollars, en 1984, à 14,0 milliards, en 1987, ce qui représente une augmentation de 81,1%. Alors que la valeur des travaux de construction de bâtiments résidentiels, commerciaux, institutionnels et autres augmente chaque année depuis 1984, celle du bâtiment industriel enregistre des baisses de 11,0%, en 1986, et de 4,2%, en 1987, après avoir connu une hausse de 29,1%, en 1985. On constate que la part de nouvelles constructions augmente régulièrement depuis 1984, année où ces dernières représentaient 75% de la valeur des constructions et où les réparations comptaient pour 25%. En 1987, la part consacrée aux nouvelles constructions est de 87,3% apres avoir été de 84,5%, en 1985, et de 85,6%, en 1986. La construction résidentielle représente 67,5% de la valeur globale des travaux de construction en 1987, alors qu'elle était de 60,7%, en 1982.

Quant à la valeur des travaux de génie, elle ne présente qu'une légère hausse de 2,3% au cours de la période 1984-1987. Contrairement au secteur du bâtiment, ce secteur connaît des périodes successives de hausse et de baisse: augmentation de 2,6%, en 1985, baisse de 6,7%, en 1986, et hausse de 6,9%, en 1987, pour atteindre 4,2 milliards, en 1987, ce qui représente 22,9% de la valeur globale des travaux de construction alors qu'en 1982, les travaux de génie représentaient 34,5% de cette valeur.

Après avoir connu une hausse de 46,2%, en 1986, le nombre de permis de bâtir émis au Québec pour la construction résidentielle augmente de 13,4%, en 1987, pour atteindre le chiffre de 75 614, ce qui constitue une augmentation de 215% par rapport à 1982, année où le nombre de permis émis ne dépassait pas 24 004. À l'échelle régionale, les régions de l'Estrie et de Montréal sont les plus dynamiques avec des hausses respectives de 25,2% et de 21,7%. Le nombre de permis émis dans la région de la Côte-Nord subit une baisse de 56,6%.

Au Canada, en 1987 le Québec se classe au 2e rang derrière l'Ontario, tant pour le nombre de permis de bâtir émis que pour la valeur de ces permis. Avec 8,1 milliards de dollars, soit une

progression de 37,6% par rapport à 1986, la valeur estimative des permis au Québec représente 26,2% du total des permis émis, la part de l'Ontario étant de 47,9%. En 1982, ces parts étaient respectivement de 16,7% et de 32,9%. Sur une base régionale, c'est la région de Trois-Rivières qui détient la plus forte hausse de la valeur des permis de bâtir en 1987 avec une augmentation de 114,8%, par rapport à 1986, puis la région du Saguenay—Lac-Saint-Jean avec 104,7%, la région de la Côte-Nord subissant une baisse à peu près égale à celle du nombre de permis émis dans cette région, soit 55,6%.

Après une hausse de 61,7%, en 1986, le nombre de permis de bâtir émis pour la construction d'appartements augmente seulement de 1,5%, en 1987. Cependant, à l'échelle régionale, les variations se font plus importantes, puisque d'une part, des baisses s'échelonnant entre 11,6% et 75% sont notées dans les régions de la Côte-Nord (-75%), de Trois-Rivières (-48,7%), du Nord-Ouest (-39,1%), du Saguenay—Lac-Saint-Jean (-35,7%), de l'Outaouais (-27%) et de Québec (-11,6%) et d'autre part, des hausses se situant entre 9% et 33,6% sont observées dans le Bas-Saint-Laurent—Gaspésie (33,6%), Montréal (12,5%) et l'Estrie (9%).

De toutes les grandes régions métropolitaines, Montréal est la seule où l'on enregistre une augmentation du nombre de permis de bâtir émis à des fins de construction d'immeubles d'habitation, alors que le taux d'inoccupation de ces immeubles augmente fortement, celui-ci ayant été multiplié par deux en 1987 (1,8% en 1986 contre 3,6% en 1987). Cependant, ce taux demeure le plus bas au Québec si on le compare aux autres grandes régions métropolitaines où les taux sont de 10,7% pour la région de Hull, de 10,5% pour celle de Chicoutimi-Jonquière, de 9,0% pour celle de Trois-Rivières et de 5,6% pour celle de Québec; toutes ces régions ont d'ailleurs connu une forte augmentation du taux d'inoccupation, en 1987.

Le Québec compte 74 179 mises en chantier, soit 30,1% de celles du pays en 1987; la part de l'Ontario est de 42,8%. Ce nombre a augmenté de 22,9% par rapport à 1986; toutefois, il reste moins élevé que la hausse de 29,1% enregistrée en Ontario.

On assiste aussi à une hausse de l'indice des prix de logements neufs au Québec en 1987 (1981 = 100). La région de Montréal se situe légèrement au-dessus de la moyenne canadienne avec une augmentation de 15% (14,1% au Canada), l'indice passant de 132,2 à 152,0. Quant à la région de Québec, elle se situe bien en dessous de la moyenne canadienne avec une hausse de 8,9%, l'indice passant de 133,3, en 1986, à 145,1, en 1987.

La main-d'oeuvre et les entreprises

À partir de 1983, le nombre de salariés dans le secteur de la construction croît régulièrement pour atteindre 105 066, en 1987, alors qu'il n'était que de 74 037, en 1983. Cette tendance se reflète également dans toutes les régions du Québec, en 1987, sauf dans celle de la Côte-Nord où l'emploi diminue de 24% par rapport à 1984. La même année, le nombre de salariés augmente de 17,9% relativement à 1986. Le nombre total d'heures de travail suit également une courbe ascendante. La progression se fait toutefois plus rapidement que dans le cas du nombre de salariés, le nombre d'heures de travail ayant augmenté de 57,2%, depuis 1983, et le nombre de salariés, de 41,9%.

Ce sont les régions de Montréal et de Québec qui emploient le plus grand nombre de salariés de la construction, et où l'on relève aussi le plus d'heures de travail. Ensemble, ces deux régions emploient 73,2% des travailleurs salariés (57,4% pour Montréal), et comptent 71,9% des heures de travail (58,9% pour Montréal).

En 1987, 74,4% des travailleurs de la construction sont des salariés qualifiés (61,2% de compagnons et 38,8% d'apprentis) et 25,6% sont des salariés non qualifiés. L'effectif le plus élevé des salariés qualifiés est formé par le groupe des charpentiers—menuisiers (32,4%); chez les non-qualifiés, les manoeuvres comptent pour 29% de la main-d'oeuvre.

Au cours de la même année, le salaire annuel moyen dans l'industrie de la construction augmente de 3,5% pour atteindre 18 580 $. Si l'on exclut l'année 1986, où il a régressé de 2,6%, le salaire annuel moyen qui s'élève à 14 956 $, en 1982, a continuellement augmenté depuis (24,2% en cinq ans). Cependant, 46,6% des salariés gagnent encore moins de 15 000 $, en 1987. Parmi les salariés qualifiés, ce sont les compagnons tuyauteurs qui ont le salaire moyen le plus élevé avec 31 514 $. Quant aux salariés non qualifiés, le groupe le mieux rénuméré est celui des monteurs de lignes d'énergie et de distribution avec 33 615 $.

La période de croissance que connaît le secteur de la construction ces dernières années se réflète également dans le nombre d'entreprises. En 1987, on en dénombre 16 508, ce qui représente une hausse de 21,1% depuis 1984. Les entreprises de charpenterie-menuiserie connaissent le taux de croissance le plus élevé avec 39,8% d'augmentation, par rapport à 1984.

Cette croissance en nombre ne va pas de pair avec la taille des entreprises. En effet, on constate qu'en 1984, les entreprises de cinq employés et moins représentent 83,3% de l'ensemble des entreprises du secteur de la construction, et qu'en 1987, cette proportion est de 81,8%. Quant aux entreprises de dix employés et moins, elles constituent 92,4% de l'ensemble, en 1984, et 91,7%, en 1987.

Définitions

Activité de la construction

Construction commerciale
Construction de magasins, entrepôts, garages, immeubles de bureaux, théâtres, hôtels, salons funéraires, salons de beauté et installations commerciales diverses: enseignes, affiches, chauffage, plomberie, etc.

Construction industrielle
Tout nouveau bâtiment destiné à la fabrication ou à la transformation de produits, ou relié aux secteurs d'activité suivants: transports, communications et autres services d'utilité publique, l'agriculture, la sylviculture, l'exploitation minière, y compris les installations de traitement des minéraux à la mine.

Construction institutionnelle et gouvernementale
Dépenses faites par les collectivités, les corps publics et les gouvernements pour la construction d'immeubles ou de bâtiments par exemple: écoles, universités, hôpitaux, cliniques, églises, foyers pour vieillards, pour aveugles, pour sourds-muets; bureaux de gouvernement ou d'administration publique et de la défense nationale; enfin, des bâtiments auxiliaires tels que dortoirs, résidences d'employés de service, presbytères, gymnases, chaufferies, buanderies et cafétérias d'hôpitaux, d'écoles ou d'universités.

Construction résidentielle
Nombre de logements construits sous forme de maisons unifamiliales, de chalets, de maisons jumelées ou de duplex, de maisons en rangée, d'immeubles d'habitation, et les transformations de bâtiments en nouveaux logements. Ce nombre correspond au nombre de logements indépendants ajoutés. Par exemple, un nouvel immeuble d'habitation de six logements comptera pour six nouveaux logements. Dans le cas de la transformation d'un bâtiment en logements additionnels, on ne tient compte que du nombre de nouveaux logements ajoutés.

Valeur de la construction non résidentielle
Valeur des permis de bâtir émis à l'égard des travaux de nouvelles constructions, de modifications et d'améliorations à des bâtiments destinés à des fins industrielles, commerciales, institutionnelles et gouvernementales.

Valeur de la construction résidentielle
Valeur des permis de bâtir émis à l'égard de tous les travaux de construction résidentielle, y compris les garages, les piscines, les modifications et les améliorations.

Logement

Chalet
Habitation saisonnière, telle que maison d'été et maison flottante.

Immeuble d'habitation
Bâtiment qui contient trois logements ou plus, notamment les triplex, les quadruplex, les duplex en rangée et les appartements proprement dits. Quel qu'en soit le nombre, les maisons de plain-pied qui font partie d'une construction non résidentielle sont également comptées.

Logement
Tout ensemble de pièces d'habitation distinct quant à la structure, avec entrée privée donnant sur l'extérieur ou sur un endroit commun à l'intérieur (corridor, vestibule, escalier). L'entrée doit donner accès au logement sans devoir passer par les pièces d'habitation d'une autre personne.

Logement achevé
Logement dont tous les travaux de construction projetés ont été exécutés.

Logement mis en chantier
Logement dont l'empattement est installé, c'est-à-dire que le béton a été coulé dans l'empattement, tout autour de l'immeuble en construction.

Maison en rangée
Logement individuel compris dans un bâtiment formé d'au moins trois logements côte à côte.

Maison jumelée ou duplex
Maison d'habitation à deux logements, attenants ou superposés.

Maison unifamiliale
Habitation à logement unique et indépendant de tout autre logement ou bâtiment.

Transformation
Nombre de logements ajoutés à la suite de la transformation d'un bâtiment déjà existant.

Main-d'oeuvre et entreprises

Artisan
Particulier qui fait affaire pour son propre compte et qui travaille seul, sans l'aide de salariés.

Ouvrier non qualifié
Ouvrier qui n'a aucune spécialité: on le retrouve comme manoeuvre, camionneur, monteur de lignes, etc.

Ouvrier qualifié
Personne pratiquant un métier réglementé par la Loi sur la formation et la qualification professionnelle de la main-d'oeuvre. Parmi ce groupe, on distingue les compagnons qui détiennent un certificat de qualification ou une attestation d'expérience et les apprentis qui possèdent un carnet d'apprenti pour un métier en particulier.

Note explicative

L'indice des prix des logements neufs mesure la variation des prix de vente des maisons neuves bâties par des constructeurs de grande ou de moyenne importance dans les régions métropolitaines. Les prix utilisés sont les prix de vente qui ont été convenus ou fixés entre le constructeur et l'acheteur au moment de la signature du contrat; ce sont ceux du milieu du mois. Ils englobent les coûts de la maison et du terrain viabilisé, sauf dans quelques régions, principalement au Québec où le coût de la viabilité est payé non pas à l'entrepreneur dans le prix d'achat, mais à la municipalité par la taxe foncière.

Constructions nouvelles dans les municipalités les plus importantes de la province.

MUNICIPALITÉS	Permis délivrés durant 1913		Permis délivrés durant 1912		Augmentation (1)
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur	
		$		$	$
Chicoutimi	50	294,150	85	426,000	— 131,850
Québec	341	1,939,781	232	987,709	952,072
Trois-Rivières	150	482,250	77	389,000	93,250
Shawinigan	.....	778,432	.....	304,200	474,232
Sherbrooke	.....	747,450	.....	1,100,000	— 352,550
St-Hyacinthe	65	137,000	37	182,000	— 45,000
Maisonneuve	414	2,466,823	361	2,579,740	— 112,917
Montréal	3,794	27,032,097	3,791	25,883,690	1,148,407
Westmount	149	2,009,544	158	1,845,283	164,261
Lachine	211	369,136	213	676,040	— 306,904
Outremont	.....	1,902,000	.....	1,582,490	319,510
Totaux	.....	38,158,663	.....	35,956,152	2,202,511

(1) Le signe (—) indique une diminution.

D'après *La Gazette du travail*, publiée à Ottawa, par le ministère fédéral du travail.

Source: Annuaire statistique, 1914, p. 372.

Tableau 1

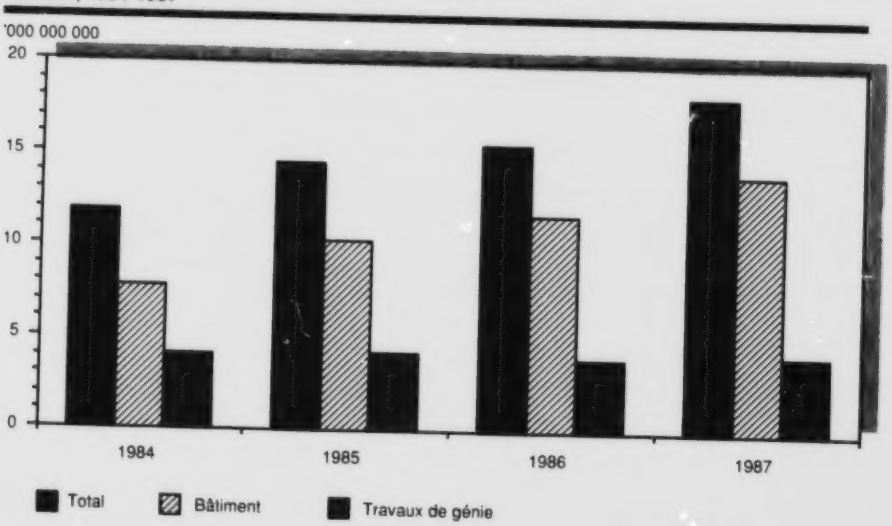
Valeur globale des travaux de construction, selon la catégorie, Québec, 1984-1987

Catégorie	1984			1985		
	Nouvelles constructions	Réparations	Total	Nouvelles constructions	Réparations	Total
	'000 $					
Bâtiments	5 785 577	1 928 456	7 714 033	8 661 563	1 584 072	10 245 635
Résidentiels	3 533 635	1 148 252	4 681 887	5 563 568	812 700	6 376 268
Industriels	632 958	197 373	830 331	895 437	176 205	1 071 642
Commerciaux	912 520	293 560	1 206 080	1 234 396	287 528	1 521 924
Institutionnels	400 398	213 694	614 092	559 978	224 509	784 487
Autres	306 066	75 577	381 643	408 184	83 130	491 314
Travaux de génie	3 414 065	651 541	4 065 606	3 444 106	725 957	4 170 063
Génie maritime	110 299	15 687	125 986	49 366	14 401	63 767
Construction de routes et de pistes d'envol	694 607	140 687	835 294	679 134	174 979	854 113
Canalisation et systèmes d'égout	500 714	95 988	596 702	946 034	41 454	987 488
Barrages et irrigation	37 351	5 280	42 631	26 641	6 536	33 177
Réseaux électriques	963 998	137 352	1 101 350	739 187	157 888	897 075
Voies ferrées, lignes téléphoniques et télégraphiques	207 161	117 215	324 376	234 015	184 774	418 789
Installations de gaz et de pétrole	406 405	63 539	469 944	223 163	78 095	301 258
Autres	493 530	75 793	569 323	546 566	67 830	614 396
Total	9 199 642	2 579 997	11 779 639	12 105 669	2 310 029	14 415 698

Source: Statistique Canada, *La construction au Canada, 1985-87* (64-201).

Figure 1

Évolution de la valeur globale des travaux de construction, Québec, 1984-1987



Source: Statistique Canada, *La construction au Canada, 1985-87* (64-201).

Catégorie	1986			1987p		
	Nouvelles constructions	Réparations	Total	Nouvelles constructions	Réparations	Total
	'000 $					
Bâtiments	10 012 138	1 678 113	11 690 251	12 199 905	1 771 184	13 971 089
Résidentiels	6 790 212	957 800	7 648 012	8 548 957	879 400	9 428 357
Industriels	772 489	181 391	953 880	706 297	207 703	914 000
Commerciaux	1 627 391	328 885	1 956 276	2 047 258	364 561	2 411 819
Institutionnels	577 237	222 446	799 683	574 130	232 054	806 184
Autres	244 809	87 591	332 400	323 263	87 466	410 729
Travaux de génie	3 242 378	646 538	3 888 916	3 403 716	754 497	4 158 213
Génie maritime	50 595	22 448	73 043	50 730	18 804	69 534
Construction de routes et de pistes d'envol	826 406	146 865	973 271	764 391	189 356	953 747
Canalisation et systèmes d'égout	575 822	38 320	614 142	540 002	70 773	610 775
Barrages et irrigation	42 270	5 245	47 515	36 402	5 434	41 836
Réseaux électriques	706 656	136 719	842 375	877 729	144 997	1 022 726
Voies ferrées, lignes téléphoniques et télégraphiques	269 251	150 157	419 408	330 282	171 766	502 048
Installations de gaz et de pétrole	175 347	79 674	255 021	184 831	76 617	261 448
Autres	597 031	67 110	664 141	619 349	76 750	696 099
Total	13 254 516	2 324 651	15 579 167	15 603 621	2 525 681	18 129 302

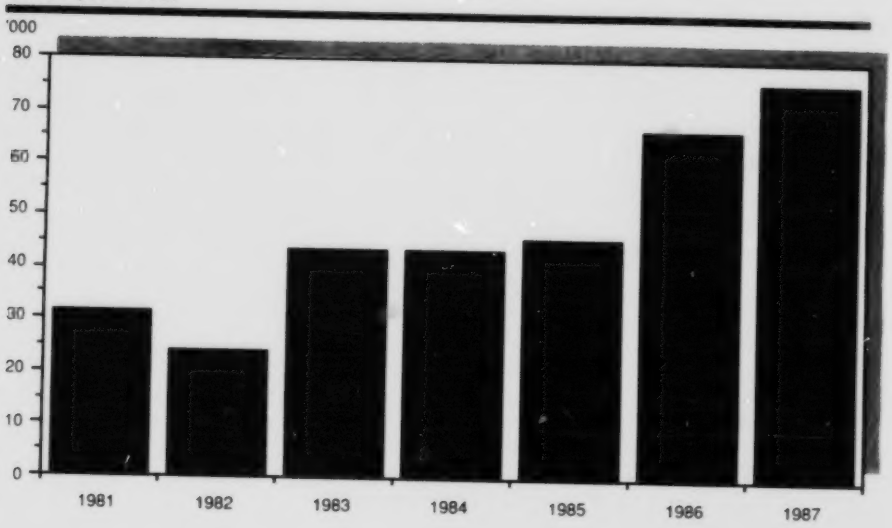
Tableau 2

Répartition des permis de bâtir pour la construction résidentielle, par province, Canada, 1981-1987

Province	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
	n						
Terre-Neuve	1 793	914	1 845	1 715	2 101	2 219	2 067
Île-du-Prince-Édouard	449	453	847	834	912	1 364	1 225
Nouvelle-Écosse	4 437	3 798	6 023	5 966	8 298	8 050	7 418
Nouveau-Brunswick	1 376	1 360	2 844	3 080	3 877	4 131	3 684
Québec	31 537	24 004	43 465	43 490	45 586	66 655	75 614
Ontario	53 801	38 313	53 068	49 167	69 614	86 372	108 367
Manitoba	2 721	2 556	5 228	6 099	7 226	8 403	7 721
Saskatchewan	6 293	5 477	7 088	4 778	4 854	5 917	4 253
Alberta	50 531	22 380	14 528	7 443	9 534	8 848	11 021
Colombie-Britannique	39 611	18 789	22 130	16 892	19 278	20 524	26 685
Yukon	171	109	117	118	140	176	339
Territoires du Nord-ouest	29	90	118	133	338	301	299
Canada	192 749	118 243	157 301	139 715	171 758	212 960	248 693

Source: Statistique Canada, *Permis de bâtir* (64-203).

Figure 2
Évolution des permis de bâtir émis à des fins résidentielles, Québec, 1981-1987



Source: Statistique Canada, *Permis de bâtir* (64-203).

Tableau 3
Valeur des permis de bâtir émis, par province, Canada, 1981-1987

Province	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
				'000 $			
Terre-Neuve	147 654	102 311	144 942	153 597	183 586	207 471	235 460
Île-du-Prince-Édouard	43 336	49 341	74 401	77 760	87 399	106 865	123 557
Nouvelle-Écosse	376 542	323 867	469 251	561 477	667 834	755 643	773 906
Nouveau-Brunswick	224 343	180 372	277 252	293 224	372 654	461 096	516 718
Québec	2 863 712	2 128 040	3 068 892	3 610 871	4 474 727	5 886 663	8 102 234
Ontario	5 429 605	4 211 137	5 349 869	6 274 317	8 392 642	11 359 496	14 833 699
Manitoba	340 842	266 121	432 531	528 508	696 384	809 764	862 679
Saskatchewan	574 839	430 489	613 476	569 594	548 342	741 497	666 105
Alberta	5 130 940	2 911 003	1 870 959	1 386 289	1 798 079	1 840 743	1 859 962
Colombie-Britannique	3 555 786	2 161 055	2 237 752	2 003 585	2 190 439	2 420 276	2 906 138
Yukon	36 513	18 301	15 170	23 834	30 966	57 536	49 770
Territoires du Nord-ouest	11 370	7 049	16 790	18 531	80 834	42 947	50 726
Canada	18 735 482	12 788 816	14 571 285	15 501 587	19 523 886	24 689 997	30 980 954

Source: Statistique Canada, *Permis de bâtir* (64-203).

Tableau 4

Répartition des permis de bâtir pour la construction résidentielle, par région administrative, Québec, 1985-1987

Région administrative	Logements						
	Constructions					Transformations	Total
	Maisons unifamiliales	Chalets	Maisons jumelées et duplex	Maisons en rangée	Immeubles d'habitation		
	n						
1985	17 426	216	2 134	1 429	22 024	2 357	45 586
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	408	8	40	6	246	104	812
Saguenay—Lac-Saint-Jean	744	46	304	36	626	209	1 965
Québec	2 502	39	342	257	3 773	678	7 591
Trois-Rivières	1 292	9	74	26	2 125	117	3 643
Estrie	546	11	67	45	886	67	1 622
Montréal	10 072	51	990	905	12 603	980	25 601
Outaouais	1 323	29	242	99	1 404	98	3 195
Nord-Ouest	398	9	69	24	340	100	940
Côte-Nord	132	12	6	31	-	4	185
Nouveau-Québec	9	2	-	-	21	-	32
1986	24 224	227	3 172	1 108	35 620	2 304	66 655
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	559	9	62	-	235	122	987
Saguenay—Lac-Saint-Jean	812	32	358	15	692	212	2 121
Québec	3 448	30	700	278	5 590	519	10 565
Trois-Rivières	1 583	12	119	13	2 419	146	4 292
Estrie	676	7	87	14	1 914	62	2 760
Montréal	15 192	35	1 387	617	23 127	967	41 325
Outaouais	1 316	81	314	144	1 186	87	3 173
Nord-Ouest	439	12	133	9	409	161	1 163
Côte-Nord	138	6	12	18	48	27	249
Nouveau-Québec	16	3	-	-	-	1	20
1987	30 760	356	3 618	1 804	36 161	2 915	75 614
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	544	18	69	12	314	112	1 069
Saguenay—Lac-Saint-Jean	900	77	298	8	445	182	1 910
Québec	4 290	41	848	345	4 939	445	10 908
Trois-Rivières	1 965	24	193	6	1 242	217	3 647
Estrie	1 044	21	76	80	2 086	149	3 456
Montréal	19 890	66	1 635	1 244	26 008	1 460	50 303
Outaouais	1 494	94	378	96	866	211	3 139
Nord-Ouest	538	8	115	4	249	137	1 051
Côte-Nord	78	3	4	9	12	2	108
Nouveau-Québec	17	4	2	-	-	-	23

Source: Statistique Canada, *Permis de bâtir* (64-203).

Tableau 5

Valeur des permis de bâtir, par région administrative, Québec, 1985-1987

Région administrative	Construction				
	Résidentielle	Industrielle	Commerciale	Institutionnelle et gouvernementale	Total
			'000 $		
1985	2 405 999	678 457	988 380	401 981	4 474 727
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	37 559	7 969	10 979	8 852	65 359
Saguenay—Lac-Saint-Jean	96 933	46 550	18 311	20 849	182 643
Québec	369 120	83 722	126 103	75 535	654 480
Trois-Rivières	170 362	20 292	56 338	18 102	265 094
Estrie	74 108	159 320	27 523	19 908	280 859
Montréal	1 407 079	341 329	611 243	227 637	2 587 288
Outaouais	189 072	3 416	115 591	18 803	326 882
Abitibi-Témiscamingue	44 794	10 991	16 371	5 833	77 989
Côte-Nord	14 963	4 593	4 856	6 201	30 613
Nouveau-Québec	2 009	275	1 065	171	3 520
1986	3 618 055	467 586	1 464 895	336 127	5 886 663
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	51 006	2 747	11 749	5 837	71 339
Saguenay—Lac-Saint-Jean	105 890	25 158	46 435	7 758	185 241
Québec	519 545	32 385	180 143	47 717	779 790
Trois-Rivières	200 902	82 943	65 614	19 269	368 728
Estrie	117 714	14 957	35 653	9 945	178 269
Montréal	2 343 774	286 312	1 045 838	194 589	3 870 513
Outaouais	202 754	15 155	52 909	11 138	281 956
Abitibi-Témiscamingue	54 344	6 815	17 058	7 613	85 830
Côte-Nord	20 456	520	8 713	31 187	60 876
Nouveau-Québec	1 670	594	783	1 074	4 121
1987	4 907 058	1 147 705	1 646 843	400 628	8 102 234
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	59 643	9 612	26 652	9 422	105 329
Saguenay—Lac-Saint-Jean	112 631	215 086	42 433	9 050	379 200
Québec	669 242	38 931	246 282	73 190	1 027 645
Trois-Rivières	222 168	448 981	84 177	36 698	792 024
Estrie	179 823	13 448	50 479	19 875	263 625
Montréal	3 382 551	342 176	1 085 445	230 664	5 040 836
Outaouais	207 800	53 105	60 122	16 367	337 394
Abitibi-Témiscamingue	59 848	24 477	37 807	3 269	125 401
Côte-Nord	11 662	1 736	12 142	1 482	27 022
Nouveau-Québec	1 690	153	1 304	611	3 758

Source: Statistique Canada, *Permis de bâtir* (64-203).

Tableau 6

Taux d'inoccupation des immeubles d'habitation[1] de certaines régions métropolitaines, Québec, 1981-1987

Année	Montréal	Québec	Chicoutimi—Jonquière	Hull	Trois-Rivières
			%		
1981	1.9	1.8	1.3	2.3	..
1982	2.7	4.8	4.7	0.5	4.8
1983	3.2	5.2	2.3	0.7	4.4
1984	2.5	1.9	1.7	0.8	2.2
1985	1.6	1.5	3.2	4.3	2.1
1986	1.8	3.2	9.0	8.2	6.7
1987	3.6	5.6	10.5	10.7	9.0

1. Immeubles de 6 logements et plus.

Source: Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Statistique du logement au Canada, Relevé des appartements inoccupés*, octobre 1984, 1985, 1986 et 1987.

Tableau 7

Logements mis en chantier et achevés, par province, Canada, 1984-1987

Province	1984		1985		1986		1987	
	Mis en chantier	Achevés	Mis en chantier	Achevés	Mis en chantier	Achevés	Mis en chantier	Achevés
	n							
Terre-Neuve	2 720	3 134	2 854	1 852	2 883	2 400	2 682	2 836
Île-du-Prince-Édouard	643	581	788	757	1 110	1 176	933	943
Nouvelle-Écosse	4 598	5 082	6 923	5 748	7 571	7 571	6 460	6 488
Nouveau-Brunswick	2 873	3 923	4 142	3 224	4 045	4 504	3 716	3 944
Québec	41 902	43 410	48 031	41 577	60 348	56 984	74 179	68 949
Ontario	48 171	54 642	64 871	50 590	81 470	69 567	105 213	88 609
Manitoba	5 308	5 865	6 557	5 081	7 699	7 341	8 174	7 627
Saskatchewan	5 221	5 722	5 354	5 653	5 510	5 072	4 895	5 640
Alberta	7 295	12 057	8 337	7 517	8 462	9 172	10 790	9 334
Colombie-Britannique	16 169	18 596	17 969	17 107	20 687	20 818	28 944	25 606
Canada	134 900	153 012	165 826	139 106	199 785	184 605	245 986	217 976

Source: Statistique Canada, *Logements mis en chantier et parachevés* (64-002).

Tableau 8

Indice des prix des logements neufs de certaines régions métropolitaines, Canada, 1985-1987

Région métropolitaine	1985	1986	1987
		1981 = 100	
St. John's, Terre-Neuve	105,2	107,6	112,9
St. John's-Moncton, Nouveau-Brunswick	122,3	126,7	132,8
Québec	124,9	133,3	145,1
Montréal	123,1	132,2	152,0
Ottawa-Hull	126,5	130,0	137,4
Toronto	100,4	117,1	147,7
Hamilton	123,0	135,5	158,3
St. Catharines-Niagara	124,6	140,2	157,8
London	111,9	127,3	147,8
Kitchener	123,3	141,2	161,5
Windsor	103,4	114,0	121,6
Halifax[1]	121,9	124,3	128,5
Winnipeg	119,2	126,8	134,2
Régina	109,0	112,7	116,8
Saskatoon	101,2	105,8	110,2
Calgary	83,7	90,7	94,2
Edmonton	79,8	85,6	89,2
Vancouver	73,2	73,6	77,0
Victoria	74,2	70,4	68,8
Canada	96,2	104,4	119,1

1. Avant 1985, l'indice était celui de la région métropolitaine de Thunder Bay.

Source: Statistique Canada, *Statistiques des prix de la construction* (62-007).

Tableau 9

Évolution mensuelle du taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires d'un terme de cinq ans, Canada, 1981-1987

Mois	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
				%			
Janvier	15,50	18,75	13,50	12,50	12,25	11,75	10,50
Février	15,50	19,50	13,50	12,50	13,25	12,00	10,50
Mars	16,00	19,50	13,50	13,25	13,25	11,50	10,00
Avril	17,00	19,50	13,25	13,50	12,50	11,00	11,00
Mai	18,50	19,50	13,00	14,50	12,25	10,50	11,25
Juin	18,75	19,75	13,00	14,50	11,75	11,00	11,25
Juillet	20,00	19,25	13,50	15,25	11,75	11,00	11,25
Août	21,75	18,25	14,00	14,25	11,75	11,00	11,50
Septembre	21,75	17,25	13,50	13,75	11,75	11,25	12,00
Octobre	20,25	15,75	13,00	13,50	11,75	11,25	11,50
Novembre	17,75	14,75	12,50	13,00	11,75	11,25	11,50
Décembre	17,75	14,75	12,50	12,50	11,50	11,00	11,75

Source: *Revue de la Banque du Canada*, 1984, 1987, 1988.

Tableau 10

Emploi, rémunération et heures de travail dans l'industrie de la construction, Québec, 1981-1987

Année	Salariés[1]	Heures de travail			Masse salariale[3]	Salaire annuel moyen
		Total	Supplémentaires[2]	Par salarié		
	n	'000 000		n	'000 000 $	$
1981	95 244	101,5	6,4	1 065	1 478	15 522
1982	78 360	74,0	3,3	944	1 172	14 956
1983	74 037	67,8	2,6	916	1 187	16 020
1984	76 429	74,1	2,8	970	1 326	17 356
1985	83 224	84,2	3,0	1 012	1 533	18 422
1986	89 142	87,9	3,0	986	1 600	17 949
1987	105 066	104,9	3,8	998	1 952	18 580

1. Salariés régis par le Décret de la construction et ayant travaillé au moins une heure dans l'année.
2. Incluses dans le total des heures de travail.
3. Incluant le salaire des congés payés et des jours fériés, de même que les différentes primes, à l'exception des frais de déplacement.

Source: Commission de la construction du Québec, *Analyse de l'industrie de la construction au Québec*, 1986 et 1988.

Tableau 11

Heures de travail des salariés de la construction, selon la région de travail, Québec, 1981-1987

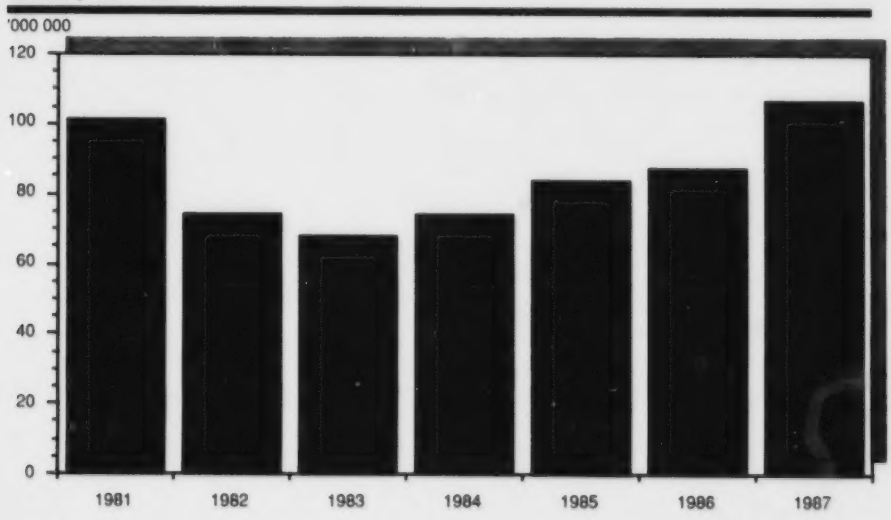
Région	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
				'000 000			
Est-du-Québec	2,4	1,8	1,8	2,3	2,4	2,0	2,0
Saguenay—Lac-Saint-Jean	5,4	3,2	2,6	3,5	3,6	3,4	3,4
Québec	11,6	9,7	11,3	10,6	11,7	11,8	13,9
Mauricie—Centre du Québec	6,8	4,1	3,3	4,5	5,9	5,5	5,7
Estrie	2,1	1,3	1,6	2,2	2,9	4,0	5,7
Montréal-Métropolitain	43,6	36,9	31,1	32,3	37,5	39,2	45,4
Sud-de-Montréal[1]	4,8	3,2	3,5	4,0	5,3	6,1	9,2
Nord-de-Montréal	4,3	3,4	3,3	3,5	4,2	5,1	8,1
Grand Montréal[2]	52,7	43,5	37,9	39,8	46,9	50,4	62,7
Outaouais	2,2	1,7	1,8	2,3	2,8	2,3	2,6
Abitibi-Témiscamingue	3,3	2,0	1,4	1,6	1,6	1,3	1,6
Baie-James	10,0	3,4	2,3	1,3	0,7	0,4	7,5
Côte-Nord	1,3	1,3	1,6	2,6	1,8	1,4	1,5
Total[3]	101,5	74,0	67,8	74,1	84,2	87,2	106,6[4]

1. Incluant, depuis 1981, la sous-région de Beauharnois, qui, auparavant, faisait partie de Montréal-Métropolitain.
2. Total de Montréal-Métropolitain, Sud-de-Montréal et Nord-de-Montréal.
3. Incluant les heures qui n'ont pu être attribuées à l'une ou l'autre des régions.
4. En raison de l'arrondissement des données, le total diffère de celui de la CCQ.

Source: Commission de la construction du Québec, *Analyse de l'industrie de la construction au Québec*, 1986 et 1988.

Figure 3

Total annuel des heures de travail des salariés de l'industrie de la construction, Québec, 1981-1987



Source: Commission de la construction du Québec, *Analyse de l'industrie de la construction au Québec*, 1986 et 1988.

Tableau 12

Heures de travail des salariés de la construction, selon la région de résidence et de travail, Québec, 1987

Région de résidence	Région de travail					
	Est du Québec	Saguenay—Lac-Saint-Jean	Québec	Mauricie—Centre du Québec	Estrie	Montréal-Métropolitain
	'000					
Est-du-Québec	1 304	13	62	8	78	130
Saguenay—Lac-Saint-Jean	15	3 122	89	7	61	134
Québec	562	90	13 219	178	260	360
Mauricie—Centre du Québec	9	56	160	5 279	375	435
Estrie	4	2	63	29	4 130	167
Montréal-Métropolitain	20	36	158	70	293	31 564
Sud-de-Montréal	7	12	53	49	275	4 432
Nord-de-Montréal	8	17	44	36	126	8 004
Outaouais	1	7	11	1	25	127
Abitibi-Témiscamingue	7	6	18	2	5	27
Côte-Nord	20	23	36	11	14	23
Extérieur	1	-	5	1	12	36
Le Québec[1]	1 958	3 386	13 920	5 671	5 655	45 439

1. Les totaux comprennent les heures qui n'ont pu être attribuées à l'une ou l'autre des régions.

Source: Commission de la construction du Québec, *Analyse de l'industrie de la construction au Québec*, 1988.

Tableau 13

Nombre de salariés de la construction, selon la région de résidence, Québec, 1981-1987

Région	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
	n						
Est-du-Québec	4 371	3 072	2 814	2 940	2 959	2 815	3 069
Saguenay—Lac-Saint-Jean	5 710	4 213	3 993	4 522	4 525	4 593	4 854
Québec	16 467	13 469	13 449	13 057	13 694	14 289	16 655
Mauricie—Centre du Québec	7 621	6 208	5 540	6 144	6 795	7 071	7 997
Estrie	2 924	2 170	2 240	2 772	3 224	4 004	4 708
Montréal-Métropolitain	31 271	27 360	24 832	24 680	27 672	30 340	35 341
Sud-de-Montréal[1]	8 335	6 884	6 519	6 486	7 559	8 502	10 966
Nord-de-Montréal	10 339	8 949	8 571	8 668	9 616	10 820	14 043
Grand Montréal[2]	49 945	43 193	39 922	39 834	44 847	49 662	60 350
Outaouais	2 523	2 067	2 124	2 766	3 041	2 863	3 131
Abitibi-Témiscamingue	2 760	1 871	1 685	1 673	1 701	1 610	1 955
Baie-James	39	23	7	36	28	45	42
Côte-Nord	2 334	1 744	1 955	2 378	2 048	1 743	1 808
Extérieur du Québec	545	328	308	307	361	446	497
Inconnue	5	2	-	-	1	-	-
Le Québec	95 244	78 360	74 037	76 429	83 224	89 142	105 066

1. Incluant, depuis 1981, la sous-région de Beauharnois, qui, auparavant, faisait partie de Montréal-Métropolitain.
2. Comprend Montréal-Métropolitain, Sud-de-Montréal et Nord-de-Montréal.

Source: Commission de la construction du Québec, *Analyse de l'industrie de la construction au Québec*, 1986 et 1988.

Région de résidence	Région de travail						
	Sud-de-Montréal	Nord-de-Montréal	Outaouais	Baie-James	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord	Total[1]
	'000						
Est-du-Québec	35	47	7	175	12	46	2 073
Saguenay—Lac-Saint-Jean	27	14	6	76	26	33	3 936
Québec	103	69	33	242	69	135	16 511
Mauricie—Centre du Québec	173	73	22	27	25	23	7 294
Estrie	81	7	23	8	7	1	4 809
Montréal-Métropolitain	2 747	2 115	36	58	34	33	38 594
Sud-de-Montréal	5 726	111	28	27	7	10	11 086
Nord-de-Montréal	241	5 605	233	34	17	12	14 987
Outaouais	5	21	2 063	6	4	1	2 376
Abitibi-Témiscamingue	4	6	16	23	1 378	1	1 538
Côte-Nord	16	10	2	55	14	1 198	1 498
Extérieur	1	2	110	-	3	-	175
Le Québec[1]	9 160	8 081	2 580	..	1 599	1 485	104 902

Tableau 14

Répartition des salariés de la construction, selon la région de domicile et le statut professionnel, Québec, 1987

Région	Salariés qualifiés			Salariés non qualifiés	Total	
	Compagnons	Apprentis	Total			
	n				n	%
Grand Montréal[1]	26 125	18 524	44 649	15 701	60 350	57,4
Québec	8 481	4 663	13 144	3 511	16 655	15,9
Autres[2]	13 263	7 164	20 427	7 634	28 061	26,7
Le Québec	47 869	30 351	78 220	26 846	105 066	100,0
%	45,6	28,8	74,4	25,6	100,0	..

1. Comprend Montréal-Métropolitain, Sud-de-Montréal et Nord-de-Montréal.
2. Comprend l'ensemble de la province, sauf les régions du Grand Montréal et de Québec.

Source: Commission de la construction du Québec, *Analyse de l'industrie de la construction au Québec*, 1988.

Tableau 15

Répartition des salariés de la construction, selon le nombre d'heures de travail, Québec, 1985-1987

Heures de travail	Salariés					
	1985		1986		1987	
	n	%	n	%	n	%
Moins de 500	20 920	25,1	23 215	26,0	28 651	27,3
500 - 999	20 696	24,9	22 715	25,5	25 156	23,9
1 000 - 1 499	19 750	23,7	20 672	23,2	22 723	21,6
1 500 - 1 999	19 495	23,4	20 507	23,0	25 312	24,1
2 000 ou plus	2 363	2,8	2 033	2,3	3 224	3,1
Moyenne annuelle des heures de travail	1 012	...	986	...	998	...
Total	83 224	100,0	89 142	100,0	105 066	100,0

Source: Commission de la construction du Québec, *Analyse de l'industrie de la construction au Québec*, 1986 et 1988.

Tableau 16

Répartition des salariés de la construction, selon le salaire, le métier et le statut professionnel, Québec, 1987

Statut	Tranches de salaire									Salaire annuel moyen
	Moins de 5 000 $	5 000 $ 9 999 $	10 000 $ 14 999 $	15 000 $ 19 999 $	20 000 $ 24 999 $	25 000 $ 29 999 $	30 000 $ 34 999 $	35 000 $ ou plus	Total	
	n									$
Salariés qualifiés	12 540	11 126	10 104	8 523	8 441	7 447	7 096	12 943	78 220	..
Compagnons	5 193	4 047	4 530	4 817	5 277	5 603	6 099	12 303	47 869	24 241
Apprentis	7 347	7 079	5 574	3 706	3 164	1 844	997	640	30 351	12 633
Charpentier - Menuisier	4 500	4 398	3 957	3 012	2 762	2 349	2 145	2 191	25 363	..
Compagnons	1 603	1 413	1 497	1 575	1 707	1 754	1 900	2 133	13 629	21 459
Apprentis	2 897	2 985	2 460	1 439	1 055	595	245	58	11 734	11 502
Électricien	1 378	1 394	1 131	1 130	1 193	1 053	1 095	2 935	11 310	..
Compagnons	492	437	486	520	581	695	886	2 887	6 894	28 374
Apprentis	886	957	645	610	612	358	209	49	4 326	13 898
Tuyauteur	904	898	930	674	757	728	897	3 116	8 704	..
Compagnons	328	267	277	307	346	404	644	2 719	5 292	31 514
Apprentis	576	631	453	367	411	324	253	397	3 412	17 740
Opérateur d'équipement lourd	904	504	512	577	615	567	349	311	4 339	..
Compagnons	691	393	402	493	529	521	316	294	3 639	18 189
Apprentis	213	111	110	84	86	46	33	17	700	12 921
Peintre	974	794	653	480	409	328	326	..	4 035	..
Compagnons	400	308	377	315	304	296	314	68	2 382	17 329
Apprentis	574	486	276	165	105	32	12	..	1 653	8 995
Briqueteur - Maçon	666	687	665	627	536	371	313	236	4 071	..
Compagnons	305	243	273	380	395	315	286	228	2 425	19 958
Apprentis	361	414	392	247	141	56	27	8	1 646	11 606
Autres	3 214	2 481	2 456	2 021	2 169	2 051	1 971	4 017	20 398	..
Compagnons	1 374	986	1 218	1 227	1 415	1 618	1 753	3 974	13 518	25 679
Apprentis	1 840	1 495	1 238	794	754	433	218	43	6 880	12 324
Salariés non qualifiés	7 453	4 091	3 606	3 039	2 619	2 387	1 443	2 208	26 846	15 210
Manoeuvre	1 949	1 278	1 291	1 023	849	808	398	188	7 784	13 975
Manoeuvre spécialisé	1 199	1 178	1 231	1 207	1 071	961	493	251	7 591	16 385
Conducteur de camion	98	56	65	58	62	44	39	31	453	16 716
Soudeur	136	71	63	61	68	87	106	343	935	26 897
Monteur de lignes d'énergie et de distribution	68	56	60	89	111	125	129	814	1 452	33 615
Autres	4 003	1 452	896	601	458	362	278	581	8 631	10 849
Total	19 993	15 217	13 710	11 562	11 060	9 834	8 539	15 151	105 066	18 580

Source: Commission de la construction du Québec, *Analyse de l'industrie de la construction au Québec*, 1988.

Tableau 17

Répartition des salariés de la construction, selon l'affiliation syndicale[1], Québec, novembre 1985 et 1987

Affiliation syndicale	1985	1987
	%	
Centrale des syndicats démocratiques	8,7	9,6
Confédération des syndicats nationaux	18,5	16,7
Syndicat de la Côte-Nord	1,1	1,2
Conseil provincial québécois des métiers de la construction	29,6	31,3
Fédération des travailleurs du Québec	42,1	40,9
Total	100,0	100,0

1. Selon les résultats des votes d'adhésion syndicale.

Source: Commission de la construction du Québec, *Analyse de l'industrie de la construction au Québec*, 1988.

Tableau 18

Entreprises dans le secteur de la construction, selon la catégorie, Québec, 1984-1987

Catégorie	1984	1985	1986	1987
		n		
Travaux généraux	4 049	4 140	4 461	5 097
Charpenterie-menuiserie	1 633	1 754	1 932	2 282
Électricité	1 695	1 741	1 731	1 887
Excavation	978	994	975	1 097
Tuyauterie	983	974	1 014	1 054
Maçonnerie	861	865	890	999
Peinture	722	757	784	887
Autres[1]	2 716	2 818	2 879	3 205
Total	13 637	14 043	14 666	16 508

1. Excluant les artisans qui, depuis le 1er août 1982, ne sont plus tenus de fournir un rapport mensuel de leurs activités.

Source: Commission de la construction du Québec, *Analyse de l'industrie de la construction au Québec*, 1988.

Tableau 19

Répartition des employeurs de la construction, selon la catégorie et le nombre de salariés, Québec, 1987

Catégorie	Salariés								Moyenne du nombre de salariés par employeur
	1 - 5	6 - 10	11 - 25	26 - 50	51 - 100	101 - 200	201 - 500	501 et plus	
				n					
Travaux généraux	4 043	586	324	82	42	12	7	1	5,6
Charpenterie-menuiserie	2 037	156	63	15	9	2	-	-	3,3
Électricité	1 569	168	99	32	15	2	1	1	5,0
Excavation	903	100	69	23	3	-	-	-	4,2
Tuyauterie	798	117	86	30	21	2	-	-	6,2
Maçonnerie	814	112	52	15	6	-	-	-	4,5
Peinture	789	72	20	4	2	-	-	-	3,2
Autres	2 859	328	219	58	27	8	5	-	5,5
Total	13 512	1 639	932	259	125	26	13	2	4,9
%	81,8	9,9	5,6	1,6	0,8	0,2	0,1	-	...

Source: Commission de la construction du Québec, *Analyse de l'industrie de la construction au Québec*, 1988.

Tableau 20

Répartition des principaux groupes d'employeurs[1], selon le lieu du siège social, Québec, 1987

Région	Travaux généraux	Charpenterie-menuiserie	Électricité	Excavation	Tuyauterie	Maçonnnerie	Peinture	Autres	Total
				n					
Est-du-Québec	258	18	80	54	30	23	31	137	631
Saguenay—Lac-Saint-Jean	247	23	62	51	39	34	23	126	605
Québec	973	247	268	152	139	124	139	505	2 547
Mauricie—Centre du Québec	454	136	133	85	73	84	61	209	1 235
Estrie	247	110	74	73	48	35	39	121	747
Montréal-Métropolitain	851	380	395	158	275	216	207	724	3 206
Sud-de-Montréal	891	617	352	225	184	203	183	557	3 212
Nord-de-Montréal	864	664	396	218	197	226	155	616	3 336
Grand Montréal[2]	2 606	1 661	1 143	601	656	645	545	1 897	9 754
Outaouais	139	62	62	35	25	30	27	84	464
Abitibi-Témiscamingue	91	14	39	21	23	12	9	40	249
Côte-Nord	55	6	22	20	10	7	11	43	174
Extérieur	27	5	4	5	11	5	2	43	102
Le Québec	5 097	2 282	1 887	1 097	1 054	999	887	3 205	16 508

1. Excluant les artisans.
2. Comprend Montréal-Métropolitain, Sud-de-Montréal et Nord-de-Montréal.

Source: Commission de la construction du Québec, *Analyse de l'industrie de la construction au Québec*, 1988.

14

Transports

Le système de transport: une vue d'ensemble	621
Le transport routier	623
Le transport aérien	625
Le transport ferroviaire	626
Le transport maritime	627
Le transport par pipeline	628
L'entreposage	628
Conclusion	629

14

Liste des tableaux

1. Produit intérieur brut, au coût des facteurs, de l'industrie du transport et de l'entreposage, Québec, 1981-1986 **631**

2. Produit intérieur brut de l'industrie du transport, Canada, 1981-1987 **631**

3. Investissements dans l'industrie du transport, Québec, 1981-1986 **631**

4. Répartition des personnes employées dans l'industrie du transport, Québec, 1983-1987 **634**

5. Dépenses moyennes annuelles de transport des familles urbaines, Québec, Montréal, Canada, 1984-1986 **634**

6. Évolution des dépenses du ministère des Transports, par programme, Québec, 1982-83 à 1987-88 **635**

7. Répartition des titulaires de permis de conduire, selon l'âge et le sexe, Québec, 1983-1987 **635**

8. Nombre de véhicules en circulation, selon la classe d'immatriculation, Québec, 1983-1987 **636**

9. Répartition des accidents, selon le type de véhicule et la nature des accidents, Québec, 1987 **637**

10. Principaux indicateurs économiques relatifs au transport par taxi, Québec, 1985 **638**

11. Recettes d'exploitation des entreprises de transport en commun, par type de services, Québec, 1986 **639**

12. Volume des marchandises transportées par camion pour compte propre et compte d'autrui, Québec, 1984-1986 **540**

13. Trafic aérien des aéroports québécois, vols à horaire fixe, Québec, 1986 **640**

14. Activités des principaux aéroports, services à horaire fixe, Canada, 1986 **641**

15. Répartition des passagers par catégorie de liaisons aériennes, Québec, 1982-1986 **641**

16. Volume des marchandises transportées par chemin de fer, par région, Canada, 1980-1986 **642**

17. Volume des marchandises transportées par chemin de fer, par catégorie, Québec, 1986 **642**

18. Volume des marchandises transportées par eau, par région, Canada, 1980-1986 **643**

19. Trafic maritime des marchandises, par port, Québec, 1986 **643**

20. Volume des marchandises manutentionnées dans les ports, par catégorie, Québec, 1986 **644**

Liste des figures

1. Investissements des entreprises de transports privées et publiques, Québec, 1981-1986 632

2. Taux annuel d'inflation, 1981-1987 633

3. Nombre d'accidents selon l'âge des conducteurs, Québec, 1983-1987 637

4. Évolution du nombre de passagers du transport en commun urbain, 1978-1986 638

5. Recettes d'exploitation par type de marchandises transportées, Québec, 1986 639

6. Quelques éléments du réseau de transport 645

14

Ce chapitre a été réalisé par Jocelyne Saint-Amant et Robert Gosselin, du Service de la statistique et de l'économie des transports du ministère des Transports.

L'évolution actuelle du marché, l'accord canado-américain de libre-échange et l'adoption, en 1987, de la *Loi nationale concernant les transports*, voilà autant de facteurs susceptibles de modifier notre système de transports. La loi sur les transports vise à stimuler la concurrence en laissant jouer les lois du marché. Cela devrait se traduire pour les entreprises par de nouveaux prix et tarifs, de nouveaux services et une plus grande efficacité.

Ce chapitre sur les transports est divisé en sept sections. La première donne une vue d'ensemble des principaux agents économiques reliés aux transports (entreprises, ménages, pouvoirs publics). Les cinq sections suivantes portent chacune sur un mode de transport en particulier (routier, aérien, ferroviaire, maritime, pipeline) et en font ressortir les caractéristiques. La dernière section, enfin, traite d'une activité connexe au transport, l'entreposage.

Pour conclure, une synthèse regroupe les principaux éléments du réseau de transport dans la province.

Le système de transport: une vue d'ensemble

Le système de transport au Québec se compare avantageusement à celui de tout pays industrialisé. Il fait appel à de nombreux agents économiques aux rôles variés, soit:
—les entreprises de services de transport;
—les entreprises relevant d'autres catégories économiques que le transport;
—les ménages;
—les pouvoirs publics;
—les entreprises d'entreposage;
—les entreprises de fabrication de matériel de transport.

Exception faite des deux dernières, chaque catégorie fait l'objet d'une brève analyse.

Les entreprises de services de transport

Le produit intérieur brut (PIB) du transport est la valeur ajoutée par les entreprises de services de transport, les seules entreprises autorisées à transporter des personnes ou des marchandises contre rémunération. En 1986, leur valeur ajoutée au Québec est de l'ordre de 4,5 milliards de dollars, soit près de 4,4% du PIB du Québec. On note une légère tendance à la baisse de cet indicateur, qui pourrait être due, en grande partie, à une augmentation de la productivité et à la rationalisation.

On ne connaît pas la part de chaque mode de transport dans la formation du PIB du transport au Québec. Les données sur le PIB du transport au Canada peuvent toutefois servir d'indice. On observe ainsi une nette prédominance du transport routier par camion, suivi du transport ferroviaire et du transport aérien. Viennent ensuite le transport par pipeline et le transport maritime. Notons qu'au Québec, la part du transport par pipeline est probablement inférieure à celle du transport maritime, compte tenu de la faible étendue du réseau dans la province.

La position des différents modes de transport n'est pas la même dans le cas des investissements. En 1986, le transport ferroviaire vient nettement en tête avec 36,9% de l'investissement total des entreprises de transport privées et publiques, qui s'élève à 1,4 milliard de

dollars. Cela s'explique en très grande partie par le fait que les compagnies ferroviaires ont la charge entière de leurs infrastructures. Le transport terrestre de personnes se distingue lui aussi par de forts investissements (20,7% des dépenses totales), ce qui traduit la priorité accordée aux transports collectifs urbains. Le transport aérien vient au troisième rang et le transport routier par camion (pour compte d'autrui), au quatrième, avec respectivement 17,9% et 13,1% du total des investissements. Ils sont suivis du transport maritime, dont la faiblesse au chapitre des investissements est symptomatique d'une forte présence étrangère dans le transport international. Notons enfin la baisse très marquée des investissements dans le transport par pipeline, en raison de la fin de la construction, en 1985, des conduites de gaz naturel. De 147,4 millions de dollars en 1981, ils sont tombés à 11,4 millions en 1986.

Les nouvelles immobilisations sont peut-être un meilleur indicateur du potentiel de croissance que l'ensemble des investissements. Ainsi, si on ne tient compte que des dépenses en immobilisations, on constate que le transport ferroviaire cède le pas au transport terrestre de personnes. Les dépenses du premier s'élèvent à 135,1 millions de dollars et celles du second, à 168,5 millions. Les autres modes ne présentent pas de différences significatives.

L'emploi est une autre variable importante. Le nombre d'employés connaît une certaine remontée en 1987 (108 323), après être tombé de 116 735 à 106 403 entre 1983 et 1986. Ce redressement est attribuable au transport routier par camion —seul mode en progression— qui enregistre une augmentation de près de 4 700. Les autres modes sont stables, sinon en déclin. Le recul est particulièrement sensible pour le transport ferroviaire et l'entretien des routes, qui perdent respectivement 4 000 et 5 300 emplois sur l'ensemble de la période. Enfin, ces données n'incluent pas les entrepreneurs individuels. Les camionneurs qui louent leurs services et leurs équipements à des entreprises de plus grande taille risquent donc d'être exclus du total de la main-d'oeuvre.

Les entreprises relevant d'autres catégories économiques que le transport

Il est difficile de mesurer l'activité liée au transport des entreprises n'appartenant pas à ce secteur. Elles combient leurs besoins de déplacement soit en utilisant leur propre parc de véhicules, soit en faisant appel à des entreprises de services de transport. Dans le premier cas, les enquêtes ne couvrent qu'une partie de l'activité et dans le second cas, les données provinciales sont à peu près inexistantes, car la plupart des entreprises de services de transport exercent leur activité à l'échelle canadienne.

Les ménages

Une bonne part des dépenses en transport des ménages sont le fait des familles urbaines. Le transport privé représente 90,7% de leurs dépenses annuelles en transport. Ce taux est encore plus élevé à Québec, mais légèrement inférieur à Montréal, en raison de l'important réseau de transport en commun en place. En moyenne, les dépenses de transport privé se répartissent à peu près également entre l'achat de véhicules (47,7%) et les frais d'utilisation (52,3%). L'essence reste la principale dépense d'utilisation, suivie des réparations, de l'entretien et des assurances.

De 1984 à 1986, les dépenses moyennes de transport ont très peu augmenté à Québec, soit de 1,3% par année. À Montréal, ce taux s'élève à 7,2%, tandis que pour l'ensemble des principales villes du Canada, il atteint 10,6%. Cette différence est principalement attribuable à l'achat de véhicules.

Bien que les transports publics et privés aient suivi la tendance à la baisse de l'inflation depuis 1983, le taux d'inflation est resté sensiblement plus élevé dans les transports publics (plus de 10% en 1986). Cela s'explique, en grande partie, par les hausses tarifaires dans le transport urbain. Du côté privé, c'est l'essence qui, pour une bonne part, a contribué à la hausse des taux d'inflation entre 1981 et 1982, années où ils ont été beaucoup plus élevés que ceux de l'indice global. Depuis 1983, ils se maintiennent sous la barre des 5%.

Les pouvoirs publics

Les gouvernements, fédéral et provincial, et les municipalités interviennent à divers titres dans le secteur des transports, qu'il s'agisse de la construction d'infrastructures, de l'octroi de subventions, de la réglementation ou de certaines activités liées aux transports, telle la surveillance routière.

Le transport interprovincial et international est du ressort du gouvernement fédéral, dont relèvent également, en grande partie, les transports maritime, aérien et ferroviaire. Le camionnage extra-provincial est aussi de sa compétence, mais l'administration en est laissée aux provinces.

De son côté, le gouvernement provincial a, entre autres responsabilités, la charge d'une partie de l'infrastructure routière et du financement des transports collectifs urbains. Le Régime d'assurance-automobile relève également de sa compétence. Le tableau 6 présente les dépenses du ministère des Transports du Québec. La plus grande part du budget est consacrée à la construction et à la conservation du réseau routier (47,2% du budget 1987-88), bien que les dépenses de ces deux programmes n'aient pas progressé depuis 1982. Soulignons la priorité accordée dernièrement à la réhabilitation du réseau. Les transports terrestre et scolaire sont les deux autres programmes budgétaires les plus importants. Ils comptent pour une large part (75,6%) dans l'augmentation des dépenses du Ministère entre 1982 et 1987. Pendant cette période, leurs dépenses se sont accrues de 128,5 millions de dollars, contre 169,9 millions pour l'ensemble des programmes. Plus de 90% de leurs dépenses vont en subventions aux commissions de transport et aux commissions scolaires. Quant à la Régie de l'assurance automobile, notons que ses recettes atteignent 825,1 millions de dollars en 1986.

Enfin, la gestion du réseau routier urbain, le contrôle de la circulation et l'administration du transport en commun relèvent des administrations municipales, des communautés urbaines et des municipalités régionales de comté (MRC).

Le transport routier

En 1987, les gouvernements fédéral et provincial ont adopté de nouvelles lois relatives au transport routier, soit la *Loi nationale concernant les transports*, la *Loi sur le camionnage au Québec* et la *Loi concernant les transports routiers effectués par des entreprises extra-provinciales*. De plus, plusieurs modifications ont été apportées au Code de la sécurité routière.

Les statistiques suivantes, qui portent sur les permis, les immatriculations, les accidents de la route et l'infrastructure routière, donnent une vue d'ensemble du système routier. Viennent ensuite les sections consacrées au transport de personnes et au transport de marchandises.

Quelques statistiques générales

En 1987, on compte près de 3,85 millions de titulaires de permis de conduire au Québec. Depuis les cinq dernières années, le taux d'augmentation annuelle moyen est presque deux fois plus élevé chez les femmes (3,6%) que chez les hommes (1,4%). Malgré cela, ces derniers possèdent 57,1% du total des permis en 1987. Les données montrent également que 81% de la population en âge de posséder un permis de conduire en a un et que c'est le groupe des 35-44 ans qui en détient la plus grande proportion (9 personnes sur 10).

En 1986 et 1987, la reprise économique entraîne une croissance importante du nombre de véhicules immatriculés, soit des hausses de 5,7% et 5,3%. Les véhicules commerciaux, en particulier, connaissent une forte augmentation en 1986 (10,4%) et une hausse encore plus

importante en 1987 (35,2%), attribuable, en grande partie, à l'assimilation, cette même année, de certains véhicules de promenade à la catégorie des véhicules commerciaux. Conséquence de cette modification: les voitures de promenade n'augmentent que de 2,6% en 1987, contre 5,5% en 1986. En baisse continue depuis 1983, les véhicules effectuant le transport des personnes connaissent un redressement en 1987 (3,0%). Par contre, depuis 1984, le nombre de motocyclettes ne cesse de diminuer, la baisse annuelle moyenne se situant à 7,7%.

En 1987, la majorité des véhicules impliqués dans des accidents mortels sont des véhicules de promenade. Toutefois, proportionnellement au nombre de véhicules de chaque catégorie, les motos (0,11%) et les camions (au moins 0,06%) devancent les voitures (0,02%). En hausse de 14,3% en 1985, les accidents mortels ont diminué de 23,0% en 1986, pour remonter de 6,2% en 1987. Le groupe des 25-34 ans compte le plus grand nombre de victimes en 1987 (83 801). Toutefois, en proportion du nombre de titulaires de permis par groupe d'âge, ce sont les 16-19 ans qui viennent en tête (15,7%), suivis des 20-24 ans (11,8%) et des 25-34 ans (7,8%).

La circulation routière nécessite une infrastructure importante, dont l'entretien relève des municipalités et du ministère des Transports du Québec. En 1985, ce dernier est responsable de plus de 58 000 kilomètres de routes, répartis comme suit: autoroutes (5,1%), routes principales (16,8%), routes régionales (14,8%) et routes municipales (63,3%).

Le transport des personnes

En 1986, 478 entreprises[1] effectuent du transport en commun (urbain, interurbain, scolaire, adapté et autres) au Québec. De ce nombre, 89,5% se spécialisent dans le transport scolaire, mais ce sont les neuf transporteurs urbains (CTCUM, CTCUQ, etc.) qui, malgré leur faible nombre, réalisent la part la plus importante des recettes (65,5%). En 1986, ces recettes atteignent 981,3 millions de dollars au Québec, soit 28,8% du total canadien. Malgré une diminution de 45,8 millions de dollars des contributions municipales cette même année, les recettes ont augmenté de 1,7%, grâce à des hausses de 15,8% dans les services d'autobus nolisés et de 12,3% dans les services urbains et de banlieue.

En 1986, le nombre d'usagers dans le transport urbain s'élève à un demi-milliard, ce qui représente une hausse de 5,8% par rapport à l'année précédente. Depuis 1979, la croissance annuelle moyenne du nombre d'usagers est de 7,0% au Québec et de seulement 3,6% au Canada.

En 1984, 43,7 millions de personnes ont utilisé le taxi comme moyen de transport dans l'agglomération de Montréal-Centre; en 1985, 27,1 millions ont fait de même dans le reste de la province.

Le transport des marchandises

La *Loi concernant les transports routiers effectués par des entreprises extra-provinciales* s'inscrit dans le cadre d'une entente fédérale-provinciale. Elle définit les critères d'obtention des licences de camionnage et le test d'intérêt public. Il revient maintenant aux opposants de démontrer que la licence demandée est susceptible de nuire à l'intérêt public. La *Loi sur le camionnage au Québec* s'harmonise avec la loi canadienne et vise le même objectif global: favoriser la concurrence en laissant jouer les lois du marché. Les camionneurs n'ont plus à faire approuver leurs tarifs et économisent ainsi temps et argent. Ces deux lois devraient profiter aux expéditeurs et favoriser la diversification des services.

1. Entreprises ayant déclaré des recettes de plus de 100 000 $ en 1985.

Le transport de marchandises par camion se divise en deux catégories: le transport pour compte d'autrui (contre rémunération) et le transport pour compte propre (interne à l'entreprise).

De 1984 à 1986, les recettes du transport de marchandises pour compte d'autrui connaissent une augmentation annuelle moyenne de 9,3%. En 1986, elles s'élèvent à plus de 1,52 milliard de dollars, ce qui représente 17,6% des recettes canadiennes. Le transport de marchandises générales se taille la part du lion, avec 49,7% des recettes; les produits forestiers en prennent 13,7%.

Le transport routier réalisé pour compte d'autrui représente 62,1% du total, le solde étant le fait du transport pour compte propre[2]. Au total, le volume de marchandises transportées s'élève à 62,0 millions de tonnes.

Le transport aérien

Après avoir connu une croissance très rapide, le transport aérien entre maintenant dans une période de rationalisation. De nouveaux transporteurs sont apparus et d'autres ont fusionné. De plus en plus, les entreprises cherchent un meilleur équilibre entre les types d'appareils et les corridors à desservir.

En 1986, le transport de passagers sur les vols réguliers totalise 48,8 millions de personnes au Canada. Avec 11,1% des voyageurs, Dorval se classe au troisième rang des aéroports les plus fréquentés, derrière Toronto et Vancouver. Deux autres aéroports québécois doivent être mentionnés: Mirabel et Québec, qui occupent respectivement les 9e et 14e rangs.

Bien que les aéroports de Dorval et Mirabel connaissent la plus forte activité avec 86,1% de toute la clientèle au Québec, sept autres aéroports québécois figurent parmi les 50 plus importants au pays: Québec, Sept-Îles, Val-d'Or, Rouyn-Noranda, Mont-Joli, Bagotville et Baie-Comeau. Ces neuf aéroports se partagent 98,3% du transport de passagers au Québec, réparti sur près de 125 000 vols à prix unitaires. En 1986, le transport de marchandises au Québec s'élève à 27,3 millions de kilogrammes pour le courrier et à 113,4 millions de kilogrammes pour le fret. À eux seuls, Mirabel et Dorval en assurent une grande part, ce qui leur a permis de se classer respectivement aux 3e et 4e rangs au Canada pour le transport de marchandises.

Le tableau 15 montre l'évolution du nombre de passagers au Québec selon les différentes liaisons. Les vols internationaux connaissent une baisse en 1982, tandis que c'est surtout en 1983 que les vols intraprovinciaux et transfrontaliers voient fléchir leur niveau d'activité. Les années suivantes marquent la reprise de l'activité pour tous les vols, exception faite des vols intraprovinciaux, qui enregistrent une chute de 5,8% du nombre de passagers (environ 31 400 personnes) en 1986. Les trois liaisons les plus fréquentées, Montréal-Québec, Montréal-Saguenay et Montréal—Rouyn-Noranda se partagent 39,1% du transport intraprovincial de passagers.

L'expansion du nombre de passagers sur les vols interprovinciaux est surtout le fait de la liaison Montréal-Toronto, qui attire à elle seule 51,3% des passagers des vols à prix unitaires. Les autres liaisons tendent à la baisse.

2. L'enquête sur le transport pour compte propre n'inclut que les entreprises dont le parc compte 15 véhicules ou plus.

Les vols transfrontaliers (à prix unitaires et nolisés) sont également en hausse. Les vols nolisés attirent 267 000 passagers en 1986, dont 57,7% pour la seule liaison Montréal-Fort Lauderdale. Quant aux vols à prix unitaires, ce sont les liaisons Montréal-New York, Montréal-Miami et Montréal-Boston qui sont les plus populaires, avec 44,1% de tous les passagers de cette catégorie en 1986.

Les vols nolisés des liaisons internationales connaissent pour leur part un essor remarquable, le nombre de passagers passant de 161 600, en 1982 au plus fort de la récession, à 514 100, en 1986, soit une augmentation annuelle moyenne de 54,5%. Les deux destinations privilégiées sont le Sud (342 000 passagers) et l'Europe (171 300), la liaison Montréal-Paris monopolisant 82,2% des voyageurs vers l'Europe.

Le transport ferroviaire

Le réseau ferroviaire québécois, qui s'étend sur près de 9 000 kilomètres[3], est exploité à 60% par le Canadien National (CN), à 30% par le Canadien Pacifique (CP) et à 10% par des entreprises régionales.

Ce mode de transport connaît certaines difficultés depuis les dernières années. Les deux grands transporteurs nationaux (CN et CP) n'utilisent, en effet, qu'environ la moitié du réseau canadien pour acheminer 96% de leurs marchandises. Ce sous-emploi conduit à l'abandon d'un grand nombre de lignes déficitaires. Ainsi, par souci de rationalisation, plus de 1 000 kilomètres de voies ferrées ont été abandonnés jusqu'à maintenant au Québec et plus de 1 000 autres font l'objet d'une demande d'abandon auprès de l'Office national des transports.

La *Loi nationale concernant les transports* intervient dans le transport ferroviaire en permettant la négociation de contrats confidentiels entre les expéditeurs et les transporteurs. Cette loi, qui accorde une plus grande liberté commerciale aux transporteurs ferroviaires, devrait permettre à ces derniers de mieux faire face à la concurrence américaine.

Conséquence de la récession, le Canada connaît en 1982 et 1983 un sérieux fléchissement du volume de marchandises chargées (199,6 et 207,3 millions de tonnes), mais retrouve par la suite le même niveau d'activité qu'en 1980 (236,4 en 1986). Le Québec, de son côté, voit son volume de marchandises chargées tomber de 47,1 à 31,0 millions de tonnes entre 1980 et 1983. L'année 1984 met fin au déclin, mais le Québec ne réussit pas à retrouver son niveau de 1980 (38,2 millions de tonnes en 1986 contre 47,1 millions en 1980). La récession n'est pas seule en cause, une partie du recul étant imputable à la baisse marquée de l'activité d'exploitation du minerai de fer. En effet, entre 1980 et 1983, son volume chargé est passé de 25,7 à 10,7 millions de tonnes. La reprise économique qui a suivi n'a pas permis de retrouver le niveau de 1980, malgré une hausse de 36,8% entre 1983 et 1986. En 1986, les chargements de minerai de fer s'élèvent à 14,6 millions de tonnes.

L'évolution du volume de marchandises déchargées au Canada suit d'assez près celle du volume de marchandises chargées. Le Québec, pour sa part, enregistre entre 1980 et 1986 une baisse du volume de marchandises déchargées, de 70 à 54 millions de tonnes. L'année 1983 représente le creux de la vague, avec 48,2 millions de tonnes. En 1986, le transport total de marchandises au Québec —chargements et déchargements compris— représente 20,8% du total canadien.

3. Les Publications du Québec, *Le réseau ferroviaire*, 1986, p. 15.

Les matières brutes non comestibles représentent la plus importante catégorie de produits transportés, avec 66,8% du total québécois. Les principales marchandises transportées sont le fer (51,5%), le bauxite (7,0%), le papier journal (3,4%) et les copeaux de bois en pâte (3,3%).

Le transport maritime

La dernière récession a aussi touché durement le transport maritime, qui continue à en subir les contrecoups. Cela se traduit par une diminution du volume de marchandises transportées, des tarifs très bas et une surcapacité des navires. À cela il faut ajouter l'augmentation des tarifs de pilotage sur le Saint-Laurent et des péages sur la voie maritime.

En 1986, les transporteurs maritimes canadiens ont récolté 2,2 milliards de dollars en recettes d'exploitation. De ce montant, 479,6 millions sont allés aux transporteurs québécois, ce qui représente une baisse de 6,0% par rapport à 1984. Plus des deux tiers (71,0%) de ces revenus proviennent du transport des marchandises. Notons toutefois qu'une grande part du transport international est réalisé par des navires étrangers, puisque le Canada n'a pas de marine marchande.

En 1986, le volume de marchandises transportées s'est maintenu au même niveau que l'année précédente au Canada. Ce niveau demeure toutefois bien inférieur à celui de 1980. Le volume de marchandises chargées s'élève à 204,4 millions de tonnes en 1986, contre 225,9 millions en 1980 et le volume de marchandises déchargées, à 122,5 en 1986, contre 151,1 en 1980.

En ce qui concerne le Québec, la situation semble de plus en plus difficile. En baisse en 1982 et 1983, le volume de marchandises chargées connaît une légère remontée en 1984, mais décline de nouveau en 1985 et 1986 pour tomber à 61,9 millions de tonnes, un recul de 4,5% par rapport à 1982. Les déchargements sont plus stables. Ainsi, le volume de marchandises déchargées en 1986 (39,8 millions de tonnes) est légèrement supérieur à celui de 1982, mais demeure toutefois inférieur de 13,0% à celui de 1981. Ce déclin est en grande partie attribuable aux faibles exportations de minerai de fer, et, dans une moindre mesure, au déplacement du marché des céréales et de l'industrie pétro-chimique.

En dépit de la chute enregistrée en 1986 (-6,0%), le minerai de fer demeure largement en tête des produits transportés et représente 36,4% (37,0 millions de tonnes) du total. Le blé, le pétrole brut et le mazout occupent également une place notable.

Le Québec compte plusieurs ports situés à des endroits stratégiques, notamment Montréal, Québec et Sept-Îles, qui se classent parmi les ports les plus importants au Canada pour le transport de marchandises.

Ports

Premier port au pays pour le transport de conteneurs, Montréal en a manutentionné plus de 531 525 en 1986[4], soit 50 000 de plus qu'en 1985. En hausse de 7,8%, le transport total de marchandises atteint 20,8 millions de tonnes en 1986.

4. Ports Canada, *Rapport au Ministre 1986*, p. 30.

En raison de la grève des débardeurs, le transport de marchandises au port de Québec, est tombé à 12,1 millions de tonnes en 1986, soit un recul de 18% par rapport à l'année précédente. Les produits les plus touchés par cette baisse sont les minerais et les concentrés de déchets métalliques (47,7%), ainsi que les grains et les produits céréaliers (41%).

Premier port au Québec pour le tonnage de marchandises, Sept-Îles doit son rang au minerai de fer (20,9 millions de tonnes sur un total de 22,6 millions).

Le transport par pipeline

La diminution des approvisionnements de pétrole brut, amorcée en 1973, s'est poursuivie en 1986. Les apports de l'Ouest canadien ont de nouveau décliné, passant de 52,2% (52,2 millions de barils), en 1985, à 40,2% (36,7 millions de barils), en 1986. Cette région demeure toutefois le premier fournisseur du Québec, devant la Mer du Nord (Royaume-Uni), qui a fourni 30,8 millions de barils (33,8%) au Québec en 1986[5].

Depuis 1976, le pétrole brut en provenance de l'Ouest canadien est acheminé par l'oléoduc Sarnia-Montréal, tandis qu'une partie du pétrole brut importé est transporté par l'oléoduc Portland (Maine)-Montréal. En 1986, les deux tiers des livraisons de pétrole brut au Québec ont été effectuées par ce moyen de transport.

En ce qui concerne le gaz naturel, la quasi totalité des approvisionnements du Québec provient de l'Alberta. En 1986, le Québec a acheté 5,0 milliards de mètres cubes de gaz, soit 3,4% de plus qu'en 1985. Avec l'extension du réseau gazier, entrepris en 1980, le Québec a sensiblement accru son réseau de distribution. Celui-ci est passé de 3 028 à 4 669 kilomètres entre 1980 et 1985, soit une augmentation de 54,2%. Depuis 1985, la compagnie Gaz Métropolitain inc. monopolise les ventes de gaz sur le territoire québécois, à l'exception des municipalités d'Aylmer, de Gatineau et de Hull.

L'entreposage

Les entreprises d'entreposage se développent à un rythme constant au Canada depuis 1981. En 1984, on dénombre 257 établissements pratiquant cette activité. Entre 1981 et 1985, le revenu imposable de ces entreprises s'est accru annuellement de 17,7% en moyenne, atteignant 50,8 millions de dollars en 1985[6].

Au Québec, le nombre d'entreprises d'entreposage est passé de 42, en 1980, à 58, en 1984. La plupart de ces entreprises n'exercent leur activité qu'au Québec: c'était le cas de 54 d'entre elles en 1984, contre 37 en 1980. Leur revenu imposable a augmenté annuellement de 10% entre 1981 et 1985, un taux de croissance inférieur à celui du Canada, bien qu'en 1985, l'augmentation ait atteint 35,5% (6,9 millions de dollars). Le revenu imposable n'a toutefois pas retrouvé son niveau de 1980, qui était de 7,5 millions de dollars.

5. Ministère de l'Énergie et des Ressources, *L'énergie au Québec*, 1987.
6. Statistique Canada, *Statistique fiscale des sociétés* (61-208).

Conclusion

Ces quelques statistiques nous donnent un portrait assez précis du transport au Québec, mais permettent difficilement de saisir la structure spatiale du réseau. Cet aspect ressort plus clairement grâce à la figure 6, qui synthétise les éléments les plus importants du système.

La structure du réseau est fortement influencée par des facteurs géographiques, démographiques et économiques. La zone la plus dense comprend le corridor Montréal-Québec et le sud de la province (jusqu'à Sherbrooke), là où les bassins de population et d'entreprises sont les plus importants. S'ajoutent, pour chaque mode, des voies d'accès aux régions (Abitibi, Saguenay, Lac-Saint-Jean, Côte-Nord et Gaspésie), aux provinces limitrophes (Ontario, Maritimes), aux États-Unis et au reste du monde. Dans certains cas, les différents modes de transport apparaissent complémentaires. Ainsi, les ports les plus importants sont toujours desservis par le train et le camion, et ces derniers se font une vive concurrence, leurs réseaux étant souvent parallèles.

Il reste beaucoup à faire pour améliorer le réseau de transport et assurer plus efficacement le déplacement des personnes et des marchandises. Les villes et les régions périphériques n'ont pas les mêmes attentes: les premières sont aux prises avec la pollution et la congestion; les secondes souhaitent l'amélioration des divers réseaux.

En plus de ressources financières considérables, la solution de ces problèmes nécessite des recherches importantes. Le Québec a donc augmenté considérablement ses efforts dans la recherche en transport. Par exemple, de 1984-85 à 1987-88, les subventions à la recherche du ministère des Transports du Québec sont passées de 0,25 million à 3,3 millions de dollars. Les prochaines années risquent d'être déterminantes, en raison des changements conjoncturels importants (réglementation, libre-échange, etc.). Les entreprises de transport devront accroître leur compétitivité, mais l'efficacité du système dépend avant tout d'une plus grande concertation entre tous les agents économiques.

Tableau I—Automobiles enregistrées depuis 1907 dans la province de Québec (2).

ANNÉES	Nombre	ANNÉES	Nombre
1916	15,348	1911	1,878
1915	10,112	1910	786
1914	7,413	1909	485
1913	5,452	1908	396
1912	3,535	1907	254

(1) Sur demande, le directeur du Bureau des Automobiles, à Québec, enverra une copie de la loi et des règlements concernant la circulation des véhicules-moteurs.
(2) Ces chiffres ont été fournis au Bureau des Statistiques par M. Emile-F. Juneau, directeur du Bureau des Automobiles, Département du Trésor.

Tableau II—Nombre d'automobiles enregistrées dans les 25 cités et villes suivantes depuis 1907.

CITÉS ET VILLES	1916	1915	1914	1913	1912	1911	1910	1909	1908	1907
Montréal	7,403	4,035	3,931	3,328	2,260	1,234	489	300	210	162
Québec	2,605	677	439	316	192	87	47	28	21	19
Hull	324	79	52	55	34	11	4	4	2	1
Sherbrooke	1,848	315	230	203	144	97	40	26	16	10
Trois-Rivières	499	123	72	57	39	24	9	4	6	4
St-Hyacinthe	393	102	69	50	23	19	12	4	1	1
Terrebonne	232	28	4	2	2	1	.....	.....	.....	.....
Valleyfield	57	47	18	7	5	3	1	1	.....	.....
Sorel	59	51	13	13	13	4	1	2	2	.....
Lévis	65	41	29	17	13	6	3	3	.....	.....
Thetford Mines	78	28	21	18	9	5	1	2	.....	1
Fraserville	60	37	30	20	19	10	7	1	.....	.....
Joliette	64	35	24	8	5	3	1	2	.....	.....
St-Jean	61	49	13	4	1	.....	.....	.....	.....	.....
Chicoutimi	30	26	3	1	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Shawinigan Falls	74	37	15	9	6	1	.....	.....	.....	.....
Grand'Mère	74	48	34	18	9	11	5	3	.....	1
Lauzon	11	2	2	1	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Longueuil	73	34	18	9	5	2	2	.....	.....	.....
Buckingham	32	5	17	10	8	9	2	1	2	.....
Farnham	50	49	34	14	8	5	3	2	2	.....
Rimouski	18	8	6	2	2	1	.....	.....	.....	.....
Montmagny	35	28	12	5	2	2	2	2	.....	.....
Nicolet	17	26	8	3	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Laprairie	17	22	6	3	.....	.....	.....	.....	.....	.....
Autres endroits	1,140	4,109	2,307	1,283	734	346	157	95	134	53
Toute la province	15,348	10,112	7,413	5,452	3,535	1,878	786	485	396	254

Source: Annuaire statistique, 1917, p. 431.

Tableau 1

Produit intérieur brut, au coût des facteurs, de l'industrie du transport et de l'entreposage, Québec, 1981-1986

	Unité	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Transport	'000 000 $	3 297	3 549	3 663	4 141	4 343	4 487
Part du transport dans le PIB du Québec	%	4,47	4,66	4,51	4,62	4,50	4,39
Variation annuelle	%	5,64	7,64	3,21	13,05	4,88	3,32
Entreposage	'000 000 $	138	144	150	163	170	171
Part de l'entreposage dans le PIB du Québec	%	0,18	0,18	0,18	0,18	0,18	0,17
Variation annuelle	%	13,11	4,35	4,17	8,67	4,29	0,59

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Comptes économiques des revenus et des dépenses.*

Tableau 2

Produit intérieur brut[1] de l'industrie du transport, Canada, 1981-1987

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
	'000 000 $						
Transport (coût des facteurs)	13 879	13 058	14 090	14 940	15 683	15 819	16 244
Transport aérien et services relatifs	1 922	1 893	2 022	2 291	2 459	2 501	2 303
Transport ferroviaire et services relatifs	2 992	2 397	2 607	2 712	2 818	2 795	2 835
Transport par eau et services relatifs	1 204	1 255	1 479	1 339	1 377	1 339	1 399
Camionnage	4 008	3 935	4 238	4 727	5 014	5 179	5 483
Transport en commun urbain	907	852	835	791	815	844	817
Transport en commun interurbain/rural	135	134	133	125	115	111	113
Autres	1 382	1 289	1 437	1 512	1 535	1 576	1 621
Transport par pipeline	1 329	1 303	1 339	1 443	1 550	1 474	1 673
Transport—Secteur non commercial	1 569	1 511	1 462	1 456	1 431	1 418	1 450

1. En dollars constants de 1981.

Source: Statistique Canada, *Produit intérieur brut par industrie* (15-001).

Tableau 3

Investissements dans l'industrie du transport, Québec, 1981-1986

	1981	1982	1983	1984	1985	1986
	'000 000 $					
Entreprises de transport privées et publiques	1 530,5	1 637,3	1 444,4	1 564,9	1 361,2	1 350,9
Camionnage	149,1	145,0	154,8	174,8	181,2	177,6
Transport terrestre des personnes	197,5	195,5	204,0	213,4	219,4	280,1
Entretien des routes et services publics[1]	54,4	54,4	40,7	41,7	44,0	42,7
Transport aérien	323,8	232,1	256,3	288,6	232,7	241,3
Transport ferroviaire	512,7	467,3	446,8	506,4	531,6	499,6
Transport maritime	145,6	114,7	143,3	153,8	94,2	98,2
Pipeline et autres types de transport	147,4	428,3	198,5	186,2	58,1	11,4
Administrations publiques	721,8	710,9	823,0	928,7	853,3	929,8
Administrations fédérale et provinciale	576,9	552,5	671,0	741,1	617,9	652,0
Municipalités	144,9	158,4	152,0	187,6	235,4	277,8

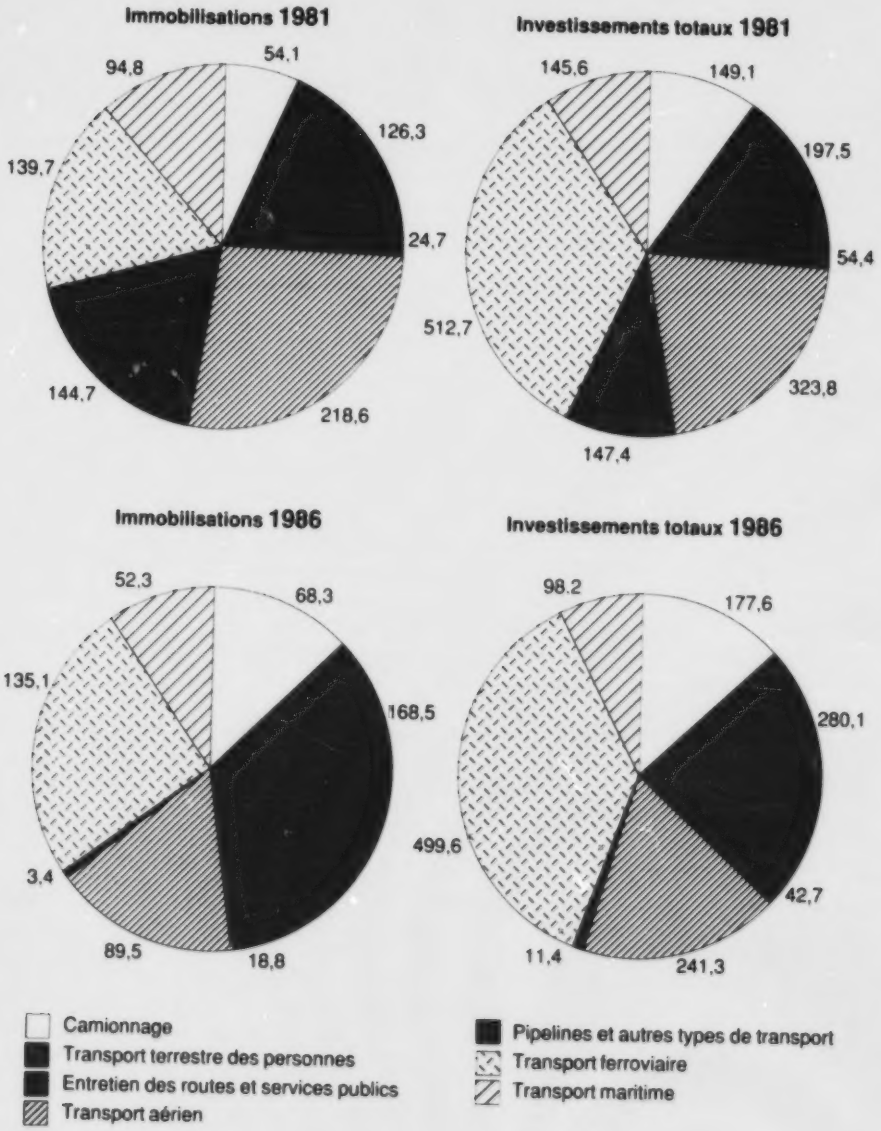
1. Incluant l'entretien des ponts, les entrepôts et autres services publics.

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Investissements privés et publics.*

Figure 1

Investissements des entreprises de transports privées et publiques, Québec, 1981-1986

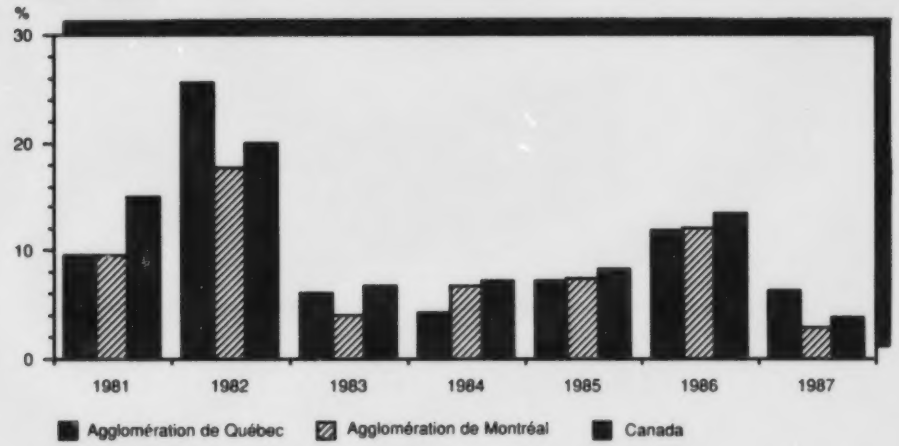
'000 000 $



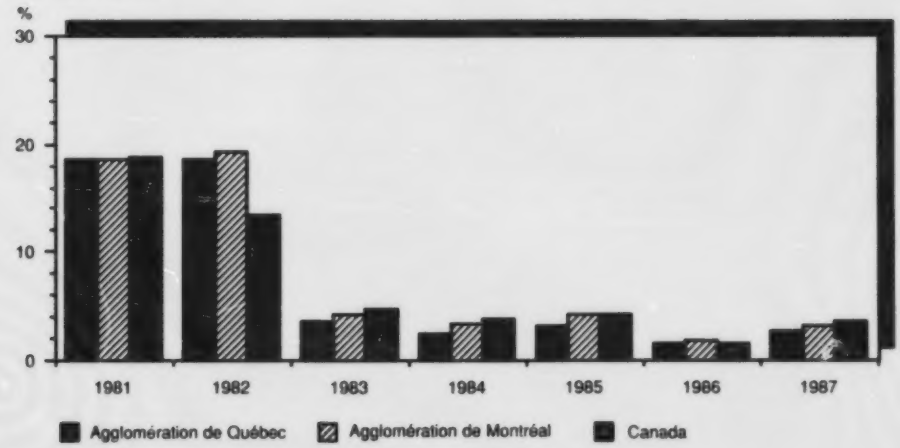
Source: Bureau de la Statistique du Québec, Investissements privés et publics.

Figure 2
Taux annuel d'inflation, 1981-1987

Transport public



Transport privé



Source: Bureau de la statistique du Québec, Indices de prix à la consommation.

Tableau 4

Répartition des personnes employées dans l'industrie du transport, Québec, 1983-1987

	1983	1984	1985	1986	1987
			n		
Transport aérien	12 012	13 158	14 216	12 930	12 441
Transport ferroviaire	24 572	24 593	22 950	22 457	20 498
Camionnage	16 059	22 399	19 034	17 598	22 348
Entretien des routes et des ponts	17 196	12 273	12 898	11 990	11 899
Autres	46 896	44 562	44 387	41 427	41 137
Total	116 735	116 986	113 486	106 403	108 323

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Banque de statistiques du Québec*.

Tableau 5

Dépenses moyennes annuelles de transport des familles urbaines, Québec, Montréal, Canada, 1984-1986

	Québec		Montréal		Canada	
	1984	1986	1984	1986	1984	1986
			$			
Transport privé	3 825	3 896	3 260	3 710	3 331	4 235
Achat d'automobiles et de camions	1 678	1 855	1 432	1772	1 301	1 953
Frais d'utilisation	2 114	1 938	1 779	1 804	1 924	2 162
Essence et carburant	1 036	901	878	791	932	991
Réparations et entretien	352	297	267	260	315	333
Autres	726	740	634	753	677	838
Location et achat d'accessoires	33	103	49	134	106	120
Transport public	254	293	400	478	509	421
Total	4 079	4 189	3 661	4 188	3 840	4 656

Source: Statistique Canada, *Dépenses des familles urbaines au Canada* (62-555).

Tableau 6

Évolution des dépenses du ministère des Transports, par programme, Québec, 1982-83 à 1987-88

Programme	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88
			'000 $			
Transport terrestre	350 079	356 470	373 585	401 754	392 071	412 883
Commission des transports du Québec	8 389	8 298	8 671	9 596	9 422	9 936
Construction du réseau routier	365 237	384 831	399 496	383 211	328 859	332 217
Construction d'autoroutes	139 606	105 731	102 931	104 319	83 368	97 549
Construction de routes principales	105 598	116 335	126 317	120 436	103 994	102 127
Construction de routes régionales	40 971	52 194	62 072	57 169	51 369	57 369
Construction d'autres routes	79 062	110 571	108 176	101 287	90 128	75 172
Entretien du réseau routier	414 565	428 996	433 727	452 716	428 603	446 929
Gestion interne et soutien	46 973	67 804	56 128	62 488	52 847	52 827
Transport scolaire	253 229	269 452	293 592	293 977	308 092	318 901
Transport maritime et aérien	28 381	45 926	54 129	61 209	58 569	62 051
Transport aérien gouvernemental	15 311	16 586	11 070	11 755	17 820	16 732
Total	1 482 164	1 578 363	1 630 598	1 676 706	1 596 283	1 652 089

Sources: Ministère des Finances, Comptes publics 1982-83 à 1986-87;
Budget 1987-88.

Tableau 7

Répartition des titulaires de permis de conduire, selon l'âge et le sexe, Québec, 1983-1987

	1983	1984	1985	1986	1987
			n		
Hommes	2 080 367	2 105 428	2 139 327	2 172 430	2 197 888
16-24	402 519	390 242	381 660	370 971	357 974
25-34	550 848	556 540	564 586	572 463	577 558
35-44	429 510	444 795	460 940	476 193	489 014
45-54	310 918	313 811	315 846	320 985	326 796
55-64	238 839	245 543	251 973	257 882	263 140
65 ans et plus	147 733	154 497	164 322	173 936	183 406
Femmes	1 441 153	1 492 834	1 547 694	1 602 505	1 650 633
16-24	285 871	283 861	283 244	280 990	276 768
25-34	452 679	464 062	477 382	489 732	498 922
35-44	340 423	360 349	378 869	397 203	413 339
45-54	203 289	211 850	220 158	230 833	242 318
55-64	118 779	127 717	136 884	146 048	154 546
65 ans et plus	40 112	44 995	51 157	57 699	64 740
Total	3 521 520	3 598 262	3 687 021	3 774 935	3 848 521
16-24	688 390	674 103	664 904	651 961	634 742
25-34	1 003 527	1 020 602	1 041 968	1 062 195	1 076 480
35-44	769 933	805 144	839 809	873 396	902 353
45-54	514 207	525 661	536 004	551 818	569 114
55-65	357 618	373 260	388 857	403 930	417 686
65 ans et plus	187 845	199 492	215 479	231 635	248 146

Source: Régie de l'assurance-automobile du Québec, Direction de la statistique.

Tableau 8

Nombre de véhicules en circulation, selon la classe d'immatriculation, Québec, 1983-1987

Classe d'immatriculation[1]	1983	1984	1985[2]	1986[3]	1987[4]
			n		
Promenade	2 352 778	2 407 997	2 470 199	2 605 808	2 673 364
Commercial	256 283	261 492	271 390	299 716	405 217
Transport de personnes	26 928	26 152	25 770	25 644	26 416
Taxi	9 478	9 377	8 665	8 504	8 609
Autobus et autocar	5 512	5 112	4 933	4 618	4 747
Autobus scolaire	8 442	8 157	8 495	8 809	9 264
Autres	3 496	3 506	3 677	3 713	3 796
Motocyclette	119 523	112 083	105 603	96 167	89 442
Cyclomoteur	34 517	26 635	26 026	25 859	25 303
Autres usages	105 829	107 338	109 602	119 454	128 430
Gouvernement	31 977	32 846	33 767	41 530	46 045
Véhicule-outil	25 254	26 330	26 419	27 532	30 900
Producteur agricole	34 340	33 270	33 596	34 744	35 631
Commerçant	9 884	10 850	11 635	11 075	10 072
Habitation motorisée	4 374	4 042	4 185	4 573	5 782
Circulation restreinte	239 975	260 790	272 436	294 505	301 870
Tracteur de ferme	71 100	68 866	67 667	68 015	67 694
Motoneige	70 800	81 613	73 726	76 409	83 397
Autres	98 075	110 311	131 043	150 081	150 779
Total	3 135 833	3 202 487	3 281 026	3 467 153	3 650 242

1. Excluant les remorques (immatriculation R et U), les véhicules hors route utilisés exclusivement dans les gares, ports et aéroports (immatriculation H) et les véhicules immatriculés CT.
2. En 1985, une nouvelle base de données informatisée pour la gestion du parc des véhicules routiers est introduite.
3. En 1986, la majorité des centres de services ont été informatisés.
4. Depuis le 1er janvier 1987, certaines voitures particulières, utilisées principalement à des fins commerciales ou professionnelles, sont intégrées à la catégorie « véhicule commercial ».

Source: Régie de l'assurance-automobile du Québec, Direction de la statistique.

Tableau 9

Répartition des accidents selon le type de véhicule et la nature des accidents, Québec, 1987

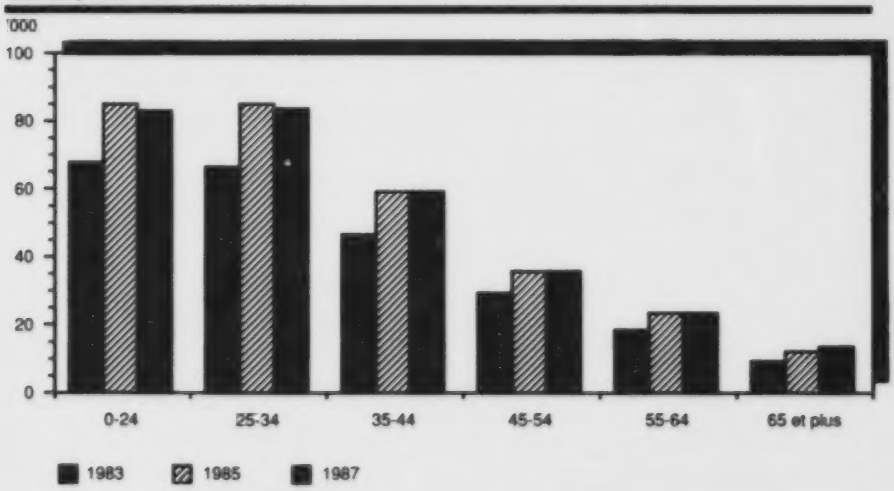
Type de véhicules	Accidents				Total
	Avec blessures			Avec dommages matériels	
	Mortelles	Graves	Légères		
	n				
Promenade	766	4 584	33 134	146 330	184 814
Autobus et autocar	9	51	451	2 878	3 389
Autobus scolaire	1	18	147	797	963
Taxi	5	52	542	1 833	2 432
Ambulance	-	8	52	203	263
Camion	237	953	6 289	36 852	44 331
Tracteur routier	54	98	483	3 179	3 814
Véhicule d'agriculteur	18	25	50	209	302
Véhicule d'équipement/outil	17	62	332	2 657	3 068
Motocyclette	104	841	2 946	1 248	5 139
Cyclomoteur	8	86	572	153	819
Motoneige	11	61	117	125	314
Bicyclette	38	432	4 044	373	4 887
Autres	30	148	312	782	1 272
Non précisé	12	68	414	22 999	23 493
Total[1]	991	5 769	38 039	158 513	203 312

1. Le total n'égale pas la somme des parties, car le même accident est compté autant de fois qu'il y a de types de véhicules en cause.

Source: Régie de l'assurance-automobile du Québec, Direction de la statistique.

Figure 3

Nombre d'accidents selon l'âge des conducteurs, Québec, 1983-1987



Source: Régie de l'assurance automobile du Québec, Direction de la statistique.

Tableau 10

Principaux indicateurs économiques relatifs au transport par taxi, Québec, 1985

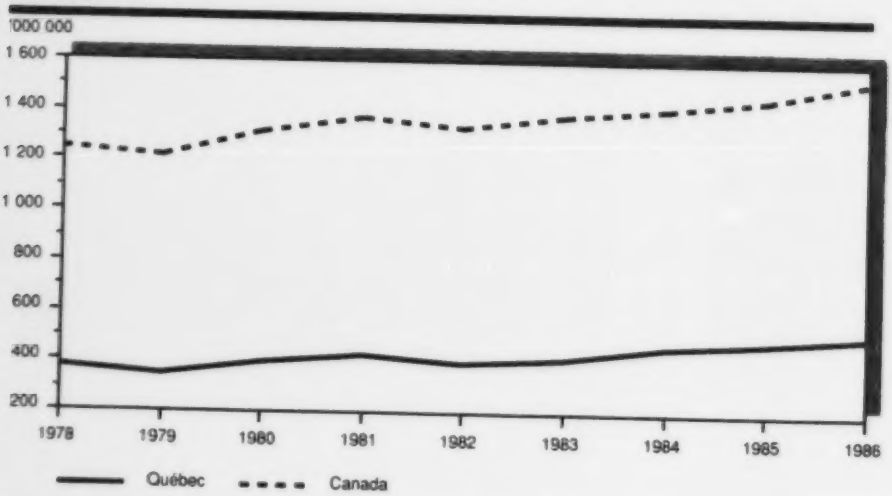
	Unité	Agglomérations				Montréal[1]
		Petites	Moyennes	Grandes	Très grandes	
Demande de transport						
Agglomérations	n	17	25	5	5	1
Population moyenne	n	16 599	45 075	86 774	246 404	1 274 000
Courses/an	'000	2 003	8 265	3 010	6 880	31 320
Offre de transport						
Permis	n	299	960	418	1 603	5 222
Heures de service par permis/semaine	n	69,63	63,67	73,67	49,72	60,70
Kilométrage total/an	'000 km	12 018	35 954	24 325	73 681	267 041
Kilométrage/taxi/an	km	40 195	37 452	58 193	45 964	51 138
Productivité						
Temps occupé/heure[2]	%	31	39	55	42	39
Kilométrage payant/course	km	2,70	2,00	3,80	4,50	3,50
Kilométrage total par course (aller et retour)	km	6,00	4,35	8,80	10,71	8,54
Passagers transportés/an	'000	3 205	10 423	3 914	9 535	43 711
Rentabilité						
Coût par course	$	3,23	3,05	5,03	5,41	4,25
Volume d'affaires/an	'000 $	6 464	25 210	15 133	37 216	133 108
Revenu/heure de service	$	5,97	7,93	9,45	8,98	8,07

1. Données pour l'année 1984. Les données, notamment les ratios, sont basées sur le nombre de permis valides en novembre 1984, avant la mise en oeuvre du plan de rachat.
2. Temps d'attente et temps de course multiplié par le nombre de courses à l'heure, divisé par 60 minutes.

Source: Ministère des Transports, Caractéristiques de l'offre et de la demande en service de taxi dans les agglomérations de taxi du Québec.

Figure 4

Évolution du nombre de passagers du transport en commun urbain, 1978-1986



Établissements ayant déclaré des recettes de plus de 100 000 $ l'année antérieure.

Source: Statistique Canada, Statistique du transport des voyageurs par autobus et du transport urbain (53-215).

Tableau 11

Recettes d'exploitation des entreprises de transport en commun, par type de services, Québec, 1986

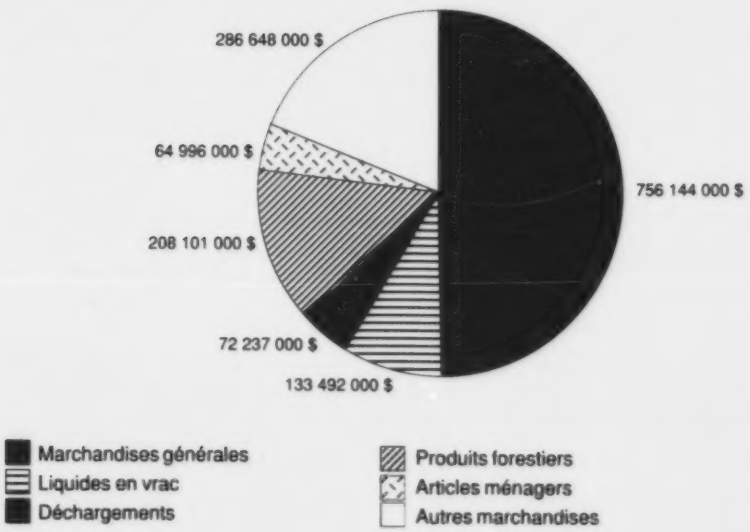
Type de service	Transport en commun[1]				Total
	Urbain	Inter-urbain	Scolaire	Autres	
Établissements (n)	9	14	428	27	478
Recettes d'exploitation ('000 $)					
Service urbain et de banlieue	280 903	106	2 921	977	284 907
Service interurbain	-	43 730	2 125	1 089	46 944
Service d'autobus nolisés et d'excursion	2 775	3 485	8 311	36 260	50 831
Service à contrat (transport d'écoliers et commercial)	1 781	1 585	215 243	6 407	225 016
Autres services aux passagers	5 050	15	1 398	672	7 135
Autres recettes d'exploitation	351 800[2]	14 322	206	111	366 439
Total	**642 309**	**63 243**	**230 204**	**45 516**	**981 272**

1. Établissements ayant déclaré des recettes de plus de 100 000 $ en 1985.
2. Inclut les subventions au transport urbain versées par les différents gouvernements.

Source: Statistique Canada, *Statistiques du transport des voyageurs par autobus et du transport urbain* (53-215).

Figure 5

Recettes d'exploitation par type de marchandises transportées, Québec, 1986



Établissements ayant déclaré des recettes de plus de 100 000 $ l'année antérieure.

Source: Compilation spéciale à partir de l'enquête sur les transporteurs routiers de marchandises et les entrepreneurs de déménagement de Statistique Canada.

Tableau 12

Volume des marchandises transportées par camion pour compte propre[1] et compte d'autrui[2], Québec, 1984-1986

	1984	1985	1986[3]
		'000 t	
À l'intérieur du Québec	37 794,8	49 396,6	45 574,9
Compte propre	13 554,0	20 883,6	18 423,4
Compte d'autrui	24 240,8	28 513,0	27 151,5
À destination du Québec	8 106,6	6 704,2	7 684,2
Compte propre	3 135,3	2 357,6	2 389,0
Compte d'autrui	4 971,3	4 346,6	5 295,2
Des Maritimes	798,4	660,1	888,5
Compte propre	228,1	233,8	213,3
Compte d'autrui	570,3	426,3	675,2
De l'Ontario	7 160,2	5 778,5	6 481,7
Compte propre	2 904,9	2 120,3	2 158,6
Compte d'autrui	4 155,3	3 658,2	4 323,1
D'autres provinces	248,0	265,6	314,0
Compte propre	2,3	3,5	17,1
Compte d'autrui	245,7	262,1	296,9
Du Québec vers les autres provinces	6 592,0	7 691,0	8 745,2
Compte propre	1 723,0	2 817,7	2 684,6
Compte d'autrui	4 869,0	4 873,3	6 060,6
Vers les Maritimes	763,5	795,3	1 190,0
Compte propre	25,5	34,3	78,2
Compte d'autrui	738,0	761,0	1 111,8
Vers l'Ontario	5 489,2	6 554,0	7 224,4
Compte propre	1 696,5	2 779,4	2 598,4
Compte d'autrui	3 793,7	3 774,6	4 626,0
Vers les autres provinces	338,3	341,7	330,8
Compte propre	1,0	4,0	8,0
Compte d'autrui	337,3	337,7	322,8
Total	52 493,4	63 791,8	62 004,3
Compte propre	18 412,3	26 058,9	23 497,0
Compte d'autrui	34 081,1	37 732,9	38 507,3

1. Exploitants de véhicules commerciaux avec un parc de 15 véhicules ou plus.
2. Établissements ayant déclaré des recettes de plus de 100 000 $ l'année précédente.
3. En 1986, il y a eu changement dans les méthodes de sondage.

Source: Statistique Canada, *Le camionnage au Canada* (53-220).

Tableau 13

Trafic aérien des aéroports québécois, vols à horaire fixe, Québec, 1986

Aéroport	Vols	Passagers		Courrier	Marchandises
		Total	Payants		
	n	n		'000 kg	
Bagotville	2 071	75 800	74 200	17	339
Baie-Comeau	1 622	40 168	39 154	18	230
Mirabel International	18 960	1 393 393	1 333 300	4 363	75 375
Mont-Joli	3 861	77 182	75 050	560	732
Montréal International	74 713	5 440 674	5 182 390	13 840	29 210
Québec	12 540	472 938	460 229	1 255	1 644
Rouyn-Noranda	2 060	78 975	78 027	82	144
Sept-Îles	5 192	136 498	132 442	578	1 817
Val-d'Or	3 850	90 203	89 339	3 161	806
Autres aéroports québécois	16 257	133 959	132 273	3 436	3 146
Total	141 128	7 939 790	7 596 404	27 310	113 443

Source: Statistique Canada, *Trafic des transporteurs aériens aux aéroports canadiens* (51-005).

Tableau 14

Activités des principaux aéroports, services à horaire fixe, Canada, 1986

Aéroport	Services à horaire fixe					
	Passagers		Courrier		Marchandises	
	n	%	'000 kg	%	'000 kg	%
Toronto International	15 154 248	31,0	49 646	31,4	206 800	38,3
Vancouver International	7 247 743	14,8	18 135	11,5	87 548	16,2
Montréal/Dorval	5 440 674	11,1	13 841	8,8	29 210	5,4
Calgary International	3 814 607	7,8	8 990	5,7	25 861	4,8
Winnipeg International	2 177 925	4,5	10 127	6,4	15 701	2,9
Edmonton International	1 964 657	4,0	7 638	4,8	28 900	5,4
Ottawa International	1 936 707	4,0	7 053	4,5	4 660	0,9
Halifax International	1 710 750	3,5	7 834	5,0	18 362	3,4
Montréal/Mirabel International	1 393 393	2,9	4 363	2,8	75 376	14,0
Edmonton Municipal	692 443	1,4	14	0,0	1 432	0,3
Régina	610 890	1,3	2 140	1,4	1 547	0,3
Saskatoon	574 217	1,2	1 688	1,1	1 433	0,3
St-Johns	500 680	1,0	2 832	1,8	6 550	1,2
Québec	472 938	1,0	1 256	0,8	1 645	0,3
Thunder Bay	417 059	0,9	1 026	0,6	1 065	0,2
Autres	4 716 021	9,7	21 387	13,5	33 983	6,3
Total	48 824 952	100,0	157 970	100,0	540 073	100,0

Source: Statistique Canada, *Trafic des transporteurs aériens aux aéroports canadiens* (51-005).

Tableau 15

Répartition des passagers par catégorie de liaisons aériennes, Québec, 1982-1986

Catégorie de liaisons	1981	1982	1983	1984	1985	1986
	'000					
Intraprovinciales	737,5	540,6	478,1	519,4	536,7	507,8
Vols à prix unitaires	737,5	540,6	478,1	519,4	536,3	504,9
Vols nolisés	..	..	..	..	0,4	2,9
Interprovinciales	2 413,8	2 170,4	2 069,5	2 285,8	2 371,5	2 402,3
Vols à prix unitaires	2 413,8	2 170,4	2 069,5	2 266,3	2 368,5	2 380,0
Vols nolisés	..	..	..	19,5	3,0	22,3
Transfrontalières	1 979,5	1 902,6	1 702,3	1 870,3	1 891,0	2 066,5
Vols à prix unitaires	1 685,0	1 581,4	1 425,4	1 577,8	1 632,2	1 799,4
Vols nolisés	294,5	321,2	276,9	292,5	258,8	267,1
Internationales	291,2	161,6	201,1	341,7	446,0	514,1
Vols à prix unitaires	x	x	x	x	x	x
Vols nolisés	291,2	161,6	201,1	341,7	446,0	514,1

Source: Ministère des Transports du Québec, Direction de la recherche.

Tableau 16

Volume des marchandises transportées par chemin de fer, par région, Canada, 1980-1986

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
				'000 t			
Chargement	235 757	230 255	199 570	207 328	239 823	237 079	236 391
Maritimes	36 443	37 961	29 299	30 818	34 107	35 346	34 947
Québec	47 142	42 297	35 240	30 982	37 570	38 078	38 185
Ontario	47 328	44 258	34 609	37 501	41 216	40 418	39 655
Prairies	71 413	72 026	69 599	73 399	78 427	68 923	71 896
Colombie-Britannique et T.N.-O.	33 431	33 713	30 823	34 628	48 503	54 314	51 708
Déchargement	218 305	214 218	184 081	190 100	212 369	205 865	205 821
Maritimes	18 295	17 036	16 176	17 497	17 595	17 509	18 518
Québec	69 943	66 557	52 290	48 204	54 469	55 266	53 960
Ontario	57 269	55 555	49 927	53 337	57 865	50 652	50 841
Prairies	18 780	19 919	14 125	14 261	14 730	14 935	14 658
Colombie-Britannique et T.N.-O.	54 018	55 151	51 563	56 801	67 710	67 503	67 844

Source: Statistique Canada, Division des transports.

Tableau 17

Volume des marchandises transportées par chemin de fer, par catégorie, Québec, 1986

Catégorie	Chargement		Déchargement		Total	
	'000 t	%	'000 t	%	'000 t	%
Animaux vivants	0.0	..	0.7	..	0.7	..
Denrées alimentaires, aliments pour animaux, boissons et tabac	351.2	0.9	2 059.2	3.8	2 410.4	2.6
Blé	23.1		777.2		800.3	
Tourteaux de soja	0.4		293.6		294.0	
Préparations alimentaires	126.9		14.5		141.4	
Matières brutes (non comestibles)	21 013.8	55.0	40 500.3	75.1	61 514.1	66.8
Copeaux de bois en pâte	1 557.1		1 454.9		3 012.0	
Bauxite et alumine	3 445.5		3 044.2		6 489.7	
Minerais et concentrés de fer	14 631.5		32 838.6		47 470.1	
Demi-produits (non comestibles)	12 394.4	32.5	7 515.7	13.9	19 910.1	21.6
Pâte de bois	866.0		577.3		1 443.3	
Papier journal	2 852.8		240.8		3 093.6	
Acide sulfurique	229.5		425.0		654.5	
Produits finis (non comestibles)	290.5	0.8	747.7	1.4	381 0.2	1.1
Voitures particulières et châssis	110.5		323.3		433.8	
Véhicules automobiles	13.1		120.2		133.3	
Transports spéciaux	4 119.7	10.8	3 128.1	5.8	7 247.8	7.9
Chargements de détail (moins d'un wagon)	15.5	..	8.7	..	24.2	..
Total	38 185.1	100.0	53 960.4	100.0	92 145.5	100.0

Source: Statistique Canada, *Transport ferroviaire du Canada* (52-211).

Tableau 18

Volume des marchandises transportées par eau[1], par région, Canada, 1980-1986

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
				'000 t			
Chargement	225 910	216 247	190 576	199 135	213 554	204 756	204 433
Maritimes	22 562	21 869	18 026	17 498	18 330	18 736	21 249
Québec	79 522	80 794	64 809	64 303	69 377	64 922	61 865
Ontario	37 797	34 105	32 962	37 277	37 764	31 992	32 314
Colombie-Britannique et T.N.-O.	86 029	79 479	74 779	80 057	88 083	89 106	89 005
Déchargement	151 104	139 458	114 610	119 206	128 773	122 386	122 518
Maritimes	24 327	21 093	16 212	16 087	17 438	17 590	18 294
Québec	45 452	45 749	38 408	39 249	42 396	38 217	39 809
Ontario	42 395	40 522	32 474	37 014	43 968	39 493	38 251
Colombie-Britannique et T.N.-O.	38 930	32 094	27 516	26 856	24 971	27 086	26 164

1. Transport intérieur et international.

Source: Statistique Canada, Division des transports.

Tableau 19

Trafic maritime des marchandises, par port, Québec, 1985

Port	Transport intérieur au Canada		Transport international		Total des marchandises manutentionnées	
	Chargement	Déchargement	Chargement	Déchargement		
	'000 t				'000 t	%
Baie-Comeau	325,9	2 750,3	3 211,1	1 114,5	7 401,8	7,3
Bécancour	40,6	455,5	72,7	427,6	996,4	1,0
Cap-aux-Meules	1 111,4	105,4	46,9	-	1 263,7	1,2
Chandler	-	10,3	44,4	-	54,7	0,1
Chicoutimi	-	182,5	107,7	55,5	345,7	0,3
Contrecoeur	10,7	436,8	-	-	447,5	0,4
Forestville	568,1	2,5	-	-	570,6	0,6
Gaspé	-	53,6	91,1	-	144,7	0,1
Havre-Saint-Pierre	2 181,4	9,4	216,0	-	2 406,8	2,4
La Baie	-	106,2	168,4	2 736,3	3 010,9	3,0
Matane	23,5	311,4	31,8	-	366,7	0,4
Mines Seleine	-	-	137,6	-	137,6	0,1
Mont-Louis	-	42,6	5,0	68,4	116,0	0,1
Montréal	1 376,1	4 773,5	6 450,9	8 226,1	20 826,6	20,5
Port-Cartier	1 514,8	2 530,7	14 568,8	723,4	19 337,7	19,0
Québec	1 963,7	2 584,4	2 586,3	4 917,9	12 052,4	11,9
Rimouski	7,1	380,6	1,2	-	389,0	0,4
Sept-Îles et Pointe-Noire	3 411,9	656,3	17 657,6	868,3	22 594,1	22,2
Sorel	42,8	3 039,7	2 207,5	383,9	5 673,8	5,6
Trois-Rivières	14,2	1 015,1	1 349,0	381,2	2 759,5	2,7
Valleyfield	53,7	52,0	62,4	131,5	299,6	0,3
Nunavik (Nouveau-Québec)[1]	9,6	33,4	-	-	42,9	-
Autres	16,8	242,5	176,6	0,3	436,2	0,4
Total	12 672,3	19 774,5	49 192,8	20 034,9	101 674,5	100,0

1. Région regroupant 14 localités desservies par le transport maritime.

Source: Statistique Canada, Division des transports.

Tableau 20

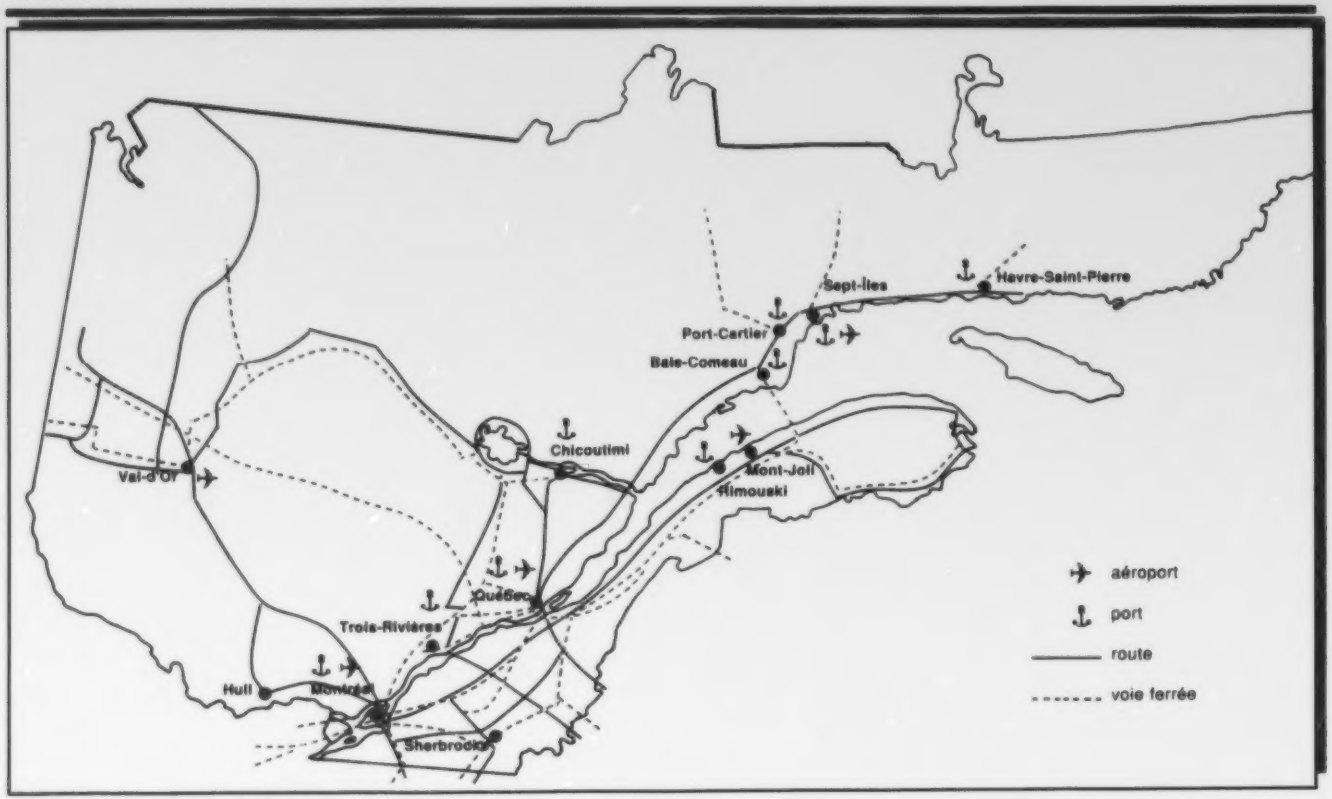
Volume des marchandises manutentionnées dans les ports, par catégorie, Québec, 1986

	Intérieur			
	Chargement	Déchargement	Total	
	'000 t		'000 t	%
Animaux vivants	-	-	-	-
Denrées alimentaires, aliments pour animaux, boissons et tabac	10	10 078	10 088	31,1
Blé	-	7 357	7 357	
Matières brutes non comestibles	9 084	5 901	14 985	46,2
Fer	4 912	451	5 364	
Minerais d'aluminium, concentrés et déchets	-	-	-	
Pétrole brut	242	137	379	
Matières travaillées non comestibles	3 349	3 736	7 085	21,8
Mazout	1 994	2 159	4 152	
Produits finis non comestibles	24	21	45	0,1
Fret général	205	39	244	0,8
Total	12 672	19 774	32 446	100,0

	International			
	Chargement	Déchargement	Total	
	'000 t		'000 t	%
Animaux vivants	3	-	3	-
Denrées alimentaires, aliments pour animaux, boissons et tabac	11 402	1 926	13 328	19,3
Blé	7 818	328	8 146	
Matières brutes non comestibles	33 453	10 979	44 432	64,2
Fer	30 140	1 463	31 603	
Minerais d'aluminium, concentrés et déchets	5	3 169	3 174	
Pétrole brut	636	3 759	4 395	
Matières travaillées non comestibles	3 937	6 130	10 067	14,5
Mazout	329	1 476	1 805	
Produits finis non comestibles	424	949	1 373	2,0
Fret général	16	10	25	0,0
Total	49 234	19 993	69 227	100,0

Source: Statistique Canada, Division des transports.

Figure 6
Quelques éléments du réseau de transport



Source: Ministère des Transports.

15

Communications

Les médias écrits	651
La radiodiffusion	652
La télévision	652
Les médias communautaires	653
La télédistribution et l'industrie de la vidéocassette	654
La téléphonie	655
Intervention gouvernementale	656
Définitions	658

Liste des tableaux

1. Répartition des médias écrits selon la catégorie, la région et la langue, Québec, 1985 660

2. Répartition du tirage des médias écrits selon la région et la langue, Québec, 1985 660

3. Emploi direct, recettes et dépenses des périodiques, par région, Canada, 1985 661

4. Répartition régionale des stations de radio MA et MF, selon la langue principale de diffusion et le type de propriété, Québec, août 1984 661

5. Recettes, dépenses, effectif et rémunération dans l'industrie de la radiodiffusion privée, par région, Canada, 1986 662

6. Répartition régionale des stations de télévision, selon la langue de diffusion, l'affiliation à un réseau et le type de propriété, Québec, août 1984 662

7. Recettes, dépenses, effectif et rémunération dans l'industrie de la télévision privée, par région, Canada, 1986 663

8. Sources de financement des stations de radio et de télévision communautaires, Québec, 1984-85 663

9. Réseaux de câblodistribution et taux d'abonnement, d'accès et de pénétration, par région administrative, Québec, 1985 664

10. Réseaux offrant la télévision payante (TVP) et taux de pénétration de la télévision payante, par région administrative, Québec, 1985 664

11. Recettes et dépenses d'exploitation, effectif et rémunération pour les entreprises de câblodistribution, par région administrative, Canada, 1986 665

12. Lignes téléphoniques résidentielles et commerciales, téléphones résidentiels et ménages ayant le téléphone, par province, Canada, 1986 666

13. Répartition des communications téléphoniques, par province, Canada, 1985 et 1986 667

14. Statistiques des entreprises téléphoniques de compétence provinciale, Québec, 1985 et 1986 668

15. Ménages possédant des appareils de communication, selon le type et le nombre d'appareils, Québec, Ontario et Canada, mai 1987 668

16. Aide financière du ministère des Communications, par programme, Québec, 1986-87 669

17. Répartition des banques de données de l'Administration publique provinciale, selon la vocation des ministères et des organismes, Québec, automne 1987 670

Liste des figures

1. Recettes d'exploitation de certains médias écrits et électroniques, Québec, 1986 665

2. Effectif de certains médias écrits et électroniques, Québec, 1986 666

3. Ménages équipés d'un magnétoscope, Québec, 1983-1987 669

4. Évolution des coûts en communications informatiques au gouvernement du Québec, 1981-1987 670

15

Ce chapitre a été réalisé par Pierre Lachance de la Direction des statistiques générales du Bureau de la statistique du Québec, avec la collaboration de la Direction des études et analyses économiques et financières et de la Direction des industries de l'information du ministère des Communications.

Ce chapitre donne des renseignements sur les principaux canaux de communication, à savoir les médias écrits, la radiodiffusion, la télévision, les médias communautaires, la télédistribution, l'industrie de la vidéocassette et la téléphonie. Il présente aussi un aperçu de l'intervention gouvernementale dans l'ensemble du secteur des communications au Québec. En 1987, 56 801 personnes travaillent dans le domaine des communications et reçoivent une rémunération de quelque 1,8 milliard de dollars[1]. Dans les groupes de la radiodiffusion et de la télévision, on dénombre 14 383 personnes, auxquelles on verse 455,3 millions de dollars[1].

Les médias écrits

Au Québec en 1985, on dénombre 559 médias écrits, soit 39 de plus que l'année précédente. On retrouve la majorité de ces médias, c'est-à-dire 72,5% dans la seule région de Montréal (405); les autres sont répartis dans les régions de Québec (47), du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie (22), du Saguenay—Lac-Saint-Jean (19), de Trois-Rivières (19) et de l'Outaouais (19). La région de Montréal compte cinq des douze quotidiens et six des sept hebdomadaires nationaux; elle regroupe également plus de la moitié des hebdomadaires régionaux (99 sur 196), la quasi-totalité des périodiques généraux (93 sur 102) et spécialisés (116 sur 122), de même que les deux tiers environ des autres médias (86 sur 120). Des 559 médias écrits, 406 sont francophones (72,6%), 75 sont anglophones (13,4%), 58 sont bilingues (10,3%) et 20 sont publiés dans une autre langue (3,6%).

Le tirage total des médias écrits atteint près de 16,3 millions d'exemplaires en 1985, ce qui représente une hausse de 1,7 million (11,8%) relativement à 1984. Dans la région de Montréal, il a augmenté de 6,9% en passant de 12,6 millions à 13,4 millions d'exemplaires, une hausse inférieure à celle de l'ensemble du Québec. Les périodiques généraux et les hebdomadaires régionaux constituent la plus grande part du tirage avec respectivement 8,3 millions et 3,5 millions d'exemplaires. Le tirage des médias écrits en français dépasse les 13 millions (80,1%), ce qui donne une augmentation de 2,7 millions (26,1%) par rapport à 1984, année où il comptait pour 71,0% du tirage d'ensemble. Le tirage des médias bilingues vient loin au deuxième rang, avec environ 1,8 million d'exemplaires (10,9%), comparativement à 1,3 million (7,8%) pour les médias anglophones et 0,2 million (1,3%) pour ceux qui paraissent dans une autre langue que le français et l'anglais. Enfin, les données sur le tirage moyen par 100 ménages démontrent que chaque ménage reçoit, en moyenne, 3,5 périodiques généraux et 1,5 hebdomadaire régional. Près de 60% des ménages reçoivent des périodiques spécialisés; moins d'un ménage sur deux reçoit un quotidien et à peine un sur six reçoit un hebdomadaire national.

Pour l'édition des 327 périodiques du Québec, on enregistre des recettes de 141,5 millions de dollars et des dépenses de 134,5 millions de dollars; dans les deux cas, cela représente un peu moins de 24% des sommes totales affichées pour les 1 289 périodiques canadiens. Les deux principales sources de recettes sont la publicité (70,6 millions de dollars) et les ventes d'abonnement (40,9 millions de dollars), ce qui correspond respectivement à 18,9% et à 32,3% du total de l'ensemble des périodiques canadiens. Les principales dépenses sont celles de la production et de l'impression; elles atteignent 54,6 millions de dollars. À titre de

1. Statistique Canada, demande spéciale.

comparaison, la part relative de l'Ontario dépasse 63% des recettes et des dépenses totales, atteignant même 67,3% des recettes de publicité. Au Québec, la part de la publicité dans les recettes totales est de 49,9%, alors que dans les autres régions du Canada, elle varie de 64% à 72% des recettes des périodiques.

La radiodiffusion

En août 1984, le Québec compte 116 stations de radio, dont 70 de type MA et 46 de type MF. L'année précédente, 75 des 117 stations existantes étaient de type MA et 42, de type MF. Le français est utilisé dans 104 stations (63 de type MA et 41 de type MF), tandis que les 12 autres stations (7 MA et 5 MF) diffusent principalement en anglais ou dans une autre langue. On retrouve 10 de ces dernières dans la région de Montréal, une à Québec et l'autre en Estrie. De plus, 75 des 84 stations privées diffusent en français, ainsi que 10 des 13 stations publiques et l'ensemble des 19 stations communautaires.

D'une part, les 70 stations MA (64 privées et 6 publiques) se répartissent à travers la province: 19 dans la région de Montréal, 12 dans la région de Québec et moins de 10 dans chacune des autres régions. D'autre part, les 46 stations MF (20 privées, 7 publiques et 19 communautaires) sont partagées de la façon suivante: 15 dans la région de Montréal, 8 dans celle de Québec et 5 ou moins dans chacune des autres régions.

En 1986, les recettes d'exploitation des stations privées au Québec, sur la base de 90 unités ayant déclaré les résultats de leur exploitation, s'élèvent à 138,1 millions de dollars, ce qui correspond à 22,2% du total canadien. Près des trois quarts de ces recettes (72,6%) proviennent des ventes locales de temps d'antenne, pour un montant de 100,2 millions de dollars. Du côté de l'Ontario, les recettes totalisent 206,4 millions, dont 74,0% proviennent des ventes locales de temps d'antenne, pour 141 unités déclarantes.

Par ailleurs, les dépenses internes (amortissement et frais d'intérêt exclus) se chiffrent à 124,1 millions de dollars au Québec, soit 22,8% du total de l'ensemble du Canada. Elles se répartissent comme suit: 44,8 millions (36,1%) pour la production d'émissions, 42,5 millions (34,3%) pour l'administration et les frais généraux, 32,2 millions (25,9%) pour la vente et la promotion, et 4,5 millions (3,5%) pour les services techniques. La radio privée fournit du travail à 1 905 personnes au Québec et leur verse une rémunération de 60,1 millions. Pour l'ensemble du Canada, l'effectif dépasse 10 000 personnes et la rémunération totalise 292,1 millions.

La télévision

En août 1984, le Québec compte 35 stations de télévision, soit trois de plus qu'en 1983; 17 stations appartiennent à des entreprises privées et 18 sont publiques. Seulement trois diffusent en anglais, l'une dans la région de Québec et les deux autres dans celle de Montréal, tandis que les 32 autres diffusent en français dans l'ensemble du Québec, à raison de deux à six par région. Pour ce qui est du nombre de stations, Radio-Québec —le principal réseau francophone— possède 13 stations, les Téléviseurs Associés (TVA) en ont 10 et Radio-Canada en détient 9. En ce qui concerne les réseaux anglophones, la Canadian Broadcasting Corporation (CBC) compte deux stations et le Canadian Television Network (CTV) en possède une seule.

Au Québec en 1986, 19 unités déclarantes de la télévision privée affichent des recettes de 237,1 millions de dollars, soit un peu moins du quart (23,5%) des recettes d'exploitation de l'industrie de la télévision au Canada. Ce montant comprend principalement des ventes de temps d'antenne aux niveaux national et local, respectivement 109,7 millions (46,3%) et 69,9 millions de dollars (29,5%). Les dépenses internes atteignent 186,9 millions de dollars ou 23,8% du total canadien; la principale composante de ces dépenses, à savoir la production d'émissions, compte à elle seule pour 109,9 millions (58,8%). En ce qui a trait à l'emploi et à la rémunération, la télévision privée fournit du travail à 1 990 personnes au Québec et leur paie une rémunération totale de 78,3 millions de dollars.

À titre de comparaison, les 25 unités déclarantes de l'Ontario ont des recettes de 396,4 millions de dollars, ou 39,9% du total canadien, et enregistrent des dépenses internes de 306,9 millions, dont 199,8 millions pour la production d'émissions. Leur effectif s'élève à 2 664 personnes et la rémunération, à 101,6 millions de dollars. Les provinces des Prairies enregistrent des recettes et des dépenses comparables à celles du Québec.

À l'échelle canadienne, les recettes d'exploitation de cette industrie, sur la base de 89 unités déclarantes, dépassent légèrement le milliard de dollars, et un peu plus de la moitié de ces recettes (52,8%), soit 532,8 millions de dollars, proviennent des ventes de temps d'antenne au niveau national. Les dépenses internes s'élèvent à 784,7 millions de dollars, dont 488,5 millions (62,3%) pour la production d'émissions et 148,8 millions (19,0%) pour l'administration et les frais généraux. Enfin, le nombre d'emplois dans ce secteur est de 7 554 personnes et la masse salariale, de 287,5 millions de dollars.

Les médias communautaires

Grâce à l'aide financière de l'Administration publique provinciale[2], les stations de radio et de télévision communautaires sont plus développées au Québec que dans les autres provinces canadiennes. En effet, ailleurs au Canada, ces stations ne reçoivent aucune aide directe des pouvoirs publics et se situent presque toutes dans des communautés isolées ou dans des campus d'institutions d'enseignement.

Au cours de 1985, les 26 stations de radio communautaire du Québec produisent, en moyenne, 120 heures d'émission par semaine grâce au travail de 200 employés et de 2 000 bénévoles actifs. Ces stations bénéficient aussi d'un important soutien de quelque 12 000 membres et 1 000 organisations, ainsi que d'un financement s'élevant à 3,8 millions de dollars pour l'exercice financier 1984-85. Les recettes publicitaires comptent pour 1,3 million de dollars, les subventions provinciales, pour 1,1 million et les contributions du milieu, pour 460 000 $. Les radios communautaires offrent une gamme variée d'émissions sur divers sujets, tels que la politique municipale, les services à la population, l'environnement, l'histoire régionale, ou encore des émissions pour les jeunes, des offices religieux et des documentaires.

La télévision communautaire est née d'un règlement du CRTC, émis en 1975, exigeant que tous les câblodistributeurs d'importance lui réservent un canal. Les émissions présentées doivent être l'oeuvre de la communauté elle-même; toute autre émission produite à l'extérieur doit offrir un contenu approprié à la région à laquelle elle s'adresse. Les 37 stations de télévision communautaire du Québec existant en 1984-85 produisent, en moyenne, 16 heures

2. Ministère des Approvisionnements et Services, *Rapport du Groupe de travail sur la politique de la radiodiffusion*, Ottawa, 1986, pp. 535-542.

d'émissions par semaine grâce au travail de 68 employés à temps plein, de 180 à temps partiel et d'environ 2 000 bénévoles actifs sur les quelque 30 000 adhérents aux associations de télévision communautaire. De plus, ces stations bénéficient d'un financement de 1,9 million de dollars, dont 1,2 million (64,1%) provient des gouvernements et 493 000 $ (25,6%), des milieux locaux.

La télédistribution et l'industrie de la vidéocassette

La câblodistribution

En 1985, on dénombre 1 155 430 abonnés et 150 réseaux de câblodistribution au Québec, dont 85 desservent plus de 1 000 abonnés et 65, 1 000 abonnés ou moins. En 1984, 77,6% des foyers québécois pouvaient avoir accès au service de câblodistribution, mais 48,3% seulement étaient abonnés, ce qui donne un taux de pénétration de 62,4%. L'année suivante, le taux d'accès passe à 86,7% et malgré une baisse du taux de pénétration, à 59,9%, l'augmentation de la clientèle fait passer le taux d'abonnement à 51,1% pour l'ensemble des foyers québécois.

La région de Montréal compte plus de la moitié (56,3%) de la clientèle, avec 650 638 abonnés. Dans cette région, l'accès à la câblodistribution s'étend pratiquement à l'ensemble des foyers (99,7%), mais 51,1% d'entre eux sont abonnés. En ce qui a trait à l'offre de câblodistribution, seule l'Estrie (95,1%) détient un pourcentage presque aussi élevé que celui de la région de Montréal, puisque celui de la région de Québec, qui vient au 3e rang, s'établit à 74,3%. Dans les autres régions, seulement les deux tiers ou moins des foyers ont accès au câble; l'offre de câblodistribution y varie entre 36,6% et 67,0%. Quant au nombre total d'abonnés, la région de Québec vient au 2e rang, avec 183 221 foyers; celle de Trois-Rivières, suit avec 89 866 et l'Estrie emboîte le pas, avec 72 136. Le Saguenay—Lac-Saint-Jean et l'Outaouais arrivent ensuite, avec respectivement 52 643 et 51 980 abonnés, et les trois autres régions comptent chacune moins de 23 000 clients.

En 1986, les câblodistributeurs du Québec ayant 1 000 abonnés ou plus (112 des 533 unités déclarantes du Canada) perçoivent des recettes de 184,6 millions de dollars (24,5% du total canadien), dont 174,1 millions proviennent d'abonnés directs. En Ontario, les recettes de 273,2 millions de dollars comptent pour 36,3% du total canadien; à elles seules, ces deux provinces engendrent plus de 60% des recettes de câblodistribution au Canada.

Toujours en 1986, les dépenses d'exploitation atteignent 115,1 millions de dollars au Québec, soit 25,7% de celles qui sont réalisées au Canada, les principales composantes étant les services techniques, l'administration et les frais généraux. En Ontario, ces dépenses montent à 152,1 millions de dollars, soit 34,0% du total canadien de 447,8 millions. Enfin, les câblodistributeurs du Québec versent une rémunération de 57,3 millions de dollars à 1 906 personnes, alors qu'en Ontario, 2 715 personnes se partagent un total de 71,7 millions. L'effectif de l'ensemble canadien est de 7 317 personnes et la rémunération, de 205,1 millions de dollars.

La télévision payante

Les données démontrent que 76 réseaux de câblodistribution offrent la télévision payante (TVP) en 1985, pour un potentiel de 1 106 894 abonnés, mais 102 578 (9,3%) d'entre eux seulement y sont abonnés. D'une région à l'autre, le taux de pénétration de la TVP s'échelonne entre 7,0% et 11,5%, sauf dans la région de la Côte-Nord, où ce taux atteint 18,2%. Les deux régions où l'on trouve le plus grand nombre d'abonnés sont celle de Montréal, avec 56 084 clients (54,7%) et celle de Québec, avec 17 193 (16,7%).

L'industrie de la vidéocassette

L'arrivée massive du magnétoscope dans les ménages a favorisé l'expansion de la location de vidéocassettes préenregistrées. En mai 1983, on ne compte au Québec que 94 000 ménages (4,2%) possédant un magnétoscope sur un total de 2 241 000, alors qu'en mai 1987, ce nombre s'élève à 1 103 000 (43,6%) sur 2 530 000. En cinq ans, près de la moitié des ménages ont donc acquis un magnétoscope. Au printemps 1986, le nombre total de magnétoscopes est estimé à 918 000 appareils[3], dont 211 000 de type Beta, 694 000 de type VHS, 11 000 Beta et VHS et 2 000 appareils de 8 mm.

Durant cette même période, un réseau de distribution de la vidéocassette préenregistrée se développe à la grandeur du Québec: les clubs vidéo, un marché qui procède par location à plus de 95%, font leur apparition. Ces clubs atteignent leur apogée en 1985, avec un total de quelque 2 000 points de vente et d'environ 60 millions de dollars[4] de revenu au seul chapitre de la location des cassettes. En 1986, ce réseau traverse toutefois une phase de consolidation qui se traduit par une saturation du marché, une diminution du nombre de clubs vidéo à la suite de faillites, de fusions ou de regroupements, et par l'évolution des goûts d'une clientèle devenue plus exigeante et plus sélective. En 1987, plusieurs clubs vidéo sont disparus et il ne reste que deux grossistes importants dans le réseau. En dépit de cette diminution, il y a une augmentation du choix et du nombre de vidéocassettes offertes aux consommateurs.

La téléphonie

Bien que le Québec compte 25,6% de tous les téléphones résidentiels au Canada en 1986, la moyenne du nombre de téléphones par 100 ménages reste inférieure à celle de chacune des autres provinces[5]. De plus, les ménages québécois possédant au moins deux téléphones (1 189 000 ou 48,3%) sont moins nombreux que ceux qui n'en ont qu'un (1 215 000 ou 49,4%), contrairement à ce qu'on peut observer dans six des neuf autres provinces, où les ménages possédant plus de deux téléphones sont majoritaires. Enfin, près du tiers (32,0%) des 175 000 ménages canadiens sans téléphone se retrouvent au Québec (56 000). Il faut noter toutefois que dès 1987, la situation change complètement puisque 1 334 000 ménages québécois (52,7%) disposent d'au moins deux téléphones et 1 156 000 (45,1%), d'un seul, et qu'il ne reste plus que 39 000 ménages québécois sans téléphone sur un total de 147 000 au Canada.

La même année, le nombre de lignes d'accès téléphonique au Québec se répartit en 2 554 800 (77,5%) lignes résidentielles et 741 300 lignes commerciales (22,5%), pour un total de presque 3,3 millions ou 25,5% du total canadien. L'Ontario détient pour sa part au delà de 4,7 millions de lignes d'accès, soit 36,4% du total canadien. Parmi les autres provinces, seules l'Alberta et la Colombie-Britannique comptent chacune au delà d'un million de lignes d'accès.

3. Michel Séguin, « Ces petits commerces auxquels on s'attache » , *Le Téléspectateur*, Association nationale des téléspectateurs, vol. 7, nº 3, 1986.
4. J. Lenneville, « L'industrie de la location de vidéocassettes entraîne des revenus de 60 millions par année » , *Le Devoir*, 19 juin 1985, p. 13.
5. Cette comparaison ne tient pas compte de l'Alberta ni de la Colombie-Britannique, pour lesquelles les données sur le nombre de téléphones ne sont pas disponibles.

En 1986, l'ensemble des communications téléphoniques au Québec totalise 7,8 milliards, ou 21,3% du total canadien, soit une augmentation de 61 millions (0,8%) par rapport à l'année 1985. Les communications interurbaines passent de 352,8 millions à 385,1 millions (9,1%) et les communications locales, de 7 389,2 millions à 7 418,0 millions (0,4%). Le nombre moyen de communications par habitant reste inchangé au Québec (1 172) relativement à 1985 (1 171), alors que dans huit des neuf autres provinces, il augmente et qu'en Nouvelle-Écosse, il diminue. Seule la Saskatchewan (958) affiche une moyenne inférieure à celle du Québec en ce qui a trait à la moyenne des communications par habitant.

Les 16 entreprises téléphoniques dépendant de la Régie des services publics du Québec obtiennent en 1986 des recettes de 316,3 millions de dollars, une augmentation de 20,6 millions (7,0%) par rapport à l'année précédente. Leur bénéfice net global diminue cependant quelque peu, passant de 35,5 millions à 33,6 millions de dollars (-5,3%). Ces entreprises donnent du travail à 3 173 personnes et leur versent environ 100,7 millions de dollars en rémunération. Elles gèrent, en plus, quelque 400 969 lignes d'accès et possèdent 497 363 téléphones, une diminution de 1,5% par rapport à 1985. Deux de ces entreprises se démarquent radicalement des autres: la première, Québec-Téléphone, avec ses 1 978 employés, ses recettes de 185 millions et sa rémunération de 61,2 millions de dollars; la seconde, Télébec Ltée, avec 1 024 employés, des recettes de 115,1 millions et une rémunération de 35,2 millions de dollars.

Toutefois, la principale entreprise téléphonique au Québec —et de loin— demeure Bell Canada, qui relève de l'autorité fédérale. En 1986, cette entreprise réalise au Québec des recettes d'exploitation d'environ 2,2 milliards de dollars[6]; ses dépenses d'exploitation (1,2 milliard) et de construction (519,1 millions) dépassent 1,7 milliard. L'effectif de Bell au Québec s'élève à 15 247 personnes et la rémunération, à 520,3 millions de dollars. On peut résumer la situation de la téléphonie au Québec en 1986 de la façon suivante: 17 entreprises travaillent dans ce domaine et réalisent des revenus d'environ 2,5 milliards; elles donnent du travail à 18 420 personnes et versent 621 millions de dollars en rémunération.

Intervention gouvernementale

Aide financière du ministère des Communications

En 1986-87, la Société de radio-télévision du Québec (SRTQ) reçoit la plus grosse part des subventions qu'accorde le ministère des Communications; sur une aide totale de 66,1 millions de dollars, elle obtient 60,8 millions (92,0%) en subventions pour le fonctionnement de Radio-Québec. Ensuite, 2,2 millions de dollars (3,3%) sont versés dans le cadre du Programme d'aide aux médias communautaires (PAMEC); la répartition de ce montant est la suivante: 1,15 million (1,7%) à 26 stations de radio, 825 000 $ (1,2%) à 30 stations de télévision et 220 000 $ (0,3%) à 50 médias écrits. On constate que l'aide financière accordée aux stations de radio en 1986-87 diminue de 175 000 $ et celle aux médias écrits, de 13 400 $; en revanche, les stations de télévision reçoivent 90 000 $ de plus qu'en 1985-86[7]. En troisième

6. Ces données ont été obtenues par le ministère des Communications auprès de Bell Canada. Aux recettes d'exploitation déclarées par Bell Canada pour le Québec, qui atteignent 2 025,9 millions de dollars, il a fallu ajouter 10% pour estimer les revenus perçus auprès de clients dont les frais sont facturés à un seul endroit, indépendamment de la province où ils ont utilisé les services de Bell. Ainsi, les recettes d'exploitation s'élèveraient plutôt à 2 228,5 millions de dollars.
7. Ministère des Communications, *Rapport annuel*, 1985-86 et 1986-87.

lieu, en vertu de l'entente Canada-Québec sur le développement des entreprises de communications signée en 1984-85, 2 125 800 $ (3,2%) de subventions provinciales et 2 897 200 $ de subventions fédérales sont versés à 27 entreprises en 1986-87. L'année précédente, en vertu de cette même entente, 19 entreprises avaient reçu une aide provinciale de 1,9 million et une aide fédérale de 3,6 millions de dollars. Enfin, trois autres programmes, dont un a été aboli au cours de 1986-87, se partagent quelque 987 000 $.

Information électronique

Ce domaine fait l'objet d'une vaste recherche du ministère des Communications. La première étape de cette recherche porte sur les banques de données recensées à l'automne 1987 au sein de l'Administration publique provinciale. Sur 89 ministères et organismes, 63 utilisent 350 banques de données. Toutefois, les résultats préliminaires ne portent que sur 272 d'entre elles, parfois moins en considérant certaines variables. Ce nombre comprend 114 banques dans les ministères et organismes à vocation administrative, 107 à vocation économique, 27 à vocation éducative et culturelle et 24 à vocation sociale.

Les principales raisons justifiant l'existence des banques de données sont la tenue de statistiques (134 banques sur 272) et la gestion d'une loi ou d'un règlement (109). Le contenu le plus fréquemment utilisé est celui de type numérique (127 banques), puis celui de type factuel (89 banques). Ce dernier prédomine seulement dans les ministères et organismes à vocation sociale, alors que tous les autres utilisent surtout le contenu numérique. Les données de 121 banques servent à produire des publications, à raison d'un seul titre pour 84 d'entre elles, de deux titres pour 18 autres et de trois titres ou plus pour les 19 restantes. Presque la moitié des banques (49,3%), c'est-à-dire 134 sur 272, existent depuis 1984, 96 banques sont apparues entre 1976 et 1983, et 42 datent d'avant 1976.

Pour ce qui est des télécommunications informatiques, les réseaux particuliers des ministères et organismes de l'Administration publique provinciale forment, en mars 1987, un ensemble de près de 3 000 liens reliant 12 789 terminaux dans 1 430 emplacements de travail répartis dans 300 villes environ[8]. Par ailleurs, il existe un réseau intégré de téléinformatique dans l'axe Québec-Montréal, un lien à haute vitesse implanté entre les deux villes en 1985-86; ce réseau fonctionne à 96% de sa capacité.

Pour 1986-87, les dépenses de l'Administration provinciale en communications informatiques s'élèvent à 16,1 millions de dollars pour 1986-87, une augmentation de 400 000 $ (2,5%) par rapport à l'année précédente. Cette faible variation contraste fortement avec le taux de croissance annuel moyen de 23% observé entre 1981-82 et 1985-86.

8. Ministère des Communications, *L'informatique au gouvernement du Québec 1986-87, rapport annuel*, Québec, 1988, pp. 29-30.

Définitions

Médias écrits

Périodique
Un périodique est un média écrit, imprimé et publié au Canada à intervalles réguliers, à raison de plus d'une fois l'an, mais pas plus d'une fois la semaine. Le périodique porte un nom et il doit indiquer sur sa couverture un ordre chronologique; il ne peut pas compter plus de 70% de contenu publicitaire. Le périodique est broché, collé, plié ou monté en un format distinct et est accessible au public.

Radiodiffusion

Émissions sonores transmises par ondes hertziennes.

Modulation d'amplitude (MA)
Procédé de modulation des ondes radiophoniques. On utilise généralement le sigle AM ou MA pour indiquer la radiodiffusion sur la bande de fréquences allant de 535 à 1650 kHz.

Modulation de fréquence (MF)
Procédé de modulation des ondes radiophoniques. On utilise généralement le sigle FM ou MF pour indiquer la diffusion en modulation de fréquence sur la bande de fréquences allant de 88 à 108 MHz et la partie sonore des signaux de télévision.

Télédistribution

Système qui capte les signaux émis par les stations de radiodiffusion pour les transmettre, par câble, aux abonnés.

Abonné direct
Le nombre d'abonnés directs correspond au nombre de logements individuels raccordés au réseau de télédistribution dont les frais de service sont directement facturés aux occupants. Chaque logement est raccordé par un seul câble; les sorties supplémentaires ne sont pas comptées.

Abonné indirect
Le nombre d'abonnés indirects correspond au nombre de logements raccordés au réseau de télédistribution dont les frais de service, en vertu d'un contrat, sont facturés à une tierce partie, les propriétaires des logements, par exemple. Chaque logement d'abonné indirect est raccordé par un seul câble; les sorties supplémentaires ne sont pas comptées.

Téléphonie

Ménage
Personne ou groupe de personnes occupant un même logement. Le nombre de ménages est, par conséquent, égal au nombre de logements occupés.

Unité déclarante

La plus petite unité commerciale en mesure de déclarer certains éléments financiers de son exploitation, à savoir les recettes, les dépenses, les bénéfices et les immobilisations. Sauf dans le cas de Radio-Canada, les statistiques de l'exploitation en radiodiffusion sont basées sur les unités déclarantes. Une unité déclarante peut prendre la forme d'une seule station de radio indépendante, d'une combinaison de stations de radio MA/MF, d'une station indépendante de télévision unique ou émettrice, d'une station de télévision émettrice fonctionnant conjointement avec un certain nombre de réémetteurs, d'un réseau régional de télévision, ou encore d'un ou plusieurs systèmes de télédistribution.

Nombre de téléphones des principaux services, en 1920.

NOM DE LA COMPAGNIE	Nombre d'emplo; és	Salaires et gages	Nombre de téléphones		
			d'affaires	à domicile	dans les campagnes
		$			
Beauce Tel. Co. Ltd	13	6,443	188	187	.....
Bell Tel. Co., l td.	12,228	10,470,762	140,917	196,717	38,727
Bonaventure & Gaspé T el. Co. td	20	9,485	160	670	.....
Charlevoix and Saguenay Tel. Co. Ltd	31	11,835	.....	324	394
Eastern Townships Tel. Co. Ltd	54	26,535	535	776	856
Kamouraska Tel. Co. Ltd	21	12,112	583	1,175	.....
National Tel. Co. Ltd.	14	15,209	400	1,400	.....
St. Maurice & Champlain Tel.Co. Ltd.	3	4,247	.....	281	.....
Saguenay & Quebec Tel. Co. Ltd	44	11,681	.....	714	893

Source: Annuaire statistique, 1922, p. 285.

28—Appareils de télévision en opération, par provinces, d'après les ventes annuelles, 1949-56

28—Television Sets in Use, by Provinces, Based on Yearly Sales, 1949-56

ANNÉES — YEARS	Maritimes (1)	Québec	Ontario	Prairies	Col.-Brit. — B. Col.	Canada
	VENTES ANNUELLES — YEARLY SALES					
	No.	No.	No.	No.	No.	No.
1949	.....	.....	8,212	.....	.....	8,212
1950	.....	.....	29,611	.....	.....	29,611
1951	.....	.....	40,615	.....	.....	40,615
1952	.....	28,263	103,652	.....	4,458	146,373
1953	869	119,519	225,726	1,270	19,114	366,498
1954	27,139	296,751	255,439	72,665	61,862	623,856
1955	75,051	203,296	283,144	132,045	71,421	764,957
1956	48,067	168,037	225,470	108,639	47,336	598,149
	APPAREILS EN OPÉRATION — SETS IN USE					
	No.	No.	No.	No.	No.	No.
1949	.....	.....	8,212	.....	.....	8,212
1950	.....	.....	37,823	.....	.....	37,823
1951	.....	.....	78,438	.....	.....	78,438
1952	.....	28,263	182,090	.....	4,458	224,811
1953	869	157,782	407,816	1,270	23,572	591,309
1954	28,008	364,533	663,255	73,935	85,434	1,215,165
1955	103,049	567,829	946,399	205,980	156,855	1,980,122
1956	151,726	735,866	1,171,809	314,619	204,191	2,578,271

(1) Terre-Neuve inclus.

(1) Including Newfoundland.

Source: Annuaire statistique, Statistical Year Book, 1956-57, p. 489.

Tableau 1

Répartition des médias écrits selon la catégorie, la région et la langue, Québec, 1985

Région administrative et langue	Quotidiens	Hebdos nationaux	Hebdos régionaux	Périodiques généraux	Périodiques spécialisés	Autres	Total
			n				
Le Québec	12	7	196	102	122	120[1]	559
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	-	-	12	1	-	9	22
Saguenay—Lac-Saint-Jean	1	1	8			9	19
Québec	2	-	29	7	4	5	47
Trois-Rivières	1	-	11	1	-	6	19
Estrie	2	-	8	-	1	2	13
Montréal	5	6	99	93	116	86	405
Outaouais	1	-	16	-	1	1	19
Abitibi-Témiscamingue	-	-	6	-	-	1	7
Côte-Nord	-	-	7	-	-	-	7
Langue							
Français	10	7	150	79	74	86	406
Anglais	2	-	18	12	27	16	75
Français-anglais	-	-	26	10	19	3	58
Autre	-	-	2	1	2	15	20

1. Ce nombre inclut un périodique dont la région n'est pas connue.

Source: Ministère des Communications, *Rapport statistique sur les médias québécois, 1986*.

Tableau 2

Répartition du tirage des médias écrits selon la région et la langue, Québec, 1985

Région administrative et langue	Quotidiens	Hebdos nationaux	Hebdos régionaux	Périodiques généraux	Périodiques spécialisés	Autres	Total
			n				
Le Québec	1 143 108	371 353	3 450 295	8 308 381	1 420 181	1 606 499	16 296 817
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	-	-	106 225	19 708	-	116 940	242 873
Saguenay—Lac-Saint-Jean	28 798	50 060	82 581	-	-	63 500	224 939
Québec	226 756	-	547 540	584 249	219 844	15 300	1 593 689
Trois-Rivières	51 430	-	185 205	10 000	-	7 400	254 035
Estrie	45 111	-	69 779	-	6 000	6 000	126 890
Montréal	750 295	321 293	2 118 909	7 694 424	1 146 281	1 390 459	13 421 661
Outaouais	40 718	-	216 417	-	48 056	3 000	308 191
Abitibi-Témiscamingue	-	-	52 754	-	-	900	53 654
Côte-Nord	-	-	70 885	-	-	-	70 885
Langue							
Français	939 497	371 353	2 590 742	7 297 302	868 353	979 632	13 046 879
Anglais	203 611	-	115 302	625 863	229 811	96 900	1 271 487
Français-anglais	-	-	684 381	385 216	322 017	385 000	1 776 614
Autre	-	-	59 870	-	-	144 967	204 837
Périodiques considérés	12	3	178	84	105	102	484
Tirage par 100 ménages	48.1	15.6	145.2	349.7	59.8	67.6	685.9

Source: Ministère des Communications, *Rapport statistique sur les médias québécois, 1986*.

Tableau 3

Emploi direct, recettes et dépenses des périodiques, par région, Canada, 1985

Caractéristique	Unité	Régions canadiennes				
		Québec	Ontario	Atlantique	Ouest canadien	Canada
Périodiques considérés	n	327	682	42	238	1 289
Employés directs à temps plein	n	715	2 564	47	647	3 973
Recettes	'000 $	141 462	378 168	4 480	71 596	595 706
	%	23,8	63,5	0,8	12,0	100,0
Publicité	'000 $	70 582	257 558	2 882	51 452	382 475
Abonnements	'000 $	40 944	73 433	781	11 441	126 599
Autres[1]	'000 $	29 936	47 177	817	8 703	86 632
Dépenses	'000 $	134 461	363 489	4 994	70 234	573 178
	%	23,5	63,4	0,9	12,3	100,0
Production et impression	'000 $	54 597	149 780	2 065	27 786	234 228
Salaires, honoraires et sous-traitance	'000 $	21 132	75 597	1 272	18 709	116 710
Autres frais variables[2]	'000 $	46 997	100 798	1 201	16 346	165 342
Administration et autres	'000 $	11 734	37 313	456	7 393	56 897

1. Incluant les ventes au numéro, la vente d'anciens numéros ainsi que les autres recettes ou celles qui ne sont pas précisées.
2. Incluant les dépenses de rédaction et de conception, du service d'abonnement et de la facturation, la promotion et le marketing, le coût des ventes de publicité ainsi que la distribution.

Source: Statistique Canada, *L'édition du périodique, statistiques préliminaires 1985* (87-203).

Tableau 4

Répartition régionale des stations de radio[1] MA et MF, selon la langue principale de diffusion et le type de propriété, Québec, août 1984

Région administrative et langue	Stations		Langue principale		Type de propriété			Total
	MA	MF	Français	Anglais et autre	Privée	Publique	Communautaire	
	n							
Le Québec	70	46	104	12	84	13	19	116
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	7	5	12	-	5	3	4	12
Saguenay—Lac-Saint-Jean	8	3	11	-	8	2	1	11
Québec	12	8	19	1	15	3	2	20
Trois-Rivières	7	2	9	-	8	-	1	9
Estrie	5	3	7	1	8	-	-	8
Montréal	19	15	24	10	26	4	4	34
Outaouais	4	3	7	-	5	-	2	7
Abitibi-Témiscamingue	5	3	8	-	6	-	2	8
Côte-Nord	3	4	7	-	3	1	3	7
Langue principale de diffusion								
Français	63	41	104	-	75	10	19	104
Anglais et autre	7	5	-	12	9	3	-	12
Stations de radio								
MA	70	-	63	7	64	6	-	70
MF	-	46	41	5	20	7	19	46

1. Stations de radio en ondes au 31 août 1984, excluant les stations indiennes et inuit.

Source: Ministère des Communications, *Rapport statistique sur les médias québécois, 1985*.

Tableau 5

Recettes, dépenses, effectif et rémunération dans l'industrie de la radiodiffusion privée, par région, Canada, 1986

Caractéristique	Unité	Régions canadiennes					
		Québec	Ontario	Atlantique	Prairies[1]	Colombie-Britannique[2]	Canada
Unités déclarantes	n	90	141	57	95	79	462
Recettes d'exploitation	'000 $	138 146.7	206 430.1	55 351.5	138 423.4	84 346.0	622 697.7
Ventes de temps d'antenne							
Local	'000 $	100 220.7	152 768.8	48 123.7	102 082.8	62 869.8	466 085.8
National	'000 $	35 235.7	51 638.5	6 616.8	32 633.3	18 180.6	144 304.9
Réseau	'000 $	1 002.6	0.0	5.4	0.0	0.0	1 008.0
Recettes de production et autres	'000 $	1 597.8	2 022.9	605.5	3 797.1	3 275.6	11 298.9
Dépenses internes	'000 $	124 087.5	177 377.8	49 990.4	123 439.6	70 417.3	545 292.6
Émissions	'000 $	44 762.0	61 623.6	16 556.8	44 797.0	26 182.5	193 921.9
Services techniques	'000 $	4 508.1	8 849.3	3 487.3	6 208.5	3 348.7	26 401.9
Ventes et promotion	'000 $	32 180.9	49 389.5	11 328.2	34 344.6	19 207.6	146 450.8
Administration et frais généraux	'000 $	42 516.5	57 515.4	18 618.0	38 189.6	21 678.5	178 518.0
Effectif moyen	n	1 905	3 408	1 082	2 281	1 428	10 094
Rémunération et avantages sociaux[3]	'000 $	60 128.6	96 464.1	26 673.7	68 255.9	40 595.4	292 117.7

1. Manitoba, Saskatchewan et Alberta.
2. Incluant le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.
3. La rémunération et les avantages sociaux sont compris dans les dépenses internes.

Source: Statistique Canada, *Radiodiffusion et télévision 1986* (56-204).

Tableau 6

Répartition régionale des stations de télévision, selon la langue de diffusion, l'affiliation à un réseau et le type de propriété, Québec, août 1984

Région administrative et langue de diffusion	Réseaux francophones			Réseaux anglophones	Type de propriété		Total
	Radio-Québec	Radio-Canada	TVA		Privée	Publique	
			n				
Le Québec	13	9	10	3	17	18	35
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	2	2	2	-	2	4	6
Saguenay—Lac-Saint-Jean	1	1	1	-	2	1	3
Québec	1	2	2	1	4	2	6
Mauricie—Bois-Francs	1	1	1	-	2	1	3
Estrie	1	1	1	-	2	1	3
Montréal[1]	1	1	1	2	2	3	5
Outaouais	3	-	1	-	1	3	4
Abitibi-Témiscamingue	1	1	1	-	2	1	3
Côte-Nord	2	-	-	-	-	2	2
Langue de diffusion							
Français	13	9	10	-	15	17	32
Anglais	-	-	-	3	2	1	3

1. Des deux stations anglophones de cette région, l'une est affiliée au réseau Canadian Television Network (CTV) et l'autre, au réseau Canadian Broadcasting Corporation (CBC), tout comme la station anglophone de Québec.

Source: Ministère des Communications, *Rapport statistique sur les médias québécois, 1986*.

Tableau 7

Recettes, dépenses, effectif et rémunération dans l'industrie de la télévision privée, par région, Canada, 1986

Caractéristique	Unité	Régions canadiennes					
		Québec	Ontario	Atlantique	Prairies[1]	Colombie-Britannique[2]	Canada
Unités déclarantes	n	19	25	9	27	9	89
Recettes d'exploitation	'000 $	237 104,8	396 388,3	50 173,1	215 878,1	108 748,4	1 008 292,7
	%	23,5	39,3	5,0	21,4	10,8	100,0
Ventes de temps d'antenne							
Local	'000 $	69 882,7	50 056,5	17 573,0	66 526,1	28 358,4	232 396,7
National	'000 $	109 694,3	258 677,6	17 323,3	93 036,2	54 079,2	532 810,6
Réseau	'000 $	33 422,0	50 963,5	13 636,1	38 472,2	22 481,9	158 975,7
Recettes de production	'000 $	4 877,4	25 889,4	1 205,3	11 975,1	2 827,7	46 774,9
Ventes de droits de diffusion	'000 $	7 963,0	8 662,5	0,0	1 778,4	144,6	18 548,5
Autres recettes	'000 $	11 265,4	2 138,8	435,3	4 090,2	856,5	18 786,2
Dépenses internes	'000 $	186 862,7	306 900,2	39 907,3	162 910,5	88 123,4	784 704,1
	%	23,8	39,1	5,1	20,8	11,2	100,0
Émissions	'000 $	109 901,1	199 833,6	22 238,0	99 079,2	57 469,4	488 521,3
Services techniques	'000 $	12 696,7	18 312,5	5 172,3	12 520,8	5 700,8	54 403,1
Ventes et promotion	'000 $	25 437,9	33 044,5	5 212,7	20 174,5	9 084,6	92 954,2
Administration et frais généraux	'000 $	38 827,0	55 709,7	7 284,4	31 135,8	15 868,6	148 825,5
Effectif moyen	n	1 990	2 644	483	1 659	778	7 554
Rémunération et avantages sociaux[3]	'000 $	78 287,1	101 637,9	16 994,4	39 259,6	31 314,3	287 493,3

1. Manitoba, Saskatchewan et Alberta.
2. Incluant le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.
3. La rémunération et les avantages sociaux sont déjà compris dans les dépenses internes.

Source: Statistique Canada, *Radiodiffusion et télévision 1986* (56-204).

Tableau 8

Sources de financement des stations de radio et de télévision communautaires[1], Québec, 1984-85

Financement	Radio		Télévision	
	$	%	$	%
Recettes d'exploitation	1 432 732	37,9	-	-
Publicité	1 338 885	35,4	-	-
Divers	93 847	2,5	-	-
Subventions gouvernementales et autres	1 654 191	43,7	1 233 630	64,1
Provinciales	1 125 673	29,8	989 230	51,4
Fédérales	383 330	10,1	244 400	12,7
Autres	145 188	3,8	-	-
Contribution du milieu	459 391	12,1	493 000	25,6
Contribution du câblodistributeur	-	-	198 430	10,3
Autres	236 048	6,3	-	-
Total	3 782 362	100,0	1 925 060	100,0

1. Ces données portent sur 26 stations de radio et 37 associations de télévision communautaires.

Source: Ministère des Approvisionnements et Services, *Rapport du groupe de travail sur la politique de la radiodiffusion, 1986*.

Tableau 9

Réseaux de câblodistribution et taux d'abonnement, d'accès et de pénétration, par région administrative, Québec, 1985

Région administrative	Réseaux de câblodistribution			Abonnés	Taux d'abonnement[1]	Taux d'accès[2]	Taux de pénétration[3]
	Ensemble	1 000 abonnés et moins	Plus de 1 000 abonnés				
	n				%		
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	11	6	5	19 783	24.1	36.6	65.7
Saguenay—Lac-Saint-Jean	12	4	8	52 643	49.3	64.3	76.6
Québec	37	18	19	183 221	50.4	74.3	67.9
Trois-Rivières	22	11	11	89 866	57.7	67.0	86.1
Estrie	20	8	12	72 136	86.3	95.1	90.7
Montréal	29	9	20	650 638	51.1	99.7	51.3
Outaouais	6	3	3	51 980	53.7	64.9	82.7
Abitibi-Témiscamingue	8	3	5	22 351	41.4	55.8	74.1
Côte-Nord	5	3	2	12 832	33.5	56.9	58.8
Le Québec	150	65	85	1 155 430	51.1	85.7	59.7

1. Nombre actuel d'abonnés dans la région X 100 / Nombre total de foyers dans la région
2. Nombre potentiel d'abonnés dans la région X 100 / Nombre total de foyers dans la région
3. Nombre actuel d'abonnés dans la région X 100 / Nombre potentiel d'abonnés dans la région

Source: Ministère des Communications, *Rapport statistique sur les médias québécois, 1986*

Tableau 10

Réseaux offrant la télévision payante (TVP) et taux de pénétration de la télévision payante, par région administrative, Québec, 1985

Région administrative	Réseaux offrant la TVP	Abonnés à la TVP	Abonnés aux réseaux offrant la TVP	Taux de pénétration de la TVP[1]
	n			%
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	4	1 053	15 020	7.0
Saguenay—Lac-Saint-Jean	11	6 037	52 370	11.5
Québec	14	17 193	164 708	10.4
Trois-Rivières	9	8 472	85 170	9.9
Estrie	9	4 712	62 933	7.5
Montréal	20	56 084	646 846	8.7
Outaouais	2	4 750	47 851	9.9
Abitibi-Témiscamingue	5	2 219	20 697	10.7
Côte-Nord	2	2 058	11 229	18.2
Le Québec	76	102 578	1 106 894	9.3

1. Nombre d'abonnés à la TVP X 100 / Nombre d'abonnés aux réseaux offrant la TVP

Source: Ministère des Communications, *Rapport statistique sur les médias québécois, 1986*

Tableau 11

Recettes et dépenses d'exploitation, effectif et rémunération pour les entreprises de câblodistribution, par région administrative, Canada, 1986

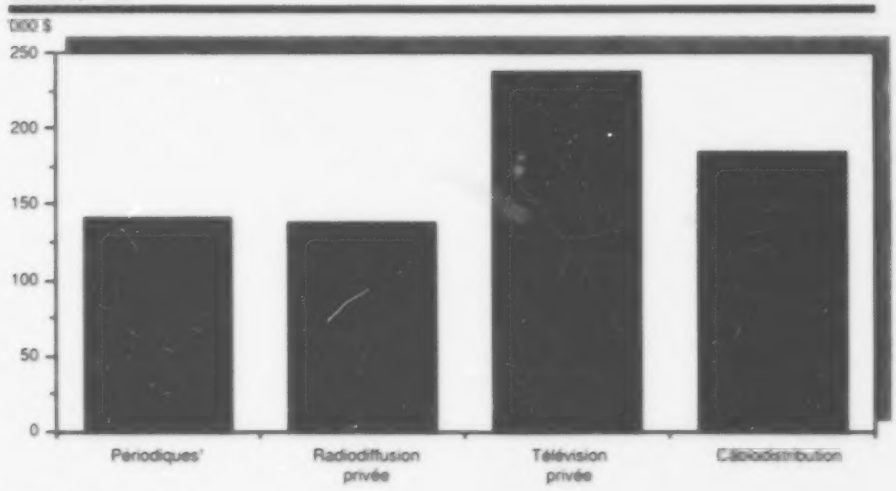
Caractéristique	Unité	Régions canadiennes					
		Québec	Ontario	Atlantique	Prairies[1]	Colombie-Britannique[2]	Canada
Unités déclarantes	n	112	139	66	142	74	533
Recettes d'exploitation	'000 $	184 576,6	273 196,0	52 540,6	126 328,9	115 565,0	752 207,1
	%	24,5	36,3	7,0	16,8	15,4	100,0
Abonnés directs	'000 $	174 122,0	240 369,6	48 162,3	109 746,3	95 208,2	667 608,4
Abonnés indirects	'000 $	2 132,1	18 700,8	1 904,3	8 876,7	13 918,4	45 532,3
Installations et rebranchements	'000 $	6 808,3	13 903,4	2 158,0	6 487,5	6 237,0	35 594,2
Autres	'000 $	1 514,3	222,2	316,1	1 218,2	201,4	3 472,2
Dépenses d'exploitation	'000 $	115 065,1	152 058,5	33 117,6	78 884,9	68 883,9	447 820,0
	%	25,7	34,0	7,4	17,6	15,4	100,0
Production d'émissions	'000 $	12 880,0	14 312,7	2 575,6	7 313,8	7 072,0	44 154,1
Services techniques	'000 $	46 088,0	68 620,6	15 034,2	42 329,6	27 607,2	199 679,6
Ventes et promotion	'000 $	10 001,1	10 491,1	749,9	3 309,2	3 345,5	27 896,8
Administration et frais généraux	'000 $	46 096,0	58 634,1	14 758,0	24 732,2	30 869,2	176 089,5
Effectif moyen	n	1 906	2 715	596	1 101	999	7 317
Rémunération[3]	'000 $	57 334,8	71 674,5	12 837,1	26 635	36 655,4	205 136,8

1. Manitoba, Saskatchewan et Alberta.
2. Incluant le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.
3. Ces montants ont déjà été comptés dans les dépenses d'exploitation.

Source: Statistique Canada, *Télédistribution 1986* (56-205).

Figure 1

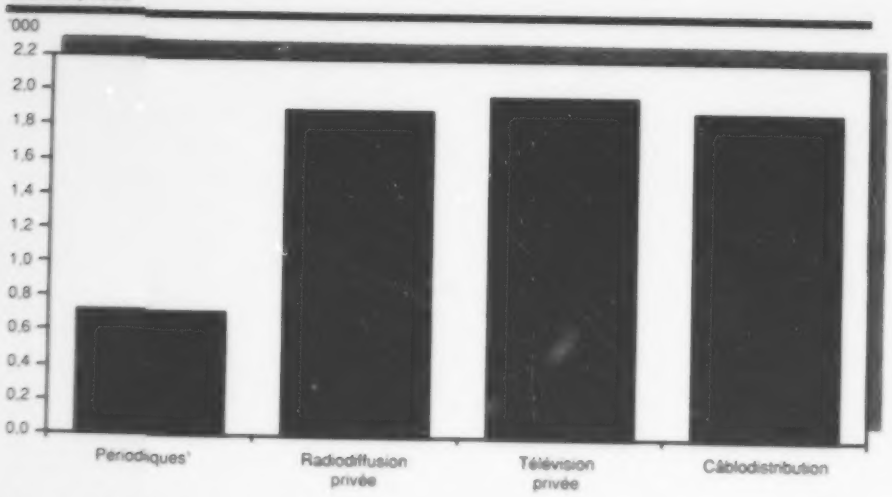
Recettes d'exploitation de certains médias écrits et électroniques, Québec, 1986



1. Données de 1985.

Sources: Voir tableaux 3, 5, 7 et 11.

Figure 2
Effectif de certains médias écrits et électroniques, Québec, 1986



1. Données de 1985.

Sources: Voir tableaux 3, 5, 7 et 11.

Tableau 12
Lignes téléphoniques résidentielles et commerciales, téléphones résidentiels et ménages ayant le téléphone, par province, Canada, 1986

Province	Lignes téléphoniques			Téléphones	
	Total	Commerciales	Résidentielles	Total	par 100 ménages
	000			n	
Terre-Neuve	203,3	44,3	159,0	274,7	130,1
Île-du-Prince-Édouard	54,7	11,5	43,1	61,5	143,0
Nouvelle-Écosse	400,8	91,6	309,1	432,9	141,5
Nouveau-Brunswick	334,5	97,5	237,0	345,5	143,9
Québec	3 296,1	741,3	2 554,8	2 895,4	117,7
Ontario	4 715,1	1 175,4	3 539,7	4 246,5	126,0
Manitoba	526,8	119,5	407,3	553,8	139,5
Saskatchewan	523,1	151,7	371,4	520,9	139,6
Alberta	1 270,0	347,9	922,0	900,4[1]	104,7
Colombie-Britannique	1 588,6	448,6	1 140,0	1 140,0[1]	102,2
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	35,1	17,3	17,8	..	..
Canada	12 948,0	3 246,7	9 701,4	11 311,6	121,2

1. B.C. Tel et Edmonton Telephone déclarent le nombre de lignes d'abonnés plutôt que le nombre de téléphones.

Source: Statistique Canada, *Statistiques du téléphone 1986* (56-203); *L'équipement ménager, mai 1986* (64-202).

Tableau 13

Répartition des communications téléphoniques, par province, Canada, 1985 et 1986

Province	Communications téléphoniques			Communications par ligne d'accès			Communications par habitant
	Locales[1]	Interurbaines	Total	Locales	Interurbaines	Total	
	'000 000			n			
1985	32 926.3	1 792.4	34 718.7	2 638	143	2 781	1 361
Terre-Neuve	1 949.7	25.0	1 974.7	9 902	171	10 073	3 401
Île-du-Prince-Édouard	242.0	7.6	249.5	4 581	143	4 724	1 951
Nouvelle-Écosse	1 789.3	59.6	1 849.0	4 639	155	4 794	2 094
Nouveau-Brunswick	812.6	60.4	873.0	2 558	190	2 748	1 212
Québec	7 389.2	352.8	7 742.0	2 328	113	2 441	1 171
Ontario	9 941.8	632.0	10 573.7	2 205	142	2 347	1 156
Manitoba	1 824.6	75.7	1 900.3	3 527	146	3 673	1 767
Saskatchewan	845.9	104.4	950.2	1 165	144	1 309	932
Alberta	4 262.1	236.2	4 498.3	3 412	189	3 601	1 895
Colombie-Britannique[2]	3 869.1	238.8	4 108.0	2 466	156	2 621	1 382
1986	34 672.9	1 959.2	36 632.0	2 678	151	2 829	1 423
Terre-Neuve	2 009.0	27.0	2 036.0	9 884	178	10 062	3 513
Île-du-Prince-Édouard	248.7	8.2	257.0	4 549	151	4 700	2 004
Nouvelle-Écosse	1 774.2	63.9	1 838.1	4 427	160	4 587	2 071
Nouveau-Brunswick	842.7	67.2	909.9	2 519	201	2 720	1 262
Québec	7 418.0	385.1	7 803.1	2 251	119	2 370	1 172
Ontario	10 657.4	705.0	11 362.4	2 260	152	2 412	1 225
Manitoba	2 047.9	81.4	2 129.3	3 887	155	4 042	1 967
Saskatchewan	867.8	110.7	978.5	1 659	212	1 871	958
Alberta	4 545.4	248.2	4 793.7	3 579	195	3 774	2 009
Colombie-Britannique[2]	4 261.7	262.4	4 524.0	2 625	162	2 787	1 508

1. Les grands réseaux téléphoniques peuvent eux-mêmes estimer le nombre de leurs appels locaux. Statistique Canada estime le nombre d'appels locaux des petites compagnies en supposant que les téléphones qu'elles exploitent, dans chaque province, sont utilisés avec la même fréquence que ceux des grandes sociétés.
2. Incluant le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Source: Statistique Canada, *Statistiques du téléphone*, 1985 et 1986 (56-203).

Province	Ménages			
	Total	Avec un téléphone	Deux téléphones ou plus	Sans téléphone
	'000			
Terre-Neuve	165	89	69	7
Île-du-Prince-Édouard	43	20	21	2
Nouvelle-Écosse	306	134	164	8
Nouveau-Brunswick	240	119	113	8
Québec	2 461	1 215	1 189	56
Ontario	3 371	1 300	2 033	38
Manitoba	397	174	214	9
Saskatchewan	373	195	170	8
Alberta	860	310	534	17
Colombie-Britannique	1 115	535	558	22
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	-	-	-	-
Canada	9 331	4 091	5 065	175

Tableau 14

Statistiques des entreprises téléphoniques de compétence provinciale, Québec, 1985 et 1986

Entreprise	Employés	Salaires	Lignes d'accès	Téléphones propriété de l'entreprise	Recettes d'exploitation	Dépenses d'exploitation	Autres dépenses	Bénéfice net
	n	'000 $	n		'000 $			
1985	3 136	96 343,1	390 256	505 022	295 778,6	157 378	102 913,6	35 487,0
Québec-Téléphone	1 972	59 577,3	221 471	283 431	178 254,0	95 343,0	61 248,0	21 663,0
Télébec ltée	1 011	32 908,1	133 731	177 040	102 501,0	54 749,0	36 096,0	11 656,0
Sogetel inc.	53	1 441,7	12 974	15 573	5 891,6	2 700,4	2 479,1	712,1
Coop de téléphone de Valcourt	23	798,6	3 627	5 203	2 025,3	1 108,8	624,9	291,6
Téléphone Guévremont inc.	13	324,7	4 615	5 778	1 698,0	760,7	798,4	138,9
La Compagnie de téléphone de Warwick	18	471,3	3 436	4 658	1 509,7	782,7	554,1	172,9
Téléphone Milot inc.	15	407,7	3 647	4 361	1 481,2	794,4	478,1	208,7
Autres (9 entreprises)	31	413,7	5 755	8 978	2 417,8	1 139,0	635,0	643,8
1986	3 173	100 658,8	400 969	497 363	316 340,5	181 712,9	101 036,7	33 590,9
Québec-Téléphone	1 978	61 125,9	226 580	272 655	184 970,0	110 773,0	54 270,0	19 927,0
Télébec ltée	1 024	35 169,0	138 190	180 787	115 134,0	63 051,0	40 406,0	11 677,0
Sogetel inc.	61	1 657,7	13 422	14 987	6 230,2	3 010,9	2 567,6	651,7
Coop de téléphone de Valcourt	31	852,5	3 741	5 390	2 151,1	1 199,8	689,7	261,6
Téléphone Guévremont inc.	13	328,8	4 707	5 426	1 961,0	802,6	1 141,8	16,6
La Compagnie de téléphone de Warwick	18	533,1	3 550	4 678	1 654,0	788,6	682,6	182,8
Téléphone Milot inc.	17	453,6	3 778	4 331	1 584,7	882,7	522,8	179,2
Autres (9 entreprises)	31	448,2	7 001	9 109	2 655,5	1 204,3	756,2	695,0

Source: Régie des services publics du Québec, *Rapport annuel*, 1985-86 et 1986-87.

Tableau 15

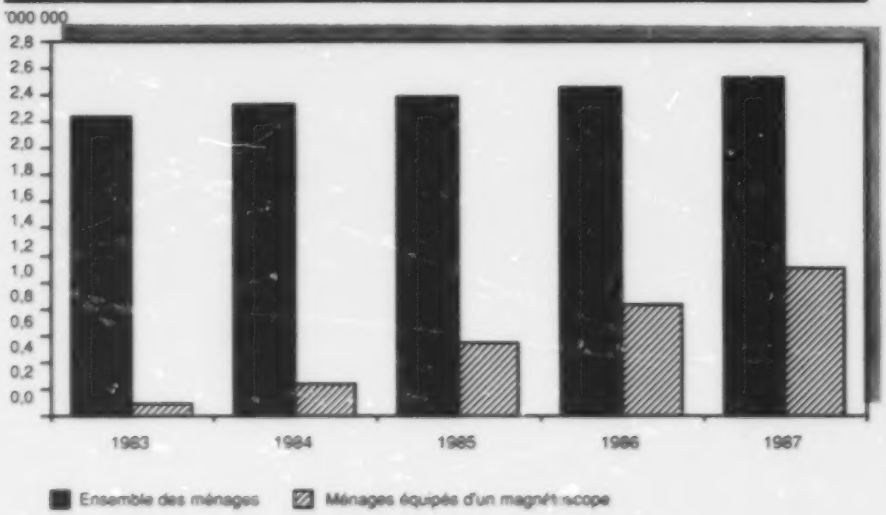
Ménages possédant des appareils de communication, selon le type et le nombre d'appareils, Québec, Ontario et Canada, mai 1987

Équipement	Ménages					
	Québec		Ontario		Canada	
	'000	%	'000	%	'000	%
Ensemble des ménages	2 530	100,0	3 451	100,0	9 556	100,0
Récepteurs radio MF	2 459	97,2	3 304	95,7	9 134	95,6
Un récepteur	835	33,0	834	24,2	2 583	27,0
Deux récepteurs	836	33,0	933	27,0	2 821	29,5
Trois récepteurs ou plus	788	31,1	1 536	44,5	3 731	39,0
Téléviseurs couleur	2 390	94,5	3 273	94,8	9 020	94,4
Un téléviseur	1 676	66,2	2 281	66,1	6 374	66,7
Deux ou plus	715	28,3	992	28,7	2 847	29,8
Télédistribution	1 456	57,5	2 513	72,8	6 424	67,2
Télévision payante[1]	179	7,3	440	13,1	885	9,6
Magnétoscope	1 103	43,6	1 580	46,0	4 296	45,0
Téléphones	2 491	98,5	3 418	99,0	9 409	98,5
Un téléphone	1 156	45,7	1 297	37,6	3 973	41,6
Deux téléphones	860	34,0	1 243	36,0	3 348	35,0
Trois téléphones ou plus	474	18,7	878	25,4	2 088	21,9
Ordinateurs domestiques[1]	213	8,7	388	11,5	962	10,3

1. Les données pour la télévision payante et les ordinateurs domestiques sont celles de mai 1986; les pourcentages sont donc calculés selon le nombre total de ménages en 1986 pour le Québec (2 461 000), l'Ontario (3 371 000) et l'ensemble du Canada (9 331 000).

Source: Statistique Canada, *L'équipement ménager* (64-202).

Figure 3
Ménages équipés d'un magnétoscope, Québec, 1983-1987



Source: Statistique Canada, *L'équipement ménager* (64-202).

Tableau 16
Aide financière du ministère des Communications, par programme, Québec, 1986-87

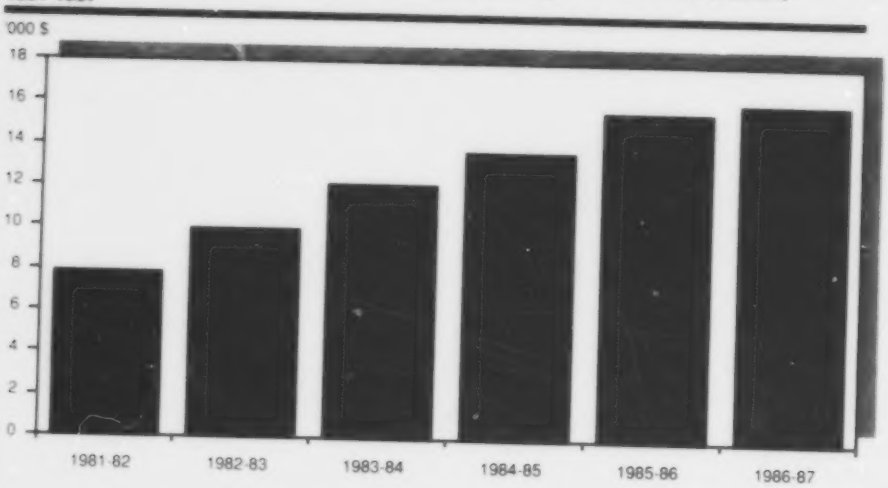
Programme	Projets ou organismes	Aide financière	Part relative
	n	$	%
Programme d'aide aux médias communautaires	108	2 195 000	3,3
Radios communautaires	26	1 150 000	1,7
Télévisions communautaires	30	825 000	1,2
Médias écrits communautaires	50	220 000	0,3
Programme d'aide aux organismes de défense des intérêts des usagers des moyens de communication (PODIUM)[1]	8	220 000	0,3
Programme d'aide aux communications en milieu autochtone	30	280 000	0,4
Entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement des entreprises de communication[2]	27	2 125 600	3,2
Programme d'aide aux industries de service	40	487 409	0,7
Subvention à Radio-Québec	1	60 827 700	92,0
Total	-	66 135 909	100,0

1. Ce programme a été aboli en 1986-87.
2. À ce montant, il faut ajouter la contribution de l'Administration fédérale, soit 2 897 200 $.

Source: Ministère des Communications, *Rapport annuel 1986-87*; questionnaire rempli par le ministère lors de l'enquête 1986-87 sur les dépenses de l'Administration publique provinciale au titre de la culture.

Figure 4

Évolution des coûts en communications informatiques au gouvernement du Québec, 1981-1987



Source : Ministère des Communications, *L'informatique au gouvernement du Québec 1986-1987, Rapport annuel*, 1988.

Tableau 17

Répartition des banques de données de l'Administration publique provinciale, selon la vocation des ministères et des organismes, Québec, automne 1987

	Total	Vocation			
		Administrative	Éducative et culturelle	Économique	Sociale
			n		
Banques de données recensées	272	114	27	107	24
Fonction[1]					
Gestion d'une loi ou d'un règlement	109	34	10	46	17
Gestion d'un programme	56	17	4	28	6
Gestion interne	70	19	8	40	2
Archivage	36	19	3	13	-
Statistiques	134	66	13	47	6
Diffusion publique	88	36	8	39	4
Type de contenu					
Numérique	127	58	17	45	7
Factuel	89	35	5	39	10
Texte intégral	28	18	2	5	3
Bibliographique	22	3	2	13	4
Autre	6	-	1	5	-
Période de mise en place					
1984-1987	134	52	7	60	14
1976-1983	96	36	15	37	8
Avant 1976	42	26	5	10	1

1. La somme des éléments de cette catégorie dépasse le total des banques de données recensées, puisque certaines d'entre elles peuvent avoir plus d'une fonction.

Source : Ministère des Communications, *Inventaire des banques d'information gouvernementales, résultats préliminaires*, mars 1988.

16

Commerce de gros et de détail

Le commerce de gros 675

Le commerce de détail 676

Définitions 678

Liste des tableaux

1. Statistiques principales du commerce de gros, par activité économique, Canada, 1985 679

2. Statistiques principales du commerce de gros, par province et territoire, Canada, 1985 679

3. Nombre d'établissements et volume d'affaires du commerce de gros, par province et territoire, Canada, 1985 680

4. Nombre d'établissements et volume d'affaires du commerce de gros, par activité économique, Québec, 1981-1985 680

5. Composantes du volume d'affaires du commerce de gros, Québec, 1981-1985 682

6. Nombre d'établissements et volume d'affaires du commerce de gros, par catégorie de grossistes et activité économique, Québec, 1985 682

7. Valeur des ventes au détail, par catégorie de magasins et par province et territoire, Canada, 1987 684

8. Valeur des ventes au détail, par catégorie de magasins, Québec, 1981-1987 685

9. Valeur des ventes au détail, par catégorie de magasins et genre de commerces, Québec, 1987 685

10. Valeur des ventes au détail, par catégorie de magasins et genre de commerces, Région métropolitaine de Montréal, 1987 686

11. Chaines de magasins de détail, selon certains genres de commerces, Québec, 1981-1986 686

12. Part relative de chacune des catégories de magasins dans l'ensemble des ventes au détail, Canada, 1935-1986 687

13. Grands magasins, par province et territoire, Canada, 1986 687

Liste des figures

1. Répartition du volume d'affaires du commerce de gros, par province, Canada, 1986 681

2. Volume d'affaires du commerce de gros, Québec, 1981-1985 683

3. Ventes au détail, Québec, 1981-1987 683

4. Répartition des ventes au détail, par province, Canada, 1987 684

16

Ce chapitre a été réalisé par Marcel Caron, de la Direction des statistiques des entreprises du Bureau de la statistique du Québec.

L'activité commerciale au Québec est présentée dans ce chapitre sous deux volets: le commerce de gros et le commerce de détail.

Les grossistes se répartissent en deux catégories: les marchands de gros, dont l'activité principale est l'achat et la vente de marchandises pour compte propre, et les agents et courtiers, qui achètent et vendent des produits pour compte d'autrui, moyennant une commission. Les commerçants de détail sont regroupés pour leur part en trois catégories, selon qu'ils exercent leur activité dans un grand magasin, un magasin à succursales ou un magasin indépendant.

Le commerce de gros

En 1985, le commerce de gros au Québec, en progression de 6,7%, réalise un volume d'affaires de 47,9 milliards de dollars, contre 44,9 milliards de dollars l'année précédente. Pendant la même période, le volume d'affaires du commerce de gros au Canada grimpe de 213,7 milliards de dollars à 321,8 milliards de dollars, soit une hausse de 8,5%. La part du Québec dans le commerce de gros au Canada passe ainsi de 21,0% à 20,6%. L'Ontario conserve la première position, avec 42,4% de l'activité canadienne dans ce secteur.

Le commerce de gros est formé de 17 groupes d'industries, dont cinq se partagent près de 60% du volume d'affaires. Ce sont, dans l'ordre, ceux des produits alimentaires (21%), du charbon, du coke et des dérivés du pétrole (15,4%) des produits divers non classés (8,3%), des machines et équipements (7,9%) et, enfin, des produits du tabac, des produits pharmaceutiques et des articles de toilette (7,1%). Les groupes d'industries qui connaissent la plus forte expansion en 1985 sont les produits alimentaires, les machines et équipements non classés ailleurs, n.c.a. et les machines, appareils et fournitures électriques, avec des hausses respectives de 900 millions de dollars, 385 millions de dollars et 291 millions de dollars de leur volume d'affaires.

De 1981 à 1985, le volume d'affaires du commerce de gros croît de 36,7%, passant de 35 milliards de dollars à 47,9 milliards de dollars. Ce sont le groupe du charbon, coke et dérivés du pétrole et celui des produits alimentaires qui enregistrent les plus fortes hausses, avec des augmentations respectives de 4,3 milliards et 2,8 milliards de dollars. Pour le premier groupe, il s'agit d'un accroissement de plus de 236%. Seuls les produits agricoles accusent un recul important (42,4%), leur volume d'affaires chutant de 1,6 milliard de dollars.

En 1985, les marchands de gros occupent une place prépondérante dans le commerce de gros, avec 86,3% du volume d'affaires et 94,7% du nombre d'établissements. En progression de 6,0% par rapport à 1984, leur volume d'affaires atteint 41,3 milliards de dollars, répartis entre 15 725 établissements. À titre de comparaison, les 881 établissements des agents et courtiers réalisent un volume d'affaires de 6,6 milliards de dollars.

En 1985, la majeure partie de l'activité des marchands de gros (plus de 90% de leur volume d'affaires) se concentre dans 12 groupes d'industries. Parmi ces groupes, on trouve évidemment les industries qui ont connu les plus fortes hausses en 1985 et celles qui se classent en tête dans l'ensemble du commerce de gros.

De 1981 à 1985, le volume d'affaires du commerce de gros progresse plus rapidement au Québec que dans l'ensemble du Canada. En hausse de 36,7% au Québec, contre 31% au Canada, il passe de 35,0 milliards de dollars à 47,9 milliards de dollars.

Toujours entre 1981 et 1985, le commerce de gros connaît au Québec une croissance comparable à celle de l'ensemble des activités économiques. Le PIB du Québec s'accroît de 31,2% et celui du commerce de gros, de 30,6%. L'importance relative du commerce de gros dans l'économie demeure stable: sa valeur ajoutée atteint 4 771 millions de dollars en 1985 et représente, tout comme en 1981, 4,3% du PIB du Québec.

En décembre 1985, le commerce de gros, au Québec, emploie 117 400 personnes, ce qui représente le quart des effectifs canadiens de ce secteur et 5,3% de l'emploi total au Québec.

Le commerce de détail

En 1987, la valeur des ventes au détail au Québec atteint 38,9 milliards de dollars, soit une hausse de 12,5% par rapport à l'année précédente. Ce taux d'augmentation est le plus élevé de toutes les provinces et porte la part du Québec dans le commerce de détail au Canada de 24,8% à 25,3%. De son côté, avec une augmentation de 10,4% de la valeur de ses ventes au détail, l'Ontario conserve le premier rang parmi les provinces canadiennes. Ses ventes au détail représentent 38,4% de toutes les ventes au détail effectuées au Canada.

Entre 1981 et 1987, le commerce de détail connaît, ainsi que le commerce de gros, une plus forte croissance au Québec qu'au Canada. Les ventes au détail augmentent pendant cette période de 16,2 milliards au Québec, soit une hausse de 71,4% et de 153,7 milliards au Canada, une progression de 63,2%.

En 1987, les magasins indépendants effectuent près de 60% de toutes les ventes au détail au Canada, soit une valeur de 92 588 millions de dollars. Cette proportion varie de 53%, en Alberta, à 72%, au Québec.

La prépondérance des magasins indépendants n'est pas nouvelle. En 1981, ils assuraient 68% des ventes au détail au Québec et 57,7% des ventes au Canada. Leurs ventes s'élevaient à 15 416 millions de dollars au Québec, contre 22 671 millions de dollars pour l'ensemble du commerce au détail. De 1981 à 1987, à l'exception de l'année 1982, les ventes des magasins indépendants au Québec ont toujours connu un taux de croissance supérieur à celui de l'ensemble des magasins de détail.

L'essor des magasins indépendants se fait au détriment des magasins à succursales et des grands magasins, qui voient leur part des ventes diminuer constamment au Québec. En 1981, ces magasins ont effectué des ventes pour une valeur de 7 255 millions de dollars, soit 32,0% de toutes les ventes au détail, proportion qui est tombée sous la barre des 28% en 1985.

Les magasins à succursales et les grands magasins jouissent au Québec d'une popularité beaucoup moins grande qu'ailleurs au Canada. En 1987, le Canada compte 16 firmes de grands magasins, dont 11 sont implantées au Québec. Réparties entre 162 établissements —soit 20% du nombre total d'établissements au Canada— elles ont réalisé des ventes d'une valeur de 12 903 millions de dollars, ce qui ne représente que 18,7% du volume total des ventes au Canada.

Sur les 28 secteurs que regroupe le commerce de détail au Québec, cinq seulement effectuent des ventes d'une valeur supérieure à 3 milliards de dollars. Ce sont dans l'ordre: les concessionnaires d'automobiles (8 168 millions), les épiceries-boucheries (6 436 millions), les autres magasins (3 933 millions), les stations-services (3 246 millions) et les épiceries, confiseries et articles divers (3 004 millions). Ces cinq secteurs se partagent 63,6% des ventes totales du commerce de détail.

Les concessionnaires d'automobiles enregistrent le plus fort accroissement. De 1986 à 1987, la valeur de leurs ventes augmente de 1 335 millions de dollars, soit une hausse de 19%. Trois autres secteurs connaissent une expansion notable: les épiceries, confiseries et articles divers (618 millions de dollars), les autres magasins (528 millions) et les stations-service (235 millions).

En 1987, dans la région métropolitaine de Montréal, les plus forts volumes de ventes sont le fait des concessionnaires d'automobiles (3 692 millions de dollars), des épiceries-boucheries (2 898 millions), des autres magasins (2 148 millions), des grands magasins (1 430 millions) et des épiceries, confiseries et articles divers (1 229 millions). Si les grands magasins se classent au quatrième rang dans la région métropolitaine, ils n'occupent que le sixième rang dans l'ensemble de la province. Les grands magasins réalisent plus de 58% du volume de leurs ventes dans la région de Montréal, contre 46% pour l'ensemble du commerce au détail.

L'importance du commerce de détail dans l'économie ne cesse de croître. Entre 1985 et 1986, sa part dans le PIB passe de 6,2% à 6,6%. À titre de comparaison, sa valeur ajoutée, qui atteint 6 911 millions de dollars en 1986, est supérieure à celle de la construction (5 197 millions de dollars, soit 5% du PIB du Québec). Par ailleurs, le nombre d'emplois dans le commerce de détail est relativement élevé: 324 500 personnes travaillent dans ce secteur en décembre 1986, ce qui représente 14,3% de la population active occupée au Québec. Les effectifs de la construction sont quatre fois moindres.

Définitions

Commerce de détail

Ensemble des ventes de marchandises et de services connexes (réparations, service après-vente, etc.) au grand public pour consommation personnelle.

Commerce de gros

L'activité principale du grossiste est l'achat de marchandises en vue de leur vente à des utilisateurs professionnels (détaillants, industriels, commerçants, institutions, agriculteurs, autres grossistes, etc.). L'exportation fait également partie de l'activité du grossiste.

Grand magasin

Tout point de vente au détail qui offre chacune des catégories de marchandises énumérées ci-dessous:

- habillement et vêtements pour la famille (au moins 20% du chiffre d'affaires);
- meubles, appareils ménagers et articles d'ameublement (au moins 10% du chiffre d'affaires);
- divers (au moins 10% du chiffre d'affaires et trois catégories de marchandises).

Magasin à succursales

Toute entreprise qui exploite au moins quatre points de vente appartenant à un même genre de commerce et sous une même appartenance juridique.

Volume d'affaires

Total des ventes de marchandises auquel s'ajoutent les recettes nettes, dans le cas d'un marchand de gros, ou les commissions, dans le cas d'un agent ou d'un courtier.

Tableau 1

Statistiques principales du commerce de gros, par activité économique, Canada, 1985

Activité économique	Établissements	Volume d'affaires[1]	Ventes et recettes nettes[2]	Achats	Stock à la fin de l'année	Traitements et salaires
	n			'000 $		
Produits agricoles	1 304	25 812 837	14 065 496	12 412 992	1 784 590	424 999
Charbon, coke et dérivés du pétrole	4 260	35 347 968	29 910 719	25 450 791	2 442 048	807 978
Papiers et articles en papier	959	4 487 319	4 048 392	3 282 704	336 659	308 606
Marchandises en général	1 532	666 140	514 963	412 785	86 932	39 247
Produits alimentaires	5 663	38 280 101	29 117 497	25 945 868	1 739 543	1 284 245
Produits du tabac, produits pharmaceutiques et articles de toilette	979	5 860 300	5 557 648	4 785 607	601 476	322 691
Vêtements et articles de mercerie	2 941	5 897 003	3 934 228	2 803 489	696 997	347 449
Meubles de maison et ameublement	1 292	2 647 066	2 135 029	1 562 445	426 192	200 287
Véhicules à moteur et accessoires	3 937	17 613 178	16 067 717	12 981 983	2 172 715	1 173 694
Machines, appareils et fournitures électriques	4 067	16 052 161	13 532 954	9 328 579	2 067 227	1 541 102
Machines et matériel agricoles	3 107	5 392 462	5 301 521	4 344 748	1 532 635	400 891
Machines et équipements n.c.a.	10 025	19 505 385	18 537 554	13 007 617	3 605 221	2 423 633
Quincaillerie, plomberie et appareils de chauffage	2 741	7 073 165	5 461 165	4 254 651	981 623	510 838
Métaux et produits métalliques	708	11 883 278	6 494 223	5 674 395	744 670	308 613
Bois d'oeuvre et matériaux de construction	5 291	14 510 904	13 311 724	10 792 916	1 778 771	1 001 387
Déchets et matières de rebut	2 229	1 384 498	1 376 362	936 012	134 914	165 201
Grossistes n.c.a.	13 051	19 392 598	15 298 508	11 971 542	2 220 390	1 148 976
Total	**64 086**	**231 806 363**	**184 723 693**	**149 949 124**	**23 892 603**	**12 409 838**

1. Ventes et recettes nettes plus valeur des biens achetés ou vendus à commission.
2. Ventes à compte propre, commissions et autres revenus d'affaires.

Source: Statistique Canada, *Statistique sur le commerce de gros* (63-226).

Tableau 2

Statistiques principales du commerce de gros, par province et territoire, Canada, 1985

Province et territoire	Établissements	Volume d'affaires[1]	Ventes et recettes nettes[2]	Achats	Stock à la fin de l'année	Traitements et salaires
	n			'000 $		
Terre-Neuve	839	1 978 364	1 549 121	1 280 838	196 658	108 606
Île-du-Prince-Édouard	225	346 772	..	236 192	34 618	20 865
Nouvelle-Écosse	1 609	2 959 528	2 281 467	1 825 624	275 842	183 264
Nouveau-Brunswick	1 182	3 871 439	..	2 982 352	716 353	220 681
Québec	16 606	47 908 865	40 974 818	33 556 776	4 763 176	2 636 324
Ontario	23 890	98 179 712	77 309 130	60 721 689	10 054 804	5 967 971
Manitoba	2 825	20 233 597	16 432 355	14 452 898	2 675 325	612 655
Saskatchewan	2 729	8 812 633	..	4 844 944	865 965	416 615
Alberta	6 225	23 244 285	..	14 723 808	2 074 523	1 061 260
Colombie-Britannique	7 861	23 971 525	18 305 133	15 196 281	2 201 166	1 170 080
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	95	299 643	..	127 722	34 172	11 510
Canada	**64 086**	**231 806 363**	**184 723 693**	**149 949 124**	**23 892 603**	**12 409 838**

1. Ventes et recettes nettes plus valeur des biens achetés ou vendus à commission.
2. Ventes à compte propre, commissions et autres revenus d'affaires.

Source: Statistique Canada, *Statistique sur le commerce de gros* (63-226).

Tableau 3

Nombre d'établissements et volume d'affaires du commerce de gros, par province et territoire, Canada, 1985

Province et territoire	Marchands de gros		Agents et courtiers		Total	
	Établissements	Volume d'affaires[1]	Établissements	Volume d'affaires[1]	Établissements	Volume d'affaires[1]
	n	'000 $	n	'000 $	n	'000 $
Terre-Neuve	721	1 662 395	118	315 970	839	1 978 364
Île-du-Prince-Édouard	203	298 994	22	47 778	225	346 772
Nouvelle-Écosse	1 440	2 300 786	169	658 742	1 609	2 959 528
Nouveau-Brunswick	1 073	3 589 801	109	281 638	1 182	3 871 439
Québec	15 725	41 335 421	881	6 573 444	16 606	47 908 865
Ontario	22 436	81 982 889	1 454	16 196 823	23 890	98 179 712
Manitoba	2 419	17 872 072	406	2 361 525	2 825	20 233 597
Saskatchewan	2 381	7 518 061	348	1 294 573	2 729	8 812 633
Alberta	5 555	18 437 764	670	4 806 521	6 225	23 244 285
Colombie-Britannique	7 212	19 960 160	649	4 011 365	7 861	23 971 525
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	83	168 195	12	131 448	95	299 643
Canada	59 248	195 126 537	4 838	36 679 826	64 086	231 806 363

1. Ventes et recettes nettes plus valeur des biens achetés ou vendus à commission.

Source: Statistique Canada, *Statistique sur le commerce de gros* (63-226).

Tableau 4

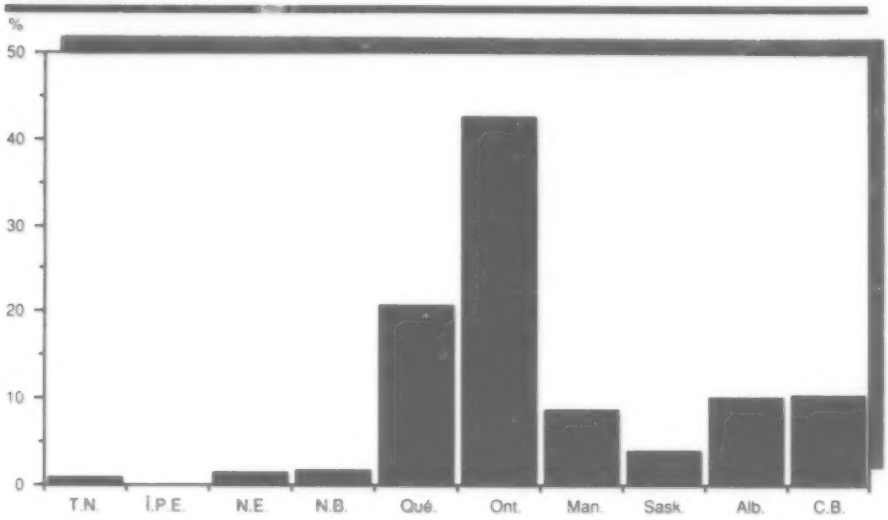
Nombre d'établissements et volume d'affaires du commerce de gros, par activité économique, Québec, 1981-1985

Activité économique	1981		1982		1983	
	Établissements	Volume d'affaires[1]	Établissements	Volume d'affaires[1]	Établissements	Volume d'affaires[1]
	n	'000 $	n	'000 $	n	'000 $
Produits agricoles	271	3 791 184	224	3 891 724	228	2 023 553
Charbon, coke et dérivés du pétrole	1 133	3 134 103	867	4 392 029	885	6 017 340
Papiers et articles en papier	162	1 638 172	159	1 458 692	205	1 579 125
Marchandises en général	179	x	121	42 945	149	x
Produits alimentaires	1 567	7 215 833	1 443	7 383 479	1 546	8 387 723
Produits du tabac, produits pharmaceutiques et articles de toilette	275	1 061 266	256	1 062 657	265	1 193 532
Vêtements et articles de mercerie	983	2 160 760	912	1 941 413	1 031	2 463 500
Meubles de maison et ameublement	292	731 002	279	532 797	309	805 164
Véhicules à moteur et accessoires	530	1 241 408	507	1 007 902	570	1 315 398
Machines, appareils et fournitures électriques	618	1 887 261	590	1 653 601	735	2 184 680
Machines et matériel agricoles	395	426 764	369	389 209	395	352 077
Machines et équipements n.c.a.	1 735	2 778 169	1 595	2 728 431	1 838	2 858 701
Quincaillerie, plomberie et appareils de chauffage	501	1 193 565	492	1 077 188	540	1 306 108
Métaux et produits métalliques	179	1 538 909	173	1 454 785	178	x
Bois d'oeuvre et matériaux de construction	1 260	1 958 817	1 102	2 046 301	1 146	2 876 088
Déchets et matières de rebut	437	389 231	368	223 019	395	291 312
Grossistes n.c.a.	3 458	3 838 279	3 005	2 842 968	3 025	3 265 699
Total	13 975	35 039 745	12 462	34 129 141	13 440	38 976 975

1. Ventes et recettes nettes plus valeur des biens achetés ou vendus à commission.

Source: Statistique Canada, *Statistique sur le commerce de gros* (63-226).

Figure 1
Répartition du volume d'affaires du commerce de gros, par province, Canada, 1986



Source: Statistique Canada, *Statistique sur le commerce de gros* (63-226)

Activité économique	1984		1985	
	Établissements	Volume d'affaires[1]	Établissements	Volume d'affaires[1]
	n	'000 $	n	'000 $
Produits agricoles	332	2 027 451	260	2 183 844
Charbon, coke et dérivés du pétrole	947	7 078 081	902	7 399 918
Papiers et articles en papier	297	2 150 989	275	2 249 761
Marchandises en général	476	78 663	311	128 094
Produits alimentaires	1 827	9 155 464	1 979	10 055 182
Produits du tabac, produits pharmaceutiques et articles de toilette	348	1 316 254	372	1 387 706
Vêtements et articles de mercerie	1 129	2 817 328	1 294	3 388 037
Meubles de maison et ameublement	367	929 600	391	803 676
Véhicules à moteur et accessoires	699	1 679 610	780	1 888 144
Machines, appareils et fournitures électriques	909	2 671 132	986	2 962 239
Machines et matériel agricoles	505	448 239	543	492 130
Machines et équipements n.c.a.	2 201	3 403 394	2 315	3 787 872
Quincaillerie, plomberie et appareils de chauffage	637	1 937 051	679	1 837 921
Métaux et produits métalliques	178	1 677 533	203	1 603 371
Bois d'oeuvre et matériaux de construction	1 270	3 270 154	1 312	3 366 037
Déchets et matières de rebut	540	467 093	414	375 771
Grossistes n.c.a.	3 567	3 778 211	3 590	3 999 161
Total	16 229	44 886 249	16 606	47 908 865

Tableau 5

Composantes du volume d'affaires du commerce de gros, Québec, 1981-1985

Composante	1981	1982	1983	1984	1985
			'000 $		
Ventes à compte propre	27 288 894	27 135 973	32 470 772	37 417 696	39 876 563
Montant brut des commissions gagnées pour l'achat ou la vente de biens et services	203 392	191 422	211 495	240 047	296 191
Valeur des biens achetés ou vendus à commission (à l'exclusion des commissions)	6 958 441	6 253 919	5 618 027	6 363 521	410 110
Ventes de propre fabrication et fabrication à façon	269 780	259 129	355 166	466 931	410 110
Autres revenus d'affaires	319 238	288 698	321 515	398 053	391 954
Total	35 039 745	34 129 141	38 976 975	44 886 249	47 908 865

Source: Statistique Canada, *Statistique sur le commerce de gros* (63-226).

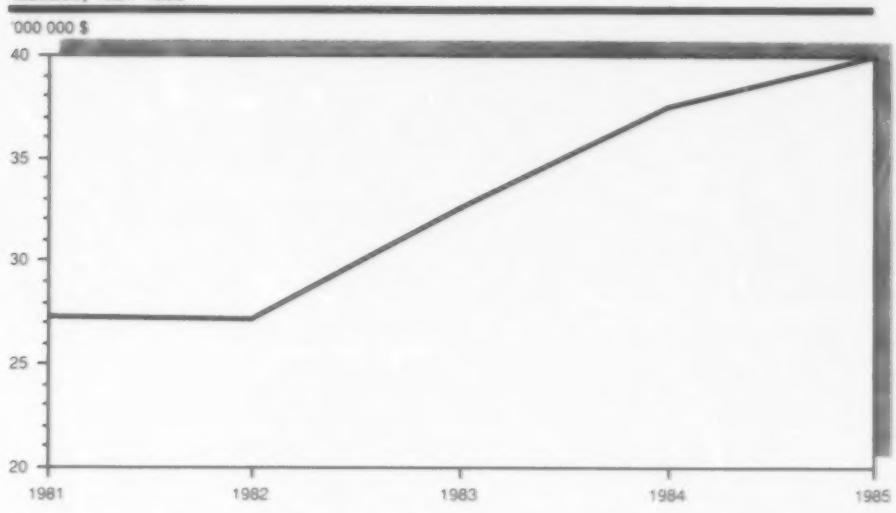
Tableau 6

Nombre d'établissements et volume d'affaires du commerce de gros, par catégorie de grossistes et activité économique, Québec, 1985

Activité économique	Marchands de gros		Agents et courtiers		Total	
	Établissements	Volume d'affaires	Établissements	Volume d'affaires	Établissements	Volume d'affaires
	n	'000 $	n	'000 $	n	'000 $
Produits agricoles	243	x	17	x	260	2 183 844
Charbon, coke et dérivés du pétrole	763	6 846 189	139	553 729	902	7 399 918
Papiers et articles en papier	261	2 134 254	14	115 507	275	2 249 761
Marchandises en général	310	x	1	x	311	128 094
Produits alimentaires	1 905	8 960 794	74	1 094 388	1 979	10 055 182
Produits du tabac, produits pharmaceutiques et articles de toilette	358	1 323 470	14	64 235	372	1 387 706
Vêtements et articles de mercerie	1 028	2 520 545	266	867 492	1 294	3 388 037
Meubles de maison et ameublement	322	620 255	69	183 421	391	803 676
Véhicules à moteur et accessoires	762	1 825 602	18	62 542	780	1 888 144
Machines, appareils et fournitures électriques	37	855 948	986	2 962 239	949	2 106 291
Machines et matériel agricoles	540	x	3	x	543	492 130
Machines et équipements n.c.a.	2 254	3 591 866	61	196 006	2 315	3 787 872
Quincaillerie, plomberie et appareils de chauffage	638	1 465 513	41	372 408	679	1 837 921
Métaux et produits métalliques	198	x	5	x	203	1 603 371
Bois d'oeuvre et matériaux de construction	1 293	3 116 225	19	249 810	1 312	3 366 037
Déchets et matières de rebut	410	x	4	x	414	375 771
Grossistes n.c.a.	3 491	3 383 204	99	615 957	3 590	3 999 161
Total	15 725	41 335 421	881	6 573 444	16 606	47 908 865

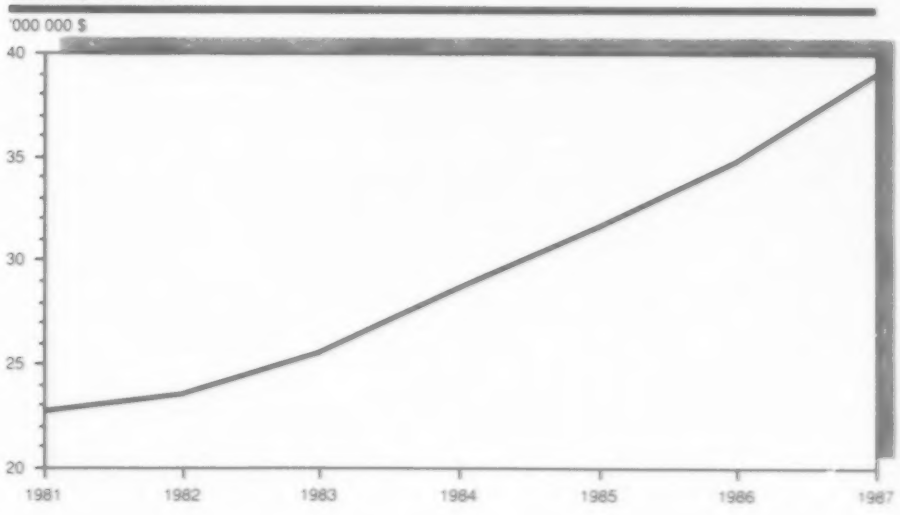
Source: Statistique Canada, *Statistique sur le commerce de gros* (63-226).

Figure 2
Volume d'affaires du commerce de gros, Québec, 1981-1985



Source: Statistique Canada, *Statistique sur le commerce de gros* (63-226).

Figure 3
Ventes au détail, Québec, 1981-1987



Source: Statistique Canada, *Commerce de détail* (63-005).

Tableau 7

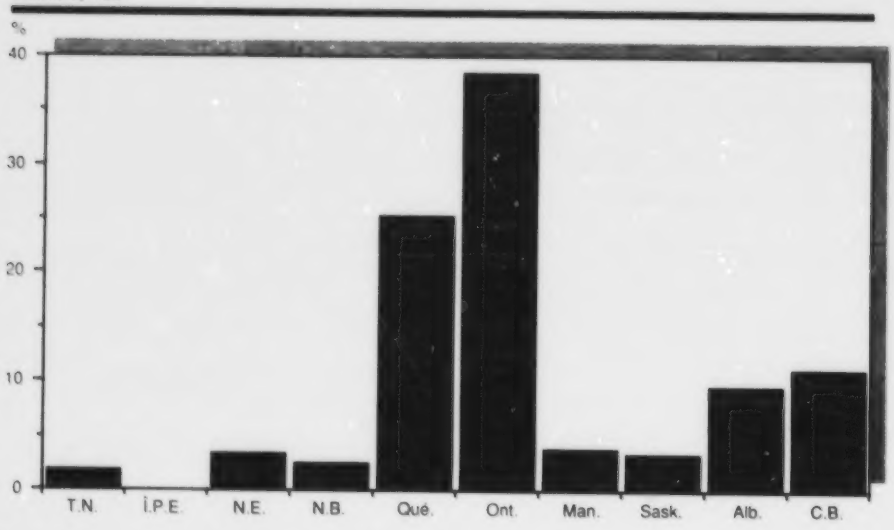
Valeur des ventes au détail, par catégorie de magasins et par province et territoire, Canada, 1987

Province et territoire	Magasins à succursales		Magasins indépendants		Ensemble des magasins	
	Ventes	Variation 1987/1986	Ventes	Variation 1987/1986	Ventes	Variation 1987/1986
	000 $	%	000 $	%	000 $	%
Terre-Neuve	1 059 016	5.0	1 620 697	15.8	2 679 713	11.3
Île-du-Prince-Édouard	227 133	7.7	410 842	12.1	637 975	10.5
Nouvelle-Écosse	2 108 203	5.3	3 097 462	10.8	5 205 665	8.5
Nouveau-Brunswick	1 367 276	3.6	2 426 639	12.1	3 793 916	8.9
Québec	10 892 599	3.7	28 054 994	16.4	38 947 593	12.5
Ontario	25 772 075	7.3	33 216 705	12.9	58 988 780	10.4
Manitoba	2 588 381	3.9	3 153 912	6.7	5 742 293	5.4
Saskatchewan	2 127 346	4.5	3 106 959	4.8	5 234 306	4.7
Alberta	7 048 058	1.9	7 946 573	7.0	14 994 631	4.5
Colombie-Britannique	7 789 695	3.8	9 297 312	15.3	17 087 007	9.7
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	158 380	3.9	255 771	6.3	414 151	5.4
Canada	61 138 161	5.1	92 587 867	13.0	153 726 028	9.8

Source: Statistique Canada, *Commerce de détail* (63-005)

Figure 4

Répartition des ventes au détail, par province, Canada, 1987



Source: Statistique Canada, *Commerce de détail* (63-005).

Tableau 8

Valeur des ventes au détail, par catégorie de magasins, Québec, 1981-1987

Année	Magasins à succursales		Magasins indépendants		Ensemble des magasins	
	Ventes	Variation avec l'année précédente	Ventes	Variation avec l'année précédente	Ventes	Variation avec l'année précédente
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
1981	7 255 056	8,3	15 415 534	8,6	22 670 590	8,5
1982	7 646 321	5,4	15 850 473	2,8	23 496 794	3,6
1983	7 922 992	3,6	17 628 414	11,2	25 551 406	8,7
1984	8 843 884	8,0	19 868 857	12,8	28 712 741	11,3
1985	9 802 299	6,6	21 833 995	10,2	31 636 294	9,0
1986	10 381 425	3,9	24 303 030	11,5	34 684 454	9,1
1987	10 892 599	3,7	28 054 994	16,4	38 947 593	12,5

Source: Statistique Canada, *Commerce de détail* (63-005).

Tableau 9

Valeur des ventes au détail, par catégorie de magasins et genre de commerces, Québec, 1987

Genre de commerces	Magasins à succursales		Magasins indépendants		Ensemble des magasins	
	Ventes	Variation 1987/1986	Ventes	Variation 1987/1986	Ventes	Variation 1987/1986
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Épiceries-boucheries	2 735 952	-	3 699 972	7,1	6 435 924	3,9
Épiceries, confiseries et articles divers	82 253	-1,9	2 922 207	30,0	3 004 460	28,8
Tous les autres magasins d'aliments	47 775	14,8	1 075 364	13,7	1 123 140	13,7
Grands magasins	2 459 773	2,3	-	-	2 459 773	2,3
Magasins de marchandises diverses	x	x	x	x	343 470	14,6
Magasins généraux	x	x	x	x	322 828	9,1
Bazars	x	x	x	x	355 865	-4,3
Concessionnaires d'automobiles	-	-	8 167 699	19,3	8 167 699	19,3
Vendeurs d'automobiles d'occasion	-	-	364 076	18,0	364 076	18,0
Stations-service	444 913	-3,9	2 800 703	10,7	3 245 616	8,4
Garages	-	-	701 755	14,4	701 755	14,4
Magasins de pièces et d'accessoires d'automobiles	x	x	x	x	682 441	10,1
Magasins de vêtements pour hommes	174 647	8,7	216 901	2,0	391 548	4,9
Magasins de vêtements pour dames	492 783	10,5	373 049	2,7	865 832	7,0
Magasins de vêtements pour la famille	471 279	8,9	300 634	7,2	771 914	8,2
Magasins de chaussures spécialisées	56 183	2,1	22 509	-9,8	78 691	-1,6
Magasins de chaussures pour la famille	348 527	0,4	102 662	17,1	451 189	3,8
Quincailleries	x	x	x	x	632 305	24,2
Magasins de meubles	119 766	-18,9	493 731	13,6	613 497	-1,7
Magasins d'appareils ménagers	x	x	x	x	147 354[1]	...
Magasins de meubles, téléviseurs, radios et accessoires	175 986	15,1	444 809	1,6	620 794	39,9
Pharmacies, médicaments brevetés et produits de beauté	432 312	1,6	991 514	15,7	1 423 825	11,0
Librairies et papeteries	110 100	9,4	148 666[1]	...	258 766[1]	28,4
Fleuristes	-	-	136 956	11,6	136 956	11,6
Bijouteries	64 197	1,8	126 127	8,9	190 324	6,4
Magasins d'articles de sport et d'accessoires	61 723	5,2	608 014	13,0	669 737	12,3
Magasins d'accessoires personnels	177 242	32,7	377 963	6,5	555 205	13,7
Autres magasins	1 647 948	9,0	2 284 659	25,5	3 932 607	18,0
Total	**10 892 599**	**3,7**	**28 054 994**	**16,4**	**38 947 593**	**12,5**

1. Données approximatives.

Source: Statistique Canada, *Commerce de détail* (63-005).

Tableau 10

Valeur des ventes au détail, par catégorie de magasins et genre de commerces, Région métropolitaine de Montréal, 1987

Genre de commerces	Magasins à succursales		Magasins indépendants		Ensemble des magasins	
	Ventes	Variation 1987/1986	Ventes	Variation 1987/1986	Ventes	Variation 1987/1986
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Épiceries-boucheries	x	x	x	x	2 898 375	-0,9
Épiceries, confiseries et articles divers	x	x	x	x	1 229 237	26,4
Tous les autres magasins d'aliments	26 001	12,3	567 605	8,4	593 606	8,5
Grands magasins	1 430 245	0,7	-	-	1 430 245	0,7
Magasins de marchandises diverses	x	x	x	x	79 391	-3,0
Magasins généraux	-	-	12 918	14,9	12 918	14,9
Bazars	x	x	x	x	106 507	-2,1
Concessionnaires d'automobiles	-	-	3 692 429	15,7	3 692 429	15,7
Vendeurs d'automobiles d'occasion	-	-	119 203	18,9	119 203	18,9
Stations-service	297 251	-6,9	1 101 758	10,5	1 399 009	6,3
Garages	-	-	202 585	20,2	202 585	20,2
Magasins de pièces et d'accessoires d'automobiles	x	x	x	x	237 841	11,8
Magasins de vêtements pour hommes	116 195	9,1	87 235	4,6	203 430	7,1
Magasins de vêtements pour dames	270 116	10,6	164 970	-6,0	435 086	3,6
Magasins de vêtements pour la famille	260 565	6,8	83 785	16,7	344 350	9,0
Magasins de chaussures spécialisées	40 572	3,2	10 441[1]	...	51 013[1]	-9,6
Magasins de chaussures pour la famille	188 830	-1,3	56 458	25,7	245 289	3,8
Quincailleries	x	x	x	x	340 741	28,5
Magasins de meubles	72 089	33,8	188 264	33,8	260 353	33,8
Magasins d'appareils ménagers	x	x	x	x	50 068	33,2
Magasins de meubles, téléviseurs, radios et accessoires	x	x	x	x	195 705	10,8
Pharmacies, médicaments brevetés et produits de beauté	285 568	-1,0	493 735	9,1	779 303	5,1
Librairies et papeteries	86 049	10,3	70 464[1]	...	156 512[1]	...
Fleuristes	-	-	63 804	17,2	63 804	17,2
Bijouteries	45 673	4,1	58 769	-1,2	104 442	1,0
Magasins d'articles de sport et d'accessoires	31 855	11,9	218 943	7,2	250 798	7,8
Magasins d'accessoires personnels	129 302	...	143 825	0,8	273 126[1]	15,4
Autres magasins	1 155 573	9,6	991 937	25,2	2 147 509	16,3
Total	6 360 065	3,1	11 542 813	14,2	17 902 877	10,0

1. Données approximatives.

Source: Statistique Canada, *Commerce de détail* (63-005).

Tableau 11

Chaînes de magasins de détail, selon certains genres de commerces, Québec, 1981-1986

Genre de commerces	1981			1986		
	Chaînes	Magasins	Ventes	Chaînes	Magasins	Ventes
	n		'000 $	n		'000 $
Supermarchés et épiceries	18	607	2 335 442	21	459	2 747 100
Pharmacies	11	70	77 763	24	181	408 027
Magasins de chaussures	41	753	241 536	48	888	394 605
Vêtements pour dames	40	621	208 765	78	1 085	455 928
Marchandises diverses	20	524	474 237	15	498	585 953

Source: Statistique Canada, *Magasins de détail à succursales et les grands magasins* (63-210).

Tableau 12

Part relative de chacune des catégories de magasins dans l'ensemble des ventes au détail, Canada, 1935-1986

Année	Grands magasins		Magasins à succursales		Magasins indépendants		Total
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%	'000 $
1935	208 472	11.1	380 784	20.2	1 290 673	68.7	1 879 929
1940	269 313	10.3	514 308	19.8	1 820 228	69.9	2 603 849
1945	428 192	10.9	860 826	21.8	2 650 661	67.3	3 939 679
1950	766 397	9.3	1 507 930	18.2	5 991 308	72.5	8 265 635
1955	1 010 670	8.6	2 343 912	19.9	18 415 912	71.5	11 770 494
1960	1 312 546	8.6	3 443 640	22.4	10 600 457	69.0	15 356 643
1965	1 818 049	8.8	4 951 736	23.9	13 944 407	67.3	20 714 192
1970	2 852 320	10.3	7 675 946	27.9	17 032 587	61.8	27 560 853
1971	3 193 589	10.2	8 918 293	28.4	19 276 077	61.4	31 387 959
1972	3 713 871	10.9	10 078 030	29.5	20 315 718	59.6	34 107 619
1973	4 346 759	11.3	11 338 250	29.6	22 676 808	59.1	38 361 817
1974	5 110 902	11.5	13 672 046	30.7	25 781 542	57.8	44 564 490
1975	5 828 141	11.4	15 905 757	31.1	29 447 630	57.5	51 181 528
1976	6 514 325	11.5	17 180 568	30.3	33 021 680	58.2	56 716 573
1977	6 960 460	11.3	18 959 534	30.8	35 633 775	57.9	61 553 769
1978	7 790 490	11.3	21 125 753	30.7	39 995 122	58.0	68 911 365
1979	8 652 972	11.2	23 552 121	30.5	45 011 531	58.3	77 216 624
1980	9 597 256	11.4	26 343 735	31.2	48 491 564	57.4	84 432 555
1981	10 295 178	10.9	29 609 737	31.4	54 291 249	57.7	94 196 164
1982	10 284 895	10.5	32 688 635	33.4	54 888 364	56.1	97 861 894
1983	11 001 426	10.3	35 437 820	33.3	60 103 428	56.4	106 542 674
1984	11 576 014	9.9	38 865 041	33.3	66 285 520	56.8	116 726 575
1985	12 261 128	9.5	42 197 656	32.6	75 138 309	58.0	129 597 093
1986	12 902 694	9.2	45 374 612	32.4	81 873 104	58.4	140 150 410

Source: Statistique Canada, *Magasins de détail à succursales et les grands magasins* (63-210).

Tableau 13

Grands magasins, par province et territoire, Canada, 1986

Province	Firmes[1]	Magasins	Ventes
	n		'000 $
Terre-Neuve	7	13	155 477
Île-du-Prince-Édouard	4	5	71 904
Nouvelle-Écosse	7	36	425 444
Nouveau-Brunswick	6	26	275 552
Québec	11	162	2 413 463
Ontario	11	310	4 918 031
Manitoba	6	39	630 059
Saskatchewan	6	31	395 386
Alberta	7	81	1 639 738
Colombie-Britannique	7	104	1 977 639
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	-	-	-
Canada	18	807	12 902 694

1. La somme des firmes par province ne correspond pas au total du Canada parce qu'un grand nombre d'entre elles exercent leur activité dans plus d'une province et ne sont comptées qu'une fois à l'échelle canadienne.

Source: Statistique Canada, *Magasins de détail à succursales et les grands magasins* (63-210).

17

Institutions financières

Les institutions de dépôt	693
Les sociétés d'assurances	695
Les sociétés de crédit à la consommation et aux entreprises	696
Les sociétés d'investissement	696
Les autres intermédiaires financiers	696
Les sociétés financières publiques	697

17

Liste des tableaux

1. Bilan national, Canada, 1985 699
2. Nombre d'établissements des institutions de dépôt, par région administrative, Québec, 4e trimestre, 1986 699
3. Actif et passif-dépôts des institutions de dépôt, Québec, 4e trimestre, 1981-1986 700
4. Actif des institutions de dépôt, Canada, 4e trimestre, 1981-1986 702
5. Passif et avoir des actionnaires des institutions de dépôt, Canada, 4e trimestre, 1981-1986 704
6. Ventilation du nombre d'assureurs titulaires d'un permis d'exploitation, selon la charte et la catégorie d'assurances, Québec, 31 décembre 1986 707
7. Primes ou cotisations perçues, par type d'assureur et catégorie d'assurances, Québec, 1980-1986 708
8. Prestations et indemnités versées aux assurés, par type d'assureur et catégorie d'assurances, Québec, 1980-1986 709
9. Fréquence des incendies et des décès et pertes matérielles, par région administrative, Québec, 1984-1986 711
10. Capital d'assurance-vie, Canada et certains pays, 1980-1986 712
11. Estimation du financement des ventes au détail et des prêts à la consommation des sociétés financières, par province, Canada, 1984-1986 712
12. Principaux postes du bilan financier des sociétés de placement de portefeuille et courtiers en valeurs mobilières, Canada, 4e trimestre, 1982-1986 713
13. Répartition du volume et de la valeur des prêts accordés par la Banque fédérale de développement, Québec, Ontario, Colombie-Britannique et Canada, exercices 1981-1987 714
14. Indice boursier canadien de la Bourse de Montréal, par trimestre, 1984-1987 714
15. Indice boursier canadien de la Bourse de Toronto, par trimestre, 1984-1987 715
16. Revenus de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, selon la source de financement, exercices 1980-1986 716
17. Coûts des programmes de l'assurance-maladie, Québec, exercices 1980-1986 716
18. Revenus de la Régie de l'assurance automobile du Québec, exercices 1980-1986 717
19. Dépenses de la Régie de l'assurance automobile du Québec en matière d'indemnisation, exercices 1984-1986 717
20. Revenus de la Commission de la santé et de la sécutité du travail, Québec, exercices 1980-1986 718
21. Répartition des dépenses de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, Québec, exercices 1980-1986 718
22. Quelques statistiques financières sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, décembre, 1981-1986 719

Liste des figures

1. Prêts et dépôts, selon le type d'institution de dépôt, Québec, 1981, 1985 et 1986 706

2. Prêts hypothécaires selon l'intermédiaire financier, Québec, 1981, 1985 et 1986 706

3. Primes d'assurance perçues selon la charte des sociétés d'assurance, 1986 710

4. Pertes moyennes dues aux incendies par habitant, selon la région administrative, Québec, 1984-1986 710

5. Crédit à la consommation, selon l'intermédiaire financier, Québec, 1981, 1985 et 1986 713

6. Dépôts de certains organismes à la Caisse de dépôt et placement du Québec, 1981, 1985 et 1986 719

17

Ce chapitre a été réalisé par André Castonguay, avec la collaboration de Louis Piché, de la Direction des statistiques financières du Bureau de la statistique du Québec.

Ce chapitre est consacré aux institutions spécialisées dans les opérations d'emprunt et de prêt de fonds. Ces dernières, communément appelées intermédiaires financiers, se divisent en cinq catégories: les institutions de dépôt, les sociétés d'assurances, les sociétés de crédit à la consommation et aux entreprises, les sociétés d'investissement et les autres intermédiaires financiers.

Les caractéristiques générales de chacune des catégories sont mentionnées, de même que, selon la disponibilité de l'information, les données canadiennes et québécoises concernant leurs opérations financières. Les faits saillants portent sur les cinq dernières années disponibles, même lorsque l'information couvre une période plus longue.

Comme le secteur public offre, par l'entremise des sociétés d'État, certains services qui s'apparentent à ceux des intermédiaires financiers, une description des principales sociétés d'État oeuvrant dans le domaine des finances est également présentée.

Faire le portrait global des institutions financières au Québec est impossible compte tenu du caractère national de la monnaie et du marché financier. Pour ces raisons, l'analyse se limitera aux données canadiennes.

Pour l'ensemble du Canada, l'actif total du bilan national se chiffre à 4,0 billions de dollars en 1985. De cette somme, 2,1 billions constituent l'actif financier. L'actif des institutions financières représente 23,0% de l'actif total; il compte pour 41,2% de l'actif financier et pour 2,3% de l'actif non financier du bilan national. Cela démontre bien le rôle et l'importance des institutions financières en tant qu'intermédiaires financiers.

Pour 1987, l'apport au PIB québécois des secteurs de la finance, de l'assurance et de l'immobilier est de 19,8 milliards de dollars, soit 17,3% (incluant les activités des institutions financières ainsi que les affaires immobilières). Cela représente une hausse de 12,2% par rapport à l'année 1986.

Les institutions de dépôt

Les institutions de dépôt offrent une gamme de prêts et de plans de financement très diversifiée. Elles se distinguent des autres institutions financières surtout par le fait que leurs opérations sont soutenues par les dépôts de leur clientèle. Cette catégorie comprend les banques à charte, qui sont soumises à la Loi des banques et relèvent de la compétence fédérale, la Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal, qui est la seule institution privée au Canada à posséder une charte fédérale de banque d'épargne, les caisses d'épargne et de crédit, qui sont des coopératives relevant du gouvernement provincial, les sociétés de fiducie et de prêt hypothécaire, qui relèvent du fédéral ou d'un gouvernement provincial et, finalement, les sociétés d'entraide économique du Québec.

Au 31 décembre 1986, les caisses d'épargne et de crédit forment le plus important réseau financier. La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec regroupe 1 368 établissements et les caisses d'établissement du Québec en comptent neuf. Les

banques à charte, au nombre de 29, viennent au 2e rang avec 1 267 succursales, dont 457 pour la Banque nationale du Canada. Les 45 sociétés de fiducie et de prêt hypothécaire regroupent quant à elles 198 succursales; la Banque d'épargne en possède 120 et les quatre sociétés d'entraide économique en comptent 43.

Entre 1982 et 1986, les prêts non hypothécaires des institutions de dépôt passent de 19,1 milliards à 28,2 milliards, ce qui représente une croissance annuelle moyenne de 10,2%[1]. Pour la même période, les prêts non hypothécaires des banques à charte affichent une augmentation annuelle moyenne de 5,8%. Ils se chiffrent à 19,4 milliards en 1986. Malgré cette faible croissance, les banques à charte demeurent le plus important groupe financier en matière de prêt non hypothécaire. Du côté des caisses d'épargne, la hausse est plus substantielle; la reprise économique leur est très profitable. Depuis 1982, elles connaissent une croissance annuelle moyenne de 24,0% au chapitre des prêts non hypothécaires (de 3,2 milliards, en 1982, à 7,8 milliards, en 1986). Enfin, chez la Banque d'épargne et les sociétés de fiducie et de prêt hypothécaire, les prêts non hypothécaires se chiffrent respectivement à 485 millions et 410 millions de dollars en 1986.

Au cours de la même période, les caisses d'épargne et de crédit continuent d'être le chef de file du prêt hypothécaire au Québec, avec plus de 43,0% des 28,7 milliards de dollars prêtés par des institutions financières. Leurs prêts hypothécaires sont passés de 7,1 milliards de dollars, en 1982, à 12,4 milliards, en 1986, une croissance annuelle moyenne légèrement supérieure à la moyenne du groupe (15,2% par rapport à 14,9%). Les banques à charte se maintiennent au deuxième rang, avec des prêts hypothécaires passant de 4,9 milliards à 8,2 milliards de dollars, ce qui constitue une croissance annuelle moyenne de 10,7%. La plus forte croissance à ce chapitre est enregistrée par les sociétés de fiducie et de prêt hypothécaire, qui connaissent un taux annuel moyen de 18,7%. De 3,2 milliards de dollars en 1982, elles passent à 6,4 milliards en 1986. Pendant la période de 1982 à 1985, les sociétés d'entraide économique voient leurs prêts hypothécaires chuter de 10,0% par année, en moyenne. C'est là une conséquence du grand bouleversement de 1981. À partir de 1986, néanmoins, la situation semble se redresser puisqu'on observe une croissance de 7,3% au chapitre du crédit hypothécaire. Les prêts totalisent alors 383 millions de dollars. Toujours pour les prêts hypothécaires, la Banque d'épargne enregistre un taux de croissance annuelle de 4,4% entre 1982 et 1986 (1,1 milliard en 1986).

De 1982 à 1986, au chapitre du passif-dépôts, les institutions de dépôt enregistrent une croissance moyenne annuelle de 8,8% (52,3 à 71,0 milliards). Les caisses d'épargne et de crédit, quant à elles, connaissent une augmentation supérieure à celle de l'ensemble des institutions de dépôt, avec 13,2%. En 1986, leur passif-dépôts atteint 23,4 milliards de dollars, comparativement à 32,1 milliards pour les banques à charte (hausse moyenne de 2,3%). Les sociétés de fiducie et de prêt hypothécaire voient leurs dépôts passer de 6,4 milliards de dollars, en 1982, à 11,4 milliards, en 1986. Elles affichent la plus forte croissance, avec 15,5%. À la Banque d'épargne, la hausse est de 14,1% (de 1,9 milliard de dollars, en 1982, à 3,3 milliards, en 1986). Dans les sociétés d'entraide économique du Québec, la progression est de 8,3% au cours du dernier exercice et les dépôts atteignent 484 millions de dollars.

1. Dans ce texte, le taux de croissance annuel moyen se rapporte à un taux composé.

Les sociétés d'assurances

Cette catégorie comprend les sociétés offrant de l'assurance et des rentes, et qui sont régies soit par la Loi sur les compagnies d'assurances canadiennes et britanniques, soit par la Loi sur les compagnies d'assurances étrangères ou par une loi provinciale correspondante. Il existe deux catégories d'assurances: les assurances de personnes, qui permettent à l'assuré (ou à ses survivants) de toucher une somme d'argent en cas de maladie, d'accident, de retraite ou de décès, et les assurances générales, qui garantissent à l'assuré une protection financière en cas de pertes matérielles personnelles ou de préjudices à autrui résultant d'un événement pouvant engager sa responsabilité.

En 1986, 449 compagnies détiennent un permis pour faire des affaires au Québec. La majorité d'entre elles, soit 298, sont des sociétés à fonds social. De ce nombre, 139 possèdent une charte canadienne, 124, une charte d'un autre pays et 35, une charte québécoise. Parmi les compagnies d'assurances, on compte également 151 sociétés mutuelles, dont 66 compagnies d'assurance mutuelle, 39 sociétés de secours mutuel et 46 sociétés mutuelles d'assurances générales. Des 151 sociétés, 78 ont une charte du Québec.

Au cours de la période de 1982 à 1986, les primes perçues au Québec passent de 5,2 milliards à 7,2 milliards de dollars. Cela constitue une croissance annuelle moyenne de 8,1%. Les primes d'assurances de personnes comptent pour plus de 58,3% de ce total (4,2 milliards de dollars) en 1986 et se répartissent ainsi: 43,0% pour les rentes, 35,4% pour l'assurance-vie et 21,6% pour l'assurance maladie et accident. En 1982, elles en représentaient 56,5% (3,0 milliards de dollars). Cela correspond à une croissance annuelle moyenne de 9,0%. Pour la même période, les primes perçues par les sociétés d'assurances générales passent de 2,3 milliards à 3,0 milliards de dollars, une croissance annuelle moyenne de 7,0%. Enfin, les primes d'assurance-automobile et d'assurance de biens représentent 51,2% et 34,7% de l'ensemble.

Au cours de la même période, l'augmentation des prestations et des indemnités versées aux assurés est proportionnelle à celle des primes perçues par les compagnies d'assurances (8,4%). Elles passent de 3,7 milliards, en 1982, à 5,1 milliards, en 1986. Les compagnies d'assurances de personnes paient 3,2 milliards en 1986, soit 62,2% de l'ensemble. La croissance des prestations et des indemnités (8,3%) est donc inférieure à celle des primes (9,0%). Cette situation s'explique en partie par la forte progression des contrats de rentes, qui augmentent en moyenne de 13,0% par année depuis 1982. Du côté des compagnies d'assurances générales, les prestations et les indemnités versées passent de 1,4 milliard à 1,9 milliard de dollars entre 1982 et 1986. Contrairement au cas précédent, l'accroissement des primes (7,0%) est inférieur à celui des prestations et des indemnités (8,6%).

La fréquence des incendies demeure stable de 1984 à 1986, passant de 14 283 à 14 339. Par contre, les décès causés par les incendies sont passés de 126 à 143. Les pertes matérielles ne cessent de progresser: de 279,0 millions en 1984, elles s'élèvent à 383,2 millions de dollars en 1986, soit une hausse annuelle moyenne de 17,3%.

À l'échelle mondiale, les Canadiens se situent au 4e rang en ce qui a trait à leur portefeuille d'assurance-vie, avec 819,3 milliards de dollars. Les Américains (9 277,3 milliards), les Japonais (8 336,8 milliards) et les Allemands de l'Ouest (1 122,0 milliards) occupent les trois premiers rangs.

Les sociétés de crédit à la consommation et aux entreprises

Cette catégorie se compose des sociétés financières, des sociétés de prêt aux consommateurs, des sociétés de crédit-bail et des sociétés de financement des entreprises, dont l'activité principale consiste à faire des avances de fonds à des particuliers et à des entreprises pour l'achat de biens et de services, ainsi qu'à accorder des prêts à des entreprises, en échange de certaines garanties. Ces sociétés financent leurs opérations au moyen de bénéfices non répartis, d'effets à court terme, d'obligations (garanties ou non), d'emprunts bancaires, d'emprunts aux sociétés-mères et d'émission de titres.

De 1984 à 1986, les sociétés financières et les sociétés de prêt aux consommateurs enregistrent une croissance annuelle moyenne de 29,3% pour le financement des ventes au détail et des biens à la consommation. À l'échelle canadienne, l'augmentation est de 26,4%. Au Québec, ces prêts passent de 655,0 millions de dollars, en 1984, à 1 066,1 millions de dollars, en 1986. Au cours de la même période, les prêts personnels sont à la baisse; ils passent de 184,0 à 141,4 millions de dollars, suivant la tendance canadienne (910,8 à 768,9 millions de dollars).

Les sociétés d'investissement

Ce groupe comprend les sociétés de placement de portefeuille, les sociétés de prêt hypothécaire et diverses institutions qui s'occupent d'investissement. L'activité principale des sociétés d'investissement consiste à placer les fonds de leurs actionnaires ou détenteurs d'unités dans un portefeuille de valeurs mobilières et dans d'autres valeurs. Aucune donnée québécoise n'est actuellement disponible à ce sujet.

Dans le groupe des sociétés de placement de portefeuille, on retrouve les sociétés de placement (fonds mutuels), les caisses séparées et les sociétés d'investissement. En 1986, à l'échelle canadienne, leurs actifs, qui sont constitués à 97% des placements des actionnaires, sont respectivement de 20,7 milliards, 13,8 milliards et 1,3 milliard de dollars. Au cours de la période de 1982 à 1986, ils connaissent une forte progression, avec des taux annuels moyens respectifs de 41,1%, 14,4% et 18,1%.

Les autres intermédiaires financiers

Cette catégorie comprend les sociétés de courtage et de négociation en valeurs mobilières, en prêt hypothécaire, les bourses en valeurs et diverses autres institutions qui ne peuvent être rattachées à une catégorie particulière. Aucune donnée québécoise n'est actuellement disponible relativement aux activités financières de ces sociétés.

En 1986, les sociétés de courtage et de négociation en valeurs mobilières enregistrent des actifs de 14,5 milliards de dollars, dont 9,1 milliards en placements et 5,0 milliards en prêts. La reprise économique des années antérieures leur permet de connaître une forte progression à ce chapitre. Ainsi, l'augmentation moyenne annuelle est de 14,4% pendant la période de 1982 à 1986. Les emprunts, de 7,0 milliards de dollars au total, constituent la principale source de financement de ces institutions.

À la Bourse de Montréal, entre 1984 et 1987, l'indice XXM connaît un bon taux de croissance. Il passe de 1 183,6, au 1er trimestre de 1984, à 1 584,8, au 4e trimestre de 1987. Pendant cette période, il subit néanmoins de fortes fluctuations. D'abord, au cours du 3e trimestre des années 1985 et 1986, l'indice diminue de 4,6% et de 4,0%, respectivement. Ensuite, en deux jours seulement, du vendredi 16 au lundi 19 octobre 1987, il chute de 11,6%, une des plus importantes baisses de l'histoire. Même si le marché boursier se stabilise avant la fin du 4e trimestre, l'indice clôture en baisse de 18,1%.

Les sociétés financières publiques

Parmi les plus connues des sociétés d'État oeuvrant dans le secteur financier, on retrouve la Régie de l'assurance-maladie, la Régie de l'assurance automobile, la Commission de la santé et de la sécurité du travail, la Caisse de dépôt et placement du Québec et la Banque fédérale de développement.

La Banque fédérale de développement

La Banque fédérale de développement a comme objectif de favoriser la création et l'expansion de petites et moyennes entreprises canadiennes en leur fournissant de l'aide financière et des services de gestion-conseil.

Au début de la dernière récession, en 1981, le nombre de prêts s'élève à 1 253 au Québec. Avec la reprise économique, en 1984, il baisse à 496, pour ensuite remonter à 1 300, en 1987. À l'échelle canadienne, la diminution du nombre de prêts entre 1981 et 1984 est encore plus prononcée; ils passent de 7 968 à 2 157. La hausse enregistrée par la suite est plus faible que celle du Québec, car on ne compte que 5 685 prêts en 1987. Par contre, la valeur des prêts ne cesse d'augmenter: pour le Québec, le prêt moyen est de 90 368 $ en 1981, 171 974 $ en 1984 et 226 946 $ en 1987; pour le Canada, il est de 60 748 $ en 1981, de 148 898 $ en 1984 et de 163 321 $ en 1987. En 1987, le Québec affiche la moyenne de prêt la plus élevée au pays, soit 226 946 $.

La Régie de l'assurance-maladie du Québec

La Régie de l'assurance-maladie, instituée en 1969, permet aux citoyens du Québec d'obtenir des soins de santé gratuitement.

Pendant la période de 1982 à 1986, ses dépenses croissent de 9,2% en moyenne, pour atteindre 2,0 milliards de dollars en 1986. Pour cette dernière année, les services médicaux totalisent 1,3 milliard de dollars et les coûts en médicaments et en services pharmaceutiques, qui atteignent 264,9 millions de dollars, représentent respectivement 68,8% et 13,5% des dépenses de la Régie.

En 1986, les revenus de la Régie s'élèvent à 2,0 milliards de dollars. Le fonds des services de santé, qui sert à financer le régime d'assurance-maladie, est la principale source de revenus, soit 1,6 milliard de dollars. Les autres programmes de la Régie sont financés en grande partie par les fonds du gouvernement du Québec, qui s'élèvent à 297,0 millions de dollars en 1986.

La Régie de l'assurance automobile du Québec

La Régie de l'assurance automobile du Québec, créée en 1977, a pour mandat d'administrer un régime universel d'indemnisation pour les victimes de dommages corporels causés par une automobile, d'assumer toutes les fonctions relatives à l'immatriculation, à la délivrance des permis, au contrôle de l'assurance obligatoire pour dommages matériels à autrui et, finalement, de promouvoir la sécurité routière.

De 1982 à 1986, les revenus de la Régie passent de 471,2 millions à 825,1 millions, une croissance annuelle moyenne de 15,0%. Au cours de l'exercice financier de 1986, les contributions d'assurance et les revenus de placement rapportent respectivement 447,7 millions (54,3%) et 328,5 millions de dollars (39,9%). L'immatriculation, avec 350,7 millions de dollars, et les permis de conduire, avec 97,0 millions, constituent les deux sources de fonds pour ce qui est des assurances.

L'augmentation de la réserve actuarielle de 400,2 millions de dollars représente la principale dépense. En 1986, les dépenses de la Régie totalisent 808,5 millions de dollars. Pour les indemnités de remplacement du revenu, les indemnités de décès, les autres indemnités et les frais d'administration, la Régie a versé respectivement 116,0 millions (14,3%), 32,9 millions (4,1%), 71,4 millions (8,8%) et 128,0 millions (15,8%).

La Commission de la santé et de la sécurité du travail

La Commission de la santé et de la sécurité du travail est un organisme paritaire administré par un groupe égal de représentants des travailleurs et d'employeurs québécois. Elle a pour but d'indemniser les victimes d'accident de travail et d'assurer la prévention et l'inspection dans les milieux de travail.

En 1986, les revenus de la Commission se chiffrent à 1,2 milliard de dollars. Ils proviennent principalement de la contribution des employeurs (945,7 millions de dollars) et des intérêts des fonds de réserve confiés à la Caisse de dépôt et placement du Québec (235,9 millions de dollars). Ces deux sources représentent 99,7% de l'ensemble des revenus. De 1982 à 1986, la croissance annuelle moyenne est de 7,5% pour les revenus, comparativement à 11,9% pour les dépenses.

En 1986, les dépenses totalisent 1,5 milliard de dollars. Les coûts relatifs aux accidents, qui comprennent les lésions professionnelles survenues en cours d'exercice financier et au cours des exercices antérieurs, s'élèvent à 861,7 millions de dollars (58,0%). L'augmentation des réserves actuarielles, les frais d'administration et les coûts de prévention comptent respectivement pour 390 millions (26,3%), 119,5 millions (8,0%) et 60,5 millions (4,1%).

La Caisse de dépôt et placement du Québec

Fondée en 1965, la Caisse de dépôt et placement du Québec gère pour divers organismes publics les fonds qui lui sont confiés soit en vertu d'une loi de l'Assemblée nationale, soit sous forme de dépôt. Au 31 décembre 1986, elle compte 12 déposants: sept organismes cumulent des réserves en vue d'engagements futurs et les cinq autres font fructifier leurs liquidités. Par la valeur de leur avoir, les principaux déposants sont: la Régie des rentes du Québec (47,0%), la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (28,1%), la Régie de l'assurance automobile du Québec (13,7%) et la Commission de la santé et de la sécurité du travail (7,8%).

La valeur des biens sous gestion passent de 16,2 milliards, en 1982, à 25,1 milliards de dollars, en 1986, ce qui constitue une croissance annuelle moyenne de 11,5%. En 1986, les obligations en composent 56,3%, les actions et les valeurs convertibles, 28,8%, les valeurs à court terme, 4,2%, les financements hypothécaires, 6,4% et les investissements immobiliers, 1,4%. Les obligations émises et garanties par le gouvernement du Québec représentent 80,3% du portefeuille obligataire de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Tableau 1

Bilan national, Canada, 1985

Type d'institution	Actif total	Actif financier	Actif non financier	Actif total	Actif financier	Actif non financier
		'000 000 $			%	
Particuliers et entreprises individuelles	1 463 090	753 353	709 737	36,5	35,3	37,9
Sociétés privées non financières	926 594	267 716	658 878	23,1	12,6	35,2
Entreprises publiques non financières	205 003	18 063	186 940	5,1	0,9	10,0
Sociétés privées et entreprises publiques financières	922 175	879 018	43 157	23,0	41,2	2,3
Autorités monétaires	24 230	24 112	118	0,6	1,1	..
Banques à charte	301 669	293 878	7 791	7,5	13,8	0,4
Quasi-banques	126 864	121 765	5 099	3,2	5,7	0,3
Sociétés d'assurances et régimes de pension	192 324	178 143	14 181	4,8	8,3	0,8
Autres institutions financières privées	220 325	210 225	10 100	5,5	9,9	0,5
Institutions financières publiques	56 763	50 895	5 868	1,4	2,4	0,3
Administration publique fédérale	93 453	59 841	33 612	2,3	2,8	1,8
Autres administrations publiques et hôpitaux	352 442	113 923	238 519	8,8	5,3	12,7
Caisses de sécurité sociale	41 924	41 924	...	1,1	2,0	...
Bilan national[1]	4 004 681	2 133 838	1 870 843	100,0	100,0	100,0

1. Bilan global de l'économie à partir des bilans de tous les secteurs intérieurs.

Source: Statistique Canada, *Les comptes du bilan national 1961-1985* (13-214).

Tableau 2

Nombre d'établissements des institutions de dépôt, par région administrative, Québec, 4e trimestre, 1986

Institution de dépôt	Canada	Québec	Région administrative									
			01	02	03	04	05	06	07	08	09	10
			n									
Banques à charte	6 905	1 267	32	48	173	69	55	803	35	30	20	2
Annexe « A »[1]	6 686	1 228	32	47	171	67	53	771	35	30	20	2
Annexe « B »[1]	219	39	-	1	2	2	2	32	-	-	-	-
Banque d'épargne	121	120	-	-	3	-	-	116	1	-	-	-
Caisses d'épargne et de crédit	1 387	1 386	93	76	338	157	77	504	49	57	32	3
Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec	1 378	1 377	92	75	336	156	76	501	49	57	32	3
Fédérations et Caisse centrale Desjardins	13	12	2	1	1	1	1	5	-	1	-	-
Caisses locales	1 365	1 365	90	74	335	155	75	496	49	56	32	3
Caisse d'établissement du Québec	9	9	1	1	2	1	1	3	-	-	-	-
Fédération	1	1	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-
Caisses locales	8	8	1	1	1	1	1	3	-	-	-	-
Sociétés de fiducie	570	139	3	6	16	3	8	95	6	1	1	-
Sociétés de prêt hypothécaire[2]	492	59	1	2	8	3	1	43	-	-	1	-
Sociétés d'entraide économique	43	43	3	5	5	8	1	11	3	5	2	-
Total	9 518	3 014	132	137	543	240	142	1 572	94	93	56	5

1. Dans le cas des banques à charte qui relèvent de l'Annexe A de la Loi sur les banques, un actionnaire ou un regroupement d'actionnaires ne peut détenir plus de 10% du capital-actions. Dans le cas des banques de l'Annexe B, cette limite ne s'applique pas.
2. Cette catégorie renferme uniquement les sociétés non affiliées aux banques à charte.

Source: Bureau de la statistique du Québec, *L'activité des institutions de dépôt au Québec*.

Tableau 3

Actif et passif-dépôts des institutions de dépôt, Québec, 4e trimestre, 1981-1986

Type d'institution	Année	Actif						
		Prêts						
		Hypothécaires			Non hypothécaires			
		Résidentiels	Non résidentiels	Somme partielle	Aux particuliers	Aux agriculteurs	Aux entreprises	Somme partielle
		'000 $						
Banques à charte	1981	4 629 000	294 000	4 923 000	5 112 000	793 000	11 096 000	17 001 000
	1982	4 453 000	352 000	4 805 000	4 834 000	868 000	9 785 000	15 487 000
	1983	4 826 000	288 000	5 114 000	5 394 000	899 000	9 149 000	15 442 000
	1984	5 334 000	303 000	5 637 000	6 098 000	954 000	10 631 000	17 683 000
	1985	6 223 000	433 000	6 656 000	7 031 000	906 000	9 956 000	17 893 000
	1986	7 631 000	548 000	8 179 000	7 661 000	875 000	10 839 000	19 375 000
Banque d'épargne	1981	876 701	29 016	905 717	171 764	-	9 710	181 474
	1982	777 101	25 352	802 453	147 236	205	20 483	167 924
	1983	780 461	26 520	806 981	158 167	408	56 630	215 205
	1984	828 383	31 584	859 967	209 449	-	75 731	285 180
	1985	912 768	35 293	948 061	251 079	-	82 369	333 448
	1986	1 048 356	72 366	1 120 722	338 291	405	147 085	485 781
Fédérations, caisses locales et Caisse centrale Desjardins	1981	5 516 701	708 289	6 224 990	2 001 605	284 610	555 653	2 841 868
	1982	6 086 808	930 853	7 017 661	2 023 708	365 655	885 367	3 274 730
	1983	7 477 510	903 406	8 380 916	2 421 763	451 966	1 558 444	4 432 173
	1984	8 618 395	918 465	9 536 860	2 922 769	530 323	1 897 067	5 350 159
	1985	9 724 401	944 293	10 668 694	3 443 462	621 662	2 411 059	6 476 183
	1986	11 344 777	1 015 668	12 360 445	3 787 930	745 749	3 245 472	7 779 151
Fédération et caisses d'établissement	1981	66 251	47 164	113 415	9 353	2 750	850	12 953
	1982	61 650	45 146	106 796	8 143	2 247	771	11 161
	1983	74 512	38 855	113 367	9 279	2 564	768	12 611
	1984	91 434	41 184	132 618	12 142	2 832	1 318	16 292
	1985	106 528	42 683	149 211	13 232	2 801	1 667	17 700
	1986	127 328	46 297	173 625	16 116	2 010	1 174	19 300
Sociétés de fiducie ou de prêt hypothécaire	1981	2 510 011	704 249	3 214 260	41 662	-	90 319	131 981
	1982	2 685 692	606 609	3 292 301	60 198	-	52 250	112 448
	1983	3 021 015	724 762	3 745 777	96 076	-	89 197	185 273
	1984	3 422 284	926 638	4 348 922	140 211	-	124 674	264 885
	1985	4 242 210	1 152 490	5 394 700	160 838	-	179 883	340 721
	1986	5 179 609	1 347 667	6 527 276	145 170	-	265 142	410 312
Sociétés (caisses) d'entraide économique du Québec	1981[1]	31 275	953 420	984 695	52 606	-	27 103	79 709
	1982	-	489 931	489 931	33 996	-	13 975	47 971
	1983	-	410 301	410 301	31 516	-	12 646	44 162
	1984	-	393 870	393 870	35 952	-	12 630	48 582
	1985	124 217	232 976	357 193	40 896	307	12 381	53 584
	1986	144 507	238 700	383 207	72 947	329	15 847	89 123
Total	1981	13 629 939	2 736 138	16 366 077	7 388 990	1 080 360	11 779 635	20 248 985
	1982	14 064 251	2 449 891	16 514 142	7 107 281	1 236 107	10 757 846	19 101 234
	1983	16 179 498	2 391 844	18 571 342	8 110 801	1 353 938	10 866 685	20 331 424
	1984	18 294 496	2 614 741	20 909 237	9 418 523	1 487 155	12 742 420	23 648 098
	1985	21 333 124	2 840 735	24 173 859	10 940 507	1 530 770	12 643 359	25 114 636
	1986	25 475 577	3 268 698	28 744 275	12 021 454	1 623 493	14 513 720	28 158 667

1. Les dépôts à terme des caisses d'entraide économique (1981) doivent être considérés en tenant compte du fait que le principal véhicule d'épargne à terme de ces caisses était le capital social.

Source: Bureau de la statistique du Québec, *L'activité des institutions de dépôt au Québec*.

Type d'institution	Passif				
	Dépôts à vue et d'épargne			Dépôts à terme	Total du passif-dépôts
	Comptes-chèques	Autres	Somme partielle		
			'000 $		
Banques à charte	1 772 000	9 502 000	11 274 000	16 693 000	27 967 000
	1 864 000	10 363 000	12 227 000	17 089 000	29 316 000
	2 291 000	10 617 000	12 908 000	14 893 000	27 801 000
	2 884 000	10 493 000	13 377 000	15 268 000	28 645 000
	4 450 000	10 531 000	14 981 000	17 015 000	31 996 000
	5 471 000	10 928 000	16 399 000	15 707 000	32 106 000
Banque d'épargne	347 357	390 876	738 233	1 057 759	1 795 992
	290 003	558 253	848 256	1 079 561	1 927 817
	311 326	664 239	975 565	1 264 526	2 240 091
	330 530	666 620	997 150	1 578 645	2 575 795
	339 615	838 048	1 177 663	1 699 079	2 876 742
	387 067	1 022 706	1 409 773	1 860 414	3 270 187
Fédérations, caisses locales et Caisse centrale Desjardins	2 633 802	3 517 929	6 151 731	5 788 769	11 940 500
	3 025 298	4 524 396	7 549 694	6 756 035	14 305 729
	3 753 270	5 013 080	8 766 350	7 412 430	16 178 780
	3 657 164	4 940 999	8 598 163	9 606 180	18 204 343
	4 221 235	5 126 934	9 348 169	11 299 187	20 647 356
	4 371 061	5 268 015	9 639 076	13 885 306	23 524 382
Fédération et caisses d'établissement	-	86 614	86 614	54 272	140 886
	-	92 588	92 588	48 421	141 009
	-	102 565	102 565	51 381	153 946
	-	115 673	115 673	60 776	176 449
	-	123 379	123 379	74 859	198 238
	-	100 057	100 057	118 395	218 452
Sociétés de fiducie ou de prêt hypothécaire	..	..	835 780	4 937 754	5 773 534
	..	..	952 917	5 402 414	6 355 331
	158 371	823 148	981 519	6 312 300	7 293 819
	252 908	745 448	998 356	7 276 553	8 274 909
	330 325	817 377	1 147 702	8 168 265	9 315 967
	355 648	1 444 541	1 800 189	9 591 496	11 391 685
Sociétés (caisses) d'entraide économique du Québec	-	-	-	287 293	287 293
	-	117 622	117 622	503 464	621 086
	-	143 962	143 962	421 270	565 232
	-	144 834	144 834	367 424	512 258
	-	97 032	97 032	350 627	447 659
	-	84 064	84 064	400 244	484 308
Total	..	..	19 086 357	28 818 847	47 905 204
	..	..	21 788 077	30 878 895	52 666 972
	6 513 967	17 363 994	23 877 961	30 354 907	54 232 868
	7 124 602	17 106 574	24 231 176	34 157 578	58 388 754
	9 341 175	17 533 770	26 874 945	38 607 017	65 481 962
	10 584 776	18 847 383	29 432 159	41 562 855	70 995 014

Tableau 4

Actif des institutions de dépôt, Canada, 4e trimestre, 1981-1986

Type d'institution	Année	Encaisse, dépôts à vue et effets à transit	Placements	Prêts			
				Hypothécaires			Non hypothécaires
				Résidentiels	Non résidentiels	Somme partielle	Aux particuliers
				'000 $			
Banques à charte	1981	10 962 000	20 028 000	28 542 000	2 358 000	30 900 000	32 994 000
	1982	13 053 000	21 534 000	28 965 000	2 645 000	31 610 000	32 217 000
	1983	12 503 000	26 669 000	31 987 000	2 716 000	34 703 000	33 063 000
	1984	11 466 000	26 372 000	34 980 000	3 099 000	38 079 000	36 030 000
	1985	12 162 000	27 530 000	40 924 000	3 546 000	44 470 000	40 359 000
	1986	12 264 000	29 898 000	49 652 000	3 978 000	53 630 000	43 136 000
Banque d'épargne	1981	..	..	876 701	29 016	905 717	171 764
	1982	..	..	777 101	25 352	802 453	147 236
	1983	..	..	780 461	26 520	806 981	158 167
	1984	..	..	828 383	31 584	859 967	209 449
	1985	..	..	912 768	35 293	948 061	251 079
	1986	..	..	1 048 356	72 366	1 120 722	338 291
Fédérations et caisses locales d'épargne et de crédit	1981	1 199 515	6 196 557	12 401 833	3 784 305	16 186 138	5 638 544
	1982	1 214 347	8 293 848	12 520 162	3 209 018	15 729 180	5 435 329
	1983	1 619 033	7 204 853	15 088 487	3 469 457	18 557 944	5 871 187
	1984	1 454 695	7 405 475	16 758 573	3 730 707	20 489 279	6 635 453
	1985	1 776 193	8 084 992	18 374 133	3 757 596	22 131 729	7 603 023
	1986	2 120 054	8 451 452	20 877 564	3 670 831	24 548 395	8 133 753
Sociétés de fiducie ou de prêt hypothécaire	1981	676 564	12 159 038	27 664 420	5 579 105	33 243 525	1 768 483
	1982	729 642	14 693 582	27 917 338	5 462 691	33 380 029	1 922 374
	1983	391 442	17 407 117	30 749 664	6 066 209	36 815 873	2 239 387
	1984	742 640	18 585 361	32 752 059	6 517 239	39 269 298	2 745 000
	1985	930 399	18 808 949	36 318 653	7 266 926	43 585 579	3 737 309
	1986	1 311 608	20 908 997	42 078 885	8 156 349	50 235 234	4 971 476
Sociétés d'entraide économique du Québec	1981	...	...	...	...	...	...
	1982	13 072	155 543	-	489 931	489 931	33 996
	1983	10 307	176 492	-	410 301	410 301	31 516
	1984	7 890	145 868	-	393 870	393 870	35 952
	1985	5 393	139 346	124 217	232 976	357 193	40 896
	1986	1 192	106 521	144 507	238 700	383 207	72 947
Total	1981	..	..	69 484 954	11 750 426	81 235 380	40 572 791
	1982	..	..	70 179 601	11 831 992	82 011 593	39 755 935
	1983	..	..	78 605 612	12 688 487	91 294 099	41 363 257
	1984	..	..	85 319 015	13 772 400	99 091 414	45 655 854
	1985	..	..	96 653 771	14 838 791	111 492 562	51 991 307
	1986	..	..	113 801 312	16 116 246	129 917 558	56 652 467

Source: Bureau de la statistique du Québec. *L'activité des institutions de dépôt au Québec.*

Type d'institution	Prêts				Autres éléments d'actif	Ensemble des avoirs en monnaies étrangères	Total de l'actif
	Non hypothécaires						
	Aux agriculteurs	Aux entreprises	Autres	Somme partielle			
				'000 $			
Banques à charte	8 460 000	69 937 000	16 008 000	127 399 000	13 066 000	147 387 000	349 742 000
	9 603 000	68 568 000	16 467 000	126 855 000	19 520 000	156 490 000	369 062 000
	9 154 000	62 196 000	13 930 000	118 343 000	19 664 000	156 746 000	368 628 000
	9 530 000	65 379 000	15 424 000	126 363 000	20 478 000	182 805 000	405 563 000
	10 286 000	64 923 000	16 349 000	131 917 000	25 672 000	202 010 000	443 761 000
	8 361 000	61 868 000	17 531 000	130 896 000	32 711 000	207 304 000	466 703 000
Banque d'épargne	-	9 710	-	181 474	..	..	..
	205	20 483	-	167 924	..	..	..
	408	56 630	56 702	271 907	..	..	..
	-	75 731	-	285 180	..	..	..
	-	82 369	-	333 448	..	..	..
	405	147 085	11 646	497 427	..	..	..
Fédérations et caisses locales d'épargne et de crédit	629 362	1 522 190	433 943	8 224 039	1 429 874	..	33 236 123
	720 938	1 793 972	567 608	8 517 847	1 549 827	..	35 305 050
	854 040	2 676 028	513 089	9 914 344	1 612 089	..	38 908 263
	966 949	3 121 168	792 593	11 516 163	1 805 712	..	42 671 325
	1 079 569	3 515 248	793 839	12 991 679	1 747 195	..	46 731 788
	1 178 893	4 204 895	998 273	14 515 814	1 688 012	..	51 323 728
Sociétés de fiducie ou de prêt hypothécaire	-	923 526	138 006	2 830 015	1 957 470	369 520	51 236 132
	-	968 017	171 471	3 061 862	2 219 843	998 034	55 082 992
	-	1 190 857	505 011	3 935 255	2 683 627	355 491	61 588 805
	-	1 427 967	730 107	4 903 074	3 220 491	1 275 910	67 996 774
	-	1 783 497	648 528	6 169 334	3 757 666	1 461 938	74 713 865
	-	1 838 618	382 618	7 192 712	3 952 296	1 527 683	85 128 530
Sociétés d'entraide économique du Québec	...	...	...	...	...	...	...
	-	13 975	4 359	52 330	68 056	-	778 932
	-	12 646	4 010	48 172	69 810	-	715 082
	-	12 630	9 859	58 441	48 798	-	654 866
	307	12 381	5 705	59 289	21 283	-	582 503
	329	15 847	4 863	93 986	26 430	-	611 336
Total	9 089 362	72 392 426	16 579 949	138 634 528	..	..	..
	10 324 143	71 364 447	17 210 438	138 654 963	..	..	..
	10 008 448	66 132 161	15 008 812	132 512 678	..	..	..
	10 496 949	70 016 496	16 956 559	143 125 858	..	..	..
	11 365 876	70 316 495	17 797 072	151 470 750	..	..	..
	9 540 627	68 074 445	18 928 400	153 195 939	..	..	..

Tableau 5

Passif et avoir des actionnaires des institutions de dépôt, Canada, 4e trimestre, 1981-1986

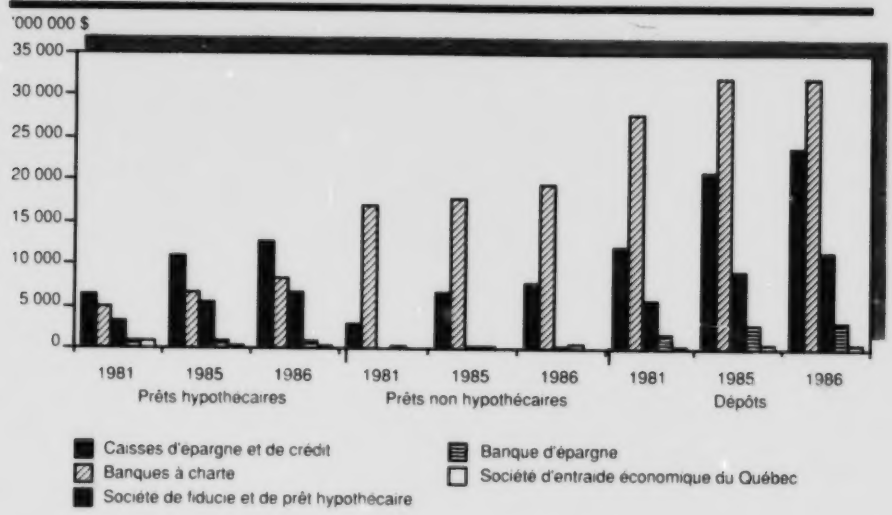
Type d'institution	Année	Dépôts à vue et d'épargne		Dépôts à terme	Emprunts	Obligations	Passif dû à la société-mère et aux sociétés affiliées
		Comptes-chèques	Autres				
				'000 $			
Banques à charte	1981	10 039 000	63 450 000	94 779 000	-	2 652 000	1 982 000
	1982	10 876 000	68 854 000	94 867 000	-	2 552 000	1 625 000
	1983	12 820 000	72 790 000	85 929 000	-	2 529 000	1 538 000
	1984	18 620 000	71 159 000	87 870 000	-	2 647 000	1 683 000
	1985	30 347 000	69 273 000	88 146 000	-	2 692 000	1 679 000
	1986	36 459 000	75 130 000	88 038 000	-	2 293 000	2 092 000
Banque d'épargne	1981	347 357	390 876	1 057 759	..	..	..
	1982	290 003	558 253	1 079 561	..	..	..
	1983	311 326	664 239	1 264 526	..	..	..
	1984	330 530	666 620	1 578 645	..	..	..
	1985	339 615	838 048	1 699 079	..	..	..
	1986	387 067	1 022 706	1 860 414	..	..	..
Fédérations et caisses locales d'épargne et de crédit	1981	3 922 275	9 157 440	14 685 996	464 211	211 538	-
	1982	4 343 036	11 087 562	15 133 275	429 494	187 013	-
	1983	4 718 803	12 936 205	16 535 749	322 292	273 499	-
	1984	5 030 099	13 558 699	19 090 207	305 502	319 515	-
	1985	6 064 599	12 876 224	22 608 709	427 249	221 849	-
	1986	6 794 686	14 044 242	25 321 865	203 685	116 319	-
Sociétés de fiducie ou de prêt hypothécaire	1981	1 842 623	7 592 141	35 588 365	163 113	-	851 436
	1982	2 440 323	8 823 952	37 194 258	148 449	-	675 377
	1983	3 592 577	8 528 497	41 442 868	713 573	-	864 685
	1984	5 147 479	7 704 731	46 105 181	757 008	-	972 479
	1985	7 764 928	7 084 311	50 308 759	1 460 531	-	800 937
	1986	8 779 770	10 304 231	55 770 617	1 514 262	-	639 615
Sociétés d'entraide économique du Québec	1981	...	...	...	...	...	...
	1982	-	117 622	503 464	14 306	-	-
	1983	-	143 962	421 270	1 293	-	-
	1984	-	144 834	367 424	633	-	-
	1985	-	97 032	350 627	202	-	-
	1986	-	84 064	400 244	1 709	-	-
Total	1981	16 151 255	80 590 457	146 111 120	..	..	..
	1982	17 949 362	89 441 389	148 777 558	..	..	..
	1983	21 442 706	95 062 903	145 593 413	..	..	..
	1984	29 128 108	93 233 884	155 011 457	..	..	..
	1985	44 516 142	90 168 615	163 113 174	..	..	..
	1986	52 420 523	100 585 243	171 391 140	..	..	..

Source: Bureau de la statistique du Québec, *L'activité des institutions de dépôt au Québec.*

Type d'institution	Autres éléments du passif canadien	Passif en monnaies étrangères	Total du passif	Avoir des sociétaires			Total du passif et de l'avoir
				Capital et surplus d'apport	Réserves et bénéfices non répartis	Total de l'avoir	
			'000 $				
Banques à charte	12 150 000	152 594 000	337 646 000	4 164 000	7 932 000	12 096 000	349 742 000
	17 410 000	159 404 000	355 588 000	5 297 000	8 177 000	13 474 000	369 062 000
	17 861 000	160 210 000	353 677 000	6 404 000	8 547 000	14 951 000	368 628 000
	18 307 000	187 324 000	387 610 000	8 556 000	9 397 000	17 953 000	405 563 000
	26 449 000	204 969 000	423 555 000	9 549 000	10 657 000	20 206 000	443 761 000
	31 524 000	207 690 000	443 226 000	11 709 000	11 768 000	23 477 000	466 703 000
Banque d'épargne	..	..	..	..	..	..	..
	..	..	..	..	..	..	..
	..	..	..	..	..	..	..
	..	..	..	..	..	..	..
	..	..	..	..	..	..	..
	..	..	..	..	..	..	..
Fédérations et caisses locales d'épargne et de crédit	1 055 012	..	29 496 472	2 891 913	847 739	3 739 652	33 236 123
	1 235 580	..	32 415 960	2 010 476	878 614	2 889 090	35 305 050
	1 003 709	..	35 790 257	2 150 867	967 139	3 118 006	38 908 263
	1 233 762	..	39 537 783	2 122 715	1 010 826	3 133 541	42 671 325
	1 367 368	..	43 565 998	2 056 260	1 109 530	3 165 790	46 731 788
	1 580 808	..	48 061 605	2 105 699	1 156 424	3 262 123	51 323 728
Sociétés de fiducie ou de prêt hypothécaire	2 602 183	460	48 640 321	1 451 015	1 144 796	2 595 811	51 236 132
	2 902 468	365	52 185 192	1 633 935	1 263 865	2 897 800	55 082 992
	3 133 165	745	58 276 110	1 911 713	1 400 982	3 312 695	61 588 805
	3 646 226	200	64 333 304	2 080 357	1 583 114	3 663 471	67 996 774
	3 379 204	-	70 798 670	2 529 146	1 386 049	3 915 195	74 713 865
	4 086 250	-	81 094 745	2 722 562	1 311 223	4 033 785	85 128 530
Sociétés d'entraide économique du Québec	...	...	...	...	...	...	...
	14 886	-	650 278	147 053	-18 399	128 654	778 932
	18 585	-	585 110	143 536	-13 563	129 973	715 083
	22 033	-	534 924	134 882	-14 941	119 942	654 866
	28 095	-	475 957	125 840	-19 294	106 545	582 503
	12 951	-	498 968	124 200	-11 832	112 368	611 336
Total	..	..	..	..	..	..	..
	..	..	..	..	..	..	..
	..	..	..	..	..	..	..
	..	..	..	..	..	..	..
	..	..	..	..	..	..	..
	..	..	..	..	..	..	..

Figure 1

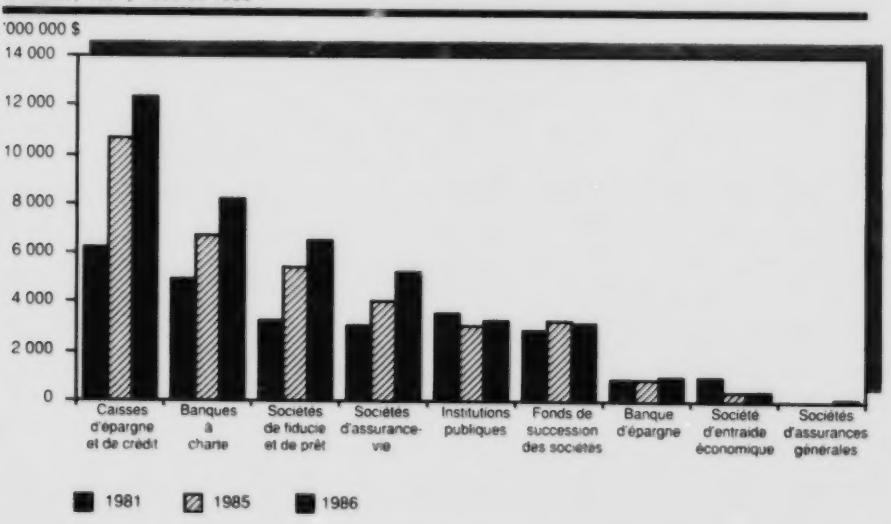
Prêts et dépôts, selon le type d'institution de dépôt, Québec, 1981, 1985 et 1986



Source: Bureau de la statistique du Québec. *L'activité des institutions de dépôt au Québec*.

Figure 2

Prêts hypothécaires selon l'intermédiaire financier, Québec, 1981, 1985 et 1986



Source: Bureau de la statistique du Québec. *L'activité des institutions de dépôt au Québec*.

Tableau 6

Ventilation du nombre d'assureurs titulaires d'un permis d'exploitation, selon la charte et la catégorie d'assurances, Québec, 31 décembre 1986

Charte et catégorie d'assurances	Fonds social				Mutuelles	
	Assurances de personnes	Assurances générales	Assurances de personnes et générales	Total	Assurances de personnes	Assurances générales
			n			
Compagnies d'assurances	90	185	17	292	43	23
Charte du Québec	4	13	2	19	9	6
Charte d'une autre province	2	8	-	10	2	0
Charte du Canada	43	78	3	124	11	2
Charte d'un État ou pays étranger	41	86	12	139	21	15
Sociétés de secours mutuel	...	...	...	...	39	-
Charte du Québec	...	...	...	...	17	-
Charte d'une autre province	...	...	...	...	0	-
Charte du Canada	...	...	...	...	10	-
Charte d'un État ou pays étranger	...	...	...	...	12	-
Compagnies d'assurance funéraire	6	...	...	6	...	...
Sociétés mutuelles d'assurances générales	...	...	...	...	...	46
Total	96	185	17	298	82	69

Charte et catégorie d'assurances	Mutuelles		Total			
	Assurances de personnes et générales	Total	Assurances de personnes	Assurances générales	Assurances de personnes et générales	Total
			n			
Compagnies d'assurances	-	66	133	208	17	358
Charte du Québec	-	15	13	19	2	34
Charte d'une autre province	-	2	4	8	0	12
Charte du Canada	-	13	54	80	3	137
Charte d'un État ou pays étranger	-	36	62	101	12	175
Sociétés de secours mutuel	-	39	39	-	-	39
Charte du Québec	-	17	17	-	-	17
Charte d'une autre province	-	0	0	-	-	0
Charte du Canada	-	10	10	-	-	10
Charte d'un État ou pays étranger	-	12	12	-	-	12
Compagnies d'assurance funéraire	...	...	6	...	...	6
Sociétés mutuelles d'assurances générales	...	46	...	46	...	46
Total	-	151	178	254	17	449

Source: L'Inspecteur général des institutions financières, *Tableau récapitulatif des états annuels des assureurs.*

Tableau 7

Primes ou cotisations perçues, par type d'assureur et catégorie d'assurances, Québec, 1980-1986

Type d'assureur et catégorie d'assurances	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
				'000 $			
Assurances de personnes	**2 372 526**	**2 843 880**	**2 959 668**	**2 876 081**	**3 254 119**	**3 632 167**	**4 182 093**
Compagnies	2 315 766	2 785 577	2 898 247	2 817 873	3 192 077	3 567 942	4 099 790
Assurance							
Individuelle	730 650	791 719	820 553	855 900	913 277	958 729	1 022 597
Collective	304 918	355 917	348 221	355 801	371 470	406 107	437 583
Rente							
Individuelle	468 871	706 191	606 733	497 345	643 509	800 967	968 283
Collective	313 736	352 605	496 144	448 639	523 618	603 115	829 276
Maladie et accidents	497 591	579 145	626 596	660 188	740 203	799 024	842 051
Sociétés de secours mutuel	56 750	58 294	61 412	58 200	62 035	64 219	82 297
Maladie et accidents	34 198	40 091	42 901	41 520	43 974	43 767	60 269
Vie et rentes[1]	19 828	14 888	17 385	16 535	17 913	20 311	21 893
Autres	2 724	3 315	1 126	145	148	141	135
Compagnies d'assurance funéraire	10	9	9	8	7	6	6
Assurances générales	**1 643 113**	**1 949 434**	**2 280 616**	**2 280 538**	**2 242 343**	**2 475 968**	**2 985 994**
Compagnies	1 615 004	1 913 043	2 230 111	2 218 987	2 176 930	2 414 129	2 914 975
Aéronef	18 089	24 942	30 905	32 375	35 355	33 057	41 886
Automobile							
Responsabilité	355 008	414 057	484 964	462 040	421 788	433 745	524 462
Dommages au véhicule assuré	359 024	474 936	568 319	558 785	553 196	594 145	735 479
Autres	12 124	12 392	12 872	13 308	15 965	28 552	15 207
Biens	664 039	780 140	915 540	935 821	913 627	1 007 171	1 149 348
Bris des machines	17 649	16 367	18 649	16 356	18 211	22 966	22 924
Crédit	1 174	1 166	1 648	2 049	2 579	2 439	2 189
Frais juridiques	2	14	122	2	797	-1 222	103
Garantie	28 065	28 147	30 188	29 947	36 584	43 765	48 489
Grêle	4	.	.	.	.	.	.
Hypothèque	6 022	5 220	2 362	3 316	2 355	3 291	6 734
Maritime	21 383	19 005	16 730	16 322	17 016	18 671	20 425
Responsabilité	132 400	136 509	147 764	148 558	159 393	227 481	347 689
Titres	21	148	48	108	72	75	40
Sociétés mutuelles d'assurance-incendie	27 449	36 130	50 165	61 270	65 176	61 820	71 019
Compagnies d'assurance mutuelle des municipalités et des paroisses (feu, foudre et vent)	660	261	340	281	237	19	.
Total	**4 015 639**	**4 793 314**	**5 240 284**	**5 156 619**	**5 496 462**	**6 108 135**	**7 168 087**

1. Incluant l'assurance funéraire.

Source: L'Inspecteur général des institutions financières, *Rapport annuel sur les assurances*.

Tableau 8

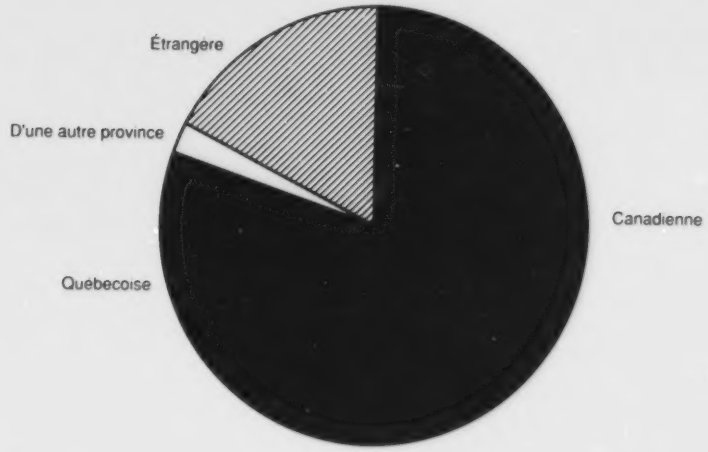
Prestations et indemnités versées aux assurés, par type d'assureur et catégorie d'assurances, Québec, 1980-1986

Type d'assureur et catégorie d'assurances	1980	1981	1982	1983	1984r	1985	1986
				'000 $			
Assurances de personnes	**1 559 115**	**1 975 085**	**2 308 080**	**2 239 789**	**2 382 651**	**2 741 093**	**3 176 440**
Compagnies	1 521 733	1 931 486	2 267 175	2 197 521	2 338 730	2 698 626	3 120 136
Assurance							
Individuelle	458 944	590 187	710 207	719 306	686 374	695 417	697 102
Collective	260 533	315 851	302 265	304 775	305 852	328 005	365 934
Rente							
Individuelle	243 705	384 380	371 582	299 915	375 940	499 862	770 626
Collective	147 423	188 899	325 106	295 800	364 503	504 204	640 508
Maladie et accidents	411 108	452 169	558 015	577 725	606 061	671 138	645 966
Sociétés de secours mutuel	37 330	43 543	40 830	42 222	43 879	42 425	56 267
Maladie et accidents	30 330	35 455	29 632	34 781	37 072	35 169	48 727
Vie et rentes[1]	6 992	8 088	11 194	7 426	6 792	7 240	7 523
Autres	8	-	4	15	15	16	17
Compagnies d'assurance funéraire	52	56	55	46	42	42	37
Assurances générales	**1 316 517**	**1 470 981**	**1 380 142**	**1 368 578**	**1 478 006**	**1 684 139**	**1 922 751**
Compagnies	1 299 066	1 445 217	1 354 330	1 336 701	1 443 998	1 651 233	1 888 278
Aéronef	14 543	15 332	17 842	36 523	17 311	13 369	7 583
Automobile							
Responsabilité	242 558	275 001	252 523	261 750	298 346	354 424	374 115
Dommages au véhicule assuré	375 028	405 760	340 412	320 531	379 498	488 687	606 335
Autres	4 138	9 749	2 865	15 692	15 911	17 476	3 377
Biens	522 913	580 432	554 574	512 726	531 147	589 181	667 217
Bris des machines	11 171	10 893	7 396	7 722	10 404	7 231	8 150
Crédit	404	1 052	1 418	1 244	373	1 521	787
Frais juridiques	-	5	16	17	2 247	-3	2
Garantie	8 023	9 137	9 792	8 615	14 267	25 646	15 176
Grêle	-	376	-	-	-	-	2
Hypothèque	13 859	18 379	15 160	7 401	10 901	-1 037	-3 144
Maritime	16 525	16 308	15 996	6 928	15 166	8 165	9 189
Responsabilité	89 904	102 793	136 338	157 552	148 443	146 571	199 497
Titres	-	-	-2	-	-	-	-
Sociétés mutuelles d'assurance-incendie	17 172	25 752	25 640	31 795	33 950	32 906	34 473
Compagnies d'assurance mutuelle des municipalités et des paroisses (feu, foudre et vent)	279	12	172	82	58	-	-
Total	**2 875 632**	**3 446 066**	**3 688 202**	**3 608 367**	**3 860 657**	**4 425 232**	**5 099 191**

1. Incluant l'assurance funéraire.

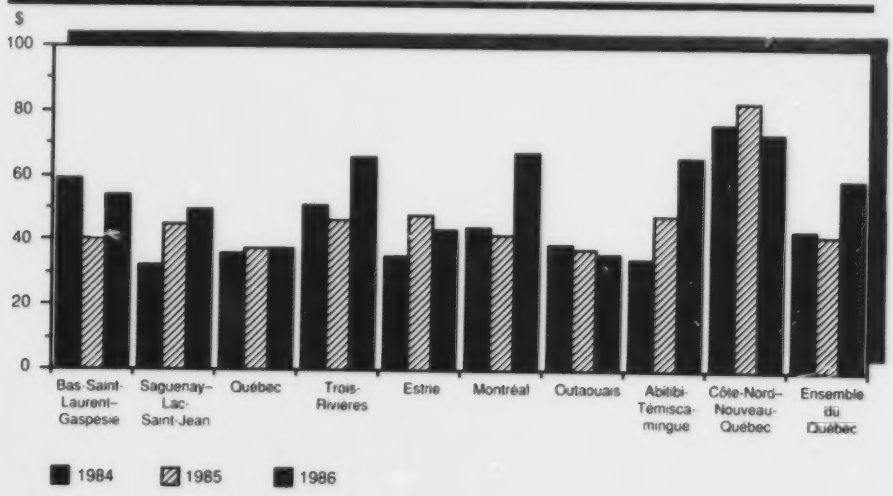
Source: L'Inspecteur général des institutions financières, *Rapport annuel sur les assurances*.

Figure 3
Primes d'assurance perçues selon la charte des sociétés d'assurance, 1986



Source: L'inspecteur général des institutions financières, *Rapport annuel sur les assurances*.

Figure 4
Pertes moyennes dues aux incendies par habitant, selon la région administrative, Québec, 1984-1986



Source: Ministère des Affaires municipales, *L'incendie au Québec*.

Tableau 9

Fréquence des incendies et des décès et pertes matérielles, par région administrative, Québec, 1984-1986

Région administrative	Année	Incendies		Décès		Pertes matérielles	
		Fréquence	Par 1 000 habitants	Fréquence	Par 100 000 habitants	$	Par habitant
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	1984	347	1,47	8	3,37	13 988 465	59,10
	1985	395	1,66	6	2,52	9 606 207	40,29
	1986	392	1,64	12	5,03	12 962 794	54,36
Saguenay—Lac-Saint-Jean	1984	616	2,02	7	2,30	9 608 926	31,52
	1985	791	2,55	2	0,65	13 965 218	45,09
	1986	730	2,36	2	0,64	13 572 936	48,83
Québec	1984	2 150	2,06	13	1,24	37 152 179	35,55
	1985	2 072	1,97	16	1,52	39 035 432	37,06
	1986	2 100	1,99	12	1,13	38 449 150	36,50
Trois-Rivières	1984	900	2,01	9	2,00	22 903 050	51,07
	1985	946	2,10	12	2,66	20 905 755	46,31
	1986	1 031	2,28	27	5,98	30 009 627	66,48
Estrie	1984	516	2,14	2	0,83	8 393 360	34,85
	1985	542	2,23	7	2,89	11 532 399	47,55
	1986	574	2,37	10	4,12	10 416 929	42,95
Montréal	1984	8 833	2,40	80	2,17	161 108 844	43,71
	1985	8 230	2,21	70	1,88	156 581 929	42,07
	1986	8 580	2,31	69	1,85	250 041 595	67,17
Outaouais	1984	424	1,59	3	1,12	10 496 181	39,41
	1985	425	1,70	10	3,99	9 146 112	36,54
	1986	425	1,70	0	0,00	9 013 509	35,99
Abitibi-Témiscamingue	1984	221	1,43	3	1,93	5 302 770	34,27
	1985	238	1,52	6	3,83	4 445 842	28,39
	1986	237	1,51	4	2,55	10 321 626	65,91
Côte-Nord, Nouveau-Québec	1984	276	2,07	1	0,74	10 090 350	75,62
	1985	278	2,15	4	3,10	8 547 527	66,18
	1986	290	2,25	7	5,42	9 425 538	72,98
Total	1984	14 283	2,19	126	1,93	279 044 125	42,82
	1985	13 917	2,12	133	2,03	273 766 421	41,78
	1986	14 359	2,19	143	2,18	384 212 703	58,62

Source: Ministère des Affaires municipales, *L'incendie au Québec*.

Tableau 10

Capital d'assurance-vie, Canada et certains pays, 1980-1986

Pays	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
				'000 000 $			
Allemagne de l'Ouest	477 997	435 596	438 540	449 323	440 354	633 994	845 386
Australie	169 674	187 252	177 173	190 222	208 733	203 174	231 267
Canada	431 194	497 026	546 715	607 718	678 799	739 855	819 333
Danemark	36 072	35 779	31 762	30 243	47 793	..	73 509
Espagne	37 688	51 111	40 599	31 765	91 446	81 593	86 542
Etats-Unis	4 231 478	4 819 017	5 595 824	6 179 517	7 267 617	8 459 217	9 277 345
Finlande	8 089	7 893	7 067	8 074	11 291	..	17 278
France	621 340	567 367	556 049	581 390	564 819	887 184	1 122 791
Italie	24 635	23 301	29 665	29 994	33 105	50 788	80 303
Japon	3 374 289	3 492 966	3 333 524	4 048 908	4 248 314	6 110 839	8 336 822
Nouvelle-Zélande	21 408	28 337	28 275	32 114	27 873	28 915	..
Pays-Bas	251 610	251 750	179 182	182 731	179 438	257 118	362 129
Royaume-Uni	606 087	402 635	380 170	590 302	560 849	797 382	747 046
Suède	146 644	128 460	100 974	110 426	110 245	161 486	187 265

Source: Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes inc., *Faits sur les assurances de personnes au Canada.*

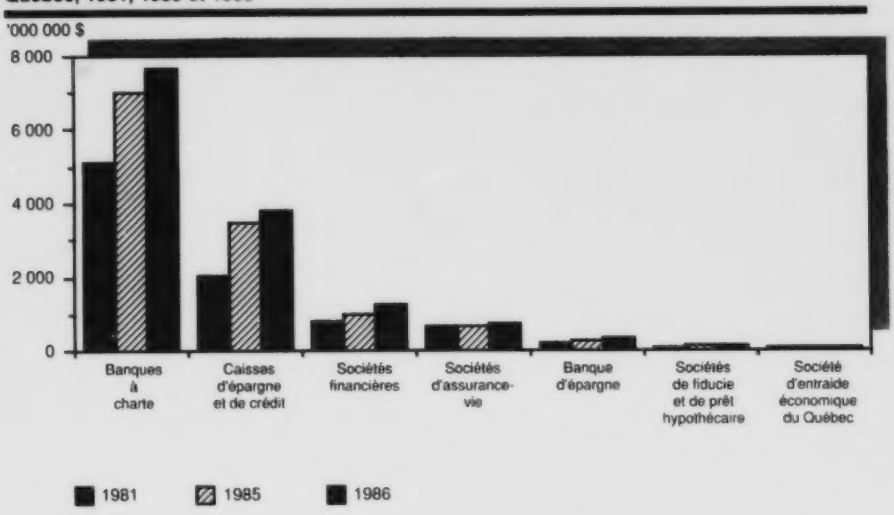
Tableau 11

Estimation du financement des ventes au détail et des prêts à la consommation des sociétés financières, par province, Canada, 1984-1986

Province	Financement des ventes au détail et des biens à la consommation			Prêts personnels		
	1984	1985	1986	1984	1985	1986
			'000 $			
Terre-Neuve	36 492	44 558	70 298	72 020	74 506	75 433
Ile-du-Prince-Édouard	6 119	6 790	9 347	7 934	8 215	8 186
Nouvelle-Écosse	155 284	189 347	240 317	64 537	57 477	54 134
Nouveau-Brunswick	61 729	75 245	254 649	46 744	49 283	50 244
Québec	655 015	834 557	1 096 149	183 973	154 995	141 447
Ontario	1 545 382	1 986 659	2 389 159	312 526	285 303	244 686
Manitoba	174 819	192 203	230 579	20 032	17 977	17 097
Saskatchewan	147 376	177 490	232 567	18 168	16 075	14 868
Alberta	467 214	595 020	774 049	105 518	83 912	94 441
Colombie-Britannique	411 910	461 194	570 890	77 326	67 452	67 487
Territoires du Nord-Ouest	23 626	16 705	17 834	659	-	-
Yukon	1 310	1 441	1 578	1 417	1 039	892
Canada	3 686 276	4 581 209	5 887 416	910 854	816 234	768 915

Source: Statistique Canada, *Institutions financières* (61-006).

Figure 5
Crédit à la consommation, selon l'intermédiaire financier, Québec, 1981, 1985 et 1986



Source: Bureau de la statistique du Québec, *L'activité des institutions de dépôt au Québec.*

Tableau 12
Principaux postes du bilan financier des sociétés de placement de portefeuille et des courtiers en valeurs mobilières, Canada, 4e trimestre, 1982-1986

Type d'institution	Année	Actif			Passif	
		Total	Placements	Prêts	Emprunts	Avoir des actionnaires
		'000 $				
Sociétés de placement de portefeuille						
Sociétés d'investissement	1982	662 702	640 579	-	3 293	635 482
	1983	1 024 403	987 196	-	6 603	973 005
	1984	1 050 084	1 005 478	-	16 125	1 005 094
	1985	1 203 937	1 103 616	-	23 014	1 103 808
	1986	1 291 509	1 204 321	-	16 005	1 227 296
Sociétés de placement	1982	5 232 640	5 024 670	-	3 485	5 118 465
	1983	7 295 359	7 000 065	-	11 463	7 145 168
	1984	8 879 911	8 609 116	-	9 850	8 758 229
	1985	12 755 374	12 212 069	-	27 334	12 491 834
	1986	20 719 183	19 755 581	-	34 890	20 251 989
Caisses séparées	1982	8 043 491	7 655 826	-	6 131	7 971 435
	1983	9 392 594	9 015 161	-	4 186	9 331 574
	1984	9 823 186	9 374 215	-	2 989	9 732 948
	1985	11 544 051	11 103 438	-	7 315	11 451 479
	1986	13 753 427	13 206 072	-	23 633	13 656 549
Courtiers en valeurs mobilières	1982	8 447 801	5 488 302	2 762 823	4 319 303	340 431
	1983	8 574 103	4 594 616	3 749 744	3 895 554	418 994
	1984	10 233 053	5 906 964	4 072 234	4 891 301	417 541
	1985	12 207 306	6 964 135	4 872 382	5 700 390	477 806
	1986	14 489 218	9 133 271	4 906 501	7 017 660	623 383

Sources: Bureau de la statistique du Québec.
Statistique Canada, *Institutions financières* (61-006).

Tableau 13

Répartition du volume et de la valeur des prêts accordés par la Banque fédérale de développement, Québec, Ontario, Colombie-Britannique et Canada, exercices 1981-1987

Province	Unité	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
Québec	n	1 253	1 085	625	496	795	933	1 300
	'000 $	113 231	164 948	99 891	85 299	222 375	239 486	295 030
Ontario	n	2 507	875	850	438	642	1 095	1 439
	'000 $	145 122	76 027	85 634	61 900	106 418	188 774	256 816
Colombie-Britannique	n	1 829	1 208	919	540	608	1 131	1 392
	'000 $	98 646	122 418	88 085	77 851	100 783	169 842	194 149
Canada	n	7 968	4 630	3 436	2 157	2 878	4 100	5 685
	'000 $	484 039	475 973	370 477	321 172	526 757	718 827	927 914

Source: Banque fédérale de développement, *Rapport annuel.*

Tableau 14

Indice boursier canadien de la Bourse de Montréal, par trimestre, 1984-1987

Indice canadien	Année	Trimestre				Croissance annuelle
		I	II	III	IV	
		Indice				%
Du marché	1984	1 183,60	1 105,77	1 207,17	1 239,48	..
	1985	1 332,36	1 400,04	1 336,16	1 481,66	19,54
	1986	1 580,75	1 562,18	1 500,47	1 533,46	3,50
	1987	1 844,30	1 890,42	1 933,25	1 584,77	3,35
Des banques	1984	1 009,80	925,74	1 017,16	1 115,93	..
	1985	1 101,22	1 246,23	1 272,50	1 479,50	32,58
	1986	1 436,25	1 455,67	1 438,67	1 510,30	2,08
	1987	1 638,72	1 626,66	1 547,61	1 347,96	-10,74
Des produits forestiers	1984	1 430,71	1 271,53	1 305,22	1 340,80	..
	1985	1 382,00	1 316,46	1 144,18	1 466,27	9,36
	1986	1 887,62	1 926,95	1 949,42	2 292,11	56,32
	1987	3 322,49	3 352,08	3 681,21	3 118,80	36,07
Des biens d'équipement	1984	1 233,11	1 089,70	1 145,47	1 098,96	..
	1985	1 138,06	974,67	1 103,04	1 262,20	14,85
	1986	1 546,91	1 432,59	1 242,27	1 194,99	-5,32
	1987	1 444,82	1 454,95	1 576,91	1 316,12	10,14
Des mines et des métaux	1984	1 296,53	1 049,64	1 182,48	1 106,61	..
	1985	1 200,14	1 191,69	1 115,67	1 219,33	10,19
	1986	1 326,06	1 265,40	1 288,43	1 227,77	0,69
	1987	1 597,87	1 629,12	1 961,69	1 594,78	29,89
Des hydrocarbures	1984	1 333,00	1 253,15	1 363,26	1 201,74	..
	1985	1 370,31	1 392,10	1 328,01	1 322,24	10,03
	1986	1 160,52	1 093,55	1 141,53	1 320,44	-0,14
	1987	1 685,30	1 804,41	1 779,25	1 363,94	3,29
Des services publiques	1984	1 094,64	1 122,38	1 167,14	1 299,60	..
	1985	1 358,68	1 499,20	1 444,60	1 501,88	15,56
	1986	1 403,42	1 400,74	1 380,15	1 384,63	-7,81
	1987	1 582,43	1 571,69	1 523,36	1 420,43	2,59

Source: Bourse de Montréal, *STAT.*

Tableau 15

Indice boursier canadien de la Bourse de Toronto, par trimestre, 1984-1987

Indice canadien	Année	Trimestre				Croissance annuelle
		I	II	III	IV	
		Indice				%
Du marché	1984	2 382,1	2 220,9	2 392,7	2 400,3	-5,96
	1985	2 612,8	2 712,5	2 632,3	2 900,6	20,84
	1986	3 047,5	3 085,5	2 979,3	3 066,2	5,71
	1987	3 739,5	3 740,2	3 902,4	3 160,1	3,07
Des services financiers	1984	1 590,5	1 474,4	1 617,6	1 773,0	-2,50
	1985	1 761,4	2 005,1	1 963,5	2 241,0	26,40
	1986	2 246,3	2 330,2	2 236,7	2 328,2	3,90
	1987	2 580,2	2 506,0	2 382,9	2 010,9	-10,27
Des papiers et des produits de la forêt	1984	2 243,0	1 945,3	1 966,6	2 031,9	-7,61
	1985	2 104,9	2 049,4	1 879,8	2 350,3	15,67
	1986	3 113,9	3 271,3	3 246,0	3 660,8	55,76
	1987	5 189,4	5 080,2	5 306,4	4 371,7	19,42
Des entreprises de distribution	1984	2 150,7	1 972,8	2 100,2	2 034,3	-14,1
	1985	2 188,4	2 603,7	2 619,5	3 113,2	53,03
	1986	3 659,4	3 891,5	3 359,1	3 391,5	8,94
	1987	3 898,4	3 809,4	3 716,8	3 007,8	11,32
Des métaux et des minéraux	1984	2 326,3	1 862,4	1 989,0	1 932,0	-22,46
	1985	2 020,2	1 897,7	1 883,6	2 079,4	7,63
	1986	2 337,8	2 106,3	2 143,6	1 972,1	-5,16
	1987	2 566,5	2 778,2	3 380,2	2 688,0	36,31
Du pétrole et du gaz	1984	3 450,8	3 201,6	3 521,1	2 989,9	-13,8
	1985	3 479,8	3 207,2	3 258,3	3 297,8	10,30
	1986	2 795,8	2 546,4	2 697,1	3 053,2	-7,42
	1987	3 929,3	4 318,0	4 349,9	3 280,6	7,45
Des services d'utilité publique	1984	2 081,4	2 120,5	2 204,6	2 449,0	6,48
	1985	2 664,5	2 944,5	2 768,1	2 893,5	18,15
	1986	2 753,4	2 714,7	2 677,7	2 651,6	-8,36
	1987	2 968,4	2 938,0	2 769,4	2 622,1	-1,12
De l'or	1984	4 659,5	3 909,5	3 693,8	2 921,2	-29,80
	1985	3 750,2	3 647,7	4 180,8	4 449,1	52,30
	1986	4 056,9	3 986,5	4 988,4	5 305,8	19,26
	1987	8 187,5	7 850,4	10 176,9	7 530,4	41,93

Source: Banque du Canada, *Revue de la Banque du Canada*.

Tableau 16

Revenus de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, selon la source de financement, exercices 1980-1986

Source de financement	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
				'000 $			
Fonds des services de santé	932 562	1 077 979	1 173 435	1 162 621	1 356 593	1 456 509	1 608 331
Gouvernement du Québec	133 008	170 967	191 545	223 902	256 797	267 297	297 018
Ententes réciproques avec les autres provinces	...	...	...	12 678	13 426	13 492	13 961
Commission de la santé et de la sécurité du travail	...	...	...	...	9 752	24 751	33 646
Centres hospitaliers	7 310	...	...	...	...	...	...
Intérêts sur dépôts et placements	4 072	2 446	4 027	1 725	...	...	...
Recouvrement des tiers	1 248	6 665	490	466	...	...	...
Autres	913	1 282	4 764	3 562	1 740	1 803	1 527
Total	**1 079 114**	**1 259 340**	**1 374 261**	**1 404 954**	**1 638 308**	**1 763 852**	**1 954 483**

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec, *Rapport annuel*.

Tableau 17

Coûts des programmes d'assurance-maladie, Québec, exercices 1980-1986

Programme	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
				'000 $			
Services médicaux	770 366	880 334	947 451	970 442	1 149 213	1 224 324	1 345 386
Services optométriques	19 511	22 837	25 148	25 263	30 825	33 871	36 355
Services dentaires	84 564	106 672	118 955	94 311	100 418	113 184	111 773
Médicaments et services pharmaceutiques	109 518	131 439	152 593	150 353	178 411	206 839	264 930
Prothèses	7 195	8 945	12 038	12 578	16 166	20 153	24 997
Bourses et primes	2 001	2 284	2 408	3 417	5 621	7 371	11 350
Services hospitaliers	50 861	63 814	69 517	97 931	106 904	105 452	105 110
Frais d'administration	42 418	43 014	49 201	54 423	53 023	54 761	56 815
Total	**1 086 434**	**1 259 339**	**1 377 311**	**1 408 718**	**1 640 581**	**1 765 955**	**1 956 716**

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec, *Rapport annuel*.

Tableau 18

Revenus de la Régie de l'assurance automobile du Québec, exercices 1980-1986

Source de revenu	1980	1981	1982	1983	1984	1985[1]	1986
				'000 $			
Contributions d'assurance	293 038	296 883	319 164	358 145	359 969	359 963	447 737
Immatriculation	247 817	249 497	257 530	288 162	287 687	287 700	350 659
Permis de conduire	45 221	47 386	61 634	67 983	72 282	72 283	97 078
Revenus de placement	52 284	86 962	129 829	181 196	203 827	244 703	328 477
Taxe sur les carburants	23 214	23 232	21 890	..	..	..	..
Droits de délivrance et de renouvellement	..	..	..	..	-	38 604	44 442
Autres	..	-	344	118	1 461	3 076	4 488
Total	368 536	407 077	471 227	537 459	565 257	646 366	825 144

1. Exercice de 10 mois terminé le 31 décembre 1985.

Source: Régie de l'assurance automobile du Québec, *Rapport d'activité*.

Tableau 19

Dépenses de la Régie de l'assurance automobile du Québec en matière d'indemnisation, exercices 1984-1986

Dépense	Déboursés			Coût des accidents		
	1984	1985	1986	1984	1985[1]	1986
			'000 $			
Indemnités de remplacement du revenu	92 622	99 166	115 985	237 400	264 500	..
Indemnités de décès	23 097	27 554	32 884	61 300	57 500	..
Rentes	18 250	22 491	27 829	..	..	..
Montants forfaitaires	4 847	5 063	5 055	..	..	..
Autres indemnités	49 177	55 536	71 471	69 300	82 800	..
Préjudices esthétiques, mutilations, douleurs, etc.	27 859	29 359	38 392	..	..	..
Remboursement de frais médicaux et paramédicaux	13 160	17 206	24 046	..	..	..
Frais d'examens médicaux	1 974	2 057	2 986	..	..	..
Frais funéraires	2 814	2 881	2 959	..	..	..
Frais de réadaptation	3 370	4 033	3 088	..	..	..
Fonds d'indemnisation	2 217	915	-60	..	..	..
Frais d'administration	100 968	114 519	127 977	50 800	40 000	..
Recouvrements	-	-	-	-800	-1 100	..
Coûts des services de santé	..	..	60 000	..	..	
Augmentation de la réserve actuarielle	338 700	389 100	400 200	..	..	..
Total	606 781	686 790	808 457	418 000	443 700	..

1. Exercice financier de 10 mois se terminant le 31 décembre 1985.

Source: Régie de l'assurance automobile du Québec, *Rapport d'activité*.

Tableau 20

Revenus de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, Québec, exercices 1980-1986

Source de revenu	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
				'000 $			
Cotisations des employeurs	535 695	664 485	667 405	709 561	697 823	751 321	945 695
Revenus de placement et intérêts sur cotisations	121 621[1]	171 982[1]	191 079[1]	186 448[1]	211 971	229 562	235 908
Contribution du gouvernement du Québec pour la mise en application de la Loi sur la santé et la sécurité du travail ainsi que pour l'inspection et la recherche	...	14 586	...	...	...	...	...
Intérêts sur cotisations et autres revenus	11 622	16 104	29 844	25 138	9 792[1]	9 932[1]	3 287[1]
Total	**668 938**	**867 157**	**888 328**	**921 147**	**919 586**	**990 815**	**1 184 890**

1. Excluant les intérêts sur les cotisations.

Source: Commission de la santé et de la sécurité du travail, *Rapport d'activité*.

Tableau 21

Répartition des dépenses de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, Québec, exercices 1980-1986

Dépense	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
				'000 $			
Programmes de réparation							
Programme spécial de remise de capital	...	...	...	...	...	4 843	...
Prestations versées au cours de l'exercice							
Assistance médicale	67 601	82 242	91 232	96 445	101 112	119 214	139 685
Incapacité temporaire	178 691	240 221	282 143	276 820	329 994	321 513	132 727
Incapacité permanente	3 871	-4 834	187 832	199 966	247 259	193 895	217 017
Décès	18	58	22 901	23 017	27 220	31 034	64 360
Remplacement du revenu	...	...	...	...	...	51 305	307 923
Augmentation des réserves actuarielles	156 266	209 355	...	...	191 162	398 823	390 759
Montant transféré à la réserve pour fonds spécial de désastre	-2 234	-1 792	-1 861	-5 036	...	...	...
Intérêts capitalisés aux réserves du fonds d'accident	147 780	201 665	215 416	213 585	...	...	...
Montant transféré de la réserve pour fonds spécial de désastre	2 223	2 859	3 172	3 548	...	...	...
Amortissement des coûts reportés	3 907	5 076	4 557	4 922	...	...	...
Programme de retrait préventif de la travailleuse enceinte ou qui allaite							
Indemnités versées	...	...	...	...	16 469	26 529	33 455
Montant transféré à la réserve actuarielle	...	...	...	...	2 976	3 320	-1 230
Programme de prévention	**4 141**	**10 936**	**30 002**	**38 158**	**58 806**	**58 649**	**60 526**
Frais d'administration	**52 859**	**86 707**	**95 320**	**88 402**	**102 358**	**109 026**	**119 454**
Autres frais	**18 635**	**45 724**	**15 423**	**28 327**	**15 762**	**19 202**	**20 531**
Total	**633 758**	**878 101**	**946 137**	**968 154**	**1 093 118**	**1 337 353**	**1 485 207**

Source: Commission de la santé et de la sécurité du travail, *Rapport d'activité*.

Tableau 22

Quelques statistiques financières[1] sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, décembre, 1981-1986

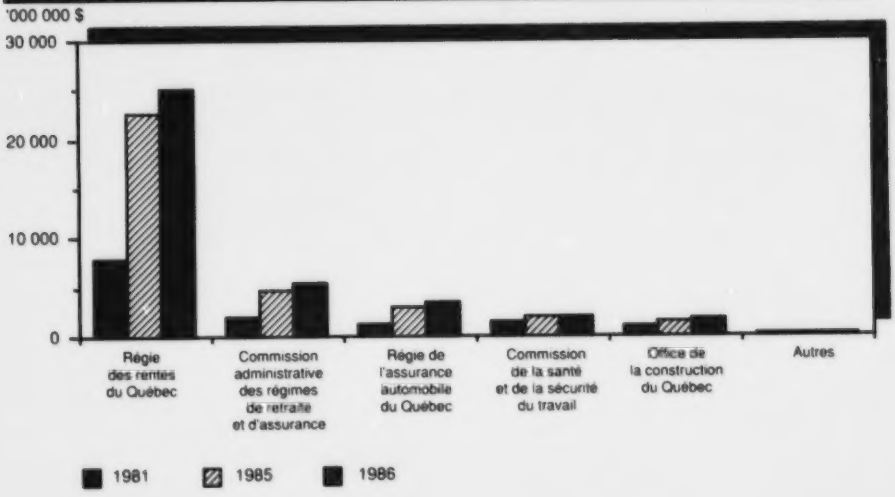
	1981	1982	1983	1984	1985	1986
			'000 000 $			
Biens sous gestion	13 914	16 238	18 221	20 133	22 543	25 073
Régie des rentes du Québec	7 758	8 648	9 449	10 119	11 328	12 264
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurance	2 035	2 583	3 230	3 856	4 618	5 455
Régie de l'assurance automobile du Québec	1 196	1 584	1 913	2 303	2 856	3 355
Commission de la santé et de la sécurité du travail	1 446	1 684	1 857	1 921	1 970	2 070
Office de la construction du Québec	1 052	1 182	1 302	1 411	1 570	1 743
Autres déposants	97	113	55	27	48	55
Éléments de passif	330	444	415	496	153	132
Revenu net des déposants	1 332	1 569	1 772	1 964	2 299	2 965
Placements	13 639	15 904	17 851	19 745	22 068	24 521
Achat de nouvelles obligations émises ou garanties par le gouvernement du Québec (valeur nominale)	1 375	1 225	1 016	1 280	1 427	1 181

1. Valeur comptable.

Source: Caisse de dépôt et placement du Québec, *Rapport de gestion.*

Figure 6

Dépôts de certains organismes à la Caisse de dépôt et placement du Québec, 1981, 1985 et 1986



Source: Caisse de dépôt et placement du Québec, *Rapport de gestion.*

18

Services aux entreprises et aux particuliers

L'emploi dans le secteur des industries de services aux entreprises et aux particuliers 725

Les recettes dans certaines industries de services 726

Les industries de services aux entreprises 726

Les maisons de courtage immobilier 728

Les sociétés d'assurances 728

Définitions 729

Liste des tableaux

1. Entreprises et recettes totales de certaines industries de services, Canada, 1983-1985 731

2. Recettes totales de certaines industries de services, Québec, Ontario et Canada, 1983-1985 731

3. Emploi dans les industries de services aux entreprises et aux particuliers, Québec, Ontario, Canada, 1981-1987 732

4. Proportion des employés à plein temps et à temps partiel dans certaines industries de services, Canada, 1983-1985 732

5. Statistiques principales sur les entreprises offrant des services informatiques, Québec, Ontario et Canada, 1982-1986 733

6. Recettes de l'industrie des services informatiques, selon le genre de service, Québec, Ontario et Canada, 1986 733

7. Recettes des entreprises offrant des services informatiques, selon le secteur d'activité du client, Québec, Ontario et Canada, 1986 735

8. Statistiques sommaires sur les bureaux d'architectes, Québec, Ontario et Canada, 1982 et 1986 735

9. Statistiques sommaires sur les bureaux d'ingénieurs-conseils, Québec, Ontario et Canada, 1982 et 1986 736

10. Statistiques sommaires sur les bureaux de services scientifiques et techniques, Québec, Ontario et Canada, 1982 et 1986 736

11. Maisons de courtage et agents immobiliers, Québec, 1984-1988 736

12. Transactions immobilières par province, Canada, 1985-1987 737

13. Nombre de mandats accomplis et valeur des transactions immobilières réalisées, Canada, 1981-1986 737

14. Transactions immobilières, Québec et Canada, 1986 et 1987 737

15. Transactions immobilières par région économique, Québec, 1987 738

16. Assureurs titulaires d'un permis d'exploitation, selon la charte et la catégorie d'assurances, Québec, 1985-1987 738

17. Courtiers et agents d'assurances autorisés et cabinets de courtiers, Québec, 1986 et 1987 739

18. Nombre et valeur des assurances de personnes, par type d'assureur et par charte, Québec, 1985-1987 740

Liste des figures

1. Variation de l'emploi dans les entreprises de services informatiques, Québec, Ontario et Canada, 1983-1986 734

2. Variation des recettes des entreprises de services informatiques, Québec, Ontario et Canada, 1983-1986 734

18

Ce chapitre a été réalisé par Jean Berselli et Louis Piché, de la Direction des statistiques générales du Bureau de la statistique du Québec.

Ce chapitre présente des statistiques sur le secteur des services aux entreprises et aux particuliers, à partir de la classification type des industries établie par Statistique Canada en 1980. Trois grands groupes d'industries de cette classification ont été retenus: celui des industries de services aux entreprises, celui des industries des services personnels et domestiques, ainsi que celui des autres industries de services. Outre ces statistiques, des données sont introduites relativement aux maisons de courtage immobilier et aux sociétés d'assurances.

Le grand groupe des industries de services aux entreprises comprend les groupes suivants: bureaux de placement et de services personnels, services informatiques et services connexes, services de comptabilité et de tenue de livres, services de publicité, bureaux d'architectes, d'ingénieurs et autres services scientifiques et techniques, études d'avocats et de notaires, bureaux de conseil en gestion, ainsi qu'un groupe comprenant les autres services aux entreprises. Des données ne sont malheureusement pas disponibles pour chacun de ces groupes. C'est le cas par exemple des études d'avocats et de notaires, sur lesquelles on ne possède aucune information. Par contre, des renseignements plus détaillés sont disponibles pour certains groupes qui font l'objet d'enquêtes spéciales (services informatiques, bureaux d'architectes et d'ingénieurs-conseils).

Le grand groupe des services personnels et domestiques inclut les groupes suivants: salons de coiffure et salons de beauté, services de blanchissage et de nettoyage à sec, de pompes funèbres, d'entretien domestique, ainsi que le groupe des autres services personnels et domestiques. Quant au grand groupe des autres industries de services, il contient les groupes qui suivent: services de location de machines et de matériel, services de location d'automobiles et de camions, services de photographe, certains services de réparation, services relatifs aux bâtiments et aux habitations, services de voyage et autres services non classés ailleurs.

Une description de chacun des groupes susmentionnés se trouve dans la section « définitions » de ce chapitre. Les données relatives à l'enseignement, à la santé, au divertissement et aux loisirs, à l'hébergement et à la restauration, ainsi qu'aux institutions financières sont présentées dans d'autres chapitres du *Québec statistique*.

L'emploi dans le secteur des industries de services aux entreprises et aux particuliers

Depuis 1982, le secteur des industries de services aux entreprises et aux particuliers prend une part de plus en plus importante au sein de l'économie québécoise. En 1987, il regroupe 8,8% de l'ensemble des travailleurs du Québec; il en comptait 9,4% en 1985 —un sommet— et 8,3% en 1982. Si un tel gain peut paraître négligeable à première vue, il devient plus significatif lorsque l'on examine les chiffres bruts de l'emploi au cours de la période de 1982 à 1987. Pour ce secteur seulement, l'augmentation est de 21,9% (de 215 000 à 262 000 emplois), alors que pour l'ensemble des activités économiques de la province, la hausse n'est que de 14,8%.

Pendant la période de 1982 à 1987, chacun des trois groupes d'industries composant le secteur des services aux entreprises et aux particuliers montre une augmentation au chapitre de l'emploi: la hausse est de 27,7% dans les industries de services aux entreprises, de 10%

dans celles des services personnels et de 27,5% dans celles des autres services. La moins forte croissance enregistrée dans le grand groupe des services personnels s'explique par des baisses de 2,4%, en 1986, et de 7,2%, en 1987. On observe la même tendance en Ontario, où les industries de ce type n'ont enregistré que 9% d'augmentation entre 1982 et 1987, en raison de baisses de 2,4% et de 9,9% en 1986 et 1987, respectivement. À l'échelle canadienne, le niveau de l'emploi dans les industries de services personnels a connu une hausse de 18% au cours de la même période, bien qu'il soit demeuré stable en 1986 et qu'il ait baissé de 5,2% en 1987.

Les recettes dans certaines industries de services

De 1983 à 1985, dans le groupe des bureaux de placement et des services de location de personnel, les recettes connaissent une hausse de 103,2%, passant de 147,5 millions à 299,7 millions de dollars. La part des recettes du Québec dans l'ensemble canadien augmente alors de 28,3% à 31,9%. Cette part est cependant peu élevée si on la compare à celle de l'Ontario, qui représente 51,3% (481,5 millions de dollars) de toutes les recettes réalisées au Canada dans ce domaine en 1985.

Entre 1983 et 1985, l'industrie des services de location de machines et de matériel connaît une forte hausse de ses recettes (119,3%). Ces dernières s'élèvent à 292,1 millions en 1985, alors qu'elles n'étaient que de 133,2 millions de dollars en 1983. Là encore, le Québec montre une croissance exceptionnelle en comparaison de la croissance canadienne, celle-ci n'étant que de 63,6%.

Contrairement aux groupes d'industries mentionnés précédemment, celui des services de blanchissage et de nettoyage à sec ne montre en 1985 qu'une faible croissance par rapport à 1983. Les recettes se chiffrent alors à 228,5 millions, comparativement à 225,5 millions en 1983, ce qui correspond à une augmentation de 1,3% seulement. Par rapport à 1984, elles ont diminué de 6,5%. Alors qu'elles comptent pour 25,2% de tous les revenus réalisés au Canada dans ce domaine, en 1983, les recettes du Québec ne représentent plus que 20% en 1985. La province de l'Ontario, quant à elle, avec 458,4 millions de dollars de recettes, voit passer sa part de 35,9%, en 1983, à 40,1%, en 1985.

Le groupe des services de location d'automobiles et de camions voit également sa part de revenus diminuer par rapport à l'ensemble des recettes canadiennes. Celle-ci baisse de 25,6%, en 1983, à 23,0%, en 1985, alors que celle de l'Ontario passe de 50,0% à 56,6%. Cependant, les recettes du Québec se sont accrues de 24,2% entre 1983 et 1985 (de 324,3 millions à 402,7 millions de dollars).

Les industries de services aux entreprises

Les services informatiques

On retrouve dans ce groupe tous les établissements qui offrent des services d'informatique proprement dits et des services de réparation et d'entretien de matériel informatique.

Depuis 1982, l'industrie des services informatiques n'a cessé de croître, tant au Québec qu'au Canada. Le nombre d'entreprises offrant ce genre de services au Québec passe en effet de 666, en 1982, à 1 059, en 1986, ce qui représente une croissance de 59%. Parallèlement,

l'emploi progresse de 72,4%, passant de 4 771, en 1982, à 8 225, en 1986. Alors que le Québec détient 18,4% de tous les emplois dans le secteur des services informatiques en 1982, il en compte 23,8% en 1986. Au Canada, la progression se fait plus lentement. Le nombre d'entreprises passe de 4 172 à 5 578 au cours de la même période; il s'agit d'une hausse de 33,7%. Quant à l'emploi, il évolue de façon proportionnelle, augmentant de 25 922, en 1982, à 34 601, en 1986 (33,5%).

En ce qui concerne les revenus de cette industrie au Québec, ils augmentent de 98,7% entre 1982 et 1986. Avec 602,4 millions de dollars en 1986, le Québec enregistre 21,1% des recettes réalisées au Canada par des entreprises de services informatiques, contre 17,7% en 1982. Des deux catégories de recettes possibles (de sources canadiennes ou de sources étrangères), ce sont celles qui proviennent de sources étrangères qui ont augmenté le plus durant la période de 1982 à 1986. Celles-ci passent de 2,8 millions de dollars, en 1982, à 24,6 millions, en 1986, pour une augmentation de près de 800%. La part des recettes de sources étrangères dans les recettes enregistrées par les entreprises québécoises de services informatiques passe d'ailleurs de 0,9%, en 1982, à 4,1%, en 1986. Cela est encore inférieur à la proportion enregistrée dans l'ensemble du Canada, qui se situe à 6,4% en 1986. Il faut toutefois mentionner que la proportion canadienne est fortement influencée par les revenus de la province de l'Ontario, qui, à elle seule, réalise 74,4% (137 millions de dollars) des recettes de sources étrangères au Canada. Les recettes de sources étrangères constituent 8,4% des recettes totales de cette province en 1986.

Les services d'architectes, d'ingénieurs-conseils et les services scientifiques et techniques

Pour la période de 1982 à 1986, chacune des trois catégories de services susmentionnées montre une forte croissance en ce qui concerne le nombre d'entreprises, le nombre d'employés et les recettes totales. Au chapitre du nombre d'entreprises, l'industrie des services scientifiques et techniques connaît la plus forte croissance, soit 109,6%; les entreprises oeuvrant dans ce domaine passent de 415 à 870. Le nombre d'entreprises offrant les services d'ingénieurs-conseils et d'architectes augmente respectivement de 77,8% (320 à 569) et de 75,1% (393 à 688) au cours de la même période. Pour ce qui est de l'emploi, ce sont les services d'architectes qui enregistrent la plus forte croissance, soit 141,2%; le nombre d'emplois passe de 1 094, en 1982, à 2 639, en 1986. Quant à l'industrie des services d'ingénieurs-conseils, elle emploie 17 312 personnes en 1986, soit 96,5% de plus qu'en 1982, année au cours de laquelle elle ne compte que 8 810 employés. Enfin, après une hausse de 117,9%, le nombre d'emplois dans l'industrie des services scientifiques et techniques atteint 6 268 en 1986, alors qu'il n'était que de 2 877 en 1982.

Dans ces trois différentes industries, les recettes connaissent des hausses très significatives de 1982 à 1986: 103,0% pour les services d'architectes, 64,4% pour les services d'ingénieurs-conseils et 105,6% pour les services scientifiques et techniques. Le fait marquant demeure toutefois la forte augmentation des recettes du Québec par rapport à celles de l'ensemble du Canada. La part du Québec dans le total des recettes pour les services d'architectes passe en effet de 14,8%, en 1982, à 23,5%, en 1986 (augmentation de 153,5 millions de dollars). La part de l'industrie des services d'ingénieurs-conseils dans les recettes réalisées au Canada passe, quant à elle, de 24,5% à 32,2% (1 milliard de dollars) pendant la même période. Enfin, l'industrie des services scientifiques et techniques affiche aussi une croissance —même si elle est moins forte— (de 10,8% à 13,5%) de sa part de recettes dans l'ensemble canadien (de 118 millions à 243 millions).

Les maisons de courtage immobilier

De 1984 à 1988, le nombre de maisons de courtage passe au Québec de 935 à 1 270, soit une hausse de 35,8%. En 1988, ces institutions emploient 12 838 agents immobiliers, ce qui représente une augmentation de 91,6% par rapport à 1984. De 1985 à 1987, la valeur des transactions réalisées au Québec augmente de 45,2%, pour atteindre 2,9 milliards de dollars. Le nombre n'en augmente cependant que de 13,4%, ce qui a pour effet de porter la valeur moyenne des transactions de 78 780 $, en 1986, à 91 082 $, en 1987. Cependant, cette moyenne est peu révélatrice du prix réel des immeubles dans les différentes régions du Québec. Dans toutes les régions, sauf Montréal, la valeur moyenne des transactions est inférieure à 72 450 $, la plus basse se situant à 45 365 $, dans la région de la Haute-Yamaska, et la plus haute, à 72 438 $, dans celle de l'Outaouais. Dans la région de Montréal, où sont réalisées 74,4% de toutes les transactions au Québec, la valeur moyenne est de 100 224 $.

Les sociétés d'assurances

Il existe au Québec deux catégories d'assurances: les assurances de personnes, qui regroupent les sociétés répondant aux besoins de sécurité des individus ou de la collectivité en offrant de l'assurance-vie, de l'assurance-maladie et accident et des régimes de rentes; les assurances générales, qui comprennent les sociétés d'assurances protégeant l'assuré contre les pertes matérielles résultant de diverses circonstances fâcheuses ou contre des événements pouvant engager sa responsabilité civile.

En 1987, l'industrie de l'assurance au Québec compte 447 sociétés, dont 178 offrent des assurances de personnes, 254, des assurances générales et 13, de ces deux catégories. De 1985 à 1987, 31 sociétés d'assurances cessent leurs opérations (de 478 à 447). Cette baisse touche principalement les sociétés d'assurances générales, dont le nombre est passé de 279 à 256.

Pour offrir leurs produits au public, les sociétés d'assurances font appel soit à des agents d'assurances au service de la compagnie, soit à des maisons de courtage; elles ont aussi recours à la sollicitation directe, dont la forme la plus répandue est la sollicitation par la poste. En 1987, on compte au Québec 24 965 agents d'assurances et courtiers, soit 4,9% de plus qu'en 1986, et 2 617 maisons de courtage.

Entre 1985 et 1987, le nombre de polices d'assurance, individuelles et collectives, pour la catégorie des assurances de personnes n'a cessé de diminuer, passant de 5,6 millions, en 1985, à 5,5 millions, en 1987. Au cours de ces années, le nombre de nouveaux contrats a été respectivement de 976 861, 911 752 et 794 432. Pendant la même période, la quantité de polices annulées ou arrivées à échéance a été respectivement de 1 042 880, 973 425 et 853 188. Bien qu'elles soient moins nombreuses, les nouvelles polices ont toujours des frais de couverture plus élevés. En 1987, le montant de couverture de nouvelles polices s'élève à 61,2 milliards de dollars, comparativement à 41,2 milliards de dollars pour les polices échues ou annulées.

En 1987, le nombre de polices d'assurance à la clôture de l'exercice s'élève à 5,5 millions, pour des montants de couverture de 250,4 milliards de dollars, ce qui constitue une hausse annuelle moyenne de 10,4% pour les années 1986 et 1987. La protection par habitant au Québec est passée de 31 093 $, en 1985, à 38 016 $, en 1987.

Définitions

Autres services aux entreprises

Entreprises fournissant aux entreprises et aux administrations publiques une variété de services: services de sécurité, d'enquête, de crédit, de recouvrement, de douane, de secrétariat téléphonique, de reproduction et de conception graphique.

Autres services de réparation

Entreprises dont l'activité principale consiste à réparer des moteurs électriques, à faire du soudage; entreprises fournissant d'autres services de réparation, tels que la serrurerie, l'armurerie, la réparation de petits moteurs, de tapis et de carpettes. Les entreprises qui fabriquent et soudent sur un terrain de construction sont classées dans le groupe des industries manufacturières.

Autres services personnels et domestiques

Entreprises fournissant des services de cordonnerie, de nettoyage, de réparation et d'entreposage de fourrures, de location de vêtements et de costumes, de traitement par électrolyse, ainsi que les studios de santé et d'amaigrissement, etc.

Bureaux d'architectes

Établissements fournissant des services de planification et de conception d'édifices et d'ouvrages architecturaux.

Bureaux d'ingénieurs

Entreprises fournissant divers services d'ingénieurs-conseils. Ne sont pas compris les établissements tirant la plus grande partie de leurs revenus de la construction. Les établissements dont l'activité principale est d'exécuter des travaux de génie sur un chantier de construction sont classés dans le groupe « Industries de la construction lourde et industrielle (travaux de génie) » .

Bureaux de placement et de location de personnel

Entreprises fournissant du personnel temporaire ou permanent à contrat ou plaçant leurs propres employés au sein des entreprises clientes, sur une base temporaire ou permanente.

Services de location de machines et de matériel

Entreprises dont l'activité consiste à louer des machines et du matériel industriel sans opérateur, des meubles et des machines de bureau, des appareils audiovisuels et autres.

Services de publicité

Entreprises fournissant divers services de publicité. Les établissements spécialisés dans la conception graphique sont classés dans le groupe « Autres services aux entreprises » .

Services relatifs aux bâtiments et aux habitations

Entreprises fournissant des services de conciergerie et d'entretien, de nettoyage de vitres, de désinfection et d'extermination, de nettoyage de l'extérieur des bâtiments, de ramonage, d'entretien de pelouses, etc.

Services scientifiques et techniques

Établissements fournissant les services suivants: arpentage, dessin, essai, gravimétrie, hydrographie, inspection de quantités, test en laboratoire (sauf médical), météorologie, photogrammétrie urbaine, planification géophysique, prospection géophysique, relevé magnétométrique et relevé sismographique.

Tableau donnant un résumé des affaires des Cies d'assurance opérant dans cette province, pour l'année finissant le 31 décembre 1915 (1)

CLASSE	Nbre de Cies.	Capital souscrit.	Capital payé	Assurance en vigueur net	Actif	Passif.	Recettes	Déboursés.
Assurance-vie—Fonds social	2	501,600	168,670	4,988,394	341,388	329,967	200,429	137,374
Assurance-feu—Fonds social	3	518,800	183,300	20,537,686	223,043	170,181	177,733	173,559
Assurance-feu—Fonds social mutuelle	1	200,000	20,000	2,519,656	151,170	14,047	37,527	19,471
Assurance-feu—Mutuelles au comptant	2	.....	.....	24,120,279	691,621	40,224	170,622	187,503
Assurances-feu - Mutuelles de comtés	7	.....	.....	21,637,666	1,309,815	12,827	172,448	150,772
Assurance-feu - Mutuelles de municipalités	13	.....	.....	1,889,854	14,805	76	1,788	1,719
Assurance-feu - Mutuelles de paroisses	111	.....	.....	27,133,394	1,219,066	10,599	37,379	37,178
Assurance-feu - Mutuelles ecclésiastiques	3	.....	.....	21,007,502	17,640	11,932	94,157	96,547
Assurance-garantie, bris de glace, etc. - Fonds social	2	969,700	160,620	12,876,062	258,920	84,804	217,387	177,904
Assurance-fonds de Pension—Fonds social	1	150,000	60,000	.....	772,699	772,699	143,151	2,276
Assurance-fonds de Pension—Mutuelle	1	.....	.....	.....	1,193,455	1,193,455	192,398	63
Total	146	2,340,100	592,590	136,710,493	6,193,622	2,640,811	1,445,619	984,366

(1) Rapport sur les Compagnies d'assurance, 1916.

Source: Annuaire statistique, 1917, p. 509.

Tableau 1

Entreprises et recettes totales de certaines industries de services, Canada, 1983-1985

	1983		1984		1985	
	Entreprises	Recettes	Entreprises	Recettes	Entreprises	Recettes
	n	'000 000 $	n	'000 000 $	n	'000 000 $
Services aux entreprises						
Bureaux de placement et services de location de personnel	1 052	520,8	1 311	701,6	1 490	938,1
Services de publicité	3 520	1 053,0	4 324	1 284,0	4 801	1 566,2
Autres services aux entreprises	19 412	2 786,3	23 085	3 190,1	24 414	4 041,0
Services personnels et domestiques						
Salons de coiffure et salons de beauté	17 463	945,0	18 917	1 093,5	21 599	1 274,8
Services de blanchissage et de nettoyage à sec	5 687	895,5	6 154	971,4	6 382	1 142,9
Pompes funèbres	1 189	430,3	1 412	497,4	1 359	550,8
Autres services personnels et domestiques	4 249	278,8	5 235	378,0	5 972	463,8
Autres services						
Services de location de machines et de matériel	3 911	1 004,1	5 565	1 333,1	6 864	1 643,2
Services de location d'automobiles et de camions	1 845	1 267,4	2 346	1 477,6	2 692	1 747,5
Photographes	2 585	284,8	2 697	319,9	2 786	380,9
Autres services de réparation	6 211	583,0	7 385	763,1	8 042	915,2
Services relatifs aux bâtiments et aux habitations	11 370	1 023,5	13 412	1 290,1	14 080	1 463,8
Services de voyages	3 038	2 173,3	3 505	2 795,3	3 557	3 188,4

Source: Statistique Canada, *Industries de services sélectionnées au Canada* (63-231).

Tableau 2

Recettes totales de certaines industries de services, Québec, Ontario et Canada, 1983-1985

	1983			1984			1985		
	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	Canada	Québec	Ontario	Canada
	'000 000 $								
Services aux entreprises									
Bureaux de placement et services de location de personnel	147,5	279,2	520,8	223,8	359,7	701,6	299,7	481,5	938,1
Services de publicité	258,2	626,4	1 053,0	334,1	760,1	1 284,0	427,3	894,4	1 566,2
Autres services aux entreprises	640,3	1 334,4	2 786,3	740,9	1 619,9	3 190,1	952,8	2 107,6	4 041,0
Services personnels et domestiques									
Salons de coiffure et salons de beauté	207,4	389,5	945,0	264,5	423,5	1 093,5	303,0	515,2	1 274,8
Services de blanchissage et de nettoyage à sec	225,5	321,1	895,5	244,5	346,8	971,4	228,5	458,4	1 142,9
Pompes funèbres	102,1	188,5	430,8	115,6	229,4	497,4	135,7	249,9	550,8
Autres services personnels et domestiques	76,0	106,5	278,8	111,6	152,9	378,0	131,3	192,6	463,8
Autres services									
Services de location de machines et de matériel	133,2	478,8	1 004,1	202,9	651,5	1 333,1	292,1	755,0	1 643,2
Services de location d'automobiles et de camions	324,3	633,5	1 267,4	336,8	818,6	1 477,6	402,7	989,1	1 747,5
Photographes	48,4	131,2	284,8	53,5	151,2	319,9	63,5	183,8	380,9
Autres services de réparation	114,8	163,2	583,0	158,9	241,6	763,1	189,6	292,5	915,2
Services relatifs aux bâtiments et aux habitations	215,3	471,5	1 023,5	302,9	583,4	1 290,1	341,3	672,4	1 463,8
Services de voyages	441,1	1 267,6	2 173,3	571,3	1 615,3	2 795,3	690,7	1 779,2	3 188,4

Source: Statistique Canada, *Industries de services sélectionnées au Canada* (63-231).

Tableau 3

Emploi dans les industries de services aux entreprises et aux particuliers, Québec, Ontario, Canada, 1981-1987

	Services aux entreprises		Services personnels et domestiques[1]		Services divers	
	Emploi	Variation	Emploi	Variation	Emploi	Variation
	'000	%	'000	%	'000	%
Québec						
1981	97	..	66	..	47	..
1982	94	-3.1	70	6.1	51	8.5
1983	98	4.3	79	12.9	51	.
1984	103	5.1	77	-2.5	57	11.8
1985	117	13.6	85	10.4	61	7.0
1986	118	0.9	83	-2.4	62	1.6
1987	120	1.7	77	-7.2	65	4.8
Ontario						
1981	187	..	113	..	81	..
1982	184	-1.6	100	-11.5	92	13.6
1983	190	3.3	112	12.0	84	-8.7
1984	196	3.2	118	5.4	94	11.9
1985	215	9.9	124	5.1	103	9.6
1986	229	6.5	121	-2.4	105	1.9
1987	254	10.9	109	-9.9	109	3.8
Canada						
1981	446	.	270	.	209	.
1982	442	-0.9	261	-3.3	226	8.1
1983	442	.	291	11.5	221	-2.2
1984	453	2.5	302	3.8	239	8.1
1985	496	9.9	325	7.6	263	10.0
1986	518	4.0	325	.	270	2.7
1987	563	8.7	308	-5.2	281	4.1

1. Excluant l'hébergement et la restauration.

Source: Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 4

Proportion des employés à plein temps et à temps partiel dans certaines industries de services, Canada, 1983-1985

	1983		1984		1985	
	Plein temps	Temps partiel	Plein temps	Temps partiel	Plein temps	Temps partiel
	%					
Services aux entreprises						
Bureaux de placement et services de location de personnel	16	84	18	82	13	87
Services de publicité	64	36	77	23	68	32
Autres services aux entreprises	70	30	74	26	72	28
Services personnels et domestiques						
Salons de coiffure et salons de beauté	82	18	84	16	84	16
Services de blanchissage et de nettoyage à sec	80	20	80	20	80	20
Pompes funèbres	65	35	61	39	68	32
Autres services personnels et domestiques	49	51	42	58	38	62
Autres services						
Services de location de machines et de matériel	81	19	80	20	80	20
Services de location d'automobiles et de camions	87	13	78	22	81	19
Photographes	51	49	67	33	62	38
Autres services de réparation	82	18	83	17	76	24
Services relatifs aux bâtiments et aux habitations	65	35	77	23	91	9
Services de voyages	76	24	84	16	81	19

Source: Statistique Canada, *Industries de services sélectionnées au Canada* (63-231).

Tableau 5

Statistiques principales sur les entreprises offrant des services informatiques, Québec, Ontario et Canada, 1982-1986

	Unité	1982	1983	1984	1985	1986
Québec						
Entreprises	n	666	884	709	1 253	1 059
Salariés	n	4 771	5 307	5 741	7 342	8 225
Recettes totales	'000 $	303 192	331 308	408 588	528 443	602 463
Recettes de sources canadiennes	'000 $	300 436	319 950	389 784	513 275	577 914
Recettes de sources étrangères	'000 $	2 756	11 358	18 854	15 188	24 549
Dépenses d'exploitation totales	'000 $	272 644	314 454	374 295	483 375	546 502
Rémunération et avantages sociaux	'000 $	120 235	134 210	156 121	207 597	240 016
Autres dépenses	'000 $	152 409	180 244	218 174	275 778	306 486
Ontario						
Entreprises	n	2 166	2 197	2 270	2 800	2 748
Salariés	n	14 861	17 065	15 046	13 220	14 861
Recettes totales	'000 $	996 575	946 833	1 186 255	1 486 513	1 636 478
Recettes de sources canadiennes	'000 $	967 463	894 433	1 114 640	1 400 711	1 499 673
Recettes de sources étrangères	'000 $	29 112	52 400	71 615	85 802	136 805
Dépenses d'exploitation totales	'000 $	907 103	915 703	1 061 701	1 359 861	1 485 475
Rémunération et avantages sociaux	'000 $	387 273	349 041	418 920	512 002	542 105
Autres dépenses	'000 $	519 830	566 662	642 781	847 859	943 370
Canada						
Entreprises	n	4 172	4 219	4 358	5 926	5 578
Salariés	n	25 922	24 558	28 463	34 031	34 601
Recettes totales	'000 $	1 714 176	1 711 576	2 124 861	2 610 608	2 852 451
Recettes de sources canadiennes	'000 $	1 677 444	1 636 283	2 009 510	2 492 649	2 669 250
Recettes de sources étrangères	'000 $	36 732	75 293	115 351	117 959	183 201
Dépenses d'exploitation totales	'000 $	1 516 986	1 610 279	1 893 201	2 397 072	2 611 419
Rémunération et avantages sociaux	'000 $	660 699	636 710	759 817	955 303	1 025 495
Autres dépenses	'000 $	856 287	973 569	1 133 484	1 441 769	1 585 924

Source: Statistique Canada, *Industrie des services informatiques 1986* (63-222).

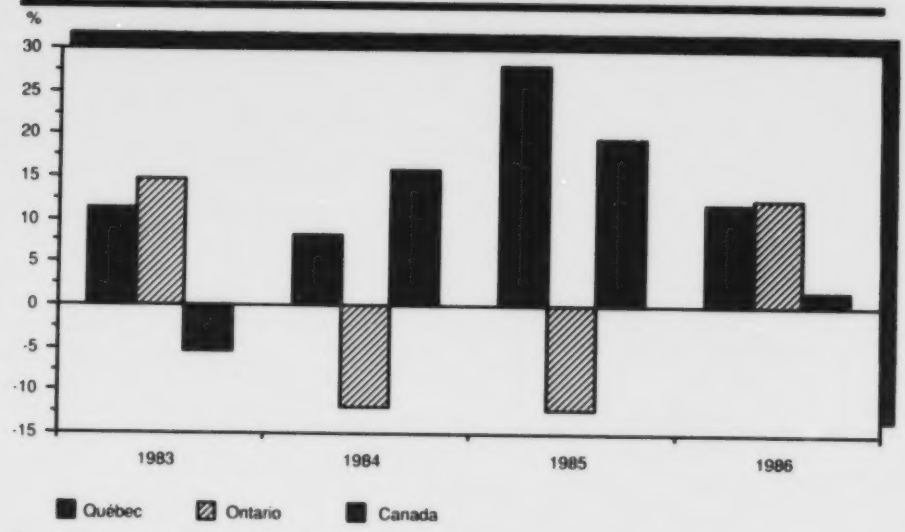
Tableau 6

Recettes de l'industrie des services informatiques, selon le genre de service, Québec, Ontario et Canada, 1986

Genre de service	Québec		Ontario		Canada	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Production de logiciels	43 140	7,2	146 903	9,0	224 563	7,9
Services professionnels	193 001	32,0	466 569	28,5	783 720	27,5
Systèmes « clé en main »	36 384	6,0	51 142	3,1	110 046	3,9
Services de traitement	172 106	28,6	411 879	25,2	921 203	32,3
Vente de matériel	81 012	13,4	234 552	14,3	357 348	12,5
Location de matériel	21 383	3,5	193 609	11,8	222 025	7,8
Entretien et réparation de matériel	21 382	3,5	18 927	1,2	40 603	1,4
Autres recettes d'exploitation	24 294	4,0	88 468	5,4	147 316	5,2
Autres recettes	9 760	1,6	24 430	1,5	45 627	1,6
Total	602 463	100,0	163 478	100,0	2 852 451	100,0

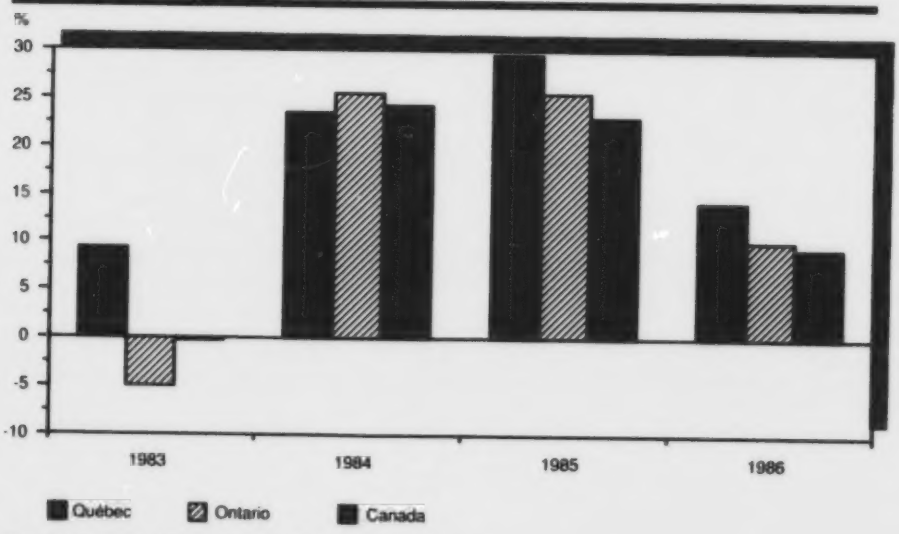
Source: Statistique Canada, *Industrie des services informatiques* (63-227).

Figure 1
Variation de l'emploi dans les entreprises de services informatiques, Québec, Ontario et Canada, 1983-1986



Source: Statistique Canada, *Industrie des services informatiques.*

Figure 2
Variation des recettes des entreprises de services informatiques, Québec, Ontario et Canada, 1983-1986



Source: Statistique Canada, *Industrie des services informatiques.*

Tableau 7

Recettes des entreprises offrant des services informatiques, selon le secteur d'activité du client, Québec, Ontario et Canada, 1986

Secteur d'activité du client	Québec		Ontario		Canada	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Agriculture	809	0,1	x	x	26 494	0,9
Forêts, mines et activités manufacturières	59 877	9,9	370 702	22,7	531 930	18,6
Finances, assurances et affaires immobilières	160 663	26,7	282 479	17,3	520 949	18,3
Commerce de gros	26 697	4,4	56 807	3,5	100 846	3,5
Commerce de détail	34 975	5,8	93 742	5,7	161 272	5,7
Transport	20 509	3,4	x	x	72 039	2,5
Communication et autres services d'utilité publique	29 882	5,0	64 543	3,9	122 127	4,3
Construction	10 701	1,8	26 673	1,6	42 947	1,5
Services (entreprises, hôtels, restaurants, etc.)	76 998	12,8	146 034	8,9	315 276	11,1
Services de santé	34 490	5,7	39 600	2,4	94 206	3,3
Éducation	13 233	2,2	42 230	2,6	76 838	2,7
Administration publique	95 434	15,8	306 131	18,7	586 644	20,6
Activités à but non lucratif	1 910	0,3	11 338	0,7	15 316	0,5
Autres	36 285	6,0	134 077	8,2	185 567	6,5
Total	602 463	100,0	1 636 478	100,0	2 852 451	100,0

Source: Statistique Canada, *Industrie des services informatiques* (63-222).

Tableau 8

Statistiques sommaires sur les bureaux d'architectes, Québec, Ontario et Canada, 1982 et 1986

	Unité	Québec		Ontario		Canada	
		1982	1986	1982	1986	1982	1986
Entreprises	n	393	688	486	920	1 470	2 446
Part dans l'ensemble du Canada	%	26,7	28,1	33,1	37,6	100,0	100,0
Employés	n	1 094	2 639	2 279	3 466	6 241	9 758
Nombre moyen par entreprise	n	3,0	4,0	5,0	4,0	4,0	4,0
Propriétaires actifs et associés	n	581	886	755	743	1 929	2 204
Recettes	'000 $	75 622	153 541	188 397	257 223	511 399	652 401
Part dans l'ensemble du Canada	%	14,8	23,5	36,8	39,4	100,0	100,0
Honoraires professionnels	'000 $	69 569	150 465	174 450	154 142	469 336	641 175
Recettes de sources étrangères	'000 $	..	552	..	1 376	..	5 856
Part dans l'ensemble des recettes	%	..	0,4	..	0,5	..	0,9
Dépenses	'000 $	..	115 476	..	198 590	..	517 500
Salaires et avantages sociaux	'000 $	19 774	55 165	49 875	85 452	143 594	219 185
Salaire moyen	'000 $	18,1	20,9	21,9	24,7	23,0	22,5
Autres dépenses	'000 $	..	60 311	..	113 138	..	298 315

Source: Statistique Canada, *Bureaux d'architectes, d'ingénieurs-conseils et de services scientifiques* (63-537).

Tableau 9

Statistiques sommaires sur les bureaux d'ingénieurs-conseils, Québec, Ontario et Canada, 1982 et 1986

	Unité	Québec		Ontario		Canada	
		1982	1986	1982	1986	1982	1986
Entreprises	n	320	569	773	1 474	2 236	4 410
Part dans l'ensemble du Canada	%	14.3	12.9	34.6	33.4	100.0	100.0
Employés	n	8 810	17 312	14 488	18 849	39 352	54 572
Nombre moyen par entreprise	n	28	30	19	13	18	12
Recettes	'000 $	611 581	1 023 704	846 288	073 853	2 494 158	3 179 193
Part dans l'ensemble du Canada	%	24.5	32.2	33.9	33.8	100.0	100.0
Honoraires professionnels	'000 $	551 200	932 931	766 683	1 005 223	2 228 339	2 977 229
Recettes de sources étrangères	'000 $	..	186 405	..	86 139	..	338 353
Part dans l'ensemble des recettes	%	..	18.2	..	8.0	..	10.6
Dépenses	'000 $	..	1 001 971	..	960 183	..	2 978 463
Salaires et avantages sociaux	'000 $	303 888	522 528	465 182	575 992	1 301 157	1 645 232
Salaire moyen	'000 $	34.5	30.5	32.1	30.6	33.1	30.1
Autres dépenses	'000 $	..	479 443	..	384 191	..	1 333 231

Source: Statistique Canada, *Bureaux d'architectes, d'ingénieurs-conseils et de services scientifiques* (63-537).

Tableau 10

Statistiques sommaires sur les bureaux de services scientifiques et techniques, Québec, Ontario et Canada, 1982 et 1986

	Unité	Québec		Ontario		Canada	
		1982	1986	1982	1986	1982	1986
Entreprises	n	415	870	673	1 691	2 470	6 316
Part dans l'ensemble du Canada	%	16.8	13.8	27.2	26.8	100.0	100.0
Employés	n	2 877	6 268	7 901	14 586	19 570	37 275
Nombre moyen par entreprise	n	7.0	17.0	12	9.0	8.0	6.0
Recettes	'000 $	118 422	243 430	457 946	853 154	1 090 012	1 803 211
Part dans l'ensemble du Canada	%	10.8	13.5	41.7	47.3	100.0	100.0
Dépenses	'000 $	..	198 437	..	804 653	..	1 673 681
Salaires et avantages sociaux	'000 $	52 982	106 814	194 790	425 859	437 135	824 169
Salaire moyen	'000 $	..	91 623	..	378 794	..	849 512
Autres dépenses	'000 $	18.4	17.0	24.7	29.2	22.3	22.1

Source: Statistique Canada, *Bureaux d'architectes, d'ingénieurs-conseils et de services scientifiques* (63-537).

Tableau 11

Maisons de courtage[1] et agents immobiliers, Québec, 1984-1988

	Maisons de courtage	Agents immobiliers
	n	
1984	935	6 698
1985	1 078	7 721
1986	1 092	8 227
1987	1 116	10 488
1988	1 270	12 838

1. Incluant les succursales.

Source: Association de l'Immeuble du Québec, *Association du marché national.*

Tableau 12

Transactions immobilières par province, Canada, 1985-1987

Province	Transactions			Valeur des transactions		
	1985	1986	1987	1985	1986	1987
	n			'000 $		
Colombie-Britannique	50 356	52 474	64 714	4 363 407	4 855 210	6 462 812
Alberta	31 170	26 351	30 819	2 454 006	1 129 838	2 661 477
Saskatchewan	8 518	8 920	8 679	533 465	577 882	581 428
Manitoba	12 131	12 817	13 226	753 463	890 573	1 003 960
Ontario	150 702	165 526	164 182	13 280 157	18 325 389	22 789 755
Québec	28 065	31 293	31 824	1 995 959	2 465 283	2 898 604
Nouveau-Brunswick	3 466	3 605	4 023	183 548	205 464	233 228
Nouvelle-Écosse	6 140	7 236	7 084	398 930	503 805	526 090
Île-du-Prince-Édouard	613	568	633	29 915	27 033	32 843
Terre-Neuve	1 933	2 037	2 044	124 633	138 646	147 442
Yukon	162	194	215	9 769	10 962	11 636
Canada	293 256	311 021	327 443	24 127 252	30 130 085	37 349 276

Sources: Association de l'immeuble du Québec, *Le marché en 1986*; *Analyse du marché industriel, service inter-agence*, décembre 1987.

Tableau 13

Nombre de mandats accomplis et valeur des transactions immobilières réalisées, Canada, 1981-1986

	Unité	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Mandats	n	616 065	656 271	610 565	626 156	628 869	666 217
Variation par rapport à l'année précédente	%	20,4	6,5	-7,0	2,6	0,4	5,9
Transactions immobilières	n	196 383	177 178	210 390	222 762	293 256	311 021
Variation par rapport à l'année précédente	%	1,8	-9,8	18,7	5,9	31,6	6,1
Rapport transactions/mandats	%	31,9	27,0	34,5	35,6	46,6	46,7
Valeur des transactions	'000 $	15 453 285	12 900 444	16 246 828	17 190 013	24 127 252	30 130 084
Variation par rapport à l'année précédente	%	14,5	-16,5	25,9	5,8	40,4	24,9

Source: Association de l'immeuble du Québec, *Le marché en 1986*.

Tableau 14

Transactions immobilières, Québec et Canada, 1986 et 1987

Région économique[1]	Valeur totale des transactions	Transactions	Nouveaux mandats	Valeur moyenne des transactions
	'000 $	n		$
Québec				
1986	2 465 283	31 293	72 165	78 780
1987	2 898 604	31 824	85 407	91 082
Canada				
1986	30 130 085	311 021	666 251	96 865
1987	37 349 276	327 443	697 683	114 063

1. Les régions économiques sont celles qui sont définies par l'Association de l'immeuble du Québec; l'Abitibi-Témiscamingue et la Côte-Nord ne sont pas incluses.

Source: Association de l'immeuble du Québec, *Analyse du marché national, Service inter-agence*.

Tableau 15

Transactions immobilières par région économique, Québec, 1987

Région économique[1]	Valeur totale des transactions	Transactions	Nouveaux mandats	Valeur moyenne des transactions
	$	n		$
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	15 883 085	301	1 160	52 767
Centre du Québec	17 256 724	315	1 098	54 783
Estrie	22 111 445	320	1 248	69 098
Haute-Yamaska	11 295 923	249	1 071	45 365
Lanaudière	16 259 304	314	1 603	51 781
Laurentides	25 476 508	383	1 515	66 518
Mauricie	51 499 030	888	2 722	57 994
Montréal	2 373 311 240	23 680	58 584	100 224
Outaouais	135 169 603	1 866	5 013	72 438
Québec	202 980 775	3 005	9 678	67 547
Saguenay—Lac-Saint-Jean	27 360 149	503	1 715	54 393
Le Québec	**2 898 603 786**	**31 824**	**85 407**	**91 082**

1. Les régions économiques sont celles qui sont définies par l'Association de l'immeuble du Québec. l'Abitibi-Temiscamingue et la Côte-Nord ne sont pas incluses.

Source: Association de l'immeuble du Québec, *Analyse du marché national, Service inter-agence.*

Tableau 16

Assureurs titulaires d'un permis d'exploitation, selon la charte et la catégorie d'assurances, Québec, 1985-1987

		Assurances de personnes	Assurances générales	Assurances de personnes et assurances générales	Total
			n		
Compagnies d'assurances	1985	134	225	17	376
	1986	133	208	17	358
	1987	134	214	13	361
Charte du Québec	1985	13	19	2	34
	1986	13	19	2	34
	1987	14	22	2	38
Charte d'une autre province	1985	4	7	0	11
	1986	4	8	0	12
	1987	3	9	0	12
Charte du Canada	1985	55	82	3	140
	1986	54	80	3	137
	1987	53	82	1	136
Charte d'un État ou d'un pays étranger	1985	62	117	12	191
	1986	62	101	12	175
	1987	64	101	10	175
Sociétés de secours mutuels	1985	42	-	-	42
	1986	39	-	-	39
	1987	38	-	-	38
Charte du Québec	1985	20	-	-	20
	1986	17	-	-	17
	1987	16	-	-	16
Charte d'une autre province	1985	0	-	-	0
	1986	0	-	-	0
	1987	0			0
Charte du Canada	1985	10	-	-	10
	1986	10	-	-	10
	1987	10	-	-	10
Charte d'un État ou d'un pays étranger	1985	12	-	-	12
	1986	12	-	-	12
	1987	12	-	-	12

Tableau 16 (suite)

Assureurs titulaires d'un permis d'exploitation, selon la charte et la catégorie d'assurances, Québec, 1985-1987

		Assurances de personnes	Assurances générales	Assurances de personnes et assurances générales	Total
			n		
Compagnies d'assurance funéraire	1985	6	-	-	6
	1986	6	-	-	6
	1987	6	-	-	6
Sociétés mutuelles d'assurances générales	1985	-	47	-	47
	1986	-	46	-	46
	1987	-	42	-	42
Sociétés mutuelles d'assurance-incendie	1985	-	2	-	2
	1986	-	-	-	-
	1987	-	-	-	-
Compagnies d'assurances mutuelles des municipalités et des paroisses (feu, foudre et vent)	1985	-	5	-	5
	1986	-	-	-	-
	1987	-	-	-	-
Total	1985	182	279	17	478
	1986	178	254	17	449
	1987	178	256	13	447

Source: Inspecteur général des institutitons financières, *Tableau récapitulatif des états annuels des assureurs.*

Tableau 17

Courtiers et agents d'assurances autorisés et cabinets de courtiers, Québec, 1986 et 1987

	1986			1987			Variation
	Individus	Sociétés ou corporations	Total	Individus	Sociétés ou corporations	Total	
			n				%
Agents et courtiers autorisés	..	..	23 817	..	..	24 985	4,9
Par la Direction générale des assurances	9 519	2 386	11 905	10 393	2 496	12 889	8,3
Agents d'assurances	8 308	2 050	10 358	9 096	2 137	11 233	16,9
Experts en sinistre	1 211	336	1 547	1 297	359	1 656	7,0
Par l'Association provinciale des assureurs-vie du Québec	..	..	6 512	..	..	6 612	1,5
Par l'Associaton des courtiers d'assurances du Québec	..	..	5 400	..	..	5 484	1,6
Cabinets de courtiers	..	..	..	..	..	2 617[1]	..

1. Au 26 mai 1987.

Sources: Inspecteur général des institutions financières, *Rapport annuel.*
Association des courtiers d'assurances, *Rapport 1988.*

Tableau 18

Nombre et valeur des assurances de personnes, par type d'assureur et par charte, Québec, 1985-1987

		Nouvelles polices		Polices annulées ou à échéance		Polices à la clôture de l'exercice	
		n	'000 $	n	'000 $	n	'000 $
Charte du Québec	1985	204 050	13 971 219	204 728	8 984 217	1 292 566	44 258 965
	1986	177 196	14 289 685	223 098	8 941 059	1 283 007	49 846 595
	1987	168 255	18 012 769	175 655	13 615 952	1 404 127	61 095 282
Fonds social	1985	17 804	1 024 799	20 766	837 950	143 331	3 272 028
	1986	18 330	1 189 931	53 706	818 033	141 027	3 671 035
	1987	20 491	2 305 913	28 316	1 525 656	233 068	6 938 467
Mutuelles	1985	186 246	12 946 420	183 962	8 146 267	1 149 235	40 986 937
	1986	158 866	13 099 754	169 392	8 123 026	1 141 980	46 175 560
	1987	147 764	15 706 856	147 339	12 090 296	1 171 059	54 156 815
Charte d'une autre province	1985	9 525	557 035	13 068	718 629	75 054	1 778 647
	1986	10 072	528 805	10 732	384 819	74 270	1 914 891
	1987	5 586	449 132	7 051	256 840	26 682	1 069 393
Fonds social	1985	2 555	253 841	4 481	413 255	23 009	969 764
	1986	2 727	297 304	3 650	211 716	21 962	1 047 611
	1987	1 043	259 197	798	107 598	3 720	521 601
Mutuelles	1985	6 970	303 194	8 607	305 374	52 045	808 883
	1986	7 345	231 501	7 082	173 103	52 308	867 280
	1987	4 543	189 935	6 253	149 242	22 962	547 792
Charte du Canada	1985	601 530	31 936 202	621 527	21 286 370	2 317 213	131 115 171
	1986	546 251	35 812 363	549 456	18 036 834	2 314 006	148 890 696
	1987	489 629	36 183 907	497 040	21 629 208	2 195 579	156 872 510
Fonds social	1985	218 367	18 348 951	192 505	11 722 204	1 047 403	60 636 781
	1986	175 091	18 476 360	136 796	10 624 417	1 073 580	67 841 821
	1987	184 950	23 944 310	147 051	12 578 522	1 129 995	79 870 383
Mutuelles	1985	383 163	13 587 251	429 022	9 564 166	1 269 810	70 478 390
	1986	371 160	17 336 003	412 660	7 412 417	1 240 426	81 048 875
	1987	304 679	12 239 597	349 989	9 050 686	1 065 584	77 002 127
Charte d'un Etat ou d'un pays etranger	1985	161 756	5 963 604	203 537	4 507 484	1 879 260	28 374 689
	1986	178 233	5 782 268	190 139	3 635 042	1 880 298	30 516 424
	1987	130 962	6 543 860	173 442	5 685 670	1 837 986	31 374 770
Fonds social	1985	60 843	1 833 262	56 314	1 276 519	298 587	7 103 300
	1986	109 058	2 364 813	49 087	1 132 073	376 668	8 336 061
	1987	64 532	1 623 792	47 214	1 464 152	394 028	8 495 709
Mutuelles	1985	100 913	4 130 342	147 223	3 231 065	1 580 673	21 271 389
	1986	69 175	3 417 455	141 052	2 502 969	1 503 630	22 180 363
	1987	66 430	4 920 068	126 228	4 221 518	1 443 958	22 879 061
Total	1985	976 861	52 428 060	1 042 880	35 496 700	5 564 093	205 527 472
	1986	911 752	56 413 121	973 425	30 997 754	5 551 581	231 168 606
	1987	794 432	61 189 668	853 188	41 187 670	5 464 374	250 411 955

Source: Inspecteur général des institutions financières, *Rapport annuel sur les assurances.*

19

Tourisme et loisirs

Quelques indicateurs économiques	745
Le tourisme	746
Les loisirs	750
Définitions	753

Liste des tableaux

1. Statistiques sur les voyages des touristes entre le Québec et les pays étrangers, 1980-1986 755

2. Voyageurs étrangers entrant au Canada par le Québec, selon le continent d'origine, 1981-1986 755

3. Recettes touristiques, selon la provenance des touristes, Québec, 1980-1987 756

4. Voyages à l'étranger des touristes canadiens, selon la province d'origine des voyageurs et le but du voyage, Canada, 1986 756

5. Statistiques sur les voyages des touristes québécois, ontariens et canadiens rentrant des États-Unis, 1984-1986 757

6. Voyages-personnes et nuitées des touristes québécois dans les autres provinces et au Québec, selon le but du voyage, 1980, 1982, 1984 et 1986 758

7. Statistiques principales sur la durée du séjour et les dépenses des touristes québécois au Québec et dans les autres provinces, 1980, 1982, 1984 et 1986 758

8. Voyages, nuitées et dépenses des touristes québécois, par région touristique, Québec, 1984 et 1986 759

9. Modes d'hébergement des touristes québécois et des autres provinces voyageant au Québec, 1980-1986 759

10. Taux d'occupation mensuel des établissements hôteliers de certaines régions touristiques, Québec, 1985-1987 760

11. Taux d'occupation mensuel des établissements hôteliers durant la haute saison, par région touristique, Québec, 1985-1987 761

12. Taux d'occupation mensuel de l'ensemble des établissements hôteliers durant la haute saison, selon la taille des établissements, Québec, 1985-1987 762

13. Répartition des établissements hôteliers et des chambres, par région touristique, Québec, 1985 et 1987 762

14. Répartition et capacité totale des terrains de camping et des restaurants, par région touristique, Québec, 1985 et 1986 763

15. Recettes des restaurants, des traiteurs et des tavernes, Québec, 1980-1987 763

16. Taux de pratique d'activités physiques, selon différentes caractéristiques de la population, Québec, septembre 1986 à août 1987 764

17. Taux et fréquence moyenne de pratique et durée moyenne de chaque séance, selon l'activité physique, Québec, septembre 1986 à août 1987 765

18. Taux de pratique annuel d'activités physiques, selon différentes caractéristiques de la population, Québec, septembre 1986 à août 1987 766

19. Taux de pratique de loisirs socioculturels par la population de 15 ans et plus, Québec, 1985 766

Figure

1. Principales caractéristiques économiques et touristiques sur le ski alpin, le ski de randonnée et la motoneige durant la saison d'hiver, Québec, 1986-87 768

19

Ce chapitre a été réalisé par Pierre Prince, de la Direction des statistiques générales du Bureau de la statistique du Québec.

Depuis le début de la décennie, plusieurs changements sont survenus dans le domaine du tourisme et des loisirs. Après une brève présentation de quelques indicateurs économiques, ce chapitre décrit, à la lumière des informations disponibles, les principales caractéristiques de ces secteurs d'activité.

Il est d'abord question de tourisme international et de tourisme canadien, d'hébergement, de restauration, de congrès, ainsi que de tourisme relié à la pratique des sports d'hiver au Québec. Les renseignements portent sur le nombre de voyages et de personnes qui voyagent, les dépenses, la durée et le but des voyages. Cette section comporte aussi des données sur les différents modes d'hébergement, leur répartition en région, la capacité d'accueil des établissements hôteliers et leur taux d'occupation.

Les données relatives aux loisirs quant à elles, portent essentiellement sur la pratique d'activités physiques et de loisirs socioculturels par les Québécois de 15 ans et plus. Plus particulièrement, il est question du taux de participation, de la fréquence et de la durée moyenne des activités, des sources de motivation ainsi que du taux d'abandon. D'autres données traitent des différentes pratiques de loisir selon diverses variables, comme le sexe, le groupe d'âge, la scolarité, le revenu et la région de résidence.

Quelques indicateurs économiques

En 1986, les recettes totales dans le secteur touristique, pour la province de Québec, s'élèvent à 30 milliards de dollars, soit 2,5% du produit intérieur brut. En 1980, ces recettes atteignent 2,3 milliards de dollars et augmentent progressivement depuis cette période.

Selon des données préliminaires disponibles pour l'année 1987, les recettes totales de ce secteur sont estimées à 3,2 milliards de dollars. Pour leur part, les investissements dans le secteur de l'hébergement et de la restauration sont évalués à 124,2 millions de dollars.

Ces investissements s'élèvent à 100,7 millions de dollars en 1986, soit le double de ceux de 1980. Depuis le début de la décennie, les investissements les plus faibles sont observés en 1983 (37,1 millions de dollars) et les plus élevés, en 1985 (103,5 millions de dollars).

Le nombre mensuel moyen de salariés dans le secteur de l'hébergement et de la restauration s'élève à 130 000 pour les années 1985 et 1986. Dans le secteur des divertissements et des loisirs, ce nombre atteint 23 640 et 25 740, en 1985 et en 1986 respectivement.

Le tourisme

Le tourisme international

Cette partie traite des divers aspects du tourisme international au Québec et des voyages des Québécois à l'étranger. On y retrouve des informations sur la provenance et la destination des touristes internationaux; en raison de l'importance des États-Unis sur le plan du tourisme international, les données s'y rapportant sont présentées de façon distincte. Quelques données permettent aussi de comparer les habitudes de voyage des Québécois à l'étranger à celles des autres Canadiens.

Les touristes étrangers au Québec

En constante évolution depuis 1982, le nombre de touristes internationaux atteint, en 1986, 3,5 millions de voyages-personnes au Québec, ce qui constitue une hausse de 7% par rapport à 1985. Près de 3,0 millions de ces touristes (85,1%) viennent des États-Unis; en moyenne, la durée de leur séjour au Québec est de 3,4 nuitées et ils dépensent 58,50 $ par jour, pour un total de 590 millions de dollars.

En 1986, 520 000 touristes viennent des autres pays; il s'agit d'une augmentation de 104 000, soit 25% en regard de 1983, année où leur nombre s'avère le plus faible depuis le début de la décennie. Ils dépensent au Québec 218,2 millions de dollars en 1986, soit 78,6 millions (56,3%) de plus qu'en 1983. Près de 70% de ces voyageurs arrivent de l'Europe; cette proportion n'a pratiquement pas changé au cours des six dernières années. De même, la proportion de touristes venant des autres continents varie peu. Par exemple, le pourcentage de voyageurs venant de l'Asie oscille entre 9,9% et 12,4%, celui de l'Amérique du Sud, entre 3,9% et 5,4%, et celui de l'Afrique, entre 4,5% et 5,5%. En 1986, 44,2% des touristes européens viennent de la France, 19,2% de l'Angleterre et 13,1% de l'Allemagne de l'Ouest.

Les touristes québécois à l'étranger

En 1986, près de 3 millions de Québécois font un voyage à l'étranger. Ce nombre demeure sensiblement le même qu'en 1980. Toutefois, les déplacements vers les États-Unis tendent à diminuer depuis le début de la décennie, au profit de destinations vers d'autres pays.

En fait, 2,4 millions de Québécois se rendent aux États-Unis, ce qui représente 81,9% de l'ensemble des voyages de touristes québécois à l'étranger. En moyenne, ils y séjournent 8,3 nuitées et dépensent 37,30 $ par jour, pour un total de 750 millions de dollars.

La même année, les Québécois accomplissent 536 000 voyages ailleurs qu'aux États-Unis, soit une hausse de 47,7% en regard de 1980. Leur séjour dure en moyenne 19,6 nuitées et ils dépensent 49,60 $ par jour, pour un total de 521 millions de dollars.

La balance touristique

En 1986, le déficit touristique s'élève à 462,9 millions de dollars. De fait, les touristes québécois dépensent plus à l'extérieur du Canada (1 271,1 millions de dollars) que ne le font les étrangers dans la province de Québec (808,2 millions de dollars). Le solde du bilan touristique s'avère négatif depuis 1980 (311 millions de dollars). Il s'est accru régulièrement, sauf en 1982, où il a baissé à 288,1 millions de dollars.

Depuis 1984, c'est entre le Québec et les pays étrangers que le déficit se révèle le plus élevé. En 1986, ce déficit se situe à 303,1 millions de dollars, alors que celui avec les États-Unis se chiffre à 159,8 millions de dollars.

Quelques habitudes de voyage des touristes québécois

Les Québécois effectuent, pour l'ensemble des destinations, 20,5 millions de voyages en 1986, ce qui équivaut à 23% de l'ensemble des voyages canadiens. Ce pourcentage demeure pratiquement stable depuis 1980, alors que celui des Ontariens passe graduellement de 41,0% à 44,9%. Tout comme l'ensemble des Canadiens, les Québécois se déplacent principalement à l'intérieur du Canada (85,5% des voyages), puis aux États-Unis (11,8%) et ailleurs dans le monde (2,6%).

C'est d'abord pour les vacances que les Québécois se dirigent vers les États-Unis (63,8% des voyages), puis pour visiter des amis ou des parents (20,9%) et, enfin, pour réaliser des affaires ou assister à des congrès (10,3%). Pour les Ontariens, ces proportions sont respectivement de 44,5%, 30,1% et 17,0%. Les mêmes tendances se dégagent en ce qui concerne les voyages des Québécois et des Ontariens dans les autres pays, sauf pour les voyages d'affaires et les congrès, où la proportion s'avère presque la même pour les deux provinces (12%).

En 1986, 44,6% des touristes québécois reviennent des États-Unis au cours du 3e trimestre; une forte majorité d'entre eux rentrent directement au Québec (94,2%) et quelques autres passent par l'Ontario (4,8%). Le séjour dure de 2 à 6 nuits dans 53,4% des cas. Les hommes constituent 52,8% des touristes. Les groupes d'âge les mieux représentés sont ceux des 25-34 ans (19,4%) et les 35-44 ans (19,7%). Près de 40% de ces gens se rendent aux États-Unis plus d'une fois dans l'année. Les Ontariens et l'ensemble des Canadiens adoptent sensiblement les mêmes habitudes.

Le tourisme québécois au Canada

En 1986, les Québécois effectuent 17,6 millions de voyages au Québec même et dans les autres provinces, soit un million de moins qu'en 1980 (5,6%). Toutefois, en regard des années 1982 et 1984, le nombre de déplacements augmente de 1,9 million (12,1%) et de 2,9 millions (19,8%) respectivement.

Le tourisme interprovincial des Québécois

En 1986, les voyages des Québécois vers les autres provinces atteignent 2,7 millions, ce qui représente 12,2 millions de nuitées pour une durée moyenne de 4,6 nuitées par voyage. En tout, ils y dépensent 385 millions de dollars. Au début de la décennie, les déplacements interprovinciaux de touristes québécois s'élèvent à 2,3 millions. Ce nombre de voyages diminue à 1,6 million en 1984, puis remonte à 2,7 millions en 1986.

La visite de parents ou d'amis demeure, en 1986, la principale raison qui amène les Québécois (37,8%) à se rendre dans les autres provinces. Les voyages d'agrément, les voyages d'affaires et l'assistance à des congrès comptent pour près de 28,5% des déplacements.

Le tourisme intraprovincial des Québécois

Les touristes québécois effectuent 16,3 millions de voyages dans leur province en 1980. Ce nombre passe à 13,8 millions en 1982 (-15,2%) à 13,0 millions en 1984 (-20,0%), puis remonte à 14,9 millions en 1986. Bien qu'en 1986, le nombre de voyages soit plus élevé qu'en 1982, le nombre de nuitées est resté sensiblement le même (40,3 millions et 40,9 millions respectivement).

En 1986, les Québécois dépensent 1,2 milliard de dollars pour leurs déplacements sur le territoire québécois; la durée moyenne du séjour est de 2,7 nuitées. Ils voyagent surtout pour visiter des parents ou des amis (6,7 millions de voyages), pour se divertir (5,8 millions), pour réaliser des affaires ou assister à des congrès (1,8 million).

Cinq des 18 régions touristiques du Québec reçoivent près des deux tiers des 14,9 millions de voyageurs québécois (9,7 millions). Les régions des Laurentides, de Québec et de Montréal attirent un nombre presque égal de Québécois (2,1 millions), suivies de celles du Coeur-du-Québec (1,8 million) et de l'Estrie (1,6 million). Les Québécois passent 24,3 millions de nuitées dans ces cinq régions (60,4% de l'ensemble de la province) et y dépensent 765,9 millions de dollars (62,7%) en 1986.

L'hébergement

Cette partie du chapitre présente des données sur les modes d'hébergement privilégiés par les Canadiens au Québec, sur le réseau d'hébergement lui-même et le taux d'occupation des établissements hôteliers.

Les modes d'hébergement

Les modes d'hébergement privilégiés par les touristes varient selon la provenance de ces derniers. En 1986, les Québécois choisissent d'abord les résidences de parents ou d'amis (55,8%), puis les maisons de villégiature privées ou chalets (17,3%), les hôtels (9,1%) et les motels (7,9%). Quant aux touristes des autres provinces, ils préfèrent les résidences de parents ou d'amis (46,9%), puis les hôtels (27,5%), les motels (9,5%) et les maisons de villégiature privées ou chalets (8,6%). De façon générale, la préférence des touristes change peu depuis le début de la décennie.

Le réseau d'hébergement

En 1986, 1 882 établissements hôteliers détiennent un permis d'exploitation du ministère du Tourisme québécois et mettent à la disposition de leurs clients quelque 60 900 chambres. Plus de la moitié de ces établissements (1 030) possèdent un restaurant.

À elles seules, trois régions touristiques mettent à la disposition de leurs clients 29 426 chambres, soit près de la moitié de l'ensemble de la province; il s'agit des régions de Montréal (15 854; 26,0%), de Québec (8 055; 13,2%) et des Laurentides (5 517; 9,1%). Cependant, la répartition des chambres disponibles par région peut varier tout au long de l'année selon le caractère saisonnier ou non des établissements.

Les touristes peuvent aussi se loger au Québec en louant un emplacement de camping. En 1986, 706 terrains de camping possèdent une capacité totale de 71 202 emplacements, dont 30 710 (43,1%) sont loués pour la saison. Le plus grand nombre de terrains se retrouve dans les régions touristiques suivantes: Montérégie (124), Estrie (74), Coeur-du-Québec (64), Gaspésie (61), Outaouais (59), Pays-de-l'Érable (58) et Laurentides (58). Les terrains de ces sept régions représentent 70,5% du nombre total au Québec et ils offrent 75,0% des emplacements.

Le taux d'occupation des établissements hôteliers

L'utilisation des établissements hôteliers varie selon divers facteurs: la saison, la région touristique et la taille de l'établissement. La période de haute saison s'étend du mois de juin au mois de septembre. D'une façon générale, le taux d'occupation des établissements de l'ensemble du Québec atteint un sommet au cours des mois de juillet et d'août; par exemple, en 1986 et en 1987, il se situe à environ 70% au cours de ces deux mois. Les établissements des régions touristiques de Montréal et de Québec ont un taux d'occupation parmi les plus élevés (au delà de 80% au mois d'août). Toutefois, pour un mois en particulier, une région peut momentanément dépasser ce niveau; par exemple, la région des Îles-de-la-Madeleine détient un taux supérieur à 90% en juillet.

En général, du moins pour la période de haute saison, plus la taille de l'établissement s'accroît, plus son taux d'occupation augmente. À titre d'exemple, au mois d'août 1987, le taux d'occupation de l'ensemble des 18 régions touristiques atteint 56,7% pour les établissements de 5 à 39 chambres et 73,7% pour ceux de 40 à 199 chambres. Ce taux s'élève jusqu'à 87,5% pour les établissements de 200 chambres et plus.

Il existe des données mensuelles et annuelles sur le taux d'occupation des établissements de cinq des 18 régions touristiques: Montréal, Québec, Laurentides, Estrie et Outaouais. En 1987, le taux global des cinq régions se situe à 58,5% et se révèle légèrement plus élevé que celui des deux années antérieures (56%).

La période de basse saison survient au cours des mois de décembre et de janvier dans les régions de Montréal, de Québec et de l'Outaouais; de 1985 à 1987, le taux d'occupation moyen pour ces deux mois atteint 47%, 39% et 29% respectivement. Pour les régions des Laurentides et de l'Estrie, le ralentissement de l'activité hôtelière se produit plutôt au printemps et à la fin de l'automne.

La restauration

En 1986, 12 188 restaurants détiennent un permis d'exploitation émis par le ministère du Tourisme québécois; de ce nombre, 10 705 (87,8%) possèdent des places assises, pour une capacité totale de 990 959 places. Trois régions touristiques comptent sur leur territoire 54,7% de tous les restaurants de la province (6 668), pour une capacité totale de 612 451 places assises (61,8% de l'ensemble du Québec). Il s'agit des régions de Montréal (4 045 restaurants), de la Montérégie (1 572) et de Québec (1 051).

Les recettes pour l'ensemble des restaurants du Québec en 1986 s'élèvent à 3,1 milliards de dollars, ainsi distribués: les restaurants avec permis d'alcool (1,35 milliard), les restaurants sans permis d'alcool (1,0 milliard), les tavernes (346,6 millions), les comptoirs où sont préparés des mets à emporter (243,2 millions) et les traiteurs (173,8 millions). La somme de ces recettes a augmenté de 7,5% (216,6 millions de dollars) par rapport à l'année 1985.

Les congrès

En 1986, 372 000 délégués assistent aux 831 congrès qui se déroulent dans les principales villes du Québec, dont 504 (60,6%) à Montréal et à Québec. Il se dépense en tout 198,4 millions de dollars.

Les congrès de plus grande envergure se passent à Montréal; plus de la moitié des délégués assistent dans cette ville à 38,1% de tous les congrès qui ont lieu dans l'ensemble des principales villes du Québec. Ils y dépensent alors directement 119,1 millions de dollars, ce qui représente 60% des dépenses totales. Un délégué participant à un congrès dans la ville de Montréal dépense en moyenne 200 $ par jour, ainsi répartis: l'hébergement (48,1%), la restauration (26,3%), le magasinage (12,4%) et le transport (4,2%).

Le tourisme et les sports d'hiver au Québec

Au cours de la saison 1985-86 au Québec, les adeptes de sports d'hiver pratiquent le ski alpin dans les 108 centres de ski alpin regroupant 1 170 pistes. Ils peuvent aussi se diriger vers les 816 centres de ski de randonnée (17 850 kilomètres de pistes) ou vers les 409 centres de motoneige (22 000 kilomètres de pistes). Selon les données disponibles, le nombre de centres et le nombre de pistes demeurent sensiblement les mêmes au cours de la saison 1986-87.

Au cours de la saison 1986-87, le ski de randonnée attire le plus d'adeptes âgés de 18 ans et plus (1,5 million); suivent le ski alpin (1,0 million) et la motoneige (634 000). Ces adeptes consacrent en moyenne 11 jours à chacun de ces sports. Malgré leur nombre beaucoup plus restreint par rapport aux skieurs de randonnée (69,7%), les skieurs alpins dépensent 2,2 fois plus que ces derniers pour pratiquer leur sport (511 millions de dollars comparativement à 229 millions). Les dépenses des motoneigistes demeurent nettement moins élevées (123,5 millions de dollars).

Quant aux touristes québécois, les dépenses de 445 000 d'entre eux qui s'adonnent au ski alpin atteignent 372 millions de dollars, alors que les 334 000 adeptes du ski de randonnée et les 117 000 motoneigistes dépensent beaucoup moins, c'est-à-dire 131 et 62 millions de dollars respectivement. Pour ces gens, le mode d'hébergement privilégié varie d'une catégorie

de touristes à l'autre. Ainsi, les touristes attirés par le ski alpin et le ski de randonnée préfèrent avant tout l'hébergement commercial (51,5% et 42,8% respectivement), tandis que les motoneigistes résident plutôt dans des chalets privés (45,0%).

Les loisirs

Deux études réalisées pour le compte du ministère québécois du Loisir, de la Chasse et de la Pêche fournissent des informations sur deux formes importantes de loisirs pratiqués par des Québécois âgés de 15 ans et plus, à savoir la pratique d'activités physiques (pour la période s'étendant de septembre 1986 à août 1987) et la pratique de loisirs socioculturels (pour l'année 1985).

La pratique d'activités physiques

La pratique d'activités physiques varie selon différentes caractéristiques de la population. Selon les analyses statistiques, les hommes ont une plus grande propension à l'activité physique que les femmes (52% comparativement à 44%). Il ressort également que le taux de participation diminue avec l'âge. Ainsi, 71% des 15 à 19 ans pratiquent régulièrement une forme quelconque d'activité physique; le pourcentage baisse progressivement avec l'âge, jusqu'à 37% chez les 60 ans et plus. Par ailleurs, la proportion de diplômés universitaires actifs s'avère deux fois plus élevée que celle de personnes dont la scolarité n'excède pas le primaire (64% comparativement à 30%). Plus de 60% des personnes dont le revenu est de 30 000 $ à 39 999 $ ou au delà de 50 000 $ s'adonnent à des activités physiques, une proportion à peu près égale à celle des diplômés universitaires. Finalement, il ressort que les personnes veuves tendent à être les plus sédentaires (20%), tandis que les célibataires s'avèrent les plus actives (61%).

Les activités physiques les plus populaires chez les Québécois de 15 ans et plus sont les suivantes: la marche (86%), les exercices à domicile (57%), le pelletage de neige et le cyclisme (52%), la natation en piscine extérieure (40%), la pêche (30%), le patinage sur glace et la natation en piscine intérieure (28%), la course à pied ou le jogging (27%), la natation en plein air et le ski de randonnée (26%), puis le ski alpin, le conditionnement physique et le badminton (20%).

La fréquence annuelle moyenne de la pratique varie selon l'activité et selon la possibilité de s'y adonner pendant une ou plusieurs saisons: la marche (140 fois), les exercices à domicile (100), la course à pied ou le jogging (48), le cyclisme (47) et le conditionnement physique (43). La natation en piscine extérieure se pratique en moyenne 25 fois par année, suivie du hockey sur glace (24), de la natation en piscine intérieure (21) et du badminton (20).

Quant à la durée moyenne des séances, elle varie substantiellement d'une activité à l'autre, soit de 28 minutes, pour les exercices à domicile, à 322 minutes, pour la chasse.

La motivation

Les gens pratiquent des activités physiques avant tout pour se sentir en meilleure forme physique et mentale (93%), puis pour le plaisir et le divertissement (89%), pour se détendre et réduire la tension (88%) et aussi pour augmenter leur souplesse et leur flexibilité (83%). Les autres raisons mentionnées sont reliées à des soucis d'ordre médical, esthétique, social ou général: maigrir et améliorer son aspect physique de même qu'améliorer sa santé (65%), suivre la prescription d'un médecin (63%), fréquenter des gens (62%), apprendre ou encore simplement par intérêt général (54%), relever un défi (40%).

Le principal obstacle à une participation accrue à des activités physiques demeure le manque de temps, soit à cause du travail ou des études (67%), soit à cause d'autres activités de loisir (11%). Les autres raisons sont reliées à des problèmes de santé (12%), aux coûts trop élevés (10%) et au manque d'installations à proximité (9%).

L'abandon des activités physiques

Au cours des trois derniers mois de l'enquête, c'est-à-dire de juin à août 1987, 28% des adeptes cessent la pratique d'au moins une activité physique. De ce nombre, 30% donnent des raisons médicales pour justifier l'arrêt; 24%, le manque de temps; 8%, le travail; 6%, le manque de motivation; 10%, le manque d'intérêt et 23%, d'autres raisons non précisées.

Les activités socioculturelles

Plus de huit québécois sur dix âgés de 15 ans et plus (82%) affirment avoir pratiqué en 1985 au moins une fois une ou des activités reliées à l'un des onze domaines d'activités socioculturelles. Deux caractéristiques particulièrement significatives distinguent les individus actifs des non-actifs: la région administrative et la scolarité.

Les individus des régions du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie, du Saguenay—Lac-Saint-Jean et de la Mauricie présentent un degré de pratique supérieur à 89% dans au moins un des domaines d'activités socioculturelles. Comparativement au taux provincial (82%), les résidents de l'Abitibi-Témiscamingue se révèlent les moins actifs (32%).

Les individus ayant terminé leurs études primaires possèdent le taux de pratique d'activités socioculturelles le plus bas (65%). Ce taux atteint près de 90% pour les gens ayant complété des études collégiales et universitaires. D'autres facteurs influent sur le taux de pratique, mais à des degrés moindres. Les femmes demeurent légèrement plus actives que les hommes (85% comparativement à 79%). Plus les individus sont jeunes, plus ils pratiquent cette forme de loisir. Ainsi, le taux de participation atteint 94% chez les 15-24 ans, puis il diminue progressivement, jusqu'à 67% dans le groupe des 65 ans et plus.

Il existe aussi des données sur différentes caractéristiques de la population, selon le domaine. À titre d'exemple, les femmes paraissent plus intéressées que les hommes par les domaines de l'artisanat et des arts plastiques (37% par rapport à 11%). Les hommes semblent davantage attirés que les femmes par les loisirs scientifiques (20% contre 14%). L'art culinaire plaît davantage dans les trois sous-régions de Montréal (de 16% à 22% selon le cas), tandis que les activités audio-visuelles atteignent les taux les plus élevés dans les régions plus éloignées: Saguenay—Lac-Saint-Jean (32%) et Nouveau-Québec (29%).

La motivation

Les principales sources de motivation des Québécois pour justifier leur participation aux activités socioculturelles sont les suivantes: se détendre et s'amuser (77%), s'assurer un développement personnel (35%), avoir des relations sociales (33%), élargir le cercle d'amis (29%), créer des choses (8%), développer le sentiment d'appartenance (5%), d'autres raisons ou sans opinion (15%).

Au moment de la décision d'exercer une activité socioculturelle, plusieurs facteurs peuvent intervenir, selon un ordre d'importance variable: le contenu des cours et les informations disponibles (85%), le personnel d'animation et les horaires (80%), les locaux et le matériel (73%), le tarif demandé (70%) et la distance à parcourir (62%).

L'abandon des activités socioculturelles

Le pourcentage d'abandon d'une activité, tel que mesuré en avril 1986, se révèle le moins élevé dans les loisirs littéraires (21%), le chant et la musique (22%) et l'art culinaire (26%). À l'autre extrême, c'est le théâtre qui présente le plus élevé (71%), puis les loisirs reliés à la

collection et à la danse (48%). Pour les autres activités, le taux se situe quelque part entre ces deux extrêmes: artisanat et arts plastiques (41%), audio-visuel (37%), jeux récréatifs (34%) et loisirs scientifiques (31%).

Le bénévolat

En 1985, 22% des Québécois âgés de 15 ans et plus exercent une forme quelconque de bénévolat dans le domaine des loisirs socioculturels. Les anglophones s'adonnent davantage au bénévolat que les francophones (32% comparativement à 22%). Les résidents de trois régions éloignées présentent un taux de participation supérieur à 30%: Abitibi-Témiscamingue (32%), Bas-Saint-Laurent—Gaspésie (31%) et Nouveau-Québec (31%). Les régions de l'Estrie et du Saguenay—Lac-Saint-Jean présentent les taux les plus faibles au chapitre du bénévolat (environ 16%).

Ces personnes bénévoles oeuvrent principalement dans des associations sans but lucratif (60%), dans le secteur municipal (22%) et dans le secteur scolaire (15%). Elles y consacrent en moyenne 6,2 heures par semaine.

Définitions

Excursionniste
Touriste, visiteur ou voyageur effectuant un voyage d'une durée de moins de 24 heures (sans coucher).

Investissement
Dépense en immobilisations effectuée par les secteurs privé et public, comprenant la construction, les machines et les équipements.

Nuitée-personne
Nuit passée à l'extérieur de la résidence habituelle par une personne en voyage. Si deux personnes font un voyage d'une durée de trois nuits, il faut compter six nuitées-personnes.

Pratique d'activités physiques
La pratique d'activités physiques comporte trois niveaux:

Actif: personne qui consacre en moyenne au moins trois heures par semaine à des activités physiques pendant au moins trois trimestres.

Moyennement actif: personnne qui consacre en moyenne au moins trois heures par semaine à des activités physiques pendant moins de trois trimestres, ou moins de trois heures par semaine pendant au moins trois trimestres.

Sédentaire: personne qui consacre en moyenne moins de trois heures par semaine à des activités physiques pendant moins de trois trimestres ou qui ne s'adonne à aucune activité physique.

Taux de pratique d'activités physiques
Proportion des individus de 15 ans et plus ayant pratiqué au moins une activité physique à chacun des quatre trimestres.

Taux d'occupation
Nombre de chambres occupées au cours d'une période donnée, divisé par le nombre total de chambres disponibles au cours de cette même période multiplié par 100.

Touriste
Voyageur effectuant un voyage d'une durée de 24 heures et plus avec coucher à l'extérieur de la résidence habituelle.

Voyage-personne
Voyage effectué par une personne seule ou en groupe, sans distinction de la durée. Si quatre personnes se déplacent ensemble au cours d'un même voyage, il faut compter alors quatre voyages-personnes. Dans le cas d'Américains entrant au Québec, le terme visites-personnes est utilisé au lieu de voyages-personnes dans certaines publications. De même, le concept de voyage-personne peut varier légèrement selon la source indiquée en référence au bas des tableaux.

Dans le but de faciliter la lecture du texte, le terme « voyage » est parfois utilisé comme synonyme de voyage-personne.

7—Le tourisme dans la province de Québec.

ANNÉES	Nombre d'automobiles étrangères entrées dans la Province	Sommes approximatives dépensées par les touristes
1915	4,000	.....
1916	8,000	.....
1917	10,000	.....
1918	9,500	.....
1919	19,000	.....
1920	32,000	.....
1921	43,000	.....
1922	100,000	.....
1923	150,000	.....
1924	200,000	$ 25,000,000
1925	260,000	35,000,000
1926	292,432	57,939,260
1927	437,410	75,000,000
1928	484,633	78,000,000
1929	541,045	82,000,000
1930	544,965	70,000,000
1931	656,406	65,000,000
1932	532,530	60,000,000

Renseignements fournis par M. J.-E. Renaud, secrétaire du Club Automobile de Québec.

Source: Annuaire statistique, 1932, p. 399.

Tableau 1

Statistiques sur les voyages des touristes entre le Québec et les pays étrangers, 1980-1986

Année	Voyages-personnes	Nuitées	Séjour moyen (nuitées)	Dépenses[1]	Dépenses moyennes	
					Séjour	Nuitée
	'000		n	'000 000 $	$	
Québécois aux États-Unis						
1980	2 692	19 454	7,2	509,0	189,10	26,20
1981	2 630	18 728	7,1	572,1	217,50	30,50
1982	2 410	17 722	7,4	553,5	229,70	31,20
1983	2 791	21 410	7,7	692,0	247,90	32,30
1984	2 434	18 018	7,4	619,0	254,30	34,40
1985	2 361	18 971	8,0	641,2	271,60	33,80
1986	2 429	20 112	8,3	749,8	308,70	37,30
Américains au Québec[2]						
1980	2 560	8 704	3,4	320,6	125,2	36,30
1981	..	..	..	..	..	..
1982	2 438	8 289	3,4	377,0	155,0	45,60
1983	2 494	..	..	..	..	..
1984	2 633	8 952	3,4	485,0	184,20	54,20
1985	2 800	9 520	3,4	535,0	191,00	56,20
1986	2 968	10 091	3,4	590,0	198,80	58,50
Québécois revenant de pays autres que les États-Unis						
1980	363	7 326	20,2	273,6	753,70	37,30
1981	325	6 654	20,5	259,0	796,90	38,90
1982	315	6 580	20,9	266,2	845,10	40,50
1983	373	7 548	20,2	316,4	848,30	41,90
1984	457	9 485	20,8	411,3	900,00	43,40
1985	533	10 740	20,2	498,9	936,00	46,50
1986	536	10 504	19,6	521,3	973,20	49,60
Touristes des pays autres que les États-Unis au Québec						
1980	479	4 129	8,6	151,0	313,60	36,40
1981	487	4 529	9,3	163,2	335,10	36,00
1982	450	4 379	9,7	154,6	343,60	35,30
1983	416	3 937	9,5	139,6	335,60	35,30
1984	454	4 616	10,2	166,0	365,00	32,50
1985	459	4 741	10,3	179,0	389,10	37,70
1986	520	4 783	9,2	218,2	420,00	45,60

1. Excluant le coût du transport international.
2. Estimation du ministère du Tourisme, sauf pour 1980.

Sources: Cluzeau, Patrick, *Le Québec touristique. Indicateurs sur les marchés et sur les secteurs touristiques de 1980 à 1986*. Statistique Canada, *Voyages internationaux, Voyages entre le Canada et les autres pays* (66-201).

Tableau 2

Voyageurs étrangers[1] entrant au Canada par le Québec, selon le continent d'origine, 1981-1986

Continent d'origine	1981		1983		1984		1985		1986	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
Europe	264 198	69,3	224 252	67,0	246 474	68,2	233 790	68,3	259 940	69,5
Afrique	18 212	4,8	18 504	5,5	17 824	4,9	16 751	4,9	16 886	4,5
Asie	37 779	9,9	41 098	12,3	44 662	12,4	41 272	12,1	45 138	12,1
Amérique centrale, Antilles, Bermudes et Saint-Pierre et Miquelon	32 952	8,6	28 681	8,6	29 751	8,2	29 059	8,5	27 561	7,4
Amérique du Sud	20 511	5,4	14 639	4,4	13 998	3,9	13 384	3,9	16 306	4,4
Océanie et autres îles océaniques	7 518	2,0	7 398	2,2	8 673	2,4	7 882	2,3	8 035	2,1
Total	381 170	100,0	334 572	100,0	361 382	100,0	342 138	100,0	373 886	100,0

1. Excluant les Américains.

Source: Statistique Canada, *Voyages entre le Canada et les autres pays* (66-001).

Tableau 3

Recettes touristiques, selon la provenance des touristes, Québec, 1980-1987

Provenance	1980	1982	1984	1985	1986	1987p
			'000 000 $			
Américains	321	377e	485e	535e	590e	628e
Résidents de pays autres que les États-Unis	151	155	166	179	218	264
Canadiens des autres provinces[2]	243	357	420	445	345[3]	366
Québécois voyageant au Québec[2]	1 164	1 154	1 238	1 312	1 204[3]	1 279
Québécois voyageant hors Québec	397	710	576	599	649	689
Total	2 275	2 753	2 885	3 070	3 006	3 226

1. Tout déplacement de 80 km ou plus effectué dans une même direction et d'une durée de plus de 24 heures.
2. Ces données ne peuvent pas être comparées à celles des années précédentes, puisque Statistique Canada a changé sa méthodologie.

Sources: Cluzeau, Patrick, *Le Québec touristique. Indicateurs sur les marchés et sur les secteurs touristiques de 1980 à 1986*. Statistique Canada, *Voyages internationaux. Voyages entre le Canada et les autres pays* (66-201); *Voyages intérieurs, Canadiens voyageant au Canada* (87-504).

Tableau 4

Voyages à l'étranger des touristes canadiens, selon la province d'origine des voyageurs et le but du voyage, Canada, 1986

Province d'origine	Voyages-personnes	But du voyage				
		Affaires, congrès et emploi	Visite à des amis ou à des parents	Agrément, loisirs ou vacances	Autres	Buts multiples
	'000	%				
Voyages aux États-Unis	10 793	13,2	25,1	53,9	3,4	4,4
Provinces de l'Atlantique	424	12,8	29,6	46,3	6,4	4,9
Québec	2 429	10,3	20,9	63,8	1,7	3,4
Ontario	4 678	17,0	30,1	44,5	3,9	4,5
Manitoba	489	8,3	14,5	67,3	5,9	3,8
Saskatchewan	247	9,4	20,5	57,7	5,9	6,6
Alberta	750	13,6	19,3	57,4	4,5	5,2
Colombie-Britannique et les territoires	1 776	9,2	22,9	61,3	2,2	4,3
Voyages ailleurs qu'aux États-Unis	2 285	11,9	26,2	53,3	2,3	6,3
Provinces de l'Atlantique	75	12,8	24,2	55,8	2,5	4,7
Québec	536	12,9	17,9	61,7	2,1	5,4
Ontario	1 196	11,8	28,5	51,2	2,3	6,2
Manitoba	58	8,9	29,7	50,8	2,7	7,8
Saskatchewan	39	8,4	24,8	56,5	2,4	8,0
Alberta	158	11,2	29,2	49,4	3,1	7,1
Colombie-Britannique et les territoires	224	11,6	31,7	46,7	2,2	7,9

Source: Statistique Canada, *Voyages internationaux. Voyages entre le Canada et les autres pays* (66-201).

Tableau 5

Statistiques sur les voyages des touristes québécois, ontariens et canadiens rentrant des États-Unis, 1984-1986

	Québécois			Ontariens			Canadiens		
	1984	1985	1986	1984	1985	1986	1984	1985	1986
	%								
Trimestre de rentrée									
1er	17,2	16,3	17,5	22,7	22,6	23,7	21,8	20,8	21,4
2e	23,7	23,0	22,3	25,8	24,7	23,6	25,1	23,9	23,5
3e	43,7	46,0	44,6	30,9	32,3	32,5	34,5	36,9	36,3
4e	15,4	14,7	15,6	20,6	20,4	20,2	18,6	18,4	18,8
Province de rentrée									
Province de l'Atlantique	0,6	0,7	0,4	0,7	0,8	0,8	3,3	3,4	3,3
Québec	93,4	94,4	94,2	3,9	4,2	3,6	23,1	23,3	23,3
Ontario	5,3	4,5	4,8	94,0	93,4	93,6	42,7	42,9	43,4
Manitoba	0,1	0,1	0,2	0,3	0,4	0,3	4,3	4,6	4,3
Saskatchewan	..	..	..	0,1	0,1	0,1	1,5	1,5	1,4
Alberta	..	..	0,1	0,2	0,2	0,3	5,4	5,2	5,0
Colombie-Britannique, Yukon et territoires du Nord-Ouest	0,6	0,3	0,4	0,8	0,9	1,2	19,7	19,1	19,2
Durée									
1 nuit	9,5	9,9	11,4	14,8	15,0	15,6	12,8	13,2	13,6
2-6 nuits	55,6	54,8	53,4	49,7	51,1	49,8	52,6	53,5	53,0
7-13 nuits	19,6	19,9	19,7	20,0	19,2	21,4	19,3	18,8	19,7
14-20 nuits	9,5	9,2	9,5	9,1	8,9	7,9	9,4	8,8	8,3
21 nuits et plus	5,8	6,2	6,0	6,4	5,8	5,2	5,9	5,7	5,3
Sexe									
Hommes	52,0	51,8	52,8	55,5	54,5	54,3	53,7	53,2	53,1
Femmes	48,0	48,2	47,2	44,5	45,5	45,7	46,3	46,8	46,9
Groupe d'âge									
Moins de 12 ans	9,7	9,6	9,0	8,0	8,1	7,8	8,7	8,9	8,5
12-19 ans	6,9	7,0	6,7	6,3	5,8	6,5	6,8	6,5	6,5
20-24 ans	8,4	7,8	8,5	6,7	5,9	5,8	7,0	6,4	6,4
25-34 ans	19,8	19,7	19,4	17,3	17,4	16,6	18,1	17,9	17,4
35-44 ans	19,3	19,5	19,7	19,2	19,4	20,4	18,8	19,1	19,5
45-54 ans	14,9	14,4	15,7	16,5	16,7	16,8	15,8	15,4	16,2
55-64 ans	12,9	14,1	13,5	14,9	15,4	15,5	14,5	15,0	15,1
65 ans et plus	8,1	7,9	7,5	11,1	11,3	10,7	10,3	10,8	10,4
Fréquence des voyages									
Tout premier voyage	4,7	3,8	4,4	1,1	1,0	1,1	2,1	1,7	1,9
Premier voyage cette année	31,7	31,0	31,1	33,7	32,9	31,3	34,1	33,5	32,1
Voyages répétés	37,8	38,5	39,7	38,8	39,6	39,4	37,5	38,3	38,5
Non précisée	25,8	26,7	24,8	26,4	26,5	28,2	26,3	26,5	27,5

Source: Statistique Canada, *Voyages internationaux. Voyages entre le Canada et les autres pays* (66-201).

Tableau 6

Voyages-personnes et nuitées des touristes québécois dans les autres provinces et au Québec, selon le but du voyage, 1980, 1982, 1984 et 1986

But du voyage	1980		1982		1984		1986	
	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%
Québécois dans les autres provinces								
Voyages-personnes	2 334	100,0	1 874	100,0	1 545	100,0	2 667	100,0
Nuitées	11 577	100,0	9 875	100,0	8 939	100,0	12 213	100,0
Visites de parents ou d'amis								
Voyages-personnes	848	36,3	637	34,0	694	42,2	1 009	37,8
Nuitées	..	..	..	..	3 975	44,5	4 331	35,5
Agrément								
Voyages-personnes	674	28,9	549	29,3	517	31,4	751	28,2
Nuitées	..	..	..	..	3 294	36,9	4 778	39,1
Affaires et congrès								
Voyages-personnes	676	29,0	593	31,6	346	21,0	771	28,9
Nuitées	..	..	..	..	1 109	12,4	2 610	21,4
Autres raisons								
Voyages-personnes	136	5,8	95	5,1	88	5,3	136	5,1
Nuitées	..	..	..	..	560	6,2	494	4,0
Québécois au Québec[1]								
Voyages-personnes	16 255	100,0	13 779	100,0	13 008	100,0	14 882	100,0
Nuitées	47 441	100,0	40 863	100,0	35 742	100,0	40 311	100,0
Visites de parents ou d'amis								
Voyages-personnes	6 145	37,8	5 374	39,0	5 835	44,9	6 738	45,3
Nuitées	16 266	34,3	14 663	35,9	13 937	39,0	16 505	40,9
Agrément								
Voyages-personnes	7 596	46,7	6 251	45,4	5 494	42,2	5 778	38,8
Nuitées	23 572	49,7	17 947	43,9	16 401	45,9	17 300	42,9
Affaires et congrès								
Voyages-personnes	1 833	11,3	1 145	8,3	994	7,6	1 774	11,9
Nuitées	4 709	9,9	3 390	8,3	2 875	8,0	4 394	10,9
Autres raisons								
Voyages-personnes	681	4,2	1 009	7,3	685	5,3	592	4,0
Nuitées	2 894	6,1	4 863	11,9	2 529	7,1	2 112	5,2

1. Tout déplacement de 80 km ou plus effectué dans une même direction et d'une durée de 24 heures ou plus.

Source: Cluzeau, Patrick, *Le Québec touristique. Indicateurs sur les marchés et les secteurs touristiques de 1980 à 1986*.

Tableau 7

Statistiques principales sur la durée du séjour et les dépenses des touristes québécois au Québec et dans les autres provinces, 1980, 1982, 1984 et 1986

Année	Nuitées		Dépenses moyennes		Dépenses totales
	Séjour moyen	Total	Séjour	Nuitée	
	n	'000	$		'000 000 $
Au Québec[1]					
1980	2,9	47 441	71,60	24,50	1 164
1982	3,0	40 863	83,80	28,20	1 154
1984	2,7	35 742	95,20	30,30	1 238
1986	2,7	40 311	80,90[2]	29,90[2]	1 204[2]
Dans les autres provinces					
1980	5,0	11 577	206,50	41,50	480
1982	5,3	9 875	196,90	37,40	369
1984	5,4	8 939	191,50	35,20	315
1986	4,6	12 213	144,40[2]	31,50[2]	385[2]

1. Tout déplacement de 80 km ou plus effectué dans une même direction et d'une durée de 24 heures ou plus.
2. Ces données ne peuvent pas être comparées à celles des années précédentes, puisque Statistique Canada a changé la méthodologie de l'enquête en 1986.

Source: Statistique Canada, *Voyages intérieurs, Canadiens voyageant au Canada* (87-504).

Tableau 8

Voyages, nuitées et dépenses des touristes québécois, par région touristique, Québec, 1984 et 1986

Région touristique	Voyages-personnes		Nuitées		Dépenses totales[1]	
	1984	1986	1984	1986	1984	1986[2]
	'000				'000 $	
Gaspésie	317	361	2 035	1 647	64 992	65 382
Bas-Saint-Laurent	497	4 462	1 504	1 832	46 251	47 944
Québec	1 699	2 109	4 726	4 967	215 169	220 881
Charlevoix	221	216	693	766	35 297	20 188
Pays-de-l'Érable	390	600	1 001	1 607	29 541	26 905
Coeur-du-Québec	1 357	1 774	3 187	4 199	84 011	75 143
Estrie	1 693	1 568	4 305	3 925	118 565	89 526
Montérégie	520	541	1 097	1 133	28 208	25 737
Lanaudière	1 071	848	2 408	1 703	38 892	25 609
Laurentides	1 730	2 096	4 185	5 515	122 702	114 717
Montréal	1 785	2 107	4 446	5 725	233 096	265 576
Outaouais	394	680	1 028	1 553	28 460	40 034
Abitibi-Témiscamingue	277	346	984	1 111	34 858	33 681
Saguenay—Lac Saint-Jean—Chibougamau	646	819	2 634	2 775	89 219	97 180
Manicouagan et autres régions	241	267	495	1 364	65 823	51 767
Total	13 008	14 882	35 742	40 311	1 239 345	1 221 057

1. Incluant les dépenses à l'extérieur du Québec alors que la destination finale du voyage est le Québec; ce montant s'élève à 21 millions de dollars en 1984.
2. Ces données ne peuvent pas être comparées à celles de l'année 1984, puisque Statistique Canada a changé la méthodologie de l'enquête en 1986.

Sources: Cluzeau, Patrick, *Le Québec touristique. Indicateurs sur les marchés et sur les secteurs touristiques de 1980 à 1986*.
Statistique Canada, *Voyages intérieurs, Canadiens voyageant au Canada* (87-504).

Tableau 9

Modes d'hébergement des touristes québécois et des autres provinces voyageant au Québec, 1980-1986

Mode d'hébergement	1980		1982		1984		1986	
	'000	%	'000	%	'000	%	'000	%
Touristes québécois[1]	16 680	100,0	14 023	100,0	13 238	100,0	15 345	100,0
Hôtel	1 125	6,7	939	6,7	934	7,1	1 392	9,1
Motel	1 011	6,1	857	6,1	781	5,9	1 212	7,9
Terrain de camping ou parc pour roulottes	1 192	7,2	1 082	7,7	790	6,0	679	4,4
Résidence de parents ou d'amis	8 468	50,8	7 247	51,7	7 487	56,6	8 564	55,8
Maison de villégiature privée ou chalet	4 203	25,2	2 835	20,2	2 605	19,7	2 651	17,3
Autres	681	4,1	1 063	7,6	641	4,8	847	5,5
Touristes canadiens des autres provinces	2 310	100,0	2 809	100,0	2 312	100,0	2 734	100,0
Hôtel	523	22,6	526	20,2	590	25,5	752	27,5
Motel	232	10,0	262	10,0	157	6,8	257	9,5
Terrain de camping ou parc pour roulottes	95	4,1	..	..	173	7,5	72	2,6
Résidence de parents ou d'amis	1 026	44,4	1 312	50,3	1 126	48,7	1 281	46,9
Maison de villégiature privée ou chalet	365	15,8	304	11,7	142	6,1	236	8,6
Autres	69	3,0	..	..	124	5,4	136	5,0

1. Ces valeurs peuvent se révéler plus élevées que celles des voyages-personnes présentées au tableau 6, puisqu'au cours d'un même voyage, deux ou plusieurs modes d'hébergement peuvent être utilisés.

Source: Cluzeau, Patrick, *Le Québec touristique. Indicateurs sur les marchés et sur les secteurs touristiques de 1980 à 1986*.

Tableau 10

Taux d'occupation mensuel des établissements hôteliers de certaines régions touristiques, Québec, 1985-1987

Période	Taux d'occupation						
	Montréal	Québec	Laurentides	Estrie	Outaouais	Ensemble des 5 régions	Le Québec
	%						
Janvier							
1985	47.0	37.2	39.8	38.5	29.1	41.7	..
1986	47.2	39.1	44.0	40.0	27.8	42.7	..
1987	54.4	42.0	43.6	42.7	30.8	47.2	..
Février							
1985	53.3	53.2	50.9	49.0	39.1	51.5	..
1986	52.5	59.6	54.3	54.4	38.0	53.5	..
1987	57.1	62.7	54.7	55.6	41.1	56.7	..
Mars							
1985	58.2	57.9	44.4	43.7	34.7	53.2	..
1986	58.8	53.2	48.3	42.3	30.4	52.3	..
1987	59.1	56.3	45.9	44.2	39.3	53.8	..
Avril							
1985	59.8	49.6	23.7	39.6	31.6	49.2	..
1986	60.2	53.8	26.8	31.9	31.4	49.7	..
1987	58.8	48.7	25.9	34.1	35.1	48.3	..
Mai							
1985	70.5	61.3	26.5	42.8	42.7	58.4	..
1986	67.6	65.2	27.1	38.6	41.0	57.2	..
1987	74.0	65.2	30.0	41.2	49.4	61.9	..
Juin							
1985	75.8	63.5	38.5	49.7	43.9	62.3	56.2
1986	71.3	66.2	37.2	51.4	43.6	61.0	55.4
1987	75.4	65.3	38.3	46.3	48.8	63.3	56.6
Juillet							
1985	76.0	77.6	59.7	62.4	45.6	70.2	68.2
1986	69.9	83.0	61.8	67.5	46.7	69.5	68.0
1987	75.5	80.8	61.3	65.4	47.5	71.7	69.8
Août							
1985	80.4	84.1	50.1	61.1	48.8	72.3	67.1
1986	84.2	86.3	57.2	69.4	50.0	76.5	71.4
1987	85.5	85.2	55.2	62.6	49.4	76.1	71.0
Septembre							
1985	74.3	65.7	38.1	46.9	42.8	62.3	55.6
1986	76.5	66.8	34.6	49.3	44.7	63.2	57.0
1987	83.8	75.0	42.2	52.4	49.9	70.8	62.8
Octobre							
1985	72.7	61.5	32.6	45.2	40.7	59.9	..
1986	68.2	60.9	30.3	44.7	43.8	57.3	..
1987	71.0	63.6	35.0	44.7	44.1	60.3	54.1

Tableau 10 (suite)

Taux d'occupation mensuel des établissements hôteliers de certaines régions touristiques, Québec, 1985-1987

Période	Taux d'occupation						
	Montréal	Québec	Laurentides	Estrie	Outaouais	Ensemble des 5 régions	Le Québec
	%						
Novembre							
1985	63.8	45.9	28.9	38.7	32.5	50.7	..
1986	61.2	45.0	27.4	35.2	38.7	49.2	..
1987	60.3	43.7	28.0	38.7	37.6	49.0	46.0
Décembre							
1985	41.8	37.6	42.3	36.3	26.8	39.2	..
1986	49.2	41.0	39.1	36.1	29.8	43.2	..
1987	44.0	38.8	41.9	41.9	30.8	41.4	38.2
1985	64.5	58.4	40.8	46.3	38.5	56.1	..
1986	64.0	60.3	41.9	47.1	39.0	56.6	..
1987	66.6	61.0	42.7	47.6	42.1	58.5	..

Source: Bureau de la statistique du Québec et ministère du Tourisme, Enquête sur le taux d'occupation des établissements hôteliers du Québec.

Tableau 11

Taux d'occupation mensuel des établissements hôteliers durant la haute saison, par région touristique, Québec, 1985-1987

Région touristique	Taux d'occupation											
	Juin			Juillet			Août			Septembre		
	1985	1986	1987	1985	1986	1987	1985	1986	1987	1985	1986	1987
	%											
Îles-de-la-Madeleine	65.8	59.4	43.3	89.7	95.0	90.5	78.8	82.4	74.3	45.7	44.5	52.2
Gaspésie	39.5	37.3	34.8	65.0	70.0	68.9	52.9	57.5	57.4	38.3	40.3	38.8
Bas-Saint-Laurent	53.0	48.8	46.4	72.1	73.1	74.1	61.0	71.1	67.8	46.7	49.4	49.8
Québec	63.5	66.2	65.3	77.6	83.1	80.8	84.1	86.3	85.2	65.7	66.8	75.0
Charlevoix	45.3	47.0	43.4	84.2	76.9	79.8	76.0	74.0	77.5	38.0	38.8	50.4
Pays-de-l'Érable	36.7	37.7	39.1	53.4	54.0	61.6	53.9	57.1	57.8	38.4	37.2	42.2
Coeur-du-Québec	47.2	49.3	50.0	58.5	63.5	61.3	63.8	66.7	60.7	52.7	54.0	56.2
Estrie	49.7	51.4	46.3	62.4	67.5	65.4	61.1	69.4	62.6	46.9	49.2	52.4
Montérégie	57.3	58.7	57.9	78.0	67.5	67.4	69.5	69.8	70.1	54.9	51.7	58.3
Lanaudière	39.0	42.0	42.0	51.2	55.6	58.3	45.1	52.0	47.0	35.3	36.2	40.6
Laurentides	38.5	37.2	38.3	59.7	61.8	61.3	50.1	57.2	55.2	38.1	34.6	42.2
Montréal	75.8	71.3	75.4	76.0	69.9	75.5	80.4	84.2	85.5	74.3	76.5	83.8
Outaouais	43.0	43.6	48.8	45.7	46.7	47.5	48.8	50.0	49.4	42.8	44.7	49.9
Abitibi-Témiscamingue	49.8	51.8	43.8	55.1	55.3	58.6	48.8	58.6	53.9	46.8	56.5	55.6
Saguenay—Lac-Saint-Jean—Chibougamau	47.3	54.1	58.7	60.3	66.7	75.8	69.5	64.8	72.4	49.0	51.7	54.2
Manicouagan	55.6	49.7	55.4	71.0	65.1	72.5	66.8	63.2	67.5	47.5	50.1	48.0
Duplessis	49.8	45.7	46.1	64.4	58.4	60.4	59.5	58.7	57.7	47.2	45.5	52.2
Nouveau-Québec—Baie-James	35.7	45.7	43.5	37.7	49.4	57.3	40.0	51.6	57.1	35.8	50.3	61.0
Le Québec	**56.2**	**55.4**	**56.6**	**68.2**	**68.0**	**69.8**	**67.1**	**71.4**	**71.0**	**55.6**	**57.0**	**62.8**

Source: Bureau de la statistique du Québec et ministère du Tourisme, Enquête sur le taux d'occupation des établissements hôteliers du Québec.

Tableau 12

Taux d'occupation mensuel de l'ensemble des établissements hôteliers durant la haute saison, selon la taille des établissements, Québec, 1985-1987

Taille des établissements	Taux d'occupation			
	Juin	Juillet	Août	Septembre
1985	56.2	68.2	67.1	55.6
5 à 39 chambres	39.8	58.3	52.5	37.2
40 à 199 chambres	61.8	73.8	73.6	60.3
200 chambres et plus	75.4	76.9	82.6	79.3
1986	55.4	68.0	71.4	57.0
5 à 39 chambres	40.8	62.3	58.2	39.0
40 à 199 chambres	58.1	69.5	74.8	58.7
200 chambres et plus	74.8	74.7	86.8	81.0
1987	56.6	69.8	71.0	62.8
5 à 39 chambres	37.5	60.8	56.7	41.3
40 à 199 chambres	61.6	72.5	73.7	67.4
200 chambres et plus	75.7	78.7	87.5	84.9

Source: Bureau de la statistique du Québec et ministère du Tourisme. Enquête sur le taux d'occupation des établissements hôteliers du Québec.

Tableau 13

Répartition des établissements hôteliers et des chambres, par région touristique, Québec, 1985 et 1987

Région touristique	Établissements hôteliers[1]		Chambres		Établissements sans restaurant		Établissements avec restaurant	
	1985	1987	1985	1987	1985	1987	1985	1987
	n							
Îles-de-la-Madeleine	10	12	66	211	2	4	2	8
Gaspésie	206	197	4 060	4 082	93	90	113	107
Bas-Saint-Laurent	136	123	2 846	2 726	53	48	83	75
Québec	190	195	7 943	8 723	105	111	85	84
Charlevoix	61	69	1 482	1 763	20	23	41	46
Pays-de-l'Érable	137	127	2 119	2 062	59	59	78	68
Cœur-du-Québec	130	126	3 004	2 978	58	57	72	69
Estrie	143	148	3 333	3 630	57	59	86	89
Montérégie	143	142	3 631	3 997	83	79	60	55
Lanaudière	59	62	938	933	28	34	31	28
Laurentides	176	199	5 020	5 951	66	99	110	100
Montréal	135	135	15 762	16 129	71	74	64	61
Outaouais	131	121	2 621	2 714	52	51	79	70
Abitibi-Témiscamingue	91	89	2 260	2 209	43	45	48	44
Saguenay—Lac-Saint-Jean—Chibougamau	75	73	2 659	2 545	22	26	53	47
Manicouagan et autres régions	81	82	2 234	2 262	22	25	59	57
Le Québec	1 904	1 900	60 067	62 915	836	884	1 068	1 008

1. Comptant 6 chambres et plus.

Source: Cluzeau, Patrick, *Le Québec touristique, indicateurs sur les marchés et sur les secteurs touristiques de 1980 à 1986*.

Tableau 14

Répartition et capacité totale des terrains de camping et des restaurants, par région touristique, Québec, 1985 et 1986

Région touristique	Terrains de camping[1]				Restaurants			
	Total		Emplacements[2]		Total		Places assises	
	1985	1986	1985	1986	1985	1986	1985	1986
	n							
Îles-de-la-Madeleine	4	4	176	176	28	37	1 028	1 444
Gaspésie	67	61	3 697	3 628	296	304	12 640	12 719
Bas-Saint-Laurent	30	28	1 946	1 703	258	258	14 862	14 529
Québec	33	33	3 310	3 887	1 055	1 051	93 580	91 941
Charlevoix	14	13	1 026	1 013	99	101	4 578	4 803
Pays-de-l'Érable	59	58	5 082	5 186	559	567	34 831	37 236
Coeur-du-Québec	67	64	8 336	8 563	796	798	57 539	58 556
Estrie	75	74	7 808	8 173	790	781	57 589	57 373
Montérégie	121	124	16 111	17 114	1 586	1 572	130 938	134 673
Lanaudière	43	44	4 739	4 814	460	459	34 625	35 492
Laurentides	60	58	6 315	6 274	848	841	60 865	63 048
Montréal	3	3	123	123	4 049	4 045	378 785	385 837
Outaouais	54	59	4 039	4 453	453	460	35 249	36 763
Abitibi-Témiscamingue	24	25	1 299	1 417	296	296	20 225	21 290
Saguenay—Lac-Saint-Jean—Chibougamau	38	36	3 239	3 273	406	399	23 790	23 602
Manicouagan et autres régions	22	22	1 281	1 405	202	219	10 937	11 276
Le Québec	**714**	**706**	**68 527**	**71 202**	**12 181**	**12 188**	**972 051**	**980 959**

1. En 1986, seulement 26 terrains sont ouverts à l'année, pour un total de 2 624 emplacements.
2. En 1986, 30 710 emplacements (43,1%) sont loués pour la saison.

Source: Direction de l'hôtellerie, ministère du Tourisme.

Tableau 15

Recettes[1] des restaurants, des traiteurs et des tavernes, Québec, 1980-1987

Année	Restaurants avec permis d'alcool	Restaurants sans permis d'alcool	Comptoirs[2]	Traiteurs	Tavernes	Total
	000 000 $					
1987	1 483,7	1 097,6	259,2	190,6	387,9	3 419,0
1986	1 352,0	1 004,6	243,2	173,8	346,6	3 120,3
1985	1 202,6	917,7	234,2	184,4	364,8	2 903,7
1984	1 062,5	846,8	201,7	193,7	351,1	2 655,7
1983	993,8	752,1	170,4	153,9	319,9	2 390,1
1982	890,2	652,1	173,2	159,3	315,4	2 190,2
1981	954,1	713,5	188,9	180,3	282,7	2 319,5
1980	896,4	681,9	176,6	168,4	254,5	2 177,8

1. Excluant les recettes des établissements situés sur des bases militaires, des organismes philanthropiques et des institutions (hôpitaux, prisons, etc.).
2. Endroits où sont préparés des mets à emporter.

Source: Statistique Canada, *Statistique des restaurants, traiteurs et tavernes* (63-011).

Tableau 16

Taux de pratique d'activités physiques, selon différentes caractéristiques de la population, Québec, septembre 1986 à août 1987

Caractéristique	Population 15 ans et +	Actifs	Moyennement actifs	Sédentaires
	n		%	
Sexe				
Femmes	2 678 175	44	45	11
Hommes	2 513 235	52	39	9
Âge				
15-19 ans	475 500	71	26	3
20-39 ans	2 316 560	49	44	7
40-59 ans	1 458 395	43	47	11
60 ans et plus	940 955	37	42	21
Scolarité				
Primaire		30	46	25
Secondaire non complété	2 269 895[1]	47	46	7
Secondaire	815 700	50	40	10
Post-secondaire		43	49	8
Collégial	1 659 845[2]	54	41	5
Universitaire	445 970	64	32	4
Revenu				
Moins de 20 000 $	3 935 530	42	45	13
20 000 $ - 29 999 $	654 265	41	49	9
30 000 $ - 39 999 $	351 005	61	33	6
40 000 $ - 49 999 $	140 355	45	44	11
50 000 $ et plus	110 255	61	33	6
État matrimonial				
Marié	3 061 850	42	46	11
Célibataire	1 500 010	61	34	5
Veuf	317 795	40	40	20
Séparé / Divorcé	311 755	49	44	8
Ensemble des activités	5 191 410	48	42	10

1. Primaire et secondaire non complété.
2. Post-secondaire et collégial.

Sources: Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, *Étude sur la pratique de l'activité physique par les Québécois, 1987*. Statistique Canada, Recensement du Canada, 1986.

Tableau 17

Taux et fréquence moyenne de pratique et durée moyenne de chaque séance, selon l'activité physique, Québec, septembre 1986 à août 1987

Activité	Pratique		Fréquence moyenne	Durée moyenne (minutes)
	Personnes[1]	Taux		
	n	%	n	
Marche à des fins d'exercice	4 464 610	86,0	140	52
Exercice à domicile	2 959 100	57,0	100	28
Pelletage de neige	2 699 530	52,0	9	52
Cyclisme	2 699 530	52,0	47	68
Natation en piscine extérieure	2 076 560	40,0	25	82
Pêche	1 557 420	30,0	14	307
Patinage sur glace	1 453 590	28,0	13	77
Natation en piscine intérieure	1 453 590	28,0	21	63
Course à pied/Jogging	1 401 680	27,0	48	35
Natation ailleurs que dans une piscine	1 349 770	26,0	14	92
Ski de randonnée	1 349 770	26,0	12	124
Ski alpin	1 038 280	20,0	9	269
Conditionnement physique	1 038 280	20,0	43	72
Badminton	1 038 280	20,0	20	81
Golf	882 540	17,0	15	210
Tennis	726 800	14,0	16	93
Quilles	726 800	14,0	16	134
Hockey sur glace	674 880	13,0	24	91
Chasse	622 970	12,0	10	322
Motoneige	622 970	12,0	16[2]	137
Volleyball	571 060	11,0	11[2]	78[2]
Baseball	519 140	10,0	12[2]	107
Softball	467 230	9,0	20[2]	107
Canot/Kayak	467 230	9,0	7[2]	132[2]
Racquetball/Squash	311 480	6,0	11[2]	77[2]
Voile/Planche à voile	311 480	6,0	10[2]	164[2]

1. Basée sur les personnes de 15 ans et plus qui ont pratiqué l'activité physique au moins une fois dans l'année.
2. Valeur à utiliser sous toute réserve puisqu'elle est calculée à partir d'un échantillon plus petit que 100.

Sources: Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, *Étude sur la pratique de l'activité physique par les Québécois, 1987*.
Statistique Canada, Recensement du Canada, 1986.

Tableau 18

Taux de pratique annuel d'activités physiques, selon différentes caractéristiques de la population, Québec, septembre 1986 à août 1987

Caractéristique	Population 15 ans et +	Marche	Exercice à domicile	Cyclisme	Natation		
					Piscine		Ailleurs
					Extérieure	Intérieure	
	n	%					
Sexe							
Femmes	2 678 175	89	62	46	39	26	24
Hommes	2 513 235	83	53	58	41	29	29
Groupe d'âge							
15-24 ans	1 060 930	87	73	71	59	46	41
25-34 ans	1 197 720	90	52	60	44	27	33
35-54 ans	1 668 760	85	51	48	40	25	19
55 ans et plus	1 264 000	83	54	29	16	12	12
Ensemble des activités	5 191 410	86	57	52	40	28	26

Source: Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, *Étude sur la pratique de l'activité physique des Québécois, 1987*. Statistique Canada, Recensement du Canada, 1986.

Tableau 19

Taux de pratique[1] de loisirs socioculturels par la population de 15 ans et plus, Québec, 1985

Caractéristique	Actifs	Danse	Chant/ Instruments de musique	Artisanat/ Arts plastiques	Loisirs de collections	Théâtre
	%					
Sexe						
Femmes	85	25	12	37	13	3
Hommes	79	20	12	11	14	3
Groupe d'âge						
15-24 ans	94	32	18	24	23	7
25-34 ans	86	25	11	24	13	3
35-44 ans	84	24	11	24	15	1
45-54 ans	76	19	10	22	9	1
55-64 ans	71	18	11	26	8	1
65 ans et plus	67	9	8	29	7	1
Régions et sous-régions administratives						
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	89	36	14	23	14	3
Saguenay—Lac-Saint-Jean	90	16	12	30	12	3
Québec	84	27	11	26	11	1
Mauricie	89	22	10	34	11	2
Estrie	76	18	9	23	6	1
Île-de-Montréal	82	25	13	21	16	4
Rive-Nord de Montréal	85	22	15	26	13	2
Rive-Sud de Montréal	84	21	10	27	19	2
Outaouais	72	10	8	21	9	1
Abitibi-Témiscamingue	32	5	2	6	6	1
Côte-Nord	80	34	15	25	14	2
Nouveau-Québec	81	33	16	23	11	-
Scolarité						
Primaire	65	14	6	25	4	1
Secondaire	83	24	10	24	14	1
Collégial	90	28	15	28	16	5
Universitaire	89	24	18	24	21	5
Ensemble des activités	82	23	12	25	14	2

1. Activité socioculturelle pratiquée au moins une fois en 1985.

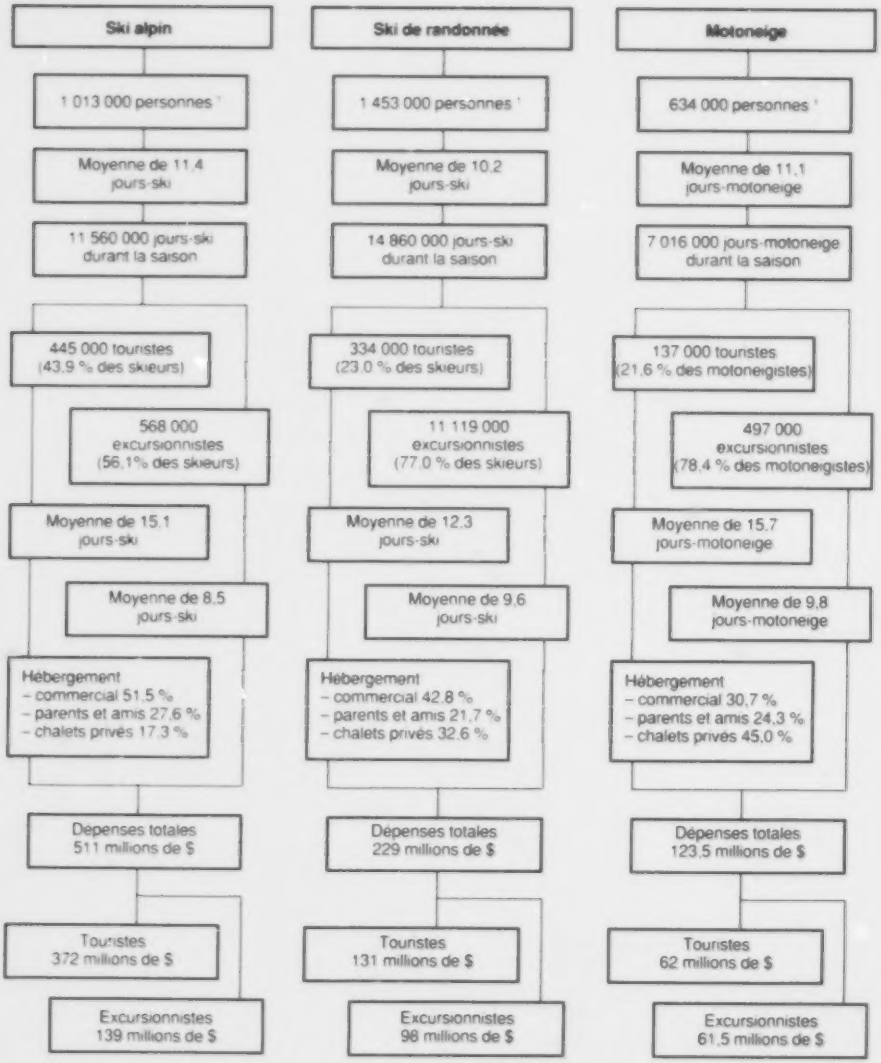
Source: Ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, *Étude sur la pratique de loisirs socioculturels par les Québécois et les Québécoises: La pratique en 1985*.

Caractéristique	Pêche	Patinage sur glace	Course à pied et jogging	Ski		Badminton	Hockey sur glace
				De randonnée	Alpin		
	%						
Sexe							
Femmes	18	21	20	25	15	18	2
Hommes	43	35	33	27	26	22	25
Groupe d'âge							
15-24 ans	37	44	57	31	45	45	27
25-34 ans	27	34	26	27	20	18	16
35-54 ans	33	27	16	31	13	13	8
55 ans et plus	22	5	7	12	2	4	1
Ensemble des activités	30	28	27	26	20	20	13

Caractéristique	Jeux récréatifs	Audio-visuel	Fêtes populaires	Art culinaire	Loisirs scientifiques	Loisirs littéraires
	%					
Sexe						
Femmes	57	12	36	18	14	11
Hommes	52	13	38	9	20	6
Groupe d'âge						
15-24 ans	64	13	57	12	23	18
25-34 ans	59	18	41	19	17	7
35-44 ans	54	15	38	17	19	9
45-54 ans	49	9	27	8	15	5
55-64 ans	47	7	23	10	15	3
65 ans et plus	45	3	13	5	8	5
Régions et sous-régions administratives						
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	63	12	65	7	24	9
Saguenay—Lac-Saint-Jean	73	32	50	14	27	8
Québec	59	17	23	6	23	9
Mauricie	68	27	42	4	12	6
Estrie	48	6	19	6	23	3
Île-de-Montréal	54	9	36	20	16	11
Rive-Nord de Montréal	51	7	47	16	12	10
Rive-Sud de Montréal	55	9	42	22	16	9
Outaouais	45	7	33	1	11	5
Abitibi-Témiscamingue	10	2	6	1	2	3
Côte-Nord	52	16	25	5	18	7
Nouveau-Québec	58	29	33	5	16	9
Scolarité						
Primaire	46	5	21	4	8	2
Secondaire	55	10	39	11	14	7
Collégial	64	17	47	21	24	14
Universitaire	57	22	37	23	29	13
Ensemble des activités	55	13	37	14	17	9

Figure 1

Principales caractéristiques économiques et touristiques sur le ski alpin, le ski de randonnée et la motoneige durant la saison d'hiver, Québec, 1986-87



1. Personnes de 18 ans et plus

Source: Ministère du Tourisme, Direction analyse et développement, *Le tourisme hivernal des Québécois en 1986/1987*.

20

Culture

Les industries et les organismes culturels 773

Les équipements culturels 775

L'intervention gouvernementale dans le domaine de la culture 777

Définitions 780

Liste des tableaux

1. Statistiques sur l'industrie de l'enregistrement sonore, Québec, Ontario et Canada, 1985-86 782
2. Nouveaux enregistrements réalisés, selon l'origine du contenu et la langue, Québec, 1985-86 782
3. Statistiques sur la production de films, Québec, 1980-1985 783
4. Statistiques sur la distribution de films, Québec, 1980-1985 783
5. Statistiques sur l'exploitation des salles de cinéma, par région administrative, Québec, 1985 et 1986 784
6. Projections dans les salles de cinéma, selon la langue, par région administrative, Québec, 1985 et 1986 784
7. Projections cinématographiques dans les salles de cinéma et les ciné-parcs, selon la langue et la catégorie de films, Québec, 1985 et 1986 785
8. Répartition des organismes professionnels d'arts d'interprétation, selon la discipline, par région administrative, Québec, août 1987 785
9. Statistiques sur le théâtre pour certaines saisons, Québec, 1981-82 à 1985-86 785
10. Statistiques sur les maisons d'édition, Québec, Ontario et Canada, 1985-86 786
11. Nombre et tirage des ouvrages édités ou réédités, Québec, 1977-1986 786
12. Édition et traduction d'ouvrages, selon la langue, Québec, 1986 787
13. Répartition des ouvrages édités ou réédités, selon le sujet, Québec, 1986 787
14. Équipements culturels, selon le genre, par région administrative, Québec, 1985-86 788
15. Statistiques sur les bibliothèques publiques, certaines provinces et Canada, 1985 789
16. Statistiques sur les bibliothèques publiques, Québec, 1980-1986 790
17. Répartition des biens culturels et des arrondissements, par région administrative, Québec, janvier 1988 790
18. Répartition des biens culturels et des arrondissements, selon la période où ils ont été classés, Québec, 1922-1987 791
19. Financement des musées d'État et des centres d'exposition, Québec, 1983-84 à 1985-86 791
20. Dépenses de l'Administration publique provinciale en matière de culture, selon le domaine, Québec, 1983-84 à 1986-87 792
21. Dépenses internes et externes de l'Administration publique provinciale en matière de culture, selon le domaine et l'affectation des dépenses, Québec, 1986-87 792
22. Aide financière octroyée par le ministère des Affaires culturelles, selon le domaine et l'affectation des sommes, Québec, 1986-87 793
23. Dépenses des ministères et organismes du gouvernement engagés dans le développement et la promotion de la langue française, Québec, 1983-84 à 1986-87 793
24. Interventions financières et sources de financement de la Société générale du cinéma, Québec, 1984-85 à 1986-87 794
25. Interventions financières de la Société de développement des industries de la culture et des communications, selon le domaine et la forme d'aide, Québec, 1984-85 à 1986-87 794
26. Dépenses des administrations publiques en matière de culture, par province et territoire, Canada, 1985-86 795
27. Répartition des dépenses de l'Administration fédérale en matière de culture, selon le domaine, certaines provinces et Canada, 1985-86 795

Ce chapitre a été réalisé par Pierre Lachance, de la Direction des statistiques générales du Bureau de la statistique du Québec, avec la collaboration de la Direction de la recherche du ministère des Affaires culturelles.

Dans ce chapitre, l'analyse descriptive des données sur la culture comporte trois parties. La première porte sur les industries et les organismes culturels reliés à l'enregistrement sonore, au cinéma, aux arts d'interprétation et à l'édition. Dans la deuxième, il est question des équipements culturels et surtout des bibliothèques publiques, du patrimoine et des musées. Enfin, la troisième partie est consacrée aux divers aspects de l'intervention gouvernementale en matière culturelle. Notons néanmoins qu'il s'avère impossible de donner une vue d'ensemble de la production et de l'emploi dans le domaine de la culture.

Les industries et les organismes culturels

L'enregistrement sonore

En 1985-86, l'industrie du disque et de la cassette fournit du travail à près de 3 000 personnes dans l'ensemble du Canada, dont plus de 900 (30,8%) au Québec, et leur verse une rémunération dépassant les 63 millions de dollars, dont près de 21 millions (33,0%) au Québec. En Ontario, l'emploi et la rémunération comptent respectivement pour 67,5% et 65,0% du total canadien, ce qui ne laisse qu'un faible pourcentage pour les huit autres provinces réunies. Les recettes provenant des ventes nettes de disques et de cassettes totalisent 45,3 millions de dollars au Québec (17,7%) et 206,8 millions en Ontario (80,5%).

Les données relatives à ces ventes nettes révèlent des différences importantes entre le Québec et l'Ontario. Dans les établissements du Québec, les disques et les cassettes produits à partir de propres bandes maîtresses représentent 38,5% des ventes (16,2 millions de dollars), et les produits issus de bandes maîtresses louées de sociétés de production établies à l'étranger, 60,8% (27,6 millions). Dans les établissements ontariens, ces proportions sont respectivement de 9,0% et 85,7%. L'industrie de l'enregistrement sonore réalise au Québec une proportion sensiblement plus élevée de ventes de ses propres productions qu'ailleurs au Canada.

Quant à la langue et à l'origine du contenu, pour l'ensemble du Canada, il apparaît que la moitié des nouveaux enregistrements de contenu canadien sont produits en langue française (152 sur 307), contre le tiers seulement (100), en anglais. Voilà qui contraste fortement avec les nouveaux enregistrements sans contenu canadien (689), dont seulement 5% (35) sont produits en français, contre 64% (442) en anglais et 30,8% (212), dans une autre langue ou sous forme de musique instrumentale.

La production et la distribution de films

Le nombre de producteurs de films au Québec passe de 79 à 114 de 1980 à 1985, avec un sommet de 119 en 1983. Durant la même période, les recettes totales de production augmentent de 33,7 millions à 56,5 millions de dollars (59,6%). Cette croissance, remarquable en apparence, masque toutefois de brusques variations annuelles, à la hausse comme à la baisse, dans les recettes selon le genre de production. La majeure partie des recettes provient de la production de messages publicitaires destinés à la télévision, pour quatre des six années considérées, de la production de films, en 1982, et d'émissions pour la télévision, en 1985. En dépit de leur évolution en dents de scie, les exportations de films et de vidéocassettes augmentent beaucoup en six ans: de 0,4 million à 3,5 millions de dollars. La production de films maintient d'année en année quelques centaines d'emplois, avec un sommet de 869, en 1985, et verse une rémunération totale en hausse constante, passant de 6,6 millions à 11,2 millions de dollars (71,1%); c'est en 1985 que la plus forte augmentation est enregistrée.

Dans le domaine de la distribution de films, l'emploi évolue d'abord lentement en passant de 116 à 140 en cinq ans, pour augmenter brusquement à 338, en 1985, année où le nombre de distributeurs passe de 31 à 52 et les recettes de distribution, de 23,6 millions à 44,1 millions de dollars (87,1%). La montée fulgurante des recettes réalisées avec le commerce de la vidéocassette est liée à l'arrivée du magnétoscope. À elles seules, ces recettes expliquent les trois quarts (15,1 millions) de la hausse de 20,5 millions de dollars des recettes totales en 1985, en regard de 1984. En effet, les recettes à ce titre passent de 1,3 million, en 1983, à 8,7 millions de dollars, en 1984, puis à 23,8 millions en 1985.

Afin de stimuler l'investissement dans l'industrie québécoise du cinéma, les producteurs, les distributeurs et les particuliers bénéficient, depuis 1983, d'un allégement fiscal. Ces mesures incitatives se traduisent, d'une part, par une déduction de 100% de l'amortissement du coût en capital pour les producteurs et les distributeurs et, d'autre part, par une déduction de 50% des sommes investies sur le revenu imposable pour les particuliers. Depuis le 22 mai 1984, la déduction fiscale sur le revenu est étendue aux corporations.

Les projections cinématographiques

Dans les salles de cinéma et dans les ciné-parcs, le nombre de projections passe à 240 325 en 1986, ce qui constitue une hausse de 3,2% (7 487) par rapport à l'année précédente. Cette hausse est attribuable à l'augmentation des films de la catégorie « visa général » (22,9%), qui a plus que compensé la diminution qu'ont connue les deux autres catégories de films. L'assistance totale augmente de près d'un million et l'on remarque une forte hausse dans la catégorie « visa général » (20,0%), une hausse moins accentuée dans la catégorie « 14 ans et plus » (10,3%) et une forte baisse dans celle de « 18 ans et plus » (-34,9%). Les recettes totales démontrent la même tendance, avec des pourcentages respectifs de 14,4%, 7,0% et -37,0%.

Lorsque l'on considère les données des régions administratives, force est de constater une baisse généralisée, parfois notable, du nombre moyen de salles en activité et du prix d'entrée moyen. Le nombre de projections augmente à des degrés divers dans les régions de Québec (13,8%), de la Mauricie—Bois-Francs (0,4%), de l'Estrie (0,8%), de Montréal (2,2%) et de l'Outaouais (2,5%), tandis qu'il diminue sensiblement dans les autres régions. L'assistance totale augmente dans chacune des régions de 4,6% à 20,6%, et les recettes totales de 0,3% à 13,7%, sauf dans la région Mauricie—Bois-Francs, où l'on note une chute de 2,9%. Il faut cependant garder à l'esprit que les diverses augmentations observées en 1986 dénotent un regain d'activité. Depuis 1978, ce secteur était en perte de vitesse, phénomène qui s'était amplifié à partir de 1982.

On constate aussi une remontée des projections en langue française et des recettes totales correspondantes. Celles-ci augmentent sensiblement (9,9% et 6,7%) en 1986, alors que dans le cas des projections en d'autres langues, il y a régression (-4,5% et -2,1%). La proportion des projections en français connaît un premier renversement de la tendance à la baisse en 1986 (57,0% contre 53,5% en 1985) depuis le sommet de 72,7% atteint en 1977. Dans les régions de Montréal et de l'Outaouais, on projette davantage de films en anglais ou dans une autre langue que de films en français.

Les arts d'interprétation

Cette appellation recouvre habituellement des activités classées en trois grandes catégories: le théâtre, la danse et la musique. On distingue des organismes à but lucratif, comme les théâtres d'été, et des organismes à but non lucratif, que le caractère professionnel rend admissible à des subventions pour financer leurs dépenses de fonctionnement. En août 1987, il existe au Québec 212 de ces organismes subventionnés par le ministère des Affaires culturelles, dont 110 (51,9%), pour le théâtre, 72 (34,0%), pour la musique et 30 (14,2%), pour la danse. La sous-région de Montréal-Centre en compte 99 (46,7%) à elle seule, tandis que la région de Québec suit de loin avec 26 (12,3%).

L'activité dans le domaine du théâtre a connu un sommet en 1983-84, du moins en ce qui concerne le nombre d'organismes (95), de représentations (7 433) et de spectateurs (2 007 562), ainsi que le nombre moyen de spectateurs par représentation (270). Toutefois, la baisse observée en 1985-86, par rapport à 1983-84, pourrait correspondre à un retour à la normale, puisque la fréquentation par 1 000 habitants est passée de 142, en 1976-77, à 308, en 1983-84, pour retomber en 1985-86 au même niveau qu'en 1980-81, soit à 243.

L'édition

En 1986, le Dépôt légal a enregistré 7 045 titres, dont 4 390 livres (62,3%) et 2 655 brochures (37,7%), pour une augmentation de 12,9% par rapport à l'année précédente et un retour à un sommet voisin de celui atteint en 1982 (7 088). Le tirage total de 1986 (13 797 231 exemplaires) est le plus faible enregistré depuis 1977 et celui de 1981, le plus élevé (21 441 000). Quant au tirage moyen, c'est aussi en 1986 qu'on note le plus bas niveau (1 958 exemplaires), le sommet ayant été atteint en 1980 (3 794).

Les 6 013 titres publiés en français (85,4%) ont un tirage total de 12,1 millions d'exemplaires (87,8%), en baisse de 2,3 millions en regard de 1985. Pour les 867 ouvrages publiés en anglais (12,3%), le tirage total se chiffre à près de 1,4 million d'exemplaires (10,0%). Le tirage moyen en français est de 2 014 exemplaires (-24,5%), tandis que celui en anglais diminue de moitié, à 1 584 exemplaires. Les principales catégories de sujets dans lesquelles on dénombre le plus de titres sont les sciences sociales (1 291), la langue et la littérature (1 235), l'éducation (1 134), la technologie (665) et le droit (529). Le classement selon le tirage total se lit comme suit: langue et littérature (3 870 676), sciences sociales (2 092 247), sciences (1 203 300), technologie (990 780) et éducation (962 968).

Les 205 maisons d'édition du Canada réalisent des ventes nettes totales de 598,4 millions de dollars en 1985-86, dont 144,3 millions au Québec (24,1%) et 436,9 millions en Ontario (73,0%). Dans cette dernière province, les ouvrages diffusés en exclusivité engendrent plus de ventes que les propres titres (51,8% contre 48,2%), alors qu'au Québec, les ventes de propres titres s'élèvent à 111,9 millions de dollars et représentent 77,5% du total. Enfin, les 74 maisons d'édition du Québec fournissent du travail à plein temps à 949 personnes cette année-là, et leur versent 26,4 millions de dollars en rémunération.

Les équipements culturels

Les données sur les équipements culturels proviennent d'un inventaire effectué par le ministère des Affaires culturelles pour l'exercice 1985-86[1]. Certaines institutions sont exclues de cet inventaire: la Bibliothèque nationale, les Archives nationales et les conservatoires de théâtre et de musique, ainsi que les bibliothèques affiliées aux bibliothèques centrales de prêt (BCP).

Dans leur ensemble, les 196 bibliothèques publiques occupent le 1er rang des infrastructures culturelles au Québec en 1985-86 et comptent pour plus du quart des équipements. Ce nombre inclut les succursales de certaines bibliothèques dans les grandes villes. Les centres de diffusion des arts d'interprétation (155) et les centres de diffusion des arts visuels et les musées (153) viennent au 2e rang, avec respectivement un peu plus de 20% des équipements. Les centres privés de formation en arts d'interprétation ainsi que les centres d'interprétation du patrimoine occupent le 3e rang, avec chacune un peu moins de 10% du total. Enfin, les

1. J. Ouellet, « Les équipements culturels au Québec en 1985-86 » , ministère des Affaires culturelles, document interne non publié, mars 1988.

quatre autres genres d'équipements, ont chacun une part relative inférieure à 5%. La sous-région de Montréal-Centre domine le classement des régions, avec 178 équipements, soit le quart (24,3%) du total; la sous-région de Québec-Nord suit avec 84 (11,5%) et la Montérégie, avec 76 (10,4%). Viennent ensuite les régions du Saguenay—Lac-Saint-Jean (63) et du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie, avec chacune un peu plus de 8% des équipements recensés.

Les bibliothèques publiques

De 1980 à 1986, la population que dessert le réseau des bibliothèques publiques s'est accrue de 12,6% en passant de 5 019 353 (78,9% de la population totale) à 5 649 565 (86,3%). Le nombre de municipalités qui assurent ce service passe de 734 à 992. En 1986, la proportion des usagers se stabilise à 24% (1 366 606 personnes), après avoir sensiblement progressé en début de période. Ces usagers fréquentent 140 bibliothèques municipales autonomes et 733 bibliothèques affiliées à l'une ou l'autre des 11 bibliothèques centrales de prêt, contre 118 et 513, respectivement, en 1980. On remarque que les contributions des municipalités ont plus que doublé en six ans, pour s'établir à 61,1 millions de dollars en 1986, comparativement à 30,0 millions en 1980. Cependant, les subventions provinciales, malgré un accroissement de 20% entre 1980 et 1985, soit de 16,6 millions à 20,0 millions de dollars, ont été réduites à 16,1 millions de dollars (-19,7%) en 1986. Quant aux dépenses reliées à la documentation, malgré leur évolution en dents de scie, elles finissent par enregistrer une croissance nette de 7,7% en six ans, en passant de 11,0 millions à 11,9 millions de dollars. Néanmoins, en 1986, ces dépenses par habitant desservi (2,10 $) sont inférieures à celles de 1980 (2,20 $).

Le patrimoine

La répartition géographique des biens culturels et des arrondissements, en janvier 1988, fait ressortir l'importance de la région de Québec pour la conservation du patrimoine, avec 1 322 sites (54,5%) sur un total de 2 426. La grande région de Montréal vient au 2e rang avec 672 sites (27,7%), tandis que toutes les autres régions se partagent les quelque 18% restants. Des 17 catégories de biens culturels, les trois plus nombreuses sont les oeuvres d'art (946 ou 39,0%), les biens historiques (882 ou 36,4%) et les monuments historiques (519 ou 21,4%).

Depuis l'adoption, en 1922, de la *Loi relative à la conservation des monuments historiques et des objets artistiques*, le rythme de classement des divers monuments et des biens culturels a grandement varié. Ainsi, de 1922 à 1961, seulement 106 ont été classés, alors que dans les cinq années suivantes (1962-1966), 511 l'ont été, dont 408 oeuvres d'art. De 1972 à 1976, 119 monuments sont classés historiques (590) et reconnus (213). Au cours de la période 1977-1981 —sans doute l'âge d'or des biens culturels— 982 (40,5%) ont fait l'objet d'une décision; il s'agit principalement de biens historiques classés (590) et reconnus (213). Entre 1982 et 1987, le rythme des attributions se réduit à 227. Par ailleurs, depuis 1972, plus particulièrement entre 1975 et 1978, plus d'une centaine de monuments historiques classés ont été entourés d'une aire de protection, principalement dans les régions de Québec et de Montréal.

Les musées et les centres d'exposition

Les deux musées d'État que sont le Musée du Québec (Québec) et le Musée d'art contemporain (Montréal) voient leurs ressources financières totales augmenter de 6,3 millions à 8,8 millions de dollars (39,5%), entre 1983-84 et 1985-86. Ces ressources proviennent principalement de l'Administration provinciale, avec 7,8 millions de dollars (88,2%), puis de l'Administration fédérale, avec 608 600 $ (6,9%) et, enfin, des revenus autonomes d'exploitation, avec 433 300 $ (4,9%). Un troisième musée d'État —le Musée de la civilisation (Québec)— a ouvert ses portes à l'automne 1988.

Pendant la même période, le financement total de 38 musées privés croît dans une proportion analogue (37,0%) à celle des musées d'État; ce financement passe en effet de 13,4 millions à 18,4 millions de dollars. Il existe 12 de ces musées dans la grande région de Montréal, 8 dans

celle de Québec et 18 dans les autres régions. En 1985-86, leur principale source de financement provient de subventions provinciales, soit 7,5 millions de dollars (41,0%), mais aussi de revenus d'exploitation, pour 5,3 millions (28,8%) et de dons privés, pour 3,9 millions (21,2%). Quelque 1,6 million de dollars (9%) viennent des municipalités (705 500 $), de l'Administration fédérale (478 000 $) et d'autres sources publiques (453 900 $). La fréquentation des 40 musées privés et d'État s'élève à 1 302 862 visiteurs en 1985-86.

Les centres d'exposition se retrouvent surtout dans les petites et les moyennes municipalités. La plupart d'entre eux ne possèdent pas de collection, car ils mettent l'accent sur l'événement que constitue une exposition, plutôt que sur les objets exposés[2]. En passant de 1,02 million, en 1983-84, à 1,16 million, en 1985-86, le financement total de ces centres s'accroît de 13,4%. Toutefois, seulement deux sources de financement sur six augmentent: l'aide provinciale, qui progresse de 461 000 $ à 586 200 $ (27,2%), et surtout l'aide municipale, qui grimpe de 160 900 $ à 259 200 $ (61,1%). En 1985-86, 73% du financement des centres d'exposition provient de ces deux sources, comparativement à 60,9% deux ans plus tôt. Leur fréquentation atteint 272 888 visiteurs en 1985-86.

L'intervention gouvernementale dans le domaine de la culture

Les dépenses de l'Administration publique québécoise

Les dépenses totales de l'Administration publique provinciale québécoise en matière de culture, qui passent de 367,8 millions, en 1983-84, à 413,6 millions de dollars, en 1986-87, enregistrent une croissance de 12,5% en quatre ans. Cependant, c'est en 1985-86 qu'on note la plus forte croissance annuelle (8,7%) de ces dépenses, qui atteignent alors un sommet (417,9 millions de dollars), suivi d'une légère baisse de 1,0% en 1986-87. En 1986-87, ces dépenses vont principalement aux bibliothèques (140,4 millions de dollars ou 33,9% du total), puis à la radiodiffusion et à la télévision (67,5 millions ou 16,3%). Malgré une diminution des dépenses totales dans les deux cas par rapport à 1985-86, ces deux domaines absorbent un peu plus de la moitié (50,2%) des dépenses totales en 1986-87, les 13 autres se partageant 205,7 millions de dollars (49,8%).

Un regard sur l'ensemble des dépenses de 1986-87 (413,7 millions), ventilées selon la catégorie, révèle que les dépenses internes, c'est-à-dire les dépenses directement imputables aux ministères et organismes provinciaux, totalisent 174,8 millions et représentent 42,3% du total. De ce montant, 157,7 millions (90,2%) sont utilisés à des fins de fonctionnement et 17,1 millions (9,8%), à des fins d'investissement.

Quant aux dépenses externes, c'est-à-dire les subventions, les contributions et les transferts qu'accordent les ministères et les organismes, elles constituent la majeure partie des dépenses totales (57,7%), avec 238,9 millions. De ce montant, 228,0 millions (95,4%) servent aux dépenses courantes de fonctionnement et seulement 10,9 millions (4,6%), au développement, c'est-à-dire à l'investissement dans des éléments d'actif dont la durée de vie est supérieure à un an. Il va de soi, qu'au chapitre de l'aide financière en matière de culture, c'est le ministère des Affaires culturelles qui occupe le 1er rang, avec 119,2 millions de dollars en 1986-87, dont 108,5 millions (91%) servent à des fins de fonctionnement et 10,7 millions (9,0%), à des fins d'investissement.

2. M.-C. De Koninck, en coll., « Financement des musées et centres d'exposition 1983-84 à 1985-86 », dans *Chiffres à l'Appui*, vol. 4, nº 4, juin 1987.

Le développement et la promotion de la langue française

Le développement et la promotion de la langue française comportent des activités d'étude, de recherche, d'enquête, de normalisation et de diffusion de nouveaux termes. Ces activités sont assumées par les trois organismes dont le mandat est d'assumer l'application de la Charte de la langue française: le Conseil de la langue française (CLF), la Commission de protection de la langue française (CPLF) et l'Office de la langue française (OLF). De 1983-84 à 1986-87, les dépenses de ces trois organismes diminuent de 3,6%, passant de 17,4 millions à 16,7 millions de dollars. En 1984-85, ces dépenses baissent à 16,6 millions, alors qu'en 1985-86, elles atteignent un sommet de 18,1 millions de dollars.

Le programme de formation linguistique du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration peut lui aussi être considéré comme un facteur de développement et de promotion de la langue, car il a pour objet d'assurer la francisation des immigrants et de favoriser leur intégration à la société québécoise et à son marché du travail. Un programme d'anglicisation équivalent existe dans chacune des autres provinces. Après avoir atteint près de 10 millions de dollars en 1984-85, les dépenses consacrées à la formation linguistique diminuent graduellement au cours des deux années subséquentes, à 9,4 millions (-5,5%) en 1985-86, puis à moins de 9,3 millions (-1,3%) en 1986-87.

Les intervenants particuliers

La Société générale du cinéma (SGC) a pour mandat de réinvestir dans l'industrie cinématographique une partie des revenus que cette industrie engendre chez nous[3]. Les principales interventions de la SGC, en 1986-87, se font dans plus de la moitié des cas (58,5%) dans le domaine de la production, avec 5,3 millions de dollars sur 9,1 millions, puis dans ceux de la diffusion (18,6%) et du développement (13,3%). La Société de développement des industries de la culture et des communications (SODICC) contribue de façon importante à l'activité culturelle. Pour l'année 1986, l'aide financière de la SODICC totalise 10,6 millions de dollars, surtout en prêts, mais aussi en prêts participants, en garanties de prêts et de participation au capital-actions. L'année précédente, cette aide atteignait un sommet de 14,9 millions. Le 1er avril 1988, la SODICC a fusionné avec la SGC et porte depuis le nom de Société générale des industries culturelles (SOGIC).

L'Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC) mène des recherches d'envergure dans cinq grands domaines: l'émergence de sous-cultures d'âges et de sexes, les communautés ethnoculturelles, la création et la diffusion de la culture, les tendances socio-culturelles et les histoires régionales. L'IQRC a aussi publié 88 titres depuis sa création, dont 19 au cours de 1986-87. La même année, l'IQRC bénéficie d'un financement global de 2,46 millions, en baisse de 115 000 $ en regard de l'année précédente[4]. Ce financement est principalement constitué de la subvention de l'Administration provinciale (1 996 200 $), puis des subventions de l'Administration fédérale et d'autres sources (316 075 $), et de la vente de publications (79 457 $).

Les dépenses des administrations publiques au Canada

Au Canada, les dépenses en matière de culture s'élèvent, en 1985-86, à 3,5 milliards de dollars. Le Québec et l'Ontario sont de loin les deux provinces qui absorbent la plus grande part de ces dépenses (67,9%): le Québec compte pour 28,5% (987,4 millions) et l'Ontario, pour 39,4% (1 363 millions). Il faut toutefois préciser que ce total inclut des dépenses de 251,1 millions de dollars (7,3%) de l'Administration fédérale, qu'il est impossible d'attribuer à une province ou à un territoire en particulier.

---

3. Société générale du cinéma, *Rapport annuel d'activités 1986-1987*, Montréal, 1987.
4. Institut québécois de recherche sur la culture, *Huitième rapport annuel 1986-87*, Québec, 1987.

En ce qui concerne les dépenses des administrations publiques de niveau provincial (827,1 millions), le Québec occupe le 1er rang avec des dépenses de 283,4 millions[5] (34,3%), suivi de l'Ontario, avec 245,6 millions (29,7%). Quant aux dépenses des administrations publiques de niveau municipal (597,2 millions), ce sont celles de l'Ontario, avec 303,1 millions (50,8%), qui viennent au 1er rang; de fait, elles affichent des dépenses nettement supérieures à celles du gouvernement de cette province. Au Québec, on assiste au phénomène inverse, c'est-à-dire que les dépenses des municipalités, avec 122,4 millions (20,5%), sont inférieures à celles du gouvernement provincial.

Les dépenses de l'Administration publique fédérale

En 1985-86, la répartition, selon le domaine, des dépenses de l'Administration fédérale en matière de culture, dans l'ensemble du Canada, révèle que 54,0% de ces dépenses (1,1 milliard) sont reliées au seul domaine de la radiodiffusion et de la télévision. Par ailleurs, si l'on considère leur répartition par province, la part des dépenses affectée à ce domaine est de 62,5% pour le Québec et de 59,5% pour l'Ontario. Au Québec, les autres domaines d'intervention d'importance sont l'industrie du cinéma et de la vidéocassette (88,2 millions ou 15,2%) et les musées (27,0 millions ou 4,7%). En Ontario, les autres domaines d'intervention sont, dans l'ordre, les musées (95,6 millions ou 11,7%), l'industrie du cinéma et de la vidéocassette (49,9 millions ou 6,1%) et les arts d'interprétation (49,3 millions ou 6,1%).

5. À des fins de comparaison, les dépenses relatives aux bibliothèques scolaires, collégiales et universitaires, aux parcs naturels et provinciaux, ainsi qu'au développement et à la promotion de la langue au Québec ont été exclues.

Définitions

Édition

Brochure
Publication non périodique imprimée comptant au moins 5 pages, mais pas plus de 48 pages (couvertures non comprises), éditée au pays et offerte au public.

Dépôt légal
Tout éditeur d'un document publié au Québec doit, dans les 30 jours qui suivent la publication, en déposer gratuitement deux exemplaires à la Bibliothèque nationale; toutefois, un seul exemplaire est requis lorsque la valeur au détail de deux exemplaires excède 25 $, ou lorsque le tirage de ce document est inférieur à 50 exemplaires.

Livre
Publication non périodique imprimée comptant au moins 49 pages (couvertures non comprises), éditée au pays et offerte au public.

Enregistrement sonore

Contenu canadien
D'après le Conseil de la radio-télédiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), une pièce musicale est considérée comme pièce à contenu canadien si elle satisfait à deux des conditions suivantes:
—l'interprétation musicale ou vocale est exécutée principalement par un Canadien;
—la musique est composée par un Canadien;
—les paroles sont écrites par un Canadien;
—l'interprétation originale est enregistrée entièrement au Canada.

Équipements culturels

La notion d'équipement culturel englobe des infrastructures de base utilisées par les organismes culturels à but non lucratif pour la pratique d'activités professionnelles, la production et la diffusion de biens et de services spécialisés dans les secteurs des arts et des lettres, de la sauvegarde et de la mise en valeur du patrimoine architectural et ethnologique.

Protection du patrimoine

Aire de protection
Aire entourant un monument historique classé: il s'agit d'un périmètre délimité par le ministère des Affaires culturelles dont aucun point ne peut être à plus de 152 mètres du monument.

Arrondissement
Territoire, municipalité ou partie d'une municipalité désigné comme arrondissement par le gouvernement en raison de la concentration de monuments ou de sites historiques qu'on y trouve (arrondissement historique) ou en raison de l'intérêt esthétique, légendaire ou pittoresque que présente son harmonie naturelle (arrondissement naturel).

Classement
La plus importante des mesures de protection prévues dans la *Loi sur les biens culturels* s'applique à des biens possédant une valeur patrimoniale exceptionnelle et ayant une valeur de symbole pour l'ensemble de la collectivité québécoise.

Monument historique
Ensemble qui présente un intérêt historique par son utilisation ou par son architecture.

Oeuvre d'art
Bien meuble ou immeuble dont la conservation présente, d'un point de vue esthétique, un intérêt public.

Reconnaissance
Mesure moins contraignante que le classement, elle s'applique à des biens dont l'importance patrimoniale mérite d'être soulignée mais ne justifie pas un classement.

Site archéologique
Lieu où se trouvent des biens archéologiques; le bien archéologique est un bien meuble ou immeuble témoignant de l'occupation humaine préhistorique ou historique.

Site historique
Lieu où se sont déroulés des événements ayant marqué l'histoire du Québec, ou une aire renfermant des biens ou des monuments historiques.

41—Élèves inscrits aux écoles des Beaux-Arts de la Province, en 1925-26.

COURS	Montréal		Québec		Total	
	Élèves inscrits	Présence moyenne	Élèves inscrits	Présence moyenne	Élèves inscrits	Présence moyenne
École d'architecture	26	23	22	22	48	45
Cours spéciaux:—						
Anatomie	49	30	20	12	69	42
Architecture	51	39	37	15	88	54
Arts décoratifs	203	93	37	35	240	128
Croquis			31	26	31	26
Construction ou histoire			20	20	20	20
Dessin	752	341	171	74	923	415
Géométrie			18	17	18	17
Gravure (eau-forte)			10	7	10	7
Peinture	31	26	21	15	52	41
Perspective	27	14	18	18	45	32
Physique et chimie			10	9	10	9
Sculpture	109	55	76	55	185	110
Totaux	1,248	621	491	325	1,739	946
Moins le nombre de ceux dont les noms apparaissent sur plus d'une liste	452		182		634	
Total net	796		309		1,105	

Source: Annuaire statistique, 1927, p. 108.

39 — Bibliothèques publiques, province de Québec, 1958
39 — Public Libraries, Province of Quebec, 1958

CATÉGORIE — TYPE of LIBRARY	Population desservie recensement de 1956 — Population served Census 1956	Bibliothèques — Libraries	Abonnés — Borrowers	Livres — Books	Prêts de livres — Circulation of books	Dépenses courantes — Current operating payments	Personnel de plein temps — Full-time staff: Professionnel — Professional	Personnel de plein temps — Full-time staff: TOTAL
Bibliothèques— Libraries:								
A	1,908,071	33	204,468	1,367,317	2,689,338	1,015,605	42	184
B	37,693	12	.....	72,082	99,939	23,181	.....	4
C	100,000	3	2,688	243,600	118,450	130,401	16	30
Québec	2,045,764	48	207,156	1,683,199	2,907,727	1,169,187	58	218

A—Centres de plus de 10,000 habitants.
B—Centres de moins de 10,000 habitants.
C—Service de bibliothèque provincial.

A—Centres over 10,000 population.
B—Centres under 10,000 population.
C—Provincial library service.

Source: Annuaire Statistique, Statistical Year Book, 1960, p.196.

Tableau 1

Statistiques sur l'industrie de l'enregistrement sonore, Québec, Ontario et Canada, 1985-86

	Unité	Québec	Ontario	Autres provinces	Canada
Établissements	n	30	67	9	106
Employés	n	924	2 022	50	2 996
Part relative	%	30,8	67,5	1,7	100,0
À temps plein	n	854	1 752	43	2 649
À temps partiel	n	70	270	7	347
Rémunération totale	'000 $	20 963	41 261	914	63 498
Part relative	%	33,0	65,0	2,0	100,0
Recettes totales	'000 $	62 564	294 392	6 012	362 968
Part relative	%	17,3	81,1	1,6	100,0
Ventes de disques et de cassettes produits					
à partir d'une bande maîtresse	'000 $	45 386	206 795	4 705	256 886
Appartenant à l'établissement	'000 $	16 239	18 717	91	35 047
Louée d'une société au Canada	'000 $	1 572	10 562	69	12 203
Louée d'une société à l'étranger	'000 $	27 574	177 302	4 545	209 422
Location de droits	'000 $	92	7 431	96	7 619
Activités connexes	'000 $	16 628	70 719	1 003	88 350
Autres recettes	'000 $	458	9 447	208	10 113

Source: Statistique Canada, *L'enregistrement sonore, statistiques préliminaires* 1985-86 (87-202).

Tableau 2

Nouveaux enregistrements réalisés, selon l'origine du contenu et la langue, Québec, 1985-86

Origine du contenu	Langue			
	Français	Anglais	Autre[1]	Total
	n			
Nouveaux enregistrements avec contenu canadien	152	100	45	307
45 tours	62	44	1	107
Microsillons	90	56	44	190
Nouveaux enregistrements sans contenu canadien	35	442	212	689
45 tours	24	122	3	149
Microsillons	11	320	209	540
Total	187	542	257	986
45 tours	86	166	4	256
Microsillons[2]	101	376	253	730

1. Incluant la musique instrumentale.
2. Incluant les cassettes et les disques compacts.

Source: Statistique Canada, *L'enregistrement sonore, statistiques préliminaires 1985-86* (87-202).

Tableau 3

Statistiques sur la production de films, Québec, 1980-1985

	Unité	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Producteurs	n	79	99	111	119	102	114
Employés	n	394	427	385	434	389	869
À temps plein[1]	n	349	320	303	349	275	398
À temps partiel	n	45	107	82	85	114	471
Rémunération totale	'000 $	6 570	7 007	7 051	8 226	9 042	11 239
Recettes de production	'000 $	33 677	43 078	40 606	40 459	41 955	56 499
Salles de cinéma	'000 $	4 144	12 301	14 147	3 715	2 450	8 262
Émissions de télévision	'000 $	10 262	10 326	5 895	13 494	8 164	25 448
Publicité télévisée	'000 $	17 157	18 375	13 562	18 941	25 204	15 852
Autres	'000 $	2 113	2 077	6 913	4 307	8 137	5 937
Exportations de films et de vidéocassettes	'000 $	463	7 445	2 223	1 172	1 260	4 381

1. Incluant les propriétaires.

Source: Statistique Canada, Enquête sur la production et la distribution de films (compilation spéciale), 1987.

Tableau 4

Statistiques sur la distribution de films, Québec, 1980-1985

	Unité	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Distributeurs	n	31	30	36	35	31	52
Employés	n	116	123	143	141	140	338
À temps plein[1]	n	105	102	119	121	128	262
À temps partiel	n	11	21	24	20	12	76
Rémunération totale	'000 $	1 890	1 948	2 321	2 189	2 740	5 539
Recettes de distribution	'000 $	13 904	14 048	19 734	18 189	23 593	44 137
Selon le contenu							
Canadien	'000 $	1 483	1 623	4 419	4 213	2 596	15 050
Étranger	'000 $	12 421	12 425	15 315	13 976	20 997	29 087
Selon la distribution							
Salles de cinéma	'000 $	8 155	9 499	11 795	7 375	8 126	8 497
Télévision	'000 $	2 785	2 111	3 600	2 947	3 561	3 791
Télévision à péage	'000 $	..	..	..	3 328	1 283	5 268
Location de vidéocassettes	'000 $	..	..	1 017	1 356	8 736	23 805
Autres	'000 $	2 964	2 438	3 322	3 184	1 887	2 777
Droits de distribution et redevances	'000 $	5 946	6 038	10 113	7 640	14 401	22 569
Contenu canadien	'000 $	866	504	1 588	2 175	1 223	8 138
Importation	'000 $	5 080	5 534	8 525	5 465	13 178	14 431

1. Incluant les propriétaires.

Source: Statistique Canada, Enquête sur la production et la distribution de films (compilation spéciale), 1987.

Tableau 5

Statistiques sur l'exploitation des salles de cinéma, par région administrative, Québec, 1985 et 1986

Région administrative	Année	Salles de cinéma[1]	Projections totales	Assistance totale	Taux d'occupation	Recettes totales	Prix d'entrée moyen
		n			%	'000 $	$
Bas Saint-Laurent—Gaspésie et Saguenay—Lac Saint-Jean	1985	14	4 317	245 187	13,04	910 474	3,71
	1986	11	4 028	287 505	18,36	980 307	3,41
Québec	1985	41	28 215	1 796 351	13,05	7 208 927	4,01
	1986	37	32 097	1 895 412	13,95	7 234 478	3,81
Mauricie—Bois-Francs	1985	13	5 285	346 730	14,33	1 397 736	4,03
	1986	11	5 305	362 538	15,00	1 357 890	3,74
Estrie	1985	10	5 807	339 432	14,46	1 228 812	3,62
	1986	10	5 854	358 661	15,24	1 284 526	3,58
Montréal	1985	150	170 869	9 318 380	13,20	40 348 009	4,32
	1986	142	174 664	10 110 722	13,83	41 943 756	4,14
Outaouais	1985	12	8 222	312 904	11,38	1 305 713	4,17
	1986	11	8 427	377 431	13,33	1 461 560	3,87
Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord et Nouveau-Québec	1985	10	2 475	155 955	15,31	504 982	3,23
	1986	8	2 440	172 585	17,26	574 349	3,32
Le Québec	**1985**	**248**	**225 190**	**12 514 939**	**13,4**	**52 904 653**	**4,22**
	1986	**228**	**232 815**	**13 564 854**	**14,0**	**54 836 866**	**4,04**

1. Moyenne pondérée du nombre de salles en activité à chaque mois (de janvier à décembre).

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Projections cinématographiques au Québec 1985-1986*.

Tableau 6

Projections dans les salles de cinéma, selon la langue, par région administrative, Québec, 1985 et 1986

Région administrative	Français		Autre langue		Total	
	1985	1986	1985	1986	1985	1986
			n			
Bas Saint-Laurent—Gaspésie	1 309	1 077	-	-	1 309	1 077
Saguenay—Lac Saint-Jean	2 991	2 943	17	8	3 008	2 951
Québec	23 377	24 727	4 838	7 370	28 215	32 097
Trois-Rivières	5 193	5 305	92	-	5 285	5 305
Estrie	4 249	4 197	1 558	1 657	5 807	5 854
Montréal	75 232	86 748	95 637	87 916	170 869	174 664
Outaouais	2 967	3 150	5 255	5 277	8 222	8 427
Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord et Nouveau-Québec	2 281	2 324	194	116	2 475	2 440
Le Québec	**117 599**	**130 471**	**107 591**	**102 344**	**225 190**	**232 815**

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Projections cinématographiques au Québec 1985-1986*.

Tableau 7

Projections cinématographiques dans les salles de cinéma et les ciné-parcs, selon la langue et la catégorie de films, Québec, 1985 et 1986

	Année	Unité	Langue de projection		Catégorie de films			Total
			Français	Autre	Visa général	14 ans et plus	18 ans et plus	
Projections	1985	n	124 491	108 347	101 752	78 541	52 545	232 838
	1986	n	136 872	103 453	124 035	76 546	39 744	240 325
Assistance totale	1985	n	7 324 197	6 281 392	6 625 042	4 601 702	2 378 845	13 605 589
	1986	n	8 162 018	6 415 274	7 952 773	5 074 720	1 549 799	14 577 292
Recettes totales	1985	'000 $	30 533 322	27 213 223	27 833 383	19 473 337	10 439 825	57 746 545
	1986	'000 $	32 592 809	26 642 161	31 828 599	20 830 669	6 575 702	59 234 970

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Projections cinématographiques au Québec 1985-1986*.

Tableau 8

Répartition des organismes professionnels d'arts d'interprétation, selon la discipline, par région administrative, Québec, août 1987

Région et sous-région administrative	Théâtre	Danse	Musique	Total
		n		
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	3	-	-	3
Saguenay—Lac-Saint-Jean	9	3	1	13
Québec	12	4	10	26
Trois-Rivières	5	1	2	8
Estrie	7	3	7	17
Montréal-Centre	50	15	34	99
Laurentides	4	-	2	6
Montérégie	3	-	2	5
Lanaudière	3	-	4	7
Laval	2	2	2	6
Outaouais	8	2	1	11
Abitibi-Témiscamingue	3	-	2	5
Côte-Nord	1	-	5	6
Le Québec	110	30	72	212

Source: Ministère des Affaires culturelles, Direction de la recherche, compilation spéciale.

Tableau 9

Statistiques sur le théâtre pour certaines saisons, Québec, 1981-82 à 1985-86

	1981-82	1983-84	1985-86
		n	
Organismes subventionnés	69	95	87
Représentations	6 647	7 433	7 044
Spectateurs	1 711 266	2 007 562	1 617 401
Représentations par organisme	96	78	82
Spectateurs par représentation	259	270	230
Spectateurs par organisme	24 911	21 132	18 591
Fréquentation par 1 000 habitants	265	308	243

Source: Ministère des Affaires culturelles et Conseil québécois du théâtre, *Théâtre: journée d'étude sur l'économie du théâtre, la demande du public*, avril 1987.

Tableau 10

Statistiques sur les maisons d'édition, Québec, Ontario et Canada, 1985-86

	Unité	Québec	Ontario	Autres provinces	Canada
Entreprises	n	74	86	45	205
Employés à plein temps	n	949	4 180	204	5 333
Rémunération totale	'000 $	26 449	106 381	5 220	138 050
Ventes nettes totales	'000 $	144 306	436 945	17 233	598 484
Propres titres	'000 $	111 902	210 814	16 287	339 003
Diffusions exclusives	'000 $	32 404	226 131	947	259 482
Ouvrages édités	n	1 612	3 102	421	5 135
Ouvrages réédités	n	1 459	1 883	209	3 551
Aide financière	'000 $	7 058	4 948	3 584	15 590
Fédérale	'000 $	4 796	2 859	2 051	9 706
Provinciale	'000 $	1 158	946	893	2 997
Autres sources	'000 $	1 104	1 143	640	2 888

Source: Statistique Canada, *L'édition du livre au Canada 1985-86* (87-210).

Tableau 11

Nombre et tirage des ouvrages édités ou réédités, Québec, 1977-1986

Année	Titres	Tirage	
		Moyen	Total
	n	n	'000
1977	3 997	3 723	14 883
1978	4 020	3 549	14 267
1979	5 255	3 790	19 921
1980	4 942	3 794	18 754
1981	6 393	3 353	21 441
1982	7 088	2 733	19 374
1983	6 271	2 732	17 136
1984	6 944	2 746	19 066
1985	6 241	2 707	16 893
1986	7 045	1 958	13 797

Source: Bibliothèque nationale du Québec, *Statistiques de l'édition au Québec en 1986*.

Tableau 12

Édition et traduction d'ouvrages, selon la langue, Québec, 1986

	Unité	Langue				Total
		Français	Anglais	Autre	Multilingue	
Édition						
Titres	n	6 013	867	20	145	7 045
	%	85,4	12,3	0,3	2,1	100,0
Tirage	n	12 107 824	1 373 577	44 768	271 062	13 797 231
	%	87,8	10,0	0,3	2,0	100,0
Traduction (langue originale)						
Titres	n	101	372	54	-	527
	%	19,2	70,6	10,3	-	100,0
Tirage	n	182 286	1 578 420	273 750	-	2 034 456
	%	9,0	77,6	13,5	-	100,0

Source: Bibliothèque nationale du Québec, *Statistiques de l'édition au Québec en 1986*.

Tableau 13

Répartition des ouvrages édités ou réédités, selon le sujet, Québec, 1986

Sujet	Livres			Brochures		
	Titres	Tirage	Prix moyen	Titres	Tirage	Prix moyen
	n		$	n		$
Ouvrages généraux	13	15 850	16,85	3	1 500	4,00
Philosophie, psychologie, religion	339	1 028 655	12,98	106	300 502	4,27
Histoire (sauf l'Amérique)	28	97 399	23,56	2	800	10,00
Histoire (Amérique)	5	7 900	14,16	-	-	-
Histoire du Canada	128	278 836	18,82	25	115 200	3,39
Histoire (autres)	124	87 385	17,76	18	13 249	17,76
Géographie anthropologique	136	342 987	15,31	30	433 252	5,29
Sciences sociales	753	1 314 522	14,24	538	777 725	4,71
Sciences politiques	1	91 335	15,42	66	170 065	4,17
Droit	300	277 867	22,68	229	153 698	2,62
Éducation	503	451 227	13,17	631	511 741	2,85
Musique	31	31 388	12,45	7	25 275	4,25
Beaux-arts	81	108 635	21,43	62	80 077	5,62
Langue et littérature	824	2 335 021	14,26	411	1 535 655	4,83
Sciences	264	674 106	17,43	86	529 194	5,63
Médecine	236	364 711	14,22	58	188 032	3,76
Agriculture	105	318 360	12,31	63	62 660	3,49
Technologie	377	589 649	18,89	288	401 131	6,50
Sciences militaires	5	8 700	15,37	-	-	-
Bibliographie	72	65 562	24,15	32	7 320	6,88
Catégories spéciales[1]						
Publications pour enfants	68	281 946	10,90	237	1 167 370	8,90
Manuels scolaires	365	2 083 719	17,48	114	381 682	3,80
Publications du gouvernement du Québec	980	998 844	13,31	1 214	2 293 661	3,85
Éditions commerciales	2 100	6 439 961	21,38	484	1 922 388	6,20
Total	**4 390**	**8 490 155**	**16,77**	**2 655**	**5 307 076**	**5,03**

1. Chacune de ces catégories a déjà été comptée plus haut.

Source: Bibliothèque nationale du Québec, *Statistiques de l'édition au Québec en 1986*.

Tableau 14

Équipements culturels, selon le genre, par région administrative, Québec, 1985-86

Genre d'équipements	Région[1]													Total
	01	02	03A	03B	04	05	06A	06B	06C	06D	07	08	09	
	n													
Bibliothèques publiques	8	11	17	5	13	10	54	19	34	4	10	6	5	196
Bibliothèques autonomes (municipales ou autres)	6	10	9	4	12	9	24	18	28	4	5	5	4	138
Succursales de bibliothèques autonomes	-	-	8	-	-	-	30	-	5	-	4	-	-	47
Bibliothèques centrales de prêt	2	1	-	1	1	1	-	1	1	-	1	1	1	11
Centres privés d'archives[2]	3	5	3	2	5	4	-	-	2	1	-	3	1	29
Centres d'interprétation du patrimoine	7	4	13	3	2	1	5	2	9	2	-	6	6	60
Centres de diffusion d'arts visuels et musées	11	8	19	7	11	17	41	4	16	4	5	6	4	153
Musées et écomusées	8	4	5	4	5	12	15	-	5	1	-	1	2	62
Centres d'exposition	1	2	-	-	4	2	1	2	-	-	3	3	-	18
Salles d'exposition	1	-	1	-	1	1	11	-	9	-	1	2	2	29
Galeries communautaires	1	2	13	3	1	2	14	2	2	3	1	-	-	44
Centres de production d'arts visuels et de métiers d'art	1	4	4	-	4	2	11	1	1	3	2	1	1	35
Centres de formation en métiers d'art	-	-	7	1	-	-	4	1	1	-	-	-	-	14
Centres de diffusion d'arts d'interprétation	22	12	12	6	8	4	44	9	13	5	6	9	5	155
Salles multidisciplinaires	11	9	7	5	8	4	15	3	11	1	2	7	3	86
Salles unidisciplinaires	3	1	3	1	-	-	14	-	-	-	2	-	-	24
Salles multifonctionnelles	8	2	2	-	-	-	15	6	2	4	2	2	2	45
Centres de production d'arts d'interprétation	-	5	2	-	4	-	14	-	-	-	1	-	-	26
Centres privés de formation en arts d'interprétation	9	14	7	2	3	3	5	4	-	2	2	5	9	65
Écoles privées (musique et danse)	8	13	4	1	3	1	3	2	-	1	2	4	9	51
Écoles de théâtre	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	2
Camps musicaux	1	1	3	1	-	2	-	2	-	1	-	1	-	12
Total	61	63	84	26	50	41	178	40	76	21	26	36	31	733

1. Les équipements du Nouveau-Québec n'ont pas été recensés en 1985-86.
2. Les centres privés d'archives sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal (CUM) n'ont pas été recensés en 1985-86.

Source: Ministère des Affaires culturelles, *Les équipements culturels au Québec*, document interne non publié, 1988.

Tableau 15

Statistiques sur les bibliothèques publiques, certaines provinces et Canada, 1985

	Unité	Québec	Ontario	Alberta[1]	Manitoba	Colombie-Britannique	Canada
Population totale	n	6 517 948	8 976 992	2 301 991	1 016 968	2 774 467	24 651 624
Population desservie	n	5 575 708	8 934 380	2 149 116	817 335	2 661 549	23 052 676
Proportion desservie	%	85.5	99.53	93.4	80.4	97.0	93.5
Employés à plein temps	n	1 209	5 994	..	..	1 348	9 610
Population desservie/employé	n	4 612	1 490	..	..	1 974	2 399
Bibliothécaires	n	207	1 093	..	..	282	1 761
Population desservie/bibliothécaire	n	26 936	8 174	..	..	9 438	13 090
Nouvelles acquisitions	n	793 623	1 830 093	509 167	128 273	493 685	3 754 841
Par habitant desservi	n	0.14	0.20	0.24	0.16	0.19	0.16
Livres	n	10 118 066	24 725 231	5 550 426	1 866 693	6 197 014	54 298 476
Par habitant desservi	n	1.81	2.77	2.59	2.28	2.33	2.35
Par habitant	n	1.56	2.76	2.42	1.83	2.26	2.20
Prêts	n	24 118 009	66 436 025	19 304 025	5 846 137	27 238 125	160 567 599
Par habitant desservi	n	4.3	7.4	9.0	7.15	10.2	7.0
Dépenses totales	$	76 795 228	220 686 358	41 303 573	10 912 374	53 127 862	445 180 771
Par habitant desservi	$	13.77	24.70	19.22	13.35	19.96	19.30
Contributions locales[2]	$	53 351 019	178 172 290	28 269 319	8 077 528	43 511 380	331 053 070
Par habitant desservi	$	9.57	19.95	13.15	9.88	16.35	14.36
Contributions/dépenses totales	%	69.5	80.7	68.5	74.0	81.9	74.4
Subventions de l'État	$	20 000 000	32 849 072	9 415 940	2 171 987	6 360 277	90 165 606
Par habitant desservi	$	3.59	3.68	4.39	2.66	2.39	3.91
Subventions/dépenses totales	%	26.1	14.3	22.8	19.9	12.0	20.3

1. Pour l'Alberta, il s'agit des données de 1984.
2. Excluant les dépenses locales effectuées par les bibliothèques affiliées aux bibliothèques centrales de prêt.

Source: Commission d'étude sur les bibliothèques publiques, *Les bibliothèques publiques, une responsabilité à partager*. Rapport remis au ministre des Affaires culturelles, juillet 1987.

Tableau 16

Statistiques sur les bibliothèques publiques, Québec, 1980-1986

Caractéristique	Unité	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Population totale	n	6 365 646	6 374 678	6 438 403	6 452 534	6 480 151	6 517 948	6 551 241
Population desservie	n	5 019 353	5 091 692	5 173 928	5 362 557	5 507 029	5 575 708	5 649 565
Proportion desservie	%	78,9	80,0	80,4	83,0	85,0	85,5	86,3
Usagers	n	1 038 504	1 204 605	1 250 643	1 291 840	1 263 694	1 342 717	1 366 606
Proportion d'usagers	%	20,7	23,7	24,2	24,1	23,0	24,1	24,2
Municipalités desservies	n	734	789	836	887	937	963	992
Bibliothèques autonomes	n	118	123	132	138	141	140	140
Bibliothèques affiliées	n	513	531	582	642	676	709	733
Livres	n	6 900 744	8 122 294	8 398 380	9 007 734	9 474 992	10 118 066	10 603 129
Par habitant desservi	n	1,37	1,60	1,62	1,68	1,72	1,81	1,88
Prêts	n	16 372 643	18 008 232	20 135 522	22 189 194	23 081 519	24 118 009	26 242 855
Par habitant desservi	n	3,3	3,5	3,9	4,1	4,2	4,3	4,6
Contributions municipales	$	30 007 763	34 099 299	38 285 016	47 363 353	56 808 629	53 351 019	61 119 321
Par habitant desservi	$	5,98	6,70	7,40	8,83	10,32	9,57	10,82
Subventions provinciales	$	16 672 076	16 627 670	18 163 635	19 301 039	19 210 800	20 000 600	16 057 192
Par habitant desservi	$	3,32	3,27	3,51	3,60	3,49	3,59	2,84
Dépenses totales	$	48 336 124	53 261 354	58 254 594	69 857 300	80 332 436	76 795 228	81 180 274
Par habitant desservi	$	9,63	10,46	11,26	13,03	14,59	13,77	14,37
Salaires	$	24 455 602	29 443 804	33 293 940	38 787 341	43 572 119	42 285 708	46 351 124
Par habitant desservi	$	4,88	5,79	6,44	7,24	7,92	7,59	8,21
Documentation	$	10 999 913	9 861 577	9 350 666	10 935 607	13 955 178	12 961 234	11 851 856
Par habitant desservi	$	2,20	1,94	1,81	2,04	2,54	2,33	2,10

Source: Commission d'étude sur les bibliothèques publiques, *Les bibliothèques publiques, une responsabilité à partager*, Rapport remis au ministre des Affaires culturelles, juillet 1987.

Tableau 17

Répartition des biens culturels et des arrondissements, par région administrative, Québec, janvier 1988

Biens culturels et arrondissements	Régions administratives									Total
	01	02	03	04	05	06	07	08	09	
	n									
Arrondissements historiques	-	-	5	1	-	3	-	-	-	9
Arrondissements naturels	1	-	-	-	-	1	-	-	1	3
Site historique national	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Sites historiques classés	3	2	13	3	-	13	1	4	1	40
Sites historiques reconnus	1	-	1	1	-	-	1	1	-	5
Sites archéologiques classés	1	1	-	1	-	4	-	-	3	10
Site archéologique reconnu	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Monuments historiques classés	16	7	183	21	7	189	6	2	2	433
Monuments historiques reconnus	3	5	17	6	3	38	3	1	1	77
Biens historiques classés	-	-	650	-	-	4	-	-	-	654
Biens historiques reconnus	1	1	9	23	4	14	174	2	-	228
Biens archéologiques classés	1	-	1	-	-	5	-	-	-	7
Biens archéologiques reconnus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Oeuvres d'art classées	4	24	394	82	-	365	-	-	-	869
Oeuvres d'art reconnues	-	2	47	-	-	28	-	-	-	77
Sites patrimoniaux	-	-	1	-	1	1	-	-	-	3
Monuments historiques cités	2	-	-	-	-	7	-	-	-	9
Toutes catégories	34	42	1 322	138	15	672	85	10	8	2 426

Source: Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, *Répertoire des biens culturels et des arrondissements au 1er janvier 1988*.

Tableau 18

Répartition des biens culturels et des arrondissements, selon la période où ils ont été classés, Québec, 1922-1987

Biens culturels et arrondissements	1922-1961	1962-1966	1967-1971	1972-1976	1977-1981	1982-1986	1987	Total
				n				
Arrondissements historiques	-	7	1	1	-	-	-	9
Arrondissements naturels	-	-	-	1	2	-	-	3
Site historique national	-	-	-	-	-	1	-	1
Sites historiques classés	2	1	-	5	15	17	-	40
Sites historiques reconnus	-	-	-	1	3	1	-	5
Sites archéologiques classés	-	-	-	4	3	2	1	10
Site archéologique reconnu	-	-	-	1	-	-	-	1
Monuments historiques classés	75	94	29	119	74	37	5	433
Monuments historiques reconnus	-	-	-	34	26	15	2	77
Biens historiques classés	-	-	-	2	590	62	-	654
Biens historiques reconnus	-	-	-	14	213	1	-	228
Biens archéologiques classés	-	1	-	-	-	6	-	7
Biens archéologiques reconnus	-	-	-	-	-	-	-	-
Oeuvres d'art classées	29	408	-	327	54	42	9	869
Oeuvres d'art reconnues	-	-	-	61	2	2	12	77
Sites patrimoniaux	-	-	-	-	-	-	3	3
Monuments historiques cités	-	-	-	-	-	1	8	9
Toutes catégories	106	511	30	570	982	187	40	2 426

Source: Ministère des Affaires culturelles, Direction générale du patrimoine, *Répertoire des biens culturels et des arrondissements au 1er janvier 1988*.

Tableau 19

Financement des musées d'État et des centres d'exposition, Québec, 1983-84 à 1985-86

	Unité	Revenu d'exploitation	Subventions				Dons privés	Total
			Provinciales	Municipales	Fédérales	Autres		
Musées d'État								
1983-84	'000 $	-	5 627,7	463,0	228,5	-	-	6 319,2
1984-85	'000 $	-	7 210,4	465,4	285,7	-	-	7 961,5
1985-86	'000 $	433,3	7 774,9	-	608,6	-	-	8 816,7
Variation 1985-86/1983-84	%	100,0	38,1	-100,0	166,3	-	-	39,5
Musées privés								
1983-84	'000 $	2 172,3	5 784,4	475,7	463,8	1 382,5	3 128,8	13 407,4
1984-85	'000 $	1 916,7	6 098,3	526,6	743,2	955,4	3 764,7	14 005,0
1985-86	'000 $	5 302,3	7 543,3	705,5	478,0	453,9	3 897,0	18 380,1
Variation 1985-86/1983-84	%	144,0	30,4	48,3	3,0	-67,1	24,5	37,0
Centres d'exposition								
1983-84	'000 $	98,8	461,0	160,9	59,5	69,8	170,6	1 020,6
1984-85	'000 $	146,1	502,1	215,0	28,9	70,9	141,9	1 105,0
1985-86	'000 $	84,1	586,6	259,2	36,9	41,3	149,3	1 157,3
Variation 1985-86/1983-84	%	-14,7	27,2	61,0	-38,0	-40,7	-12,4	13,3

Source: Ministère des Affaires culturelles, « Financement des musées et des centres d'exposition 1983-84 à 1985-86 » , dans *Chiffres à l'appui*, vol. 4, nº 4, juin 1987.

Tableau 20

Dépenses de l'Administration publique provinciale en matière de culture, selon le domaine, Québec, 1983-84 à 1986-87

Domaine	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
		'000 $		
Bibliothèques	125 111,5	122 776,5	143 920,3	140 386,3
Musées	21 547,1	23 424,9r	23 878,4	27 395,6
Archives publiques	2 897,0	4 181,4	5 113,8	5 369,0
Patrimoine	19 009,8	28 262,0r	21 231,4	29 744,3
Enseignement des arts	10 764,0	11 200,2	11 888,3	13 172,8
Littérature	6 168,6r	6 043,2r	5 752,1	6 050,7
Arts d'interprétation	31 037,0	32 169,3	36 528,5	36 118,5
Arts visuels et artisanat	15 407,0r	5 110,7	6 372,6	6 843,8
Cinéma et vidéocassettes	7 782,1	12 421,8	11 534,9	15 087,2
Radiodiffusion et télévision	66 876,9	67 679,3	71 430,5	67 484,8
Enregistrement sonore	-	1 383,6	1 424,1	3 163,1
Multiculturalisme	1 826,7r	2 598,9r	2 860,9	2 313,5
Activités multidisciplinaires	1 883,6	9 125,1	10 239,3	8 707,5
Développement et promotion de la langue	17 352,7	16 651,0	18 103,5	16 735,6
Autres	40 163,9r	41 357,4	47 598,7	35 069,6
Total	**367 827,9**	**384 385,3**	**417 877,3**	**413 642,3**

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Dépenses de l'Administration publique provinciale au titre de la culture 1983-1987*.

Tableau 21

Dépenses internes et externes de l'Administration publique provinciale en matière de culture, selon le domaine et l'affectation des dépenses, Québec, 1986-87

Domaine	Dépenses internes[1]			Dépenses externes[2]		
	Fonctionnement	Investissements	Total	Fonctionnement	Investissements	Total
			'000 $			
Bibliothèque	5 199,2	57,5	5 256,7	134 856,4	273,2	135 129,6
Musées	7 435,2	82,8	7 518,0	19 851,8	25,8	19 877,6
Archives publiques	4 835,2	200,0	5 035,2	329,8	4,0	333,8
Patrimoine	13 799,4	2 578,7	16 378,1	5 871,3	7 494,9	13 366,2
Enseignement des arts	12 964,5	196,0	13 160,5	12,3	-	12,3
Littérature	3 003,3	8,7	3 012,0	3 033,1	5,6	3 038,7
Arts d'interprétation	620,6	-	620,6	35 146,8	351,1	35 497,9
Arts visuels et artisanat	422,2	-	422,2	6 348,8	72,8	6 421,6
Cinéma et vidéo	1 380,1	-	1 380,1	13 639,9	67,2	13 707,1
Radiodiffusion et télédiffusion	64 216,0	2 904,2	67 120,2	364,6	-	364,6
Enregistrement sonore	103,0	-	103,0	1 060,1	2 000,0	3 060,1
Multiculturalisme	957,3	-	957,3	1 356,2	-	1 356,2
Activités multidisciplinaires	4 032,4	113,2	4 145,6	4 366,9	195,0	4 561,9
Développement et promotion de la langue	16 103,7	287,4	16 391,1	344,5	-	344,5
Autres	22 595,2	10 675,4	33 270,6	1 367,6	431,4	1 799,0
Total	**157 667,3**	**17 103,9**	**174 771,2**	**227 950,1**	**10 921,0**	**238 871,1**

1. Dépenses directement imputables aux ministères et organismes gouvernementaux.
2. Dépenses sous forme de subventions, de contributions ou de transferts.

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Dépenses de l'Administration publique provinciale au titre de la culture 1983-1987*.

Tableau 22

Aide financière octroyée par le ministère des Affaires culturelles, selon le domaine et l'affectation des sommes,
Québec, 1986-87

Domaine	Subventions, contributions et transferts			
	Fonctionnement	Investissements	Total	Part relative
	'000 $			%
Bibliothèques	20 562.9	273.2	20 836.1	17.5
Musées[1]	19 581.8	25.8	19 877.6	16.7
Archives publiques	329.6	4.0	333.6	0.3
Patrimoine	5 866.8	7 494.9	13 361.7	11.2
Littérature	2 739.7	5.6	2 745.3	2.3
Arts d'interprétation[2]	33 869.2	351.1	34 220.3	28.7
Arts visuels et artisanat	5 554.3	72.8	5 627.1	4.7
Cinéma et vidéo	13 443.2	67.2	13 510.4	11.3
Enregistrement sonore	1 060.1	2 000.0	3 060.1	2.6
Activités multidisciplinaires	1 595.8	0.0	1 595.8	1.3
Autres[3]	3 655.5	431.4	4 066.9	3.4
Total	108 528.9	10 726.0	119 254.9	100.0

1. Incluant les transferts aux trois musées d'État.
2. Incluant les transferts à deux sociétés d'État.
3. Incluant les subventions octroyées à l'Institut québécois de recherche sur la culture (IQRC) et à la Société générale des industries culturelles (SOGIC)

Source: Ministère des Affaires culturelles, Enquête annuelle sur les dépenses des administrations publiques provinciales au titre de la culture, octobre 1987.

Tableau 23

Dépenses des ministères et organismes du gouvernement engagés dans le développement et la promotion de la langue française,
Québec, 1983-84 à 1986-87

Ministère et organismes	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
	'000 $			
Ministère des Communautés culturelles et de l'immigration (formation linguistique)	9 644.5	9 952.0	9 403.9	9 283.7
Organismes	17 352.7	16 651.0	18 103.5	16 735.6
Conseil de la langue française	2 380.4	2 394.3	2 526.9	2 096.1
Commission de protection de la langue française	1 205.6	1 210.7	1 477.3	1 436.1
Office de la langue française	13 766.7	13 046.0	14 099.3	13 203.4
Total	26 997.2	26 603.0	27 507.4	26 019.3

Source: Rapports annuels de 1983-84 à 1986-87.

Tableau 24

Interventions financières et sources de financement de la Société générale du cinéma, Québec, 1984-85 à 1986-87

	1984-85	1985-86	1986-87
		$	
Ensemble des interventions financières	8 732 764	10 245 617	9 085 194
Développement	1 046 923	859 368	1 211 439
Production	5 901 959	7 065 596	5 316 586
Diffusion	1 030 422	1 554 060	1 687 895
Promotion et soutien	753 460	766 593	869 274
Formes d'aide			
Subventions	..	2 043 383	2 384 063
Placements	..	8 202 234	6 701 131
Ensemble des sources de financement	..	10 465 263	10 682 374
Subventions du gouvernement du Québec	..	9 700 000	9 593 300
Revenus de placement	323 222	765 263	1 089 074

Source: Société générale du cinéma, *Rapport d'activités 1986-87*.

Tableau 25

Interventions financières de la Société de développement des industries de la culture et des communications, selon le domaine et la forme d'aide, Québec, 1984-85 à 1986-87

Domaine et forme d'aide	1984-85		1985-86		1986-87	
	n	$	n	$	n	$
Ensemble des domaines	68	8 865 871	60	14 942 892	70	10 626 795
Arts d'interprétation	28	2 834 751	27	3 427 210	32	4 351 000
Audiovisuel	11	1 813 600	8	2 631 682	16	2 419 645
Câblodistribution	2	20 020	1	20 000	-	-
Industrie du disque	4	1 120 000	3	3 030 000	2	340 000
Informatique	6	731 000	11	1 889 000	11	2 318 150
Industrie du livre	6	453 000	5	703 000	5	668 000
Médias écrits	5	235 000	1	175 000	1	50 000
Métiers d'arts et arts visuels	4	249 000	1	250 000	1	80 000
Patrimoine	1	76 500	1	2 000 000	-	-
Radio	-	-	-	-	1	150 000
Télécommunications	-	-	1	250 000	-	-
Télévision	1	1 333 000	1	567 000	1	250 000
Ensemble des formes d'aide	68	8 865 871	60	14 942 892	70	10 626 795
Capital-actions	6	699 021	2	1 900 000	1	90 000
Garanties de prêt	7	1 935 500	5	2 100 000	1	600 000
Prêts	48	5 371 305	48	10 122 892	62	8 558 645
Prêts participants	7	860 000	5	820 000	6	1 378 150

Source: SODICC, *Rapport d'activités au 31 mars 1987*.

Tableau 26

Dépenses des administrations publiques en matière de culture, par province et territoire, Canada, 1985-86

Province et territoire	Administration publique						Total[2]	
	Fédérale		Provinciale		Municipale[1]			
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Québec	581 546	28.6	283 451	34.3	122 393	20.5	987 390	28.5
Ontario	814 937	40.0	245 570	29.7	303 094	50.8	1 363 601	39.4
Alberta	61 858	3.0	128 781	15.6	32 917	5.5	223 556	6.4
Colombie-Britannique	78 652	3.9	50 402	6.1	78 122	13.1	207 176	6.1
Manitoba	50 245	2.5	33 368	4.0	18 361	3.1	101 974	2.9
Saskatchewan	38 551	1.9	22 213	2.7	13 346	2.2	74 110	2.1
Nouvelle-Écosse	53 911	2.6	23 799	2.9	14 509	2.4	92 219	2.7
Nouveau-Brunswick	39 519	1.9	13 912	1.7	10 396	1.7	63 827	1.8
Terre-Neuve	30 542	1.5	13 068	1.6	1 449	0.2	45 059	1.3
Île-du-Prince-Édouard	11 636	0.6	4 696	0.6	996	0.2	17 328	0.5
Yukon	18 420	0.9	4 024	0.4	693	0.1	23 137	0.7
Territoires du Nord-Ouest	5 524	0.3	3 789	0.4	930	0.2	10 243	0.3
Non attribuées à une province ou à un territoire en particulier	251 080	12.3	.	.	.	.	251 080	7.3
Total	2 036 421	100.0	827 073	100.0	597 206	100.0	3 460 700	100.0

1. Les dépenses des administrations municipales sont fournies à titre indicatif.
2. Excluant les dépenses des bibliothèques scolaires, collégiales et universitaires, celles des parcs naturels et des parcs provinciaux, de même que les dépenses liées au développement et à la promotion de la langue française au Québec.

Source: Ministère des Affaires culturelles, *Analyse comparative des dépenses culturelles des administrations provinciales et fédérales en 1985-86: la situation au Québec*, mai 1988.

Tableau 27

Répartition des dépenses de l'Administration fédérale en matière de culture, selon le domaine, certaines provinces et Canada, 1985-86

Domaine	Québec		Ontario		Alberta		Ensemble du Canada[1]	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Ensemble des domaines (sauf radio et télévision)	218 149	37.5	330 741	40.5	2 028	.	938 555	46.0
Bibliothèque nationale	19 805	3.4	12 016	1.2	.	.	31 859	1.6
Bibliothèques publiques	1	.	45	.	.	.	46	.
Musées	27 055	4.7	95 621	11.7	1 750	2.8	129 704	6.4
Archives publiques	1 224	0.2	39 642	4.9	238	0.4	42 486	2.0
Patrimoine	23 786	4.1	30 127	3.7	3	.	99 738	4.9
Enseignement des arts	45	.	64	.	5	.	3 101	0.2
Littérature	8 318	1.4	7 366	0.9	1 453	2.3	249 333	12.2
Arts d'interprétation	14 879	2.6	49 348	6.1	3 939	6.4	86 010	4.2
Arts visuels et artisanat	2 539	0.4	4 851	0.6	867	1.4	12 269	0.6
Cinéma et vidéocassettes	88 236	15.2	49 924	6.1	4 858	7.9	159 245	7.8
Industrie du disque	400	.	30	.	.	.	430	.
Multiculturalisme	8 687	1.5	3 907	0.5	1 228	2.0	22 693	1.1
Activités multidisciplinaires	23 076	4.0	30 735	3.9	5 923	9.6	91 536	4.5
Autres	98	.	7 065	0.9	17	.	10 387	0.5
Radiodiffusion et télévision	363 397	62.5	484 196	59.5	41 577	67.2	1 097 866	54.0
Total	581 546	100.0	814 937	100.0	61 859	100.0	2 036 421	100.0

1. Incluant des dépenses ne pouvant pas être attribuées à une province en particulier.

Source: Statistique Canada, *Dépenses publiques au titre de la culture au Canada, statistiques préliminaires, 1985-86* (87-206).

21

Administrations publiques

Les finances provinciales, selon les Comptes publics 801

Les finances locales, selon le système de la comptabilité municipale 803

Les finances publiques normalisées, selon le système de gestion financière 805

L'emploi et la rémunération 807

21

Liste des tableaux

1. Revenus bruts, dépenses brutes et dépenses en immobilisations du gouvernement, Québec, 1977-78 à 1986-87 **810**

2. Revenus bruts du gouvernement, par catégorie, Québec, 1980-81 à 1986-87 **810**

3. Revenus bruts du gouvernement, par ministère, Québec, 1985-86 et 1986-87 **812**

4. Dépenses brutes du gouvernement, par catégorie, Québec, 1980-81 à 1986-87 **813**

5. Dépenses brutes du gouvernement, par mission et domaine, Québec, 1980-81 à 1986-87 **813**

6. Dépenses brutes du gouvernement, par ministère, Québec, 1980-81 à 1986-87 **814**

7. État de l'actif et du passif du gouvernement, Québec, 31 mars 1981-1987 **815**

8. Opérations de la dette du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1980-81 à 1986-87 **815**

9. Dette du gouvernement, Québec, 31 mars 1981-1987 **816**

10. Emprunts garantis par le gouvernement, Québec, 31 mars 1981-1987 **817**

11. Financement du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1980-81 à 1986-87 **818**

12. Population, évaluation des biens-fonds imposables, revenus et dépenses des municipalités, Québec, 1976-1985 **819**

13. Dette à long terme et frais de financement des municipalités, Québec, 1976-1985 **819**

14. Revenus des municipalités, selon la source, Québec, 1981-1985 et prévisions 1986 **820**

15. Dépenses des municipalités, par fonction et par habitant, Québec, 1981-1985 et prévisions 1986 **822**

16. Valeur annuelle des emprunts à long terme des administrations locales, selon la monnaie, Québec, 1982-1987 **824**

17. Revenus, selon la source et dépenses par fonction des municipalités régionales de comté, Québec, 1980-1985 et prévisions 1986 **824**

18. Revenus, selon la source et dépenses par fonction des communautés urbaines et régionale et de l'Administration régionale Kativik, Québec, 1981-1985 et prévisions 1986 **825**

19. Revenus, selon la source et dépenses par fonction des régies intermunicipales, Québec, 1984-1985 et prévisions 1986 **826**

20. Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec, selon la source, Québec, 1981-82 à 1987-88 **827**

21. Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec, selon la fonction, Québec, 1981-82 à 1987-88 **827**

22. Revenus généraux des administrations publiques locales, selon la source, Québec, 1981-1986 **828**

23. Dépenses générales brutes des administrations publiques locales, par fonction, Québec, 1981-1986 **828**

24. Actif total des entreprises publiques québécoises, par entreprise et par ordre décroissant de l'actif, Québec, 1984-1986 **830**

25. Sommaire des états financiers des entreprises publiques québécoises, Québec, 1984-1986 **831**

26. Sommaire des états financiers des entreprises publiques québécoises, par secteur d'activité, Québec, 1984-1986 **832**

27. Sommaire des états financiers des entreprises publiques provinciales, par secteur d'activité et par entreprise, Québec, 1984-1986 **833**

28. Sommaire des états financiers des entreprises publiques locales, par secteur d'activité et par entreprise, Québec, 1984-1986 **835**

29. Financement à long terme du secteur public, Québec et Canada, 1981-1987 **837**

30. Indicateurs de l'économie, Québec, 1981-1987 **838**

31. Emploi et rémunération des salariés du secteur public, Québec, moyennes annuelles 1986 et 1987 **840**

32. Emploi et rémunération de l'ensemble des salariés de l'Administration publique provinciale, par région administrative, Québec, moyennes annuelles 1986 et 1987 **840**

33. Répartition de l'effectif régulier de la fonction publique, selon le sexe, par ministère, Québec, 31 mars 1987 et 1988 **842**

34. Répartition de l'effectif régulier de la fonction publique, selon le sexe et le traitement, Québec, 31 mars 1987 et 1988 **843**

35. Répartition de l'effectif régulier de la fonction publique, selon le sexe, par catégorie d'emploi, Québec, 31 mars 1987 et 1988 **844**

36. Répartition de l'effectif régulier de la fonction publique, selon le sexe, par groupe d'âge, Québec, 31 mars 1987 et 1988 **844**

37. Répartition de l'effectif régulier de la fonction publique, selon le sexe et les années de service, Québec, 31 mars 1987 et 1988 **844**

Liste des figures

1. Revenus bruts et dépenses brutes du gouvernement, Québec, 1977-78 à 1986-87 811

2. Répartition des revenus bruts du gouvernement par catégorie, Québec, 1981, 1985 et 1986 811

3. Proportion des dépenses brutes du gouvernement par rapport au PIB, Québec, 1977-78 à 1986-87 816

4. Répartition des revenus des municipalités selon la source, Québec, 1981, 1984 et 1985 820

5. Répartition des dépenses des municipalités par fonction, Québec, 1981, 1984 et 1985 821

6. Le secteur public au Québec 839

21

Ce chapitre a été réalisé par Bertrand Gagnon et Yves Sigmen, de la Direction des statistiques financières du Bureau de la statistique du Québec.

Le présent chapitre contient quatre parties. Les deux premières présentent les statistiques financières du gouvernement du Québec et des administrations locales du Québec selon leurs états financiers de base et la troisième, les statistiques financières normalisées du gouvernement du Québec, des administrations locales du Québec et des entreprises publiques provinciales et locales du Québec. Ces statistiques sont normalisées sur la base du système de gestion financière de Statistique Canada[1]. La quatrième partie porte sur l'emploi et la rémunération dans l'administration provinciale. Les chapitres suivants, consacrés à l'éducation, la santé et les services sociaux, la justice et la protection recoupent en partie l'univers du secteur public.

Le Canada dispose de trois principaux systèmes de présentation des données sur le secteur public, soit les données de base (Comptes publics et autres états financiers), le système de gestion financière et le système de comptabilité nationale. Le deuxième fournit un cadre de normalisation des données du seul secteur public et le troisième, un cadre pour toute l'économie. Les données de base provenant des différentes composantes du secteur public ne sont pas normalisées. La figure 6 offre une vue d'ensemble de l'univers du secteur public au Québec. On trouve dans la publication d'où cet organigramme est tiré[2] la liste descriptive et détaillée de ses composantes.

Chacun des trois systèmes a des objectifs particuliers. Les données de base répondent à une double préoccupation: faciliter le contrôle administratif et éclairer la population sur les activités gouvernementales. En regroupant les données de base dans un cadre commun, le système de gestion financière permet, pour sa part, l'analyse des opérations des administrations publiques, alors que celui de la comptabilité nationale sert à l'étude de l'économie dans son ensemble. Ce dernier, contrairement aux deux autres systèmes, n'est pas présenté dans ce texte, mais au chapitre intitulé « Les comptes économiques de 1926 à 1987 ».

Des trois systèmes de présentation, ce sont les données de base et les données de gestion financière qui présentent le plus de points communs, puisque, contrairement à la comptabilité nationale, elles n'ont pas à intégrer tous les secteurs de l'économie. Il n'en demeure pas moins que les données de gestion financière, bien que différentes, sont relativement harmonisées avec celles de la comptabilité nationale. Elles sont de plus très désagrégées, permettant ainsi une analyse en profondeur des administrations publiques.

Les finances provinciales, selon les Comptes publics

Les données de la plupart des tableaux tirés des Comptes publics s'étendent sur plusieurs années, mais ne sont fournies qu'à titre indicatif. En effet, les Comptes publics subissent, presque chaque année, des changements d'ordre comptable, d'univers ou de classification. Il s'ensuit que les données sont plus ou moins comparables d'une année à l'autre. Par conséquent, une analyse en détail de leur évolution sur une longue période pourrait conduire à des conclusions totalement erronées. C'est pourquoi on ne tient compte ici que des données les plus récentes, portant sur l'année en cours ou sur les deux dernières années. Pour une analyse couvrant une plus longue période, il est préférable d'utiliser les données normalisées selon le système de gestion financière.

1. Statistique Canada, *Le système statistique de gestion des finances publiques*, mars 1984 (68-507).
2. Bureau de la statistique du Québec, *Univers du secteur public au Québec 1987*.

Les revenus et les dépenses

L'analyse des revenus du gouvernement au cours de l'exercice 1986-87 montre que ses principales sources de revenus sont l'impôt sur le revenu des particuliers (32,9%), les transferts du gouvernement du Canada (23,2%), la taxe de vente au détail (14,1%), la contribution des employeurs au Fonds des services de santé (7,1%) et l'impôt des sociétés (4,7%).

Les revenus du gouvernement du Québec, durant l'exercice 1986-87, augmentent de 6,5% par rapport à l'exercice précédent. On constate que 29,5% de cette augmentation est attribuable à l'accroissement du produit de l'impôt sur le revenu des particuliers, 28,7% à celui de la taxe de vente au détail et 23,9% à celui des revenus provenant des sociétés d'État (principalement Hydro-Québec). Par ailleurs, en 1986-87, les revenus provenant des sociétés augmentent de 51,2%, tandis que les transferts du gouvernement du Canada diminuent de 5,9%.

La perception des revenus est effectuée principalement par le ministère du Revenu et le ministère des Finances. Ainsi, durant l'exercice 1986-87, les revenus de ces deux ministères s'établissent respectivement à 61,8% et 33,5% de l'ensemble des revenus du gouvernement. La majeure partie des revenus du premier provient de la perception des impôts et des taxes, alors que les revenus du second sont issus principalement des transferts du gouvernement du Canada.

La croissance des dépenses en 1986-87, par rapport à 1985-86, est de 4,6%. Les catégories de dépenses qui subissent les plus hauts taux d'augmentation sont les dépenses de services (10,7%), le service de la dette (5,9%) et les dépenses d'entretien (5,8%). Par ailleurs, 85,4% de l'accroissement total des dépenses enregistré en 1986-87 est dû à l'augmentation des dépenses de transfert. Mentionnons que les plus importants bénéficiaires des transferts du gouvernement du Québec sont les établissements de santé et de services sociaux, les institutions d'enseignement et les individus (bénéficiaires de l'aide sociale principalement).

En 1986-87, 75,3% des dépenses totales du gouvernement sont attribuables aux dépenses de transfert, 9,7% au service de la dette et 7,9% aux traitements, salaires et allocations. L'analyse des dépenses selon les missions du gouvernement montre que la mission sociale est la plus importante, absorbant 40,2% des dépenses totales du gouvernement. Le domaine de la santé et de l'adaptation sociale accapare, à l'intérieur de cette catégorie, la plus grande partie des dépenses, avec 8,3 milliards de dollars. La mission éducative et culturelle occupe le 2e rang, avec 29,8% de l'ensemble des dépenses. À lui seul, le domaine de l'éducation s'approprie la majeure partie des dépenses attribuées à cette mission (8,1 milliards de dollars). La mission gouvernementale et administrative est la troisième en importance, avec une part relative de 19,0%, la gestion administrative centrale constituant le principal domaine (4,0 milliards de dollars). En dernier lieu, les dépenses relatives à la mission économique représentent 11,1% des dépenses totales. Les transports ainsi que les ressources naturelles et industries primaires s'affichent comme les deux principaux domaines de cette mission (2,5 milliards de dollars).

En ce qui concerne la structure des dépenses par ministère, on remarque que le ministère de la Santé et des Services sociaux vient au 1er rang, avec 22,9% de l'ensemble des dépenses. Le ministère de l'Éducation occupe le 2e rang, avec 16,6% des dépenses totales. Viennent ensuite le ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu (10,2%), le ministère des Finances (10,0%) et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science (8,8%).

L'état de l'actif et du passif

L'état de l'actif et du passif du gouvernement du Québec est présenté selon le concept de la « dette nette » , qui indique la différence entre le passif et l'actif inscrits aux livres. Le déficit accumulé des opérations budgétaires constitue la principale composante de la dette nette.

Au 31 mars 1987, l'actif du gouvernement provincial s'établit à 12 065,9 millions de dollars, enregistrant ainsi une hausse de 7,7% par rapport à l'année précédente. Par contre, comme le passif connaît une augmentation de 10,2% entre le 31 mars 1986 et le 31 mars 1987, passant de 36 212,2 millions à 39 901,7 millions de dollars, la dette nette augmente de 11,3%. Elle grimpe de 25 007,6 millions à 27 835,8 millions de dollars. Cette augmentation s'explique principalement par la croissance de la dette obligataire (13,3%) et du compte des régimes de retraite (16,9%).

Les placements en obligations et actions et les prêts et avances accordés aux entreprises du gouvernement ou autres organismes publics sont les principaux éléments de l'actif du gouvernement. Viennent ensuite les comptes à recevoir et les placements temporaires. La dette publique compose la majeure partie du passif, avec 64,2% du total. Elle comprend les emprunts obligataires et autres emprunts, ainsi que les bons du trésor. Au 31 mars 1987, la dette atteint, 25 606,4 millions de dollars, soit une augmentation de 8,4% par rapport à l'année précédente. L'analyse de la structure de la dette démontre que la part de la dette payable en dollars américains est relativement importante, totalisant 14,6% de la dette du gouvernement du Québec.

Le financement

Le gouvernement du Québec doit financer trois types d'opérations: les opérations budgétaires, les opérations non budgétaires et les remboursements d'emprunts.

Au cours de l'exercice 1986-87, les opérations budgétaires se soldent par un déficit de 2 819,2 millions de dollars, en baisse de 10,3% par rapport à l'exercice précédent. Les opérations non budgétaires produisent un surplus de 1 068,5 millions de dollars, 26,6% de moins qu'en 1985-86. Les remboursements d'emprunts, incluant les contributions au fonds d'amortissement, augmentent de 98,8% et se chiffrent à 2 564,5 millions de dollars.

Pour financer ces déficits, le gouvernement du Québec a surtout fait appel à de nouveaux emprunts, au montant de 4 396,0 millions de dollars. Ces emprunts sont principalement composés d'émissions de nouvelles obligations (3 674,2 millions de dollars).

Les finances locales, selon le système de la comptabilité municipale

Les municipalités

Les municipalités sont les principales composantes de l'administration publique locale au Québec. Au 31 décembre 1985, le Québec compte 1 513 municipalités. Les municipalités de 5 000 habitants et plus sont au nombre de 185 et constituent 12,2% du nombre total. Elles regroupent 74,2% de la population totale et leurs revenus représentent 85,7% de l'ensemble des revenus municipaux. Soulignons que la mise en oeuvre, en 1980, de la réforme de la fiscalité municipale a considérablement modifié la structure des revenus des municipalités.

Au cours de la période 1976-1985, les revenus des municipalités québécoises passent de 2 031,1 millions à 4 935,7 millions de dollars, enregistrant un taux de croissance annuel moyen[3] de 10,4%. Pendant ce temps, les dépenses des municipalités passent de 2 004,2 millions de dollars, en 1976, à 4 784,5 millions de dollars, en 1985, ce qui représente une hausse annuelle moyenne de 10,2%. Les dépenses totales par habitant s'élèvent à 324 $ en 1976 et à

3. Dans ce texte, le taux de croissance annuel moyen correspond à un taux composé.

734 $ en 1985. Il importe cependant de souligner que la population du Québec augmente peu durant cette période. Sur la base de l'année 1976 (1976=100), l'indice de la population de 1985 atteint 105,3.

Les revenus provenant de l'impôt foncier, soit la taxe foncière générale et les taxes foncières spéciales, constituent en 1985 la principale source de financement des municipalités. Avec un montant de 2 465,5 millions de dollars, cet impôt représente 50% des revenus totaux. Les autres revenus de taxation totalisent 801,1 millions de dollars, soit 16,2% de l'ensemble des revenus. De plus, 11,5% des revenus proviennent des compensations tenant lieu de taxes (568,4 millions de dollars). Les autres sources de revenus (services rendus, autres recettes de sources locales et affectation du surplus) représentent 17,3% des revenus globaux. Les revenus de transfert, principalement conditionnels, se chiffrent à 247,2 millions de dollars, soit 5,0% des revenus.

En 1985, les dépenses des municipalités au chapitre des activités municipales atteignent 4 784,5 millions de dollars. Les sommes consacrées aux frais de financement constituent le principal poste de dépenses, puisqu'il draine 1 062,0 millions de dollars, soit 22,2% des dépenses totales. Les autres postes sont, par ordre d'importance, le transport (690,5 millions de dollars), la quote-part des municipalités constituantes destinée au financement des opérations courantes des communautés urbaines et régionales, des municipalités régionales de comté et des régies intermunicipales (583,9 millions de dollars), la sécurité publique (509,6 millions de dollars) et les loisirs et culture (455,2 millions de dollars).

Toujours en 1985, les dépenses des municipalités relatives aux frais de financement sont reliées au paiement d'intérêts sur la dette à long terme (635,3 millions de dollars), au remboursement du capital (318,1 millions de dollars), aux contributions à un fonds d'amortissement (74,0 millions de dollars) et aux remboursements d'autres dettes à long terme (34,7 millions de dollars). La comptabilité municipale considère les remboursements de capital comme une dépense. À ce sujet, il convient de souligner que les dépenses d'immobilisation, financées en grande partie à même les emprunts effectués par les municipalités, ne sont pas considérées dans les dépenses courantes ni dans les dépenses d'amortissement; par convention, elles sont comptabilisées dans les remboursements d'emprunts.

Les municipalités régionales de comté

Au 31 décembre 1985, on compte au Québec 95 municipalités régionales de comté. Ces organismes fournissent aux municipalités constituantes divers services en plus d'avoir une responsabilité spécifique en matière d'aménagement du territoire.

À l'exception des communautés urbaines de Montréal et de Québec, de la communauté régionale de l'Outaouais, de la municipalité de la Baie-James et de certaines enclaves faisant encore exception, tout le territoire du Québec situé au sud du 55e parallèle est couvert par une MRC. Une MRC peut être entièrement urbaine ou entièrement rurale ou constituer une combinaison des deux.

Les revenus des municipalités régionales de comté sont de l'ordre de 43,8 millions de dollars en 1985. Les contributions des municipalités membres constituent leur principale source de revenus, avec 42,6% des revenus totaux. Ces contributions représentent en 1985 un montant de 18,7 millions de dollars.

Au deuxième rang viennent les transferts gouvernementaux, qui s'élèvent à 18,5 millions de dollars et représentent 42,2% du total des revenus.

Les dépenses des MRC se chiffrent à 41,8 millions de dollars en 1985. Plus de la moitié de ces dépenses sont à l'administration générale (57,4%, soit 24,0 millions de dollars) et près du quart, à la fonction « aménagement, urbanisme et mise en valeur du territoire » (23,5%).

Les communautés urbaines et régionale

Le Québec compte deux communautés urbaines, celles de Montréal et de Québec, et une communauté régionale, celle de l'Outaouais. Les compétences de ces communautés, créées en 1970, concernent principalement l'évaluation des biens immobiliers de chacune des municipalités constituantes, la conception d'un rôle de perception des taxes, la destruction des ordures (leur enlèvement demeurant la responsabilité des municipalités) et dans le cas de la CUM, la protection policière et la coordination des services de protection contre l'incendie.

Aux communautés urbaines et régionale s'ajoute l'Administration régionale Kativik, qui couvre le territoire du Québec situé au nord du 55e parallèle. Cette administration, constituée en 1979, possède des pouvoirs particuliers. Elle est responsable, entre autres choses, de l'administration locale, des transports et des communications, du service de police et de la formation de la main-d'oeuvre.

La compétence des communautés municipales s'exerce sur un territoire composé d'un certain nombre de municipalités regroupées dans une zone urbaine ou régionale. Ainsi, la Communauté urbaine de Montréal compte 29 municipalités; celle de Québec, 13; la Communauté régionale de l'Outaouais, 11 et l'Administration régionale Kativik, 13 (dont un territoire non organisé).

En 1985, les revenus des communautés urbaines et régionales (incluant l'Administration régionale Kativik) s'élèvent à 772,3 millions de dollars et se répartissent de la façon suivante: 89,1% à la CUM, 6,3% à la CUQ, 3,4% à la CRO et 1,2% à l'Administration régionale Kativik. Les contributions des municipalités (66,4%) et les transferts gouvernementaux (24,3%) constituent l'essentiel des recettes.

Les dépenses des communautés urbaines et régionales atteignent, pour leur part, 741,7 millions de dollars. La sécurité publique et le transport représentent 71,1% de l'ensemble des dépenses et les frais de financement, 14,8%. Ces derniers totalisent 109,6 millions de dollars.

Les régies intermunicipales

Au cours de l'exercice 1985, on dénombre 69 régies intermunicipales au Québec. Ces organismes, en vertu d'une entente, regroupent deux ou plusieurs municipalités désireuses d'établir une gestion commune de services, de biens ou de travaux municipaux. Elles ont sensiblement les mêmes pouvoirs légaux qu'une municipalité en ce qui a trait à l'administration des services.

Les revenus totaux des régies intermunicipales s'élèvent à 23,7 millions de dollars en 1985 et proviennent, pour une large part, des contributions des municipalités (73,4%).

Le total des dépenses des régies s'établit à 22,9 millions de dollars en 1985. Les frais de financement, qui représentent la plus forte dépense, atteignent 7,6 millions de dollars, soit 33,2% des dépenses totales. Les postes de dépenses « hygiène du milieu » (23,2%) et « loisirs et culture » (12,8%) occupent également une place notable.

Les finances publiques normalisées selon le système de gestion financière

Le gouvernement du Québec

Les statistiques du gouvernement du Québec selon le système de gestion financière comprennent les données consolidées des ministères et des fonds spéciaux. Ces derniers sont des organismes gouvernementaux, qui disposent, en général, d'une administration et d'une comptabilité séparées de celles des ministères. La Régie de l'assurance-maladie du Québec et la Régie des rentes du Québec sont des exemples de fonds spéciaux.

Les revenus généraux bruts du gouvernement du Québec augmentent annuellement de 8,3% en moyenne depuis 1981-82, pour atteindre 31 204,9 millions de dollars en 1986-87. Pendant la même période, le taux de croissance des dépenses générales brutes est sensiblement identique (8,1%), ce qui porte le montant de ces dépenses à 31 655,5 millions de dollars en 1986-87. Toujours de 1981-82 à 1986-87, les dépenses générales brutes du gouvernement du Québec connaissent une croissance légèrement plus rapide que le PIB. Elles passent en effet de 29,1% du PIB, en 1981, à 30,2%, en 1986.

L'analyse des revenus selon la source montre qu'ils proviennent pour 29,2% de l'impôt sur le revenu, pour 18,9% des taxes à la consommation, pour 18,8% des transferts de l'Administration fédérale et pour 13,7% des cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance sociale.

Les dépenses les plus importantes en 1986-87 sont ainsi réparties: les services sociaux (24,9%), l'éducation (22,7%), la santé (21,4%) et le service de la dette (9,9%).

Les administrations publiques locales

Selon le système de gestion financière, les statistiques des administrations publiques locales du Québec comprennent les données consolidées des municipalités, des municipalités régionales de comté, des communautés urbaines et régionales et des régies intermunicipales (incluant les conseils intermunicipaux de transport).

Au cours de la période 1981-1986, les revenus généraux bruts des administrations publiques locales s'accroissent à un rythme annuel moyen de 7,1%, passant de 3 836,4 millions de dollars, en 1981, à 5 401,5 millions de dollars, en 1986. Pendant le même temps, les dépenses générales brutes passent de 3 986,9 millions de dollars à 5 925,7 millions de dollars, ce qui représente une croissance annuelle moyenne de 8,2%. Comme les dépenses du gouvernement du Québec, les dépenses générales brutes des administrations locales enregistrent une progression légèrement plus rapide que le PIB. Elles représentent 5,7% du PIB en 1986, contre 5,4%, en 1981.

L'essentiel des revenus généraux bruts provient des revenus de sources propres (82,9%) et le solde des transferts (17,1%). Il faut noter cependant que dans le cas des administrations publiques locales autres que les municipalités, ce sont les transferts qui constituent la ressource financière la plus importante.

Au chapitre des dépenses, les transports et les communications (19,4% du total), l'environnement (16,7%) et le service de la dette (16,1%) sont les principaux postes.

Les entreprises publiques

Les revenus et les dépenses

Au cours de la période 1984-1986, les revenus consolidés des entreprises publiques québécoises passent de 10 452,8 millions de dollars à 11 954,0 millions de dollars, ce qui représente un taux de croissance annuel moyen de 6,9%. Pendant le même temps, les dépenses consolidées croissent à un rythme annuel moyen de 1,9% et atteignent 11 088,4 millions de dollars en 1986, contre 10 673,8 millions de dollars en 1984. Ces entreprises affichent un bénéfice net, après provision pour impôt sur le revenu, de 838,7 millions de dollars en 1986, comparativement à un déficit de 284,1 millions de dollars en 1984.

En 1986, les revenus et les dépenses des entreprises publiques provinciales se chiffrent respectivement à 11 379,6 millions de dollars et à 10 357,8 millions de dollars, ce qui représente une croissance annuelle moyenne de 7,0% pour les revenus et de 1,6% pour les dépenses par rapport à 1984. Le bénéfice net des entreprises publiques provinciales, après provision pour impôt sur le revenu, passe d'un déficit de 157,9 millions de dollars, en 1984, à un surplus de 994,9 millions de dollars en 1986.

Les revenus et les dépenses des entreprises publiques locales se sont accrus au rythme annuel moyen de 6,0% et 7,0% entre 1984 et 1986, atteignant respectivement 649,9 millions de dollars et 806,1 millions de dollars en 1986. La perte nette de ces entreprises au cours de cette période passe de 126,2 millions de dollars, en 1984, à 156,2 millions de dollars, en 1986.

L'amélioration du bénéfice net de l'ensemble des entreprises publiques québécoises entre 1984 et 1986 est attribuable à plusieurs facteurs, dont la décision de Sidbec-Normines inc., en 1984, de cesser ses opérations minières. Au cours de l'exercice 1985, cette entreprise réalise un léger bénéfice et en 1986, elle accuse un déficit négligeable. En 1984, elle enregistrait une perte de 694,2 millions de dollars.

L'analyse des données par secteur d'activité indique que seulement deux secteurs affichent des pertes en 1986: les mines, carrières et puits de pétrole (13,3 millions de dollars) et le transport et entreposage (181,1 millions de dollars).

Les secteurs d'activité du commerce (361,4 millions de dollars), de l'énergie électrique (317,5 millions de dollars) et de l'hébergement, restauration et autres services publics (296,2 millions de dollars) enregistrent les bénéfices nets les plus élevés en 1986, en raison des bons résultats obtenus par la Société des alcools du Québec, Hydro-Québec et Loto-Québec dans leurs secteurs respectifs.

L'état de l'actif et du passif

En 1986, l'actif consolidé des entreprises publiques québécoises atteint 58 859,4 millions de dollars, ce qui représente une hausse annuelle moyenne de 7,8% par rapport à 1984. Pour sa part, le passif consolidé des entreprises publiques québécoises connaît un taux de croissance annuel moyen légèrement plus élevé (8,8%) et totalise 50 497,9 millions de dollars en 1986.

Quant à l'avoir net consolidé, il passe de 7 890,6 millions de dollars, en 1984, à 8 361,6 millions de dollars, en 1986, soit une progression annuelle moyenne de 2,9%.

Les secteurs de l'énergie électrique et des intermédiaires financiers détiennent la majorité de l'actif et du passif des entreprises publiques québécoises en 1986, essentiellement grâce à Hydro-Québec et à la Caisse de dépôt et placement du Québec, dont l'actif s'élève respectivement à 30 588,0 millions et 25 072,4 millions de dollars et le passif, à 23 565,0 millions et 25 072,4 millions de dollars. Quant à l'avoir net des entreprises publiques québécoises en 1986, il provient principalement d'Hydro-Québec, dont l'avoir se chiffre à 7 023,0 millions de dollars.

L'emploi et la rémunération

Les tableaux sur l'emploi et la rémunération sont tirés de deux sources d'information différentes. Les tableaux 31 et 32, portant sur l'emploi et la rémunération dans le secteur public au Québec, proviennent du Bureau de la statistique du Québec et sont conformes à l'univers du secteur public au Québec. Les autres tableaux proviennent de l'Office des ressources humaines du gouvernement du Québec et ne concernent que l'effectif régulier assujetti à la *Loi sur la fonction publique*, c'est-à-dire les employés permanents des ministères et de certains fonds spéciaux. Ces tableaux mettent en lumière certaines caractéristiques de l'emploi dans la fonction publique québécoise (classification, âge, sexe, salaire, années de service).

21

L'effectif du secteur public au Québec demeure relativement stable en 1987 (661 598 personnes, soit 27,6% de la population active du Québec[4]), n'enregistrant qu'une très faible hausse (0,3%) par rapport à 1986. L'Administration publique provinciale est le premier employeur du secteur public, avec 431 325 emplois en 1987, un gain de 8 739 emplois (2,6%) par rapport à 1986. Les secteurs de l'éducation (145 333 personnes) et de la santé et services sociaux (211 127 personnes) emploient à eux seuls plus de 82,6% de l'effectif de l'Administration provinciale. Malgré une réduction de 8,3% (8 725 emplois) de leur effectif, les entreprises publiques au Québec demeurent, avec 96 400 emplois, le deuxième employeur du secteur public en 1987. Cette baisse est en grande partie due à la politique de privatisation des sociétés d'État mise en place par les deux paliers gouvernementaux. Les entreprises publiques fédérales emploient à elles seules 50 223 personnes au Québec en 1987, soit plus de 52,0% de l'effectif des entreprises publiques. De leur côté, l'Administration publique fédérale au Québec et les administrations publiques locales québécoises comptent respectivement 68 105 et 66 218 emplois en 1987.

Le plus fort de l'effectif se trouve dans la région de Montréal, qui emploie 214 038 personnes en 1987, ce qui équivaut à 49,6% du total des emplois de l'Administration publique provinciale. De ce nombre, 89,0% travaillent dans les secteurs de la santé et services sociaux (115 424 personnes) et de l'éducation (75 178 personnes). La région de Québec vient au 2e rang pour le nombre total d'employés (99 176), mais se classe au 1er rang en ce qui concerne les emplois dans les ministères, avec 48,0% de l'effectif (29 479 personnes). Au cours de l'année 1987, la croissance de l'emploi dans l'Administration publique provinciale demeure stable. Seule la région de l'Estrie tire son épingle du jeu avec une hausse sensible (8,2%) de son effectif, lequel passe de 8 447 à 9 450.

La rémunération globale dans le secteur public connaît une hausse de 7,3% en 1987, passant de 17,1 milliards à 18,4 milliards de dollars. L'Administration publique provinciale, en raison d'un accroissement de l'effectif et du renouvellement des conventions collectives, enregistre une forte croissance au chapitre de la rémunération (11,7%), laquelle est portée à 11,1 milliards de dollars en 1987. Pendant la même période, les entreprises publiques au Québec voient leur rémunération globale diminuer de 5,9% et tomber à 3,3 milliards de dollars. Quant à l'Administration publique fédérale, elle verse 2,1 milliards de dollars en rémunération et les administrations publiques locales, 1,8 milliard de dollars.

4. Statistique Canada, *Emploi, gains et durée du travail*, mars 1988 (72-002).

SECTION C
FINANCES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

TABLEAU I.—*Projet de budget pour l'année fiscale 1914-1915.*

BUDGET. — ANNÉE 1914-1915

1.—*Recettes probables.*

PUISSANCE DU CANADA:		
Subside d'après population en vertu de l'acte de l'A. B. du N., 1907	$ 1,602,169.60	
Allocation Spéciale do do	240,000.00	
	1,842,169.60	
Subside spécial en vertu de 47 Viet., chap. 4, Loi du Canada	127,460.68	
	1,969,630.28	
Intérêts sur fonds en fidéi-commis	58,190.64	
		$ 2,027,820.92
INTÉRÊT:		
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 V., c. 2, sec. 5	28,500.00	
Intérêts sur prêts et dépôts	38,000.00	
Intérêts des municipalités en vertu de la loi sur les Bons chemins	50,000.00	
		116,500.00
		1,700,000.00
TERRES ET FORÊTS	25,000.00	
MINES	120,000.00	
PÊCHERIES ET CHASSE		145,000.00
ADMINISTRATION DE LA JUSTICE:		
Timbres judiciaires	$ 300,000.00	
Honoraires judiciaires	4,000.00	
Fonds des bâtisses et des jurés	30,000.00	
Entretien des prisonniers	20,000.00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec	4,000.00	
Prisons de Montréal et de Québec, gain des prisonniers	500.00	
Palais de Justice de Montréal, non compris les timbres	2,000.00	
Honoraires du grand connétable, Québec	800.00	
Jeunes délinquents	6,500.00	
		367,800.00
Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés)		200,000.00
Licences		900,000.00
Taxes sur les corporations commerciales, etc		850,000.00
Droits sur successions		900,000.00
Taxes sur transports d'actions, bons, etc		65,000.00
Loi concernant les véhicules-moteurs		50,000.00
Commissions sur honoraires d'officiers publics		18,000.00
do renouvellement d'hypothèques		50.00
Entretien des aliénés		205,000.00
do pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme		35,000.00
Législation		12,700.00
Gazette Officielle		20,000.00
Loyers d'édifices publics		2,000.00
Revenu casuel		80,000.00
Loi des Assurances, Revenus		22,000.00
Loi des Compagnies de fidéi commis, Revenus		2,400.00
Contributions aux pensions, service civil		21,000.00
Prime, escompte et change		4,000.00
Taxes sur les subventions de chemins de fer		20,000.00
Remboursements de l'indemnité aux porteurs de licences		13,565.40
		$ 7,777,956.32

2.—*Dépenses probables*

Dette publique		$ 1,154,698.96
Législation		389,901.50
Gouvernement civil		541,647.50
Administration de la justice, etc		949,534.00
Instruction publique, etc		1,433,993.00
Asiles d'aliénés		569,625.00
Ecoles d'industrie et de réforme		85,000.00
Hygiène		38,500.00
Travaux Publics, (Ordinaires)	$ 255,499.76	
do (Extraordinaires)	313,500.00	
		568,999.76
		35,600.00
Travail		
Agriculture	$ 327,600.00	
Voirie	250,000.00	
		587,600.00
		326,000.00
Terres et Forêts		222,750.00
Colonisation		77,500.00
Mines, pêcheries, chasse et service d'enregistrement (cadastre)		68,485.00
Institutions de bienfaisance		232,000.00
Charges sur le revenu		177,400.00
Services divers		
		$ 7,439,534.72
Subventions de chemins de fer		7,633.38
		$ 7,447,168.10

Discours sur le budget prononcé le 25 novembre 1913, p. 42-43.

Source: Annuaire statistique, 1914, p. 421.

Tableau 1

Revenus bruts, dépenses brutes et dépenses en immobilisations du gouvernement, Québec, 1977-78 à 1986-87

Exercice	Revenus bruts	Dépenses brutes	Dépenses en immobilisations
		'000 $	
1977-78	10 742 609	11 503 008	587 809
1978-79	11 928 343	13 402 830	585 875
1979-80	13 306 670	15 123 200	606 787
1980-81	14 719 305	17 596 659	561 542
1981-82	17 471 574	20 359 807	569 458
1982-83	19 210 266	22 259 296	535 566
1983-84	21 410 969	24 523 514	539 000
1984-85	22 310 027	25 542 499	575 854
1985-86	24 080 778	27 222 178	563 385
1986-87	25 646 247	28 465 454	468 082

Source: Ministère des Finances, *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*

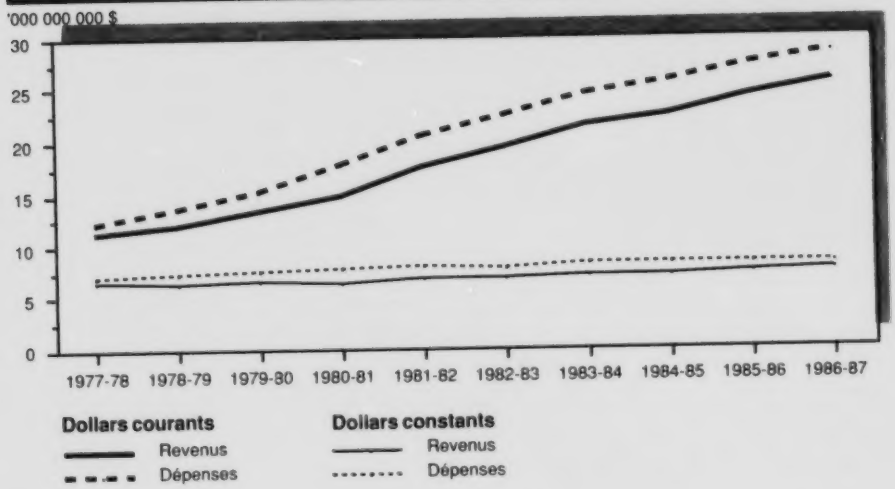
Tableau 2

Revenus bruts du gouvernement, par catégorie, Québec, 1980-81 à 1986-87

Catégorie	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
				'000 $			
Revenus autonomes	10 747 587	12 900 086	13 917 965	15 074 473	15 946 521	17 762 530	19 698 986
Impôts sur le revenu et les biens	6 871 011	8 376 403	8 591 762	9 111 525	9 677 832	10 679 651	11 482 751
Impôt sur le revenu des particuliers	5 315 910	6 053 121	6 311 283	6 763 728	7 126 889	7 966 328	8 427 680
Contributions des employeurs au fonds des services de santé	601 876	1 275 031	1 337 141	1 440 802	1 509 481	1 600 799	1 828 955
Impôt des sociétés	913 386	1 010 474	898 353	860 340	996 331	1 082 010	1 216 952
Droits de successions	39 839	37 777	44 985	46 655	45 131	30 514	9 164
Taxes à la consommation	2 633 873	3 142 584	3 747 080	4 174 637	4 394 790	5 249 167	5 838 425
Ventes au détail	1 690 199	1 771 300	1 936 670	2 277 392	2 575 061	3 175 635	3 624 296
Carburants	492 752	826 934	1 194 893	1 207 498	1 030 444	1 084 069	1 144 655
Tabacs	179 271	228 557	277 048	312 622	373 458	534 826	569 312
Repas et hôtellerie	209 672	236 593	249 258	274 483	303 393	327 719	361 329
Autres	61 979	79 200	89 211	102 642	112 434	126 918	138 833
Droits et permis	486 016	515 954	527 296	510 662	537 328	557 972	601 571
Véhicules automobiles	220 058	224 724	285 439	259 624	273 277	283 918	313 890
Boissons alcooliques	55 729	62 810	58 855	65 005	67 238	70 074	74 527
Ressources naturelles	124 084	143 205	86 451	83 079	96 190	93 223	94 144
Pari mutuel	33 942	33 295	31 492	31 168	29 729	26 417	26 998
Autres	52 203	51 920	65 059	71 786	70 894	84 340	92 012
Revenus divers	418 687	483 255	607 827	687 463	588 734	544 740	670 916
Ventes de biens et services	140 590	143 653	217 698	301 181	226 480	210 191	265 600
Intérêts	209 811	249 434	294 584	277 794	269 539	218 240	245 851
Amendes, confiscations et recouvrements	68 286	90 168	95 545	108 488	92 715	116 309	159 465
Revenus provenant des sociétés d'État	338 000	381 900	444 000	590 186	747 837	731 000	1 105 323
Société des alcools du Québec	203 000	225 000	275 000	325 000	352 000	355 000	360 671
Loto-Québec	135 000	150 000	162 000	205 000	240 000	339 000	360 375
Hydro-Québec	-	6 900	7 000	60 186	155 837	-	303 000
Autres	-	-	-	-	-	37 000	81 277
Transferts du gouvernement du Canada	3 971 718	4 571 478	5 292 301	6 336 496	6 363 506	6 318 248	5 947 261
Péréquation	1 847 169	2 317 823	3 071 912	3 227 367	3 101 621	2 854 147	2 747 847
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 189 247	1 225 826	1 101 326	1 720 859	1 833 383	1 941 687	1 821 859
Contributions aux programmes de bien-être	595 275	663 675	822 828	1 043 672	1 147 850	1 198 297	1 107 757
Autres programmes	340 027	364 154	296 235	344 598	280 652	324 117	269 798
Total	14 719 305	17 471 574	19 210 266	21 410 969	22 310 027	24 080 778	25 646 247

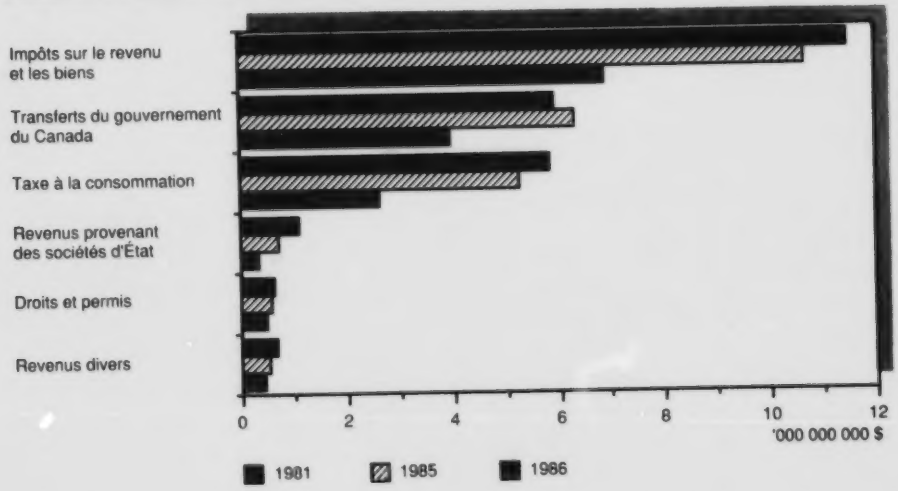
Source: Ministère des Finances, *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*

Figure 1
Revenus bruts et dépenses brutes du gouvernement, Québec, 1977-78 à 1986-87



Source: Ministère des Finances, *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*

Figure 2
Répartition des revenus bruts du gouvernement par catégorie, Québec, 1981, 1985 et 1986



Source: Ministère des Finances, *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*

Tableau 3

Revenus bruts du gouvernement, par ministère, Québec, 1985-86 et 1986-87

Ministère	1985-86		1986-87	
	'000 $	%	'000 $	%
Affaires culturelles	927	--	1 718	--
Affaires municipales	2 082	--	79 063	0,31
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	18 517	0,08	16 411	0,06
Approvisionnements et Services	-	-	9 854	0,04
Assemblée nationale	912	--	1 157	--
Commerce extérieur et Développement technologique	78	--	60	--
Communautés culturelles et Immigration	1 306	--	1 249	--
Communications	3 829	0,01	5 457	0,02
Conseil exécutif	64 795	0,27	62 936	0,25
Conseil du trésor	3 122	0,01	3 048	0,01
Éducation	48 399	0,20	42 823	0,17
Énergie et Ressources	134 200	0,56	109 769	0,43
Enseignement supérieur et Science	26 201	0,11	19 504	0,08
Environnement	6 031	0,02	4 025	0,01
Finances	8 321 898	34,56	8 597 058	33,52
Habitation et Protection du consommateur	120 628	0,50	-	-
Industrie et Commerce	3 253	0,01	3 238	0,01
Justice	117 911	0,49	115 368	0,45
Loisir, Chasse et Pêche	27 383	0,11	26 044	0,10
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	174 798	0,73	201 949	0,79
Office de planification et de développement du Québec	-	-	154	--
Organisme relevant du ministre délégué à l'Administration	9 430	0,04	2 980	0,01
Organisme relevant du ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions	212	-	-	-
Organisme relevant du ministre délégué aux Relations avec les citoyens	2 320	0,01	-	-
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	61	-	171	--
Organismes relevant de la vice-présidente du Conseil exécutif	-	-	454	--
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	123	--	138	--
Relations internationales	1 057	--	425	--
Revenu	14 616 619	60,70	15 836 717	61,75
Santé et Services sociaux	37 580	0,16	108 731	0,42
Solliciteur général	-	-	16 834	0,06
Tourisme	3 321	0,01	3 595	0,01
Transports	333 761	1,39	353 278	1,38
Travail	24	--	22 039	0,08
Total	**24 080 778**	**100,00**	**25 646 247**	**100,00**

Source: Ministère des Finances, *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*

Tableau 4

Dépenses brutes du gouvernement, par catégorie, Québec, 1980-81 à 1986-87

Catégorie	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
				'000 $			
Traitements	1 592 017	1 830 306	1 965 911	2 016 800	2 119 739	2 190 793	2 257 018
Autres formes de rémunération	213 760	199 448	220 999	249 967	283 209	303 899	276 554
Communications	164 397	157 512	166 243	186 357	214 374	217 211	206 694
Services	206 442	208 255	222 719	245 571	282 962	281 659	311 788
Entretien	120 487	127 817	148 103	165 151	114 734	111 828	118 320
Loyers	166 878	154 809	177 123	202 553	143 408	353 638	369 823
Fournitures	238 841	240 230	242 358	268 292	271 836	246 546	217 006
Équipements	37 044	42 844	52 771	60 738	82 111	97 419	98 062
Immobilisations	339 145	358 168	325 003	309 096	335 211	320 520	234 892
Dépenses de transfert	13 204 753	15 297 156	16 755 160	18 714 880	19 192 775	20 382 965	21 444 555
Autres dépenses	90 993	61 776	52 306	77 777	86 136	104 999	164 750
Service de la dette	1 221 902	1 681 486	1 930 600	2 026 332	2 416 004	2 610 701	2 765 992
Total	**17 596 659**	**20 359 807**	**22 259 296**	**24 523 514**	**25 542 499**	**27 222 178**	**28 465 454**

Source: Ministère des Finances, *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*

Tableau 5

Dépenses brutes du gouvernement, par mission et domaine, Québec, 1980-81 à 1986-87

Mission et domaine	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
				'000 $			
Économique	**2 050 684**	**2 200 642**	**2 340 246**	**2 721 713**	**2 976 847**	**3 186 537**	**3 157 715**
Ressources naturelles et industries primaires	672 268	783 050	853 650	886 504	1 018 836	1 119 110	1 185 622
Industries secondaires	136 407	127 285	139 506	279 413	380 169	392 118	371 290
Services	39 863	44 965	50 779	64 836	99 008	111 080	106 047
Ressources humaines	132 697	125 604	76 206	191 568	152 898	193 255	224 386
Transports	1 069 449	1 119 738	1 220 105	1 299 392	1 325 936	1 370 974	1 270 370
Éducative et culturelle	**5 822 830**	**6 769 817**	**7 071 241**	**7 637 481**	**7 468 874**	**8 068 796**	**8 473 175**
Éducation	5 551 178	6 484 611	6 762 826	7 303 001	7 099 924	7 680 061	8 113 554
Culture	113 775	128 260	141 348	153 583	179 797	205 193	194 892
Loisirs et sports	157 877	156 946	167 067	180 897	189 153	183 542	164 729
Sociale	**6 621 355**	**7 583 968**	**8 694 320**	**9 478 256**	**10 184 833**	**10 734 417**	**11 435 561**
Sécurité du revenu	1 396 515	1 560 415	2 037 165	2 337 817	2 559 966	2 778 108	2 781 779
Santé et adaptation sociale	5 090 815	5 839 956	6 429 760	6 878 809	7 318 147	7 627 218	8 343 952
Habitation	134 025	183 597	227 395	261 630	306 720	329 091	309 830
Gouvernementale et administrative	**3 101 790**	**3 805 380**	**4 153 489**	**4 686 064**	**4 911 945**	**5 232 428**	**5 399 003**
Institutions politiques	555 101	598 455	609 098	641 294	667 647	780 045	757 084
Gestion administrative centrale	2 123 522	2 706 549	3 040 395	3 531 158	3 646 547	3 805 852	3 994 067
Relations intergouvernementales	46 991	44 776	46 514	49 246	56 793	66 551	65 982
Protection de la personne et de la propriété	376 176	455 600	457 482	464 366	540 958	579 980	581 870
Total	**17 596 659**	**20 359 807**	**22 259 296**	**24 523 514**	**25 542 499**	**27 222 178**	**28 465 454**

Source: Ministère des Finances, *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*

Tableau 6

Dépenses brutes du gouvernement, par ministère, Québec, 1980-81 à 1986-87

Ministère	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
				'000 $			
Affaires culturelles	90 562	108 220	120 788	135 169	161 950	183 876	194 892
Affaires municipales	480 798	410 724	421 909	451 946	505 718	390 894	732 568
Agriculture, Pêcherie et Alimentation	347 057	373 932	422 022	407 978	461 419	515 896	505 955
Approvisionnements et Services	-	-	-	-	-	-	30 697
Assemblée nationale	36 530	41 859	45 791	61 890	84 913	62 862	56 207
Commerce extérieur et Développement technologique	-	-	4 783	13 498	18 196	25 136	23 343
Commission administrative des regimes de retraite et d'assurances	-	-	608 366	659 020	-	-	-
Communautés culturelles et Immigration	26 808	21 270	35 027	42 557	45 552	49 993	28 538
Communications	132 486	139 471	154 720	171 905	207 043	227 974	225 828
Conseil du trésor	5 802	7 299	9 279	8 172	12 745	16 032	17 182
Conseil exécutif	134 582	296 633	139 210	146 317	178 279	54 611	33 778
Éducation	5 047 962	5 914 117	6 108 932	6 589 002	6 293 063	4 730 472	4 711 088
Énergie et Ressources	192 064	254 565	249 345	282 176	349 981	360 389	358 260
Enseignement supérieur et Science	-	-	-	9 856	27 570	2 300 802	2 518 458
Environnement	83 014	89 837	111 379	123 500	141 548	170 016	253 049
Finances	1 252 643	1 713 852	1 965 802	2 370 701	2 506 965	2 826 133	2 845 095
Fonction publique	527 141	691 382	146 041	160 546	-	-	-
Habitation et Protection du consommateur	-	597	247 139	296 986	344 475	370 232	-
Industrie et Commerce	158 499	149 816	157 957	295 948	368 068	326 129	314 366
Institutions financières et Coopératives	24 645	17 289	17 797	-	-	-	-
Justice	478 471	560 705	601 597	627 792	707 026	834 801	363 560
Loisir, Chasse et Pêche	190 841	191 619	206 281	221 643	232 983	225 155	202 223
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	132 502	1 557 930	2 058 670	2 430 425	2 604 164	2 872 668	2 908 896
Office de planification et de développement du Québec	-	-	-	-	-	-	39 092
Organisme relevant du ministre délégué à l'Administration	-	-	-	-	930 798	844 749	920 588
Organisme relevant du ministre délégué au Développement et à la Voirie des régions	-	-	-	-	-	46 765	-
Organisme relevant du ministre délégué aux Relations avec les citoyens	-	-	-	-	-	37 173	-
Organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine	-	-	-	-	-	73 394	82 481
Organismes relevant de la vice-présidente du Conseil exécutif	-	-	-	-	-	-	179 877
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	-	-	-	-	-	62 315	23 615
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 083 718	1 173 436	1 162 620	1 356 593	1 456 510	1 608 331	1 745 572
Régie des installations olympiques	-	-	-	-	-	2 614	-
Relations internationales	46 991	44 776	46 514	49 246	56 496	59 553	58 704
Revenu	189 793	200 789	221 534	247 986	231 209	247 852	259 482
Santé et Services sociaux	5 365 031	4 759 535	5 194 227	5 438 346	5 765 297	5 911 557	6 519 056
Solliciteur général	-	-	-	-	-	-	485 546
Tourisme	-	-	-	-	27 226	75 573	69 244
Transports	1 307 158	1 360 945	1 488 645	1 585 430	1 630 598	1 676 706	1 596 282
Travail	-	-	11 304	40 119	42 136	31 525	54 764
Travaux publics et Approvisionnements	261 561	279 209	301 617	298 767	150 571	-	-
Provision pour créances douteuses	-	-	-	-	-	-	108 341
Provision pour perte sur placements en actions	-	-	-	-	-	-	-1 173
Total	17 596 639	20 359 807	22 259 296	24 523 514	25 542 499	27 222 178	28 463 454

Sources: Ministère des Finances, *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*
Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques financières du gouvernement du Québec.*

Tableau 7

État de l'actif et du passif du gouvernement, Québec, 31 mars 1981-1987

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
				'000 $			
Actif	3 992 550	8 585 648	8 600 034	8 858 641	9 764 735	11 204 801	12 065 856
Espèces en banque	274 515	37 591	37 605	50 837	66 807	69 759	39 759
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	37 102	36 361	32 605	53 780	69 203	30 949	63 072
Placements temporaires	180 306	209 327	284 775	284 895	479 920	495 000	605 887
Comptes à recevoir	1 236 102	1 567 976	1 739 881	1 857 676	1 839 064	1 993 051	2 266 526
Intérêts courus	32 192	31 348	24 677	19 302	18 249	14 076	13 745
Placements-actions, obligations, billets, prêts et avances	2 230 082	6 700 835	6 478 281	6 589 941	7 289 282	8 599 556	8 931 731
Entreprises du gouvernement du Québec	2 084 616	6 525 613	6 252 203	6 355 161	7 074 050	8 383 121	8 677 823
Municipalités et organismes municipaux	75 756	74 291	72 738	71 149	69 569	68 145	67 794
Particuliers, sociétés et autres	69 710	100 931	153 340	163 631	145 663	148 290	186 114
Frais reportés	-	-	-	-	-	-	142 926
Autres éléments de l'actif	2 251	2 210	2 210	2 210	2 210	2 210	2 210
Dette nette	12 059 002	10 652 655	14 225 644	17 457 851	20 284 730	25 007 619	27 835 828
Passif	16 051 552	19 238 303	22 825 678	26 316 492	30 049 465	36 212 220	39 901 684
Chèques en circulation	288 288	197 864	331 894	223 716	312 961	351 011	309 300
Avances des fonds en fidéicommis	44 429	43 733	48 645	51 448	54 380	56 343	53 855
Comptes d'accord de perception fiscale	130 718	177 411	181 381	175 386	193 900	232 420	266 387
Comptes à payer	822 962	1 006 171	856 523	1 077 980	1 125 289	2 482 646	2 744 526
Intérêts courus	450 017	549 161	743 473	832 987	1 011 502	1 096 704	1 220 415
Provision pour perte sur placements en actions	-	-	-	-	-	363 283	334 042
Provision pour financer l'assainissement des eaux	-	-	-	-	-	-	14 089
Comptes des régimes de retraite	2 420 484	3 427 794	4 488 671	5 545 403	6 728 865	7 997 852	9 352 653
Dette publique	11 894 654	13 836 169	16 175 091	18 409 572	20 622 568	23 631 961	25 606 417
Bons du trésor	390 000	1 010 000	1 325 000	1 485 000	1 405 000	1 635 000	1 555 000
Obligations moins fonds d'amortissement	10 269 591	11 338 747	13 252 934	15 262 667	17 433 850	19 801 096	22 437 570
Autres emprunts	1 235 063	1 487 422	1 597 157	1 661 905	1 783 718	2 195 865	1 613 847

Source: Ministère des Finances, *Gouvernement du Québec. Comptes publics.*

Tableau 8

Opérations de la dette du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1980-81 à 1986-87

	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
				'000 $			
Emprunts effectués	3 352 864	2 951 612	2 788 897	2 796 988	3 281 015	2 992 557	4 396 050
Bons du trésor	255 000	620 000	315 000	160 000	-	230 000	-
Obligations	1 775 600	1 839 821	1 671 980	1 830 429	1 906 683	2 047 661	3 091 942
Obligations d'épargne du Québec	971 021	231 074	680 564	729 907	1 233 941	657 493	575 382
Régime de pensions du Canada	6 453	6 316	5 321	5 332	5 400	5 792	6 907
Autres	344 790	254 401	116 032	71 320	134 991	51 611	721 819
Remboursements d'emprunts	-526 707	-957 006	-392 414	-511 778	-994 410	-1 207 738	-2 486 648
Bons du trésor	-	-	-	-	-80 000	-	-80 000
Obligations	-165 753	-413 912	-222 038	-218 412	-399 647	-601 055	-583 979
Obligations d'épargne du Québec	-273 232	-536 922	-163 418	-288 001	-501 979	-594 870	-499 239
Régime de pensions du Canada	-	-	-	-	-	-	-368
Autres	-83 406	-2 042	-3 448	-2 363	-9 622	-9 816	-1 320 457
Dettes assumées	-4 316	-4 130	-3 510	-3 002	-3 162	-1 997	-2 605
Contributions au fonds d'amortissement	-54 448	-53 091	-57 561	-50 729	-73 609	-82 083	-90 927
Augmentation de la dette publique	2 771 709	1 941 515	2 338 922	2 234 481	2 212 996	1 702 736	1 818 475

Sources: Ministère des Finances, *Gouvernement du Québec. Comptes publics.*
Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques financières du gouvernement du Québec.*

Tableau 9

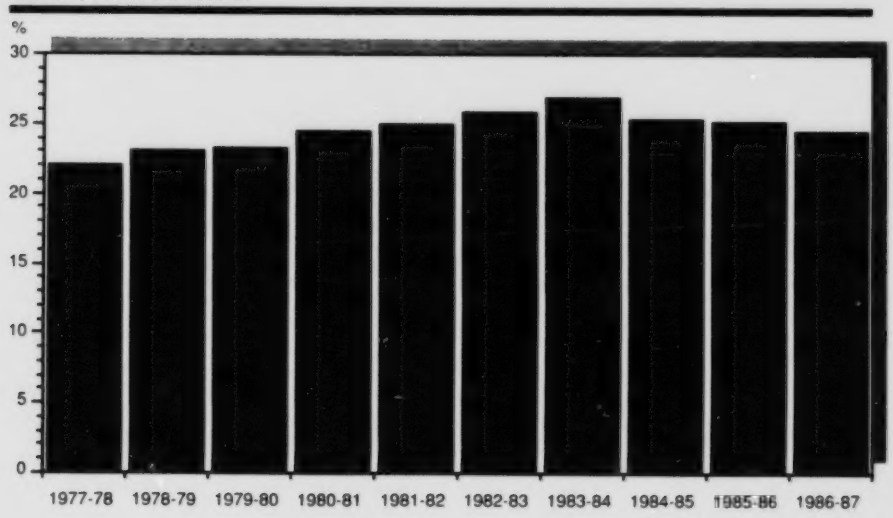
Dette du gouvernement, Québec, 31 mars 1981-1987

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
				'000 $			
Obligations	8 764 985	10 157 627	11 576 599	13 167 599	14 639 830	16 962 116	19 594 670
En dollars canadiens	7 110 321	7 919 194	8 872 778	9 819 497	10 659 774	11 228 796	12 616 620
En dollars américains	1 056 658	1 255 281	1 405 067	1 879 880	2 397 402	3 216 888	3 736 707
Autres monnaies	598 006	983 152	1 298 754	1 468 222	1 582 654	2 516 432	3 241 343
Fonds d'amortissement	-87 578	-111 532	-138 784	-167 289	-205 699	-229 153	-307 915
Autres emprunts obligataires	1 592 184	1 292 652	1 815 119	2 262 357	2 999 719	3 068 133	3 150 815
Obligations d'épargne du Québec	1 281 763	975 915	1 493 061	1 934 967	2 666 929	2 729 551	2 805 694
Régime de pensions du Canada	87 505	93 821	99 142	104 474	109 874	115 666	122 205
Aide à la croissance de l'emploi	222 916	222 916	222 916	222 916	222 916	222 916	222 916
Autres emprunts moins fonds d'amortissement	1 235 063	1 487 422	1 597 157	1 661 905	1 783 718	2 195 865	1 613 847
Bons du trésor	390 000	1 010 000	1 325 000	1 485 000	1 405 000	1 635 000	1 555 000
Total	11 894 654	13 836 169	16 175 091	18 409 572	20 622 568	23 631 961	25 606 417

Sources: Ministère des Finances, *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*
Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques financières du gouvernement du Québec.*

Figure 3

Proportion des dépenses brutes du gouvernement par rapport au PIB, Québec, 1977-78 à 1986-87



Source: Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques financières de l'administration publique provinciale.*

Tableau 10

Emprunts garantis par le gouvernement, Québec, 31 mars 1981-1987

Emprunteur	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
				'000 $			
Entreprises du gouvernement du Québec	14 997 032	17 428 919	18 962 492	20 024 516	21 459 429	22 773 431	23 658 301
Commission municipale du Québec	61 242	58 681	56 003	53 184	50 215	47 087	44 156
Hydro-Québec	13 983 022	16 269 701	17 611 423	18 708 213	19 873 434	21 388 318	21 859 051
Madelipêche inc.	-	-	-	-	1 491	8 356	10 263
Office des autoroutes du Québec	31 448	28 778	-	-	-	-	-
Office du crédit agricole du Québec	-	-	14 000	14 000	14 000	14 000	-
Proforêt inc. (Filiale de Rexfor)	480	1 000	1 000	-	-	-	-
Régie de l'assurance dépôt du Québec	1 600	57 300	16 900	3 300	10 400	14 500	-
Régie de l'assurance-maladie du Québec	18 290	18 068	17 823	17 605	17 359	17 083	16 772
Régie des installations olympiques	630 448	673 893	665 604	658 540	667 159	663 028	638 479
Sidbec	116 050	113 550	360 950	348 350	578 883	275 724	302 759
Société de développement de la Baie-James	-	-	-	7 800	12 600	7 739	6 301
Société de développement immobilier du Québec	-	30 000	30 000	30 000	-	-	-
Société de développement industriel du Québec	50 000	74 000	66 600	56 600	51 800	63 250	74 736
Société d'habitation du Québec	80 952	80 448	98 689	63 424	-	-	-
Société du Grand Théâtre de Québec	-	-	-	-	-	3 950	3 950
Société du Palais des Congrès de Montréal	-	-	-	-	86 500	86 500	86 500
Société du parc industriel du centre du Québec	-	-	-	-	-	-	35 000
Société générale de financement du Québec	-	-	-	-	30 074	131 346	182 714
Société immobilière du Québec	-	-	-	-	-	-	253 600
Société nationale de l'amiante	23 500	23 500	23 500	23 500	23 500	-	68 489
Société québécoise d'assainissement des eaux	-	-	-	40 000	42 014	52 550	75 531
Municipalités, particuliers et sociétés	**383 687**	**409 466**	**469 941**	**553 897**	**652 558**	**784 134**	**938 836**
Ville de Longueuil (Cité de Jacques Cartier)	1 947	1 781	1 609	1 431	1 247	1 057	1 057
Agriculteurs	57 509	38 014	23 532	14 284	8 306	4 068	1 437
Éditeurs et libraires	486	407	400	370	325	305	317
Étudiants	312 356	360 226	436 836	530 720	638 221	769 079	927 483
Fonds des personnes incarcérées des établissements de détention	-	-	-	355	688	589	483
Pêcheries maritimes	325	-	-	-	-	-	-
Producteurs agricoles et propriétaires forestiers	2 412	1 809	1 488	1 190	966	629	398
Sociétés coopératives agricoles et corporations exerçant des activités similaires	2 492	1 523	1 154	1 367	1 285	7 147	6 661
Usines laitières régionales	6 140	5 606	4 922	4 180	1 520	1 260	1 000

Source: Ministère des Finances, *Gouvernement du Québec, Comptes publics.*

Tableau 11

Financement du gouvernement du Québec, par exercice financier, Québec, 1980-81 à 1986-87

	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
				'000 $			
Besoins financiers bruts	**-2 896 719**	**-3 159 515**	**-2 686 352**	**-2 783 288**	**-3 070 020**	**-2 974 525**	**-4 315 163**
Opérations budgétaires	-2 877 354	-2 888 233	-3 049 030	-3 112 545	-3 232 472	-3 141 400	-2 819 207
Revenus	14 681 392	17 471 574	19 210 266	21 410 969	22 310 027	24 080 778	25 646 247
Dépenses	17 558 746	20 359 807	22 259 296	24 523 514	25 542 499	27 222 178	28 465 454
Opérations non budgétaires	561 790	738 815	812 653	891 764	1 230 471	1 456 696	1 068 564
Placements	-63 279	-98 640	-135 037	-150 562	-171 826	-169 874	-350 269
Entreprises du gouvernement du Québec	53 123	-66 888	-96 282	-138 071	-180 980	-175 841	-312 796
Municipalités et organismes municipaux	1 434	1 465	1 553	1 589	1 580	1 424	351
Particuliers et autres	-11 590	-33 217	-40 308	-14 080	7 574	-7 391	-37 824
Régimes de retraite	822 300	1 007 310	1 051 147	1 056 732	1 183 462	1 268 987	1 354 801
Contributions des participants et de certains organismes	151 272	170 436	193 737	183 036	175 335	170 930	241 169
Contribution du gouvernement à titre d'employeur	895 406	1 101 060	1 166 698	1 232 881	1 416 634	1 548 268	1 655 335
Pensions et autres paiements	-224 378	-264 186	-309 288	-359 185	-408 507	-450 211	-541 703
Autres comptes	-197 231	-169 855	103 457	-14 406	218 835	17 835	93 505
Comptes de l'actif (variation par rapport à l'exercice financier précédent)	-99 083	-407 781	-288 147	-214 007	-117 680	-193 046	-305 267
Espèces et effets en main	7 497	741	4 207	-21 175	-15 423	38 254	-32 123
Comptes à recevoir	-106 494	-409 366	-292 078	-197 051	-103 310	-235 473	-273 475
Intérêts courus	86	844	-276	4 219	1 053	4 173	331
Comptes du passif (variation par rapport à l'exercice financier précédent)	-98 148	237 926	184 690	199 601	336 515	210 881	398 772
Chèques en circulation	21 103	-90 424	134 030	108 178	-89 245	38 050	-41 711
Avances des fonds en fidéicommis	4 574	-696	4 912	2 803	2 932	1 963	2 488
Comptes d'accord de perception fiscale	8 697	46 693	3 970	-5 995	18 514	38 520	33 967
Comptes à payer	-273 984	183 209	-151 821	221 457	47 309	47 146	275 504
Intérêts courus	141 462	99 144	-193 599	89 514	178 515	85 202	123 711
Provision pour financer l'assainissement des eaux	-	-	-	-	-	-	9 789
Provision pour perte sur placements en actions	-	-	-	-	-	-	-29 473
Remboursements d'emprunts	-581 155	-1 010 097	-449 975	-562 507	-1 068 019	-1 289 821	-2 564 520
Obligations	-443 301	-954 964	-388 966	-509 415	-904 788	-1 197 922	-1 086 191
Bons du trésor	-	-	-	-	-80 000	-	-80 000
Autres emprunts	-83 406	-2 042	-3 448	-2 363	-9 622	-9 816	-1 320 457
Dettes assumées	-	-	-	-	-	-	-
Contributions aux fonds d'amortissement	-54 448	-53 091	-57 561	-50 729	-73 609	-82 083	-90 927
Accroissement de la dette résultant de l'amortissement de la variation du change sur les emprunts en monnaies étrangères	-	-	-	-	-	-	13 055
Financement	**2 896 719**	**3 159 515**	**2 686 352**	**2 783 288**	**3 070 020**	**2 974 525**	**4 315 163**
Variation de l'encaisse	-456 145	207 903	-75 462	-13 700	-210 995	-18 032	-80 887
Nouveaux emprunts	3 352 864	2 951 612	2 761 814	2 796 988	3 281 015	2 992 557	4 396 050

Sources: Ministère des Finances, *Gouvernement du Québec, Comptes publics*.
Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques financières du gouvernement du Québec*.

Tableau 12

Population, évaluation des biens-fonds imposables, revenus et dépenses des municipalités, Québec, 1976-1985

Année	Population		Évaluation des biens-fonds imposables		Revenus		Dépenses		
	Total	Indice	Valeur	Indice	Valeur	Indice	Valeur	Indice	Par habitant
	'000	1976=100	'000 $	1976=100	'000 $	1976=100	'000 $	1976=100	$
1976	6 182	100,0	37 014 765	100,0	2 031 138	100,0	2 004 192	100,0	324
1977	6 255	101,2	43 443 615	117,4	2 343 820	115,4	2 293 759	114,4	367
1978	6 384	103,3	44 928 721	121,4	2 624 469	129,2	2 558 288	127,6	401
1979	6 314	102,1	48 316 448	130,5	2 600 657	128,0	2 530 097	126,2	401
1980	6 339	102,5	52 489 474	141,8	3 384 673	166,6	3 220 386	160,7	509
1981	6 433	104,0	61 360 195	165,8	3 701 474	182,2	3 539 929	176,6	550
1982	6 401	103,5	71 533 284	193,3	4 147 975	204,2	3 978 934	198,5	622
1983	6 481	104,8	98 710 811	266,7	4 456 375	219,4	4 274 383	213,3	660
1984	6 515	105,4	110 961 205	299,8	4 679 041	230,4	4 517 551	225,4	693
1985	6 517	105,3	115 556 228	312,2	4 935 707	243,0	4 784 457	238,7	734

Sources: Bureau de la statistique du Québec, *Finances municipales*.
Statistique Canada, *Population estimative du Canada* (91-201).

Tableau 13

Dette à long terme et frais de financement des municipalités, Québec, 1976-1985

Année	Dette à long terme			Frais de financement		
	Total	Indice	Par habitant	Total	Indice	Par habitant
	'000 $	1976=100	$	'000 $	1976=100	$
1976	3 764 644	100,0	609	463 912	100,0	75
1977	4 178 063	111,0	668	581 589	125,4	93
1978	4 484 882	119,1	703	619 019	133,4	97
1979	4 477 200	118,9	709	619 986	133,6	98
1980	4 799 789	127,5	757	767 700	165,5	121
1981	5 025 248	133,5	781	829 776	178,9	131
1982	5 313 640	141,1	830	897 510	193,5	140
1983	5 484 096	145,7	846	970 690	209,2	150
1984	5 660 503	150,3	869	1 019 099	219,7	156
1985	5 994 030	159,2	920	1 062 033	228,9	163

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Finances municipales*.

Tableau 14

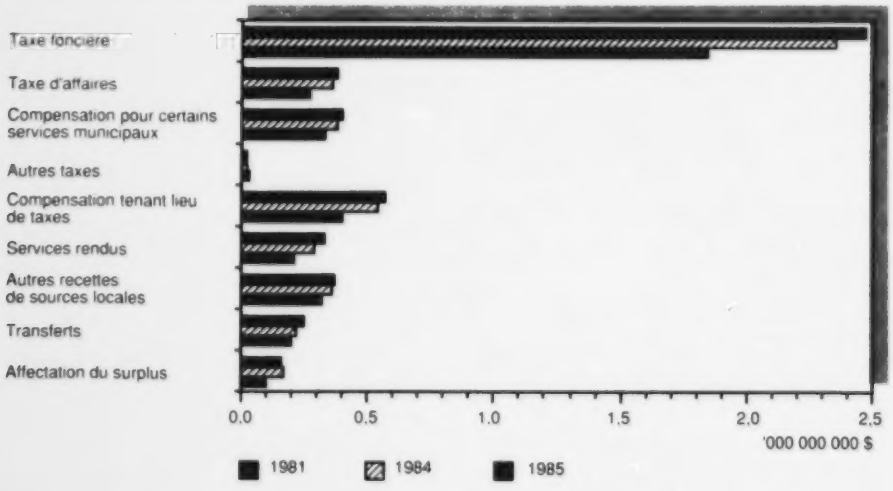
Revenus des municipalités, selon la source, Québec, 1981-1985 et prévisions 1986

Source de revenu	1981		1982		1983		1984
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%	'000 $
Revenus de sources locales	**3 500 953**	**94.6**	**3 937 971**	**94.9**	**4 202 520**	**94.3**	**4 459 106**
Taxes	2 469 271	66.7	2 768 302	66.7	2 949 106	66.2	3 101 257
Foncières	1 840 563	49.7	2 072 366	50.0	2 234 006	50.1	2 350 119
Générale	1 465 303	39.6	1 665 665	40.2	1 786 938	40.1	1 802 834
Autres	375 260	10.1	406 701	9.8	447 068	10.0	547 285
Compensations pour certains services municipaux	330 062	8.9	365 936	8.8	361 900	8.1	377 522
Affaires	267 538	7.2	318 817	7.7	331 582	7.4	358 051
Autres	31 109	0.8	11 183	0.3	21 618	0.5	15 564
Compensations tenant lieu de taxes	400 311	10.8	456 204	11.0	494 342	11.1	537 435
Services rendus	206 945	5.6	240 820	5.9	262 577	5.9	293 053
Aux organismes municipaux	44 973	1.2	56 440	1.4	61 813	1.4	66 868
Autres	161 972	4.4	184 380	4.5	200 764	4.5	226 185
Autres recettes de sources locales	321 911	8.7	337 346	8.1	325 986	7.3	361 349
Affectation du surplus	102 516	2.8	135 298	3.3	170 508	3.8	166 014
Transferts	**200 520**	**5.4**	**210 004**	**5.1**	**253 855**	**5.7**	**219 933**
Inconditionnels	34 347	0.9	35 995	0.9	26 748	0.6	21 091
Conditionnels	166 174	4.5	174 009	4.2	227 107	5.1	198 842
Total	**3 701 474**	**100.0**	**4 147 975**	**100.0**	**4 456 375**	**100.0**	**4 679 041**

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Finances municipales*.

Figure 4

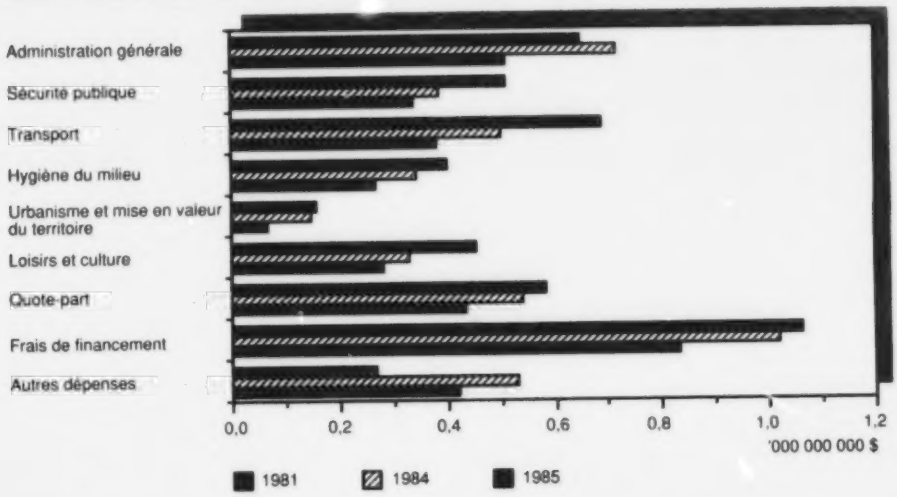
Répartition des revenus des municipalités selon la source, Québec, 1981, 1984 et 1985



Source: Bureau de la statistique du Québec, *Finances municipales*.

Source de revenu	1984	1985		Prévisions 1986		Taux de croissance	
						1985-1981	1986-1981
	%	'000 $	%	'000 $	%	%	
Revenus de sources locales	95.3	4 688 509	95.0	4 755 843	96.2	7.6	6.3
Taxes	66.3	3 266 658	66.2	3 479 751	70.4	7.2	7.1
Foncières	50.2	2 465 513	50.0	2 612 247	52.9	7.6	7.3
Générale	38.5	1 910 960	38.7	2 046 073	41.4	6.9	6.9
Autres	11.7	554 553	11.2	566 174	11.5	10.3	8.6
Compensations pour certains services municipaux	8.1	402 803	8.2	440 592	8.9	5.1	5.9
Affaires	7.7	378 181	7.7	405 939	8.2	9.0	8.7
Autres	0.3	20 161	0.4	20 974	0.4	-10.2	-7.6
Compensations tenant lieu de taxes	11.5	568 430	11.5	587 061	11.9	9.2	8.0
Services rendus	6.3	324 867	6.6	288 622	5.8	11.9	6.9
Aux organismes municipaux	1.4	68 221	1.4	67 212	1.4	11.0	8.4
Autres	4.8	256 646	5.2	221 410	4.5	12.2	6.5
Autres recettes de sources locales	7.7	366 673	7.4	293 930	5.9	3.3	-1.8
Affectation du surplus	3.5	161 881	3.3	106 479	2.2	12.1	0.8
Transferts	4.7	247 198	5.0	187 797	3.8	5.4	-1.3
Inconditionnels	0.5	15 676	0.3	15 363	0.3	-17.8	-14.9
Conditionnels	4.3	231 522	4.7	172 435	3.5	8.6	0.7
Total	100.0	4 935 707	100.0	4 943 641	100.0	7.5	6.0

Figure 5
Répartition des dépenses des municipalités par fonction, Québec, 1981, 1984 et 1985



Source: Bureau de la statistique du Québec, *Finances municipales.*

Tableau 15

Dépenses des municipalités, par fonction et par habitant, Québec, 1981-1985 et prévisions 1986

Fonction	1981		1982		1983		1984
	Total	Par habitant	Total	Par habitant	Total	Par habitant	Total
	'000 $	$	'000 $	$	'000 $	$	'000 $
Administration générale	512 779	80.88	613 149	95.79	657 803	101.51	718 007
Sécurité publique	338 908	53.45	352 109	55.01	365 939	56.46	386 472
Police	166 596	26.28	175 467	27.41	185 963	28.69	199 259
Protection contre l'incendie	155 041	24.45	165 600	25.87	171 340	26.44	179 142
Autres	17 271	2.72	11 042	1.72	8 635	1.33	8 071
Transport	388 762	61.32	434 281	67.84	479 910	74.05	502 107
Administration	63 572	10.03	76 086	11.89	82 853	12.78	88 462
Voirie municipale	113 527	17.91	115 941	18.11	143 565	22.15	138 399
Enlèvement de la neige	120 762	19.05	150 091	23.45	153 897	23.75	167 196
Autres	90 902	14.34	92 162	14.40	99 594	15.37	108 050
Hygiène du milieu	268 112	42.29	303 304	47.38	328 703	50.72	341 620
Enlèvement et destruction des ordures	88 616	13.98	103 699	16.20	110 903	17.11	117 594
Eau et égouts	173 274	27.33	192 631	30.09	209 692	32.36	216 684
Autres	6 222	0.98	6 973	1.09	8 108	1.25	7 342
Urbanisme et mise en valeur du territoire	66 396	10.47	116 703	18.23	138 101	21.31	149 053
Loisirs et culture	280 969	44.32	282 304	44.10	302 336	46.65	331 340
Quote-part	434 924	68.60	497 819	77.77	532 007	82.09	539 271
Frais de financement	629 776	130.88	897 510	140.21	970 690	149.78	1 019 099
Remboursement du capital	242 315	38.22	268 685	41.97	279 031	43.05	304 669
Intérêt sur la dette à long terme	480 973	75.86	534 303	83.47	594 273	91.70	621 842
Contributions à un fonds d'amortissement	32 580	5.14	52 581	8.21	68 724	10.60	67 537
Autres	73 907	11.66	41 942	6.55	28 662	4.42	25 051
Autres dépenses	414 480	65.37	474 295	74.10	493 931	76.21	525 610
Affectation du déficit	4 821	0.76	7 459	1.16	4 963	0.77	4 972
Total	3 539 929	558.33	3 978 934	621.59	4 274 383	659.54	4 517 551

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Finances municipales*.

Fonction	1984	1985		Prévisions 1986		Taux de croissance	
	Par habitant	Total	Par habitant	Total	Par habitant	1985-1981	1986-1981
	$	'000 $	$	'000 $	$	%	
Administration générale	110,21	651 902	100,03	658 459	101,15	6,2	5,1
Sécurité publique	59,32	509 571	78,19	545 726	83,83	10,7	10,0
Police	30,58	253 107	38,84	264 289	40,60	11,0	9,7
Protection contre l'incendie	27,50	229 623	35,23	243 444	37,40	10,3	9,4
Autres	1,24	26 841	4,12	37 993	5,84	11,7	17,1
Transport	77,07	690 464	105,95	707 584	108,69	15,4	12,7
Administration	13,58	124 919	19,17	136 494	20,97	18,4	16,5
Voirie municipale	21,14	189 512	29,08	175 735	26,99	13,7	9,1
Enlèvement de la neige	25,66	209 254	32,11	215 678	33,13	14,7	12,3
Autres	16,58	166 780	25,59	179 677	27,60	16,4	14,6
Hygiène du milieu	52,44	400 969	61,53	432 127	66,38	10,6	10,0
Enlèvement et destruction des ordures	18,05	131 230	20,14	139 183	21,38	10,3	9,4
Eau et égouts	33,26	248 364	38,11	262 021	40,25	9,4	8,6
Autres	1,13	21 375	3,28	30 923	4,75	36,1	37,8
Urbanisme et mise en valeur du territoire	22,88	159 767	24,52	177 354	27,24	24,5	21,7
Loisirs et culture	50,86	455 250	69,86	484 193	74,38	12,8	11,5
Quote-part	82,77	583 874	89,59	628 892	96,60	7,6	7,7
Frais de financement	156,42	1 062 033	162,96	1 141 144	175,29	6,4	6,6
Remboursement du capital	46,76	318 060	48,80	347 491	53,38	7,0	7,5
Intérêt sur la dette à long terme	95,45	635 273	97,48	664 219	102,03	7,2	6,7
Contributions à un fonds d'amortissement	10,37	74 043	11,36	90 202	13,86	22,8	22,6
Autres	3,85	34 657	5,32	39 232	6,03	-17,2	-11,9
Autres dépenses	80,68	267 704	41,08	164 815	25,32	-10,4	-16,8
Affectation du déficit	0,76	2 923	0,45	2 737	0,42	-11,8	-10,7
Total	683,41	4 784 457	734,15	4 943 031	759,30	7,8	6,9

Tableau 16

Valeur annuelle des emprunts à long terme des administrations locales, selon la monnaie[1], Québec, 1982-1987

Année	Monnaies					Total
	Canadienne	Euro-canadienne	Américaine	Européennes	Autres	
	'000 $					
1987	983 280	314 500	2 878	52 605	50 000	1 403 263
Municipalités	969 225	239 500	2 878	52 605	50 000	1 314 208
Communautés urbaines et régionales	14 055	75 000	-	-	-	89 055
1986	917 174	234 000	-	158 130	68 550	1 377 854
1985	892 184	245 490	-	26 218	24 867	1 188 759
1984	717 145	132 840	270 416	59 028	-	1 179 429
1983	544 029	100 000	124 800	58 010	-	826 839
1982	687 755	159 500	252 739	109 148	24 535	1 233 677

1. Exprimé en dollars canadiens.

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Financement à long terme du secteur public québécois.*

Tableau 17

Revenus, selon la source et dépenses par fonction des municipalités régionales de comté, Québec, 1980-1985 et prévisions 1986

	1980	1981	1982	1983	1984	1985	Prévisions 1986
	'000 $						
Revenus	**19 794**	**24 359**	**27 914**	**40 924**	**43 844**	**43 830**	**44 789**
Contributions des municipalités	12 014	13 956	8 665	18 702	19 349	19 835	21 206
Contributions des municipalités membres	..	..	..	16 718	18 122	18 656	19 814
Services rendus aux organismes municipaux	..	..	..	1 984	1 227	1 179	1 392
Autres services rendus	2 755	3 915	6 283	5 562	4 977	4 300	3 556
Taxe de vente (compensation)	189	-	-	-	-	-	-
Affectation du surplus	-	-	-	-	923	1 216	1 670
Transferts conditionnels	4 836	6 488	12 966	16 659	18 594	18 479	18 357
Subventions gouvernementales	3 173	5 310	12 173	16 024	18 441	17 807	18 097
Autres subventions	1 663	1 178	793	635	153	672	261
Dépenses	**18 563**	**23 230**	**26 264**	**39 214**	**41 579**	**41 801**	**44 699**
Administration générale	13 089	16 985	19 122	27 117	24 996	23 993	25 775
Évaluation	..	..	..	14 733	11 590	10 147	10 229
Autres	..	..	..	12 384	13 406	13 845	15 546
Sécurité publique	9	31	-	-	-	-	-
Transport	394	356	396	663	822	1 082	1 214
Hygiène du milieu	207	628	1 174	1 438	1 748	2 384	3 608
Santé et bien-être	10	33	-	-	-	-	-
Aménagement, urbanisme et mise en valeur du territoire	1 539	1 701	2 468	5 667	8 715	9 806	10 358
Loisirs et culture	98	25	75	114	289	264	102
Autres dépenses	3 216	3 471	3 029	4 215	4 753	4 091	3 459
Frais de financement	378	589	434	701	866	1 278	1 292
Immobilisations à même les revenus	658	442	1 394	1 392	1 318	1 203	1 055
Autres	2 180	2 440	1 201	2 122	2 569	1 610	1 113
Affectation du déficit	-	-	-	-	256	180	182

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Finances municipales.*

Tableau 18

Revenus, selon la source et dépenses par fonction des communautés urbaines et régionale et de l'Administration régionale Kativik, Québec, 1981-1985 et prévisions 1986

	1981		1982		1983	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Revenus	573 540	100,0	632 407	100,0	701 447	100,0
Contributions des municipalités membres	382 234	66,6	442 667	70,0	470 075	67,0
De l'ensemble des municipalités	254 232	44,3	290 079	45,9	307 281	43,8
De certaines municipalités	128 002	22,3	152 588	24,1	162 794	23,2
Services rendus à des municipalités	8 582	1,5	10 354	1,6	10 849	1,5
Autres services rendus	9 775	1,7	11 176	1,8	11 465	1,6
Autres recettes de sources locales	18 758	3,3	17 738	2,8	15 671	2,2
Affectation du surplus	22 863	4,0	17 600	2,8	37 880	5,4
Transferts conditionnels						
Subventions gouvernementales	131 328	22,9	132 872	21,0	155 507	22,2
Dépenses	558 131	100,0	597 616	100,0	666 620	100,0
Administration générale	39 914	7,2	45 759	7,7	61 708	9,3
Évaluation	16 268	2,9	20 425	3,4	24 179	3,6
Autres	23 646	4,2	25 334	4,2	37 529	5,6
Sécurité publique	218 003	39,1	234 873	39,3	245 707	36,9
Transport	206 994	37,1	215 198	36,0	230 027	34,5
Hygiène du milieu	9 936	1,8	11 724	2,0	14 956	2,2
Santé et bien-être	3 479	0,6	3 599	0,6	4 429	0,7
Urbanisme et mise en valeur du territoire	4 429	0,8	5 120	0,9	5 880	0,9
Loisirs et culture	1 008	0,2	2 950	0,5	3 444	0,5
Frais de financement	61 262	11,0	64 997	10,9	87 824	13,2
Autres dépenses	13 106	2,4	13 396	2,2	12 646	1,9

	1984		1985		Prévisions 1986	
	'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Revenus	708 732	100,0	772 329	100,0	792 617	100,0
Contributions des municipalités membres	486 398	68,6	513 125	66,4	531 772	67,1
De l'ensemble des municipalités	333 355	47,0	351 959	45,6	366 579	46,2
De certaines municipalités	153 043	21,6	161 167	20,9	165 193	20,8
Services rendus à des municipalités	8 232	1,2	12 579	1,6	13 586	1,7
Autres services rendus	8 907	1,3	18 269	2,4	14 697	1,9
Autres recettes de sources locales	16 601	2,3	19 651	2,5	9 417	1,2
Affectation du surplus	22 219	3,1	21 007	2,7	20 727	2,6
Transferts conditionnels						
Subventions gouvernementales	166 377	23,5	187 698	24,3	202 418	25,5
Dépenses	691 721	100,0	741 737	100,0	792 063	100,0
Administration générale	54 398	7,9	53 480	7,2	55 634	7,0
Évaluation	25 677	3,7	20 727	2,8	21 941	2,8
Autres	28 721	4,2	32 752	4,4	33 693	4,3
Sécurité publique	270 836	39,2	277 410	37,4	288 796	36,4
Transport	225 067	32,5	250 400	33,7	256 980	32,4
Hygiène du milieu	19 309	2,8	27 536	3,7	34 250	4,3
Santé et bien-être	4 820	0,7	3 760	0,5	3 988	0,5
Urbanisme et mise en valeur du territoire	7 406	1,1	7 438	1,0	7 513	0,9
Loisirs et culture	4 337	0,6	3 259	0,4	6 686	0,8
Frais de financement	95 275	13,8	109 635	14,8	121 204	15,3
Autres dépenses	10 273	1,5	8 820	1,2	17 013	2,1

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Finances municipales.*

Tableau 19

Revenus, selon la source et dépenses par fonction des régies intermunicipales, Québec, 1984-1985 et prévisions 1986

	1984		1985		Prévisions 1986	
	$	%	$	%	$	%
Revenus	20 607 044	100,0	23 722 420	100,0	28 039 400	100,0
Contributions des municipalités membres	16 116 923	78,2	17 400 590	73,4	19 923 797	71,1
De l'ensemble des municipalités	16 076 637	78,0	17 302 212	72,9	19 395 198	69,2
De certaines municipalités	40 286	0,2	98 378	0,4	528 599	1,9
Services rendus aux organismes municipaux	268 880	1,3	874 241	3,7	831 958	3,0
Autres services rendus	2 191 641	10,6	1 578 325	10,9	2 634 756	9,4
Autres recettes de sources locales	313 347	1,5	380 266	1,6	344 795	1,2
Affectation de surplus	319 649	1,6	381 930	1,6	756 122	2,7
Transferts	1 396 604	6,8	2 107 068	8,9	3 547 972	12,7
Subventions gouvernementales	1 380 383	6,7	2 076 128	8,8	3 448 208	12,3
Autres subventions	16 221	0,1	30 940	0,1	99 764	0,4
Dépenses	20 347 785	100,0	22 893 005	100,0	28 040 900	100,0
Administration générale	1 626 939	8,0	1 629 718	7,1	1 789 163	6,4
Sécurité publique	3 306 246	16,3	2 343 990	10,2	2 587 106	9,2
Police	2 918 057	14,3	1 871 215	8,2	2 005 553	7,2
Protection contre l'incendie	388 189	1,9	472 775	2,1	581 553	2,1
Autres	-	-	-	-	-	-
Transport	105 859	0,5	1 012 387	4,4	982 479	3,5
Hygiène du milieu	4 512 544	22,2	5 305 525	23,2	6 663 597	23,8
Purification et traitement de l'eau	2 386 681	11,7	2 936 672	12,8	2 826 703	10,1
Réseaux de distribution de l'eau	701 020	3,5	593 822	2,6	1 149 491	4,1
Enlèvement et destruction des ordures	1 398 380	6,9	1 558 022	6,8	1 801 661	6,4
Autres	26 463	0,1	217 009	0,9	885 742	3,2
Urbanisme et mise en valeur du territoire	-	-	9 623	-	-	-
Loisirs et culture	2 532 814	12,5	2 940 311	12,8	3 613 167	12,9
Autres dépenses	8 168 009	40,1	9 437 026	41,2	12 214 400	43,6
Frais de financement	6 993 489	34,4	7 595 886	33,2	9 282 839	33,1
Dépenses en immobilisations	993 254	4,9	1 571 836	6,9	2 746 777	9,8
Autres	181 266	0,9	269 304	1,2	184 784	0,7
Affectation du déficit	95 374	0,5	214 425	0,9	190 988	0,7

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Finances municipales*.

Tableau 20

Revenus généraux bruts du gouvernement du Québec, selon la source, Québec, 1981-82 à 1987-88

Source	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88
				'000 $			
Revenus de sources propres	**16 494 973**	**17 946 646**	**19 294 638**	**20 595 735**	**22 934 972**	**25 348 791**	**26 948 000**
Impôts sur le revenu	6 641 455	6 886 767	7 256 888	7 794 923	8 635 763	9 108 500	9 727 000
Taxes à la consommation	3 296 135	3 842 967	4 230 554	4 440 644	5 281 024	5 889 795	6 121 000
Cotisations aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance sociale	2 910 605	2 938 226	3 247 335	3 379 897	3 649 277	4 284 010	4 635 000
Impôts divers	471 940	664 758	704 868	742 802	764 386	841 858	859 000
Revenus provenant des ressources naturelles	167 363	114 697	112 747	132 786	128 660	120 277	138 000
Privilèges, licences et permis	646 970	748 392	737 252	827 492	808 417	954 439	980 000
Ventes de biens et services	283 443	348 837	375 833	397 263	396 282	353 559	368 000
Revenus de placement	1 680 751	1 912 882	2 143 088	2 429 140	2 867 981	3 289 267	3 495 000
Autres revenus de sources propres	396 311	489 120	486 073	450 788	403 182	507 086	625 000
Transferts	**4 442 418**	**5 189 757**	**6 237 715**	**6 274 233**	**6 266 205**	**5 856 129**	**6 362 000**
Transferts de l'Administration fédérale	4 318 193	5 091 830	6 151 158	6 171 211	6 168 769	5 780 699	6 222 000
Transferts des entreprises fédérales	116 864	97 927	86 397	102 822	97 196	75 230	140 000
Transferts des administrations locales	7 341	-	160	200	240	200	-
Total des revenus généraux bruts	**20 937 391**	**23 136 403**	**25 532 353**	**26 869 968**	**29 201 177**	**31 204 920**	**33 310 000**
Total des dépenses générales brutes	**21 479 517**	**24 528 333**	**26 569 339**	**28 112 053**	**30 317 042**	**31 655 548**	**33 674 000**
Déficit	**-542 126**	**-1 391 930**	**-1 036 986**	**-1 242 085**	**-1 115 865**	**-450 628**	**-364 000**

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques financières du gouvernement du Québec.*

Tableau 21

Dépenses générales brutes du gouvernement du Québec, selon la fonction, Québec, 1981-82 à 1987-88

Fonction	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88
				'000 $			
Services généraux	1 197 073	1 345 031	1 474 757	1 369 937	1 602 535	1 566 890	1 993 000
Protection de la personne et de la propriété	620 904	600 402	619 027	703 969	834 195	753 649	923 000
Transports et communications	1 152 488	1 676 624	1 369 523	1 419 407	1 415 443	1 295 585	1 330 000
Santé	4 547 277	4 978 830	5 423 978	5 906 726	6 299 949	6 760 253	7 274 000
Services sociaux	4 184 850	5 407 382	6 140 383	6 848 819	7 354 349	7 880 536	8 238 000
Éducation	5 814 387	5 994 032	6 573 897	6 259 899	6 776 974	7 180 344	7 567 000
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	837 820	878 045	1 075 161	1 162 575	1 292 017	1 258 276	1 241 000
Environnement	147 324	167 714	176 413	188 303	205 187	210 779	299 000
Loisirs et culture	264 851	317 306	315 162	347 171	379 715	328 367	374 000
Travail, emploi et immigration	132 073	106 365	293 285	270 870	240 981	251 072	368 000
Logement	214 498	294 130	303 527	289 824	317 544	260 283	199 000
Planification et aménagement des régions	163 252	138 276	170 411	138 179	122 732	112 602	117 000
Établissement de recherche	-	-	-	-	62 202	68 008	50 000
Transfert à des fins générales aux administrations locales	211 213	263 546	270 407	285 564	303 279	316 203	309 000
Transferts aux entreprises propres	117 306	125 218	259 644	285 008	216 141	284 542	212 000
Service de la dette	1 874 201	2 235 432	2 103 764	2 635 802	2 893 799	3 128 159	3 180 000
Total des dépenses générales brutes	**21 479 517**	**24 528 333**	**26 569 339**	**28 112 053**	**30 317 042**	**31 655 548**	**33 674 000**
Total des revenus généraux bruts	**20 937 391**	**23 136 403**	**25 532 353**	**26 869 968**	**29 201 177**	**31 204 920**	**33 310 000**
Déficit	**-542 126**	**-1 391 930**	**-1 036 986**	**-1 242 085**	**-1 115 865**	**-450 628**	**-364 000**

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques financières du gouvernement du Québec.*

Tableau 22

Revenus généraux des administrations publiques locales, selon la source, Québec, 1981-1986

Source	1981	1982	1983	1984	1985	1986
			'000 $			
Revenus de sources propres	**3 115 404**	**3 465 202**	**3 674 071**	**3 884 518**	**4 115 009**	**4 475 256**
Impôts	2 323 056	2 612 237	2 819 443	2 970 623	3 138 044	3 420 017
Impôts fonciers et impôts connexes	2 235 697	2 541 101	2 744 101	2 906 575	3 060 993	3 319 459
Taxes foncières générales	1 465 303	1 665 665	1 788 596	1 802 834	1 910 960	2 085 660
Taxes foncières particulières	375 260	408 055	447 068	547 285	554 553	568 174
Taxes d'affaires	267 538	318 817	331 582	358 051	378 181	437 707
Subventions tenant lieu d'impôt foncier	72 481	83 762	86 976	99 401	111 190	116 726
Autres	55 115	64 802	89 879	99 004	106 109	111 192
Taxes sur les spectacles et sur les droits d'entrée dans les lieux de divertissement	20 623	22 209	22 930	23 535	23 669	24 742
Impôts divers	66 736	48 927	52 412	40 513	53 382	75 816
Vente de biens et services	530 497	570 809	589 446	646 468	701 965	786 891
A d'autres administrations publiques	999	1 591	2 134	4 575	5 663	4 063
A la collectivité	529 498	569 218	587 312	641 893	696 302	782 828
Revenus de placement	120 700	126 378	99 831	122 607	111 513	120 160
Autres revenus de sources propres	141 151	155 778	165 351	144 820	163 487	148 188
Transferts	**721 030**	**794 883**	**819 339**	**832 510**	**914 302**	**926 275**
A des fins générales	308 912	342 142	344 523	370 668	391 790	397 813
De l'Administration fédérale	32 180	35 920	37 148	44 917	49 150	47 090
De l'Administration provinciale	267 413	294 357	296 200	313 792	331 288	339 233
Des entreprises publiques fédérales	9 319	11 865	11 175	11 959	11 352	11 490
Autres	..	..	..	..	..	..
A des fins particulières	299 755	308 777	386 870	378 831	408 334	422 655
De l'Administration fédérale	6 621	3 553	4 741	4 691	14 625	13 289
De l'Administration provinciale	293 134	304 431	381 374	374 140	393 709	409 366
Autres	..	793	755	..	..	..
Subventions de capital	112 363	143 964	87 946	83 011	114 178	105 807
Total	**3 836 434**	**4 260 085**	**4 493 410**	**4 717 028**	**5 029 311**	**5 401 531**
Municipalités	3 655 129	4 059 792	4 290 017	4 506 642	4 777 541	5 122 442
Régies intermunicipales	..	..	..	20 287	23 341	41 541
Communautés urbaines et régionales	583 564	651 235	676 488	691 022	755 245	785 609
Municipalités régionales de comté	22 663	27 763	39 848	42 959	43 014	45 824
Eliminations	424 922	478 705	512 943	543 882	569 830	593 885

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques financières des administrations publiques locales du Québec*.

Tableau 23

Dépenses générales brutes des administrations publiques locales, par fonction, Québec, 1981-1986

Fonction	1981	1982	1983	1984	1985	1986
			'000 $			
Services généraux	679 999	805 994	905 252	964 080	772 410	787 775
Exécutif et législatif	29 809	35 730	39 587	43 332	52 648	58 041
Gestion	388 469	409 725	435 625	417 951	446 084	473 545
Contributions de l'employeur	164 706	206 509	273 867	321 004	.[1]	.[1]
Autres	97 015	154 030	156 173	181 793	273 678	256 189
Protection de la personne et de la propriété	**616 081**	**666 694**	**646 645**	**660 863**	**827 091**	**875 098**
Cours de justice	17 083	19 449	25 406	23 102	26 894	28 865
Police	407 744	445 653	423 012	433 913	537 502	557 133
Lutte contre les incendies	170 483	187 936	187 579	192 739	231 318	241 599
Autres	20 771	13 656	10 648	11 109	31 377	47 501

Tableau 23 (suite)

Dépenses générales brutes des administrations publiques locales, par fonction, Québec, 1981-1986

Fonction	1981	1982	1983	1984	1985	1986
			'000 $			
Transports et communications	764 867	876 012	870 804	909 272	1 058 643	1 151 804
Administration	97 087	121 087	121 303	132 864	162 826	166 617
Chemins et rues	282 750	305 963	332 364	363 786	429 979	473 080
Enlèvement de la neige	164 075	219 817	220 788	225 773	227 292	248 065
Éclairage des rues	75 138	81 121	84 978	97 181	78 969	82 973
Circulation	20 253	27 330	26 562	30 488	28 582	21 300
Stationnement	7 415	5 710	5 677	5 886	6 241	5 090
Transport en commun	105 833	105 926	66 579	40 715	57 953	77 618
Transport aérien	-	-	-	-	1 098	965
Autres transports routiers	12 316	9 058	12 553	12 579	65 703	76 096
Santé	8 390	9 242	5 329	5 847	6 760	6 654
Bien-être	19 390	20 002	21 316	23 387	27 040	26 616
Conservation des ressources naturelles et développement de l'industrie	13 603	19 426	20 901	23 901	28 751	31 903
Environnement	599 962	635 560	596 636	626 748	839 241	987 385
Approvisionnement d'eau et épuration de l'eau	261 197	282 070	256 817	314 388	448 770	495 521
Canalisation d'égout et traitement des eaux-vannes	223 550	213 165	189 554	173 742	212 947	297 251
Enlèvement et destruction des ordures ménagères et des déchets	104 831	129 117	137 619	124 756	147 285	158 286
Contrôle de la pollution	2 192	2 207	2 307	2 415	3 073	2 866
Autres	8 192	9 001	10 339	11 447	27 166	33 461
Loisirs et culture	381 500	394 817	411 028	439 526	556 982	577 528
Loisirs	241 786	249 973	263 294	285 931	374 563	404 830
Culture	91 401	92 813	89 054	95 073	178 258	167 853
Autres	48 313	52 031	58 680	58 522	4 161	4 845
Logement	16 535	30 404	33 820	31 981	31 803	29 450
Planification et aménagement des régions	47 221	86 663	105 643	116 633	129 755	143 131
Urbanisme et zonage	31 610	41 933	43 379	47 117	66 287	71 133
Aménagement urbain et régional	10 098	25 753	38 792	45 118	33 589	36 250
Autres	5 513	18 977	23 472	24 398	29 879	35 748
Transferts aux entreprises publiques locales	63 622	83 326	126 124	130 274	127 440	147 051
Service de la dette	888 514	704 058	773 686	839 062	904 228	951 423
Autres dépenses	87 252	75 364	118 292	209 185	278 169	209 801
Total	3 986 935	4 407 562	4 635 476	4 980 779	5 588 313	5 925 708
Municipalités	3 699 590	4 136 260	4 339 550	4 667 388	5 153 491	5 421 844
Régies intermunicipales	-	-	-	18 266	38 196	69 792
Communautés urbaines et régionales	676 953	723 380	766 006	789 218	905 791	966 606
Municipalités régionales de comté	23 255	27 812	39 274	41 647	42 835	44 606
Éliminations	412 863	479 890	509 354	535 742	552 000	577 140

1. Les contributions de l'employeur ne font plus l'objet d'un poste distinct.

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques financières des administrations publiques locales du Québec.*

Tableau 24

Actif total des entreprises publiques québécoises, par entreprise et par ordre décroissant de l'actif[1], Québec, 1984-1986

Entreprise	Secteur d'activité	Actif		
		1986	1985	1984
			'000 $	
Entreprises publiques provinciales				
Hydro-Québec	Énergie électrique	30 588 000	29 224 000	27 129 000
Caisse de dépôt et placement	Intermédiaires financiers	25 072 432	22 543 379	20 133 105
Société générale de financement	Industries manufacturières	1 667 209	1 399 002	1 159 874
Régie des installations olympiques	Hébergement, restauration et autres services publics	1 204 329	1 137 544	1 097 915
Sidbec	Industries manufacturières	554 657	524 789	529 234
Société québécoise d'initiatives pétrolières	Mines, carrières et puits de pétrole	360 250	372 617	436 735
Société des alcools du Québec	Commerce	187 957	199 702	171 779
Rexfor	Industries manufacturières	187 118	170 964	157 475
Société nationale de l'amiante	Mines, carrières et puits de pétrole	152 214	159 947	255 604
Loto-Québec	Hébergement, restauration et autres services publics	116 822	105 729	90 545
Société québécoise d'exploration minière	Mines, carrières et puits de pétrole	114 491	202 444	272 783
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	Agriculture et pêcheries	72 836	62 237	..
Société des traversiers du Québec	Transport et entreposage	48 792	48 792	27 126
Nouvelet	Hébergement, restauration et autres services publics	48 768	52 890	37 347
Société des établissements de plein air du Québec	Hébergement, restauration et autres services publics	41 022	30 436	..
Normines inc.	Mines, carrières et puits de pétrole	23 307	26 592	64 908
Société québécoise des transports	Transport et entreposage	22 903	148 150	143 579
Madelipêche inc.	Agriculture et pêcheries	22 877	26 135	19 871
Centre d'insémination artificielle du Québec inc.	Agriculture et pêcheries	19 417	13 961	10 696
Société de développement de la Baie-James	Intermédiaires financiers	11 996	14 538	21 687
Centre de distribution de médicaments vétérinaires	Commerce	10 788	8 357	7 566
Les Crustacées des Îles inc.	Agriculture et pêcheries	10 708	..	..
Société du port ferroviaire de Baie Comeau—Hauterive	Transport et entreposage	9 082	9 150	9 216
Pêches Nordiques inc.	Agriculture et pêcheries	6 486	7 718	..
Société de développement autochtone de la Baie-James	Commerce	4 425	4 902	4 460
Société canadienne des pêches	Agriculture et pêcheries	2 281	2 264	..
Usine de congélation de Saint-Bruno inc.	Transport et entreposage	2 178	2 043	1 554
Somines inc.	Mines, carrières et puits de pétrole	5	6	218
Société du tourisme de la Baie-James	Hébergement, restauration et autres services publics	1	..	..
Entreprises publiques locales				
Transport en commun				
Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal	Transport et entreposage	436 802	443 728	425 168
Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec	Transport et entreposage	112 939	98 304	74 548
Société de transport de la Rive-Sud de Montréal	Transport et entreposage	72 067	70 130	67 229
Société de transport de Ville de Laval	Transport et entreposage	52 336	52 065	49 262
Commission de transport de la Communauté régionale de l'Outaouais	Transport et entreposage	37 286	33 359	28 887

Tableau 24 (suite)

Actif total des entreprises publiques québécoises, par entreprise et par ordre décroissant de l'actif[1], Québec, 1984-1986

Entreprise	Secteur d'activité	Actif		
		1986	1985	1984
		'000 $		
Corporation métropolitaine de transport de Sherbrooke	Transport et entreposage	21 481	21 453	16 749
Corporation intermunicipale de transport du Saguenay	Transport et entreposage	13 925	12 342	11 775
Corporation intermunicipale de transport de la Rive-Sud de Québec	Transport et entreposage	11 290	6 894	3 516
Corporation intermunicipale de transport des Forges	Transport et entreposage	9 153	9 774	10 443
Fonds d'électricité				
Sherbrooke	Énergie électrique	6 357	9 512	8 911
Jonquière	Énergie électrique	3 923	4 137	4 742
Westmount	Énergie électrique	2 430	2 043	1 805
Alma	Énergie électrique	2 120	1 571	1 789
Joliette	Énergie électrique	1 586	1 615	1 654
Buckingham	Énergie électrique	1 199	1 166	846
La Baie	Énergie électrique	844	795	807
Magog	Énergie électrique	665	766	573
Coaticook	Énergie électrique	647	921	723
Saint-Ambroise	Énergie électrique	166	137	168
Belleterre	Énergie électrique	92	48	46
Baie-Comeau	Énergie électrique	-	-	-

1. Actif de 1986.

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques financières des entreprises publiques québécoises.*

Tableau 25

Sommaire des états financiers des entreprises publiques québécoises, Québec, 1984-1986

	Année	Revenus	Dépenses	Bénéfice net ou perte nette[1]	Bénéfices non répartis	Actif	Passif	Avoir net
		'000 $						
Entreprises publiques provinciales	1984	9 945 121	10 039 943	-157 936	739 386	49 957 989	42 263 958	7 694 031
	1985	10 869 337	10 318 015	532 645	691 742	54 157 323	46 610 209	7 547 114
	1986	11 379 635	10 357 820	994 899	1 062 197	58 072 122	50 037 140	8 034 982
Entreprises publiques locales	1984	577 931	704 097	-126 166	6 149	710 641	424 107	286 534
	1985	621 422	763 954	-142 533	4 724	771 360	459 759	311 601
	1986	649 885	806 102	-156 218	-3 317	787 308	460 719	326 589
Éliminations	1984	70 199	70 199	-	-	-	-	-
	1985	74 660	74 660	-	-	-	-	-
	1986	75 564	75 564	-	-	-	-	-
Ensemble des entreprises publiques québécoises	1984	10 452 853	10 673 841	-284 102	745 535	50 668 630	42 688 065	7 980 565
	1985	11 416 099	11 007 309	390 112	696 466	54 928 683	47 069 968	7 858 715
	1986	11 953 956	11 088 358	838 681	1 058 880	58 859 430	50 497 859	8 361 571

1. Bénéfice net ou perte nette après provision pour impôt sur le revenu.

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques financières des entreprises publiques québécoises.*

Tableau 26

Sommaire des états financiers des entreprises publiques québécoises, par secteur d'activité, Québec, 1984-1986

Secteur d'activité	Année	Revenus	Dépenses	Bénéfice net ou perte nette[1]	Bénéfices non répartis	Actif	Passif	Avoir net
					000 $			
Agriculture et pêcheries	1984	20 372	24 152	-3 780	-6 828	36 997	31 144	5 853
	1985	66 138	37 599	30 023	-12 849	95 116	32 757	62 359
	1986	54 610	51 565	3 241	-3 036	114 566	43 434	71 132
Mines, carrières et puits de pétrole	1984	469 818	1 241 245	-816 427	-796 751	940 248	1 094 648	-154 400
	1985	272 515	461 566	-189 051	-1 037 841	761 606	1 049 451	-287 845
	1986	210 062	222 623	-13 268	-1 039 639	650 267	876 925	-226 658
Industries manufacturières	1984	1 499 644	1 524 211	-42 660	-789 711	1 931 394	1 789 826	141 568
	1985	1 435 479	1 437 242	-21 058	-788 285	2 176 005	1 941 944	234 061
	1986	1 535 386	1 456 423	52 705	-652 860	2 408 984	2 037 573	371 411
Transport et entreposage	1984	596 509	746 315	-149 806	-12 981	870 052	545 505	324 547
	1985	666 920	836 541	-169 622	-18 095	956 784	604 973	351 811
	1986	556 516	737 493	-181 078	-37 469	850 234	494 694	355 540
Communications et distribution de gaz	1984	58 975	59 638	-542	-1 892	563 940	220 230	343 710
	1985	...	...	...	...	...	...	...
	1986	...	...	...	...	...	...	...
Énergie électrique	1984	4 297 807	3 982 169	315 638	2 141 920	27 151 064	20 630 950	6 520 114
	1985	4 601 863	4 379 417	222 446	2 349 070	29 246 711	22 521 357	6 725 354
	1986	4 815 948	4 498 436	317 512	2 651 548	30 608 029	23 579 926	7 028 103
Commerce	1984	914 162	572 713	341 449	3 775	183 805	145 029	38 776
	1985	970 480	617 201	353 279	6 668	212 961	171 042	41 919
	1986	989 609	628 219	361 390	6 670	203 170	160 999	42 171
Intermédiaires financiers	1984	2 082 060	2 103 295	-21 235	-63 583	20 154 792	20 148 531	6 261
	1985	2 702 383	2 711 764	-9 381	-72 964	22 557 917	22 561 929	-4 012
	1986	2 986 203	2 982 541	3 662	-69 302	25 084 428	25 085 050	-622
Hébergement, restauration et autres services publics	1984	784 680	613 699	170 839	29 682	1 225 807	650 977	574 830
	1985	953 962	725 471	227 625	-15 726	1 326 599	720 670	605 929
	1986	1 067 266	770 899	296 220	-133 887	1 410 939	851 327	559 612
Éliminations	1984	271 174	193 596	77 578	-241 904	2 479 469	2 568 775	-89 306
	1985	253 641	199 492	54 149	-286 488	2 405 016	2 534 155	-129 139
	1986	261 644	259 941	1 703	-336 855	2 471 187	2 632 069	-160 882
Ensemble des entreprises publiques québécoises	1984	10 452 853	10 673 841	-284 102	745 535	50 578 630	42 688 065	7 890 565
	1985	11 416 099	11 007 309	390 112	696 466	54 928 683	47 069 968	7 858 715
	1986	11 953 956	11 088 358	838 681	1 058 880	58 859 430	50 497 859	8 361 571

1. Bénéfice net ou perte nette après provision pour impôt sur le revenu.

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques financières des entreprises publiques québécoises*.

Tableau 27

Sommaire des états financiers des entreprises publiques provinciales, par secteur d'activité et par entreprise, Québec, 1984-1986

	Année	Revenus	Dépenses	Bénéfice net ou perte nette[1]	Bénéfices non répartis	Actif	Passif	Avoir net
					'000 $			
Agriculture et pêcheries								
Centre d'insémination artificielle du Québec inc.	1984	8 343	6 762	1 581	2 200	10 696	2 472	8 224
	1985	10 677	7 363	3 314	5 654	13 961	2 283	11 678
	1986	15 148	8 765	6 383	10 535	19 417	2 857	16 560
Les Crustacés des Îles inc.	1984	..	..	..	..	..	..	..
	1985	..	..	..	..	..	..	..
	1986	10 335	13 511	-3 065	-3 805	10 708	10 688	20
Madelipêche inc.	1984	11 526	13 134	-1 608	-3 511	19 871	18 075	1 796
	1985	12 114	16 892	-3 428	-6 686	26 135	19 064	7 071
	1986	17 955	22 625	-4 604	-10 609	22 877	21 180	1 697
Pêcheries Kosmos	1984	503	4 256	-3 753	-5 517	6 430	10 597	-4 167
	1985	..	..	..	..	..	..	..
	1986	..	..	..	..	..	..	..
Pêches Nordiques inc.	1984	..	..	..	..	..	..	..
	1985	693	5 379	-4 552	-10 069	7 718	7 702	16
	1986	3 970	6 078	-2 089	-12 158	6 486	8 559	-2 073
Société québécoise des pêches	1984	..	..	..	..	..	..	..
	1985	52	422	-370	-657	2 264	271	1 993
	1986	107	189	-82	-744	2 281	375	1 906
Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires	1984	..	..	..	..	..	..	..
	1985	46 843	7 543	39 300	-4 036	62 237	933	14304
	1986	13 831	3 642	10 189	6 153	72 836	450	72 386
Mines, carrières et puits de pétrole								
Normines inc.	1984	235 150	884 361	-694 211	-693 237	64 908	455 736	-390 828
	1985	15 049	13 592	1 457	-685 887	26 592	427 649	-401 057
	1986	13 678	13 731	-53	-685 023	23 307	395 468	-372 161
Société nationale de l'amiante	1984	122 514	244 062	-121 548	-139 006	255 604	297 341	-41 737
	1985	107 824	229 530	-121 706	-247 944	159 947	275 322	-115 375
	1986	43 839	83 555	-39 716	-285 160	152 214	279 005	-126 791
Société québécoise d'exploration minière	1984	80 833	88 102	-7 269	24 992	272 783	119 268	153 515
	1985	80 100	164 976	-84 876	-59 884	202 444	133 881	68 563
	1986	93 941	69 052	24 889	-26 942	114 491	13 833	100 658
Société québécoise d'initiatives pétrolières	1984	31 260	23 678	7 582	10 750	436 735	222 085	214 650
	1985	69 542	53 427	16 115	-43 835	372 617	212 552	160 065
	1986	58 604	56 269	1 628	-42 207	360 250	188 557	171 693
Sommes inc.	1984	61	1 042	-981	-250	218	218	-
	1985	-	41	-41	-291	6	47	-41
	1986	-	16	-16	-307	5	62	-57
Industries manufacturières								
Raffinerie de sucre du Québec	1984	46 163	57 493	-11 330	-20 839	84 811	69 650	15 161
	1985	44 102	58 788	-14 686	-35 525	81 250	59 700	21 550
	1986	..	..	..	..	..	..	..
Rexfor	1984	135 958	142 454	-6 496	5 062	157 475	76 543	80 932
	1985	137 791	143 030	-5 239	2 458	170 964	85 579	85 385
	1986	163 721	160 775	2 946	7 083	187 118	70 108	117 010
Sidbec	1984	494 747	573 365	-78 618	-836 209	529 234	801 109	-271 875
	1985	508 327	559 414	-51 087	-838 496	524 789	798 951	-274 162
	1986	520 062	513 541	6 521	-788 303	554 657	778 626	-223 969
Société générale de financement	1984	822 776	750 899	53 784	62 275	1 159 874	842 524	317 350
	1985	745 259	676 010	49 954	83 278	1 399 002	997 714	401 288
	1986	851 603	782 107	43 238	128 360	1 667 209	1 188 839	478 370

Tableau 27 (suite)

Sommaire des états financiers des entreprises publiques provinciales, par secteur d'activité et par entreprise, Québec, 1984-1986

	Année	Revenus	Dépenses	Bénéfice net ou perte nette[1]	Bénéfices non répartis	Actif	Passif	Avoir net
					'000 $			
Transport et entreposage								
Société des traversiers du Québec	1984	22 727	23 419	-692	2 165	27 126	14 627	12 499
	1985	25 251	27 081	-1 830	335	48 792	35 720	13 072
	1986	25 252	27 081	-1 830	335	48 792	35 720	13 072
Société du port ferroviaire Baie Comeau—Hauterive	1984	1 232	942	290	723	9 216	662	8 554
	1985	1 082	927	155	877	9 150	441	8 709
	1986	1 196	1 041	155	1 033	9 082	217	8 865
Société québécoise des transports	1984	100 714	109 451	-8 737	-17 524	143 579	118 995	24 584
	1985	132 443	144 646	-12 203	-21 622	148 150	126 092	22 058
	1986	6 845	15 318	-8 473	-33 433	22 903	12 312	10 591
Usine de congélation de Saint-Bruno inc.	1984	911	774	137	426	1 554	64	1 490
	1985	1 245	1 010	235	661	2 043	318	1 725
	1986	851	1 051	-200	461	2 178	652	1 526
Communications et distribution de gaz								
Gaz Inter-Cité inc.	1984	53 407	53 154	273	-595	555 223	212 216	343 007
	1985	..	..	..	..	..	..	..
	1986	..	..	..	..	..	..	..
Société de télécommunications de la Baie-James	1984	5 568	6 484	-815	-1 297	8 717	8 014	703
	1985	..	..	..	..	..	..	..
	1986	..	..	..	..	..	..	..
Énergie électrique								
Hydro-Québec	1984	4 261 000	3 960 000	301 000	2 137 000	27 129 000	20 618 000	6 511 000
	1985	4 562 000	4 353 000	209 000	2 346 000	29 224 000	22 504 000	6 720 000
	1986	4 764 000	4 461 000	303 000	2 649 000	30 588 000	23 565 000	7 023 000
Commerce								
Centre de distribution de médicaments vétérinaires	1984	24 893	23 944	949	2 898	7 566	2 918	4 648
	1985	29 282	28 125	1 157	4 055	8 357	2 552	5 805
	1986	34 219	32 749	1 470	5 125	10 788	3 913	6 875
Société de développement autochtone de la Baie-James	1984	3 121	3 076	45	809	4 460	400	4 060
	1985	4 518	4 595	-77	729	4 902	672	4 230
	1986	7 036	7 787	-751	-10	4 425	684	3 741
Société des alcools du Québec	1984	886 148	545 693	340 455	68	171 779	141 711	30 068
	1985	936 680	584 481	352 199	1 884	199 702	167 818	31 884
	1986	948 354	587 683	360 671	1 555	187 957	156 402	31 555
Intermédiaires financiers								
Caisse de dépôt et placement du Québec	1984	2 078 807	2 078 807	-	-	20 133 105	20 133 105	-
	1985	2 696 539	2 696 539	-	-	22 543 379	22 543 379	-
	1986	2 980 003	2 980 003	-	-	25 072 432	25 072 432	-
Société de développement de la Baie-James	1984	3 253	24 488	-21 235	-63 583	21 687	15 426	6 261
	1985	5 844	15 225	-9 381	-72 964	14 538	18 550	-4 012
	1986	6 200	2 538	3 662	-69 302	11 996	12 618	-622
Hébergement, restauration et autres services publics								
Nouveler	1984	18 288	20 015	-1 869	-1 944	37 347	29 791	7 556
	1985	30 008	28 689	453	-1 454	52 890	44 844	8 046
	1986	22 731	24 010	-1 426	-1 011	48 765	35 526	13 239
Régie des installations olympiques	1984	22 034	101 664	-79 630	-9 954	1 097 915	572 741	525 174
	1985	21 501	94 102	-72 601	-18 386	1 137 544	571 670	565 874
	1986	23 525	84 251	-60 726	-151 638	1 204 329	705 177	499 152

Tableau 27 (suite)

Sommaire des états financiers des entreprises publiques provinciales, par secteur d'activité et par entreprise, Québec, 1984-1986

	Année	Revenus	Dépenses	Bénéfice net ou perte nette[1]	Bénéfices non répartis	Actif	Passif	Avoir net
					'000 $			
Société des établissements de plein air du Québec	1984	...	...	...	...	...	...	...
	1985	15 455	18 353	-2 898	-1 137	30 436	4 198	26 238
	1986	19 446	21 449	-2 003	-2 214	41 022	14 948	26 074
Société du tourisme de la Baie-James	1984	361	942	-581	-350	-	-	-
	1985	-	-	-	-350	-	-	-
	1986	-	-	-	1	1	-	1
Loto-Québec	1984	743 997	491 078	252 919	41 930	90 545	48 445	42 100
	1985	886 998	584 327	302 671	5 601	105 729	99 958	5 771
	1986	1 001 564	641 189	360 375	20 976	116 822	95 676	21 146
Éliminations	1984	271 174	193 396	77 578	-241 904	2 479 469	2 568 775	-89 306
	1985	257 882	199 492	58 390	-289 433	2 422 215	2 531 651	-109 436
	1986	268 380	263 186	5 194	-344 446	2 491 226	2 632 744	-141 518
Ensemble des entreprises publiques provinciales	1984	9 945 121	10 039 943	-157 936	739 386	49 957 989	42 263 958	7 694 031
	1985	10 869 337	10 318 015	532 645	691 742	54 157 323	46 610 209	7 547 114
	1986	11 379 635	10 357 820	994 899	1 062 197	58 072 122	50 037 140	8 034 982

1. Après provision pour impôt sur le revenu.

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques financières des entreprises publiques québécoises.*

Tableau 28

Sommaire des états financiers des entreprises publiques locales, par secteur d'activité et par entreprise, Québec, 1984-1986

	Année	Revenus	Dépenses	Bénéfice net ou perte nette[1]	Bénéfices non répartis	Actif	Passif	Avoir net
					'000 $			
Énergie électrique								
Fonds d'électricité								
Alma	1984	5 565	3 882	1 683	1 683	1 789	106	1 683
	1985	5 939	4 419	1 520	1 520	1 571	51	1 520
	1986	6 441	4 913	1 528	1 528	2 120	592	1 528
Baie-Comeau	1984	5 707	3 812	1 895	-	-	-	-
	1985	5 855	4 265	1 590	-	-	-	-
	1986	6 657	4 972	1 685	-	-	-	-
Belleterre	1984	167	130	37	12	46	9	37
	1985	167	144	23	11	48	10	38
	1986	174	128	46	17	92	14	78
Buckingham	1984	3 395	3 521	-126	118	846	728	118
	1985	3 552	3 535	17	50	1 166	1 116	50
	1986	4 090	4 335	-245	-195	1 199	1 394	-195
Coaticook	1984	3 009	2 616	393	151	723	572	151
	1985	3 076	2 899	176	151	921	771	150
	1986	3 504	3 238	266	46	647	601	46
Joliette	1984	7 772	7 070	702	-	1 654	1 654	-
	1985	8 373	6 904	1 469	-	1 615	1 615	-
	1986	9 008	8 081	927	-	1 586	1 586	-
Jonquière	1984	15 362	12 514	2 848	-	4 742	1 408	3 334
	1985	16 672	14 105	2 566	566	4 137	2 592	1 545
	1986	17 908	15 470	2 438	993	3 923	1 951	1 972

Tableau 28 (suite)

Sommaire des états financiers des entreprises publiques locales, par secteur d'activité et par entreprise, Québec, 1984-1986

	Année	Revenus	Dépenses	Bénéfice net ou perte nette[1]	Bénéfices non répartis	Actif	Passif	Avoir net
					'000 $			
La Baie	1984	2 588	2 458	130	-	807	807	-
	1985	2 791	2 552	239	-	795	795	-
	1986	3 090	2 749	341	-	844	844	-
Magog	1984	7 211	6 584	627	-12	573	502	71
	1985	7 832	7 114	719	17	766	665	101
	1986	8 676	7 542	1 134	41	665	540	125
Saint-Ambroise	1984	819	789	30	104	168	64	104
	1985	907	878	29	133	137	4	133
	1986	1 029	1 020	9	118	166	24	142
Sherbrooke	1984	45 472	39 933	5 539	2 864	8 911	5 296	3 615
	1985	48 925	44 684	4 242	622	9 512	7 695	1 817
	1986	55 204	49 835	5 369	-	6 357	4 979	1 378
Westmount	1984	9 939	9 059	880	-	1 805	1 805	-
	1985	10 434	9 578	856	-	2 043	2 043	-
	1986	11 731	10 717	1 014	-	2 430	2 401	29
Transport et entreposage								
Transport en commun								
Commission de transport de la	1984	15 847	20 709	-4 862	-	28 887	17 502	11 385
Communauté régionale de	1985	18 168	23 195	-5 027	-	33 359	19 928	13 431
l'Outaouais	1986	18 442	23 941	-5 500	-	37 286	22 827	14 459
Commission de transport de la	1984	48 740	59 548	-10 808	1 211	74 548	50 098	24 450
Communauté urbaine de Québec	1985	48 906	62 134	-13 228	1 570	98 304	67 689	30 615
	1986	52 562	68 101	-15 539	742	112 939	79 802	33 137
Corporation intermunicipale de	1984	2 531	2 852	-321	-	3 516	1 942	1 574
transport de la Rive-Sud de Québec	1985	2 394	2 670	-276	-	6 894	5 904	990
	1986	2 664	10 421	-7 757	-6 864	11 290	9 952	1 338
Corporation intermunicipale de	1984	3 911	4 146	-235	-	10 443	10 443	-
transport des Forges	1985	4 624	5 225	-601	-	9 774	9 774	-
	1986	4 909	5 748	-839	-	9 153	9 153	-
Corporation intermunicipale de	1984	5 201	6 453	-1 252	18	11 775	9 193	2 582
transport du Saguenay	1985	5 818	7 001	-1 184	84	12 942	9 728	3 214
	1986	6 013	7 115	-1 102	257	13 925	9 749	4 176
Corporation métropolitaine de	1984	9 495	10 011	-516	-	16 749	12 474	4 275
transport de Sherbrooke	1985	10 301	11 285	-984	-	21 453	16 037	5 416
	1986	11 817	13 165	-1 348	-	21 481	14 874	6 607
Société de transport de la	1984	325 888	426 967	-101 079	-	426 168	222 224	203 944
Communauté urbaine de Montréal	1985	349 562	462 303	-112 741	-	443 728	223 347	220 381
	1986	353 823	465 301	-111 478	-	436 802	213 222	223 580
Société de transport de la Rive-Sud	1984	32 737	40 275	-7 538	-	67 229	46 197	21 032
de Montréal	1985	36 600	46 046	-9 446	-	70 130	48 146	21 984
	1986	41 033	56 082	-15 049	-	72 067	46 425	25 642
Société de transport de la Ville	1984	26 575	40 768	-14 193	-	49 262	41 084	8 178
de Laval	1985	30 526	43 018	-12 492	-	52 065	41 849	10 216
	1986	31 110	43 228	-12 118	-	52 336	39 789	12 547
Éliminations	1984	-	-	-	-	-	-	-
	1985	-	-	-	-	-	-	-
	1986	-	-	-	-	-	-	-
Ensemble des entreprises publiques locales	**1984**	**577 931**	**704 097**	**-126 166**	**6 149**	**710 641**	**424 107**	**286 534**
	1985	**621 422**	**763 954**	**-142 533**	**4 724**	**771 360**	**459 759**	**311 601**
	1986	**649 885**	**806 102**	**-156 217**	**-3 316**	**787 308**	**460 719**	**326 589**

1. Après provision pour impôt sur le revenu.

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques financières des entreprises publiques québécoises.*

Tableau 29

Financement à long terme du secteur public, Québec et Canada, 1981-1987

	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987
				000 000 $			
Emprunts à long terme québécois	6 026,7	7 372,0	6 128,5	6 680,1	7 704,8	9 238,0	7 675,1
Administration provinciale	2 571,4	3 291,2	3 070,0	4 312,1	4 482,1	5 686,3	4 190,7
Gouvernement du Québec	2 330,7	2 875,6	2 576,4	3 435,4	3 607,0	4 944,6	3 354,9
Ministères	2 305,7	2 852,6	2 405,1	3 212,6	3 078,3	4 092,4	2 845,8
Fonds spéciaux	25,0	23,0	171,3	222,8	528,7	852,2	509,0
Commissions scolaires	35,0	47,9	368,0	595,3	243,3	364,7	372,8
Cégeps	28,5	70,0	-	146,4	200,3	152,2	242,2
Universités	71,8	122,7	53,0	49,5	242,0	151,0	42,0
Institutions publiques de santé	105,4	175,0	72,5	85,6	189,5	73,8	178,9
Administrations locales	1 147,6	1 233,7	826,9	1 179,5	1 188,8	1 377,9	1 403,3
Municipalités locales	827,2	884,0	593,6	732,2	1 005,4	1 113,0	1 314,2
Communautés urbaines et régionales	319,7	348,5	233,3	447,1	183,4	264,8	89,1
Municipalités régionales de comté	0,7	1,2	-	0,2	-	-	-
Entreprises publiques	2 307,7	2 847,1	2 231,6	1 188,5	2 033,8	2 173,8	2 081,2
Hydro-Québec	2 239,5	2 289,9	1 768,1	1 100,2	1 700,9	1 811,1	1 832,9
Sidbec	-	-	375,0	-	253,2	28,0	-
REIQ	50,0	448,0	-	-	-	151,6	5,0
Autres	-	-	46,2	51,7	44,8	106,8	206,1
Entreprises publiques de transport en commun	18,2	109,2	42,3	36,6	34,9	76,4	37,2
Emprunts à long terme selon la monnaie							
Canadienne	3 337,3	3 973,7	4 173,2	4 791,2	4 804,4	5 017,8	4 664,8
Américaine[1]	1 769,4	1 806,3	1 132,5	947,9	1 325,8	2 130,6	702,7
Européennes[1]	816,3	1 469,4	822,7	772,6	1 006,4	1 307,8	1 149,9
Autres (Yen)[1]	103,7	122,6	-	168,4	568,1	781,9	1 157,8
Emprunts à long terme canadiens[2]	37 117,0	42 250,0	43 373,0	46 740,0	51 194,0	49 256,0	52 272,0
Gouvernement du Canada	19 869,0	21 866,0	25 285,0	29 869,0	34 921,0	26 384,0	36 395,0
Provinces et municipalités	17 248,0	20 384,0	18 088,0	16 871,0	16 273,0	22 872,0	15 877,0
Au Canada	10 515,0	12 790,0	12 230,0	11 910,0	10 765,0	12 714,0	9 785,0
À l'étranger	6 733,0	7 594,0	5 858,0	4 961,0	5 508,0	10 158,0	6 092,0

1. Converti en monnaie canadienne.
2. Émissions brutes d'obligations émises ou garanties.

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Financement à long terme du secteur public québécois.*

Tableau 30

Indicateurs de l'économie, Québec, 1981-1987

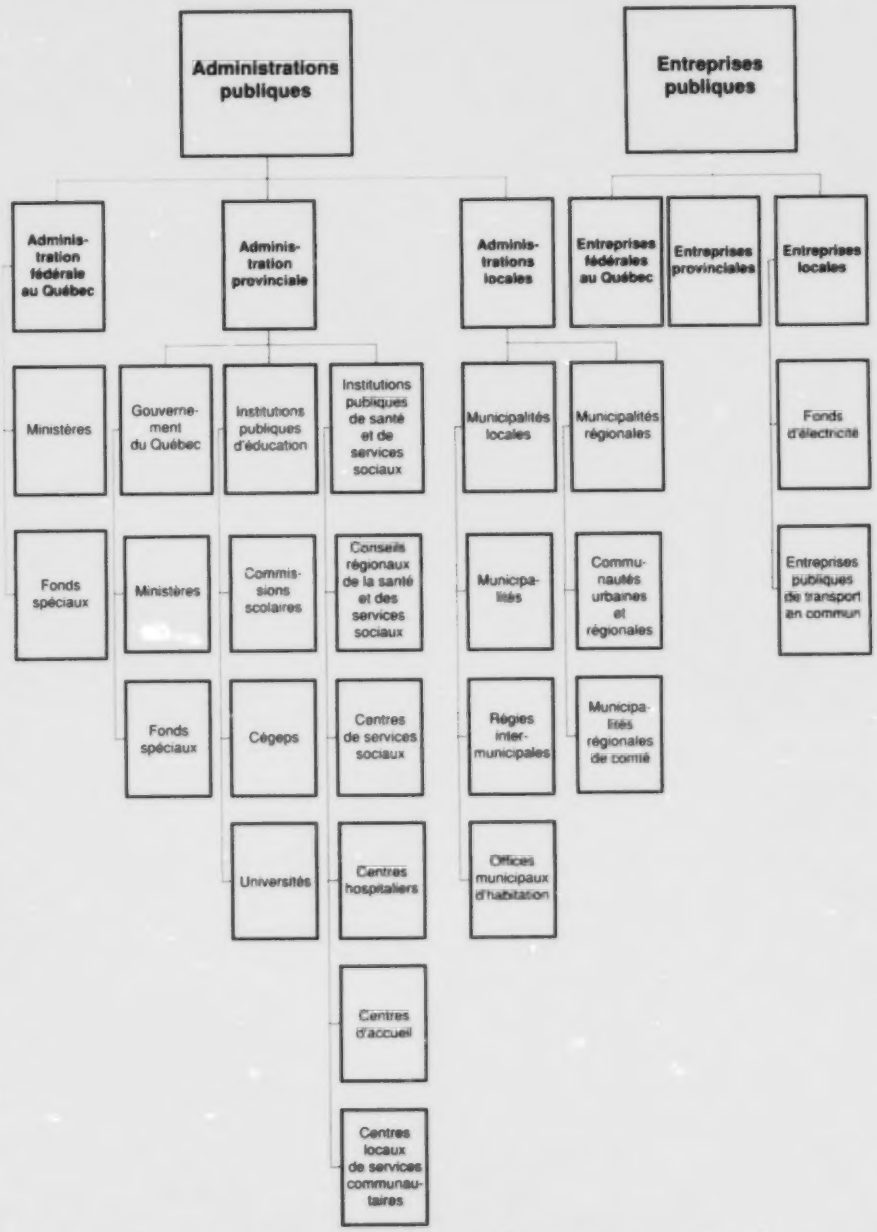
	Unité	1981	1982	1983
Emprunts à long terme	'000 000 $	6 026.7	7 372.0	6 128.5
En dollars constants de 1981[1]	'000 000 $	6 026.7	6 782.0	5 371.1
Produit intérieur brut aux prix du marché	'000 000 $	80 015.0	84 009.0	92 274.0
En dollars constants de 1981[1]	'000 000 $	80 015.0	77 285.2	80 871.2
Revenu personnel	'000 000 $	71 383.0	77 761.0	83 950.0
Proportion des emprunts du secteur public par rapport				
Au revenu personnel	%	7.5	8.8	6.6
Au PIB	%	8.4	9.5	7.3
Aux emprunts des provinces et des municipalités	%	34.9	36.2	33.9
Aux emprunts du secteur public canadien	%	16.2	17.4	14.1
Emprunts par habitant	$	935.8	1 140.7	946.4
Indice des prix du PIB	1981 = 100	100.0	108.7	114.1
Population	'000 $	6 440.1	6 462.8	6 475.6

	1984	1985	1986	1987
Emprunts à long terme	6 680.1	7 704.8	9 238.0	7 675.1
En dollars constants de 1981[1]	5 661.1	6 330.9	7 372.7	5 841.0
Produit intérieur brut aux prix du marché	100 962.0	109 076.0	119 439.0	..
En dollars constants de 1981[1]	85 561.0	89 627.0	95 322.0	..
Revenu personnel	91 559.0	99 374.0	105 545.0	..
Proportion des emprunts du secteur public par rapport				
Au revenu personnel	6.6	7.1	7.7	..
Au PIB	7.3	7.8	8.8	..
Aux emprunts des provinces et des municipalités	39.6	47.3	40.4	48.3
Aux emprunts du secteur public canadien	14.3	15.1	18.8	14.7
Emprunts par habitant	1 028.8	1 182.4	1 411.5	1 163.4
Indice des prix du PIB	118.0	121.7	125.3	131.4
Population	6 493.2	6 516.2	6 544.9	6 597.2

1. Déglonflé avec l'indice synthétique des prix du PIB canadien (données désaisonnalisées).

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Financement à long terme du secteur public québécois.*

Figure 6
Le secteur public au Québec



Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction des statistiques financières.

Tableau 31

Emploi et rémunération des salariés du secteur public, Québec, moyennes annuelles 1986 et 1987

Secteur	Emploi		Rémunération hebdomadaire moyenne, incluant les heures supplémentaires		Rémunération totale[1] versée durant l'année	
	1986	1987	1986	1987	1986	1987
	n		$		'000 $	
Administration publique fédérale	68 488	68 015	..	..	1 998 392	2 112 939
Administration publique provinciale	422 586	431 325	..	483,05	9 954 150	11 122 243
Ministères	61 372	61 357	558,88	609,76	1 784 479	2 017 868
Fonds spéciaux	13 699	13 508	527,82	584,63	376 569	410 550
Éducation	144 663	145 333	538,50	563,73	4 064 753	4 459 858
Commissions scolaires	114 279	113 193	545,18	573,76	3 255 257	3 540 889
Cégeps et Université du Québec	30 384	32 139	512,86	528,37	809 495	918 969
Santé et services sociaux	202 851	211 127	358,03	384,20	3 728 349	4 233 967
Centres hospitaliers	152 267	156 490	353,98	380,76	2 778 393	3 122 396
CLSC	8 883	10 293	387,32	420,38	172 579	216 100
CSS	5 390	5 784	529,98	560,33	141 823	166 141
Centres d'accueil	35 174	37 358	334,94	355,50	600 104	693 419
CSSS	1 137	1 203	571,66	567,20	35 450	35 911
Administrations publiques locales	64 103	66 218	..	..	1 626 242	1 791 943
Municipalités et communautés urbaines et régionale	61 454	63 417	499,92	525,58	1 588 902	1 752 106
Municipalités régionales de comté	696	680	394,67	406,84	14 361	14 515
Offices municipaux d'habitation	1 953	2 121	..	..	22 979	25 322
Entreprises publiques	105 125	96 400	..	..	3 561 006	3 350 092
Entreprises publiques fédérales	56 251	50 223	..	..	1 751 862	1 627 603
Entreprises publiques provinciales	37 677	35 598	683,12	729,10	1 440 846	1 355 819
Entreprises publiques locales	11 197	10 579	605,53	628,36	368 298	366 670
Total	660 302	661 958	..	..	17 139 790	18 377 217

1. À l'exception de l'Administration publique fédérale, la rémunération totale inclut les sommes versées pour les heures supplémentaires et les paiements irréguliers.

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Emploi, rémunération et heures de travail au Québec, janvier, février, mars 1988*.

Tableau 32

Emploi et rémunération de l'ensemble des salariés de l'Administration publique provinciale, par région administrative, Québec, moyennes annuelles 1986 et 1987

Région administrative	Emploi		Rémunération hebdomadaire moyenne, incluant les heures supplémentaires		Rémunération totale[1] versée durant l'année	
	1986	1987	1986	1987	1986	1987
	n		$		'000 $	
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	17 604	17 444	..	496,19	423 622	480 013
Ministères	2 729	2 728	521,46	553,29	74 073	82 086
Fonds spéciaux	195	191	532,56	579,25	5 189	5 613
Éducation	7 060	6 884	552,89	583,80	202 575	235 482
Santé et services sociaux	7 620	7 641	369,32	394,78	141 785	156 832
Saguenay—Lac-Saint-Jean	18 998	19 791	..	487,98	461 688	526 571
Ministères	1 876	1 834	517,95	557,57	50 480	56 034
Fonds spéciaux	178	164	519,78	564,62	4 586	4 692
Éducation	8 303	8 782	555,50	582,51	236 455	280 449
Santé et services sociaux	8 641	9 010	360,25	380,27	170 167	185 396

Tableau 32 (suite)

Emploi et rémunération de l'ensemble des salariés de l'Administration publique provinciale, par région administrative,
Québec, moyennes annuelles 1986 et 1987

Région administrative	Emploi		Rémunération hebdomadaire moyenne, incluant les heures supplémentaires		Rémunération totale[1] versée durant l'année	
	1986	1987	1986	1987	1986	1987
	n		$		'000 $	
Québec	101 231	99 716	..	517,30	2 493 944	2 728 278
Ministères	29 361	29 479	576,00	630,75	876 517	997 796
Fonds spéciaux	7 318	7 241	532,18	593,73	202 271	224 142
Éducation	23 665	23 457	555,99	585,40	673 379	735 894
Santé et services sociaux	40 887	39 529	359,16	378,26	741 777	770 446
Trois-Rivières	25 997	27 083	..	470,25	603 908	689 910
Ministères	2 796	2 766	523,42	560,75	75 614	84 672
Fonds spéciaux	245	220	504,87	554,18	6 256	6 276
Éducation	10 196	10 789	534,90	556,19	287 069	330 247
Santé et services sociaux	12 760	13 309	356,24	380,40	234 969	268 715
Estrie	15 917	17 231	..	470,86	364 559	430 747
Ministères	1 611	1 646	575,55	621,10	48 169	55 054
Fonds spéciaux	176	162	549,84	613,95	4 816	5 030
Éducation	5 683	5 973	528,26	567,80	156 404	181 798
Santé et services sociaux	8 447	9 450	351,33	380,96	155 170	188 865
Montréal	206 714	214 038	..	487,11	4 746 277	5 312 192
Ministères	18 410	18 392	555,88	605,44	531 874	602 773
Fonds spéciaux	5 037	5 044	525,02	575,43	139 557	151 050
Éducation	75 168	75 178	532,59	551,92	2 105 557	2 248 138
Santé et services sociaux	108 099	115 424	356,63	385,07	1 969 289	2 310 232
Outaouais	17 072	16 950	..	466,38	389 516	433 417
Ministères	1 738	1 712	523,89	568,84	47 269	52 679
Fonds spéciaux	299	258	464,25	527,21	7 159	6 979
Éducation	6 841	6 716	508,30	544,45	181 607	206 048
Santé et services sociaux	8 194	8 263	351,82	379,79	153 481	167 711
Abitibi-Témiscamingue	11 632	11 476	..	497,96	279 572	306 526
Ministères	1 753	1 733	525,88	558,98	47 935	52 456
Fonds spéciaux	134	127	522,63	567,33	3 452	3 631
Éducation	4 819	4 635	539,10	584,09	134 868	146 668
Santé et services sociaux	4 926	4 982	364,50	394,83	93 317	103 771
Côte-Nord et Nouveau-Québec	7 421	7 386	..	527,87	191 058	214 589
Ministères	1 099	1 067	566,79	594,01	32 544	34 318
Fonds spéciaux	118	101	563,27	622,72	3 286	3 137
Éducation	2 929	2 909	568,10	621,34	86 838	95 135
Santé et services sociaux	3 275	3 518	388,41	427,82	68 390	81 999
Le Québec	422 986	431 325	..	483,05	9 984 150	11 122 243

Sources: Bureau de la statistique du Québec.
Statistique Canada.

Tableau 33

Répartition de l'effectif régulier de la fonction publique, selon le sexe, par ministère, Québec, 31 mars 1987 et 1988

	1987			1988		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
	n					
Administration du système électoral	82	70	152	72	70	142
Affaires culturelles	443	415	858	432	429	861
Affaires municipales	303	178	481	299	181	480
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 821	769	2 590	1 739	768	2 507
Approvisionnements et Services	15	14	29	435	142	577
Assemblée nationale	209	227	436	195	225	420
Bureau de la protection civile du Québec	58	26	84	53	27	80
Commerce extérieur et Développement technologique	152	101	253	160	122	282
Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances	160	215	375	165	212	377
Commission d'accès à l'information	10	19	29	11	18	29
Commission d'appel de lésions en matière professionnelle	12	29	41	11	29	40
Commission de la fonction publique	21	16	37	22	13	35
Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec	1 446	992	2 438	1 399	1 000	2 399
Commission de protection de la langue française	20	10	30	19	13	32
Commission de protection du territoire agricole	43	45	88	41	48	89
Commission des affaires sociales	15	40	55	16	39	55
Commission des normes du travail	240	149	389	248	146	394
Commission des transports	85	144	229	84	135	219
Commission des valeurs mobilières	45	42	87	52	51	103
Communautés culturelles et Immigration	179	222	401	172	217	389
Communications	812	478	1 290	549	445	994
Conseil de la langue française	15	16	31	15	17	32
Conseil des communautés culturelles et de l'Immigration	3	3	6	4	3	7
Conseil du statut de la femme	3	68	71	3	68	71
Conseil du trésor	149	127	276	142	123	265
Conseil exécutif	152	173	325	145	164	309
Curateur public	50	78	128	47	80	127
Éducation	702	576	1 278	654	560	1 214
Énergie et Ressources	1 763	552	2 315	1 749	551	2 300
Enseignement supérieur et Science	335	244	579	329	259	588
Environnement	773	279	1 052	788	282	1 070
Financement forestier	21	2	23	21	2	23
Finances	680	472	1 152	647	461	1 108
Fonds de la réforme du cadastre québécois	32	-	32	33	-	33
Industrie et Commerce	482	291	773	489	301	790
Inspecteur général des institutions financières	204	197	401	200	200	400
Justice	1 309	2 168	3 477	1 239	2 137	3 376
Loisir, Chasse et Pêche	1 566	425	1 991	1 529	432	1 961
Main-d'œuvre et Sécurité du revenu	1 609	1 697	3 306	1 608	1 743	3 351
Office de la langue française	145	186	331	146	185	331
Office de la protection du consommateur	92	119	211	83	126	209
Office de planification et de développement du Québec	86	46	132	89	46	135
Office des personnes handicapées du Québec	49	70	119	46	77	123
Office des professions du Québec	16	22	38	14	24	38
Office des ressources humaines	169	219	388	155	217	372
Office des services de garde à l'enfance	18	52	70	23	48	71
Office du crédit agricole	201	122	323	193	128	321
Relations internationales	186	183	369	189	185	374
Revenu	2 322	2 028	4 350	2 287	2 063	4 350
Régie de l'assurance automobile du Québec	877	861	1 738	885	879	1 764
Régie de l'assurance-maladie du Québec	415	748	1 163	400	703	1 103

Tableau 33 (suite)

Répartition de l'effectif régulier de la fonction publique, selon le sexe, par ministère, Québec, 31 mars 1987 et 1988

	1987			1988		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
			n			
Régie des assurances agricoles	53	35	88	66	40	106
Régie des entreprises de construction	44	57	101	46	58	104
Régie des grains	17	5	22	..	..	..
Régie des rentes du Québec	383	300	683	382	295	677
Régie des services publics	15	16	31	15	15	30
Régie du logement	88	182	270	83	178	261
Santé et Services sociaux	589	507	1 096	586	521	1 107
Service des achats	112	69	181	..	..	..
Société d'habitation du Québec	254	131	385	255	144	399
Solliciteur général	2 508	585	3 093	2 570	686	3 256
Sûreté du Québec	458	541	999	431	552	983
Tourisme	246	136	382	242	144	386
Transports	6 277	989	7 266	6 135	1 055	7 190
Travail	666	332	998	635	329	964
Vérificateur général	152	58	210	156	65	221
Total	32 457	20 168	52 625	31 928	20 476	52 404

Source: Office des ressources humaines, *Présence des femmes, des hommes et des membres de groupes cibles dans la Fonction publique du Québec.*

Tableau 34

Répartition de l'effectif régulier de la fonction publique, selon le sexe et le traitement, Québec, 31 mars 1987 et 1988

Traitement	1987			1988		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
			n			
15 000 $ et moins	14	472	486	17	373	390
15 001 $ - 20 000 $	580	2 770	3 350	389	2 257	2 646
20 001 $ - 25 000 $	6 639	10 490	17 129	4 831	10 309	15 140
25 001 $ - 30 000 $	9 569	3 558	13 127	5 401	2 711	8 112
30 001 $ - 35 000 $	3 924	1 046	4 970	7 853	2 251	10 104
35 001 $ - 40 000 $	3 092	922	4 014	2 340	784	3 124
40 001 $ - 45 000 $	5 793	689	6 482	2 433	655	3 088
45 001 $ - 50 000 $	689	76	765	5 852	855	6 707
50 001 $ - 55 000 $	1 071	83	1 154	629	92	721
55 001 $ - 60 000 $	552	31	583	1 079	110	1 189
60 001 $ - 65 000 $	-	-	-	546	36	582
65 001 $ - 70 000 $	-	-	-	96	17	113
70 001 $ - 75 000 $	534	31	565	282	13	295
75 001 $ - 80 000 $	-	-	-	47	5	52
80 001 $ et plus	-	-	-	133	8	141
Total	32 457	20 168	52 625	31 928	20 476	52 404

Source: Office des ressources humaines, *Présence des femmes, des hommes et des membres de groupes cibles dans la Fonction publique du Québec.*

Tableau 35

Répartition de l'effectif régulier de la fonction publique, selon le sexe, par catégorie d'emploi, Québec, 31 mars 1987 et 1988

Catégorie d'emploi	1987			1988		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
			n			
Haute direction	218	24	242	209	31	240
Cadres supérieurs	2 316	179	2 495	2 232	183	2 415
Gérance intermédiaire	1 968	317	2 285	1 882	324	2 206
Professionnels	9 982	2 629	12 611	10 149	2 782	12 931
Enseignants	300	119	419	292	124	416
Techniciens	6 896	3 442	10 338	6 858	3 789	10 647
Personnel de bureau	4 155	13 257	17 412	3 944	13 044	16 988
Ouvriers	4 075	46	4 121	3 822	41	3 863
Agents de la paix	2 114	119	2 233	2 131	119	2 250
Autres fonctionnaires	433	36	469	409	39	448
Total	**32 457**	**20 168**	**52 625**	**31 928**	**20 476**	**52 404**

Source: Office des ressources humaines, *Présence des femmes, des hommes et des membres de groupes cibles dans la Fonction publique du Québec.*

Tableau 36

Répartition de l'effectif régulier de la fonction publique, selon le sexe, par groupe d'âge, Québec, 31 mars 1987 et 1988

Groupe d'âge	1987			1988		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
			n			
Moins de 20 ans	-	2	2	1	2	3
20 - 24 ans	206	424	630	149	334	483
25 - 29 ans	1 500	3 805	5 305	1 263	2 989	4 252
30 - 34 ans	4 931	6 189	11 120	4 385	6 526	10 911
35 - 39 ans	6 744	3 959	10 703	6 863	4 385	11 248
40 - 44 ans	6 292	2 186	8 478	6 446	2 529	8 975
45 - 49 ans	4 415	1 286	5 701	4 788	1 452	6 240
50 - 54 ans	3 657	997	4 654	3 541	959	4 500
55 - 59 ans	2 961	867	3 828	2 988	869	3 857
60 - 64 ans	1 577	393	1 970	1 330	365	1 695
65 ans et plus	174	60	234	174	66	240
Total	**32 457**	**20 168**	**52 625**	**31 928**	**20 476**	**52 404**

Source: Office des ressources humaines, *Présence des femmes, des hommes et des membres de groupes cibles dans la Fonction publique du Québec.*

Tableau 37

Répartition de l'effectif régulier de la fonction publique, selon le sexe et les années de service, Québec, 31 mars 1987 et 1988

Années de service	1987			1988		
	Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total
			n			
Moins de 3 ans	2 251	1 792	4 043	2 427	2 098	4 525
3 - 6 ans	2 725	2 206	4 931	2 327	1 747	4 074
7 - 10 ans	6 626	5 474	12 100	5 722	4 859	10 581
11 - 14 ans	7 513	6 166	13 679	7 560	6 569	14 129
15 - 18 ans	4 796	2 100	6 896	5 102	2 552	7 654
19 - 22 ans	4 316	1 323	5 639	4 046	1 376	5 422
23 - 26 ans	2 734	655	3 389	2 984	810	3 794
27 - 30 ans	975	292	1 267	1 314	319	1 633
31 - 35 ans	421	130	551	352	123	475
35 ans et plus	100	30	130	94	23	117
Total	**32 457**	**20 168**	**52 625**	**31 928**	**20 476**	**52 404**

Source: Office des ressources humaines, *Présence des femmes, des hommes et des membres de groupes cibles dans la Fonction publique du Québec.*

22

Éducation

Les organismes et établissements d'enseignement	849
L'effectif scolaire	850
Les diplômés	852
L'évolution de la scolarisation	853
Le personnel des organismes d'enseignement	854
Les revenus et les dépenses	854
La dépense par élève	855
Le financement de l'éducation	855

22

Liste des tableaux

1. Répartition des organismes d'enseignement, par catégorie, Québec, 1982-83 à 1986-87 858
2. Répartition des commissions scolaires, selon la langue d'enseignement et le statut confessionnel, Québec, 1986-87 858
3. Répartition des cégeps et des universités, selon la langue d'enseignement, Québec, 1986-87 859
4. Répartition des écoles des commissions scolaires, selon le niveau d'enseignement, Québec, 1982-83 à 1986-87 859
5. Effectif scolaire de l'ensemble des écoles et des collèges, selon le niveau d'enseignement, pour certaines années scolaires, Québec, 1976-77 à 1986-87 859
6. Effectif scolaire des réseaux public et privé, selon le niveau et la langue d'enseignement, par région administrative scolaire, Québec, 1984-85 à 1986-87 860
7. Effectif étudiant des universités, Québec, 1976-77 à 1986-87 860
8. Effectif étudiant à temps plein au collégial, selon le secteur et la discipline, Québec, 1982-83 à 1986-87 862
9. Diplômés du secondaire et du collégial, selon le secteur et le sexe, Québec, 1982-1987 862
10. Diplômés et certificats délivrés par les universités, selon le cycle et le sexe, par établissement, Québec, 1987 863
11. Effectif des adultes en formation continue de niveau primaire et secondaire des réseaux public et privé, selon le secteur et la langue d'enseignement, Québec, 1982-83 à 1986-87 864
12. Étapes du cheminement scolaire, selon le sexe, Québec, 1979, 1985, 1986 864
13. Population de 15 ans et plus, selon le plus haut niveau de scolarité atteint, le sexe et le groupe d'âge, Québec, Ontario et autres provinces, 1986 865
14. Personnel des commissions scolaires, selon la catégorie d'emploi, Québec, 1982-83 à 1986-87 866
15. Répartition du personnel des commissions scolaires et des cégeps, par catégorie d'emploi et par sexe, Québec, 1986-87 866
16. Personnel des cégeps, selon la catégorie d'emploi, Québec, 1982-83 à 1986-87 867
17. Personnel des universités, selon la catégorie d'emploi, Québec, 1982-83 à 1985-86 867
18. Revenus des organismes d'enseignement, Québec, 1983-84 à 1986-87 867
19. Dépenses de fonctionnement des organismes d'enseignement, Québec, 1980-81 à 1986-87 868
20. Dépenses des commissions scolaires par élève et part de cette dépense dans le PIB par habitant, Québec et Ontario, 1972-73 à 1986-87 868
21. Nombre et valeur des prêts aux étudiants, Québec, 1977-78 à 1987-88 868
22. Nombre et valeur des bourses aux étudiants, Québec, 1977-78 à 1987-88 869

Ce chapitre a été réalisé par Danielle Bilodeau, avec la collaboration d'Éric Girard, de la Direction des statistiques sur la population et les ménages du Bureau de la statistique du Québec, ainsi que celle des ministères de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et de la Science.

Ce chapitre présente un grand nombre de données visant à décrire l'évolution récente du monde de l'éducation au Québec. Il est d'abord question du nombre d'organismes et d'établissements d'enseignement depuis le niveau primaire jusqu'au niveau universitaire. Vient ensuite l'effectif scolaire à tous les niveaux d'enseignement, aussi bien à l'enseignement régulier qu'à la formation continue, dans le réseau public comme dans le réseau privé. Le présent chapitre fournit également des renseignements sur l'évolution de la scolarisation, c'est-à-dire le nombre de diplômés et la probabilité d'atteindre certains niveaux de formation scolaire. Il traite ensuite du personnel selon les diverses catégories d'emploi. Enfin, des chiffres relatifs aux coûts de l'enseignement, à savoir les revenus et les dépenses des organismes d'enseignement et des étudiants et les sommes consacrées aux prêts et bourses, complètent ce tableau du système de l'éducation.

Les organismes et établissements d'enseignement

Les organismes d'enseignement

Les organismes d'enseignement comprennent les commissions scolaires, les collèges d'enseignement général et professionnel (cégeps), les universités, les établissements publics hors-réseau et les institutions privées. Les organismes d'enseignement primaire et secondaire relèvent du ministère de l'Éducation et ceux d'enseignement collégial et universitaire, du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science.

En baisse de 11,7% par rapport à 1983-84, le nombre de commissions scolaires au Québec s'élève à 217 en 1986-87: 185 sont catholiques, 29 protestantes et 3 multiconfessionnelles. Le réseau catholique comprend 138 commissions de langue française, une de langue anglaise et 46 bilingues, tandis que le réseau protestant en compte 14 de langue anglaise et 15 bilingues. Quant aux trois commissions scolaires multiconfessionnelles, elles dispensent leur enseignement dans un cadre linguistique bilingue.

En hausse de 5,3%, le nombre d'institutions privées passe de 318, en 1983-84, à 335, en 1986-87. Le nombre d'établissements publics hors-réseau demeure pour sa part assez stable, de façon générale, fluctuant autour de 50 depuis les cinq dernières années. Dans l'enseignement primaire et secondaire, ces derniers regroupent les écoles qui dépendent d'un ministère autre que celui de l'Éducation et certains cégeps qui, outre l'enseignement collégial, offrent des cours d'enseignement secondaire professionnel.

Le réseau collégial comprend, pour l'année scolaire 1986-87, 46 cégeps, soit 39 de langue française, 3 de langue anglaise et un bilingue, auxquels il faut ajouter 3 campus anglophones. Sont également inclus 30 collèges privés et 12 établissements publics hors-réseau. Ces derniers se définissent comme des établissements publics relevant d'un autre ministère que celui de l'Enseignement supérieur et de la Science.

Quant aux universités, à leurs constituantes et à leurs écoles affiliées, elles comprennent 20 établissements, soit 17 francophones et 3 anglophones. Fait à noter, le nombre d'établissements d'enseignement collégial et universitaire est demeuré à peu près constant au cours des cinq dernières années.

Les établissements d'enseignement

Le nombre d'écoles régies par les commissions scolaires connaît une légère hausse de 0,3% en 1983-84 et de 1,8% en 1984-85, pour ensuite fléchir au cours des deux années suivantes et retrouver le niveau atteint en 1982-83. Il existe trois catégories d'écoles: les écoles primaires, les écoles secondaires et les écoles offrant à la fois le cours primaire et secondaire. Le nombre de ces dernières s'accroît sensiblement (29,1%) entre 1982-83 et 1986-87; celui des écoles primaires n'enregistre qu'une très faible hausse (0,6%), tandis que celui des écoles secondaires chute de 11,5%.

L'effectif scolaire

Le secteur précollégial

Le secteur précollégial regroupe l'enseignement préscolaire et primaire et l'enseignement secondaire.

En 1986-87, l'effectif dans l'enseignement primaire et secondaire connaît sa première augmentation depuis 1970-71 au Canada, mais il continue de baisser au Québec. En effet, en diminution constante dans l'ensemble du Québec, l'effectif scolaire passe de 1 422 690, en 1977-78, à 1 136 464, en 1986-87. Cela représente une chute globale de 20,1% en dix ans et une diminution annuelle moyenne de 2,2%. Dans l'enseignement primaire, la diminution moyenne est de 1,6%, bien qu'on observe un léger redressement de l'effectif au cours des deux dernières années. Le déclin est plus sensible dans l'enseignement secondaire, qui voit son effectif connaître une décroissance annuelle moyenne de 4,3%.

Les données régionales montrent que, pour la période allant de 1984-85 à 1986-87, c'est dans la région de la Côte-Nord que la population scolaire décline le plus fortement (-5,2%). En revanche, la région du Nouveau-Québec voit son effectif scolaire augmenter de 8,4%.

Dans les deux groupes linguistiques, une baisse de l'effectif plus marquée chez les anglophones que chez les francophones est observée. Les premiers voient leur nombre diminuer de 5,0% en 1985-86 et de 2,2% en 1986-87, tandis que les seconds n'accusent qu'un léger recul de 0,7% et 0,2% de leur effectif au cours des mêmes années.

De 93 829 en 1982-83, le nombre d'élèves inscrits dans les classes de difficulté d'adaptation et d'apprentissage grimpe à 124 421 en 1986-87, ce qui représente un bond de 32,6%. Les classes d'accueil et de francisation font pour leur part moins bonne figure, avec une diminution d'effectif de 3,3% au cours de la même période.

Le secteur collégial

L'effectif à temps plein dans l'enseignement collégial augmente de façon constante au cours des années 70 et au début des années 80 au Canada. La progression est cependant moins soutenue depuis 1984-85, le nombre d'élèves accusant même une baisse de 0,5% en 1986-87. Cette baisse ne touche pas le Québec, qui connaît, par ailleurs, une évolution identique mais dont l'effectif reste stable en 1986-87. Depuis 1976-77, le nombre d'élèves dans les cégeps et les collèges privés connaît une croissance annuelle moyenne de 2,8%, pour atteindre 159 220 élèves en 1986-87.

En 1986-87, le secteur général accueille 82 745 élèves et le secteur professionnel, 75 078. Par rapport à 1985-86, le secteur général augmente son effectif de 1,6%, alors que le secteur professionnel accuse un recul de 1,9%.

Dans le secteur général, les sciences humaines et les sciences de l'administration se classent en tête des préférences, avec 54,8% des inscriptions en 1986-87. Dans le secteur professionnel, ce sont les techniques de l'administration qui jouissent de la plus grande popularité, avec 37,1% des inscriptions.

L'analyse de l'évolution de l'effectif scolaire selon la région montre qu'au cours des années 1985-86 et 1986-87, trois régions (Bas-Saint-Laurent—Gaspésie, Saguenay—Lac-Saint-Jean et Trois-Rivières) enregistrent de fortes baisses. En Abitibi-Témiscamingue, l'effectif augmente de 9,5% en 1985-86, mais diminue de 1,1% l'année suivante. Les variations d'effectif dans les autres régions sont relativement peu importantes.

Sur le plan linguistique, le nombre d'élèves augmente dans le réseau anglophone (6,6% en 1985-86 et 1,9% en 1986-87) et diminue, bien que légèrement, dans le réseau francophone (-0,7% en 1985-86 et -0,4% en 1986-87). Deux régions font exception à ces tendances: la région de Québec, où l'effectif scolaire s'accroît dans les deux réseaux et la région de l'Estrie, où le nombre d'élèves augmente du côté francophone et diminue du côté anglophone.

Le secteur universitaire

Au Canada, après deux années de baisse, l'effectif à temps plein des universités recommence à augmenter en 1979-80 et cette tendance se poursuit depuis. À la différence du Canada, l'effectif des universités québécoises, en progression continue, n'enregistre aucun recul au cours de la dernière décennie.

Entre 1976-77 et 1986-87, le nombre d'étudiants inscrits à l'université s'accroît globalement de 49,9% et la croissance annuelle moyenne s'élève à 3,4%. L'effectif est porté de 107 471 à 150 591 pendant cette période. La hausse est plus sensible chez les étudiants à temps plein (44,5%) que chez les étudiants à temps partiel (30,1%). Les premiers passent de 74 762 à 108 046 et les seconds, de 32 709 à 42 545, ce qui représente un accroissement annuel moyen de 3,8% dans le premier cas et de 2,7% dans le second cas. En conséquence, la part des étudiants à temps partiel diminue: ils représentent 28,3% de l'effectif total en 1986-87, contre 30,4% en 1976-77.

Le secteur de la formation continue

Grimpant de 103 071 à 219 044 entre 1982-83 et 1986-87, l'effectif de ce secteur fait un bond de 112,5%. Entre l'enseignement général et l'enseignement professionnel, 126 587 adultes —soit 57,8% de l'effectif total— choisissent la première option en 1986-87 et 92 457 (42,2%), la seconde. La langue d'enseignement est dans 90,7% des cas le français, comparativement à 85,6% en 1982-83.

L'année scolaire 1985-86 se distingue de deux façons. C'est d'abord l'année où est enregistrée la plus forte croissance de l'effectif dans ce secteur (49,5%). C'est ensuite l'année où la part de l'enseignement général est à son plus haut niveau, avec 67,2% de l'effectif total.

Les réseaux public et privé

Les deux réseaux d'enseignement gèrent des établissements d'enseignement primaire, secondaire et collégial. Entre 1983-84 et 1986-87, la part du réseau privé progresse légèrement. Ainsi, en 1986-87, au primaire et au secondaire, 8,6% (96 981) de l'ensemble des élèves fréquentent l'école privée, contre 7,9% en 1983-84. Dans l'enseignement collégial, cette proportion s'établit à 13,1% (20 855) en 1986-87, contre 11,2% en 1983-84.

La population scolaire du réseau privé est également en hausse. Entre 1983-84 et 1986-87, le nombre d'inscriptions s'accroît globalement de 7,0% au primaire et au secondaire et de 18,8% à l'enseignement collégial. En revanche, la population scolaire du réseau public diminue, la baisse étant de 0,5% dans le cas des élèves du primaire et du secondaire et de 1,8% dans le cas des cégépiens.

La part du secteur général dans l'enseignement collégial est plus importante dans le réseau privé que dans le réseau public. En 1986-87, ce secteur accueille 57,1% des 20 855 élèves du réseau privé et 51,2% des 138 365 cégépiens du réseau public. À titre de comparaison, en 1983-84, le secteur général a la faveur de 48,8% des cégépiens du réseau public et de 63,6% des élèves du réseau privé.

Les diplômés

Les diplômés du primaire et du secondaire

En juin 1987, le ministère de l'Éducation délivre 78 913 diplômes aux élèves du secondaire: 60 117 sont obtenus dans l'enseignement général (76,7%) et 18 274, dans l'enseignement professsionnel (23,3%). Les filles détiennent 53,4% de ces diplômes. Les régions de Québec et de Montréal réunies regroupent 72,1% des diplômés.

Depuis les cinq dernières années, on assiste à un déclin du nombre de diplômés du secondaire, plus accentué dans le secteur professionnel (43,9%) que dans le secteur général (8,1%). Ce déclin est dû essentiellement à la chute de l'effectif scolaire au secondaire. En 1987, la diminution atteint 9,3% dans le secteur général et 10,7% dans le secteur professsionnel.

Les diplômés du collégial

Des 37 204 élèves qui obtiennent un diplôme d'études collégiales (DEC) en 1987, 23 701 font partie du secteur général (63,7%) et 12 979, du secteur professionnel (34,9%). Les femmes constituent 56,5% de ces diplômés.

Au cours des cinq dernières années, le nombre de diplômés augmente régulièrement dans le secteur général: il passe de 21 606 à 23 701, soit un accroissement de 9,7%. Par contre, dans le secteur professionnel, le nombre de diplômés, après avoir culminé à 16 063 en 1985, diminue. En 1987, le recul atteint 13,6%.

En 1987, les sciences humaines se classent en tête des différentes disciplines du secteur général, avec 53,0% des diplômés. Les techniques administratives occupent, pour leur part, le premier rang du secteur professionnel, avec 34,5% des diplômés. Secteurs général et professionnel confondus, ce sont les sciences humaines qui l'emportent, avec 31,2% de l'ensemble des diplômes délivrés.

Sur le plan régional, la plus forte concentration de diplômés en sciences humaines se trouve dans l'Outaouais: 66,7% de tous les DEC attribués au secteur général dans cette région sont des DEC de sciences humaines. La région du Nord-de-Montréal détient, de son côté, la plus forte proportion de diplômés en techniques administratives, ceux-ci représentant 42,4% de tous les diplômés du secteur profesionnel.

Les diplômés d'université

En 1987, 43 130 diplômes universitaires sont délivrés, soit 19 802 aux hommes (45,9%) et 23 328 aux femmes (54,1%). La part des femmes dans l'ensemble des diplômés est en constante progression depuis 1983; elle s'élève alors à 50,2%. Toutefois, plus le grade est élevé moins les femmes sont représentées: elles obtiennent ainsi 61,8% des diplômes et des certificats, 51,9% des baccalauréats, 44,7% des maîtrises et 27,7% des doctorats. Au premier cycle, c'est à l'université de Montréal que le pourcentage de femmes est le plus élevé (54,5%) et à l'université Bishop qu'il est le plus faible (42,6%).

En 1987, pour les trois cycles des études supérieures, c'est le réseau de l'Université du Québec qui remet le plus grand nombre de diplômes au Québec, soit 6 575 sur un total de 29 006 (22,7%), suivi immédiatement de l'université de Montréal, avec 6 534 diplômes (22,5%). Le réseau de l'Université du Québec délivre également le plus grand nombre de diplômes du 1er cycle, soit 5 937 sur 23 860 (24,9%) et l'université de Montréal, le plus grand nombre de maîtrises (1 396 ou 30,7%). L'université McGill et l'université de Montréal se classent en tête en ce qui a trait au nombre de doctorats: 192 (32,4%) pour la première et 186 (31,4%) pour la seconde.

L'évolution de la scolarisation

D'après le recensement de 1986, 76,1% de la population de 15 ans et plus a une 9e année, 56,3% détient un diplôme du secondaire ou d'études non universitaires; 15,9% accède aux études universitaires et 8,6% possède un grade universitaire.

Le niveau de scolarité continue d'augmenter, mais à un rythme plus faible que dans les années 1970. En effet, le pourcentage de la population possédant au moins une 9e année passe de 67,0%, en 1976, à 73,6%, en 1981 et atteint 76,1% en 1986. Pour les mêmes années, le pourcentage de la population détenant un diplôme d'études secondaires est respectivement de 40,9%, 53,9% et 56,3%. Enfin, 9,8% de la population accède aux études universitaires en 1971, 13,5% en 1981 et 15,9% en 1986.

La probabilité d'obtenir un diplôme du secondaire à l'enseignement régulier est de 72,4% en 1986, contre seulement 59,7% en 1979. Quant à la probabilité d'obtenir ce diplôme à la formation continue, elle s'établit à 8,8% en 1986, comparativement à 5,3% en 1979. La probabilité d'accéder aux études collégiales est également en hausse, passant de 42,2%, en 1979, à 62,6%, en 1986.

Ces résultats sont meilleurs chez les femmes. En 1986, à l'enseignement régulier, la probabilité pour les filles d'obtenir un diplôme d'études secondaires est de 77,6%, alors qu'elle n'est que de 67,5% pour les garçons.

Au collégial, pour les nouveaux étudiants qui se sont inscrits à l'automne 1980, la probabilité d'obtenir un diplôme d'enseignement collégial (DEC) s'élève à 63,3% dans le secteur général et à 55,9% dans le secteur professionnel. Dans le secteur général, la probabilité d'obtenir ce diplôme est identique chez les hommes et chez les femmes, mais dans le secteur professionnel, elle est plus élevée chez les femmes (58,5%) que chez les hommes (52,4%).

Enfin, pour l'année 1984-85, la probabilité d'accéder à des études universitaires est de 61,1%. Cette probabilité se répartit ainsi: 29,5% pour le baccalauréat et 31,6% pour le certificat. La probabilité d'accès aux études universitaires est plus forte chez les femmes (66,6%) que chez les hommes (55,6%). Toutefois, les femmes visent davantage le certificat que les hommes (54,2% contre 48,6%).

Malgré une amélioration générale du niveau de scolarité, une partie de la population est toujours considérée comme analphabète. Cette situation prévaut aussi dans d'autres pays industrialisés. L'année 1990 a d'ailleurs été proclamée « Année internationale de l'alphabétisation » par l'Assemblée générale des Nations Unies, sur proposition de l'UNESCO. L'édition 1985-1986 du *Québec statistique* contient une section concernant l'analphabétisme. Faute de données récentes sur cette question, cette section n'est pas reprise dans la présente édition.

Le personnel des organismes d'enseignement

Le personnel des commissions scolaires et des cégeps diminue constamment depuis l'année 1982-83. De 93 740 en 1982-83, le nombre d'employés dans les commissions scolaires tombe à 86 683 en 1986-87, soit une baisse de 7,5%. Les cégeps, pour leur part, enregistrent un recul de 3,2% pendant la même période, le nombre d'employés passant de 19 000 à 18 397. En revanche, le personnel des universités augmente de 5,5% entre 1982-83 et 1985-86 et passe de 27 610 à 29 142 employés.

L'évolution du personnel varie selon la catégorie d'emploi. Dans les commissions scolaires et les cégeps, le personnel cadre et le personnel de soutien technique et para-technique augmente, alors que le personnel chargé de l'entretien et des services et le personnel enseignant diminue. En effet, en 1986-87, l'effectif enseignant décroît de 1,8% dans les commissions scolaires et de 1,5% dans les cégeps. Dans les universités, toutes les catégories d'emploi augmentent par rapport à 1982-83, à l'exception du personnel professionnel non enseignant, qui demeure stable.

En 1986-87, le pourcentage de femmes employées par les commissions scolaires est de 57,6%. Ce pourcentage tombe à 36,7% dans les cégeps. À l'université, en 1985-86, il n'est que de 16,3%.

Les femmes sont très peu représentées dans les postes de direction. Elles occupent 9,7% des postes de cadre dans les commissions scolaires, 10,9% des postes de cadre dans les cégeps et 14,7% des postes de direction à l'université.

Le personnel des commissions scolaires et des cégeps connaît de plus en plus le phénomène du vieillissement. En 1986, 64% des enseignants du secteur précollégial ont plus de 40 ans, comparativement à 26% dix ans plus tôt. Quant au personnel des cégeps, seulement 21,2% des employés ont moins de 35 ans en 1986-87, comparativement à 37,4% en 1982-83.

Les revenus et les dépenses

En 1986-87, les revenus des commissions scolaires atteignent 4 980,7 millions de dollars et les dépenses, 4 943,6 millions, ce qui représente dans les deux cas une hausse de 2,2% par rapport à l'exercice précédent.

Les revenus des commissions scolaires proviennent principalement des subventions du gouvernement du Québec (91,4%). L'imposition locale constitue la deuxième source de revenus (4,5%); le solde (4,0%) provient du gouvernement du Canada, des municipalités et d'autres sources.

Les salaires et les avantages sociaux, dans une proportion de 68,0% pour les premiers et de 5,2% pour les seconds, représentent la majeure partie des dépenses des commissions scolaires.

En 1986-87, les établissements privés subventionnés d'enseignement primaire voient leurs revenus s'accroître de 8,3%; ces derniers passent de 334,5 millions de dollars, en 1985-86, à 362,2 millions de dollars, en 1986-87. Pour cette dernière année, les subventions du gouvernement du Québec représentent 54,3% de l'ensemble de leurs revenus et les frais de scolarité, 20,6%.

De leur côté, les dépenses s'établissent à 360,2 millions de dollars, soit une augmentation de 6,7% par rapport à l'exercice précédent.

En hausse de 5,3%, les revenus des collèges publics (cégeps), qui s'élèvent à 768,3 millions de dollars en 1983-84, passent à 809,0 millions en 1984-85. La presque totalité de ces revenus provient de subventions (90,0%) du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science. Quant aux dépenses, elles s'élèvent à 801,4 millions de dollars en 1984-85, ce qui représente un accroissement de 13,7% par rapport à l'année précédente. Là encore, les salaires (70,1%) et les avantages sociaux (5,2%) constituent la majeure partie des dépenses.

En 1986-87, les revenus des universités s'élèvent à 1 615,4 millions de dollars, soit une augmentation de 6,1% par rapport à 1985-86. Les revenus proviennent principalement du gouvernement du Québec et de ses organismes affiliés (71,5%), du gouvernement du Canada et de ses organismes affiliés (8,2%), de la vente de produits et services (7,5%) et des étudiants (6,3%). Par ailleurs, les dépenses s'élèvent à 1 650,3 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 5,8% par rapport à l'année précédente. Les salaires (62,2%) et les avantages sociaux (8,0%) constituent les deux tiers de ces dépenses.

La dépense par élève

La dépense par élève dans l'enseignement primaire et secondaire est un indicateur de l'effort financier en éducation et le PIB par habitant, un indicateur de richesse collective. La mise en relation de ces deux indicateurs d'importance fournit un indicateur synthétique de l'effort financier relatif en éducation.

En 1986-87, la dépense par élève s'établit à 4 273 $ au Québec et à 4 310 $ en Ontario. L'effort financier global en éducation est donc moins élevé au Québec, mais c'est là un fait nouveau puisque, depuis plus d'une dizaine d'années, la dépense par élève a toujours été plus élevée au Québec qu'en Ontario. Malgré les compressions budgétaires récentes, l'effort financier relatif fourni au Québec (23,7%) est plus élevé qu'en Ontario (19,4%), la part du PIB par habitant que représente la dépense d'éducation par élève étant supérieure.

En 1986, le Québec consacre 4,3 milliards de dollars à l'enseignement primaire et secondaire public, soit 3,8% de son PIB, qui s'élève à 113,1 milliards.

Le financement de l'éducation

Au Québec, seules les universités exigent des frais de scolarité. Toutefois, le système de prêts et bourses mis en place par le gouvernement du Québec n'est pas seulement destiné aux étudiants des universités, mais également à ceux des collèges. Le ministère de l'Éducation accorde 111 733 prêts en 1987-88, contre 66 513 en 1977-78, ce qui représente une augmentation totale de 68,0% et une augmentation annuelle moyenne de 5,3%. Les effectifs, quant à eux, s'accroissent de 36,5% entre 1976-77 et 1986-87. La valeur des prêts accordés grimpe de 53,3 millions de dollars, en 1977-78, à 217,9 millions, en 1987-88 (308,8%), soit un taux d'augmentation annuel moyen de 15,1%. Le prêt moyen, qui est de 801 $ en 1977-78, atteint 1 950 $ en 1987-88 (+143,4%). Pendant le même temps, le coût de la vie s'accroît globalement de 105,9%.

En 1987-88, 64 092 bourses ont été distribuées, comparativement à 43 393 dix ans plus tôt. Cela représente une augmentation annuelle moyenne de 4,0% et une croissance globale de 47,7%. La valeur de ces bourses atteint 168,8 millions de dollars en 1987-88, comparativement à 53,7 millions en 1977-78, ce qui constitue une hausse de 214,3% et une augmentation annuelle moyenne de 12,1%. Toutefois, une analyse plus en détail montre que le nombre et la valeur moyenne des bourses culminent en 1985-86, pour diminuer l'année suivante. En 1986-87, le nombre de bourses décroît de 9,3% et leur valeur moyenne, de 11,9%, bien que l'effectif scolaire demeure relativement stable (+0,7%) et que le coût de la vie augmente de 4,9%.

La valeur moyenne d'une bourse passe de 1 238 $, en 1977-78, à 2 634 $, en 1987-88, soit une augmentation de 112,8%. Une baisse de 3,7% de la valeur moyenne de la bourse est observée en 1986-87, mais elle est compensée par une hausse de 3,4% en 1987-88.

Une enquête réalisée par le Bureau de la statistique du Québec à l'automne 1985 fournit de nombreux renseignements sur la situation financière des étudiants. L'étudiant inscrit au collège se trouve dans la plupart des cas un emploi d'été et souvent même un emploi durant l'année scolaire. Il accumule ainsi en moyenne des revenus d'emploi de 2 500 $, ce qui représente plus de la moitié de l'ensemble de ses revenus. Comme ses dépenses s'élèvent en moyenne à 4 200 $, l'étudiant fait alors appel à ses parents ou au Régime des prêts et bourses pour obtenir des revenus complémentaires. Près de 40% des étudiants seulement reçoivent une contribution financière de leurs parents, pour un montant moyen de 1 400 $. De plus, environ 40% des étudiants obtiennent une aide financière du Régime de prêts et bourses.

Près du quart des étudiants inscrits à l'université sont reconnus financièrement indépendants de leurs parents. L'étudiant de niveau universitaire travaille dans 90% des cas durant l'été et, deux fois sur trois, durant l'année scolaire. Ses revenus d'emploi s'élèvent à 3 700 $ en moyenne, ce qui représente plus de 50% de tous ses revenus. Ses parents, lorsqu'il est reconnu dépendant, lui fournissent dans la moitié des cas une contribution moyenne de 1 600 $. Quant à ses dépenses, elles s'élèvent à 6 700 $. Près du tiers —environ 2 150 $— est consacré aux frais de subsistance. L'étudiant locataire débourse en moyenne 2 200 $ par année pour son logement. Plus de la moitié des étudiants (52%) reçoivent une aide financière.

3.—Tableaux annuels.

Tableau I.—Récapitulation générale des écoles de la province de Québec.

Enseignement — Année 1913-14

Catégorie d'écoles	Nombre d'écoles	Instituteurs	Institutrices	Élèves				
				Garçons	Filles	Total	Présence moyenne	Pourcentage de la présence moyenne
1)—*Ecoles catholiques*								
Ecoles élémentaires	5,094	193	6,197	99,308	103818	203126	156221	77.11
Ecoles modèles	665	896	2,373	56,804	53,531	110135	91,014	70.41
Académies	258	532	1,947	27,360	38,567	65,927	56,958	86.40
Ecoles normales	13	42	92	174	918	1,092	.....	.....
Collèges classiques	21	726	.....	8,444	.....	8,444	7,841	92.86
Université	1	302	18	1,625	635	2,260	.....	.....
Ecoles des sourds-muets et des aveugles	3	35	51	150	369	519	.....	.....
Ecoles des arts et métiers	13	40	.....	2,634	.....	2,634	1,466	55.77
Ecoles du soir	53	116	5	4,223	228	4,451	.....	.....
Totaux	6,119	3,135	10,683	200832	200386	408720	.....	79.89
2)—*Ecoles protestantes.*								
Ecoles élémentaires	796	30	1,356	19,936	19,405	39,341	28,881	73.41
Ecoles modèles	53	8	144	2,415	2,188	4,603	3,241	70.41
Académies	38	84	280	5,314	5,309	10,623	8,232	77.49
Ecole normale	1	6	6	15	163	178	.....	.....
Universités	2	262	.....	1,499	35	1,534	.....	.....
Ecole des sourds-muets et des aveugles	1	6	.....	26	38	64	.....	.....
Ecoles du soir	10	36	.....	2,465	.....	2,465	.....	.....
Totaux	897	431	1,786	31,670	27,236	58,906	.....	69.37
3)—*Ensemble des écoles catholiques et protestantes*								
Ecoles élémentaires	5,890	232	7,553	119244	125363	244607	185102	75.67
Ecoles modèles	718	904	2,517	59,019	55,719	114738	94,255	82.15
Académies	296	916	2,227	32,674	43,876	76,550	65,190	85.16
Ecoles normales	14	48	98	189	1,081	1,270	.....	.....
Collèges classiques	21	726	.....	8,444	.....	8,444	7,841	92.86
Universités	3	564	18	3,124	770	3,894	.....	.....
Ecoles des sourds-muets et des aveugles	4	41	51	176	407	583	.....	.....
Ecoles des arts et métiers	13	40	.....	2,634	.....	2,634	1,466	55.77
Ecoles du soir	63	174	5	6,688	228	6,916	.....	.....
Totaux	7,016	3,566	12,469	231502	227622	459124	.....	79.17

Rapport du Surintendant de l'Instruction publique, 1914-15, pages XXVI et XXVII.

Source: Annuaire statistique, 1916, p. 230.

Tableau 1

Répartition des organismes d'enseignement, par catégorie, Québec, 1982-83 à 1986-87

Catégorie d'organismes	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
			n		
Ensemble des commissions scolaires	248	246	246	234	217
Locales (niveau primaire)	158	155	155	131	91
Régionales (niveau secondaire)	46	45	45	37	26
Intégrées (primaire et secondaire)	44	46	46	66	100
Commissions scolaires catholiques	213	211	211	201	185
Locales	141	138	138	116	76
Régionales	39	38	38	31	20
Intégrées	33	35	35	54	89
Commissions scolaires protestantes	31	31	31	29	29
Locales	17	17	17	15	15
Régionales	7	7	7	6	6
Intégrées	7	7	7	8	8
Commissions scolaires multiconfessionnelles	4	4	4	4	3
Intégrées	4	4	4	4	3
Cégeps et campus	46	46	46	46	46
Universités et constituantes	19	19	19	19	19
Établissements publics hors-réseau	52	55	49	49	51
Institutions privées (DIP, RFS, PE)[1]	320	318	319	329	335

1. DIP: déclarée d'intérêt public; RFS: reconnue aux fins de subvention; PE: permis d'enseignement autre que de culture personnelle.

Sources: Ministère de l'Éducation, Système d'information sur les organismes; *Statistiques de l'éducation*.

Tableau 2

Répartition des commissions scolaires selon la langue d'enseignement et le statut confessionnel, Québec, 1986-87

Commissions scolaires et langue d'enseignement	Statut confessionnel			Total
	Catholique	Protestant	Multiconfessionnel	
		n		
Locales (primaire)	76	15	-	91
Français	62	-	-	62
Anglais	-	6	-	6
Français et anglais[1]	14	9	-	23
Régionales (secondaire)	20	6	-	26
Français	14	-	-	14
Anglais	-	3	-	3
Français et anglais[1]	6	3	-	9
Intégrées (primaire et secondaire)	89	8	3	100
Français	62	-	-	62
Anglais	1	5	-	6
Français et anglais[1]	26	3	3	32
Total	185	29	3	217[2]
Français	138	-	-	138
Anglais	1	14	-	15
Français et anglais[1]	46	15	3	64

1. Comprend les langues amérindiennes et l'inuktitut en tant que langues d'enseignement.
2. Incluant les 11 commissions scolaires inactives.

Sources: Ministère de l'Éducation, Système d'information sur les organismes scolaires; *Statistiques de l'éducation*.

Tableau 3

Répartition des cégeps et des universités selon la langue d'enseignement, Québec, 1986-87

Niveau et établissement d'enseignement	Langue d'enseignement			Total
	Français	Anglais	Bilingue	
		n		
Collégial (réseau public)	39	7	1	46
Cégeps	39	3[1]	1	43
Campus[2]	-	3	-	3
Universitaire	16	3	-	19
Universités	4	3	-	7
Constituantes	11	-	-	11
Écoles affiliées	2	-	-	2

1. Excluant le collège régional Champlain (siège social - trois campus).
2. Excluant l'École d'aérotechnique du collège Édouard-Montpetit et le campus Héritage, qui fait partie du collège de l'Outaouais.
Source: Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science.

Tableau 4

Répartition des écoles des commissions scolaires selon le niveau d'enseignement, Québec, 1982-83 à 1986-87

Niveau d'enseignement	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
			n		
Primaire	1 832	1 834	1 852	1 843	1 843
Secondaire	548	551	588	509	485
Primaire-secondaire	165	168	158	191	213
Total	2 545	2 553	2 598	2 543	2 541

Source: Ministère de l'Éducation, *Statistiques de l'éducation*.

Tableau 5

Effectif scolaire de l'ensemble des écoles et des collèges, selon le niveau d'enseignement, pour certaines années scolaires, Québec, 1976-77 à 1986-87

Niveau d'enseignement	1976-77	1979-80	1982-83	1985-86	1986-87		
					Public[1]	Privé	Total
			n				
Maternelle, primaire et secondaire	1 422 690	1 262 530	1 164 576	1 138 882	1 035 424	96 981	1 136 464
Enseignement régulier	1 316 244	1 152 284	1 066 228	1 022 530	908 575	95 038	1 007 672
Maternelle, 4 ans	5 868	6 171	7 380	6 191	6 010	6	6 192
Maternelle, 5 ans	89 636	82 903	89 246	91 395	86 916	2 714	89 968
Primaire	589 364	509 058	492 139	499 876	481 666	20 132	503 875
Secondaire[2]	631 376	554 152	477 463	425 068	333 983	72 186	407 637
Enseignement spécialisé	106 446	110 246	98 348	116 352	126 849	1 943	128 792
Difficulté d'adaptation et d'apprentissage	103 217	102 587	93 829	111 808	122 478	1 943	124 421
Accueil et francisation (tous les niveaux)	3 229	7 659	4 519	4 544	4 371	-	4 371
Collégial	121 101	133 817	149 956	159 204	138 365	20 855	159 220
Général	65 653	66 217	74 342	81 438	70 841	11 904	82 745
Professionnel	54 712	66 492	74 469	76 535	66 138	8 940	75 078
Hors programme	736	1 108	1 145	1 231	1 386	11	1 397
Total	1 543 791	1 396 347	1 314 532	1 298 086	1 173 789	117 836	1 295 684

1. Excluant les écoles publiques hors réseau.
2. Excluant les élèves à temps partiel: 9 681 en 1982-83, 6 866 en 1985-86 et 5 080 en 1986-87 (4 704 au réseau public et 321 au réseau privé).

Sources: Ministère de l'Éducation, *Statistiques de l'éducation*.
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Direction générale de l'enseignement collégial, *Bulletin statistique, Recherche et développement*.

Tableau 6

Effectif scolaire des réseaux public et privé, selon le niveau et la langue d'enseignement, par région administrative scolaire, Québec, 1984-85 à 1986-87

Niveau et langue d'enseignement	Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	Saguenay—Lac-Saint-Jean	Québec	Trois-Rivières	Estrie	Sous-régions de Montréal		
						Nord	Sud	Île
				n				
1984-85	**52 806**	**72 536**	**217 822**	**93 001**	**53 139**	**169 524**	**221 293**	**312 874**
Préscolaire, primaire et secondaire	46 033	63 333	190 640	82 316	46 897	157 629	203 100	253 077
Français	43 960	62 218	188 287	81 544	42 642	145 959	182 230	177 562
Anglais	2 073	1 072	2 353	772	4 255	11 670	20 870	75 515
Langues amérindiennes	-	43	-	-	-	-	-	-
Collégial[1]	6 773	9 203	27 182	10 685	6 242	11 895	18 193	59 797
Français	6 654	9 203	26 452	10 685	4 849	11 895	15 834	39 154
Anglais	119	-	730	-	1 393	-	2 359	20 643
1985-86[2]	**51 328**	**71 472**	**216 919**	**92 619**	**52 927**	**168 998**	**220 963**	**307 528**
Préscolaire, primaire et secondaire	44 636	62 773	189 178	82 348	46 605	156 968	202 392	246 905
Français	42 687	61 746	186 885	81 581	42 396	146 041	182 441	175 581
Anglais	1 949	976	2 293	767	4 209	10 927	19 951	71 324
Langues amérindiennes	-	51	-	-	-	-	-	-
Collégial[1]	6 690	8 699	27 741	10 271	6 322	12 030	18 171	60 623
Français	6 577	8 699	27 003	10 271	4 968	12 030	15 787	38 248
Anglais	113	-	738	-	1 354	-	2 384	22 375
1986-87	**50 430**	**71 090**	**216 396**	**92 680**	**53 323**	**171 556**	**220 636**	**305 496**
Préscolaire, primaire et secondaire	44 036	62 646	188 412	82 691	46 877	159 455	202 743	244 076
Français	42 161	61 694	186 210	81 924	42 735	149 089	183 138	174 850
Anglais	1 875	898	2 202	767	4 142	10 366	19 605	69 226
Langues amérindiennes[3]	-	54	-	-	-	-	-	-
Collégial[1]	6 394	8 444	27 944	9 989	6 446	12 101	17 895	61 380
Français	6 276	8 444	27 199	9 989	5 196	12 101	15 484	38 448
Anglais	118	-	745	-	1 250	-	2 411	22 932

1. Élèves à l'enseignement régulier inscrits à temps plein, excluant les élèves en formation continue.
2. Les données de ce tableau n'ont pas été révisées pour 1985-86.
3. En 1986-87, sont classés en langues amérindiennes ou inuktitut seulement les élèves qui suivent la majorité de leurs cours dans ces langues.

Sources: Ministère de l'Éducation, *Statistiques de l'éducation*.
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Direction générale de l'enseignement collégial, *Bulletin statistique, Recherche et développement*.

Tableau 7

Effectif étudiant[1] des universités, Québec, 1976-77 à 1986-87

	1976-77	1977-78	1978-79	1979-80	1980-81	1981-82
				n		
Temps plein	74 762	78 612	82 453	86 509	88 439	91 031
Collégial[2]	22	-	-	-	-	-
Universitaire	74 740	78 612	82 453	86 509	88 439	91 031
Temps partiel[3]	32 709	32 483	34 528	36 416	39 993	39 736
Collégial[2]	6	2	-	-	-	-
Universitaire	32 703	32 481	34 528	36 416	39 993	39 736
Total	107 471	111 095	116 981	122 925	128 432	130 767

1. Excluant les étudiants de l'enseignement périuniversitaire et les auditeurs libres. À partir de 1984-85, les données résultent d'une méthode de calcul différente de celle utilisée antérieurement; à titre d'exemple, selon l'ancienne méthode, en 1984-85, l'effectif total serait de 150 185.
2. Comprend les élèves qui, à la suite de la fusion de l'université Sir Georges Williams et du collège Loyola, ont poursuivi un cours commercial de niveau collégial tout en émargeant au budget de la nouvelle université Concordia.
3. En équivalent temps plein.

Source: Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, *Rapport statistique sur les étudiants inscrits dans les universités du Québec 1974-75 à 1983-84*; Effectif étudiant des universités québécoises en équivalence temps complet pour les années 1984, 1985 et 1986.

Niveau et langue d'enseignement	Outaouais	Abitibi-Témiscamingue	Côte-Nord	Nouveau-Québec	Total
			n		
1984-85	51 875	36 165	25 433	3 604	1 310 072
Préscolaire, primaire et secondaire	47 694	33 770	23 526	3 604	1 151 619
Français	40 714	32 525	21 935	875	1 020 451
Anglais	6 980	1 221	1 591	1 031	129 403
Langues amérindiennes	-	24	-	1 698	1 765
Collégial[1]	4 181	2 395	1 907	-	158 453
Français	3445	2 395	1 907	-	132 473
Anglais	736	-	-	-	25 980
1985-86[2]	51 119	35 754	24 445	4 020	1 297 680
Préscolaire, primaire et secondaire	47 012	33 132	22 517	4 020	1 138 486
Français	40 176	31 861	21 038	959	1 013 392
Anglais	6 836	1 219	1 479	1 033	122 963
Langues amérindiennes	-	52	-	2 028	2 131
Collégial[1]	4 107	2 622	1 928	-	159 204
Français	3 360	2 622	1 928	-	131 493
Anglais	747	-	-	-	27 711
1986-87	50 639	35 411	24 180	3 905	1 295 884
Préscolaire, primaire et secondaire	46 500	32 818	22 305	3 905	1 136 464
Français	39 890	31 600	20 881	1 462	1 015 634
Anglais	6 610	1 176	1 424	1 956	120 247
Langues amérindiennes[3]	-	42	-	487	583
Collégial[1]	4 159	2 593	1 875	-	159 220
Français	3 413	2 593	1 835	-	130 978
Anglais	746	-	40	-	28 242

	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87p	Variation annuelle moyenne
			n			%
Temps plein	95 757	100 874	102 109	106 268	108 046	3,8
Collégial[2]	-	-	-	-	-	-
Universitaire	95 757	100 874	102 109	106 268	108 046	3,8
Temps partiel[3]	40 109	42 143	41 868	42 696	42 545	2,7
Collégial[2]	-	-	-	-	-	-
Universitaire	40 109	42 143	41 868	42 696	42 545	2,7
Total	135 866	143 017	143 977	149 470	150 591	3,4

Tableau 8

Effectif étudiant à temps plein au collégial, selon le secteur et la discipline, Québec, 1982-83 à 1986-87

Secteur et discipline	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
			n		
Secteur général	74 342	77 464	79 473	81 438	82 745
Sciences de la santé, pures et appliquées	25 558	27 953	28 692	28 903	28 426
Sciences humaines et de l'administration	39 421	40 280	41 628	43 476	45 347
Arts	4 863	4 833	4 495	4 584	4 447
Lettres	4 500	4 398	4 292	4 129	4 197
Non déterminé	-	-	366	346	328
Secteur professionnel	74 469	78 541	77 851	76 535	75 078
Techniques biologiques	13 259	13 599	13 822	14 337	15 063
Techniques physiques	18 430	19 321	18 613	17 655	16 346
Techniques humaines	8 759	9 476	9 259	9 573	10 098
Techniques de l'administration	29 595	31 311	30 815	29 215	27 865
Arts appliqués	4 352	4 760	5 258	5 600	5 706
Lettres	74	74	-	-	-
Sciences de la parole	-	-	84	142	-
Non déterminé	-	-	-	13	-
Hors programme	1 145	1 296	1 129	1 231	1 397
Total	149 956	157 301	158 453	159 204	159 220

Source: Ministère de l'Éducation, Système d'information des clientèles du collégial.

Tableau 9

Diplômés du secondaire[1] et du collégial, selon le secteur et le sexe, Québec, 1982-1987

	1982	1983	1984	1985	1986	1987
				n		
Secondaire	99 275	97 406	93 610	88 174	87 934	79 482
Hommes	48 720	48 539	46 701	43 079	42 447	37 124
Femmes	50 555	48 867	46 909	45 095	45 487	42 358
Secteur général	66 492	64 407	64 018	65 189	67 320	61 081
Hommes	31 526	30 757	30 384	30 281	31 361	27 271
Femmes	34 966	33 650	33 634	34 908	35 959	33 810
Secteur professionnel	32 783	32 999	29 592	22 985	20 614	18 401
Hommes	17 194	17 782	16 317	12 798	11 086	9 853
Femmes	15 589	15 217	13 275	10 187	9 528	8 548
Collégial	35 175	36 400	39 046	39 786	38 089	37 204
Hommes	16 251	16 578	17 585	17 781	17 276	16 198
Femmes	18 918	19 818	21 461	22 005	21 793	21 006
Secteur général	21 606	22 659	23 309	23 460	23 668	23 701
Hommes	10 647	10 890	11 125	10 964	10 880	10 650
Femmes	10 956	11 767	12 184	12 496	12 788	13 051
Secteur professionnel	13 562	13 729	15 669	16 063	15 030	12 979
Hommes	5 601	5 679	6 425	6 687	6 228	5 334
Femmes	7 958	8 048	9 244	9 376	8 802	7 645
Hors programme	7	12	68	263	371	524
Hommes	3	9	35	130	168	214
Femmes	4	3	33	133	203	310

1. Réseaux public et privé et incluant les élèves de la formation continue.

Source: Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Direction de l'enseignement collégial, Fichier des diplômés du collégial.

Tableau 10

Diplômes et certificats délivrés par les universités, selon le cycle et le sexe, par établissement, Québec, 1987

Type de diplôme et cycle	Université du Québec							
	Chicoutimi	Hull	Montréal	Rimouski	Abitibi-Témiscamingue	Trois-Rivières	Autres[1]	Total
	n							
1er cycle	1 288	943	5 576	988	154	1 314	505	10 748
Baccalauréat	641	381	3 156	413	44	999	303	5 937
Hommes	326	157	1 499	162	16	499	288	2 947
Femmes	315	224	1 657	251	28	500	15	2 990
Certificats et diplômes	627	562	2 420	575	110	315	202	4 811
Hommes	248	182	1 160	186	34	134	102	2 046
Femmes	379	380	1 260	389	76	181	100	2 765
2e cycle	43	52	369	35	..	104	96	699
Maîtrise	43	8	341	35	..	92	96	615
Hommes	36	7	182	16	..	54	78	373
Femmes	7	1	159	19	..	38	18	242
Certificats et diplômes	..	44	28	..	..	12	..	84
Hommes	..	10	2	..	..	11	..	23
Femmes	..	34	26	..	..	1	..	61
3e cycle	..	..	11	1	..	4	7	23
Doctorat	..	..	11	1	..	4	7	23
Hommes	..	..	6	1	..	4	7	18
Femmes	..	..	5	..	..	..	..	5
Total	1 311	995	5 956	1 024	154	1 422	608	11 470
Hommes	610	356	2 849	365	50	702	475	5 407
Femmes	701	639	3 107	659	104	720	133	6 063

Type de diplôme et cycle	Autres universités au Québec						Total
	Bishop[2]	Concordia	Laval	McGill	Sherbrooke[3]	Montréal	
	n						
1er cycle	315	3 303	5 825	4 512	2 425	9 933	37 061
Baccalauréat	298	3 048	4 194	3 555	1 876	4 952	23 860
Hommes	171	1 554	1 987	1 655	897	2 254	11 465
Femmes	127	1 494	2 207	1 900	979	2 698	12 395
Certificats et diplômes	17	255	1 631	957	549	4 981	13 201
Hommes	6	110	596	369	189	1 619	4 935
Femmes	11	145	1 035	588	360	3 362	8 266
2e cycle	4	417	986	1 250	400	1 720	5 476
Maîtrise	4	376	866	989	307	1 396	4 553
Hommes	3	233	520	529	185	673	2 516
Femmes	1	143	346	460	122	723	2 037
Certificats et diplômes	..	41	120	261	93	324	923
Hommes	..	12	48	155	53	166	457
Femmes	..	29	72	106	40	158	466
3e cycle	..	25	143	192	24	186	593
Doctorat	..	25	143	192	24	186	593
Hommes	..	17	111	142	20	121	429
Femmes	..	8	32	50	4	65	164
Total	319	3 743	6 954	5 954	2 949	11 839	43 130
Hommes	180	1 926	3 262	2 880	1 344	4 833	19 802
Femmes	139	1 819	3 692	3 104	1 505	7 006	23 328

1. École Nationale d'Administration publique, École de technologie supérieure, Institut Armand-Frappier, Institut national de la recherche scientifique et Télé-Université.
2. Incluant l'Institut Thomas More.
3. Incluant le Collège militaire royal de Saint-Jean.

Source: Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Direction générale de l'enseignement et de la recherche universitaire.

Tableau 11

Effectif des adultes en formation continue de niveau primaire et secondaire des réseaux public et privé, selon le secteur et la langue d'enseignement, Québec, 1982-83 à 1986-87

Secteur et langue d'enseignement	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
			n		
Secteur général	65 155	67 381	76 023	117 830	126 987
Français	53 440	56 419	65 025	102 151	109 633
Anglais	11 715	10 962	10 998	15 679	16 954
Secteur professionnel	37 916	49 275	41 142	57 488	92 457
Français	34 761	46 926	39 678	55 347	89 124
Anglais	3 155	2 349	1 464	2 141	3 333
Total	103 071	116 656	117 165	175 318	219 044
Français	88 201	103 345	104 703	157 498	198 757
Anglais	14 870	13 311	12 462	17 820	20 287

Source: Ministère de l'Éducation, Direction des études économiques et démographiques.

Tableau 12

Étapes du cheminement scolaire selon le sexe, Québec 1979, 1985, 1986

Étape	Hommes			Femmes			Ensemble		
	1979	1985	1986	1979	1985	1986	1979	1985	1986
					%				
Probabilité d'accéder au niveau secondaire par la voie de l'enseignement régulier									
En 1re du secondaire	97,3	98,3	98,7	98,7	99,2	99,7	98,0	98,7	99,1
En 4e du secondaire	80,7	85,9	85,0	85,6	90,4	89,8	83,1	88,1	87,3
En 5e du secondaire	67,8	76,3	..	74,6	84,4	..	71,2	80,2	..
Probabilité d'obtenir un diplôme du secondaire	61,7	74,9	75,5	68,5	83,7	87,1	65,0	79,2	81,2
Par la voie de l'enseignement régulier	56,7	67,2	67,5	62,9	76,9	77,6	59,7	72,0	72,4
Par la voie de la formation continue	5,0	7,7	8,0	5,6	6,8	9,5	5,3	7,2	8,8
Probabilité d'accéder au collégial à temps plein ou à temps partiel	40,5	54,0	55,9	43,9	65,7	69,5	42,2	59,8	62,6
Secteur général	25,4	35,3	37,0	25,3	40,9	43,8	25,3	38,1	40,4
Secteur professionnel	15,1	18,7	18,9	18,6	24,8	25,7	16,9	21,7	22,2

Source: Ministère de l'Éducation, Direction des études économiques et démographiques.

Tableau 13

Population de 15 ans et plus, selon le plus haut niveau de scolarité atteint, le sexe et le groupe d'âge, Québec, Ontario et autres provinces, 1986

	Population 15 ans et plus	N'ayant pas atteint la 9e année[1]	9e - 13e année		Certificat ou diplôme d'une école de métiers et autres études non universitaires seulement[2]	Études universitaires	
			Sans certificat ou diplôme d'études secondaires	Avec certificat ou diplôme d'études secondaires		Sans grade	Avec grade
				n			
Québec	5 114 980	1 223 120	1 013 365	803 690	1 259 850	375 535	439 410
Hommes	2 482 405	555 835	488 505	346 125	642 520	188 210	261 210
Femmes	2 632 590	667 290	524 860	457 560	617 330	187 345	178 200
15-24 ans	1 056 165	62 270	330 465	186 670	344 075	92 970	39 710
Hommes	534 835	36 885	177 210	90 690	165 850	45 765	18 425
Femmes	521 330	25 380	153 255	95 980	178 225	47 205	21 285
25-34 ans	1 191 520	76 660	258 395	221 665	375 515	103 315	155 970
Hommes	589 910	38 020	129 450	91 755	191 305	53 310	86 075
Femmes	601 610	38 640	128 950	129 910	184 210	50 005	69 895
35 ans et plus	2 867 310	1 084 190	424 500	395 355	540 255	179 275	243 730
Hommes	1 357 655	480 925	181 840	163 670	285 370	89 140	156 710
Femmes	1 509 650	603 265	242 655	231 675	254 895	90 140	87 020
Ontario	7 132 815	1 040 500	2 030 980	946 425	1 722 900	620 695	771 400
Hommes	3 471 250	484 880	965 395	399 690	860 365	318 445	442 475
Femmes	3 661 565	555 625	1 065 595	546 730	862 430	302 250	328 925
15-24 ans	1 498 180	40 080	662 835	273 590	286 690	165 825	69 155
Hommes	757 370	22 555	355 310	134 175	130 395	84 200	30 725
Femmes	740 810	17 520	307 525	139 415	156 295	81 620	38 435
25-34 ans	1 575 700	56 650	349 625	253 445	485 030	160 765	270 210
Hommes	773 505	27 080	174 375	114 985	244 020	83 790	139 260
Femmes	802 195	29 570	175 250	148 440	241 005	76 975	130 950
35 ans et plus	4 058 935	943 765	1 018 530	419 410	951 080	294 105	432 030
Hommes	1 940 375	435 245	435 705	160 530	485 955	150 450	272 485
Femmes	2 118 555	508 530	582 825	258 875	465 130	143 665	159 540
Autres provinces canadiennes	7 386 295	1 130 100	2 276 875	761 105	1 808 135	742 415	667 675
Hommes	3 652 600	585 235	1 076 510	329 260	920 010	360 225	381 365
Femmes	3 733 690	544 855	1 200 370	431 850	888 130	382 190	286 310
15-24 ans	1 606 845	97 275	744 345	225 005	282 170	200 965	57 100
Hommes	812 195	57 985	392 250	107 550	130 560	98 020	25 840
Femmes	794 655	39 300	352 095	117 455	151 610	102 945	31 255
25-34 ans	1 738 490	90 720	427 960	231 600	546 560	209 885	231 865
Hommes	869 470	49 890	212 805	95 295	287 435	103 765	120 265
Femmes	869 115	40 825	215 150	136 305	259 130	106 115	111 595
35 ans et plus	4 040 855	942 110	1 104 580	304 505	979 410	331 560	378 720
Hommes	1 970 945	477 365	471 460	126 425	502 005	158 440	235 260
Femmes	2 069 920	464 735	633 125	178 090	477 385	173 110	143 460

1. Comprend les personnes n'ayant aucune scolarité ou uniquement l'école maternelle; ne comprend pas les personnes ayant un certificat ou un diplôme.
2. Comprend les personnes avec ou sans certificat ou diplôme d'autres études non universitaires.
3. Comprend également les personnes avec un certificat ou un diplôme universitaire inférieur au baccalauréat, les personnes ayant fait d'autres études non universitaires, avec ou sans certificat ou diplôme d'autres études non universitaires, et les personnes avec un certificat d'une école de métiers.

Source: Statistique Canada, Recensement du Canada 1986.

Tableau 14

Personnel des commissions scolaires[1], selon la catégorie d'emploi, Québec, 1982-83 à 1986-87

Catégorie d'emploi	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
			n		
Enseignants	66 005	63 593	62 109	61 200	60 110
Cadres	1 376	1 441	1 459	1 448	1 449
Cadres des écoles	3 773	3 696	3 742	3 673	3 641
Gérance	774	743	741	737	742
Professionnels	3 518	3 340	3 349	3 359	3 442
Soutien technique et paratechnique	2 890	2 865	2 889	2 970	3 112
Soutien administratif	8 081	7 954	7 867	7 761	7 515
Ouvriers	1 363	1 332	1 278	1 271	1 263
Entretien et services	5 960	5 836	5 715	5 532	5 409
Total	93 740	90 800	89 149	87 951	86 683

1. En équivalent temps plein.

Source: Ministère de l'Éducation, Système d'information sur le personnel des commissions scolaires, Direction des études économiques et démographiques, Compilations spéciales.

Tableau 15

Répartition du personnel des commissions scolaires et des cégeps, par catégorie d'emploi et par sexe, Québec, 1986-87

Catégorie d'emploi	Hommes		Femmes		Total	Concentration	
						H	F
	n	%	n	%	n	%	
Commissions scolaires	36 763	42,4	49 920	57,6	86 683	..	..
Cadres	1 309	90,3	140	9,7	1 449	3,6	0,3
Principaux et adjoints	2 753	75,6	888	24,4	3 641	7,5	1,8
Gérants	634	85,4	108	14,6	742	1,7	0,2
Professionnels	2 017	58,6	1 425	41,4	3 442	5,5	2,9
Enseignants	21 670	36,1	38 440	63,9	60 110	58,9	77,0
Soutien technique	1 000	48,2	1 076	51,8	2 076	2,7	2,2
Soutien paratechnique	546	52,7	490	47,3	1 036	1,5	1,0
Soutien administratif	820	10,9	6 695	89,1	7 515	2,2	13,4
Ouvriers	1 260	99,8	3	0,2	1 263	3,4	0,0
Entretien et service	4 754	87,9	655	12,1	5 409	12,9	1,3
Cégeps	9 799	62,6	5 855	36,7	15 654	..	..
Cadres	556	89,1	68	10,9	624	5,7	1,2
Principaux et adjoints	..	..	..	..	..	..	..
Gérants	202	72,7	76	27,3	278	2,1	1,3
Professionnels	556	71,5	222	28,5	778	5,7	3,8
Enseignants	6 268	66,9	3 108	33,1	9 376	64,0	53,1
Soutien technique et paratechnique	932	62,6	557	37,4	1 489	9,5	9,5
Soutien administratif	329	16,0	1 729	84,0	2 058	3,4	29,5
Ouvriers	304	99,7	1	0,3	305	3,1	0,0
Entretien et service	652	87,4	94	12,6	746	6,7	1,6

Sources: Ministère de l'Éducation, Système d'information sur le personnel des commissions scolaires.
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, *Bulletin statistique, Recherche et développement.*

Tableau 16

Personnel[1] des cégeps, selon la catégorie d'emploi, Québec, 1982-83 à 1986-87

Catégorie d'emploi	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
			n		
Enseignants	12 188	11 617	11 410	11 530	11 357
Cadres et gérants	772	780	814	864	896
Professionnels	911	877	912	899	889
Soutien technique	1 557	1 529	1 683	1 774	1 710
Soutien administratif	2 323	2 256	2 352	2 433	2 372
Ouvriers	346	331	337	310	305
Entretien et services	903	845	844	877	868
Total	19 000	18 235	18 352	18 687	18 397

1. En équivalent temps plein et incluant le personnel de la formation continue.

Source: Secrétariat du Conseil du trésor, Service de la rémunération.

Tableau 17

Personnel[1] des universités, selon la catégorie d'emploi, Québec, 1982-83 à 1985-86

Catégorie d'emploi	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86p
			n	
Direction[2]	1 405	1 383	1 640	1 621
Professeurs/chercheurs	7 037	7 050	7 089	7 287
Chargés de cours[3]	5 426	5 439	5 439	5 864
Auxiliaires (enseignement et recherche)	1 028	1 071	1 148	1 277
Professionnels (non-enseignants)	2 305	2 359	2 263	2 297
Soutien technique	2 353	2 390	2 417	2 397
Soutien bureau	5 781	5 862	6 028	6 081
Ouvriers	2 274	2 283	2 328	2 318
Total	27 610	27 836	28 350	29 142

1. En équivalent temps plein.
2. Incluant le personnel de gérance.
3. Même s'il s'agit de données en équivalent temps plein (nombre de cours divisé par quatre), les chargés de cours sont considérés séparément parce que leur charge de travail est inférieure à celle des professeurs/chercheurs.

Source: Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Direction générale de l'enseignement et de la recherche universitaire, *Personnel et masses salariales dans les universités du Québec, 1980-81 à 1984-85*; Formulaires financiers des universités pour l'année 1985-86.

Tableau 18

Revenus des organismes d'enseignement, Québec, 1983-84 à 1986-87

Organisme	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
			'000 000 $	
Commissions scolaires	4 554,9	4 602,5	4 872,4[1]	4 980,7[1]
Établissements privés subventionnés[2]	295,3	322,7	334,5	362,2
Cégeps[3,4]	768,3	809,0	-	-
Universités[3]	1 329,4	1 406,5	1 522,2	1 615,4

1. En 1986-87, la part des revenus provenant du gouvernement du Québec comprend une somme imputable à l'année 1985-86 en raison de la rétroactivité de l'indexation des subventions le 1er janvier 1986.
2. Excluant les collèges privés.
3. Excluant la subvention du service de la dette.
4. Incluant les revenus provenant des étudiants étrangers.

Sources: Ministère de l'Éducation, Direction des études économiques et démographiques, Rapports financiers des commissions scolaires.
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Direction de l'enseignement collégial; Direction des ressources matérielles et financières, Situation financière des cégeps; Analyse des rapports financiers 1984-85; Données financières concernant les années 1982-83 et 1983-84; Compilations spéciales de la Direction générale de l'enseignement et de la recherche universitaires.

Tableau 19

Dépenses de fonctionnement des organismes d'enseignement, Québec, 1980-81 à 1986-87

Catégorie d'organisme	1980-81	1981-82	1982-83	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87
				'000 000 $			
Commissions scolaires	3 632,7	4 295,8	4 215,3	4 606,3	4 620,3	4 836,4	4 943,6
Établissements privés subventionnés[1,2]	..	..	..	290,2	323,6	337,6	360,2
Cégeps[3]	694,4	698,5	709,6	705,1	801,4	..	..
Universités[3]	1 087,7	1 203,6	1 356,7	1 346,7	1 456,6	1 559,3	1 650,3

1. Ne comprend pas les collèges privés.
2. Avant 1983-84, les établissements ethniques n'étaient pas compris dans les statistiques financières des établissements privés subventionnés. En raison de ce sous-dénombrement, les chiffres ne sont pas reproduits pour les années antérieures à 1983-84.
3. Excluant le service de la dette à long terme.

Sources: Ministère de l'Éducation, Direction des études économiques et démographiques. Rapports financiers des commissions scolaires. Statistiques financières des organismes.
Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Direction de l'enseignement collégial, Direction des ressources matérielles et financières, Situation financière des cégeps, Analyse des rapports financiers 1984-85, Données financières concernant les années 1982-83 et 1983-84, Direction générale de l'enseignement et de la recherche universitaire.

Tableau 20

Dépenses[1] des commissions scolaires par élève et part de cette dépense dans le PIB par habitant, Québec et Ontario, 1972-73 à 1986-87

	Dépense par élève			Dépense par élève/PIB par habitant		
	Québec	Ontario	Écart	Québec	Ontario	Écart
	$			%		
1972-73	854	894	-40	19,0	15,3	3,7
1976-77	1 769	1 613	156	23,1	17,1	6,0
1981-82	3 563	2 813	750	28,1	18,4	9,7
1982-83	3 732[2]	3 167	565	28,1	20,1	8,0
1983-84	3 836	3 461	375	27,3	20,2	7,1
1984-85	3 957	3 728	229	25,8	19,5	6,3
1985-86e	4 104	4 003	101	24,9	19,7	5,2
1986-87e	4 273	4 310	-37	23,7	19,4	4,3

1. Incluant les dépenses nettes des activités auxiliaires. Excluant cependant les dépenses reliées au service de la dette, à la formation continue, aux immobilisations financées à même les revenus courants ainsi que les dépenses de transfert.
2. Ce montant ne tient pas compte des journées de grève, qui ont eu pour effet de réduire la dépense par élève de 133 $ en 1982-83 (salaires non versés).

Source: Ministère de l'Éducation, Direction des études économiques et démographiques.

Tableau 21

Nombre et valeur des prêts aux étudiants, Québec, 1977-78 à 1987-88

Année	Prêts								Prêt moyen	
	Universités	Collèges	Autres[1]	Total	Universités	Collèges	Autres[1]	Total	Universités	Collèges
	n				'000 000 $				$	
1977-78	30 684	34 780	1 049	66 513	29,3	22,2	1,8	53,3	955	638
1978-79	31 768	36 177	1 150	69 095	31,9	24,5	2,1	58,5	1 004	676
1979-80	34 723	36 078	1 194	71 995	37,9	26,4	2,5	66,8	1 093	731
1980-81	36 995	38 249	1 355	76 599	44,2	30,4	3,2	77,8	1 194	796
1981-82	38 188	41 139	1 760	81 087	50,4	35,9	4,4	90,7	1 319	873
1982-83	42 610	47 545	2 183	92 338	67,7	50,9	6,2	124,8	1 590	1 071
1983-84	47 960	52 726	2 563	103 249	82,5	60,9	7,7	151,1	1 721	1 155
1984-85	51 019	56 052	2 932	110 003	93,7	68,7	9,5	171,9	1 836	1 225
1985-86	58 063	61 070	3 655	122 788	112,6	79,6	13,3	205,5	1 939	1 304
1986-87	58 973	58 768	4 090	121 831	130,2	92,3	14,9	237,4	2 209	1 570
1987-88	55 340	51 831	4 562	111 733	121,7	80,1	16,1	217,9	2 199	1 549

1. Comprend les prêts aux étudiants fréquentant un établissement d'enseignement reconnu aux fins de prêt seulement.

Source: Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Direction des politiques et des programmes.

Tableau 22

Nombre et valeur des bourses aux étudiants, Québec, 1977-78 à 1987-88

Année	Bourses						Bourse moyenne	
	Universités	Collèges	Total	Universités	Collèges	Total	Universités	Collèges
	n			000 000 $			$	
1977-78	19 964	23 429	43 393	29,0	24,7	53,7	1 455	1 053
1978-79	19 144	24 139	43 283	25,9	27,5	53,4	1 353	1 140
1979-80	22 631	25 615	48 246	35,7	35,9	71,6	1 578	1 403
1980-81	23 916	27 553	51 469	43,0	45,3	88,3	1 799	1 644
1981-82	24 709	28 612	53 321	50,3	51,3	101,6	2 036	1 795
1982-83	27 348	32 010	59 358	61,0	62,2	123,2	2 231	1 942
1983-84	30 524	35 982	66 506	74,5	76,5	151,0	2 441	2 127
1984-85	32 884	38 407	71 291	86,0	86,9	172,9	2 615	2 262
1985-86	36 278	40 525	76 803	102,7	98,7	201,4	2 831	2 435
1986-87	34 587	35 065	69 652	94,8	82,7	177,5	2 740	2 360
1987-88	32 447	31 645	64 092	90,9	77,9	168,8	2 803	2 463

Source: Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, Direction des politiques et des programmes

23

Santé et services sociaux

Les dépenses des services de santé et des services sociaux 875

Le système socio-sanitaire 876

L'assurance-maladie et la médecine de laboratoire 878

Les services de garde à l'enfance 881

Définitions et notes explicatives 882

Liste des tableaux

1. Évolution des dépenses gouvernementales, selon la mission, Québec, 1983-84 à 1987-88 883
2. Évolution des dépenses gouvernementales reliées à la santé et à l'adaptation sociale, selon le secteur, Québec, 1983-84 à 1987-88 884
3. Dépenses de santé par habitant, certaines provinces et Canada, 1977, 1981 et 1985 885
4. Répartition des dépenses totales reliées à la santé, selon le secteur de financement, certaines provinces et Canada, 1977, 1981 et 1985 885
5. Établissements de soins de santé et de services sociaux, par région socio-sanitaire, Québec, 1986-87 887
6. Lits dressés dans les établissements de santé et de services sociaux pour des soins de santé, par région socio-sanitaire, Québec, 1983-84 et 1986-87 888
7. Répartition de jours-présence dans les centres hospitaliers, selon l'unité de soins, Québec, 1983-84 et 1986-87 888
8. Mouvements des malades dans les établissements de santé et de services sociaux, Québec, 1983-84 et 1986-87 889
9. Départs, journées d'hospitalisation et durée moyenne de séjour dans les centres hospitaliers, selon le sexe et le groupe de diagnostics, Québec, 1984-85 890
10. Statistiques sur les maladies cardio-vasculaires, selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1982-83 891
11. Statistiques sur le cancer (tumeurs malignes), selon le diagnostic, le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1982-83 892
12. Répartition des lésions professionnelles, selon le secteur d'activité économique, Québec, 1986 892
13. Effectif des syndiqués et des cadres des établissements de santé et de services sociaux, selon l'occupation et le sexe, Québec, 1986-87 893
14. Dépenses des établissements publics de santé et de services sociaux, Québec, 1983-84 à 1986-87 894
15. Répartition des centres d'accueil de réadaptation, selon leur vocation, et nombre de lits autorisés, par région socio-sanitaire, Québec, 1986-87 894
16. Nombre de lits autorisés dans les centres d'accueil publics et privés, par région socio-sanitaire, Québec, 1986-87 895
17. Clientèle et activités des centres de services sociaux, selon la catégorie d'activité, Québec, 1986-87 896
18. Coût des programmes administrés par la Régie de l'assurance-maladie, Québec, 1984-1987 898
19. Évolution des principales variables du programme de services médicaux, selon le mode de rémunération, Québec, 1984-1987 899
20. Évolution du programme de services pharmaceutiques, Québec, 1984-1987 899
21. Évolution du programme de services dentaires pour les enfants, Québec, 1984-1987 900
22. Évolution du programme de services optométriques, Québec, 1984-1987 900
23. Évolution du programme des prothèses, des appareils orthopédiques, des dispositifs ou autres équipements, Québec, 1984-1987 900
24. Répartition des services de garde en garderie et du nombre de places, selon la catégorie, par région socio-sanitaire, Québec, 31 mars 1987 901
25. Répartition des agences de services de garde en milieu familial, des services de garde en milieu scolaire et du nombre de places, par région socio-sanitaire, Québec, 31 mars 1987 901

Liste des figures

1. Répartition des dépenses du MSSS, selon le centre de responsabilités, Québec, 1985-1988 884

2. Système socio-sanitaire, Québec, 1985 886

3. Prévalence des dix principaux problèmes de santé, selon le sexe, Québec, 1987 891

4. Répartition du coût du régime d'assurance-maladie, Québec, 1987 897

23

Ce chapitre a été réalisé par Suzanne Asselin, avec la collaboration d'Eric Girard, de la Direction des statistiques sur la population et les ménages du Bureau de la statistique du Québec, ainsi que celle de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, du ministère de la Santé et des Services sociaux et de la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

En 1987-88, le secteur de la santé et des services sociaux devient un sujet d'actualité. En effet, en septembre 1987, un comité présidé par M. Harnois rend public le rapport de la Commission d'enquête sur la santé mentale au Québec. Cinq mois plus tard, le rapport de la Commission d'enquête sur les services de santé et les services sociaux, sous la présidence de M. Rochon, est déposé. Puis, au deuxième semestre de 1988, il y a la présentation des résultats de l'enquête Santé Québec. Tous ces travaux contribuent largement à faire la lumière dans ce domaine.

Ce chapitre analyse les composantes du système socio-sanitaire québécois qui sont déterminantes dans le processus d'accès aux soins de santé et aux services sociaux. On traite d'abord de l'importance des dépenses consacrées à cet effet par les secteurs public et privé du Québec, ainsi que de la position qu'occupe le Québec à l'échelle canadienne en matière de dépenses. Ensuite, quelques établissements du réseau de la santé et des services sociaux sont étudiés, notamment les centres hospitaliers, les centres d'accueil, les centres de services sociaux et les centres locaux de services communautaires. Plusieurs données relatives à la nature des services offerts, à la clientèle et à la main-d'oeuvre requise, pour en assurer le fonctionnement, sont aussi produites. De plus, une partie de ce chapitre examine les différents programmes administrés par la Régie de l'assurance-maladie. Enfin, on observe brièvement les services de garde à l'enfance en tant que services complémentaires.

Les dépenses des services de santé et des services sociaux

Les dépenses gouvernementales consacrées au domaine de la santé et de l'adaptation sociale totalisent plus de 8,3 milliards de dollars en 1986-87 et elles atteignent près de 9,0 milliards en 1987-88. De 1983 à 1988, la croissance de ces dépenses (31,0%) a été plus élevée que celle de l'ensemble des dépenses gouvernementales (26,1%). L'analyse des dépenses publiques pour la santé et l'adaptation sociale permet de voir l'importance des coûts des centres hospitaliers de soins de courte durée et de soins psychiatriques. Les crédits affectés représentent 48% des dépenses totales de ces établissements. Les programmes de la Régie de l'assurance-maladie du Québec absorbent un peu plus du cinquième de ces dépenses. On constate (figure 1) que la répartition des dépenses de 1985-86 à 1987-88 est demeurée stable.

La ventilation des dépenses est répartie selon quatre secteurs: prévention et amélioration, recouvrement de la santé, réadaptation sociale, et administration et services. Le secteur du recouvrement de la santé accapare près de 70% des dépenses. Il comprend les programmes d'assurance-maladie ainsi que les services offerts dans les centres hospitaliers de soins de courte durée et ceux à vocation psychiatrique. Pour ce qui est de la réadaptation sociale, la part relative des dépenses atteint 23%. Cependant, on ne peut pas distinguer, dans ce cas, les dépenses allouées spécifiquement aux services de santé ou aux services sociaux en raison de la grande difficulté à délimiter chaque type de service.

Au Québec en 1985, les dépenses totales de santé par habitant représentent 1 521 $ et l'État en subventionne près de 80% (1 205 $). Globalement, le secteur public québécois a consacré 7,2% du produit intérieur brut aux dépenses de santé, soit un pourcentage légèrement supérieur à la moyenne canadienne, qui est de 6,4% (1 210 $ par habitant).

Dans certaines provinces canadiennes, la part de la richesse collective québécoise consacrée à la santé (7,2% en 1985) est supérieure à celle de l'Ontario (5,7%) et de l'Alberta (5,5%), mais moindre que celle de la Nouvelle-Écosse (8,1%). Les dépenses publiques par habitant atteignent 1 465 $ en Alberta (soit 260 $ de plus qu'au Québec), 1 159 $ en Ontario et 1 088 $ en Nouvelle-Écosse.

Le pourcentage d'accroissement des dépenses totales de santé, de 1977 à 1985, est pratiquement semblable au Québec (141,5%) et en Ontario (149,7%). Les dépenses publiques ont augmenté moins rapidement que l'ensemble des dépenses, tant au Québec (130,5%) qu'en Ontario (137,0%). Si l'on tient compte de la croissance des dépenses publiques selon le secteur de financement, on constate une situation différente entre ces deux provinces. Au Québec, les dépenses fédérales, provinciales et municipales ont augmenté respectivement de 127,4%, 133,1% et 20,7%, pendant qu'en Ontario, elles se sont accrues de 143,9%, 131,3% et 172,5%.

Le système socio-sanitaire

Le système socio-sanitaire québécois, chapeauté par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), comprend trois grandes composantes: les établissements de soins de santé et de services sociaux, les organismes relevant du Ministère et les organismes communautaires. Parallèlement, il existe d'autres intervenants gouvernementaux qui collaborent étroitement avec le MSSS, que ce soit en matière de santé ou de services sociaux. Cette section présente un profil des établissements qui dispensent les soins de santé et les services sociaux, des programmes et des services de santé gérés par la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

En 1986-87, le réseau de la santé et des services sociaux du Québec compte 804 établissements, ainsi répartis: 224 centres hospitaliers, 432 centres d'accueil, 134 centres locaux de services communautaires (CLSC) et 14 centres de services sociaux (CSS).

Les centres hospitaliers

Des 224 centres hospitaliers que compte le Québec, 182 sont du domaine public et 41, partiellement subventionnés ou financés en grande partie par le MSSS, sont du domaine privé; un seul appartient à l'État fédéral.

Le Québec dispose, en 1986-87, de 48 341 lits pour des soins de courte et de longue durée, en plus des 7 998 lits réservés à des fins d'hébergement. Dans l'ensemble, le nombre de lits dressés dans les centres hospitaliers de soins de longue durée (CHSLD) diminue de 14,6% entre 1983-84 et 1986-87, sauf dans la région de la Montérégie, où il augmente de 3,9% et dans les régions de l'Outaouais et de l'Abitibi-Témiscamingue, où il se maintient. Cependant, les centres hospitaliers de soins de courte durée (CHSCD) et les centres hospitaliers psychiatriques (CHPSY) augmentent leur capacité de 2,6% et de 11,0%, respectivement. Cette croissance est attribuable à la venue d'établissements psychiatriques dans les régions du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie et des Laurentides-Lanaudière, ainsi qu'à l'ajout de lits, particulièrement dans la région de Québec.

Depuis 1983-84, le nombre de jours-présence dans les établissements de soins de longue durée régresse de 14,1%. À l'opposé, l'occupation des lits s'accroît de 4,9% dans les CHSCD et de 10,6% dans les CHPSY.

Le nombre d'hospitalisations dans les centres hospitaliers du Québec est de 803 611 en 1986-87, ce qui est relativement stable par rapport à l'année 1983-84. Les centres hospitaliers publics de soins de courte durée regroupent le plus grand nombre de malades, soit 748 767.

Selon le système de maintenance et d'exploitation des données pour l'étude de la clientèle hospitalière (Med-Écho), de 1980-81 à 1984-85, on note une tendance à la baisse (-1,7%) du nombre de personnes hospitalisées pour des soins de courte durée dans près de 160 établissements de santé.

En 1984-85, les femmes représentent 56% de la clientèle des centres hospitaliers. Ce pourcentage est surtout attribuable aux soins reliés à la maternité. Les cinq principales causes d'hospitalisation diffèrent selon le sexe: chez les hommes, il s'agit, par ordre d'importance, des maladies de l'appareil circulatoire, de l'appareil digestif, de l'appareil respiratoire, des lésions traumatiques, des empoisonnements et des tumeurs; chez les femmes, exception faite des soins reliés à la maternité, il s'agit des maladies des organes génito-urinaires, de l'appareil digestif, de l'appareil circulatoire, des tumeurs et des maladies de l'appareil respiratoire. La durée moyenne d'hospitalisation est de 14,0 jours chez les hommes et de 12,5 jours chez les femmes.

Les maladies cardio-vasculaires sont de plus en plus importantes, si l'on considère qu'elles comptent pour 12,5% de tous les départs enregistrés dans les hôpitaux du Québec en 1984-85, comparativement à 12,0% en 1982-83. Ces statistiques reposent sur le nombre de sorties, de décès ou de transferts à d'autres hôpitaux plutôt que sur le nombre de patients hospitalisés, puisque chaque patient peut être admis plus d'une fois dans l'année. Les maladies coronariennes se manifestent surtout chez les hommes de 65 ans et plus, où le taux de départ dans les hôpitaux pour 100 000 habitants (8 135,8) est le plus haut en 1982-83. Ces maladies touchent aussi les femmes du même groupe d'âge.

Au registre provincial des hôpitaux, pour l'année 1982-83, 24 789 nouveaux cas de cancer sont décelés dans la population québécoise: 12 895 chez les hommes et 11 894 chez les femmes. Ces nouveaux sièges primaires de cancer sont diagnostiqués surtout chez les personnes de 65 ans et plus (13 337). Les quatre principaux types de cancer diagnostiqués constituent 51,9% de tous les cancers décelés chez les hommes et 48,4% chez les femmes. Il s'agit, pour les hommes, des cancers du poumon (3 025 cas), de la prostate (1 782), du côlon (976) et de la vessie (913). Pour les femmes, ce sont les cancers du sein (2 980 cas), du côlon (1 132), du poumon (875) et de l'utérus (766).

Les données provenant des centres hospitaliers relativement à la morbidité ne couvrent qu'une partie des problèmes de santé de la population québécoise. L'enquête Santé-Québec de 1987 révèle que 59,4% des Québécoises et 49,4% des Québécois ont des problèmes de santé. Les cinq problèmes les plus fréquents, parmi les 26 qui ont été relevés, sont des problèmes chroniques. La prévalence de l'arthrite et du rhumatisme est de 10,6%; le taux atteint 8,8% pour les troubles mentaux, 8,3% pour les maux de tête, 7,7% pour les allergies et les affections cutanées, et 7,2% pour les maux de dos. Il faut aussi considérer les problèmes de santé qui surviennent en milieu de travail. Au cours de l'année 1986, le nombre de cas de lésions professionnelles déclarés à la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) s'élève à 320 133; de ce nombre, 98,4% résultent d'accidents du travail, 1,5% de maladies professionnelles et 0,1% entraînent le décès. Plus de la moitié des travailleurs victimes de lésions sont âgés de 20 à 34 ans.

Le réseau des services de santé et des services sociaux engendre une grande activité sur le plan économique. En effet, en 1986-87, le réseau compte 146 517 employés syndiqués (en équivalent temps plein), parmi lesquels on trouve des professionnels (6,0%), des techniciens (12,6%), des infirmières (20,9%), des aides-techniciens (27,8%), des employés de bureau (13,6%), des ouvriers (18,9%), des stagiaires et des étudiants (0,2%). En ajoutant le personnel d'encadrement (12 644 cadres), l'effectif total (à l'exception des médecins qui ne sont ni des salariés, ni des employés des établissements du réseau) atteint 159 161 employés. Plus de 55% de ce personnel travaille dans les centres hospitaliers de soins de courte durée. Dans ce secteur, la main-d'oeuvre féminine occupe une place importante, dans une proportion

de 73% parmi les syndiqués et de 53% parmi les cadres. La répartition de l'effectif syndiqué, selon le type d'emploi, indique que 80,1% des emplois à temps partiel et 69,6% des emplois permanents à temps plein sont occupés par des femmes.

L'analyse des dépenses des établissements du réseau des services de santé et des services sociaux, selon la nature des charges, révèle que la rémunération constitue la principale composante des dépenses. Dans l'ensemble, les dépenses totales par établissement ont subi une croissance, mais à des rythmes différents de 1983-84 à 1986-87. Toutefois, on remarque une baisse progressive des dépenses imputées aux centres de services sociaux. Cela est attribuable au transfert de certains services ainsi que d'une partie de l'effectif des CSS vers les CLSC, amorcé en 1984; ce transfert explique aussi la forte augmentation des dépenses des CLSC. Contrairement à l'évolution des dépenses gouvernementales, selon la mission, basée sur la structure budgétaire de 1986, celle de ces établissements correspond aux années indiquées.

Les centres d'accueil et les établissements de services sociaux

Les centres d'accueil offrent deux types de service: la réadaptation et l'hébergement. En 1986-87, les 291 centres d'accueil d'hébergement (CAH) disposent de 24 532 lits, dont 20 779 appartiennent au secteur public. Par ailleurs, dans les 141 centres d'accueil de réadaptation (CAR), 9 801 lits sont dénombrés. Les services dispensés dans les CAR s'adressent à diverses clientèles: les personnes alcooliques et toxicomanes (10 centres), les personnes mésadaptées qui ont des problèmes socio-affectifs (47), les personnes handicapées qui ont une déficience mentale (46) ou une déficience physique (13), les mères en difficulté d'adaptation (5) et, enfin, les personnes qui ont besoin d'un apprentissage axé sur les habitudes de travail (20).

Les centres locaux de services communautaires sont des établissements qui offrent des services de santé et des services sociaux de prévention, de soutien et de soins curatifs sur une base locale. Les données d'une enquête menée auprès du personnel des CLSC, en 1986, indiquent que 41% des ressources humaines interviennent dans le domaine de la santé, 32%, dans le domaine socio-communautaire et que 27% forment l'effectif d'encadrement et de soutien.

Les 14 centres de services sociaux du Québec fournissent des services en matière d'adoption, d'évaluation, d'orientation, de placement, de consultation, d'expertise psychosociale, d'identification et d'urgence sociale, ainsi que des services administratifs. Ces services sont destinés à la population en général, qu'il s'agisse de jeunes, de personnes âgées, d'autochtones, d'immigrants, etc. En 1986-87, quelque 4 991 personnes, dont près de la moitié sont des professionnels, dispensent ces services.

L'assurance-maladie et la médecine de laboratoire

La Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ) administre les programmes relatifs aux services médicaux, dentaires, optométriques, pharmaceutiques et aux prothèses. La Régie a aussi la charge d'administrer le programme des bourses d'études et de recherche dans une science de la santé et le programme des mesures incitatives pour remédier au problème de l'insuffisance de médecins dans les régions éloignées et isolées du Québec. Tous les résidents du Québec sont admissibles au Régime de l'assurance-maladie. Toutefois, certains programmes, dont ceux des services dentaires, optométriques et pharmaceutiques, ne sont accessibles qu'à une clientèle particulière: les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées et les bénéficiaires de l'aide sociale. Tous ces programmes sont dispensés par des professionnels de la santé, c'est-à-dire des médecins, omnipraticiens et spécialistes, des dentistes, des optométristes et des pharmaciens.

De 1984 à 1987, la répartition des coûts du régime d'assurance-maladie du Québec est demeurée sensiblement la même entre les divers programmes. Les services médicaux constituent la plus grosse part des dépenses; en 1987, ils représentent 72,7% du coût total. Dans l'ordre, viennent ensuite les services pharmaceutiques (17,0%), les services dentaires (5,7%), les services optométriques (2,1%), les prothèses (1,5%), puis les bourses et les mesures incitatives (1%). En 1987, l'ensemble de ces programmes coûtent 1,9 milliard de dollars, soit 25,6% de plus qu'en 1984. Globalement, l'année 1987 connaît une hausse des coûts de 8,6%, alors qu'en 1986, la faible augmentation de 5,5% avait eu un effet modérateur sur leur croissance.

Les services médicaux

Il existe plusieurs modes de rémunération chez les professionnels de la santé: en médecine et en chirurgie, les médecins sont rémunérés à l'acte, à salaire ou à vacation; en médecine de laboratoire, ils sont rémunérés à l'acte ou à l'unité. La rémunération à l'acte (médecine et chirurgie) est le mode le plus onéreux. Ce coût atteint plus de 1 milliard de dollars en 1987, en excluant les montants forfaitaires. La RAMQ débourse 196,59 $ par patient, pour une moyenne annuelle de 9,9 services reçus. Une proportion de 75,1% des hommes et de 85,6% des femmes utilisent ces services. On constate que ce sont surtout les enfants de moins de 5 ans et les personnes de plus de 64 ans qui les reçoivent. Quelque 12 028 médecins (90,7%) qui dispensent des services médicaux sont rémunérés à l'acte et près de 65% de ces services sont concentrés dans la région socio-sanitaire de Montréal.

En 1987, le programme des services médicaux a subi une hausse des dépenses de 7,2%. Le coût de la rémunération à vacation s'est accru de 15,1%, en raison d'une augmentation du nombre de médecins et du montant versé par médecin. Quant aux autres modes de rémunération, on enregistre aussi des augmentations, sauf dans le cas de la rémunération à l'acte en médecine de laboratoire.

De 1984 à 1987, en médecine de laboratoire, on note une forte croissance du coût moyen par service, principalement dans le cas où les services sont rendus par des médecins rémunérés à l'unité (146,8%) plutôt qu'à l'acte (11,0%). En médecine et en chirurgie, la croissance des coûts par service, selon le mode de rémunération, est la suivante: à l'acte (15,2%), à salaire (8,1%) et à vacation (5,9%).

La ventilation des coûts, selon la nature des services médicaux, démontre l'importance des dépenses imputables aux examens et aux consultations (51,5%). La chirurgie et les actes thérapeutiques représentent 16,5% des dépenses; la radiologie et les actes diagnostiques, 15,1%, les autres services rémunérés à salaire et à vacation, 8,9% et les traitements psychiatriques représentent 6,9%.

La répartition des médecins, selon le mode de rémunération, montre une diminution de la proportion des médecins rémunérés à l'acte, celle-ci passant de 92,3% en 1984 à 90,7% en 1987, compensée par une augmentation de la proportion des médecins rémunérés à salaire et à vacation, de 26,4% à 29,3%.

Les services dentaires

Les coûts des services dentaires, 3e en importance, s'élèvent en 1987 à 110,5 millions de dollars, soit une baisse de 0,5% en regard de 1986. De fait, c'est le programme qui présente la plus faible croissance de coûts au cours de la période 1984-1987, soit 3,5%.

La part relative des coûts des trois volets de ce programme est la suivante: 67,6% pour les services dentaires destinés aux enfants, 30,0% pour les services aux bénéficiaires de l'aide sociale et 2,4%, pour la chirurgie buccale.

Le programme des services dentaires pour les enfants a subi la plus faible hausse de coûts des trois dernières années, soit une augmentation de 2,0%, surtout attribuable à l'accroissement

du nombre de services. Les dépenses atteignent 71,9 millions de dollars, ce qui correspond à une croissance de 18,1% par rapport à l'année 1984. La majoration du coût moyen par service (de 16,66 $ à 19,70 $) et la hausse du nombre de patients (de 841 852 à 886 681), depuis 1984, expliquent dans une large mesure cette hausse des coûts. Malgré une augmentation du nombre de dispensateurs, le nombre de services par patient diminue.

Les montants versés dans le cadre du programme des services dentaires pour les bénéficiaires de l'aide sociale atteignent 31,9 millions de dollars, une troisième baisse en cinq ans. Celle-ci résulte d'une diminution de 10,4% du nombre de participants, de 1984 à 1987.

Quant au programme de chirurgie buccale, on observe une hausse de 15,0% des coûts par rapport à 1986, qui s'élèvent à 2,5 millions de dollars. En dépit d'un taux de participation stable et d'une baisse du nombre de dispensateurs, les coûts sont supérieurs. Cela s'explique par une augmentation du nombre de services par client (6,0%) et du coût moyen par service (9,7%).

Les services optométriques

L'évolution du programme de services optométriques, de 1984 à 1987, indique une croissance des coûts de 25,6% (41,4 millions de dollars). Une augmentation annuelle moyenne de 7,4% du nombre de services et de 5,8% du nombre de bénéficiaires caractérise ce programme. En 1987, il en coûte 29,65 $ à la RAMQ par bénéficiaire. Le nombre de services par client, sans distinction du sexe, est de 2,1. Peu de personnes se prévalent des services optométriques; le taux de participation des hommes est de 17,5% et celui des femmes, de 23,5%.

Les examens de la vue occasionnent 69,2% des coûts totaux des services optométriques rendus (excluant les montants forfaitaires). Quant aux actes diagnostiques et aux examens spécifiques, la proportion respective des coûts est de 23,5% et 7,3%. Globalement, 41,3% des coûts sont imputables à une clientèle âgée de 25 à 49 ans; 29,7%, aux plus de 50 ans et 29,0%, aux moins de 25 ans.

Les services pharmaceutiques

En 1987, le coût du programme des services pharmaceutiques s'élève à 329,8 millions de dollars, ce qui correspond à un accroissement de 59,8% des coûts depuis 1984. En fait, cette croissance est due à la fois à la hausse des coûts des services destinés aux bénéficiaires de l'aide sociale et aux personnes âgées de 65 ans et plus.

De 1984 à 1987, le coût du programme pour les bénéficiaires de l'aide sociale, totalisant 92,5 millions de dollars, a augmenté de 42,6%. Les deux facteurs responsables de cette hausse sont l'augmentation annuelle moyenne du coût par ordonnance (8,9%) et celle du nombre d'ordonnances par personne (6,9%). En 1987, chaque bénéficiaire de ce programme reçoit 14,5 ordonnances, évaluées à 201,67 $.

En ce qui concerne les personnes âgées de 65 ans et plus, les services pharmaceutiques ont coûté 237,3 millions de dollars, soit une hausse de 67,9%, par rapport à 1984. Les facteurs qui expliquent cette augmentation sont les mêmes, mais dans une proportion plus forte: la quantité d'ordonnances par personne croît de 5,1% en moyenne, par année, et le coût par ordonnance, de 9,5%. En 1987, le bilan de ce programme par personne se résume à 28,5 ordonnances, donnant lieu à une dépense moyenne de 402,71 $.

Les prothèses

Les personnes handicapées, c'est-à-dire celles qui sont limitées dans leurs activités, sont admissibles à ce programme administré par la RAMQ. En 1987, les coûts de l'ensemble de ce programme, évalués à 29,4 millions de dollars, se répartissent comme suit: prothèses, appareils orthopédiques ou autres équipements (78,4%), aides auditives (8,4%), appareils destinés aux stomisés permanents (6,8%), aides visuelles (5,5%), prothèses mammaires (0,5%) et prothèses oculaires (0,4%).

En raison de modifications apportées aux méthodes de comptabilisation de la RAMQ à partir de 1985, aucune comparaison n'est établie avec l'année 1984 en ce qui a trait au nombre de biens et de services ainsi qu'au coût moyen. En 1987, le programme de prothèses, d'appareils orthopédiques, de dispositifs ou autres équipements enregistre son taux de croissance des coûts le plus bas depuis 1984 (8,7%). Ce ralentissement découle d'un plus faible taux de croissance du nombre de bénéficiaires par 10 000 habitants; en effet, en 1987 et en 1986, il est respectivement de 7,1% et 1,1%, comparativement à 9,8% en 1985 et 8,3% en 1984.

Les services de garde à l'enfance

Les changements sociaux que vit la population québécoise engendrent des besoins croissants en services de garde. En 1986-87, 4 364 nouvelles places se sont ajoutées au réseau des garderies du Québec. Au 31 mars 1987, on dénombre dans ce réseau 731 garderies offrant 36 264 places. Quelque 540 garderies sont des organismes à but non lucratif; elles offrent 28 308 places, dont 25 273 sont subventionnées. Une bonne partie des services de garde en garderie se retrouvent dans la région de Montréal-Laval, où sont situés 44,2% des établissements.

Toujours au 31 mars 1987, on recense 528 services de garde en milieu scolaire, répartis dans toutes les régions du Québec, à l'exception du Nouveau-Québec. Leur capacité d'accueil connaît encore une augmentation (9,0%) au cours de la dernière année. Au terme de l'année financière 1986-87, 18 301 places étaient disponibles.

Le réseau des garderies du Québec compte également 55 agences de services de garde en milieu familial. Des 3 860 places qu'offrent ces agences, 3 747 sont subventionnées. Les régions les mieux pourvues sont celles du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie, de Québec et de Montréal-Laval.

Définitions

Région socio-sanitaire

Territoire qui correspond au territoire des régions administratives de 1966.

Services de garde à l'enfance

Service de garde en garderie
Service où l'on reçoit au moins dix enfants de façon régulière et pour des périodes qui n'excèdent pas 24 heures consécutives.

Service de garde en milieu familial
Service de garde fourni par une personne physique, contre rémunération, dans une résidence privée où elle reçoit, de façon régulière, quatre enfants au plus (incluant ses enfants), ou, si elle est assistée d'une autre personne adulte, neuf enfants au plus (incluant les enfants de ces deux personnes), et pour des périodes qui peuvent excéder 24 heures consécutives.

Service de garde en milieu scolaire
Service de garde fourni par une commission scolaire ou par une corporation de syndics.

Notes explicatives

Régie de l'assurance-maladie du Québec

Données sur la rémunération
Les données sur les montants versés aux professionnels n'englobent pas les sommes que ceux-ci peuvent toucher de sources autres que la Régie. Par ailleurs, les montants versés pour la rémunération à l'acte dans l'assurance-maladie représentent des montants bruts et couvrent les frais de services. En effet, les tarifs négociés pour ces services comprennent une compensation pour les coûts afférents à la prestation du service. Par exemple, le tarif des services de radiologie en cabinet privé couvre, en plus des services professionnels, les clichés radiologiques, les substances de contraste, l'utilisation de l'appareillage et des locaux, ainsi que les services techniques et administratifs. Dans le cas des autres modes de rémunération, les montants versés sont des montants nets puisque le professionnel n'a pas à payer de tels frais, qui sont à la charge de l'établissement.

Modes de rémunération
Médecine de laboratoire: la rémunération de ces services (à l'acte ou à l'unité) est versée en vertu de la Loi sur l'assurance-hospitalisation. Il s'agit des services offerts en milieu hospitalier, tels que les examens de laboratoire, la radiologie, certains procédés de diagnostic et les traitements de radiothérapie.

Rémunération à l'acte: largement utilisée dans le cas des services médicaux et dentaires, elle constitue le seul mode de rémunération des services optométriques.

Rémunération reliée à la fourniture d'un médicament ou d'une prothèse: le coût d'un médicament ou d'une prothèse couvre à la fois les honoraires pour le service professionnel et le coût du bien lui-même.

Salariat: rémunération à honoraires fixes qui s'applique aux médecins et aux dentistes nommés à temps plein (35 heures par semaine) et à temps partiel (17 1/2 heures par semaine), dans un établissement où ce type de rémunération est en vigueur, notamment les CLSC, les DSC et plusieurs établissements ou parties d'établissement à vocation psychiatrique ou ceux qui sont spécialisés en alcoologie, en toxicomanie et en réadaptation, de même que les établissements régis par les ententes du Grand Nord et des Îles-de-la-Madeleine. Le salariat s'applique aussi aux résidents et aux internes pour les services qu'ils dispensent en établissement hospitalier, dans le cadre de leur formation.

Vacation: principalement destinée aux médecins et aux dentistes qui exercent dans le cadre des programmes de santé communautaire et aux psychiatres attachés à un établissement ou exerçant dans plus d'un établissement. La vacation consiste en une période de service de trois heures; elle est payée à un tarif donné et elle peut s'effectuer en périodes distinctes d'au moins une heure chacune.

Autres remarques
Dans l'interprétation des tableaux statistiques, il faut se rappeler que
- l'âge des professionnels et des bénéficiaires a été établi au 1er juillet;
- les données excluent la plupart des montants recouvrés à la suite des contrôles, postérieurs au paiement, effectués par la Régie en vue de vérifier l'authenticité, la conformité et la fréquence des services dispensés;
- le coût des programmes n'inclut pas les frais d'administration de la Régie;
- le nombre de dispensateurs n'inclut que ceux qui ont reçu des honoraires de la Régie pour des services rendus au cours de l'année;
- dans tous les tableaux, les coûts ont été arrondis au dollar le plus près, de sorte que la somme des composantes n'est pas toujours égale au total;
- les données portent sur les services rendus entre les 1er janvier et 31 décembre de chaque année et elles ont été établies au 31 mars suivant l'année étudiée: les services payés après cette date sont donc exclus, ce qui entraîne une légère sous-estimation des données. Le degré d'intégralité des données varie selon les programmes.

Tableau 1

Évolution des dépenses[1] gouvernementales, selon la mission, Québec, 1983-84 à 1987-88

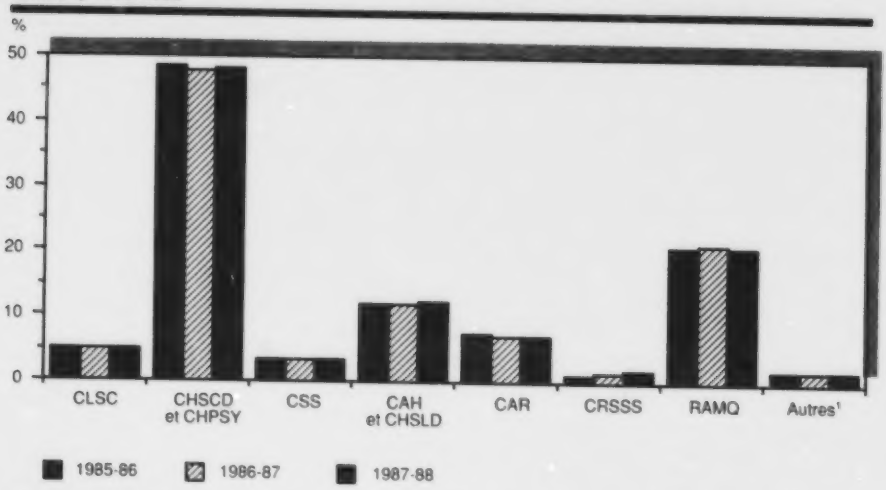
Mission	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88[2]
			'000 $		
Économique	2 716 593	2 964 895	3 183 998	3 157 715	3 453 729
Éducative et culturelle[3]	7 392 653	7 820 977	8 181 742	8 473 175	8 953 092
Gouvernementale et administrative	4 535 480	5 109 730	5 341 461	5 399 003	5 835 301
Sociale	9 393 239	10 269 705	10 921 851	11 435 561	12 082 878
Domaine sécurité du revenu[4]	2 337 100	2 561 783	2 777 772	2 781 779	2 810 912
Domaine habitation	258 810	303 673	323 352	309 830	364 980
Domaine santé et adaptation sociale	6 797 329	7 404 249	7 820 727	8 343 952	8 906 986
Office des services de garde à l'enfance	47 623	53 601	70 166	79 324	82 186
Ministère de la Santé et des Services sociaux	6 749 706	7 350 648	7 750 561	8 264 628	8 824 795
Centres locaux de services communautaires	336 025	354 124	382 790	407 109	435 992
Organismes bénévoles	13 681	18 325	24 427	26 152	27 846
Centres hospitaliers de soins de courte durée et psychiatriques	3 305 276	3 634 484	3 750 286	3 951 057	4 237 723
Centres de services sociaux	223 933	238 399	248 468	279 394	291 081
Centres d'accueil d'hébergement et centres hospitaliers de soins de longue durée	842 183	907 378	933 323	1 000 480	1 079 490
Centres d'accueil de réadaptation	515 995	555 470	578 278	592 824	625 453
Office des personnes handicapées du Québec	25 825	32 422	37 684	41 440	43 885
Coordination de la recherche	17 841	21 358	23 982	26 044	27 843
Conseils régionaux de santé et de services sociaux	63 803	79 230	104 298	131 433	152 320
Direction et gestion du ministère de la Santé et des Services sociaux	48 551	52 948	58 694	63 123	61 976
Régie de l'assurance-maladie du Québec	1 356 593	1 456 510	1 608 331	1 745 572	1 841 186
Total	24 037 965	26 165 307	27 629 052	28 465 454	30 325 000

1. Dépenses présentées selon la structure budgétaire 1986-87.
2. Crédits publics du Québec.
3. Incluant la rémunération des médecins résidents et des internes.
4. Incluant les programmes administrés par la Régie de l'assurance-maladie: services dentaires et pharmaceutiques ainsi que les médicaments pour les bénéficiaires de l'aide sociale.

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec, *Statistiques annuelles 1987*.

Figure 1

Répartition des dépenses du MSSS selon le centre de responsabilités, Québec, 1985-1988



1. Inclut les organismes bénévoles, l'OPHQ, la coordination de la recherche et la direction et gestion du MSSS.

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec, *Statistiques annuelles 1987*.

Tableau 2

Évolution des dépenses[1] gouvernementales reliées à la santé et à l'adaptation sociale, selon le secteur, Québec, 1983-84 à 1987-88

Secteur	Unité	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88[2]
Prévention et amélioration	'000 $	349 706	372 449	407 217	433 261	463 838
Indice évolutif	1983=100	100,0	106,5	116,5	123,9	132,6
Importance relative	%	5,1	5,0	5,2	5,2	5,2
Recouvrement de la santé	'000 $	4 661 869	5 090 994	5 358 617	5 696 629	6 078 909
Indice évolutif	1983=100	100,0	109,2	115,0	122,2	130,4
Importance relative	%	68,6	68,8	68,5	68,3	68,2
Réadaptation sociale	'000 $	1 607 936	1 733 689	1 797 753	1 914 138	2 039 909
Indice évolutif	1983=100	100,0	107,8	111,8	119,0	126,9
Importance relative	%	23,7	23,4	23,0	22,9	22,9
Administration et services	'000 $	177 818	207 137	257 140	299 924	324 323
Indice évolutif	1983=100	100,0	116,5	144,6	168,7	182,4
Importance relative	%	2,6	2,8	3,3	3,6	3,6
Ensemble des secteurs	'000 $	6 797 329	7 404 249	7 820 727	8 343 952	8 906 979
Indice évolutif	1983=100	100,0	108,9	115,1	122,8	131,0
Importance relative	%	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Dépenses présentées selon la structure budgétaire 1986-87.
2. Crédits publics du Québec.

Source: Ministère de la Santé et des Services sociaux, Direction générale de la planification et de l'évaluation, *Statistiques évolutives des dépenses gouvernementales pour la mission sociale 1978-79 à 1987-88*.

Tableau 3

Dépenses de santé par habitant, certaines provinces et Canada, 1977, 1981 et 1985

		Dépenses par habitant			Dépenses publiques de santé
		Publiques	Privées	Totales	
		$			% du PIB
Nouvelle-Écosse	1977	447	131	578	7,6
	1981	746	216	962	8,6
	1985p	1 088	358	1 446	8,1
Québec	1977	543	110	653	6,5
	1981	866	215	1 081	6,8
	1985p	1 205	316	1 521	7,2
Ontario	1977	528	180	708	5,2
	1981	779	305	1 084	5,1
	1985p	1 159	477	1 636	5,7
Alberta	1977	525	146	671	4,1
	1981	931	246	1 177	4,2
	1985p	1 465	266	1 731	5,5
Canada	1977	521	153	674	5,6
	1981	838	265	1 103	5,7
	1985p	1 210	380	1 590	6,4

Source: Ministère de la Santé et des Services sociaux, Direction générale de la planification et de l'évaluation.

Tableau 4

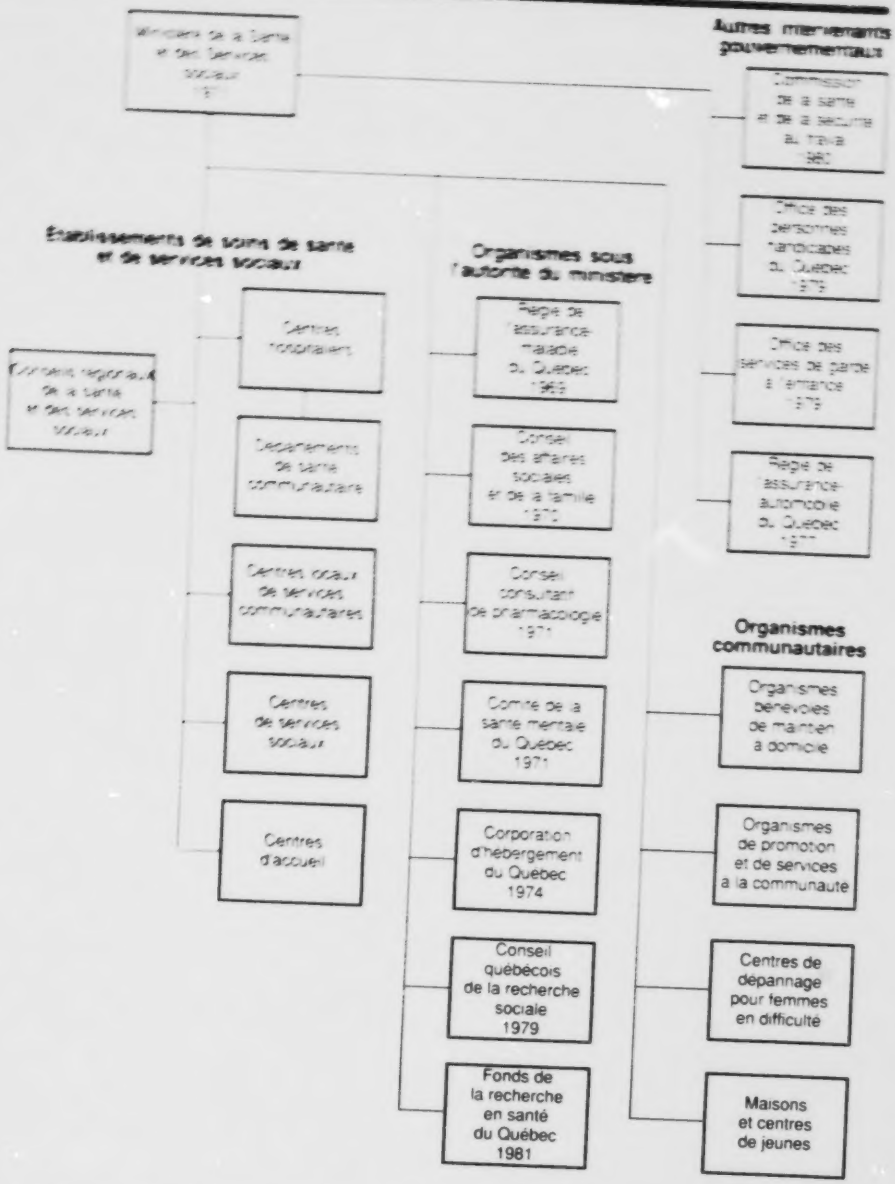
Répartition des dépenses totales reliées à la santé, selon le secteur de financement, certaines provinces et Canada, 1977, 1981 et 1985

Secteur de financement	Québec	Ontario	Nouvelle-Écosse	Alberta	Canada
			000 000 $		
1977	4 100,4	5 910,6	481,5	1 283,0	15 680,7
Secteur public	3 407,4	4 409,3	372,2	1 004,6	12 121,2
Gouvernement fédéral[1]	1 402,3	1 773,2	191,2	438,8	5 127,6
Gouvernement provincial[2]	1 996,9	2 571,1	177,2	511,9	6 821,1
Gouvernement municipal	8,2	65,0	3,8	53,9	172,5
Secteur privé[3]	693,0	1 501,3	109,3	278,4	3 559,5
1981	6 958,6	9 351,2	815,3	2 632,9	26 852,8
Secteur public	5 573,9	6 714,2	631,9	2 082,6	20 408,2
Gouvernement fédéral[1]	2 157,2	2 908,3	304,1	826,7	8 431,8
Gouvernement provincial[2]	3 409,7	3 656,3	322,1	1 132,1	11 493,0
Gouvernement municipal	7,0	149,6	5,7	123,8	483,4
Secteur privé[3]	1 384,7	2 637,0	183,4	550,3	6 444,6
1985p	9 902,6	14 757,5	1 258,9	4 061,6	40 028,5
Secteur public	7 852,7	10 448,3	946,7	3 436,1	30 461,7
Gouvernement fédéral[1]	3 188,6	4 324,0	455,7	1 137,3	12 488,9
Gouvernement provincial[2]	4 654,2	5 947,2	478,4	2 059,2	17 252,3
Gouvernement municipal	9,9	177,1	12,6	239,6	720,5
Secteur privé[3]	2 049,9	4 309,2	312,2	625,5	9 566,8

1. Incluant les transferts aux provinces (financiers et fiscaux) dans le cadre des programmes à frais partagés, dans le domaine de la santé.
2. Incluant les dépenses de santé des organismes de compensation pour les accidents de travail, comme la Commission de la santé et de la sécurité du travail au Québec, et les transferts aux municipalités.
3. Ensemble des dépenses reliées à la santé dont les coûts sont payés par des individus ou des corporations privées.

Source: Ministère de la Santé et des Services sociaux, Direction générale de la planification et de l'évaluation.

Figure 2
Système socio-sanitaire
Québec, 1981



Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux, *Le système de santé et de services sociaux au Québec.*

Tableau 5

Établissements de soins de santé et de services sociaux, par région socio-sanitaire, Québec, 1986-87

Caractère et classe	Établissements												
	01	02	03	04	05	06A	06B	06C	07	08	09	10	Le Québec
	n												
Centres hospitaliers	10	10	42	15	10	77	12	26	10	7	2	3	224
Publics	10	10	34	15	10	54	10	19	8	7	2	3	182
Soins de courte durée	8	7	20	10	7	36	7	11[1]	6	5	2	3	122
Soins de longue durée	-	1	8	4	3	14	2	8	1	1	-	-	42
Psychiatriques[2]	2	2	6	1	-	4	1	-	1	1	-	-	18
Privés	-	-	8	-	-	22	2	7	2	-	-	-	41
Soins de courte durée	-	-	1	-	-	5	-	-	-	-	-	-	6
Soins de longue durée	-	-	7	-	-	17	2	7	2	-	-	-	35
Fédéraux	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Soins de longue durée	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	1
Centres d'accueil	16	25	100	36	24	100	41	55	18	11	6	-	432
Publics	15	23	87	33	17	79	29	47	16	11	6	-	363
Réadaptation	6	7	22	9	7	44	12	17	4	4	2	-	134
Hébergement[3]	9	16	65	24	10	35	17	30	12	7	4	-	229
Privés	1	2	13	3	7	21	12	8	2	-	-	-	69
Réadaptation	-	-	-	1	-	1	5	-	-	-	-	-	7
Hébergement[3]	1	2	13	2	7	20	7	8	2	-	-	-	62
Centres locaux de services communautaires[3]	12	6	19	11	7	21	13	19	10	7	9	-	134
Centres de services sociaux	2	1	1	1	1	3	1	1	1	1	1	-	14
Total	40	42	162	63	42	201	67	101	39	26	18	3	804

1. Incluant le Centre hospitalier Anna Laberge, non opérationnel.
2. Services de courte et de longue durée.
3. Ces établissements disposent de lits destinés à des unités de soins de santé.

Légende: 01 Bas-Saint-Laurent—Gaspésie; 02 Saguenay—Lac-Saint-Jean; 03 Québec; 04 Trois-Rivières; 05 Estrie; 06A Montréal-Métropolitain; 06B Laurentides-Lanaudière; 06C Montérégie; 07 Outaouais; 08 Abitibi-Témiscamingue; 09 Côte-Nord; 10 Nouveau-Québec.

Source: Ministère de la Santé et des Services sociaux, Service des données financières et opérationnelles.

Tableau 6

Lits dressés[1] dans les établissements de santé et de services sociaux pour des soins de santé, par région socio-sanitaire, Québec, 1983-84 et 1986-87

		Lits dressés					
		01	02	03	04	05	06A
		n					
Centres hospitaliers	1983-84	1 697	2 115	9 024	2 919	1 911	21 271
	1986-87	1 740	2 103	9 157	2 880	1 890	21 020
Soins de courte durée	1983-84	1 106	1 698	5 169	2 119	1 469	11 903
	1986-87	1 210	1 788	5 197	2 081	1 459	12 294
Soins de longue durée	1983-84	591	282	1 631	675	442	5 301
	1986-87	-	180	1 338	674	431	4 807
Psychiatriques	1983-84	-	135	2 224	125	-	4 067
	1986-87	530	135	2 622	125	-	3 919
Unités d'hébergement[2]	1983-84	366	487	2 732	702	82	2 335
	1986-87	404	476	2 294	749	70	2 384
Centres locaux de services communautaires	1983-84	103	-	65	40	-	-
	1986-87	15	-	65	40	-	-
Centres d'accueil d'hébergement	1983-84	-	-	-	-	-	-
	1986-87	-	-	-	-	-	77
Total[3]	1983-84	1 800	2 115	9 089	2 959	1 911	21 271
	1986-87	1 755	2 103	9 222	2 920	1 890	21 097

1. Excluant les berceaux pour nouveau-nés.
2. Incluant les places dans les pavillons.
3. Excluant le nombre de lits dressés dans les unités d'hébergement des centres hospitaliers.

Source: Ministère de la Santé et des Services sociaux, Service des données financières et opérationnelles.

Tableau 7

Répartition de jours-présence[1] dans les centres hospitaliers, selon l'unité de soins Québec, 1983-84 et 1986-87

Unité de soins	Centres hospitaliers						Total[2]	
	Soins courte durée		Soins longue durée		Psychiatriques			
	1983-84	1986-87	1983-84	1986-87	1983-84	1986-87	1983-84	1986-87
	'000							
Soins de courte durée	7 458	7 904	131	57	644	643	8 282	8 648
Médecine	1 642	1 825	25	31	23	27	1 707	1 903
Chirurgie	1 611	1 597	-	-	2	-	1 613	1 598
Soins intensifs	250	279	-	-	-	-	251	280
Gynéco-obstétrique	765	780	-	-	-	-	769	781
Pédiatrie	420	398	0,2	-	0,2	-	424	400
Médecine et chirurgie (non réparties)	2 082	2 176	56	-	38	40	2 195	2 230
Psychiatrie	623	611	47	-	581	576	1 252	1 186
Autres	65	238	2	26	0,4	0,4	72	271
Lits occupés pour soins prolongés inclus dans ces unités de soins	(585)	(679)	(18)	(5)	(1)	(1)	(605)	(694)
Soins de longue durée	1 653	1 657	3 717	3 249	1 806	2 066	7 258	7 071
Aux malades mentaux	131	120	191	108	1 403	1 359	1 725	1 596
Aux malades physiques	1 522	1 537	3 525	3 141	403	707	5 533	5 475
Hébergement[3]	740	849	849	665	1 162	1 195	2 766	2 753
Total[4]	9 111	9 562	3 848	3 306	2 450	2 709	15 540	15 719

1. Excluant les nouveau-nés.
2. Incluant le nombre de jours-présence dans les centres locaux de services communautaires et dans les centres d'accueil d'hébergement.
3. Incluant les jours-présence dans les pavillons.
4. Les jours-présence dans les unités d'hébergement des centres hospitaliers ne sont pas inclus dans le total.

Source: Ministère de la Santé et des Services sociaux, Service des données financières et opérationnelles.

	Lits dressés						
	06B	06C	07	08	09	10	Total
				n			
Centres hospitaliers	2 004	3 735	1 751	878	478	66	47 849
	2 515	3 808	1 338	871	418	68	47 808
Soins de courte durée	1 546	2 580	1 002	624	478	66	29 760
	1 822	2 608	981	617	418	68	30 543
Soins de longue durée	458	1 155	272	205	-	-	11 012
	301	1 200	272	205	-	-	9 408
Psychiatriques	-	-	477	49	-	-	7 077
	392	-	85	49	-	-	7 857
Unités d'hébergement[2]	524	542	280	87	24	-	8 161
	915	556	-	119	24	7	7 998
Centres locaux de services communautaires	-	38	-	112	158	-	516
	-	-	-	116	180	-	416
Centres d'accueil d'hébergement	-	-	-	-	-	-	-
	40	-	-	-	-	-	117
Total[3]	2 004	3 773	1 751	990	636	66	48 365
	2 555	3 808	1 338	987	598	68	48 341

Tableau 8

Mouvements des malades[1] dans les établissements de santé et de services sociaux, Québec, 1983-84 et 1986-87

	Admis durant l'année		Soignés durant l'année		Sortis durant l'année		Hospitalisés[2] en fin de période	
	1983-84	1986-87	1983-84	1986-87	1983-84	1986-87	1983-84	1986-87
				n				
Centres hospitaliers	743 536	744 241	791 329	797 104	749 383	752 745	41 946	44 359
Publics	731 938	731 971	776 059	781 399	737 613	740 523	38 446	40 876
Soins de courte durée	711 235	717 500	737 089	748 767	712 559	721 399	24 530	27 368
Soins de longue durée	10 281	4 010	17 657	10 177	10 453	4 071	7 204	6 106
Psychiatriques	10 422	10 461	21 313	22 455	14 601	15 053	6 712	7 402
Privés	11 293	11 990	13 909	14 490	11 239	11 832	2 670	2 658
Soins de courte durée	7 931	10 975	8 074	11 306	7 880	10 877	194	429
Soins de longue durée	3 362	1 015	5 835	3 184	3 359	955	2 476	2 229
Fédéraux	305	280	1 361	1 215	531	390	830	825
Soins de longue durée	305	280	1 361	1 215	531	390	830	825
Unités d'hébergement[3]	3 902	3 304	12 715	12 506	5 102	4 979	7 613	7 527
Centres locaux de services communautaires	7 133	6 074	7 512	6 360	7 177	6 059	335	301
Centres d'accueil d'hébergement	-	30	-	147	-	30	-	117
Total[4]	750 669	744 543	798 841	803 611	756 560	758 834	42 281	44 777

1. Adultes et enfants, excluant les nouveau-nés.
2. Le total ne correspond pas au nombre de personnes hospitalisées, car une personne peut être comptée autant de fois qu'elle a été hospitalisée au cours de l'année.
3. Incluant les bénéficiaires hébergés dans des pavillons.
4. Excluant les bénéficiaires dans les unités d'hébergement des centres hospitaliers.

Source: Ministère de la Santé et des Services sociaux, Service des données financières et opérationnelles.

Tableau 9

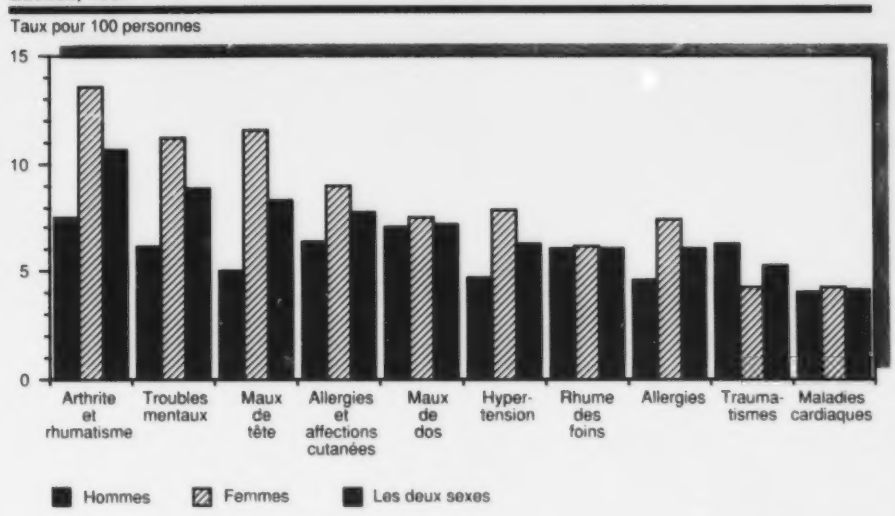
Départs, journées d'hospitalisation et durée moyenne de séjour dans les centres hospitaliers, selon le sexe et le groupe de diagnostics[1], Québec, 1984-85

Diagnostics	Départs[2]		Journées d'hospitalisation		Durée moyenne de séjour	
	H	F	H	F	H	F
			n			
Maladies infectieuses et parasitaires	3 956	4 132	45 612	55 048	11,5	13,3
Tumeurs	24 172	30 426	469 902	505 299	19,4	16,6
Maladies endocriniennes, de la nutrition et du métabolisme et troubles immunitaires	5 346	8 502	91 402	159 664	17,1	18,8
Maladies du sang et des organes hématopoiétiques	2 207	2 879	27 111	41 710	12,3	14,5
Troubles mentaux	17 293	19 106	638 351	803 036	36,9	42,0
Maladies du système nerveux et des organes des sens	16 410	19 476	248 812	297 960	15,2	15,3
Maladies de l'appareil circulatoire	51 291	39 200	889 300	986 277	17,3	25,2
Maladies de l'appareil respiratoire	34 992	27 214	319 087	264 500	9,1	9,7
Maladies de l'appareil digestif	44 857	41 637	385 028	424 033	8,6	10,2
Maladies des organes génito-urinaires	19 080	46 017	178 773	325 827	9,4	7,1
Complications de la grossesse, de l'accouchement et des suites de couches	...	111 532	...	507 011	...	4,5
Maladies de la peau et du tissu cellulaire sous-cutané	4 981	5 394	51 557	53 731	10,4	10,0
Maladies du système ostéo-articulaire, des muscles et du tissu conjonctif	15 979	16 534	153 469	206 124	9,6	12,5
Anomalies congénitales	4 286	3 539	41 534	33 606	9,7	9,5
Certaines affections originant dans la période périnatale	1 053	714	12 874	9 019	12,2	12,6
Symptômes, signes et états morbides mal définis	12 743	13 616	172 944	206 108	13,6	15,1
Lésions traumatiques et empoisonnements	29 407	19 603	311 946	328 256	10,6	16,7
Autres	6 450	17 503	88 406	142 503	13,7	8,1
Total	**294 503**	**427 024**	**4 126 108**	**5 349 712**	**14,0**	**12,5**

1. Selon la classification internationale des maladies, 9e révision.
2. Sortie, décès ou transfert à un autre hôpital.

Source: Statistique Canada, *La morbidité hospitalière* (82-206).

Figure 3
Prévalence des dix principaux problèmes de santé selon le sexe, Québec, 1987



Source: Enquête Santé-Québec 1987, *Et la santé, ça va?*, tome 2.

Tableau 10
Statistiques sur les maladies cardio-vasculaires, selon le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1982-83

Diagnostics[1]	Nombre de départs[2] dans les hôpitaux				Durée moyenne de séjour	
	H	F	H	F	H	F
	n		Taux 100 000 h[3]			
Infarctus aigu du myocarde	8 089	3 953	252,2	119,3	17,4	22,1
35-64 ans	4 708	1 214	444,7	109,8	..	..
65 ans et plus	3 242	2 700	1 306,2	757,8	..	..
Autres formes de cardiopathie ischémique chronique	12 835	7 175	400,1	216,5	11,7	29,2
35-64 ans	8 866	3 294	837,5	298,0	..	..
65 ans et plus	3 796	3 816	1 529,4	1 071,0	..	..
Maladies vasculaires cérébrales	7 304	6 441	227,7	194,4	..	..
35-64 ans	2 727	1 714	257,6	155,1	..	..
65 ans et plus	4 441	4 530	1 789,3	1 271,4	..	..
Toutes les maladies cardio-vasculaires	49 240	37 312	1 534,9	1 126,0	23,9	40,5
35-64 ans	26 427	14 562	2 496,4	1 317,5	..	..
65 ans et plus	20 193	20 107	8 135,8	5 643,3	..	..

1. Selon la classification internationale des maladies, 9e révision.
2. Sortie, décès ou transfert à un autre hôpital.
3. Taux calculé à partir des estimations démographiques postcensitaires de Statistique Canada.

Sources: Statistique Canada, *La morbidité hospitalière* (82-206); *Les maladies cardio-vasculaires au Canada* (82-544).

Tableau 11

Statistiques sur le cancer (tumeurs malignes), selon le diagnostic, le groupe d'âge et le sexe, Québec, 1982-83

Diagnostics[1]	Nouveaux sièges primaires de cancer diagnostiqués au cours de l'année				Nombre de départs[2] dans les hôpitaux avec un diagnostic de cancer			
	H	F	H	F	H	F	H	F
	n		Taux 100 000 h[3]		n		Taux 100 000 h[3]	
Lèvres, cavité buccale et pharynx	512	183	16,0	5,5	706	231	22,0	7,0
Estomac	594	324	18,5	9,8	754	429	23,5	12,9
Côlon	976	1 132	30,4	34,2	1 163	1 355	36,3	40,9
Rectum	684	600	21,3	18,1	1 021	702	31,8	21,2
Foie, vésicule et voies biliaires	201	211	6,3	6,4	233	227	7,3	6,9
Pancréas	368	296	11,5	8,9	514	367	16,0	11,1
Trachée, bronches et poumons	3 025	875	94,3	26,4	4 744	1 304	147,9	39,4
Os, tissu conjonctif et autres tissus mous	137	109	4,3	3,3	367	308	11,4	9,3
Peau	532	518	16,6	15,6	463	301	14,4	9,1
Sein	12	2 980	0,4	89,9	35	3 918	1,1	118,2
Utérus (partie non précisée), placenta et corps de l'utérus	-	766	-	23,1	-	1 121	-	33,8
Col de l'utérus	-	441	-	13,3	-	734	-	22,2
Ovaires et autres organes annexes de l'utérus	-	501	-	15,1	-	1 397	-	42,2
Prostate	1 782	-	55,6	-	2 234	-	69,6	-
Vessie	913	317	28,5	9,6	1 562	544	48,7	16,4
Rein	386	229	12,0	6,9	444	232	13,8	7,0
Cerveau	202	186	6,3	5,6	387	326	12,1	9,8
Tissus lymphatiques	685	678	21,4	20,5	1 349	1 104	42,1	33,3
Leucémie	455	355	14,2	10,7	736	511	22,9	15,4
Tous les autres sièges	1 431	1 193	44,6	36,0	2 984	2 653	93,0	80,1
Ensemble des tumeurs malignes	**12 895**	**11 894**	**402,0**	**358,9**	**19 696**	**17 764**	**614,0**	**536,1**
0-24 ans	272	211	20,7	16,7	..	..	..	..
25-44 ans	668	1 285	64,6	123,6	..	..	..	..
45-64 ans	4 564	4 452	748,2	680,0	..	..	..	..
65-84 ans	6 719	5 243	2 861,6	1 602,9	..	..	..	..
85 ans et plus	672	703	5 014,9	2 407,5	..	..	..	..

1. Selon la classification internationale des maladies, 9e révision.
2. Sortie ou décès d'un malade hospitalisé dont le cancer a été diagnostiqué au cours des années précédentes ou au cours de l'année.
3. Taux calculé à partir des estimations démographiques postcensitaires de Statistique Canada, au 1er juin 1983.

Sources: Statistique Canada, *La morbidité hospitalière* (82-206); *Le cancer au Canada* (82-207).

Tableau 12

Répartition des lésions professionnelles[1], selon le secteur d'activité économique, Québec, 1986

Secteur	Accidents du travail		Maladies professionnelles		Décès		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%
Agriculture	2 057	0,7	20	0,4	6	3,6	2 083	0,6
Forêt	1 933	0,6	35	0,7	8	4,8	1 976	0,6
Chasse, pêche	97	0,0	0	0,0	1	0,6	98	0,0
Mines, carrières	3 072	1,0	282	5,7	13	7,8	3 367	1,1
Industries manufacturières	91 964	29,1	1 715	34,4	17	10,2	93 696	29,3
Bâtiments, travaux publics	16 924	5,4	152	3,0	24	14,5	17 100	5,3
Transports, communications	13 835	4,4	82	1,6	18	10,8	13 935	4,4
Commerce	34 252	10,9	218	4,4	27	16,4	34 497	10,8
Finances, assurances	1 553	0,5	23	0,5	5	3,0	1 581	0,5
Services	42 777	13,6	499	10,0	13	7,8	43 289	13,5
Administration publique	10 407	3,3	77	1,6	15	9,0	10 499	3,3
Indéterminé	96 116	30,5	1 877	37,7	19	11,5	98 012	30,6
Total	**314 987**	**100,0**	**4 980**	**100,0**	**166**	**100,0**	**320 133**	**100,0**

1. Ayant fait l'objet de demandes de prestations.

Source: Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec, Banque de données en date du 29 février 1988.

Tableau 13

Effectif des syndiqués et des cadres des établissements de santé et de services sociaux, selon l'occupation et le sexe, Québec, 1986-87

	Syndiqués[1]					
	Profes-sionnels	Techniciens	Infirmières	Aides techniciens	Employés de bureau	Ouvriers
Effectif total (n)	8 848	18 481	30 615	40 778	19 876	27 613
Centres d'accueil d'hébergement	196	366	1 037	6 063	681	3 913
Centres d'accueil de réadaptation	951	5 068	324	1 850	1 075	2 374
Centres hospitaliers de soins de courte durée	3 168	8 990	23 180	19 220	13 374	14 476
Centres hospitaliers de soins psychiatriques	488	1 297	1 975	5 026	1 299	2 729
Centres hospitaliers de soins de longue durée	309	360	1 188	4 078	708	2 395
Centres locaux de services communautaires	1 125	1 083	2 186	1 601	1 381	459
Centres régionaux de santé et de services sociaux	107	76	58	-	322	6
Centres de services sociaux	2 398	1 039	1	112	795	36
Centres privés	105	202	668	2 827	241	1 226
Répartition selon le sexe (%)						
Hommes	34,83	28,58	7,03	28,00	9,66	53,74
Femmes	65,02	71,36	92,93	71,96	90,29	46,20
Non précisé	0,15	0,06	0,04	0,04	0,05	0,06

	Syndiqués[1]	Cadres[1]				Total[2]
	Total[2,3]	Hors-cadres	DSP,[4] CDSC	Supérieurs	Inter médiaires	Total[2]	
Effectif total (n)	146 517	817	162	1 614	10 051	12 644	159 161
Centres d'accueil d'hébergement	12 269	203	1	280	687	1 171	13 440
Centres d'accueil de réadaptation	11 672	137	2	282	1 148	1 569	13 241
Centres hospitaliers de soins de courte durée	82 559	149	126	614	5 117	6 006	88 565
Centres hospitaliers de soins psychiatriques	12 822	25	14	99	968	1 106	13 928
Centres hospitaliers de soins de longue durée	9 064	44	16	132	637	829	9 893
Centres locaux de services communautaires	7 855	131	1	30	538	700	8 555
Centres régionaux de santé et de services sociaux	577	14	1	43	207	266	843
Centres de services sociaux	4 420	16	-	63	492	571	4 991
Centres privés	5 278	99	1	70	256	426	5 704
Répartition selon le sexe (%)							
Hommes	26,48	86,72	91,96	64,06	40,91	46,91	
Femmes	73,46	13,28	8,04	35,94	59,09	53,09	
Non précisé	0,06	-	-	-	-	-	

1. Nombre d'employés calculé en équivalent temps plein.
2. Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des données en raison de l'arrondissement des nombres.
3. Comprend les stagiaires et les étudiants.
4. Directeurs des services professionnels (CH public) et directeurs d'un département de santé communautaire.

Source: Ministère de la Santé et des Services sociaux, Direction générale des relations de travail, *Statistiques sur le personnel de la santé et des services sociaux 1986-1987*; *Statistiques sur les cadres, santé et services sociaux 1986-1987*.

Tableau 14

Dépenses des établissements publics de santé et de services sociaux, Québec, 1983-84 à 1986-87

	Centres hospitaliers			Centres d'accueil[1]		Centres locaux de services communautaires	Centres de services sociaux
	Soins courte durée	Soins longue durée	Psychiatriques	Réadaptation	Hébergement		
				'000 $			
1983-84	3 006 806	375 076	388 993	495 702	404 070	215 286	213 472
1984-85	3 166 512	392 313	410 054	532 791	437 134	246 126	222 393
1985-86	3 389 105	398 928	432 285	563 319	467 333	305 200	207 189
1986-87[2]	3 501 271	334 018	485 854	580 000	485 565	345 013	202 597
Salaires	1 912 960	194 703	280 262	301 095	257 936	195 133	124 881
Avantages sociaux et charges sociales	650 935	70 950	105 724	105 240	93 194	64 284	41 819
Médicaments	111 787	3 171	6 029	1 269	7 410	1 260	.
Fournitures médicales et chirurgicales	142 003	2 220	1 534	605	3 049	4 608	.
Denrées alimentaires	55 644	11 316	15 348	13 983	24 935	1 259	.
Services administratifs	131 877	11 346	15 492	27 424	19 373	27 474	14 104
Entretien, sécurité et fonctionnement des installations	192 763	28 177	30 215	33 655	41 375	23 277	11 191
Autres dépenses	303 302	12 136	31 249	96 728	38 291	27 719	10 601

1. Centres d'accueil publics ayant fourni un rapport financier annuel.
2. Le total peut ne pas correspondre à la somme des données en raison de l'arrondissement des nombres.

Source: Ministère de la Santé et des Services sociaux, Service des données financières et opérationnelles.

Tableau 15

Répartition des centres d'accueil de réadaptation, selon leur vocation, et nombre de lits autorisés[1], par région socio-sanitaire, Québec, 1986-87

Région socio-sanitaire	Alcooliques et toxicomanes		Désadaptés socio-affectifs		Handicapés mentaux	
	Établissements	Lits	Établissements	Lits	Établissements	Lits
			n			
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	.	.	2	103	3	190
Saguenay—Lac-Saint-Jean	.	.	3	152	2	228
Québec	.	.	7	711	7	689
Trois-Rivières	1	35	2	161	4	391
Estrie	1	40	2	183	2	191
Montréal-Métropolitain	4	240	19	1 864	10	1 123
Laurentides-Lanaudière	1	10	5	293	7	496
Montérégie	1	20	3	297	8	812
Outaouais	1	26	1	124	1	142
Abitibi-Témiscamingue	1	16	2	175	1	75
Côte-Nord	.	.	1	56	1	106
Nouveau-Québec	.	.	.	.	.	.
Le Québec	10	387	47	4 119	46	4 443

1. Excluant le nombre de places des centres d'accueil qui offrent exclusivement des services externes.
2. Foyers de groupes et d'apprentissage des habitudes de travail (ateliers).

Source: Ministère de la Santé et des Services sociaux, Services des données financières et opérationnelles.

Tableau 16

Nombre de lits autorisés[1] dans les centres d'accueil publics et privés, par région socio-sanitaire, Québec, 1986-87

Région socio-sanitaire	Publics		Privés		Total	
	Réadaptation	Hébergement	Réadaptation	Hébergement	Réadaptation	Hébergement
	n					
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	293	903	-	24	293	927
Saguenay—Lac-Saint-Jean	380	884	-	68	380	952
Québec	1 748	4 193	-	486	1 748	4 679
Trois-Rivières	539	1 613	60	85	599	1 698
Estrie	429	866	-	268	429	1 134
Montréal-Métropolitain	3 564	6 461	95	1 932	3 659	8 393
Laurentides-Lanaudière	490	1 370	309	387	799	1 757
Montérégie	1 174	2 784	-	417	1 174	3 201
Outaouais	292	1 016	-	86	292	1 102
Abitibi-Témiscamingue	266	455	-	-	266	455
Côte-Nord	162	234	-	-	162	234
Nouveau-Québec	-	-	-	-	-	-
Le Québec	9 337	20 779	464	3 753	9 801	24 532

1. Incluant le nombre de lits réservés pour des soins de courte durée et de longue durée.

Source: Ministère de la Santé et des Services sociaux, Service des données financières et opérationnelles.

Région socio-sanitaire	Handicapés physiques		Mères en difficulté d'adaptation		Autres[2]		Total	
	Établissements	Lits	Établissements	Lits	Établissements	Lits	Établissements	Lits
	n							
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	-	-	-	-	1	-	6	293
Saguenay—Lac-Saint-Jean	-	-	-	-	2	-	7	380
Québec	4	297	1	51	3	-	22	1 748
Trois-Rivières	1	-	1	12	1	-	10	599
Estrie	-	-	1	15	1	-	7	429
Montréal-Métropolitain	5	358	2	74	5	-	45	3 659
Laurentides-Lanaudière	1	-	-	-	3	-	17	799
Montérégie	1	45	-	-	4	-	17	1 174
Outaouais	1	-	-	-	-	-	4	292
Abitibi-Témiscamingue	-	-	-	-	-	-	4	266
Côte-Nord	-	-	-	-	-	-	2	162
Nouveau-Québec	-	-	-	-	-	-	-	-
Le Québec	13	700	5	152	20	-	141	9 801

Tableau 17

Clientèle et activités des centres de services sociaux, selon la catégorie d'activité, Québec, 1986-87

	Prises en charge		Cas traités	Bénéficiaires au 31 mars 1987
	Nouvelles	Ayant pris fin		
	n			
Protection de la jeunesse				
Accueil - évaluation - orientation				
Accueil	...	...	42 836	..
Évaluation	...	...	20 743	5 921
Orientation	9 101	8 315	..	15 733
Services aux jeunes contrevenants (interventions)	...	...	15 312	5 546
Adoption				
Adoption régulière	...	...	428	596
Adoption internationale	...	...	256	...
Familles postulantes	...	...	..	5 789
Antécédents et retrouvailles (mises en contact)	765	556	3 401	4 505
Tutelle sociale (enfance abandonnée)	379	535	..	1 034
Services d'expertise psychosociale[1]	...	...	589	516
Services sociaux aux enfants et à la famille				
Enfants (en milieu naturel, institutionnel et non institutionnel)	16 763	16 276	..	27 427
Parents	9 985	9 656	..	17 812
Coordination des admissions en CAR (enfants)				
Handicapés physiques ou mentaux	353	[illegible]5	..	51
Mésadaptés socio-affectifs	3 677	3 614	..	538
Protection des adultes et des personnes âgées				
Service aux adultes (18 à 64 ans)	6 608	7 533	..	11 450
En milieu non institutionnel et institutionnel	..	..	..	6 370
En milieu naturel	..	..	..	5 080
Service aux personnes âgées (65 ans et plus)	6 118	5 734	..	6 800
En milieu non institutionnel et institutionnel	..	..	..	4 208
En milieu naturel	..	..	..	2 592
Coordination des admissions en CAR[2]				
CAH, pavillon et CHSLD				
Adultes	..	..	1 303	336
Personnes âgées	..	..	6 915	1 794
Services de consultation conjugale	57	94	..	19
Services de médiation à la famille	..	597	2 823	201
Services sociaux en milieu scolaire				
Enfants	2 686	1 973	..	2 199
Familles	1 668	1 131	..	1 831
Services sociaux en milieu hospitalier				
Médical	19 865	19 972	..	9 211
Psychiatrie	14 968	14 379	..	16 075
Famille	6 506	6 849	..	5 072
Planification de la famille	4 129	4 741	..	335
Services sociaux complémentaires				
Services sociaux aux autochtones	651	779	..	984
Services sociaux aux immigrants et aux itinérants	5 076	4 940	..	1 117
Services d'urgence sociale	...	...	48 408	..
Services aux familles d'accueil (enfants)				
Familles	3 517	4 058	..	10 945
Places pour enfants	..	..	13 052	12 219
Services aux familles d'accueil (adultes et personnes âgées)				
Familles	988	673	..	4 092
Places pour adultes et personnes âgées	..	..	6 781	12 460
Services d'identification et référence	...	...	64 968	...

Tableau 17 (suite)

Clientèle et activités des centres de services sociaux, selon la catégorie d'activité, Québec, 1986-87

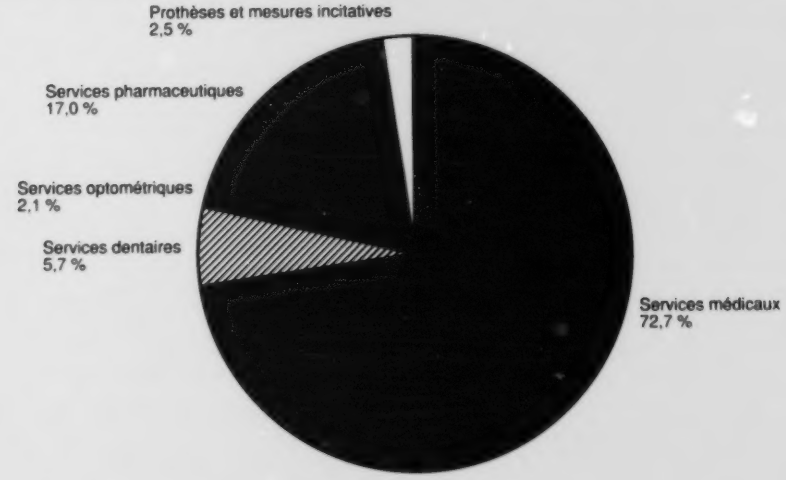
	Prises en charge		Cas traités	Bénéficiaires au 31 mars 1987
	Nouvelles	Ayant pris fin		
			n	
Services administratifs[3]				
Paiement des ressources	..	..	15 955	24 708
Contribution parentale	..	..	..	20 283

1. Relatifs à la garde des enfants et aux droits de visites et de sorties.
2. Responsabilité transférée aux Centres régionaux de santé et de services sociaux, en date du 87-02-02.
3. Correspond au nombre de personnes placées dont le Centre de services sociaux assume la charge.

Source: Ministère de la Santé et des Services sociaux, Direction générale de la prévention et des services communautaires.

Figure 4

Répartition du coût du régime d'assurance-maladie, Québec, 1987



Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec, *Statistiques annuelles 1987*.

Tableau 18

Coût des programmes administrés par la Régie de l'assurance-maladie, Québec, 1984-1987

Programme	1984	1985	1986	1987
			'000 $	
Services médicaux	1 171 030	1 264 048	1 310 809	1 409 077
Rémunération à l'acte	918 372	978 497	1 003 090	1 082 598
Au Québec				
Professionnels	882 772	956 675	978 945	1 051 781
Montants forfaitaires[1]	20 692	5 673	7 566	14 194
Hors Québec				
Professionnels et bénéficiaires	14 758	16 116	16 550	16 581
Montants forfaitaires	150	33	29	42
Salaire et vacation	117 913	132 678	147 147	166 451
Rémunération	117 449	131 865	147 147	164 166
Montants forfaitaires	464	813	-	2 285
Médecine de laboratoire	89 725	101 950	108 779	107 525
Rémunération à l'acte et à l'unité	87 191	101 950	108 779	107 525
Montants forfaitaires	2 534	-	-	-
Rémunération des résidents et des internes	45 020	50 923	51 793	52 503
Services dentaires	106 821	109 839	111 036	110 521
Rémunération à l'acte	104 795	106 975	107 423	106 355
Au Québec				
Chirurgie buccale	1 811	2 604	2 211	2 543
Services dentaires pour les enfants	60 886	64 951	70 489	71 902
Services dentaires pour les bénéficiaires de l'aide sociale	34 320	33 387	34 587	31 910
Montants forfaitaires	8 285	5 898	-	-
Hors Québec	123	135	137	132
Salaire et vacation	2 025	2 864	3 613	4 034
Services optométriques	33 090	36 110	38 196	41 563
Au Québec				
Rémunération	32 185	35 549	37 517	41 368
Montants forfaitaires	740	385	503	-
Hors Québec	165	176	176	195
Services pharmaceutiques	206 302	245 678	284 512	329 753
Au Québec				
Bénéficiaires de l'aide sociale	62 879	73 029	83 408	91 836
Personnes de 65 ans et plus	137 017	161 957	195 743	235 599
Montants forfaitaires	6 270	10 537	5 362	2 318
Hors Québec	136	155	169	169
Prothèses	18 949	24 447	27 667	29 442
Prothèses, appareils orthopédiques, dispositifs ou autres équipements	13 998	18 651	21 242	23 087
Prothèses mammaires	173	159	132	134
Aides visuelles	414	1 315	1 981	1 618
Aides auditives	2 423	2 327	2 197	2 477
Prothèses oculaires	134	123	116	112
Appareils pour les stomisés permanents	1 807	1 872	1 998	2 014
Bourses d'études et bourses de recherche	5 160	5 832	6 469	7 016
Primes et mesures incitatives	2 211	2 618	6 614	12 024
Total	1 543 563	1 688 572	1 785 303	1 939 396

1. Tous les montants forfaitaires apparaissant dans ce tableau s'appliquent uniquement à des services rendus au cours de l'année.

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec, *Statistiques annuelles 1987*.

Tableau 19

Évolution des principales variables du programme de services médicaux, selon le mode de rémunération[1], Québec, 1984-1987

Variable	Unité	1987	1985/1984	1986/1985	1987/1986	1987/1984
				Δ%		
Médecine et chirurgie						
Rémunération à l'acte[2,3]	$	1 051 780 888	8,4	2,3	7,4	19,2
Services	n	52 313 710	-0,4	0,9	3,0	3,5
Médecins	n	12 028	2,4	2,1	2,2	6,8
Coût moyen par service	$	20,11	8,8	1,5	4,4	15,2
Rémunération à salaire[4]	$	72 368 374	13,2	12,4	7,4	36,6
Services[5]	n	2 250 501	8,8	7,9	7,7	26,4
Médecins	n	1 490	9,6	7,8	-0,7	17,3
Coût moyen par service	$	32,16	4,0	4,2	-0,3	8,1
Rémunération à vacation	$	91 798 060	11,5	10,9	15,1	42,4
Services[5]	n	1 879 238	8,7	7,2	15,4	34,5
Médecins	n	2 624	6,7	7,1	5,5	20,5
Coût moyen par service	$	48,85	2,6	3,4	-0,3	5,9
Médecine de laboratoire						
Rémunération à l'acte	$	95 616 454	16,5	7,0	-2,0	22,1
Services	n	15 006 122	6,8	2,8	0,2	10,0
Médecins	n	1 473	5,1	4,3	5,4	15,6
Coût moyen par service	$	6,37	9,2	4,0	-2,2	11,0
Rémunération à l'unité	$	11 908 974	21,0	4,4	6,0	33,8
Services[6]	n	1 403 520	28,5	-24,2	-44,2	-45,7
Médecins	n	265	2,8	4,3	-0,4	6,9
Coût moyen par service	$	8,49	-5,8	38,0	89,9	146,8
Total	$	1 323 472 751	9,5	3,7	7,2	21,7
Services	n	72 853 091	2,5	0,4	1,2	4,1
Médecins	n	13 258	3,3	2,8	2,3	8,6
Population	n	6 840 430	0,8	3,9	-0,2	4,3

1. Excluant les montants forfaitaires versés aux médecins et les rajustements de salaires et de vacations.
2. Montants bruts comprenant les frais qu'occasionne la dispensation des services.
3. Excluant les services rendus hors Québec et dispensés par des professionnels non inscrits à la RAMQ.
4. Excluant les salaires versés aux résidents et aux internes.
5. Dans le cas des salaires et des vacations, le nombre de services correspond au nombre d'heures.
6. Dans le cas de la rémunération à l'unité, le nombre de services correspond au nombre de 100 unités.

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec, *Statistiques annuelles 1984 à 1987*.

Tableau 20

Évolution du programme de services pharmaceutiques, Québec, 1984-1987

	Personnes admissibles		Participants		Coût total[1]		Coût moyen[1] par ordonnance	
	'000	Δ%	'000	Δ%	'000 $	Δ%	$	Δ%
Bénéficiaires de l'aide sociale[2]								
1984	698	...	470	...	64 854	...	10,83	...
1985	706	1,17	483	2,74	76 306	17,66	11,91	9,97
1986	682	-3,49	478	-1,02	85 027	11,43	12,84	7,81
1987	629	-7,78	455	-4,80	92 460	8,74	13,97	8,80
Personnes âgées de 65 ans et plus								
1984	615	...	516	...	141 312	...	10,83	...
1985	632	2,81	538	4,27	169 217	19,75	11,96	10,43
1986	653	3,34	563	4,69	199 485	17,89	13,04	9,03
1987	679	3,97	585	3,85	237 293	18,95	14,23	9,13

1. Incluant les montants forfaitaires versés par la RAMQ.
2. Depuis 1985, les personnes de 60 à 64 ans dont le conjoint est décédé et qui bénéficient du programme de sécurité de la vieillesse sont admissibles à ce programme.

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec, *Statistiques annuelles 1987*.

Tableau 21

Évolution du programme de services dentaires pour les enfants, Québec, 1984-1987

	Dispensateurs		Taux de participation[1]		Coût[2]		Coût moyen par service[2]	
	n	Δ%	%	Δ%	'000 $	Δ%	$	Δ%
Enfants								
1984	2 339	...	57.2	...	60 886	...	16.66	...
1985	2 409	2.99	58.9	2.97	64 951	6.68	17.77	6.66
1986	2 500	3.78	59.4	0.85	70 489	8.53	19.53	9.90
1987	2 572	2.88	60.6	2.02	71 902	2.01	19.70	0.87
Bénéficiaires de l'aide sociale								
1984	3 042	...	33.4	...	34 321	...	26.38	...
1985	3 120	2.56	32.0	-4.19	33 387	-2.72	28.01	6.18
1986	3 220	3.21	32.7	2.19	34 587	3.59	29.33	4.71
1987	3 316	2.98	33.5	2.45	31 910	-7.74	29.35	0.07
Chirurgie buccale								
1984	319	...	0.47	...	1 811	...	40.58	...
1985	333	4.39	0.51	8.51	2 604	43.72	48.21	18.80
1986	326	-2.10	0.47	-7.84	2 211	-15.09	45.43	-5.77
1987	320	-1.84	0.47	0.00	2 543	15.03	49.83	9.69

1. Rapport entre le nombre de participants et la population admissible au 1er juillet de chaque année. Dans le cas des bénéficiaires de l'aide sociale, les données de la population admissible correspondent à la moyenne annuelle des bénéficiaires de l'aide sociale qui ont la possibilité de participer à ce programme, soit les personnes âgées de 13 ans ou plus. Depuis le 1er septembre 1984, le bénéficiaire n'est admissible aux soins dentaires que s'il reçoit l'aide sociale depuis au moins 6 mois, sauf dans le cas de certains services d'urgence.
2. Excluant les montants forfaitaires.

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec, *Statistiques annuelles 1987*.

Tableau 22

Évolution du programme de services optométriques, Québec, 1984-1987

	Optométristes		Bénéficiaires par optométriste		Coût total[1]		Coût moyen par service	
	n	Δ%	n	Δ%	n	Δ%	$	Δ%
1984	824	...	1 374	...	32 925	...	13.80	...
1985	851	3.28	1 408	2.47	35 934	9.14	13.97	1.23
1986	877	3.06	1 433	1.78	38 196	6.29	13.97	0.00
1987	899	2.51	1 490	3.98	41 368	8.30	13.99	0.14

1. Incluant les montants forfaitaires versés par le RAMQ.

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec, *Statistiques annuelles 1987*.

Tableau 23

Évolution du programme des prothèses, des appareils orthopédiques, des dispositifs ou autres équipements, Québec, 1984-1987

	Bénéficiaires par 10 000 habitants[1]		Coût total		Coût moyen par service		Coût par bénéficiaire	
	n	Δ%	'000 $	Δ%	$	Δ%	$	Δ%
1984	41.8	...	13 998	...	214.13	...	510.40	...
1985[2]	45.9	9.81	18 651	33.25	151.23	...	616.55	20.80
1986	46.4	1.09	21 242	13.89	143.72	-4.97	668.59	8.44
1987[2]	49.7	7.11	23 087	8.68	221.47	...	678.62	1.50

1. Rapport entre le nombre de bénéficiaires et la population totale du Québec, pour 10 000 habitants.
2. La façon de comptabiliser le nombre de biens et de services a été modifiée en 1985 et en 1987. Ce changement entraîne une variation dans le calcul du coût moyen par service.

Source: Régie de l'assurance-maladie du Québec, *Statistiques annuelles 1987*.

Tableau 24

Répartition des services de garde en garderie et du nombre de places, selon la catégorie, par région socio-sanitaire,
Québec, 31 mars 1987

Région socio-sanitaire	Services de garde en garderie								
	À but lucratif		À but non lucratif					Total	
			Non subventionnés		Subventionnés				
	Garderies	Capacité	Garderies	Capacité	Garderies	Capacité	Places subventionnées	Garderies	Capacité
	n								
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	1	20	-	-	14	642	587	15	662
Saguenay—Lac-Saint-Jean	2	61	-	-	18	940	872	20	1 001
Québec	24	771	2	86	82	4 066	3 753	108	4 923
Trois-Rivières	1	22	1	30	29	1 587	1 502	31	1 639
Estrie	6	238	-	-	30	1 300	1 199	36	1 538
Montréal-Laval	111	4 972	20	1 142	192	10 905	10 460	323	17 019
Laurentides-Lanaudière	11	494	-	-	39	1 830	1 745	50	2 324
Montérégie	34	1 318	5	226	62	3 213	2 928	101	4 757
Outaouais	1	60	-	-	26	1 405	1 351	27	1 465
Abitibi-Témiscamingue	-	-	-	-	12	576	534	12	576
Côte-Nord	-	-	-	-	6	294	285	6	294
Nouveau-Québec	-	-	-	-	2	66	57	2	66
Le Québec	**191**	**7 956**	**28**	**1 484**	**512**	**26 824**	**25 273**	**731**	**36 264**

Source: Office des services de garde à l'enfance, *Rapport d'activité 1986-1987*.

Tableau 25

Répartition des agences de services de garde en milieu familial, des services de garde en milieu scolaire et du nombre de places, par région socio-sanitaire,
Québec, 31 mars 1987

Région socio-sanitaire	En milieu familial			En milieu scolaire	
	Agences	Capacité	Places subventionnées	Services	Capacité[1]
			n		
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	10	610	610	7	221
Saguenay—Lac-Saint-Jean	5	318	318	26	644
Québec	9	513	513	75	2 652
Trois-Rivières	4	240	240	8	416
Estrie	2	109	109	27	821
Montréal-Laval	8	880	774	199	7 607
Laurentides-Lanaudière	2	150	146	34	1 008
Montérégie	6	340	337	86	2 351
Outaouais	5	500	500	54	2 091
Abitibi-Témiscamingue	2	100	100	2	70
Côte-Nord	2	100	100	10	420
Nouveau-Québec	-	-	-	-	-
Le Québec	**55**	**3 860**	**3 747**	**528**	**18 301**

1. Les données compilées par le ministère de l'Éducation le sont sur la base des enfants inscrits plutôt que sur celle de la capacité d'accueil. Les chiffres du ministère de l'Éducation peuvent donc être plus élevés que ceux de l'Office.

Source: Office des services de garde à l'enfance, *Rapport d'activité 1986-1987*.

24

Justice et protection

Les activités des tribunaux	907
Les services de police	909
La criminalité et les infractions	909
Les services correctionnels et de probation	911
Les services de protection	912
Notes explicatives	915

Liste des tableaux

1. Coûts relatifs aux tribunaux et aux poursuites pénales, par province et par tribunal et organisme fédéraux, Canada, 1983-84 917

2. Statistiques sur les activités des tribunaux québécois en matière pénale, selon la juridiction, Québec, 1984-1987 918

3. Statistiques sur les activités des tribunaux québécois en matière civile, selon la juridiction, Québec, 1984-1987 920

4. Effectif des corps policiers et taux d'encadrement, par province, Canada, 1986 920

5. Répartition de l'effectif des corps policiers et taux d'encadrement, par région administrative, Québec, 1987 921

6. Coûts du maintien des services de police municipaux et de la Sûreté du Québec, Québec, 1984-1987 921

7. Infractions au Code criminel, aux lois et règlements (sauf circulation) et indice comparatif, Québec, 1984-1987 922

8. Contrevenants (jeunes et adultes) au Code criminel, aux lois et aux règlements (sauf circulation), selon le sexe, Québec, 1987 925

9. Nombre d'accidents de la circulation, selon le type d'accidents, Québec, 1984-1987 925

10. Taux d'admission des condamnés dans les établissements provinciaux et fédéraux, par province, Canada, 1986-87 926

11. Évolution des admissions dans les établissements de détention, selon le statut des personnes admises, Québec, 1984-85 à 1987-88 926

12. Admissions dans les établissements de détention, selon le sexe, Québec, 1984-85 à 1986-87 926

13. Population quotidienne moyenne, taux d'incarcération et durée moyenne de séjour dans les établissements de détention, Québec, 1984-85 à 1987-88 927

14. Évolution des ordonnances de probation et des libérations conditionnelles, Québec, 1982-83 à 1987-88 927

15. Utilisation des ressources communautaires, selon la catégorie de ressources, Québec, 1983-84 à 1987-88 927

16. Avis de mauvais traitements physiques ou d'abus sexuels acheminés au Comité de la protection de la jeunesse, selon l'âge et le sexe des victimes et le type d'abus, Québec, 1985-86 et 1986-87 928

17. Répartition des dossiers ouverts à la Commission des droits de la personne, selon le secteur et le motif invoqué, Québec, 1986 929

18. Synthèse des principales activités de l'Office de la protection du consommateur, selon le domaine, Québec, 1987-88 929

19. Demandes reçues par le Protecteur du citoyen, Québec, 1970, 1975 et 1980-1986 930

20. Demandes d'indemnisation de victimes d'actes criminels, selon la région de résidence de la personne, Québec, 1984-1987 930

Liste des figures

1. Infractions au Code criminel (sauf circulation) et nombre de solutions, Québec, 1978-1987 923

2. Taux d'infractions au Code criminel, aux lois et aux règlements (sauf circulation), pour 1 000 habitants, par région administrative, Québec, 1987 924

3. Taux d'infractions au Code criminel pour 1 000 habitants, par province, Canada, 1986 et 1987 924

24

Ce chapitre a été réalisé par Danielle Bilodeau, avec la collaboration d'Éric Girard, de la Direction des statistiques sur la population et les ménages du Bureau de la statistique du Québec.

Ce chapitre est consacré à la présentation de données statistiques sur les activités du système judiciaire et des organismes de protection ainsi que sur la criminalité au Québec.

Les données portent d'abord sur l'activité des tribunaux en matière civile et pénale. Cette activité se mesure par le nombre de dossiers ouverts dans chaque catégorie de services judiciaires. On trouve également des renseignements sur les services de police, sur divers aspects de la criminalité et sur les types d'infractions commises. Il est question enfin des différents services de protection: protection contre l'incendie, protection civile, protection de la jeunesse, protection des droits de la personne, protection du citoyen, protection du consommateur et indemnisation des victimes d'actes criminels.

Les activités reliées à la justice et à la protection concernent une grande variété d'organismes. Par conséquent, les sources de données utilisées dans ce chapitre sont multiples et caractérisées par une absence de cadre statistique intégrateur. Même si un effort est fait pour cerner l'univers relatif à la justice et à la protection, la couverture n'est pas exhaustive. Il n'est pas fait mention, par exemple, des tribunaux administratifs (Commission des affaires sociales, Commission du logement, Tribunal du travail, etc.)

Les activités des tribunaux

Il n'est question ici que de l'activité des tribunaux. On trouve la description du système judiciaire québécois à la fin de ce texte dans la section « Notes explicatives » . Les données présentées dans ce chapitre font référence à l'organisation des tribunaux avant le 31 août 1988 et sont tirées du rapport d'activités publié par le ministère de la Justice et du bulletin *Juristat* émis par Statistique Canada.

De 1982 à 1988, le nombre de juges augmente de façon constante au Québec. En 1988, il s'élève à 425 —dont 48,7% dans la région de Montréal-Métropolitain— contre 363 en 1982. Les coûts relatifs aux tribunaux, qui s'élèvent à 104,7 millions de dollars en 1981-82, passent à 114,2 millions en 1983-84, pour une augmentation annuelle moyenne de 4,4%. Ils constituent une dépense de 17,50 $ par habitant en 1983-84, ce qui est inférieur à la moyenne canadienne (18,74 $), mais sensiblement identique à l'Ontario (17,48 $). Les coûts des poursuites pénales se chiffrent, pour leur part, à 11,0 millions de dollars en 1981-82 et à 11,4 millions en 1983-84.

En ce qui concerne l'activité des tribunaux proprement dite, l'indicateur de demande le plus couramment utilisé est le nombre de dossiers ouverts. L'analyse de l'activité des tribunaux québécois en matière civile et pénale montre l'existence de variations sensibles dans plusieurs des principaux secteurs des services judiciaires.

En matière pénale, à la Cour des sessions de la paix, le nombre de dossiers ouverts relatifs aux infractions criminelles augmente de 12,3% en 1987, alors que le nombre de dossiers relatifs aux offenses statutaires diminue de 2,4%.

En matière civile, deux secteurs en particulier font l'objet d'une forte demande de services: l'enregistrement de déclarations de raison sociale et l'émission d'extraits d'actes de l'état civil.

La hausse est toutefois moins importante qu'en 1986. Dans le premier secteur, le nombre de dossiers s'accroît de 11,8%, contre 14,4% en 1986, et dans le second, des compilations spéciales effectuées par le ministère de la Justice montrent que l'augmentation est de 9,5% en 1987, contre 12,9% en 1986. En revanche, les dossiers ouverts relativement aux mariages civils diminuent en 1987 (-1,4%), de façon moins prononcée cependant qu'en 1986 (-8,5%).

À la Cour des petites créances (division de la Cour provinciale), le nombre de dossiers ouverts accuse un recul de 5,7%, contrairement aux années précédentes, où il avait enregistré de légères hausses. Dans le secteur des greffes civils, le nombre de dossiers ouverts connaît une hausse dans toutes les juridictions: 3,3% en Cour provinciale, 7,2% en Cour supérieure, 4,3% en matière familiale et 6,0% en matière de faillite.

Au Tribunal de la jeunesse, les dossiers ouverts relatifs à l'adoption se font moins nombreux au cours des dernières années: la baisse atteint 5,3% en 1987. À l'inverse, le nombre augmente de 13,2% pour les dossiers relatifs à la délinquance et de 13,9% pour ceux qui concernent la protection.

Les statistiques tirées du rapport annuel du Fonds d'aide aux recours collectifs montrent que, entre la date de la mise en application de la loi en 1979 et le 31 mars 1988, 205 requêtes d'autorisation d'exercer un recours collectif ont été produites en Cour supérieure. De ce nombre, 52 sont au stade de l'action au mérite. Les recours collectifs sont le plus souvent exercés contre les corporations à but lucratif (48,3%). Quant au Fonds d'aide aux recours collectifs, 399 demandes y ont déjà été présentées depuis 1979.

L'aide juridique vise à fournir gratuitement les services d'un avocat ou d'un notaire aux personnes économiquement défavorisées. En 1986-87, d'après le rapport annuel de la Commission des services juridiques du ministère de la Justice, les avocats du réseau faisant partie du service de recherche de l'Aide juridique donnent 2 158 consultations en matière civile et 453 en matière pénale. Ces consultations s'effectuent par téléphone (67,2%) ou par écrit (32,8%). Le nombre d'avocats ayant reçu des honoraires pour des services rendus en vertu de l'Aide juridique s'élève à 2 769 au cours de la même année.

Le nombre de demandes d'aide juridique, après avoir ralenti au cours des dernières années, passe de 265 754, en 1985-86, à 271 804, en 1986-87, soit une augmentation de 2,3%. Les principaux facteurs expliquant cette hausse sont l'indexation des critères d'admissibilité et l'adoption, en 1982, de la *Loi sur les jeunes contrevenants*. Parmi ces demandes, 238 698 sont acceptées, soit 87,8%. Dans 96,0% des cas, elles sont confiées à des avocats et dans 4,0% des cas, à des notaires. En 1986-87, les causes confiées aux avocats —salariés et de la pratique privée— se répartissent comme suit: 29,8% en matière familiale, 32,4% en matière civile (autre que familiale) et 37,8% en matière criminelle et pénale. Le pourcentage des causes confiées à la pratique privée passe de 36,0%, en 1984-85, à 37,4%, en 1985-86.

En janvier 1981, le ministère de la Justice institue un service de perception des pensions alimentaires, accessible dans 55 localités du Québec. Une enquête sur l'attribution et la perception des pensions alimentaires de 1981 à 1986, menée à la demande du Ministère, montre que pendant cette période, ce service s'est vu confier au total 34 000 demandes. Les sommes récupérées atteignent en moyenne 700 $ par dossier, mais si on ne tient compte que des dossiers ayant mené à un recouvrement partiel ou complet, le montant moyen atteint 2 300 $.

Au cours des années 1981 à 1983, 97 773 requêtes en affaires familiales et en divorce sont déposées à travers la province. Parmi les requêtes ayant abouti à un jugement en divorce, en séparation de corps ou en garde d'enfants, 44% comportent des dispositions relatives au paiement d'une pension alimentaire. Parmi ces jugements, 19,9% donnent lieu à l'intervention du percepteur des pensions alimentaires.

Les services de police

En 1987, l'effectif global des corps policiers du Québec comprend 13 003 policiers à temps plein répartis dans 171 corps de police. À ce nombre, il faut ajouter 706 policiers embauchés de façon occasionnelle ou à temps partiel. Les deux corps principaux, la Sûreté du Québec et le Service de police de la Communauté urbaine de Montréal, comptent respectivement 4 165 et 4 467 policiers, ce qui au total représente 66,4% de l'ensemble. Par ailleurs, l'effectif de la Gendarmerie royale du Canada oeuvrant au Québec s'élève à 951 policiers en 1986.

L'effectif total des corps policiers du Québec diminue depuis 1983 (-1,9% entre 1983 et 1987), en raison de la baisse d'effectif des policiers de la Sûreté du Québec (-6,4%). Pour sa part, l'effectif des policiers municipaux demeure relativement stable: la hausse n'est que de 0,4% entre 1984 et 1987. Le nombre de corps policiers est aussi en régression au cours de la même période, passant de 180 à 171. En 1987, près des trois quarts (73,7%) de la population québécoise bénéficie des services d'un corps de police municipal. Ce pourcentage est identique à celui de 1983.

Le nombre de policiers par 1 000 habitants varie selon la région administrative. En 1987, c'est dans la région de la Côte-Nord qu'il est le plus élevé (2,57) et au Nouveau-Québec qu'il est le plus faible (1,41).

En 1986, le nombre de policiers par 1 000 habitants au Québec (2,10) est sensiblement égal à la moyenne canadienne (2,11), mais il est inférieur à celui de l'Ontario (2,29), de la Saskatchewan (2,50) et du Yukon et Territoires du Nord-Ouest (4,84).

En hausse de 17,1% depuis 1984, les coûts totaux du maintien des services de police au Québec s'élèvent à 952,0 millions de dollars en 1987. La presque totalité de cette somme est consacrée à la rémunération et aux avantages sociaux. Dans les municipalités qui maintiennent un service de police, la part du budget municipal consacrée à ce titre en 1986 est la suivante: 13,2% dans les municipalités de la Communauté urbaine de Montréal, 11,5% dans celles qui comptent 5 000 habitants ou plus et 8,9% dans celles de moins de 5 000 habitants.

Au cours de l'année 1987, la Commission de police du Québec reçoit 197 demandes d'enquête sur des corps policiers du Québec ou sur la conduite de certains de leurs membres. Cela représente une baisse de 11,7% par rapport à l'année 1978, année où le nombre de demandes atteint 223 pour ensuite culminer à 296 en 1981 et à 287 en 1983.

La criminalité et les infractions

La première partie de cette section présente des statistiques sur les infractions au Code criminel et sur les infractions aux lois et aux règlements. Le ministère de la Justice se base sur l'ensemble de ces infractions pour mesurer la criminalité. La seconde partie porte sur les infractions relatives à la circulation. Bien que ces dernières statistiques ne soient pas retenues comme des indicateurs de l'état de la criminalité, elles donnent un aperçu du comportement des utilisateurs des réseaux routiers.

La criminalité

En 1987, l'ensemble des services de police oeuvrant au Québec —la Gendarmerie royale du Canada et la police amérindienne exceptées[1]— rapportent 505 560 infractions relatives au Code criminel, aux lois et aux règlements, soit 2,6% (12 941 infractions) de plus qu'en 1986.

1. En 1987, le nombre d'infractions rapportées par la Gendarmerie royale du Canada s'élève à 9 388 et le nombre d'infractions rapportées par la police amérindienne, à 870.

Les infractions à la circulation ne sont pas prises en compte ici. Les crimes contre la propriété représentent 55,7% de ces infractions; les crimes avec violence, 7,8%; les autres infractions au Code criminel, 27,5% et les infractions aux lois et aux règlements, 9,0%.

De 1978 à 1987, le nombre d'infractions au Québec s'accroît de 48,1%. Cette augmentation n'est toutefois pas linéaire: le nombre d'infractions connaît une très forte hausse de 1978 à 1981, décroît en 1982 et 1983 et progresse de nouveau —mais de façon moins marquée cette fois— à partir de 1984. En 1987, il est sensiblement le même qu'en 1981.

Les quatre grandes catégories d'infractions évoluent différemment au cours de cette période. Ce sont les trois groupes d'infractions au Code criminel qui connaissent les hausses les plus fortes: les crimes avec violence augmentent de 59,8%; les crimes contre la propriété, de 34,1% et les autres crimes, de 64,1%. Les infractions aux lois et aux règlements n'augmentent, quant à elles, que de 10,3% au cours de la période.

De toutes les infractions, c'est la prostitution qui enregistre la plus forte hausse (194,2%), conséquence de la surveillance accrue exercée par le service de police de la Communauté urbaine de Montréal. Viennent en deuxième lieu les fraudes (130,2%), suivies de la catégorie « autres infractions au Code criminel » (126,6%).

En 1987, le taux de criminalité par 1 000 habitants augmente dans la plupart des régions, l'augmentation moyenne étant de 3,0%. Le Nouveau-Québec se démarque des autres régions avec une hausse particulièrement forte (83,0%). En revanche, le taux de criminalité demeure stable en Abitibi-Témiscamingue et il diminue dans l'Outaouais et sur la Côte-Nord.

Par rapport aux autres provinces canadiennes, le Québec présente en 1987 un taux de criminalité inférieur à la moyenne. En ce qui a trait aux infractions au Code criminel, il vient au 7e rang avec un taux inférieur de 20,80‰ à la moyenne canadienne (92,24‰). Ce taux est également deux fois moins élevé que celui observé en Colombie-Britannique, qui, pour sa part, arrive en tête des provinces. Quant aux infractions aux lois et aux règlements, le Québec occupe le 9e rang pour les infractions aux lois relatives à la drogue (1,32), le 9e rang également pour les infractions aux autres lois fédérales (1,34), le 10e et dernier rang pour les infractions aux lois provinciales (1,83) et, enfin, le 6e rang pour les infractions aux règlements municipaux (3,01).

Entre 1978 et 1987, le pourcentage de crimes solutionnés passe de 24,5% à 30,4%. Ce taux varie selon les années (28,0% en 1983, 25,9% en 1984) et selon la nature de l'infraction. En 1987, ce pourcentage s'élève à 66,2% pour les crimes avec violence, à 18,8% pour les crimes contre la propriété, à 43,9% pour les autres crimes et à 36,7% pour les infractions aux lois et aux règlements.

En 1987, 148 964 contrevenants sont impliqués dans l'ensemble des infractions, comparativement à 143 934 en 1986, soit une augmentation de 3,5%. La majorité d'entre eux (79,3%) commettent des infractions au Code criminel (118 184) et le reste (20,7%), des infractions aux lois et aux règlements (30 780). Les jeunes de moins de 18 ans constituent 19,3% de l'ensemble des contrevenants. Parmi les adultes, les hommes commettent la majorité des infractions (86,5%). La prostitution est la seule catégorie d'infraction où les femmes prédominent.

En ce qui concerne les infractions au Code criminel, le nombre de jeunes contrevenants diminue de 10,4% en 1986 et de 5,8% en 1987. À l'opposé, le nombre de contrevenants adultes augmente à un rythme assez rapide depuis trois ans: il s'accroît de 8,5% en 1985, de 8,4% en 1986 et de 7,6% en 1987. La part des jeunes dans l'ensemble des contrevenants est en constante régression depuis sept ans, passant de 38,7%, en 1980, à 21,0%, en 1987. En 1987, elle est inférieure à celle des adultes dans tous les types d'infraction. En tête des infractions les plus souvent commises par les jeunes, on trouve le vandalisme —dommages de plus ou moins 1 000 $— (39,9%) et le vol de véhicules automobiles (33,1%).

Les accidents et les infractions relatives à la circulation

En 1987, les infractions relatives à la circulation, regroupées en quatre catégories, se répartissent comme suit: 60 241 infractions au Code criminel en matière de circulation, 1 017 535 infractions au Code de la sécurité routière, 352 421 infractions aux règlements municipaux et 1 064 672 infractions aux règles de stationnement. Les infractions au Code de la sécurité routière font plus que doubler depuis 1982, et les infractions aux règlements municipaux diminuent de 25,8% par rapport à l'année 1983.

En 1987, le nombre d'accidents de la circulation s'élève à 239 548, ce qui représente une diminution de 1,4% par rapport à l'année précédente. De ce nombre, 990 sont mortels et 43 754 entraînent des blessures.

Les services correctionnels et de probation

Les données présentées portent principalement sur les activités des services correctionnels et de probation de juridiction québécoise, à savoir ceux qui s'adressent, de façon générale, aux condamnés qui se sont vu imposer une peine inférieure à deux ans. Quelques données sont aussi présentées relativement aux activités des services fédéraux au Québec.

Le nombre d'admissions dans les établissements de détention du Québec s'élève à 35 538 en 1987-88, en hausse de 2,2% par rapport à l'exercice précédent et de 7,7% par rapport à 1984-85. L'année 1985-86 avait toutefois enregistré un nombre supérieur d'admissions (35 856). Le nombre de prévenus, en progression depuis 1985-86, augmente de 7,3% en 1987-88. Quant aux condamnés, leur nombre s'accroît en 1985-86, mais diminue au cours des deux années suivantes. La baisse atteint 3,1% en 1987-88.

La proportion de femmes dans l'ensemble des personnes admises dans les établissements de détention augmente depuis 1985-86: de 5,9% en 1984-85, elle passe à 6,6% en 1985-86 et à 7,2% en 1986-87. En revanche, la proportion des moins de 30 ans diminue et passe de 63,7%, en 1983, à 57,2%, en 1987-88. Ils se répartissent ainsi: 6,0% ont 18 ou 19 ans, 27,9% ont entre 20 et 24 ans et 23,2% ont entre 25 et 29 ans.

En 1987-88, la moyenne quotidienne de détenus dans les établissements de détention (2 617,6) augmente de 1,1% par rapport à 1986-87 et de 3,8% par rapport à 1984-85. L'année 1985-86 avait toutefois enregistré un nombre supérieur de détenus (2 629,3 personnes en moyenne).

La durée moyenne de séjour passe de 27,9 jours, en 1984-85, à 26,8 jours, en 1985-86, soit une diminution de 3,2%. Stable cependant depuis 1985-86, elle se maintient autour de 27,0 jours. La durée moyenne de séjour est de 18,1 jours pour les prévenus et de 37,5 jours pour les condamnés.

Le taux d'incarcération au Québec demeure assez constant depuis 1984-85, aux alentours de 5 personnes incarcérées par 10 000 habitants. En 1987, plus du tiers des infractions à l'origine des condamnations sont reliées à la circulation routière (33,1%). Viennent ensuite les infractions faisant partie de la catégorie « autres infractions au Code criminel » (22,9%) et les crimes contre la propriété (16,7%).

L'examen des nouveaux cas de personnes en probation avec surveillance et en libération conditionnelle montre qu'entre 1982-83 et 1987-88, les ordonnances de probation augmentent de 16,5%, alors que le nombre de libérations conditionnelles, tout en fluctuant au cours des années, diminue de 9,0%. Le nombre de sentences de travaux communautaires fluctue lui

aussi entre 1982-83 et 1987-88, mais augmente globalement de 6,3% au cours de cette période.

Après avoir connu une hausse très importante au début des années 80, le taux d'utilisation, par les détenus, des ressources d'hébergement communautaires se maintient sensiblement au même niveau depuis 1983-84. Les détenus qui profitent de cette mesure passent en moyenne, en 1984-85, 12,7% de la durée totale de leur détention dans ces centres d'hébergement. Ce pourcentage s'élève à 14,4% en 1986-87. Mis sur pied en 1983, le programme de travaux compensatoires, qui constitue une substitution à l'incarcération à défaut de paiement d'une amende, voit le nombre de personnes concernées augmenter de 123,6% entre 1983-84 et 1987-88. En 1987-88, en vertu de ce programme, 10 249 personnes sont dirigées vers quelque 3 000 organismes communautaires.

En 1987-88, le coût moyen par jour d'un détenu dans un établissement de détention s'élève à 84,92 $, alors que pour le détenu dans un centre résidentiel communautaire, il est de 44,32 $. Par ailleurs, le coût moyen par jour d'un détenu en probation avec surveillance est de 2,66 $.

En 1986-87, dans les services correctionnels fédéraux au Québec, le nombre d'admissions s'élève à 1 445 et le nombre moyen quotidien de détenus, à 3 573. Ce dernier est en hausse constante depuis 1982-83, ayant augmenté de 8,3% au cours de cette période.

En 1986-87, le taux d'admission par 10 000 adultes est de 2,2 dans les établissements fédéraux au Québec, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne canadienne (2,0). Dans les établissements provinciaux, ce taux est de 34 au Québec, comparativement à 66 en Ontario et à 62 pour l'ensemble du Canada. Le taux d'admission du Québec est le moins élevé de toutes les provinces canadiennes. En 1986-87, le taux d'admission dans les établissements provinciaux du Québec diminue de 39,3% par rapport à 1982-83.

Les services de protection

La protection contre l'incendie

Les données présentées dans cette section proviennent, d'une part, des compilations spéciales effectuées par le ministère des Affaires municipales, et, d'autre part, de la publication intitulée *L'incendie au Québec*.

En 1986, au Québec, 937 services d'incendie sont en activité. Le nombre de pompiers atteint 22 430 et se répartit ainsi: 3 902 sont des pompiers professionnels; 1 674, des policiers-pompiers et 16 854, des pompiers volontaires ou à temps partiel.

Le nombre d'incendies s'élève, en 1986, à 14 359. Ils entraînent 143 décès, 563 blessés et des pertes matérielles évaluées à 384 212 703 $. Un pompier est mort et 165 autres ont été blessés en service commandé. Par rapport à l'année précédente, le nombre d'incendies augmente de 442 (3,2%), le nombre de décès dus aux incendies, de 7 (5,2%) et les pertes matérielles s'accroissent de 98 674 326 $ (34,6%). L'incendie de la plaza Alexis-Nihon, dont les dommages sont évalués à 80,0 millions de dollars, équivaut à lui seul à 81% de l'augmentation totale des pertes.

La protection civile

Le rapport annuel du Bureau de la protection civile rapporte qu'en 1986-87, neuf nouvelles municipalités ont produit un plan de protection civile, ce qui porte à plus de 1 100 le nombre de municipalités dotées d'un tel plan.

Certaines interventions du Bureau de la protection civile rendues nécessaires à la suite de sinistres ou d'opérations de sauvetage sont dignes de mention. Les inondations causent des dégâts chaque année: en 1986-87, elles touchent sept régions et nécessitent l'évacuation de 1 133 personnes, contre 1 403 personnes l'année précédente. Une explosion en 1982 à Saint-Timothée entraîne le déplacement de 2 000 personnes. Une pénurie d'eau potable survient en 1984-85 à Saint-Prime, au Lac-Saint-Jean: 1 900 personnes doivent être secourues.

De plus, au mois d'août 1988, l'incendie d'un entrepôt de BPC force l'évacuation des habitants de Saint-Basile-le-Grand. Le 14 juillet 1987, une pluie diluvienne qui inonde Montréal nécessite l'intervention du Bureau de la protection civile. Des feux de forêts dans la région de Matagami occasionnent l'évacuation de 462 personnes en 1986-87. Les dommages causés à un barrage dans la région de Saint-Philippe-d'Argenteuil, en avril 1986, obligent l'évacuation préventive de plus de 350 personnes. Au chapitre des interventions liées aux matières dangereuses, une fuite d'ammoniac d'un wagon-citerne à Sainte-Rosalie entraîne l'évacuation de plus de 100 familles en mai 1986.

Enfin, pendant l'exercice de 1986-87, le Bureau de la protection civile verse 4,2 millions de dollars à des sinistrés.

La protection de la jeunesse

Au cours de l'année 1986-87, 1 442 avis de mauvais traitements physiques et d'abus sexuels sont acheminés au Comité de la protection de la jeunesse, soit 29% de plus que l'année précédente. Cette année —et pour la première fois— les avis d'abus sexuels sont plus nombreux que les avis de mauvais traitements physiques: les pourcentages sont respectivement de 52% et de 48%, comparativement à 46,1% et 53,9% en 1985-86. En 1986-87, sur trois enfants concernés, il y a deux filles (67%) et un garçon (33%). Les avis portent dans 48% des cas sur des enfants de 6 à 13 ans; dans 32% des cas, sur des enfants de 14 à 17 ans et dans 20% des cas, sur des enfants de 5 ans et moins. Ces proportions sont sensiblement les mêmes qu'en 1985-86. Enfin, en 1986-87, les garçons faisant l'objet d'un avis sont en moyenne plus jeunes d'un an et demi que les filles.

La protection des droits de la personne

En 1986, la Commission des droits de la personne du Québec reçoit 38 960 demandes de renseignements et ouvre 883 nouveaux dossiers d'enquête, soit 328 de plus qu'en 1985. Cette augmentation est attribuable, en grande partie, à l'ouverture de quatre bureaux régionaux. En 1986, 813 demandes d'enquête proviennent de particuliers (de 428 hommes et 385 femmes) et 70, de groupes ou d'organismes. Ces plaintes concernent, pour une large part, le domaine du travail (74%) et, dans une moindre mesure, le domaine du logement (10%) et l'accès aux lieux publics (6%). En 1985, l'essentiel des plaintes (92,1%) porte sur le domaine du travail. Dans l'ensemble des dossiers ouverts, les deux motifs les plus fréquemment invoqués sont la discrimination basée sur le sexe (19%) et celle basée sur le handicap (19%). En 1985, ces pourcentages sont respectivement de 30,0% et de 20,0%. Les services (318), l'industrie manufacturière (153) et l'administration publique (133) sont les secteurs les plus souvent mis en cause.

La protection du citoyen

À la demande de toute personne, le Protecteur du citoyen a pour mandat de faire enquête chaque fois qu'il y a lieu de croire que la personne a été lésée par un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions, ou par tout organisme du gouvernement du Québec.

Depuis 1970, le nombre de cas soumis au Protecteur croît de façon régulière. Il s'élève à 16 136 en 1986, ce qui représente une augmentation de 5,3% par rapport à 1985. Toujours en 1986, les demandes d'information constituent 19,3% de l'activité du Protecteur et les demandes d'enquête, 80,7%. Ces dernières ont été acceptées dans 41,7% des cas.

La protection du consommateur

Au cours de l'exercice financier 1987-88, l'Office de la protection du consommateur reçoit 145 533 plaintes, soit une baisse de 5,2% par rapport à l'exercice précédent. Les demandes de renseignements se chiffrent pour leur part à 232 598, ce qui est sensiblement le même nombre qu'en 1986-87.

L'Office de la protection du consommateur dépose au total 316 poursuites en 1987-88, contre 431 en 1986-87 (-26,7%). Les agences de voyage sont particulièrement visées: 62 poursuites sont intentées et 39 jugements sont obtenus, pour des amendes totalisant quelque 64 750 $. En 1987-88, les agences doivent verser, au total, 286 900 $ en indemnités, réparties entre 2 242 consommateurs.

Vient au deuxième rang le secteur de la publicité et des pratiques commerciales, dans lequel sont engagées 55 poursuites. Le secteur de la rénovation domiciliaire et de l'isolation suit de très près, avec 54 poursuites en 1987-88. Enfin, deux autres secteurs enregistrent un fort taux d'activité: les studios de santé et autres services à exécution successive et l'automobile.

L'indemnisation des victimes d'actes criminels

Ce programme d'indemnisation est administré par la Commission de la santé et de la sécurité du travail. Le rapport annuel de la Direction de l'indemnisation fournit différentes informations concernant les victimes d'actes criminels.

Les demandes d'indemnisation demeurent stationnaires en 1984 et en 1985 (1 408 et 1 400 respectivement pour ces deux années); elles diminuent de 12,3% en 1986 et enregistrent une hausse sensible de 28,5% en 1987.

Parmi les demandes d'indemnisation acceptées en 1987, 25,7% concernent des personnes victimes d'agression armée et de lésions corporelles; 22,9% de voies de fait et 20,5%, de vol qualifié.

En 1987, les sommes versées sous forme d'indemnités diverses aux victimes d'actes criminels ou, en cas de décès, aux personnes qui sont à leur charge s'élèvent à 15,9 millions de dollars, comparativement à 14,0 millions de dollars en 1986. En 1987, le maximum annuel assurable est de 35 500 $.

Notes explicatives

Cette description des tribunaux est en partie tirée du texte de M. Henri Brun, paru dans *Le Québec statistique*, édition 1985-1986. Le ministère de la Justice en a fait la mise à jour, de façon à tenir compte des changements apportés à l'organisation judiciaire au Québec par la création de la Cour du Québec.

Les tribunaux québécois

La hiérarchie judiciaire québécoise comprend deux paliers: la première instance et l'appel. La compétence de première instance est partagée entre plusieurs tribunaux; il n'y a par contre qu'un tribunal d'appel.

Les juges de paix
Le juge de paix possède une juridiction de base en matière criminelle. Pour un territoire donné ou pour l'ensemble du Québec, il est compétent relativement aux crimes mineurs, aux infractions aux lois fédérales, aux lois provinciales et aux règlements municipaux.

Les juges des cours municipales, de la Cour du Québec et de la Cour supérieure sont des juges de paix. Des officiers de justice oeuvrant dans les palais de justice et les cours municipales peuvent être désignés juges de paix par le ministère de la Justice. La juridiction et les pouvoirs qui leur sont conférés sont déterminés par leur acte de nomination.

Les cours municipales
Le conseil d'une cité ou d'une ville peut, par règlement approuvé par le ministre de la Justice et le ministre des Affaires municipales, créer une cour municipale. Celle-ci est alors présidée par un juge nommé à cette fin par le gouvernement du Québec.

Elle décide des réclamations pour taxes, des poursuites intentées en vertu des règlements municipaux ou de certaines lois provinciales, comme le Code de la sécurité routière. Elle décide également des poursuites intentées en vertu de certaines infractions mineures prévues au Code criminel.

La Cour du Québec
La Cour du Québec est une réalité depuis que la loi instituant la Cour du Québec est entrée en vigueur, le 31 août 1988. Cette nouvelle loi a apporté un changement de structure au niveau des tribunaux judiciaires de première instance, puisque la Cour provinciale, la Cour des sessions de la paix et le Tribunal de la jeunesse sont désormais regroupés en une seule cour, la Cour du Québec.

La Cour du Québec a juridiction en matière civile, criminelle et pénale. Elle traite aussi les questions relatives à la jeunesse. Elle comporte deux divisions régionales, l'une pour l'Ouest du Québec (division régionale de Montréal), l'autre pour l'Est (division régionale de Québec). Chaque division régionale est constituée de quatre chambres: la Chambre civile, la Chambre criminelle et pénale, la Chambre de la jeunesse et la Chambre de l'expropriation, déjà instituée en vertu de la *Loi sur l'expropriation*.

La Cour du Québec, qui se compose de 279 juges, relève d'un juge en chef, assisté, à l'échelle régionale, de deux juges en chef associés. Ces derniers sont eux-mêmes assistés de sept juges en chef adjoints. Des juges coordonnateurs peuvent aussi seconder le juge en chef et les juges en chef associés dans l'exercice de leurs fonctions.

La Chambre civile: composée de juges nommés par le gouvernement du Québec, sa juridiction s'étend à tout le Québec. Elle entend les causes où le montant en litige est inférieur à 15 000 $, sauf les demandes de pension alimentaire, celles réservées à la Cour fédérale du Canada ainsi que dans le cas des poursuites spécifiquement prévues au Code de procédure civile concernant les affaires municipales et scolaires. Elle applique également les dispositions du Code de procédure civile relatives aux dépôts volontaires et celles de la *Loi fédérale sur la citoyenneté*.

La Division des petites créances est une division de la Chambre civile. Elle entend toute réclamation pour une somme n'excédant pas 1 000 $ d'une personne physique (débiteur/trice) résidant au Québec et ayant pour cause un contrat, un quasi-contrat, un délit ou un quasi-délit. Division dépouillée de formalisme, la procédure écrite y est très simplifiée et c'est le juge lui-même qui dirige les débats, interroge les témoins et entend les parties. Les jugements sont finals et sans appel.

De plus, les requêtes des justiciables peuvent être déposées aux greffes des petites créances pour être entendues devant le Bureau de révision de l'évaluation foncière. Les particuliers peuvent également interjeter un appel sommaire devant la Division des petites créances en matière fiscale. Le recours à cette division est possible pour une réduction de revenus ne dépassant pas 10 000 $ ou une réduction d'impôt maximale de 3 000 $. Ce recours peut même être utilisé dans les cas de litiges relatifs aux taxes à la consommation, pourvu que le montant en cause ne dépasse pas 3 000 $.

La Chambre criminelle et pénale: composée de juges nommés par le gouvernement du Québec, sa juridiction s'étend à tout le Québec. En matière criminelle, elle a compétence quant aux actes criminels réservés à la juridiction d'un juge de la Cour du Québec. Elle entend également les poursuites relatives aux infractions criminelles de la partie XXIV du Code criminel et, au choix de l'accusé, elle peut entendre les poursuites relatives aux actes criminels qui ne sont pas de la juridiction exclusive à la Cour supérieure. En matière pénale, elle entend les poursuites engagées pour des infractions aux lois provinciales et fédérales.

La Chambre de la jeunesse: composée de juges nommés par le gouvernement du Québec, sa juridiction en matière civile, criminelle et pénale s'étend à tout le Québec. En matière civile, elle rend jugement en matière d'adoption ainsi qu'en vertu de la *Loi sur la protection de la jeunesse*. En matière criminelle et pénale, elle entend, en première instance, les cas d'adolescents et d'adolescentes de moins de 18 ans ayant commis une infraction à une loi fédérale, provinciale ou à un règlement municipal.

La Chambre de l'expropriation: composée d'au plus cinq juges nommés parmi les juges de la Cour du Québec. Ses juges peuvent être secondés par au plus trois assesseurs à temps plein. Elle a pour principale fonction de fixer le montant des indemnités qui découlent de l'imposition de réserves à des fins publiques et de l'expropriation d'immeubles ou de droits réels immobiliers.

La Cour supérieure
En matière civile et criminelle, c'est le tribunal de droit commun de première instance pour tout le Québec. Toute matière qui n'est pas confiée expressément à la compétence d'une autre cour est de la compétence de la Cour supérieure. La Cour supérieure exerce aussi un pouvoir de surveillance et de contrôle sur tous les tribunaux qui lui sont inférieurs, sur les autorités administratives québécoises et sur les corporations. Enfin, elle jouit d'une juridiction d'appel dans les cas d'infractions pénales aux lois fédérales et québécoises. Elle regroupe 120 juges que nomme le gouvernement fédéral.

La Cour d'appel
Il s'agit du tribunal général d'appel pour le Québec, en toute matière susceptible d'appel, de quelque cour que cet appel provienne. Elle est composée de 16 juges, nommés par le gouvernement fédéral. Elle siège habituellement par banc de trois juges.

Les tribunaux fédéraux

La Cour suprême du Canada
Composée de neuf juges nommés par le gouvernement fédéral, elle est le tribunal général d'appel de dernier ressort pour tout le Canada, tant en matière civile que criminelle. Dans un certain nombre de cas, il y a appel de plein droit à la Cour suprême d'un jugement de la Cour d'appel du Québec. Et dans tous les cas, la Cour suprême peut décider d'entendre l'appel d'un tel jugement.

La Cour fédérale
La Cour fédérale comprend en fait deux niveaux: la Division de première instance et la Division d'appel. La première a juridiction en certaines matières de compétence fédérale, comme la navigation, ainsi que dans les cas où le gouvernement fédéral est partie au litige. La Division d'appel reçoit les appels des jugements de la Division de première instance et de certains tribunaux administratifs fédéraux. Le pouvoir de surveillance et de contrôle de l'Administration fédérale est réparti entre les deux niveaux.

Tableau II.—Nature des crimes ou délits pour lesquels les prisonniers ont été incarcérés

PRISONS. ANNÉE 1912

Crimes et délits.	Nombre.	Crimes et délits.	Nombre.
Homicide	13	Flânerie	125
Infanticide, abandon d'enfants	6	Fauteur	144
Meurtre	26	Ivresse	3,719
Tentative de meurtre	32	Vagabondage	705
Attentat à la pudeur, viol, tent. de viol	16	Mendicité	181
Indécence	56	Faux prétextes	248
Assauts	541		
Vol avec effraction	192	Maison de débauche, tenir une	118
" par serviteurs	165	" " habitués d'une	51
Autres vols, larçin	1,144	" " fréquenter une	57
Tentative de vol	56	Infraction aux lois municipales	86
Recel	57	Vente de boissons et de drogues sans lic.	144
Dommages à la propriété	100	Autres causes	1,090
		Total	9,072

43ème rapport des Inspecteurs des prisons, pages 97 à 103.

Source: Annuaire statistique, 1914, p. 183.

Tableau 1

Coûts relatifs aux tribunaux et aux poursuites pénales, par province et par tribunal et organisme fédéraux, Canada, 1983-84

	Tribunaux		Poursuites pénales	
	Dépenses totales	Dépenses par habitant	Dépenses totales	Dépenses par habitant
	$			
Provinces et territoires[1]	**400 658 374**	...	**68 564 748**	...
Terre-Neuve	8 108 483	14,00	1 501 213	2,64
Île-du-Prince-Édouard	2 354 857	18,93	224 950	1,80
Nouvelle-Écosse[2]	11 770 466	13,64	3 125 065	3,62
Nouveau-Brunswick	10 817 133	15,25	1 953 000	2,75
Québec	114 152 785	17,50	11 398 827	1,75
Ontario	154 817 837	17,48	26 368 600	2,98
Manitoba	17 644 336	16,82	2 992 570	2,85
Saskatchewan	13 975 306	14,02	4 852 000	4,87
Colombie-Britannique	61 652 046	21,70	15 046 567	5,30
Yukon	1 621 517	73,71	308 956	14,04
Territoires du Nord-Ouest	3 743 608	76,56	793 000	16,22
Tribunaux fédéraux	**18 833 188**	...	...	...
Cour suprême du Canada	5 700 000	...	...	...
Cour fédérale du Canada	10 314 159	...	...	...
Cour canadienne de l'impôt	2 819 029	...	...	...
Commission à la magistrature fédérale	**4 304 689**	...	...	...
Ministère fédéral de la Justice	...	...	**22 796 252**	...
Canada	**423 796 251**	**18,74**	**91 361 000**	**4,04**

1. L'Alberta ne figure pas dans ces chiffres.
2. Excluant les coûts du Tribunal de la famille de Nouvelle-Écosse.

Source: Statistique Canada, Bulletin de service *Juristat*, vol. 5, nº 2 (85-002).

Tableau 2

Statistiques sur les activités des tribunaux québécois en matière pénale, selon la juridiction, Québec, 1984-1987

Activité	Année	Cour des sessions de la paix		Cour supérieure	
		Matière criminelle	Matière statutaire	Chambre criminelle	Procès de novo[1]
		n			
Dossiers ouverts	1984	97 049	202 983	4 226	1 434
	1985	105 500	131 192	4 766	1 746
	1986	106 448	179 080	3 474	1 832
	1987	119 577	174 816	2 989	1 797
Causes au rôle (auditions)	1984	156 981	81 422	...	3 945
	1985	165 061	79 601	...	4 900
	1986	178 954	75 218	...	4 631
	1987	206 096	81 262	...	4 848
Causes au rôle (comparutions, jugements et sentences)	1984	129 998	236 959	...	...
	1985	136 816	161 238	...	...
	1986	147 141	177 335	...	...
	1987	164 491	207 732	...	...
Causes terminées					
Comparutions	1984	22 698	140 744	...	...
	1985	21 920	82 385	...	...
	1986	21 933	95 070	...	...
	1987	22 872	104 819	...	...
Enquêtes préliminaires	1984	8 352	1 034	...	...
	1985	7 414	798	...	...
	1986	7 001	971	...	...
	1987	7 414	950	...	...
Procès	1984	33 664	30 584	...	...
	1985	36 085	30 505	...	...
	1986	37 967	26 985	...	...
	1987	41 425	33 942	...	...
Jugements et sentences	1984	13 019	2 245	...	...
	1985	13 266	2 203	...	...
	1986	15 484	1 972	...	...
	1987	14 409	1 973	...	...

1. Juridiction d'appel en matière statutaire.
2. Causes à la comparution seulement.

Source: Ministère de la Justice du Québec, Direction générale des services judiciaires, *Rapport d'activités 1987-88*.

Activité	Tribunal de la jeunesse	Tribunal du travail	Total	Variation annuelle
	Matière pénale	Matière pénale		
		n		%
Dossiers ouverts	16 999	1 038	323 729	..
	19 378	947	263 529	-18,6
	19 864	1 201	311 899	18,4
	22 478	1 553	321 657	3,1
Causes au rôle (auditions)	25 037	1 959	269 344	..
	27 867	1 456	278 885	3,5
	28 915	2 106	289 824	3,9
	25 681	1 532	319 419	10,2
Causes au rôle (comparutions, jugements et sentences)	21 737[2]	1 017	389 711	..
	25 296[2]	1 080	324 430	-16,8
	26 848[2]	954	384 508	18,5
	27 987[2]	1 803	402 013	4,6
Causes terminées				
Comparutions	..	62	163 504	..
	..	202	104 507	-36,1
	..	135	117 138	12,1
	..	328	128 019	9,3
Enquêtes préliminaires	..	..	9 386	..
	..	..	8 212	-12,5
	..	..	7 972	-2,9
	..	..	8 364	4,9
Procès	..	782	65 030	..
	..	451	67 041	3,1
	..	590	65 542	-2,2
	..	436	75 803	15,7
Jugements et sentences	..	21	15 285	..
	..	24	15 493	1,4
	..	82	17 538	13,2
	..	57	16 439	-6,3

Tableau 3

Statistiques sur les activités des tribunaux québécois en matière civile, selon la juridiction, Québec, 1984-1987

Juridiction	Dossiers ouverts			
	1984	1985	1986	1987
	n			
Cour d'appel	3 074	3 091	3 093	2 926
Cour supérieure	176 598	178 095	191 240	207 772
Matière civile (sauf mariages, divorces et raisons sociales)	43 929	36 440	34 522	37 019
Matière familiale	33 246	33 413	35 078	36 590
Matière de faillite	8 863	7 930	9 113	9 663
Mariages	10 101	10 408	9 527	9 392
Raisons sociales	80 459	89 904	103 000	115 108
Cour provinciale	155 868	147 242	141 285	140 819
Cour provinciale (sauf petites créances)	99 292	90 216	84 009	86 785
Division des petites créances	56 576	57 026	57 276	54 034
Tribunal de la jeunesse	5 849	6 546	6 630	7 250
Matière de protection	4 069	4 821	5 107	5 816
Matière d'adoption	1 780	1 725	1 523	1 442
Tribunal du travail	513	534	488	277
Matière civile	513	534	488	277
Total	341 902	335 508	342 736	356 118
Variation	..	-1,9	2,2	3,9

Source: Ministère de la Justice du Québec, Direction générale des services judiciaires, *Rapport d'activités 1987-88*.

Tableau 4

Effectif des corps policiers et taux d'encadrement[1], par province Canada, 1986

Province et territoire	Population[2]	Effectif des corps policiers		Gendarmerie royale du Canada en mission		Total	Policiers/ 1 000 habitants
		Municipaux	Provinciaux	Municipale	Provinciale et fédérale		
	n						
Terre-Neuve	580 200	442	..	..	552	994	1,71
Île-du-Prince-Édouard	128 100	61	..	12	111	184	1,44
Nouvelle-Écosse	883 800	724	..	61	642	1 427	1,61
Nouveau-Brunswick	721 100	649	114	74	368	1 205	1,67
Québec	6 627 200	8 831	4 158	..	951	13 940	2,10
Ontario	9 181 900	13 256	4 417	..	3 327	21 000	2,29
Manitoba	1 078 600	1 145	..	164	791	2 100	1,95
Saskatchewan	1 021 000	852	..	214	1 488	2 554	2,50
Alberta	2 389 500	2 458	..	579	1 494	4 531	1,90
Colombie-Britannique	2 905 900	1 725	..	1 812	2 149	5 746	1,98
Yukon—Territoires du Nord-Ouest	73 800	..	..	..	357	357	4,84
Canada	25 591 100	30 143	8 689	2 976	12 230	54 038	2,11

1. Le taux d'encadrement est le nombre de policiers par 1 000 habitants d'un territoire donné.
2. Au 1er juin 1986, données de Statistique Canada.

Source: Commission de police du Québec, *Rapport annuel 1987*.

Tableau 5

Répartition de l'effectif des corps policiers et taux d'encadrement[1], par région administrative, Québec, 1987

Région administrative	Population		Effectif						Policiers/ 1 000 habitants
			Municipal			Sûreté du Québec		Total	
	Totale[2]	Protégée par des policiers municipaux	Corps policiers	Policiers[3]	Policiers/ 1 000 habitants	Postes	Policiers		
	n								
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	231 638	60 015	6	74	1,23	11	273	347	1,50
Saguenay—Lac-Saint-Jean	299 864	226 398	14	271	1,20	6	167	438	1,46
Québec	1 047 397	602 208	26	913	1,52	22	872	1 785	1,70
Trois-Rivières	446 728	240 341	14	367	1,53	9	300	667	1,49
Estrie	241 017	160 425	12	230	1,43	6	178	408	1,69
Montréal	3 713 365	3 190 216	80	6 401	2,01	25	1 729[3]	8 130[3]	2,19
Outaouais	287 756	198 287	7	346	1,74	8	245	591	2,05
Abitibi-Témiscamingue	153 417	76 768	6	105	1,37	8	208	313	2,04
Côte-Nord	103 527	62 331	4	120	1,93	8	146	266	2,57
Nouveau-Québec	15 567	2 869	1	11	3,83	4	11	22	1,41
Le Québec	**6 540 276**	**4 819 858**	**170**	**8 838**	**1,83**	**107**	**4 165[4]**	**13 003[4]**	**1,99**

1. Le taux d'encadrement est le nombre de policiers par 1 000 habitants d'un territoire donné.
2. Population au 3 juin 1986 reconnue valide par décret du gouvernement, numéro 1384-87, adopté le 9 septembre 1987.
3. Incluant 397 policiers du Grand Quartier général de la Sûreté du Québec à Montréal.
4. Incluant 36 policiers de la Sûreté du Québec affectés à d'autres unités ou à des fonctions temporaires.

Source: Commission de police du Québec, *Rapport annuel 1987*.

Tableau 6

Coûts du maintien des services de police municipaux et de la Sûreté du Québec, Québec, 1984-1987

	1984	1985	1986	1987	1986 Part du budget des municipalités
	'000 $				%
Sûreté du Québec	304 718,5	327 507,4	329 333,9	374 812,1	...
Service de police de la CUM	277 326,4e	280 071,8e	288 239,0e[1]	294 784,0e	13,16
Services de police des municipalités	230 756,8	246 073,1	262 768,4	282 294,0	...
5 000 habitants et plus[2]	220 346,3	236 265,9	252 752,5	271 610,3	11,53
Moins de 5 000 habitants[3]	10 410,5	9 807,2	10 015,9	10 683,7	8,91
Municipalités sans service de police qui embauchent des policiers à temps partiel ou de façon occasionnelle	140,2	132,2	70,5	113,0	...
5 000 habitants et plus	28,3	7,0	7,2	15,1	0,61
Moins de 5 000 habitants	111,9	125,3	63,3	97,9	0,23
Total	**812 941,9**	**853 784,5**	**880 411,8**	**952 003,0**	...

1. Excluant un coût de 1 435 393 $ assumé par certaines municipalités de la Communauté urbaine de Montréal qui ont eu recours aux services d'agences de sécurité privées au cours de 1986.
2. Excluant le service de police de la CUM.
3. Excluant les municipalités de la Baie-James.

Source: Commission de police du Québec, *Rapport annuel 1987*.

Tableau 7

Infractions[1] au Code criminel, aux lois et règlements (sauf circulation) et indice comparatif, Québec, 1984-1987

Catégorie d'infractions	1984		1985	
	Infractions	Indice comparatif	Infractions	Indice comparatif
	n	1978 = 100	n	1978 = 100
Infractions au Code criminel	**436 842**	**138,4**	**450 746**	**142,8**
Crimes avec violence	32 244	127,9	33 849	134,3
Homicides	196	114,6	207	121,1
Tentatives de meurtre	334	142,7	315	134,6
Infractions d'ordre sexuel[2]	1 031	...	639	...
Voies de fait[2]	20 184	...	22 072	...
Vols qualifiés	10 401	108,1	10 508	109,2
Enlèvements[2]	98	...	108	...
Crimes contre la propriété	289 449	134,9	292 292	136,2
Introductions avec effraction	105 248	137,4	104 246	136,1
Vols de véhicules automobiles	23 440	107,2	26 548	121,4
Vols de plus de 200 $[3]	72 079	220,1	74 926	228,8
Vols de 200 $ ou moins[4]	88 682	106,4	86 572	103,8
Autres crimes	115 149	151,7	124 605	164,1
Possession de biens volés (recel)	1 786	142,7	2 314	184,8
Fraudes	24 771	202,3	27 305	223,0
Prostitution	142	82,1	129	74,6
Jeux et paris	233	59,6	324	82,9
Armes offensives	1 563	108,9	1 396	97,3
Méfaits (biens publics ou privés)[5]	60 098	142,1	63 503	150,1
Autres infractions au Code criminel	26 556	146,5	29 634	163,4
Infractions aux lois et règlements	**31 195**	**91,0**	**36 798**	**107,4**
Lois fédérales sur les drogues	4 698	133,6	5 155	146,6
Autres lois fédérales	695	64,5	792	73,5
Lois provinciales	4 286	49,8	10 203	118,4
Règlements municipaux	21 516	102,2	20 648	98,1
Total	**468 037**	**133,7**	**487 544**	**139,3**

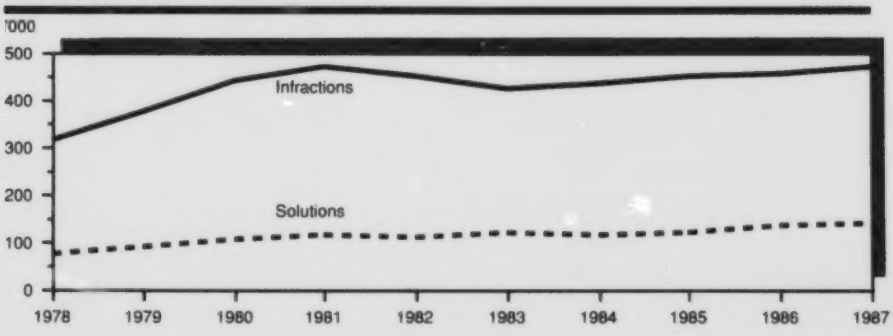
1. Infractions déclarées par les services de police municipaux et la Sûreté du Québec.
2. En raison des modifications apportées au Code criminel en janvier 1983, les données ne peuvent être comparées à celles des années antérieures; l'indice comparatif sur la base de l'année 1978 ne peut être calculé depuis l'année 1984.
3. Depuis 1986, vols de plus de 1 000 $.
4. Depuis 1986, vols de 1 000 $ ou moins.
5. Depuis 1986, actes de vandalisme de plus ou moins 1 000 $.

Source: Ministère de la Sécurité publique, Direction générale de la sécurité et de la prévention, *Statistiques 1987, Criminalité et application des règlements de la circulation au Québec*.

Catégorie d'infractions	1986		1987	
	Infractions	Indice comparatif	Infractions	Indice comparatif
	n	1978=100	n	1978=100
Infractions au Code criminel	**457 357**	**144,9**	**467 754**	**148,2**
Crimes avec violence	36 442	144,6	40 280	159,8
Homicides	159	93,0	172	100,6
Tentatives de meurtre	253	108,1	286	122,2
Infractions d'ordre sexuel[2]	639	...	409	...
Voies de fait[2]	25 135	...	29 513	...
Vols qualifiés	10 153	105,5	9 763	101,5
Enlèvements[2]	103	...	137	...
Crimes contre la propriété	287 772	134,1	286 639	133,6
Introductions avec effraction	103 085	134,6	102 442	133,7
Vols de véhicules automobiles	26 971	123,3	27 609	126,3
Vols de plus de 200 $[3]	17 216	...	17 048	...
Vols de 200 $ ou moins[4]	140 500	...	139 540	...
Autres crimes	133 143	175,4	140 835	185,5
Possession de biens volés (recel)	2 164	172,8	1 998	159,6
Fraudes	30 013	245,2	28 175	230,2
Prostitution	1 607	928,9	2 239	294,2
Jeux et paris	188	48,1	514	131,5
Armes offensives	1 523	106,1	1 378	96,0
Méfaits (biens publics ou privés)[5]	64 130	151,6	65 444	154,7
Autres infractions au Code criminel	33 518	184,9	41 087	226,6
Infractions aux lois et règlements	**35 262**	**102,9**	**37 806**	**110,3**
Lois fédérales sur les drogues	6 546	186,1	6 134	174,4
Autres lois fédérales	898	83,4	1 282	119,0
Lois provinciales	8 841	102,6	10 235	118,8
Règlements municipaux	18 977	90,1	20 155	95,7
Total	**492 619**	**140,8**	**505 560**	**144,5**

Figure 1

Infractions[1] au Code criminel (sauf circulation) et nombre de solutions, Québec, 1978-1987

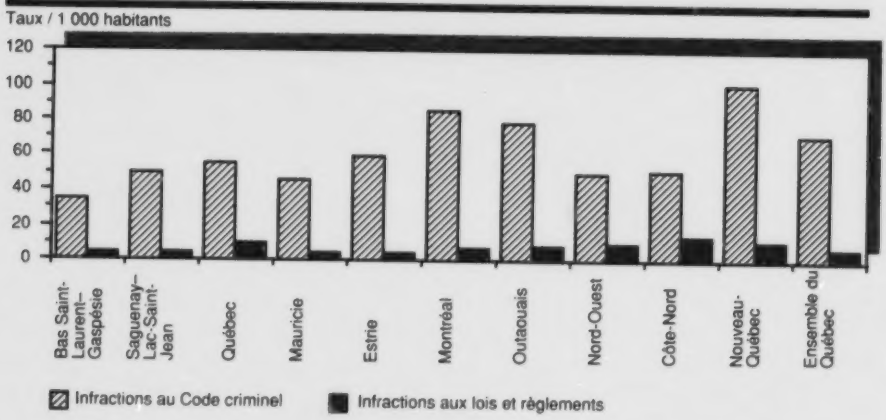


1. Déclarées par les services de police municipaux et la Sûreté du Québec.

Source: Ministère de la Sécurité publique, Direction générale de la sécurité et de la prévention, *Statistiques 1981, Criminalité et application des règlements de la circulation au Québec.*

Figure 2

Taux d'infractions[1] au Code criminel, aux lois et aux règlements (sauf circulation), pour 1 000 habitants, par région administrative, Québec, 1987

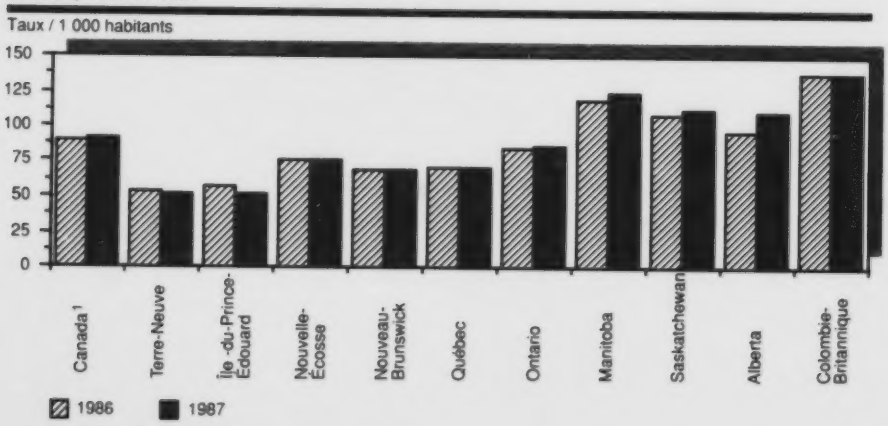


1. Infractions rapportées par les services de police municipaux, la Sûreté du Québec et la Gendarmerie royale du Canada.

Source: Ministère de la Sécurité publique, Direction générale de la sécurité et de la prévention, *Statistiques 1981, Criminalité et application des règlements de la circulation au Québec.*

Figure 3

Taux d'infractions au Code criminel pour 1 000 habitants, par province, Canada, 1986 et 1987



1. Comprend le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Source: Statistique Canada. *Statistique de la criminalité du Canada 1987* (85-205).

Tableau 8

Contrevenants[1] (jeunes et adultes) au Code criminel, aux lois et aux règlements (sauf circulation), selon le sexe, Québec, 1987

Catégorie d'infractions	Contrevenants					Total	Part des jeunes
	Adultes		Jeunes				
	Hommes	Femmes	Garçons	Filles	Aucune inculpation		
	n						%
Infractions au Code criminel	80 490	13 016	18 211	2 066	4 441	118 184	20,9
Crimes avec violence	16 466	1 284	1 549	147	512	19 958	11,1
Homicides	129	14	9	1	-	153	6,5
Tentatives de meurtre	181	13	16	-	-	210	7,6
Infractions d'ordre sexuel	211	16	14	2	9	252	9,9
Voies de fait	13 785	1 119	1 083	126	468	16 581	10,1
Vols qualifiés	2 126	116	421	18	34	2 715	17,4
Enlèvements	34	6	6	-	1	47	14,9
Crimes contre la propriété	30 333	6 082	12 647	1 514	2 461	53 037	31,3
Introductions avec effraction	12 949	402	5 602	224	598	19 775	32,5
Vols de véhicules automobiles	2 715	81	1 223	25	135	4 179	33,1
Vols de plus de 1 000 $	1 467	189	272	16	45	1 989	16,7
Vols de 1 000 $ ou moins	13 202	5 410	5 550	1 249	1 683	27 094	31,3
Autres crimes	33 651	5 650	4 015	405	1 468	45 189	13,0
Possession de biens volés (recel)	1 583	159	238	19	18	2 017	13,6
Fraudes	7 952	1 780	345	89	56	10 222	4,8
Prostitution	1 539	1 377	20	30	3	2 969	1,8
Jeux et paris	715	124	61	-	-	900	6,8
Armes offensives	923	46	111	-	16	1 096	11,6
Actes de vandalisme de plus ou moins 1 000 $	4 228	356	1 974	127	943	7 628	39,9
Autres infractions au Code criminel	16 711	1 808	1 266	140	432	20 357	9,0
Infractions aux lois et aux règlements	**23 594**	**3 088**	**1 928**	**1 219**	**951**	**30 780**	**13,3**
Lois fédérales sur les drogues	5 633	662	329	35	63	6 722	6,4
Autres lois fédérales	1 155	114	18	1	86	1 374	7,6
Lois provinciales	2 258	472	876	1 042	189	4 837	43,6
Règlements municipaux	14 548	1 840	705	141	613	17 847	8,2
Total	**104 044**	**16 104**	**20 139**	**3 285**	**5 392**	**148 964**	**19,3**

1. Déclarées par les services de police municipaux, la Sûreté du Québec et la Gendarmerie royale du Canada.

Source: Ministère de la Sécurité publique, Direction générale de la sécurité et de la prévention, *Statistiques 1987, Criminalité et application des règlements de la circulation au Québec.*

Tableau 9

Nombre d'accidents de la circulation[1], selon le type d'accidents, Québec, 1984-1987

Accidents	1984	1985	1986	1987
	n			
Mortels	1 050	1 317	930	990
Avec blessures	39 075	42 899	42 362	43 754
Avec dommages matériels	172 988	194 520	199 729	194 804
Total	**213 113**	**238 736**	**243 021**	**239 548**

1. Déclarés par les services de police municipaux, la Sûreté du Québec et la Gendarmerie royale du Canada.

Source: Ministère de la Sécurité publique, Direction générale de la sécurité et de la prévention, *Statistiques 1987, Criminalité et application des règlements de la circulation au Québec.*

Tableau 10

Taux d'admission des condamnés dans les établissements provinciaux et fédéraux, par province, Canada, 1986-87

Province	Établissements	
	Provinciaux	Fédéraux[1]
	taux par 10 000 adultes	
Terre-Neuve	48	2.7
Île-du-Prince-Édouard	183	1.5
Nouvelle-Écosse	46	2.9
Nouveau-Brunswick	71	2.3
Québec	34	2.2
Ontario	66	1.3
Manitoba	80	2.6
Saskatchewan	94	2.0
Alberta	113	2.6
Colombie-Britannique	49	2.2
Yukon	339	3.9
Territoires du Nord-Ouest	244	6.0
Canada	62	2.0

1. Ne comprend pas les non-résidents du Canada ainsi que les admissions des personnes dont la province de résidence n'est pas connue.

Source: Statistique Canada, *Services correctionnels pour adultes au Canada* (85-211).

Tableau 11

Évolution des admissions dans les établissements de détention, selon le statut des personnes admises, Québec, 1984-85 à 1987-88

	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88
	n			
Admissions totales	33 030	35 856	34 764	35 538
Prévenus	15 763	17 419	17 939	19 241
Condamnés[1]	17 267	18 437	16 825	16 297
Taux d'admission par 1 000 adultes[2]	6.79	7.31	7.00	7.15
Prévenus	3.24	3.55	3.61	3.87
Condamnés	3.55	3.76	3.39	3.28

1. Incluant les changements de statut de prévenu à condamné.
2. Nombre d'admissions d'un groupe donné divisé par la population estimée de 18 ans et plus, puis multiplié par 1 000 adultes.

Source: Ministère de la Sécurité publique, Direction générale des services correctionnels, *Statistiques correctionnelles du Québec*.

Tableau 12

Admissions dans les établissements de détention, selon le sexe, Québec, 1984-85 à 1986-87

Sexe	1984-85	1985-86	1986-87
	n		
Hommes	31 070	33 503	32 262
Femmes	1 960	2 353	2 502
Total	33 030	35 856	34 764
Pourcentage de femmes	5.9	6.6	7.2

Source: Ministère de la Sécurité publique, Direction générale des services correctionnels, *Statistiques correctionnelles du Québec*.

Tableau 13

Population quotidienne moyenne, taux d'incarcération et durée moyenne de séjour dans les établissements de détention, Québec, 1984-85 à 1987-88

	Unité	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88
Population quotidienne moyenne[1]	n	2 522,3	2 629,3	2 590,0	2 617,6
Prévenus	n	780,0	837,9	868,1	950,0
Condamnés	n	1 742,3	1 791,5	1 721,9	1 667,6
Taux d'incarcération[2]	‰	0,51	0,54	0,52	0,53
Prévenus	‰	0,16	0,17	0,17	0,19
Condamnés	‰	0,35	0,37	0,35	0,34
Durée moyenne de séjour	n	27,9	26,8	27,2	27,0
Prévenus	n	18,1	17,6	17,7	18,1
Condamnés	n	36,8	35,5	37,4	37,5

1. Nombre total de jours de détention de l'ensemble des personnes prévenues et condamnées, divisé par 365 jours (366 jours en 1987-88).
2. Population quotidienne moyenne divisée par la population de 18 ans et plus, multipliée par 1 000.

Source: Ministère de la Sécurité publique, Direction générale des services correctionnels, *Statistiques correctionnelles du Québec*.

Tableau 14

Évolution des ordonnances de probation et des libérations conditionnelles[1], Québec, 1982-83 à 1987-88

	1982-83	1984-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88
			n			
Nouveaux cas reçus						
Ordonnances de probation avec surveillance	3 669	3 876	3 651	3 787	3 931	4 276
Travaux communautaires[2]	855	1 238	779	1 123	1 005	909
Libérations conditionnelles	1 238	1 194	999	967	1 235	1 126
Nombre mensuel moyen						
Personnes en probation avec surveillance	..	..	6 169	5 171	5 385	5 698
Personnes en libération conditionnelle	..	..	836	698	764	789
Taux par 1 000 adultes						
Personnes en probation avec surveillance	..	..	1,27	1,05	1,08	1,15
Personnes en libération conditionnelle	..	..	0,17	0,14	0,15	0,16

1. De la Commission québécoise des libérations conditionnelles seulement.
2. Déjà inclus dans le total des ordonnances de probation avec surveillance.

Source: Ministère de la Sécurité publique, Direction générale des services correctionnels, *Statistiques correctionnelles du Québec*.

Tableau 15

Utilisation des ressources communautaires selon la catégorie de ressources, Québec, 1983-84 à 1987-88

Catégorie de ressources	Unité	Utilisateurs					Journées de séjour				
		1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88	1983-84	1984-85	1985-86	1986-87	1987-88
Ressources spécialisées[1]	n	549	583	667	650	646	13 700	10 868	11 309	10 206	9 498
Ressources d'hébergement	n	2 136	2 276	2 442	2 454	2 456	112 300	116 860	127 365	135 613	131 182
Taux d'utilisation des ressources d'hébergement[2]	%	..	..	..	..	..	13,5	12,7	13,3	14,4	13,7
Ateliers de réinsertion par le travail	n	386	314	508	547	604	13 079	14 614	17 211	14 803	12 478
Travaux compensatoires[3]	n	4 583	9 211	9 216	9 270	10 249	..	..	..	..	..

1. Institut Philippe Pinel et Centre d'accueil Le Partage.
2. Pourcentage que représente le nombre de jours de séjour dans les ressources d'hébergement communautaire par rapport au nombre total de jours de détention.
3. Mesure de substitution à l'incarcération à défaut de paiement d'une amende.

Source: Ministère de la Sécurité publique, Direction générale des services correctionnels, *Statistiques correctionnelles du Québec*.

Tableau 16

Avis[1] de mauvais traitements physiques ou d'abus sexuels acheminés au Comité de la protection de la jeunesse, selon l'âge et le sexe des victimes et le type d'abus, Québec, 1985-86 et 1986-87

Région	Avis		Âge					
			0-5 ans		6-13 ans		14-17 ans	
	1985-86	1986-87	1985-86	1986-87	1985-86	1986-87	1985-86	1986-87
	n							
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	23	29	6	7	6	15	11	7
Bas-Saint-Laurent	7	45	1	10	4	25	2	10
Saguenay—Lac Saint-Jean	41	45	2	8	23	23	16	14
Québec	246	241	38	43	127	115	81	83
Trois-Rivières	98	115	19	24	38	52	41	39
Estrie	125	117	60	22	41	41	24	53
Montréal	361	475	66	100	187	237	108	138
Laurentides-Lanaudière	8	69	3	13	3	43	2	13
Montérégie	89	81	16	13	40	38	33	330
Outaouais	34	39	7	4	19	21	8	14
Abitibi-Témiscamingue	29	106	6	23	7	46	16	37
Côte-Nord	53	67	4	16	19	26	30	25
Nouveau-Québec	..	13	..	6	..	3	..	4
Total	1 114	1 442	228	289	514	685	372	467

Région	Sexe				Type d'abus[2]			
	Garçons		Filles		Mauvais traitements		Abus sexuels physiques	
	1985-86	1986-87	1985-86	1986-87	1985-86	1986-87	1985-86	1986-87
	n							
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine	8	10	15	19	16	11	7	18
Bas-Saint-Laurent	2	13	5	32	4	20	4	25
Saguenay—Lac Saint-Jean	11	6	30	39	20	17	29	35
Québec	89	84	157	157	139	105	148	140
Trois-Rivières	42	48	56	67	47	66	51	49
Estrie	47	36	78	81	96	65	31	59
Montréal	128	167	233	308	204	270	180	213
Laurentides-Lanaudière	3	22	5	47	5	9	-	31
Montérégie	33	30	56	51	47	39	38	42
Outaouais	14	11	20	28	18	15	20	25
Abitibi-Témiscamingue	6	33	23	73	16	60	14	49
Côte-Nord	16	22	37	45	31	18	27	49
Nouveau-Québec	..	1	..	12	..	3	..	12
Total	399	483	715	959	643	698	549	747

1. Avis acheminés en vertu de l'article 41 de la *Loi sur la protection de la jeunesse*.
2. Le total des mauvais traitements physiques et des abus sexuels peut excéder le nombre total d'avis, puisqu'un même enfant peut être victime des deux formes d'abus. Par ailleurs, l'âge et le type d'abus ne sont pas toujours précisés.

Source: Comité de la protection de la jeunesse, *Rapport d'activités 1986-87*.

Tableau 17

Répartition des dossiers ouverts à la Commission des droits de la personne, selon le secteur et le motif invoqué, Québec, 1986

Motif	Accès au marché du travail et milieu de travail	Logement, biens et services	Transport, lieux publics, accès et services	Contrats	Avis publics	Autres	Total	
			n				n	%
Sexe	148	7	2	7	1	-	165	19
Grossesse	23	1	-	-	-	-	24	3
Handicap	125	11	22	1	-	5	164	19
État civil	55	17	4	2	1	1	80	9
Âge	90	8	4	1	3	1	107	12
Condition sociale	11	21	-	-	-	2	34	4
Race, couleur	33	11	11	-	-	8	63	7
Orientation sexuelle	9	5	1	-	1	7	23	3
Origine ethnique ou nationale	30	2	4	-	1	11	48	5
Convictions politiques	10	1	-	-	-	6	17	2
Harcèlement (tout genre)	50	5	2	-	1	6	64	7
Langue	11	1	-	-	-	-	12	1
Antécédents judiciaires	19	1	-	2	-	-	22	2
Religion	9	1	-	-	-	5	15	2
Motifs multiples	28	-	-	-	-	-	28	3
Exploitation	-	-	-	-	-	17	17	2
Total	651	92	50	13	8	69	883	
Pourcentage	74	10	6	1	1	8	100	100

Source: Commission des droits de la personne du Québec, *Rapport annuel 1986*.

Tableau 18

Synthèse des principales activités de l'Office de la protection du consommateur, selon le domaine, Québec, 1987-88

Domaine	Poursuites	Jugements	Amendes
	n		$
Automobile	35	46	39 550
Publicité et pratiques commerciales	55	51	139 950
Crédit	2	2	3 100
Rénovation domiciliaire et isolation	54	58	80 000
Commerce itinérant (autre que rénovation domiciliaire)	6	11	54 900
Studios de santé et autres services à exécution successive[1]	46	67	68 300
Fiducie	7	15	10 950
Réparation de téléviseurs et appareils domestiques	13	22	29 700
Ventes par correspondance	22	11	6 250
Recouvrement de créances	9	2	1 600
Agences de voyage	62	39	64 750
Autres	5	4	3 700
Total	316	328	502 750

1. Entreprise qui offre des services échelonnés sur plusieurs jours ou plusieurs semaines, moyennant rémunération.

Source: Office de la protection du consommateur, *Rapport annuel 1987-88*.

Tableau 19

Demandes reçues par le Protecteur du citoyen, Québec, 1970, 1975 et 1980-1986

Année	Demandes de renseignements		Demandes d'intervention				Total	
			Acceptées		Refusées			
	n	%	n	%	n	%	n	%
1970	225	6,7	1 625	48,6	1 492	44,6	3 342	100
1975	751	12,4	2 541	42,0	2 759	45,6	6 051	100
1980	714	7,3	3 308	34,0	5 695	58,6	9 717	100
1983	1 639	14,2	3 791	32,8	6 132	53,0	11 562	100
1984	2 134	18,2	4 037	34,4	5 577	47,5	11 748	100
1985	2 346	15,3	5 335	34,8	7 638	49,9	15 319	100
1986	3 108	19,3	5 435	33,7	7 593	47,1	16 136	100

Source: Le Protecteur du citoyen, Rapports annuels.

Tableau 20

Demandes d'indemnisation de victimes d'actes criminels, selon la région de résidence de la personne, Québec, 1984-1987

Région[1]	1984		1985		1986		1987	
	n	%	n	%	n	%	n	%
Abitibi-Témiscamingue	23	1,6	32	2,3	32	2,6	33	2,1
Bas-Saint-Laurent	46	3,3	42	3,0	40	3,3	24	1,5
Côte-Nord	19	1,3	19	1,4	25	2,0	24	1,5
Estrie	60	4,3	22	1,6	40	3,3	45	2,9
Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine[2]	...	...	...	...	...	...	21	1,3
Île-de-Montréal	588	41,8	588	42,0	480	39,1	675	42,8
Lanaudière	...	...	54	3,9	59	4,8	54	3,4
Laurentides	...	...	20	1,4	45	3,7	62	3,9
Laval	128[3]	9,1	71	5,1	64	5,2	79	5,0
Mauricie-Bois-Francs	70	5,0	73	5,2	52	4,2	74	4,7
Montérégie	164	11,6	185	13,2	86	7,0	160	10,1
Nouveau-Québec	..	..	..	..	..	..	..	..
Outaouais	39	2,8	56	4,0	35	2,9	41	2,6
Québec	221	15,7	181	12,9	200	16,3	230	14,6
Saguenay—Lac-Saint-Jean	49	3,5	54	3,9	63	5,1	52	3,3
Hors du Québec	1	0,1	3	0,2	7	0,6	4	0,3
Total	1 408	100,0	1 400	100,0	1 228	100,0	1 578	100,0

1. Les régions correspondent aux territoires desservis par les directions régionales de la Commission de la santé et de la sécurité du travail.
2. Nouvelle direction régionale depuis novembre 1986.
3. En 1984, la région de Laval regroupait les régions de Lanaudière et des Laurentides.

Source: Commission de la santé et de la sécurité du travail, Direction de l'indemnisation des victimes d'actes criminels, Rapports annuels.

25

Investissements privés et publics

Les dépenses en immobilisations au Québec et dans les autres régions canadiennes 935

L'évolution sectorielle des dépenses en immobilisations au Québec depuis 1981 936

L'évolution des dépenses en immobilisations dans les régions administratives du Québec depuis 1981 937

Les dépenses en immobilisations du secteur privé et du secteur public au Québec depuis 1981 937

Définitions 938

Liste des tableaux

1. Évolution des dépenses en immobilisations, par grand secteur d'activité économique et par région, Canada, 1981-1987 940

2. Évolution des dépenses en immobilisations, par secteur d'activité, Québec, 1981-1987 942

3. Répartition des dépenses en immobilisations, par région administrative, 1981-1987 944

4. Répartition en pourcentage des dépenses en immobilisations, par région canadienne et par secteur d'activité, Canada, 1982, 1984 et 1986 946

5. Répartition des dépenses en immobilisations, par grand secteur d'activité et par type de dépenses, Québec, 1981-1987 947

6. Répartition en pourcentage des dépenses en immobilisations, par grand secteur d'activité économique et par région administrative, Québec, 1981-1987 947

7. Répartition des dépenses en immobilisations privées et publiques, par région administrative, Québec, 1981-1987 949

8. Évolution des dépenses en immobilisations des entreprises privées et publiques, Québec, 1981-1987 950

9. Répartition des dépenses en immobilisations des administrations publiques et des entreprises publiques, par région administrative, Québec, 1981-1987 951

Ce chapitre a été réalisé par Réjean Aubé, de la Direction des statistiques générales du Bureau de la statistique du Québec.

Ce chapitre présente une analyse descriptive des dépenses en immobilisations effectuées au Québec et au Canada entre 1981 et 1987. Il vise principalement à mettre en relief le portrait du Québec et de ses régions. L'expression « dépenses en immobilisations » est ici synonyme d'« investissements ».

La première partie situe le Québec dans l'ensemble canadien et compare ses dépenses en immobilisations avec celles des autres régions canadiennes. La deuxième partie examine plus en détail la répartition sectorielle des dépenses en immobilisations au Québec, tandis que la troisième analyse leur répartition régionale. La dernière partie, enfin, décrit la part des secteurs public et privé dans les dépenses en immobilisations.

Les dépenses en immobilisations au Québec et dans les autres régions canadiennes

De 1981 à 1987, les dépenses en immobilisations pour l'ensemble de l'économie québécoise s'accroissent de 70,3%, pour un taux de croissance annuel moyen d'environ 9,1%. Ces dépenses chutent de 4,7% en 1982, mais augmentent annuellement par la suite et connaissent une hausse record de 22,2% en 1985.

Pendant la même période, les dépenses en immobilisations du Canada s'accroissent de 33,2%, pour un taux de croissance annuel moyen d'environ 5%. Après avoir régressé de 3,6% en 1982 et de 4,2% en 1983, elles connaissent une progression continue à partir de 1984 et, à l'instar du Québec, atteignent un sommet en 1985, avec une hausse de 20,1%.

Entre 1981 et 1987, les dépenses en immobilisations dans les régions canadiennes évoluent favorablement dans les provinces de l'Est et défavorablement dans les provinces de l'Ouest. Ainsi, les dépenses diminuent de 16,8% dans la région des Prairies et de 15,0% en Colombie-Britannique, alors qu'elles s'accroissent de 90,3% en Ontario, de 70,3% au Québec et de 50,9% dans les provinces de l'Atlantique.

Le tableau 4 illustre l'évolution contraire des provinces de l'Est et de l'Ouest. De 1982 à 1986, la part relative des dépenses en immobilisations pour l'ensemble des secteurs passe de 17,1% à 21,8% au Québec, de 29,2% à 39,4% en Ontario, mais décline dans l'Ouest et passe de 30,5% à 20,6% dans les provinces des Prairies et de 15,9% à 11,0% en Colombie-Britannique.

Le secteur primaire, incluant l'industrie de la construction, voit ses dépenses en immobilisations diminuer dans chacune des régions canadiennes entre 1981 et 1987. Le déclin est toutefois moins accentué dans les provinces de l'Est que dans les provinces de l'Ouest. L'indice des dépenses baisse de 9,5% en Ontario, de 10,7% dans les provinces de l'Atlantique et de 18,3% au Québec. La chute est plus brutale dans l'Ouest, la diminution atteignant 32,2% dans les provinces des Prairies et 54,3% en Colombie-Britannique.

Le secteur secondaire n'accroît ses dépenses que dans les provinces de l'Est. Le Québec enregistre la plus forte hausse avec un indice des dépenses de 183,0 en 1987, comparativement à 146,0 pour l'Ontario et 121,1 pour les provinces de l'Atlantique. La moyenne nationale est de 125,1.

Le secteur tertiaire connaît pour sa part la plus forte croissance des dépenses en immobilisations dans la plupart des régions canadiennes. Encore là, les provinces de l'Est sont les plus favorisées, avec une hausse de 121,1% pour l'Ontario, de 80,5% pour les provinces de l'Atlantique et de 79,1% pour le Québec. La moyenne nationale augmente de 56,2% pendant la même période.

L'évolution sectorielle des dépenses en immobilisations au Québec depuis 1981

Des trois grands secteurs d'activité économique, le secteur primaire est celui qui, depuis 1981, enregistre les moins bons résultats au chapitre des immobilisations, tant au Québec que dans la plupart des autres régions canadiennes. La forêt est le secteur qui accuse le plus fort recul (-49%), suivi des mines, carrières et puits de pétrole (-31,7%) et de l'agriculture (-26,8%). Le secteur primaire est le seul secteur à ne pas connaître un revirement dans l'évolution de ses dépenses. La diminution est constante et varie de 2% à 11%, à l'exception de l'année 1984, qui enregistre un taux de croissance de 11,2%.

L'industrie de la construction accroît pour sa part ses dépenses en immobilisations de 34,6%. Bien qu'on observe une chute de ses dépenses en 1982 (-1%) et 1985 (-9%), cette industrie fait une belle remontée en 1986 avec une augmentation de 20,3%.

Avec un accroissement de 83,0% de ses dépenses, le secteur secondaire enregistre les meilleurs résultats pour l'ensemble de la période. Ses dépenses accusent une légère baisse de 4,9% en 1982 et de 3,4% en 1985, mais grimpent de 31,8% en 1984 et de 23,4% en 1985. Depuis 1984, ce secteur enregistre des augmentations annuelles successives de ses dépenses en immobilisations.

Le secteur tertiaire connaît pour sa part une augmentation des dépenses de 79,1% pour la période 1981-1987. À l'exception de 1982, ce secteur voit ses dépenses augmenter annuellement et atteindre un sommet en 1985 avec une hausse de 25,5%. Deux secteurs d'activité attirent particulièrement les investisseurs: le secteur des finances, assurances et affaires immobilières, qui enregistre depuis 1985 des hausses annuelles supérieures à 30%, et le secteur de l'habitation. Ce dernier fait un bond prodigieux de 72,5% en 1983 et de 57,5% en 1985. Son indice des dépenses, qui n'était que de 76,6 en 1982, grimpe à 132,1 en 1983. Cette croissance, qui joue pour beaucoup dans l'augmentation des dépenses globales en immobilisations du Québec en 1983, est attribuable à la baisse du taux d'intérêt conjuguée à la mise en oeuvre de programmes gouvernementaux d'accession à la propriété. Le secteur des services d'utilité publique fait moins bonne figure, avec une diminution constante de ses dépenses variant de 2% à 14% entre 1983 et 1986. La hausse considérable de 21,2% en 1987 ne suffit pas à redresser le niveau de ses dépenses, inférieur de 17,6% à celui de 1981.

La répartition des dépenses en immobilisations par secteur d'activité au Québec s'est considérablement modifiée de 1981 à 1987. On assiste à une tertiarisation des dépenses en immobilisations aux dépens du secteur primaire. En effet, la part du secteur primaire passe de 9,7% à 4,6%, alors que celle du secteur tertiaire passe de 73,8% à 77,6%.

La part relative des dépenses globales en immobilisations de construction s'accroît entre 1981 et 1987. Le secteur tertiaire, qui consacre environ 70% de ses dépenses totales à la construction, joue un rôle déterminant dans cette augmentation. En effet, comme il s'agit d'un secteur axé sur les services, ses dépenses en capital sont relativement plus élevées dans la construction de bâtiments et dans les travaux de génie que dans l'achat de machines et de matériel.

L'évolution des dépenses en immobilisations dans les régions administratives du Québec depuis 1981

Les dépenses en immobilisations évoluent de façon différente dans les régions administratives du Québec. Les grandes régions renforcent leur position, alors que les régions périphériques perdent du terrain entre 1981 et 1987. Ainsi, la part relative des dépenses de la région de Montréal passe de 50,2% à 58,7% et celle des régions du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie, de Québec, de Trois-Rivières, de l'Estrie et de l'Outaouais se maintient ou s'accroît légèrement. Par contre, la part relative de la Côte-Nord et Nouveau-Québec chute considérablement et passe de 14,0% à 4,2%. Celle du Saguenay—Lac-Saint-Jean passe de 6,5% à 4,2% et celle de l'Abitibi-Témiscamingue, de 3,6% à 2,5%.

Le déclin du secteur primaire, déjà constaté pour l'ensemble du Québec, se confirme dans chaque région administrative, à l'exception de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord et Nouveau-Québec. La perte de vitesse de ce secteur s'est faite au profit du secteur tertiaire dans la plupart des régions et au profit du secteur secondaire dans quelques autres, notamment le Saguenay—Lac-Saint-Jean et l'Estrie.

Les dépenses en immobilisations du secteur privé et du secteur public au Québec depuis 1981

La hausse des dépenses en immobilisations au Québec, entre 1981 et 1987, tient au dynamisme du secteur privé, qui double ses dépenses pendant cette période, alors que le secteur public n'augmente les siennes que de 9,4%. La part relative des dépenses passe de 62,1% à 75,7% dans le secteur privé et de 37,9% à 24,3% dans le secteur public.

La faible croissance des dépenses en immobilisations du secteur public s'explique en partie par le besoin moins grand des pouvoirs publics de soutenir l'activité économique après la récession, par la fin des méga-projets gouvernementaux ainsi que par la privatisation d'entreprises publiques.

Le secteur privé connaît un essor particulier dans les régions de Trois-Rivières, de l'Estrie, de Montréal, de l'Outaouais, de la Côte-Nord et Nouveau-Québec. Parmi ces régions, signalons Trois-Rivières et l'Outaouais, dont les parts relatives des dépenses du secteur privé passent respectivement de 59,6% à 77,4% et de 55,3% à 73,0%.

Comme l'indique le tableau 8, les dépenses en immobilisations des entreprises privées augmentent de 65,3% entre 1981 et 1987 et celles des entreprises publiques diminuent de 17,7%.

En ce qui a trait aux dépenses publiques en immobilisations, les administrations publiques prennent le pas sur les entreprises publiques au niveau provincial. Depuis 1982, leur part de dépenses, qui ne cesse d'augmenter, est passée de 36,4% à 53,1%.

Au niveau régional, l'évolution de la part relative des dépenses en immobilisations des administrations publiques est moins nette et plus inégale. Si pour les régions du Saguenay—Lac-Saint-Jean, de Trois-Rivières et de Montréal, la tendance est nettement à la hausse, l'évolution des dépenses est beaucoup moins favorable dans certaines autres régions.

Définitions

Dépenses en immobilisations

Dépenses relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes apportées à des constructions déjà existantes, à l'achat de machines et d'équipement neufs et aux réparations majeures de machines et d'équipement. Ces dépenses comprennent également celles des particuliers au titre de la construction résidentielle, mais excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de machines ou d'équipement d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Constructions
Dépenses reliées à la construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels et à tous les travaux de génie, tels que routes, ponts, barrages, lignes de transmission d'énergie, oléoducs, forage de puits de pétrole, etc. Elles comprennent aussi tous les frais portés au compte capital, comme les honoraires d'architectes, d'avocats et d'ingénieurs, et la valeur des travaux effectués par des employés de l'entreprise.

Machines et équipement
Dépenses en immobilisations de machines et d'équipement qui comprennent non seulement les biens en capital directement reliés à la production de biens et de services, mais aussi tout équipement d'utilisation générale dont la durée de vie utile est supérieure à un an. Les réparations majeures effectuées sur des machines et de l'équipement sont incluses dans les dépenses en immobilisations si elles accroissent la durée de vie ou la productivité du bien. Les machines et l'équipement utilisés à des fins personnelles ne sont pas inclus dans ces dépenses.

Indice des dépenses en immobilisations
Indice qui exprime le rapport de la valeur des dépenses en immobilisations pour une année donnée sur la valeur des dépenses d'une année de référence, multiplié par 100. Par exemple, pour comparer les dépenses en immobilisations du Québec en 1987 (23,4 milliards de dollars) à celles de 1981 (13,7 milliards), on effectue l'opération suivante: (23,4/13,7) X 100 = 170,8% et on obtient l'indice des dépenses en 1987. Dans ce chapitre, l'année 1981 est l'année de référence à laquelle les autres années sont comparées.

Secteur public

Comprend l'ensemble des administrations et des entreprises publiques fédérales, provinciales et locales. L'Administration publique fédérale comprend les ministères et les fonds spéciaux du gouvernement du Canada, tandis que l'Administration publique provinciale comprend les ministères et les fonds spéciaux du gouvernement du Québec, les hôpitaux et les autres établissements de santé et de services sociaux, les commissions scolaires, les établissements d'enseignement collégial et les universités du Québec. Les administrations publiques locales comprennent les municipalités et les communautés urbaines et régionales.

Sommes déboursées par le Gouvernement provincial pour l'amélioration de la Voirie depuis vingt ans.

ANNÉES	Sommes dépensées	ANNÉES	Sommes dépensées
1914-15	86,140,273.13	1903-04	$ 11,000.00
1913-14	4,069,307.68	1902-03	17,572.79
1912-13	1,069,810.35	1901-02	6,000.00
1911-12	494,277.66	1900-01	13,000.00
1910-11	95,000.00	1899-00	14,510.00
1909-10	60,000.00	1898-99	10,203.29
1908-09	60,146.92	1897-98	7,795.56
1907-08	20,117.85	1896-97	5,953.34
1906-07	15,404.56	1895-96	30.20
1905-06	2,661.88	1894-95	75.00
1904-05	15,250.58		

Source: Annuaire statistique, 1916, p. 476.

Tableau 1

Évolution des dépenses en immobilisations, par grand secteur d'activité économique et par région, Canada, 1981-1987

Secteur d'activité et région canadienne	Unité	1981	1982	1983
Secteur primaire et construction	'000 $	16 450 800	16 144 600	15 149 300
	1981 = 100	100,0	98,2	92,1
	Δ%	...	-1,8	-6,2
Atlantique	'000 $	1 121 600	1 720 000	2 071 800
	1981 = 100	100,0	153,4	184,8
	Δ%	...	53,4	20,5
Québec	'000 $	1 330 200	1 295 500	1 159 000
	1981 = 100	100,0	97,4	87,1
	Δ%	...	-2,6	-10,6
Ontario	'000 $	2 117 100	2 092 300	2 006 900
	1981 = 100	100,0	98,9	94,8
	Δ%	...	1,1	-4,1
Prairies	'000 $	8 702 900	7 656 600	6 659 500
	1981 = 100	100,0	88,0	76,6
	Δ%	...	-12,0	-13,0
Colombie-Britannique[1]	'000 $	3 179 000	3 380 200	3 252 100
	1981 = 100	100,0	106,4	102,3
	Δ%	...	6,4	-3,9
Secteur secondaire	'000 $	12 739 300	11 492 500	8 858 400
	1981 = 100	100,0	90,2	69,5
	Δ%	...	-9,8	-23,0
Atlantique	'000 $	663 500	824 000	514 400
	1981 = 100	100,0	124,2	77,5
	Δ%	...	24,2	-37,6
Québec	'000 $	2 272 400	2 159 800	2 087 800
	1981 = 100	100,0	95,1	91,9
	Δ%	...	-4,9	-3,4
Ontario	'000 $	5 646 700	4 601 000	3 888 100
	1981 = 100	100,0	81,5	68,9
	Δ%	...	-18,5	-15,5
Prairies	'000 $	2 329 400	2 811 800	1 832 300
	1981 = 100	100,0	120,7	78,7
	Δ%	...	20,7	-34,8
Colombie-Britannique[1]	'000 $	1 827 300	1 095 900	535 800
	1981 = 100	100,0	60,0	29,3
	Δ%	...	-40,0	-51,2
Secteur tertiaire	'000 $	50 414 000	49 123 900	49 511 100
	1981 = 100	100,0	97,4	98,2
	Δ%	...	-2,6	0,8
Atlantique	'000 $	2 995 700	3 098 500	3 500 900
	1981 = 100	100,0	103,4	116,9
	Δ%	...	3,4	13,1
Québec	'000 $	10 136 600	9 642 200	10 700 300
	1981 = 100	100,0	95,1	105,6
	Δ%	...	-4,9	11,1
Ontario	'000 $	14 991 400	15 729 700	16 828 600
	1981 = 100	100,0	104,9	112,3
	Δ%	...	4,9	7,1
Prairies	'000 $	13 754 400	12 940 800	10 982 100
	1981 = 100	100,0	94,1	79,9
	Δ%	...	-5,9	-15,1
Colombie-Britannique[1]	'000 $	8 535 900	7 712 700	7 499 200
	1981 = 100	100,0	90,4	87,9
	Δ%	...	-9,6	-2,8
Ensemble des secteurs	'000 $	79 604 100	76 761 000	73 518 800
	1981 = 100	100,0	96,4	92,4
	Δ%	...	-3,6	-4,2
Atlantique	'000 $	4 780 800	5 642 500	6 087 100
	1981 = 100	100,0	118,0	127,3
	Δ%	...	18,0	7,9

Secteur d'activité et région canadienne	1984	1985	1986p	1987r
Secteur primaire et construction	15 353 000	15 448 700	11 714 300	11 353 500
	94,6	93,9	71,2	69,1
	2,7	-0,7	-24,2	-3,0
Atlantique	2 076 200	1 854 600	1 285 900	1 001 500
	185,2	165,4	114,7	89,3
	1,0	-10,7	-30,7	-22,1
Québec	1 276 300	1 139 500	1 109 900	1 086 800
	96,0	85,7	83,4	81,7
	10,2	-10,7	-2,7	-2,0
Ontario	2 184 500	1 902 900	1 786 100	1 914 800
	103,2	89,9	84,4	90,5
	8,9	-12,9	-6,1	7,2
Prairies	7 414 500	8 407 400	5 903 600	5 897 500
	85,2	96,6	67,9	67,8
	11,2	13,4	-29,7	-0,1
Colombie-Britannique[1]	2 601 500	2 144 300	1 628 800	1 452 900
	81,9	67,5	51,3	45,7
	-19,9	-17,6	-24,0	-10,9
Secteur secondaire	8 866 700	11 516 100	13 909 300	15 936 300
	69,8	90,4	109,2	125,1
	0,4	29,5	20,8	14,6
Atlantique	418 100	712 800	629 000	807 200
	63,0	107,4	94,8	121,7
	-18,7	70,5	-11,7	28,4
Québec	2 751 000	3 394 500	3 635 800	4 158 400
	121,1	149,4	160,0	183,0
	31,8	23,4	7,1	14,4
Ontario	4 004 300	5 866 200	7 761 500	8 245 500
	70,9	103,9	137,5	146,0
	2,9	46,6	32,3	6,2
Prairies	997 500	774 000	1 058 300	1 219 700
	42,8	33,2	45,4	52,4
	-45,6	-22,4	36,8	15,4
Colombie-Britannique[1]	715 800	768 600	824 900	1 505 500
	39,2	42,1	45,2	82,4
	33,8	7,4	7,4	82,3
Secteur tertiaire	50 937 900	63 539 200	70 083 800	78 763 900
	101,0	126,0	139,0	156,2
	2,9	24,8	10,3	12,4
Atlantique	3 648 600	4 362 700	5 007 200	5 407 400
	121,8	146,3	167,2	180,5
	4,2	20,1	14,3	8,0
Québec	11 720 500	14 706 000	16 116 500	18 155 000
	115,6	145,1	159,0	179,1
	9,5	25,5	9,6	12,7
Ontario	18 701 900	24 095 200	28 162 800	33 147 200
	124,8	160,7	187,9	221,1
	11,:	28,8	16,9	17,7
Prairies	9 663 800	11 700 700	12 758 700	13 499 600
	70,3	85,1	92,8	98,2
	-12,0	21,1	9,1	5,8
Colombie-Britannique[1]	7 203 100	8 654 600	8 038 600	8 554 700
	84,4	101,4	94,2	100,2
	-4,0	20,2	-7,1	6,4
Ensemble des secteurs	75 377 600	90 504 000	95 707 600	106 053 700
	94,7	113,7	120,2	133,2
	2,5	20,1	5,7	10,8
Atlantique	6 142 900	6 950 100	6 922 100	7 216 100
	128,5	145,4	144,8	150,9
	1,0	13,2	-0,4	4,2

Tableau 1 (suite)

Évolution des dépenses en immobilisations, par grand secteur d'activité économique et par région, Canada, 1981-1987

Secteur d'activité et région canadienne	Unité	1981	1982	1983
Québec	'000 $	13 739 200	13 097 500	13 947 100
	1981 = 100	100,0	95,3	101,5
	Δ%	..	-4,7	6,5
Ontario	'000 $	22 755 200	22 423 000	22 723 600
	1981 = 100	100,00	98,5	99,9
	Δ%	..	-1,5	1,4
Prairies	'000 $	24 766 700	23 409 200	19 473 900
	1981 = 100	100,0	94,5	78,6
	Δ%	..	-5,5	-16,8
Colombie-Britannique[1]	'000 $	13 542 200	12 188 800	11 287 100
	1981 = 100	100,00	90,0	83,4
	Δ%	..	-10,0	-7,3

1. Incluant les Territoires du Nord-Ouest.

Source: Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada* (61-205).

Tableau 2

Évolution des dépenses en immobilisations, par secteur d'activité, Québec, 1981-1987

Secteur d'activité	Unité	1981	1982	1983
Secteur primaire et construction	'000 $	1 330 200	1 295 500	1 159 000
	1981 = 100	100,0	97,4	87,1
	Δ%	..	-2,6	-10,6
Agriculture et pêche	'000 $	614 400	711 000	620 200
	1981 = 100	100,0	115,7	101,0
	Δ%	..	15,7	-12,7
Forêt	'000 $	45 500	23 500	19 500
	1981 = 100	100,0	51,7	42,9
	Δ%	..	-48,3	-17,0
Mines, carrières et puits de pétrole	'000 $	433 900	327 000	268 200
	1981 = 100	100,0	75,4	61,8
	Δ%	..	-24,6	-18,0
Industrie de la construction	'000 $	236 400	234 000	251 100
	1981 = 100	100,0	99,0	106,2
	Δ%	..	-1,0	7,3
Secteur secondaire	'000 $	2 272 400	2 159 800	2 087 800
	1981 = 100	100,0	95,1	91,9
	Δ%	..	-4,9	-3,4
Secteur tertiaire	'000 $	10 136 600	9 642 200	10 700 300
	1981 = 100	100,0	95,1	105,6
	Δ%	..	-4,9	11,1
Services d'utilité publique	'000 $	4 229 400	4 301 600	3 673 400
	1981 = 100	100,0	101,7	86,9
	Δ%	..	1,7	-14,6
Commerce	'000 $	258 400	285 600	325 700
	1981 = 100	100,0	110,5	126,1
	Δ%	..	10,5	14,1
Finances, assurances et affaires immobilières	'000 $	482 500	572 300	536 800
	1981 = 100	100,0	118,6	111,3
	Δ%	..	18,6	-6,2
Services commerciaux	'000 $	859 000	738 800	783 100
	1981 = 100	100,0	86,0	91,2
	Δ%	..	-14,0	6,1
Institutions	'000 $	458 900	457 000	571 500
	1981 = 100	100,0	99,6	124,5
	Δ%	..	-0,4	25,0

Secteur d'activité et région canadienne	1984	1985	1986p	1987r
Québec	15 747 800	19 240 000	20 862 200	23 400 200
	114,6	140,0	151,9	170,3
	12,9	22,2	8,5	12,1
Ontario	24 890 700	31 864 300	37 710 400	43 307 500
	109,4	140,0	165,7	190,3
	9,5	28,0	18,4	14,9
Prairies	18 075 800	20 882 100	19 720 600	20 616 800
	72,9	84,3	79,6	83,2
	-7,3	15,6	-5,6	4,5
Colombie-Britannique[1]	10 520 400	11 567 500	10 492 300	11 513 100
	77,7	85,4	77,5	85,0
	-6,8	9,9	-9,3	9,7

Secteur d'activité	1984	1985	1986p	1987r
Secteur primaire et construction	1 276 300	1 139 500	1 109 900	1 086 800
	96,0	85,7	83,4	81,7
	10,2	-10,7	-2,7	-2,0
Agriculture et pêche	669 100	525 500	478 900	449 400
	108,9	85,5	78,0	73,2
	7,8	-21,5	-8,8	-6,2
Forêt	21 200	20 800	21 000	22 900
	46,6	45,7	46,2	50,3
	9,4	-1,9	1,1	8,9
Mines, carrières et puits de pétrole	316 800	348 200	315 400	296 300
	73,0	80,3	72,7	68,3
	18,1	10,0	-9,5	-6,1
Industrie de la construction	269 200	245 000	294 600	318 200
	113,9	103,6	124,6	134,6
	7,3	-9,0	20,3	8,8
Secteur secondaire	2 751 000	3 394 500	3 635 800	4 158 400
	121,1	149,4	160,0	183,0
	31,8	23,4	7,1	14,4
Secteur tertiaire	11 720 500	14 706 000	16 116 500	18 155 000
	115,6	145,1	159,0	179,1
	9,5	25,5	9,6	12,7
Services d'utilité publique	3 426 000	2 961 300	2 876 700	3 482 600
	81,0	70,0	68,0	82,4
	-6,8	-13,5	-2,9	21,2
Commerce	408 700	415 400	421 400	509 200
	158,2	160,8	163,1	197,1
	25,5	1,7	1,4	20,9
Finances, assurances et affaires immobilières	603 200	912 900	1 216 500	1 637 300
	125,0	189,2	252,1	339,3
	12,3	51,4	33,3	34,6
Services commerciaux	1 148 300	1 519 600	1 822 200	2 021 100
	133,7	176,9	212,1	235,3
	46,6	32,3	19,9	10,9
Institutions	604 400	737 300	690 100	625 600
	131,7	160,7	150,4	136,3
	5,8	22,0	-6,4	-9,4

Tableau 2 (suite)

Évolution des dépenses en immobilisations, par secteur d'activité, Québec, 1981-1987

Secteur d'activité	Unité	1981	1982	1983
Ministères et autres organismes gouvernementaux	'000 $	1 489 400	1 479 200	1 694 800
	1981 = 100	100,0	99,3	113,8
	Δ%	..	-0,7	14,6
Habitation	'000 $	2 359 000	1 807 700	3 115 000
	1981 = 100	100,0	76,6	132,1
	Δ%	..	-23,4	72,5
Ensemble des secteurs	'000 $	13 739 200	13 097 500	13 947 100
	1981 = 100	100,0	95,3	101,5
	Δ%	..	-4,7	6,5

Source: Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada* (61-205).

Tableau 3

Répartition des dépenses en immobilisations, par région administrative, Québec, 1981-1987

Région	Unité	1981	1982	1983
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	'000 $	279 895	353 916	384 659
	%	2,0	2,7	2,7
Saguenay—Lac-Saint-Jean	'000 $	896 741	781 992	735 623
	%	6,5	6,0	5,3
Québec	'000 $	1 559 340	1 687 748	2 075 678
	%	11,4	12,9	14,9
Trois-Rivières	'000 $	958 787	1 002 762	976 839
	%	7,0	7,6	7,0
Estrie	'000 $	312 534	290 589	505 003
	%	2,3	2,2	3,6
Montréal	'000 $	6 892 636	6 636 981	6 869 912
	%	50,2	50,7	49,3
Outaouais	'000 $	415 914	366 679	650 829
	%	3,0	2,8	4,7
Abitibi-Témiscamingue	'000 $	493 595	441 944	362 811
	%	3,6	3,4	2,6
Côte-Nord et Nouveau-Québec	'000 $	1 929 758	1 534 889	1 385 746
	%	14,0	11,7	9,9
Total	'000 $	13 739 200	13 097 500	13 947 100
	%	100,0	100,0	100,0

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Investissements privés et publics au Québec*.

Secteur d'activité	1984	1985	1986p	1987r
Ministères et autres organismes gouvernementaux	1 996 300	2 595 900	2 368 700	2 427 000
	134,0	174,3	159,0	163,0
	17,8	30,1	-8,8	2,5
Habitation	3 533 600	5 563 600	6 720 900	7 452 200
	149,8	235,9	284,9	315,9
	13,4	57,5	20,8	10,9
Ensemble des secteurs	15 747 800	19 240 000	20 862 200	23 400 200
	114,6	140,0	151,9	170,3
	12,9	22,2	8,5	12,1

Région	1984	1985	1986p	1987r
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	502 957	527 738	504 490	537 940
	3,2	2,7	2,4	2,3
Saguenay—Lac-Saint-Jean	931 565	918 928	854 231	993 560
	5,9	4,8	4,1	4,2
Québec	2 033 942	2 608 614	2 723 848	2 997 277
	12,9	13,6	13,1	12,8
Trois-Rivières	1 176 159	1 709 642	1 556 627	1 506 522
	7,5	8,9	7,5	6,4
Estrie	536 445	836 362	1 005 876	1 046 383
	3,4	4,3	4,8	4,5
Montréal	7 866 480	10 084 304	11 918 721	13 730 035
	50,0	52,4	57,1	58,7
Outaouais	921 208	701 328	895 344	1 022 054
	5,8	3,7	4,3	4,4
Abitibi-Témiscamingue	436 795	854 257	506 698	572 592
	2,8	4,4	2,4	2,5
Côte-Nord et Nouveau-Québec	1 342 249	998 827	896 365	993 837
	8,5	5,2	4,3	4,2
Total	15 747 800	19 240 000	20 862 200	23 400 200
	100,0	100,0	100,0	100,0

Tableau 4

Répartition en pourcentage des dépenses en immobilisations, par région canadienne et par secteur d'activité, Canada, 1982, 1984 et 1986

Secteur d'activité	Année	Atlantique	Québec	Ontario	Prairies	Colombie-Britannique[1]	Canada
				%			
Secteur primaire et construction	1982	10,7	8,0	13,0	47,4	20,9	100,0
	1984	13,4	8,2	14,1	47,6	16,7	100,0
	1986p	11,0	9,5	15,2	50,4	13,9	100,0
Agriculture et pêche	1982	5,1	16,4	27,1	44,9	6,5	100,0
	1984	4,8	16,0	29,0	44,6	5,6	100,0
	1986p	7,0	16,6	26,8	43,1	6,5	100,0
Forêt	1982	8,2	15,9	13,7	6,9	55,3	100,0
	1984	4,2	10,6	17,6	4,2	63,4	100,0
	1986p	6,8	10,0	16,8	3,6	62,8	100,0
Mines, carrières et puits de pétrole	1982	13,4	3,2	5,4	50,9	27,1	100,0
	1984	17,8	3,2	5,6	52,8	20,6	100,0
	1986p	13,2	4,4	7,5	59,5	15,4	100,0
Industrie de la construction	1982	7,1	18,1	25,5	32,9	16,4	100,0
	1984	9,0	20,7	29,4	25,1	15,8	100,0
	1986p	8,4	20,4	30,6	26,4	14,2	100,0
Secteur secondaire	1982	7,2	18,8	40,0	24,5	9,5	100,0
	1984	4,7	30,9	45,1	11,2	8,1	100,0
	1986p	4,5	26,2	55,8	7,6	5,9	100,0
Secteur tertiaire	1982	6,3	19,6	32,0	26,4	15,7	100,0
	1984	7,2	23,0	36,7	19,0	14,1	100,0
	1986p	7,1	23,0	40,2	18,2	11,5	100,0
Services d'utilité publique	1982	5,6	24,1	33,0	20,3	17,0	100,0
	1984	5,3	24,0	36,9	18,4	15,4	100,0
	1986p	5,5	21,1	40,8	22,3	10,3	100,0
Commerce	1982	6,1	14,7	35,6	29,5	14,1	100,0
	1984	6,4	16,5	37,5	27,4	12,2	100,0
	1986p	7,6	17,1	41,4	20,3	13,6	100,0
Finances, assurances et affaires immobilières	1982	4,0	14,6	32,9	36,3	12,2	100,0
	1984	5,1	14,2	46,2	16,2	18,3	100,0
	1986p	5,9	17,7	47,6	16,3	12,5	100,0
Services commerciaux	1982	5,1	18,5	43,1	21,4	11,9	100,0
	1984	5,7	21,4	43,5	17,0	12,4	100,0
	1986p	5,6	23,5	42,6	17,8	10,5	100,0
Institutions	1982	8,1	15,5	20,2	41,8	14,4	100,0
	1984	9,8	20,9	27,9	31,7	9,7	100,0
	1986p	11,3	21,0	28,5	30,6	8,6	100,0
Ministères et autres organismes gouvernementaux	1982	9,9	17,8	28,9	31,8	11,6	100,0
	1984	11,0	21,9	29,4	23,7	14,0	100,0
	1986p	9,2	22,7	28,4	24,5	15,2	100,0
Habitation	1982	5,4	17,8	30,9	25,5	20,4	100,0
	1984	7,4	28,1	37,6	13,3	13,6	100,0
	1986p	7,4	26,3	43,3	12,3	10,7	100,0
Ensemble des secteurs	1982	7,3	17,1	29,2	30,5	15,9	100,0
	1984	8,1	20,9	33,0	24,0	14,0	100,0
	1986p	7,2	21,8	39,4	20,6	11,0	100,0

1. Incluant les Territoires du Nord-ouest.

Source: Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada* (61-205).

Tableau 5

Répartition des dépenses en immobilisations, par grand secteur d'activité et par type de dépenses, Québec, 1981-1987

Secteur d'activité	Année	Constructions		Machines et équipement		Total	
		'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Secteur primaire et construction	1981	602 400	45,3	727 800	54,7	1 330 200	100,0
	1982	603 400	46,6	692 100	53,4	1 295 500	100,0
	1983	496 700	42,9	662 300	57,1	1 159 000	100,0
	1984	533 800	41,8	742 500	58,2	1 276 300	100,0
	1985	531 700	46,7	607 800	53,3	1 139 500	100,0
	1986p	493 300	44,4	616 600	55,6	1 109 900	100,0
	1987r	468 900	43,1	617 900	56,9	1 086 800	100,0
Secteur secondaire	1981	524 400	23,1	1 748 000	76,9	2 272 400	100,0
	1982	581 800	26,9	1 578 000	73,1	2 159 800	100,0
	1983	493 600	23,7	1 594 200	76,3	2 087 800	100,0
	1984	652 100	23,7	2 098 900	76,3	2 751 000	100,0
	1985	912 900	26,9	2 481 600	73,1	3 394 500	100,0
	1986p	741 500	20,4	2 894 300	79,6	3 635 800	100,0
	1987r	735 700	17,7	3 422 700	82,3	4 158 400	100,0
Secteur tertiaire	1981	7 077 100	69,8	3 059 500	30,2	10 136 600	100,0
	1982	6 742 100	69,9	2 900 100	30,1	9 642 200	100,0
	1983	7 533 200	70,4	3 167 100	29,6	10 700 300	100,0
	1984	8 013 500	68,4	3 707 000	31,6	11 720 500	100,0
	1985	10 661 300	72,5	4 044 700	27,5	14 706 000	100,0
	1986p	12 114 900	75,2	4 001 600	24,8	16 116 500	100,0
	1987r	13 540 500	74,6	4 614 500	25,4	18 155 000	100,0
Total	1981	8 203 900	59,7	5 535 300	40,3	13 739 200	100,0
	1982	7 927 300	60,5	5 170 200	39,5	13 097 500	100,0
	1983	8 523 500	61,1	5 423 600	38,9	13 947 100	100,0
	1984	9 199 400	58,4	6 548 400	41,6	15 747 800	100,0
	1985	12 105 900	62,9	7 134 100	37,1	19 240 000	100,0
	1986p	13 349 700	64,0	7 512 500	36,0	20 862 200	100,0
	1987r	14 745 100	63,0	8 655 100	37,0	23 400 200	100,0

Source: Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada* (61-205).

Tableau 6

Répartition en pourcentage des dépenses en immobilisations, par grand secteur d'activité économique et par région administrative, Québec, 1981-1987

Région administrative	Année	Secteur			Ensemble des secteurs	
		Primaire et construction	Secondaire	Tertiaire		
		%			%	'000 $
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	1981	26,4	5,6	68,0	100,0	279 895
	1982	13,9	32,7	53,4	100,0	353 916
	1983	12,0	20,4	67,6	100,0	384 659
	1984	11,7	18,7	69,6	100,0	502 957
	1985	9,3	17,7	73,0	100,0	527 738
	1986p	9,3	11,6	79,1	100,0	504 490
	1987r	7,0	13,6	79,4	100,0	537 940
Saguenay—Lac-Saint-Jean	1981	13,2	46,6	40,2	100,0	896 741
	1982	10,3	27,3	62,4	100,0	781 992
	1983	10,4	20,4	69,2	100,0	735 623
	1984	10,2	14,8	75,0	100,0	931 565
	1985	6,0	30,4	63,6	100,0	918 928
	1986p	6,0	35,2	58,8	100,0	854 231
	1987r	5,2	35,5	59,3	100,0	993 560

Tableau 6 (suite)

Répartition en pourcentage des dépenses en immobilisations, par grand secteur d'activité économique et par région administrative, Québec, 1981-1987

Région administrative	Année	Secteur			Ensemble des secteurs	
		Primaire et construction	Secondaire	Tertiaire		
		%			%	'000 $
Québec	1981	15,3	14,5	70,2	100,0	1 559 340
	1982	13,1	20,1	66,8	100,0	1 687 748
	1983	9,9	20,1	70,0	100,0	2 075 678
	1984	10,0	12,5	77,5	100,0	2 033 942
	1985	6,7	9,7	83,6	100,0	2 608 614
	1986p	5,2	12,6	82,2	100,0	2 723 848
	1987r	5,1	13,6	81,3	100,0	2 997 277
Trois-Rivières	1981	9,5	28,2	62,3	100,0	958 787
	1982	9,9	18,0	72,1	100,0	1 002 762
	1983	9,3	14,7	76,0	100,0	976 839
	1984	8,8	29,9	61,3	100,0	1 176 159
	1985	4,9	42,7	52,4	100,0	1 709 642
	1986p	5,0	39,2	55,8	100,0	1 556 627
	1987r	5,1	28,4	66,5	100,0	1 506 522
Estrie	1981	24,0	16,0	60,0	100,0	312 534
	1982	25,1	15,4	59,5	100,0	290 589
	1983	16,8	9,0	74,2	100,0	505 003
	1984	14,6	16,2	69,2	100,0	536 445
	1985	8,0	30,7	61,3	100,0	836 362
	1986p	5,4	42,1	52,5	100,0	1 005 876
	1987r	5,0	41,7	53,3	100,0	1 046 383
Montréal	1981	6,0	15,0	79,0	100,0	6 892 636
	1982	7,2	15,0	77,8	100,0	6 636 981
	1983	6,2	13,7	80,1	100,0	6 869 912
	1984	5,8	15,6	78,6	100,0	7 866 480
	1985	3,7	13,7	82,6	100,0	10 084 304
	1986p	3,4	13,4	83,2	100,0	11 918 721
	1987r	3,0	15,8	81,2	100,0	13 730 035
Outaouais	1981	11,2	14,4	74,4	100,0	415 914
	1982	12,4	14,6	73,0	100,0	366 679
	1983	7,4	15,7	76,9	100,0	650 829
	1984	6,4	16,5	77,1	100,0	921 208
	1985	6,5	17,8	75,7	100,0	701 328
	1986p	4,6	13,8	81,6	100,0	895 344
	1987r	4,9	13,3	81,8	100,0	1 022 054
Abitibi-Témiscamingue	1981	28,6	37,8	33,6	100,0	493 595
	1982	32,7	35,6	31,7	100,0	441 944
	1983	35,8	6,2	58,0	100,0	362 811
	1984	36,7	7,8	55,5	100,0	436 795
	1985	14,8	11,8	73,4	100,0	854 257
	1986p	26,1	15,0	58,9	100,0	506 698
	1987r	28,1	11,6	60,3	100,0	572 592
Côte-Nord et Nouveau-Québec	1981	7,0	0,6	92,4	100,0	1 929 758
	1982	6,9	3,8	89,3	100,0	1 534 889
	1983	3,6	13,9	82,5	100,0	1 385 746
	1984	4,5	30,6	64,9	100,0	1 342 249
	1985	16,1	17,3	66,6	100,0	998 827
	1986p	17,3	11,6	71,1	100,0	896 365
	1987r	9,1	9,5	81,4	100,0	993 837
Le Québec	1981	9,7	16,5	73,8	100,0	13 739 200
	1982	9,9	16,5	73,6	100,0	13 097 500
	1983	8,3	15,0	76,7	100,0	13 947 100
	1984	8,1	17,5	74,4	100,0	15 747 800
	1985	5,9	17,7	76,4	100,0	19 240 000
	1986p	5,3	17,4	77,3	100,0	20 862 200
	1987r	4,6	17,8	77,6	100,0	23 400 200

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Investissements privés et publics au Québec*.

Tableau 7

Répartition des dépenses en immobilisations privées et publiques, par région administrative, Québec, 1981-1987

Région administrative	Année	Immobilisations				Total	
		Privées		Publiques			
		'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	1981	114 866	41,0	165 029	59,0	279 895	100,0
	1982	224 113	63,3	129 803	36,7	353 916	100,0
	1983	246 619	64,1	138 040	35,9	384 659	100,0
	1984	242 478	48,2	260 480	51,8	502 957	100,0
	1985	281 017	53,3	246 721	46,8	527 738	100,0
	1986p	275 642	54,6	228 848	45,4	504 490	100,0
	1987r	301 277	56,0	236 663	44,0	537 940	100,0
Saguenay—Lac-Saint-Jean	1981	704 647	78,6	192 094	21,4	896 741	100,0
	1982	418 108	53,5	363 884	46,5	781 992	100,0
	1983	430 331	58,5	305 292	41,5	735 623	100,0
	1984	482 784	51,8	448 781	48,2	931 565	100,0
	1985	669 039	72,8	249 889	27,2	918 928	100,0
	1986p	680 990	79,7	173 241	20,3	854 231	100,0
	1987r	772 888	77,8	220 672	22,2	993 560	100,0
Québec	1981	1 074 531	68,9	484 809	31,1	1 559 340	100,0
	1982	1 150 893	68,2	536 855	31,8	1 687 748	100,0
	1983	1 396 800	67,3	678 878	32,7	2 075 678	100,0
	1984	1 311 089	64,5	722 852	35,5	2 033 942	100,0
	1985	1 757 387	67,4	851 227	32,6	2 608 614	100,0
	1986p	1 929 222	70,8	794 626	29,2	2 723 848	100,0
	1987r	2 154 985	71,9	842 292	28,1	2 997 277	100,0
Trois-Rivières	1981	571 785	59,6	387 002	40,4	958 787	100,0
	1982	595 609	59,4	407 153	40,6	1 002 762	100,0
	1983	541 722	55,5	435 117	44,5	976 839	100,0
	1984	844 657	71,8	331 502	28,2	1 176 159	100,0
	1985	1 386 713	81,1	322 929	18,9	1 709 642	100,0
	1986p	1 278 109	82,1	278 518	17,9	1 556 627	100,0
	1987r	1 166 094	77,4	340 428	22,6	1 506 522	100,0
Estrie	1981	242 300	77,5	70 234	22,5	312 534	100,0
	1982	211 270	72,7	79 319	27,3	290 589	100,0
	1983	313 156	62,0	191 847	38,0	505 003	100,0
	1984	367 500	68,5	168 945	31,5	536 445	100,0
	1985	611 680	73,1	224 682	26,9	836 362	100,0
	1986p	819 354	81,5	186 522	18,5	1 005 876	100,0
	1987r	875 851	83,7	170 532	16,3	1 046 383	100,0
Montréal	1981	5 020 726	72,8	1 871 910	27,2	6 892 636	100,0
	1982	4 558 421	68,7	2 078 560	31,3	6 636 981	100,0
	1983	4 728 097	68,8	2 141 815	31,2	6 869 912	100,0
	1984	5 723 892	72,8	2 142 588	27,2	7 866 480	100,0
	1985	7 440 141	73,8	2 644 163	26,2	10 084 304	100,0
	1986p	9 406 223	78,9	2 512 498	21,1	11 918 721	100,0
	1987r	10 990 316	80,0	2 739 719	20,0	13 730 035	100,0
Outaouais	1981	229 889	55,3	186 025	44,7	415 914	100,0
	1982	221 328	60,4	145 351	39,6	366 679	100,0
	1983	436 360	67,0	214 469	33,0	650 829	100,0
	1984	705 561	76,6	215 647	23,4	921 208	100,0
	1985	452 884	64,6	248 444	35,4	701 328	100,0
	1986p	686 317	76,7	209 027	23,3	895 344	100,0
	1987r	745 915	73,0	276 139	27,0	1 022 054	100,0
Abitibi-Témiscamingue	1981	406 216	82,3	87 379	17,7	493 595	100,0
	1982	266 112	60,2	175 832	39,8	441 944	100,0
	1983	253 327	69,8	109 484	30,2	362 811	100,0
	1984	289 891	66,4	146 904	33,6	436 795	100,0
	1985	720 071	84,3	134 186	15,7	854 257	100,0
	1986p	367 778	72,6	138 920	27,4	506 698	100,0
	1987r	401 164	70,1	171 428	29,9	572 592	100,0

Tableau 7 (suite)

Répartition des dépenses en immobilisations privées et publiques, par région administrative, Québec, 1981-1987

Région administrative	Année	Immobilisations				Total	
		Privées		Publiques			
		'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Côte-Nord et Nouveau-Québec	1981	165 003	8,6	1 764 755	91,4	1 929 758	100,0
	1982	187 750	12,2	1 347 139	87,8	1 534 889	100,0
	1983	283 801	20,5	1 101 945	79,5	1 385 746	100,0
	1984	521 838	38,9	820 409	61,1	1 342 249	100,0
	1985	442 929	44,4	555 898	55,6	998 827	100,0
	1986p	372 126	41,5	524 239	58,5	896 365	100,0
	1987r	295 203	29,7	698 634	70,3	993 837	100,0
Le Québec	1981	8 529 963	62,1	5 209 237	37,9	13 739 200	100,0
	1982	7 833 604	59,8	5 263 896	40,2	13 097 500	100,0
	1983	8 630 213	61,9	5 316 887	38,1	13 947 100	100,0
	1984	10 489 690	66,6	5 258 110	33,4	15 747 800	100,0
	1985	13 761 861	71,5	5 478 139	28,5	19 240 000	100,0
	1986p	15 815 761	75,8	5 046 439	24,2	20 862 200	100,0
	1987r	17 703 693	75,7	5 696 507	24,3	23 400 200	100,0

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Investissements privés et publics au Québec*.

Tableau 8

Évolution des dépenses en immobilisations des entreprises privées et publiques, Québec, 1981-1987

	Unité	1981	1982	1983
Entreprises privées	'000 $	6 182 000	6 006 000	5 477 100
	1981 = 100	100,0	97,2	88,6
	Δ%		-2,8	-8,8
Entreprises publiques	'000 $	3 249 900	3 347 600	3 088 700
	1981 = 100	100,0	103,0	95,1
	Δ%		3,0	-7,6

	1984	1985	1986p	1987r
Entreprises privées	6 870 200	8 111 600	9 030 700	10 221 000
	111,1	131,2	146,1	165,3
	25,4	18,1	11,3	13,2
Entreprises publiques	2 743 300	2 231 600	2 051 800	2 674 800
	84,5	68,7	63,2	82,3
	-11,1	-18,7	-8,0	30,3

Source: Statistique Canada, *Investissements privés et publics au Canada* (61-205).

Tableau 9

Répartition des dépenses en immobilisations des administrations publiques et des entreprises publiques, par région administrative, Québec, 1981-1987

Région	Année	Immobilisations				Total	
		Administrations publiques		Entreprises publiques			
		'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Bas-Saint-Laurent—Gaspésie	1981	97 992	59,4	67 037	40,6	165 029	100,0
	1982	97 841	75,4	31 962	24,6	129 803	100,0
	1983	101 196	73,3	36 844	26,7	138 040	100,0
	1984	150 892	57,9	109 588	42,1	260 480	100,0
	1985	168 711	68,4	78 010	31,6	246 721	100,0
	1986p	164 183	71,8	64 665	28,2	228 848	100,0
	1987r	149 322	63,1	87 341	36,9	236 663	100,0
Saguenay—Lac-Saint-Jean	1981	93 572	48,7	98 522	51,3	192 094	100,0
	1982	88 984	24,5	274 900	75,5	363 884	100,0
	1983	103 074	33,8	202 218	66,2	305 292	100,0
	1984	131 915	29,4	316 867	70,6	448 781	100,0
	1985	192 833	77,2	57 056	22,8	249 889	100,0
	1986p	126 244	72,9	46 997	27,1	173 241	100,0
	1987r	135 607	61,5	85 065	38,5	220 672	100,0
Québec	1981	364 754	75,2	120 055	24,8	484 809	100,0
	1982	340 195	63,4	196 660	36,6	536 855	100,0
	1983	473 790	69,8	205 088	30,2	678 878	100,0
	1984	482 492	66,8	240 361	33,2	722 852	100,0
	1985	592 814	69,7	258 413	30,3	851 227	100,0
	1986p	500 831	63,0	293 795	37,0	794 626	100,0
	1987r	484 795	57,6	357 497	42,4	842 292	100,0
Trois-Rivières	1981	131 947	34,1	255 055	65,9	387 002	100,0
	1982	118 095	29,0	289 058	71,0	407 153	100,0
	1983	152 559	35,1	282 558	64,9	435 117	100,0
	1984	167 595	50,6	163 908	49,4	331 502	100,0
	1985	175 275	54,3	147 654	45,7	322 929	100,0
	1986p	157 785	56,7	120 733	43,3	278 518	100,0
	1987r	179 609	52,8	160 819	47,2	340 428	100,0
Estrie	1981	57 010	81,2	13 224	18,8	70 234	100,0
	1982	61 017	76,9	18 302	23,1	79 319	100,0
	1983	70 530	36,8	121 317	63,2	191 847	100,0
	1984	82 855	49,1	86 090	50,9	168 945	100,0
	1985	115 586	51,5	109 096	48,5	224 682	100,0
	1986p	140 613	75,4	45 909	24,6	186 522	100,0
	1987r	132 365	77,6	38 167	22,4	170 532	100,0
Montréal	1981	905 205	48,4	966 705	51,6	1 871 910	100,0
	1982	952 338	45,8	1 126 222	54,2	2 078 560	100,0
	1983	1 010 461	47,2	1 131 354	52,8	2 141 815	100,0
	1984	1 176 322	54,9	966 265	45,1	2 142 586	100,0
	1985	1 597 986	60,4	1 046 177	39,6	2 644 163	100,0
	1986p	1 574 461	62,7	938 037	37,3	2 512 498	100,0
	1987r	1 618 892	59,1	1 120 827	40,9	2 739 719	100,0
Outaouais	1981	146 612	78,8	39 413	21,2	186 025	100,0
	1982	114 557	78,8	30 794	21,2	145 351	100,0
	1983	154 220	71,9	60 249	28,1	214 469	100,0
	1984	149 775	69,5	65 873	30,5	215 647	100,0
	1985	175 095	70,5	73 349	29,5	248 444	100,0
	1986p	126 282	60,4	82 745	39,6	209 027	100,0
	1987r	126 786	45,9	149 353	54,1	276 139	100,0
Abitibi-Témiscamingue	1981	73 953	84,6	13 426	15,4	87 379	100,0
	1982	69 824	39,7	106 008	60,3	175 832	100,0
	1983	86 637	79,1	22 847	20,9	109 484	100,0
	1984	78 865	53,7	68 038	46,3	146 904	100,0
	1985	85 480	63,7	48 706	36,3	134 186	100,0
	1986p	96 175	69,2	42 745	30,8	138 920	100,0
	1987r	83 985	49,0	87 443	51,0	171 428	100,0

Tableau 9 (suite)

Répartition des dépenses en immobilisations des administrations publiques et des entreprises publiques, par région administrative, Québec, 1981-1987

Région	Année	Immobilisations				Total	
		Administrations publiques		Entreprises publiques			
		'000 $	%	'000 $	%	'000 $	%
Côte-Nord et Nouveau-Québec	1981	88 292	5,0	1 676 463	95,0	1 764 755	100,0
	1982	73 445	5,5	1 273 694	94,5	1 347 139	100,0
	1983	75 720	6,9	1 026 225	93,1	1 101 945	100,0
	1984	94 100	11,5	726 310	88,5	820 409	100,0
	1985	142 759	25,7	413 139	74,3	555 898	100,0
	1986p	108 065	20,6	416 174	79,4	524 239	100,0
	1987r	110 346	15,8	588 288	84,2	698 634	100,0
Le Québec	1981	1 959 337	37,6	3 249 900	62,4	5 209 237	100,0
	1982	1 916 296	36,4	3 347 600	63,6	5 263 896	100,0
	1983	2 228 187	41,9	3 088 700	58,1	5 316 887	100,0
	1984	2 514 810	47,8	2 743 300	52,2	5 258 110	100,0
	1985	3 246 539	59,3	2 231 600	40,7	5 478 139	100,0
	1986p	2 994 639	59,4	2 051 800	40,6	5 046 439	100,0
	1987r	3 021 707	53,1	2 674 800	46,9	5 696 507	100,0

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Investissements privés et publics au Québec.*

26

Commerce international

Les exportations du Québec	957
Les importations du Québec	960
Note explicative	963

Liste des tableaux

1. Exportations internationales, selon les 25 principaux pays de destination, Québec et Canada, 1981, 1984 et 1987 965

2. Exportations internationales des 25 principaux produits, Québec et Canada, 1981, 1984 et 1987 966

3. Principaux produits exportés, selon les 10 principaux pays de destination, Québec et Canada, 1986 et 1987 967

4. Principaux produits exportés, selon la région, Québec et Canada, 1986 et 1987 970

5. Exportations à destination des États-Unis, par division et subdivision de recensement, Québec et Canada, 1986 et 1987 973

6. Principaux produits exportés vers les États-Unis, par division de recensement, Québec et Canada, 1986 et 1987 974

7. Importations internationales, selon les 25 principaux pays d'origine, Québec et Canada, 1981, 1984 et 1987 976

8. Importations internationales des 25 principaux produits, Québec et Canada, 1981, 1984 et 1987 977

9. Principaux produits importés, selon les 10 principaux pays d'origine, Québec et Canada, 1986 et 1987 978

10. Principaux produits importés, selon la région, Québec et Canada, 1986 et 1987 981

11. Réexportations internationales des 25 principaux produits, Québec et Canada, 1986 et 1987 984

Liste des figures

1. Exportations internationales, selon les principaux pays de destination, Québec et Canada, 1987 965

2. Exportations internationales par région géographique de destination, Québec et Canada, 1987 970

3. Importations internationales, selon les principaux pays d'origine, Québec et Canada, 1987 976

4. Importations internationales par région géographique d'origine, Québec et Canada, 1987 981

26

Ce chapitre a été réalisé par Marcel Caron, avec la collaboration de Richard Lahaie et Nicole Pearson, de la Direction des statistiques des entreprises du Bureau de la statistique du Québec.

Les statistiques disponibles sur le commerce international du Québec concernent plus particulièrement le commerce international des marchandises, aucune statistique n'étant établie sur la valeur des exportations québécoises de services et sur les flux de capitaux.

Dans ce texte, les termes « importation » et « exportation » ne font référence qu'au commerce international et ne tiennent pas compte du commerce entre le Québec et le reste du Canada.

Les exportations du Québec

En 1987, la valeur des exportations québécoises en dollars courants, en incluant les réexportations, atteint 20,2 milliards de dollars, comparativement à 17,4 milliards de dollars en 1984 et 15,9 milliards de dollars en 1981. Les 25 principaux partenaires commerciaux du Québec renforcent leur poids dans les exportations globales québécoises: de 90,6% en 1981, leur part monte à 95% en 1987. Durant la même période, les ventes canadiennes à l'extérieur passent de 83,7 milliards de dollars à 125,1 milliards de dollars, soit une augmentation de 44,0%, contre seulement 26,8% au Québec. Ce dernier voit par conséquent sa part dans les exportations canadiennes tomber de 19%, en 1981, à 16,1%, en 1987.

La répartition des exportations par région

Aux fins du commerce international, le monde se divise en neuf régions: l'Amérique du Nord, l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale et les Antilles, l'Europe orientale, l'Europe occidentale, le Moyen-Orient, l'Asie (les pays asiatiques du Moyen-Orient exclus), l'Afrique (les pays africains du Moyen-Orient exclus) et l'Océanie.

Principal marché d'exportation du Québec, l'Amérique du Nord (à toutes fins pratiques les États-Unis, les Îles Saint-Pierre-et-Miquelon et le Groenland ne comptant que pour 0,04% dans ce marché) continue de voir sa part grandir: de 64,9% en 1981, elle grimpe à 77% en 1987, pour s'établir à 15,6 milliards de dollars. Les ventes canadiennes à destination des États-Unis connaissent une hausse similaire. Elles constituent, en 1987, 75,5% des exportations totales du Canada, contre 65,7% en 1981.

Les exportations québécoises vers l'Europe occidentale déclinent de 1981 à 1984, la part de ce marché passant de 18,1% à 11,2%. De 1984 à 1986, un redressement apparaît et de 1986 à 1987, cette région enregistre le plus fort taux d'accroissement (9,8%), avec des achats totalisant 2,5 milliards de dollars, ce qui lui permet de consolider son rang de deuxième région importatrice. Le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Allemagne et la France assurent près de 70% des débouchés extérieurs du Québec dans cette région.

L'Asie, avec des importations se chiffrant à 944 millions de dollars —soit une progression de 1,3% par rapport à 1986— représente en 1987 le troisième client du Québec. Les quatre pays suivants absorbent à eux seuls près de 70% des exportations destinées à cette région: le Japon (36,0%), la Corée du Sud (12,2%), la République populaire de Chine (10,6%) et Taiwan (9,7%).

L'Amérique du Sud conserve le quatrième rang pour l'achat des produits québécois malgré la baisse (de 325 millions à 297 millions de dollars) des fournitures livrées à cette région. À la progression de 3,5% des ventes au Brésil s'oppose le fort recul des expéditions au Venezuela (-45%) et au Pérou (-22%), qui entraîne une perte de 43 millions de dollars.

En 1987, les ventes québécoises à l'Amérique centrale et aux Antilles régressent de 1,6% par rapport à 1986, pour s'établir à 282,6 millions de dollars. La hausse des exportations vers le Mexique, le premier client du Québec dans cette partie des Amériques, ne suffit pas à compenser la baisse des expéditions vers Porto-Rico et Cuba.

Les livraisons au Moyen-Orient, en hausse de 3,7%, totalisent 266,7 millions de dollars et sont principalement dirigées vers la Turquie, Israël et l'Arabie Saoudite, qui réalisent près de 70% des achats.

On observe un sérieux fléchissement des ventes vers l'Afrique. De 219,5 millions de dollars en 1986, elles tombent à 163,0 millions en 1987, résultat, pour une bonne part, de la réduction de plus de la moitié des achats algériens au Québec.

Passant de 106,0 millions de dollars, en 1986, à 85,7 millions, en 1987, les exportations vers l'Océanie connaissent elles aussi une baisse, due presque entièrement au fort recul des livraisons de papier d'impression, qui chutent de 21,5 millions à 4,5 millions de dollars.

L'importance de l'Europe orientale comme débouché des produits québécois continue de décroître: de 122,3 millions de dollars en 1981, la valeur des exportations passe à 70,5 millions en 1987.

Les principaux pays de destination

Les États-Unis demeurent le principal partenaire commercial du Québec à l'étranger. Ils absorbent en 1987 plus de 77% des exportations québécoises, pour un montant de 15,6 milliards de dollars. Par rapport à l'année précédente, leurs achats n'ont augmenté que de 1,2%, un taux légèrement inférieur à la hausse moyenne des exportations totales (1,5%). En valeur toutefois, cette hausse, qui totalise 185 millions, représente la plus forte augmentation de tous les pays clients du Québec.

Le papier d'impression, avec des ventes de 2,7 milliards de dollars, demeure en tête de liste des produits exportés aux États-Unis. Il est suivi de l'aluminium et de ses alliages, qui augmentent de 23,6% et atteignent 1,8 milliard de dollars. Les automobiles et châssis chutent d'un rang, par suite de la diminution de moitié de leurs exportations, qui totalisent 943 millions de dollars. Ensemble, ces trois produits représentent plus de 35% des fournitures québécoises exportées aux États-Unis.

Les expéditions québécoises vers le Royaume-Uni font un bond de 14,8%, pour atteindre 620 millions de dollars, grâce surtout à l'intensification des exportations de papier d'impression (39,5%), de bois d'oeuvre (93,6%) et de moteurs et pièces d'avion (54,1%). Ce pays consolide ainsi sa position de deuxième client du Québec.

L'Allemagne (RFA) ravit la troisième place aux Pays-Bas grâce à une hausse de 5,5% de ses approvisionnements au Québec. L'essentiel de la croissance provient de la demande plus forte de pâtes de bois, de minéraux non métalliques bruts, de papier d'impression et de bois d'oeuvre. Les minerais, concentrés et déchets de fer et l'amiante non manufacturé enregistrent toutefois des baisses notables de 36,0% et 50,3%.

Malgré de fortes hausses dans les livraisons de machines et de matériel de bureau (78,5%), d'instruments de mesure et de contrôle (61,0%) et de papier d'impression (45,5%), les exportations québécoises vers les Pays-Bas accusent un léger recul, imputable à des baisses dans les ventes de minerais, concentrés et déchets de fer (-75,1%), de pâtes de bois (-57%) et de fer et d'acier primaire (-27,1%).

Le Japon se hisse au cinquième rang, devant la France, grâce à une augmentation de 13,3% de ses approvisionnements au Québec. Cette hausse survient en dépit de la diminution des achats

de viandes, réfrigérées ou congelées, d'amiante non traité et de minerais, concentrés et déchets de fer, les trois produits québécois les plus vendus au Japon.

La France rétrograde d'un rang malgré l'augmentation de 5,7% des exportations québécoises vers ce pays. Trois produits pèsent pour beaucoup dans l'expansion des ventes: les tubes électroniques et les semi-conducteurs, le bois d'oeuvre et le papier d'impression.

L'Italie, la Belgique et le Luxembourg, la République populaire de Chine, le Brésil et la Corée du Sud complètent dans cet ordre la liste des dix principaux clients du Québec.

Les exportations vers les États-Unis

Parmi les neuf divisions de recensement des États-Unis, la Nouvelle-Angleterre, la région de l'Atlantique et le Centre Nord-Est représentent en 1987 les principaux débouchés du Québec. Plus des deux tiers (72,3%) des ventes québécoises leur sont destinées, ce qui correspond à un montant de 11,3 milliards de dollars. Il s'agit là d'un léger fléchissement par rapport à l'année précédente (11,5 milliards de dollars). En revanche, les ventes à destination des autres régions du pays augmentent de 9,5% de 1986 à 1987, passant de 3,9 milliards de dollars à 4,3 milliards de dollars.

La région de l'Atlantique, qui comprend les États de New York, du New Jersey et de la Pennsylvanie, absorbe près de 32% des fournitures québécoises à destination des États-Unis. Elle achète notamment plus de la moitié (51%) de l'électricité exportée vers ce pays, 46% de l'aluminium et de ses alliages et 36% du papier d'impression. Elle constitue ainsi la principale division de recensement américaine pour l'exportation de produits québécois.

Vient ensuite la région Centre Nord-Est, qui conserve sa place malgré une baisse de 18,4% de ses importations en provenance du Québec. Cette baisse est entièrement imputable à la chute des ventes d'automobiles et châssis.

La troisième région en importance, la Nouvelle-Angleterre, augmente ses achats au Québec de 9,2%. L'accroissement des importations de tubes électroniques et de semi-conducteurs ainsi que d'électricité est à l'origine de cette hausse.

Avec près de 2,0 milliards de dollars d'importations du Québec, la Côte Sud-Est prend facilement la quatrième place. Le papier d'impression, les tubes électroniques et les semi-conducteurs, l'aluminium et ses alliages, ainsi que les assemblages, moteurs et pièces d'avion représentent plus de la moitié de ses achats au Québec.

Suivent dans l'ordre le Centre Sud-Est et le Centre Sud-Ouest, qui se distinguent par leurs achats d'aluminium et ses alliages et de papier d'impression, la région du Pacifique, le Centre Nord-Ouest et la région des Montagnes.

Les principaux produits exportés

Le papier d'impression est sans conteste le produit québécois le plus vendu à l'étranger. De 1981 à 1987, ses ventes passent de 2,3 milliards de dollars à plus de 3 milliards, faisant grimper sa part dans l'ensemble des exportations de 14,4% à 15,1%. En 1987, l'essentiel des expéditions de ce produit est dirigé vers les États-Unis (90%), le solde étant livré au Royaume-Uni (4%) et aux autres pays.

L'aluminium et ses alliages occupent la deuxième position, avec des ventes totalisant 1,9 milliard de dollars en 1987, ce qui représente une hausse de 25% par rapport à l'année précédente. La quasi-totalité des livraisons (98%) prennent le chemin des États-Unis.

Du fait d'une baisse de production, les expéditions d'automobiles et châssis chutent de moitié, baissant ainsi d'un rang. Les exportations passent de plus de 1,9 milliard de dollars, en 1986, à 974,6 millions, en 1987. Encore là, le marché américain constitue le plus important débouché (97%).

Les exportations de moteurs et pièces d'avion font un bond de 19,5% et connaissent un marché plus diversifié que les précédentes: si les États-Unis demeurent toujours le principal marché d'exportation (58%), le Brésil, la France, le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Suisse offrent également des débouchés importants (30%).

De 1986 à 1987, les exportations de tubes électroniques et de semi-conducteurs augmentent de 21,7%, pour atteindre 734 millions de dollars. Cette expansion tient à la demande accrue du marché américain, qui absorbe près de 93% des exportations québécoises de ce produit.

L'électricité prend une place de plus en plus importante dans les exportations du Québec. En hausse de 18,2% par rapport à 1986, les ventes passent de 373,8 millions de dollars à 442 millions en 1987, conférant à ce poste le huitième rang des principaux produits exportés. Depuis 1981, les ventes d'électricité aux États-Unis se sont accrues de 230%.

Les importations du Québec

Les importations du Québec, qui s'élèvent à 16,3 milliards de dollars en 1981, passent à 23,2 milliards en 1987. Pendant le même temps, leur part dans les importations totales du Canada passe de 20,6% à 20%.

La répartition des importations par région

La concentration géographique des importations québécoises ne se dément pas: trois régions sur les neuf répertoriées, à savoir l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale et l'Asie, fournissent à elles seules 90% des produits achetés par le Québec sur le marché international.

La palme revient évidemment aux États-Unis, dont les envois (11,0 milliards de dollars) représentent près de la moitié des approvisionnements du Québec à l'étranger. À elles seules, les automobiles comptent pour environ 20% dans les importations québécoises en provenance de ce pays.

L'Europe occidentale vient au deuxième rang, sa part dans les importations totales du Québec s'établissant à 26%. Deux pays —le Royaume-Uni et l'Allemagne— fournissent l'essentiel des approvisionnements, qui se composent principalement de pétrole, d'automobiles et de machines industrielles.

Les importations en provenance d'Asie se chiffrent à 3,7 milliards de dollars et représentent 16% des achats québécois à l'étranger. En provenance surtout du Japon, de Taïwan et de la Corée du Sud, les principaux produits importés sont les automobiles, les vêtements, les téléviseurs, radios et phonographes et les tissus.

Suivent dans l'ordre l'Amérique du Sud et la région de l'Amérique centrale et des Antilles. Ces deux régions, qui ensemble comptent un peu plus de 6% des importations du Québec, exportent surtout du pétrole, du café, du minerai d'aluminium et des fruits.

Les approvisionnements effectués en Afrique atteignent 370,6 millions de dollars. Une bonne part (40%) de ces importations proviennent d'Afrique du Sud et du Nigéria. Le Québec s'y procure surtout du pétrole, du sucre, des fruits, du minerai d'aluminium et du cuivre.

Les achats en Océanie, réalisés à 99% en Australie et en Nouvelle-Zélande, surtout le minerai d'aluminium et les viandes, représentent une part négligeable (moins de 1%) des importations du Québec.

Les deux dernières régions, par ordre, le Moyen-Orient et l'Europe de l'Est, constituent des débouchés de peu d'importance pour le Québec.

Les principaux pays d'origine

Plus de 80% des importations du Québec proviennent d'un groupe restreint de dix pays.

En 1987, la part des États-Unis dans les importations québécoises dépasse 47%. Ainsi, 66% des automobiles et châssis, 94% des tubes électroniques et des semi-conducteurs, 88% des camions et châssis, 80% des moteurs et pièces d'avion et 90% des assemblages d'avion importés proviennent de ce pays.

De son côté, le Royaume-Uni continue à étendre ses ventes au Québec en 1987. L'augmentation de 27,5% par rapport à 1986 est attribuable, pour une bonne part, à la poussée des achats de pétrole, de moteurs et pièces d'avion et de tracteurs.

Le Japon glisse au troisième rang en raison d'un ralentissement de croissance de ses envois au Québec (8%). Les automobiles et châssis représentent plus de la moitié de ses ventes au Québec. Viennent ensuite le matériel commercial de communication, les camions et châssis, ainsi que les téléviseurs, radios et phonographes.

L'Allemagne demeure le quatrième fournisseur du Québec, avec des ventes de 1,1 milliard de dollars. Le recul de 8,1% des achats d'autos et châssis —le principal produit importé— est compensé par une expansion des acquisitions de tracteurs et de machines industrielles, qui fait monter la part de ce pays dans les importations globales à 10,2%.

De la France, cinquième fournisseur du Québec malgré une réduction de 3,3% de ses envois, le Québec importe pour 769,6 millions de dollars de marchandises. Ce montant représente plus de la moitié des importations canadiennes en provenance de ce pays. Les boissons alcooliques, les livres, les tôles, feuilles et feuillards d'acier, ainsi que les machines de forage dominent la liste des produits importés.

Les importations en provenance de l'Italie se maintiennent à peu près au même niveau que l'année précédente. Les chaussures et les meubles sont les produits les plus importés de ce pays.

Malgré l'expansion notable des achats effectués par le Québec à Taiwan en 1987 (17,5%), ce pays conserve le même rang que l'année précédente parmi les fournisseurs étrangers du Québec. La croissance des importations porte sur les chaussures, la quincaillerie, les automobiles et les meubles.

Les importations en provenance de la Corée du Sud (526 millions de dollars) connaissent une augmentation de près de 25%, en grande partie due à des achats de vêtements, de tissus et de filés.

Avec une augmentation de ses ventes de près de 33%, la République populaire de Chine accède au neuvième rang des fournisseurs étrangers. Les tissus et les vêtements constituent environ la moitié de ses expéditions au Québec et représentent un montant de 331,6 millions de dollars.

Le Brésil, pour sa part, glisse au dixième rang des sources d'approvisionnement étrangères en raison du fléchissement des achats québécois dans ce pays, ramenés de 378,2 millions de dollars, en 1986, à 330,9 millions, en 1987. Cette baisse survient malgré le développement d'un nouveau marché —l'automobile— dont les ventes font un bond prodigieux: de 325 000 $ en 1986, elles grimpent à 33 millions l'année suivante.

Les principaux produits importés

Depuis 1985, les automobiles représentent environ 15% de tous les achats du Québec à l'étranger et constituent le principal produit importé. En hausse de 8%, les achats de ce produit totalisent 3,4 milliards de dollars en 1987, soit un montant supérieur au total des quatre autres produits les plus importés. Cette hausse tient davantage aux achats d'automobiles effectués au Japon, au Brésil et en Corée du Sud qu'à ceux faits aux États-Unis, qui augmentent de moins de 1%.

De 1981 à 1984, le pétrole brut constituait la principale importation du Québec. Après avoir culminé à 3,5 milliards de dollars en 1981, les importations de pétrole brut ont décliné graduellement, pour se situer à 1,3 milliard en 1987. Leur part dans les importations globales chutent donc de 21,2% à 5,7%. En 1987, près des trois quarts des importations de pétrole brut proviennent du Royaume-Uni. Le Mexique et le Venezuela en fournissent également une part significative.

Pendant le même temps, les achats à l'étranger de mazout et d'essence connaissent une nette expansion. Entre 1981 et 1987, les importations de mazout grimpent de 49,8 millions de dollars à 320,5 millions et les importations d'essence, de 23,9 millions à 219 millions.

De 1986 à 1987, les importations québécoises de tubes électroniques et de semi-conducteurs se sont particulièrement distinguées. Leur taux de croissance dépasse les 30%, l'essentiel des acquisitions, qui représentent une valeur de 894 millions de dollars, étant effectuées aux États-Unis (95%). Depuis 1982, les importations de ces produits se sont multipliées par 3,5.

Note explicative

De façon générale, les exportations comprennent les réexportations; ces dernières sont considérées comme des produits exportés dans l'état où ils étaient lors de leur importation. Dans le cas des exportations, les données se rapportent au dernier pays de destination connu au moment de leur expédition du Canada et dans le cas des importations, au premier pays d'origine connu. La valeur des produits exportés ou importés est établie en fonction de la valeur marchande qui apparaît aux déclarations de douane. En principe, les frais de transport ne sont pas compris dans la valeur des produits. Cependant, comme on ne peut les retrancher, ceux-ci sont souvent inclus, en tout ou en partie, dans l'évaluation des produits à l'exportation et à l'importation.

Importations et exportations de la province de Québec pour chacune des années 1869 à 1913

ANNÉES (1)	Importations (en dollars)	Exportations (en dollars)	ANNÉES	Importations (en dollars)	Exportations (en dollars)
1913	187,301,493	147,723,907	1890	53,031,6 9	44,318,693
1912	164,349,054	123,104,836	1889	49,272,475	37,229,605
1911	141,370,494	123,725,620	1888	48,316,887	37,288,718
1910	128,737,565	126,378,646	1887	50,153,673	40,364,720
1909	107,122,361	119,937,889	1886	45,091,694	38,171,339
1908	127,291,492	134,413,105	1885	46,733,038	39,691,451
1907 (a)	88,361,904	104,580,427	1884	49,122,172	42,029,878
1906	99,872,231	121,273,739	1883	55,999,871	42,612,986
1905	94,029,761	92,437,049	1882	54,105,257	38,972,121
1904	95,046,849	102,816,197	1881	51,071,013	48,965,087
1903	93,183,449	105,841,034	1880	43,544,132	41,447,209
1902	82,014,443	91,057,201	1879	30,924,842	29,740,512
1901	76,716,290	93,540,609	1878	32,036,858	37,392,287
1900	79,508,622	76,791,668	1877	36,752,990	37,782,284
1899	72,230,739	70,311,571	1876	35,035,091	37,876,815
1898	62,550,471	73,327,220	1875	31,961,282	39,745,729
1897	53,031,890	60,275,136	1874	51,557,072	46,393,845
1896	49,341,750	55,517,731	1873	54,715,450	44,108 033
1895	48,462,282	50,601,501	1872	49,376,175	41,823,470
1894	58,731,069	56,151,102	1871	43,094,412	39,021,706
1893	57,731,111	58,655,427	1870	32,883,916	37,807,468
1892	56,239,869	54,329,364	1869	30,940,341	28,223,268
1891	52,220,528	43,216,936			

(1) 1869 à 1906, années se terminant le 30 juin.—De 1907 à 1913, années se terminant le 31 mars.
(a) 9 mois seulement se terminant le 30 juin.

Rapport du ministre fédéral du commerce pour l'exercice terminé le 31 mars 1911, part. I, p. 2 à 5.

Périodes quinquennales.	VALEUR (en dollars) DES	
	Exportations.	Importations.
1909–1913	128,174,170	145,776,193
1869–1873	38,256,789	42,002,061
Accroissement	89,917,381	103,774,132

Source: Annuaire statistique, 1914, p. 356.

Tableau 1

Exportations internationales, selon les 25 principaux pays de destination[1], Québec et Canada, 1981, 1984 et 1987

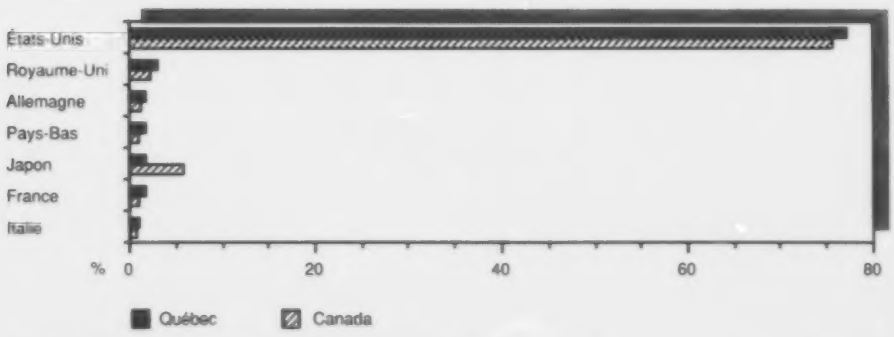
Pays	Québec			Canada		
	1981	1984	1987	1981	1984	1987
	'000 $					
États-Unis	10 354 480	13 035 703	15 632 873	55 012 566	85 055 590	94 505 682
Royaume-Uni	864 396	581 847	621 491	3 261 527	2 539 635	3 029 692
Allemagne (RFA)	359 875	274 884	365 839	1 308 313	1 255 004	1 606 267
Pays-Bas	461 657	326 006	351 439	1 197 863	1 088 007	1 071 658
Japon	328 231	267 029	339 491	4 491 949	5 654 282	7 073 913
France	266 639	249 101	334 106	1 004 119	732 264	1 086 753
Italie	196 145	140 107	189 020	919 319	598 173	868 967
Belgique et Luxembourg	173 012	96 563	169 334	786 972	695 766	1 167 460
Brésil	139 260	151 437	119 445	673 169	797 257	645 487
Corée du Sud	31 154	72 783	114 519	444 408	724 152	1 178 238
République populaire de Chine	59 601	119 195	99 577	1 005 724	1 278 542	1 437 652
Suisse	166 127	95 647	93 962	266 086	243 701	437 089
Taïwan	23 751	38 759	91 429	234 568	406 877	765 838
Inde	84 632	69 468	89 365	339 437	471 635	274 842
Turquie	21 758	31 798	84 388	74 834	176 809	266 577
Mexique	224 119	73 350	67 906	724 218	357 785	530 169
Australie	106 152	57 003	66 451	819 217	657 790	702 450
Espagne	71 325	21 858	65 917	203 052	99 876	217 520
Suède	72 152	27 628	63 976	229 295	177 928	266 744
Hong Kong	29 601	28 521	52 697	170 861	228 235	490 959
Israël	29 697	43 346	52 424	129 735	160 625	161 366
Colombie	45 292	49 171	44 279	200 912	291 635	269 634
Arabie Saoudite	85 855	105 385	44 034	460 653	371 260	272 604
Porto Rico	26 676	45 308	41 397	105 869	170 955	236 971
Algérie	135 701	186 647	41 085	380 170	453 100	201 812
25 principaux pays	**14 450 934**	**16 264 017**	**19 236 457**	**74 912 725**	**104 471 411**	**118 766 396**
Tous les pays	**15 939 067**	**17 356 004**	**20 214 730**	**83 677 965**	**112 495 498**	**125 086 700**

1. Selon l'ordre de 1987 (Québec).

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec*.

Figure 1

Exportations internationales, selon les principaux pays de destination, Québec et Canada, 1987



Source: Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec*.

Tableau 2

Exportations internationales des 25 principaux produits[1], Québec et Canada, 1981, 1984 et 1987

Produit	Québec			Canada		
	1981	1984	1987	1981	1984	1987
			'000 $			
Papier d'impression	2 293 129	2 540 464	3 050 047	4 667 325	5 342 126	6 898 672
Aluminium et alliages	944 758	1 120 606	1 880 139	1 483 943	1 527 038	2 174 644
Automobiles et châssis	1 063 517	1 388 645	974 615	5 447 089	14 013 643	14 261 577
Moteurs d'avion et pièces	691 789	626 713	808 394	784 533	772 034	989 533
Tubes électroniques et semi-conducteurs	204 283	529 041	734 077	294 124	658 671	888 001
Bois d'oeuvre	448 982	642 092	701 637	3 028 468	4 296 219	5 937 609
Pâtes de bois et pâtes similaires	392 857	366 912	529 358	3 820 383	3 908 014	5 473 852
Électricité	191 854	392 787	441 955	1 122 575	1 378 721	1 199 763
Assemblages, équipement et pièces d'avion	199 017	276 272	433 696	712 961	885 747	1 559 556
Cuivre et alliages	444 578	415 438	419 391	691 236	800 502	812 854
Viandes fraîches, réfrigérées, congelées	329 416	347 716	386 909	603 483	728 252	1 006 342
Matériel roulant de chemin de fer	123 953	82 207	357 911	251 337	405 774	485 411
Minerai, concentrés et déchets de fer	1 466 254	575 935	339 969	1 540 195	1 207 237	1 120 770
Matériel commercial de télécommunication	238 319	512 994	339 912	795 077	1 548 996	1 383 652
Machines et matériel de bureau	226 200	237 261	283 491	1 110 205	1 804 966	2 492 258
Amiante non manufacturé	437 778	358 137	265 846	576 819	497 073	363 824
Avions entiers avec moteurs	213 880	250 245	250 959	521 652	415 241	495 334
Autres instruments de mesure et de contrôle	81 278	106 500	233 399	321 851	503 199	608 820
Meubles et accessoires	77 954	130 940	233 332	282 097	542 317	881 695
Pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	78 601	157 162	223 407	4 083 459	7 940 482	9 871 740
Autres minéraux non métalliques bruts	116 997	140 495	214 427	991 346	1 071 514	1 219 264
Vêtements divers	111 580	114 741	199 029	146 821	159 371	256 275
Camions et châssis	48 252	70 102	189 426	2 927 066	4 246 078	6 102 035
Zinc et alliages	170 520	235 491	187 143	485 352	677 660	484 421
Fer et acier primaires	181 854	127 760	143 350	398 136	207 532	182 154
25 principaux produits	11 025 112	12 014 327	13 821 830	31 789 896	54 602 188	67 150 068
Tous les produits	15 939 067	17 356 004	20 214 730	83 677 965	112 495 448	125 086 700

1. Selon l'ordre de 1987 (Québec).

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec*.

Tableau 3

Principaux produits exportés, selon les 10 principaux pays de destination, Québec et Canada, 1986 et 1987

Pays et produit	Québec		Canada		Variation 1987/1986	
	1986	1987	1986	1987	Québec	Canada
	'000 $				%	
États-Unis	15 447 487	15 632 873	93 182 254	94 305 882	1,2	1,4
25 principaux produits	11 199 491	11 283 883	56 456 301	56 946 902	0,8	0,9
Papier d'impression	2 648 154	2 726 934	5 393 541	5 903 117	3,0	9,4
Aluminium et alliages	1 483 308	1 833 426	1 813 526	2 116 272	23,6	16,7
Automobiles et châssis	1 889 408	943 185	17 844 105	14 137 002	-50,1	-20,8
Tubes électroniques et semi-conducteurs	556 995	680 422	651 035	769 372	22,2	18,2
Bois d'oeuvre	643 641	547 295	3 967 702	4 235 701	-15,0	6,8
Moteurs d'avion et pièces	399 351	472 986	573 643	629 551	18,4	9,7
Électricité	373 786	441 955	1 079 699	1 199 763	18,2	11,1
Assemblages, équipement et pièces d'avion	327 580	356 973	1 255 141	1 334 857	9,0	6,4
Matériel roulant de chemin de fer	368 532	326 130	415 770	429 576	-11,5	3,3
Cuivre et alliages	277 706	325 712	495 856	587 929	17,3	18,6
Pâtes de bois et pâtes similaires	243 661	304 463	1 962 981	2 461 827	25,0	25,4
Viandes fraîches, réfrigérées, congelées	310 505	292 340	698 860	757 293	-5,9	8,4
Meubles et accessoires	177 729	222 647	777 892	836 224	25,3	7,5
Matériel commercial de télécommunication	236 548	201 700	824 361	819 264	-14,7	-0,6
Avions entiers avec moteurs	174 276	193 365	323 587	297 817	11,0	-8,0
Pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	167 293	192 226	9 057 720	9 421 058	14,9	4,0
Camions et châssis	78 547	185 804	5 156 123	6 046 929	136,5	17,3
Autres instruments de mesure et de contrôle	97 856	161 994	382 950	429 844	65,5	12,2
Vêtements divers	144 867	156 208	188 774	199 635	7,8	5,8
Zinc et alliages	89 220	153 262	354 343	381 715	71,8	7,7
Boulons, écrous, quincaillerie de base	132 288	135 360	372 490	383 147	2,3	2,9
Machines et matériel de bureau	92 356	117 966	1 520 592	1 976 356	27,7	30,0
Matériel électronique et équipement connexe	85 668	107 139	740 175	896 938	25,1	21,2
Autres véhicules automobiles	110 504	106 559	337 344	353 775	-3,6	4,9
	89 701	97 817	268 079	341 928	9,0	27,5
Royaume-Uni	541 448	621 491	2 718 280	3 029 692	14,8	11,5
10 principaux produits	346 463	430 237	1 028 407	1 345 428	24,2	30,8
Papier d'impression	84 540	117 967	168 802	216 146	39,5	28,0
Minerai, concentrés et déchets de fer	75 720	70 697	176 918	203 618	-6,6	15,1
Bois d'oeuvre	33 779	65 396	235 946	379 134	93,6	60,7
Moteurs d'avion et pièces	32 461	50 039	44 085	55 505	54,1	25,9
Cuivre et alliages	51 357	38 818	106 166	87 564	-24,4	-17,5
Pâtes de bois et pâtes similaires	22 441	25 895	204 211	265 932	15,4	30,2
Matériel commercial de télécommunication	14 544	17 172	43 047	62 467	18,1	45,1
Métaux précieux et alliages	8 577	16 744	9 852	18 477	95,2	87,5
Moteurs et turbines d'usage général	11 192	15 530	13 436	17 341	38,8	29,1
Assemblages, équipement et pièces d'avion	11 847	11 976	25 940	39 238	1,1	51,3
Allemagne (RFA)	348 822	388 839	1 317 343	1 606 287	9,5	21,9
10 principaux produits	211 858	225 444	602 553	786 765	6,4	30,6
Pâtes de bois et pâtes similaires	32 424	51 913	276 178	415 072	60,1	50,3
Autres minéraux non métalliques bruts	41 569	45 886	42 110	46 564	10,4	10,6
Minerai, concentrés et déchets de fer	58 801	37 616	108 612	77 574	-36,0	-28,6
Papier d'impression	25 073	32 711	59 619	86 026	30,5	44,3
Bois d'oeuvre	12 563	16 307	45 353	77 024	29,8	69,8
Amiante non manufacturé	23 346	16 605	32 356	20 062	-50,3	-38,0
Moteurs d'avion et pièces	4 967	8 766	9 979	16 486	76,5	65,2
Machines et matériel de bureau	4 825	8 018	15 077	28 332	66,2	87,9
Vêtements divers	2 727	7 644	3 104	83211	180,3	168,0
Assemblages, équipement et pièces d'avion	5 559	4 973	10 160	11 300	-10,5	11,2

Tableau 3 (suite)

Principaux produits exportés, selon les 10 principaux pays de destination, Québec et Canada, 1986 et 1987

Pays et produit	Québec		Canada		Variation 1987/1986	
	1986	1987	1986	1987	Québec	Canada
	000 $				%	
Pays-Bas	354 214	351 439	1 001 679	1 071 638	-0,8	7,0
10 principaux produits	266 311	265 905	569 635	565 907	-0,2	-0,7
Machines et matériel de bureau	48 090	85 837	62 335	116 857	78,5	87,5
Fer et acier primaires	58 795	42 866	59 012	43 098	-27,1	-27,0
Moteurs d'avion et pièces	23 369	30 475	26 683	32 482	30,4	21,7
Hydrocarbures et dérivés	22 416	29 811	101 888	127 809	33,0	25,4
Papier d'impression	13 277	19 324	17 729	24 061	45,5	35,7
Autres minéraux non métalliques bruts	13 030	13 337	66 853	43 375	2,4	-35,1
Minerai, concentrés et déchets de fer	50 939	12 702	99 787	49 198	-75,1	-50,7
Cuivre et alliages	12 191	12 478	15 143	14 701	2,4	-2,9
Autres instruments de mesure et de contrôle	7 451	11 999	10 330	14 428	61,0	39,7
Pâtes de bois et pâtes similaires	16 749	7 070	109 870	99 893	-57,8	-9,1
Japon	299 653	339 491	5 940 521	7 073 913	13,3	19,1
10 principaux produits	183 487	219 031	1 400 201	2 039 041	19,4	45,6
Viandes fraîches, réfrigérées, congelées	63 257	57 019	163 268	160 648	-9,9	-1,6
Amiante non manufacturé	45 268	32 363	50 232	40 518	-28,5	-19,3
Minerai, concentrés et déchets de fer	31 809	29 413	49 495	51 612	-7,5	4,3
Autres instruments de mesure et de contrôle	644	22 021	10 327	30 143	...	191,9
Pâtes de bois et pâtes similaires	7 234	21 909	524 162	744 306	202,9	42,0
Avions entiers avec moteurs	-	16 957	7	17 011	...	...
Mollusques et crustacés	12 281	11 677	65 367	85 096	-4,9	30,2
Autres minerais, concentrés et déchets de métaux	12 311	10 186	34 098	47 559	-17,3	39,5
Minerai, concentrés et déchets d'aluminium	6 185	8 772	21 874	25 710	41,8	17,5
Bois d'oeuvre	4 495	8 709	481 366	836 432	93,7	73,8
France	315 954	334 106	1 010 572	1 086 753	5,7	7,5
10 principaux produits	237 672	251 983	458 025	533 618	6,0	16,5
Moteurs d'avion et pièces	61 185	58 780	64 774	61 661	-3,9	-4,8
Autres minéraux non métalliques bruts	53 473	45 801	70 991	60 614	-14,3	-14,6
Minerai, concentrés et déchets de fer	32 707	29 511	53 225	49 708	-9,8	-6,6
Tubes électroniques et semi-conducteurs	17 570	25 329	28 464	27 217	44,2	-4,4
Bois d'oeuvre	12 017	20 688	46 435	70 271	72,2	51,3
Pâtes de bois et pâtes similaires	19 552	20 247	117 559	163 473	3,6	39,1
Papier d'impression	13 003	17 541	13 179	23 141	34,9	75,6
Amiante non manufacturé	14 711	14 118	20 902	20 049	-4,0	-4,1
Viandes fraîches, réfrigérées, congelées	7 105	11 374	18 472	25 234	60,1	36,6
Machines et matériel de bureau	6 343	8 590	24 020	32 245	35,4	34,2
Italie	162 087	189 020	709 409	868 967	16,6	22,5
10 principaux produits	95 947	124 421	361 059	507 452	29,7	40,5
Minerai, concentrés et déchets de fer	29 776	31 997	60 275	63 168	7,5	4,8
Moteurs d'avion et pièces	21 774	18 755	23 208	20 064	-13,9	-13,5
Amiante non manufacturé	19 979	17 635	21 546	19 833	-11,7	-7,9
Matériel commercial de télécommunication	9 542	12 539	14 566	17 126	31,4	17,6
Machines et matériel de bureau	2 299	10 406	11 686	21 524	352,6	84,2
Pâtes de bois et pâtes similaires	4 820	9 509	181 685	289 213	97,3	59,2
Cuivre et alliages	-	7 167	17 392	21 172	...	21,7
Autres minerais, concentrés et déchets de métaux	1 722	5 652	1 816	5 660	228,1	211,6
Bois d'oeuvre	2 450	5 639	22 504	41 080	130,1	82,5
Poisson salé ou séché	3 581	5 117	6 376	8 608	42,9	35,0

Tableau 3 (suite)

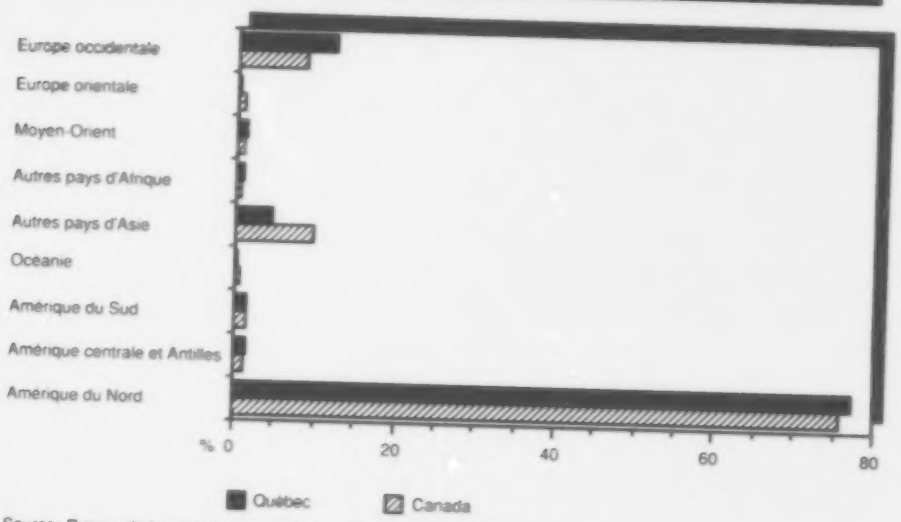
Principaux produits exportés, selon les 10 principaux pays de destination, Québec et Canada, 1986 et 1987

Pays et produit	Québec		Canada		Variation 1987/1986	
	1986	1987	1986	1987	Québec	Canada
	'000 $				%	
Belgique et Luxembourg	158 571	169 334	844 206	1 167 480	6,8	38,3
10 principaux produits	100 503	114 054	348 813	387 233	13,5	11,0
Autres minéraux non métalliques bruts	24 926	28 171	65 394	62 342	13,0	-4,7
Aluminium et alliages	1 315	22 386	1 335	22 387	..	..
Cuivre et alliages	2 196	11 803	11 145	13 253	437,5	18,9
Bois d'oeuvre	5 796	11 061	48 237	71 701	90,8	48,6
Autres minerais, concentrés et déchets de métaux	17 057	10 263	48 707	46 695	-39,8	-4,1
Filés et fils, fibres artificielles	14 545	7 187	15 976	9 477	-50,6	-40,7
Pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	10 241	6 593	18 330	14 658	-35,6	-20,0
Pâtes de bois et pâtes similaires	4 230	5 645	101 714	119 851	33,4	17,8
Minerai, concentrés et déchets de fer	15 461	5 551	30 432	16 967	-64,1	-44,2
Amiante non manufacturé	4 732	5 391	7 539	9 897	13,9	31,3
Brésil	115 392	119 445	789 163	645 487	3,5	-18,2
10 principaux produits	102 416	107 121	204 974	188 455	4,6	-8,1
Moteurs d'avion et pièces	61 047	69 108	61 086	70 218	13,2	14,9
Papier d'impression	29 375	22 848	57 443	49 751	-22,2	-13,4
Matériel roulant de chemin de fer	5 574	3 725	5 579	3 725	-33,2	-33,2
Matériel commercial de télécommunication	2 837	3 047	6 569	5 606	7,4	-14,7
Zinc et alliages	325	1 594	1 032	2 428	390,1	135,3
Matériel de transmission d'énergie mécanique	63	1 544	73	2 505	..	..
Assemblages, équipement et pièces d'avion	1 030	1 418	1 703	5 289	37,6	210,4
Amiante non manufacturé	1 688	1 339	3 084	2 592	-20,6	-15,9
Pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	56	1 266	66 549	38 723	..	-41,8
Minerai, concentrés et déchets de cuivre	417	1 226	1 852	7 614	193,7	310,9
Corée du Sud	94 443	114 519	972 878	1 178 238	21,3	21,1
10 principaux produits	61 705	92 198	208 863	277 934	49,4	33,1
Peaux et cuirs bruts, sauf pelleteries	12 389	23 788	33 701	55 163	92,0	63,7
Matériel commercial de télécommunication	17 667	13 909	48 849	17 052	-21,3	-65,1
Amiante non manufacturé	11 509	10 647	12 356	11 883	-7,5	-3,8
Minerai, concentrés et déchets de fer	7 056	9 453	10 910	16 346	34,0	49,8
Fourrures apprêtées et demi-produits	2 884	8 835	3 764	9 471	206,4	151,6
Filés et fils, fibres artificielles	3 443	6 893	3 443	7 847	100,2	127,9
Pâtes de bois et pâtes similaires	619	6 830	72 571	117 894	..	62,5
Tissus enduits ou imprégnés	2 628	6 362	3 087	6 759	142,0	118,9
Plastique et caoutchouc synthétique non façonnés	1 514	3 102	17 166	31 614	104,8	84,2
Tissus à texture spéciale	1 991	2 374	3 012	3 901	19,3	29,5
10 principaux pays	17 836 085	18 237 562	108 486 349	112 234 121	2,3	3,5
Tous les pays	19 917 189	20 214 730	120 520 875	125 086 700	1,5	3,8

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec*.

Figure 2

Exportations internationales par région géographique de destination, Québec et Canada, 1987



Source : Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec*.

Tableau 4

Principaux produits exportés, selon la région, Québec et Canada, 1986 et 1987

Région et produit	Québec		Canada		Variation 1987/1986	
	1986	1987	1986	1987	Québec	Canada
	'000 $				%	
Europe occidentale	2 245 749	2 465 376	9 234 959	10 798 475	9,8	16,8
10 principaux produits	1 255 987	1 403 251	3 466 241	4 222 970	11,7	21,8
Moteurs d'avion et pièces	163 562	219 577	196 208	240 168	34,2	22,4
Minerai, concentrés et déchets de fer	275 468	202 811	551 233	488 431	-26,4	-11,4
Papier d'impression	144 757	195 789	277 454	373 985	35,3	34,8
Pâtes de bois et pâtes similaires	119 731	157 952	1 091 985	1 480 994	31,9	35,6
Machines et matériel de bureau	78 704	138 298	228 322	350 145	75,7	53,4
Bois d'oeuvre	76 499	133 891	430 049	690 433	75,0	60,5
Autres minéraux non métalliques bruts	141 898	133 502	273 902	229 550	-5,9	-16,2
Amiante non manufacturé	104 127	87 270	132 113	117 256	-16,2	-11,2
Cuivre et alliages	77 870	78 946	211 345	195 218	1,4	-7,6
Fer et acier primaires	73 366	55 211	73 626	56 788	-24,7	-22,9
Europe orientale	92 274	70 554	1 601 632	1 013 121	-23,5	-36,7
10 principaux produits	42 204	59 059	228 893	108 592	39,9	52,6
Autres minéraux non métalliques bruts	12 032	21 359	171 872	34 223	77,5	-80,1
Amiante non manufacturé	10 622	8 717	11 071	9 143	-17,9	-17,4
Pâtes de bois et pâtes similaires	6 527	7 545	19 403	33 563	15,6	73,0
Machines et matériel de bureau	134	6 731	1 154	7 597	–	558,2
Moteurs d'avion et pièces	1 650	3 627	1 737	3 675	119,8	111,5
Peaux et cuirs bruts, sauf pelleteries	3 784	3 092	8 734	5 782	-18,3	-33,8
Minerai, concentrés et déchets de fer	4 062	3 078	7 692	4 710	-24,2	-38,8

Tableau 4 (suite)

Principaux produits exportés, selon la région, Québec et Canada, 1986 et 1987

Région et produit	Québec		Canada		Variation 1987/1986	
	1986	1987	1986	1987	Québec	Canada
	'000 $				%	
Pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	297	1 723	2 853	3 717	478,7	30,3
Matériel commercial de télécommunication	1 960	1 658	3 241	4 652	-15,4	43,5
Boutons, aiguilles et objets divers de mercerie	1 131	1 524	1 131	1 524	34,7	34,7
Moyen-Orient	**257 123**	**286 752**	**1 112 480**	**1 274 708**	**3,7**	**14,6**
10 principaux produits	86 900	91 067	270 180	293 478	4,8	8,6
Matériel commercial de télécommunication	24 522	15 535	155 730	153 851	-36,6	-1,2
Moteurs d'avion et pièces	8 068	13 132	8 751	13 402	62,8	53,2
Amiante non manufacturé	5 929	12 470	9 871	17 748	110,3	79,8
Machines et matériel de bureau	8 687	8 449	15 518	13 628	-2,7	-12,2
Produits laitiers	14 243	7 855	14 688	8 723	-44,8	-40,6
Piles et batteries	1 299	7 224	3 622	12 367	455,8	241,4
Papier d'impression	4 906	6 848	27 572	16 112	39,6	-41,6
Autres ouvrages de base en métal	3 301	6 742	9 784	14 179	104,3	44,9
Assemblages, équipement et pièces d'avion	11 362	6 492	18 106	35 034	-42,9	93,5
Fer et acier primaires	4 579	6 315	6 534	8 430	37,9	29,0
Afrique (sauf Moyen-Orient)	**219 510**	**163 075**	**886 987**	**852 082**	**-25,7**	**-3,9**
10 principaux produits	108 218	97 829	165 621	140 577	-9,6	-15,1
Produits laitiers	43 607	26 707	52 426	27 371	-38,8	-47,8
Amiante non manufacturé	24 437	19 812	25 381	22 373	-18,9	-11,8
Matériel commercial de télécommunication	7 512	15 895	16 043	22 463	111,6	40,0
Huiles et matières grasses animales	9 792	8 607	9 879	9 144	-12,1	-7,4
Rails et matériel de voie ferrée	542	8 544	542	17 417	..	..
Matériel roulant de chemin de fer	6 615	4 968	42 888	23 322	-24,9	-45,6
Carton	5 702	3 712	7 001	7 632	-34,9	9,0
Aluminium et alliages	2 261	3 291	2 357	3 650	45,6	54,9
Bâtiments et structures préfabriqués	5 503	3 149	6 719	3 898	-42,8	-42,0
Moteurs d'avion et pièces	2 243	3 140	2 380	3 302	40,0	38,7
Asie (sauf Moyen-Orient)	**931 622**	**943 705**	**10 291 972**	**12 406 691**	**1,3**	**20,5**
10 principaux produits	436 180	456 242	1 939 523	2 565 938	4,6	32,3
Amiante non manufacturé	97 332	77 639	124 434	118 610	-20,2	-4,7
Viandes fraîches, réfrigérées, congelées	64 970	59 143	166 072	165 746	-9,0	-0,2
Pâtes de bois et pâtes similaires	27 288	51 575	843 887	1 284 569	89,0	52,2
Minerai, concentrés et déchets de fer	48 530	50 053	79 101	96 067	3,1	21,4
Papier d'impression	43 086	48 075	253 908	279 419	11,6	10,0
Peaux et cuirs bruts, sauf pelleteries	31 161	44 258	143 563	165 785	42,0	15,5
Matériel commercial de télécommunication	43 122	40 085	113 089	96 500	-7,0	-14,7
Plastique et caoutchouc synthétiques non façonnés	33 866	36 321	140 849	275 153	7,2	95,4
Autres instruments de mesure et de contrôle	46 102	29 870	72 007	55 970	-35,2	-22,3
Génératrices et moteurs électriques	719	19 219	2 609	28 115	..	977,4
Océanie	**105 978**	**85 747**	**834 450**	**855 787**	**-19,1**	**2,6**
10 principaux produits	50 052	46 819	151 606	161 729	-6,5	6,7
Moteurs d'avion et pièces	8 338	10 034	8 378	10 234	20,3	22,2
Tôles, feuilles et feuillards d'acier	3 202	6 953	3 707	9 292	117,2	150,7
Assemblages, équipement et pièces d'avion	5 266	6 641	9 873	11 519	26,1	16,7
Tapis et autres couvre-parquets	5 278	4 707	6 879	7 761	-10,8	12,8
Papier d'impression	21 486	4 508	84 564	71 651	-79,0	-15,3
Machines à forer pour mines, pétrole et gaz	1 941	4 378	8 683	15 362	125,5	76,9
Matériel commercial de télécommunication	2 650	3 065	24 567	24 859	15,7	1,2
Aluminium et alliages	127	2 743	225	3 105	..	..
Tissus à texture spéciale	1 367	1 996	4 269	5 632	46,0	31,9
Produits laitiers	394	1 791	457	2 309	354,1	404,7

Tableau 4 (suite)

Principaux produits exportés, selon la région, Québec et Canada, 1986 et 1987

Région et produit	Québec		Canada		Variation 1987/1986	
	1986	1987	1986	1987	Québec	Canada
	'000 $				%	
Amérique du Sud	324 638	297 251	1 784 320	1 718 874	-8.4	-3.7
10 principaux produits	186 834	199 713	462 408	352 716	6.9	-26.9
Moteurs d'avion et pièces	64 673	71 736	67 314	72 919	10.9	8.3
Papier d'impression	46 288	49 393	160 252	162 015	6.7	1.1
Amiante non manufacturé	25 777	19 924	35 273	29 785	-22.7	-15.6
Produits laitiers	20 548	18 458	25 266	19 894	-10.2	-21.3
Bassins	3 597	8 519	14 655	13 430	136.8	-8.4
Matériel commercial de télécommunication	8 901	8 297	16 214	18 291	-6.8	12.8
Tissus enduits ou imprégnés	6 821	6 598	6 958	6 767	-3.3	-2.7
Matériel roulant de chemin de fer	6 314	6 018	6 357	6 349	-4.7	-0.1
Ouvrages de base de graphite naturel et synthétique	3 910	5 550	4 044	5 550	41.9	37.2
Avions entiers avec moteurs	-	5 217	146 072	17 712	-	-87.9
Amérique centrale et Antilles	287 121	282 586	1 539 186	1 633 101	-1.6	4.7
10 principaux produits	116 188	112 476	325 615	355 481	-3.2	9.2
Produits laitiers	36 597	22 476	45 990	35 508	-38.6	-22.8
Papier d'impression	21 019	17 813	71 265	89 208	-15.3	25.2
Amiante non manufacturé	12 567	14 082	16 108	18 431	12.1	14.4
Viandes fraîches, réfrigérées, congelées	10 764	13 078	18 469	20 745	21.5	12.3
Avions entiers avec moteurs	-	11 543	29 340	12 924	-	-56.0
Céréales moulues	5 652	8 888	35 414	41 703	57.2	17.8
Autres médicaments et produits pharmaceutiques	9 772	7 726	16 356	13 759	-20.9	-15.9
Matériel commercial de télécommunication	4 732	6 365	57 221	79 284	34.5	38.6
Autres tissus larges	7 202	5 718	7 664	7 028	-20.6	-8.3
Carton	7 880	4 782	27 784	36 888	-39.3	32.8
Amérique du Nord	15 453 171	15 639 681	93 214 926	94 543 876	1.2	1.4
10 principaux produits	8 969 598	8 656 623	33 493 157	31 346 718	-3.5	-6.4
Papier d'impression	2 648 154	2 726 948	5 393 576	5 903 149	3.0	9.4
Aluminium et alliages	1 483 308	1 833 449	1 813 541	2 116 302	23.6	16.7
Automobiles et châssis	1 889 462	943 255	17 844 933	14 138 362	-50.1	-20.8
Tubes électroniques et semi-conducteurs	556 995	680 422	651 037	769 372	22.2	18.2
Bois d'oeuvre	643 716	547 431	3 968 317	4 236 152	-15.0	6.7
Moteurs d'avion et pièces	399 752	473 479	574 043	630 108	18.4	9.8
Electricité	373 786	441 955	1 079 699	1 199 763	18.2	11.1
Assemblages, équipement et pièces d'avion	328 184	357 837	1 256 378	1 335 992	9.0	6.3
Matériel roulant de chemin de fer	368 532	326 130	415 770	429 576	-11.5	3.3
Cuivre et alliages	277 706	325 712	495 858	587 937	17.3	18.6
Total	19 917 188	20 214 730	120 520 875	125 086 700	1.5	3.8

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec*.

Tableau 5

Exportations à destination des États-Unis, par division et subdivision de recensement, Québec et Canada, 1986 et 1987

Division et subdivision de recensement	Québec		Canada		Variation 1987/1986	
	1986	1987	1986	1987	Québec	Canada
	000 $				%	
Nouvelle-Angleterre	2 881 298	3 145 882	8 126 986	8 674 963	9,2	6,7
Maine, New Hampshire, Vermont	1 338 725	1 602 580	2 810 981	3 434 093	19,7	22,2
Massachusetts, Connecticut, Rhode Island	1 542 572	1 543 301	5 316 004	5 240 870	-	-1,4
Région de l'Atlantique	4 714 141	4 981 912	21 163 242	19 922 194	5,7	-5,9
New York, New Jersey, Pennsylvanie	4 714 141	4 981 912	21 163 242	19 922 194	5,7	-5,9
Centre Nord-Est	3 888 888	3 171 780	36 607 979	36 608 262	-18,4	-
Ohio, Michigan	2 821 999	1 954 222	28 857 879	26 832 520	-30,8	-7,0
Illinois, Indiana, Wisconsin	1 066 869	1 217 558	7 750 099	9 775 742	14,1	26,1
Centre Nord-Ouest	352 297	388 374	5 392 847	5 945 833	10,2	6,3
Dakota Nord, Dakota Sud, Minnesota	66 747	88 766	3 214 644	3 652 899	33,0	13,6
Nebraska, Iowa, Kansas, Missouri	285 549	299 607	2 378 203	2 292 933	4,9	-3,6
Côte Sud-Est	1 719 415	1 985 734	6 815 561	7 595 789	16,1	11,4
Delaware, District de Colombia, Maryland, Virginie, Virginie occidentale, Caroline du Nord	1 077 193	1 250 706	3 716 296	4 165 710	16,1	12,1
Caroline du Sud, Georgie, Floride	642 222	745 027	3 099 265	3 430 079	16,0	10,7
Centre Sud-Est	607 313	655 053	2 601 872	2 673 974	7,9	2,8
Kentucky, Tennessee	344 306	391 834	1 890 372	1 966 423	13,8	4,0
Alabama, Mississippi	263 006	263 218	711 499	707 551	0,1	-0,6
Centre Sud-Ouest	608 162	619 425	2 987 810	2 606 887	1,9	-1,5
Louisiane, Arkansas	210 414	197 757	567 581	611 198	-6,0	7,7
Oklahoma, Texas	397 748	421 668	2 000 228	1 995 669	6,0	-0,2
Région des Montagnes	107 204	132 702	1 654 377	1 954 340	23,8	18,1
Montana, Idaho, Wyoming	11 379	9 562	865 008	1 056 987	-16,0	22,2
Nouveau-Mexique, Arizona	44 864	36 131	251 744	271 196	-19,5	7,7
Colorado, Nevada, Utah	50 960	87 009	537 624	626 156	70,7	16,5
Région du Pacifique	509 878	481 731	7 722 881	8 196 212	-5,5	6,1
Alaska, Washington, Oregon	160 874	137 986	4 323 064	4 712 912	-14,2	9,0
Californie, Hawaï	349 003	343 745	3 399 817	3 483 300	-1,5	2,5
Exportations de moins de 1 000 $ ou vers une destination inconnue	58 887	60 275	328 693	327 242	2,4	-0,4
Total	15 447 467	15 632 873	93 182 254	94 505 682	1,2	1,4

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec*.

Tableau 6

Principaux produits exportés vers les États-Unis, par division de recensement, Québec et Canada, 1986 et 1987

Division et produit	Québec		Canada		Variation 1987/1986	
	1986	1987	1986	1987	Québec	Canada
	'000 $				%	
Nouvelle-Angleterre	2 881 298	3 145 882	8 126 986	8 674 963	9,2	6,7
10 principaux produits	1 618 910	1 790 445	2 907 796	3 346 691	10,6	15,1
Papier d'impression	351 452	345 424	505 303	559 387	-1,7	10,7
Matériel roulant de chemin de fer	339 244	313 874	340 245	328 508	-7,5	-3,4
Bois d'oeuvre	333 960	275 352	609 705	654 978	-17,5	7,4
Tubes électroniques et semi-conducteurs	122 154	240 813	127 941	245 665	97,1	92,0
Électricité	87 045	202 898	380 177	490 430	133,1	29,0
Cuivre et alliages	126 989	127 061	137 784	177 980	0,1	29,2
Pâtes de bois et pâtes similaires	71 169	93 652	433 774	554 225	31,6	27,8
Journaux, revues et périodiques	81 631	73 343	171 889	151 481	-10,2	-11,9
Viandes fraîches, réfrigérées, congelées	70 939	68 972	86 553	89 769	-2,8	3,7
Moteurs d'avion et pièces	34 324	49 052	114 420	94 263	42,9	-17,6
Région de l'Atlantique	4 714 141	4 981 912	21 163 242	19 922 194	5,7	-5,9
10 principaux produits	2 816 366	2 981 332	4 691 047	5 077 994	5,9	8,2
Papier d'impression	934 929	985 836	1 358 627	1 479 817	5,4	8,9
Aluminium et alliages	656 824	846 644	711 706	901 993	28,9	26,7
Électricité	286 111	239 056	520 938	420 063	16,4	-19,4
Tubes électroniques et semi-conducteurs	283 535	174 637	291 504	183 389	-38,4	-37,1
Viandes fraîches, réfrigérées, congelées	163 435	157 831	257 669	290 938	-3,4	12,9
Bois d'oeuvre	169 666	150 625	641 600	701 471	-11,2	9,3
Cuivre et alliages	96 908	135 046	206 227	233 759	39,4	13,3
Pâtes de bois et pâtes similaires	70 435	108 200	367 441	487 860	53,6	32,8
Vêtements divers	90 439	99 575	99 548	111 305	10,1	11,8
Meubles et accessoires	64 079	83 877	235 783	267 394	30,9	13,4
Centre Nord-Est	3 888 868	3 171 780	36 607 979	36 608 262	-18,4	.
10 principaux produits	3 122 651	2 352 733	21 030 436	18 785 293	-24,7	-10,7
Automobiles et châssis	1 833 903	920 798	12 598 486	9 442 862	-49,8	-25,0
Papier d'impression	612 276	670 208	1 288 796	1 434 453	9,5	11,3
Aluminium et alliages	288 322	325 089	423 815	439 547	12,8	3,7
Zinc et alliages	48 510	83 450	184 608	202 485	72,0	9,7
Pâtes de bois et pâtes similaires	63 910	74 663	675 707	936 008	16,8	38,5
Moteurs d'avion et pièces	65 464	73 306	76 446	83 665	12,0	9,4
Cuivre et alliages	49 245	55 080	112 507	122 482	11,8	8,9
Minerai, concentrés et déchets de fer	68 163	53 890	195 002	214 282	-20,9	9,9
Pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	50 164	52 524	5 316 032	5 755 699	4,7	8,3
Boulons, écrous, quincaillerie de base	42 691	43 720	159 032	153 804	2,4	-3,3
Centre Nord-Ouest	352 297	388 374	5 592 847	5 945 833	10,2	6,3
10 principaux produits	246 648	276 745	1 790 450	1 855 441	12,2	3,6
Moteurs d'avion et pièces	110 662	118 787	113 177	164 235	7,3	45,1
Papier d'impression	57 825	54 332	388 440	466 428	-6,0	20,1
Aluminium et alliages	17 166	20 412	23 875	25 681	18,9	7,6
Assemblages, équipement et pièces d'avion	17 329	20 410	90 613	101 803	17,8	12,3
Camions et châssis	3 228	19 743	22 244	40 304	511,5	81,2
Pièces et accessoires d'autres véhicules	14 922	15 114	999 075	895 195	1,3	-10,4
Machines et matériel de bureau	6 586	11 012	70 656	84 893	67,2	20,1
Pneus neufs	3 035	6 555	34 483	39 202	115,9	13,7
Matériel commercial de télécommunication	6 574	5 246	27 636	22 203	-20,2	-19,7
Matériel électronique et équipement connexe	9 316	5 129	20 246	15 492	-44,9	-23,5
Côte Sud-Est	1 719 415	1 985 734	6 815 561	7 595 789	16,1	11,4
10 principaux produits	1 009 282	1 307 713	2 330 532	2 849 858	29,6	22,3
Papier d'impression	396 218	411 461	617 430	676 484	3,8	9,6
Tubes électroniques et semi-conducteurs	139 406	253 963	154 409	283 817	82,2	83,8
Aluminium et alliages	109 321	128 693	125 677	144 288	17,7	14,8
Assemblages, équipement et pièces d'avion	104 491	122 647	140 469	175 964	17,4	25,3
Moteurs d'avion et pièces	76 726	111 057	94 028	125 631	44,7	33,6
Avions entiers avec moteurs	28 630	71 764	45 974	112 823	150,7	145,4
Bois d'oeuvre	83 566	62 308	941 632	1 047 095	-25,4	11,2

Tableau 6 (suite)

Principaux produits exportés vers les États-Unis, par division de recensement, Québec et Canada, 1986 et 1987

Division et produit	Québec		Canada		Variation 1987/1986	
	1986	1987	1986	1987	Québec	Canada
	'000 $				%	
Autres instruments de mesure et de contrôle	2 944	49 449	23 328	68 654	...	194,3
Camions et châssis	10 669	48 980	45 159	86 490	359,1	91,5
Autres minéraux non métalliques bruts	57 305	47 386	142 422	128 606	-17,3	-9,7
Centre Sud-Est	**607 313**	**655 053**	**2 601 872**	**2 673 974**	**7,9**	**2,8**
10 principaux produits	468 092	546 511	1 123 405	1 253 906	16,8	11,6
Aluminium et alliages	215 053	296 621	250 374	315 522	37,9	26,0
Papier d'impression	196 374	177 059	247 104	249 125	-9,8	0,8
Camions et châssis	2 309	20 621	10 011	31 968	792,9	219,3
Pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	16 767	13 982	343 846	390 308	-16,6	13,5
Bois d'oeuvre	8 573	8 624	149 612	148 744	0,6	-0,6
Zinc et alliages	6 306	7 080	25 499	25 829	12,3	1,3
Sels métalliques d'acides inorganiques	6 848	6 258	10 051	9 079	-8,6	-9,7
Pâtes de bois et pâtes similaires	1 375	6 078	67 401	64 035	341,8	-5,0
Matériel électronique et équipement connexe	9 442	5 545	12 351	10 575	-41,3	-14,4
Pigments, laques et tonifiants	5 040	4 637	7 152	8 717	-8,0	21,9
Centre Sud-Ouest	**608 162**	**619 425**	**2 567 810**	**2 606 867**	**1,9**	**1,5**
10 principaux produits	458 628	471 043	746 353	786 467	2,7	5,4
Aluminium et alliages	175 316	172 716	190 633	187 996	-1,5	-1,4
Moteurs d'avion et pièces	66 233	61 936	78 039	77 522	-6,5	-0,7
Avions entiers avec moteurs	11 798	60 583	14 564	70 918	413,5	386,9
Papier d'impression	57 297	51 700	132 253	147 027	-9,8	11,2
Assemblages, équipement et pièces d'avion	35 929	49 359	80 707	94 898	37,4	17,6
Hydrocarbures et dérivés	21 698	21 460	65 237	79 810	-1,1	22,3
Matériel commercial de télécommunication	50 499	19 084	103 330	64 288	-62,2	-37,8
Autres instruments de mesure et de contrôle	31 208	17 403	55 794	30 181	-44,2	-45,9
Viandes fraîches, réfrigérées, congelées	7 932	9 132	12 551	13 148	15,1	4,8
Autres dérivés du pétrole et du charbon	715	7 666	13 242	20 673	972,1	56,1
Région des Montagnes	**107 204**	**132 702**	**1 654 377**	**1 954 340**	**23,8**	**18,1**
10 principaux produits	66 733	83 958	394 107	436 122	25,8	10,7
Autres instruments de mesure et de contrôle	1 798	18 619	15 429	29 704	935,5	92,5
Assemblages, équipement et pièces d'avion	17 590	18 568	35 115	42 181	5,6	20,1
Papier d'impression	12 394	12 434	165 551	195 193	0,3	17,9
Matériel commercial de télécommunication	23 039	9 990	36 236	22 479	-56,6	-38,0
Machines à forer pour mines, pétrole et gaz	2 211	5 541	41 417	44 963	150,5	8,6
Moteurs d'avion et pièces	640	4 431	9 498	7 458	591,5	-21,5
Machines et matériel de bureau	1 809	3 993	59 728	55 045	120,6	-7,8
Aluminium et alliages	1 873	3 859	10 793	16 538	106,0	53,2
Meubles et accessoires	3 074	3 591	17 279	18 866	16,8	9,2
Vêtements divers	2 300	2 927	3 058	3 692	27,2	20,7
Région du Pacifique	**509 878**	**461 731**	**7 722 881**	**8 196 212**	**-5,5**	**6,1**
10 principaux produits	278 835	266 791	2 178 449	2 088 095	-4,3	-4,1
Assemblages, équipement et pièces d'avion	57 828	57 611	693 791	686 551	-0,4	-1,0
Autres instruments de mesure et contrôle	42 572	54 831	155 013	147 688	28,8	-4,7
Matériel commercial de télécommunication	35 843	37 469	127 277	147 232	4,5	15,7
Avions entiers avec moteurs	63 597	30 287	172 734	51 772	-52,4	-70,0
Placages	13 557	18 585	41 732	53 407	37,1	28,0
Machines et matériel de bureau	11 044	15 793	181 646	180 149	43,0	-0,8
Papier d'impression	24 700	14 209	639 451	672 024	-42,5	5,1
Aluminium et alliages	8 514	13 275	60 161	54 964	55,9	-8,6
Meubles et accessoires	11 587	13 192	68 261	71 633	13,9	4,9
Moteurs d'avion et pièces	9 589	11 534	38 380	22 671	20,3	-40,9
Exportations de moins de 1 000 $ ou vers une destination inconnue	**38 887**	**60 275**	**328 693**	**327 242**	**2,4**	**-0,4**
Total des exportations aux États-Unis	**13 447 467**	**13 632 873**	**93 182 254**	**94 505 682**	**1,2**	**1,4**

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec*.

Tableau 7

Importations internationales, selon les 25 principaux pays d'origine[1], Québec et Canada, 1981, 1984 et 1987

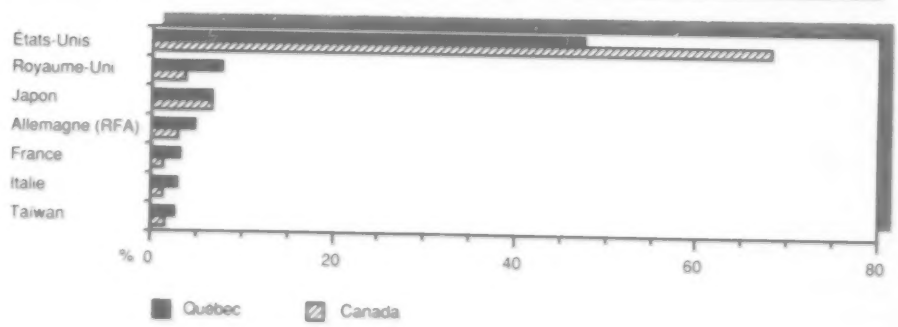
Pays	Québec			Canada		
	1981	1984	1987	1981	1984	1987
	'000 $					
États-Unis	7 520 886	10 245 781	11 022 947	54 337 732	68 432 399	78 894 581
Royaume-Uni	838 350	716 609	1 764 701	2 376 517	2 318 583	4 339 184
Japon	405 050	1 107 910	1 566 774	4 038 387	5 710 832	7 550 304
Allemagne (RFA)	562 265	814 773	1 121 169	1 604 438	2 173 581	3 534 457
France	429 851	653 895	769 636	878 587	1 219 487	1 488 744
Italie	300 451	430 241	676 677	702 192	1 116 125	1 694 713
Taïwan	238 866	373 065	605 661	729 194	1 223 805	2 023 028
Corée du Sud	224 283	302 472	526 328	607 433	1 152 368	1 844 038
République populaire de Chine	118 842	143 942	331 648	220 012	333 501	770 923
Brésil	214 319	306 460	330 923	429 754	669 654	850 541
Hong Kong	209 192	280 202	289 556	674 534	966 155	1 137 595
Suède	139 241	182 860	286 023	445 264	581 521	883 736
Suisse	196 608	153 430	267 092	424 012	378 297	605 955
Pays-Bas	87 292	194 368	248 230	295 763	545 421	750 151
Venezuela	1 361 528	666 447	244 518	2 385 294	1 207 226	551 238
Mexique	522 138	337 676	239 849	996 354	1 437 696	1 169 566
Belgique et Luxembourg	98 191	154 771	224 465	297 088	446 728	618 951
Espagne	100 976	144 095	217 826	237 769	316 432	485 244
Australie	50 411	37 522	151 498	488 289	380 763	564 124
Finlande	36 092	66 030	127 685	97 272	146 412	287 797
Autriche	29 015	50 040	100 220	76 782	142 257	247 459
Porto Rico	53 738	69 985	87 109	123 415	177 098	226 586
Irlande	30 353	46 087	86 301	117 897	186 500	199 697
Danemark	69 369	55 567	85 794	157 783	196 229	248 963
Jamaïque	71 801	124 770	84 910	97 531	138 671	113 773
25 principaux pays	11 898 823	17 966 486	21 457 552	74 907 723	91 450 287	111 081 361
Tous les pays	16 302 171	19 427 659	23 196 022	79 129 352	95 737 732	116 075 341

1. Selon l'ordre de 1987 (Québec)

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec*.

Figure 3

Importations internationales, selon les principaux pays d'origine, Québec et Canada, 1987



Source: Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec*.

Tableau 8

Importations internationales des 25 principaux produits[1], Québec et Canada, 1981, 1984 et 1987

Produit	Québec			Canada		
	1981	1984	1987	1981	1984	1987
			'000 $			
Automobiles et châssis	417 602	2 229 376	3 428 710	5 065 607	7 747 022	12 243 643
Autres substances bitumineuses brutes	3 462 715	1 806 155	1 330 158	7 863 218	3 377 292	3 060 118
Tubes électroniques et semi-conducteurs	309 502	655 505	893 777	688 436	1 428 048	1 731 395
Camions et châssis	15 738	401 600	710 210	1 385 710	2 035 900	3 292 859
Moteurs d'avion et pièces	333 958	411 655	440 161	465 996	597 130	734 580
Machines et matériel de bureau	215 164	369 178	409 505	2 582 396	4 501 881	5 355 611
Assemblages, équipement et pièces d'avion	278 171	269 697	379 196	628 940	755 697	1 273 940
Minerai, concentrés et déchets d'aluminium	231 582	272 140	349 147	412 203	500 045	590 672
Téléviseurs, radios et phonographes	60 178	333 658	334 578	534 735	833 938	878 620
Mazout	49 833	410 047	320 519	337 524	962 351	721 881
Vêtements de dessus non tricotés	289 275	255 395	293 289	487 698	853 307	1 151 511
Machines à forer pour mines, pétrole et gaz	169 372	148 772	276 930	1 566 709	1 256 795	1 594 746
Matériel commercial de télécommunication	121 128	192 015	248 044	799 779	1 527 796	1 788 871
Essence	23 898	124 202	219 883	32 147	175 678	317 945
Café	182 466	198 912	208 958	440 639	474 196	461 835
Fruits et baies frais ou réfrigérés	148 286	172 878	206 724	622 265	796 319	976 365
Autres machines industrielles spéciales	79 983	125 187	205 064	520 448	633 397	1 239 832
Machines à travailler les métaux	142 284	115 949	202 407	1 201 101	813 997	1 331 537
Vêtements de dessus tricotés	182 338	157 677	200 401	315 606	526 820	786 812
Tôles, feuilles et feuillards d'acier	157 240	107 904	193 200	962 819	545 119	774 051
Tissus larges de coton	39 616	98 721	188 984	57 033	170 195	295 363
Filés de fibres mélangées et mixtes et filés pour pneus	60 444	80 133	180 261	92 966	132 952	229 996
Autres tissus larges	164 980	187 899	180 112	282 720	319 586	336 394
Plastique et caoutchouc synthétique non façonnés	127 270	139 057	178 092	606 718	842 083	1 098 724
Filés et fils, fibres artificielles	128 542	124 341	175 657	185 611	200 965	299 093
25 principaux produits	8 5534 660	10 389 988	11 753 979	36 602 064	48 480 434	42 526 405
Tous les produits	16 302 171	19 427 659	23 196 022	79 129 352	95 737 432	116 075 341

1. Selon l'ordre de 1987 (Québec).

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec*.

Tableau 9

Principaux produits importés, selon les 10 principaux pays d'origine, Québec et Canada, 1986 et 1987

Pays et produit	Québec		Canada		Variation 1987/1986	
	1986	1987	1986	1987	Québec	Canada
	000 $				%	
États-Unis	10 522 261	11 022 947	77 336 964	78 894 581	4,8	2,0
25 principaux produits	6 337 199	6 687 442	40 715 307	41 719 459	5,5	2,5
Automobiles et châssis	2 243 215	2 263 907	8 627 753	8 690 625	0,9	0,7
Tubes électroniques et semi-conducteurs	644 963	844 104	1 204 979	1 553 931	30,9	29,0
Camions et châssis	499 100	623 546	2 610 356	2 993 503	24,9	14,7
Moteurs d'avion et pièces	331 445	352 037	624 835	626 457	6,2	0,3
Assemblages, équipement et pièces d'avion	296 547	339 306	1 021 303	1 112 913	14,4	9,0
Machines et matériel de bureau	321 708	302 429	3 745 078	4 472 723	-6,0	19,4
Pièces et accessoires de matériel roulant de chemin de fer	212 569	168 779	303 517	263 538	-20,6	-13,2
Téléviseurs, radios et phonographes	148 455	143 246	373 848	376 173	-3,5	0,6
Mazout	132 058	127 921	364 968	332 577	-3,1	-8,9
Machines à forer pour mines, pétrole et gaz	89 524	127 837	988 603	1 112 246	42,8	12,5
Billes en grumes ou grossièrement équarries	117 052	117 320	151 041	153 804	0,2	1,8
Plastique et caoutchouc synthétique non façonnés	88 227	109 175	829 560	940 037	23,7	13,3
Pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	258 589	108 197	13 870 876	12 737 329	-58,2	-8,2
Matériel électronique et équipement connexe	86 456	103 814	547 541	603 045	20,1	10,1
Autres machines industrielles spéciales	100 590	99 751	706 105	813 302	-0,8	15,2
Autres instruments de mesure et de contrôle	90 962	99 607	467 569	467 881	9,5	0,1
Légumes frais ou réfrigérés	88 425	97 255	557 006	613 600	10,0	10,2
Matériel commercial de télécommunication	100 391	89 105	795 426	761 082	-11,2	-4,3
Minerai, concentrés et déchets d'aluminium	51 790	88 676	125 172	164 071	71,2	31,1
Machines à travailler les métaux	66 334	83 749	803 625	805 300	26,3	0,2
Bois d'oeuvre	69 880	83 266	347 483	406 509	19,2	17,0
Produits chimiques industriels (explosif)	83 046	83 200	754 653	773 313	0,2	2,5
Filés et fils, fibres artificielles	62 028	81 657	138 190	173 714	31,6	25,7
Fruits et baies frais ou réfrigérés	73 698	78 911	585 597	612 076	7,1	4,5
Coke de pétrole et de charbon	80 135	70 632	170 209	159 699	-11,9	-6,2
Royaume-Uni	1 383 947	1 764 701	3 721 155	4 339 184	27,5	16,6
10 principaux produits	897 892	1 228 943	1 699 625	2 229 191	36,9	31,2
Autres substances bitumineuses brutes	711 585	966 382	1 327 681	1 724 132	35,8	29,9
Moteurs d'avion et pièces	39 125	65 310	45 122	72 186	66,9	60,0
Tracteurs	12 823	35 029	65 829	90 642	173,2	37,7
Essence	22 333	33 624	22 333	34 912	50,6	56,3
Automobiles et châssis	19 843	29 385	66 969	92 465	48,1	38,1
Moteurs et turbines d'usage général	40 161	23 604	73 214	38 345	-41,2	-47,6
Cuir pour gants et vêtements	15 187	20 429	24 832	36 110	34,5	45,4
Tôles, feuilles et feuillards d'acier	14 879	20 303	49 050	56 509	36,4	15,2
Fer et acier primaires	13 426	18 967	15 827	64 183	41,3	305,5
Autres dérivés du pétrole et du charbon	8 525	15 905	8 763	19 702	86,6	124,8
Japon	1 451 260	1 566 774	7 626 297	7 550 304	8,0	-1,0
10 principaux produits	1 015 157	1 190 445	4 212 491	4 555 181	17,3	8,1
Automobiles et châssis	621 977	786 034	2 048 000	2 361 173	26,4	15,3
Matériel commercial de télécommunication	76 936	95 109	770 870	692 896	23,6	-10,1
Camions et châssis	85 466	83 239	323 377	287 528	-2,6	-11,1
Téléviseurs, radios et phonographes	85 022	60 372	214 108	158 541	-29,0	-26,0
Tissus larges de fibres artificielles	30 486	36 858	66 227	68 020	20,9	2,7
Films, plaques, papier et tissus vierges pour photographie	39 500	34 933	104 487	108 796	-11,6	4,1
Machines et matériel de bureau	19 492	27 256	247 401	287 568	39,8	16,2
Machines à forer pour mines, pétrole et gaz	18 557	23 735	133 094	158 112	27,9	18,8
Pneus neufs	18 897	23 139	114 086	123 700	22,4	8,4
Pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	18 815	19 767	190 837	308 842	5,1	61,8

Tableau 9 (suite)

Principaux produits importés, selon les 10 principaux pays d'origine, Québec et Canada, 1986 et 1987

Pays et produit	Québec		Canada		Variation 1987/1986	
	1986	1987	1986	1987	Québec	Canada
	'000 $				%	
Allemagne (RFA)	1 017 192	1 121 169	3 453 227	3 534 457	10,2	2,4
10 principaux produits	409 806	504 773	1 317 645	1 341 350	23,2	1,8
Automobiles et châssis	213 917	196 533	721 962	618 418	-8,1	-14,3
Tracteurs	23 535	43 673	28 904	48 968	85,6	69,4
Autres machines industrielles d'usage général	19 882	43 191	80 114	96 493	117,2	20,4
Machines à travailler les métaux	19 827	42 059	159 412	166 329	112,1	4,3
Tôles, feuilles et feuillard d'acier	27 722	39 246	65 999	106 280	41,6	61,0
Autres machines industrielles spéciales	21 485	37 572	107 039	124 228	74,9	16,1
Machines à façonner le bois	20 941	27 941	54 632	69 786	33,4	27,7
Machines pour l'industrie des pâtes et papiers	11 871	27 793	27 591	40 480	134,1	46,7
Machines pour les industries textiles	32 794	26 715	47 144	40 817	-18,5	-13,4
Matières colorantes sauf extraits tinctoriaux	17 828	20 045	24 844	29 547	12,4	18,9
France	795 833	769 636	1 585 289	1 488 744	-3,3	-6,1
10 principaux produits	272 974	275 187	459 698	445 284	0,8	-3,1
Boissons alcooliques fermentées	61 245	63 969	159 845	160 056	4,4	0,1
Livres et brochures	39 094	36 418	39 848	36 998	-6,8	-7,2
Tôles, feuilles et feuillards d'acier	29 013	34 453	47 630	50 167	18,8	5,3
Machines à forer pour mines, pétrole et gaz	46 347	29 834	55 380	38 303	-35,6	-30,8
Articles de toilette et préparations de nettoyage	21 162	22 709	38 758	35 548	7,3	-8,3
Génératrices et moteurs électriques	14 012	21 186	14 749	22 142	51,2	50,1
Articles de sport et de divertissement	18 473	18 010	26 013	25 157	-2,5	-3,3
Journaux, revues et périodiques	12 044	16 783	12 053	16 837	39,3	39,7
Articles ophtalmiques	14 985	16 074	18 796	19 543	7,3	4,0
Boissons alcooliques distillées	16 597	15 747	46 620	40 529	-5,1	-13,1
Italie	665 092	676 677	1 671 356	1 694 713	1,7	1,4
10 principaux produits	285 987	266 504	569 539	545 644	-6,8	-4,2
Bottes et souliers	71 259	58 875	143 668	119 708	-17,4	-16,7
Meubles et accessoires	36 291	40 487	79 436	84 731	11,6	6,7
Autres tissus larges	46 503	29 213	72 879	49 500	-37,2	-32,1
Briques et matières réfractaires d'argile	18 167	24 457	50 579	74 870	34,6	48,0
Autres machines industrielles spéciales	24 154	23 009	70 948	60 587	-4,7	-14,6
Mazout	45 109	21 603	45 109	21 603	-52,1	-52,1
Tracteurs	14 536	19 625	21 725	27 858	35,0	28,2
Vêtements de dessus non tricotés	16 881	18 173	67 798	71 350	7,6	5,2
Essence	-	16 453	-	16 453	...	...
Autres chaussures	13 083	14 605	17 393	18 979	11,6	9,1
Taïwan	515 502	605 661	1 744 665	2 023 028	17,5	16,0
10 principaux produits	242 015	269 485	719 997	817 954	11,4	13,6
Vêtements de dessus tricotés	42 169	42 602	169 353	167 266	1,0	-1,2
Bottes et souliers	28 863	40 067	75 191	104 293	38,8	38,7
Téléviseurs, radios et phonographes	31 511	32 881	79 354	86 348	4,3	8,8
Autres véhicules	26 662	29 711	46 825	56 765	11,4	21,2
Vêtements de dessus non tricotés	23 722	21 832	95 270	85 717	-8,0	-10,0
Boulons, écrous, quincaillerie de base	11 526	21 339	35 205	59 594	85,1	69,3
Autres chaussures	25 834	21 108	72 056	66 478	-18,3	-7,7
Autres tissus larges	28 395	21 015	32 722	24 919	-26,0	-23,8
Automobiles et châssis	12 358	20 754	41 711	65 306	67,9	56,6
Meubles et accessoires	10 971	18 171	72 306	101 265	65,6	40,1

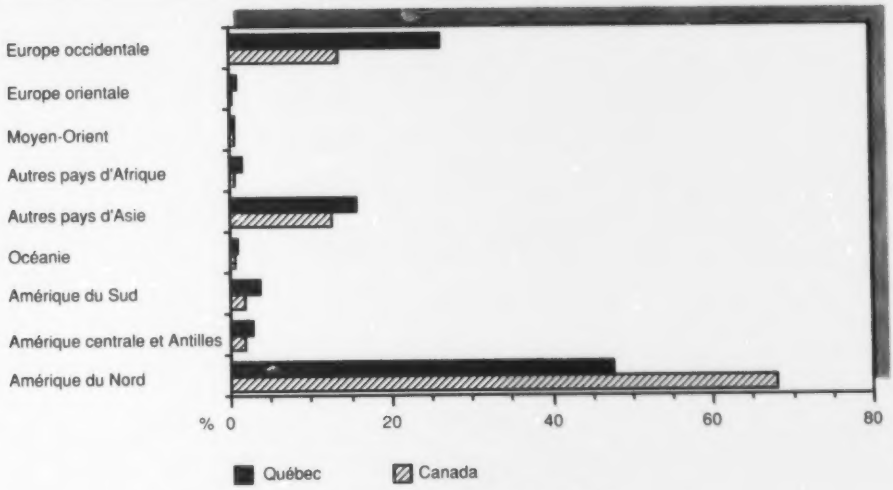
Tableau 9 (suite)

Principaux produits importés, selon les 10 principaux pays d'origine, Québec et Canada, 1986 et 1987

Pays et produit	Québec		Canada		Variation 1987/1986	
	1986	1987	1986	1987	Québec	Canada
	'000 $				%	
Corée du Sud	421 710	526 328	1 749 446	1 844 038	24,8	5,4
10 principaux produits	265 929	337 350	614 857	760 808	26,9	23,7
Filés de fibres mélangées et mixtes et filés pour pneus	56 934	69 045	63 002	75 192	21,3	19,3
Vêtements de dessus non tricotés	43 225	50 699	173 594	199 054	17,3	14,7
Téléviseurs, radios et phonographes	36 497	50 129	91 909	131 643	37,4	43,2
Vêtements divers	16 864	36 012	18 269	39 309	113,5	115,2
Vêtements de dessus tricotés	25 311	30 836	101 652	121 070	21,8	19,1
Tissu larges de fibres artificielles	20 445	28 893	27 008	36 436	41,3	34,9
Automobiles et châssis	17 109	23 084	57 745	72 639	34,9	25,8
Articles de voyage	19 212	21 674	34 315	40 344	12,8	17,6
Coiffures, gants et mitaines	16 818	14 395	29 667	27 787	-14,4	-6,3
Autres tissus larges	13 509	12 578	17 691	17 329	-6,9	-2,0
République populaire de Chine	248 935	331 648	566 593	770 923	33,2	36,1
10 principaux produits	191 856	231 411	342 776	463 666	20,6	35,3
Tissus larges de coton	21 821	44 784	26 176	49 428	105,2	88,8
Vêtements de dessus non tricotés	25 760	40 344	103 456	158 398	56,6	53,1
Coton	56 464	31 176	56 592	31 353	-44,8	-44,6
Autres tissus larges	24 026	30 673	25 640	32 235	27,7	25,7
Accessoires du vêtement	14 308	18 996	17 980	25 213	32,8	40,2
Jeux, jouets et véhicules d'enfants	13 171	17 519	22 583	39 151	33,0	73,4
Coiffures, gants et mitaines	16 338	16 903	27 618	32 839	3,5	18,9
Vêtements de dessus tricotés	10 351	15 002	41 570	58 904	44,9	41,7
Serviettes, débarbouillettes, etc.	7 569	8 888	10 701	12 674	17,4	18,4
Graines, noix et amandes oléagineuses	2 043	7 120	10 455	23 466	248,5	124,4
Brésil	378 190	330 925	821 641	850 541	-12,5	3,5
10 principaux produits	211 291	200 777	375 526	440 627	-5,0	17,3
Café	66 144	59 604	93 436	82 616	-9,9	-11,6
Automobiles et châssis	325	33 051	1 099	104 002	...	...
Cacao et chocolat	26 266	22 851	32 360	28 164	-13,0	-13,0
Filés de fibres mélangées et mixtes et filés pour pneus	10 591	18 846	10 652	19 302	77,9	81,2
Minerai, concentrés et déchets d'aluminium	43 444	15 497	43 447	15 497	-64,3	-64,3
Filés et fils de coton	6 737	12 810	8 774	17 300	90,1	97,2
Téléviseurs, radios et phonographes	16 924	10 507	42 619	27 593	-37,9	-35,3
Minerai, concentrés et déchets de fer	22 652	9 405	22 652	9 405	-58,5	-58,5
Bottes et souliers	8 691	9 374	41 574	44 219	7,9	6,4
Jus de fruits concentrés	9 513	8 827	78 909	92 524	-7,2	17,3
10 principaux pays	17 399 927	18 716 468	100 276 638	102 990 518	7,6	2,7
Tous les pays	21 475 272	23 196 022	112 677 898	116 075 341	8,0	3,0

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec*.

Figure 4
Importations internationales par région géographique d'origine, Québec et Canada, 1987



Source: Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec*.

Tableau 10
Principaux produits importés, selon la région, Québec et Canada, 1986 et 1987

Région et produit	Québec		Canada		Variation 1987/1986	
	1986	1987	1986	1987	Québec	Canada
	'000 $				%	
Europe occidentale	5 474 298	6 117 778	14 841 133	15 804 139	11,8	6,5
10 principaux produits	1 715 947	2 154 623	4 273 521	4 814 817	25,6	12,7
Autres substances bitumineuses brutes	722 521	979 673	1 380 823	1 803 717	35,6	30,6
Automobiles et châssis	269 828	279 609	910 660	879 827	3,6	-3,4
Tôles, feuilles et feuillards d'acier	120 873	154 329	274 828	333 842	27,7	21,5
Essence	67 497	123 971	67 497	142 648	83,7	111,3
Machines à forer pour mines, pétrole et gaz	146 718	123 584	322 611	300 882	-15,8	-6,7
Tracteurs	66 739	113 118	142 381	193 235	69,5	35,7
Machines à travailler les métaux	74 021	102 803	403 598	365 955	38,9	-9,3
Autres machines industrielles spéciales	78 097	95 746	315 661	327 960	22,6	3,9
Boissons alcooliques fermentées	85 594	91 159	254 080	267 035	6,5	5,1
Meubles et accessoires	84 056	90 627	201 378	199 712	7,8	-0,8
Europe orientale	155 369	196 330	335 350	386 794	26,4	15,3
10 principaux produits	64 409	93 823	125 547	159 064	45,7	26,7
Meubles et accessoires	12 978	16 551	22 360	24 813	27,5	11,0
Tôles, feuilles et feuillards d'acier	3 749	15 714	6 325	21 660	319,1	242,4
Vêtements de dessus non tricotés	9 436	10 199	37 897	40 046	8,1	5,7
Tissus larges de coton	7 655	9 036	10 343	12 450	18,0	20,4
Engrais et matières fertilisantes	5 746	8 327	8 456	10 712	44,9	26,7
Ustensiles de cuisine et coutellerie	9 457	8 140	19 016	13 982	-13,9	-26,5
Mazout	3 425	7 300	5 098	7 300	113,2	43,2
Autres tissus larges	5 437	7 134	7 632	10 303	31,2	35,0

Tableau 10 (suite)

Principaux produits importés, selon la région, Québec et Canada, 1986 et 1987

Région et produit	Québec		Canada		Variation 1987/1986	
	1986	1987	1986	1987	Québec	Canada
	'000 $				%	
Pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	462	6 123	1 734	11 854	...	583,6
Coiffures, gants et mitaines	6 059	5 294	6 682	5 939	-12,6	-11,1
Moyen-Orient	176 956	136 463	628 294	704 608	-22,9	12,1
10 principaux produits	135 746	87 380	464 181	535 909	-35,6	15,5
Autres substances bitumineuses brutes	88 288	26 838	399 292	444 898	-69,6	11,4
Literie	12 250	11 582	12 364	11 582	-5,5	-6,3
Mazout	4 873	10 148	4 873	10 148	108,2	108,2
Filés et fils, fibres artificielles	6 751	8 932	6 897	9 020	32,3	30,8
Essence	13 550	6 239	13 550	6 239	-54,0	-54,0
Fruits séchés ou déshydratés	4 056	5 880	11 511	14 876	45,0	29,2
Filés de fibres mélangées et mixtes et filés pour pneus	1 683	5 667	1 720	6 203	236,6	260,6
Filés et fils de coton	1 128	5 036	1 265	5 240	346,5	314,0
Vêtements de dessus non tricotés	1 942	4 037	7 802	15 850	107,8	103,1
Vêtements de dessus tricotés	1 220	3 017	4 903	11 848	147,2	141,7
Afrique (sauf Moyen-Orient)	342 990	370 561	1 009 925	760 142	8,0	-24,7
10 principaux produits	218 082	242 218	645 270	483 594	11,1	-25,1
Autres substances bitumineuses brutes	95 241	80 678	374 853	249 535	-15,3	-33,4
Sucre, mélasse et sirops	18 878	29 925	68 196	67 705	58,5	-0,7
Fruits et baies frais ou réfrigérés	23 410	26 829	27 241	26 902	14,6	-1,2
Minerai, concentrés et déchets d'aluminium	16 370	24 120	22 396	29 336	47,3	31,0
Cuivre et alliages	22 619	22 159	24 108	22 910	-2,0	-5,0
Mazout	5 482	18 307	12 612	18 307	233,9	45,2
Ferro-alliages	8 987	15 430	16 481	21 912	71,7	33,0
Autres minerais, concentrés et déchets de métaux	8 012	9 497	71 548	26 395	18,5	-63,1
Bases inorganiques et oxydes métalliques	6 632	8 675	6 807	8 854	30,8	30,1
Café	12 446	6 592	21 024	11 733	-47,0	-44,2
Asie (sauf Moyen-Orient)	3 182 607	3 699 701	13 857 220	14 571 163	16,2	5,2
10 principaux produits	1 628 286	1 950 046	5 600 857	6 095 998	19,8	8,8
Automobiles et châssis	651 446	831 195	2 147 456	2 503 278	27,6	16,6
Vêtements de dessus non tricotés	185 045	210 652	743 154	827 062	13,8	11,3
Téléviseurs, radios et phonographes	179 520	172 350	452 079	452 602	-4,0	0,1
Vêtements de dessus tricotés	135 082	158 129	542 496	620 845	17,1	14,4
Tissus larges de coton	80 880	126 430	111 295	162 127	56,3	45,7
Matériel commercial de télécommunication	88 798	107 094	971 264	901 438	20,6	-7,2
Filés de fibres mélangées et mixtes et filés pour pneus	71 167	95 827	82 526	105 741	34,6	28,1
Autres tissus larges	96 595	90 536	129 142	119 327	-6,3	-7,6
Camions et châssis	85 468	83 239	323 377	287 528	-2,6	-11,1
Tissus larges de fibres artificielles	54 280	74 590	98 062	116 047	37,4	18,3
Océanie	151 874	200 585	686 071	785 414	32,1	14,5
10 principaux produits	119 833	176 701	399 270	533 153	47,5	33,5
Minerai, concentrés et déchets d'aluminium	54 413	93 328	102 673	174 167	71,5	69,6
Viandes fraîches, réfrigérées, congelées	32 034	34 794	187 022	208 182	8,6	11,3
Fruits et baies frais ou réfrigérés	8 606	9 817	29 084	35 269	14,1	21,3
Autres minerais, concentrés et déchets de métaux	601	7 648	19 444	43 880	...	125,7
Matières pour préparations alimentaires	5 081	7 561	6 717	8 901	48,8	32,5
Fruits séchés ou déshydratés	6 149	7 308	18 479	19 205	18,8	3,9
Laine et poils fins d'origine animale	7 216	6 248	12 071	11 430	-13,4	-5,3
Fruits et produits en boîte	3 940	5 036	18 603	23 059	27,8	24,0
Assemblages, équipement et pièces d'avion	987	2 828	2 881	5 186	186,5	80,0
Jus de fruits concentrés	802	2 129	2 292	3 868	165,4	68,8

Tableau 10 (suite)

Principaux produits importés, selon la région, Québec et Canada, 1986 et 1987

Région et produit	Québec		Canada		Variation 1987/1986	
	1986	1987	1986	1987	Québec	Canada
	'000 $				%	
Amérique du Sud	868 518	832 343	1 894 657	2 142 723	-4,2	13,1
10 principaux produits	528 681	511 182	1 013 328	1 226 811	-3,3	21,1
Autres substances bitumineuses brutes	160 704	108 168	311 026	267 176	-32,7	-14,1
Café	126 493	98 931	222 635	174 904	-21,8	-21,4
Fruits et baies frais ou réfrigérés	54 746	62 402	158 086	163 214	14,0	3,2
Minerai, concentrés et déchets de cuivre	41 147	45 785	42 173	47 046	11,3	11,6
Mazout	47 020	43 509	161 792	194 412	-7,5	20,2
Autres dérivés du pétrole et du charbon	18 632	38 857	25 121	42 521	108,5	69,3
Automobiles et châssis	327	33 051	1 103	104 002	...	...
Minerai, concentrés et déchets d'aluminium	61 952	29 548	65 344	33 942	-52,3	-48,1
Filés et fils de coton	17 658	26 062	20 989	33 386	47,6	59,1
Métaux précieux et alliages	-	24 865	5 054	166 204	...	...
Amérique centrale et Antilles	599 642	617 820	2 084 631	2 006 323	3,0	-3,8
10 principaux produits	437 943	447 698	761 099	725 090	2,2	-4,7
Autres substances bitumineuses brutes	121 725	134 491	157 116	154 450	10,5	-1,7
Minerai, concentrés et déchets d'aluminium	124 447	79 628	124 490	92 624	-36,0	-25,6
Mazout	37 517	72 650	76 441	89 654	93,6	17,3
Café	57 650	49 233	191 331	138 159	-14,6	-27,8
Composés organo-inorganiques et composés hétérocycliques	12 817	24 708	26 811	32 157	92,8	19,9
Mollusques et crustacés	14 989	19 555	28 644	31 247	30,5	9,1
Automobiles et châssis	5 201	19 535	17 554	61 472	275,6	250,2
Autres produits chimiques organiques	18 424	16 299	26 110	25 910	-11,5	-0,8
Fruits et baies frais ou réfrigérés	17 381	15 894	84 807	82 262	-8,6	-3,0
Essence	27 790	15 699	27 790	17 151	-43,5	-38,3
Amérique du Nord	10 523 014	11 024 434	77 340 613	78 914 029	4,8	2,0
10 principaux produits	4 919 856	5 293 381	19 866 081	21 535 508	7,6	8,4
Automobiles et châssis	2 243 215	2 263 907	8 627 753	8 690 625	0,9	0,7
Tubes électroniques et semi-conducteurs	644 963	844 349	1 204 979	1 554 176	30,9	29,0
Camions et châssis	499 104	623 546	2 610 374	2 993 503	24,9	14,7
Moteurs d'avion et pièces	331 445	352 037	624 848	626 457	6,2	0,3
Assemblages, équipement et pièces d'avion	296 808	339 324	1 022 061	1 113 477	14,3	8,9
Machines et matériel de bureau	321 708	302 429	3 745 109	4 472 723	-6,0	19,4
Pièces et accessoires de matériel roulant de chemin de fer	212 570	168 779	303 518	263 538	-20,6	-13,2
Téléviseurs, radios et phonographes	148 455	143 246	373 848	376 173	-3,5	0,6
Mazout	132 058	127 921	364 968	332 577	-3,1	-8,9
Machines à forer pour mines, pétrole et gaz	89 525	127 837	988 618	1 112 255	42,8	12,5
Total	21 475 272	23 196 022	112 677 898	116 075 341	8,0	3,0

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec.*

Tableau 11

Réexportations internationales des 25 principaux produits, Québec et Canada, 1986 et 1987

Produit	Québec		Canada		Variation 1987/1986	
	1986	1987	1986	1987	Québec	Canada
	'000 $				%	
Tubes électroniques et semi-conducteurs	40 732	157 201	53 472	171 422	285,9	220,6
Moteurs d'avion et pièces	110 922	122 826	177 467	150 976	10,7	-14,9
Matériel roulant de chemin de fer	151 843	111 444	159 766	121 647	-26,6	-23,9
Bois d'oeuvre	36 308	58 548	52 429	78 974	61,3	50,6
Assemblages, équipement et pièces d'avion	57 002	57 457	164 542	210 038	0,8	27,6
Machines et matériel de bureau	31 693	43 815	430 716	460 918	38,2	7,0
Avions entiers avec moteurs	72 821	35 211	443 862	143 639	-51,6	-67,6
Automobiles et châssis	33 021	21 879	259 272	169 333	-33,7	-34,7
Matériel commercial de télécommunication	15 106	20 816	68 377	80 649	37,8	17,9
Moteurs et turbines d'usage général	16 748	15 047	39 800	33 302	-10,2	-16,3
Matériel électronique et équipement connexe	12 468	11 799	45 925	43 225	-5,4	-5,9
Autres machines industrielles spéciales	6 296	10 975	52 723	58 562	74,3	11,1
Autres instruments de mesure et de contrôle	10 571	10 924	73 440	55 994	3,3	-23,8
Café	2 944	10 726	7 340	14 240	264,3	94,0
Jeux, jouets et véhicules d'enfants	19 353	9 782	30 276	17 175	-49,5	-43,3
Produits biologiques	15 195	8 129	16 178	10 628	-46,5	-34,3
Machines pour industries textiles	7 666	7 734	12 189	13 156	0,9	7,9
Vêtements de dessus non tricotés	8 720	7 698	12 257	10 258	-11,7	-16,3
Pièces et accessoires d'autres véhicules automobiles	9 463	7 458	286 897	259 994	-21,2	-9,4
Camions et châssis	9 260	7 189	126 453	92 319	-22,4	-27,0
Autres tissus larges	7 676	7 143	11 329	9 996	-6,9	-11,8
Pierres ornementales, naturelles, synthétiques, etc.	9 061	7 078	41 404	43 076	-21,9	4,0
Mazout	8 327	7 034	8 744	7 075	-15,5	-19,1
Machines à forer pour mines, pétrole et gaz	8 366	6 984	86 194	69 037	-16,5	-19,9
Thé	9 874	6 862	12 185	8 295	-30,5	-31,9
25 principaux produits réexportés	**711 449**	**771 771**	**2 673 247**	**2 333 940**	**8,5**	**-12,7**
Total des réexportations	**917 563**	**1 000 790**	**3 933 172**	**3 623 374**	**9,1**	**-7,9**

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec*.

27

Science et technologie

Les dépenses et le financement des activités de recherche et de développement au Québec 989

Les ressources humaines affectées aux activités scientifiques et techniques 990

Quelques résultats de la recherche et du développement 991

27

Liste des tableaux

1. Dépenses intra-muros de recherche et de développement par région, Canada, 1979-1986 994

2. Dépenses intra-muros de recherche et de développement en pourcentage du PIB et par habitant, Québec, Ontario et Canada, 1979-1986 994

3. Évolution des dépenses intra-muros de recherche et de développement, selon le secteur d'exécution, Québec, Ontario et Canada, 1979-1985 995

4. Dépenses totales intra-muros de recherche et de développement industriels, selon le degré de spécialisation technique de l'industrie, Montréal et reste du Québec, Québec et Canada, 1986 995

5. Évolution des dépenses totales intra-muros en recherche et développement de certains groupes d'industries, Québec, 1979-1986 996

6. Dépenses totales du gouvernement fédéral au titre des activités scientifiques et techniques, selon la région et le secteur d'exécution, Canada, 1985-86 996

7. Subventions versées et contrats accordés à l'industrie canadienne par le gouvernement fédéral pour la recherche et le développement en sciences naturelles, par région, 1985-86 997

8. Évolution des dépenses intra-muros de recherche et développement, selon le secteur de financement, Québec, Ontario et Canada, 1979-1986 997

9. Financement des dépenses intra-muros de recherche et développement, par secteur d'exécution, Québec, Ontario et Canada, 1986 998

10. Dépenses du gouvernement du Québec pour les activités scientifiques et techniques, 1984-85 998

11. Proportion de scientifiques, d'ingénieurs et de technologues dans la population active, Québec, Ontario et Canada, 1971, 1981 et 1984 999

12. Proportion de scientifiques, d'ingénieurs et de technologues, selon le domaine d'activité, Québec, Ontario et Canada, 1984 999

13. Nombre d'enseignants à temps plein dans les universités, Québec, Ontario et Canada, 1970-71 à 1985-86 999

14. Nombre d'enseignants à temps plein dans les universités, selon le domaine, Québec, Ontario et Canada, 1985-86 1000

15. Diplômes décernés, selon le grade universitaire et le domaine d'études, Québec, Ontario et Canada, 1985 1000

16. Répartition du personnel affecté à la recherche et au développement industriels, selon le statut, Québec, Ontario et Canada, 1982-1986 1001

17. Estimation du personnel professionnel affecté à la recherche et au développement industriels, selon le grade universitaire, Québec, 1979-1986 1001

18. Répartition du personnel affecté à la recherche et au développement industriels, selon le degré de spécialisation technique de l'industrie, Montréal, Québec et Canada, 1986 1001

19. Répartition du personnel affecté à la recherche et au développement, pour certains groupes d'industries, Québec, 1979-1986 1002

20. Proportion de répondants qui utilisent au moins une technologie de pointe et part relative de leurs expéditions dans la valeur totale, Québec, Ontario et Canada, 1986 1002

21. Proportion des établissements qui utilisent au moins une technologie de pointe et part relative de leurs expéditions dans la valeur totale, par groupe d'industries, Québec, Ontario, 1986 1003

22. Part relative des exportations et des importations de produits de haute technologie, Québec et Canada, 1979, 1982 et 1985 1003

23. Exportations de produits de haute technologie, selon la catégorie de produits, Québec et Canada, 1979, 1982 et 1985 1004

24. Importations de produits de haute technologie, selon la catégorie de produits, Québec et Canada, 1979, 1982 et 1985 1004

Ce chapitre a été réalisé par Christiane Charron, de la Direction des statistiques générales du Bureau de la statistique du Québec.

Le Guide des statistiques relatives à la science et à la technologie de l'UNESCO[1] définit le concept d'activités scientifiques et techniques (AST) de la manière suivante:

« ...activités systématiques étroitement liées à la production, à la promotion, à la diffusion et à l'application des connaissances scientifiques et techniques dans tous les domaines de la science et de la technologie, à savoir les sciences exactes et naturelles, les sciences de l'ingénieur et de la technologie, les sciences médicales et les sciences agricoles et les sciences sociales et humaines » .

Dans ce domaine, les statistiques concernant le Québec sont plus récentes que celles qui se rapportent à l'ensemble du Canada et les champs qu'elles couvrent, moins nombreux. Pour ce qui est de la recherche et du développement industriels (R-D), par exemple, des données sont recueillies depuis 1955 par Statistique Canada, mais ce n'est que depuis 1967 que des données régionales sont publiées. D'autres informations, comme celles qui portent sur les brevets, les paiements effectués pour des transferts de technologie ou encore sur l'analyse bibliométrique, ne sont disponibles qu'à l'échelle canadienne.

Dans le présent texte, il est question de quelques aspects des activités scientifiques et techniques: dépenses engagées dans la recherche et le développement, sources de financement, ressources humaines en R-D, utilisation de technologies de pointe dans l'industrie de la fabrication et exportation de produits de haute technologie. Les indicateurs relatifs à ces différents domaines permettent de décrire la situation qui prévaut au Québec et de situer ce dernier par rapport à l'ensemble du Canada.

Les dépenses et le financement des activités de recherche et de développement au Québec

La répartition des dépenses de recherche et de développement

L'indicateur le plus utilisé pour mesurer l'ampleur des activités de recherche et de développement est la dépense intérieure brute de recherche et de développement (DIRD). Cela comprend les dépenses de recherche et de développement financées par l'étranger et exécutées sur le territoire national. N'est pas inclus le financement des travaux de recherche et de développement exécutés à l'étranger. En 1986, la DIRD québécoise s'élève à 1,5 milliard de dollars, ce qui représente 21% de la DIRD canadienne. En Ontario, elle s'élève à 3,9 milliards (54% de la DIRD canadienne). Au cours de la période 1979-1985, le Québec connaît une croissance constante de la DIRD. Le rapport de la DIRD dans le produit intérieur brut (PIB) passe alors de 0,86% à 1,38%. En 1986, ce rapport chute à 1,25%. Pour la même année, l'Ontario enregistre un ratio de 1,90% et le Canada, de 1,41%.

Au Québec en 1986, 58% des dépenses de recherche et de développement sont faites par les entreprises commerciales, 24%, par le secteur de l'enseignement supérieur, 16%, par l'administration publique et 2%, par les organismes sans but lucratif. En Ontario, les

1. UNESCO, *Guide des statistiques relatives à la science et à la technologie*, Paris, 1984.

entreprises commerciales occupent également le premier rang au chapitre des dépenses de recherche et de développement (59%). L'administration publique vient ensuite avec 22%; il est suivi du secteur de l'enseignement supérieur, avec 17%.

Au Québec, la concentration industrielle des dépenses est très marquée: 40% des dépenses de recherche et de développement industriels sont faites par deux types d'industrie: celle des « avions et pièces » et celle du « matériel électronique » . La forte progression des dépenses de l'industrie des services est également remarquable: de 1979 à 1986, les dépenses de recherche et de développement sont passées de 32 à 214 millions de dollars. À l'echelle régionale, la concentration est également très grande. Montréal accaparant 84% des dépenses de R-D faites au Québec.

Les dépenses des gouvernements canadien et québécois pour les activités scientifiques et techniques

Pendant l'année 1985-86, le gouvernement fédéral dépense 3,5 milliards de dollars pour les activités scientifiques et techniques. La majeure partie de ces dépenses, soit 34%, sont effectuées dans la région de la capitale nationale. Le Québec obtient 16% du budget fédéral, tandis que l'Ontario en reçoit 20%. Durant la même période, 44% des subventions versées à l'industrie par le gouvernement fédéral vont au Québec, soit 125,1 millions, contre 6,7 millions pour l'Ontario. Par contre, l'Ontario reçoit pour 45,5 millions de contrats fédéraux sur un total de 165,2 millions, tandis que le Québec en reçoit pour 28,9 millions.

Durant l'exercice financier 1984-85, 690,7 millions de dollars sont dépensés par le gouvernement du Québec pour les activités scientifiques et techniques. Près des trois quarts (71%) de cette somme sont des dépenses intra-muros; le reste est réparti entre les contrats (12%) et les subventions (17%). Les contrats sont majoritairement alloués au secteur privé (83%), tandis que les subventions sont surtout accordées aux institutions d'enseignement post-secondaire (58%).

Les dépenses pour la recherche et le développement, selon le secteur de financement

Les statistiques de 1986 montrent qu'au Québec, ce sont l'Administration publique et les entreprises commerciales qui financent le plus les dépenses de R-D (37% et 44%, respectivement). En Ontario, la situation est presque identique: 36% et 44%, respectivement.

Au Québec comme en Ontario, les entreprises commerciales s'autofinancent à 75%. Pour le secteur de l'enseignement supérieur toutefois, la part d'autofinancement du Québec est plus faible que celle de l'Ontario, 31% comparativement à 45%, tandis que le recours au pouvoir public y est plus important: 55% par rapport à 41%.

Les ressources humaines affectées aux activités scientifiques et techniques

Les scientifiques, les ingénieurs et les technologues

Le développement des activités techniques et scientifiques dépend en bonne partie du nombre de spécialistes en sciences, en génie et en technologie qui travaillent dans ces domaines. En 1984, le Québec en compte 263 000, soit 8,4% de la population active. De 1971 à 1984, le nombre de personnes exerçant l'une de ces professions augmente de 83%, alors que la croissance de la population active n'est que de 33%. Au cours de la même période, le nombre de scientifiques, d'ingénieurs et de technologues ontariens croît de 63%, tandis que la population active de l'Ontario augmente de 42%.

C'est dans le domaine des sciences de la santé que l'on dénombre le plus de spécialistes du genre, tant au Québec qu'en Ontario: 55% et 47%, respectivement. Le secteur du génie et des sciences appliquées vient au 2e rang et celui des mathématiques et des sciences physiques, au 3e. En 1984, ces deux derniers secteurs regroupent 30% des travailleurs des spécialités susmentionnées au Québec et 38% en Ontario.

Les professeurs d'université à temps plein

En plus de produire une grande partie de la documentation scientifique, les professeurs d'université forment les futurs chercheurs et le personnel qualifié nécessaire au développement des activités scientifiques et techniques. En 1985-86, les universités québécoises emploient 7 937 professeurs, alors que celles de l'Ontario en engagent 13 586, ce qui représente un ratio de 120 professeurs par 100 000 habitants au Québec et de 150 par 100 000 habitants en Ontario. Pour l'ensemble du Canada, le ratio est de 139. Quant à l'affectation du personnel enseignant, par champ d'activité, il n'y a pratiquement pas de différence entre le Québec et l'Ontario.

Le nombre de diplômes universitaires décernés permet de prévoir l'augmentation ou la diminution du nombre de personnes exerçant des activités de scientifique, d'ingénieur ou de technologue. En 1985, on compte 26 710 nouveaux diplômés au Québec, soit 405 par 100 000 habitants. Pour la même année, il y en a 50 882 en Ontario, soit 560 par 100 000 habitants, et 114 668 dans l'ensemble du Canada, soit 452 par 100 000 habitants. Le Québec ne vient au premier rang du nombre de diplômés que dans le domaine de l'enseignement des sciences de la santé: 30 diplômés par 100 000 habitants, comparativement à 27 par 100 000 habitants en Ontario. Pour les grades supérieurs, 4 527 diplômes sont décernés à travers le Québec (69 par 100 000 habitants) et 7 705 en Ontario (85 par 100 000 habitants).

Le personnel travaillant dans le domaine de la recherche et du développement industriels

En 1986, 12 090 personnes travaillent dans le domaine de la recherche et du développement industriels au Québec, 27 415, en Ontario et 47 245, au Canada. L'Ontario dispose donc de 58% des emplois de ce secteur, tandis que le Québec en détient 26%. Au Québec, 48% des emplois sont de type professionnel, comparativement à 53% en Ontario. Des 5 805 emplois de cette catégorie, 68% sont détenus pas des bacheliers, 21%, par des gens ayant une maîtrise et 11%, par des gens possédant un doctorat.

La répartition du personnel selon le degré de spécialisation technique de l'industrie montre qu'au Québec, 54% des emplois du secteur de la recherche et du développement industriels se retrouvent dans les industries hautement technologiques, principalement dans la région de Montréal (94%). Pour l'ensemble du Canada, ce pourcentage atteint 46%.

Quelques résultats de la recherche et du développement

L'utilisation de technologies de pointe dans l'industrie de la fabrication

L'enquête sur l'utilisation actuelle et prévue des technologies de pointe dans l'industrie canadienne de la fabrication, menée par Statistique Canada en 1986, montre que près de la moitié (45%) des établissements manufacturiers du Québec en utilisent actuellement au moins une dans leurs opérations. En 1986, 75% des livraisons de produits manufacturiers ont été effectuées par ces établissements. En Ontario, 57% des établissements utilisent au moins une technologie de pointe (87% des expéditions de 1986).

Ce sont les technologies du domaine des communications et contrôle qui sont le plus utilisées. Lors de l'enquête susmentionnée, 28% des répondants québécois et 44% des répondants ontariens ont dit avoir recours à une technologie de cette catégorie. Au 2e rang, on retrouve les technologies du domaine de la fabrication et de l'assemblage: 25% des répondants du Québec et 33% de l'Ontario ont dit en utiliser au moins une de ce groupe.

Au Québec, l'industrie de la transformation des métaux est celle qui montre le plus fort pourcentage d'utilisation des technologies de pointe: 76% des établissements de ce secteur (qui effectuent au total 93% des expéditions de métaux transformés) en utilisent une ou plusieurs. Viennent ensuite l'industrie de la machinerie (69% des établissements; 84% des expéditions) et celle des produits minéraux non métalliques (69% des établissements; 82% des expéditions).

Les exportations et les importations de produits fabriqués à l'aide de technologies de pointe

En 1985, 19% des produits exportés et réexportés chargés au Québec sont fabriqués à l'aide de technologies de pointe, comparativement à 14% en 1979. À l'échelle canadienne, il n'y a pratiquement pas eu de croissance dans l'exportation de produits de ce type: en 1979, ils comptent pour 11% des exportations totales, alors qu'en 1985, le pourcentage est à peine de 12%. Quant à la balance commerciale, elle demeure déficitaire, tant pour le Québec que pour l'ensemble du Canada.

Au Québec, les principaux produits exportés qui appartiennent à la catégorie susmentionnée sont les avions, leurs pièces et les produits électroniques (68%). La part de la province, dans l'ensemble du Canada, a néanmoins diminué pour ce qui est des exportations d'avions et de pièces d'avions: entre 1979 et 1985, elle est passée de 47% à 46%. À l'opposé, le pourcentage d'exportations de produits électroniques a beaucoup augmenté: il est passé de 25%, en 1979, à 39%, en 1985.

Même si la valeur des importations dédouanées au Québec d'avions et de pièces d'avion a crû de 260 millions de dollars entre 1979 et 1985, la part de la province dans l'ensemble du Canada a diminué sensiblement au cours de cette période, passant de 33% à 25%. La seule industrie qui enregistre une hausse est celle des produits électriques: sa part dans les importations canadiennes passe de 20% à 25% pendant les mêmes années.

Universités et Écoles affiliées.
Nombre des étudiants dans les différentes facultés.

ANNÉES	Théologie		Droit		Médecine, pharmacie, école vétérinaire, hygiène		Arts		Sciences appliquées (1)	
	Catholiques	Protestants	Catholiques	Protestants	Catholiques	Protestants	Catholiques	Protestants	Catholiques	Protestants
1918-19	501	9	241	52	781	341	87	116	173	212
1917-18	498	5	251	52	712	260	84	395	164	191
1916-17	455	5	250	52	608	260	94	440	169	191
1915-16	422	10	218	63	551	339	29	460	336	324
1914-15	411	9	211	60	507	389	20	508	409	493
1913-14	421	11	231	76	477	373	114	499	351	608
1912-13	393	—	229	64	481	385	131	484	350	555
1911-12	401	31	228	59	498	337	131	490	304	524
1910-11	376	31	216	60	193	300	121	513	278	574
1909-10	—	23	378	50	554	317	321	445	138	541
1908-09	396	26	172	42	460	333	131	445	197	574
1907-08	423	22	178	37	440	352	102	367	198	485
1906-07	356	13	174	33	400	364	106	446	122	454
1905-06	383	10	162	29	352	372	101	460	100	400
1904-05	396	7	173	30	348	421	91	347	68	377
1904-04	415	6	175	43	370	427	140	380	53	306
1902-03	423	5	198	40	315	500	146	366	48	280
1901-02	406	7	198	47	344	493	188	321	39	340

(1) Comprend l'architecture, le génie civil, électrique, mécanique, métallurgique, minier, forestier (Laval de Québec seulement,) et de la chimie; l'arpentage (Laval de Québec seulement).

Source: Annuaire statistique, 1920, p. 129.

16 — Dépenses totales pour l'enseignement supérieur [1] au Québec, 1954-55 à 1962-63

Dépenses	1954-55	1956-57	1958-59	1959-60	1960-61	1961-62	1962-63 [2]
	en milliers de dollars						
Dépenses courantes:							
Enseignement	13,307	13,066	18,991	21,543	34,660	37,535	45,794
Administration	2,258	1,463	1,860	2,146	3,389	5,570	5,649
Entretien	3,268	2,968	4,717	4,453	5,738	8,339	9,166
Bourses	244	162	531	729	985	927	1,132
Recherche	5,045	3,797	4,976	5,644	6,444	8,415	9,213
Autres	1,579	1,276	1,309	2,575	4,081	5,502	3,932
Total	25,701	22,732	32,384	37,090	55,217	66,288	74,886
Dépenses pour immobilisations:							
Terrains	—	8	252	—	186	791	1,131
Bâtiments et équipement	—	6,766	8,118	11,029	12,603	26,915	41,858
Total	3,570	6,774	8,370	11,029	12,789	27,706	42,989
Dépenses totales [3]	—	29,506	40,754	48,119	68,006	93,994	117,875
Dépenses des entreprises auxiliaires	—	3,697	4,770	5,220	5,290	13,586	—

Voir les renvois au tableau 15.

Source: Annuaire du Québec, Quebec Yearbook,1964-65, p. 299.

Tableau 1

Dépenses[1] intra-muros[2] de recherche et de développement par région, Canada, 1979-1986

Année	Provinces de l'Atlantique	Québec	Ontario	Provinces de l'Ouest	Canada
			'000 000 $		
1979	162	558	1 336	578	2 648
1980	145	648	1 620	742	3 173
1981	167	811	2 013	937	3 962
1982	206	934	2 423	1 074	4 656
1983	258	977	2 614	1 086	4 949
1984	273	1 198	2 926	1 190	5 607
1985	334	1 504	3 512	1 445	6 807
1986	340	1 497	3 881	1 466	7 185

1. Jusqu'en 1984, dépenses en sciences naturelles et en génie seulement. À partir de 1985, les dépenses en sciences humaines et en sciences sociales ont été ajoutées.
2. Dépenses de R-D effectuées par l'institution déclarante.

Source: Statistique Canada, Division des sciences de la technologie et du stock de capital. *Les estimations des dépenses canadiennes au titre de la recherche et du développement, par région, 1979 à 1986*, juin 1988.

Tableau 2

Dépenses[1] intra-muros[2] de recherche et de développement en pourcentage du PIB et par habitant, Québec, Ontario et Canada, 1979-1986

	Québec		Ontario		Canada	
	Part du PIB	Par habitant	Part du PIB	Par habitant	Part du PIB	Par habitant
	%	$	%	$	%	$
1979	0.86	87,96	1.28	157,07	0.96	111,41
1980	0.90	101,38	1.41	188,93	1.02	131,82
1981	0.99	125,93	1.53	233,30	1.11	162,63
1982	1.08	144,52	1.76	278,18	1.24	189,24
1983	1.06	150,87	1.72	296,86	1.23	199,53
1984	1.19	184,50	1.71	328,24	1.26	224,32
1985	1.38	230,81	1.90	389,43	1.43	270,32
1986	1.25	228,73	1.90	425,36	1.41	283,16

1. Jusqu'en 1984, dépenses en sciences naturelles et en génie seulement. À partir de 1985, les dépenses en sciences humaines et en sciences sociales ont été ajoutées.
2. Dépenses de R-D effectuées par l'institution déclarante.

Sources: Statistique Canada, Division des sciences de la technologie et du stock de capital, *Les estimations des dépenses canadiennes au titre de la recherche et du développement, par région, 1979 à 1986*, juin 1988; Système de comptabilité nationale, Comptes des revenus et dépenses, *Comptes provinciaux des revenus et dépenses 1961-1986*, février 1988; *Statistiques démographiques trimestrielles*, avril 1988.

Tableau 3

Évolution des dépenses[1] intra-muros de recherche et de développement, selon le secteur d'exécution, Québec, Ontario et Canada, 1979-1985

Secteur d'exécution	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
					'000 000 $			
Administration fédérale								
Québec	59	71	88	107	124	176	212	175
Ontario	377	437	514	588	604	703	681	789
Canada	646	737	865	1 042	1 171	1 337	1 375	1 417
Administration provinciale								
Québec	25	27	30	31	31	40	60	59
Ontario	37	43	51	60	54	63	66	66
Canada	100	122	141	169	170	178	212	215
Entreprises commerciales								
Québec	314	370	482	573	581	717	793	872
Ontario	674	855	1 132	1 407	1 551	1 727	1 961	2 311
Canada	1 266	1 570	2 124	2 487	2 583	2 988	3 330	3 828
Enseignement supérieur								
Québec	139	168	189	206	214	236	345	357
Ontario	258	256	289	338	377	398	616	667
Canada	652	688	776	897	958	1 025	1 522	1 637
Organismes sans but lucratif								
Québec	10	10	17	18	26	28	34	34
Ontario	17	21	24	26	30	35	47	48
Canada	29	34	44	51	65	76	91	88
Total								
Québec	**547**	**646**	**806**	**935**	**976**	**1 197**	**1 444**	**1 497**
Ontario	**1 363**	**1 612**	**2 010**	**2 419**	**2 616**	**2 926**	**3 371**	**3 881**
Canada	**2 693**	**3 151**	**3 950**	**4 646**	**4 947**	**5604**	**6 530**	**7 185**

1. Jusqu'en 1984, dépenses en sciences naturelles et en génie seulement. À partir de 1985, les dépenses en sciences humaines et en sciences sociales ont été ajoutées.

Source: Statistique Canada, Division des sciences de la technologie et du stock de capital, *Les estimations des dépenses canadiennes au titre de la recherche et du développement par région, 1979 à 1986*, juin 1988.

Tableau 4

Dépenses totales intra-muros de recherche et de développement industriels, selon le degré de spécialisation technique de l'industrie, Montréal et reste du Québec, Québec et Canada, 1986

Degré de spécialisation technique de l'industrie	Montréal	Reste du Québec	Ensemble du Québec	Canada
		'000 000 $		
Industries hautement spécialisées	437	22	459	1 872
Industries moyennement spécialisées	38	35	72	449
Industries faiblement spécialisées	21	16	37	180
Industries liées aux ressources naturelles	47	42	89	310
Services	185	24	209	1 018
Total	**728**	**139**	**867**	**3 828**

Sources: Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques sur la recherche et le développement industriels au Québec, 1986*.
Statistique Canada, *Statistiques sur la recherche et le développement industriels 1986* (88-202).

Tableau 5

Évolution des dépenses totales intra-muros en recherche et développement de certains groupes d'industries, Québec[1], 1979-1986

Industrie	1979	1981	1982	1983	1984	1985	1986
				'000 000 $			
Mines	4	6	7	10	10	13	12
Fabrication	279	419	483	473	519	619	646
Aliments, boissons et tabac	10	14	17	18	19	19	16
Caoutchouc et plastique	2	3	3	3	4	4	3
Textiles	5	7	8	9	8	8	11
Bois et produits du bois	22	31	30	31	34	40	48
Métaux semi-transformés[2]	23	35	38	33	38	x	31
Produits métalliques	3	5	5	6	6	5	12
Machinerie	14	19	20	14	5	5	19
Avions et pièces	x	150	171	156	178	193	202
Autre matériel de transport	x	17	18	23	19	24	22
Matériel électronique[3]	38	71	83	86	105	134	145
Machines de bureau	x	13	21	18	29	25	35
Autres appareils électriques	5	7	5	5	8	10	14
Produits minéraux non métalliques	x	1	1	1	4	4	2
Produits raffinés du pétrole et du charbon	2	3	4	1	1	x	x
Drogues et médicaments	20	25	30	35	24	25	33
Autres produits chimiques	14	18	24	30	35	x	37
Matériel scientifique et professionnel	x	-	1	1	-	1	3
Autres industries de la fabrication	2	3	3	3	2	3	x
Services	32	55	83	95	117	156	214
Transport et autres services	8	14	15	16	21	x	42
Services informatiques	x	3	4	5	6	9	18
Bureaux d'études et de services	5	8	18	20	24	32	52
Autres industries non manufacturières[4]	x	30	46	54	66	x	102
Total	314	480	573	578	646	788	872

1. Excluant les dépenses effectuées dans la région de la capitale nationale.
2. Regroupe les industries des métaux ferreux et non ferreux.
3. Regroupe les industries des équipements de télécommunication, des pièces et composants électroniques et autre matériel électronique.
4. Comprend l'industrie de l'énergie électrique.

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques sur la recherche et le développement industriels au Québec, 1986.*

Tableau 6

Dépenses totales du gouvernement fédéral au titre des activités scientifiques et techniques, selon la région et le secteur d'exécution, Canada, 1985-86

Région	Administration fédérale	Industries canadiennes	Universités canadiennes	Autres secteurs canadiens	Total
			'000 000 $		
Provinces de l'Atlantique	215	48	38	14	315
Québec[1]	251	163	138	17	569
Ontario[1]	326	125	207	26	684
Région de la capitale nationale (RCN)	1 085	78	22	14	1 199
Provinces de l'Ouest	411	79	168	25	683
Canada[2]	2 311	493	573	96	3 473

1. Excluant la région de la capitale nationale.
2. Incluant le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Source: Statistique Canada, *Statistiques des sciences* (88-001), juin 1987.

Tableau 7

Subventions versées et contrats accordés à l'industrie canadienne par le gouvernement fédéral pour la recherche et le développement en sciences naturelles, par région, 1985-86

	Provinces de l'Atlantique	Québec[1]	Ontario[1]	RCN	Provinces de l'Ouest	Canada
			'000 000 $			
Subventions	34.8	125.1	67.7	16.3	38.7	283.5
Contrats	8.5	28.9	45.5	49.7	29.2	165.2
Total	43.3	154.0	113.2	66.0	67.9	448.7

1. Excluant la région de la capitale nationale.

Source: Statistique Canada. *Statistiques des sciences* (88-001), juin 1987.

Tableau 8

Évolution des dépenses[1] intra-muros de recherche et développement, selon le secteur de financement, Québec, Ontario et Canada, 1979-1986

Secteur de financement	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
				'000 000 $				
Administration fédérale								
Québec	141	162	220	255	288	373	433	408
Ontario	528	609	763	882	950	1 100	1 128	1 256
Canada	969	1 114	1 383	1 671	1 882	2 165	2 289	2 384
Administration provinciale								
Québec	50	57	62	73	85	97	159	152
Ontario	51	63	81	101	91	96	111	143
Canada	183	207	253	309	316	334	431	466
Entreprises commerciales								
Québec	271	326	407	468	475	586	646	661
Ontario	588	751	959	1 148	1 258	1 410	1 615	1 783
Canada	1 089	1 373	1 812	2 014	2 085	2 422	2 721	2 924
Enseignement supérieur								
Québec	38	59	52	58	39	45	93	111
Ontario	104	78	72	111	110	96	242	298
Canada	274	254	244	320	291	270	594	703
Organismes privés sans but lucratif								
Québec	28	21	31	34	39	36	44	45
Ontario	47	60	59	57	68	76	103	84
Canada	96	103	121	121	143	157	200	180
Étranger								
Québec	19	21	34	47	50	60	69	120
Ontario	45	51	76	120	139	148	172	317
Canada	82	100	137	211	230	256	295	528
Total								
Québec	547	646	806	935	976	1 197	1 444	1 497
Ontario	1 363	1 612	2 010	2 419	2 616	2 926	3 371	3 881
Canada	2 693	3 151	3 950	4 646	4 947	5 604	6 530	7 185

1. Jusqu'en 1984, dépenses en sciences naturelles et en génie seulement. À partir de 1985, les dépenses en sciences humaines et en sciences sociales ont été ajoutées.

Source: Statistique Canada, Division des sciences, de la technologie et du stock de capital, *Les estimations des dépenses canadiennes au titre de la recherche et du développement par région, 1979 à 1986*, juin 1988.

Tableau 9

Financement des dépenses[1] intra-muros de recherche et développement, par secteur d'exécution, Québec, Ontario et Canada, 1986

Secteur de financement	Administration publique	Entreprises commerciales	Enseignement supérieur	Organismes privés sans but lucratif	Total
			'000 000 $		
Administration fédérale					
Québec	176	93	127	12	408
Ontario	791	248	205	12	1 256
Canada	1 425	409	524	26	2 384
Administration provinciale					
Québec	53	18	70	11	152
Ontario	57	8	67	11	143
Canada	188	54	205	19	468
Entreprises commerciales					
Québec	5	644	10	2	661
Ontario	6	1 743	33	1	1 798
Canada	17	2 850	54	3	2 924
Enseignement supérieur					
Québec	-	-	111	-	111
Ontario	-	-	298	-	298
Canada	-	-	703	-	703
Organismes privés sans but lucratif					
Québec	-	-	36	9	45
Ontario	-	-	60	24	84
Canada	-	-	140	40	180
Étranger					
Québec	-	117	3	-	120
Ontario	1	312	4	-	317
Canada	2	515	11	-	528
Total					
Québec	234	872	357	34	1 497
Ontario	855	2 311	667	48	3 881
Canada	1 632	3 828	1 637	88	7 185

1. Dépenses en sciences naturelles, génie, sciences humaines et sciences sociales.

Source: Statistique Canada, Division des sciences, de la technologie et du stock de capital, *Les estimations des dépenses canadiennes au titre de la recherche et du développement par région, 1979 à 1986*, juin 1988.

Tableau 10

Dépenses du gouvernement du Québec pour les activités scientifiques et techniques, 1984-85

	Dépenses intra-muros	Contrats			Subventions			Total
		Institutions enseignement post-secondaire	Secteur privé	Autres	Institutions enseignement post-secondaire	Secteur privé	Autres	
				'000 000 $				
Ministères	216,2	7,0	34,3	3,9	23,2	16,4	13,9	314,9
Organismes	56,7	0,7	28,3	1,2	43,1	0,0	18,5	148,6
Sociétés d'État	214,9	1,0	9,4	0,9	0,5	0,0	0,4	227,2
Total	487,8	8,7	72,0	6,0	66,8	16,4	32,8	690,7

Source: Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, *Activités scientifiques et techniques financées par le gouvernement du Québec, 1984-85*, janvier 1986.

Tableau 11

Proportion de scientifiques, d'ingénieurs et de technologues dans la population active, Québec, Ontario et Canada, 1971, 1981 et 1984

	Québec		Ontario		Canada	
	'000	%	'000	%	'000	%
Sciences naturelles et génie						
1971	137	5.8	222	6.7	535	6.2
1981	211	6.9	335	7.5	873	7.3
1984	230	7.4	354	7.6	931	7.5
Sciences sociales et humaines						
1971	13	0.6	24	0.7	54	0.6
1981	30	1.0	51	1.1	129	1.1
1984	33	1.1	47	1.0	132	1.1
Total						
1971	144	6.1	246	7.5	589	6.8
1981	241	7.9	386	8.6	1 001	8.4
1984	263	8.4	401	8.6	1 063	8.6

Sources: Statistique Canada, *Indicateurs de l'activité scientifique et technologique* (88-201); Enquête sur la population active.

Tableau 12

Proportion de scientifiques, d'ingénieurs et de technologues, selon le domaine d'activité, Québec, Ontario et Canada, 1984

Domaine d'activité	Québec		Ontario		Canada	
	'000	%	'000	%	'000	%
Sciences naturelles et génie	230	24.7	354	38.0	931	100.0
Sciences agricoles et biologiques	6	18.7	13	40.6	32	100.0
Génie et sciences appliquées	43	20.0	90	41.9	215	100.0
Sciences de la santé	146	26.8	187	34.4	544	100.0
Mathématiques et sciences physiques	35	25.0	64	45.7	140	100.0
Sciences sociales et sciences humaines	33	25.0	47	35.6	132	100.0
Sciences sociales	8	30.8	10	38.5	26	100.0
Services sociaux	17	25.8	22	33.3	66	100.0
Autres	8	20.0	15	37.5	40	100.0
Total	263	27.4	401	37.7	1 063	100.0

Source: Statistique Canada, *Indicateurs de l'activité scientifique et technologique* (88-201).

Tableau 13

Nombre d'enseignants à temps plein dans les universités, Québec, Ontario et Canada, 1970-71 à 1985-86

	Québec		Ontario		Canada	
	n	%	n	%	n	%
1970-71	5 608	22.8	9 306	37.8	24 612	100.0
1975-76	6 732	21.9	12 290	39.9	30 784	100.0
1979-80	7 289	22.2	12 827	39.1	32 803	100.0
1981-82	7 645	22.7	12 973	38.6	33 600	100.0
1983-84	7 587	22.1	13 282	38.7	34 281	100.0
1985-86	7 937	22.6	13 586	38.6	35 171	100.0

Source: Statistique Canada, *Enseignants dans les universités 1985-86* (81-241).

Tableau 14

Nombre d'enseignants à temps plein dans les universités, selon le domaine, Québec, Ontario et Canada, 1985-86

Domaine	Québec		Ontario		Canada	
	n	%	n	%	n	%
Sciences sociales	2 145	24,3	3 597	40,8	8 819	100,0
Sciences agricoles	508	21,3	778	32,7	2 382	100,0
Génie et sciences appliquées	764	28,1	1 081	39,7	2 723	100,0
Sciences de la santé	1 302	22,6	2 213	38,5	5 748	100,0
Mathématiques et sciences physiques	1 041	22,1	1 782	37,8	4 709	100,0
Autres	2 177	20,2	4 135	38,3	10 790	100,0
Total	**7 937**	**22,6**	**13 586**	**38,6**	**35 171**	**100,0**

Source: Statistique Canada, *Enseignants dans les universités 1985-86* (81-241)

Tableau 15

Diplômes décernés, selon le grade universitaire et le domaine d'études, Québec, Ontario et Canada, 1985

Grade universitaire	Sciences sociales	Sciences agricoles/ biologie	Génie/ sciences appliquées	Sciences de la santé	Mathématiques et physique	Autres	Total
				n			
Baccalauréat							
Québec	8 506	1 057	2 172	1 721	1 488	7 239	22 183
Ontario	14 565	1 849	3 740	2 016	3 448	17 499	43 117
Canada	34 154	5 060	8 357	6 239	7 568	36 096	97 474
Maîtrise							
Québec	1 714	121	397	227	280	1 290	4 029
Ontario	2 805	253	673	339	461	2 261	6 792
Canada	5 876	702	1 611	725	1 029	5 251	15 194
Doctorat							
Québec	114	41	68	54	96	125	498
Ontario	199	112	136	60	174	232	913
Canada	418	247	277	176	386	496	2 000
Total							
Québec	**10 334**	**1 219**	**2 637**	**2 002**	**1 864**	**8 654**	**26 710**
Ontario	**17 569**	**2 214**	**4 549**	**2 415**	**4 083**	**19 992**	**50 822**
Canada	**40 448**	**6 009**	**10 245**	**7 140**	**8 983**	**41 843**	**114 668**

Source: Statistique Canada, *Universités: Inscriptions et grades décernés, 1985* (81-204).

Tableau 16

Répartition du personnel affecté à la recherche et au développement industriels, selon le statut, Québec, Ontario et Canada, 1982-1986

	1982	1983	1984	1985	1986
			n		
Québec	8 085	8 255	8 965	9 610	12 090
Professionnel	3 670	3 965	4 255	4 585	5 805
Autre	4 415	4 290	4 710	5 025	6 285
Ontario	20 185	22 120	23 080	24 190	27 415
Professionnel	9 875	11 015	11 565	12 420	14 605
Autre	10 310	11 105	11 515	11 770	12 810
Canada	32 980	35 400	37 890	40 030	47 245
Professionnel	15 900	17 550	18 790	20 175	24 530
Autre	17 080	17 845	19 100	19 855	22 715

Source: Statistique Canada, *Statistiques sur la recherche et le développement industriels* (88-202).

Tableau 17

Estimation du personnel professionnel affecté à la recherche et au développement industriels, selon le grade universitaire, Québec, 1979-1986[1]

Grade universitaire	1979	1981	1982	1983	1984	1985	1986
				n			
Baccalauréat	2 053	2 361	2 559	2 815	2 851	3 013	3 900
Maîtrise	543	656	679	669	804	942	1 206
Doctorat	533	579	597	582	583	599	664
Total	3 129	3 596	3 835	4 066	4 238	4 555	5 770

1. Les données de l'année 1980 ne sont pas disponibles.

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques sur la recherche et le développement industriels au Québec.*

Tableau 18

Répartition du personnel affecté à la recherche et au développement industriels, selon le degré de spécialisation technique de l'industrie, Montréal, Québec et Canada, 1986

Degré de spécialisation technique de l'industrie	Montréal	Reste du Québec	Québec	Canada
		n		
Industries hautement spécialisées	6 083	379	6 462	21 850
Industries moyennement spécialisées	583	527	1 110	5 780
Industries faiblement spécialisées	339	300	639	2 770
Industries liées aux ressources naturelles	708	529	1 237	3 660
Services	2 300	287	2 587	13 180
Total	10 013	2 022	12 035	47 245

Sources: Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques sur la recherche et le développement industriels au Québec, 1986.*
Statistique Canada, *Statistiques sur la recherche et le développement industriels 1986* (88-202).

Tableau 19

Répartition du personnel affecté à la recherche et au développement, pour certains groupes d'industries, Québec[1], 1979-1986

Groupe d'industries	1979	1981	1982	1983	1984	1985	1986
				n			
Mines	x	122	x	161	153	154	154
Fabrication	6 178	6 903	6 966	6 830	7 184	7 627	9 294
Aliments, boissons et tabac	278	362	364	350	345	322	310
Caoutchouc et plastique	78	76	63	71	70	71	77
Textiles	144	138	134	127	126	102	122
Bois et produits du bois	527	587	560	548	559	579	647
Métaux semi-transformés[2]	447	490	503	444	452	x	436
Produits métalliques	79	109	111	126	102	100	196
Machinerie	287	299	284	212	93	109	284
Avions et pièces	x	1 788	17 33	1 637	1 981	2 274	2 758
Autres matériels de transport	x	x	292	345	521	371	369
Matériel électronique[3]	992	1 256	1 326	1 391	1 615	1 920	2 220
Machines de bureau	x	278	390	336	409	401	503
Autres appareils électriques	91	144	83	128	124	145	235
Produits minéraux non métalliques	x	x	21	20	29	41	40
Drogues et médicaments	509	548	532	515	268	289	303
Autres produits chimiques	378	415	438	452	383	375	534
Matériel scientifique et professionnel	x	9	23	33	8	16	67
Autres industries de la fabrication[4]	96	109	109	95	99	77	193
Services	x	1 007	x	1 491	1 609	1 793	2 587
Services informatiques	x	x	x	91	110	195	288
Bureaux d'études et de services	162	x	370	465	488	542	691
Autres industries de services[5]	580	724	835	935	1 011	1 056	1 608
Total	7 065	8 032	8 364	8 482	8 946	9 574	12 035

1. Excluant la région de la capitale nationale.
2. Regroupe les industries des métaux ferreux et non ferreux.
3. Regroupe les industries des équipements de télécommunication, des pièces et composants électroniques et autre matériel électronique.
4. Comprend, entre autres industries, celle des produits raffinés du pétrole et du charbon.
5. Comprend, entre autres industries, celle des transports et des autres services connexes et celle de l'énergie électrique.

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Statistiques sur la recherche et le développement industriels au Québec.*

Tableau 20

Proportion de répondants qui utilisent au moins une technologie de points et part relative de leurs expéditions dans la valeur totale, Québec, Ontario et Canada, 1986

Groupe de technologies	Québec		Ontario		Canada	
	Répondants	Expéditions	Répondants	Expéditions	Répondants	Expéditions
			%			
Conception et ingénierie	21	44	24	49	22	45
Fabrication et assemblage	25	45	33	60	27	50
Manipulation automatisée du matériel	7	18	7	31	7	23
Matériel d'inspection, de détection et de test	14	47	22	62	17	54
Communication et contrôle	28	62	44	81	35	73

Source: Statistique Canada, Direction des systèmes de classification, *Enquête sur la technologie de la fabrication, juin 1987—Rapport final*, mars 1988.

Tableau 21

Proportion des établissements qui utilisent au moins une technologie de pointe et part relative de leurs expéditions dans la valeur totale, par groupe d'industries, Québec, Ontario, 1986

Groupe d'industries	Québec		Ontario	
	Établissements	Expéditions	Établissements	Expéditions
	%			
Aliments, boissons et tabac	37	62	54	75
Caoutchouc et matières plastiques	45	63	70	86
Cuir, textiles, habillement	34	52	44	78
Bois	36	54	42	61
Meubles et articles d'ameublement	33	50	33	56
Papier et produits connexes	59	73	65	89
Imprimerie, édition et industries connexes	46	39	44	66
Premières transformations des métaux	76	93	79	97
Fabrication de produits métalliques	52	79	63	77
Machinerie	69	84	74	91
Matériel de transport	59	97	76	97
Produits électriques et électroniques	57	84	80	88
Produits minéraux non métalliques	69	82	64	82
Pétrole et produits chimiques	63	93	60	86
Autres industries manufacturières	32	62	41	69
Ensemble des industries	45	75	57	87

Source: Statistique Canada, Direction des systèmes de classification, *Enquête sur la technologie de la fabrication, juin 1987—Rapport final*, mars 1988.

Tableau 22

Part relative des exportations[1] et des importations[2] de produits de haute technologie, Québec et Canada, 1979, 1982 et 1985

	Québec			Canada		
	Produits de haute technologie	Total	Part relative	Produits de haute technologie	Total	Part relative
	'000 $		%		'000 $	%
Exportations						
1979	1 731	12 206	14,2	7 313	65 641	11,1
1982	2 707	14 400	18,8	10 452	84 530	12,4
1985	3 609	18 628	19,4	14 105	119 241	11,8
Importations						
1979	2 522	12 168	20,7	14 481	62 871	23,0
1982	2 992	13 594	22,0	17 291	67 783	15,5
1985	4 387	20 266	21,6	25 581	104 812	24,4

1. Exportations et réexportations chargées au Québec.
2. Importations dédouanées au Québec.

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec*, éditions 1981, 1984 et 1986.

Tableau 23

Exportations[1] de produits de haute technologie, selon la catégorie de produits, Québec et Canada, 1979, 1982 et 1985

	Unité	Produits chimiques	Machines de bureau	Autres machines	Avions et pièces	Produits électriques	Instruments scientifiques	Total
Québec								
1979	'000 $	343	157	301	539	279	112	1 731
1982	'000 $	328	265	381	1 029	492	212	2 707
1985	'000 $	381	198	403	1 145	1 319	163	3 609
Canada								
1979	'000 $	1 559	810	2 124	1 138	1 099	583	7 313
1982	'000 $	1 833	1 188	2 561	2 094	1 815	961	10 452
1985	'000 $	1 643	1 882	2 536	2 471	3 404	1 169	14 105
Québec/Canada								
1979	%	22,0	19,4	14,2	47,4	25,4	19,2	23,7
1982	%	17,9	22,3	14,9	49,1	27,1	22,1	25,9
1985	%	14,4	10,5	15,9	46,3	38,7	13,9	25,6

1. Exportations et réexportations chargées au Québec.

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec*, éditions 1981, 1984 et 1986.

Tableau 24

Importations[1] de produits de haute technologie, selon la catégorie de produits, Québec et Canada, 1979, 1982 et 1985

	Unité	Produits chimiques	Machines de bureau	Autres machines	Avions et pièces	Produits électriques	Instruments scientifiques	Total
Québec								
1979	'000 $	376	126	708	444	566	302	2 522
1982	'000 $	385	279	622	613	698	395	2 992
1985	'000 $	546	339	820	704	1 494	484	4 387
Canada								
1979	'000 $	1 531	1 348	5 512	1 364	2 764	1 962	14 481
1982	'000 $	1 675	2 867	5 011	1 523	3 489	2 726	17 291
1985	'000 $	2 643	4 194	6 258	2 777	6 067	3 642	25 581
Québec/Canada								
1979	%	24,6	9,3	12,8	32,6	20,5	15,4	17,4
1982	%	23,0	9,7	12,4	40,2	20,0	14,5	17,3
1985	%	20,7	8,1	13,1	25,3	24,6	13,3	17,1

1. Importations dédouanées au Québec.

Source: Bureau de la statistique du Québec, *Commerce international du Québec*, éditions 1981, 1984 et 1986.

28

Relations intersectorielles

Un cadre intégrateur	1009
Les matrices de transactions	1010
Les matrices des coefficients techniques de production	1011
Les matrices d'impact	1011
Définitions et note explicative	1013

Liste des tableaux

1. Matrice de production du tableau économique, Québec, 1978 1014

2. Matrice des utilisations du tableau économique, Québec, 1978 1016

3. Matrice de la demande finale du tableau économique, Québec, 1978 1020

4. Matrice des marges du tableau économique, Québec, 1978 1023

5. Impact économique d'une production de 10 millions de dollars de chacun des secteurs productifs sur la main-d'oeuvre, les salaires, la valeur ajoutée et les importations, Québec, 1987 1025

6. Impact économique d'une production de 10 millions de dollars de chacun des secteurs productifs sur certaines recettes des gouvernements québécois et fédéral, Québec, 1987 1026

7. Impact économique de dépenses de 10 millions de dollars de chacun des secteurs de la demande finale sur la main-d'oeuvre, les salaires et la valeur ajoutée, Québec, 1987 1027

8. Effets totaux de dépenses de 10 millions de dollars de chacun des secteurs de la demande finale sur la fiscalité, la parafiscalité et les taxes indirectes québécoises et fédérales, Québec, 1987 1028

9. Compte de transactions du bien « Tabac et produits du tabac » , Québec, 1978 1028

Ce chapitre a été réalisé par Gilbert Martin et Van Phu Nguyen, avec la collaboration de Janelle Beaumont, de la Direction de l'intégration, de la méthodologie et de l'information du Bureau de la statistique du Québec.

Utilisé depuis plus de vingt ans, le tableau économique du Québec est un instrument d'étude détaillée de la structure industrielle qui permet d'analyser les multiples relations d'échange intersectorielles de l'économie québécoise.

Au Québec, les travaux en vue de la construction d'un tableau économique remontent au début des années 60, avec les efforts du Conseil d'orientation économique et, par la suite, du laboratoire d'économétrie de l'Université Laval et du Bureau de la statistique du Québec (BSQ).

Ce n'est cependant qu'en 1967 qu'un tableau économique du Québec ayant pour année de base 1961 est complété. En 1969, une nouvelle version du tableau économique du Québec ayant pour année de base 1966 est publiée. Des versions de ce tableau pour les années 1973, 1975 et 1978 ont depuis lors été produites par le BSQ. En 1986, un volume contenant la version agrégée des tableaux d'entrées-sorties du tableau économique du Québec pour l'année 1978 a été publié par le BSQ[1].

En 1989, une nouvelle version des tableaux d'entrées-sorties du Québec pour l'année 1984 sera produite par le BSQ sur la base de nouvelles informations que rendra disponibles Statistique Canada. Notons que la construction d'un tableau économique pour le Québec nécessite de quatre à cinq ans entre l'année de référence et l'année de publication, en raison des délais de compilation des données provenant d'enquêtes diverses et du volume élevé des informations à traiter.

Un cadre intégrateur

Le tableau économique du Québec est un cadre intégrateur de statistiques basé sur une comptabilité des recettes et dépenses de tous les secteurs de l'économie québécoise. Chaque catégorie de biens et services est enregistrée à la fois comme source d'approvisionnement et comme utilisation. Sont indiquées aussi les marges de transport et de commerce ainsi que les taxes indirectes. Chaque transaction est enregistrée deux fois, une fois comme dépense et une fois comme recette. La somme des recettes est égale à la somme des dépenses pour chaque secteur et l'offre est égale à la demande pour chaque catégorie de biens. On trouve dans la note explicative du chapitre la description de l'équation comptable pour chacune des catégories de biens et services.

Le dernier tableau de ce chapitre illustre un exemple concret d'une équation comptable où l'offre est égale à la demande pour le compte de transaction du bien « Tabac et produits du tabac ». Selon ce tableau, la production de tabac et de produits du tabac de l'industrie du tabac au Québec représente une valeur de 454 millions de dollars. On en importe par ailleurs pour 138 millions de dollars. S'ajoutent les marges et taxes qui atteignent 740 millions de dollars, pour un total de l'offre aux prix à la consommation de 1,3 milliard de dollars. La demande aux prix à la consommation pour le bien « Tabac et produits du tabac » totalise aussi 1,3 milliard, soit 94 millions de dollars pour la demande intermédiaire et 1,2 milliard de dollars pour la demande finale.

1. Bureau de la statistique du Québec, *Le tableau d'entrées-sorties du Québec pour 1978, le modèle intersectoriel et ses applications*, BSQ, 1986, 540 p.

Le tableau 1 présente, de son côté, de nombreuses équations budgétaires. Si on considère en particulier le secteur de la construction, on constate que la somme des recettes atteint 8,5 milliards de dollars: 4,8 milliards proviennent de la construction d'édifices et de maisons et 3,7 milliards, des autres constructions. Dans le tableau 2, les dépenses du même secteur totalisent aussi 8,5 milliards de dollars, répartis ainsi: 4,2 milliards pour les biens et services (pierre, sable, gravier, produits divers du bois, produits métalliques, machinerie et équipements, ciment, béton, services aux entreprises, etc.), 3,0 milliards pour les salaires et gages avant impôts et 1,3 milliard pour les autres revenus bruts avant impôts (profits, charges patronales, etc.).

Les matrices de transactions

Le tableau économique du Québec est présenté dans les tableaux 1, 2, 3 et 4 de ce chapitre sous forme de quatre tableaux d'entrées-sorties ou matrices de transactions: production, marges, utilisations et demande finale.

Ces tableaux font apparaître les liens d'interdépendance des différents secteurs de l'économie québécoise, soit les secteurs productifs et les secteurs non productifs ou secteurs de la demande finale. Les premiers sont essentiellement des industries québécoises vendant les biens et services qu'elles produisent, tandis que les seconds regroupent les acheteurs finals de biens et services. Les secteurs productifs achètent des biens et services intermédiaires provenant d'autres secteurs productifs, défraient les salaires et autres coûts (cotisations versées par les employeurs) et vendent, à leur tour, leur production à d'autres secteurs productifs (demande intermédiaire) ou à des secteurs non productifs (demande finale). Tous les achats sont enregistrés aux prix à la consommation et toutes les productions, aux prix à la production, c'est-à-dire à la sortie de l'usine.

Le tableau 1 présente la matrice de production. La nomenclature du tableau économique de base du Québec pour l'année 1978 comprend 74 secteurs productifs, 276 catégories de biens et services, 24 catégories de facteurs primaires, de fiscalité et de parafiscalité, 3 secteurs de fuites (importations, taxes indirectes québécoises et fédérales) et 37 catégories de demande finale. La matrice de production regroupe 61 biens et services et 12 secteurs productifs. La première colonne de ce tableau montre qu'au cours de l'année de base utilisée, la production totale du secteur de l'agriculture s'élève à 1,6 milliard de dollars. Les animaux vivants comptent pour 573 millions, les produits agricoles, pour 986 millions et les produits forestiers, pour 49 millions. De même, le tableau 4, à partir de la matrice des marges, montre que les taxes indirectes québécoises sur les produits métalliques atteignent 125 millions de dollars et les marges de transport, 95 millions. Le tableau 2, à partir de la matrice des utilisations, indique notamment que le secteur de l'agriculture, pour des utilisations totales de 1,6 milliard de dollars, débourse 914 millions de dollars en biens et services: 52 millions en pétrole, 78 millions en produits chimiques, 7 millions en produits médicinaux et pharmaceutiques et 694 millions en facteurs primaires. Le tableau 3, quant à lui, synthétise les transactions des secteurs de la demande finale. On constate que les dépenses publiques courantes au Québec s'élèvent à 15,2 milliards de dollars et que les produits des scieries donnent lieu à une demande finale totale québécoise de 175 millions de dollars. Ce total correspond à la somme des exportations (269 millions) et des autres demandes finales (67 millions), desquelles on soustrait les importations (161 millions).

Ces quatre tableaux d'entrées-sorties tracent donc le portrait, pour une année donnée, des relations intersectorielles de l'économie québécoise. Cette image permet de chiffrer les interdépendances des différents secteurs et de donner des renseignements sur la répartition des ressources entre biens et services et facteurs primaires, ainsi que sur l'utilisation de la production de chaque secteur par les autres secteurs, tant productifs que non productifs.

Les matrices des coefficients techniques de production

À partir du tableau économique du Québec, il est possible de mesurer, sous forme de coefficients, l'importance relative des achats de biens et services et des facteurs primaires nécessaires à la production d'un secteur. Pour ce faire, chacun des achats d'un secteur donné est divisé par le niveau d'activité (ventes ou recettes d'opération) de ce même secteur. De telles matrices permettent de cerner les hypothèses de base de l'analyse intersectorielle, qui suppose que la structure de la production québécoise est, pour chacun des secteurs, identifiée dans des combinaisons fixes de facteurs de production. Ainsi, on fait l'hypothèse que chaque groupe de biens produit par un secteur l'est selon des proportions fixes. Par exemple, en faisant le calcul à partir du tableau 2, on remarque que pour produire un dollar, le secteur de l'agriculture doit débourser 56,8 cents en biens et services, 0,4 cent en salaires et gages avant impôts, 46,9 cents au titre des autres revenus bruts et il doit recevoir 0,8 cent en transferts.

Les matrices d'impact

Le tableau économique du Québec sert aussi de base de données au modèle intersectoriel, lequel permet de calculer les effets directs, indirects et totaux d'un projet donné sur la main-d'oeuvre, les salaires et gages avant impôts, la valeur ajoutée au coût des facteurs, les importations et certaines recettes fiscales et parafiscales.

Le modèle intersectoriel est un instrument d'analyse économique permettant d'évaluer les effets de changements touchant l'économie québécoise et un modèle de propagation de la demande et des flux de pouvoir d'achat à travers le système économique. Le modèle fait intervenir de façon systématique et détaillée les informations contenues dans les structures de dépenses des secteurs et dans les structures de répartition de la demande. Même si l'impact total dépend des dépenses évaluées en dollars d'une année donnée, il n'est toutefois pas possible de dire avec exactitude en combien de temps les effets attendus devraient se produire.

Le modèle intersectoriel permet de calculer des matrices d'impact à partir de paramètres mis à jour pour l'année 1987. Les matrices d'impact se présentent sous la forme d'une matrice de coefficients, où chacune des colonnes donne les effets totaux (directs et indirects) sur le niveau d'activité des secteurs productifs, sur l'utilisation des facteurs et sur le niveau des fuites. Ces effets totaux sont associés à la demande finale de chacune des catégories de biens et services. Il est possible aussi de traduire sous forme de flux les résultats de matrices d'impact concernant les productions, pour chacun des secteurs productifs et les dépenses, pour chacun des secteurs de la demande finale.

Les tableaux 5, 6, 7 et 8 présentent ainsi l'impact économique de productions de 10 millions de dollars de chacun des 33 secteurs productifs et l'impact de dépenses de 10 millions de dollars de chacun des 10 secteurs de la demande finale.

Le tableau 5 se lit comme suit: toute tranche de production de 10 millions de dollars de l'industrie de l'habillement nécessite 245 personnes-année, soit 180 dans l'usine même de vêtements et l'équivalent de 65 chez les fournisseurs directs et indirects. Elle entraîne une valeur ajoutée au coût des facteurs de 7,9 millions de dollars, répartie comme suit: 4,5 millions pour l'usine de vêtements même et 3,4 millions pour leurs fournisseurs directs et indirects. Le contenu québécois (valeur ajoutée totale au coût des facteurs) est de 78,8% et le contenu étranger, de 17,9%. Les taxes indirectes et les transferts complètent le total, qui peut excéder 100% selon l'importance relative des transferts.

Le tableau 6, pour sa part, montre que toute tranche de production de 10 millions de dollars du secteur de la bonneterie entraîne des revenus pour le gouvernement du Québec de 349 000 $ en impôts sur les salaires et gages, de 310 000 $ en parafiscalité et de 77 000 $ en taxes indirectes. Les contributions des employés et des employeurs à la Régie des rentes du Québec (RRQ), à la Régie d'assurance-maladie du Québec (RAMQ) et à la Commission de santé et de sécurité du travail du Québec (CSST) totalisent 310 000 $ en parafiscalité québécoise. Le tableau 7, quant à lui, indique que toute tranche de dépenses de 10 millions de dollars des municipalités au Québec nécessite 210 personnes-année: 159 travaillent pour les municipalités et l'équivalent de 51, pour leurs fournisseurs directs et indirects. Dans le tableau 8, figurent les effets totaux de dépenses de chaque tranche de 10 millions de dollars des ménages en 1987. Chacune de ces tranches entraîne pour le gouvernement du Québec des revenus de l'ordre de 242 000 $ en impôts québécois sur les salaires et gages, de 211 000 $ en parafiscalité et de 571 000 $ en taxes indirectes. Le gouvernement fédéral retire de son côté 155 000 $ en impôts fédéraux sur les salaires et gages, 130 000 $ en parafiscalité (primes d'assurance-chômage pour les employeurs et employés) et 449 000 $ en taxes indirectes.

Définitions

Autres revenus bruts avant impôts (ARB)

Comprennent, entre autres, la rémunération de l'entrepreneur, la rémunération du capital (amortissement, épuisement et dépréciation des bâtiments et du matériel), les intérêts divers (intérêts sur la dette hypothécaire, sur la dette obligataire et sur les autres dettes) et les autres frais (charges patronales, avantages sociaux, taxes municipales et scolaires, etc.).

Facteurs primaires

Somme des salaires et gages avant impôts et des autres revenus bruts avant impôts (ARB).

Main-d'oeuvre

Employés salariés seulement. Les entrepreneurs individuels sont exclus.

Marges de commerce

Montant comptabilisé pour la rémunération du commerçant de gros et de détail, pour chaque dollar de production d'un bien donné.

Marges de transport et de gaz

Montant comptabilisé pour les frais de transport des marchandises. Par exemple, on peut allouer 3,7 cents en frais de transport pour chaque dollar entrant dans la production des oeufs au Québec.

Salaires et gages avant impôts

Paie brute avant toute déduction.

Transferts

Montants (essentiellement des subventions) versés par les administrations des gouvernements du Canada et du Québec ou par les municipalités à divers secteurs pour leur venir en aide. Par exemple, le secteur de l'agriculture au Québec reçoit des subventions pour le soutien des fermiers qui se spécialisent dans la production laitière.

Note explicative

Description de l'équation comptable pour chacune des catégories de biens et services:

Offre = production québécoise
+ importations
= offre courante aux prix à la production
+ taxes indirectes fédérales
+ marges de transport
+ marges de commerce
+ taxes indirectes québécoises
+ réduction des stocks
= offre totale aux prix à la consommation

Demande = achats des secteurs productifs québécois
+ exportations au reste du Canada
+ exportations à l'étranger
+ achats des secteurs de la demande finale
+ accroissement des stocks
= demande totale aux prix à la consommation

Tableau 1

Matrice de production du tableau économique, Québec, 1978

Catégorie de transactions	Secteur productif						
	Agriculture	Abattage forestier	Pêche, chasse et piégeage	Mines, carrières et sablières	Industries manufacturières	Construction	Transports et entreposage
	'000 $						
Animaux vivants	573 213	.	.	.	.	.	.
Produits agricoles	986 220	.	.	.	15 407	.	.
Produits forestiers	49 191	593 355	.	.	8 654	.	.
Poissons, fourrures	.	.	42 145	.	91	.	.
Minéraux métalliques	.	.	.	638 815	13 574	.	.
Pétrole brut, gaz, services miniers	.	.	.	105 734	30 747	.	.
Minéraux non métalliques	.	.	.	451 157	.	.	.
Pierre, sable et gravier	.	.	.	110 797	7 344	.	.
Viandes	.	.	.	.	1 334 448	.	.
Produits laitiers	.	.	.	.	1 217 092	.	.
Fruits et légumes	.	.	.	.	208 058	.	.
Pains, gâteaux, biscuits	.	.	.	.	496 169	.	.
Autres produits alimentaires	.	.	.	.	1 857 194	.	.
Boissons	.	.	.	.	758 207	.	.
Tabac et produits du tabac	.	.	.	.	454 036	.	.
Produits du caoutchouc	.	.	.	.	269 636	.	.
Cuir et produits du cuir	.	.	.	.	343 830	.	.
Tissus et filés de coton	.	.	.	.	441 310	.	.
Tissus et filés de laine	.	.	.	.	118 321	.	.
Tissus et filés synthétiques	.	.	.	.	411 238	.	.
Autres produits du textile	.	.	.	.	763 286	.	.
Tricots	.	.	.	.	732 677	.	.
Vêtements	.	.	.	.	1 736 344	.	.
Produits des scieries	.	.	.	.	798 113	.	.
Produits divers du bois	.	.	.	.	604 773	.	.
Meubles	.	.	.	.	643 435	.	.
Pâtes et papiers	.	.	.	.	2 594 892	.	.
Produits du papier	.	.	.	.	719 975	.	.
Imprimerie, édition et services connexes	.	.	.	.	1 192 725	.	.
Fer et acier	.	.	.	.	949 852	.	.
Cuivre	.	.	.	.	1 087 939	.	.
Aluminium	.	.	.	.	1 215 813	.	.
Autres métaux	.	.	.	.	122 647	.	.
Produits métalliques	.	.	.	.	1 878 844	.	.
Machinerie et équipement	.	.	.	.	964 372	.	.
Autos, camions, motoneiges, pièces	.	.	.	.	1 375 970	.	.
Autre matériel de transport	.	.	.	.	922 898	.	.
Appareils électriques	.	.	.	.	269 900	.	.
Matériel électronique et de télécommunication	.	.	.	.	1 273 912	.	.
Ciment et béton	.	.	.	.	405 343	.	.
Produits de verre et d'amiante	.	.	.	.	257 649	.	.
Produits minéraux non métalliques	.	.	.	.	161 096	.	.
Pétrole raffiné et ses dérivés	.	.	.	.	2 814 685	.	.
Produits médicinaux et pharmaceutiques	.	.	.	.	440 750	.	.
Produits chimiques industriels	.	.	.	.	580 563	.	.
Autres produits chimiques	.	.	.	.	1 152 796	.	.
Produits divers manufacturiers	.	.	.	.	988 785	.	.
Édifices et maisons	.	.	.	.	.	4 768 063	.
Autres constructions	.	.	.	.	.	3 759 596	.
Transport et entreposage	.	.	.	.	930	.	2 163 380
Fictif: transport et entreposage	.	.	.	.	.	.	2 330 067
Communications	.	.	.	.	.	.	.
Électricité	.	.	.	.	28 749	.	.
Autres services d'utilité publique	.	.	.	.	4 379	.	.

Catégorie de transactions	Secteur productif					
	Communications	Services d'utilité publique	Commerce de gros et de détail	Finances, assurances et affaires immobilières	Services personnels socio-culturels et commerciaux	Total
			'000 $			
Animaux vivants	-	-	-	-	-	573 213
Produits agricoles	-	-	-	-	-	1 001 627
Produits forestiers	-	-	-	-	-	651 200
Poissons, fourrures	-	-	-	-	-	42 236
Minéraux métalliques	-	-	-	-	-	652 389
Pétrole brut, gaz, services miniers	-	-	-	-	-	136 481
Minéraux non métalliques	-	-	-	-	-	451 157
Pierre, sable et gravier	-	-	-	-	-	118 141
Viandes	-	-	-	-	-	1 334 448
Produits laitiers	-	-	-	-	-	1 217 092
Fruits et légumes	-	-	-	-	-	208 058
Pains, gâteaux, biscuits	-	-	-	-	-	496 169
Autres produits alimentaires	-	-	-	-	-	1 857 194
Boissons	-	-	-	-	-	758 207
Tabac et produits du tabac	-	-	-	-	-	454 036
Produits du caoutchouc	-	-	-	-	-	269 636
Cuir et produits du cuir	-	-	-	-	-	343 830
Tissus et filés de coton	-	-	-	-	-	441 310
Tissus et filés de laine	-	-	-	-	-	118 321
Tissus et filés synthétiques	-	-	-	-	-	411 238
Autres produits du textile	-	-	-	-	-	763 286
Tricots	-	-	-	-	-	732 677
Vêtements	-	-	-	-	-	1 736 344
Produits des scieries	-	-	-	-	-	798 113
Produits divers du bois	-	-	-	-	-	604 773
Meubles	-	-	-	-	-	643 435
Pâtes et papiers	-	-	-	-	-	2 594 892
Produits du papier	-	-	-	-	-	719 975
Imprimerie, édition et services connexes	-	-	-	-	-	1 192 725
Fer et acier	-	-	-	-	-	949 852
Cuivre	-	-	-	-	-	1 087 939
Aluminium	-	-	-	-	-	1 215 813
Autres métaux	-	-	-	-	-	122 647
Produits métalliques	-	-	-	-	-	1 878 844
Machinerie et équipement	-	-	-	-	-	3[illegible]4 372
Autos, camions, motoneiges, pièces	-	-	-	-	-	1 375 970
Autre matériel de transport	-	-	-	-	-	922 898
Appareils électriques	-	-	-	-	-	269 900
Matériel électronique et de télécommunication	-	-	-	-	-	1 273 912
Ciment et béton	-	-	-	-	-	405 343
Produits de verre et d'amiante	-	-	-	-	-	257 649
Produits minéraux non métalliques	-	-	-	-	-	161 096
Pétrole raffiné et ses dérivés	-	-	-	-	-	2 814 685
Produits médicinaux et pharmaceutiques	-	-	-	-	-	440 750
Produits chimiques industriels	-	-	-	-	-	580 563
Autres produits chimiques	-	-	-	-	-	1 152 796
Produits divers manufacturiers	-	-	-	-	-	988 785
Édifices et maisons	-	-	-	-	-	4 768 063
Autres constructions	-	-	-	-	-	3 759 596
Transport et entreposage	-	-	-	-	-	2 164 310
Fictif: transport et entreposage	-	61 079	-	-	-	2 391 146
Communications	1 579 203	-	-	-	-	1 579 203
Électricité	-	1 523 967	-	-	-	1 552 716
Autres services d'utilité publique	-	58 328	-	-	-	62 707

Tableau 1 (suite)

Matrice de production du tableau économique, Québec, 1978

Catégorie de transactions	Secteur productif						
	Agriculture	Abattage forestier	Pêche, chasse et piégeage	Mines, carrières et sablières	Industries manufacturières	Construction	Transports et entreposage
	'000 $						
Fictif: commerce	.	.	.	.	.	.	.
Finances, assurances, immeubles	.	.	.	.	7 088	.	22 583
Services de santé et personnels	.	.	.	.	.	.	.
Services extérieurs des entreprises	.	.	.	.	125 757	.	.
Hôtellerie et restauration	.	.	.	.	.	.	4 433
Autres services	.	.	.	.	8 478	.	.
Importations non concurrentielles	.	.	.	.	.	.	.
Total	1 608 624	593 355	42 145	1 306 903	34 810 771	8 527 659	4 520 463

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction de l'intégration et des synthèses macro-économiques.

Tableau 2

Matrice des utilisations du tableau économique, Québec, 1978

Catégorie de transactions	Secteur productif						
	Agriculture	Abattage forestier	Pêche, chasse et piégeage	Mines, carrières et sablières	Industries manufacturières	Construction	Transports et entreposage
	'000 $						
Biens et services	914 416	212 769	15 570	515 130	20 522 062	4 218 782	2 120 865
Animaux vivants	67 242	.	.	.	510 524	.	.
Produits agricoles	65 004	.	367	.	1 120 846	505	1 065
Produits forestiers	739	136 108	.	3 452	535 771	3 606	.
Poissons, fourrures	.	.	209	.	96 189	.	.
Minéraux métalliques	.	.	.	.	662 890	.	.
Pétrole brut, gaz, services miniers	.	83	.	106 032	2 551 528	.	1 631
Minéraux non métalliques	.	406	110	.	71 405	39	650
Pierre, sable et gravier	1 325	.	.	5 325	38 654	142 602	2 827
Viandes	.	.	1 307	.	230 108	.	1 459
Produits laitiers	8 186	.	577	.	197 620	.	296
Fruits et légumes	.	.	682	.	35 691	.	219
Pains, gâteaux, biscuits	.	.	313	.	2 435	.	177
Autres produits alimentaires	427 656	.	407	.	618 471	.	1 164
Boissons	.	.	965	.	40 572	.	13 705
Tabac et produits du tabac	.	.	.	.	93 766	.	.
Produits du caoutchouc	2 622	2 507	92	29 018	100 591	21 226	76 827
Cuir et produits du cuir	1 432	282	.	.	153 211	.	752
Tissus et filés de coton	.	.	.	.	376 091	.	1 877
Tissus et filés de laine	18	.	.	.	121 574	.	958
Tissus et filés synthétiques	.	.	191	.	706 267	1 784	37
Autres produits du textile	12 061	50	901	2 066	339 398	44 827	4 096
Tricots	.	.	.	.	102 516	.	3
Vêtements	.	.	147	.	133 088	24	13 626
Produits des scieries	1 141	.	382	3 880	507 874	239 874	9 997
Produits divers du bois	756	.	309	1 820	171 846	355 319	2 816
Meubles	.	.	.	.	25 821	9 509	280
Pâtes et papiers	.	.	.	.	854 908	1 028	2 497
Produits du papier	1 156	429	16	11 208	402 443	65 467	36 516
Imprimerie, édition et services connexes	1 359	587	.	959	125 377	.	10 660

Catégorie de transactions	Secteur productif					
	Communications	Services d'utilité publique	Commerce de gros et de détail	Finances, assurances et affaires immobilières	Services personnels socio-culturels et commerciaux	Total
	'000 $					
Fictif: commerce	-	-	6 659 217	-	-	6 659 217
Finances, assurances, immeubles	-	10 406	118 836	3 863 637	51 688	4 074 238
Services de santé et personnels	-	-	-	-	1 144 992	1 144 992
Services extérieurs des entreprises	-	-	-	-	1 728 544	1 854 301
Hôtellerie et restauration	-	-	-	10 185	2 113 261	2 212 879
Autres services	-	-	638 729	-	1 180 869	1 828 076
Importations non concurrentielles	-	-	-	-	-	-
Total	1 579 203	1 653 780	7 416 782	3 873 822	6 219 354	72 152 461

Catégorie de transactions	Secteur productif					
	Communications	Services d'utilité publique	Commerce de gros et de détail	Finances, assurances et affaires immobilières	Services personnels socio-culturels et commerciaux	Total
	'000 $					
Biens et services	464 102	286 799	2 089 243	1 358 000	1 581 861	34 277 559
Animaux vivants	-	-	4 787	-	-	582 553
Produits agricoles	-	-	5 456	-	59 556	1 252 809
Produits forestiers	-	-	325	-	-	680 001
Poissons, fourrures	-	-	-	-	5 007	101 405
Minéraux métalliques	-	-	33	-	-	662 923
Pétrole brut, gaz, services miniers	131	221	8 440	10 235	3 489	2 681 790
Minéraux non métalliques	-	-	-	-	454	73 084
Pierre, sable et gravier	-	-	-	-	157	190 890
Viandes	-	-	2 184	-	179 623	414 681
Produits laitiers	-	-	-	-	60 290	266 969
Fruits et légumes	-	-	-	-	26 947	63 539
Pains, gâteaux, biscuits	-	-	-	-	31 990	34 915
Autres produits alimentaires	-	-	1 593	-	33 381	1 082 672
Boissons	-	-	-	-	172 917	228 159
Tabac et produits du tabac	-	-	167	-	-	93 933
Produits du caoutchouc	-	12	8 913	-	1 459	243 267
Cuir et produits du cuir	-	-	824	-	3 363	159 864
Tissus et filés de coton	-	-	1 986	-	5 493	385 447
Tissus et filés de laine	-	-	994	-	568	124 112
Tissus et filés synthétiques	-	-	3 211	-	928	712 418
Autres produits du textile	696	-	10 230	-	26 973	441 298
Tricots	-	-	-	-	-	102 519
Vêtements	-	10	12 054	-	1 104	160 053
Produits des scieries	-	-	13 775	-	181	777 104
Produits divers du bois	240	3 360	13 106	-	11 896	561 468
Meubles	-	-	-	156 754	716	193 070
Pâtes et papiers	-	-	12 196	178	2 237	873 044
Produits du papier	13 777	1 569	136 945	62 971	52 427	784 924
Imprimerie, édition et services connexes	26 135	2 441	22 254	32 941	18 306	241 019

Tableau 2 (suite)

Matrice des utilisations du tableau économique, Québec, 1978

Catégorie de transactions	Secteur productif						
	Agriculture	Abattage forestier	Pêche, chasse et piégeage	Mines, carrières et sablières	Industries manufacturières	Construction	Transports et entreposage
	'000 $						
Fer et acier	-	344	-	6 248	1 020 239	120 940	5 704
Cuivre	-	-	-	11 728	269 826	35 019	61
Aluminium	-	-	-	-	321 807	58 933	37
Autres métaux	-	-	-	5 238	173 361	496	25
Produits métalliques	14 497	1 742	1 308	48 480	649 171	912 161	54 738
Machinerie et équipement	403	-	582	42 641	666 244	173 273	26 707
Autos, camions, motoneiges, pièces	20 901	15 349	213	4 325	732 630	9 891	94 381
Autre matériel de transport	-	-	1 573	-	220 822	-	197 551
Appareils électriques	-	-	-	-	53 929	19 412	35
Matériel électronique et de télécommunication	102	165	344	3 815	374 460	236 133	23 228
Ciment et béton	1 170	-	-	1 261	93 605	423 362	1 528
Produits de verre et d'amiante	322	-	-	-	164 010	113 478	1 113
Produits minéraux non métalliques	7 196	-	-	3 590	61 791	154 312	1 347
Pétrole raffiné et ses dérivés	52 053	27 809	3 547	71 374	625 506	214 857	667 468
Produits médicinaux et pharmaceutiques	6 797	68	-	580	88 804	-	1 674
Produits chimiques industriels	-	150	-	10 388	622 013	12 241	7 670
Autres produits chimiques	77 715	564	314	35 048	655 747	169 023	14 257
Produits divers manufacturiers	262	44	199	7 199	349 150	141 677	12 129
Édifices et maisons	32 503	-	-	-	53 742	-	35 891
Autres constructions	-	10 468	-	-	-	35 672	41 324
Transport et entreposage	4 152	298	-	5 277	66 461	84 404	225 326
Fictif: transport et entreposage	-	-	-	-	-	-	-
Communications	4 942	1 072	10	4 989	145 456	8 125	94 086
Électricité	29 706	559	6	38 561	390 281	2 904	58 750
Autres services d'utilité publique	2 555	-	-	-	25 133	606	649
Fictif: commerce	-	-	-	-	-	-	-
Finances, assurances, immeubles	46 306	56 372	492 747	507 482	112 035	1 957 461	
Services de santé et personnels	-	-	-	536	23 987	77	1 722
Services extérieurs des entreprises	7 397	712	40	11 875	362 785	217 063	58 196
Hôtellerie et restauration	-	-	2	2 440	122 510	14 322	7 989
Autres services	37 494	10 553	63	13 008	159 587	84 804	78 260
Importations non concurrentielles	-	-	-	4	721 884	-	929
Facteurs primaires	**694 208**	**380 586**	**26 575**	**791 373**	**14 288 709**	**4 308 877**	**2 399 598**
Salaires et gages avant impôts	69 274	198 911	13 743	450 047	7 150 383	2 952 947	2 026 571
Autres revenus bruts avant impôts	755 638	181 675	13 598	364 803	7 138 326	1 355 930	682 059
Transferts	-130 704	-	-766	-23 477	-	-	-309 032
Total	**1 608 624**	**929 355**	**42 145**	**1 306 503**	**34 810 771**	**8 527 659**	**4 520 463**

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction de l'intégration et des synthèses macro-économiques.

Catégorie de transactions	Secteur productif					
	Communications	Services d'utilité publique	Commerce de gros et de détail	Finances, assurances et affaires immobilières	Services personnels socio-culturels et commerciaux	Total
	'000 $					
Fer et acier	-	-	1 276	-	1 357	1 156 108
Cuivre	-	-	614	-	-	317 248
Aluminium	-	-	1 318	-	3 199	385 294
Autres métaux	-	-	214	-	312	179 646
Produits métalliques	-	1 805	27 734	-	4 530	1 716 166
Machinerie et équipement	22	-	-	-	-	909 872
Autos, camions, motoneiges, pièces	3 710	5 911	18 933	-	1 371	907 615
Autre matériel de transport	-	-	-	-	-	419 946
Appareils électriques	-	-	-	-	-	73 376
Matériel électronique et de télécommunication	40 069	20 950	2 946	3 323	5 255	710 790
Ciment et béton	-	-	-	-	-	520 926
Produits de verre et d'amiante	-	-	1 909	-	127	280 959
Produits minéraux non métalliques	23	-	119	22	1 998	230 398
Pétrole raffiné et ses dérivés	33 406	25 442	265 277	57 890	67 996	2 112 625
Produits médicinaux et pharmaceutiques	-	-	-	-	14 769	112 692
Produits chimiques industriels	852	40	-	-	8 733	662 087
Autres produits chimiques	1 220	512	32 755	-	22 750	1 009 905
Produits divers manufacturiers	1 966	188	17 822	99	67 255	597 990
Édifices et maisons	65 600	3 270	33 655	207 948	9 868	442 477
Autres constructions	-	48 996	-	-	-	136 460
Transport et entreposage	70 814	38 682	112 426	63 753	43 933	715 526
Fictif: transport et entreposage	-	-	-	-	-	-
Communications	74 151	9 314	195 133	84 234	205 334	826 846
Électricité	27 998	20 170	150 896	22 584	62 562	804 977
Autres services d'utilité publique	168	337	10 180	340	912	40 880
Fictif: commerce	-	-	-	-	-	-
Finances, assurances, immeubles	46 306	56 372	492 747	507 482	112 035	1 957 461
Services de santé et personnels	2 278	74	6 733	350	10 287	46 044
Services extérieurs des entreprises	24 288	21 198	360 102	100 931	141 203	1 305 790
Hôtellerie et restauration	1 676	629	6 850	2 781	2 081	161 280
Autres services	28 576	25 256	65 206	41 184	86 389	630 380
Importations non concurrentielles	-	-	4 915	-	8 143	735 875
Facteurs primaires	1 115 101	1 367 021	5 347 539	2 517 822	4 637 493	37 874 902
Salaires et gages avant impôts	850 704	355 551	3 664 414	1 442 021	1 819 924	20 994 490
Autres revenus bruts avant impôts	552 801	1 011 470	1 700 370	1 908 208	2 837 287	18 502 165
Transferts	-288 404	-	- 17 245	-832 407	-19 718	-1 621 753
Total	1 579 203	1 653 780	7 416 782	3 873 822	6 219 354	72 152 461

Tableau 3

Matrice de la demande finale du tableau économique, Québec, 1978

Catégorie de transactions	Secteur de la demande finale			
	Importations	Exportations	Dépenses publiques courantes	Dépenses courantes des ménages
	'000 $			
Biens et services	1 900 688	8 999 500	808 267	42 518 745
Animaux vivants	-20 850	16 050	443	12 122
Produits agricoles	-638 211	38 560	35 201	583 648
Produits forestiers	-30 936	7 871	1 130	25 000
Poissons, fourrures	- 72 606	14 990	-	-
Minéraux métalliques	-391 066	458 827	282	-
Pétrole brut, gaz, services miniers	-2 526 385	-	1 440	62 300
Minéraux non métalliques	-38 031	455 632	67	-
Pierre, sable et gravier	-37 097	8 496	25 582	-
Viandes	-902 636	285 509	24 060	1 952 543
Produits laitiers	-92 249	472 695	29 039	711 826
Fruits et légumes	-262 616	82 889	17 082	437 745
Pains, gâteaux, biscuits	-18 789	110 780	13 458	496 890
Autres produits alimentaires	-248 127	638 067	31 020	695 522
Boissons	-308 916	144 506	3 690	1 392 175
Tabac et produits du tabac	-138 449	312 307	256	923 496
Produits du caoutchouc	-193 558	134 613	16 753	273 567
Cuir et produits du cuir	-174 386	175 704	3 426	322 566
Tissus et filés de coton	-125 720	115 624	4 884	210 368
Tissus et filés de laine	-48 048	29 277	588	57 750
Tissus et filés synthétiques	-455 564	180 827	717	13 601
Autres produits du textile	-242 075	390 050	78 983	310 511
Tricots	-90 603	390 218	773	468 558
Vêtements	-442 621	967 358	24 727	1 509 588
Produits des scieries	-160 696	269 679	20 032	19 799
Produits divers du bois	-118 453	161 885	10 732	58 243
Meubles	-344 425	257 111	10 508	684 278
Pâtes et papiers	-199 643	2 201 291	7 651	1 955
Produits du papier	-467 333	326 829	71 598	338 448
Imprimerie, édition et services connexes	-69 490	439 275	253 368	611 758
Fer et acier	-560 070	430 568	24 947	-
Cuivre	-47 885	841 633	1 704	-
Aluminium	-110 252	909 356	3 378	37 526
Autres métaux	-108 608	66 551	427	-
Produits métalliques	-636 608	897 156	83 133	273 019
Machinerie et équipement	-1 438 058	403 457	24 875	75 492
Autos, camions, motoneiges, pièces	-2 444 197	1 065 965	25 006	2 299 981
Autre matériel de transport	-574 441	551 424	45 111	41 057
Appareils électriques	-480 500	216 099	6 235	539 065
Matériel électronique et de télécommunication	-381 215	643 592	58 090	65 233
Ciment et béton	-63 238	39 114	14 411	2 574
Produits de verre et d'amiante	-85 568	107 699	20 676	38 343
Produits minéraux non métalliques	-93 116	76 203	6 766	31 999
Pétrole raffiné et ses dérivés	-257 866	638 151	278 678	1 783 330
Produits médicinaux et pharmaceutiques	-73 806	249 908	96 741	159 145
Produits chimiques industriels	-290 099	238 036	76 646	-
Autres produits chimiques	-705 829	542 276	94 847	708 416
Produits divers manufacturiers	-892 662	441 598	174 376	1 257 370
Édifices et maisons	-	-	123 400	476 402
Autres constructions	-	-	335 433	-
Transport et entreposage	-247 590	351 544	449 403	854 886
Fictif: transport et entreposage	-330 443	584 268	-	-
Communications	-92 939	297 394	164 676	443 914
Électricité	-38 906	110 142	158 191	596 890
Autres services d'utilité publique	-	-	21 827	-
Fictif: commerce	-579 774	-	-	-

Catégorie de transactions	Secteur de la demande finale			
	FBCF publique[1]	FBCF privée[2]	Variation des stocks	Total
	'000 $			
Biens et services	1 900 688	8 999 500	808 267	42 518 745
Animaux vivants	-	-	2 565	10 330
Produits agricoles	-	-	1 522	20 720
Produits forestiers	-	-	2 498	5 563
Poissons, fourrures	-	-	6 879	-50 737
Minéraux métalliques	-	-	443	68 486
Pétrole brut, gaz, services miniers	-	-	1 349	-2 461 296
Minéraux non métalliques	-	-	435	418 103
Pierre, sable et gravier	-	-	393	-2 626
Viandes	-	-	11 559	1 371 035
Produits laitiers	-	-	-3 386	1 117 925
Fruits et légumes	-	-	4 089	279 189
Pains, gâteaux, biscuits	-	-	1 328	603 667
Autres produits alimentaires	-	-	16 660	1 133 142
Boissons	-	-	94	1 231 549
Tabac et produits du tabac	-	-	2 157	1 099 767
Produits du caoutchouc	-	-	-1 676	229 699
Cuir et produits du cuir	-	-	15 022	342 332
Tissus et filés de coton	-	-	3 475	208 631
Tissus et filés de laine	-	-	3 427	42 994
Tissus et filés synthétiques	-	-	13 104	-247 315
Autres produits du textile	376	-	15 105	552 950
Tricots	-	-	13 143	782 089
Vêtements	-	-	23 835	2 082 887
Produits des scieries	-	-	27 017	175 831
Produits divers du bois	-	87 373	7 858	207 638
Meubles	136 299	57 438	5 493	806 702
Pâtes et papiers	-	-	5 140	2 016 394
Produits du papier	-	9 260	9 157	287 959
Imprimerie, édition et services connexes	-	11 061	7 876	1 253 848
Fer et acier	-	-	33 883	-70 672
Cuivre	-	-	22 729	818 181
Aluminium	160	-	67 196	907 364
Autres métaux	120	-	4 762	-36 748
Produits métalliques	2 244	57 820	57 398	734 162
Machinerie et équipement	63 373	1 646 337	75 588	851 064
Autos, camions, motoneiges, pièces	18 034	567 631	17 571	1 549 991
Autre matériel de transport	45 976	268 178	201 045	578 350
Appareils électriques	2 392	234 435	3 879	521 605
Matériel électronique et de télécommunication	17 534	482 852	62 862	948 948
Ciment et béton	-	-	-2 333	-9 472
Produits de verre et d'amiante	-	-	4 607	85 757
Produits minéraux non métalliques	1 632	2 463	4 261	30 208
Pétrole raffiné et ses dérivés	14 625	4 629	-17 840	2 443 707
Produits médicinaux et pharmaceutiques	-	-	13 290	445 278
Produits chimiques industriels	-	-	10 363	34 946
Autres produits chimiques	-	-	26 829	666 539
Produits divers manufacturiers	64 322	90 137	25 616	1 160 757
Édifices et maisons	491 779	3 234 005	-	4 325 586
Autres constructions	1 041 822	2 245 881	-	3 623 136
Transport et entreposage	-	-	-	1 408 243
Fictif: transport et entreposage	-	-	-	253 825
Communications	-	-	-	813 045
Électricité	-	-	-	826 317
Autres services d'utilité publique	-	-	-	21 827
Fictif: commerce	-	-	-	-579 774

Tableau 3 (suite)

Matrice de la demande finale du tableau économique, Québec, 1978

Catégorie de transactions	Secteur de la demande finale			
	Importations	Exportations	Dépenses publiques courantes	Dépenses courantes des ménages
		'000 $		
Finances, assurances, immeubles	-591 726	19 478	459 680	2 229 345
Services de santé et personnels	-	-	673 145	425 803
Services extérieurs des entreprises	-37 446	175 677	244 454	165 826
Hôtellerie et restauration	-	-	59 799	2 059 300
Autres services	-97	-	75 988	1 148 133
Importations non concurrentielles	-981 627	-	2 326	451 061
Facteurs primaires	-	-	10 692 787	4 462 448
Salaires et gages avant impôts	-	-	8 858 056	132 824
Autres revenus bruts avant impôts	-	-	1 834 731	2 498 810
Transferts	-	-	-	1 830 814
Total	-21 004 145	18 984 209	15 184 646	32 800 815

1. Comprend la formation brute du capital fixe du gouvernement du Québec, du gouvernement du Canada au Québec, des municipalités et des institutions, dont les hôpitaux, les universités, les cégeps et les commissions scolaires. La FBCF publique englobe ainsi les dépenses en immobilisations, soit les dépenses relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes à des constructions déjà existantes, à l'achat de machines et d'équipement neufs et aux réparations majeures de machines et d'équipement.
2. Comprend la formation brute de capital fixe de l'ensemble des secteurs productifs québécois primaires, secondaires et tertiaires.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction de l'intégration et des synthèses macro-économiques.

Catégorie de transactions	Secteur de la demande finale			
	FBCF publique[1]	FBCF privée[2]	Variation des stocks	Total
		'000 $		
Finances, assurances, immeubles	-	-	-	2 116 777
Services de santé et personnels	-	-	-	1 098 948
Services extérieurs des entreprises	-	-	-	548 511
Hôtellerie et restauration	-	-	-	2 119 099
Autres services	-	-	-	1 224 024
Importations non concurrentielles	-	-	-	-528 240
Facteurs primaires	-	-	-	15 158 235
Salaires et gages avant impôts	-	-	-	8 990 880
Autres revenus bruts avant impôts	-	-	-	4 333 541
Transferts	-	-	-	1 830 814
Total	1 900 688	8 999 500	808 267	57 673 980

Tableau 4

Matrice des marges du tableau économique, Québec, 1978

Catégorie de transactions	Marges				
	Marges de transport et de gaz	Marges de commerce	Taxes indirectes québécoises	Taxes indirectes fédérales	Total
			'000 $		
Animaux vivants	7 849	11 821	-	-	19 670
Produits agricoles	76 659	195 243	-	-	271 902
Produits forestiers	28 929	5 435	-	-	34 364
Poissons, fourrures	3 407	5 025	-	-	8 432
Minéraux métalliques	78 507	492	21	-	79 020
Pétrole brut, gaz, services miniers	77 262	370	6 381	-	84 013
Minéraux non métalliques	37 944	2 065	1	-	40 010
Pierre, sable et gravier	51 444	5 950	12 729	-	70 123
Viandes	46 069	405 199	-	-	451 268
Produits laitiers	26 690	141 112	-	-	167 802
Fruits et légumes	18 645	116 025	-	-	134 670
Pain, gâteaux, biscuits	14 987	127 426	-	-	142 413
Autres produits alimentaires	95 973	254 207	8 440	-	358 620
Boissons	28 643	209 017	134 013	329 828	701 501
Tabac et produits du tabac	16 868	173 824	205 944	343 028	739 664
Produits du caoutchouc	23 863	133 886	20 539	25 042	203 330
Cuir et produits du cuir	10 808	131 787	6 631	9 140	158 366
Tissus et filés de coton	15 373	116 321	-	21 074	152 768
Tissus et filés de laine	2 312	44 534	-	1 939	48 785
Tissus et filés synthétiques	18 479	20 187	-	15 199	53 865
Autres produits du textile	42 021	104 132	28 641	56 168	230 962
Tricots	31 595	120 336	-	-	151 931
Vêtements	86 087	420 509	-	-	506 596
Produits des scieries	63 595	50 487	23 728	17 012	154 822
Produits divers du bois	33 749	63 491	39 324	27 769	164 333

Tableau 4 (suite)

Matrice des marges du tableau économique, Québec, 1978

Catégorie de transactions	Marges				
	Marges de transport et de gaz	Marges de commerce	Taxes indirectes québécoises	Taxes indirectes fédérales	Total
			'000 $		
Meubles	29 051	199 197	26 731	101 368	356 347
Pâtes et papiers	159 756	113 018	1 508	20 264	294 546
Produits du papier	55 769	145 009	60 657	91 473	352 908
Imprimerie, édition et services connexes	38 409	152 674	-	111 059	302 142
Fer et acier	57 096	59 621	11 644	7 223	135 584
Cuivre	24 953	14 943	3 540	4 054	47 490
Aluminium	21 520	36 147	8 349	10 829	76 845
Autres métaux	9 998	9 245	499	509	20 251
Produits métalliques	95 183	227 995	125 419	122 887	571 484
Machinerie et équipement	81 247	517 950	35 833	161 534	796 564
Autos, camions, motoneiges, pièces	64 254	526 777	219 210	271 395	1 081 636
Autre matériel de transport	14 422	35 425	21 059	4 492	75 398
Appareils électriques	16 747	191 474	57 614	59 246	325 081
Matériel électronique et de télécommunication	38 180	168 336	68 507	110 803	385 826
Ciment et béton	24 573	30 336	32 339	18 863	106 111
Produits de verre et d'amiante	41 529	45 996	11 893	9 649	109 067
Produits minéraux non métalliques	23 100	52 580	14 964	8 866	99 510
Pétrole raffiné et ses dérivés	202 429	780 283	457 340	301 595	1 741 647
Produits médicinaux et pharmaceutiques	8 459	105 641	3 120	-	117 220
Produits chimiques industriels	50 190	50 631	4 906	10 743	116 470
Autres produits chimiques	67 564	304 454	52 984	98 646	523 648
Produits divers manufacturiers	42 052	478 366	106 293	143 251	769 962
Édifices et maisons	-	-	-	-	-
Autres constructions	-	-	-	-	-
Transport et entreposage	-	-	-	-	-
Fictif: transport et entreposage	-	-	-	-	-
Communications	-	-	60 688	-	60 688
Électricité	-	-	78 578	-	78 578
Autres services d'utilité publique	-	-	-	-	-
Fictif: commerce	-	-	-	-	-
Finances, assurances, immeubles	-	-	-	-	-
Services de santé et personnels	-	-	-	-	-
Services extérieurs des entreprises	-	-	-	-	-
Hôtellerie et restauration	-	-	152 500	-	152 500
Autres services	-	-	24 547	1 781	26 328
Importations non concurrentielles	73 623	134 012	-	-	207 635
Total	**2 177 862**	**7 238 991**	**2 127 114**	**2 516 729**	**14 060 696**

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction de l'intégration et des synthèses macro-économiques.

Tableau 5

Impact économique d'une production de 10 millions de dollars de chacun des secteurs productifs sur la main-d'oeuvre, les salaires, la valeur ajoutée et les importations, Québec, 1987

Secteur productif	Main-d'oeuvre (personnes-année)			Salaires et gages avant impôts			Valeur ajoutée			Importations
	Effets directs	Effets indirects	Effets totaux	Effets directs	Effets indirects	Effets totaux	Effets directs	Effets indirects	Effets totaux	Effets Totaux
	n			'000 $						
Agriculture	46	76	122	431	1 685	2 116	5 128	3 887	9 015	1 774
Abattage forestier	110	45	155	3 352	1 281	4 633	6 414	2 506	8 920	913
Pêche, chasse et piégeage	344	28	372	3 261	698	3 959	6 487	1 410	7 897	1 990
Mines, carrières et sablières	95	41	136	3 445	1 140	4 585	6 237	2 264	8 501	1 406
Industries des aliments et boissons	48	73	121	1 307	1 588	2 895	2 804	4 448	7 252	2 894
Industrie du tabac	45	31	76	1 779	819	2 598	5 187	1 639	6 826	3 067
Industrie du caoutchouc	89	50	139	2 157	1 301	3 458	4 030	2 639	6 669	3 142
Industrie du cuir	208	58	266	3 084	1 184	4 268	5 017	2 175	7 192	2 712
Industrie du textile	100	57	157	2 180	1 330	3 510	3 685	2 479	6 164	3 732
Bonneterie	125	53	178	2 331	1 199	3 530	4 077	2 161	6 238	3 714
Industrie de l'habillement	180	65	245	2 813	1 308	4 121	4 527	2 315	6 842	3 133
Industrie du bois	127	67	194	2 648	1 795	4 443	4 453	3 430	7 883	1 789
Industrie du meuble et des articles d'ameublement	152	58	210	2 977	1 317	4 294	4 934	2 522	7 456	2 250
Industrie du papier et activités diverses	63	67	130	2 236	1 810	4 046	3 668	3 632	7 300	2 477
Imprimerie, édition et activités annexes	107	55	162	2 796	1 441	4 237	5 602	2 688	8 290	1 542
Industrie métallique primaire	54	45	99	2 050	1 240	3 290	3 777	2 468	6 245	3 593
Fabrication de produits en métal (sauf machines et équipement de transport)	91	49	140	2 243	1 280	3 523	3 781	2 402	6 183	3 627
Fabrication de machines (sauf électriques)	117	47	164	3 313	1 221	4 534	4 932	2 214	7 146	2 650
Fabrication d'équipement de transport	67	36	103	2 080	878	2 958	3 831	1 600	5 431	4 338
Fabrication de produits électriques	98	45	143	2 755	1 206	3 961	5 176	2 257	7 433	2 284
Fabrication de produits minéraux non métalliques	94	54	148	2 495	1 420	3 915	4 588	2 832	7 420	2 289
Fabrication des produits du pétrole	4	5	9	185	143	328	940	322	1 262	8 700
Industrie chimique	61	52	113	1 946	1 328	3 274	4 656	2 750	7 406	2 399
Industries manufacturières diverses	142	49	191	2 673	1 162	3 835	4 984	2 210	7 194	2 596
Construction	102	62	164	3 463	1 342	4 805	5 053	2 645	7 698	1 778
Transports et entreposage	153	50	203	4 483	1 234	5 717	5 991	2 257	8 248	2 022
Communications	158	42	200	5 387	1 177	6 564	8 887	2 158	11 045	732
Services d'utilité publique	52	27	79	2 150	704	2 854	8 266	1 334	9 600	373
Commerce en gros et de détail	301	39	340	4 941	1 001	5 942	7 233	2 051	9 284	702
Finances, assurances et affaires immobilières	158	52	210	3 722	1 432	5 154	8 648	2 669	11 317	921
Services personnels et de santé	225	39	264	2 541	901	3 442	6 739	1 970	8 709	1 244
Services fournis aux entreprises	160	23	183	3 529	718	4 247	8 550	1 282	9 832	282
Services divers	197	18	215	3 680	473	4 153	8 588	955	9 543	449

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction de l'intégration et des synthèses macro-économiques.

Tableau 6

Impact économique d'une production de 10 millions de dollars de chacun des secteurs productifs sur certaines recettes des gouvernements québécois et fédéral, Québec, 1987

Secteur productif	Effets directs				Effets totaux					
	Gouvernement québécois		Gouvernement fédéral		Gouvernement québécois			Gouvernement fédéral		
	Impôts sur les salaires	Parafis-calité	Impôts sur les salaires	Parafis-calité	Impôts sur les salaires	Parafis-calité	Taxes indirectes	Impôts sur les salaires	Parafis-calité	Taxes indirectes
					'000 $					
Agriculture	13	25	-	24	201	188	171	125	113	82
Abattage forestier	445	735	305	170	606	959	151	414	236	67
Pêche, chasse et piégeage	101	672	-	184	177	740	219	50	221	132
Mines, carrières et sablières	496	938	359	148	638	1 098	235	458	204	128
Industrie des aliments et boissons	161	142	110	70	331	296	140	222	154	73
Industrie du tabac	263	119	197	70	363	203	99	267	111	71
Industrie du caoutchouc	248	222	167	122	405	342	170	274	188	92
Industrie du cuir	228	258	126	174	346	363	99	202	236	59
Industrie du textile	232	195	153	123	378	314	127	250	194	60
Bonneterie	219	202	140	131	349	310	77	227	196	38
Industrie de l'habillement	223	206	130	159	356	321	67	216	230	34
Industrie du bois	272	410	178	149	486	676	205	323	243	141
Industrie du meuble et articles d'ameublement	292	316	189	168	442	457	199	291	237	167
Industrie du papier et activités diverses	315	327	231	98	539	561	207	385	189	99
Imprimerie, édition et activités annexes	333	233	223	158	509	368	151	345	231	113
Industrie métallique primaire	303	179	222	84	461	306	161	333	143	72
Fabrication de produits en métal	260	270	175	126	421	391	149	287	188	102
Fabrication machines (sauf électriques)	416	293	280	183	559	401	174	377	246	108
Fabrication d'équipement de transport	281	214	193	103	382	294	180	281	149	109
Fabrication de produits électriques	349	228	238	145	494	337	193	337	206	161
Fabrication produits minéraux non métalliques	299	338	201	141	472	502	277	319	212	123
Industrie des produits du pétrole	29	11	22	7	46	24	36	34	14	13
Industrie chimique	264	154	183	95	423	273	185	291	163	104
Industries manufacturières diverses	252	226	162	151	385	336	176	252	211	116
Construction	492	557	343	159	646	702	333	447	230	211
Transports et entreposage	589	573	411	219	732	688	400	507	283	194
Communications	751	417	538	246	897	534	146	639	305	87
Services d'utilité publique	327	121	245	81	411	191	80	302	118	57
Commerce de gros et de détail	415	382	248	279	533	467	150	328	331	75
Finances, assurances et affaires immobilières	418	250	279	210	588	391	142	395	285	128
Services personnels et santé	127	193	41	143	228	274	113	109	191	92
Services fournis aux entreprises	377	240	250	199	469	301	37	315	234	28
Services divers	344	326	221	208	399	364	82	258	232	44

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction de l'intégration et des synthèses macro-économiques.

Tableau 7

Impact économique de dépenses de 10 millions de dollars de chacun des secteurs de la demande finale sur la main-d'oeuvre, les salaires et la valeur ajoutée, Québec, 1987

Secteur de la demande finale	Main-d'oeuvre (personnes-année)			Salaires et gages			Valeur ajoutée		
	Effets directs	Effets indirects	Effets totaux	Effets directs	Effets indirects	Effets totaux	Effets directs	Effets indirects	Effets totaux
	n			'000 $					
Ménages	6	121	127	63	2 352	2 415	1 234	4 785	6 019
Exportations									
Vers les autres provinces	-	140	140	-	3 472	3 472	-	6 503	6 503
À l'extérieur du Canada	-	125	125	-	3 662	3 662	-	6 821	6 821
Dépenses courantes									
Gouvernement du Québec	198	46	244	4 472	1 138	6 610	6 457	2 965	9 422
Gouvernement du Canada[1]	174	62	236	5 126	1 608	6 734	5 977	2 904	8 881
Municipalités	159	51	210	4 832	1 368	6 200	5 698	2 595	8 293
Institutions	217	26	243	6 522	643	7 165	8 063	1 172	9 235
Formation brute de capital fixe									
Gouvernement du Québec et municipalités	-	160	160	-	4 554	4 554	-	7 326	7 326
Gouvernement du Canada et institutions	-	139	139	-	3 923	3 923	-	5 715	5 715
Privée	-	133	133	-	3 903	3 903	-	5 658	5 658
Demande finale totale	32	114	146	898	2 696	3 594	1 598	5 009	6 607

1. Incluant les dépenses militaires.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction de l'intégration et des synthèses macro-économiques.

Tableau 8

Effets totaux de dépenses de 10 millions de dollars de chacun des secteurs de la demande finale sur la fiscalité, la parafiscalité et les taxes indirectes québécoises et fédérales, Québec, 1987

Secteur de la demande finale	Fiscalité		Parafiscalité		Taxes indirectes[4]	
	Impôts québécois sur salaires[1]	Impôts fédéraux sur salaires	Québécoise[2]	Fédérale[3]	Québécoises	Fédérales
	'000 $					
Ménages	242	155	211	130	571	443
Exportations						
Vers les autres provinces	413	281	354	180	155	658
À l'extérieur du Canada	479	337	483	175	188	114
Dépenses courantes						
Gouvernement du Québec	810	546	478	367	102	74
Gouvernement du Canada[5]	862	589	476	353	136	101
Municipalités	810	554	611	316	276	144
Institutions	934	655	498	360	88	48
Formation brute de capital fixe						
Gouvernement du Québec et municipalités	586	402	616	232	396	228
Gouvernement du Canada et institutions	508	349	496	194	395	471
Privée	511	352	513	195	404	313
Demande finale totale	429	290	352	186	377	362

1. Les impôts québécois et fédéraux sur les salaires et gages ont été calculés en se référant aux tables d'impôt de 1987.
2. Comprend les contributions de l'employeur et de l'employé à la Régie des Rentes du Québec (RRQ) et les contributions de l'employeur à la Régie de l'assurance-maladie du Québec (RAMQ) et à la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec (CSST). Les cotisations de l'employé à la RAMQ sont intégrées dans l'impôt québécois sur les salaires et gages.
3. Comprend les cotisations de l'employeur et de l'employé à la Commission d'assurance-chômage (CAC).
4. Les taxes indirectes sont composées de la taxe de vente québécoise, de la taxe de vente fédérale, des taxes et droits d'accise imposés par le gouvernement fédéral et de diverses taxes particulières, dont les taxes québécoises sur l'essence, les repas, le tabac, les télécommunications, les paris mutuels, les droits sur la bière et sur les vins et spiritueux et la taxe fédérale sur le transport aérien de passagers.
5. Incluant les dépenses militaires.

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction de l'intégration et des synthèses macro-économiques.

Tableau 9

Compte de transactions du bien « Tabac et produits du tabac », Québec, 1978

	'000 $
Offre aux prix à la consommation	1 332 149
Offre aux prix à la production	592 485
Industrie du tabac au Québec	454 036
Importations	138 449
Marges et taxes	739 664
Marges de transport	16 868
Marges de commerce	173 824
Taxes indirectes québécoises	205 944
Taxes indirectes fédérales	343 028
Demande aux prix à la consommation	1 332 149
Demande intermédiaire	93 933
Industrie du tabac	93 766
Commerce de gros et de détail	167
Demande finale	1 238 216
Exportations	312 307
Dépenses courantes du gouvernement du Québec	256
Dépenses courantes des ménages	923 496
Variations des stocks	2 157

Source: Bureau de la statistique du Québec, Direction de l'intégration et des synthèses macro-économiques, Tableau économique du Québec, version 1978.

Inujjuak
Povungnituk
Quaqtaq
Baie d'Ungava
Inukjuak
Baie d'Hudson
Kuujjuaq
Whapmagoostoo
Baie James
Chisasibi
Eastmain
Waskaganish
Fermont
Havre-Saint-Pierre
Sept-Îles
Matagami
Chibougamau
Baie-Comeau
Île d'Anticosti
Rouyn-Noranda
Val-d'Or
Roberval
Matane
Gaspé
Golfe du Saint-Laurent
TERRE-NEUVE
Chicoutimi
Rimouski
La Tuque
La Malbaie
Rivière-du-Loup
Île de la Madeleine
Québec
Shawinigan
Mauricie
Trois-Rivières
Montmagny
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD
NOUVEAU-BRUNSWICK
Drummondville
Sorel
Hull
Montréal
Granby
Sherbrooke
ONTARIO
NOUVELLE-ÉCOSSE
ÉTATS-UNIS

Combien y a t il de mariages de divorces ou de partenaires vivant en union libre ? De personnes qui travaillent dans le secteur de la sante et des services sociaux ? De tonnes de dechets solides a eliminer chaque annee ? Les reponses a ces questions et a beaucoup d autres se trouvent dans *Le Quebec statistique*

Milieu physique, population, entreprises, gouvernements : c'est tout le Quebec economique, social et culturel qui defile a travers un millier de pages de donnees statistiques accompagnees de breves analyses.

Cet ouvrage de reference unique constitue la 59e edition de l'*Annuaire du Québec*, dont la premiere publication remonte a 1914.

Le Quebec statistique:
une vue d'ensemble sur le Quebec d'aujourd'hui.

Bureau de la statistique du Québec

9 782551 004838
Imprimé au Québec, Canada